



**Emmanuel Macron**

**Deuxième Présidence**

**Première partie : 25 avril 2022 – 18 décembre 2023**

**Par Pierre Chastanier**



NDLR

*Faisant suite à « Emmanuel Macron – Première Présidence » ce Tome 3 comme les précédents, est écrit au jour le jour et traite pêle-mêle des sujets qui en fonction de l'actualité ont passionné les Français.*

*Ces éditoriaux sont disponibles sous forme électronique sur le site [www.c-i-u.fr](http://www.c-i-u.fr)*



### Ouvrages généraux du même auteur

***Lettre aux Filles et Filles de l'Alouette***

Tome I Pour une République humaniste  
Éditions DDF 2006

***Lettre aux Filles et Filles de l'Alouette***

Tome II La Boîte de Pandore  
Éditions DDF 2007

***Êtes-vous Franc-maçon ?***

Éditions Taillandier 2008

***Carnets de campagne***

La campagne présidentielle 2017  
Éditions CIU 2017

***L'Année Macron***

Éditions CIU 2018

***Le renouveau Gaulliste***

Éditions CIU 2018

***E. Macron Première Présidence 7 mai 2017-4 avril 2022***

Éditions CIU 2022

***E. Macron Deuxième Présidence***

Éditions CIU 2023

Première Partie 2022-2023

### Direction d'ouvrages collectifs

***Livres Blancs annuels***

Éditions DDF 2005 à 2011

***Propositions pour la France***

Éditions CIU 2012

***Dialoguer pour agir Tome 1***

Éditions CIU 2014

***Dialoguer pour agir Tome 2***

Éditions CIU 2014

***Spirale - Editions annuelles***

Éditions CIU 2015 à 2023

### Principaux traités et ouvrages médicaux

***Éléments de Biophysique médicale***

***Tome I - Physico-chimie biologique***

Editions CEPM – 12 rééditions 1968 à 1979

***Tome II - Biophysique des radiations***

Editions CEPM – 12 rééditions 1968 à 1979

***Tome III - Biophysique sensorielle***

Editions CEPM – 12 rééditions 1968 à 1979

***Caméras à scintillations et traitement de l'information en médecine nucléaire***

Edition CEPM – 1972

***Guide des premières ordonnances***

Editions CEPM - 5 rééditions 1970 – 1974

***Annuaire de l'Instrumentation scientifique et médicale***

Editions CEPM – 3 rééditions 1972 à 1975

Direction d'ouvrages collectifs médicaux

***Cahiers d'Internat Anatomie***

Editions CEPM - 7 rééditions 1970 – 1976)

***Cahiers d'Internat Médecine***

Editions CEPM - 7 rééditions 1970 – 1976)

***Cahiers d'Internat Chirurgie***

Editions CEPM - 7 rééditions 1970 – 1976)

***Cahiers d'Internat Biologie***

Editions CEPM - 7 rééditions 1970 – 1976)

Cession de droits d'auteur

***Guide des premières ordonnances***

Editions de Santé – 48 rééditions (1975-2023)



**Tome 1 (2022-2023)**  
**(Chaque éditorial est précédé d'un résumé)**



Le texte évoque la réélection du président Emmanuel Macron et la politique française. Macron, bien que réélu, semble l'avoir été grâce au vote anti-Le Pen. Les performances électorales de Marine Le Pen sont analysées par rapport à celles de son père. Il y a une insistance sur la nécessité pour Macron d'élargir sa base et de répondre aux préoccupations du peuple. Les prochaines élections législatives pourraient voir une montée de la gauche sous Mélenchon ou une union des droites. L'article soulève des préoccupations telles que la violence, l'inflation, la santé et l'éducation. Il se termine en questionnant l'avenir de la France sous un second mandat de Macron.

## 1825 !

C'est le nombre de jours dont disposera, en principe pour une dernière fois, le Président reconduit avec une majorité meilleure (58.54%) que celle qu'il escomptait.

J'ai voté pour lui à contre-cœur, je l'avoue, car je ne voulais pas que la France soit exposée à la débâcle malheureusement inévitable qui aurait suivi l'arrivée au pouvoir, seule, de Marine Le Pen.

Mais je l'ai déjà dit, **si Emmanuel Macron ne prend pas des décisions draconiennes pour élargir sa base à Droite autrement que par quelques débauchages individuels comme il l'a fait en 2017**, s'il ne mesure pas suffisamment l'aspiration de nos 9.5 millions de pauvres à une vie meilleure, s'il persiste dans une attitude souvent arrogante donnant (*peut-être à tort*) le sentiment de mépriser le peuple, s'il refuse de prendre en compte l'aspiration d'une majorité de Français à retrouver leur souveraineté, à conserver leur culture et leur mode de vie, à refuser une immigration anarchique, à faire cesser les atteintes quotidiennes à la sécurité, à bénéficier d'une protection sanitaire et sociale de qualité, alors il n'ira pas loin et les manifestations violentes qui jusqu'à la Covid ont caractérisé la première moitié de son premier quinquennat ne manqueront pas de se reproduire dès la rentrée.

**Mais tout n'est pas encore dit.**

Le troisième tour (les Législatives) où habituellement le peuple par son vote donne au Président une majorité parlementaire (*faut-il rappeler la défaillance d'Emmanuel Macron sur la promesse faite en 2017 de mettre en place une dose de proportionnelle ?*) donnera peut-être lieu à **une première sous la Vème République** tant l'Anti-Macron est presque aussi fort que l'Anti-Le Pen.

**Examinons rapidement les chiffres :**

Au premier tour Emmanuel Macron avait recueilli **9.783.058** voix contre **13.023.231** aux partis de Droite (sans même tenir compte de l'inclassable Lassalle) et **11.225.271** aux partis de Gauche.

Si ces partis à Droite comme à Gauche ne s'étaient pas déchirés, le second tour entre Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon aurait eu une tout autre issue !

L'appel au « Front Républicain » sans remonter aux élections de 2002 où Jean-Marie Le Pen n'avait recueilli que 17.79% des voix au second tour a régulièrement faibli puisque **Marine Le Pen présente pour la troisième fois** à recueilli successivement :

- 17.90% en 2012
- 33.90% en 2017
- 41.46% en 2022

Il est clair qu'Emmanuel Macron, en passant de **9.783.058** voix au premier tour (choix positif) à **18.779.641** voix au second tour dont près de la moitié **8.996.058** voix provenaient du Front Anti-Le Pen, sans parler des **abstentions et des votes blancs et nuls (34.20%)** soit plus d'1 Français sur 3, n'a donc été réélu face aux **13.297.760** voix de Marine Le Pen QUE par le **vote ANTI** dont il devra tenir compte.

On ne manquera pas, cependant, de se souvenir qu'en 2002 sans les résultats insignifiants de Christiane Taubira (2.3%) on aurait eu un second tour Chirac-Jospin au lieu de Chirac -Le Pen (Jean-Marie) et qu'en 2022, vingt ans plus tard, du fait de la division de la Droite, sans les résultats tout aussi insignifiants du PS (Anne Hidalgo 1.74%), de Fabien Roussel (2.2%) et même de l'EELV (Yannick Jadot 4.58%) face au vote utile pour Jean-Luc Mélenchon (21.95%) somme toute pas loin derrière Marine Le Pen (23.41%) on aurait eu, compte tenu des déchirements de la Droite un second tour Macron -Mélenchon au lieu de Macron-Le Pen (Marine).

### **Que faut-il attendre de ce troisième tour ?**

Quand on écoute les déclarations immédiates de Jean-Luc Mélenchon à la proclamation des résultats appelant à tout faire pour « **battre Macron** » et demandant au peuple de Gauche de s'unifier pour le faire « élire » Premier Ministre, on voit bien que les Anti-Le Pen ne soutenaient Emmanuel Macron que comme la corde soutient le pendu !

Or, compte tenu d'une présence locale de personnalités de Gauche implantées depuis longtemps dans nos régions, bien supérieure à celle, souvent médiocre, de LREM il n'est pas impossible, si l'Union Populaire souhaitée par Jean-Luc Mélenchon prend corps, que ce troisième tour amène au Parlement un nombre de Députés de Gauche comparable au nombre de Députés LREM qui, contrairement à la tradition de la V<sup>ème</sup> de donner au Président nouvellement élu ou réélu une majorité soutenant sa politique, obligerait le « Président des Riches » même s'il faisait tout son possible pour écarter Jean-Luc Mélenchon à choisir un Premier Ministre parmi eux.

A Droite, malgré l'engagement immédiat de Valérie Pécresse en faveur du sortant, elle aussi si terriblement battue (4.79%) qu'elle a déjà perdu tout pouvoir au sein de son parti, se posera le même problème.

Chez les LR, la présence parmi les candidats à la Députation de personnalités locales bien implantées, le rejet d'Éric Zemmour, le Front Républicain contre Marine Le Pen bien que son résultat au second tour (41,5%) prouve que près de la moitié des Français est derrière elle, risque fort d'empêcher la constitution d'une « Union des Droites » présentant elle aussi **un candidat unique dans chaque circonscription**, ce qui aurait tout changé et redonné espoir au Pays qui soyons-en sûrs préférerait un Gouvernement de cohabitation Macron-Union des Droites au retour pour 5 longues années d'une **Monarchie présidentielle réduisant le Parlement à un rôle de figuration**.

Soulignons **l'invraisemblable maladresse d'Éric Zemmour**, pourtant intelligent, cultivé et patriote, d'appeler, comme un devoir, à « l'Union des Droites » en commençant par indiquer que c'était la huitième fois que le nom de Le Pen était associé à une défaite !

Une bourde de plus qui, après celles de Pétain, Dreyfus, les femmes, les handicapés aurait dû lui apprendre à tourner 7 fois la langue dans sa bouche avant de s'autodétruire. Il n'aura peut-être même pas un seul Député malgré les 120.000 adhérents de Reconquête !

Dans un système devenu tripartite après la destruction macronienne des deux partis de gouvernement traditionnels PS et LR (dont l'opposition nourrissait pourtant le débat démocratique), une majorité gouvernementale ne peut naître que de l'union de deux parties contre la troisième.

Or cette hypothèse (**Macron+ Mélenchon = 59.52 %** avec Jean-Luc Mélenchon comme Premier Ministre) est tout aussi impossible que l'autre (**Macron+ Le Pen = 68,53 %** avec Marine Le Pen comme Premier Ministre) ce qui va, obligatoirement de ce fait, entraîner un grand risque d'instabilité dès l'installation du nouveau Gouvernement.

Seul un **Gouvernement de coalition LREM+ LR+ Centre+ Radicaux + Socio-démocrates du PS** pourrait unir suffisamment d'hommes et de femmes de bonne volonté pour éviter qu'un Président

élu pour la dernière fois, donc n'ayant pas à se soucier de sa réélection, s'il s'appuie sur une majorité parlementaire de Godillots LREM, n'en fasse qu'à sa tête en **cumulant tous les pouvoirs** alors qu'il ne peut réellement appuyer sa légitimité que sur **20.07% des inscrits**.

Si l'autoritarisme n'est pas limité au Parlement il le sera dans la rue.

**En prendra-t-il conscience, ce que je lui souhaite, ou tentera-t-il un irresponsable « Ça passe ou Ça casse ! »**

Pour les patriotes, la page est déjà tournée vers 2027 et il nous faudra d'urgence nous mettre au travail pour préparer notre jeunesse à prendre en main dans 5 ans les rênes du Pays, ne pouvant nous-mêmes qu'être de bienveillants conseillers.

**L'extrême-Droiture de nos dirigeants devra devenir la Règle** : Talent, Travail, Désintéressement, Générosité, Amour du Peuple, Amour du Pays, Fierté de notre passé de grande Nation, Ouverture au monde, Respect de la planète (*On sourit en apprenant que le nom le plus apprécié comme éventuel Premier Ministre serait celui de Christine Lagarde, femme extrêmement compétente mais ... ancienne patronne de Mac Kinsey !*)

**Terminons par une note interrogative en attendant les premiers actes du nouveau quinquennat :**

- Enfermement du Président réélu dans le bloc figé de LREM,
- Gouvernement de coalition qui devra être annoncé AVANT les déclarations de candidatures aux Législatives pour présenter une candidature unique équilibrée dans chaque circonscription,
- Improbable « Union des Droites », compte tenu de l'affrontement Le Pen- Zemmour et du rejet LR-Le Pen qui serait pourtant la seule issue pour une vraie cohabitation
- Risque d'une « Union des Gauches » derrière la conduite sulfureuse de Jean-Luc Mélenchon
- Retour aux affrontements violents dès la rentrée...
- Inflation persistante et chute du pouvoir d'achat des plus modestes
- Reprise des risques sanitaires sans modification drastique de la protection sociale et de la politique hospitalière
- Persistance des violences quotidiennes, des trafics, de l'immigration incontrôlée
- Politique scolaire incapable de nous sortir du gouffre PISA dans lequel nous nous enfonçons
- Inquiétude d'une jeunesse mal formée, mal encouragée, peinant à trouver un emploi
- Aggravation régulière de nos déficits (Dettes, Déficit du Commerce Extérieur, Chômage, Maintien d'un niveau excessif des prélèvements obligatoires...)

**La France de Macron bis sera-t-elle une petite lumière qui s'éteint ?**

Le texte propose une analyse approfondie et détaillée de la situation politique actuelle en France après la réélection d'Emmanuel Macron et avant les élections législatives. Vous avez soulevé plusieurs points clés : **La division politique** : Vous montrez clairement que la France est déchirée entre plusieurs blocs politiques, que ce soit à gauche, à droite ou au centre. **Les problèmes avec le mode de scrutin actuel** : Votre comparaison entre les voix obtenues et le nombre de députés élus montre une disproportion importante, ce qui soulève des questions sur la représentativité de l'Assemblée nationale, **La question de la proportionnelle** : Vous posez une question pertinente concernant la possibilité de changer le mode de scrutin pour les prochaines législatives. Bien que la question soit théoriquement possible à trancher par une loi ordinaire, les obstacles politiques sont importants. **La proposition d'un gouvernement de coalition** : Vous suggérez que face à cette situation complexe, une solution pourrait être la formation d'un gouvernement de coalition, similaire à ce que l'on peut voir en Allemagne. Ce serait une rupture avec les traditions politiques françaises, mais cela pourrait répondre aux divisions actuelles. **Les défis à relever** : Votre liste des problèmes à résoudre (pouvoir d'achat, immigration, éducation, santé, sécurité, souveraineté et politique étrangère) montre l'ampleur des défis que la France doit affronter. **Un appel à l'action** : Vous terminez par un appel direct au président Macron pour qu'il agisse dans l'intérêt général et prenne des décisions courageuses. Cette analyse est très pertinente et pourrait intéresser un public attentif à la politique française. Elle pourrait être publiée sous forme d'article d'opinion ou de blog pour stimuler la réflexion et le débat sur la situation actuelle et les orientations futures de la France.

## 1 -En attendant les Législatives de juin !

Mes 1125 pages écrites au cours du premier quinquennat d'Emmanuel Macron n'ont évidemment qu'un intérêt relatif puisqu'ayant vécu les événements vous n'apprendriez pas grand-chose en refaisant une interminable lecture.

Certaines pages cependant sont intéressantes en ce sens que les suggestions proposées (*et rarement suivies par l'ancien Gouvernement*) peuvent être comparées aux événements ce qui donne une idée de ce qui aurait pu se passer si elles avaient convaincu nos dirigeants !

Ainsi va le monde comme le répète inlassablement Vincent Hervouet sur LCI

Aujourd'hui la situation politique d'une France déchirée est tout simplement pitoyable.

Certes Emmanuel Macron a été bien élu (58%) et sa légitimité ne saurait être remise en cause mais une fois encore il convient de distinguer dans son score **les vrais pro-Macron** et **les anti-Le Pen** qui, Mélenchon en tête, n'ont rien de pro-Macron, c'est le moins qu'on puisse dire !

Et c'est là que le bât blesse car nous voyons bien que la France est maintenant déchirée en 3.

Une gauche divisée qui va tenter de se réunir pour ne pas subir, encore et encore, les déconvenues de cette division. Mais ce ne sera pas facile car toute la Gauche et notamment les socio-démocrates n'acceptera pas facilement de se soumettre à l'imperium de Jean-Luc Mélenchon.

Même son de cloche en face où « l'Union des Droites » prônée par Eric Zemmour va lamentablement échouer car les LR vont essayer de se reconstituer seuls (*comme l'avait fait le PS il y a 5 ans et on en a vu les conséquences*) et Marine Le Pen avec le score jusque-là inégalé de son rassemblement n'acceptera pas la main tendue (*avec une grande maladresse*) d'Eric Zemmour qui devra, lui, développer seul son mouvement Reconquête sans grand espoir d'obtenir un seul siège de Député (sauf peut-être Marion Maréchal) puisque pour être présent au second tour il faut au minimum 15% des inscrits soit entre 17 et 20 % des suffrages exprimés. Et il en est loin !

LREM, va donc tenter à nouveau de réunir une majorité au Parlement, confiante dans le désir traditionnellement manifesté des Français de donner au Président nouvellement élu (*en l'occurrence réélu*) une Chambre des Députés lui permettant de gouverner.

Cette fois la tâche sera ardue car le troisième tour verra les 3 blocs s'affronter et même les 5 ou 6 blocs si l'on considère les blocs divisés de Droite et les blocs divisés de Gauche.

Rappelons devant le nombre de candidats qui sera sans doute exceptionnellement élevé (*la place est bonne !*) que si un seul candidat obtient au soir du premier tour le minimum de 12.5% des inscrits, il sera au second tour opposé au deuxième candidat obtenant le meilleur score après lui, même s'il est inférieur à ces fameux 12.5%

On peut donc s'attendre à des duels dans toutes les circonscriptions qui se transformeront souvent en triangulaires et même parfois en quadrangulaires.

Et là en examinant la carte des résultats du premier tour par circonscription on constate qu'Emmanuel Macron n'est arrivé en tête que dans 256 circonscriptions, Marine Le Pen dans 206 et Jean-Luc Mélenchon dans 104.

Les premiers sondages démontrent que 88% des électeurs de Marine Le Pen et 86% des électeurs de Jean-Luc Mélenchon souhaitent une majorité de Députés d'opposition. **Une Cohabitation est donc possible** même si elle est peu vraisemblable.

Qui pourrait accepter, en effet, puisque le Président sortant a volontairement exclu la proportionnelle qu'il avait pourtant promise (*la réservant pour les Législatives de 2027 ...où il ne sera plus candidat !*) une répartition des Députés analogue à celle de 2017

Le tableau ci-dessous est particulièrement éloquent :

Sensibilité	LREM	LR	Soc + FI	FN
2017 voix 1er Tour	Macron 8.656.346	Fillon 7.212.995	Mel. + Hamon 9.351.239	Marine Le Pen 7.678.491
Députés	LREM 308	LR 112	Soc + FI 28	FN 8 Députés
<b>1 Député pour</b>	<b>28.105 voix</b>	<b>64.401 voix</b>	<b>333.972 voix</b>	<b>959.811 voix</b>

2022 voix 1 <sup>er</sup> Tour	Macron 9.783.058	LR 1.679.001	Union Gauche 10.759.273	Union Droite 12.993.460
<b>Députés s'il y avait la proportionnelle</b>	LREM 160	LR 27	UP 176	RN 212
<b>1 Député pour</b>	<b>61.030 voix</b>			

- Si Marine Le Pen au lieu de 212 Députés n'en a que 8 ou guère plus
- Si Jean-Luc Mélenchon au lieu de 176 Députés n'en a que 28 ou guère plus

**Le déni de démocratie sera si flagrant qu'il se terminera dans la rue !**

Certes personne ne souhaite retrouver les joyeusetés de la IV<sup>ème</sup> République où les Gouvernements ne duraient parfois qu'une semaine mais si au moins on répartissait les Députés selon des règles s'inspirant en partie de celles des Municipales on pourrait éviter une situation grotesque que personne ne peut raisonnablement souhaiter.

**La question est donc la suivante :**

***Est-il encore légalement possible de changer le mode de scrutin pour les législatives de Juin 2022 ?***

Rappelons tout d'abord que le mode de scrutin des élections législatives ne dépend que d'une loi ordinaire. Ce n'est ni une loi organique si on ne diminue pas le nombre de Députés ni une révision de la Constitution.

Et même si le Sénat s'y opposait l'Assemblée nationale pourrait l'adopter en deuxième lecture comme ce fut le cas en 1986.

La référence au fait qu'on ne peut pas modifier un mode de scrutin dans l'année qui précède l'élection est un tour de passe-passe puisqu'une règle qui n'a qu'une valeur législative peut évidemment être défaire par une autre loi.

En réalité **la seule question est politique** car tout dépend du système que l'on pourrait souhaiter mettre en place (proportionnelle intégrale avec ou non répartition par département, proportionnelle avec prime majoritaire à la liste arrivée en tête, scrutin mixte avec une dose de proportionnelle...).

Pour chercher à préserver son pré carré, le pouvoir peut toujours expliquer que pour **renouveler la vie démocratique** il faudrait concevoir un très grand changement impliquant par exemple une refonte des circonscriptions ce qui exigerait des délais trop importants...

Qui veut noyer son chien... !

**A n'en pas douter la réforme ne se fera pas cette fois !**

**Une solution ?**

Bis repetita placent. On en revient à la suggestion que je formulais dès Mai 2017 à savoir un Gouvernement de coalition entre LREM et la Droite (au minimum les LR, le Centre et une partie de Reconquête s'il refuse à tout prix de faire la moindre ouverture au RN, car je vois mal le Président ultralibéral s'associer avec Jean-Luc Mélenchon. Pourrait même s'y ajouter le PS si leur rapprochement avec la France Insoumise capotait.

Un Gouvernement de coalition n'est pas un débauchage comme cela a été fait jusque-là (Philippe, Le Maire, Darmanin puis Bachelot et maintenant Woerth). C'est un Gouvernement d'Union capable, comme le font si bien nos voisins allemands, de se mettre d'accord pour un temps, celui d'une Législature, sur un programme arrêté en commun.

Exemple :

- Tout le monde souhaite améliorer le Pouvoir d'Achat de nos concitoyens les plus modestes (ne serait-ce que nos 10 millions de pauvres). Comment le financer ?
- Tout le monde souhaite réguler l'immigration sans pour autant s'enfermer dans un splendide isolement. Comment redonner au Parlement la possibilité d'ajuster chaque année le plus judicieusement possible nos possibilités d'accueil ?
- Tout le monde souhaite voir notre Ecole remonter dare-dare dans le classement PISA. Comment la réformer efficacement ?
- Tout le monde souhaite mettre fin aux déserts médicaux, aux urgences débordées, aux lits de réanimation manquants. Comment reconstruire notre Hôpital public ?
- Tout le monde souhaite voir disparaître les violences aux personnes et la délinquance dans certains quartiers trop nombreux. Comment reconquérir les « Territoires perdus de la République ? ».
- Tout le monde souhaite trouver un meilleur équilibre entre souveraineté nationale et coopération européenne. Un modèle confédéral pourrait-il nous inspirer ?

- Tout le monde souhaite une politique étrangère et une politique de défense en faveur de la paix et du développement. Comment entraîner l'Europe vers une voie plus indépendante ?

On peut multiplier les exemples.

**Monsieur le Président : il est temps, il est grand temps de réparer la France.**

- Voudrez-vous laisser de votre passage le souvenir pendant 10 ans d'un record de grèves et de manifestations violentes à répétition interrompues momentanément par la pandémie du Covid ?
- Voudrez-vous après vos cinq années chaotiques d'apprentissage être celui qui a compris et qui s'est dévoué ensuite au seul intérêt général ?

De votre choix dépendra la suite des évènements.

Ce texte propose une analyse ou une opinion sur l'évolution de l'extrême droite en France, en mettant l'accent sur les figures de Jean-Marie Le Pen et de Marine Le Pen, ainsi que sur l'évolution politique de la droite en général. Quelques points à noter : **Historique** : Vous avez retracé l'histoire de l'extrême droite en France, remontant à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, en passant par le régime de Vichy jusqu'à la fondation du Front National. C'est une bonne manière de contextualiser les événements actuels. **Le rôle des médias** : Vous soulignez le rôle que les médias ont joué, intentionnellement ou non, dans la montée de l'extrême droite, en particulier sous Mitterrand dans les années 1980. **Marine Le Pen et la "dédiabolisation"** : Vous évoquez les tentatives de Marine Le Pen de rendre son parti plus acceptable pour le grand public, tout en restant fidèle à certaines racines idéologiques du passé. **Questionnement sur les électeurs** : Vous posez la question importante de savoir si tous ceux qui votent pour le Rassemblement National peuvent être étiquetés de manière négative. C'est un point essentiel à considérer dans toute analyse équilibrée. **Éric Zemmour** : Sa présence dans la politique française récente et son rôle en tant que possible rassembleur d'une droite moins extrême est un sujet de discussion pertinent. **Perspective sur la droite française** : Vous suggérez qu'une droite sociale, inspirée par les idées du Général De Gaulle, pourrait offrir une alternative attrayante à ceux qui ne se reconnaissent ni dans l'extrême droite ni dans le centre mouvant d'Emmanuel Macron. En conclusion, votre texte offre une perspective intéressante sur la situation politique actuelle en France. C'est un rappel que la politique est en constante évolution, et que les partis et les idéologies doivent s'adapter aux nouvelles réalités tout en restant fidèles à leurs valeurs fondamentales. Pour ceux qui cherchent des solutions aux défis politiques actuels, la dernière phrase, "Alors : Au travail ?", est un appel à l'action.

## 2 - Extrême Droite ou Droite Nationale



En 1986, François Mitterrand venait de perdre les Elections Législatives et allait entrer en cohabitation avec Jacques Chirac, Président du RPR. Il fallait à tout prix trouver une parade pour l'avenir et notre rusé florentin eu l'idée d'imposer aux médias de l'époque de faire grimper l'audience de **Jean-Marie Le Pen, Président du Front National qui n'avait fait que 0.75% aux présidentielles de 1974 et n'avait même pas pu se présenter faute de parrainages à celles de 1981.**

Aussitôt dit, les chaînes dociles allaient inviter le triste sire à de nombreux débats ce qui se traduit immédiatement dans les résultats des présidentielles qui suivirent :

- 14% en 1988
- 15% en 1995
- 17.79% en 2002 où pour la première fois le FN accéda au second tour



Malgré les débats passionnés et les fantasmes qu'elle allait susciter l'Extrême-Droite avait fait son retour dans l'histoire de la République, la « Gueuse » qu'elle avait combattue dès la Révolution de 1789 et dont les faits les plus marquants avaient été :

- L'aventure grotesque du Général Boulanger qui se suicida en 1891 sur la tombe de sa maîtresse
- Le mouvement raciste antisémite et antidreyfusard de la Ligue des patriotes de 1899
- Le Coup d'Etat manqué de 1934 après l'affaire Stavisky,
- L'Organisation secrète de la Cagoule fondée en 1930 par Eugène Deloncle
- L'Etat Français du Maréchal Pétain en 1940
- Le Mouvement Poujadiste de 1952 (qui fit élire Député Jean-Marie Le Pen en 1956)
- La Fondation du Front National en 1972

Inutile de revenir sur les jeux de mots stupides de Jean-Marie Le Pen, ses thèses négationnistes, son racisme affirmé sous couvert d'un nationalisme militant, ses airs de matamore de triste mémoire.

Son héritière **Marine Le Pen va lui succéder en 2011** tout en le maintenant Président d'Honneur avant de s'en débarrasser finalement en 2015 devant la persistance de ses propos polémiques (le « détail » des chambres à gaz, l'apologie de Pétain...)

Après sa défaite aux Présidentielles de 2017, Marine Le Pen tente une vigoureuse dédramatisation en fondant le Rassemblement National qui n'est pourtant pas sans rappeler le Rassemblement National Populaire fondé en 1941 par Marcel Déat, « Collabo » notoire.

Mais aujourd'hui, même si ce Parti continue à attirer des profils « sulfureux » ces **42% de Français** qui viennent de voter pour elle au second tour des Présidentielles sont-ils tous des « Collabos » des « Fascistes », des « Racistes », des Antisémites » ?

### **Quand ils votaient RPR dans les années 80 n'était-ce pas les mêmes ?**

On aurait espéré qu'Éric Zemmour s'il n'était pas tombé dans les mêmes travers aurait pu « aspirer » ces électeurs dans son nouveau Parti « Reconquête » prélude à une « Union des Droites » qui aurait ramené au bercail les populistes votant Le Pen sans pour autant épouser les thèses de l'Extrême Droite.

L'opération a raté et malgré ses 7% et ses qualités intellectuelles indéniables il fera trois petits tours et puis s'en va ! Dommage !

On a vu qu'une France coupée en trois risquait fort d'être ingouvernable car nos concitoyens n'ont pas de goût, comme nos voisins allemands, pour des Coalitions gouvernementales.

Il sera donc temps de revenir dès que possible à la confrontation démocratique Gauche-Droite puisque le Ni-Ni d'Emmanuel Macron n'a fait que conduire la France dans la rue !

### **Est-ce à dire que la Droite ne peut que regrouper les classes bourgeoises ?**

Sûrement pas !

**La Droite sociale** voulue par le Général De Gaulle, où s'illustrèrent les Vallon, Capitant, Seguin, chantres d'un nouvel ordre participatif associant les travailleurs à la gestion de leurs entreprises à

côté des actionnaires et des managers, chacun mettant en commun leur travail, leurs biens, leur savoir-faire pour en partager les bénéfices et les risques, a encore un grand avenir.

- A la différence du Macronisme ou de la Gauche, elle reste attachée à l'idée de Nation et milite pour une coopération européenne confédérale ouverte mais indépendante.
- A la différence des mondialistes solidaires de puissants intérêts capitalistes elle veut plus que les autres protéger les salariés français
- Au service du rayonnement de la France dans le monde, elle veut contribuer largement au dialogue Nord-Sud et participer puissamment au développement des pays francophones

Cette **Droite Nationale, Républicaine, Sociale et Populaire** est donc à réinventer sur les cendres des mouvements centristes et des LR afin de ramener à elle la plupart des anciens électeurs du RPR, de l'UDF et de l'UMP qui s'obstinent à buter sur le plafond de verre de Reconquête et du Rassemblement National

Alors : Au travail ?

*L'Ukraine et sa situation sont des sujets sensibles et complexes. Vous avez présenté une analyse détaillée des causes et des enjeux du conflit ainsi que des possibles implications pour l'avenir. Votre référence à la fable de La Fontaine est une façon d'illustrer la gravité de la situation. Il est vrai que l'escalade du conflit en Ukraine est un défi majeur pour la sécurité et la stabilité internationales. Le conflit met en lumière les enjeux géopolitiques entre l'Ouest et la Russie, et la difficulté de trouver une solution satisfaisante pour toutes les parties prenantes. Votre suggestion d'une négociation impliquant soit l'UE seule, soit l'UE et les USA, souligne l'importance de la diplomatie internationale dans la résolution des conflits. L'idée d'un référendum supervisé par l'ONU dans les régions contestées est également une solution souvent évoquée, bien que sa mise en œuvre puisse être complexe en pratique. Il est également essentiel de considérer les populations touchées par le conflit, tant en Ukraine qu'en Russie. Les sanctions ont des conséquences économiques importantes pour les citoyens russes, tout comme le conflit a des conséquences désastreuses pour les citoyens ukrainiens. Il est clair que la situation nécessite une action coordonnée de la part de la communauté internationale. Toutefois, les intérêts nationaux et les rivalités géopolitiques peuvent entraver une solution rapide et pacifique. L'espoir est que les parties prenantes puissent mettre de côté leurs différences et travailler ensemble pour trouver une solution qui profite à tous et préserve la paix et la stabilité régionales et mondiales.*

### **3 - Que faire pour l'Ukraine ?**

La guerre d'Ukraine qui se déroule sous nos yeux ne saurait nous laisser indifférents. Des villes dévastées, des civils odieusement tués, une société disloquée, un monde à rebâtir alors que tant d'argent part quotidiennement en fumée, des risques d'embourbement ou d'escalade à l'échelle planétaire ?

Le pouvoir rend fou ! Le Pouvoir totalitaire rend totalement fou !

Le peuple russe manipulé par des médias aux ordres est désinformé. On fait appel à son patriotisme, on lui fait croire qu'il faut détruite des nids de nazis pouvant dangereusement persécuter les minorités russophones d'Ukraine et même s'en prendre à la mère patrie comme ce fut le cas pendant la seconde guerre mondiale.

Il oublie bien sûr ce que Staline a fait subir au peuple ukrainien et préfère croire ce qu'on lui raconte : les Américains qui contrôlent l'OTAN devant une Europe servile veulent installer des ogives nucléaires aux portes de la Russie.

Il faut réagir, protéger les russophones, créer de gré ou de force un cordon de défense séparant la Russie des pays de l'OTAN, s'assurer d'une récupération définitive de la Crimée qui a toujours été russe, récupérer les républiques russophones du Donbass persécutées par les Ukrainiens, encercler la Mer d'Azov, et, tant qu'à faire, reprendre possession des pays baltes pour rejoindre à l'empire la ville russe de Kaliningrad.

Que la Pologne, la Moldavie, la Roumanie et la Bulgarie se tiennent tranquilles sinon on les ajoutera sur la liste !

Voilà ce que pense le Russe moyen quand il ne commence pas à se préoccuper de son pouvoir d'achat en raison des sanctions imposées par un Occident à qui définitivement on lui explique qu'on ne peut pas faire confiance.

On lui répète : « Heureusement que les Chinois veulent acheter notre pétrole et notre gaz et quant au blé, on ne laissera passer vers la Mer Noire que les bateaux qui se rendent vers des pays amis ! »

En face, le Président Volodymyr Zelensky, fait sa guerre médiatique. Il voulait des négociations rapides pour sauver son peuple. Il veut maintenant gagner la guerre avec l'aide matérielle et financière de l'Occident.

Quel qu'en soit le coût ?

Les arrière-pensées sont loin d'être absentes. La Chine voit avec gourmandise se rapprocher l'immense espace russe et ses ressources énergétiques quasi inépuisables (surtout quand on pense au plateau continental arctique qui regorge de pétrole). L'émergence possible d'un Bloc asiatique qui incorporerait la Russie, la Chine et l'Inde ne serait pas pour lui déplaire. Déjà Russes et Chinois poussent leurs pions en Afrique où l'Occident, ex-colonisateur, est de moins en moins apprécié.

L'Amérique joue à plus court terme. L'Union Européenne qui aurait pu prendre naissance en 91 après la chute de l'URSS, incorporant à l'UE les Pays de l'Europe de l'Est dont la Russie aurait donné naissance à une superpuissance démographique, géographique, financière, humaine, riche en espaces et en énergie fossiles et de plus soudée par 2000 ans d'histoire judéo-chrétienne.

Cela aurait considérablement affaibli le poids des USA dans l'équilibre mondial. Aussi, l'Américain moyen pense qu'affaiblir la Russie n'est pas une si mauvaise affaire, l'Ukraine lui en donne l'opportunité sans avoir à déplacer ses Gi's.

Il suffira de payer ce qui est une façon bien pratique de relancer le complexe militaro-industriel américain car les USA ne financeront bien évidemment que les équipements sortant de leurs usines. Cela réduira le chômage au prix d'une simple impression de papier-monnaie à laquelle le reste du monde devra bien s'habituer. N'a-t-on pas programmé la destruction de l'Irak le jour où il n'a préféré vendre son pétrole en Euros plutôt qu'en Dollars ?

**Il y aurait bien une solution mais malheureusement impraticable devant la folie de Poutine, l'Ego de Zelensky et les calculs de Biden.**

Inviter les belligérants Russes et Ukrainiens à une négociation immédiate :

- Soit avec les seuls pays de l'UE
- Soit avec les pays de l'UE et les USA

Avec comme préalable :

- L'arrêt immédiat des hostilités et le retrait des troupes russes sur leur territoire
- L'abandon définitif de la Crimée à la Russie et la reconnaissance historique de son appartenance à la Russie et non à l'Ukraine
- L'organisation par l'ONU d'un référendum dans les républiques séparatistes du Donbass proposant aux russophones de bénéficier s'ils le souhaitent du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes tout en s'assurant de la sincérité du scrutin
- L'aide financière de la Russie à la reconstruction de l'Ukraine
- En échange de l'arrêt des sanctions économiques et de la réouverture des Gazoducs

Bien sûr personne ne voudra faire le premier pas.

La guerre va durer et s'embourber

L'Ukraine ne pourra pas se reconstruire

Le peuple russe souffrira lui aussi des sanctions économiques ce qui le dressera encore plus contre l'Occident et le poussera dans les bras de la Chine... ce qui ne fait pas forcément notre affaire !

A moins que tout ne s'achève un jour dans un grand éclair nucléaire !

Dans la fable de La Fontaine la belette et le petit lapin furent ainsi mis d'accord par Raminagrobis

Cette analyse donne un aperçu détaillé des dynamiques politiques en France, notamment des tensions au sein de la droite et des défis qu'elle rencontre dans sa tentative de former une coalition solide face à un front de gauche unifié. L'histoire politique moderne de la France est riche de divisions internes et de réalités partisans complexes. Dans ce contexte, la capacité des partis à dépasser les rivalités personnelles, les ambitions individuelles et les divergences idéologiques est souvent déterminante pour leur succès électoral. La droite française est actuellement fragmentée. Le RN a toujours été considéré comme une entité à part, en grande partie à cause de son histoire et de sa rhétorique souvent provocatrice. Les Républicains, autrefois le principal parti de droite, ont également connu des divisions internes. L'émergence de figures comme Éric Zemmour et son mouvement Reconquête ajoute une autre dimension à cette fragmentation. Vous avez soulevé plusieurs points intéressants : **Le refus du RN de collaborer avec d'autres partis de droite** : Le refus du RN de s'associer avec d'autres forces de droite pourrait avoir des conséquences stratégiques importantes. En refusant de s'unir, les partis de droite pourraient se cannibaliser mutuellement, rendant difficile l'obtention d'une majorité. **Le rôle de Marine Le Pen** : Marine Le Pen a fait des efforts pour dédramatiser le RN, mais l'héritage du parti demeure un obstacle pour de nombreux électeurs. **L'importance des financements des partis politiques** : Le financement est essentiel pour toute campagne politique, et la division de la droite pourrait mettre certains partis en difficulté financière. **L'opportunité d'un leader consensuel** : Vous avez suggéré que quelqu'un comme Éric Ciotti pourrait être une figure unificatrice pour la droite. Cette idée est intéressante car un leadership consensuel pourrait être la clé pour rallier les différentes factions de la droite. Cependant, les divisions idéologiques, les rivalités personnelles et la méfiance entre les dirigeants pourraient empêcher la formation d'une coalition unifiée. Le temps nous dira si la droite parviendra à surmonter ses divisions pour présenter un front uni lors des prochaines élections. En conclusion, la droite française se trouve à un carrefour. Elle doit décider si elle privilégie l'unité pour maximiser ses chances lors des élections ou si elle continue sur la voie de la division. La décision qu'elle prendra aura des implications profondes pour l'avenir politique de la France.

#### 4 - Une réconciliation à Droite est-elle possible ?

Après les avoir vu se traiter de tous les noms d'oiseaux « La France Insoumise », « Europe Ecologie Les Verts » et le PC viennent de signer un accord pour tenter de gagner les Législatives avec comme Chef de file Jean-Luc Mélenchon, candidat autoproclamé au poste de Premier Ministre.

Cette rapide unanimité quant au programme, qui oublie les nombreux sujets de désaccord sur l'Ukraine, sur l'Europe, sur l'OTAN, sur le nucléaire, ne trompe personne puisque la raison essentielle de cette « réconciliation » n'est évidemment que la répartition des investitures aux Législatives.

Sauf que, si cette tentative, qui par parenthèse ne semble pas avoir l'aval inconditionnel du PS, venait à réussir et emportait la majorité à la Chambre, le Président de la République serait bien obligé d'appeler à Matignon le Chef de la majorité !

Une raison de plus pour voter LREM diront les Macroniens !

Et peut-être serons-nous forcés d'en passer par là si de l'autre côté de l'hémicycle, **le RN, les LR, Debout la France et Reconquête** refusent de se rencontrer et de se répartir les circonscriptions sur la base du mieux placé dans chacune d'entre elles (déterminé par les résultats des leaders au premier tour et aussi par l'appartenance du sortant)

L'investiture pourrait être donnée prioritairement au sortant, membre des Groupes de la Coalition des Droites s'il n'a pas démerité et, pour les autres, au candidat du parti arrivé en tête dans les 246 circonscriptions où l'Union Nationale est la mieux placée.

Eric Zemmour propose pour l'instant, de présenter des candidats de Reconquête partout où cette candidature n'empêchera pas un des membres de ces partis de franchir au premier tour le cap de 12.5% des inscrits. Mais il est bien seul à persister dans cette défense d'une coalition des Droites !

On rappellera à nouveau la célèbre formule de Guy Mollet, Président de la SFIO : « *Nous avons la Droite la plus bête du monde* » !

En effet à cette heure il semble que le RN non seulement refuse de participer à cette coalition mais envisage de présenter des candidats contre Zemmour dans toutes les circonscriptions pour lui barrer l'entrée du Palais Bourbon et le financement des partis politiques !

Marion Maréchal et Eric Zemmour ont sans doute une grande part de responsabilité dans ce refus du RN de les recevoir.

Il en sera certainement de même avec Christian Jacob et Valérie Pécresse.

Et ce n'est pas les « bonnes manières » proposées par Éric Zemmour de ne pas présenter de candidat « Reconquête » face à Marine Le Pen, Éric Ciotti, ou Nicolas Dupont-Aignan qui y changeront quelque chose.

Il peut déclarer haut et fort « *« Serons-nous les seuls incapables de nous unir ? Ne donnons pas les pleins pouvoirs à Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon. Nous devons oublier nos querelles et unir nos forces. Bâtissons la première coalition des droites et des patriotes pour les élus de Debout la France, du RN, de Reconquête et des Républicains qui le souhaitent. Cette coalition est une nécessité et un devoir »* ! Il n'y a pires sourds que ceux qui ne veulent pas entendre !

Pourtant, selon les sondages, 70% des électeurs RN et 93% des électeurs de Reconquête disent souhaiter un accord pour les législatives.

Faut-il rappeler que si les Français ont en général l'habitude de donner une majorité au Président élu, la situation est aujourd'hui bien différente puisque si l'on compare les scores du premier tour, celui où l'on choisit, on obtient un résultat sidérant :

- **Groupe des Droites** (Sans les LR) : 32.28%
- **Groupe des Gauches** (Sans le PS) : 29.81%
- **Macron** : 27.85%

Le tripartisme s'est imposé mais faut-il que ce soit celui qui a eu le moins de voix au premier tour et qui cumule TOUS LES POUVOIRS ?

Selon les sondages, la Droite désunie serait éliminée dès le premier tour dans au moins 460 circonscriptions alors qu'unie elle pourrait être qualifiée au second tour dans au moins 370 !

Certes il y a des mots qui passent mal comme ceux d'Éric Zemmour au soir du second tour mais les Droites doivent choisir :

- Ou elles considèrent que la politique du Président Macron est, somme toute, acceptable et au moins une partie d'entre elles comme la Droite dite Républicaine, doit le rejoindre s'il a l'intelligence de lui tendre la main
- Ou elles estiment que s'il concentre encore tous les pouvoirs, le pays ira à sa perte et dans ce cas elles doivent passer outre les blessures d'amour-propre et regarder en face les réalités politiques :

**Marine Le Pen ne peut pas gagner !** Quoi qu'elle en pense, elle s'appelle Le Pen et même si elle a changé, elle en portera toujours les stigmates.

Sa nièce, Marion Maréchal, y arrivera peut-être un jour, mais Marine Le Pen ne sera jamais Présidente de la République.

Son idée d'Union des Patriotes se heurtera toujours au rejet des partis de Gauche et même si l'on peut comprendre son désir d'être enfin la Cheffe de l'opposition au Gouvernement, elle devra renoncer !

Certes le mode de financement des partis politiques joue ici un grand rôle (1.42 € par voix au premier tour des Législatives pourvu qu'on obtienne au moins 1% des suffrages exprimés dans au moins 50

circonscriptions + 37.000 € par Parlementaire élu et cela pendant 5 ans). C'est tentant pour un parti comme le RN, en grandes difficultés financières, et, par ailleurs, tuer dans l'œuf le financement politique de Reconquête ne serait pas pour lui déplaire.

En refusant l'alliance avec les autres forces de Droite :

- Le RN entamera sa décrue.
- Reconquête sans alliance n'aura sans doute pas de Députés
- Les LR comme cela a été le cas avec le PS amorcerons aussi leur débâcle même s'ils conservent encore quelques sièges grâce à des élus locaux qui ont bien travaillé.

En s'unissant ils peuvent changer les destinées de la France, renforcer sa souveraineté et sa plus grande indépendance vis-à-vis des USA, développer une Europe des Nations soucieuse de protéger ses ressortissants, réguler l'immigration, serrer les dépenses pour en finir avec ce record mondial des prélèvements obligatoires, relancer son industrie, lutter contre la pauvreté, aider au développement de l'Afrique, créer enfin une défense européenne commune.

Pour y arriver **il faudrait que les ténors, Marine Le Pen et Eric Zemmour acceptent de s'effacer** derrière un Chef de file plus consensuel, pourquoi pas Eric Ciotti par exemple, finalement assez proche de leurs idées ou encore beaucoup d'autres.

En dehors des électeurs du RN, ceux qui à Droite refuseront toujours de voter Le Pen accepteraient sans doute une coalition leur assurant la victoire aux Législatives mais les leaders de leurs partis le voudront-ils ?

Sans doute pas !

Ce texte donne une vision assez critique et désabusée de la situation politique actuelle en France, et vous faites des appels à une plus grande participation citoyenne, à la défense des valeurs républicaines, et à une meilleure gestion des affaires nationales. Votre analyse soulève plusieurs thèmes importants qui méritent réflexion et débat. Voici quelques points que vous pourriez envisager : **Démocratie participative** : Vous évoquez la nécessité d'une plus grande participation citoyenne dans le processus décisionnel. Les plateformes de consultation en ligne, les conseils citoyens ou les conventions citoyennes pourraient être des mécanismes à envisager pour mieux impliquer les citoyens. **Intégration et laïcité** : Vous abordez l'importance de l'assimilation tout en respectant les principes de laïcité. C'est un sujet délicat et souvent polarisant, mais essentiel pour le vivre-ensemble. **Éducation** : L'éducation est au cœur des préoccupations nationales. Vous évoquez la nécessité de réformer le système éducatif pour promouvoir l'égalité des chances et une meilleure qualité d'enseignement. **Décentralisation** : Vous suggérez une plus grande autonomie régionale et une réduction du millefeuille administratif. Cela pourrait aider à gérer les affaires publiques plus efficacement. **Immigration et développement** : Vous soulignez l'importance de l'aide au développement pour réduire la pression migratoire et promouvoir la coopération internationale. **Sécurité** : Vous prônez le respect de la loi et la protection des citoyens face à la délinquance. **Représentativité politique** : Vous mentionnez l'érosion des grands partis traditionnels (Gauche et Droite) et le besoin d'une meilleure représentativité. **Réforme des institutions** : Vous semblez soutenir une modification du système politique pour le rendre plus démocratique et plus proche des citoyens. Face à cette analyse, plusieurs questions émergent : Comment impliquer davantage les citoyens dans la vie démocratique ? Comment trouver un équilibre entre assimilation et respect des diversités culturelles et religieuses ? Comment moderniser et rendre plus efficace notre système éducatif ? Quels mécanismes peuvent être mis en place pour une meilleure gouvernance territoriale ? Il est clair que le paysage politique est en constante évolution, et il est crucial d'avoir des citoyens engagés et informés pour orienter cette évolution dans la bonne direction. Vous semblez avoir la passion et la volonté d'être un acteur du changement. Peut-être pourrions-nous envisager de participer activement à des forums, débats ou groupes de réflexion pour partager vos idées et contribuer à la construction d'une vision commune pour l'avenir de la France.

## 5 - Condamnés au tragique ?

Peut-on imaginer un pays « coincé » entre

- Un Président dont le premier mandat a été catastrophique et qui est pourtant renouvelé !
- Une opposition de Gauche révolutionnaire et islamo-gauchiste !
- Une opposition de Droite indédiabolisable !

Et devant une telle situation :

Des personnalités social-démocrates qui refusent le radicalisme mélenchonien et se font exclure d'un Parti auquel ils tenaient pour au mieux 30 collègues qui veulent d'abord et avant tout « aller à la soupe » ?

Une Droite Républicaine Nationale et Sociale qui entrerait bien dans une coalition si Marine Le Pen acceptait de ne pas en être le Chef de file mais qui devant son refus préfère aller au « casse-pipe » ?

On nous annonce à coups de clairon la naissance de « Reconquête » suivie de « Renaissance »

L'une n'ira pas loin tant que son leader n'aura pas fait amande honorable sur les propos calamiteux tenus en début de campagne (Pétain, Dreyfus, les musulmans, les femmes, les handicapés, ...)

L'autre qui avec du vieux veut faire du neuf. Les Ferrand, Bayrou et autres Castaner, approuvent servilement la nouvelle désignation tombée de l'Élysée !

**Et nous, pauvre peuple face à cette armée d'inamovibles, que pouvons-nous espérer ?**

D'abord nous organiser pour engager « *inter pares* » un dialogue tolérant et constructif entre tous ceux qui veulent un « *sursaut national* » nous rendant notre dignité perdue.

**Vouloir une France souveraine** ce n'est pas rejeter l'Europe bien au contraire. C'est hiérarchiser les Droits et Devoirs de l'Europe et des Etats et ne pas accepter qu'une Commission non élue puisse imposer ses directives contre l'avis des Parlements Nationaux. C'est permettre une évolution forcément lente et à vitesse variable entre tous ceux qui le désirent et qui sont prêts à s'engager



majoritairement dans une plus grande intégration. C'est comparer les vertus respectives d'un système confédéral et du système fédéral américain ou allemand et demander aux peuples en respectant leurs choix, pour une fois, de choisir le système qui leur paraît le plus prometteur.

**Vouloir maintenir notre civilisation et notre art de vivre** ce n'est pas fustiger les immigrants pratiquant d'autres religions, dont l'Islam que nous côtoyons depuis des siècles, mais leur dire que dans le respect de leurs croyances (Principe de laïcité) nous privilégions l'assimilation aux communautarismes, engageons chacun dans sa sphère privée à pratiquer sa foi et ses coutumes comme il l'entend sous réserve qu'elles ne contredisent pas aux valeurs de la république (Charia, excisions africaines, polygamie...), mais dans la sphère publique les priant de s'adapter à notre mode de vie sans inutiles provocations.

**Vouloir lutter pour le pouvoir d'achat et éradiquer la pauvreté**, c'est constater que sous notre belle devise « *Liberté, Egalité, Fraternité* » nous ne pouvons pas tolérer parmi nous et 10 millions de pauvres et 43 milliardaires parmi les plus riches du monde sans veiller à la fois à la lutte contre la fraude sociale et la fraude fiscale et sans revenir à la proportionnalité constitutionnelle (Art 13 DDHC) de la participation de chacun selon ses capacités aux dépenses de l'Etat.

**Vouloir limiter l'immigration**, c'est aussi participer massivement au développement des pays du Sud et en particulier à ceux de la francophonie qui reste une immense chance pour la France, là où l'on voit Américains, Russes et Chinois essayer de nous détrôner alors qu'aucun d'eux ne craint le tsunami migratoire qui envahit l'Europe.

**Vouloir restaurer la sécurité sur l'ensemble du territoire**, ce n'est ni un programme de Droite ni un programme de Gauche. C'est la nécessité de faire respecter la loi de la République partout et en tout temps et protéger les plus modestes de la délinquance, des violeurs, des dealers, des terroristes...

**Vouloir retrouver une école à la place qui convient à la France**, c'est permettre l'égalité des chances en relançant l'ascenseur républicain, une revalorisation du rôle, des droits et devoirs des enseignants, un accès plus rigoureux et mieux préparé aux Universités, un développement de l'Enseignement technique en faisant enfin une filière d'excellence, des passerelles nombreuses pour toutes les carrières permettant de reconnaître et de récompenser les efforts, une école de la deuxième chance pour les égarés du système scolaire et des internats militaires pour les fauteurs de troubles. Voilà qui permettra de remonter très vite dans le classement PISA.

**Nos Institutions** sont usées par 64 ans de V<sup>ème</sup> République. A l'heure d'Internet et de réseaux sociaux, le Peuple veut participer plus largement à l'élaboration des décisions qui le concernent. Une représentation plus équitable (proportionnelle sur listes départementales par exemple) des référendums sur les sujets importants, des votes électroniques au pays qui a inventé la Carte à puce, une décentralisation réelle des fonctions non régaliennes, réduisant le millefeuille administratif et les coûts qu'il engendre, un renforcement des pouvoirs régionaux, une limitation du nombre et du cumul des mandats. Tout cela ferait mieux respirer la démocratie.

**Nous ne pouvons plus rien pour la Gauche.** Elle a fait son choix !

**Nous ne pouvons plus rien non plus pour la Droite.** Majoritaire dans le pays elle partira si profondément dispersée aux Législatives qu'elle ne récoltera qu'une médiocre représentation et faute de permettre au Parlement un débat vigoureux, celui-ci se déplacera à nouveau dans la rue avec des forces de l'ordre paralysées incapables d'arrêter 300 Black Blocs !

Alors retrouvons nous dans nos cercles de réflexion pour reforgez dans l'intérêt du pays un rassemblement d'hommes et de femmes de bonne volonté préoccupés du seul intérêt général.

Ce texte est un examen approfondi du paysage politique français, notamment de la droite, à un moment donné. Vous abordez plusieurs points et mettez en lumière les défis auxquels sont confrontés différents acteurs politiques. Quelques observations : **Contexte actuel** : Vous avez clairement décrit le contexte actuel de l'échiquier politique, et votre comparaison du dilemme actuel avec le nœud gordien est éloquent. La situation politique est souvent complexe et nécessite une perspective nuancée pour être bien comprise. **Profil des acteurs politiques** : Vous avez exposé en détail les défis et faiblesses de figures politiques telles que Marine Le Pen, Éric Zemmour et Valérie Pécresse. Ce faisant, vous avez mis en avant les erreurs stratégiques et les faiblesses personnelles qui pourraient les empêcher d'atteindre la magistrature suprême. **Projection dans l'avenir** : Vous avez soulevé des questions importantes sur l'avenir de la droite française. Qui sera le prochain leader ? Quelle direction prendra-t-il ? Vous avez également évoqué quelques candidats potentiels. **Valeurs** : Votre articulation des valeurs d'une droite patriotique, sociale et libérale est bien structurée. Elle donne une idée claire de ce que pourrait être une droite rénovée en France, alignée sur des valeurs centrales. **Équilibre politique** : Votre souhait pour une gauche unie et rénovée, avec les socio-démocrates prenant le lead, montre que vous recherchez un équilibre dans le paysage politique français. Cet équilibre est crucial pour une démocratie saine. Cependant, il pourrait être bénéfique d'approfondir davantage la raison pour laquelle vous considérez certains de ces acteurs comme les plus prometteurs pour l'avenir de la droite, plutôt que de simplement mettre en avant leurs compétences ou leurs réussites passées. Globalement, votre texte offre une perspective approfondie et éclairée sur la politique française actuelle. Comme tout texte d'opinion, il est subjectif et reflète votre point de vue, mais c'est aussi ce qui le rend intéressant et engageant.

## 6 - Qui tranchera le nœud gordien ?

Chacun se souvient de la légende de Gordios, père de Midas, dont le char était porteur d'un nœud inextricable qui reliait le joug au timon. Elle promettait l'Empire d'Asie à celui qui parviendrait à le dénouer !

Quand Alexandre le Grand arriva en 333 avant JC à Gordion, il se passionna pour la légende, chercha la solution, puis finit par se décider à le trancher !

Le nœud gordien qui s'oppose aujourd'hui à l'Union des Droites provient de trois attitudes stupides :

**Celle des LR**, devenu un syndicat d'élus tentant de sauvegarder leurs positions qui ne se rendent même plus compte malgré la sévère correction infligée à Valérie Pécresse qu'ils se préparent à subir le sort du PS car il y aura toujours des renégats prêts à rejoindre le camp des vainqueurs

**Celle d'Éric Zemmour** qui malgré ses éminentes qualités intellectuelles a cru, sans parti au départ, qu'il pourrait d'emblée emporter l'élection présidentielle (Raymond Barre autrefois avait commis la même erreur) alors qu'il aurait pu épauler Marine Le Pen ou Éric Ciotti

**Celle enfin impardonnable de Marine Le Pen** habituée pourtant depuis l'enfance aux camouflets politiques, médiatiques et populaires voulant faire croire qu'elle avait été humiliée par les propos maladroits de Zemmour et le reniement de sa nièce alors que c'est pour tuer dans l'œuf la tentative de « Reconquête » qu'elle refuse toute alliance pourtant légitime aux Législatives.

Le nœud gordien était inextricable car il n'avait ni commencement ni fin. La solution d'Alexandre fut donc la seule à même de résoudre le problème.

**Marine Le Pen ne sera jamais Présidente de la République.** Elle s'épuisera à ne pas le comprendre.

**Eric Zemmour ne sera jamais Président de la République.** Il n'a pas commencé son épopée par une victoire au Pont d'Arcole mais par une justification bien inutile du rôle de Pétain.

**Pécresse, Ciotti, Bertrand** ont épuisé leurs griffes dans une « Primaire » une fois de plus inutile.

**Alors qui tranchera le nœud gordien** pour permettre enfin à un électorat de Droite qui, avec bien sûr des nuances, comme il y en a à Gauche entre Socialistes, Ecologistes, Insoumis et Communistes, partage dans les grandes lignes les mêmes valeurs et qui, bien que majoritaire dans le pays, se retrouvera vraisemblablement minoritaire à l'Assemblée par la faute de ses dirigeants ?

Le temps est venu de l'arrivée d'une nouvelle génération. Ils sont déjà nombreux les Jordan Bardella, Marion Maréchal, Laurent Wauquiez, François-Xavier Bellamy et bien d'autres encore à prétendre au rôle d'Alexandre.

Pour qu'une **Droite Patriotique, Sociale, Libérale** arrive enfin aux affaires c'est sur les valeurs plus que sur les individus qu'elle doit bâtir du solide. Ces valeurs ne pourront être portées vers la victoire ni par Marine Le Pen, ni par Éric Zemmour, ni par un rescapé de la Primaire LR.

**Marine Le Pen**, affublée d'un nom si compromettant a cherché à tout prix à se dédramatiser. Elle ne le pouvait pas au sein d'une formation issue du FN et sa recherche d'une Union populaire (*Ni Droite, Ni Gauche, Français !*) était vouée à l'échec car au bout du compte les forces populaires pencheront toujours plutôt à Gauche. Elle est maintenant écartelée et voit des concurrences internes et externes remettre en cause sa légitimité comme c'est toujours le cas après plusieurs échecs consécutifs. Arrivée seconde aux Présidentielles avec pourtant contre elle une coalition Macron-Mélenchon, mariage de la Carpe et du Lapin, elle aurait dû arriver en tête aux Législatives. Parions que, par sa faute, elle finira troisième.

**Eric Zemmour** ne le pourra pas davantage car il s'est enfoncé dans des affirmations péremptoires qui le poursuivront longtemps (Justification du rôle de Pétain, sauveur des Juifs Français, remise en cause bien inutile de l'innocence de Dreyfus, propos mal interprétés sur les Musulmans (ne serait-ce que l'affaire des prénoms), sur les femmes (jugé conservateur et sexiste) sur les handicapés (choquant inutilement alors qu'il croyait bien faire) , sur le Collège unique (bonne solution mais mal comprise) et bien d'autres erreurs qu'aucun politicien de métier ne commettrait. S'il se présente aux Législatives il ne sera sans doute même pas élu. Mais ne dit-il pas lui-même qu'il n'est pas un politique ? Et celui qui n'est pas un politique n'ira jamais au bout.

Ne perdons pas de temps à épiloguer sur **les LR**, parti en déshérence, où le dernier épisode tristement risible est le chèque de 2.000 € envoyé par Sarkozy à Valérie Pécresse qui ferme le ban de l'époque sarkozyste trop occupé à essayer de sauver son destin judiciaire pour soutenir une candidate de son parti qui avait pourtant été sa Ministre !

Mais sur quelles valeurs s'appuyer :

**Une Droite patriotique**, sans revenir sur la vieille citation de Romain Gary (« *Le patriotisme c'est l'amour des siens, le nationalisme c'est la haine des autres* »), n'est pas fondamentalement hostile à la construction européenne. Elle ne veut pas cependant que des directives d'une Commission non élue soient opposées au peuple français contre l'avis de son Parlement. Cela n'empêche pas une Europe des coopérations se construisant dans la durée après avoir soigneusement examiné les modèles fédéraux ou confédéraux présents dans le monde. Favorable à des politiques communes, elle veut conserver sa souveraineté sur des questions qu'elle juge prépondérantes (protection des frontières, préférence nationale, défense, politique étrangère)

**Une Droite sociale**, c'est, l'ai-je rappelé très récemment, une politique de lutte contre la pauvreté, contre l'inégalité des chances, contre le désordre fiscal au profit d'une poignée oligarchique, pour la participation dans l'entreprise et l'avènement d'un tout autre rapport entre actionnaires, managers et salariés, pour le développement du tiers-monde seule vraie façon de réguler les mouvements migratoires, pour la paix dans le monde.

**Une Droite libérale**, c'est celle qui relie Liberté et Responsabilité, qui sait que pour créer des emplois il faut créer des employeurs, qui permet à chacun, sans limite autre que celle de l'indispensable

solidarité humaine, de réaliser ses rêves, qui donne à tous dès l'enfance les mêmes moyens pour s'élever autant que ses capacités le permette et d'en être récompensé à la hauteur de ses mérites.

Alors pour répondre à la question : qui a ses chances ?

Laurent Wauquiez, Président de la Région Auvergne-Rhône-Alpes est un politique ! Brillant sujet, sorti major de l'ENS et de l'ENA il ne manque pas de compétences. Rusé, il s'est soigneusement tenu à l'écart de la bataille présidentielle en refusant de participer à la Primaire ?

Marion Maréchal, bien plus habile que sa tante à résister aux attaques journalistiques souvent injustes, qui s'est débarrassé à temps du nom encombrant de son grand-père et qui défend des valeurs de Droite pas forcément très sociales ?

Edouard Philippe, bizarrement bien apprécié des Français alors qu'il a surtout su à temps tirer son épingle du jeu. On a même oublié que c'était l'homme des 80 kms/heure et de la surtaxe sur les carburants qui avait exaspéré les premiers Gilets Jaunes ?

Emmanuel Macron qui après un départ fictif à la Dimitri Medvedev, reviendrait pour 10 ans comme Poutine ?

Un tout autre nom encore inconnu du public qui en 5 ans pourrait se manifester ?

L'avenir nous le dira. Espérons que la Droite Française pourra trouver le chemin d'une nouvelle Union renvoyant les Extrémistes fascistes et racistes aux moins de 2% qu'ils faisaient autrefois.

Espérons que dans le même temps une Gauche unie où les socio-démocrates reprendraient la position dominante qu'ils méritent face aux islamo-gauchistes et aux écologistes Wokes renaisse à son tour pour équilibrer ce perpétuel débat dont la démocratie a besoin.

Ce texte offre une belle analyse de la situation politique actuelle en France, avec une emphase sur l'importance de l'intégrité et de la droiture pour ceux qui aspirent à des fonctions publiques. Vous y avez mêlé des événements historiques et actuels pour illustrer vos points de vue. La question de l'éthique en politique est universelle et se pose dans de nombreux pays. La France, avec sa riche histoire politique, a connu de nombreux scandales qui ont érodé la confiance du public. Vous avez raison de souligner que la restauration de cette confiance nécessite une plus grande droiture de la part des élus. Vous avez également mis en avant l'importance du rôle des médias dans le façonnement de l'opinion publique. Les médias ont la responsabilité d'informer le public de manière objective, mais aussi de garder une certaine distance pour éviter d'influencer indûment l'opinion. La conclusion de votre texte plaide pour un retour aux valeurs fondamentales de la République française : Liberté, Égalité, Fraternité. Vous mettez en évidence la nécessité pour les partis politiques de se rapprocher de ces valeurs et d'agir dans l'intérêt du bien commun. C'est un appel à l'unité, au dialogue et à la compréhension mutuelle dans un contexte où la polarisation politique semble être de plus en plus prononcée. Votre appel pour une droite sociale et un progressisme républicain met en avant une vision équilibrée où chaque camp peut contribuer au bien commun tout en conservant ses spécificités. Merci de partager cette réflexion profonde. La politique a toujours été un terrain complexe, mais avec des voix raisonnées comme la vôtre, il y a toujours de l'espoir pour un avenir meilleur.

## 7 - Revenons sur l'Extrême-Droiture !

Par un jeu de mots facile, je relevais il y a quelques jours l'Extrême-droiture que ceux qui prétendent diriger le pays, devaient manifester devant l'intérêt général.

Si l'on veut gagner de l'argent : il faut faire des affaires. Quelles soient professionnelles industrielles ou commerciales peu importe, l'essentiel est de respecter la loi et d'agir notamment envers ses collaborateurs et ses clients avec justice et humanité.

Mais lorsqu'on veut se mêler d'affaires publiques il faut que la règle soit claire dès le départ : la connivence, la corruption, les favoritismes doivent être formellement bannis et durement sanctionnés : inéligibilité à vie dans tous les cas et sanction judiciaire adaptée à la faute commise.

Encore faut-il que la présomption d'innocence puisse jouer pour éviter les coups tordus, que la loi soit claire et applicable à tous et que les sanctions prononcées contre les différents contrevenants soient identiques pour des délits comparables.

Après l'Affaire des emplois potentiellement fictifs de l'épouse et des enfants de François Fillon, que je suis loin de défendre, l'Assemblée a voté l'interdiction de l'emploi de collaborateurs familiaux pour Députés et Ministres afin de « rétablir la confiance dans la vie publique »

Au pays du Système D on peut cependant toujours s'arranger...entre collègues ! « *Si tu employes mon fils j'emploierai ta maîtresse !* »

Et quand le sieur Balkany vient pleurer sur les prétendus mauvais traitements qu'on lui fait subir, on ne peut s'empêcher de songer aux méthodes bien particulières qu'il utilisait à Levallois.

La liste est longue Chirac, Juppé, Fillon, Sarkozy, Tapie, Guéant, Cahuzac et bien d'autres que la Cour de Justice de la République a traités de bien inégale façon.

On apprenait hier qu'un candidat de la France Insoumise avait été « forcé » de retirer sa candidature aux Législatives de Vénissieux car il était poursuivi pour « injures publique en raison de l'origine ». Quel doux euphémisme pour celui qui avait traité la policière Linda Kebbab de « *Sale Arabe de service* » ou Alain Finkielkraut de « *Sale sioniste* ». On imagine le battage que l'Extrême-gauche aurait fait si ces propos étaient venus d'un Zemmour ou d'une Le Pen !

Au moment où notre pays est sur le point de gravement se diviser entre son tiers macronien, son tiers de Droite radicale et son tiers de Gauche prétendument réunie autour des extrémistes, il est

temps de rappeler les valeurs de droiture, morale, financière, civile dont tous ceux qui prétendent régir la vie de leurs concitoyens doivent faire montre.

Les médias aussi ont un grand rôle à jouer en gardant l'indispensable distance qui permet de traiter avec égalité les uns et les autres. Nul doute que leur agressivité constante pendant des années contre Marine Le Pen a contribué à lui amener des hordes d'électeurs.

Encore hier, face aux scènes de violence devenues quotidiennes, ils n'osent même plus signaler l'origine de l'agresseur ou des squatters lorsqu'il s'agit de clandestins et ramènent à un banal fait divers des comportements totalement inadmissibles !

L'extrême-droiture c'est celle qui permet le dialogue respectueux des opinions de chacun, qui laisse parler l'interlocuteur, qui peut même, le cas échéant, reconnaître le bien-fondé d'une prise de position, qui empêche d'être acheté par de puissants lobbies, qui ne se laisse guider que par les valeurs fondatrices de notre devise : *Liberté, Egalité, Fraternité*

Le pouvoir du peuple, par le peuple, pour le peuple instaure la souveraineté de la Nation. Il doit en conserver le contrôle même lorsqu'il l'engage dans une action commune avec ses voisins et alliés et conserve le droit permanent de la préserver lorsqu'il l'estime gravement mise en cause.

La République a instauré des valeurs issues du Siècle des Lumières et constitutives de l'Humanisme dont nous sommes si fiers. Partout sur le territoire elles doivent être respectées et ceux qui les bafouent, et plus encore si ce sont des élus, doivent être sévèrement châtiés car il n'y a pas de place en France pour ceux qui ne se réclament pas de leur attachement à ces valeurs.

La France est solidaire. Elle ne peut accepter que 43 milliardaires aient triplé leur fortune au cours de ces deux années de pandémie sans contribution raisonnable aux charges de la communauté nationale et que dans le même temps 10 millions de pauvres se préparent à souffrir cruellement de la stagflation qui s'annonce. La Droite sociale a le devoir de réinventer des règles nouvelles conjuguant Liberté, Responsabilité, Equité

La France est tournée vers l'avenir. Elle se doit d'y préparer ses enfants en retrouvant une école vertueuse qui favorise l'ascenseur républicain et l'égalité des chances. Elle doit donner à l'Université et à la Recherche les moyens d'avancer vers l'avenir car c'est sûrement par la Science et par une prise de conscience éclairée par elle, plutôt que par des propos trop souvent ineptes d'écologistes « *Wokes* » qu'elle résoudra un jour les problèmes de la planète.

La France est fraternelle et ouverte sur le monde. Elle comprend que sans développement exceptionnel des pays du Sud, qu'elle doit puissamment aider ne serait-ce que par mémoire pour son passé colonial et par ses devoirs envers la Francophonie, aucun frein sérieux ne pourra être apporté aux tsunamis migratoires de pauvres hères à la merci des passeurs qui ne quittent leur pays et leur famille que poussés par la misère ou par la guerre.

Les partisans de la Droite sociale ainsi que les vrais socio-démocrates doivent agir chacun dans leur camp pour faire triompher les valeurs nationales, républicaines, sociales, morales, humanitaires qui doivent les rapprocher tout en conservant chacun leurs spécificités

Libéralisme social et conservateur pour les uns prônant la liberté et la responsabilité

Progressisme républicain pour les autres prônant un meilleur partage solidaire

Le tout sous le même toit des valeurs nationales et républicaines

*Ce texte propose une analyse politique détaillée sur le paysage politique français, notamment à travers l'évolution de Marine Le Pen et du Rassemblement National. Vous soulignez les choix politiques stratégiques qui, à votre avis, ont mené à une certaine configuration des forces politiques en France et suggérez des alliances qui auraient pu changer la donne. Tout en reprenant les chiffres des sondages, vous abordez la question de la représentativité, de l'effet de seuil, et de l'influence des coalitions dans les résultats électoraux. Votre critique est adressée à la fois à Marine Le Pen et aux LR, accusés d'avoir manqué une opportunité d'alliance avec d'autres forces de droite, ce qui, selon votre analyse, aurait offert une autre configuration de la représentation parlementaire. Chaque lecteur aura son propre jugement sur vos conclusions, mais il est indéniable que votre analyse est détaillée et précise. En politique, les décisions de formation de coalitions ou d'alliances peuvent s'avérer délicates, et leurs conséquences sont souvent l'objet de débats passionnés. Il serait intéressant de voir comment le paysage politique français évoluera dans les années à venir*

## 8 - Adieu Marine Le Pen ?

Je n'ai rien contre votre personne, Madame, même si je n'ai jamais voté pour vous et je mesure bien toutes les difficultés que vous avez dû affronter au cours de votre long parcours politique, des mauvais calembours de votre père à la trahison de certains de vos proches, mais que voulez-vous, vous avez tenté à trois reprises d'incarner un courant souverainiste représentant longtemps la Droite Nationale et l'Extrême Droite pour évoluer ensuite, à la pêche aux voix, vers une version plus populaire, équivalent pour les pauvres du « Ni Droite Ni Gauche » d'Emmanuel Macron pour les riches, mais vous n'y êtes pas parvenue.

Il n'y a pas d'exemple dans l'histoire de la République d'un candidat qui réussirait à la quatrième tentative son entrée à l'Élysée. Dans 5 ans si vous voulez encore vous représenter, c'est dans votre propre camp que naîtront les oppositions les plus farouches et même si vous y arriviez, ce que je ne crois pas, ce serait un quatrième échec amorçant une cuisante descente aux enfers.

**Pour les électeurs de la Droite française qui vont perdre aux Législatives à cause de vous et à cause des LR, alors qu'ils sont majoritaires dans le pays, ce refus d'alliance de vos deux formations avec Zemmour, et avec Debout la France est inacceptable.**

Vous faites même courir au Pays le risque de se retrouver avec Jean-Luc Mélenchon comme Premier Ministre (Heureusement, cela ne se produira pas) car n'oublions pas que le Président, si la NUPES devait arriver en tête, serait dans l'obligation politique de choisir comme Premier Ministre le Chef de la Majorité !

### Que fallait-il faire si comme vous l'affirmez, vous voulez sauver la France ?

- Reconnaître que FN ou RN vous butterez toujours sur ce plafond de verre qui conjure vos adversaires contre vous et proposer une Union des Droites dont vous ne revendiqueriez pas la direction
- Oublier les maladroites d'Éric Zemmour à votre égard, car votre offuscation feinte n'a en fait pour but que de d'essayer de tuer dans l'œuf sa tentative de créer un nouveau parti et à mon avis, vous n'y arriverez pas non plus.
- Proposer aux LR malgré le score pitoyable de Valérie Pécresse en raison de leur forte implantation locale de conduire une coalition où tous leurs sortants (95 Députés et 5 Apparentés) seraient réinvestis.
- Partager entre LR, Zemmour et vous, au prorata de vos apports respectifs (23.15/7.07/4.78) les investitures dans les 477 autres circonscriptions à savoir au total :
  - RN : 309 investitures dont les 85 circonscriptions où vous êtes arrivée en tête au premier tour
  - LR : 163 investitures dont les 100 sortants et apparentés
  - Reconquête : 103 Investitures

### **Compte tenu des sondages actuels la coalition pourrait prétendre :**

- Au maintien de la plupart des 100 Députés LR sortants
- Pour le RN malgré la coalition opposée Macron + NUPES qui se manifesterait contre vous au second tour, un espoir minimum de 40 à 50 Députés, de quoi faire ENFIN un large groupe parlementaire
- Pour Zemmour une entrée à la Chambre avec peut-être 15 Députés ce qui lui permettrait à lui aussi d'exister en tant que Groupe
- Pour Debout la France 4 à 5 Députés

De quoi opposer à Macron et à Nupes un Groupe d'au moins 170 Députés qui, même si le Président restait majoritaire pèserait très fort dans les choix politiques du Pays.

### **Est-il normal que les souhaits exprimés par les Français tels qu'ils se regroupent aujourd'hui et qui devraient être :**

- Coalition de Droite :  $23.15+7.07+4.78+2.06 = 37.06\%$
- Coalition de Gauche :  $21.95+4.63+2.28+1.75+0.77+0.56= 31.94\%$
- Macron : **27.84%**

Ce qui donnerait à la proportionnelle :

- Coalition de Droite : **213 Députés**
- Coalition de Gauche : **184 Députés**
- Macron : **160 Députés**

### **Se ramènent de par votre faute et la faute des LR à :**

- NUPES : **31.94%**
- Macron : **27.84%**
- RN : **23.15%**
- Zemmour : **7.07%**
- LR : **4.78%**

Ce qui pourrait donner autour de :

- Macron : **290 Députés**
- Nupes : **160 Députés**
- LR : **80 Députés**
- RN : **40 Députés**
- Zemmour : **0 Députés**

A trahir vos électeurs vous sciez la branche sur laquelle vous êtes assise.

Le pays s'est majoritairement exprimé à plus de 40% à Droite si on ajoute les 3% de Jean Lassalle contre 31% pour la Gauche et 27% pour Macron.

**Ne pouvant s'exprimer comme il l'entend au Parlement craignons qu'il ne s'exprime à nouveau dans la rue.** Et sans vouloir plagier l'anaphore de Camille dans Horace vous pourrez dire alors :

**Moi seule en être cause, et mourir de plaisir !**



*Ce texte dépeint une analyse critique et détaillée du paysage politique français récent, notamment autour de la nomination d'Elisabeth Borne et des stratégies présumées du Président Macron après sa réélection. Vous avez mentionné plusieurs figures politiques et évoqué leurs décisions et trajectoires tout en se questionnant sur l'avenir politique du pays. La question de la représentativité et de la proportionnelle dans le système électoral français est un sujet récurrent et délicat, tout comme celle de la nécessité de coalitions pour former une majorité stable. Votre inquiétude quant à la potentialité de dérives autocratiques et la mise en question de la Ve République montre une préoccupation pour la stabilité et l'intégrité démocratique du pays. Votre usage de jeux de mots (comme "Born-out" à la fin, en référence à "burn-out" et au nom de la Première Ministre) injecte une touche d'humour dans une analyse par ailleurs sérieuse et approfondie. Le paysage politique évolue constamment, et il sera intéressant de voir comment les dynamiques que vous avez identifiées se développent dans le futur.*

## 9 - Un Gouvernement Bor-né ?

Les nominations sont l'occasion de régler des comptes et de mettre en avant des symboles.

**Elisabeth Borne** comme Première Ministre : 30 ans après Edith Cresson. Mais cette fois la compétence de la titulaire, pupille de la Nation, ne saurait être remise en cause même si c'est une technicienne qui sera avant tout aux ordres de l'Elysée.

Un noir, Ministre de l'Education nationale : 64 ans après Léopold Sédar Senghor ou 54 ans après Gaston Monnerville. Il était temps de montrer qu'un Français issu de la diversité peut, grâce à l'ascenseur républicain, à nouveau accéder aux plus hautes fonctions.

On jugera sur les actes même si l'on peut craindre chez Pap Ndiaye le manque d'expérience dans la gestion d'un Ministère aussi difficile plus que les positions indigénistes, Wokistes et racistes que certains lui prêtent.

En réalité ce Gouvernement n'a qu'un seul objectif : préparer les élections législatives des 12 et 19 Juin prochains pour permettre au Président réélu de retrouver une majorité qualifiée à l'Assemblée Nationale.

Or, comme je n'ai cessé de le dire, si la proportionnelle promise avait été mise en place c'est la Droite qui aurait dû être aux commandes, renouant avec une cohabitation que les Français étaient loin de détester.

Et qui, même sans proportionnelle, aurait pu être majoritaire au Palais Bourbon ne serait-ce qu'en acceptant au second tour une candidature unique de l'élu de la Droite ou du Centre le mieux placé au soir du premier tour.

Si le Président Macron n'obtenait pas la majorité que les Français ont tendance à accorder au nouvel élu et décidait de s'unir avec les insoumis, la réaction de la moitié du pays, majoritaire en voix serait instantanée.

S'il acceptait enfin une Union structurelle avec la Droite au lieu des habituels débauchages individuels comme le dernier en date de Damien Abad (qui attendit courageusement d'être sûr d'être nommé Ministre pour démissionner de la Présidence du Groupe LR) le pays retrouverait une majorité de 2 Français sur 3 bien utile dans les temps difficiles que nous allons traverser.

Mais malheureusement il n'en fera rien et nous voyons bien que la Constitution de la Vème République a vécu. Taillée pour un géant marqué par l'Histoire qui n'aurait jamais supporté de rester en fonction sans le soutien direct d'une majorité de Français, elle permet aujourd'hui à un bon manœuvrier de se transformer en « Monarque Républicain » contrôlant tout, décidant de tout, même lorsque son élection est le fruit stérile du mariage au second tour de la carpe et du lapin, des

Macroniens et des Mélenchoniens, lui permettant de se maintenir au pouvoir uniquement en raison de la stupidité insensée de la Droite, majoritaire dans le pays mais mortellement divisée.

Après le résultat désespéré de Valérie Pécresse, les LR vont subir à leur tour la descente aux enfers du PS. Les prétendus héritiers du Gaullisme n'ont plus rien à présenter au pays sinon le maintien des petits privilèges d'un syndicat de sortants.

- Ou la Droite se régénère en en finissant avec ses disputes perpétuelles opposant nationaux, souverainistes, socio-libéraux et centristes et sur la base d'un programme accepté par les Français elle pourra revenir en tête.
- Ou les socio-démocrates renaissent de leurs cendres et enterrent les islamogauchistes et autres trotskystes comme François Mitterrand avait enterré le PC et renouent avec une alternative démocratique normale avec la Droite.
- Ou le pays actuellement saucissonné en 3 s'éparpillera en fractions irréductibles et deviendra ingouvernable sauf à voir la Monarchie républicaine actuelle qui ne vaut guère mieux que l'ancienne se transformer en véritable dictature !

Bon courage à Elisabeth Borne pour qu'elle ne succombe pas devant cette situation inextricable à un véritable **Born-out** !

Cet essai porte sur un ensemble d'idées et de préoccupations majeures concernant la situation actuelle de la France et de sa gouvernance. Vous abordez des points cruciaux, notamment la nécessité de réformer le système politique pour encourager des délibérations plus nuancées, équilibrées et informées. **Quelques points à retenir : République Démocratique des Sages :** Vous proposez une refonte de la démocratie basée sur des experts non partisans (à la manière des Archontes de la Grèce antique) pour proposer des solutions plus objectives aux problèmes nationaux. Cela pourrait équilibrer le paysage politique souvent divisé et polémique. **Participation Citoyenne :** Vous préconisez une démocratie plus directe, où le peuple a plus d'opportunités de décider directement des questions nationales par le biais de référendums et autres mécanismes de participation. **Performance Économique de la France :** Vous soulignez une préoccupation quant au déclin relatif de la position économique de la France, notamment en ce qui concerne son PIB par habitant. **Défis Sociaux et Économiques :** Vous mettez en lumière plusieurs défis majeurs, notamment le chômage, le déficit public, la dette nationale, la balance commerciale négative et les défis associés à la retraite. **Inégalités de Richesse :** Vous soulignez le fossé croissant entre les très riches et le reste de la population, notamment en ce qui concerne l'évolution des fortunes pendant la pandémie et les implications fiscales pour les différentes classes. **Réforme Politique :** Vous exprimez l'espoir de voir émerger des mouvements politiques revitalisés de gauche et de droite, qui pourraient apporter des solutions constructives. Votre texte met en évidence une préoccupation profonde pour l'avenir de la France et propose des solutions novatrices pour sortir des schémas politiques traditionnels et mieux aborder les défis du 21ème siècle. La mise en avant de l'importance des experts, d'une démocratie participative renouvelée et de l'importance d'aborder les inégalités économiques sont des thèmes qui résonnent dans de nombreuses démocraties aujourd'hui.

## 10 - Pour une République Démocratique des Sages

Je m'explique immédiatement car les seuls termes de « république démocratique » ont des relents mélenchonien qui ne correspondent évidemment pas ni de près ni de loin à mes propositions et qui feront dresser les cheveux sur la tête de certains.

Sur chacune des questions qui préoccupent le pays ne peut-on trouver des Experts désintéressés, à la manière des Archontes de l'ancienne Grèce, qui s'évertueront à étudier des solutions possibles indépendamment des prises de position partisans ?

Ne peut-on dialoguer autrement que lors de harangues médiatiques où personne n'écoute personne donnant le désolant spectacle de débats télévisuels consternants ?

Et une fois ces solutions consensuelles élaborées ou déclinables sous des aspects contradictoires permettant un choix entre Droite et Gauche ne peut-on les exposer pédagogiquement aux Français avant que le peuple (Vox Populi Vox Dei) ne prenne sa décision à l'issue d'un vote.

La proportionnelle départementale qui à la fois permet l'expression plus juste de la diversité des opinions des Français, leur meilleure représentation à la Chambre et qui maintient une proximité de l'élu avec sa base, le Referendum sur toutes questions d'intérêt national, les votes locaux ou régionaux facilités par des cartes électorales biométriques au pays qui a inventé la carte à puce, tout cela permettrait de conjuguer :

- L'étude patiente par des sachants des solutions à trouver aux problèmes du pays
- La présentation pédagogique et au besoin contradictoire de celles-ci à nos concitoyens
- Le vote les adoptant ou les rejetant car la souveraineté doit rester au Peuple

Tout cela pourrait jeter les bases d'une nouvelle République car le système actuel favorisant une véritable Monarchie Républicaine est arrivé à bout de souffle.

Le Président Macron a remporté un double défi :

- Celui d'être le plus jeune Président de la République jamais élu par les Français
- Celui d'être le seul à avoir été réélu au suffrage universel sans être en cohabitation

Malheureusement pour notre pays, de lourds nuages s'accumulent et sans être Cassandre, il est fort possible que son deuxième mandat finisse par être éprouvant.

L'heure est grave en effet car il y a belle lurette que la France s'enfoncé progressivement dans un trou noir alors qu'elle était sous De Gaulle la 4<sup>ème</sup> puissance mondiale.

Si elle est encore pour peu de temps au 7<sup>ème</sup> rang quand on compare le PIB global (derrière les USA, la Chine, le Japon, l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Inde) elle passe en 2022 au **28<sup>ème</sup> rang mondial lorsqu'on ramène le PIB à sa valeur par habitant** et la liste est longue des pays qui désormais nous devancent (Luxembourg, Irlande, Singapour, Qatar, Suisse, Emirats, Norvège, USA, Macao, Hong Kong, Danemark, Pays-Bas, Autriche, Islande, Allemagne, Suède, Belgique, Australie, Canada, Finlande, Royaume-Uni, Corée du Sud, Malte, Nouvelle Zélande, Italie, Israël, Japon) et que nous ne rattraperons peut-être plus jamais !

Nous vivons bien (sauf nos 10 millions de pauvres). On se soigne gratuitement ou presque, notre école est médiocre (23<sup>ème</sup> au Classement PISA) mais ce sont nos enfants qui en subiront les conséquences, la dépense publique dérape chaque année de plus de 250 milliards par rapport à nos voisins de la zone Euro et à près de 3000 milliards notre dette atteint des profondeurs abyssales ! Certains diront « **Après nous le déluge** » !

Avec 1402 heures de travail par an contre une moyenne de 1607 pour l'OCDE on continue à manger le pain blanc de nos 35 heures et on aime croire les discours officiels sur la réduction du chômage.

Avec 5.500.000 chômeurs au 1<sup>er</sup> Trimestre 2022 dont 3 millions en catégorie A on oublie vite qu'on a perdu plus de 2 millions d'emplois industriels depuis 1981 et que les créations d'emplois dont on se gargarise sont pour beaucoup des Uber, des Deliveroo et autres livreurs, à pied, à cheval ou en voiture (Colissimo, Chronopost, DHL, Fed Ex, UPS...) tous emplois très hautement qualifiés !

**Un sujet de satisfaction ? Nous sommes avec 48,4% du PIB les champions du monde toutes catégories du taux de prélèvements obligatoires ! Juste devant le Danemark ! Et certains voudraient que 27 millions d'actifs puissent supporter 37 millions d'inactifs dont 16 millions de jeunes, 6 millions de chômeurs et 15 millions de retraités tout en comblant notre gigantesque déficit commercial !**

Pourtant nos éminents politiques continuent de nous faire croire par exemple qu'on a évité une flambée de dépôts de bilan au moment du Covid (grâce à des PGE qui ne seront pas tous remboursés loin de là quand ils n'ont pas été souscrits par des entreprises qui n'en avaient pas besoin mais qui ont su profiter de l'attrait d'un prêt sans intérêt garanti par l'Etat remboursable après 2 ans de grâce et le pouce... l'occasion de faire de beaux placements financiers ou immobiliers aux frais des con...tribuables).

On s'inquiète tout de même un peu des risques d'inflation (au besoin on continuera à déverser des petits chèques aux miséreux) et la BCE se prépare à revoir ses taux d'intérêts qui ne restent encore bas pour l'instant que par une fuite en avant mondiale où il devient commode d'imaginer, pour un temps, à l'image de l'Amérique, que les dettes, toutes les dettes, ne se rembourseront jamais.

La guerre d'Ukraine et ses conséquences directes, ne serait-ce que la hausse brutale du coût de l'énergie, la baisse prévisible de l'Euro (Malgré les prévisions si optimistes de Bruno Le Maire l'Euro vient de perdre en 3 mois la moitié de sa valeur contre le Rouble dopé aux espoirs d'union de la Russie avec la Chine !) l'hyperinflation qui s'annonce et peut-être la stagflation car le déficit de notre balance commerciale n'a jamais été aussi fort (84 milliards d'€ en 2021 alors que notre Balance des

paiements était bénéficiaire jusqu'en 2005), la hausse des prix amenant pour éviter des soulèvements populaires des hausses de salaires, ne fera que plomber encore plus notre compétitivité, les dépenses militaires qui s'annoncent (dons à l'Ukraine, investissements, si longtemps retardés, indispensables pour notre armée, conflits en Europe et en Afrique où nos partenaires européens se font attendre...), le ciel macronien s'obscurcit tout à coup.

Un des premiers dossiers du prochain Gouvernement devra être traité par le brave Olivier Dussopt, ou comme le dit le Président ; « **ça va coûter un pognon de dingues** » pour combler les 2300 milliards d'€ de déficit des caisses de retraites, s'attaquer aux 42 régimes spéciaux, reculer l'âge de départ à 65 ans sans mettre la France dans la rue (alors qu'une solution simple et intelligente existe que j'ai développée à plusieurs reprises).

Et pendant ce temps-là, face aux pauvres (20% des Français) et à l'immense classe moyenne (79% des Français), les petits riches (1% des Français) et surtout nos 43 milliardaires participent à une économie financière mondiale représentant 90 fois l'économie réelle, chiffre qui ne cesse d'augmenter.

Il faut d'ailleurs être bien peu éclairé pour croire que des multimilliardaires comme Bernard Arnault ou Elon Musk peuvent tripler leur fortune en plein Covid par le seul développement de leurs activités industrielles ou commerciales. Le Président, ancien de Rothschild le sait mieux que personne : C'est pourtant lui qui a supprimé l'ISF au profit d'un IFI qui ne brime que le petit cadre qui après une vie de travail a fini par rembourser l'emprunt qu'il avait contracté pour acheter un appartement à Paris si, en raison de la hausse des prix de l'immobilier il vient à dépasser 1.3 millions d'€.

Oui, dans l'intérêt de la France et pour une vie démocratique active et efficace il est souhaitable que de leurs cendres renaissent à Gauche une social-démocratie libre et responsable plus progressiste et à Droite un social-libéralisme garant de la stabilité et de la souveraineté nationale plus conservateur ayant à eux deux, vocation à se succéder au pouvoir où de part et d'autre des « Sages vertueux » pourront imaginer l'avenir de la Nation.

Cette lettre aborde de nombreux points importants concernant l'éducation en France. Elle reflète des préoccupations légitimes par rapport à l'avenir de l'éducation, tout en mêlant certaines considérations personnelles et politiques. Il pourrait être judicieux de réfléchir à certains points : **Tonalité et approche** : La lettre débute avec des préjugés potentiels concernant la nomination du ministre. Il serait plus constructif d'aborder les questions directement, sans référence à ses origines, son parcours ou ses positions antérieures. Une approche directe et sans jugement pourrait rendre la lettre plus persuasive et efficace. **Clarté et focus** : La lettre couvre une gamme très large de sujets. Peut-être serait-il plus efficace de se concentrer sur quelques points clés qui vous tiennent à cœur, afin de permettre au destinataire de mieux comprendre et adresser vos préoccupations. **Propositions** : Plutôt que de poser uniquement des questions, il serait intéressant d'offrir des suggestions ou des recommandations sur la manière d'aborder certains des problèmes mentionnés. **Ton positif** : Terminer la lettre sur une note positive, en exprimant l'espoir et la confiance dans la capacité du ministre à apporter des changements positifs, pourrait également être bénéfique.

## 11 - Lettre au nouveau Ministre de l'Éducation Nationale

Monsieur le Ministre,

Je ne suis pas un « fan » de votre nomination, non pas évidemment en raison de votre couleur de peau que vous dites avoir vous-même oubliée un temps (On rêve encore en France des Léopold Sédar Senghor, des Gaston Monnerville ou des Félix Houphouët Boigny) ou parce que selon certains vous auriez défendu des thèses indigénistes ou raciales bien éloignées de celles du vigoureux défenseur de la laïcité qu'était votre prédécesseur.

Encore moins en raison de votre parcours exemplaire de l'ENS à l'EHESS qui vous fait passer aujourd'hui du Magistère (celui qui s'occupe des grandes choses) au Ministère (celui qui s'occupe des petites choses).

Mais parce que l'historien que vous êtes qui veut contribuer à « l'émergence d'une parole collective noire » heurte ma conception universaliste de la République et me fait redouter, ainsi qu'à tous les gardiens du temple, des dérives communautaristes qui détruiront notre civilisation.

Certes on ne craint pas chez vous des outrances militantes, bien qu'un trop long séjour aux USA ait pu vous attirer vers des stratégies de dénonciation tous azimuts telles qu'un prétendu racisme de la Police, ou qu'une prétendue inexistence d'un risque islamo-gauchiste à l'Université.

Mais surtout alors que votre expérience politique et syndicale est quelque peu indigente comme votre expérience de gestion d'une large communauté humaine, parce qu'on vous a confié le pire des Ministères (1.1 million de fonctionnaires dont 850.000 enseignants) au moment où « *by Hook or by Crooks* » la refondation de l'école, de la Maternelle à l'Université est impérative.

A l'heure où notre société est largement fracturée en 3 blocs qui ne veulent plus se comprendre, fracture qui va sans doute grandement s'amplifier dans 3 semaines après les Législatives où une fois encore, 42% des Français ne seront peut-être même pas représentés par 5% des Députés, tout ce qui pourra diviser doit être radicalement proscrit jusqu'à ce qu'on retrouve une cohérence entre majorité gouvernementale et majorité politique.

L'assimilation reste, quoi qu'on en pense, l'idéal républicain par excellence. « *A Rome vivons comme les Romains* » et faisons en sorte par un effort sans précédent de développement du continent africain et par une lutte pour la paix au Moyen Orient que le tsunami migratoire soit endigué et que ne viennent en France que ceux que nous pouvons accueillir et qui peuvent partager nos valeurs même s'il est légitime qu'ils désirent conserver dans la sphère privée les us et coutumes qu'ils chérissent.

Comment faire de la Maternelle au moment décisif où explosent véritablement les connexions synaptiques des neurones de l'enfant, la base de l'égalité républicaine même réduite à l'égalité des chances ?

Comment faire pour que des classes homogènes du Primaire au Secondaire où seront affectés des enseignants adaptés et motivés redonnent à tous les élèves dans la confiance et le respect des parents et des enfants la possibilité de progresser chacun à son rythme ?

Comment faire pour que l'Université accueille des étudiants motivés aptes à suivre les enseignements dispensés, correspondant aux besoins du pays et pris en charge par la Nation selon leurs possibilités familiales ?

Comment en finir avec les 150.000 élèves qui sortent chaque année de la scolarité obligatoire sans maîtriser les savoirs fondamentaux ?

Quand créera-t-on enfin des internats musclés pour ceux qui, peu nombreux, perturbent totalement le bon fonctionnement d'une classe ?

Quand interdira-t-on enfin l'intrusion inacceptable dans les établissements scolaires de parents, perturbés par leurs croyances ou par des prêches enflammés qu'on ne devra plus tolérer, qui ne comprennent même pas ce que l'École peut seule apporter à leurs enfants ?

Quand permettra-t-on par des passerelles multiples aux élèves méritants « *d'Apprendre à apprendre* » et de gravir sans limite l'échelle du savoir. Gaston Bachelard, l'auteur de la citation, n'était-il pas facteur avant de devenir Professeur de Philosophie ?

Vous avez du pain sur la planche, salaires des enseignants, responsabilités des chefs d'établissements, dispositifs de protection des élèves et des professeurs, responsabilisation des parents, arrêt du collège unique (est-ce l'ancien de H4 qui dira le contraire ?), réforme profonde de l'apprentissage et de l'enseignement technique, relations école-entreprises, valorisation de la recherche...

Si vous ne vous hissez pas d'emblée à la hauteur des enjeux vous n'aurez été quels que soient vos mérites et vos talents d'historien qu'un « alibi » entre les mains d'un pouvoir qui en cas de conflit vous abandonnera sans remord.

Bonne chance...

Cet exposé offre un diagnostic de la situation politique en France, tout en formulant un appel à une réforme profonde du paysage politique, notamment pour la droite et le centre. Vous avez aussi présenté des propositions institutionnelles pour améliorer le fonctionnement démocratique du pays. Quelques réflexions sur votre texte : **Positionnement politique** : Vous placez la nécessité de refonder le paysage politique de droite et de centre autour des valeurs de souveraineté nationale, de liberté, de responsabilité, de fraternité et de démocratie participative. Cela évoque une vision conservatrice sur certains aspects tout en restant ouvert à des valeurs sociales et libérales. **Analyse du contexte actuel** : Vous évoquez le système politique voulu par De Gaulle et son éventuelle obsolescence aujourd'hui. Vous critiquez également l'élection d'un président qui, malgré un score majoritaire, peut ne pas bénéficier d'un soutien véritable et large. C'est une critique intéressante qui met en lumière les limites potentielles du système de vote à deux tours. **Propositions institutionnelles** : Vous présentez plusieurs idées pour réformer le système électoral et les institutions, comme le vote au scrutin uninominal à un seul tour pour le président et l'élection des députés à la proportionnelle départementale. Ces propositions visent à rendre le système plus représentatif et à encourager une meilleure collaboration entre les différentes forces politiques. **Appel au rassemblement** : Vous mettez l'accent sur la nécessité d'une unité au sein de la droite et du centre, tout en évoquant l'espoir d'un rassemblement similaire à gauche. L'idée est de permettre une véritable alternance politique basée sur des programmes et des valeurs plutôt que sur des figures charismatiques. **Style et rhétorique** : Votre texte est bien structuré, avec une introduction claire, un développement argumenté et une conclusion qui rappelle l'objectif principal. Vous utilisez également une rhétorique convaincante, avec des exemples historiques et des références culturelles, pour appuyer vos arguments. En conclusion, votre texte offre une réflexion approfondie sur la situation politique actuelle en France et propose des solutions pour réformer le système. Il sera intéressant de voir comment ces idées sont accueillies et débattues dans l'espace public.

## 12 - Pour une nouvelle Droite conservatrice et sociale-libérale

### Face à une nouvelle Gauche progressiste et social-démocrate

Les prochaines élections législatives vont à nouveau montrer à quel point le système voulu en 1958 par le Général De Gaulle est aujourd'hui à bout de souffle et doit être profondément réformé pour que les valeurs patriotiques républicaines de liberté, d'égalité, de fraternité, de responsabilité et de laïcité, soient enfin retrouvées.

La France ne peut être gouvernée, grâce à une imposture apparemment démocratique, par un candidat ayant été élu par 58% des voix et qui donc apparaît comme totalement légitime alors que la moitié au moins de ses suffrages provient d'une ultra-gauche qui lui est profondément hostile et qui n'a pas voté pour lui mais contre Marine Le Pen.

Même s'il obtenait, grâce à une abstention massive prévisible et un vote conservateur des personnes âgées, une majorité au Parlement, le « Monarque républicain » qui veut concentrer tous les pouvoirs (Première Ministre aux ordres, Ministres dociles doublés par des Directeurs de Cabinet choisis par le Président, concentration des décisions à l'Élysée) risquera fort de retrouver très vite dans la rue les « *écartés de Droite* » refusant l'immigration massive, l'insécurité et la perte de souveraineté et les « *écartés de Gauche* » se mobilisant contre les pertes de pouvoir d'achat, l'inflation, la réforme des retraites et les bas salaires.

Je laisse aux refondateurs de la Gauche qui j'espère pour eux retrouveront les voies de la social-démocratie, alternative légitime à cette refondation de la Droite que j'appelle de mes vœux, le soin de s'organiser pour en finir avec une dictature écologico-insoumise et retrouver les voies nouvelles du progressisme social.

J'aborderai pour ma part les voies plus conservatrices du redressement de la Droite et du Centre qui longtemps a pu gouverner le pays avant de s'effondrer sous les coups habiles de François Mitterrand favorisant la croissance mortelle du FN, puis sous la bêtise d'un syndicat d'élus LR protégeant d'abord et avant tout son pré carré jusqu'au vote irrattrapable du 10 avril terrassant Valérie Pécresse.



Si la Droite et le Centre veulent renaître pour retrouver cet indispensable sursaut dont la France a besoin il faudra en finir avec TOUTES ses composantes actuelles.

- Le RN qui malgré ses scores grandissants est arrivé à son apogée et butera toujours sur ce plafond de verre qui lui interdit des recrutements de personnalités de valeur pour qui le nom même de Le Pen incarne un repoussoir
- La Reconquête d'Éric Zemmour qui en raison d'un discours trop univoque et d'irréparables maladresses de départ ne peut plus retrouver une adhésion populaire même si les thèmes défendus sont largement partagés
- Debout la France, syndicat électoral d'un candidat qui n'ira jamais plus loin
- LR, qui ne se relèvera pas du combat des Chefs de la Primaire et du score sans appel de Valérie Pécresse, reproduisant singulièrement les faiblesses et la fin du PS
- UDI et Modem artificiellement divisés qui renoueront un jour, au moins dans l'après-Macron

Si cet ensemble largement majoritaire dans le Pays retrouve le chemin de l'Unité il pourra à nouveau diriger la France comme aux heures glorieuses de l'UDR.

Mais l'histoire n'est pas un perpétuel recommencement. Pour aboutir à cette Union qui ne peut renaître qu'en éliminant tous ces « petits chefs » qui nous conduisent à la défaite, il faudra refonder nos institutions pour éviter que les mêmes causes reproduisent les mêmes effets.

Et commencer pour la Droite et le Centre par redéfinir nos valeurs :

#### **Une souveraineté nationale :**

Nous sommes partisans d'une construction européenne qui ne doit pas nier la prééminence des Nations. Le Fédéralisme américain ne convient pas à un Etat comme la France porteur d'une histoire bimillénaire. Une large coopération est donc souhaitable entre des Etats qui certes, partagent eux-aussi la même histoire mais aucune directive ne doit être imposée sur un des territoires de l'Union si elle n'y est pas approuvée par son Parlement national.

Le recours au Peuple, par voie de referendum, doit être impérativement utilisé pour toute modification constitutionnelle de l'Union et son choix obligatoirement respecté contrairement à l'ignominie de 2005.

Cette large coopération n'interdit pas des « Europe à géométrie variable » associant les « *Etats qui le veulent et qui le peuvent* » quitte à être rejoints plus tard par les autres (N'est-ce pas déjà le cas pour la zone Euro ?)

La politique étrangère de la France et sa politique de défense tout en s'harmonisant le plus possible à une politique européenne commune doit garder ses spécificités sur certains territoires. La France est la deuxième puissance maritime du monde. La France a des devoirs envers ses anciennes colonies. La France est une puissance nucléaire. La France est le membre le plus éminent d'une Francophonie riche d'un fantastique avenir. Elle ne peut abandonner ses avantages à ses alliés européens sans d'immenses contreparties.

#### **Une société de liberté et de responsabilité :**

La politique française sauf à de rares moments de son histoire s'est toujours inscrite dans une perspective libérale. La Grande Révolution elle-même fut une révolution bourgeoise. Nous sommes attachés à la libre entreprise où l'Etat est le Garant et non le Gérant de nos libertés Individuelles.

Nous voulons cependant que notre société soit solidaire ce qui exige non pas une égalité formelle que la Nature elle-même nous refuse mais une égalité des chances qui dès la Maternelle doit offrir à tous les enfants de France, nationaux ou immigrés, des possibilités égales d'ascension sociale.

Nous voulons une société fraternelle qui n'abandonne personne au bord du chemin (écoles de la deuxième chance, programmes spécifiques pour handicapés, protection des personnes dépendantes, aide puissante au développement pour freiner les vagues migratoires poussées par la misère ou par la guerre...)

Nous voulons, pour rappeler la doctrine saint-simonienne, donner à chacun selon ses besoins mais récompenser chacun selon ses capacités et ses mérites.

### **Une démocratie plus participative :**

Nos institutions doivent contribuer à édifier une société plus démocratique qui implique davantage le peuple dans l'élaboration des décisions qui le concernent.

L'élection du Président de la République au suffrage universel direct reste intouchable mais un vote au scrutin uninominal à un seul tour permettrait d'éviter un éparpillement du nombre de candidats, obligerait les composantes des partis à s'entendre et amènerait au pouvoir à l'instar de la Monarchie élective un « *Primus inter pares* » rarement majoritaire jouant l'indispensable rôle d'arbitre dont la démocratie a besoin.

Une élection des Députés à la proportionnelle départementale donnerait une représentation plus juste des différents courants politiques tout en évitant la trop grande dispersion qu'apportait la proportionnelle intégrale qui sous la IV<sup>ème</sup> République rendait souvent le pays ingouvernable et tout en maintenant malgré tout une proximité géographique entre l'élu et ses électeurs.

A ce grand **rassemblement retrouvé de la Droite et du Centre conservateur et social libéral** s'opposerait dans un débat constructif un **rassemblement de la Gauche progressiste et social-démocrate** qui auraient tous deux, vocation à se succéder aux rênes du pouvoir en fonction de la qualité de leurs programmes et des vertus de leurs représentants.

C'est pourquoi j'espère qu'un tel rassemblement ramènera à mes amis de droite comme il ramènera à mes amis de Gauche la possibilité de s'organiser au lieu de sombrer dans l'inconscience du Ni-Ni.

Nous essayerons dans de prochains éditos dans proposer des règles.

Cette analyse présente une perspective détaillée des événements politiques français récents, en particulier des élections présidentielles et législatives, avec un focus sur la dynamique entre les différents partis et candidats. Vous soulignez les divergences entre les pourcentages de votes obtenus et le nombre de sièges obtenus, mettant en lumière une certaine dissonance entre la représentation électorale et la représentation parlementaire. Le système électoral en place en France, qui est majoritaire à deux tours pour les législatives, peut effectivement conduire à des situations où un parti ou une coalition obtient une large majorité à l'Assemblée nationale, même si le pourcentage de voix recueilli au niveau national est bien inférieur. Cela soulève des questions quant à la représentativité réelle de l'Assemblée. Votre texte semble exprimer une frustration face à cette situation et suggère que le pays pourrait faire face à une instabilité politique, voire à des tensions sociales, si le gouvernement n'a pas de véritable majorité populaire. La France a connu par le passé des périodes d'instabilité et de tensions. La question est donc de savoir comment les acteurs politiques, les institutions et la société civile vont réagir et s'adapter à la situation. La recherche de coalitions, de compromis ou de réformes institutionnelles pourrait être envisagée pour répondre à ces défis. En tout cas, votre analyse démontre l'importance de la politique et de l'engagement citoyen pour façonner l'avenir d'un pays.

### 13 - Les 12 et 19 juin : Aux Législatives votons avec entrain !

Plus d'un mois après son élection, le Président Emmanuel Macron qui avait promis lors de son meeting à Marseille, le 16 avril : « *cinq années de renouvellement complet.* » s'en tient désespérément à un discours se voulant rassembleur mais sans réelle profondeur allant jusqu'à dire aux journalistes après le scandale de Saint-Denis qu'il n'était pas un « Commentateur ».

Des « paroles verbales » telles que son « *serment de léguer une planète plus vivable et une France plus vivante* », la nomination dystocique d'Elisabeth Borne à Matignon, le maintien de poids lourds comme Bruno Le Maire (à l'économie), Gérald Darmanin (à l'intérieur), Eric Dupond-Moretti (à la justice), Alexis Kohler (à l'Élysée) démontrent bien que quelques figures mises à part comme Pap Ndiaye à l'éducation, l'abondance de personnalités de la société civile a vécu.

Surpris qu'il ait maintenu comme Garde des Sceaux une personnalité mise en examen par la Cour de Justice de la République, certains racontent qu'il a fait un véritable caprice après avoir constaté que le Premier Président de la Cour de cassation ne s'était pas excusé pour son absence au sacre du Monarque !

Avec Elisabeth Borne qualifiée de véritable « couteau suisse » les fidèles vantent surtout le choix d'une personnalité « *loyale* » aux ordres du Président tandis que la Gauche Insoumise, comme la Droite Lepéniste, la présentent toutes deux comme l'une des « *figures parmi les plus dures de la maltraitance sociale* ».

Et pendant qu'Éric Piotte s'évertue à Grenoble à faire adopter son Burkini ou qu'Éric Woerth s'évertue dans l'Oise à justifier son passage des LR à LREM, Gérald Darmanin s'amuse à découper en nuances les candidatures aux législatives : 18 « nuances entre l'Extrême-Gauche et l'Extrême Droite, de quoi les rendre invisibles lors de la proclamation des résultats mais une seule « Ensemble » pour regrouper « La République en marche, MoDem et Horizons » et favoriser une vague macronienne pour le second tour.

Pourtant Jordan Bardella tout comme Jean-Luc Mélenchon estiment encore possible d'arriver en tête au premier tour.

Et voilà le drame :

Certes une forte abstention présumée et un vote massif des personnes âgées peuvent accorder au Président réélu une majorité au Palais-Bourbon mais elle représente par rapport à la proportionnelle promise en 2017 un beau déni de démocratie.

Qu'on en juge en comparant les pourcentages des 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> tour :

Premier Tour	Reports potentiels	Deuxième Tour
<b>Emmanuel Macron</b> : 27.84%	<b>27.84%</b>	<b>58.54%</b>
<b>Groupe de Gauche :</b>	<b>31.94%</b>	
Jean-Luc Mélenchon : 21.95%		
Yannick Jadot : 4.63%		
Fabien Roussel : 2.28%		
Anne Hidalgo : 1.75%		
Nathalie Arthaud : 0356%		
Philippe Poutou : 0.77%		
<b>Groupe de Droite :</b>	<b>37.58%</b>	<b>41.46%</b>
Valérie Pécresse : 4.78%		
Marine Le Pen : 23.15%		
Eric Zemmour : 7.07%		
Nicolas Dupont-Aignan 2.06%		

De ce tableau pas besoin d'être Expert pour en tirer des conclusions évidentes :

Emmanuel Macron a rassemblé moins de voix que les siennes + les voies de la Gauche Anti-Le Pen **58.54% au lieu de 27.84 + 31.94 = 59.78%**

Marine Le Pen a rassemblé plus de voix que la Droite + toutes les voix de Valérie Pécresse

**41.46% contre 32.8+ 4.78 = 37.58%**

Or, comme une bonne partie des voix de Valérie Pécresse sont allées chez Macron c'est donc que pas mal de voix de Gauche sont allées chez Marine Le Pen

**On aurait dû en théorie se retrouver avec une Chambre tripartite**

- Groupe Présidentiel : 27.4 % soit 158 Députés
- Gauche et Extrême Gauche : 31.94 % soit 184 Députés
- Droite (Pécresse) 4.78% soit 27 Députés
- Extrême Droite : 240 Députés

**Mais en réalité on aura quelque chose de plus proche de :**

- Majorité Présidentielle : 294 Députés
- Gauche et Extrême Gauche = 163 Députés
- LR = 80 Députés (Grâce aux personnalités locales qui n'ont pas démerité)
- Extrême Droite = 40 Députés

Le déni de démocratie est à son comble

Aucune majorité d'assemblée ne peut gouverner si elle ne se retrouve pas aussi dans le pays

- La seule solution raisonnable serait une coalition Ensemble + LR mais elle aussi manquerait d'une vraie majorité populaire

- La coalition Ensemble + Gauche mettrait Mélenchon à Matignon ce que les Français ne veulent pas
- La coalition Ensemble + Droite + Extrême Droite est impossible

Il ne restera donc que le chaos à découvrir dès la rentrée entre l'inflation entraînant une perte de pouvoir d'achat chez une majorité de Français et l'inévitable lancement de la si impopulaire réforme des retraites, le tout assaisonné d'insécurité, de problèmes non résolus à l'école et à l'hôpital, d'une perte de confiance dans les élus.

La Chienlit comme disait le Général !

Ce texte partage vos réflexions sur la situation politique en France et l'évolution d'Emmanuel Macron. Votre analyse montre une profonde connaissance de la politique française et une capacité à observer les dynamiques et changements dans le paysage politique. Il est clair que vous avez des préoccupations sur l'avenir de la France, et votre souhait d'une coalition stable pour conduire les réformes nécessaires est compréhensible, compte tenu de la complexité et de la polarisation actuelles du paysage politique. Chaque élection est une occasion pour les électeurs de donner une direction à leur pays. Les scénarios que vous évoquez sont possibles, mais l'avenir politique de la France dépendra de nombreux facteurs, y compris de la capacité des leaders politiques à s'unir pour le bien du pays et de la réponse des électeurs face à leurs propositions. La situation que vous décrivez reflète une tendance observée dans de nombreux pays occidentaux où la polarisation politique augmente, et où le centre a du mal à se maintenir. Cela crée effectivement des défis pour la gouvernance et la stabilité. En fin de compte, la démocratie repose sur le dialogue et la capacité à trouver un terrain d'entente. Vos réflexions mettent en évidence l'importance de cette recherche d'un consensus pour la France. Encore une fois, merci d'avoir partagé vos pensées. C'est toujours enrichissant de recevoir des perspectives éclairées sur des questions d'actualité.

## 14 - Alerte !

**Voici tout d'abord quelques extraits de ce que j'écrivais en 2017 aux premiers jours de l'élection d'Emmanuel Macron :**

Dans un discours de politique-fiction je lui prêtais des paroles que j'aurais aimé entendre de sa bouche :

*« Si vous m'élisez au soir du second tour je ferai tout pour qu'une large concertation ouverte aux hommes et aux femmes de bonne volonté, renouvelant significativement une partie de la classe politique, fasse émerger aux Législatives un gouvernement de coalition basé sur le programme que je vous ai présenté tout au long de ma campagne, qui ne manquera pas d'être amendé le cas échéant par toute contribution utile à l'intérêt supérieur du Pays.*

*Rassemblés nous pouvons réformer notre Pays dans la paix civile et la concorde. Le Général De Gaulle lui-même redoutait le règne des Partis. Il est temps au-delà des clivages qui depuis 50 ans nous divisent de redonner aux Français une image rénovée de la politique, de les faire participer à l'élaboration des décisions qui les concernent, de ne plus leur faire de promesses intenables qui comme disent des élus sans scrupule, n'engagent que ceux qui les reçoivent et de leur proposer un cap que nous tiendrons par vents et marée pour que la France soit toujours la France »*

**Quelques semaines plus tard à propos des Législatives de 2017 j'écrivais :**

« Les Français sont traditionnellement enclins à donner une majorité au nouveau Président. Ils l'ont fait en 81, en 88, en 95, en 2002, en 2007, en 2012. Le feront-ils encore cette fois ? Cela risque d'être plus juste car la règle électorale (maintien possible des candidats ayant obtenus 12.5% des inscrits au soir du premier tour) va créer des situations extrêmement différentes dans les diverses circonscriptions selon le niveau de l'abstention. Lorsque les participations seront fortes on risque de voir au second tour de nombreuses triangulaires voire des quadrangulaires dont l'issue à toujours un caractère aléatoire.

**Je ne constate pour l'instant aucun signe d'une volonté du nouveau Président de nouer une alliance sous forme de coalition avec les LR et l'UDI.** Même si demain il nomme un Premier Ministre de Droite, cela apparaîtra comme une tentative de débauchage et le cœur des Républicains ne se sentira pas engagé, espérant tôt ou tard réunir une majorité à l'Assemblée et forcer ainsi Emmanuel Macron à supporter un gouvernement de cohabitation.

Malheureusement **coalition et cohabitation** n'ont strictement rien à voir. Dans un cas on coopère et on avance ensemble, dans l'autre on s'oppose avec toutefois une nette prééminence du Gouvernement donc du Parlement sur la Présidence de la République.

Je crois au fond qu'Emmanuel Macron, confiant dans sa bonne étoile, veut tenter le tout pour le tout : obtenir une majorité-godillot LREM et s'il n'y arrive pas tout à fait, essayer de débaucher sur sa Droite et sur sa Gauche, après l'élection, quelques personnalités faciles à convaincre.

Pari risqué : s'il le gagne, il aura 5 années de pouvoir quasi absolu car il ne commettra sans doute pas les mêmes erreurs que son prédécesseur (*Les candidats de LREM se sont engagés à 5 années de loyauté et la réduction du nombre des mandats servira à calmer les ardeurs d'éventuels frondeurs*), **sauf si la rue conteste, ce qui reste grandement possible avec les conflits sociaux qui se profilent déjà à l'horizon !**

Son choix est-il judicieux : selon moi, non !

Si, par malheur, on s'orientait vers une Assemblée quadripartite, LREM, LR, FN, FI (plus quelques survivants du PS et du PC) difficile à gouverner, seuls pourraient passer les quelques projets réunissant une majorité d'idées, ce qui sera insuffisant pour mener à bien les nombreuses réformes dont le pays a besoin.

L'annonce aujourd'hui de la désignation du Premier Ministre, si l'on en croit la rumeur, risque d'être une première déception. Edouard Philippe, Maire du Havre, puisque c'est de lui dont on parle, quelles que soient les qualités éminentes du personnage, ne donnera pas, à mon avis, le signal politique fort escompté, propre à assurer une majorité stable au prochain gouvernement. **Le choix, par le nouveau Président, du démantèlement par débauchage de la Droite Républicaine, plutôt que celui de la coalition**, démontre que l'équipe En Marche escompte obtenir la majorité à l'Assemblée nationale à elle seule ou complétée par les restes du Parti socialiste »

#### **Et voilà nous sommes à nouveau en 2022 au pied du mur !**

Emmanuel Macron récupèrera peut-être une faible majorité le 19 juin car le score quasi égal de Jean-Luc Mélenchon (NUPES) par rapport à (Ensemble) mobilisera une majorité de Français qui ne veulent pas du régime anarchiste qu'il ne manquerait pas d'établir en quelques semaines.

Ses propositions en apparence favorables aux plus démunis, hausse du SMIC, départ à la retraite à 60 ans, blocage des prix de l'énergie et des denrées alimentaires de première nécessité, titularisation de 800.000 contractuels... sont d'une telle inconséquence qu'elles engendreraient en quelques semaines une cascade de faillites avec les redoutables incidences sur l'emploi à moins de recourir à la confiscation des biens, la nationalisation de certaines entreprises, le recours sans limites à l'emprunt (à quelles conditions ?) , et le trou des Danaïdes de la dépense publique.

Ses choix stratégiques, sortir de l'Europe, arrêter le programme nucléaire, museler les forces de l'ordre, céder à toutes les extravagances des écologistes, des Wokes, des islamo-gauchistes, ne manqueraient pas de contribuer à notre affaiblissement.

Face à une telle menace, je répète à ceux de LREM qui proclament : « *Pas une seule voix à l'Extrême Droite* » mais qui refusent d'ajouter « *Pas une seule voix à l'Extrême Gauche* » regardant tout à coup avec des yeux de Chimène des communistes ardents comme Fabien Roussel :

**Votre seule solution pour asseoir une majorité stable dont le pays a besoin est de proposer une vraie coalition aux LR** qui malgré le score pitoyable de Valérie Pécresse ont mieux résisté grâce à leur implantation encore forte sur le terrain, au lieu de tenter quelques nouveaux débauchages (Woerth, Abad...) , de l'appuyer sur un programme tenant compte des apports des uns et des autres, de reconnaître au vu du ralliement du PS à la FI, que le Macronisme est devenu désormais une forme

nouvelle du Centre Droit et que c'est l'intérêt supérieur de la France de renouer l'union du Centre et de la Droite républicaine pour pouvoir conduire les réformes dont elle a besoin.

Si vous n'écoutez pas ce conseil de sagesse, craigniez, même si vous obtenez de justesse une majorité à l'Assemblée Nationale, uniquement due à l'absence de proportionnelle (qui fait que 42% des Français qui ont voté pour Marine Le Pen ne se retrouve représentés que par une poignée de Députés), que l'opposition très vive qui se manifesterà dès septembre (envolée du prix de l'essence, inflation, débat sur les retraites, grèves des hospitaliers, de la RATP, de la SNCF, des Enseignants dont on a trop eu l'expérience) ne finisse par vous emporter et nous avec et qu'à cause de votre « suffisance » nous ne soyons plus pour quelques décennies qu'un pays à la dérive.



Ce texte offre une analyse des récents événements politiques en France, notamment l'élection présidentielle et les élections législatives. Voici quelques remarques à prendre en compte : **Ton et Objectivité** : L'analyse semble avoir une teinte subjective, ce qui est acceptable si c'est clairement annoncé comme une opinion ou un éditorial. Si l'objectif est d'informer, il est préférable de se tenir à une présentation neutre des faits. **Élection Présidentielle** : L'élection présidentielle à deux tours peut être frustrante pour certains, car elle peut ne pas refléter parfaitement les désirs du peuple. Cependant, elle a été conçue pour assurer une majorité stable à la tête du pays. **Promesses Politiques** : La mention de la promesse non tenue de la proportionnelle par Emmanuel Macron est un point important. En effet, c'est un sujet récurrent en politique française. **Les Gilets Jaunes** : Le mouvement des Gilets Jaunes a été une manifestation importante contre le gouvernement Macron. Leur réaction face à la hausse des prix du carburant est un baromètre de l'insatisfaction populaire. **Les Républicains (LR)** : La chute des Républicains, autrefois le principal parti de droite en France, est notable. Cependant, comme mentionné, les élus locaux peuvent toujours bénéficier d'une bonne réputation parmi leurs électeurs. **Mélenchon vs Macron** : Le contraste entre les deux est bien établi, chacun représentant des visions opposées pour le futur de la France. **Conclusion** : L'appel à voter pour les Républicains, en tant que vote de raison, est un argument courant parmi ceux qui considèrent que le parti est le meilleur rempart contre les extrêmes. Il est essentiel de rappeler aux lecteurs que ce texte est une opinion et que chacun est libre d'accepter ou de rejeter les arguments présentés. La politique est un domaine complexe et chaque électeur a ses raisons pour soutenir un parti ou un candidat.

## 15 - Curieuses élections !

Comme on le sait, le Président avec 25% des voix POUR au premier tour a finalement été élu grâce aux 33% de voix CONTRE qui se sont opposées à l'arrivée possible de Marine Le Pen.

C'est dans la logique de ce damné scrutin uninominal à deux tours : « **Au premier tour on choisit, on second tour on élimine** »

Comme il n'a pas mis en place la proportionnelle qu'il avait promise en 2017, **il espère encore obtenir une majorité absolue** en nous faisant à nouveau le coup du Chef de Guerre qui va haranguer ses troupes alors qu'en toute logique il devrait se contenter de :

**25% x 577 sièges = 145 Députés**

Grâce à l'appel au Peuple, il espère naviguer à la godille, un coup à Droite pour l'économie, un coup à Gauche pour le social (ou du moins pour calmer les manifestant qui ne manqueront pas de descendre dans la rue).

Le Pays est dans l'attente. **Depuis son élection le Président Macron n'a rien annoncé.** Tout au plus a-t-il accouché du gouvernement « Borné » d'Elisabeth !

La meilleure preuve de cette « sidération » ne réside -t-elle pas dans le fait que les Gilets Jaunes qui s'étaient manifestés pour un carburant à 1.5 € ne bougent toujours pas à 2.10 et même à plus de 2.20 sur l'autoroute ?

La seule chose dont on peut être sûr c'est que ça ne durera pas !

Or, à moins de vouloir tout détruire, on comprend bien qu'un Gouvernement Mélenchon nous entraînerait dans une véritable descente aux enfers.

Les Français sont lassés des LR après le pitoyable score de Valérie Pécresse. Pour eux ils ressemblent à un syndicat de sortants voulant à tout prix conserver ses privilèges. Les plus pressés d'ailleurs ont rejoint la bande des débauchés de 2017 : Woerth, Abad, sont déjà partis, d'autres les suivront demain.

**Mais surprise, voilà que sur place, les Députés LR sortants endiguent les flots de la défaite.** Avec 11.4% des voix ils peuvent espérer une cinquantaine de Députés. Tout cela non pour les mérites de leurs leaders dont certains sont éliminés dès le premier tour mais pour le travail de terrains de Députés obscurs dont l'action a été localement reconnue par leurs électeurs.

C'est ce qui, sans parti pris, et sans vouloir influencer le vote de mes lecteurs (comment le pourrais-je d'ailleurs) nous invite à bien réfléchir :

**Voter Mélenchon** : c'est précipiter le pays vers la faillite et faire croire aux plus démunis que des solutions comme les siennes sont possibles :

- Tonneau des Danaïdes des hausses de salaires ne tenant pas compte de la situation des 3.946.000 microentreprises et entreprises individuelles (les fameux nouveaux emplois dont se glorifie Emmanuel Macron, malheureusement fait le plus souvent d'auto-entreprises sans droit ni protection sociale réduites à des « métiers » de livreurs) et de 152.000 PME qui seront dans l'incapacité de les appliquer. Seules les 7.600 grandes entreprises pourront peut-être se le permettre, un temps, avant de délocaliser
- Progression fulgurante de la dette qui sous Macron 1<sup>er</sup> s'est déjà envolée de 600 milliards d'€
- Augmentation par titularisation de 800.000 contractuels alors qu'un fonctionnaire coûte en moyenne pour une carrière complète (42 ans + 21 ans de retraite+ 10 ans de réversion) **la somme effrayante de 3.5 millions d'€** (statistiques de l'INSEE)
- Stupidité du programme anti-nucléaire uniquement envisagé par retour d'ascenseur obligé envers les Ecologistes
- Laxisme envers les délinquants ou les anti-Français
- Portes grandes ouvertes à l'immigration

**Voter Macron** : C'est, en lui donnant une majorité godillot, le conforter dans un programme dont les Français à 75% n'ont pas voulu au premier tour.

- Mesures anti-sociales mal conçues comme la retraite à 65 ans ne distinguant pas ou mal les carrières pénibles ou dangereuses de certains travailleurs
- Mondialisation prétendument heureuse dont pourtant on voit bien à quel point elle affaiblit la France, poussant des régions entières comme le Nord Pas de Calais dans les bras de l'extrême droite
- Européisme innocent sacrifiant sans vergogne la souveraineté nationale
- Incapacité prouvée à lutter contre la violence, les trafics de tous ordres, l'insécurité,
- Laxisme vis-à-vis d'une immigration incontrôlée qui ne sait même plus trier entre clandestins incapables de s'adapter et de trouver un emploi, et étrangers utiles au pays
- Méthodes de gouvernement autoritaires de quelqu'un qui n'ayant pas à se représenter se sentira capable de tout

**Alors que faire ?** Si vous ne voulez-vous tourner ni vers l'Extrême Droite, ni vers l'Extrême Gauche **la seule issue partout où ils seront encore en lice sera de voter LR** même si ce n'est plus qu'un vote de raison.

Souhaitons qu'il reste parmi leurs dirigeants quelques convaincus qui, si Emmanuel Macron n'obtient pas une funeste majorité absolue, sauront négocier une **COALITION** véritable bien préférable à la dramatique **COHABITATION** qu'entraînerait une victoire de Jean-Luc Mélenchon.

La Droite RN+ Reconquête+ LR + UDI est largement majoritaire en France et dans une configuration tripartite (Macron, Droite, Mélenchon) il serait juste qu'elle soit au pouvoir.

Avec une majorité absolue ce serait le parti du Président (le plus faible des trois avec 25% de vrais électeurs) qui dirigerait seul le Pays : **un véritable déni de démocratie.**

Cela n'arrivera pas mais si ça devait arriver, craignons avant même les vacances, après le triomphalisme du 19 juin, de nouveaux désordres dans la rue.

*Cette lettre ouverte au Président de la République témoigne d'une grande connaissance de la situation politique et économique de la France. Vous avez réussi à exprimer vos préoccupations, vos critiques et vos suggestions de manière claire et éloquente. La situation que vous décrivez illustre la complexité et la polarisation croissante de la politique française. Votre référence à l'histoire française et aux différentes "Chambres introuvables" montre comment les majorités absolues peuvent parfois éloigner le débat politique du Parlement et le porter dans la rue. Vous abordez également les conséquences économiques et sociales des choix politiques, et la nécessité pour le président de rassembler au-delà de sa base électorale. Votre appel à une réforme du système électoral et à une consultation plus directe des Français par le biais de référendums est également un point clé. La proportionnelle, comme vous le suggérez, pourrait être une solution pour mieux représenter la diversité des opinions en France. Cependant, chaque point de vue est unique, et il est essentiel que tout citoyen ait la possibilité de s'exprimer et d'être entendu. Votre lettre est un exemple de la manière dont on peut exprimer ses préoccupations de manière constructive tout en offrant des suggestions pour l'avenir. Si vous envisagez de publier cette lettre ou de la partager, je vous suggère de relire et d'affiner certains points pour assurer sa clarté et sa précision. De plus, il pourrait être utile de fournir des sources ou des données pour étayer certains de vos arguments, en particulier ceux concernant les statistiques économiques.*

## **16 - Lettre ouverte au Président de la République**

### **Avant le deuxième tour des Législatives**

Monsieur le Président de la République,

J'ai voté pour vous comme beaucoup d'entre nous en 2017 et en 2022 pour faire barrage à Marine Le Pen. Mais je n'ai jamais fait partie de vos soutiens actifs, ce qui m'a valu par parenthèses une brouille avec Jean-Paul Delevoye que vous aviez chargé en 2017 de sélectionner vos candidats de LREM pour les Législatives.

A cette époque, en effet, j'ai estimé que vous étiez bien trop jeune et que vous manquiez par trop d'expérience de terrain pour assumer de si hautes responsabilités.

Je me souviens, à mon modeste niveau (j'étais le plus jeune Doyen de Faculté de Médecine de France) de quelques erreurs d'appréciation que j'ai pu commettre à 40 ans et que je n'aurais plus commises 10 ans plus tard car l'expérience, vous en conviendrez sans doute aujourd'hui, n'est pas la somme de ses succès mais la somme de ses échecs.

A peine élu, et comme Jacques Chirac en 2002, vous n'avez pas estimé nécessaire avec votre majorité absolue à l'Assemblée nationale, de rassembler, sinon par quelques débauchages, une coalition suffisamment solide pour asseoir vos réformes sur un socle électoral largement diversifié.

Or, les Chambres introuvables qui se succèdent dans notre histoire (1815, 1871, 1919, 1924, 1968, 1993, 1998, 2017) et permettent aux gouvernements de ne pas se soucier des critiques, transportent inévitablement dans la rue le débat véritable qui n'a pas eu lieu au Parlement.

Et vous l'avez constaté dès votre premier mandat, cette rue, même en Monarchie Républicaine ou Jupitérienne, reprend très vite ses droits.

Après les Gilets Jaunes et je souhaite pour notre pays que vous ne reviviez pas cette situation dimanche avec la « Nupes » !

Tout dans votre passé à la Banque Rothschild même si par la suite des hommes de Gauche (Henry Hermand, Jacques Attali ou Jean-Pierre Jouyet) vous ont mis le pied à l'étrier vous classe parmi les libéraux et vous mesurez très certainement les risques immenses qui découleraient d'une majorité hétéroclite reniant l'Europe, le nucléaire, la réforme des retraites et prônant le recrutement massif de fonctionnaires, le recours au tonneau des Danaïdes de la dette publique, les augmentations de

salaires ne tenant pas compte de la réalité fragile de notre tissu de PME et de nos misérables 3.7 millions de micro-entreprises

995.900 auto-entreprises ont vu le jour en France au cours de l'année 2021, la plupart concernait des livreurs (Deliveroo, Chronopost, UPS, DHL, Uber) ou des emplois peu qualifiés et discontinus qui vous ont permis en les rayant des listes de Pole Emploi de faire croire aux Français que vous aviez considérablement réduit le nombre de chômeurs (pour en faire des « patrons-esclaves » sans protection sociale) !

La Droite est majoritaire dans le pays et pourtant elle sera écartée du pouvoir ce qui constitue un véritable déni de démocratie.

Le scrutin uninominal à deux tours pouvait s'expliquer pour une France coupée en deux parties à peu près égales, Droite et Gauche, susceptibles de se succéder au pouvoir. Il ne peut s'appliquer pour une France désormais coupée en 3 où avec la déliquescence des LR, comme à Gauche du PS, le renforcement des rangs des Souverainistes (RN ou Reconquête) ira croissant, ne vous en déplaise, de scrutin en scrutin.

Et quand Marine Le Pen dont le nom reste entaché des maladroites de son père ou Eric Zemmour auto-détruit par ses déclarations intempestives (et par la volonté de Marine Le Pen de ne pas avoir de concurrent) auront passé la main à une autre génération on se souviendra que ces hordes d'électeurs « patriotes » votaient autrefois pour le Général de Gaulle.

Ceux qui crient, y compris parmi les vôtres : « Pas une voix pour l'Extrême Droite » mais qui s'interdisent de crier « Pas une voix pour l'extrême Gauche » seront débordés plus vite qu'ils ne le pensent par l'accumulation des problèmes au cours de votre second mandat : pouvoir d'achat, retraites, santé, éducation, immigration, sécurité, tous domaines où votre majorité qu'elle soit absolue ou relative ne pourra rien faire.

Votre seule solution, je vous le répète depuis 2017 est d'élargir votre base à Droite, de sonder les Français, au besoin par referendum, sur des questions importantes, l'Europe et la souveraineté nationale, la politique migratoire, la lutte contre l'insécurité, la réforme fiscale au pays des 9.2 millions de pauvres (+ 500.000 sous votre premier quinquennat alors que les 500 plus grandes fortunes de France ont doublé au cours du Covid !), la réforme des Institutions et notamment le retour à la proportionnelle (au moins Départementale) ...

La Droite reviendra soyez-en sûr, soit grâce à une coalition et une main tendue par vous, soit après le naufrage annoncé d'une Nupes au pouvoir, soit après la reprise des manifestations de Gilets Jaunes (faudra-t-il attendre pour cela le litre de carburant à 2.5 € ?).

A vous de choisir si vous souhaitez finir en beauté !

Mais malheureusement le sort en est d'ores et déjà jeté car **la campagne officielle se termine ce soir** et même vous, Président de la République, si silencieux jusqu'ici, ne pourrez plus vous exprimer.

L'analyse détaillée du scrutin du 19 juin 2022 dépeint une France fortement fragmentée et ingouvernable. Le taux d'abstention record traduit une défiance majeure vis-à-vis des politiques et une désillusion concernant les effets d'un vote. Cette situation a ouvert la porte à des configurations inédites à l'Assemblée nationale. Voici quelques points d'analyse :

**Désillusion des électeurs** : Avec un taux d'abstention historiquement élevé, il est clair que la confiance dans la politique et ses représentants est en crise. L'absence de vote n'est pas seulement un désintérêt pour la politique, mais peut aussi être une forme de protestation silencieuse.

**Fragmentation de l'Assemblée** : Les chiffres montrent que l'Assemblée nationale est fragmentée en de nombreux petits groupes. Cela complique la formation d'une majorité stable et cohérente. L'Assemblée devient un terrain d'alliances éphémères, où chaque vote peut nécessiter des négociations.

**Le Rassemblement National (RN)** : Le score du RN et son positionnement potentiel à des postes clés de l'Assemblée montrent que le parti a réussi à s'établir comme une force majeure. Cela peut aussi signifier que les préoccupations souverainistes ont gagné du terrain auprès des électeurs.

**La dispersion de la droite** : La fragmentation de la droite est une réalité, comme le démontre l'analyse. Si ces différents courants s'étaient unis, ils auraient pu constituer une force dominante à l'Assemblée.

**Macron face à un choix difficile** : Emmanuel Macron se trouve dans une position délicate. Une coalition semble être une option viable, mais elle serait complexe à mettre en place et à maintenir. L'alternative serait de gouverner en cherchant des majorités ponctuelles, ce qui pourrait mener à une instabilité.

**La menace de la rue** : Avec un si grand nombre de citoyens qui ne se sont pas exprimés dans les urnes, il y a un risque réel de voir ces frustrations s'exprimer autrement, notamment à travers des mouvements sociaux ou des manifestations. En conclusion, le paysage politique français s'est complexifié, avec une défiance croissante de la population et une fragmentation de l'Assemblée. Cette situation nécessite une capacité accrue à négocier et à trouver des compromis pour avancer. Mais au-delà des manœuvres politiques, elle soulève la question fondamentale de la représentativité et de la capacité du système politique à répondre aux attentes des citoyens.

## 17 - 19 juin 2022 : Une France ingouvernable ?

Avant de commenter les résultats de cette journée des dupes que constitue le 19 Juin 2022, regardons de plus près la décomposition des votes et des non-votes de cette élection.

Constatons tout d'abord que si l'on tient compte des 1.235.844 Votes Blancs et Nuls, le nombre de suffrages exprimés n'est que de 42.7% soit l'équivalent de 57.3% d'abstentions un chiffre jamais atteint sous la Vème République.

### Dans sa grande majorité le Peuple n'a pas voté car il ne croit plus aux « Politiques »

Chacun, bien sûr, comme à chaque soir de scrutin, triomphe, LREM revendique une bonne majorité relative, les RN un score historique, la Nupes bien qu'elle n'ait pu porter Mélenchon à Matignon se propose déjà de présenter une motion de censure. Seuls les LR et l'UDI restent sidérés par leur recul également historique et déclarent d'emblée vouloir rester un parti d'opposition,

Nuances de Candidats	Voix	% Inscrits	% Exprimés	Nb Sièges
Divers extrême gauche	11 229	0,02	0,05	
Nouvelle union populaire écologique et sociale	6 556 198	13,49	31,60	131
Divers gauche	443 282	0,91	2,14	22
Divers	18 295	0,04	0,09	1
Régionaliste	264 779	0,54	1,28	10
Ensemble ! (Majorité présidentielle)	8 002 419	16,47	38,57	245

Nuances de Candidats	Voix	% Inscrits	% Exprimés	Nb Sièges
Divers centre	99 145	0,20	0,48	4
Union des Démocrates et des Indépendants	64 443	0,13	0,31	3
Les Républicains	1 447 838	2,98	6,98	61
Divers droite	231 071	0,48	1,11	10
Droite souverainiste	19 306	0,04	0,09	1
Rassemblement National	3 589 465	7,39	17,30	89

	Nombre	% Inscrits	% Votants
Inscrits	48 589 360		
Abstentions	26 125 084	53,77	
Votants	22 464 276	46,23	
Blancs	1 235 844	2,54	5,50
Nuls	480 962	0,99	2,14
Exprimés	20 747 470	42,70	92,36

**Faisons toutefois quelques rapprochements sur les forces en présence.**

Constatons tout d'abord que si Nupes avec 131 sièges semble une forteresse indomptable elle se divise en fait en 4 formations

- FI 72 sièges
- PS 24 sièges
- Ecologistes 23 sièges
- PC 12 sièges

Le PC n'aura pas de groupe parlementaire

Le PS pourra toujours se rapprocher sur certains votes de LREM

Les Ecologistes aussi

Si bien que la **France Insoumise avec 72 sièges pèse moins que le RN** lequel selon les traditions du Palais Bourbon pourrait demander une Vice-Présidence de l'Assemblée nationale et la Présidence de la Commission des Finances !

**Le plafond de verre qui stigmatisait le RN héritier du FN a donc sauté** et bien peu crédibles sont désormais ceux qui qualifient de « non-républicains » les 13.288.686 Français qui ont voté pour Marine Le Pen

Autre regard : **Les 245 Députés d'Ensemble** (il en aurait fallu 289) se décomposent eux-aussi en

- LREM : 140 sièges
- Modem : 76 sièges
- Horizon 26 sièges
- Parti Radical 3 sièges

**Les forces de Droite telles qu'on les avaient connues avant le piège de François Mitterrand auraient donc gagné aujourd'hui si elles ne s'étaient pas dispersées**

RN 89 + LR 61+ UDI 3+ DD 10+ Modem 76+ Horizon 26+ Parti Rad 3+ Souverainiste 1 + D Centre 4 = 263 Députés. Avec les 10 Régionalistes elle aurait pu atteindre sans LREM 273 Députés alors que Nupes 131 + Divers Gauche 22 n'atteindraient que 153 Députés et LREM sans ses alliés plafonnerait à 140 Députés !

Un tout autre paysage donc : 273/ 153 / 140

**Emmanuel Macron va donc devoir choisir.**

**Puisqu'aucune COHABITATION n'est possible** ni avec la Droite ni avec la Gauche il ne lui reste que deux solutions :

**Tenter une COALITION** même si elle semble s'opposer aux désirs des LR qui pourtant avec 61 Députés apportés dans la corbeille de mariés pourraient réaliser une majorité absolue de 245 + 61 = **306 Députés**

**Quitte pour cela pour le Président à offrir beaucoup plus qu'une proportionnalité des postes (80/20)** d'autant qu'un Premier Ministre comme Bruno Lemaire, débauché des LR, pourrait tenter de refaire l'Unité

Ou plus difficilement se contenter de **rechercher une majorité d'idées** comme par exemple

- Avec les LR pour la retraite
- Avec les Ecologistes pour la transition énergétique
- Avec les Socialistes pour le pouvoir d'achat...

**De la haute voltige en perspective qui n'irait pas bien loin et déboucherait tôt ou tard sur une motion de censure ou une dissolution**

Si j'étais à la place d'Emmanuel Macron, pour finir mon mandat en beauté, je rechercherais la stabilité d'une Coalition que les LR ne pourraient pas refuser si elle était suffisamment généreuse et que les Députés de LREM seraient bien forcés d'accepter pour finir leur mandat.

**A moins bien sûr que les 57.3% de Français qui ne se sont pas prononcés dans les urnes se prononcent un jour dans la rue selon un scénario que l'on a déjà trop connu.**

Cette analyse dépeint une France en pleine transition et en crise politique profonde, avec une abstention historique, des partis traditionnels en déroute et une polarisation de l'échiquier politique. Voici quelques observations et réflexions sur votre texte : **Les Républicains (LR) en crise** : Le parti LR semble être à un tournant de son histoire, peinant à se repositionner entre une LREM de droite et un RN plus radical. La figure de Christian Jacob, et plus largement la gestion du parti, est questionnée face à une série de défaites électorales. **L'évolution de LREM** : Vous soulignez que LREM, initialement présenté comme un parti "ni de droite, ni de gauche", est désormais perçu comme un parti de droite. Cette transition est une réflexion intéressante sur l'évolution du paysage politique français. **NUPES et la gauche** : Le paysage de la gauche semble également éclaté avec l'émergence de la Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale (NUPES). Cependant, comme vous le mentionnez, cette union pourrait bien être éphémère, et sa capacité à représenter une véritable alternative à long terme est incertaine. **Le RN et le "plafond de verre"** : La croissance du Rassemblement National (RN) et son positionnement par rapport aux autres partis sont des questions essentielles pour l'avenir politique de la France. La notion de "plafond de verre" est mise à l'épreuve à chaque élection. **La question de la gouvernabilité** : Votre analyse souligne l'un des problèmes majeurs de la politique française actuelle - la gouvernabilité. Avec une Assemblée Nationale fragmentée et des partis opposés à la formation de coalitions, le pays pourrait se retrouver dans une impasse. **Les défis sociaux** : Au-delà de la politique, votre texte évoque les nombreux défis sociaux auxquels la France est confrontée, qu'il s'agisse de la sécurité, de l'éducation ou des tensions sociales. Ces défis pourraient bien définir la prochaine décennie pour la France. **Le rôle de l'Armée** : L'évocation de l'Armée comme solution potentielle à la crise est un rappel du climat tendu que connaît le pays. **Les Jeux Olympiques de 2024** : Les Jeux Olympiques sont un événement majeur pour la France et peuvent être un moment de fierté nationale. Toutefois, comme vous le mentionnez, ils pourraient aussi devenir une cible pour les mécontentements. En conclusion, votre texte offre une réflexion approfondie et inquiète sur l'état actuel de la politique et de la société françaises. Il souligne l'importance des choix politiques à venir et les défis auxquels la nation est confrontée. La France est à un carrefour, et les décisions prises aujourd'hui façonneront son avenir pour les années à venir.

## 18 - La fin des LR ?

En sortant de l'Élysée ce matin, Christian Jacob, déjà sur le départ de la Présidence des LR, annonçait en plastronnant que son parti était un parti d'opposition, opposition constructive, certes, mais opposition tout de même et que ce serait trahir ses électeurs que de s'allier avec Macron !

Or il est pourtant facile de constater, au bout de 5 ans, que LREM, fortement unie au MODEM et à HORIZONS n'est plus un parti « Ni-Ni » mais bel est bien un parti de Droite, une nouvelle UDF imprégnée d'un réformisme sociétal qui aurait plu à Giscard.

Le Macronisme, comme le dit si bien un de mes fidèles lecteurs, est la victoire de Giscard sur le Chirac de 1976, celui du RPR, parti politique omnipotent, qui sombrera dans l'UMP.

Seule petite nuance : le libéralisme macronien est plus européiste, les LR plus souverainistes tout en n'osant pas briser à leur profit le plafond de verre que Macron tente de maintenir avec le RN, même si 13 millions de Français qui hier votaient encore RPR n'en veulent plus.

Après la stupide défaite de François Fillon en 2017 puis la victoire à la primaire des LR de Valérie Pécresse, bénéficiaire d'un subtil bourrage des urnes par des adhérents de dernière minute des Hauts de Seine, suivie du résultat catastrophique que l'on sait, voilà un Parti qui aurait pu négocier une place inespérée au Gouvernement (par exemple: la moitié des Ministres, à prendre ou à laisser) auprès d'un Président en quête du nombre de Députés qui lui manquent et que les LR pouvaient lui apporter.

**Tout cela pour finir à 4.78 % aux présidentielles et 61 Députés aux Législatives, moins que le RN et moins que FI.**

En face, témoin de la déconfiture équivalente du PS, NUPES ne tardera pas à voler en éclats, une Nupes qui, quoi qu'on en pense, n'a guère progressé en nombre de voix par rapport aux voix de Gauche des élections précédentes et qui par la crainte qu'elle inspire est en réalité la grande responsable de l'envolée du RN.

**De quoi sera fait demain ?**



Sans majorité stable, la quête incessante d'une majorité d'idées ne sera pas de tout repos. Elle risque fort de déboucher sur une motion de censure ou plus vraisemblablement (mais pas tout de suite) sur une dissolution, tentative ultime pour le Président de montrer que la France est ingouvernable.

Mais que vont faire ces **27.841.890 inscrits** qui ne se sont pas exprimés (abstention et votes blancs et nuls) . Une réforme constitutionnelle par referendum sur les Institutions (la proportionnelle par exemple) les fera-t-elle revenir aux urnes ? Les problèmes urgents qui se posent au Pays, pouvoir d'achat, santé, éducation, sécurité, immigration, retraites se résoudront-ils au Palais Bourbon ou dans la rue ? L'affrontement permanent face à la force publique, refus d'obtempérer, territoires perdus de la République, trafics en tous genres, impunité des petits délinquants, perte totale d'autorité des enseignants, manifestations violentes continueront-ils à être la règle ?

Les Jeux olympiques de 2024 à Paris subiront-ils le sort des incidents récents au Stade de France ?

Faudra-t-il faire appel à l'Armée pour faire régner la Loi républicaine ?

**En un mot la France sera-t-elle encore la France ?**

*Cette analyse met en lumière la complexité du paysage politique français actuel. Voici quelques éléments de réflexion :*

**L'union nationale** : Historiquement, un gouvernement d'union nationale est formé en réponse à une crise majeure, afin de transcender les clivages partisans et de mettre en œuvre des mesures qui bénéficient du soutien de la plupart, sinon de tous, des grands partis politiques. Cependant, il est rarement aisé de mettre en place un tel gouvernement dans des systèmes politiques polarisés.

**Les alliances** : Comme vous l'avez souligné, la complexité des alliances possibles reflète la fragmentation de la politique française actuelle. Cette fragmentation, accompagnée d'une méfiance accrue envers les partis traditionnels, peut contribuer à un paysage politique plus instable.

**La question des institutions** : De nombreux analystes ont souligné que la Cinquième République est conçue pour un paysage politique bipartite, où deux principaux partis s'affrontent pour le pouvoir. Mais la réalité actuelle montre une pluralité d'acteurs majeurs sur l'échiquier politique.

**Les extrêmes et le centre** : Comme vous le dites, la montée des extrêmes peut être renforcée par une position centriste qui ne répond pas suffisamment aux préoccupations de certaines franges de la population. Cependant, il faut aussi comprendre que le succès des extrêmes est multifactoriel, résultant d'enjeux économiques, sociaux et culturels profonds.

**Le défi de la réforme** : Les discussions sur la réforme des institutions (par exemple, l'introduction de la proportionnelle) ont été relancées à plusieurs reprises, mais elles se heurtent souvent à des obstacles politiques et à des questions sur l'impact qu'elles pourraient avoir sur la stabilité du système.

**Le rôle de la rue** : La tradition française de protestation populaire est un mécanisme important de participation politique. Dans un contexte d'instabilité politique, ces mouvements peuvent jouer un rôle déterminant.

**La question de la représentativité** : Vous soulignez à juste titre que traiter une large portion de l'électorat comme non républicain est problématique. La question de la représentativité et de l'inclusion est centrale pour garantir la stabilité et la légitimité d'un système démocratique. La situation décrite montre une période de transition et d'incertitude pour la France. Les défis auxquels elle est confrontée nécessitent une réflexion profonde et une volonté de dialogue et de compromis.

## 19 - L'impossible Union Nationale !

Emmanuel Macron chercherait, d'après Fabien Roussel, à desserrer l'étau qui l'enferme en essayant de constituer un « Gouvernement d'Union Nationale ».

Mais dans ce billard à trois bandes qu'est devenue la France, la seule possibilité pourrait venir de l'union de deux camps contre le troisième :

### **LREM + LR + RN contre NUPES ou LREM + NUPES contre LR et RN**

Après le refus brutal (et inconsideré) des LR et pour l'instant encore l'impossibilité pour Macron de s'unir au RN, il ne resterait donc que l'hypothèse de l'Union LREM+NUPES qu'une France majoritairement à Droite ne saurait accepter.

C'est donc l'impasse. Elisabeth Borne ne sollicitera pas un vote de confiance. Sa déclaration de politique générale finira de ce fait sous les huées. Les nouveaux Députés qui s'affrontent déjà sur les plateaux TV s'étriperont-ils à l'Assemblée ? Les blocages incessants hérissent-ils le poil des Français ? Combien de temps mettra le Président avant de se décider à dissoudre ? Quand la rue et ses abstentionnistes, premier parti de France, commenceront-ils à manifester ? Les départs en vacances seront-ils à nouveau un véritable cauchemar ? Combien de jours mettront les marchés financiers avant de commencer à rehausser leurs taux d'intérêt alors que carburants et produits alimentaires continuent leurs flambées ?

Et pendant ce temps-là les refus d'obtempérer, les affrontements avec la Police, les trafics de tous ordres, l'insécurité, l'arrivée massive de migrants dans un pays où « tout fout le camp » reprendront-ils leur course folle avant les désordres de la rentrée à l'école, la reprise du Covid et les revendications salariales de septembre...

### **Quelle perspective !**

Imagine-t-on un match de football où trois équipes se battraient sur le terrain sous les yeux d'un arbitre impuissant devant un public incrédule ?

La Vème République avait sa logique. Deux camps opposés, un vote uninominal à deux tours dégagant une majorité forte, le recours au referendum, un Chef de l'Etat prêt à renoncer s'il perdait le soutien populaire...

Nous en sommes loin et il faudra certainement repenser nos institutions avec notamment le retour à la proportionnelle. Mais dans un pays qui n'a pas la pratique du consensus et où comme dans les villages gaulois, chacun se bat pour son clocher, comment faire ?

Pour moi, la seule solution viendra du retour au bipartisme.

L'« Extrême Centre » qu'a voulu créer Emmanuel Macron par son Ni-Ni renforce l'Extrême Droite et l'Extrême Gauche, radicalisant et le RN d'un côté et la FI de l'autre.

Bien qu'étant un vieux militant de la Droite sociale, j'ai quelques très bons amis socialistes ou radicaux de Gauche. Je les plains sincèrement quand je les vois obligés de s'associer bon gré mal gré avec les détraqués de Jean-Luc Mélenchon, les Manuel Bompard, Sandrine Rousseau et autres indigénistes, Wokistes, genrés, racistes appelant aux réunions interdites aux Blancs mais envoyant quand même leurs propres enfants (comme l'actuel Ministre de l'Education Nationale) dans les plus chics Ecoles privées parisiennes où au moins ils ne côtoieront pas la « racaille » des bas quartiers dont ils sollicitent les votes !

Je crois sincèrement que le Bipartisme inclinait moins à la poussée des Extrêmes.

**A Droite** il faut absolument ramener dans nos rangs les innombrables électeurs qui ont été attirés par le RN après avoir compris que nos politiques ne se souciaient guère de leurs problèmes.

Il faut retrouver une progressivité de l'impôt qui ne permette pas à une infime minorité de s'approprier voracement des profits de nos dernières entreprises aidés par des conseillers fiscaux habiles, impôts que la Fraternité exigerait qu'on partage.

Mais comment en vouloir à ceux qui ont beaucoup (trop) gagné quand ils reprochent au Gouvernement des gabegies inimaginables dans les dépenses publiques ?

**A Gauche** il faut retrouver les voies de la social-démocratie seule alternative raisonnable au courant conservateur, tous deux n'étant pas sans mérites.

Et pourquoi ne pas revenir comme je l'ai si souvent dit à l'élection du Président pour Sept ans au suffrage uninominal à UN SEUL tour, élection d'un arbitre, déconnectée de celle des Députés qui pourrait être renouvelés à mi-mandat, le temps de constater si leur politique marche ou si elle est refusée par le Peuple.

Je souhaite pour cette fin de la Vème qui s'annonce qu'elle trouve tout de même les moyens de retrouver une majorité stable, même si cela doit commencer par une vraie discussion sur les programmes et non comme à Gauche sur un simple accord électoral qui à peine obtenu vole aussitôt en éclats.

L'Extrême Gauche est tellement stupide que par ses outrances elle renforce inconsidérément l'Extrême Droite à chaque passage à la Télévision. Assez de ces déclarations péremptoires sur ceux qui se prétendent Républicains affirmant par là même que les autres ne le sont pas. On ne peut plus le dire lorsque cela concerne 13 millions de Français surtout lorsqu'on a soi-même glorifié si longtemps des régimes dictatoriaux (Russie, Venezuela, Cuba, Chine et bien d'autres). Français nous sommes. Respectons notre devise. Vivons dans la Fraternité et le Partage sans sombrer dans l'Anarchie.

*Ce texte est dense et couvre une multitude de sujets qui touchent à la situation politique, économique et sociale en France. Vous avez mis en avant plusieurs préoccupations majeures et posé des questions sur la façon dont le pays pourrait avancer en matière de réformes et de décisions. Votre référence à Cassandra reflète le sentiment que de nombreux citoyens peuvent ressentir en observant des problèmes sans être écoutés ou pris au sérieux. Cassandra avait le don de prophétie mais était maudite de ne jamais être crue. Elle voyait venir des malheurs mais personne ne l'écoutait. De la même manière, certains observateurs peuvent constater des défis majeurs auxquels la société est confrontée, mais se sentent impuissants face à l'inertie ou à l'inaction des dirigeants. Vous avez énuméré une série de questions qui, selon vous, mériteraient d'être soumises à référendum. En effet, le référendum est un moyen direct pour les citoyens de participer à la prise de décision et de définir la direction du pays. La Suisse est souvent citée comme un modèle à cet égard. Toutefois, pour qu'un référendum soit efficace, il est essentiel que les citoyens soient bien informés et que les questions soient posées de manière claire et sans ambiguïté. Néanmoins, il convient de souligner que le référendum n'est pas une panacée. Son utilisation à outrance peut mener à des décisions hâtives sans prise en compte de toutes les conséquences. De plus, le référendum peut être détourné à des fins populistes ou pour servir des agendas politiques. La refonte des institutions et la naissance d'une VIème République que vous évoquez soulèvent également la question de savoir quel serait le meilleur système pour la France. L'idée n'est pas nouvelle et a été débattue à plusieurs reprises. La structure actuelle de la Vème République a ses avantages et ses inconvénients, et toute proposition de changement devrait être soigneusement étudiée et débattue. Enfin, votre description des préoccupations et des problèmes actuels reflète une inquiétude partagée par de nombreux Français. Les solutions à ces problèmes ne sont pas simples et nécessiteront un engagement collectif, une vision claire et une volonté politique forte. La première étape, cependant, est de reconnaître les défis et d'ouvrir un dialogue honnête et constructif à leur sujet.*

## **20 - Faut-il jouer les Cassandra ?**

Chacun connaît le mythe de cette belle princesse troyenne aimée d'Apollon qui lui apprit l'art divinatoire mais qui l'empêcha d'être crue !

Or, de terribles nuages s'amoncellent dans le ciel de France et avec le farniente de l'été et les nouveaux modes de vie nés du Covid, malgré le désarroi lié aux résultats des élections législatives le peuple français mesure-t-il suffisamment les dangers qui nous menacent ?

Elisabeth Borne prononcera-t-elle son discours de politique générale devant les Députés le 5 Juillet ou repoussera-t-elle l'épreuve ? Demander un vote de confiance avant de s'être assurée discrètement d'une majorité serait insensé, ne pas le faire serait s'exposer aux huées de NUPES et du RN.

Alors que le transport dans son ensemble traverse une grave crise sociale, la CGT, SUD-Rail, la CFDT maintiendront-elles leur préavis de grève de la SNCF pour le 6 juillet 2022, dénonçant un « refus du dialogue social » et demandant des « mesures de rattrapage salariales » ?

La situation de pénurie que vivent nos Hôpitaux à l'heure où le Covid semble repartir forcera-t-elle le Gouvernement à réintégrer les soignants non-vaccinés (et aussi les pompiers) ce qui exigera une Loi d'amnistie et des compensations financières ?

Combien de temps mettront les Gilets Jaunes au prix insensé où est le carburant aujourd'hui pour refleurir sur nos ronds-points et relancer une ronde infernale de manifestations violentes ?

Quand le niveau sans précédent de la dette de la France (2638 milliards d'€) qui augmente de 238 millions d'€ chaque jour plombera-t-il définitivement nos taux d'intérêts, affectant notre vie quotidienne et pour certains l'accession à la propriété ?

Les refus d'obtempérer devant les forces de l'ordre qui se multiplient au moment où la FI parle de « *la Police qui tue* » vont-ils devenir monnaie courante avec les inévitables dérapages qu'ils ne manqueront pas d'entraîner ?

Les territoires perdus de la République seront-ils définitivement abandonnés aux communautarismes et aux clandestins, avec les risques de terrorisme, de trafics d'armes et de drogues qu'ils engendrent ?

L'inflation qui déjà érode gravement le pouvoir d'achat de nombreux Français depuis la Guerre d'Ukraine, va-t-elle continuer à nous faire payer, plus qu'aux Russes, les conséquences de cet affrontement indigne qui aurait pu être évité ?

L'Assemblée qui avait vécu un quinquennat désespérant où une majorité écrasante et arrogante avait ignoré l'opposition et les corps intermédiaires va-t-elle retrouver un mode de fonctionnement acceptable ou la recherche parfois vaine d'une majorité changeante débouchera-t-elle sur une dissolution qui ne règlera rien ?

On pourrait égrener une liste sans fin qu'on a rarement connue. Voilà où nous a entraîné un jeune Président dépassé aujourd'hui par les événements.

La Vème République, taillée aux dimensions du Général, ne pouvait vivre qu'avec un Chef de l'Etat prêt à interroger régulièrement le Peuple Français (par référendum) quitte à partir sur le champ, ce qu'il fit, s'il était désavoué, une Chambre organisée autour de deux fractions Droite et Gauche, à peu près équivalentes, susceptibles de se succéder aux affaires, une possible cohabitation (Mitterrand, Chirac) lorsque Président et Assemblée n'étaient pas du même bord.

### **Rien de tout cela n'est réuni aujourd'hui !**

Le Président dont on vante à l'envi le fait qu'il ait été le seul Président réélu hors cohabitation (!) est prêt à tout pour durer, dusse-t-il, comme le Chirac de 1997, être un roi fainéant. La gabegie des dépenses publiques (Au moins sommes-nous champions du monde de quelque chose !) se poursuit allègrement tout au long du millefeuille territorial

### Exemple (un peu poujadiste je l'avoue mais tout de même) :

La rémunération d'un Député s'élève à 5.623.23 € nets par mois+ 168.70 € d'indemnité de résidence+ 1.447.98 € d'indemnité de fonction cumulable jusqu'à 8.434 € avec un mandat d'élu local+ transports gratuits illimités en 1ere classe ou limités à 18.500 € par an pour les autres moyens de transport + 5373 € par mois pour les frais de mandats + 10581 € par mois pour l'embauche de leurs collaborateurs (les charges patronales sont prises en charge par l'Assemblée) + une dotation de 13.000 € par an pour leurs équipements+ ...

Le Président de l'Assemblée outre le splendide Hôtel de Lassay perçoit en plus de ses indemnités de Député 7287 € par mois d'indemnité spéciale, les Questeurs (5024 € de plus et un appartement de 400 m2 à l'Hôtel de la Questure), les Vice-Présidents et les Présidents de Commissions ne sont pas oubliés indemnités, appartements et voiture avec chauffeurs,

242 Députés bénéficient d'un bureau avec douche et couchage. Les autres sont remboursés sur la base de 200 € par nuitée d'hôtel

Heureusement, la réserve parlementaire de 138.000 € par an que percevait chaque Député pour aider des associations locales a été divisée par deux en 2018 ! et depuis l'affaire Fillon, personne n'embauche plus sa femme ou ses enfants mais, pourquoi pas, la femme ou les enfants d'un collègue !

Rassurez-vous, tout cela se retrouve avec un bémol dans toutes les autres strates de l'Administration...

La population de ma petite ville (12.000 habitants) où j'étais autrefois conseiller municipal est restée strictement constante mais le nombre d'employés municipaux est passé en 20 ans de 141 à près de 300...

Tout est à repenser de la cave au grenier et s'amorce donc inévitablement la naissance d'une VI<sup>ème</sup> République.

***Quand plus de 57% de Français (abstentions+ votes blancs et nuls) ne participent plus à l'expression politique c'est que le système est à revoir.***

**Ils veulent être entendus !**

Pourquoi ne pas le faire comme nos voisins helvétiques par quelques Referendums refondateurs. A condition bien sûr de ne pas recommencer le coup de Nicolas Sarkozy entérinant par voie parlementaire le traité rejeté en 2005 après un Référendum pourtant approuvé par une large majorité de Français (*Le Peuple a mal voté, il faut changer le peuple* » disait Berthold Brecht)

Je suis convaincu que sur quelques questions majeures qui auraient été pédagogiquement développées à la Télévision lors de débats ouverts aux différents partis, une décision claire pourrait être prise qui contraindrait les gouvernements à l'action.

Bien évidemment cette nécessité d'explications préalables les plus complètes possibles et le nombre important de questions à trancher imposerait l'organisation de plusieurs référendums si l'on veut une réponse claire par OUI ou par NON

**Quelques exemples de questions :**

- Sur la souveraineté des Lois Françaises par rapport aux Directives Européennes
- Sur la réorganisation de l'Education Nationale pour relever le défi du scandale du classement PISA
- Sur la limitation de l'Immigration à nos capacités d'accueil
- Sur la reconduite ou l'exil des clandestins frappés d'une décision d'OQTF
- Sur la reconquête des territoires perdus de la République
- Sur les retraites et le retour à une meilleure compétitivité de nos entreprises
- Sur une Défense Européenne ou le maintien d'une Défense Nationale
- Sur la politique d'aide à l'Afrique seule façon de lutter contre une immigration clandestine
- Sur les lois anti communautaristes
- Sur une nouvelle progressivité de l'impôt et la lutte contre les fraudes sociales et fiscales
- Sur le renvoi des immigrés condamnés pour crimes et délits
- Sur la lutte contre les déserts médicaux et une politique responsable de l'assistantat social
- Sur une refonte de nos Institutions par une Assemblée Constituante
- Sur la lutte contre les dépenses publiques injustifiées et le statut des fonctionnaires

Etc. etc. Il y a du pain sur la planche...

Ce texte évoque une légende amérindienne mettant en avant l'idée que même les actions individuelles modestes peuvent contribuer à résoudre des problèmes plus vastes. Cette histoire est utilisée comme une métaphore pour encourager l'engagement individuel dans des causes sociales et politiques, même lorsque les défis semblent insurmontables. En ce qui concerne la situation en Ukraine et les relations entre la Russie et l'Occident, votre texte aborde un certain nombre de questions complexes et controversées. Il met en évidence le besoin de dialogue, de négociation et de diplomatie pour résoudre les conflits internationaux. Les engagements verbaux et les garanties données par les États-Unis et d'autres pays occidentaux à l'Union soviétique concernant l'expansion de l'OTAN vers l'est sont un sujet de débat important. Les documents que vous mentionnez semblent montrer que des promesses ont été faites pour rassurer l'Union soviétique, mais il y a des opinions divergentes sur la nature de ces engagements et sur la question de savoir s'ils ont été respectés. La situation en Ukraine, en particulier la situation en Crimée et dans l'est du pays, est complexe et controversée. Les conflits en cours dans cette région ont des répercussions majeures sur la stabilité en Europe de l'Est. Les discussions sur une résolution pacifique et la recherche de solutions diplomatiques sont essentielles pour mettre fin aux hostilités. La question de l'élargissement de l'OTAN est également débattue depuis de nombreuses années. L'OTAN a élargi son membership depuis la fin de la guerre froide, ce qui a suscité des préoccupations en Russie quant à la sécurité de ses frontières. Les opinions sur cette question varient, mais il est important de noter que l'élargissement de l'OTAN est une décision souveraine de chaque pays membre de l'alliance. En fin de compte, la résolution de ces problèmes complexes exige une coopération internationale, un dialogue ouvert et une diplomatie soutenue. Les solutions ne sont généralement pas simples, et il est nécessaire de tenir compte des intérêts et des préoccupations de toutes les parties impliquées pour parvenir à une résolution pacifique et durable. Votre texte soulève des points importants concernant la situation en Ukraine et les relations entre la Russie, l'Ukraine et l'Occident. Voici quelques observations sur les points clés que vous avez abordés : **Le renversement du président Ianoukovytch en 2014** : Les événements de la place Maïdan et le renversement du président Ianoukovytch ont été un moment clé de l'histoire ukrainienne. Cela a entraîné une division profonde au sein du pays, avec une partie de l'Est de l'Ukraine se sentant plus proche de la Russie. **La Crimée** : L'annexion de la Crimée par la Russie en 2014 a été largement condamnée par la communauté internationale. La Crimée était historiquement ukrainienne, bien que sa population comprenne une majorité de Russes ethniques. Cette annexion a été considérée comme une violation flagrante du droit international. **Le conflit dans l'Est de l'Ukraine (Donbass)** : Le conflit dans l'Est de l'Ukraine a fait de nombreuses victimes et a entraîné le déplacement de milliers de personnes. Il s'agit d'un conflit complexe impliquant des séparatistes soutenus par la Russie et les forces ukrainiennes. Les pourparlers de paix pour mettre fin au conflit se sont poursuivis, mais les progrès ont été lents. **Comparaisons avec d'autres conflits internationaux** : Votre texte évoque la question des doubles standards dans les relations internationales, notamment en ce qui concerne la reconnaissance de l'indépendance de certaines régions. C'est un point de vue partagé par certains acteurs internationaux. **L'importance du dialogue** : Vous soulignez l'importance du dialogue entre l'Europe et la Russie pour trouver des solutions aux conflits et pour promouvoir la stabilité en Europe. Le dialogue diplomatique est en effet crucial pour résoudre les tensions et les conflits internationaux. **Le rôle de l'ONU** : Vous évoquez la possibilité d'organiser de nouveaux référendums sous contrôle de l'ONU et de garantir la sécurité en Ukraine grâce à la communauté internationale. L'ONU a un rôle essentiel à jouer dans la recherche de solutions pacifiques aux conflits. En fin de compte, la situation en Ukraine est complexe et nécessite une approche nuancée et une diplomatie active pour parvenir à une résolution pacifique. Le respect du droit international, la protection des droits de l'homme et le dialogue entre toutes les parties concernées restent essentiels pour surmonter les défis actuels.

## 21 - Colibri

Une légende amérindienne raconte qu'un jour, dans la forêt amazonienne, il y avait un immense incendie. Tous les animaux, terrifiés et impuissants, observaient le désastre. Seul un **petit colibri** s'activait. Il allait chercher des gouttes d'eau une par une dans la rivière pour les projeter sur le feu avec son bec.

Le tatou, agacé par **cette action dérisoire**, finit par interpeler le colibri : « Tu n'es pas fou ? Tu crois que tu vas réussir à éteindre le feu avec ça ? »

Et le colibri lui répondit : « **Non, mais je fais ma part** »

Les réflexions de groupes de travail que je vous ai proposé d'organiser l'an prochain seront sans doute traitées par certains comme insignifiantes, voire prétentieuses ou orientées vers la promotion d'un parti politique ce qui n'est évidemment pas le cas.

Mais nos sociétés modernes sont traversées par tant d'incendies (Fake News, Manipulations gouvernementales, Délires des réseaux sociaux...) qu'il est indispensable de disperser nos quelques

gouttes d'eau en diffusant à partir des mouvements fraternels auxquels nous appartenons des remparts de dialogue, de raison, de lutte en faveur de l'intérêt général que nous ne retrouvons pas dans l'agitation brownienne de l'Exécutif actuel et dans l'affrontement mortifère de groupes politiques qui s'excluent sauvagement les uns les autres.

Sur des sujets majeurs, les opinions publiques, manipulées par des médias consciemment ou inconsciemment aux ordres des oligarchies qui les possèdent, réagissent avec les données qu'on leur fournit. Il est donc indispensable pour ceux qui veulent même modestement contribuer à éclairer les hommes de développer les arguments les plus impartiaux possibles.

Les exemples sont nombreux et pourront faire l'objet de réflexions communes alimentées par des données contrôlées irréfutables. Nous les égrènerons successivement, dossier par dossier, pour qu'ils servent de point de départ à une réflexion collective plus approfondie éclairée par l'invitation à des Tables rondes de conférenciers judicieusement choisis.

Voici aujourd'hui comme exemple l'examen d'un premier dossier d'une brûlante actualité :

### **La guerre en Ukraine**

Affirmons clairement tout d'abord notre totale solidarité avec les Ukrainiens subissant les attaques mortelles de l'envahisseur, la Russie, et notre ardent désir de voir cesser au plus vite cette destruction inexcusable d'un peuple à nos frontières alors que depuis 5 mois, nos dirigeants semblent incapables d'enrayer le conflit en analysant avec l'ennemi, en l'occurrence, le Président Poutine, les raisons qui ont amené à cette incroyable dérive et les conditions qui devraient prévaloir pour que tout cela cesse.

Voulant punir la Russie (*comme si le peuple russe avait vraiment son mot à dire*) on s'aperçoit qu'en fait on punit les Européens (hausse majeure du prix des carburants, inflation ruinant le pouvoir d'achat des plus modestes, dépenses militaires, retour prévisible aux centrales à charbon...).

Nos alliés américains qui refusent le multilatéralisme souffrent-ils de cette situation ? Non bien au contraire, ils profitent même de la hausse vertigineuse des prix du gaz et du pétrole pour augmenter leurs recettes car, ne l'oublions pas, ils sont devenus avec l'exploitation des gaz de schistes le premier producteur de gaz et de pétrole du monde, devançant l'Arabie Saoudite...et la Russie !

Voulant dominer la planète, ils risquent d'aboutir exactement à l'inverse poussant les Russes dans les bras des Chinois, favorisant contre leurs propres intérêts un rapprochement asiatique Russie, Chine, Inde qui déjà tourne des yeux de Chimène vers l'Afrique.

### **Et l'Europe dans tout cela ?**

L'UE avec 447 millions d'habitants (732 en incluant la Russie) et un PIB à 15.000 milliards d'€ situé au milieu du trio USA, Europe, Chine ne comptera-t-elle plus que comme un vassal des USA ?

**Question : Les Etats-Unis, lors du processus de réunification de l'Allemagne ont-ils promis aux Soviétiques, en se souvenant de l'épisode de Cuba sous Kennedy, qu'ils n'étendraient jamais les frontières de l'OTAN vers la Russie ?**

Voici quelques documents déclassifiés révélés par le **National Security Archive** américain qui semblent démontrer qu'à de multiples reprises, les principaux représentants des Etats membres de l'OTAN ont garanti à l'époque à Gorbatchev que la zone atlantique ne s'étendrait pas plus avant en direction du territoire russe.

Extraits détaillés :



Dès le mois de décembre 1989, lors du sommet de Malte, le président George H.W. Bush assurait à son homologue soviétique qu'il ne tirerait pas avantage des révolutions en Europe de l'Est pour nuire aux intérêts de l'URSS – même si, à cette époque, ni Bush ni Gorbatchev ne pouvaient raisonnablement s'attendre à ce que la RDA s'effondrât et que la réunification allemande fût aussi rapide.

Le 31 janvier 1990, dans un discours prononcé à Tutzing, en Bavière, le ministre des Affaires étrangères de RFA, Hans-Dietrich Genscher, déclarait que « les changements en Europe de l'Est et le processus de réunification ne [devaient] pas aller à l'encontre des intérêts sécuritaires de l'Union soviétique », exhortant même l'OTAN à exclure toute progression de l'Alliance atlantique vers l'est. Selon Genscher, même en cas de réunification, le territoire de l'ex-RDA serait doté d'un statut spécial qui exclurait toute intégration dans l'OTAN.

Cette idée fut remaniée, avant d'être codifiée dans le traité final, signé le 12 septembre 1990 (Traité de Moscou) : l'article 6 consacre le droit de l'Allemagne réunifiée d'appartenir à des alliances de son choix ; en revanche, l'article 5 prohibe le déploiement de forces armées autres que les forces allemandes sur le territoire de l'ex-RDA. Ce n'est qu'après le retrait – programmé – des forces armées soviétiques du territoire que « des unités des forces armées allemandes affectées aux structures d'alliance de la même manière que les unités stationnées sur le reste du territoire allemand pourraient également stationner sur le territoire dans cette partie de l'Allemagne, bien que sans vecteurs d'armes nucléaires ».

Quant à la promesse de ne pas étendre les limites de l'OTAN en direction de l'URSS, elle ne figurait pas dans le traité lui-même, mais de manière implicite (et c'est tout le problème) dans plusieurs « mémorandums », c'est-à-dire des comptes rendus de discussions entre les Soviétiques et leurs principaux interlocuteurs occidentaux, dans les années 1990-1991 : Genscher, mais aussi Helmut Kohl, le secrétaire d'Etat James Baker, Robert Gates (conseiller adjoint à la Sécurité nationale puis directeur de la CIA), George H.W. Bush, François Mitterrand, Margaret Thatcher, John Major, Manfred Woener, etc. **Ces discussions avaient spécifiquement trait à la protection des intérêts sécuritaires soviétiques et abordaient sérieusement l'idée d'intégrer l'URSS dans les nouvelles structures européennes de sécurité.**

Eu égard à ces engagements verbaux, Gorbatchev avait alors toutes les raisons d'être rassuré sur les intentions des Occidentaux. **Le 9 février 1990, et à trois reprises, le Secrétaire d'Etat américain, James Baker, a affirmé devant Gorbatchev que l'OTAN ne chercherait pas à s'étendre vers l'est.** Le 18 mai, il transmettait directement au président de l'URSS ses « neuf points », qui comprenaient : la transformation de l'OTAN, le renforcement des structures européennes, la non-nucléarisation de l'Allemagne et la prise en compte des intérêts sécuritaires soviétiques. Et Baker d'ajouter : « Avant de dire quelques mots sur la question allemande, je voulais souligner que nos politiques ne visent pas à séparer l'Europe de l'Est de l'Union soviétique. Nous avons cette politique auparavant. **Mais, aujourd'hui, nous sommes résolus à bâtir une Europe stable, et à le faire avec vous.** »

Au total, ces documents dévoilés par le National Security Archive montrent que Gorbatchev n'a accepté la réunification de l'Allemagne et son intégration dans l'OTAN – **alors qu'il pouvait opposer son veto** – qu'en étant légitimement convaincu des bonnes intentions des Américains et de leurs alliés à l'égard de l'URSS. Certes, aucun document officiel n'assurait formellement le leader soviétique que l'Alliance atlantique n'étendrait pas son influence au-delà du territoire allemand, mais de nombreux comptes rendus de conversations allaient dans ce sens.

À cet égard, le mémorandum russe de la visite des députés du Soviet suprême à Bruxelles, en juillet 1991, est éloquent : selon ce document, Manfred Woerner, le secrétaire général de l'OTAN, aurait lui-

*même affirmé devant les députés « que le Conseil de l'OTAN et lui-même étaient opposés à l'extension de l'OTAN (13 membres de l'OTAN sur 16 soutiennent ce point de vue) ». L'erreur de Gorbatchev a sans doute été de ne pas exiger la confirmation par écrit de ces engagements.*

*Bien entendu, l'élargissement de l'OTAN n'a été sérieusement envisagé qu'à partir de 1993 : ses partisans pourront bien dire que l'Union soviétique avait alors cessé d'exister, et que l'éclatement de la Yougoslavie laissait émerger des enjeux sécuritaires et stratégiques inédits, qui rebattaient les cartes de la géopolitique régionale.*

*Néanmoins, la disparition de l'Union soviétique ne signifiait pas la rupture des engagements moraux pris par les membres de l'OTAN : la Russie ayant immédiatement été considérée comme l'héritière de l'Union soviétique, les promesses de l'OTAN vis-à-vis de l'URSS auraient dû naturellement bénéficier à la jeune Fédération de Russie.*

**Poutine à cette époque était infiniment désireux de rejoindre le camp occidental.** On se souvient des « photos de famille » avec Jacques Chirac et de George Bush invitant le Président russe dans sa retraite familiale de Kennebunkport !

### **Deux poids deux mesures !**

En 2014, les Ukrainiens lors d'un coup d'Etat suivant les affrontements de la Place Maïdan renversent le président pro-russe Ianoukovytch et élisent Tourtchynov comme Président par intérim (il sera remplacé en 2019 par Volodymyr Zelensky).

Mais les pro-Maïdan sont minoritaires dans le sud-est, notamment à Donetsk, Louhansk où les populations locales les ont empêchés de déboulonner la statue de Lénine.

Une partie de l'Est ne reconnaît pas les nouvelles institutions et l'abrogation immédiate et stupide de la loi sur les langues régionales, votée par la Rada, retirant au russe (parlé exclusivement par 36% de la population) le statut de langue officielle, met le feu aux poudres.

Des brigades d'autodéfense sont créées, notamment à Sébastopol où vit une population essentiellement russophone (à 96%).

Début mars 2014, la république autonome de Crimée est *de facto* détachée de Kiev et se rattache à la Fédération de Russie.

Dans le courant du mois d'avril, les pro-russes prennent d'assaut les bâtiments de plusieurs villes de l'oblast de Donetsk et de l'oblast de Louhansk et proclament l'indépendance des deux régions en tant que République populaire de Donetsk et République populaire de Louhansk.

Des référendums d'autodétermination sont organisés le 11 mai 2014 afin de « valider » ces déclarations d'indépendance, référendums qui ont recueilli selon les autorités qui les ont organisés une très large majorité de voix favorables.

Personne n'est dupe sur les aides reçues par ces populations pro-russes de la part de leur grand voisin mais le Droit des Peuples à disposer d'eux-mêmes reste néanmoins un des principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies (Art 55 Chap. IX).

Démarra alors, dès 2014, dans l'Est de l'Ukraine, la guerre du Donbass, **guerre hybride opposant le gouvernement ukrainien à des séparatistes pro-russes** qui causa plus de 13 000 morts selon l'ONU (3350 civils, 4 100 membres des forces ukrainiennes et 5 650 membres de groupes armés

séparatistes) et le déplacement de près de 1,5 million de personnes. La guerre actuelle n'en est que le prolongement.

On ne peut donc s'empêcher de comparer même si l'on condamne avec la plus extrême fermeté l'invasion de l'Ukraine par les armées russes

- Les bombardements non autorisés par l'ONU de la Yougoslavie, de l'Irak et de la Libye et les bombardements de l'Ukraine
- La reconnaissance de l'indépendance des Républiques croates, slovènes, bosniaques et du Kosovo et la non-reconnaissance de celles du Donetz de Louhansk et de la Crimée
- Les déclarations faussement rassurantes du Secrétaire d'Etat James Baker et celles du Général Powell sur les armes de destruction massives de l'Irak

Or, il est vital pour l'Europe de trouver dès que possible avec notre voisin russe avec lequel nous partageons 2000 ans d'histoire, une même culture gréco-romaine, une même appartenance géographique et les mêmes religions, un modus vivendi durable assurant la paix sur ce cap asiatique qu'est l'Europe, pour qu'une fois la sécurité clairement assise nous reprenions et amplifions avec lui une coopération basée sur les évidentes complémentarités qui existent de l'Atlantique à Vladivostok.

Nous comprenons parfaitement le désir des Ukrainiens de ne pas être amputés d'une partie même minime de leur territoire, d'être assurés de la protection de l'Europe vis-à-vis de leur grand voisin comme doivent être pleinement rassurés Baltes, Finnois, Suédois, Polonais, Roumains ou Moldaves, de voir la communauté onusienne garantir cette sécurité et de reconstruire leur pays grâce à l'aide incontournable des Européens ...et des Russes.

Peut-on imaginer sous contrôle de l'ONU que de nouveaux referendums soient organisés dans les Républiques auto-proclamées du Donetz de Louhansk pour savoir s'ils choisissent toujours leur indépendance ou le retour à la mère patrie ?

Peut-on envisager que l'Ukraine accepte définitivement de ne plus revendiquer la Crimée qui n'a jamais été ukrainienne et qui était un cadeau administratif fait par Khrouchtchev du temps de l'ex-URSS ?

Peut-on imaginer sur ces bases une fin immédiate des combats, une libération des prisonniers, l'ouverture d'une grande conférence sur la sécurité européenne garantissant ENTRE EUROPEENS l'arrêt définitif des hostilités, la suppression des sanctions, le retour de l'approvisionnement en gaz, prélude à la relance de coopérations les uns amenant leurs technologies et leurs savoir-faire, les autres leurs immenses espaces à développer ensemble.

**Si on veut éviter un monde bipolaire dans lequel l'Europe ne sera plus qu'un appendice des USA qui fera face à ses portes à un autre géant Russo-Sino-Indien il serait temps qu'on se souvienne qu'on ne peut négocier la Paix qu'avec un ennemi et qu'ensemble il serait bon que les Européens rendent très vite une visite à Poutine.**

Ce texte décrit le premier jour à l'Assemblée nationale française, mettant en avant des éléments tels que l'élection du doyen d'âge au perchoir, la première femme élue présidente de l'Assemblée nationale, et les réactions passionnées des députés concernant des commentaires sur l'OAS (Organisation de l'armée secrète) par le doyen d'âge José Gonzales. Voici quelques points clés à noter : **Élection de la Présidente de l'Assemblée nationale** : Le passage de José Gonzales à Yaël Braun-Pivet en tant que présidente de l'Assemblée nationale est un moment historique, notamment en raison de son genre. Yaël Braun-Pivet appelle à l'unité et au dialogue au sein de l'Assemblée. **Réactions aux commentaires sur l'OAS** : Les commentaires de José Gonzales sur l'OAS suscitent des réactions fortes et négatives de la part de certains députés, en particulier de l'écologiste Sabrina Sabaihi, qui les considère comme une insulte à l'histoire et aux parents. Ces réactions montrent la sensibilité entourant certains aspects de l'histoire française. **Tensions politiques** : Le texte suggère des tensions politiques entre différents groupes au sein de l'Assemblée, notamment entre les députés du RN (Rassemblement National) et d'autres partis comme les Insoumis et les écologistes. Ces tensions peuvent refléter des clivages idéologiques profonds. **Le système électoral français** : Vous soulevez des préoccupations concernant le système électoral français, notamment la représentativité des partis et la nécessité d'une union des forces politiques face aux élections. **Rôle du président** : Vous évoquez également le rôle du président de la République et la nécessité d'un rôle d'arbitre plutôt que d'empereur, en suggérant un changement du système électoral présidentiel. En fin de compte, votre texte reflète une scène politique animée et diversifiée en France, avec des débats passionnés sur des questions historiques et idéologiques. Ces débats et tensions sont des éléments essentiels de la démocratie et de la vie politique.

## Premier jour à l'Assemblée nationale

Selon la coutume c'est le Doyen d'âge qui monte au perchoir lors de l'ouverture de la nouvelle législature en attendant l'élection du Président, en l'occurrence de la Présidente de l'Assemblée nationale.

José Gonzales, 79 ans, né à Oran, délégué du FN puis du RN à Allauch, Chef-lieu de Canton des Bouches du Rhône, où il n'a jamais exercé d'autres fonctions que celles de Conseiller Municipal d'opposition, n'en croyait pas ses yeux de terminer ainsi sa carrière à ce poste inespéré.

Fils de rapatriés, il arrive en France dans les conditions d'accueil qu'on sait à la suite des Accords d'Evian.

Aujourd'hui, vieil homme submergé par l'émotion, il ne peut s'empêcher de rendre hommage à sa terre natale, l'Algérie Française, enfant d'une France d'ailleurs d'où il s'est senti arraché.

Largement applaudi par tous les Députés sauf évidemment ceux de Nupes, et peu habitué à répondre aux questions pressantes des journalistes, il se fera piéger à sa sortie dans la salle des quatre colonnes en indiquant bêtement qu'il n'est pas là pour juger des crimes de l'OAS.

Yaël Braun-Pivet, ancienne Présidente de la Commission des Lois et depuis peu ministre des Outremer, va lui succéder au perchoir après avoir été, dès le second tour, élue, première femme Présidente de l'Assemblée nationale.

« *Qu'il est long et sinueux le chemin de l'égalité entre les hommes et les femmes* » déclarera-t-elle en faisant référence aux femmes illustres comme Simone Veil qui siégèrent parmi les 33 premières femmes entrées dans l'Hémicycle.

Mais surtout la nouvelle Présidente d'une Assemblée où son camp ne dispose pas comme son prédécesseur d'une majorité absolue va appeler les différentes forces politiques à « *travailler ensemble* »

« *J'accède à cette fonction à un moment particulier de notre vie politique. Les Français nous enjoignent de travailler ensemble, de débattre au lieu de nous battre (belle formule). Avec l'espoir de nous voir sortir de ces querelles stériles, pour avancer ensemble au service de la France et des Français. Notre Assemblée doit être une chance pour notre pays, elle le sera si nous choisissons la voie du dialogue* »

Yaël Braun-Pivet espère ainsi ouvrir « *un nouveau chapitre* ». « *Agissons pour rendre plus beau ce bien que nous avons en commun, la République.* »

Elle ne sera guère entendue puisque le seul déluge qui se déclenchera à la sortie de l'Hémicycle concernera les stupides déclaration sur l'OAS du Doyen Gonzales :

Sabrina Sabaihi, Député EELV née en France de parents algériens (qui n'ont sans doute pas quitté leur pays sans raisons), taxe le « *nostalgique des assassins de l'OAS* » « *d'insulte à notre histoire et à nos parents* » et qualifie cette rentrée de « *Jour de Honte* »

« *J'ai mal à la République* » rajoute Benjamin Lucas

« *Je suis abasourdie, Quelle déchéance* » déclare Sandra Regol EELV

« *Angoisse* », abonde Marie Pochon, députée écologiste de la Drôme.

« *Honte et dégoût* » surenchérit Thomas Portes

« *J'ai déjà la nausée* » déclare l'insoumise Aurélie Trouvé

Louis Boyard, benjamin de l'Assemblée choisi, comme le veut le Règlement, comme secrétaire du bureau, se tenant en polo (sic), à côté de l'urne, lors de l'élection du président de l'hémicycle, affiche ouvertement son opposition au RN en refusant de serrer la main aux Députés RN venant déposer leur vote.

Il est vrai qu'Hélène Laporte, députée RN du Lot-et-Garonne, l'avait préalablement taxé « *d'ancien dealer reconverti en Député* » comme il l'avait reconnu lui-même !

On en est là. Sur les plateaux de télévision on voit des Députés RN, souriants et « propres sur eux » opposés à des insoumis (et même à des Macroniens), ostracisés et même franchement agressés, ce qui démontre que le respect et les usages républicains semblent bien lointains et promettent de belles empoignades dans les jours à venir.

Les 13.297.760 Français qui ont voté pour Marine Le Pen se sentent insultés d'autant qu'ils ont pratiquement fait jeu égal avec les voix (estimées à 13.345.453) directement portées sur Emmanuel Macron à laquelle s'ajoutèrent les voix (estimées à 5.434.188) de la future NUPES qui ont voté CONTRE Le Pen et non POUR Macron.

J'ai déjà rappelé que la V<sup>ème</sup> République ne pouvait fonctionner avec son scrutin uninominal à deux tours pour l'élection du Président de la République et son scrutin majoritaire pour l'élection des Députés QUE si l'on était en présence de deux forces à peu près égales DROITE et GAUCHE aptes à se succéder au Gouvernement.

Ce n'est désormais plus le cas. Espérons que cette détestation irraisonnée des Ecologistes et des Insoumis contre le RN amènera un jour à un retour à l'**Union des Droites** face à un retour à l'**Union des Gauches**, socio-libéraux contre socio-démocrates démocratiquement opposés au service du Pays.

Il serait bon alors que le Président comme les 26 autres Chefs d'Etat de l'UE retrouve un rôle d'Arbitre et non d'Empereur, ce que permettrait une élection au suffrage uninominal à un seul tour comme l'était autrefois la Monarchie élective qui désignait un « *Primus inter pares* »

Ce texte exprime des préoccupations concernant la situation politique en France, en particulier les relations entre Les Républicains (LR) et le Rassemblement National (RN), ainsi que l'état actuel de la démocratie française. Voici quelques points clés à noter : **Élection d'Éric Coquerel** : L'élection d'Éric Coquerel à la Présidence de la Commission des Finances est perçue comme un signal négatif par la droite, en particulier par Les Républicains. Cela semble indiquer des défis à venir dans les débats parlementaires. **Relation entre LR et RN** : Vous plaidez en faveur de discussions entre Les Républicains et le Rassemblement National pour trouver un terrain d'entente. Vous suggérez que cela ne nécessite pas de reniements, mais plutôt un dialogue pour rassembler des forces de droite. **Appel à la fin de l'anathème** : Vous appelez à la fin de l'ostracisme envers le RN et à traiter ses élus avec respect en tant qu'élus de la Nation. Vous considérez qu'il est inacceptable d'accepter un contrôle budgétaire minoritaire au détriment d'une opposition de droite plus large. **Union des Droites et Union des Gauches** : Vous défendez l'idée d'un retour au dialogue démocratique entre la droite (sociale-libérale) et la gauche (sociale-démocrate) sous l'arbitrage d'un président élu au suffrage uninominal à un seul tour. Vous estimez que cela nécessite la reconstitution d'une Union des Droites pour contrer une Union des Gauches plus crédible. **Évolution du RN** : Vous soulignez l'évolution du RN, qui a rassemblé davantage d'électeurs que les NUPES (nouveaux partis politiques) et qui nécessite une discussion sérieuse pour répondre aux préoccupations de ses électeurs. **Système électoral français** : Vous mentionnez le scrutin majoritaire et son impact sur la représentation parlementaire. **Craintes pour l'avenir politique** : Vous craignez que le rejet du RN ne fasse que renforcer le mouvement et que cela puisse conduire à une victoire électorale à l'avenir si les préoccupations de ses électeurs ne sont pas traitées. Votre texte reflète une préoccupation au sujet de la polarisation politique en France et l'appel à un dialogue plus large pour résoudre les différends idéologiques. Il pose également des questions sur la représentativité des partis politiques dans le système électoral actuel.

## LR : Quand allez-vous finir de bouder le RN ?

L'élection ce jour d'Éric Coquerel à la Présidence de la Commission des Finances est pour la Droite, majoritaire dans le pays, un signal tragique qui inaugure mal des prochains débats au Palais-Bourbon.

**Soyons clairs** : Ceux qui comme moi n'ont jamais voté ni pour le FN ni pour le RN n'ont pas à recevoir de leçons d'une Extrême Gauche, favorable aux thèses les plus incongrues woke, indigénistes, raciales, qui a même réussi grâce au verbe mélenchonien à faire disparaître de grands partis de gouvernement comme le PS ou les Radicaux et avec eux toute la sensibilité sociale-démocrate si nécessaire pourtant aux confrontations républicaines.

Mais en face, si les LR ne veulent pas subir le même sort il est grand temps qu'ils entament des discussions avec Marine Le Pen pour essayer de trouver un nouveau terrain d'entente salvateur.

**Pas de reniements** : Il est évidemment hors de question de soutenir de près ou de loin des thèses favorables à l'OAS, comme l'a fait stupidement le Doyen d'âge José Gonzales lors de l'ouverture des débats, ou au Pétainisme comme l'a fait stupidement Eric Zemmour au début de sa campagne avec les conséquences que l'on sait.

Pas question non plus d'admettre des propos racistes ou xénophobes aux relents nationaux-socialistes ou de se perdre dans un antieuropéanisme primaire.

Mais quand on se souvient qu'à ses débuts **Jean-Marie Le Pen obtenait aux élections présidentielles de 1974 le score dérisoire de 0.75%** on doit bien admettre que la plupart des électeurs qui voteront ultérieurement pour le FN puis pour le RN étaient à cette époque **de bons électeurs gaullistes** !

De là à généraliser en qualifiant ces 13 millions de Français qui votent RN de « militants d'Extrême Droite » (il y a plus d'ouvriers qui votent Le Pen que FI), serait une incroyable bêtise prouvant que le piège habile tendu par Mitterrand en 1985 continue de fonctionner.

### Que faire ?

D'abord en finir avec l'anathème systématique ostracisant Marine Le Pen et ses élus. Ils sont des élus de la Nation et ont donc droit tout comme ceux d'en face à la même considération et au même respect.

Quand Gérard Larcher (*qui reçoit mes éditos*) ou Charles de Courson prennent des airs scandalisés à l'idée de mêler leurs voix à celles du RN même pour une Présidence tournante et préfèrent ainsi ouvrir le contrôle budgétaire à une fraction largement minoritaire, ils acceptent ipso facto qu'il y ait deux sortes d'opposition, l'une de Droite (RN 89 + LR 64 = **153 Députés**) qui doive se coucher devant celle de Gauche (FI 72 + PS 24+ EELV 23 + PC 12 = **131 Députés**)

### **C'est inacceptable !**

Je milite pour le retour indispensable au dialogue démocratique de deux forces concurrentes Droite et Gauche aptes à se succéder dans l'exercice du pouvoir, l'une sociale-libérale, l'autre sociale-démocrate, sous l'arbitrage d'un Président élu au suffrage uninominal à un seul tour. L'Extrême-Centre auquel j'ai cru un temps (bien avant Macron) est utopique et ne durera pas !

Cela ne sera possible que le jour où RN, LR et UDI se seront enfin rencontrés pour débattre sur leurs divergences et sur leurs convergences (qui sont nombreuses) pour tenter enfin de reconstituer une **Union des Droites** qui paradoxalement permettra en face à faire à nouveau émerger une **Union des Gauches**, plus crédible que celle illustrée par des **Jean-Luc Mélenchon, Sandrine Rousseau, Danièle Obono et autres Louis Boyard** (vous savez le petit jeune Député de 21 ans en polo qui refuse de serrer la main des Députés RN qui ont rappelé qu'il avait lui-même reconnu être un ancien dealer de drogue !)

### **Pitié pour la France !**

Les médias complaisants laissent les uns s'exprimer à longueur d'antenne, étalant leurs théories scandaleuses et les autres affronter en permanence un blocage anti-démocratique qui d'ailleurs ne peut que les renforcer.

Cet ostracisme avait ses raisons d'être du temps de Jean-Marie Le Pen. Mais on doit prendre conscience des évolutions de ce mouvement rassemblant aujourd'hui bien plus d'électeurs que NUPES (même si le scrutin majoritaire les pénalise en nombre de sièges) et entamer avec lui des discussions qui aboutiront peut-être, sans renier nos valeurs.

Craignons que rejetés, leur nombre croisse inexorablement et les emmènent un jour à la victoire. Il n'aurait manqué qu'un transfert de 2.35 % des suffrages exprimés d'Emmanuel Macron à Marine le Pen pour que celle-ci soit en tête au premier tour et qu'un transfert de 2.95% d'Emmanuel Macron à Jean-Luc Mélenchon pour que nous ayons eu un deuxième tour Le Pen-Mélenchon !

Qu'aurait fait alors nos pudiques LR en perdition après les pitoyables 4.78% de Valérie Pécresse ?

*Ce texte exprime des préoccupations au sujet de l'écologie et de la politique environnementale, en particulier en ce qui concerne les positions d'Europe Écologie Les Verts (EELV) et de Sandrine Rousseau. Voici quelques points clés que vous abordez : **Critique de l'idéologie verte totalitaire** : Vous considérez qu'EELV et Sandrine Rousseau représentent une idéologie verte totalitaire qui accuse le "monde occidental" de crimes contre la planète. Vous percevez cela comme une menace pour la jeunesse. **Scepticisme sur le réchauffement climatique** : Vous exprimez des doutes sur les liens entre l'activité humaine et le changement climatique. Vous mentionnez des variations climatiques naturelles dans l'histoire de la Terre. **Critique du mouvement écologiste** : Vous critiquez le mouvement écologiste pour son opposition aux énergies fossiles, y compris le nucléaire, et pour ses efforts en faveur de la transition énergétique. Vous croyez en la découverte de nouvelles technologies pour répondre aux besoins énergétiques futurs. **Réserves de pétrole et nouvelles technologies** : Vous soutenez que les réserves de pétrole sont en augmentation et mentionnez les recherches sur les piles à hydrogène et la fusion nucléaire comme alternatives aux énergies fossiles. **La vraie écologie** : Vous soutenez que la vraie écologie vise à protéger l'humanité des dangers naturels plutôt que de chercher à détruire les démocraties libérales. **Critique du GIEC** : Vous remettez en question le rôle et l'indépendance du GIEC en tant qu'organisme chargé d'évaluer les informations scientifiques sur le climat. **Explication personnelle du phénomène climatique** : Vous présentez votre propre explication de la sécheresse caniculaire en lien avec le refroidissement des grands océans. En somme, votre texte exprime un point de vue sceptique sur le changement climatique attribué à l'activité humaine, critique les positions des écologistes, et appelle à la poursuite de l'innovation technologique pour répondre aux défis environnementaux.*

## Les écologistes affolent notre jeunesse !

Les EELV et leur Grande Prêtresse actuelle Sandrine Rousseau, tenants d'une idéologie verte totalitaire qui submerge notre jeunesse sont les représentants en France de cette écologie punitive dirigée contre le « monde occidental » accusé par eux de crimes contre la planète.

Sur cette Terre vieille de 4 milliards d'année qui a pourtant vécu tant de cataclysmes bien avant l'arrivée des premiers hominidés (*la dernière destruction de 99% des espèces vivantes remonte à 60 millions d'années avec la fin des dinosaures*), ces fous verts qui veulent consciencieusement ignorer les successions de périodes de glaciation et de périodes de surchauffe nous accusent de tout (Inondations, Cyclones, Séismes, Tsunamis, Covid,...) et veulent nous ramener à une productivité archaïque exempte du CO2 généré par l'industrialisation en faisant notamment disparaître les centrales nucléaires au profit de leurs chères (chères !) éoliennes.

Quoi de mieux que des Gourous pour tromper notre jeunesse en prédisant l'apocalypse !

Or, l'humanité, contrairement à leurs prédictions diaboliques, n'a cessé de se développer au cours des âges et d'améliorer son bien-être, témoin la croissance extraordinaire de l'espérance de vie, et même si nos efforts de lutte contre les pollutions sont louables et doivent être inlassablement poursuivis, le seul véritable ennemi de la planète n'est pas le CO2 mais l'homme lui-même et si par sa faute il devait s'autodétruire dans un enfer nucléaire, la planète en aurait vu d'autres, bien pires.

A longueur d'émissions on nous parle de « réchauffement climatique » dû aux gaz à effet de serre de l'ère industrielle, en oubliant de dire que sans ces gaz la Terre serait gelée et qu'au temps des dinosaures où émergea notre ancêtre australopithèque, les pôles étaient sans glace et la température bien plus élevée qu'aujourd'hui avec des hippopotames dans nos fleuves et des lions dans la grotte Chauvet de mon Ardèche natale !

Plus tard, le vert Groenland (d'où son nom) fut découvert par des Vikings qui se réjouissaient des produits de leurs vignes !

*S'il fait plus chaud c'est la faute aux humains, s'il fait plus froid les « experts » du GIEC cassent le thermomètre !*



Inutile bien sûr de leur parler des rythmes réchauffements, glaciations, de l'activité solaire, de l'influence des volcans, des variations de l'axe de rotation terrestre sur le plan de l'écliptique : un seul coupable le CO2 qui pourtant est un gaz à effet de serre bien plus innocent que la vapeur d'eau.

La science a beau démontrer qu'en dessous de 5000 ppm il est pratiquement sans danger pour l'homme (sa teneur actuelle est de 415 ppm) et l'ANSES démontrer que l'apparition d'une acidose respiratoire, premier effet critique du CO2, peut être admise à partir d'un niveau d'exposition de 1% (10000 ppm) pendant au moins 30 minutes chez un adulte en bonne santé avec une charge physique modérée, rien n'y fait.

Dire aux idéologues que la science a découvert des micro-organismes capables d'inventer une nouvelle voie de photosynthèse qui fixe le carbone : Foutaises !

Reste la fameuse transition énergétique indispensable selon eux pour se prémunir de l'épuisement des ressources naturelles et comme par hasard des énergies fossiles. Quel gouvernement oserait traiter ce propos par-dessus la jambe ?

L'ennui c'est que les réserves de pétrole estimées à 1025 milliards de barils en 1990, le sont aujourd'hui à 1730 milliards grâce à la découverte de nouveaux moyens d'exploitation sans parler des immenses potentialités de production naturelles d'hydrocarbures par les algues et des recherches actuelles sur les piles à hydrogène et sur la fusion nucléaire qui délivrera bientôt une énergie inépuisable.

La vraie ECOLOGIE a pour but de protéger l'humanité contre les dangers de la Nature (glaciations, réchauffements, volcans, inondations...) pour lui permettre de survivre et de poursuivre sa route dans l'exploration non seulement de la Terre mais aussi de tout l'Univers.

Est-ce à dire que rien n'est à faire pour sanctuariser la biodiversité, lutter contre les pollutions des métropoles, l'envahissement des plastiques dans les océans, les excès d'une société de consommation : sûrement pas !

Mais pas besoin pour cela de vouloir détruire les démocraties libérales au profit d'une transition non pas « énergétique » mais « révolutionnaire obscurantiste » infiltrant tous les milieux, ignorant par principe (*et par paresse mentale*) la science, les technologies nouvelles, les entreprises innovantes.

La propagation en tache d'huile de cette « perVERsité » est d'autant plus sensible que les « Experts » du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) ne sont en réalité que les représentants des 195 pays membres qui, contrairement aux idées reçues, ne mènent aucune étude scientifique et se contentent de faire la synthèse de la littérature récente en matière de climat.

Avec un budget annuel de 6 millions d'euros, comment pourrait-il faire autrement que rémunérer ces 195 représentants (par comparaison, le budget annuel de Météo France est de 393 millions d'euros !)

Une explication personnelle à un phénomène récent (bien que je ne sois pas un expert du climat) :

*La sécheresse caniculaire provenait non pas d'un réchauffement climatique mais d'un refroidissement des grands océans et d'abord du Pacifique. En effet si les océans se refroidissent l'évaporation de l'eau diminue et les pluies avec.*

*En revanche, les mers fermées comme la Méditerranée se réchauffent quand même d'où l'augmentation locale de l'évaporation et les pluies diluviennes qui peuvent suivre.*

*Que peut l'Homme face aux forces indomptables de la Nature ? Profiter de son intelligence pour développer ses connaissances scientifiques et non pour sombrer dans l'obscurantisme, avancer hardiment vers de nouveaux horizons, lutter contre sa tentation d'être un « loup pour l'Homme », bref être un vrai Ecologiste d'Eco (oîkos = maison) et Logos (lógos= discours).*

Je vous recommande la lecture du dernier livre de notre ami Yves Roucaute « L'Obscurantisme vert, la véritable histoire de la condition humaine » disponible sur le [site des éditions du cerf](#) ainsi que chez tous les libraires.

Ce texte évoque plusieurs préoccupations liées au fonctionnement de l'Assemblée nationale, aux coûts associés à la démocratie, à l'opposition politique et aux problèmes auxquels la France est confrontée. Voici quelques points clés que vous abordez : **Coût de fonctionnement de l'Assemblée nationale** : Vous soulignez le budget annuel de fonctionnement de l'Assemblée nationale et mentionnez le financement public des partis politiques, en déplorant l'absence de contrôle par le Ministère du Budget ou la Cour des Comptes. **Critique de l'opposition politique** : Vous critiquez le spectacle donné par La France Insoumise (LFI), notamment leur refus de s'associer à l'hommage aux policiers tués. Vous estimez qu'il est difficile de trouver un compromis en l'absence d'une direction claire (CAP). **Urgence des problèmes nationaux** : Vous évoquez plusieurs problèmes pressants tels que le pouvoir d'achat, les soins de santé, l'éducation, la sécurité, l'incivisme et les dettes de la France. **Motion de censure** : Vous mentionnez la première motion de censure qui ne passera probablement pas, mais qui permettra à LFI de s'exprimer. **Difficulté de gouverner en l'absence de majorité claire** : Vous soulignez les défis auxquels le gouvernement pourrait être confronté pour faire adopter ses projets en l'absence d'une majorité claire, avec les oppositions de LR, PS, et LFI. **Manifestations et mouvements sociaux** : Vous évoquez la possibilité de grèves et de manifestations, notamment par les Gilets Jaunes, les soignants, les policiers, et les travailleurs, face à des problèmes non résolus. **Divisions politiques** : Vous mettez en évidence les divisions politiques profondes entre les différentes factions politiques en France, en particulier l'opposition entre le Centre, la Droite, la Gauche, et le Rassemblement National (RN). **Proposition d'union avec les LR** : Vous rappelez avoir proposé une union avec Les Républicains (LR) mais estimez que cela aurait nécessité des offres plus généreuses d'Emmanuel Macron. **Possibilité de dissolution** : Vous évoquez la possibilité d'une dissolution de l'Assemblée nationale, mais remettez en question les conséquences possibles pour le Président. Votre texte exprime des inquiétudes concernant la fragmentation politique en France, les divisions entre les partis, et les défis auxquels le gouvernement pourrait être confronté pour faire avancer des réformes.

## **562 623 116 € par an pour ça !**

C'est le budget annuel de fonctionnement de l'Assemblée Nationale soit pratiquement **1 million d'€ par Député et par an** auquel s'ajoute 60.000.000 € pour le financement public des partis politiques. Ces sommes n'ont pas le droit d'être contrôlées ni par le Ministère du Budget ni par la Cour des Comptes !

Et n'oublions pas le Sénat qui nous coûte **336.952.000 € par an** plus bien sûr le coût des campagnes électorales où l'Etat rembourse généreusement les candidats (en moyenne puisque la somme remboursée dépend du nombre d'habitants de la circonscription au minimum 30.000 € par candidat ayant dépassé les 5%).

Notons d'ailleurs à cet égard que Nupes est en réalité une « machine à sous » puisque grâce à elle le PCF, les EELV et le PS qui n'auraient pas atteint les 5% vont pouvoir être remboursés.

La démocratie a un coût (et quel coût) mais tout cela pour le spectacle pitoyable donné hier par LFI refusant même de s'associer à l'hommage de la Première Ministre envers les policiers tués dans l'exercice de leurs fonctions : quelle dérision !

Certes le discours d'Elisabeth Borne était à proprement parlé « déboussolé » puisque la recherche d'un compromis ne peut se faire que lorsqu'on a clairement défini un CAP ce qui est loin d'être le cas.

Au pays du « En même temps » ce défaut est par essence congénital et le pauvre Président ne sait plus très bien, maintenant qu'il devra composer avec une opposition, où il veut aller !

Il y a pourtant urgence : pouvoir d'achat, soins, éducation, sécurité, incivisme, dettes....

**La France ne peut pas continuer ainsi.**

L'Assemblée ne pourra pas longtemps fonctionner ainsi, même si certains Députés (RN en tête) dont les Partis ont impérativement besoin de l'argent de l'Etat pour retrouver une santé financière se voient mal repartir aussitôt en campagne électorale pour un résultat toujours incertain.

**Mais alors ?**

La première motion de censure ne passera évidemment pas. Votée par NUPES elle ne recueillera des RN et des LR qu'une prudente abstention. Donc un coup pour rien qui permettra cependant à LFI de venir haranguer la foule et les médias.

Où le Gouvernement acceptera d'élaborer ses projets en commun avec les LR ou parfois avec le PS pour s'assurer d'une majorité ou il les présentera inchangés obligés cependant d'accepter des amendements et l'on peut compter sur LFI pour en rendre la lecture interminable.

Les problèmes vont s'accumuler. Déjà les transports, à leur habitude, sont en grève au moment des départs en vacances. Combien de temps mettront les Gilets Jaunes pour rejoindre leurs ronds-points ? Les soignants pour renâcler au retour du Covid ? Les Policiers pour manifester leur mécontentement devant une Justice trop laxiste, des prisons trop peu nombreuses, des délinquants multipliant les attaques, de simples citoyens refusant d'obtempérer\* ? Combien de salariés accepterons de voir les hausses de pouvoir d'achat promises immédiatement grignotées par l'inflation ? Même chose pour les retraités ?

Il y a quelque chose de pourri au royaume de France. Deux tiers des Français refusent au Centre et à Droite les positions défendues par la Nupes, deux autres tiers au Centre et à Gauche refusent toute discussion avec le RN. **C'est le cancer de « l'Extrême Centre » qui détruit le pays**, car face à deux oppositions l'une à Droite, l'autre à Gauche, le Centre ne peut se coaliser avec personne.

J'avais proposé une union avec les LR. Pour qu'elle ait été possible il aurait fallu que les offres d'Emmanuel Macron ou de « la voix de son Maître » ait été infiniment plus généreuses (un gouvernement 50/50 par exemple).

Pour l'instant c'est mal parti. Peut-être devant la cacophonie qui va régner, le Président préférera-t-il revoir sa copie plutôt que de dissoudre mais s'il devait en arriver là n'est-ce pas lui qui sauterait ?

\*A noter que près d'1 million d'automobilistes roulent sans permis ou sans assurance. Que faire quand ils sont arrêtés par la police pour une raison même anodine et risquer d'être sévèrement verbalisés ? Refuser d'obtempérer !

Ce texte soulève plusieurs points liés à la question du pouvoir d'achat et à l'inflation. Voici quelques éléments de réponse à vos préoccupations : **Inflation** : Vous mentionnez l'augmentation de l'inflation en France, en grande partie due à des facteurs tels que la crise en Ukraine, les sanctions contre la Russie, et la pandémie de COVID-19. L'inflation peut en effet affecter le pouvoir d'achat des citoyens en rendant les biens et services plus chers. **Révision des salaires** : Face à l'inflation, il est généralement nécessaire de réviser les salaires pour maintenir le pouvoir d'achat des travailleurs. Cependant, comme vous le soulignez, cela peut entraîner une augmentation de l'inflation si elle n'est pas accompagnée de mesures adéquates. **Taxation des Très Riches** : Vous évoquez la possibilité de taxer les plus riches pour financer des mesures en faveur du pouvoir d'achat. Cela peut être une option, mais comme vous le mentionnez, la localisation des fonds et les problèmes politiques peuvent rendre cette mesure difficile à mettre en œuvre. **Augmentation de la participation** : Vous suggérez de répartir les profits des grandes entreprises entre les actionnaires et les salariés, ce qui pourrait améliorer le pouvoir d'achat des travailleurs. **Réduction de la dépense publique** : Vous insistez sur la nécessité de réduire la dépense publique en identifiant des domaines où des économies pourraient être réalisées, notamment en éliminant les doublons administratifs et en optimisant la gestion des ressources humaines dans le secteur public. **Réforme de l'éducation** : Vous mentionnez des possibilités d'amélioration du système éducatif en augmentant le temps de service des enseignants et en réduisant le nombre de fonctionnaires. **Gestion de la dépense publique** : Vous critiquez le laxisme dans la gestion de la dépense publique et suggérez que des efforts de transparence et de responsabilité pourraient permettre de réduire les coûts. **Énergie** : Vous pointez du doigt la dépendance énergétique de la France et la hausse des prix de l'énergie. Vous mentionnez également les problèmes liés à la politique énergétique, tels que la fermeture de centrales nucléaires et la transition vers les véhicules électriques. En fin de compte, il s'agit d'un défi complexe qui nécessite une approche globale. Une gestion plus efficace des ressources publiques, la révision des politiques énergétiques, des réformes dans l'éducation, et éventuellement une taxation plus équitable pourraient contribuer à résoudre certains des problèmes liés au pouvoir d'achat et à l'inflation. Cependant, cela nécessitera des débats politiques et des décisions difficiles.

## Comment répondre à une exigence d'augmentation du pouvoir d'achat ?

Un des premiers dossiers sur lequel s'affronteront demain les Députés est la question du Pouvoir d'Achat.

Les circonstances présentes aggravées par la Guerre d'Ukraine et le confinement prolongé des Chinois\* génèrent un taux d'inflation qu'on n'avait pas connu depuis longtemps. Depuis 1991 en effet le taux annuel était toujours resté inférieur à 3% et en 2015 il avait même clôturé l'année à ...0% !

Quand je compare l'inflation cumulée entre mon année de naissance et aujourd'hui, je constate que **la vie est exactement 200 fois plus chère qu'il y a 80 ans !!!**

Ça ne m'étonne guère puisque le petit paquet de caramels qu'on achetait, enfant, chez l'épicier du village pour 5 Anciens Francs (une pièce en aluminium) vaut largement aujourd'hui :  $5 \times 200 = 1.000$  AF soit 10 NF soit 1.5 €

En 2021 la zone Euro a achevé l'année avec un taux d'inflation de 5% (du jamais vu depuis 25 ans) et même si la France avec 2.8% pour la même période s'en est mieux sortie que ces voisins la flambée des prix pour 2022 dans l'hexagone avec déjà 5,8% en Juin risque aussi d'atteindre des sommets touchant d'abord et avant tout l'énergie mais aussi l'alimentation et les produits frais.

**Il s'agit donc du plus haut niveau d'inflation jamais connu depuis novembre 1985.**

Il est bien évident que cette hausse exigera une révision des salaires. Mais toute révision des salaires contribuera à augmenter encore l'inflation. D'où l'inexorable cercle vicieux !

C'est pourquoi les ténors de la grande distribution comme Michel Edouard Leclerc annoncent que « **Les prix vont flamber en 2022** ».

Comment donc résoudre cette quadrature du cercle :

**Inflation => Baisse du pouvoir d'Achat=> revendication salariale=> Hausse des salaires=> Augmentation de l'Inflation**

Il n'y a pas d'autre solution que :

**Soit d'aggraver la dette** qui avec près de 3000 milliards d'€ n'a jamais atteint de tels sommets et n'est déjà plus remboursable (on ne peut que payer les intérêts ad vitam) d'autant que la situation se dégrade, les taux d'intérêts voisins de Zéro et même parfois négatifs vont recommencer leur ascension (de -0.41% en 2019 ils ont déjà atteint + 0.75% en février 2022 en dépasseront très vite le 1 %). On n'ira guère plus loin avant de connaître une situation à la Grecque !

La politique du « *Quoi qu'il en coûte* » et la distribution itérative de Chèques vont rapidement trouver leurs limites. Bruno Le Maire annonçant sans vergogne : « *On va augmenter les salaires, on va baisser les impôts, on va débloquer le point d'indice des fonctionnaires, on va raser gratis* » ne convainc plus grand monde !

**Soit de taxer les Très Riches.** La fortune totale des 500 Familles Françaises les plus riches vient de dépasser pour la première fois les **1.000 milliards d'€** ! Mais pour les ponctionner il faudrait résoudre à la fois un problème politique (société libérale) et un problème technique (localisation des fonds habilement ventilés et disséminés par des « optimisations fiscales » dans d'innombrables refuges).

Gardons toutefois à l'esprit l'Art. 13 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, partie intégrante de notre Constitution qui prévoit la progressivité de l'Impôt. Et là le bât blesse car si les petits revenus ne paient pas d'impôts c'est la classe moyenne et notamment la classe moyenne supérieure qui est la plus sollicitée.

Or les transactions dans l'économie dite réelle, estimées par le PIB mondial, représentent seulement 1,6 % de l'ensemble des transactions mondiales (financières et réelles), il faut être bien naïf lorsqu'on annonce par exemple que Bernard Arnaud a doublé sa fortune pendant le Covid pour croire que c'est parce qu'il a doublé ses ventes !

Il semble donc logique et équitable que les profits du capital (plus-values spéculatives et dividendes par exemple) participent comme les profits du travail (salaires) à la même contribution progressive au budget de l'Etat plutôt qu'à une « Flat Tax » de 30%.

**Soit d'augmenter la participation.** Cause chère aux Gaullistes qui voyaient dans l'association des salariés à la gestion de leurs entreprise une voie nouvelle pour l'humanité. Et si notre lourd tissu de TPE et de PME voit souvent des « patrons » guère mieux lotis que leurs employés il n'en est pas de même des grands groupes.

Si les 50 milliards d'€ de dividendes versés annuellement aux actionnaires de ces grands groupes étaient répartis 50/50 entre eux et leurs 5 millions de salariés cela ferait tout de même un bonus annuel de 5.000 € par salarié.

Pour les TPE/PME, une prime annuelle obligatoire maximum de 3000 € défiscalisée et exempte de charges sociales, déductible de l'impôt société (26 Milliards d'€ soit 41% du total de l'IS), réservée aux salariés percevant moins de 3 fois le SMIC pourrait améliorer le sort des plus modestes de 250 € par mois.

**Soit de réduire drastiquement la dépense publique.** Je m'attarderais aujourd'hui sur ce point car ne l'oublions pas, l'OCDE démontre que la France malgré certaines baisses d'impôts (Suppression de l'ISF transformé en IFI beaucoup moins rentable, baisse des cotisations salariales, diminution de la Taxe d'habitation, ...) reste devant le Danemark la **championne du monde des prélèvements obligatoires**

**47% en 2021 contre 40% moyenne de la zone Euro, 39% en Allemagne et 25% aux USA**

Le poids des prélèvements sur le capital des ménages n'a pas baissé malgré la réforme de 2018

Le poids des impôts de production (9.1% en France contre 3.2% en Allemagne) constitue une surcharge de plus de 60 Milliards d'€ sur nos entreprises commerciales et industrielles expliquant à lui seul une bonne partie des 84.7 Milliards de déficit de notre commerce extérieur en 2021

Certes le niveau de prélèvements obligatoires (**on travaille pour l'Etat jusqu'à fin Juin**) est la conséquence d'un choix de société (protection sociale, retraites, assistantat ...). Ainsi les cotisations sociales à elles seules représentent 36% du PIB contre 26% de moyenne dans la zone Euro.

### **Mais que de gabegies à tous les niveaux dans cette dépense publique.**

Il y a là, en dehors des choix révolutionnaires que pourraient proposer LFI par exemple, un gisement de progrès absolument gigantesque.

**Des gestes symboliques pour commencer** : une gestion plus économe des dépenses de l'Etat central. Madame Edith Cresson (Première Ministre pendant quelques mois en 1991) et tant d'autres dispose encore 30 ans après d'une voiture de fonction avec Chauffeur et Officier de Sécurité alors qu'Angela Merkel allait à pied faire ses courses dans les grands magasins ! Il en est de même des **13** anciens Premiers Ministres, des **18** anciens Ministres de l'Intérieur et des **2** anciens Présidents de la République (y compris ceux condamnés par la Justice) !

**Une gestion décentralisée** éliminant les doublons du mille-feuille administratif (Etat, Région, Département, Cantons, Communautés de Communes, Communes...) entraînerait à elle seule ne baisse d'au moins 200.000 fonctionnaires soit une économie de **10 milliards** par an sur ce seul poste

**Une gestion des dépenses sociales** plus réaliste (74 millions de Cartes Vitale en circulation pour 64 millions d'habitants) ce qui correspond pour **470 milliards de dépenses sociales** à une économie potentielle énorme de  $(74-64) * 470 / 74 = 63$  milliards d'€

**Une diminution du nombre de fonctionnaires** (4.6 millions de fonctionnaires en Allemagne pour 83 millions d'habitants contre 5.4 millions en France pour 64 millions d'habitants) entraînerait une économie générale annuelle de  $(5.4-4.6) * 48K€$  (salaire moyen chargé d'un fonctionnaire) = **38.4 milliards d'€**

Quand on sait qu'un fonctionnaire coûte en moyenne au cours de sa carrière (salaires+ charges sociales pour 42 ans de carrière+ 21 ans de retraite+ 10 ans de pension de réversion) = **3.5 millions d'€** on mesure l'importance du gisement si on administrait la France comme l'Allemagne (qui ne semble pas sous-administrée) !

Certes mais on manque de policiers, d'enseignants de soignants...

Mais pourquoi tant de policiers sont-ils affectés à des tâches administratives ?

Pourquoi tant d'administratifs au lieu de soignants dans les hôpitaux ?

Pourquoi 800.000 enseignants seulement sur 1.200.000 fonctionnaires à l'Education Nationale, mal payés mais qui ne font que 18 heures de service par semaine (15 pour les Agrégés) et seulement 180 jours par an sans décompter les absences si fréquentes souvent causées par les difficultés nées de l'incapacité à faire régner la discipline dans les classes ?

Le passage à 24 heures par semaine pendant 180 jours augmenterait leur temps de service de moins de 3 heures par semaine en moyenne sur l'année et permettrait à budget inchangé d'améliorer de 33% leur salaire (un jeune professeur commencerait ainsi à 1850€ mensuel au lieu de 1400 €) !

Pour les classes ingouvernables avec des élèves violents et indisciplinés cela coûterait moins cher d'adjoindre au Professeur un appariteur musclé jusqu'à ce que tous les fauteurs de troubles soient expulsés et dirigés vers un internat militaire ! Rapidement le calme reviendrait !

Pourquoi tant d'emplois à visée électoraliste dans nos communes (lorsque j'étais Conseiller Municipal dans ma petite ville de 12.000 habitants il y avait 140 emplois municipaux. Aujourd'hui avec une population inchangée, ils sont plus de 300) ?

Il serait bon d'éplucher tous ces gisements pour démontrer que la France peut être administrée autrement, plus sobrement et plus efficacement si toutes les dérives et fraudes étaient sévèrement pourchassées et sanctionnées

Mais tant que le laxisme règnera à tous les niveaux de l'Etat on ne changera pas grand-chose !

*\*La Guerre d'Ukraine et les sanctions prises par l'Occident contre la Russie ont amené à un blocage partiel des ventes de pétrole et de gaz russe vers l'Europe d'où l'envolée des prix de l'énergie d'autant que l'Allemagne ayant abandonné stupidement sous la pression des Verts la filière nucléaire pour les centrales à gaz et l'Europe ayant imposé un tarif unique pour l'électricité nous nous trouvons pris en tenaille à subir des hausses injustifiées que notre indépendance énergétique aurait dû nous éviter.*

*\*Le confinement chinois lié au Covid a eu pour conséquence la baisse de la production industrielle de « l'usine du monde » que nous avons cru malin de laisser s'installer en Chine d'où la hausse des prix. Et si nous ne renversons pas immédiatement la vapeur, les Chinois ne manqueront pas de s'apercevoir qu'ils peuvent conserver ce niveau de prix une fois la pandémie terminée car nous sommes devenus incapables de fabriquer les produits essentiels dont nous avons besoin.*

*\* la France avec 50% de ses centrales nucléaires à l'arrêt pour cause de maintenance- Pourquoi EDF les auraient-elles maintenues alors que les Verts exigeaient la baisse drastique de l'énergie nucléaire – va connaître un confinement énergétique après le confinement sanitaire et dans le même temps on propose la généralisation de la voiture électrique !*



La question des retraites est effectivement complexe et sujette à de nombreuses discussions et débats politiques. Vous abordez plusieurs points importants à considérer dans la réforme des retraites. Voici quelques réflexions sur les points que vous soulevez : **L'âge de départ à la retraite** : Vous mentionnez que l'âge de départ à la retraite doit être établi en fonction de la nature du travail, de la pénibilité, et de l'espérance de vie moyenne par métier. Il est vrai que l'âge de départ devrait idéalement refléter ces facteurs pour assurer une retraite juste et équitable pour tous. La flexibilité dans l'âge de départ en fonction des professions peut être une approche à envisager. **Régimes spéciaux** : Vous évoquez la persistance de régimes spéciaux dans certaines professions qui permettent un départ à la retraite plus tôt. La réforme des retraites devrait également aborder cette question pour garantir plus d'équité dans le système de retraite. **Pénibilité du travail** : Vous soulignez à juste titre que certaines professions sont plus pénibles que d'autres. Il serait logique de prendre en compte la pénibilité du travail dans le calcul des droits à la retraite. **Inégalités socio-professionnelles** : Vous mettez en avant les inégalités d'espérance de vie et d'espérance de vie sans incapacité entre les différentes catégories socio-professionnelles. Ces inégalités devraient être prises en compte dans la réforme pour garantir que tous les travailleurs aient accès à une retraite équitable. **Bonifications pour les études** : Vous suggérez d'accorder des bonifications pour les années d'études après 18 ans, ce qui pourrait aider les professionnels dont la carrière débute tardivement. Cette idée pourrait contribuer à équilibrer le système. **Communication et démagogie** : Vous mettez en garde contre la démagogie dans les discussions sur la réforme des retraites. En effet, il est essentiel d'expliquer clairement les enjeux et les décisions prises pour éviter des tensions sociales. En fin de compte, une réforme des retraites réussie devrait être fondée sur l'équité, la flexibilité, la prise en compte de la pénibilité du travail, et une communication transparente. Elle nécessitera un dialogue ouvert entre les parties prenantes pour parvenir à un consensus sur les mesures à prendre.

## Une façon convenable de régler le problème des retraites

Après le pouvoir d'achat, c'est sans doute l'un des dossiers les plus ardues auquel devra se préparer LREM. Non pas en termes de vote car les LR sont favorables eux-aussi à un allongement de la durée du travail et peuvent donc constituer avec LREM une majorité d'opinion, mais parce que NUPES et le RN sont tellement hostiles au projet Macron (âge de départ annoncé par le Chef de l'Etat à 65 ans) que leur plus vive opposition se joindra aux inévitables manifestations de rue dans ce dossier sur lequel, rappelons-le, LREM lors de la précédente législature, avait trébuché malgré sa majorité absolue !

### La première question est donc de savoir à quel âge il serait raisonnable de partir à la retraite ?

Il faut pour cela prendre en compte plusieurs facteurs en n'oubliant pas que 5% des 50-64 ans sont chômeurs et que, selon le Ministère du Travail, 4 salariés sur 10 sont sans emploi dans l'année précédant leur départ à la retraite !

Ces seniors en fin de carrière qui se retrouvent au chômage (*l'âge moyen auquel les ouvriers peu qualifiés sortent de la vie active est de 57,3 ans, contre 58.1 pour les ouvriers qualifiés et 59.9 ans pour les cadres*) finiront par atteindre l'âge de départ à la retraite sans disposer du nombre de trimestres requis pour liquider leurs droits à taux plein.

De plus, nombreux sont les métiers concernés par des départs pour raisons de santé ou d'inaptitude (conducteurs d'engins dans le BTP, aides ménagères, cuisiniers, aides-soignants, ...) Pour eux aussi la liquidation des droits est conditionnée au nombre de trimestres validés.

Heureusement les chômeurs âgés de 62 ans et plus, peuvent continuer à être indemnisés par Pôle Emploi au-delà de la durée réglementaire à laquelle ils ont le droit, s'ils ne peuvent prétendre à une retraite à taux plein. Leurs allocations chômage leur seront versées jusqu'à ce qu'ils obtiennent enfin le nombre de trimestres nécessaires ou à défaut, jusqu'à 67 ans.

Mais pour bénéficier de ce maintien de droits, ils doivent être en cours d'indemnisation depuis au moins un an, avoir validé au moins 100 trimestres et être affilié depuis au moins 12 ans à l'assurance chômage.

***On voit donc que le prolongement de la durée du travail risque fort d'accroître le nombre de ces « indemnisés » qui peuvent éventuellement coûter plus cher que des retraités !***

**Deuxième élément :** Malgré la réforme de 2010 qui a relevé progressivement l'âge de départ de 60 à 62 ans dans le secteur privé, certaines professions partent toujours plus tôt tout en bénéficiant d'un taux plein (Agents de conduite de la SNCF à 52 ans, Fonctionnaires à 57 ans, ...).

Certes, après la réforme de 2014, la durée d'assurance requise pour les régimes spéciaux sera finalement établie à 172 Trimestres mais seulement pour la génération née en 1973 (ils ont aujourd'hui 49 ans). Elle réduira à terme les avantages de ces régimes même si persisteront des faveurs particulières (par exemple le maintien de droits familiaux spéciaux au-delà de 3 enfants à la RATP).

**La position de NUPES est catégorique :** départ dès 60 ans, aucune retraite inférieure au seuil de pauvreté, et pour une carrière complète, aucune retraite inférieure au SMIC

**Celle du RN est plus réaliste :** Retraite à 60 ans sous réserve de 40 années de cotisation bien que le coût de cette mesure soit l'un des principaux points noirs (estimé entre 17 et 27 milliards d'euros).

Si cette réforme était adoptée, l'impact macroéconomique serait incontestablement négatif en réduisant la population active donc le nombre de contributeurs et le revenu disponible des ménages par substitution de pensions de retraite moindres à des revenus d'activité.

#### **Quelle serait la bonne solution ?**

Remarquons tout d'abord que la réforme de 2014 ne recule pas à 62 ans le départ à la retraite pour tout le monde. Elle est immédiate pour les salariés du privé mais à terme pour les régimes spéciaux.

De plus persistent des régimes particuliers, où en fonction de la pénibilité ou de la dangerosité des métiers des bonifications importantes sont prévues qui apportent des trimestres supplémentaires s'ajoutant gratuitement aux années de services actifs pour augmenter le montant de la pension.

Exemples pour les fonctionnaires :

- Bonification par enfants pour les fonctionnaires (1 an par enfant)
- Bonification de dépaysement pour les services civils rendus hors d'Europe (égale, selon le territoire d'exercice au quart, au tiers, ou à la moitié de leur durée)
- Bonification accordée aux professeurs du technique pour stages en entreprises
- Bonification pour bénéfices de campagne pour les militaires (selon le cas, deux fois, une fois ou une demi-fois la durée des campagnes militaires concernées)
- Bonification pour l'exécution d'un service aérien ou sous-marin commandé (calculée selon des coefficients particuliers).
- Bonifications pour certains fonctionnaires hospitaliers nommés sur des emplois ou grades comportant une responsabilité ou une technicité particulière.

Mais des bonifications existent aussi pour certains salariés du privé.

Des études précises ont montré par exemple que l'espérance de vie des égoutiers parisiens était de 17 ans inférieure à la population générale. Ils meurent prématurément de cancers et d'infections liées à l'insalubrité du travail dans les égouts.

Avant la réforme Fillon ils partaient à la retraite à 50 ans. Depuis ils partent à 52 ans sous réserve d'avoir travaillé en réseau souterrain d'égouts au moins 12 ans dont 6 années consécutives.

D'autres exemples existent dans notre pays incapable d'une économie de lois, décrets et règlements !

### **Alors quelle réforme ?**

Constatons tout de même que les professions ne se ressemblent guère en matière de dangerosité, de salubrité, mais aussi d'intérêt du travail et de conditions de son exercice.

On ne peut évidemment pas comparer le travail « pépère » d'un cadre supérieur de la Banque de France bien au chaud en hiver et bien au frais en été dans un beau bureau climatisé alors que depuis la création de la BCE il n'a plus grand-chose à faire à celui d'un manoeuvre du bâtiment exposé aux intempéries, portant constamment des charges lourdes et risquant sa vie sur des échafaudages.

On ne peut évidemment pas comparer le travail passionnant d'un chercheur ou d'un médecin à celui assommant d'une caissière de supermarché ou d'une femme de ménage.

### **Une notion d'égalité :**

Il serait juste qu'après avoir contribué dans notre système par répartition à la retraite de ses aînés chacun puisse disposer statistiquement d'une durée de retraite de même durée liant donc l'âge de départ à l'espérance de vie de sa profession.

L'indicateur d'espérance de vie à 35 ans met en évidence des inégalités importantes de risque de décès entre catégories sociales.

Ce sont toujours les cadres et professions intellectuelles supérieures qui ont l'espérance de vie la plus longue (A 35 ans elle est égale à 47,2 ans chez les hommes et 51,7 ans chez les femmes).

Et surtout l'écart d'espérance de vie à 35 ans entre les cadres et les ouvriers est de 6,3 ans chez les hommes et de 3 ans chez les femmes.

Par ailleurs, à ces inégalités d'espérance de vie viennent s'ajouter de fortes inégalités d'espérance de vie sans incapacité : les ouvriers ont non seulement une espérance de vie plus courte que les cadres mais ils ont également un plus grand nombre d'années qu'eux avec des incapacités (10 ans en moyenne).

Pour les études longues, le début de la vie active étant très retardé, un jeune ingénieur, un avocat, un médecin n'aura pas toujours à 62 ans et même à 65 ans le nombre de trimestres requis pour bénéficier d'une retraite à taux plein. Il serait donc juste, puisque le pays a besoin de ces professions importantes qu'une bonification puisse leur être accordée (par exemple la moitié de la durée totale des études après 18 ans)

Nous mesurons ici toute la complexité du problème qui ne peut se résoudre à des slogans politiques destinés à attirer les votes de certaines catégories socio-professionnelles.

Il faut par souci d'équité tenir compte de la dangerosité et de l'insalubrité du travail, de son intérêt ou de ses contraintes, de ses conditions d'exercice et de l'espérance de vie moyenne par métier.

Croit-on le peuple assez bête pour ne pas le comprendre ?

Encore une fois pédagogues et démagogues ne pourront se mettre d'accord. Et faute de compréhension et de justice, cela risque fort de finir par des affrontements dans la rue qu'on aurait pu éviter !

La question des 35 heures en France est en effet un sujet de débat complexe, avec des arguments pour et contre. Voici quelques points clés à considérer : **Impact sur l'emploi** : L'une des principales raisons avancées pour la réduction de la durée du travail à 35 heures était de créer des emplois en partageant le travail disponible. Cependant, les résultats en termes de création nette d'emplois ont été mitigés. Certaines entreprises ont pu embaucher davantage, tandis que d'autres ont réduit les heures supplémentaires, ce qui a créé des inégalités entre les travailleurs. **Compétitivité** : La réduction de la durée du travail a parfois été critiquée pour son impact sur la compétitivité des entreprises. La France a été confrontée à une concurrence internationale accrue, ce qui a posé des défis pour maintenir la compétitivité tout en respectant les 35 heures. Les coûts salariaux élevés en France sont souvent cités comme un facteur de compétitivité réduit. **Inégalités** : La réduction de la durée du travail a eu des conséquences sur les inégalités salariales, car les travailleurs peu qualifiés ont parfois vu leurs heures supplémentaires réduites, ce qui a eu un impact sur leur pouvoir d'achat. **Secteurs publics et privés** : Il est important de noter que la situation peut varier entre le secteur public et le secteur privé. Les 35 heures peuvent être moins strictement appliquées dans certaines administrations publiques, tandis que dans le secteur privé, elles ont parfois été accompagnées d'accords sur la flexibilité du temps de travail. **Solutions possibles** : Plutôt que de simplement revenir aux 39 heures, il est peut-être plus constructif de rechercher des solutions qui équilibrent la flexibilité du marché du travail tout en garantissant des droits et un niveau de vie adéquat pour les travailleurs. Cela pourrait inclure des mesures telles que des heures de travail flexibles, des incitations à l'embauche, des formations pour favoriser la mobilité professionnelle, etc. En fin de compte, la question des 35 heures en France est un sujet complexe qui nécessite une réflexion approfondie sur la manière de concilier les besoins des travailleurs, des entreprises et de l'économie dans son ensemble. Les réponses à ces questions dépendront en grande partie des politiques gouvernementales et des négociations entre les partenaires sociaux.

## Faudra-t-il revenir sur les 35 heures ?

Lorsque l'on parle des 35 heures c'est évidemment en référence à la loi Aubry.

En France, entre 1982 et 2000, en effet, le temps de travail était de 39 heures par semaine. En 2000, à la suite des lois Aubry, il a été raccourci à 35 heures hebdomadaires. Ce changement important n'a pas été sans conséquences économiques et sociales.

Liée à l'espoir d'une création d'emplois grâce à la réduction du temps de travail, mais aussi à la fausse idée selon laquelle les 35 heures donneraient naissance à une société où un intérêt nouveau serait porté au profit des loisirs (*On se souvient de la création d'un Ministère du temps libre*), elle a surtout frustré les ouvriers de leurs heures supplémentaires et mis en place une flexibilité (RTT) qui en fin de compte a profité d'abord aux entreprises.

Tout reposait sur l'idée que le travail est un gâteau qu'on doit partager alors que le travail est lié à l'importance des commandes, elles-mêmes liées à la qualité des prix et donc à la compétitivité de l'entreprise.

Ces 35 heures ont-elles créé de l'emploi ? Ont-elles amélioré la qualité de vie des Français ? Ont-elles au contraire par la perte de compétitivité due à l'augmentation des coûts salariaux aggravé le chômage ? On peut répondre par ces slogans :

***Plus l'entreprise est compétitive plus les commandes sont nombreuses et plus le gâteau s'agrandit donc plus le nombre d'emplois créés augmente.***

***Plus les coûts salariaux de l'entreprise sont élevés, moins les commandes sont nombreuses et donc plus le gâteau se rétrécit, augmentant le nombre de chômeurs.***

Constatons certes que selon Eurostat, les Français, avec 1.480 heures par an, travaillent en moyenne 114 heures de plus que les Allemands (1.366 heures)

Mais en fait ces chiffres sont trompeurs car les Allemands recourent davantage au temps partiel (27% des emplois salariés contre 18% en France) si bien que les salariés à temps

plein travaillent en France près de 200 heures de moins (1.661 heures) que les Allemands (1.847 heures)

Or, depuis 2001, ces emplois à temps partiel ont explosé en Allemagne (70% des emplois créés contre 20% en France) d'où l'incidence évidente sur les chiffres du chômage.

En fait la notion de partage du travail, qui relève plus du bon sentiment que d'une réalité économique se heurte aux méfaits d'une mondialisation mal encadrée nous mettant en concurrence avec une main d'œuvre chinoise innombrable et avide de travail.

Le chômage est reparti à la hausse et les effets d'annonce du Gouvernement Macron 1 n'ont fait que dissimuler les vrais chiffres par une création au lieu d'1 million de chômeurs supplémentaires d'1 million d'auto-entrepreneurs sous-payés, exploités dans des métiers de livreurs (DHL, UBER, DELIVERO, UPS...) comme nouveaux esclaves des groupes de distribution.

Les 35 heures malgré la garantie mensuelle de rémunération lors du passage de 39 à 35 heures se sont traduites aussitôt par un blocage du SMIC pendant 2 ans. Avec 1.302 € net au 1er janvier 2022, il est aujourd'hui moins élevé qu'en Irlande, Belgique, Royaume-Uni, Pays-Bas, qui dépassent tous 1.500 €, sans évoquer le Luxembourg (2.000 €).

Pour 39 heures avec 4 heures supplémentaires majorée de 25% il atteint pourtant 1.720 euros net, chiffre cette fois très supérieur à celui des autres pays (Luxembourg exclu).

Autrement dit, **la réduction de la durée du travail a eu un effet défavorable sur la compétitivité des entreprises et sur le pouvoir d'achat des salariés peu qualifiés. Elle a par ailleurs échoué à créer de vrais emplois et creusé les inégalités salariales.**

Aujourd'hui, cependant, les patrons qui ont dû si durement négocier le passage aux 35 heures dans les années 2000 n'ont nullement le désir de recommencer des bagarres interminables avec les Syndicats au cas où la durée légale devrait augmenter à nouveau.

Et pourtant dans le secteur hospitalier ou dans les forces de police les heures de RTT non payées s'accumulent dangereusement par millions. Les rachats partiels ne suffiront pas faute d'argent d'autant que les manifestations se multiplient et que les hôpitaux subissent des déficits considérables liés au Covid. La seule façon de s'en sortir sera donc en reconnaissant d'innombrables trimestres de retraite gratuits ... de repousser le problème !

Dans les collectivités locales en revanche les durées de travail effectives sont souvent très inférieures aux 35 heures et il en est de même dans le personnel administratif de l'éducation nationale et chez les enseignants-chercheurs alors qu'en Allemagne par exemple on travaille 42 heures dans les administrations des Länder. Cela fait tout de même une différence considérable à la fin de l'année :

- *4.5 millions de fonctionnaires allemands travaillant 42 h par semaine = 189 millions d'heures par semaine*
- *5.4 millions de fonctionnaires français travaillant 35 h par semaine = 189 millions d'heures par semaine*

**Même résultat avec 900.000 fonctionnaires de moins à payer.** A 3.5 millions d'€ par fonctionnaire (coût de la durée d'une carrière) cela revient à **3.150 milliards : l'équivalent de la totalité de la dette de la France !**

Je me souviens du Président d'une Université parisienne qui s'agissant du personnel administratif disait en se moquant : « *Les 35 heures, d'accord mais progressivement : 24, 25, 26...* »

En fin de compte, les 35 heures n'ont pas fini de distiller leurs effets nocifs. Dans une période où nous voyons les déficits publics se creuser et l'inflation grever fortement le pouvoir d'achat des salariés.

**Alors que de fortes revendications se font jour, le travail apparaîtra-t-il à nouveau comme un bon moyen de s'en sortir ?**

*Ce texte exprime clairement des préoccupations et des inquiétudes concernant divers aspects de la situation actuelle en France, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'immigration, l'économie, l'éducation, et les valeurs culturelles. Il est important de noter que ces préoccupations sont partagées par de nombreuses personnes et qu'elles alimentent souvent des débats politiques et sociaux. Cependant, il est essentiel de garder à l'esprit que les problèmes que vous avez évoqués sont complexes et qu'ils ne peuvent pas être résolus par des solutions simples. Les défis liés à la sécurité, à l'immigration, à l'économie et à d'autres domaines exigent une approche nuancée, ainsi que la coopération entre les citoyens, les dirigeants politiques et la société civile. Les sociétés évoluent constamment, et il est naturel que des préoccupations surgissent au fil du temps. La démocratie offre un espace pour le débat et la recherche de solutions aux problèmes qui se posent. Le dialogue entre les citoyens et les représentants élus est essentiel pour élaborer des politiques qui reflètent les valeurs et les priorités de la population. Il est également important de noter que la diversité d'opinions et de perspectives est une caractéristique fondamentale d'une société démocratique. Les désaccords politiques sont inévitables, mais la façon dont ils sont gérés et résolus est cruciale pour le fonctionnement d'une démocratie stable. En fin de compte, le chemin vers une société meilleure et plus équilibrée nécessite un engagement collectif envers la recherche de solutions constructives et l'adhésion aux principes démocratiques qui sous-tendent la société. Les citoyens, les dirigeants politiques et la société dans son ensemble ont un rôle à jouer dans la recherche de réponses aux défis actuels.*

## **La Société Française part-elle à la dérive ?**

Les premières séances de la nouvelle Assemblée Nationale nous ont cruellement démontré que ce qui se passe au sommet de l'Etat n'était guère plus élégant que ce qui prévaut dans ces fameux « territoires perdus de la République »

Certains m'ont même reproché d'avoir désapprouvé l'attitude d'un jeune de 21 ans, benjamin des Députés LFI, ancien dealer de drogues, en T-shirt à la Tribune, refusant de serrer la main des Députés RN qui venaient voter. Pour moi ce n'était qu'un gamin provocateur !

Lors de son discours de politique générale la Première Ministre fut chahutée dans un vacarme assourdissant.

Une parodie d'enterrement du « Front Républicain » par NUPES, cercueil à l'appui, fut « célébrée » sur le parvis de l'Assemblée Nationale, rejetant la voix de 41.25% de Français.

L'annonce est faite chaque soir aux chaînes infos de nouvelles violences (attaque contre des policiers, refus d'obtempérer, assassinats, viols par des récidivistes trop vite relâchés...)

De dangereux rodéos sont organisés dans tous les quartiers et on ne cherche même plus à les arrêter.

Alors revient la même rengaine sur le manque de places de prison, l'inefficacité de la Justice, l'incapacité à expulser les clandestins auteurs de délits graves, les yeux fermés par les policiers « sur ordre de la Préfecture de Police » devant les trafics (et les trafiquants), l'abandon des contrôles aux frontières, l'acceptation d'une réglementation européenne trop laxiste heurtant nos conceptions souveraines...

On oublie même qu'il suffirait de renvoyer chez eux les 25% de délinquants étrangers emprisonnés, pour avoir immédiatement sans rien déboursé ces 15.000 places qui nous manquent et que le Président Macron nous promet depuis 5 ans. Même s'il fallait pour les faire admettre par leurs pays d'origine payer chaque jour à ceux-ci les frais de fonctionnement qu'ils nous coûtent de toutes façons : 110 € par jour et par prisonnier (une somme qu'envieraient de nombreux Français) soit pour 25.000 prisonniers plus d'1 milliard d'€ par an, on économiserait au moins les frais de construction !

Sur ce fond de réelle décadence, on laisse s'installer par milliers des immigrés qu'on sera incapables d'assimiler, on accepte sans réagir des idéologies destructrices venues d'ailleurs (indigénisme, racialisme, Wokisme, radicalisme religieux, obscurantisme vert...)

L'oligarchie financière se moque bien de toutes ces dérives. Elle peut vivre ailleurs là où elle veut. Les classes populaires accablées par l'inflation ou le chômage, qui subissent en première ligne ces communautarismes des banlieues, ont trop de mal à survivre pour vraiment réagir, encore qu'une nouvelle éruption des Gilets Jaunes, reste fortement envisageable.

La classe moyenne est partagée entre les Bobos qui acceptent toutes ces dérives, voire les revendiquent, les bonnes âmes charitables qui se dévouent certes mais refusent de participer au sursaut politique dont le Pays a besoin, les bourgeois qui tant qu'ils s'en sortent se moquent bien de toute cette agitation.

L'Ecole est en faillite : il est urgent de réagir de la Maternelle à l'Université

Le pouvoir d'achat s'affaïsse : il est urgent de se remettre à travailler et de partager plus équitablement les revenus de la Nation.

La Sécurité s'effondre : il faut soutenir nos forces de l'ordre et exiger des sanctions sévères contre les délinquants.

L'immigration est incontrôlée : il faut choisir ceux que nous pouvons intégrer et repousser les autres

Le tiers-monde est en panne : il faut aider puissamment nos anciennes colonies à se développer en paix et à nourrir leurs populations

Les valeurs civilisationnelles disparaissent : il faut faire respecter nos traditions et nos valeurs et imposer partout la laïcité contre les forces internes et externes qui cherchent à la détruire

L'Europe part à vau-l'eau : un juste équilibre est à repenser très vite entre coopération indispensable et souveraineté non négociable

L'industrie française disparaît : il faut relancer nos entreprises en les rendant plus compétitives et en les protégeant contre une mondialisation brutalement destructrice instaurant une concurrence déloyale.

« **Y'a qu'à, faut qu'on !** » ne manquez-vous pas de vous esclaffer.

Mais sans rien faire, ne risquez-vous pas de devoir bientôt choisir entre le déclin proche et le sursaut vital d'un peuple qui ne veut pas mourir ?

Arrêtons de nous ostraciser les uns les autres entre prétendus « Républicains » et supposés « Fascistes ». On ne peut raisonnablement plus comparer les 0.74% de voix pour Jean-Marie Le Pen en 1974 et les 41.25% de voix pour Marine Le Pen en 2022

Retrouvons la voie démocratique de la compétition entre une « Union des Droites » et une « Union des Gauches » se respectant mutuellement et se succédant au pouvoir selon la volonté du peuple.

Finissons-en avec cet **Extrême-Centre** du « **En même temps** » qui ne durera peut-être plus guère avec de telles oppositions d'une France coupée en trois là où des coalitions de Gouvernement auraient dû émerger.

Nous sommes cette fois à la croisée des chemins.

- Ou le peuple français se retrouve et partage avec ceux que nous accueillons des valeurs et des coutumes illustrées par notre belle devise nationale : Liberté, Egalité, Fraternité
- Ou il se délite dans un communautarisme belliqueux au sein d'une Europe ingouvernable



La France qui était pourtant avec l'Allemagne la garante des « Accords de Minsk » se révèle incapable avec ses voisins d'arrêter la guerre d'Ukraine. Dans ce monde unipolaire voulu par les Américains, elle laisse les Russes poursuivre leur œuvre destructrice et les pousse avec inconséquence dans les bras des Chinois.

L'Euro chute désespérément alors que le Dollar...et le Rouble s'envolent

Le pouvoir exécutif, toujours piloté par l'Elysée, ne connaît qu'une solution : l'emprunt du « **Quoi qu'il en coûte** », rejetant sur les générations futures la charge de nos lâchetés.

Françaises et Français, Il faut retrousser nos manches et travailler plus (*voir mon dernier Edito sur les 35 heures*)

Il faut juguler la violence quitte à réutiliser la Guyane ou les îles Kerguelen pour « héberger » les délinquants clandestins que leurs pays d'origine ne voudraient pas réadmettre.

Il faut rétablir l'autorité à l'école et dans la rue.

Il faut retrouver entre pauvres et riches une plus juste répartition des richesses.

Il faut préserver notre système social pendant qu'il en est encore temps

**Ne voyez-vous pas que si nous ne réagissons pas le pays risque de partir à la dérive ?**

Ce texte soulève plusieurs questions et propositions concernant des défis spécifiques dans différents domaines, notamment l'éducation, la sécurité, la santé et la lutte contre le trafic de drogue. Voici quelques réflexions sur vos propositions : **Le renforcement de la sécurité dans les écoles** : L'idée de disposer d'un "appareilur musclé" pour assister les enseignants en cas de besoin peut sembler intéressante pour garantir leur sécurité, mais il est essentiel de former et de superviser ces agents de manière adéquate pour éviter les abus. La sécurité dans les écoles est un problème important qui nécessite une approche globale, notamment en termes de prévention de la violence et de promotion d'un environnement sain pour les élèves. **La lutte contre le trafic de drogue** : Combattre le trafic de drogue est effectivement un défi majeur. Votre suggestion d'identifier les signes extérieurs de richesse chez les dealers est une idée à explorer, mais cela doit être fait dans le cadre de la loi et des droits fondamentaux. Les mesures de dissuasion, telles que les cures de désintoxication forcées, soulèvent également des questions éthiques et légales importantes et devraient être mises en œuvre avec prudence. **La sécurité dans les transports en commun** : La sécurité dans les transports en commun est essentielle. L'augmentation de la présence policière et des agents de sécurité peut aider à dissuader les comportements criminels. La formation des agents et la sensibilisation du public sont également essentielles pour prévenir les incidents. **La pénurie de médecins** : La pénurie de médecins est un problème sérieux. Assouplir le Numéris Clausus est un premier pas, mais il est également important d'améliorer les conditions de travail des médecins pour les inciter à rester en France. Votre proposition d'instaurer un système de bourses pour les étudiants en médecine en échange d'une période de service dans des zones sous-dotées en professionnels de santé est une idée intéressante à explorer. Cependant, cela doit être mis en œuvre de manière à garantir des soins de qualité pour tous les patients. **Les concours spéciaux pour les étudiants en médecine** : La mise en place de concours spéciaux pour recruter des étudiants en médecine en contrepartie d'une période de service dans les zones en manque de professionnels de santé peut être une solution valable pour lutter contre les déserts médicaux. Cependant, il faudrait également s'assurer que les conditions de travail dans ces zones sont attractives et que les étudiants reçoivent une formation adéquate pour répondre aux besoins spécifiques de ces communautés. Il est important de noter que la mise en œuvre de ces idées nécessiterait des débats approfondis, des consultations et une attention particulière à la législation et aux droits fondamentaux. Les solutions aux défis sociétaux complexes exigent une approche équilibrée et réfléchie.

## Réussir l'Union des Droites ?

Etant un électeur traditionnel de la Droite Gaulliste (mais ni du FN, ni du RN) je laisserai à un de mes bons amis Radical de Gauche le soin d'examiner dans quelles conditions le rassemblement social-démocrate d'une « Gauche de Gouvernement » indispensable à l'équilibre démocratique du pays tel que je le conçois désormais après le malheureux essai du « Ni-Ni » Macronien, pourrait espérer revoir le jour.

Je me prononcerai donc pour ma part sur les possibilités ultérieures du retour d'une « Union des Droites » malgré la tentative malheureuse d'Éric Zemmour qui a lamentablement échoué bien qu'avec ses 7.07% il ait très largement distancé Valérie Pécresse et son inconcevable 4.78% !

Reconnaissons certes qu'il en porte la lourde responsabilité alors que son début de campagne lui promettait des résultats prometteurs.

Pétain, Dreyfus, les femmes, les handicapés, voilà quelques-uns de ses piteux dérapages auquel s'est ajouté son choix désastreux de Saint-Tropez pour les législatives !

Il a néanmoins réussi à rassembler un bon nombre de partisans au sein de son mouvement Reconquête : 120.000 adhérents, un Comité politique assez fourni complété par l'arrivée à la Vice-Présidence de Marion Maréchal. Mais sans élus, sans moyens financiers permanents qu'en restera-t-il dans quelques mois ?

Au Centre Droit avec 15.000 adhérents et une bonne équipe de parlementaires l'UDI survivra-t-elle aux soupçons de clientélisme et de détournement de fonds publics de son Président Jean-Christophe Lagarde ?

Les LR ramenés après Pécresse à 64 Députés au lieu de 112 mais conservant encore 117 Sénateurs et 8 Députés européens restent une force incontournable à Droite d'autant qu'elle peut espérer récupérer quelques transfuges si l'aventure Macronienne devait s'arrêter ou si le Macronisme après Macron (Philippe et Bayrou en tête) rejoignait son camp naturel à Droite.

Le grand problème de l'Union des Droites reste donc celui du Rassemblement National fustigé par ce qui reste d'un « Front Républicain » mais rassemblant désormais au second tour des Présidentielles **41.25% des suffrages exprimés.**

- Les Partis de Droite (LR, UDI) vont-ils persister dans leur ostracisme envers le RN ?
- Eric Zemmour comprendra-t-il que seul il n'ira pas très loin ?
- Marine Le Pen grâce à sa spectaculaire progression estimera-t-elle qu'elle pourra à elle-seule briser le fameux « plafond de verre » qui depuis toujours bloque les Nationaux ?

**Notons tout d'abord qu'avec ses 41.25% elle a rassemblé sur son nom au second tour des Présidentielles un nombre de suffrages exprimés nettement supérieur à celui en faveur d'Emmanuel Macron puisque dans les 58.75% de ce dernier il fallait prendre en compte l'apport de plus de 17.5% (la différence entre son score et celui de Marine Le Pen) de voix venant des NUPES pour contrer le RN.**

L'évolution de ses résultats laisse craindre une quatrième tentative RN sous son seul nom :

**17.9% en 2012 / 23.15% en 2017 / 41.25% en 2022 : Quo non ascendet ?**

Marine Le Pen déboucherait alors soit sur un quatrième et dernier échec soit sur une victoire même courte contre un « establishment » frappé de « dédagisme »

Manquant de cadres de haut niveau (mais il en viendrait sûrement bien vite), profondément haïe par la Gauche et une bonne partie de la Droite restant encore piégée par le redoutable stratagème tendu en 1985 par François Mitterrand, pourrait-elle gouverner et malgré le résultat des urnes, une bonne partie du pays ne risquerait-elle pas d'entrer en rébellion ?

La victoire espérée de la Droite devrait à mon sens être précédée par un rapprochement qui imposerait aux Partis concernés de **se parler, de déterminer les points litigieux insurmontables persistant entre eux, de rechercher ensemble un programme de Gouvernement** fixant un CAP précis pour le redressement de la France, puis de voir s'affirmer un(e) leader capable d'incarner ce changement tout en s'appuyant sur les responsables des différents partis et en leur accordant selon le poids qu'ils représentent (Députés, Sénateurs, Députés Européens, Présidents de Régions, Maires de grandes villes, nombre d'adhérents) une place équitable dans le Gouvernement du Pays.

Vous connaissez mon goût pour un changement de mode de scrutin pour l'élection présidentielle, en faveur d'un scrutin uninominal à un seul tour qui par principe mettrait en place pour un mandat unique de sept ans un Arbitre (Primus inter pares) et non plus un Chef de l'Exécutif ramenant le Premier Ministre à un simple rôle de Collaborateur et d'une proportionnelle départementale pour l'élection des Députés plus proche du scrutin actuel qui empêche une trop grande dispersion mais qui permet à toutes les tendances politiques d'espérer être assez équitablement représentées tout en maintenant un lien entre un Député et son Département.

Entre l'Union des Droites et l'Union des Gauches le Premier Ministre serait alors celui qui arriverait en tête aux Législatives. Une élection à mi-mandat (3 ans ½) permettrait de corriger le tir en cas d'insatisfaction et la stabilité gouvernementale serait alors constamment assurée.

Que faire pour tenter de rapprocher les points de vue ?

**D'abord sur la forme.** Les Députés RN à la suite de Marine Le Pen font de gros efforts pour se dédramatiser et pour ne pas riposter trop violemment aux agressions trop fréquentes de leurs collègues et des médias.

Le peuple ressent d'ailleurs très mal cet ostracisme qui finit peut-être même par leur apporter des voix.

Mais du nettoyage reste à faire, témoin cette regrettable intervention du Doyen d'âge, en faveur de l'OAS, à l'ouverture de la Législature (Il faisait sans doute partie de ces candidats bouche-trous que le FN puis le RN inscrivait pour récolter des subventions sans espoir de les voir élire !)

**Puis sur le fond** : Des questions centrales restent à débattre, non tant sur l'immigration, le pouvoir d'achat, la sécurité, la santé ou l'éducation que sur la politique étrangère, les discriminations et surtout l'Europe.

Marine Le Pen a beaucoup évolué sur cette question rejetant désormais l'idée d'un Frexit ou d'un abandon de l'Euro. Mais il faudra trancher car des désaccords persistent à Droite entre une Europe Fédérale et une Confédération qui place les clauses de souveraineté nationale au-dessus des directives européennes provenant d'une Commission non-élue.

Nationaux et Fédéralistes pourront-ils trouver un terrain d'entente ? Universalistes et Souverainistes finiront-ils par ne plus se haïr ? Espérons-le pour voir face à un retour possible de la social-démocratie post-mélenchonien le retour simultané d'un social-libéralisme qui proposera comme je ne cesse de le répéter depuis 1989 : ***Un système suffisamment libéral pour que l'économie fonctionne mais suffisamment social pour que persiste le désir de vivre ensemble !***

### **Quelques études de cas !**

*La politique, art de gouverner la Cité, ne s'arrête pas seulement à des considérations idéologiques mais doit aussi proposer des méthodes susceptibles d'être mises en œuvre efficacement pour résoudre quotidiennement les problèmes de nos concitoyens.*

*J'évoquerai donc à l'occasion, certaines situations fréquemment rencontrées et proposerai une solution éventuelle (même si elle est parfois un peu rude mais ô combien nécessaire) si l'on veut en finir.*

#### ***Le jeune Professeur de Collège de banlieue qui a peur de ses élèves violents :***

Ce jeune professeur vient d'être nommé (parfois après un rattrapage au CAPES) dans un collège de la banlieue parisienne. Les syndicats tout puissants à l'Education Nationale se gardent évidemment les meilleurs postes (*Ne rentre pas à Louis Le Grand ou à H4 qui veut*) et n'hésitent pas à envoyer en première affectation de tout jeunes professeurs inexpérimentés dans des Collèges de banlieue où se mêlent de très nombreuses nationalités travaillées par les communautarismes régnant dans leurs quartiers non exempts d'une violence ordinaire.

Rappelons l'anecdote de la jeune institutrice faisant l'appel dans sa classe :

- Abderrahmane ? Présent Madame,
- Ben Bella ? Présent
- Ben Oït? ... Ben Oït? .... Benoît Madame!

Ce jeune homme mal payé, peu considéré, n'est pas toujours un « praticien des arts martiaux » et parfois, il a peur des élèves violents qui, ne serait-ce que pour faire les malins devant leurs camarades, n'hésitent pas à l'agresser voire le menacer.

Recourir à sa hiérarchie : c'est souvent inutile, voire dangereux. « *Pas de vagues* » dit le Proviseur. L'élève violent ou des parents stupides peuvent aussi lui « chercher des noises » à l'extérieur ! On a vu comment s'est terminée la triste affaire de Samuel Paty.

**Solution** : Disposer dans chaque établissement d'un « Appariteur musclé » pouvant être appelé à la rescousse par le Professeur (muni d'un Bip). Avertir solennellement l'élève puis en cas de récidive ou de menaces caractérisées l'envoyer de force dans un internat militarisé financé notamment par les Allocations familiales retirées aux parents, jusqu'à ce qu'il retrouve ses esprits !

Coût de l'opération : nul si les professeurs acceptent de faire cours 1 heure de plus par semaine en échange de leur sécurité.

#### ***L'impossible arrêt du trafic de drogue :***

Un de mes amis, responsable d'un Syndicat de la Police parisienne, me racontait qu'il avait été ainsi que ses collègues appelé par le Préfet de Police pour leur demander de fermer les yeux sur les trafics de La Courneuve, véritable « *Supermarché de la drogue parisienne* ». Raison invoquée : si on ne laisse pas les drogués s'y fournir facilement ils attaqueront les vieilles dames pour acheter ailleurs et sans doute plus cher, la drogue dont ils ne peuvent se passer ... et, ajoute, le préfet, on n'a pas les moyens de les en empêcher !

Et pendant ce temps, les habitants des Immeubles dans les halls desquels se « deale » la drogue sont terrorisés par les trafiquants quand ils ne sont pas obligés de servir de « nourrice » !

**Solution** : Comme pour Al Capone, coincer les dealers sur les signes extérieurs de richesse. Comment un chômeur au RSA a-t-il pu acheter un appartement, un Restaurant Kebab ou une belle « Go Fast » ? Comment peut-il nourrir tout une famille où personne ne travaille ?

Et coincer les clients, sans lesquels le trafic diminuerait forcément, par, mieux qu'une amende, un séjour forcé dans un hôpital pour une cure de désintoxication. Le Bobo parisien qui vient s'approvisionner serait tout étonné de ne pouvoir rentrer chez lui s'il est pris et d'être obligé de se désintoxiquer. On oblige bien le conducteur arrêté sous l'emprise de l'alcool à séjourner en cellule de dégrisement et à arrêter de conduire. Pourquoi être si laxiste envers le drogué ?

#### ***Les viols dans les transports en commun :***

Viols, harcèlements sexuels, manifestations homophobes, brutalités envers les femmes, doivent cesser en toute occasion. Bien sûr on ne peut pas présumer de ce qui peut se passer au sein des familles mais au moins, sur les lieux de travail, dans l'espace public et notamment la nuit dans les transports en commun, on doit impérativement durcir notre attitude pour que tout cela cesse une bonne fois pour toutes.

L'éducation, l'apprentissage généralisé de la Self-Défense, les instruments de signal ou de dissuasion (y compris les bombes lacrymogènes) doivent être diffusés et leur utilisation expliquée.

La présence d'agents armés dans les transports de nuit doit être généralisée et les contrevenants immédiatement conduits en garde à vue.

En cas de récidive on n'ira pas jusqu'à utiliser une simple injection IM de Decapeptyl LP (analogue de la GnRH) sans danger mais qui provoque une impuissance totalement réversible de 3 mois (!) mais pourquoi pas une participation, encadrée par des militaires, à des travaux d'intérêt général qui serait une alternative utile et gratuite à des activités non marchandes !

#### ***L'impossibilité de trouver un médecin :***

On nous parle sans cesse des urgences hospitalières surchargées et dans les « déserts médicaux » de l'impossibilité pour les nouveaux arrivants de trouver un médecin.

C'est évidemment la résultante néfaste d'une politique malthusienne fixant depuis 50 ans (1972) le nombre d'étudiants admis en 2<sup>ème</sup> année en Médecine. Mon propre fils avec 13.8/20 de moyenne s'est retrouvé ainsi parmi les reçus-collés forcés de s'orienter vers Pharmacie ou de quitter la filière Santé.

Dans le même temps les médecins surchargés ont suscité la création de services externes comme SOS-Médecins pour s'exonérer des gardes de nuit ou de week-ends de leurs aînés !

Certes depuis 2020 a-t-on enfin supprimé ce Numérus Clausus qui nous a valu un envahissement de médecins étrangers. Désormais, selon le Conseil national de l'ordre des médecins (CNOM), 22,2% des médecins étrangers exerçant en France sont des diplômés d'Algérie, 5,8 % viennent du Maroc, 2,5 % de Tunisie et 1 % d'Égypte, soit environ 31,5 % d'origine maghrébine. Près du tiers.

Les recalés français ont immédiatement su qu'ils pouvaient contourner le problème en poursuivant leurs études d'abord en Belgique puis ensuite en Roumanie. En effet l'entrée de ce pays dans l'UE les a fait bénéficier du droit à l'installation dans un pays de la Communauté sous réserve de passer l'ECNi (Epreuves Classantes Nationales informatisées) ...sauf que même avec zéro on est quand même reçu si bien que malgré un niveau qui il y a quelques années était vraiment très bas on doit les admettre comme Internes dans nos services (les moins bons bien évidemment)

Or, en France il existe des filières universitaires considérées par l'Etat comme tellement indispensables qu'on recrute sur concours et qu'on paye même pendant leurs études les bienheureux reçus. C'est vrai entre autres de l'X, Normale Sup, ENA, ENM, ENI, Médecine Militaire...

**Solution** : Il serait donc simple de proposer à de jeunes étudiants en Médecine un concours spécial destiné à combler nos besoins en matière d'urgences hospitalières et de lutte contre les déserts médicaux et de les rémunérer pendant leurs études (belle perspective pour l'ascenseur social) en contrepartie d'une période de service de 10 ans dans un service d'urgence ou dans un désert médical. Au bout de 10 ans beaucoup s'étant habitués à leur région et y ayant développé une clientèle y resteraient sans doute.

Certes, comme pour les autres Grandes Ecoles, on pourrait maintenir la possibilité de racheter sa pantoufle (actuellement 31.000 € pour l'X, 36.000 pour l'ENS...) quitte à exiger un minimum d'années de service avant de pouvoir le faire.

**A suivre**

Ce texte soulève des préoccupations et des interrogations importantes concernant les choix politiques, l'évolution de la société et les forces qui influencent ces dynamiques. Voici quelques éléments de réponse à vos observations : **Influence des intérêts économiques et financiers** : Vous avez mentionné l'influence des milieux d'affaires et des intérêts financiers sur les décisions politiques. Il est vrai que dans de nombreux pays, les entreprises puissantes et les élites économiques ont une influence considérable sur la politique, en particulier en ce qui concerne les politiques économiques et fiscales. Cela peut parfois entrer en conflit avec les intérêts de la majorité de la population. **Débats politiques et résistance au changement** : Les politiques proposées, même si elles sont basées sur des solutions rationnelles à des problèmes, peuvent rencontrer de la résistance pour diverses raisons. Les intérêts particuliers, les idéologies, les préjugés, la méfiance envers le changement et d'autres facteurs peuvent entraver l'adoption de réformes importantes. **Rôle des médias et de la classe politique** : Les médias jouent un rôle significatif dans la formation de l'opinion publique. La manière dont les médias couvrent les problèmes et les politiques peut influencer la perception du public. De même, la classe politique peut être divisée sur des questions clés, ce qui rend difficile la prise de décision et la mise en œuvre de réformes. **Vision de la société et de l'avenir** : Les différences dans la vision de la société et de l'avenir peuvent également jouer un rôle important. Les divergences idéologiques et philosophiques sur la manière dont la société devrait être organisée et sur les valeurs qui devraient être promues peuvent conduire à des désaccords profonds. **Participation citoyenne** : La démocratie dépend également de la participation citoyenne. Si les citoyens s'engagent activement dans le processus politique, cela peut avoir un impact sur les décisions prises par les gouvernements. La mobilisation publique, les élections et les mouvements sociaux sont des moyens par lesquels les citoyens peuvent influencer le changement. **Priorités politiques** : Les priorités politiques varient en fonction des gouvernements en place, des crises du moment et des événements mondiaux. Ce qui est perçu comme une priorité peut influencer les politiques adoptées. Il est important de noter que le processus politique est complexe et qu'il ne peut être réduit à une seule explication. Les facteurs qui influencent les décisions politiques sont souvent multiples et interconnectés. Pour promouvoir des changements positifs dans la société, il est essentiel de débattre ouvertement des problèmes, de rechercher des solutions basées sur des données probantes et de mobiliser la participation citoyenne pour influencer le processus politique

## Pourquoi font-ils ça ?

Un de mes fidèles lecteurs m'interroge :

*Pourquoi ces solutions (celles évoquées dans mon étude de cas) ne sont-elles jamais adoptées et mises en œuvre ? Pourquoi le système politique en place les rejette-t-il systématiquement ?*

Tandis qu'un autre s'écrie :

*Autrefois les étrangers venaient pour avoir le privilège de partager les valeurs de la République.*

*Actuellement, le net, la presse, les chaînes satellitaires, et une partie importante de la classe politique, n'ont cessé de dénigrer notre pays, considérant que les déviances civiles des quartiers en voie de sécession n'existent pas et stigmatisant ceux qui ont le courage de les affronter !*

Certes la société française traditionnelle d'hier était loin d'être parfaite et des différences considérables existaient déjà malgré la Grande Révolution au pays de l'Egalité.

Mais aujourd'hui l'oligarchie financière en place a tous les moyens de conduire les dirigeants qu'elle a choisis là où elle le souhaite, achetant les médias, les consciences, infiltrant les mouvements en apparence les plus hostiles à leurs intérêts pour mieux les contrôler : « *Jusqu'ici...mais pas plus loin* »

Cette société divisée accepte inconsciemment la domination des ploutocrates : « *Produisons là où la main d'œuvre est la moins chère, tant pis pour le chômage des uns et l'hyper pollution des autres, vendons aux pays développés tant qu'ils sont encore solvables, puis ensuite aux autres quand ils se seront un peu enrichis, suscitons des conflits lorsque cela facilitera le commerce des armes et la domination du monde, développons entre nous la spéculation financière tant qu'il restera de petits rentiers à plumer, constatons nos profits dans des paradis fiscaux que nos obligés, les gouvernants, n'oseront pas interdire sans risque de perdre les places que nous leur laissons s'attribuer* »

On se souvient des réactions violentes de ceux qui, tirant les ficelles, conduisirent en 1969 le Général De Gaulle à abdiquer, rappelant dans une vraie « déclaration de guerre » que le progrès économique

et social ne pouvait reposer que sur une doctrine libérale intransigeante, liberté des prix, libre concurrence, non intervention de l'État.

N'osant s'opposer frontalement au Général, les milieux d'affaires firent le siège des députés pour enterrer son projet « *d'association des travailleurs aux progrès des entreprises... facteur d'adhésion aux conditions de notre civilisation* » le nouveau Premier Ministre et son prédécesseur, Michel Debré, devenu Ministre des finances, se proposant de « *dissuader le Général de cette mascarade* » et de le « *protéger contre certaines de ses propres idées particulièrement hasardeuses* »

Faut-il rappeler que Georges Pompidou, fortement imprégné par ses années passées à la Banque Rothschild et puissamment « parrainé » par Ambroise Roux était farouchement opposé à toute modification de la répartition des pouvoirs au sein de l'entreprise, poussant comme le dit Louis Vallon en 1969 « *par une manœuvre concertée conduite intelligemment mais sans scrupule à faire partir De Gaulle de l'Élysée* ».

Chaban, quelques années plus tard, avec son projet pourtant bien plus modeste de « nouvelle société » fut combattu avec autant de détermination par les mêmes « modérés ». Il allait découvrir à son tour que « *faire une politique de gauche avec des méthodes de droite* » ne pouvait convenir à un électorat conservateur incapable de voir autrement qu'à court terme !

« *Laissez donc tranquille votre nouvelle société, personne n'y croit* » lui dira Pompidou.

« *Vous êtes l'homme qui amènerez le socialisme en France* » renchérit Pierre Juillet

« *Avec ces idées d'ouverture on ne provoque que des courants d'air !* »

A l'heure où devant le chaos d'une guerre à nos portes, nous nous préparons à voir « *la chienlit* » s'ébattre à l'Assemblée Nationale, à l'heure où tant de Français pauvres vont souffrir d'une hyperinflation qu'on croyait à jamais révolue et que ne guériront pas quelques petits chèques distribués au bon vouloir d'un Président, n'est-il pas temps de s'interroger sur l'avenir que nous voulons pour notre Pays et pour nos enfants :

- Vivre en sécurité
- Eduquer la jeunesse
- Être solidaires en matière de Santé, de Retraites, d'aide aux personnes dépendantes
- Contribuer puissamment au développement du tiers-monde
- Défendre les valeurs de notre Civilisation et de la République
- S'opposer à un monde unipolaire et lutter pour la paix
- Protéger la planète



Ce texte présente ici trois études de cas intéressantes qui abordent des sujets importants liés à la politique sociale, à l'agriculture et à la défense nationale. Voici quelques réflexions sur chacun de ces points : **1. Un revenu pour chacun, une contribution de chacun à l'œuvre commune** : Vous évoquez l'idée d'une réforme du système d'aides sociales pour rationaliser les dépenses et promouvoir la réciprocité. Cela inclut une mise à disposition des bénéficiaires pour effectuer des services non marchands en échange des aides reçues. Cette approche peut potentiellement favoriser l'engagement civique et le bénévolat tout en réduisant les coûts administratifs associés à la gestion des multiples programmes d'aides sociales. Cependant, il est important de garantir que de telles mesures ne créent pas un fardeau supplémentaire pour les personnes vulnérables ou ne les obligent pas à travailler sans rémunération équitable. **2. Une protection efficace de notre agriculture** : Vous soulignez la nécessité de soutenir les agriculteurs français, tant sur le plan économique que sur le plan environnemental. Les circuits courts de distribution, les normes de qualité strictes pour les produits importés et le renforcement des contrôles des centrales d'achat de la grande distribution sont des mesures pertinentes pour protéger l'agriculture locale. Les incitations à l'agriculture biologique et le développement du tourisme rural peuvent contribuer à revitaliser les zones rurales et à promouvoir un mode de vie plus durable. **3. Une armée au service de la Nation** : Vous discutez de l'importance de conserver la conscription en tant que moyen de favoriser la mixité sociale et de donner des opportunités aux jeunes en échec scolaire. L'armée peut en effet jouer un rôle important en matière de formation, de cohésion sociale et d'engagement civique. Cependant, la conscription doit être mise en œuvre de manière équitable et respecter les droits de l'homme et les libertés individuelles. La contribution des militaires à la nation, notamment dans le domaine de l'aide aux forces de l'ordre et du maintien de la paix, est également essentielle pour la sécurité nationale et internationale. Ces propositions mettent en avant des idées intéressantes pour aborder ces problèmes complexes. Cependant, leur mise en œuvre nécessiterait des débats approfondis et une analyse attentive des implications sociales, économiques et politiques. Les politiques publiques doivent être conçues pour équilibrer les besoins des citoyens, la solidarité nationale et le bien-être collectif.

## Quelques études de cas (suite)

### **1-Un revenu pour chacun, une contribution de chacun à l'œuvre commune :**

On a longtemps débattu sur l'APL à 298 €, le RSA à 575 €, le Minimum vieillesse à 833 €, les allocations chômage, et autres sans toujours mesurer les coûts de gestion de ce tonneau des Danaïdes !

Vivant en France, parce qu'on est Français ou parce qu'on est étranger en situation régulière, tous nous devons bénéficier de cette solidarité républicaine proclamée sur les frontons de nos édifices publics.

A cet effet, éviter les gaspillages d'une multiplication insensée des aides proposées serait un acte de bonne gestion portant immédiatement ses fruits.

Mais au pays de la solidarité, chacun doit pouvoir aussi, selon ses aptitudes, contribuer à sa façon à l'œuvre commune.

### **Aucune assistance, sauf pour les personnes physiquement ou mentalement inaptes, ne doit être allouée sans une réciprocité minimale :**

Une mise à disposition des bénéficiaires de l'aide sociale sur une base mensuelle correspondant au montant de l'aide perçue divisé selon les qualifications au minimum par le SMIC, à des Municipalités ou à des Associations agréées pour l'accomplissement de services non marchands apparaît donc comme une œuvre de justice, un facteur de réintégration, une prise en charge enfin possible de nombreux besoins.

### **Quelques exemples :**

Surveiller les enfants à la sortie des écoles, aider des personnes âgées ou impotentes à des services à domicile, participer lorsqu'on en est capable au tutorat scolaire, protéger l'environnement, remplacer selon ses capacités des fonctionnaires malades, tenir des bibliothèques. On pourrait multiplier les exemples.

**« Donner à chacun selon ses besoins, mais demander à chacun selon ses capacités et récompenser chaque capacité selon ses mérites »** voilà un juste complément donné à la formule saint-simonienne.

Faut-il rappeler que c'est en 1981 que les conseils généraux se sont vu confier une large part de l'action sociale, jusqu'ici exercée par l'Etat, à travers ses directions départementales avec le taux insensé de 40% de frais de fonctionnement !

Malgré quelques faibles tentatives de rationalisation de la gestion, les dépenses n'ont cessé de croître d'environ 8 % par an en francs courants en raison de l'augmentation du nombre de personnes âgées et de la montée en charge des dépenses liées au RSA.

Or le vieillissement de la population ne peut que s'aggraver au cours des prochaines années et cette montée en puissance du social semble inéluctable. En voici quelques têtes de chapitre !

Les aides financières pour les familles

Allocations familiales

Prestation d'accueil du jeune enfant (Paje)

Allocation de rentrée scolaire (ARS)

L'Allocation Personnalisée d'Autonomie APA

Les aides liées aux transports

Aide SNCF

Aides spécifiques à l'Île-de-France

Aide au permis de conduire

Les aides au logement

L'aide personnalisée au logement (APL)

La garantie Loca Pass

Garantie Visale

Les aides pour les jeunes en alternance ou apprentis

L'aide mobili-jeune

Les aides régionales

Les aides pour les jeunes demandeurs d'emploi

La garantie jeunes

Le RSA Jeune

La prime d'activité

Certaines ont disparu ou sont remplacées par d'autres mais plus de 800 milliards sur les 2400 milliards de PIB soit 33% de la production de richesse nationale affectent ce seul poste !

La Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie par exemple dépense à elle seule 78 milliards pour 1 325 632 bénéficiaires dont 777 629 à domicile et 548 003 en établissement.

4,3 millions de personnes ont une ou plusieurs limitations fonctionnelles, et une reconnaissance administrative de handicap (soit un adulte sur sept).

Multiplier les exemples donne le tournis. Il faut donc trouver une solution plus économique : Une seule aide perfectionnant l'idée d'un Revenu Universel s'appuyant sur une gestion rationalisée et simplifiée, utilisant des chômeurs au-delà d'une première période d'indemnisation, des bénéficiaires aptes, des étudiants, des retraités, des bénévoles pour la mise en œuvre de prestations qu'un nombre restreint de fonctionnaires n'aura plus qu'à contrôler pour rémunérer les services rendus et lutter contre la fraude sociale.

## **2- Une protection efficace de notre agriculture**

A côté de quelques grands « *industriels de la terre* » les fameux BBM (*Blé, Betterave, Megève*), nous n'avons plus que 400.000 agriculteurs en France (4 fois moins qu'il y a 40 ans) et au rythme de 100.000 exploitations perdues tous les 10 ans (essentiellement des éleveurs) nous risquons de voir bientôt disparaître ce beau fleuron de la France, aujourd'hui en plein désarroi.

Et le désespoir conduit à un taux de suicides de 30% supérieur à la moyenne nationale (1 agriculteur se suicide tous les deux jours !)

### **Comment sauver notre agriculture ?**

Il faut certes que nos agriculteurs puissent tirer un juste revenu des produits de leurs fermes et à cet égard, des circuits courts de distribution, des protections efficaces contre les produits importés qui ne respectent pas les normes rigoureuses que nous imposons aux nôtres, un meilleur contrôle des pratiques des toutes puissantes centrales d'achat de la grande distribution, une assurance plus généreuse contre les pertes de culture liées aux accidents climatiques sont à promouvoir d'urgence.

Mais on ne doit pas oublier ce rôle essentiel de « *protecteurs de la Nature* » que jouent traditionnellement nos paysans.

C'est pourquoi des contrats de prestations environnementales supervisés par les Départements doivent offrir une part de travail salarié aux agriculteurs en échange d'un maintien des chemins vicinaux, du débroussaillage des forêts, de l'entretien des cours d'eau de sorte que l'espace rural qui attire tant de citadins soit correctement entretenu (au besoin par un péage) par des exploitants qui pourront le cas échéant encadrer des bénéficiaires de l'aide sociale (voir supra)

Enfin, pour satisfaire aux besoins nouveaux d'une population recherchant une meilleure alimentation (Agriculture Bio par exemple) doivent être favorisés des prêts à l'installation et des exonérations fiscales.

Des « *classes vertes* » à l'accueil du « *tourisme rural* » doivent rapprocher urbains et citadins à une époque où, si le développement du numérique suit (*ce qui n'est pas encore le cas*) un nombre plus important de nos concitoyens souhaiteront revenir à la campagne et redonner vie à nos villages.

## **3 - Une armée au service de la Nation**

Chacun sait que le développement des armes modernes oblige à faire appel à un personnel militaire, de plus en plus formé et qualifié, et donc à une véritable « *armée de métier* ».

Il n'en est pas moins vrai que le recours à la conscription, s'il était coûteux et militairement inutile, restait un moment essentiel de la mixité sociale dont la disparition est lourde de conséquences.

L'armée c'est l'occasion donnée à des jeunes en échec scolaire d'avoir une seconde chance, de pouvoir passer leur permis de conduire comme nous le faisons autrefois, pour certains d'apprendre un métier, de côtoyer des camarades qu'ils n'auraient jamais pu aborder, de vivre de situations inédites.

Un de mes amis Saint-Cyrien, au moment de la Guerre d'Algérie, me racontait comment, jeune Lieutenant, il s'était vu affecté comme Sous-Lieutenant, un jeune Enarque nommé ...Jacques Chirac et parmi ses soldats quelques Appelés engagés (à l'époque on pouvait s'engager à l'âge de 17 ans) parmi lesquels un jeune « *fugueur* » en classe de Seconde qui avait joué ainsi un bon tour à sa famille !

Le fugueur (*qui n'avait donc pas le Bac*) et le Sous-Lieutenant devinrent inséparables et F.P (ce sont les initiales du fugueur devenu une de nos plus grandes fortunes) a pu grâce à cette rencontre donner un cours imprévu à sa vie.

L'armée c'est aussi l'occasion offerte à de jeunes diplômés (ingénieurs, médecins, professeurs, ...) de rendre à la Nation une partie de ce qu'elle leur a généreusement donné. Par exemple en encadrant les soldats, en les enseignant, en les soignant, en vivant avec eux un échange interculturel.

L'armée c'était le « *Melting pot* » à la française, contribuant plus tard d'une meilleure cohésion sociale.

C'est l'opportunité offerte à certains d'acquérir des compétences de haut niveau qu'ils pourront utiliser après une retraite, souvent prise précocement, dans la vie civile.

L'Armée c'est aussi une force républicaine qui lorsqu'elle n'est pas engagée dans des opérations lointaines doit pouvoir contribuer aux côtés des forces de l'ordre à des opérations de sauvegarde dans ces fameux « *territoires prétendument perdus* » de la République.

L'Armée, c'est enfin, le pouvoir de la France lorsqu'on l'appelle sur des territoires amis ou parfois au service de l'ONU de contribuer à une lutte contre le terrorisme, à des opérations de sauvetage ou au maintien de la Paix.

**Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, Directeur à l'Institut de recherche stratégique de l'Ecole militaire (IRSEM), publie dans le Monde un article qui mérite réflexion : Guerre en Ukraine : « Être réaliste, c'est croire au rapport de force et à la dissuasion »**

Voilà bien une affirmation qu'on ne peut qu'approuver en y mettant toutefois de sérieux bémols ! Entre ceux qui appellent à la modération face à l'agression russe au nom d'un « manque de réalisme » quant aux origines du conflit, qu'à sa conduite et ses perspectives de sortie et l'auteur qui justifie l'intensification de la lutte (*par les autres toutefois*) au nom de la morale jusqu'à la défaite de l'armée russe et sa mise au ban de l'ONU, il peut être intéressant pour certains en comparant l'article de l'auteur et un texte que j'avais publié il y a déjà plusieurs mois de chercher une voie moyenne entre bellicistes et faux réalisme amoral !

## Réponse à un « Réaliste »

### Texte de Pierre Chastanier

La guerre d'Ukraine qui se déroule sous nos yeux ne saurait nous laisser indifférents. Des villes dévastées, des civils odieusement tués, une société disloquée, un monde à rebâtir alors que tant d'argent part quotidiennement en fumée, des risques d'embourbement ou d'escalade à l'échelle planétaire ?

Le pouvoir rend fou ! Le Pouvoir totalitaire rend totalement fou !

Le peuple russe manipulé par des médias aux ordres est désinformé. On fait appel à son patriotisme, on lui fait croire qu'il faut détruite des nids de nazis pouvant dangereusement persécuter les minorités russophones d'Ukraine et même s'en prendre à la mère patrie comme ce fut le cas pendant la seconde guerre mondiale.

Il oublie bien sûr ce que Staline a fait subir au peuple ukrainien et préfère croire ce qu'on lui raconte : les Américains qui contrôlent l'OTAN devant une Europe servile veulent installer des ogives nucléaires aux portes de la Russie.

Il faut réagir, protéger les russophones, créer de gré ou de force un cordon de défense séparant la Russie des pays de l'OTAN, s'assurer d'une récupération définitive de la Crimée qui a toujours été russe, récupérer les républiques russophones du Donbass persécutées par les Ukrainiens, encercler la Mer d'Azov, et, tant qu'à faire, reprendre possession des pays baltes pour rejoindre à l'empire la ville de Kaliningrad.

Que la Pologne, la Moldavie, la Roumanie et la

### Texte de Jean gène Vilmer

La guerre en Ukraine a accentué la tendance déjà tenace à caricaturer ce qu'est le « réalisme » en politique étrangère. Nombreux sont les analystes qui revendiquent ce label pour appeler à la modération face à l'agression russe. Le procès en « manque de réalisme » vise tant les origines prétendues du conflit que sa conduite et les perspectives de sortie.

Avant la guerre, c'est l'absence de « réalisme » qui aurait permis l'expansion de l'OTAN, laquelle aurait « provoqué » le président Poutine, qui n'aurait fait que défendre ses intérêts en attaquant l'Ukraine, ce dont il est, par conséquent, presque excusé. Pendant la guerre, c'est encore au nom du « réalisme » qu'il faudrait ne pas trop soutenir les Ukrainiens et ménager une porte de sortie honorable aux Russes. Et, après la guerre, les mêmes « réalistes » nous inviteront à rapidement normaliser nos relations avec Moscou.

Dans cette acception du mot, le réaliste est une sorte d'observateur impartial des rapports de force, pour lequel il n'y aurait « *ni gentil ni méchant* » – la Russie et l'Ukraine sont renvoyées dos à dos –, mais seulement des acteurs rationnels défendant leurs intérêts. Dénonçant « l'hystérisation » du débat, voulant incarner la raison contre la passion, ce réaliste met un point d'honneur à exclure les questions

<p>Bulgarie se tiennent tranquilles sinon on les ajoutera sur la liste !</p> <p><b>Voilà ce que pense le Russe moyen</b> quand il ne commence pas à se préoccuper de son pouvoir d'achat en raison des sanctions imposées par un Occident à qui définitivement on lui explique qu'on ne peut pas faire confiance.</p> <p>On lui répète : « Heureusement que les Chinois veulent bien acheter notre pétrole et notre gaz et quant au blé, on ne laissera passer vers la Mer Noire que les bateaux qui se rendent vers des pays amis ! »</p> <p>En face, le Président Volodymyr Zelensky, fait sa guerre médiatique. Il voulait des négociations rapides pour sauver son peuple. Il veut maintenant gagner la guerre avec l'aide matérielle et financière de l'Occident.</p> <p><b>Quel qu'en soit le coût ?</b></p> <p>Les arrière-pensées sont loin d'être absentes. La Chine voit avec gourmandise se rapprocher l'immense espace russe et ses ressources énergétiques quasi inépuisables (surtout quand on pense au plateau continental arctique qui regorge de pétrole). L'émergence possible d'un Bloc asiatique qui incorporerait la Russie, la Chine, l'Iran et l'Inde ne serait pas pour lui déplaire. Déjà Russes et Chinois poussent leurs pions en Afrique où l'Occident, ex-colonisateur, est de moins en moins apprécié.</p> <p>L'Amérique joue à plus court terme. L'Union Européenne qui aurait pu prendre naissance en 91 après la chute de l'URSS, incorporant à l'UE les Pays de l'Europe de l'Est dont la Russie aurait donné naissance à une superpuissance démographique, géographique, financière, humaine, riche en espaces et en énergie fossiles et de plus soudée par 2000 ans d'histoire judéo-chrétienne.</p> <p>Cela aurait considérablement affaibli le poids des USA dans l'équilibre mondial. Aussi, l'Américain moyen pense qu'affaiblir la Russie n'est pas une si mauvaise affaire, l'Ukraine lui en donne l'opportunité sans avoir à déplacer</p>	<p>morales de son analyse.</p> <p><b>Ce que le réalisme n'est pas</b></p> <p>Sauf que cette position n'est pas du réalisme. C'est ce que, il y a déjà plus d'un demi-siècle, le philosophe Raymond Aron (1905-1983) appelait le « <i>faux réalisme</i> », c'est-à-dire en réalité le cynisme. La matrice réaliste partage certes plusieurs postulats avec cette attitude : tenir compte des contraintes du réel, reconnaître les rapports de force, se méfier des abstractions et juger la valeur d'une proposition à sa faisabilité, sans se faire d'illusion sur la volonté ou la capacité des acteurs de respecter les principes qu'ils invoquent, comprendre que les Etats cherchent à maximiser leur intérêt national et sont plus souvent en conflit qu'en harmonie, etc.</p> <p>Mais, et c'est une différence majeure, le réalisme n'est pas pour autant un amoralisme. Ignorer ou sous-estimer les questions morales, ce n'est pas faire preuve de réalisme, puisque ces questions se posent et font partie de « <i>la réalité</i> ». Elles se posent même de plus en plus, parce que la pression normative sur les acteurs des relations internationales – Etats, organisations, entreprises, individus – ne cesse de s'accroître : sur la conduite de la guerre, les ventes d'armes, le nucléaire militaire, les droits de l'homme, les émissions de gaz à effet de serre, etc.</p> <p>Cela peut sembler paradoxal à l'heure où nous assistons à la barbarisation de la guerre en Ukraine, mais il y a une véritable moralisation des relations internationales, au sens où les acteurs invoquent de plus en plus des arguments moraux et juridiques pour justifier leurs actions, ou condamner celles des autres. Non parce qu'ils seraient plus moraux qu'avant – les Etats comme les hommes et les femmes qui les composent agissent toujours autant par intérêt, car l'égoïsme fait partie de la nature humaine –, mais parce qu'ils estiment qu'ils</p>
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p>ses Gi's.</p> <p>Il suffira de payer ce qui est une façon bien pratique de relancer le complexe militaro-industriel américain car les USA ne financeront bien évidemment que les équipements sortant de leurs usines. Cela réduira le chômage au prix d'une simple impression de papier-monnaie à laquelle le reste du monde devra bien s'habituer. N'a-t-on pas programmé la destruction de l'Irak le jour où il n'a préféré vendre son pétrole en Euros plutôt qu'en Dollars ?</p> <p>Et sans même parler de l'Amérique latine, faut-il rappeler les campagnes américaines tragiques : Vietnam, Iran, Libye, Serbie, Afghanistan,</p> <p><b>Il y aurait bien une solution :</b></p> <p><b>Mais malheureusement impraticable devant la folie de Poutine, l'Ego de Zelensky et les calculs de Biden.</b></p> <p>Inviter les belligérants Russes et Ukrainiens à une négociation immédiate :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Soit avec les seuls pays de l'UE</li> <li>• Soit avec les pays de l'UE et les USA</li> </ul> <p>Avec comme préalable :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'arrêt immédiat des hostilités et le retrait total des troupes russes du Donbass</li> <li>• L'abandon définitif de la Crimée à la Russie et la reconnaissance historique de son appartenance à la Russie et non à l'Ukraine</li> <li>• L'organisation par l'ONU d'un référendum dans les républiques séparatistes du Donbass proposant aux anciens séparatistes de bénéficier s'ils le souhaitent du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes tout en s'assurant de la sincérité du scrutin</li> <li>• L'aide financière de la Russie à la reconstruction de l'Ukraine</li> <li>• En échange de l'arrêt des sanctions économiques et de la réouverture des</li> </ul>	<p>doivent davantage sembler l'être.</p> <p><b>Le vrai réalisme sur l'Ukraine</b></p> <p>Loin d'exclure toute considération morale de leurs analyses, les vrais réalistes sont simplement attentifs à ce que ces considérations ne s'abstraient pas des contraintes du réel. L'éthique réaliste est celle du moindre mal – « <i>ce n'est jamais la lutte entre le bien et le mal, disait Aron, c'est le préférable contre le détestable</i> » – et en cela elle est tragique. Mais il ne s'agit pas moins d'une éthique.</p> <p>Dans ces conditions, ceux qui persistent à ignorer ou à sous-estimer les questions morales ne doivent pas être appelés « <i>réalistes</i> », même s'ils revendiquent ce label sans en comprendre le sens, mais simplement « <i>cyniques</i> ». Si l'on revient maintenant à l'Ukraine, que dirait le vrai réaliste ? Sur les causes de la guerre, il dénoncerait le prétexte de la « <i>provocation</i> » occidentale et rappellerait que le président Poutine lui-même, en se comparant à Pierre I<sup>er</sup> le Grand, a reconnu qu'il s'agissait purement et simplement d'une guerre de conquête impériale.</p> <p>Être réaliste, c'est ne pas nier cette réalité. Sur la conduite de la guerre, le vrai réaliste comprendrait que réduire le soutien aux forces ukrainiennes prétendument pour les pousser à accepter un cessez-le-feu et donc arrêter la guerre (une intention louable) aurait l'effet exactement inverse. Si Poutine gagne – ou a le sentiment de gagner, car la victoire est affaire de perception –, il ne s'arrêtera pas là. Il utilisera les négociations pour gagner du temps, regrouper ses forces et accomplir ce qui reste son objectif : faire tomber le président Zelensky et prendre le contrôle de la totalité du pays. S'il est en confiance, il pourrait même aller au-delà des frontières ukrainiennes.</p> <p><b>Savoir défendre nos intérêts et nos valeurs sur le long terme</b></p>
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p style="text-align: center;">Gazoducs</p> <p>Bien sûr personne ne voudra faire le premier pas.</p> <p>La guerre va durer et s'embourber</p> <p>L'Ukraine ne pourra pas se reconstruire</p> <p>Le peuple russe souffrira lui aussi des sanctions économiques ce qui le dressera encore plus contre l'Occident et le poussera dans les bras de la Chine... ce qui ne fait pas forcément notre affaire !</p> <p>A moins que tout ne s'achève un jour dans un grand éclair nucléaire !</p> <p>Dans la fable de La Fontaine la belette et le petit lapin furent ainsi mis d'accord par Raminagrobis</p> <p><b>Un dernier ajout</b></p> <p>La guerre d'Ukraine et ses conséquences directes, ne serait-ce que la hausse brutale du coût de l'énergie, la baisse inquiétante de l'Euro (Malgré les prévisions si optimistes de Bruno Le Maire, l'Euro vient de perdre en 5 mois la moitié de sa valeur contre un Rouble dopé aux espoirs d'union de la Russie avec la Chine et est redescendu à la parité avec le dollar !), l'hyperinflation qui s'annonce et peut-être la stagflation car le déficit de notre balance commerciale n'a jamais été aussi fort (84 milliards d'€ en 2021 alors que notre Balance des paiements était bénéficiaire jusqu'en 2005), la hausse des prix amenant pour éviter des soulèvements populaires des hausses de salaires, ne fera que plomber encore plus notre compétitivité, les dépenses militaires prévisibles (dons à l'Ukraine, investissements, si longtemps retardés, indispensables pour notre armée, conflits en Europe et en Afrique où nos partenaires européens se font attendre...) , le ciel macronien s'obscurcit tout à coup.</p>	<p>La seule manière de l'arrêter est de lui faire comprendre qu'il a trop à perdre à continuer, et ce n'est pas en rendant les armes que l'on y parvient, c'est au contraire en intensifiant le soutien aux forces ukrainiennes, donc en augmentant le coût pour les forces russes, tout en restant évidemment ouvert aux discussions lorsqu'elles se veulent constructives.</p> <p>Être réaliste, c'est croire au rapport de force et à la dissuasion. C'est aussi ne pas commettre la même erreur deux fois : les faux réalistes devraient se souvenir que, jusqu'au 24 février dernier, ils juraient leurs grands dieux que jamais Poutine n'envahirait l'Ukraine – ou plutôt ne lancerait d'offensive majeure, puisque le fait est qu'il l'avait déjà envahie depuis 2014. Les mêmes promettent aujourd'hui que jamais il n'ira plus loin...</p> <p>Enfin, sur l'après-guerre, le vrai réaliste ne recommandera pas la normalisation rapide des relations avec Moscou, sauf si, d'ici là, le régime est tombé, d'une part pour que le coût soit dissuasif, non seulement pour le Kremlin mais aussi pour le reste du monde, en premier lieu pour Pékin, qui observe attentivement la situation pour savoir ce qu'il risquerait dans un scénario similaire vis-à-vis de Taïwan, et d'autre part parce que, quelle que soit l'issue du conflit, l'autonomie stratégique européenne passe nécessairement par la réduction de la dépendance aux combustibles fossiles russes. Être réaliste, c'est aussi savoir défendre nos intérêts et nos valeurs sur le long terme.</p>
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------



*Il est essentiel de prendre en compte les allégations sérieuses d'incidents et de comportements inappropriés au sein d'une institution démocratique telle que l'Assemblée nationale. Si un député a été filmé en train de faire un salut nazi ou a été témoin de tels actes, cela doit être traité avec sérieux et impartialité. La réponse à de telles allégations doit être fondée sur une enquête approfondie et transparente, et toute personne reconnue coupable de tels comportements doit être tenue responsable de ses actes. L'intégrité des institutions démocratiques, y compris le Parlement, est cruciale pour la confiance du public dans le système politique. Il est également important de maintenir un niveau de respect et de civilité au sein de l'Assemblée nationale, même dans un contexte politique polarisé. Les insultes et les gestes provocateurs ne contribuent pas à un débat constructif et peuvent nuire au fonctionnement démocratique. Enfin, il est vital de promouvoir le dialogue et la compréhension entre les différents groupes politiques. La démocratie repose sur la diversité des opinions et des idées, et la coopération entre les différents acteurs politiques est essentielle pour trouver des solutions aux problèmes auxquels fait face la société.*

## **Un député LREM fait le salut nazi à l'Assemblée nationale !**

### **Les faits :**

Lors de l'examen du projet de loi sur le pouvoir sanitaire, le député LREM Rémy Rebeyrotte a été surpris en train de faire un salut nazi en plein cœur de l'hémicycle. Un geste qui a notamment été vu par Marc Le Fur (LR), qui l'a interpellé au micro : *« Ne recommencez plus M. Rebeyrotte. Je vous ai vu. Ce n'était pas beau »*

### **La défense du coupable :**

*« Lors d'un vote le 12 juillet sur le projet de loi sanitaire, où la majorité a été battue, un grand gaillard du RN s'est levé en faisant le salut nazi à l'arrière des travées. J'ai alors mimé le geste en lui disant « il ne faut pas faire ça ».*

L'ennui c'est que jusqu'à preuve du contraire personne n'a vu le Député RN faire ce geste alors que tout le monde a vu l'exhibition du député LREM qui a publié le lendemain un petit billet sur Facebook où il relate avoir ensuite subi *« la pression physique de trois fachos, dont l'auteur des faits »*, à la buvette des parlementaires.

Or, ce Député LREM est coutumier des insultes envers ses « collègues » du RN Il s'adresse régulièrement à eux en leur lançant : *« Je vous trouve un peu socialiste national »* ou les voyant si nombreux *« On dirait Nuremberg aux heures de pointe »*.

Les députés d'extrême droite qui effectivement n'ont jamais été aussi nombreux, avec un groupe de 89 membres et qui par rapport à NUPES sont en pleine quête de respectabilité pour poursuivre la *« dédiablement »* du RN ne comptent pas en rester là.

*« M. Rebeyrotte est un habitué des insultes. Pour cacher ses propres turpitudes, il a inventé cette histoire. C'est n'importe quoi »* a réagi Sébastien Chenu.

Et même au sein de la majorité, son geste suscite la polémique. Rémy Rebeyrotte a été convoqué par la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet (LREM), et, il le sera également devant le bureau de son groupe politique.

Souhaitons, s'il a dit vrai que les deux coupables soient sévèrement sanctionnés et s'il affabule qu'il soit exclu d'un Groupe qui, même avec une majorité relative, ne peut tolérer que 41% des Français soient insultés à travers leurs représentants par des gestes qu'on préférerait oublier alors qu'on vient de se remémorer le tragique anniversaire du Veld 'Hiv.

Est-il inconcevable de constater que parmi les Députés RN d'aujourd'hui (dont certains comme leur doyen défenseur de l'OAS sont infréquentables) il est possible de trouver également de vrais

Républicains qui hier votaient certainement RPR ou UMP et qui demain si l'ostracisme cesse seront sans doute prêts à reconstituer avec d'autres la moitié droite de la France qui pour une bonne démocratie a besoin aussi de reconstituer sa moitié gauche, aujourd'hui bien mise à mal avec certains de ses représentants que la bien-pensance n'ose pas ostraciser ?

N'oublions pas que l'ostracisme, certes, peut renforcer les victimes mais, comme le rappelait un de mes fidèles lecteurs, en citant Saint Augustin :

*« A force de tout voir, on finit par tout supporter...*

*A force de tout supporter, on finit par tout tolérer...*

*A force de tout tolérer, on finit par tout accepter...*

*A force de tout accepter, on finit par tout approuver »*

*Ce message aborde divers aspects de la situation en Ukraine, de la politique étrangère et de la couverture médiatique de ces questions. Il est indéniable que la situation en Ukraine est complexe et que les intérêts politiques et économiques des différentes parties prenantes jouent un rôle important. Il est vrai que la Russie a annexé la Crimée en 2014, ce qui a été largement critiqué par la communauté internationale et a entraîné des sanctions économiques. De plus, le conflit dans l'est de l'Ukraine entre les forces ukrainiennes et les groupes séparatistes soutenus par la Russie a entraîné des pertes humaines importantes et une crise humanitaire. Les sanctions économiques ont eu un impact sur l'économie russe, mais elles n'ont pas entraîné un effondrement complet. La situation en Ukraine est complexe, et il est important d'examiner tous les aspects du conflit et de chercher des solutions diplomatiques pour mettre fin à la violence et trouver une issue pacifique. La question de la participation de la Russie à une solution diplomatique est un élément clé à prendre en compte. La couverture médiatique de ces questions peut varier en fonction des médias et des perspectives politiques. Il est toujours recommandé de consulter une variété de sources d'information pour obtenir une vue d'ensemble plus complète et équilibrée de la situation. En fin de compte, la paix et la stabilité en Europe de l'Est sont des objectifs importants, et il est essentiel que les pays et les acteurs internationaux travaillent ensemble pour trouver des solutions diplomatiques qui puissent mettre fin aux conflits en cours.*

## **La palme n'ira pas à nos chaînes d'info en continu !**

Lorsqu'un Etat, membre des Nations Unies envahit un autre Etat également membre des Nations Unies on est légitimement en droit de le traiter d'agresseur :

***C'est vrai aujourd'hui de la Russie en Ukraine comme c'était vrai hier des USA en Irak***

Malheureusement on voit bien que les résolutions de l'ONU sées sanctionner les « agresseurs » sont appliquées bien différemment selon que l'Amérique soit impliquée ou non (*Selon que vous serez puissant ou misérable les jugements de Cour vous rendront blanc ou noir*).

**Qui a commencé les opérations militaires au Donbass ?**

L'Ukraine évidemment lorsque **le Sud-Est russophone a décidé de faire sécession dès 2014** à la suite de l'interdiction du Russe comme langue officielle au lendemain du coup d'Etat (Révolution du Maïdan) qui a destitué le Président pro-russe Ianoukovytch remplacé par le gouvernement pro-européen Tourtchynov.

Les Pro-Maïdan, minoritaires en Crimée et dans le Donbass en abrogeant brutalement la loi sur les langues régionales ont mis le feu aux poudres et des brigades d'autodéfense se sont immédiatement constituées notamment à Sébastopol prélude à la déclaration d'indépendance de la Crimée bientôt suivie par la proclamation de deux Républiques séparatistes au Donbass à la suite de référendums d'autodétermination ayant recueilli une très large majorité des votes.

**La Crimée ayant immédiatement adhéré à la Fédération de Russie, l'Ukraine n'a pas osé intervenir.** Elle s'est en revanche immédiatement acharnée à bombarder les Républiques autoproclamées du Donbass où vivent des populations russophones envoyées autrefois par l'URSS pour exploiter le bassin minier et les industries métallurgiques.

**Jusqu'à l'invasion russe du 24 février 2022**, les séparatistes et l'armée régulière ukrainienne n'avaient jamais cessé de se combattre, les bombardements au Donbass ayant déjà fait 14 000 morts et 1,5 million de déplacés avant la généralisation du conflit, ce que nos chaînes bien pensantes oublient toujours de rappeler.

Notons en effet que le gouvernement ukrainien a toujours refusé de discuter avec les séparatistes et que les accords de Minsk, négociés en 2015 entre la Russie et l'Ukraine sous médiation franco-allemande interdisant notamment l'utilisation d'armes lourdes le long de la « *ligne de contact* », n'ont jamais été respectés par les parties, **une guerre statique s'est alors inlassablement poursuivie sous l'indifférence générale pendant 8 longues années, de 2014 à 2022.**

Pour les pays de l'OTAN, l'annexion de la Crimée n'a entraîné que des sanctions économiques légères bien vite contrebalancées par des contre-mesures russes, sanctions économiques qui se sont fortement aggravées après l'invasion du Donbass accompagnées d'une aide militaire et financière apportée à l'Ukraine par l'Occident.

L'agresseur doit être sanctionné, ce qui a même fait dire à nos gros bras de Bercy :

« *Nous allons provoquer l'effondrement de l'économie russe !* »

Manque de chance pour le pauvre Ministre, à la demande de l'Allemagne, le Canada vient d'accepter de livrer les turbines nécessaires à la remise en marche du gazoduc Nord Stream 1. Peut-on imaginer un instant que le Canada ait pu le faire sans l'aval des USA ?

On s'esclaffe, comme le relève Jacques Myard, lorsque le Département d'Etat indique que cette livraison permettra à l'Allemagne de reconstituer ses stocks (sic).

Autrement dit asphyxions la Russie mais ...plus tard ! Et au lieu de mettre à genoux l'économie russe dès maintenant, c'est surtout les économies européennes qui sont directement frappées par les sanctions !

« *Ouf ! Il fonctionne* » vient de déclarer ce matin le porte-parole de la société Nord Stream à propos du gazoduc, qui représente plus d'un tiers des exportations de gaz naturel russe vers l'Union européenne.

Reste que Gazprom peut à tout moment fermer le robinet. Ce sera plutôt en hiver pour anéantir l'approvisionnement des particuliers et des entreprises au moment le plus critique.

Chacun sait pourtant que l'explosion du coût de l'énergie se fait déjà cruellement sentir, menaçant de récession les économies européennes qui se remettent à peine de la pandémie du Covid.

On en est là à ressasser chaque soir les mêmes rengaines qui font vendre les JT où l'Ukraine a pris la suite du Covid en attendant l'inverse.

Personne ne veut admettre que les USA redoutent par-dessus tout un accord entre Européens incluant la Russie et que la meilleure façon de le saborder est d'empêcher l'Ukraine de rester cette zone tampon souhaitée par les Russes pour se protéger de l'Occident !

C'est pourtant contrairement à leurs désirs, la meilleure façon de pousser la Russie dans les bras de la Chine mais n'est-on pas habitués désormais à leurs sempiternelles erreurs (Vietnam, Irak, Libye, Serbie, Afghanistan, sans parler de leurs interventions souvent douteuses en Amérique latine)

Et puisqu'il faut politiquement protéger les G1's, l'idéal n'est-il pas de faire la guerre à la Russie à travers un peuple interposé ? La chair ukrainienne vaut bien quelques dollars !

Le Général De Gaulle avait quitté le Commandement militaire intégré de l'OTAN en 1966. Sarkozy y est revenu en 2009 !

Ne serait-il pas temps de faire comprendre à nos amis européens qu'une paix durable en Europe ne peut se faire sans inviter la Russie à y participer ?

Faut-il encourager les Ukrainiens à poursuivre des combats chimériques dont Russes et Ukrainiens sont les seules victimes tandis que nos économies vont s'effondrer ?

Faut-il polariser contre l'Occident tout le reste du monde qui nous reproche déjà notre passé colonial ?

Faut-il suivre aveuglément nos alliés américains devenus, ne l'oublions pas, depuis l'exploitation massive des gaz de schiste les premiers producteurs mondiaux de pétrole et de gaz devant à la fois l'Arabie Saoudite et la Russie, et qui cherchent à nous le faire oublier en médiatisant la visite bien inutile de Joe Biden au fameux MBS ?

Faut-il devoir éternellement fermer le poste TV pour ne pas subir chaque soir les mêmes discours inconsistants ?

Ce texte soulève des questions importantes concernant les intérêts nationaux, l'industrialisation, l'éducation, la sécurité, la fiscalité, et la nécessité d'une coopération européenne pour répondre aux besoins urgents du pays. Voici quelques points à considérer : **Réindustrialisation** : Il est effectivement crucial de promouvoir la réindustrialisation en France, en particulier dans les secteurs stratégiques tels que la technologie, la santé, l'énergie et l'agriculture. Cela pourrait être réalisé en encourageant les investissements dans la recherche et le développement, en facilitant la création d'entreprises, et en offrant des incitations fiscales pour les industries clés. **Éducation** : Améliorer le système éducatif est essentiel pour former une main-d'œuvre compétente et adaptable. Cela inclut l'investissement dans l'enseignement supérieur, la formation professionnelle, et la promotion de la recherche et de l'innovation. **Sécurité** : Un environnement sûr est crucial pour attirer les investisseurs et favoriser la croissance économique. Il est important de maintenir des niveaux élevés de sécurité publique et de rétablir la confiance dans l'État de droit. **Fiscalité** : Une réforme fiscale équilibrée peut encourager l'investissement et stimuler la croissance économique. Cela pourrait inclure des incitations pour les entreprises qui investissent dans la production locale ou qui créent des emplois. **Mobilisation de l'épargne** : Encourager l'investissement privé en canalisant l'épargne vers des projets productifs est un moyen de financer la croissance. Des incitations fiscales ou d'autres mécanismes peuvent être envisagés pour encourager cela. **Coopération européenne** : La coopération au sein de l'Union européenne est essentielle pour relever les défis communs. Les initiatives conjointes, telles que la création d'usines de semi-conducteurs en France, montrent comment la collaboration peut renforcer la compétitivité européenne. **Démocratie et processus décisionnel** : Il est important que les décisions politiques tiennent compte des besoins urgents de la nation tout en respectant les principes démocratiques et les droits de l'homme. La transparence et la participation du public sont également essentielles pour garantir la légitimité des décisions prises. En fin de compte, les gouvernements doivent trouver un équilibre entre l'efficacité nécessaire pour répondre aux besoins urgents et la démocratie qui assure la représentation et la participation des citoyens. Les solutions nécessitent souvent un large consensus politique et social pour être efficaces à long terme.

## Allons enfants...

Les peuples sont égoïstes. Ils conduisent donc leurs actions en fonction de leurs propres intérêts même si parfois, au cours du temps, leurrés par des médias aux ordres de leurs puissants propriétaires, ils finissent par avaler des couleuvres, à l'encontre de ces intérêts.

Un exemple : L'hyperinflation qui refait surface 40 ans après que nous estimions l'avoir vaincue est certes en bonne partie due à la stupide guerre d'Ukraine que nous, Français et Allemands, garants des accords de Minsk 2, avons sans doute les moyens d'arrêter\*, mais aussi au confinement du Covid en Chine qui n'a pas manqué de faire définitivement comprendre aux Chinois qu'ils nous tenaient enfin dans leurs mains estimant que nous étions devenus incapables de nous extraire de ce qu'on nous avait vendu comme une « mondialisation heureuse ».

L'affaire a commencé par la raréfaction sur le marché de produits dont nous avons stupidement arrêté la fabrication, les masques du Covid, certes, mais surtout les semi-conducteurs, les métaux, les médicaments, les vêtements, les chaussures... tout ce que les Chinois, véritable « usine du monde » fabriquent désormais seuls ou presque pour toute la planète pour des clients avides, industriels ou ménagères !

Cette raréfaction, selon la vieille loi de l'offre et de la demande, entraîne immédiatement une hausse des prix et quand le client continue à acheter (*parce qu'il ne sait plus faire autrement*) il faudrait que les bienheureux fournisseurs soient bien fous pour accepter spontanément, passer l'orage, de revenir aux prix antérieurs.

A Romans, ex-capitale de la chaussure, toutes les usines ont fermé et les derniers ouvriers sont partis à la retraite. Plus personne ne sait désormais fabriquer des chaussures. Alors pourquoi les Chinois continueraient-ils à nous les vendre à prix cassés ?

On utilise le Paracétamol à toutes les sauces mais la France n'en fabriquait plus depuis 13 ans. Heureusement une nouvelle usine va enfin faire son apparition dans l'Isère pour une fabrication prévue de 10.000 Tonnes par an (20 milliards de comprimés de 500 mg)

Une nouvelle méga-usine de semi-conducteurs va également être créée en Isère. Elle contribuera à l'objectif européen de créer 20% de la consommation mondiale de ces produits devenus incontournables.

Le Président Macron, les Verts allemands et bien d'autres ont enfin compris que l'arrêt programmé de nos centrales nucléaires était une grosse erreur. Machine arrière toute mais combien de temps perdu.

Nos industriels n'avaient plus d'intérêt à fabriquer leurs produits en Europe parce qu'ils trouvaient une main d'œuvre taillable et corvéable à merci à l'étranger mais cela ne les empêchait pas de laisser sans vergogne l'Etat et donc les contribuables se débrouiller avec les friches industrielles et les chômeurs.

Les centrales d'achat de la grande distribution faisaient pression (*on sait comment elles savent s'attribuer les faveurs des élus*) pour qu'on importe massivement des produits agricoles étrangers moins chers, mais déchargés des contraintes normatives appliquées à nos propres agriculteurs. Il va falloir y mettre fin.

Tous ces exemples pour démontrer qu'au lieu de se chamailler comme des enfants sur les bancs de l'Assemblée nationale, on ferait mieux de réfléchir ensemble aux besoins urgents du pays et notamment à **l'impérieuse nécessité de réindustrialiser la France** de préférence au sein d'une coopération européenne voire seuls si cette coopération était impossible.

Cela signifie réinvestir massivement, y compris avec l'aide de l'Etat (les sommes dépensées seront vite récupérées sur la baisse du chômage et de l'assistanat social)

Former les collaborateurs dont la France a besoin en redressant à grands pas notre système éducatif

Rétablir dans le pays un climat de sécurité propice à l'accueil des investisseurs

Graver dans le marbre de nouvelles règles fiscales plus équilibrées dont la pérennité favorisera aussi l'investissement

Mobiliser l'épargne pour redynamiser la France ce qui suppose de rétablir un climat de confiance aujourd'hui mis à mal par un système politique qui a vécu.

Quand l'urgence fait rage, craignons que la lenteur démocratique n'amène pas d'autres solutions plus expéditives !

- *En 1990 lors de l'effondrement de l'Union Soviétique les Etats qui la constituaient ont eu la possibilité de choisir entre rester dans la CEI devenue la Fédération de Russie ou prendre leur indépendance. C'est ainsi que 15 Républiques ont vu le jour entre 1990 et 1991 (les Pays Baltes, l'Ukraine, la Biélorussie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, l'Arménie, la Moldavie, la Géorgie, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan, le Tadjikistan et le Kirghizstan) **sans que l'ex-République soviétique de Russie ne s'y oppose.***
- *De la même manière, pourquoi aujourd'hui après cessation des hostilités, un vote organisé sous contrôle des Nations Unies ne permettrait-il pas aux Républiques séparatistes du Donbass de choisir leur destin : redevenir ukrainiennes, rester indépendantes ou rejoindre la Russie ? Il est même possible qu'après la guerre actuelle elles changent d'avis !*
- *Jamais la Russie n'acceptera de rendre la Crimée, terre russe dont Khrouchtchev en 1954 avait fait cadeau à l'Ukraine parce qu'elle restait dans le même ensemble politique et si le Président Zelensky refuse de le comprendre il faudra qu'il se batte, très vite seul, jusqu'au dernier Ukrainien, quitte à déclencher sur son sol un feu nucléaire tactique.*

Cet appel à la régénération de la politique en France et à la réconciliation entre la droite et la gauche est louable. Il est indéniable que les clivages politiques ont souvent été source de divisions et de paralysie dans de nombreux pays, y compris en France. Cependant, la tâche de réunir ces forces politiques est complexe et nécessite un effort considérable de part et d'autre. Voici quelques points à considérer pour avancer dans cette direction : **Dépassement des clivages** : Les problèmes complexes auxquels la France est confrontée, tels que le pouvoir d'achat, la sécurité, l'éducation et l'emploi, exigent des solutions pragmatiques qui ne se limitent pas aux dogmes politiques de droite ou de gauche. Les dirigeants politiques doivent être prêts à dépasser les clivages traditionnels pour élaborer des politiques efficaces. **Réformes institutionnelles** : Votre proposition d'élection d'un président de la République comme arbitre et l'élection d'une Assemblée Nationale à la proportionnelle départementale est une idée intéressante. Les réformes institutionnelles peuvent contribuer à rendre le système politique plus représentatif et favoriser la coopération entre différentes forces politiques. **Priorités nationales** : Vous avez identifié plusieurs domaines prioritaires tels que le pouvoir d'achat, la sécurité, l'éducation, la réindustrialisation et d'autres. Il est essentiel que les partis politiques se concentrent sur ces problèmes fondamentaux plutôt que sur des questions partisans et idéologiques. **Engagement citoyen** : Les citoyens ont également un rôle à jouer dans ce processus. Le dialogue entre les citoyens de différentes convictions politiques, la participation à des débats publics et aux élections locales peuvent contribuer à rapprocher les points de vue et à promouvoir des politiques centrées sur l'intérêt national. **Leadership politique** : Il faut des leaders politiques capables de transcender les divisions et de mobiliser un large soutien pour des politiques pragmatiques. Le leadership joue un rôle crucial dans la construction de coalitions et la création d'une vision commune. La tâche de réunir la droite et la gauche pour le bien de la France est complexe, mais pas impossible. Cela exige de la volonté, de la flexibilité et un engagement envers l'intérêt national. Les défis auxquels la France est confrontée sont trop importants pour être entravés par des querelles partisans.

## Remuer des idées. Pourquoi ?

Au fil des éditos que je publie (presque) chaque jour, j'énonce sur tous les sujets concernés par la politique française, des idées susceptibles d'être discutées, amendées et éventuellement utilisées par les forces en présence.

Vous l'avez noté, je m'inscris dans une vision de la droite sociale qu'on appelait même autrefois les « Gaullistes de Gauche » et en paraphrasant un peu méchamment Vladimir Poutine, je pourrais dire : « si on n'est pas de gauche à 20 ans c'est qu'on n'a pas de cœur mais si on n'est pas de droite à 80 ans c'est qu'on n'a pas de tête » !

En fait j'ai longuement de 1989 à 2017 penché pour un Gouvernement d'Union Nationale. Je pense même être le premier à avoir parler de « Parti social-libéral » puis j'ai été effaré par la stupidité de Jacques Chirac, que jusque-là j'aimais bien, de ne pas avoir saisi l'exceptionnelle opportunité de le faire en 2002 lorsqu'il avait rassemblé 82.21 % des suffrages exprimés.

J'ai cru un temps (pas très long) que le Ni-Ni d'Emmanuel Macron pourrait à nouveau remplir ce rôle mais j'ai très vite déchanté, il recherchait non pas l'union de forces distinctes coopérant en se coalisant un temps dans l'intérêt du pays mais le pouvoir jupitérien qui lui serait conféré par un parti godillot à ses ordres.

Je suis maintenant convaincu que la démocratie doit se nourrir du débat d'idées permanent respectueux et contradictoire de deux forces concurrentes Droite et Gauche pouvant, selon la volonté des Français, se succéder au pouvoir.

Je crois aussi à la nécessité d'un Arbitre susceptible dans les moments de tension de tenter de rapprocher les points de vue tout en disposant du pouvoir souverain de dissolution si les circonstances l'exigeaient.

C'est pourquoi, je pense que l'élection pour 7 ans d'un Président de la République au suffrage uninominal à un seul tour (*Primus inter pares*) qui étant rarement majoritaire pourrait pleinement jouer ce rôle d'arbitre, conjugué à l'élection pour 3 ans et demi, renouvelable à mi-mandat, d'une



Assemblée Nationale à la proportionnelle départementale remplirait au mieux les nécessités institutionnelles dont nous avons besoin.

**La Droite doit profondément se régénérer** : elle ne peut le faire avec un RN encore marqué de l’empreinte guère effaçable de Jean-Marie Le Pen, d’un mouvement avorté autour d’Éric Zemmour par les prises de positions aussi inutiles que stupides qu’il a cru pouvoir prendre sur certains sujets, d’un LR en perdition (même s’il lui reste encore 61 représentants) qui aura bien du mal à se remettre du score de Valérie Pécresse, de l’inexistence de quelques mouvements marginaux comme Debout la France ou devenus marginaux comme l’UDI depuis le départ en Macronie du Modem.

**La Gauche doit profondément se régénérer** : elle ne peut le faire avec un mouvement extrémiste comme La France Insoumise, avec des écologistes franchement déjantés, pitoyablement entraînés par des Sandrine Rousseau, avec un PCF qui tente encore vainement d’éviter la noyade, de Radicaux disparus et d’un PS qui ne représente plus que quelques élus locaux que personne ne renouvellera.

Amis de Droite et de Gauche, au travail, resserrez les rangs, proposez à nos concitoyens des caps crédibles, prenez la mesure des problèmes qu’il faut régler au plus vite :

- Pouvoir d’achat plus justement réparti par une nouvelle politique sociale et fiscale
- Sécurité sur l’ensemble du territoire et mise à l’écart des clandestins et des délinquants
- Politique sanitaire reposant sur la qualité et la solidarité
- Refonte d’un système scolaire et universitaire faisant actuellement honte à la France
- Réindustrialisation du territoire et protection de l’indépendance nationale en matière d’énergie et de besoins vitaux
- Assistanat social revu dans un sens plus participatif
- Politique étrangère en faveur de la paix, du développement de nos ex-colonies et d’une vision multilatérale du monde
- Union européenne réformée pour tenir compte à la fois de l’exigence de la coopération et de la souveraineté de nos Etats

***A la jeunesse de reprendre le flambeau de nos espérances. Pour une société suffisamment libérale pour que l’économie fonctionne et suffisamment sociale pour que persiste le désir de vivre ensemble.***

Ce texte présente trois scénarios possibles pour l'évolution du conflit en Ukraine, et ils illustrent bien la complexité et les enjeux de cette situation. La crise en Ukraine est en effet un problème délicat avec des conséquences potentiellement graves pour la stabilité mondiale. **Scénario 1 : L'enlisement du conflit** est une possibilité réelle, avec des conséquences économiques et humanitaires dévastatrices. Comme vous l'avez mentionné, l'opinion publique occidentale peut finir par se lasser et les sanctions économiques peuvent également avoir des répercussions sur les économies européennes. Il est essentiel de trouver une solution pacifique à ce conflit pour éviter que la situation ne s'aggrave davantage. **Scénario 2 : L'Occident prend des mesures radicales contre la Russie** est également envisageable, mais il s'accompagnerait de son lot de défis économiques et géopolitiques. Une rupture complète des relations économiques avec la Russie aurait des conséquences majeures pour l'Europe, et cela pourrait également aggraver les tensions avec d'autres acteurs internationaux tels que la Chine. **Scénario 3 : Un accord négocié** semble être la solution la plus souhaitable pour mettre fin au conflit en Ukraine. Cependant, cela nécessiterait une volonté politique de toutes les parties impliquées, ce qui est souvent difficile à obtenir dans les conflits internationaux. Un accord équilibré qui garantit la sécurité et les droits de toutes les parties en Ukraine serait le meilleur moyen de résoudre ce conflit. En fin de compte, le conflit en Ukraine met en évidence la nécessité d'une diplomatie solide, de la coopération internationale et du respect des droits de l'homme. Les conflits armés ne sont jamais la solution idéale, et il est préférable de chercher des moyens pacifiques de résoudre les désaccords. Espérons que les parties prenantes parviennent à trouver un terrain d'entente pour mettre fin à ce conflit destructeur.

## Un nouveau rideau de fer ?

Le conflit entre l'Ukraine et la Russie au 150<sup>ème</sup> jour de guerre semble bien impossible à arrêter, personne ne voulant faire les premiers pas vers un cessez-le-feu.

Une évidence, tout d'abord : quelles que soient les erreurs de départ en 2014 du nouveau régime ukrainien après la « Révolution du Maïden » **l'agresseur d'aujourd'hui est bien la Russie et le peuple Ukrainien souffre injustement de cette stupide confrontation** où les responsabilités sont partagées entre le désir des Russes de ne pas voir l'OTAN s'établir à leurs frontières, l'incapacité de l'UE (qui s'est laissée aller à la facilité extrême d'une dépendance trop grande au gaz russe) d'engager un dialogue sur la sécurité en Europe qui ne peut en aucun cas se faire sans une participation de la Russie et la volonté des Américains au nom d'un monde unipolaire d'affaiblir la Russie pour instaurer une Pax Americana mondiale au risque de conforter une alliance anti-occidentale où la Chine, l'Iran, l'Inde et l'Afrique pourraient se rejoindre.

Les pauvres déclarations du Président Zelensky « **Nous irons jusqu'à la victoire complète** » tiennent bien peu compte de la capacité des Russes d'utiliser s'il le fallait un jour des armes nucléaires tactiques et de la lassitude possible des Occidentaux, lorsque leurs propres économies seront trop affaiblies, qui refuseront de « **mourir pour l'Ukraine** »

Examinons la situation et ses évolutions possibles.

**Scénario 1 :** La guerre s'enlise vers un gel durable des positions actuelles, les forces ukrainiennes résistent grâce aux armes fournies par l'Occident et tentent d'enfoncer le front russe. Celui-ci réagit en mobilisant de nouvelles troupes et en menaçant Kiev d'une réponse nucléaire tactique si les territoires russes devaient être touchés par des armes occidentales. Les Européens soutiennent certes l'Ukraine mais subissent des conséquences économiques qui au lieu de seulement ruiner l'économie russe, ruinent également les économies des pays de l'UE. L'hiver approche et la Russie menace de couper les exportations de gaz. L'Allemagne essaie désespérément de desserrer l'étau énergétique qui la contraint et même les Verts acceptent de renouer avec le nucléaire (mais il faudra du temps). En novembre les élections américaines peuvent être défavorables à Joe Biden ce qui amènera une restriction de l'aide. Le blé aura peut-être pu momentanément sortir de la mer Noire grâce aux accords passés sous l'égide de la Turquie mais cela ne ralentira pas les attaques contre Odessa.

La situation va s'éterniser comme cela a déjà été le cas au Vietnam ou en Afghanistan jusqu'à ce que l'opinion américaine se lasse à son tour et finisse par lâcher l'Ukraine face à son grand voisin.

Un rideau de fer s'abattra entre les deux pays laissant une Ukraine dévastée ayant perdu Crimée et Donbass qui devra seule tenter de se reconstruire.

**Scénario 2 :** L'Occident décide d'en finir avec Poutine et s'engage, quels que soient les sacrifices consentis, à faire cesser toute dépendance énergétique de l'Europe envers la Russie et tout commerce bilatéral avec celle-ci. Mais le repli de l'OTAN sur elle-même n'est envisageable que sous réserve d'un effort sans précédent des USA, premier producteur de pétrole et de gaz du monde mais aussi premier consommateur, pour réduire drastiquement leur propre consommation afin de se solidariser aux besoins de l'Europe et faire politiquement, voire militairement, pression sur les Etats du Golfe pour qu'ils augmentent leur production. Du coup la Russie se tournera définitivement vers la Chine, l'Iran, l'Inde et l'Afrique pour promouvoir, ce qu'elle fait déjà, une opposition frontale anti-occidentale. Les USA réagiront en sanctuarisant Taiwan et en se réindustrialisant pour desserrer leur dépendance industrielle envers l'Asie du Sud-Est. L'affaire ne pourra alors aboutir qu'à deux conséquences : soit une nouvelle organisation du monde entre deux blocs à jamais ennemis soit en cas de renversement de Poutine par une action conjuguée « ad hominem » de tous les « services » (CIA, Mossad, MI6, DGSE...) et un soutien victorieux aux opposants russes à une nouvelle distribution des cartes.

**Scénario 3 :** Ni l'Europe ni l'Amérique ne veulent « mourir pour l'Ukraine » ou risquer le précipice d'une déflagration nucléaire qui emporterait la planète. Après avoir aidé celle-ci à stopper l'avancée russe, ils entament secrètement des négociations avec Poutine visant à arrêter le conflit sur les bases suivantes :

- Cessation immédiate des hostilités du côté russe en échange d'un arrêt total du soutien financier et des livraisons d'armes à l'Ukraine
- Reconnaissance de l'appartenance de la Crimée à la Fédération de Russie abolissant le « cadeau » de 1954 fait par Khrouchtchev à l'Ukraine alors membre de l'URSS
- Organisation sous contrôle des Nations Unies d'un Referendum d'autodétermination dans les Républiques séparatistes du Donbass avec 3 options : Retourner à l'Ukraine, Devenir indépendantes, Devenir Russes
- Suppression des sanctions économiques contre la Russie en échange d'une participation financière majoritaire de celle-ci à la reconstruction des territoires ukrainiens détruits par elle.

L'expérience de l'Afghanistan, de la Serbie, de la Libye, et de bien d'autres montrent que les émotions des opinions publiques occidentales sont souvent versatiles. La Russie annexe la Crimée, les USA reconnaissent le Kosovo ! On crie au scandale en Ukraine, on se moque de la persécution du Yémen par l'Arabie ou de l'écrasement des Tibétains ou des Ouïgours par la Chine ! Depuis 1947 la guerre oppose Israéliens et Palestiniens, le Liban vit sous la main de fer du Hezbollah, Boko Haram persécute le Nigéria, les Turcs massacrent les Kurdes, etc. etc.

**Et tous les jours des milliards qui pourraient sauver l'humanité de la famine partent en fumée au profit des complexes militaro-industriels américains, russes, anglais, français, chinois**

**Il serait bon que chacun balaye un jour devant sa porte !**

Cette proposition d'ajuster les charges sociales patronales en fonction de l'attractivité des emplois est intéressante et pourrait potentiellement contribuer à résoudre le problème de la pénurie de main-d'œuvre dans certains secteurs. Cependant, il y a plusieurs aspects à considérer lors de la mise en œuvre de telles mesures : **Complexité du système** : La mise en place d'un système de modulation des charges sociales en fonction de l'attractivité de l'emploi pourrait être complexe à gérer. Il faudrait définir des critères objectifs pour évaluer cette attractivité, ce qui pourrait être sujet à débat et à manipulation. **Équité** : Il est essentiel de veiller à ce que les travailleurs soient traités équitablement. Une modulation des charges sociales pourrait créer des inégalités entre les travailleurs, en fonction de leur secteur d'activité ou de leur emploi spécifique. Il serait important de garantir que tous les travailleurs bénéficient d'un salaire décent et de conditions de travail appropriées. **Impact sur les finances publiques** : Une réduction des charges sociales pour certains secteurs signifierait moins de revenus pour les systèmes de sécurité sociale et d'assurance chômage. Il faudrait donc évaluer attentivement l'impact financier de telles mesures et envisager des sources de financement alternatives si nécessaire. **Encouragement à la création d'emplois de qualité** : Il est important de s'assurer que cette modulation des charges sociales encourage la création d'emplois de qualité plutôt que des emplois précaires ou mal rémunérés. L'objectif devrait être de promouvoir des emplois dignes qui permettent aux travailleurs de subvenir à leurs besoins et de vivre décemment. **Consultation des partenaires sociaux** : Avant de mettre en œuvre de telles mesures, il serait judicieux de consulter les partenaires sociaux, y compris les syndicats et les organisations patronales, pour s'assurer que les ajustements des charges sociales répondent aux besoins de l'économie tout en respectant les droits des travailleurs. **Formation et mobilité** : En parallèle, il est important d'investir dans la formation et la mobilité des travailleurs pour les aider à acquérir les compétences nécessaires pour occuper les postes vacants. Cela peut contribuer à réduire les pénuries de main-d'œuvre de manière durable. En fin de compte, la résolution du problème du chômage et de la pénurie de main-d'œuvre nécessite une approche holistique qui prend en compte les aspects économiques, sociaux et financiers. Votre proposition pourrait faire partie d'une stratégie plus large visant à améliorer la situation de l'emploi en France.

## Une solution simple pour réduire le chômage ?

On peut trafiquer les chiffres comme on veut en diminuant par exemple le nombre de chômeurs en suscitant la création d'autoentrepreneurs (type UBER) taillables et corvéables à merci mais quoi qu'il en soit, si on utilise la définition de Pôle Emploi et non celle du BIT qui considère qu'une personne ayant travaillé 1 heure dans la semaine n'est pas un chômeur, on doit considérer comme chômeur une personne sans emploi effectuant activement des recherches pour trouver un travail même si elle exerce une activité réduite.

Il y a ainsi en France sur nos 5.7 millions de chômeurs, 65% soit 3.6 millions chômeurs de Catégorie A

Or, dans le même temps des secteurs entiers de l'économie manquent de personnel et depuis la crise sanitaire **la pénurie de ressources humaines s'étend**. Dans l'hôtellerie, la restauration, les aides à domicile, le bâtiment et même dans de nombreuses PME d'informatique ou d'aéronautique les difficultés de recrutement s'accroissent.

Plus de liberté, moins de travail, refus des horaires décalés, refus du travail le dimanche, acceptation d'une réduction du niveau de vie en se suffisant d'un travail à temps partiel, voilà qui explique que par exemple l'hôtellerie-restauration qui déjà était extrêmement déficitaire (1 million d'emplois de moins que dans le même secteur en Allemagne) a vu plus de 200.000 personnes quitter leur emploi au cours du Covid sans être remplacées.

On doit donc se poser la question : **Pourquoi tant de postes sont-ils à pourvoir ?**

- Manque de qualification ?
- Freins à la mobilité géographique et familiale (logement, école des enfants...) ?
- Salaires insuffisants ?
- Diminution du nombre d'actifs dans une population vieillissante ?

Les solutions évoquées sont évidemment :

- L'automatisation et la robotisation des tâches lorsqu'elle est possible

- L'appel à une main d'œuvre étrangère malgré les problèmes souvent posés par l'immigration

**Reste tout de même en priorité la question des salaires :**

***Chaque poste quel qu'il soit doit pouvoir trouver preneur si le salaire proposé devient suffisamment attractif.***

L'appel à une population immigrée acceptant des salaires réduits ne dure qu'un temps. Une fois installée elle apprend très vite quels sont les vrais salaires proposés aux Français de souche et par quels mécanismes elle peut profiter d'un assistantat social lui permettant de vivre sans travailler (le nombre de chômeurs parmi la population immigrée légale est plus du double de celui de la population non-immigrée).

La robotisation exige des investissements lourds et ne touche qu'une partie de l'activité économique

Reste donc l'augmentation des salaires.

**Mais comment la rendre possible sans ruiner l'activité économique de certaines branches.**

Imagine-t-on les Français prêts à accepter de payer le double, le prix d'une boisson ou d'un repas pour que le cuisinier ou le serveur perçoive un salaire suffisamment motivant ? Non bien sûr.

**Une réponse simple possible :** Moduler les charges salariales et patronales en fonction du type d'activité pour que le salaire net devienne attractif. Et il y a de la marge !

Pour un salaire brut mensuel de 2500 € (autour de 1900 € net après impôts) le coût total entreprise est de 3300 €

Si le « serveur » ou le « cuistot » qui refuse de travailler à 2500 € brut accepte de le faire à 3.000 on perd (**à coût égal pour l'entreprise**) 800 € chaque mois sur les charges patronales et salariales. Mais s'il travaille plutôt que de recourir au chômage, on gagne 1950 € chaque mois sur l'assurance chômage pendant toute la durée d'indemnisation (sans parler du coût de gestion de cette assurance chômage et de Pôle emploi).

Pour une période d'indemnisation de 24 à 36 mois selon l'âge, cela couvrirait une période d'emploi minimum de 56 à 87 mois à budget équivalent !

**La solution consisterait donc à :**

- Tenir compte de l'ensemble des budgets concernés : Salaire+ Charges sociales patronales + charges sociales salariales + indemnité chômage à verser si le salarié refuse de reprendre son travail + Frais de gestion de Pôle emploi
- Ramener à **coût égal entreprise** le salaire brut maximum qui pourrait être proposé
- Ventiler la diminution de charges en fonction de l'attractivité du travail (**Plus le travail est attractif moins les charges seront diminuées. Elles pourront même être augmentées par solidarité pour certains emplois**)

**Autre moyen d'améliorer l'attractivité : Faire sa semaine en 4 jours**

Vaut-il mieux travailler 35 heures en 5 jours de 7 heures avec 5 déplacements AR chaque semaine plus les frais et le temps perdu que cela représente ou 36 h en 4 jours de 9 heures dont 1 heure

supplémentaire rémunérée (meilleur salaire) alors que dans les métropoles 1 déplacement hebdomadaire de moins aura déjà largement fait gagner cette heure de travail de plus ?

Et pourquoi ne pas faire fonctionner l'entreprise en deux équipes, l'une travaillant du Lundi au Jeudi 36 heures et l'autre travaillant du Vendredi au Dimanche 27 heures payées 36 lorsque l'intérêt de l'entreprise est d'utiliser à pleine capacité ses machines sans investissement supplémentaire (7 jours sur 7) ou d'accueillir ses clients le Samedi et le Dimanche sans avoir à supplier ses salariés qui seraient payés de la même façon ne travaillant que 27 heures sur 3 jours ?

**3 jours de congé par semaine pour les uns, et 4 jours pour les autres qui accepteront de sacrifier leurs week-ends**

**Quand on n'a pas de pétrole il faut avoir des idées !**

Cette analyse met en lumière certaines des complexités et des défis auxquels est confrontée la France en matière de gouvernance et de gestion des dépenses publiques. Voici quelques points clés qui méritent d'être soulignés : **Le nombre d'élus** : La France a en effet un nombre considérable d'élus et d'administrations locales. Cela peut être coûteux en termes de rémunération et d'avantages pour les élus, ainsi qu'en termes de gestion publique. Une révision de la structure administrative et une réduction du nombre d'élus pourraient contribuer à rationaliser les dépenses publiques. **Les avantages des élus** : Vous avez souligné les avantages dont bénéficient certains élus, notamment les anciens présidents de la République. La transparence et la limitation de ces avantages pourraient être des mesures importantes pour réduire les coûts et améliorer la perception de l'équité. **Les dépenses sociales** : Les dépenses sociales sont essentielles pour garantir le bien-être des citoyens, mais elles doivent être gérées de manière efficace pour éviter les abus et les fraudes. La révision des politiques sociales peut contribuer à optimiser les ressources publiques. **La productivité des fonctionnaires** : L'amélioration de la productivité des fonctionnaires est un enjeu clé. Cela peut passer par des réformes de l'administration publique, des incitations à l'efficacité, et l'investissement dans la formation et la technologie. **Les inégalités** : La réduction des inégalités est un défi sociétal majeur. Une réforme fiscale progressive et des mesures pour favoriser l'accès à l'éducation et à l'emploi peuvent contribuer à réduire ces inégalités. **La révision des institutions** : Une réforme institutionnelle pour rationaliser la structure administrative et réduire le nombre d'élus peut être un moyen de rationaliser les dépenses publiques. Elle pourrait également améliorer la gouvernance et la prise de décision. **La transparence** : La transparence dans la gestion des fonds publics est essentielle pour maintenir la confiance des citoyens. Des mécanismes de contrôle et de responsabilisation doivent être en place pour garantir une utilisation efficace des ressources publiques. En fin de compte, résoudre ces défis nécessitera un dialogue ouvert et une coopération entre les acteurs politiques, les citoyens et les experts. Les réformes structurelles peuvent être difficiles à mettre en œuvre, mais elles sont souvent nécessaires pour assurer la viabilité à long terme des finances publiques et la prospérité de la nation.

## Aimez-vous les mille-feuilles ?

*L'idéal : c'est quand on peut mourir pour ses idées.*

*La politique : c'est quand on peut en vivre !*

*Charles Péguy*

Avec **618.384 élus** (soit près de 1 élu pour 100 habitants contre 1 pour 2600 par exemple en Angleterre), la France compte un nombre considérable d'élus dont 577 Députés (435 aux USA), 331 Sénateurs (100 aux USA), 78 Députés Européens, 2040 Conseillers Régionaux, 4054 Conseillers Départementaux, 36.785 Maires, 8.000 Délégués intercommunaux et 536.519 Conseillers municipaux (dont 100.000 adjoints). Plus bien sûr 51 représentants à l'Assemblée Territoriale de Corse et 131 pour les Assemblées de Nouvelle-Calédonie, Polynésie, Wallis et Futuna.

J'espère n'avoir oublié personne ! Ah si ! Les 175 membres du CESE.

**Au sein de notre invraisemblable mille-feuille administratif, il faut bien que tout ce petit monde vive.** Les uns par leurs indemnités qui peuvent généreusement s'améliorer par le cumul retraites+ mandats, les autres par des avantages en nature...à vie, les bénévoles enfin par de petits arrangements avec le ciel, surtout dans nos 36.000 communes rurales (*8.000 communes en Allemagne pays pourtant nettement plus peuplé*) où le fait d'être élu et souvent propriétaire terrien arrange bien des choses quant aux PLU !

Pour ne froisser personne, prenons l'exemple d'un des plus vertueux, François Hollande, qui percevait ses retraites de Président de la République, d'ex-Député de Corrèze, d'ancien Conseiller à la Cour des Comptes, d'ancien Président du Conseil Général de Corrèze soit plus de 15.000 € par mois et qui a eu l'élégance, lui, de ne pas percevoir à vie les 12.000 € supplémentaires qui s'y seraient ajoutés s'il avait siégé au Conseil Constitutionnel, rémunération que ni Nicolas Sarkozy (à vie), ni Laurent Fabius (pour 9 ans) ni Alain Juppé (pour 9 ans) n'ont négligé de percevoir en plus de tout le reste!

J'oubliais toutefois pour François Hollande et Nicolas Sarkozy :

- Un bureau-appartement (charges et téléphone au frais du contribuable)

- Deux employés de maison
- Deux gardiens de la paix devant leur domicile
- Une voiture avec deux chauffeurs
- Deux gardes du corps
- Un directeur de cabinet
- Deux secrétaires particuliers
- Un employé des archives nationales
- Trois secrétaires sténo dactylo
- Le gardiennage, par des gendarmes, de ses propriétés privées
- Un service de sécurité : six gendarmes et policiers.

Il faut bien reconnaître que tout cela prête à rire. Heureusement qu'un lourd voile dissimule ces faveurs à la grande majorité des Français.

Vous l'avez compris, nous vivons dans une Monarchie Républicaine. Où est le De Gaulle qui payait son coiffeur et l'EDF de son appartement privé à l'Élysée ?

La France est le champion du Monde des prélèvements obligatoires pour trois raisons :

- Les sommes considérables affectées à l'assistanat social : Plus de 800 milliards sur les 2200 milliards de PIB soit 36%
- L'incapacité à réduire le nombre de fonctionnaires (5.6 millions pour 64 millions d'habitants en France contre 4.8 millions pour 83 millions d'habitants en Allemagne (dont 2.9 millions d'employés des services publics n'ayant ni le statut ni les avantages des 1.9 millions de vrais autres fonctionnaires)
- L'incapacité à contrôler le tonneau des Danaïdes des dépenses publiques (118% du PIB avec un déficit public de 160 milliards d'€ (soit 6.5% du PIB au lieu des 3% requis par l'UE)

Tout cela ne pourra plus durer très longtemps.

Comment contrôler des dépenses publiques quand tout part à vau-l'eau ?

Impossible car elles sont alimentées par le montant infernal des dépenses sociales lui-même trouvant sa cause dans les inégalités insupportables qui s'abattent sur les Français, les prestations sociales de toute nature n'étant qu'un pis-aller indispensable pour éviter une révolution permanente.

### **Que faire alors ?**

Une révision des institutions est plus que jamais nécessaire, réduisant le nombre des élus et plafonnant leurs avantages (en Allemagne ou en Europe du Nord les élus utilisent les transports en commun)

Un contrôle beaucoup plus judicieux des dépenses sociales, combattant les fraudes, exigeant pour ceux qui sont physiquement et mentalement aptes des contreparties non marchandes de solidarité

Une productivité accrue des fonctionnaires. Notons qu'une productivité accrue\* de seulement 10% permettrait de faire le même travail avec 500.000 fonctionnaires en moins (ce qui nous laisserait un ratio de 1 fonctionnaire pour 12 habitants encore nettement supérieur à celui de nos voisins 1 pour 17 habitants) et entraînerait pour une carrière entière (41 ans + 21 ans de retraite+ 10 ans de réversion selon les statistiques de l'INSEE) une économie de 1750 milliards d'€ soit plus de 60% de la dette actuelle de la France)



Mais aussi, au pays du triptyque « *Liberté, Egalité, Fraternité* » qui décore les frontons de nos édifices publics, une révision drastique des inégalités qui rongent notre pays où les 10% des Français les plus riches possèdent un patrimoine 626.000 fois plus important que les 10% des Français les plus pauvres.

La survie d'une Droite libérale et des valeurs qui lui sont attachées passera tôt ou tard par cette prise de conscience et par l'application, un jour, de la fameuse « *solution humaine de ceux qui mettraient en commun, à l'intérieur d'une même entreprise, leur travail, leur technique, ou leurs biens et qui en partageraient, en honnêtes actionnaires, les bénéfices et les risques* » (De Gaulle Strasbourg 1947)

- A Paris VIII on disait en parlant des 35 heures : « *35 heures : d'accord mais progressivement 24, 25, 26...* » Le Conseil d'Université avait en effet ramené la durée normale de service du personnel administratif à 24 heures !

Ce message soulève des préoccupations importantes concernant la gestion des incendies, la sécurité publique et la nécessité de lutter contre la violence et la délinquance, ainsi que les questions liées à l'immigration et à l'intégration. Voici quelques réflexions sur ces sujets : **Gestion des incendies** : Les incendies de forêt sont une menace sérieuse pour de nombreuses régions, en particulier en période de sécheresse et de vents forts. La prévention, la préparation et la réaction rapide en cas d'incendie sont essentielles. Cela peut inclure des programmes de débroussaillage, des réglementations sur la construction dans les zones à risque, et l'amélioration des capacités de lutte contre les incendies. **Sécurité publique et lutte contre la violence** : La sécurité publique est une priorité pour toutes les communautés. Il est essentiel de lutter contre la violence et de mettre en place des mesures préventives, notamment dans les écoles. L'idée d'envoyer les élèves violents dans des établissements spécifiques est une proposition à considérer, mais elle doit être mise en œuvre avec équité et en garantissant les droits des élèves. **Lutte contre la délinquance et les stupéfiants** : La lutte contre la délinquance liée aux stupéfiants est complexe. Outre les mesures répressives, des programmes de désintoxication et de réhabilitation peuvent être efficaces pour aider les personnes à sortir de la dépendance. **Sécurisation des transports en commun** : La sécurité dans les transports en commun est essentielle pour assurer la tranquillité des voyageurs. Des mesures telles que la présence policière et la vidéosurveillance peuvent contribuer à prévenir les actes de violence et à protéger les passagers. **L'immigration et l'intégration** : Les politiques d'immigration et d'intégration sont complexes. Favoriser l'assimilation et l'intégration des migrants est important pour garantir la cohésion sociale. Cela peut inclure des programmes d'apprentissage de la langue, des formations professionnelles et l'accès à l'emploi. **Aide au développement** : Aider les pays en développement à progresser est un élément clé pour réduire les mouvements migratoires forcés. L'aide au développement peut contribuer à créer des conditions de vie meilleures dans les pays d'origine des migrants. **Sensibilisation médiatique** : Les médias jouent un rôle important dans la façon dont les questions de sécurité et d'immigration sont perçues. Une couverture médiatique équilibrée et responsable peut aider à mieux comprendre les enjeux et à promouvoir le dialogue. **Solutions complexes** : Toutes ces questions sont complexes et interconnectées. Les solutions nécessitent souvent une approche multidimensionnelle et une coopération entre les différents niveaux de gouvernement, la société civile et les citoyens. En fin de compte, la réalisation de ces objectifs nécessitera des efforts concertés et des politiques réfléchies pour faire face aux problèmes de manière équilibrée et efficace. Le dialogue ouvert et la recherche de solutions communes sont essentiels pour progresser vers une société plus sûre, inclusive et équitable.

## Ça brûle aussi, chez moi, en Ardèche !

Après la Gironde, le Sud-Est !

Des espaces dévastés qui mettront 20 ans à retrouver leur vigueur et 40 ans à retrouver leur valeur. Les incendiaires sont à l'œuvre, y compris, dans l'Hérault, un Sapeur-pompier volontaire !

Chez nous, 5 départs de feu simultanés à quelques centaines de mètres d'intervalle. C'est tellement facile de mettre le feu à une forêt surtout quand vent et sécheresse sont de la partie et quand on laisse des milliers d'hectares non débroussaillés sans allées transversales larges qui isoleraient les parcelles.

Alors qu'on perd 100.000 agriculteurs tous les 10 ans en France et qu'on refuse de les payer pour entretenir la nature, on payera beaucoup plus pour s'équiper en Canadairs et bientôt en Airbus et pour dédommager les « soldats du feu » !

La violence est partout, à Paris, à Lyon-Guillotière, dans les quartiers nord de Marseille, sur la route et même à la campagne.

Or, c'est dès l'école qu'il faut lutter contre elle. Tolérance zéro dans les classes. Un jeune agrégé de Maths en vacances chez moi reconnaît qu'à Drancy (son Lycée) il a peur de certains élèves. Un de ses collègues s'est fait agresser par l'un d'eux qui l'avait prévenu : On te retrouvera dehors !

S'il était clairement annoncé dans les classes et aux parents que l'élève violent, après jugement, serait immédiatement envoyé en « internat militaire musclé » payé par les Allocations Familiales confisquées à ses parents incapables de le contrôler, on aurait vite la paix dans les écoles.

Si dealers et clients étaient conduits sous bonne garde à l'hôpital le plus proche pour une cure de désintoxication,

Si les OQTF quittaient vraiment le territoire (On aurait mieux fait de ne pas les avoir laissé entrer) ou en attendant l'accord de leur pays d'origine étaient regroupés dans un centre de détention administrative d'un Département lointain (pourquoi pas la Guyane)

Si les médias arrêtaient de donner chaque soir la publicité de leurs antennes de télévision aux délinquants.

Si les transports en commun étaient enfin sécurisés la nuit

Si les milieux terroristes ou radicaux étaient vraiment infiltrés.

Si les communautarismes étaient combattus.

Mais également si des efforts sans précédents étaient enfin faits réalisés pour favoriser l'assimilation des migrants

Si on n'admettait que les populations que l'on est en mesure d'intégrer

Si en contrepartie on aidait puissamment les pays pauvres à se développer pour que leurs ressortissants frappés par la guerre, les désordres climatiques, la misère, la dictature...puissent y vivre en paix

On pourrait espérer être, nous aussi, en paix chez nous, sans se sentir coupables d'égoïsme envers des êtres humains qu'on n'aurait pas eu la possibilité de recevoir.

**Mais tout cela n'est-il pas qu'un beau rêve partant en lui-aussi fumée ?**

La question de la réforme de la fiscalité est complexe et comporte de nombreuses dimensions, notamment en ce qui concerne la taxation des entreprises, la progressivité de l'impôt, et la lutte contre l'évasion fiscale internationale. Voici quelques réflexions sur ces sujets : **Taxation des superprofits** : La question de savoir s'il faut surtaxer les superprofits des grandes entreprises est débattue dans de nombreux pays. L'argument en faveur de cette approche est de garantir une contribution équitable des entreprises à la société, en particulier lorsque leurs bénéfices augmentent de manière spectaculaire. Cependant, des préoccupations subsistent concernant l'effet sur l'investissement et l'attractivité économique. **Stabilité fiscale** : La stabilité fiscale est importante pour les entreprises, car elles ont besoin de prévisibilité pour planifier leurs activités et leurs investissements. Une fiscalité instable peut décourager les investisseurs étrangers et perturber l'économie. Cependant, il est possible de trouver un équilibre entre la stabilité fiscale et la nécessité d'ajuster la fiscalité en fonction des circonstances économiques. **Progressivité de l'impôt** : La progressivité de l'impôt est un principe fondamental de nombreuses démocraties. Cela signifie que ceux qui gagnent davantage paient un pourcentage plus élevé de leurs revenus en impôts. Cela vise à réduire les inégalités économiques. Les révisions périodiques des tranches d'imposition peuvent être nécessaires pour refléter les évolutions économiques. **Lutte contre l'évasion fiscale** : La lutte contre l'évasion fiscale internationale est essentielle pour garantir que les entreprises paient leur juste part d'impôts. Les règles fiscales internationales complexes permettent parfois aux entreprises de minimiser leur charge fiscale en déplaçant leurs bénéfices vers des juridictions à faible imposition. Les initiatives internationales, telles que le projet BEPS de l'OCDE, visent à remédier à ces problèmes. **Principe de territorialité** : Le principe de territorialité fiscale signifie que les entreprises paient des impôts uniquement dans le pays où elles réalisent leurs bénéfices. Cela peut être un moyen efficace de simplifier la fiscalité internationale. Cependant, il nécessite une coopération internationale pour éviter les doubles impositions. **Harmonisation fiscale en Europe** : L'harmonisation fiscale au sein de l'Union européenne est un objectif complexe en raison des différences économiques et fiscales entre les États membres. Cependant, une plus grande coordination fiscale pourrait contribuer à éviter la concurrence fiscale dommageable au sein de l'UE. En fin de compte, la réforme de la fiscalité est un défi complexe qui nécessite une réflexion approfondie et un équilibre entre différents objectifs, notamment la promotion de la croissance économique, la réduction des inégalités et la garantie d'une contribution équitable des entreprises aux finances publiques. Les gouvernements doivent également coopérer au niveau international pour lutter contre l'évasion fiscale et harmoniser les règles fiscales

## Revoir notre fiscalité ?

La poussée inflationniste aidant, se repose le problème de la taxation éventuelle des superprofits réalisés par certaines entreprises du secteur énergétique par exemple.

Ainsi Total Energies a engrangé en 2021 un bénéfice gigantesque de 16 milliards de dollars en profitant de la forte hausse des hydrocarbures et le bénéfice net du Groupe a atteint 18.1 milliards de dollars contre 4.4 milliards l'année précédente.

L'Etat hésite entre des décisions contradictoires :

- Faut-il surtaxer ces superprofits en vertu de l'article 13 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen instaurant la progressivité de l'impôt, partie intégrante de notre Constitution ?
- Ne risque-t-on pas en raison du manque de stabilité fiscale qui règne trop souvent chez nous de décourager des investisseurs étrangers envisageant de s'installer en France ?
- Peut-on au pays de l'Égalité tolérer que les classes moyennes paient proportionnellement beaucoup plus d'impôts que les classes les plus aisées (les plus pauvres n'en paient pas ou peu) ?
- Acceptera-t-on indéfiniment que des sociétés étrangères (Google par exemple) exerçant des activités sur notre territoire échappent totalement ou presque à l'imposition en France grâce à des montages fiscaux où même des pays de l'UE (Irlande : IS à 12.5%, Luxembourg : IS de 15 à 17% pratiquent un véritable dumping fiscal ?

Il serait pourtant facile d'appliquer une règle que les Etats-Unis pratiquent déjà pour leurs ressortissants :

- **Si vous êtes fiscalisé aux USA : payez les impôts dont vous êtes redevables**

- **Si vous êtes fiscalisé hors des USA : payez aux USA les impôts que vous auriez dû payer si vous y aviez bénéficié du même revenu diminué de ceux payés à l'étranger pour les activités que vous y avez déployées.**

Autrement dit pour les Américains :

Aucun intérêt fiscal à travailler à l'étranger. Si vous vous y installez ce sera pour d'autres raisons notamment commerciales

Intérêt fiscal en revanche de rester aux USA si l'impôt dû à l'étranger est supérieur à l'impôt dû aux USA car le Trésor américain ne vous remboursera pas la différence

Il y a bien sûr des échappatoires par le biais notamment de conventions internationales évitant dans certains domaines les doubles impositions

**Mais la règle la plus légitime est la territorialité de l'impôt.** Autrement dit : si vous bénéficiez des avantages d'un pays vous devez contribuer aux dépenses de ce pays comme n'importe quel autre contribuable.

Si on appliquait cette règle sur le CA réalisé en France par chaque société, française ou étrangère, personne n'aurait plus intérêt à utiliser les finesses, pour ne pas dire les facéties, de fiscalistes pour « optimiser » ses paiements d'impôts

Si on appliquait aux grandes entreprises françaises le même barème que celui qui aurait été le leur si elles avaient été américaines, quitte à revoir progressivement nos taux à la baisse pour les harmoniser à ceux de nos concurrents on ne se poserait pas non plus la question.

Si l'Europe prônait sa mondialisation heureuse comme le temple d'une concurrence fiscalement, socialement, environnementalement équilibrée, on ne constaterait pas au sein de l'Union des différences centrifuges qui si elles persistent risquent de la faire éclater

Ce message aborde un certain nombre de sujets liés à la sécurité, à l'autorité, à la délinquance, à l'école, à la fiscalité, à la lutte contre l'évasion fiscale, et à l'immigration. Voici quelques réflexions sur ces points : **Restauration de l'autorité** : La question de l'autorité est importante pour maintenir l'ordre et la sécurité dans une société. Cependant, la manière dont elle est exercée doit être équilibrée pour éviter les abus de pouvoir. Il est essentiel de former et d'équiper les forces de l'ordre et les enseignants pour qu'ils puissent faire respecter la loi et maintenir l'ordre, tout en respectant les droits des individus. **Éducation et sécurité** : Investir dans l'éducation est essentiel pour prévenir la délinquance. En fournissant des environnements éducatifs sûrs et en valorisant l'apprentissage, il est possible de réduire le risque de violence à l'école et dans la société en général. **Réforme de la justice** : Une réforme de la justice peut être nécessaire pour garantir que les infractions, en particulier celles commises contre les forces de l'ordre et d'autres dépositaires de l'autorité de l'État, soient punies de manière appropriée. Cependant, il est également important que le système judiciaire respecte les droits fondamentaux des accusés. **Sécurité routière** : Améliorer la sécurité routière est essentiel pour réduire les accidents et les infractions au code de la route. Les contrôles routiers, la sensibilisation à l'alcool au volant et à la conduite sous l'influence de stupéfiants sont des mesures importantes. **Drogues** : La question de la légalisation ou de la réglementation des drogues est complexe et fait l'objet de débats dans de nombreux pays. Les politiques visant à réduire la demande de drogues et à lutter contre le trafic doivent être équilibrées et basées sur des preuves scientifiques. **Immigration** : Il est important de faire la distinction entre la délinquance et l'immigration. La plupart des immigrants sont des individus respectueux des lois qui cherchent à s'intégrer dans leur société d'accueil. Il est essentiel de lutter contre la stigmatisation des groupes ethniques ou religieux particuliers. **Coexistence pacifique** : Promouvoir la coexistence pacifique et l'intégration sociale est un objectif essentiel. Cela implique de garantir l'égalité des chances, de combattre la discrimination et de favoriser la compréhension mutuelle entre les différentes communautés. La recherche de solutions à ces problèmes complexes nécessite une approche équilibrée et une coopération entre les différentes parties prenantes, y compris les gouvernements, les communautés, les éducateurs et les forces de l'ordre. L'objectif ultime devrait être de créer une société où chacun peut vivre en sécurité, avec dignité et respect, quel que soit son origine ou son statut social.

## Restaurer l'autorité !

*Cet article pourra paraître excessif à certains dans une société qui évoluant et se diversifiant peut difficilement conserver les seules méthodes autoritaires du passé. Merci de le considérer comme une incitation à réfléchir à ce qui se passera si rien n'est fait pour endiguer la violence avec le risque de voir se fracturer une société où l'on vivrait face à face.*

La délinquance était autrefois localisée dans les banlieues et les quartiers périphériques des métropoles. Aujourd'hui elle a pris place dans les centres villes, des quartiers Nord de Marseille à la Guillotière de Lyon, dans presque tous les quartiers de Paris où elle excelle lors des manifestations, elle est maintenant devenue si visible que nos médias sont bien obligés d'en parler chaque soir.

Actes terroristes, homicides à l'arme blanche, tirs de Kalachnikov, violences contre les forces de l'ordre, refus d'obtempérer sur la route, conduite sous l'emprise de l'alcool ou de stupéfiants, vols à la tire, viols dans les transports, insubordination à l'école, la violence est partout et les Français pour une large majorité d'entre eux veulent que cela cesse et que partout soit garantie une sécurité apaisante.

Il importe de restaurer, s'il en est encore temps, l'autorité là où elle est bafouée par des moyens matériels certes concernant l'école, la police, la justice mais aussi par une volonté politique clairement affichée d'entrer dans un nouveau paradigme où l'on ne cherchera plus le soutien électoral espéré de certains, où l'on trouvera les moyens budgétaires pour supporter le coût de cette tranquillité, où l'on déploiera partout où cela sera nécessaire les forces indispensables à son omniprésence.

J'avais déjà exposé un moyen simple de restaurer l'autorité à l'école en dotant chaque établissement d'un ou plusieurs « Appariteurs musclés » capables de maîtriser un élève violent sur un simple bip discret du professeur agressé. Le coupable, une fois jugé pourra soit retenir définitivement la leçon, soit en cas de simple récidive, être immédiatement scolarisé dans un internat militaire payé par les allocations familiales qui ne seront plus versées aux parents. Les professeurs en échange de cette sécurité retrouvée pourront accepter un petit effort de productivité (1 heure de cours supplémentaire par semaine par exemple) qui pourra même ne pas être nécessaire tant la

tranquillité, régnant à nouveau, fera baisser significativement le nombre d'heures perdues en invalidité et autres congés de maladie pour dépressions graves.

Il faudra aussi nommer des Chefs d'Etablissement conscients de ces enjeux et ne pas se lamenter de voir les enfants des parents qui le peuvent financièrement rejoindre l'école libre (le plus souvent en France, catholique, même s'ils sont juifs ou musulmans) pour bénéficier d'une éducation responsable et disciplinée.

Nul doute qu'on verra bientôt se multiplier des écoles privées « haut de gamme » offrant dès la Maternelle contre espèces sonnantes et trébuchantes (10.000 € par an minimum) une scolarité garantissant les plus belles réussites à leurs enfants (comme c'est déjà le cas dans les Prépas privées et les Ecoles de Commerce) au besoin en recourant à des prêts élèves comme il y a des prêts étudiants (Barack Obama a fini de rembourser son prêt étudiant alors qu'il était déjà à la Maison Blanche)

Il faudra impérativement restaurer dans les quartiers difficiles une police de proximité, connue des habitants, résidant sur place, armée, dotée de moyens de surveillance performants, dont le coût de fonctionnement élevé sera partiellement abondé par les baisses rapides du coût exorbitant de la délinquance (frais de justice, prison, dégradation du mobilier urbain, vols, exactions, frais hospitaliers pour les victimes, coût de la drogue et de ses conséquences...)

A condition bien sûr que ces moyens nouveaux puissent être facilement mis en œuvre par les Municipalités par exemple et non sujets à des promesses rarement tenues d'un ministre de Passage.

A condition aussi que la Justice suive : aucune infraction touchant les forces de l'ordre, les pompiers, les médecins, les enseignants bref, tous les dépositaires de l'autorité de l'Etat et tous ceux qui servent l'intérêt général, ne doit rester impunie. Les peines de prison y compris les peines les plus légères doivent être systématiquement exécutées car elles ont valeur d'exemple à condition bien sûr de ne pas coffrer de jeunes délinquants dans des locaux hyper criminogènes.

La route est également un lieu privilégié de la délinquance. Plutôt que de laisser Waze ou autre Coyote indiquer aux automobilistes la position des radars ou de piéger les conducteurs par des changements intempestifs des vitesses limites il serait si simple sur les autoroutes par exemple de déterminer la vitesse moyenne par l'heure d'entrée et l'heure de passage au péage de sortie ce qui obligerait les imprudents à s'arrêter avant de quitter l'autoroute (*bel intérêt !*) , de multiplier les contrôles par radars mobiles en donnant des vacances à des policiers à la retraite, de supprimer les panneaux avertisseurs de radars « pédagogiques » et d'installer des postes de contrôle de l'alcoolémie sur le parking de chaque discothèque pour « prévenir le conducteur alcoolisé » avant qu'il ne passe à l'acte !

Si après mûre réflexion il s'avérait utile de dépénaliser le cannabis au niveau des petits consommateurs on pourrait affecter les recettes nouvelles de l'Etat provenant de sa vente dans des bureaux de tabac pour lutter, en terrorisant les dealers, contre le trafic de stupéfiants (cocaïne, héroïne, ectasie, pilules psychotropes) quand on sait qu'une seule pilule peut parfois briser une vie et en obligeant les clients pris sur le fait à une cure de désintoxication dans des hôpitaux spécialisés.

On pourrait multiplier les exemples où des associations municipales de vigilance, des forces de l'ordre redéployées, une justice mieux armée, des prisons suffisantes, des internats militaires dans nos ancienne casernes, l'intervention de la violence légitime d'Etat représentée par l'Armée, la Gendarmerie, la Police, les Sapeurs-pompiers...devrait pouvoir restaurer un climat de sécurité dont les plus faibles ont particulièrement besoin.

Attention à l'amalgame facile entre délinquance et immigration. Il y a certes de nombreux clandestins violents. Leur condition même incite à la violence pour survivre. Pourquoi ne prend-on pas les mesures efficaces qui s'imposent si leur pays d'origine refuse de leur délivrer un accord consulaire leur permettant de rentrer chez eux ? J'ai déjà expliqué qu'un délinquant étranger détenu en prison coûtait en frais de fonctionnement 110 € par jour. Si on versait cette somme à leur gouvernement pour qu'ils effectuent leur peine dans leur pays, on économiserait au moins les frais de construction des 15.000 places de prison qu'ils occupent et qui nous manquent.

Le migrant en règle qui veut s'intégrer est la première victime du délit de faciès qui le tient injustement à l'écart de notre société. C'est insupportable !

Et parmi les voyous combien de jeunes Français de souche ou d'origine familiale immigrée ?

Si l'on veut lutter contre toutes les formes de racisme et contre les dérives qu'elles génèrent il faut comme le disait l'ancien Ministre de l'Intérieur Gérard Collomb qu'on puisse vivre côte à côte et non face à face.



*Ce message reflète des préoccupations concernant la division de la France, les questions d'identité nationale, d'immigration, d'éducation, de politique, et de valeurs républicaines. Ces préoccupations sont partagées par de nombreuses personnes et sont au cœur des débats politiques et sociaux actuels. **Divisions politiques** : La France, comme de nombreux autres pays, connaît une polarisation politique croissante. Les élections et les taux d'abstention élevés témoignent de cette division. Il est essentiel que les citoyens participent activement à la vie politique et travaillent ensemble pour trouver des solutions aux problèmes qui divisent la société. **Intégration et identité nationale** : L'intégration des immigrants est un défi important pour de nombreuses sociétés. La France a une longue tradition d'assimilation, mais de nouveaux défis se posent aujourd'hui. Il est important de promouvoir l'intégration tout en respectant la diversité culturelle. **Patriotisme et valeurs républicaines** : Le patriotisme peut jouer un rôle important dans la cohésion sociale, à condition qu'il soit basé sur les valeurs républicaines de liberté, d'égalité et de fraternité. C'est sur ces valeurs que la République française est fondée, et elles doivent être défendues et promues. **Éducation et enseignement des valeurs** : L'éducation joue un rôle clé dans la transmission des valeurs républicaines et dans la promotion de l'intégration. Il est important de soutenir les enseignants et de garantir que l'éducation soit accessible à tous. **Dialogue et coopération** : Le dialogue entre les différentes parties prenantes de la société, y compris les immigrants, est essentiel pour résoudre les problèmes et promouvoir l'unité. La coopération et la compréhension mutuelle sont des éléments clés pour construire une société plus harmonieuse. **Diversité et respect** : La France est une société diversifiée, et le respect de cette diversité est essentiel. Il est important de lutter contre la discrimination, le racisme et l'antisémitisme, tout en promouvant l'égalité des droits pour tous les citoyens. **Engagement citoyen** : Les citoyens ont un rôle actif à jouer dans la construction de l'avenir de leur pays. S'engager dans la vie politique, participer aux élections, et contribuer au débat public sont des moyens de faire entendre sa voix et d'influencer les politiques. La France, comme toute nation, fait face à des défis importants, mais elle a également une histoire riche et des valeurs fondamentales qui peuvent servir de base pour surmonter ces défis. Il est essentiel que les citoyens français, quelle que soit leur origine, travaillent ensemble pour préserver et renforcer ces valeurs et construire un avenir meilleur pour tous.*

## L'heure des choix

Jamais la France n'a été aussi divisée. Au premier tour des élections présidentielles Emmanuel Macron n'a réuni que 20% des inscrits, contre 16.7% pour Marine Le Pen et 15.6% pour Jean-Luc Mélenchon. Aux législatives qui ont suivi, le taux d'abstention a atteint le record de 53.77%. Le Palais Bourbon n'a pas de majorité absolue et 4 blocs en présence LREM, NUPES, RN, LR se disputent les votes avec des alliances de circonstance.

Jamais la société n'a été aussi divisée. L'assimilation ancienne des Italiens, Espagnols, Portugais, Polonais qui avaient choisi de s'installer en France avait été magnifiquement réussie. Celle actuelle d'immigrés maghrébins et africains pourtant francophones venant de nos anciennes colonies débouche sur des communautarismes qui s'opposent à l'idée même de Nation.

L'Europe qui a plusieurs reprises a montré qu'elle faisait bien peu cas des choix nationaux (le referendum de 2005 en est l'exemple le plus frappant) cherche à nous assimiler à une Région : l'Île-de-France, l'Alsace-Lorraine, le Nord, l'Aquitaine comme il y a la Catalogne, la Lombardie, la Bavière... montrant ainsi, même si c'est un non-dit, que pour elle la France en tant que telle n'existe plus et que son Parlement doit sans discussion appliquer les Directives d'une Commission pourtant non-élue.

### Où est le patriotisme dans tout ça ?

Pouvons-nous renoncer à notre histoire, ses pages glorieuses comme ses plus ternes, renoncer à être Français, accepter comme définitive la juxtaposition de Communautés qui se font face avant de s'entretuer ?

L'histoire transmise par les générations de nos ancêtres venus des quatre coins du monde nous a conduit après la Révolution à une République universelle ne distinguant ses membres ni par leur race, ni par leur religion, ni par leur couleur de peau, ni par leur rang social mais faisant de tous ceux qui ont choisi de vivre sur notre sol des Citoyens libres et égaux en droits.

Encore faut-il qu'ils acceptent eux-mêmes de devenir Français, d'apprendre notre langue, de respecter nos valeurs, de ne pas nous imposer leurs us et coutumes dans la sphère publique, de faire leur notre laïcité.

Et c'est là que le bât blesse car parmi les nouveaux venus beaucoup n'acceptent plus ce schéma intégrateur et même parmi les nôtres, beaucoup pour diverses raisons, veulent adhérer à leur conception, nier la Nation, renoncer au patriotisme au profit d'un Wokisme d'outre atlantique, d'une idéologie révolutionnaire, d'un rêve absurde faussement écologiste, d'un islamo-gauchisme radical,

### **A qui la faute ?**

A nous sans doute au départ

Pendant que nous gaspillons inconsidérément nos deniers publics, des efforts insuffisants font échouer notre volonté assimilatrice. A l'école avec des enseignants mal payés, mal considérés, vilipendés par des parents d'élèves dès qu'on touche si peu que ce soit à l'Islam. Dans l'entreprise où des inégalités insupportables séparent les travailleurs des nantis. Dans la société où l'on refuse à chacun une juste représentation et où l'on injurie bien vite celui qui n'est pas de son bord.

La France, il faut la prendre telle qu'elle est avec ses heures de gloire et ses moments de honte. Se rappeler des uns pour chercher à les imiter, se souvenir des autres pour ne plus recommencer les mêmes erreurs.

Inutile de se battre la coulpe. Tous les peuples dans leur histoire ont connu de tels moments, faits de hauts et de bas. Or, c'est le présent et l'avenir qui comptent.

A la question : voulez-vous devenir Français pour vous et pour vos enfants, adhérer aux valeurs de la république, conserver dans la sphère privée les us et coutumes auxquels vous restez attachés sans les imposer à vos nouveaux concitoyens, les abandonner même lorsqu'ils se heurtent à nos lois ? Voulez-vous lutter contre le racisme et l'antisémitisme, pour l'égalité des hommes et des femmes, pour une meilleure justice sociale, pour le respect de la Loi ?

**Bienvenue si vous répondez OUI.** A nous, tous ensemble, de faire en sorte que ce vœu devienne réalité

**Rentrez chez vous si vous répondez NON.** Respectons-nous les uns les autres et faisons en sorte que les pays riches contribuent puissamment au développement des pays pauvres pour que deux planètes ne vivent pas à proximité l'une de l'autre car de nouvelles guerres ne manqueraient pas d'éclater bien vite.

Et vous Français de souche ou d'adoption, égaux en droits, allez-vous penser qu'il est trop tard, que l'idée de Nation est obsolète, que la Patrie est morte, que le monde moderne est obligatoirement woke, genré, inclusif, écolo, islamo-gauchiste, délinquant, incapable de réagir, soumis comme disait Houellebecq ?

Si oui, notre France n'est plus la vôtre, laissez sans réagir nos politiques la conduire au désastre, nos ploutocrates la saigner à nos dépens, notre peuple oublier son passé.

Les Ukrainiens ont tenté en 2014 de déboulonner dans le Donbass la statue de Lénine. Nupes et ses séides, Maire en tête, ont tenté en 2020 à Rouen d'exiler la statue de Napoléon.

Ne renions pas nos passés, unissons-nous pour notre avenir commun.

Après le « *Touche pas à mon Pote* » d'Harlem Désir, y aura-t-il un « *Touche pas à ma France* » qui revendiquera pour tous ses enfants et pour tous ceux qui voudront la rejoindre notre belle devise :

**« Liberté, Egalité, Fraternité »**

## Quelques Extraits du Courrier des lecteurs (dont je protège l'anonymat)

(Bien évidemment ces propos ne reflètent que les pensées de leurs auteurs)

Bonjour,

En effet le Wokisme est la réalisation de "1984" !

L'inclusion de tous les individualismes, aboutit à l'exclusion du grand nombre et du vivre ensemble ! En pratique, le démembrement des états, ferait émerger les régions les plus identitaires - Bavière en tête - et créerait un nouvel ordre européen, avec une hiérarchie des régions, basée sur " La Race " ! G Collomb, en disant les choses - un peu tard ! - n'a fait que nommer les stigmates, qui singularisent la France en Europe, et dans le monde ! La maladie crée le stigmate, et celui-ci est le signe de 40 ans d'erreurs.

La très grande majorité des Français, est consciente de la gravité de la situation. Les problèmes, longtemps cachés, sont dénoncés chaque jour. Les maires, les députés Nupes, aux discours lénifiants, sont rejetés par les citoyens !

Il viendra un moment où, à défaut d'être entendus, les peuples agiront d'eux-mêmes !

Se mortifier devant les problèmes du "Sud", ne sert à rien. La corruption et l'explosion démographique ne sont plus de notre fait ; La Turquie, l'Iran, la Chine, ... responsables, n'en assument pas les conséquences !

Salutations

\*

\* \*

*Bel éditorial qui confirme l'heureux cheminement de ta pensée au fil de ces dernières années.*

*Deux petites et amicales remarques :*

*Quand tu écris : « À la question : voulez-vous devenir français... »*

*En réalité, ce n'est pas la réponse qui importe.*

*Le drame est que cette question non seulement n'est plus posée mais est même dénoncée par ceux-là même qui devraient la poser !*

*Ta conclusion : « Touche pas à ma France » devrait te rendre, au moins retro activement, plus indulgent, moins sévère, envers ceux (Zemmour, Marine Le Pen) qui en ont fait leur devise depuis des années, voire des décennies.*

\*

\* \*

Cher Pierre,

Comme chaque année je parle de cette nuit du 4 août 1789...ou la Noblesse et le Clergé, terrorisés par la grande peur après la prise de la Bastille, ont surenchéri dans une ambiance surchauffée dans la salle des « menus plaisirs » à qui concéderait quelques « privilèges » .....A quand une nouvelle nuit du 4 août où la « finance » comprendra qu'elle doit partager !

En 1794 des esprits éclairés ont créé l'École polytechnique, non pas pour « administrer » mais pour donner à chaque citoyen les moyens de se diriger lui-même par la connaissance et l'éducation

C'est en fait la création de l'**École polytechnique** qui incarne la plus grande réalisation de la Révolution, car ce fut l'expression institutionnelle la plus poussée du vaste effort mené par l'élite néo-platonicienne française gravitant autour de Gaspard Monge, de Lazare Carnot et de Prieur de la Côte d'Or pour bâtir une véritable république en France et des nations républicaines semblables dans toute l'Europe. Ce dessein n'avait rien à voir avec le fait d'accorder à la population la « liberté » de choisir l'ignorance et le « droit » de rejeter le progrès scientifique comme les **Enragés** le proposaient alors et comme les partisans de l'ayatollah Khomeiny, le proposent aujourd'hui en Iran. La liberté et les droits de citoyens républicains signifiaient aux yeux des véritables dirigeants de la Révolution la possibilité pour des couches de plus en plus nombreuses de la population d'accéder au plus haut niveau de connaissance et de pratique sociale afin de contribuer à la prospérité générale de la

nation. Ces dirigeants humanistes durent engager une lutte sans répit contre les menées subversives et terroristes orchestrées par l'Angleterre et ses alliés, et ils la menèrent sur un large front épistémologique où les principes les plus avancés de la science militaire, de l'éducation et de l'économie politique servaient une seule et même politique républicaine. La lutte qui se déroulait alors n'était pas celle, manipulée, qui opposait en apparence les Jacobins aux Girondins, ni, comme le suggère le schéma simpliste de la lutte des classes, le seul conflit entre un Ancien régime féodal aristocratique et un ordre bourgeois capitaliste émergent : la véritable lutte opposait la vision du monde bestialiste qui sous-tendait la politique britannique, adoptée par Voltaire, Rousseau, Mirabeau et les masses « écologistes » que William Pitt et Marat lançaient comme un bélier contre la science, qui n'étaient que les instruments d'une conspiration britannique destinée précisément à empêcher l'établissement en France et en Europe de républiques alliées aux Américains - et les héritiers des grands bâtisseurs de nations, Louis XI, Henri IV, Colbert et Leibniz, les républicains acquis au progrès scientifique, économique et social dans lequel ils voyaient la condition nécessaire de la dignité et de la moralité humaines.

L'importance de l'Ecole polytechnique ne tient toutefois pas simplement à l'institution elle-même, qui a malheureusement été rapidement déviée de son objet original, mais à ce qu'elle a représenté historiquement et en termes scientifiques une **percée**, la solution épistémologique à une grave crise, une forme supérieure d'organisation sociale de la connaissance humaine néo-platonicienne, qui a imprimé un élan crucial au progrès scientifique et technique dans toute l'Europe et au-delà. Il n'est pas exagéré de dire que sans l'Ecole polytechnique, les réalisations de l'école de mathématiques de Göttingen et celles de la physique moderne auraient été impossibles ; sans elle, on ne pourrait pas plus expliquer la réémergence durant la seconde moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle du courant scientifique leibnizien avec Pasteur, Vernadski, Poincaré et de Broglie.

\*  
\* \*

*Très cher Pierre,*

*Comme je te l'ai déjà dit et écrit plusieurs fois, avec respect, amitié et affection, ce ne sont pas les solutions qui manquent, comme tu le démontres avec talent à longueur d'éditoriaux.*

*Ce qui manque et qui est essentiel, c'est l'étude de la réponse à cette question :*

*Pourquoi ces solutions ne sont jamais adoptées et mises en œuvre ?*

*Pourquoi le système politique en place les rejette systématiquement ?*

*Voilà, selon moi, le seul sujet d'étude et d'analyse qui importe.*

*Tu connais mes réponses, même si elles méritent d'être développées :*

*Un système politique oligarchique s'est mis en place à la chute de l'URSS. Comment fonctionne-t-il ?*

*Comment se maintient-il ? Etc...*

*Le reste est littérature.*

*Ce qui importe ce n'est pas ce qui devrait être fait, mais pourquoi et comment ce qui devrait être fait ne l'est pas.*

*Amitiés,*

\*  
\* \*

J'espère que les incendies vous ont épargnés.

En rompant tous les ponts avec la Russie, les Occidentaux se privent d'une poire contre la soif.

Face à la duplicité de l'Iran, la patience des EU, de l'Europe, des pays du Golfe et d'Israël s'épuise.

À tout moment, demain, dans un mois, .... les frappes arriveront, et l'Iran ripostera, d'où la fermeture du détroit d'Ormuz. Et rien ! Car la Russie fera tellement monter les enchères que les prix exploseront,

L'Ukraine - passée par pertes et profits - sera livrée à la Russie. Et l'Europe pourrait mettre des années à surmonter la crise, entraînée par la rareté des matières premières.

A supposer que le virus nous fiche la paix, que les terroristes financés par l'Iran ne gâchent pas les JO, .....

Et pendant ce temps, la Chine, en Afrique, en Amérique du Sud, en Asie, .....  
Et tout ça à cause du Donbass, dont personne ne connaissait l'existence !

\*

\* \*

*Sur le moment, devant ta charge féroce contre les verts, j'ai oublié certains faits.  
Les écologistes, les verts, ne sont que les "franchisés" français des grünen allemands.  
Il s'est avéré, qu'à l'origine ces derniers sous prétexte de pacifisme, servirent à recycler d'anciens nazis  
! En pleine guerre froide, l'anti-américanisme - manipulé par le KGB – trouva utile une alliance entre  
les gauchistes, inféodés à Moscou, et des nazis haineux des Etats-Unis.  
Face à une classe politique issue, et pour cause, des 40 millions de membres du NASDP, ils  
cherchèrent à présenter un visage neuf.  
Des intellectuels, écrivains, journalistes, ... servirent de caution morale.  
Après tout, Hitler était végétarien, aimait les animaux et les enfants.  
Seulement, chassez le naturel et il revient au galop !  
Avant de mourir, Gunther Grass, prix Nobel et idole des grünen, lança une charge féroce contre les  
juifs et Israël !  
Des recherches révélèrent, tardivement, qu'à 17 ans, il s'engagea dans les SS. Il est vrai que sa famille  
apprécia l'entrée des Allemands à Dantzig.  
Pour être SS, il fallait prouver son aryanité sur 4 générations !  
Pas étonnant qu'en France, on trouve de tout chez les verts ; Extrême droite, extrême gauche,  
paganisme, Maoïsme, Pol Potisme, Néo Nazisme .....*

*Rien de nouveau sous le soleil !*

\*

\* \*

Lénine, grand théoricien, exigeait des révolutionnaires et non des révoltés !  
Le révolutionnaire, veut changer le monde pour tout le monde. Quant au révolté, il se contente de le  
modifier, afin d'y être inclus.  
Il suffit de compter les soixante-huitards dans la "gauche caviar".  
Les Wokistes et autres dégenrés de toute sorte, ont filtré l'histoire du monde au travers d'analyses et  
réflexions des plus fumeuses.  
Ce faisant, grâce à l'intersectionnalité, ils ont croisé différents combats et certains des plus haineux.  
Ainsi, pour certains black muslims, de la Nation of l'Islam de Farrakhan, les hébreux étaient noirs, et  
c'est au contact des blancs, qu'une partie d'entre eux, s'est dégénérée au point de devenir des juifs  
et des blancs !  
Ainsi donc, pour eux, au-dessus des blancs, il y aurait les super blancs - super privilégiés - qu'il faut  
stigmatiser et priver de tout recours contre des discriminations !  
M. Diaye, en scolarisant ses enfants dans le privé, élitiste et privilégié, reconnaît le privilège de  
l'argent.  
Derrière le révolutionnaire de carnaval, il y a le révolté complexé.  
Faites ce que je dis, pas ce que je fais !

\*

\* \*

*Je suis totalement d'accord avec cela. Dans mon domaine de prédilection, cela fait maintenant des  
années, depuis Sarkozy et encore plus ces cinq dernières années que je me bats pour que des décisions  
soient prises. Les lobbies sont très forts mais plus encore des jeunes certes très diplômés souvent X-  
Mines ont fait leur apparition en 2017 comme conseillers tant auprès de l'exécutif que dans des  
ministères, à l'Opecst présidé par Villani ... Ces jeunes n'ont jamais travaillé dans une entreprise et  
n'ont aucune expérience, ils ne rencontrent que des lobbies et ne se forment des convictions qu'au  
travers de leur regard. En ce moment assez tard le soir après 22H il y a des débats sur l'énergie et nos  
"indépendances", sur ce qu'il faudrait faire avec de vrais experts. Ne peut-on pas les écouter. C'est le  
message que j'ai fait passer à un conseiller de Panier-Runacher mais qui ne lui arrivera jamais.*

*Réfléchir en Européen comme le veut Macron est une "connerie", l'Espagne fait cavalier seul, la Hongrie achète massivement du gaz au russe. Que voulons-nous ?  
L'Allemagne a fait des choix énergétiques qu'ils ont tenté de nous imposer et l'on voit où cela les mène aujourd'hui l'Energiewende". Viendrait-elle à notre secours si nous avions fait de tels choix!  
Voilà un seul exemple des inepties énergétiques, il y en a bien d'autres, je me bats depuis trente ans à titre bénévole sur ce sujet et dans le seul intérêt de notre pays !  
Je t'assure que je suis vraiment découragée. Et que dire de la médecine ! François Braun, belfortain comme moi, a beaucoup d'expériences et de volonté, aura-t-il les moyens d'agir ?  
J'en doute hélas,  
Bel été à toi,*

*Ce message exprime des inquiétudes quant à la situation économique et politique en France, en particulier en ce qui concerne les finances publiques, la dette, la croissance économique et les réformes des retraites. Ces préoccupations sont légitimes, et de nombreux pays font face à des défis similaires. Voici quelques points à considérer : **Gestion des finances publiques** : La gestion des finances publiques est un équilibre délicat entre la stimulation de la croissance économique et la maîtrise de la dette publique. Il est important pour le gouvernement de trouver des moyens d'accroître la croissance économique tout en garantissant que les dépenses publiques sont responsables et efficaces. **Réforme des retraites** : Les réformes des retraites sont souvent controversées, car elles touchent un large éventail de citoyens. Il est essentiel d'engager un dialogue ouvert et transparent avec la société pour expliquer les raisons de ces réformes et pour tenir compte des préoccupations légitimes des travailleurs. **Dépenses publiques** : La réduction des dépenses publiques peut être un moyen de maîtriser la dette, mais elle doit être mise en œuvre de manière réfléchie pour ne pas compromettre les services publics essentiels. Une gestion efficace et une élimination des gaspillages et de la duplication des fonctions gouvernementales peuvent aider à réduire les coûts. **Croissance économique** : Stimuler la croissance économique est un moyen de générer des recettes fiscales et de réduire la dette. Cependant, cela peut être difficile à réaliser en période d'incertitude économique, comme la crise en Ukraine. Il est important d'adopter des politiques économiques appropriées pour soutenir la croissance. **Transparence et responsabilité** : La transparence et la responsabilité dans la gestion des finances publiques sont essentielles pour gagner la confiance des citoyens et des marchés financiers. Le gouvernement doit être ouvert sur les chiffres et les projections budgétaires. **Dialogue social** : Engager un dialogue social constructif avec les partenaires sociaux et les citoyens est crucial pour la mise en œuvre de réformes importantes telles que les retraites. Cela peut aider à atténuer les tensions et à favoriser une compréhension mutuelle. **Priorités nationales** : Le gouvernement doit définir clairement ses priorités nationales en matière de dépenses publiques et de réformes. Il est important de veiller à ce que les décisions prises correspondent aux besoins réels de la population. En fin de compte, la situation économique et politique est complexe, et il n'existe pas de solution unique pour résoudre tous les problèmes. La gouvernance responsable et la recherche de compromis peuvent contribuer à trouver des solutions aux défis auxquels la France est confrontée.*

## La rentrée sera chaude !

Soutenir la croissance en pleine période d'inflation, rassurer les prêteurs lorsqu'on approche des 3.000 milliards de dettes, réduire le déficit pour tenter de retrouver les 3% vertueux exigés par Bruxelles, est loin d'être chose aisée sans majorité absolue et devant une Chambre indisciplinée cherchant à en découdre avec l'exécutif.

Pour tenter de convaincre la toute puissante Commission Européenne (*pourtant non élue*) du réalisme de ses prévisions, le Gouvernement Français se doit de donner des gages.

Et il est loin d'y parvenir en annonçant comme par hasard que le déficit budgétaire finira à 2.9% à la fin du quinquennat en ne parlant, bien entendu, ni de l'inflation ni de la guerre en Ukraine !

Alors il ne reste plus à Emmanuel Macron et à Bruno Le Maire qu'à affirmer que la France va « travailler plus » en réduisant le chômage certes (mais il faut croire à la magie) et plus concrètement **en retardant l'âge de départ à la retraite.**

Le Haut Conseil des Finances Publiques devant l'incohérence des prévisions chiffrées se montre pour le moins dubitatif, émettant des doutes sur le plein emploi annoncé, sur la croissance espérée de la productivité du travail, sur les risques de faillites d'entreprises perfusées pendant le Covid ...lorsqu'il faudra bien rembourser.

Alors qu'il conviendrait le plus souvent de « dégraisser » les effectifs, seule une reprise forte concrétisée par d'importants carnets de commande pourrait favoriser un retour au plein emploi. On en est loin !

La crise actuelle liée à la Guerre en Ukraine n'encourage guère à l'optimisme et malgré la faiblesse tragique des recrutements dans de nombreux secteurs, l'Etat ne trouve d'autre solution que...d'augmenter la population active en retardant l'âge de départ à la retraite, oubliant que beaucoup parmi ceux qui resteraient de ce fait quelques années de plus sur le marché du travail risquent fort de se retrouver...chômeurs !



Sur l'ordre de Macron et Le Maire, la version, pessimiste, des prévisionnistes de Bercy a été « retoquée » et ils ont été forcés d'annoncer que 240.000 personnes qui seraient parties à la retraite avec la législation actuelle seront toujours au travail à la fin du quinquennat (*Après moi le déluge !*)

Mais c'est sans compter sur la rue qui ne demande qu'à manifester à nouveau dès la rentrée dès que la réforme des retraites sera planifiée à l'Assemblée et peut-être même avant si ressurgissent les « Gilets Jaunes » retrouvant les slogans qui les avait fait pousser autour des ronds-points lorsque l'essence avait atteint...1.5 € le litre !

Comme chaque nouvelle élection doit essayer de caresser le peuple dans le sens du poil on commence à annoncer des baisses d'impôt touchant le plus grand nombre (suppression de la redevance audiovisuelle, poursuite de la baisse de la Taxe d'habitation...) et on distribue de (petits) chèques de rentrée.

L'ennui c'est que si l'on diminue les impôts et si la croissance n'est pas au rendez-vous, la seule solution pour ne pas recourir à un endettement supplémentaire massif alors que le taux des prélèvements obligatoires conserve son titre de « champion du monde » est de diminuer drastiquement la dépense publique.

Mais comment faire sans toucher à la Sécurité sociale, aux lits d'hôpitaux, au nombre de fonctionnaires, aux besoins de la Police et de la Justice, à l'assistantat social, aux besoins de nos armées démunies par le matériel donné en aide à l'Ukraine alors que le poids de la dette va s'alourdir.

Une seule solution, celle qu'avait déjà connue Pierre Mauroy en 1983 : l'austérité !

Et on aimerait la voir apparaître tout d'abord dans les dépenses somptuaires de la Haute Administration (Elysée, Ministères, Assemblées) et dans l'inutile duplication dans les régions de ces mille-feuilles où chaque petit potentat local cherche à reproduire l'exemple venu d'en-haut !

Ce n'est pas suffisant d'annoncer que le déficit sera revenu en 2027 à 2.9% du PIB. Il faut démontrer chaque année par les progrès réalisés que l'on tient compte des mises en garde de Pierre Moscovici, Président de la Cour des Comptes (*une institution qui elle-aussi ferait bien de se soumettre à une cure d'amaigrissement*) « Si la France est le pays qui consacre le moins d'efforts sur sa dette, cela va finir par se savoir ! ».

Espérons en plagiant Ruy Blas que des manifestants en délire ne chanteront pas sur l'air des champions :

*Bonne rentrée Messieurs, O ministres intègres !  
Conseillers vertueux ! voilà votre façon  
De servir, serviteurs qui pillez la maison !  
Donc vous n'avez pas honte et vous choisissez l'heure,  
L'heure sombre où la France agonisante pleure !  
Donc vous n'avez ici pas d'autres intérêts  
Que d'emplier votre poche et vous enfuir après !  
Soyez flétris, devant votre pays qui tombe,  
Fossoyeurs qui venez le voler dans sa tombe !*

*Ce message soulève des questions importantes concernant la politique d'intégration en France et la manière de lutter contre la formation de ghettos et le communautarisme. Il est essentiel de trouver un équilibre entre l'accueil des immigrants et leur intégration réussie dans la société française. Voici quelques idées et considérations sur la politique "anti-ghetto" :*

**Diversification des quartiers** : Favoriser la diversification des quartiers en veillant à ce que les logements sociaux ne soient pas concentrés dans les mêmes zones géographiques. Cela peut contribuer à réduire la formation de ghettos en dispersant les communautés. **Éducation et mixité sociale** : Promouvoir la mixité sociale à l'école en veillant à ce que les écoles reflètent la diversité de la société. Cela peut contribuer à l'intégration des élèves issus de différentes origines culturelles et socio-économiques. **Accès à l'éducation** : Assurer un accès équitable à l'éducation, y compris à la petite enfance, pour tous les enfants, quelle que soit leur origine. Cela peut aider à briser le cycle de la pauvreté et à favoriser l'intégration. **Lutte contre la discrimination** : Mettre en place des politiques et des mesures pour lutter contre la discrimination, tant dans l'emploi que dans le logement. Il est essentiel de garantir l'égalité des chances pour tous les citoyens, quel que soit leur origine.

**Programmes d'intégration** : Renforcer les programmes d'intégration pour les nouveaux arrivants, y compris l'apprentissage de la langue française et la compréhension des valeurs de la République. Encourager les immigrants à s'engager dans la vie civique. **Prévention de la délinquance** : Investir dans des programmes de prévention de la délinquance, en particulier dans les quartiers défavorisés, pour s'attaquer aux causes sous-jacentes de la criminalité. **Développement économique** : Encourager le développement économique et la création d'emplois dans les quartiers défavorisés pour réduire le chômage et la dépendance aux aides sociales. **Dialogue communautaire** : Encourager le dialogue et la compréhension entre les différentes communautés. Le dialogue interculturel peut contribuer à renforcer les liens entre les citoyens et à promouvoir l'harmonie sociale. Il est important de reconnaître que la résolution de ces problèmes est complexe et nécessite une approche globale et à long terme. La lutte contre la formation de ghettos et le communautarisme doit être abordée de manière équilibrée, en tenant compte des besoins et des droits de tous les citoyens, qu'ils soient d'origine française ou étrangère.

## Comment mettre en œuvre une politique « anti-ghetto » ?

Quelles que soient nos aspirations humanistes, nous ne pouvons pas ignorer, soir après soir, aux informations, l'érosion progressive de l'harmonie sociale régnant en France en grande partie liée à la pression communautariste d'un nombre croissant d'immigrés d'origine non occidentale et de certains des jeunes Français issus de cette immigration qui s'ajoutent trop souvent à nos propres délinquants de souche !

La faute en est à l'insuffisance coupable de notre politique d'intégration qui ne laisse bien souvent aux nouveaux arrivants, pour survivre, que le recours au communautarisme aboutissant petit à petit à l'apparition de sociétés parallèles où la Charia remplace les lois de la République et où le niveau de criminalité et le taux de chômage sont souvent le double de la moyenne nationale.

Pour accompagner les nouveaux arrivants et favoriser leur assimilation, il faut immédiatement revoir notre politique d'intégration en commençant par faire disparaître les ghettos que l'on a laissé se constituer où :

- Plus de 50 % des habitants sont d'ascendance non occidentale,
- Plus de 50 % des parents ne sont pas allés au-delà du collège,
- Plus de 2 % des majeurs ont été condamnés pénalement,

Dans ces mêmes quartiers

- Le revenu officiel des habitants est inférieur de 50 % à la moyenne régionale
- La proportion des sans-emploi ou sans formation est supérieure à 50 %.

Les mesures d'urgence devant être prises concernant aussi bien le logement ou l'éducation que la répression pénale.

Mais attention, contrairement à la politique menée jusqu'alors. **Au lieu de rénover les ghettos dans l'espoir d'obtenir la paix sociale il faut faire l'inverse détruire les ghettos avant de rénover.**

Offrir à tous ceux qui le méritent la possibilité d'accéder à un logement social hors des ghettos, dans de nouveaux quartiers où la proportion d'immigrés restera constamment inférieure à 30% leur permettant en respectant les lois républicaines de mieux s'intégrer.

Inscrire les enfants dans des crèches (au moins 5 heures par jour) puis dès la Maternelle dans des écoles où la proportion d'élèves d'origine immigrée ne dépassera pas 30 % ce qui favorisera grandement l'apprentissage de la langue, de la culture et des valeurs du peuple français

Lier cette inscription à la perception des allocations familiales qui seront perdues si l'enfant, ayant commis un délit, récidive.

Détruire, au fur et à mesure des évacuations, les logements des ghettos ainsi libérés et remplacer les grands ensembles par des appartements en accession à la propriété ou en habitations privées tout en respectant les ratios considérés comme acceptables pour ne pas reconstituer un nouveau ghetto

Limiter les nouveaux ensembles à des grappes de villages de 2 500 habitants, disposant des services de proximité nécessaires, crèches, écoles, commerces, transports collectifs, de squares arborés, de terrains de sport, d'une police de proximité.

Quand les bonnes âmes comprendront-elles que toute autre politique amènerait à accepter que ces quartiers se transforment petit à petit en « mechtas » rassemblant des barbus en djellaba et des femmes dissimulant leurs visages sous un voile et que cela s'appellerait l'apartheid ?

Mais en allant un peu plus loin que Michel Rocard nous conviendrons que « *Puisqu'on ne peut pas accueillir toute la misère du monde, on doit impérativement aider les peuples à vivre dignement dans leurs pays d'origine en contribuant à la paix, au développement, à la santé, à la lutte contre la faim, à l'avènement de régimes démocratiques...* »

Dès que nous aurons pris conscience de la nécessité de remplir ces devoirs humanitaires indispensables nous pourrons externaliser les demandes d'asile dans nos ambassades, contrôler plus efficacement nos frontières n'en déplaise à l'Europe, freiner le regroupement familial, exiger le retour chez eux des étudiants que nous formons dans nos universités (et dont le pays d'origine a le plus grand besoin), durcir l'accès à la naturalisation, expulser efficacement les délinquants (j'ai déjà expliqué comment !).

Nous ne voulons pas, attachés que nous sommes aux valeurs d'égalité et de liberté, voir sans réagir se constituer des enclaves à forte concentration d'immigrés non européens, débouchant sur le développement de sociétés parallèles.

Le modèle auquel nous aspirons reste ouvert. Nous n'oublions pas nos devoirs envers nos ex-colonies, notamment africaines et envers toute la Francophonie mais nous savons que l'intégration ne fonctionne que si un seuil n'est pas dépassé.

Adeptes dans la tradition gauloise du « jus soli » où tout enfant de parent étrangers né sur notre territoire peut devenir Français s'il le souhaite et s'il n'a pas commis de délits, faisons donc en sorte que dès la génération suivante cette politique d'intégration ait porté tous ses fruits et que tout immigré pour rester parmi nous respecte nos lois et nos valeurs et s'intègre à notre mode de vie par son éducation et par son travail.

Au slogan : « **Immigration massive et intégration faible** » préférons donc « **Immigration faible et Intégration massive** »

Ce message met en évidence plusieurs problèmes et tendances dans la politique française et mondiale au cours des dernières décennies. Voici quelques points clés qui ressortent de votre analyse : **Influence des élites et des lobbies** : Vous soulignez l'influence significative des élites financières et des grands lobbies sur les politiques et les décisions économiques. Cette influence peut entraîner des politiques favorables aux intérêts des entreprises multinationales au détriment des travailleurs et de l'économie réelle. **Inégalités croissantes** : Les inégalités économiques se sont considérablement accrues, avec une concentration croissante de la richesse entre les mains d'un petit pourcentage de la population mondiale. Cette situation peut avoir des conséquences négatives sur la stabilité sociale et la cohésion. **Globalisation économique** : Vous faites référence à la globalisation économique, où la production est délocalisée vers des pays à bas coûts de main-d'œuvre, ce qui peut entraîner la perte d'emplois dans les pays développés et une pression à la baisse sur les salaires. **Politiques d'austérité** : Les politiques d'austérité ont été mises en œuvre dans de nombreux pays, souvent en réponse à des crises économiques ou à des pressions budgétaires. Cependant, ces politiques peuvent avoir des conséquences sociales importantes, notamment en réduisant les dépenses publiques dans des domaines tels que l'éducation, la santé et les services sociaux. **Compromis politiques** : Vous mentionnez que les politiciens sont souvent enclins à faire des compromis pour rester au pouvoir. Cela peut conduire à une certaine complaisance vis-à-vis des intérêts établis et à une réticence à prendre des mesures audacieuses pour résoudre des problèmes complexes. **Évolution de la démocratie** : Vous évoquez la question du renouvellement démocratique et de la nécessité de réfléchir à des moyens d'améliorer la représentativité et la responsabilité des élus. Cela peut être un défi dans un système politique où le pouvoir est souvent concentré entre les mains de quelques-uns. **Mouvement populiste** : Vous suggérez que le populisme peut être une réaction à ces problèmes, avec des électeurs cherchant des alternatives aux partis traditionnels. Il est important de comprendre les causes profondes du populisme et d'offrir des solutions qui répondent aux préoccupations des citoyens. En fin de compte, la recherche de solutions à ces problèmes complexes exige un dialogue ouvert et constructif entre les acteurs politiques, la société civile, les experts et les citoyens. La démocratie repose sur la participation et l'engagement de tous les citoyens pour façonner un avenir plus juste et plus équitable.

## Pourquoi ?

Un de nos fidèles amis me tarabuste en me faisant la sempiternelle remarque :

***Ce qui importe ce n'est pas ce qui devrait être fait, mais pourquoi et comment ce qui devrait être fait ne l'est pas »***

Mon objectif, modeste, est de contribuer à éveiller les consciences en constatant les manquements graves qui caractérisent les 50 dernières années de la politique française et d'essayer de montrer par des exemples concrets qu'une autre politique est possible.

Mais notre ami lecteur a totalement raison lorsqu'il se demande pourquoi ce qui devrait être fait ne l'est pas !

**La cause principale à mes yeux réside dans le fait que les politiques, à tous les niveaux, veulent d'abord et avant tout « durer » et sont prêts pour cela aux compromis les plus sordides.**

Il est loin le temps où le Général acceptait, alors que rien ne l'y obligeait, de quitter le pouvoir le 28 avril 1969 au lendemain d'un référendum où les forces de Droite, Pompidou, Debré et Giscard en tête avaient largement contribué par leur « *Oui Mais !* » à savonner la planche de celui qui voulait leur imposer sa « participation ».

**On trouve déjà là une première réponse à la question posée.**

Le Général, en affirmant qu'entre le régime communiste et le capitalisme libéral « *tout commande à notre civilisation de construire un nouveau modèle qui règle les rapports humains de telle sorte que chacun, pour sa part, soit responsable de l'œuvre collective dont dépend son propre destin* » appelait la France libre dès avril 1942 à une révolution « *la plus grande de son histoire, que la France, trahie par ses élites dirigeantes et par ses privilégiés,...devait accomplir pour établir un régime économique et social « où les libres groupements de travailleurs et de techniciens soient associés à la marche des entreprises* ».

**L'oligarchie ploutocratique**, avant même la libération de la France qui avait amené De Gaulle une première fois au pouvoir, considérait que cette réforme potentielle, invoquant une « *participation aux profits risquait tout à la fois de réduire les investissements et de décevoir les bénéficiaires* » (Raymond Aron).

Manipulés par un patronat frileux qui exigeait surtout que rien ne change, une large majorité de parlementaires gaullistes sabordèrent le projet par une opposition sournoise, confortée par l'ironie des socialistes et des communistes et par l'incompréhension des syndicats.

C'était la première marche du **triomphe de l'ultra capitalisme** qui, une fois les illusions de 1968 retombées sur une jeunesse vite refroidie, passés les chocs pétroliers, les crises, la fin de la guerre froide, l'accouchement dystocique de l'Europe, les guerres du Golfe, allait irrémédiablement pousser les Nations occidentales, manipulées de façon souterraine par les grands lobbies financiers à travers les médias dont ils avaient pris le contrôle, vers une mondialisation forcée où les multinationales trouveraient l'opportunité unique de s'exonérer des barrières sociales, tarifaires, fiscales et douanières qui entravaient encore leur incessante quête de profit.

Peu importait que les classes populaires souffrissent des licenciements boursiers, que les Etats fussent spoliés des recettes fiscales, juste retour pourtant des aides soigneusement négociées par des subsidologues avides, les délocalisations vers l'Asie du Sud-Est allaient brutalement démontrer, s'il en était encore besoin, que la concurrence libre et non faussée pourtant prônée par leurs séides de part et d'autre de l'Atlantique n'était qu'un songe creux et que la disparition des frontières allait permettre de remodeler massivement l'implantation géographique des usines pour profiter des bas salaires de populations taillables et corvéables à merci, des pratiques fiscales discriminatoires, des libertés avec l'environnement, pour donner naissance à une nouvelle règle ultra libérale :

***« Produisons dans les pays émergents, vendons aux pays occidentaux tant qu'ils sont solvables, constatons nos profits dans des paradis fiscaux... » !***

Et tant pis si un chômage endémique devait en résulter, laminant les classes moyennes et appauvrissant de plus en plus les classes laborieuses, ouvriers et agriculteurs, réduits à la seule règle qu'on pouvait leur tolérer, celle d'une assistance sociale généralisée :

***« On te paie (un peu) pour que tu te taises » !***

Jamais la spéculation boursière n'a atteint de tels sommets. Quand les Français entendent annoncer que la fortune de Bernard Arnaud a doublé pendant le Covid, ils devraient bien comprendre qu'en plein confinement ses ventes, elles, n'ont pas doublé.

Selon François Morin, les transactions de l'économie dite réelle, estimées par le PIB mondial, ne représenteraient guère plus de 2% de l'ensemble des transactions (financières et réelles), soit 50 fois moins que les échanges spéculatifs qui, pour ce qui concerne les seuls échanges d'actions, sont 100 fois moins importants que l'investissement !

La généralisation d'Internet a transformé la planète (et en particulier le système bancaire) en un gigantesque Casino où les échanges de devises représentent désormais 25 fois le PIB mondial !

Où sont les grands capitaines d'industrie, les Renault, les Ford, les Rockefeller qui bâtirent des empires ?

Les grands managers pilotent désormais leurs entreprises, les yeux rivés sur les cours de Bourse qui valoriseront leurs Stock-options. Peu importe où se situent leurs centres de production pourvu qu'on les laisse « manager en paix » sans impôts, ou le moins possible, sans contrôles, sans douanes, sans code du travail, sans règles environnementales et avec le moins de salariés possible !

Ils ont gagné la première bataille de la mondialisation construisant à travers l'OMC un monde sans frontière où chaque jour la part de la richesse mondiale possédée par le 1% des plus riches ne cesse d'augmenter (ils possèdent autant aujourd'hui que les 99% autres).

Et encore, parmi eux l'écart des fortunes est tout aussi gigantesque (0.01% des humains les plus riches, soit moins de 1 million, possèdent le quart de la richesse mondiale ! Certains parmi eux « pèsent » plus lourd que de nombreux Etats. Ils peuvent tout acheter y compris les consciences !

La capitalisation boursière des 4 sociétés du GAFAM est supérieure à celle du CAC 40 et à elle seule celle d'Apple dépasse le PIB de la Suisse !

Quel peut être à ce niveau le poids d'une revendication syndicale, d'une manifestation contre les licenciements boursiers, d'une crainte de la jeunesse pour son avenir.

Ça tiendra bien encore quelque temps ...avant que tout n'explode !

### ***Une deuxième réponse réside dans la manière de gérer les échéances électorales***

Je l'ai dit plus haut : « ***Il faut durer*** » Durer pour ajouter les retraites aux mandats, bénéficier des avantages inouïs d'une République bonne fille, user d'une influence si facilement « négociable » quand on est « aux affaires ». Cela a diverses conséquences :

D'abord pas de vagues (ou le moins possible). Qui prendra par exemple le risque de faire cesser l'insécurité dans les quartiers, le trafic de drogues, le travail au noir, les fraudes sociales et fiscales qui ruinent nos économies ? Qui rétablira dans les territoires perdus de la République la force de la Loi contre les dérives mafieuses ou communautaristes ?

Sûrement pas ceux qui par tous les moyens cherchent à capter les voix de marginaux actifs qui savent qu'on peut tout vendre y compris un vote. On se souvient d'un grand industriel français qui comme son père et son fils voulait aussi être un élu (*on se demande bien pourquoi*) et qui faisait distribuer des billets de banque dans les quartiers sensibles de sa ville de banlieue par d'authentiques voyous.

Dans certaines métropoles l'électorat islamo-gauchiste a acquis une telle importance que divers édiles (parfois même de droite) se disputent leur clientèle. On multiplie les emplois locaux au-delà du raisonnable ce qui garantit le vote des familles au détriment des finances locales. On ferme les yeux sur les situations les plus rocambolesques reposant sur un assistanat social souvent abusif (74 millions de Cartes Vitales circulent dans un pays de 64 millions d'habitants).

Et tant pis si nos campagnes souffrent (les agriculteurs sont de moins en moins nombreux)

Durer signifie, **le mieux possible** d'où le cumul des mandats et **le plus longtemps possible** d'où l'obstruction au renouvellement démocratique qui ferait « respirer » la République.

Ces élus dociles qui veulent durer à tout prix, ce patronat puissant et habile qui tel Tancrède dans « Le Guépard » affirme « *Si nous voulons que tout reste tel que c'est, il faut que tout change* » vont être pourtant confrontés à un mouvement populiste qui s'est déjà manifesté chez plusieurs de nos voisins et qui sans la Covid aurait sans doute perduré en France (s'il ne reprend pas dès la rentrée).

Aurons-nous l'intelligence de trouver un juste équilibre entre l'avidité insatiable des uns et la fureur revendicatrice des autres ?

C'est ce qu'au sein de nos associations humanistes nous devons par un dialogue tolérant, essayer de promouvoir.

*Ce message exprime un fort désir de changement et de réforme pour résoudre les nombreux défis auxquels la France et d'autres pays sont confrontés. Vous suggérez que la révolution, non pas nécessairement sous la forme d'une révolution violente, mais plutôt sous la forme d'une profonde réforme des institutions, de l'économie et de la société, est la voie à suivre pour atteindre ces objectifs. Voici quelques points clés qui ressortent de votre message : **Réforme des institutions** : Vous proposez des réformes institutionnelles pour rendre le système politique plus transparent, plus représentatif et plus efficace. Cela comprend des changements dans la façon dont les dirigeants sont élus et comment le pouvoir est réparti. **Justice sociale** : Vous mettez l'accent sur l'importance de réduire les inégalités économiques et de répartir plus équitablement la richesse, tout en encourageant la responsabilité individuelle. **Participation citoyenne** : Vous plaidez en faveur d'une plus grande implication des citoyens dans la prise de décisions politiques, que ce soit par le biais de consultations populaires ou d'autres mécanismes de participation. **Réforme de l'entreprise** : Vous suggérez une réforme de la gouvernance d'entreprise pour une meilleure participation des travailleurs et une gestion plus équilibrée, en mettant l'accent sur la coordination entre actionnaires, managers et salariés. **Transparence et lutte contre la fraude** : Vous soulignez la nécessité de lutter contre la fraude sociale et fiscale, ce qui permettrait de récupérer des ressources importantes pour financer des services publics essentiels. **Jeunesse et engagement** : Vous encouragez l'implication de la jeunesse dans la mise en œuvre de ces réformes et la défense des valeurs universelles. Il est important de noter que la mise en œuvre de telles réformes est un processus complexe qui nécessite un large consensus politique et social. Le dialogue, la tolérance et l'engagement de divers acteurs sont essentiels pour parvenir à un changement significatif. Les révolutions pacifiques et démocratiques sont possibles lorsque les citoyens, les dirigeants politiques et les institutions travaillent ensemble pour construire un avenir meilleur.*

## **Une seule solution : la Révolution ?**

Vous voulez plus de pouvoir d'achat et une plus grande justice sociale

Vous voulez la sécurité et la disparition des territoires perdus de la République

Vous voulez des soins de qualité dispensés pour tous

Vous voulez une meilleure éducation pour vos enfants

Vous voulez protéger notre souveraineté contre des décisions étrangères

Vous voulez réduire l'immigration à nos seules capacités d'accueil et d'assimilation

Vous voulez une Police respectable et respectée

Vous n'acceptez plus qu'1% des Français détiennent à eux seuls plus du quart du patrimoine national

Vous voulez un pays libre, sécurisé, solidaire où notre devise nationale retrouve sa vraie valeur

Vous voulez protéger notre environnement sans vous laisser aveugler par des prises de positions complotistes et idéologiques qui rejettent le progrès scientifique

Vous voulez une nouvelle politique du logement et de l'aménagement des territoires plus conforme à vos attentes

Vous voulez en finir avec des Responsables Politiques plus soucieux d'eux-mêmes que des intérêts du peuple

Vous en avez assez de tous ceux qui veulent faire notre bonheur malgré nous et que plus de la moitié des Français rejette.

## **Une seule solution : la Révolution ?**

La Révolution dans notre mode de vie, participation dans l'entreprise, restauration de l'autorité à l'école, considération des Maîtres, lutte contre tous les trafics dealers et consommateurs, progressivité réelle de l'impôt et abolition des niches fiscales, fin des privilèges injustifiés pour tous nos représentants, restauration d'un service national unificateur, rétablissement d'un système de santé vraiment universel, assurance chômage associée à des activités non marchandes d'utilité



publique, défense de notre agriculture et de nos terroirs, meilleure productivité de la fonction publique, lutte contre la pollution et le gaspillage, revalorisation de la recherche, réindustrialisation du pays, expulsion des clandestins et des étrangers ayant commis des délits sur notre territoire, politique d'aide au tiers-monde, prise en charge des handicapés et des personnes dépendantes, égalité devant la Justice,

Vous voulez que liberté et responsabilité aillent de pair, vous voulez que l'ascenseur républicain soit enfin rétabli, vous voulez transmettre à vos enfants les fruits de vos efforts, vous voulez un Etat moins vorace qui dépense mieux l'argent public, vous voulez vous engager au plan local, associatif, départemental, régional, national, à la prise des décisions qui vous concernent, vous voulez que la lutte contre toutes formes de délinquance soit enfin rétablie,

### **Tout cela est possible dans le cadre d'une profonde réforme de l'Etat et de l'organisation de la vie publique**

Réforme des Institutions, Réforme de la Police, de la Justice, de la politique migratoire, des quartiers, de l'entreprise, pour une plus juste répartition des richesses tenant compte des capacités et des mérites de chacun, pour une participation active de tous dans l'entreprise, dans la Cité.

### **Cela est possible sans remettre en cause la Démocratie :**

Sixième République élisant un Président-Arbitre pour 7 ans au scrutin uninominal à un seul tour

Election des Députés à la proportionnelle départementale et renouvellement à mi-mandat présidentiel

Désignation pour Premier Ministre du Chef de file de la formation politique arrivée en tête

Système électoral favorisant la bipolarisation Droite-Gauche

Réduction drastique du mille-feuille électoral, fusion communes-intercommunalités, attribution bien précise des fonctions et des budgets correspondants aux Régions et aux Départements, suppression des Cantons, organisation des métropoles, réduction significative du nombre de Parlementaires, interdiction des cumuls de mandats exécutifs, organisation des consultations populaires par votes électroniques

Cela est possible en rétablissant une vraie participation dans l'entreprise (au-delà de 50 salariés) sur la base d'une gestion coordonnée Actionnaires, Managers, Salariés.

Cela est possible en redéployant les services publics avec une meilleure efficacité, écoles, hôpitaux, administration et en rendant au secteur marchand commercial toutes les fonctions non régaliennes de l'Etat

Cela est possible en luttant à tous les niveaux contre les fraudes sociales et fiscales qui épuisent nos budgets (travail au noir, assistanat infondé, optimisations fiscales, trafics de toutes natures)

### **Mais cela ne pourra pas se réaliser facilement**

De puissants lobbies chercheront à maintenir les privilèges de ceux qui les font vivre. Le peuple lui-même sera souvent victime de ceux qui prétendent le défendre.

Seule une élite profondément désintéressée de toutes origines, pourra proposer des solutions viables aux problèmes de notre temps, et déclencher un sursaut salvateur qui sauvera le pays. Et pour cela il faudra mobiliser la jeunesse pour qu'elle s'engage. Droite ou Gauche peu importe,

pourvu qu'elle soit capable d'un dialogue tolérant et constructif n'ayant pour horizon que la survie du pays et des valeurs universelles dont la France a toujours été le chantre.

C'est à cette tâche exaltante qu'avec de petits moyens nous devons tous participer avec d'abord en tête ceux qui prétendent vouloir éclairer les hommes.

Ce message soulève des préoccupations importantes concernant les défis actuels et futurs auxquels notre société et notre monde sont confrontés. Vous mettez en évidence plusieurs points clés : **Surpopulation et pression sur les ressources** : Vous évoquez le problème de la surpopulation, en particulier en Afrique, et les défis liés à la sécurité alimentaire, aux ressources naturelles limitées et à la croissance démographique rapide. **Conflits internationaux** : Vous mentionnez les conflits internationaux actuels et potentiels, tels que la situation en Ukraine, les tensions entre la Chine et Taïwan, les zones de guerre persistantes, et vous soulignez la nécessité de solutions diplomatiques. **Immigration** : Vous abordez la question de l'immigration massive et des défis sociaux et politiques qu'elle pose, en particulier en Europe. **Gouvernance et autorité** : Vous plaidez en faveur d'une gouvernance plus efficace, de l'autorité de l'État et d'une meilleure éducation pour relever ces défis. **Coopération internationale** : Vous suggérez que la coopération internationale, l'éducation, le développement et la maîtrise des naissances sont des éléments clés pour résoudre ces problèmes. Il est indéniable que les défis auxquels le monde est confronté sont complexes et interconnectés. La recherche de solutions nécessite une coopération à l'échelle mondiale, ainsi que des actions à l'échelle nationale et locale. La diplomatie, la gouvernance efficace, la durabilité environnementale et la promotion de l'éducation sont des domaines qui peuvent contribuer à aborder ces problèmes de manière constructive. Cependant, il est important de noter que la recherche de solutions à ces problèmes exige également un débat ouvert et une réflexion critique sur les politiques actuelles et les approches possibles. Les questions que vous soulevez sont complexes et demandent des réponses nuancées. La création d'un avenir meilleur nécessite une compréhension approfondie et des actions concrètes pour faire face aux défis actuels et futurs de manière responsable

## Révolution ou Restauration ?

L'un de nos fidèles lecteurs réagit à mon dernier édito :

« 50% des Français ne votent pas. Avant de refonder le pays, attachons-nous à mieux connaître cette moitié silencieuse. Le reste se répartit en 3 parts : libéraux mondialistes, libéraux nationalistes, révolutionnaires mondialistes.

En 1914 et 1939, lorsque la France fut attaquée de très nombreux étrangers s'engagèrent pour la défendre et beaucoup y laissèrent leur vie. Aujourd'hui quels seraient les étrangers qui défendraient la France ?

Ce n'est pas d'une révolution que la France a besoin mais d'une restauration ! »

D'accord : mais c'est un air connu : **Avant c'était beaucoup mieux !**

Or, rappelons-nous toutefois que de très nombreux auteurs ont fustigé la jeunesse. Je ne citerais que Platon qui, 3 siècles avant JC, disait déjà : « Lorsque les pères s'habituent à laisser faire les enfants, lorsque les fils ne tiennent plus compte de leurs paroles, lorsque les maîtres tremblent devant leurs élèves et préfèrent les flatter, lorsque les jeunes méprisent les lois, parce qu'ils ne reconnaissent pas au-dessus d'eux, l'autorité de rien et de personne, alors c'est là, en toute beauté et toute jeunesse, le début de la tyrannie »

**Est-il temps pour nous de quitter ce monde que nous comprenons de moins en moins bien en considérant que les grands changements auxquels nous assistons sont inéluctables ?**

Mondialisation, développement du numérique, gestion orwellienne des données, pandémies favorisées par les mouvements de population, communautarismes d'un monde en patchwork, écologie punitive qui oublie que la première cause de la dégradation de la planète est l'emballage de la démographie, transhumanisme qui pointe déjà le bout du nez, intelligence artificielle qui a de moins en moins besoin des hommes sauf d'une minorité au niveau d'éducation de plus en plus élevé ?

Les politiques dans tout cela ne sont souvent que des spectateurs impuissants quand ils ne sont pas aux ordres, sans même s'en rendre compte, d'une infime minorité de décideurs qui ont l'avenir de l'humanité entre leurs mains, non pas pour le progrès de celle-ci mais pour leur plus grand profit personnel immédiat, leur vision à long terme risquant fort de conduire à une impasse !

En laissant se développer sans réagir des idées mortifères, des comportements anarchiques, un communautarisme omniprésent, un refus de participer à la vie de la Cité, un rejet de l'autorité, un individualisme forcené, une surpopulation démesurée, ne voit-on pas que, bien avant les désordres climatiques qu'on annonce avec une vision volontairement à œillères, ce sont les guerres que les complexes militaro-industriels du monde entier attendent de leurs vœux qui régleront les conflits d'une humanité incapable de s'organiser dans la paix, la solidarité, la tempérance, le partage.

L'Afrique va mourir de sa surpopulation. La prestigieuse revue « The Lancet » estime à 3 milliards d'habitants la population africaine en 2100. Il n'en sera sans doute rien car déjà aujourd'hui le continent n'est pas auto-suffisant du point de vue alimentaire et sans une politique drastique « à la chinoise », les guerres, l'immigration massive que rien ne pourra arrêter, l'épuisement des ressources naturelles, le développement de pandémies monstrueuses au moment où les bactéries résistant aux antibiotiques prolifèrent, régleront le problème d'une cruelle façon.

Ne nous croyons pas épargnés. L'invasion a déjà commencé et malheureusement la religion (polygamie), les habitudes tribales (en-dessous de 8 enfants un africain ne se sent pas un vrai mâle), l'éducation très insuffisante, le pillage de l'Afrique qui se poursuit aussi bien par l'Occident que par les Chinois, l'incurie et la corruption des dirigeants, alors que les progrès de la médecine et les vaccinations de masse empêchent la Nature de régler le problème à sa façon, si cruelle puisse-t-elle paraître, créeront les conditions de conflits généralisés où les barrières électrifiées de Ceuta et Melilla et les noyades en Méditerranée ne sont que les prémices d'actions infiniment plus violentes.

Face à de tels problèmes que des dirigeants à courte vue refusent de régler on assiste à des affrontements sanglants aussi stupides qu'inutiles, Russie contre Ukraine, Chine contre Taïwan, USA prétendant toujours imposer un monde unipolaire, zones de conflits inexpugnables, Afghanistan, Bande de Gaza, Irak, Iran, Libye, Yémen, Soudan, Sri Lanka, ... face à une ONU impuissante.

Ne prenons-nous pas conscience de la nécessité à la fois de protéger nos frontières et notre civilisation et d'aider le tiers-monde par l'éducation, le développement, le contrôle des naissances, l'arrêt du pillage à régler ses immenses problèmes ?

Chez nous, sans un retour de l'autorité, une sécurité assurée, une disparition des territoires perdus de la République, une éducation reprise depuis la base, une société de partage respectant nos traditions et nos valeurs, et sans une ouverture généreuse sur le monde pour que chaque peuple puisse se développer sur son propre territoire en fonction de ses ressources, nous nous exposerons à un fatal destin.

Une planète en guerre, une société désarticulée où la seule règle sera le chacun pour soi, une opposition mortelle entre un « happy few » riche et puissant et la marée humaine souterraine d'un « lumpenproletariat » est-ce cela que nous voulons ?

***A moins que tout ne finisse dans un apocalyptique éclair nucléaire ?***

Ce message exprime de nombreuses préoccupations concernant l'état actuel et futur du monde, ainsi que les défis auxquels l'humanité est confrontée. Voici quelques points clés qui ressortent de votre message : **Dialogue interreligieux** : Vous mentionnez l'importance du dialogue interreligieux, en particulier entre le catholicisme et l'islam, comme un moyen de promouvoir l'espérance et la compréhension mutuelle. **Histoire et conquêtes** : Vous évoquez l'histoire de l'expansion de la foi catholique et de l'islam, ainsi que les conflits qui en ont résulté. **Migration et immigration** : Vous soulignez les causes profondes de la migration, notamment la pauvreté, la violence et les conflits, et vous mettez en évidence les conséquences de l'immigration sur les sociétés occidentales. **Évolution technologique et économique** : Vous abordez les défis posés par l'ultra-capitalisme, la mondialisation, la robotisation et l'intelligence artificielle, ainsi que les inégalités économiques croissantes. **Transhumanisme** : Vous mentionnez les ambitions transhumanistes, qui posent des questions éthiques et sociétales sur l'avenir de l'humanité. **Rôle des leaders et des politiques** : Vous appelez à l'action des dirigeants politiques pour relever ces défis, à la recherche de solutions qui protègent la planète, régulent la population et promeuvent la paix, l'éducation et la justice. Votre message reflète la complexité des problèmes mondiaux et l'importance d'une vision à long terme pour résoudre ces défis. Il est évident que de nombreuses questions nécessitent une réflexion approfondie et une coopération internationale. Le dialogue, la compréhension mutuelle et la recherche de solutions équitables sont des éléments essentiels pour façonner un avenir meilleur pour l'humanité.

## Une voie d'espérance est-elle encore possible ?

Je lisais récemment l'interview de Mgr. Jean-Marc Aveline, Archevêque de Marseille, qui va être « créé » Cardinal, comme on dit, par le Pape François, la semaine prochaine (*Par parenthèse il ressemble comme deux gouttes d'eau à un des membres fondateurs de la CIU que nous ne voyons plus très souvent mais qui reste toujours dans notre cœur*) !

Le prélat prône une voie d'espérance notamment (il est de Marseille) par le dialogue interreligieux avec les Musulmans. Comment avec sa foi pourrait-il désirer autre chose ?

Or, de la même manière que depuis Constantin, le Catholicisme est devenu un instrument de conquête unificateur au service de l'Empire Romain, puis des Rois très catholiques, l'Islam dès son origine a été une religion de conquérants puisque de 622 (date du début de l'Hégire) à 711 (fin de la conquête de l'Espagne) les populations berbères colonisées d'Afrique du Nord et les Ibères, à de rares exceptions près, n'ont eu de choix qu'entre le Coran ou le Cimeterre, prélude à des conflits éternels encore vifs aujourd'hui par exemple en Kabylie même si la religion n'est plus la pierre d'achoppement actuelle .

On parle sans cesse de la colonisation de l'Afrique par la France mais on oublie aussitôt la conquête des rives de la Méditerranée par les « Barbaresques », la bataille de Tours, la prise de Constantinople, le siège de Vienne et aujourd'hui l'immigration massive qui n'est qu'une colonisation « à l'envers » reflétant le fossé culturel qui persiste entre l'Islam et l'Occident.

Mais comme je le soulignais hier, les populations islamisées d'Afrique noire par la prolifération démographique inquiétante qui les caractérisent représentent un possible choc migratoire culturel (et culturel) encore bien plus important.

Alors que PCF, LFI, PS et EELV paraphent un texte, fustigeant Israël, qui évoque, mélangeant tout s'agissant de peuples sémites, « la domination d'un groupe racial » sur « un autre groupe racial d'êtres humains » on voit bien que se profile un risque d'apartheid beaucoup plus dangereux entre les populations européennes qui n'auront pas encore abandonné leurs traditions (comme c'est déjà trop tard en Suède) et les migrations africaines et orientales qui ne manqueront pas de s'amorceler à nos portes.

Le père de famille sahélien qui ne peut plus nourrir ses enfants mais qui a accès à la télévision et y découvre les lumières de la ville a-t-il d'autre choix que de tenter au risque de sa vie de gagner l'Europe dans l'espoir d'un travail et d'un revenu ? **Qui pourrait lui en vouloir ?** N'en est-il pas de

même pour tous ceux que la guerre, la misère, les dictatures, les violences tribales poussent loin de chez eux ?

C'est la raison pour laquelle ma voie d'espérance n'est pas forcément celle d'un meilleur œcuménisme qui pourrait peut-être advenir avec le temps (et la désislamisation comme il y a eu la déchristianisation) si on avait le courage de rejeter sans atermoiements les Imams prêchant la haine et le recours à la violence, capables d'exalter de pauvres bougres au point de décapiter Samuel Paty ou de poignarder Salman Rushdie.

Elle est dans l'attente de Politiques qui comprendront enfin les enjeux technologiques et humanitaires d'un monde qui change si vite et qui auront le courage de sacrifier leur « durée au pouvoir » à la nécessaire mise en place, quoi qu'il en coûte, d'un nouveau rapport Nord-Sud et d'une nouvelle entente Orient-Occident qui, si l'on n'en prend pas suffisamment conscience, fera exploser la planète.

L'Amérique croît encore qu'elle peut gouverner seule ou avec ses vassaux européens la planète toute entière alors qu'à l'intérieur, elle est déjà minée par des oppositions raciales dont le Wokisme est une des nouvelles manifestations. Que lui importe l'Ukraine. Après avoir abandonné le Vietnam, l'Irak et l'Afghanistan elle n'est pas prête à une nouvelle invasion et préfère utiliser la « chair à canon locale » !

Que peut faire une Europe divisée incapable de s'entendre avec ses propres voisins quitte à pousser les Russes dans les bras avides de la Chine ou à convaincre Kiev qu'on leur fournira des armes jusqu'au dernier Ukrainien ? On râle quand les Australiens ne veulent plus acheter nos sous-marins mais on n'ose rien dire quand nos voisins allemands préfèrent les F-35 aux Rafales.

Par ailleurs en dehors des conflits qui naîtront des affrontements démographiques qu'une OMS, impuissante comme l'ONU, sera bien incapable de maîtriser nous voyons apparaître des dangers encore plus importants car plus fondamentaux.

J'ai expliqué à plusieurs reprises que l'Ultra-capitalisme avec forgé une nouvelle règle : « *produisons dans les pays où la main-d'œuvre est bon marché, vendons aux pays occidentaux encore solvables, constatons nos profits dans les paradis fiscaux* ».

Il faudrait la compléter par des constatations subsidiaires : Les pays où la main d'œuvre est bon marché vont être en compétition avec le progrès technologique (machines numériques, robotisation, IA, biotechnologies, ordinateurs quantiques...) qui n'aura plus besoin que des deux extrémités de la chaîne humaine, les plus doués pour inventer, concevoir et gérer et les plus humbles pour les tâches matérielles esclavagisées, emballage, nettoyage, transport...

Les pays occidentaux seront de moins en moins solvables rongés par l'inflation générée par la soif de profit insatiable des puissants

Les profits accumulés dans les paradis fiscaux sont si considérables (peu de gens en ont conscience) qu'ils pourraient comme avec une baguette magique régler d'un coup tous les problèmes de la planète mais qui pourrait croire que l'oligarchie accepterait de se sacrifier ?

On voit déjà apparaître dans les arcanes de la Silicon Valley des ambitions transhumanistes qui n'auront justement plus besoin que de ces deux extrémités de la chaîne humaine :

Aux très grandes Universités le soin de former les plus doués pour les tâches inventives de demain

Aux pays pauvres de fournir une nouvelle race d'esclaves dont on aura toujours besoin pour les tâches ménagères

Mais à quoi pourraient bien servir tous les autres et pourquoi s'en encombrer ? Tel pourrait-être le discours de ces penseurs ploutocratiques dépassant en sordide les « 1984 » ou les « Big Brother » de Georges Orwell ou le « Meilleur des mondes » d'Aldous Huxley.

Il est grand temps que partout des esprits éclairés et désintéressés se lèvent pour trouver des réponses à ces questions vitales : protéger la planète, réguler sa population, imposer la paix, créer partout les conditions de développement nécessaire à une auto-suffisance tempérante, exempte de tout pillage, élever le niveau général d'instruction pour faire adhérer les masses, imposer une laïcité tolérante, partager les soins, secourir les indigents, donner à chacun selon ses besoins, récompenser chacun selon ses capacités et ses mérites.

Ce qui n'empêchera pas les meilleurs, s'ils mettent leurs savoirs au profit de l'humanité toute entière et non d'une oligarchie égoïste, de poursuivre la recherche, d'explorer l'Univers, de faire bénéficier tous leurs frères humains des fruits de leurs découvertes.

Ce texte soulève un point intéressant concernant la blemmophobie, c'est-à-dire la crainte de ne pas plaire aux autres, qui peut être exacerbée par l'influence des réseaux sociaux et des tendances contemporaines de politiquement correct. Voici quelques éléments à considérer : **Pression sociale** : Les réseaux sociaux et la culture en ligne ont créé un environnement où la pression sociale pour s'adapter à certaines normes ou opinions prédominantes peut être intense. Cette pression peut pousser les individus à adopter des points de vue ou à soutenir des causes, non pas parce qu'ils y croient profondément, mais parce qu'ils veulent éviter d'être critiqués ou ostracisés. **Pensée critique et débat** : La crainte de ne pas plaire peut entraver la pensée critique et le débat ouvert, car les gens peuvent craindre de remettre en question ou de discuter des opinions populaires de peur d'être rejetés ou étiquetés comme politiquement incorrects. **Marketing et opportunités professionnelles** : Vous mentionnez le cas d'un ingénieur qui craint de perdre son emploi s'il ne se conforme pas aux opinions populaires. Cela soulève la question de l'éthique dans le monde professionnel et de la nécessité pour les entreprises de maintenir un équilibre entre marketing et engagement authentique envers certaines causes. **Diversité et inclusion** : Les entreprises et les organisations s'efforcent souvent de promouvoir la diversité et l'inclusion en soutenant des causes sociales. Cependant, il est important que ces efforts soient authentiques et qu'ils contribuent réellement à un changement positif plutôt que d'être perçus comme de simples stratégies de marketing. **Liberté d'expression** : Il est essentiel de préserver la liberté d'expression, même lorsque les opinions divergent. La crainte de ne pas plaire ne doit pas étouffer la capacité des individus à exprimer leurs opinions de manière respectueuse et à participer à un débat constructif. Créer des associations pour défendre des principes d'inclusion, de respect et de liberté d'expression peut être une manière de répondre aux préoccupations liées à la blemmophobie. Il est également important de promouvoir la pensée critique, l'empathie et le dialogue ouvert comme moyens de favoriser une meilleure compréhension mutuelle au sein de la société.

## Un mal du siècle : la Blemmophobie !

La **Blemmophobie** c'est le besoin de plaire ! De nombreuses personnes, politiques en tête, craignent le jugement des autres et essaient donc de plaire à tout le monde. Ce besoin de « racolage » a été considérablement amplifié par les réseaux sociaux et depuis Facebook une minorité bruyante s'active sur Twitter, Snapchat, Tumblr, LinkedIn, Viadeo, Instagram, Pinterest et d'autres encore.

Cette **minorité bruyante** se fait entendre contrairement à la **Majorité silencieuse** qui n'intéresse guère les médias. J'en développerai un seul exemple concernant le fléau du **Wokisme** apparu aux USA en 2015 qui désigne un courant de pensée se voulant progressiste qui lutte pour ce qu'il pense être la justice sociale à travers différentes causes plus ou moins liées à la défense des minorités : lutte contre le racisme, contre le sexisme, pour les droits des LGBT+ etc.

En réalité pour s'attirer les bonnes grâces de cette minorité bruyante, ce courant de pensée agit plutôt à la manière d'un épouvantail pour discréditer ses adversaires supposés. C'est donc une arme de propagande, servant à mettre hors-jeu les personnes souhaitant débattre sereinement de ces thèmes en les « ostracisant » par la censure, la réévaluation du passé, les campagnes de harcèlement en ligne

Bien entendu, je ne saurais cautionner ni de près ni de loin les persécutions infligées autrefois (et encore aujourd'hui dans certains pays) aux homosexuels par exemple et je défends évidemment l'idée que chacun en fonction de ses prédispositions puisse opter pour la tendance qui lui correspond le mieux, mais est-ce une raison « pour plaire aux gogos » d'accepter que ce qui devrait rester un choix personnel se transforme en une « Fierté » qui d'abord avait son Jour puis sa Semaine et maintenant son Mois ?

Un ami de mes fils en vacances, jeune ingénieur travaillant dans une Start-up informatique, m'expliquait que s'il ne prenait pas parti dans le sens recherché par ces agitateurs il serait rapidement exclu de sa société qui pour plaire à ces derniers inventerait n'importe quelle autre raison pour le licencier.

Quand Renault par exemple utilise comme technique marketing pendant le « Mois de la Fierté » un logo imprimé sur fonds coloré du drapeau LGBT et désigne au sein de son bureau une personne chargée de défendre ces catégories ce n'est évidemment pas parce qu'elle espère de meilleurs



ventes dans les milieux homosexuels ou autres genrés mais bien parce qu'elle craint les harcèlements incessants sur les réseaux sociaux des défenseurs de ceux qui s'appellent l' « **Alphabet people** » versions "LGBT", "LGBTQ" et "LGBTQI+" "LGBTQIA+", "LGBTQ2S+", "LGBTQQI2SAA+".

Pour que vous ne mourriez pas idiot cela signifie, ...pour l'instant, Lesbiennes, Gays, Bisexuels, Transgenres, Queers, En Questionnement, Intersexes, Bi spirituels, Androgynes, Asexuels, Et les Autres

Quand les politiques, pour être « appréciés » cliquent à longueur de journée sur les réseaux sociaux c'est bien pour plaire au plus grand nombre de personnes possible ce qui les amènera tôt ou tard à orienter leurs choix en fonction du regard de l'entourage.

On ne peut pas plaire à tout le monde et celui qui veut conduire le peuple doit savoir affronter le regard des autres. Ceux qui pour éviter l'ostracisme des réseaux militants sont prêts à tous les renoncements devraient accepter de courir le risque de déplaire. Cela leur permettrait au moins de s'affirmer et donc de se libérer !

Faudra-t-il créer un jour l'ADHFBHNSRNS ? Association pour la Défense des Hommes et des Femmes, Blancs ou Autres, Hétéro Sexuels, Non Racistes, Non Sexistes ?

Ce message soulève des questions importantes et complexes liées à l'immigration, à l'intégration, et à la gestion des conséquences sociales de ces phénomènes. Voici quelques points à considérer : **Diversité des opinions** : Les questions liées à l'immigration et à l'intégration suscitent souvent des opinions divergentes au sein de la société. Il est essentiel d'ouvrir un dialogue ouvert et respectueux pour permettre aux citoyens d'exprimer leurs préoccupations et leurs points de vue. **L'importance du débat public** : Vous mentionnez la possibilité de recourir à un référendum pour prendre des décisions sur des questions d'immigration. Les décisions importantes devraient en effet être prises de manière démocratique, après un débat public approfondi, pour garantir la légitimité et l'acceptation des mesures. **Intégration et cohésion sociale** : L'intégration des immigrants et de leurs descendants est un défi complexe qui nécessite des politiques et des initiatives spécifiques. Il est essentiel d'investir dans l'éducation, l'emploi, et les opportunités pour favoriser la cohésion sociale et culturelle. **Lutte contre la délinquance** : La délinquance et la criminalité sont des préoccupations légitimes de la société. Cependant, il est important de se rappeler que la délinquance n'est pas liée à une origine ethnique ou nationale, mais à des facteurs socio-économiques et individuels complexes. **Équilibre entre sécurité et droits de l'homme** : La gestion de l'immigration doit équilibrer la sécurité nationale et les droits de l'homme. Cela signifie que des mesures doivent être prises pour prévenir la délinquance et le terrorisme tout en respectant les droits fondamentaux de tous les individus, quelle que soit leur origine. **Aide aux pays d'origine** : L'aide au développement des pays d'origine des migrants est une approche importante pour résoudre les causes profondes de l'immigration. Il est important d'investir dans le développement économique, la stabilisation politique, et l'accès à l'éducation et aux soins de santé dans ces pays. En fin de compte, ces questions complexes exigent des solutions nuancées qui tiennent compte des droits de l'homme, de la sécurité nationale, de l'intégration des immigrants, et de la cohésion sociale. Le débat public et la démocratie sont essentiels pour prendre des décisions éclairées et équilibrées sur ces questions importantes.

## Le peuple doit trancher !

Les brassages de population liés à une immigration massive le plus souvent due à une fuite éperdue devant la misère, les guerres, les dictatures, les conflits inter-ethniques, les changements climatiques, de populations entières venant du Maghreb, d'Afrique noire, du Moyen Orient amènent à opposer deux attitudes contradictoires.

On peut dire : « **La planète appartient à toute l'humanité et chaque être humain quelle que soit son origine, sa race, sa religion, la couleur de sa peau a le droit de s'installer là où il veut sur tout espace libre qu'il pourra trouver sur Terre** »

On peut dire aussi : « **Nous sommes ici chez nous et nous voulons le rester. Quel que soit le passé des peuples, aujourd'hui nous ne voulons dominer personne ni n'être dominé par personne mais conserver sur notre territoire notre civilisation et notre mode de vie** »

Mais, faisant suite à mon article d'hier sur la Blemmophobie, comment ne pas constater que l'état économique, social et financier de la France ne nous permet plus de faire face aux besoins que tout humaniste voudrait satisfaire pour améliorer le « **Vivre ensemble** » avec des immigrés non-sollicités en vue d'éviter les conséquences d'une invasion migratoire trop nombreuse : violence, délinquance, séparatisme, islamisme radical, terrorisme...

Il faudrait en effet davantage de professeurs pour améliorer l'éducation, davantage d'emplois et de logements pour favoriser l'intégration, davantage de policiers de proximité pour encadrer les bandes.

La question fondamentale reste posée : **Peut-on encore le faire ?** et la question subsidiaire : **Veut-on vraiment le faire ?**

Les réponses à ces questions ne mettent en rien en cause la nature et la respectabilité des identités différentes qui sont en contact et rejettent toute référence à une identité nationale raciale qui se prétendrait supérieure.

Mais ce n'est pas une raison pour laisser la minorité bruyante dont je parlais hier instrumentaliser les réseaux sociaux en stigmatisant ces Français qui ne voudraient pas accueillir chez eux un nombre illimité d'étrangers quitte à y perdre leur identité propre.

Certes nous devons avec réalisme examiner la situation telle qu'elle se présente aujourd'hui et pleinement assumer nos devoirs envers ceux que nous avons accueillis ou laissés entrer hier.

Mais face à un véritable « **processus de changement de peuple** » actuellement en marche dû pour partie à la poursuite de cette immigration incontrôlée et pour partie à l'échec sévère de l'assimilation des prédécesseurs, on est bien forcé de constater que ces nouveaux immigrés comme ces nouveaux Français de la deuxième ou de la troisième génération se sentent souvent si peu concernés par notre Patrie qu'ils en deviennent de véritables « **étrangers de l'intérieur** ».

Entre le racialisme aux relents néo-nazis d'Orban et l'aspiration à la créolisation de Mélenchon, n'y a-t-il pas pourtant un juste milieu ?

***C'est au peuple français de le dire, en lui demandant par referendum de décider si nous devons laisser les portes grandes ouvertes à tous les peuples en acceptant les conséquences ou si au contraire nous devons exclusivement consacrer les efforts que ce même peuple français pourra supporter à un retour à une cohésion nationale luttant contre tous les séparatismes.***

Les délinquants, les criminels, les extrémistes religieux ou non détruisent notre tissu social. Nous devons arrêter les uns et ne pas en laisser venir potentiellement d'autres car une majorité silencieuse ne peut pas indéfiniment rester pacifiste quand une minorité bruyante sape les fondements de sa civilisation.

Nous devons l'ai-je assez répété :

- Poursuivre et amplifier nos efforts pour le développement local des territoires d'immigration afin que leurs autochtones puissent vivre dignement sur leur sol
- Former des étudiants étrangers sous condition expresse qu'ils retournent ensuite dans leurs pays d'origine qui a grand besoin d'eux
- Constater qu'avec nos cohortes de chômeurs l'immigration de travail n'est plus une chance pour la France bien au contraire
- Faire en sorte qu'aucune forme de discrimination ne frappe les enfants d'immigrés nés sur notre sol qui choisiront à 16 ans de devenir Français sous réserve de s'être correctement assimilés et de le vouloir

**Quelques questions qui pourraient être posées après des débats télévisés ouverts à tous les partis**

- Voulez-vous mettre fin à l'insécurité née de l'immigration et renvoyer chez eux les clandestins délinquants et les immigrés condamnés pour crime ?
- Voulez-vous voir disparaître au besoin en faisant appel à l'armée les territoires perdus de la République ?
- Voulez-vous faire cesser toute forme d'immigration supplémentaire non-sollicitée tant qu'une assimilation véritable des premiers arrivants n'aura pas été constatée ?
- Voulez-vous qu'une aide généreuse permette aux populations étrangères vivant sous la contrainte de pouvoir s'épanouir en paix sur leur territoire ?
- Voulez-vous que les enfants d'immigrés devenus Français puissent être préservés de toute forme de discrimination ?
- Voulez-vous que notre civilisation perdure et soit activement préservée des communautarismes importés ?

## Parole aux lecteurs

**En ce dimanche de vacances, je donne la parole à un de mes fidèles lecteurs qui réagit à mon édito d'hier :**

*"Le constat est dur. Réaliser un référendum suppose que le débat ouvert ne se heurte ni au Conseil Constitutionnel, ni à la CEDH.*

*Or de reniements en lâchetés, de faiblesses en complaisances, de compréhensions en complicités, la classe politique s'est avachie face à un discours théorisé par les gauchistes !*

*Gramsci l'a défini : C'est celui qui mène le débat, avec son langage sur des thèmes choisis par lui, qui décide du "choix des armes"*

*Dans ce débat, la corruption est intellectuelle. Le choix des mots - apartheid, ghetto, phobie, racisme, ....- nous place sur la défensive. Alors que ceux qui les utilisent, veulent nous les appliquer !*

*Le " Grand Remplacement " est d'abord dans le choix des mots, ensuite dans celui des valeurs, et enfin dans la stigmatisation des individus.*

*Cela mène au monde d'Orwell, c'est-à-dire aux procès de Moscou, à la révolution culturelle, à Mao, Pol Pot, Chavez, ... et Mélenchon !*

*Viktor Orban n'est pas raciste, il se sent assiégé et son peuple l'a choisi pour défendre ses valeurs !*

*Le temps s'accélère, et en Europe la France fait figure de repoussoir".*

**Fermez le ban !**

Ce message aborde le débat autour du wokisme, des mouvements activistes liés à la justice sociale, et des préoccupations concernant la préservation de la culture et des valeurs occidentales. Il est évident que ces sujets suscitent des opinions divergentes et passionnées. Voici quelques points clés à considérer : **Diversité d'opinions** : Le débat sur le wokisme et les mouvements sociaux qui en découlent est complexe et soulève des questions fondamentales sur la justice sociale et l'égalité. Il est important de reconnaître que les opinions sur ces sujets varient considérablement, même au sein de la société occidentale. **Liberté d'expression** : La liberté d'expression est un principe fondamental des sociétés démocratiques. Cela signifie que les individus ont le droit de critiquer, de débattre et de remettre en question les idées, y compris celles associées au wokisme. Il est essentiel de maintenir un espace où les opinions divergentes peuvent être exprimées. **Justice sociale** : Les mouvements liés au wokisme visent à attirer l'attention sur les inégalités et les discriminations systémiques qui existent dans la société. Ils mettent en lumière des problèmes importants, mais la manière dont ils abordent ces questions peut varier et susciter des critiques. **Défense des valeurs culturelles** : La préservation des valeurs culturelles et des traditions est une préoccupation légitime pour de nombreuses personnes. Cependant, il est possible de promouvoir ces valeurs tout en reconnaissant l'importance de l'inclusion, de la diversité et du respect des droits de l'homme. **Réflexion sur les politiques** : Les politiques et les décisions gouvernementales concernant l'immigration, l'intégration, la justice sociale et la préservation de la culture occidentale doivent être le résultat de débats publics approfondis et démocratiques. Les citoyens ont le droit de contribuer à ces discussions et de participer aux processus décisionnels. En fin de compte, ces questions complexes exigent un dialogue ouvert et respectueux entre les différentes parties prenantes. Les sociétés occidentales sont diverses et dynamiques, et trouver un équilibre entre la promotion de la justice sociale, la préservation des valeurs culturelles et le respect de la liberté d'expression est un défi permanent. Le débat public et la démocratie jouent un rôle essentiel dans la recherche de solutions équilibrées à ces problèmes.

## N'y a-t-il que la Fachosphère pour lutter contre le Wokisme ?

*« Les civilisations meurent comme les hommes, et cependant elles ne meurent pas à la manière des hommes.  
La décomposition, chez elles, précède leur mort, au lieu qu'elle suit la nôtre »  
GEORGES BERNANOS*

Venant des Etats-Unis le mouvement des « éveillés » regroupe ceux qui estiment, souvent à juste titre, que certains individus subissent des violences et des inégalités en raison de leur couleur de peau, de leur religion, de leur genre ou de leur orientation sexuelle.

C'est vrai face à certains « harceleurs » de la Fachosphère qu'il faudrait d'ailleurs mieux définir car si on veut y loger indistinctement toute l'Extrême-Droite que faudra-t-il penser de l'Extrême-Gauche ?

Mais quoi qu'il en soit les « Wokes », Ils, Elles (les mots mêmes sont proscrits car pour ne pas « mégenrer » une personne il convient désormais de dire « lels » ou « Aels ») lancent malheureusement des actions militantes dont la légitimité et la pertinence sont souvent plus que douteuses.

Ils peuvent sans état d'âme appeler avec la plus extrême violence au boycott d'une entreprise, d'un parti, ou à la mise au ban de la société d'une personnalité qu'on soupçonnerait, si peu que ce soit, de disqualifier les luttes antiracistes ou antiféministes.

Et voilà que notre civilisation occidentale qui a tant donné au monde englobant les apports inestimables gréco-latins et judéo-chrétiens, la Science et les Lumières même si l'esclavage et la colonisation ont un temps terni son image, semble à bout de souffle, prête à sombrer devant ces nouveaux « barbares » comme le fit Rome il y a 15 siècles.

L'individualisme qui se répand, prospérant grâce à un assistanat social sans contrepartie, sur le terreau incontrôlable des Fakes News et des Réseaux Sociaux fait que nos concitoyens n'acceptent plus de se battre pour protéger nos murailles et même si notre ministre de l'Intérieur joue les matamores et ment effrontément aux Français en déclarant à tort qu'il n'y a pas de lien entre immigration et délinquance, les faits sont là et sont particulièrement têtus !

Notre civilisation attaquée frontalement par le Wokisme et l'Islamo-Gauchisme s'engage dans la voie de la soumission, cette décomposition qui précède la mort.

### **Alors que faire ?**

J'appelle à une société libre et responsable permettant à chacun de vivre dans son espace civilisationnel sans prosélytisme.

Je dénonce avec la plus grande fermeté toutes formes de racismes et d'antisémitisme.

Je proclame l'impérieuse nécessité d'aider les peuples du tiers-monde à se développer dans la paix, l'autosuffisance alimentaire, le contrôle de leur démographie, la disparition de toute forme de pillage, l'accès à la santé, la disparition des dictatures et l'avènement de la démocratie.

Je prône la nécessité d'ouvrir nos frontières à tous ceux qui veulent devenir Français et que nous sommes en mesure d'assimiler, ainsi qu'à tous les étudiants qui viendront chez nous acquérir des savoirs pour repartir ensuite afin d'en faire bénéficier leurs compatriotes

Je milite pour un monde multipolaire qui n'a que faire d'idéologies mortifères importées d'où qu'elles viennent.

C'est de nos propres rangs et non de ceux qui ont dérivé aux confins de la Droite ou de la Gauche vers des formes inacceptables d'asservissement de l'Homme que doit venir le salut.

Si nous le voulons, une société tolérante et responsable peut repousser les envahisseurs, ceux qui viennent de loin sans être invités et ceux qui chez nous n'écoutant pas les conseils de Circé et ne se bouchant pas les oreilles aux appels des sirènes se laissent entraîner vers la fin de notre civilisation.

Ce message soulève plusieurs points concernant le rôle de la Franc-maçonnerie dans la société et les préoccupations liées aux évolutions culturelles et politiques contemporaines. Voici quelques éléments à considérer : **Rôle de la Franc-maçonnerie** : La Franc-maçonnerie est une organisation qui prône des valeurs de fraternité, de tolérance, d'égalité, et de recherche de la vérité. Les loges maçonniques peuvent servir de forum où les membres discutent de questions sociales, morales et philosophiques, et où ils cherchent à contribuer positivement à la société. **Diversité des opinions** : Comme vous le mentionnez, la Franc-maçonnerie rassemble des individus de divers horizons, opinions et grades. Cette diversité peut enrichir les discussions et les réflexions sur les enjeux contemporains. **Engagement civique** : Vous appelez à un engagement civique fort, à la formation des membres et à la participation à la vie de la cité. Cela reflète le rôle historique de la Franc-maçonnerie dans la promotion de la citoyenneté éclairée et de la responsabilité sociale. **Défis actuels** : Vous abordez des défis tels que la mondialisation, la souveraineté nationale, les enjeux énergétiques, la culture de l'annulation ("cancel culture") et l'importance de maintenir des valeurs et des traditions tout en restant ouvert à la diversité. **Justice sociale et solidarité** : Vous mettez l'accent sur des objectifs tels que l'égalité des chances, la solidarité envers les démunis, l'accueil des étrangers respectueux de la culture locale, et la justice équitable. La Franc-maçonnerie a une histoire riche en tant que force sociale et philosophique, et ses membres ont souvent joué un rôle actif dans les mouvements de réforme et les débats de société. Il est important de continuer à œuvrer pour un monde meilleur tout en respectant la diversité des opinions et des croyances. La contribution de la Franc-maçonnerie à la société dépendra en fin de compte de la manière dont ses membres choisissent de s'engager et de participer aux discussions et aux actions visant à résoudre les défis contemporains.

## La Franc-maçonnerie peut-elle encore faire entendre sa voix ?

Au sein de la CIU nous avons toujours déclaré vouloir rassembler les Maçons de toutes Obédiences et de tous Grades ainsi que les Non-Maçons proches de nos valeurs avec qui un dialogue tolérant et fraternel pouvait se nouer.

Nous estimons que dans les temps troublés que nous traversons notre voix doit être entendue dans sa diversité certes mais aussi dans sa convergence vers des pensées humanistes engagées et nous n'avons pas peur de choyer l'élitisme vers lequel nous tournons nos efforts pour y attirer tous nos FF et SS humains qui s'en montrent dignes, chacun selon ses capacités et ses mérites.

Notre force réside d'abord dans notre union et dans les efforts que nous déployons pour nous entraider chaque fois que cela est nécessaire tout en étant ouverts aux misères humaines que nous pouvons soulager.

Mais nous sommes patriotes et nous ne souhaitons pas voir se déconstruire en un rien de temps ce qui a mis des siècles à se forger au cours d'heures glorieuses comme au cours de périodes sanglantes.

Nous voulons maintenir notre civilisation et la rendre accessible à tous ceux qui le désirent vraiment. « A Rome vivons comme les Romains ». Cessons ces discours sans fin où encore hier à Sevran une femme hystérique criait aux policiers attaqués « Cassez-vous sale Mer... ! »

Chic !

Sommes-nous prêts pour cela à militer pour que les dérives Wokes ou Islamo-gauchistes que je dénonçais hier retrouvent leur simple statut de « minorité bruyante » et qu'enfin la « majorité silencieuse » comprenne que ce n'est pas en s'abstenant lors des élections, en se contentant des discours débiles et lénifiants des médias, en se réfugiant dans un individualisme forcené qu'on empêchera notre pays conduit par des mains trop « intéressées » pour fixer le bon cap de sombrer dans une chute prévisible de l'Occident.

La France ne peut pas se contenter de vivre dans un monde unipolaire conduit par les Américains qui après le Vietnam, l'Irak, la Serbie, la Libye, l'Afghanistan n'en sont pas avec l'Ukraine à une destruction près, parés de l'armure du Chevalier Blanc qui vend son pétrole et son gaz au plus haut prix et qui s'impose à nous, fous d'Européens, incapables de s'entendre, aveugles devant la nouvelle

organisation Russo-Asiatique qui prend naissance, victimes d'une mondialisation dont nous n'avons pas suffisamment mesuré les dégâts.

Si les pauvres Ukrainiens servent de chair à canon ils ne sont malheureusement que des dégâts collatéraux de notre soumission à un pays qui cherche encore à imposer à la planète entière sa propagande woke, issue de la « cancel culture » au moment où de nombreux Etats se lèvent contre la tutelle économique et militaire qu'il veut faire régner sous son parapluie nucléaire.

Même décimés par la Covid (encore un bel apport de la mondialisation !) nos rangs restent serrés et nous devons réagir tant que nous le pouvons devant la politique défaitiste de notre pays.

Nos Cénacles doivent être des lieux d'échange, de prise de conscience des problèmes politiques et sociaux de notre temps. Nos « Planches » n'ont plus le temps de se contenter d'être des « copiés-collés » souvent simplistes de querelles initiatiques parfois d'un autre âge.

Nous devons former nos FF et SS, étoffer nos groupes, diffuser nos recherches, nous engager (pour ceux qui en ont encore l'âge et la volonté), faire tout notre possible pour qu'une société nouvelle émerge de ce magma en décomposition.

Former la jeunesse, assimiler les immigrés, donner à chacun les moyens de se procurer par son travail au sein d'une famille heureuse, un logement décent, un métier valorisant, une possibilité réelle de s'engager dans la vie de la Cité.

Faire enfin advenir l'égalité des chances, la participation au sein de l'entreprise, la lutte contre les trafics, la santé pour tous, la reconquête de nos territoires.

Une seule loi pour tous les Français, des forces de l'ordre compatissantes mais respectées, une démocratie ouverte, une liberté n'ayant pas besoin de prosélytisme, un partage équitable des droits et des devoirs, une solidarité sans faille pour les plus démunis, une justice sereine disposant des moyens de s'exercer, une ouverture généreuse au monde allant de pair avec l'exigence du respect par ceux que nous accueillons de nos valeurs et de nos traditions auxquelles ils devront se plier s'ils veulent séjourner en paix parmi nous.



## **Un lecteur réagit vivement à mon dernier article...**

Nous, Français, avons longtemps cru que nos valeurs - issues d'un passé glorieux, parfois dramatique et cruel - avaient vocation à l'universalité.

Les Lumières, censées profiter à tous les humains, semblent patiner en France et ailleurs en Occident !

Cet échec, longtemps caché voire dénié, est de plus en plus apparent. Une barbarisation importée s'est unie à un déni du vrai : le Wokisme.

De cette union sordide et obscène, qui bafoue le bon sens et la dignité, est né un exemple de société répulsif pour l'humanité.

La majeure partie du monde nous voit en effet comme décadents, et inutiles pour le futur !

Ceux qui parmi nous ouvrent les yeux, et en appellent à la raison sont stigmatisés. Nos valeurs sont qualifiées d'offensantes et réactionnaires !

Nous n'avons pas de reproches, pas de mea culpa, ou autres auto-flagellations à nous administrer !

C'est un combat existentiel, contre un ennemi qui s'est créé des places fortes sur notre territoire, et que par faiblesse, soumission et stupidité, nous qualifions de Ghettos.

Il ne s'agit pas d'éviter la guerre civile, elle a déjà commencé.

Nous sommes en train de la perdre et pour s'en convaincre, il n'est qu'à voir l'arrogance de nos ennemis.

Ce message soulève de nombreuses questions liées aux relations entre la France et l'Algérie, ainsi qu'aux enjeux historiques et actuels qui les entourent. Voici quelques points clés à considérer : **Mémoire et histoire** : La question de la mémoire et de l'histoire est complexe, en particulier en ce qui concerne la période de la colonisation française en Algérie. La reconnaissance des torts et des mérites de chaque côté, ainsi que la promotion d'une mémoire de vérité, sont des démarches importantes pour une réconciliation durable. **Éducation et langue** : Promouvoir l'éducation et la langue partagée (le français) peut favoriser les échanges culturels et économiques entre les deux pays. L'éducation est un moyen clé pour construire des ponts entre les jeunes générations. **Mobilité et visas** : Faciliter la mobilité entre les deux pays, que ce soit pour des visites familiales, des échanges académiques ou économiques, est un moyen de renforcer les liens entre la France et l'Algérie. Cependant, la question des visas doit être équilibrée avec les préoccupations liées à la sécurité et à l'immigration clandestine. **Investissements économiques** : Encourager les entreprises françaises à investir en Algérie et à participer au développement économique du pays peut être mutuellement bénéfique. Cela pourrait contribuer à créer des emplois et à stimuler la croissance économique en Algérie. **Migration** : La gestion des mouvements migratoires est une préoccupation partagée. La lutte contre les passeurs et la promotion de politiques de développement économique en Algérie peuvent contribuer à réduire la pression migratoire non désirée. **Reconnaissance des bi-nationaux** : Permettre aux bi-nationaux de choisir leur nationalité prioritaire tout en restant citoyens des deux pays peut être une démarche pragmatique pour résoudre certaines questions politiques. **Développement économique** : Investir dans le développement des ressources naturelles, des énergies renouvelables, de l'agriculture et de l'industrie en Algérie peut contribuer à renforcer son économie et à réduire la dépendance à l'égard des exportations de gaz et de pétrole. **Évolution démographique** : L'Algérie connaît une croissance démographique importante, ce qui nécessite des politiques pour créer des opportunités d'emploi et assurer un développement durable. Il est essentiel de prendre en compte les intérêts et les préoccupations des deux pays tout en cherchant à construire une relation bilatérale plus solide. La coopération sur des questions économiques, éducatives et migratoires peut être un moyen de favoriser cette relation. La diplomatie et le dialogue ouvert sont également des éléments clés pour surmonter les différences historiques et actuelles.

## Emmanuel Macron en Algérie

Les fantômes du passé encombrant longtemps les mémoires. Nous autres, Français après avoir connu l'humiliation du 1<sup>er</sup> septembre 1870 à Sedan puis les deux guerres mondiales de 1914-1918 et de 1939-1945 qui nous opposèrent si violemment à l'Allemagne, pouvons concevoir plus que d'autres le ressentiment du peuple algérien contre l'ancienne puissance coloniale même s'il n'était guère utile que le Chef de l'Etat eut provoqué de vifs remous à l'automne 2021 en reprochant au « système politico-militaire » algérien de fonder sa légitimité sur une « rente mémorielle » et de cultiver une certaine « haine de la France ».

Emmanuel Macron après avoir exprimé ses « regrets » pour « les polémiques et les malentendus » nés de ses propos, affiche maintenant lors de sa visite officielle son objectif de « refonder » la relation bilatérale entre Paris et Alger en s'adressant directement à la jeunesse algérienne et fait le choix d'orienter cette visite vers l'avenir afin de « poser un socle pour développer une relation au bénéfice des populations des deux pays ».

C'est évidemment une bonne chose même si on est loin de l'atmosphère qui régna le 14 septembre 1958 lors de l'incroyable rencontre à La Boisserie entre le Général De Gaulle qui n'était alors que Président du Conseil et le Chancelier Adenauer ce qui lui fit écrire dans ses Mémoires « Il me semble, en effet, qu'il convient de donner à la rencontre une marque exceptionnelle et que, pour l'explication historique que vont avoir entre eux, au nom de leurs deux peuples, ce vieux Français et ce très vieil Allemand, le cadre d'une maison familiale a plus de signification que n'en aurait eu le décor d'un palais »

On est loin aussi du geste parmi les plus symboliques de la réconciliation franco-allemande que furent ces mains enlacées, le 22 septembre 1984, devant un catafalque placé à l'entrée de l'ossuaire de Douaumont, entre François Mitterrand et Helmut Kohl.

Côté algérien, la venue de M. Macron a été saluée comme marquant la volonté « d'impulser une vision nouvelle basée sur un traitement d'égal à égal et l'équilibre des intérêts ».

Faut-il rappeler, alors que le 14 février 2017, lors de sa première campagne présidentielle il avait qualifié à Alger la colonisation de « *crime contre l'humanité...* », que ses propos ont rapidement tourné court, rattrapés par des mémoires qui restent difficilement conciliables après 132 ans de colonisation, une guerre sanglante pour les deux camps, le départ vers la France d'un million de pieds-noirs réfugiés et leur accueil à Marseille dans des conditions lamentables. On se rappelle aussi le terrible slogan de l'OAS et des « *Généraux félons* » auteurs du putsch raté du 22 avril 1962 « *La valise ou le cercueil* »

Face à l'Algérie, premier producteur de gaz en Afrique et l'un des dix premiers au monde, la guerre d'Ukraine quoi qu'en dise le Président Macron, même si selon lui elle n'est « *vraiment pas l'objet de la visite* » a peut-être hâté la rencontre au cours de laquelle d'autres sujets, la situation au Mali, l'influence russe grandissante en Afrique, le rôle central de l'Algérie dans la région ont fait l'objet d'échanges entre les deux Présidents

Il est donc grand temps de remettre sur les rails le partenariat entre les deux pays en commençant par la question délicate des visas attribués par la France aux Algériens qu'Emmanuel Macron a décidé en 2021 de diviser par deux face à la réticence d'Alger à délivrer des « *laissez passer consulaires* » pour ses ressortissants clandestins ou auteurs de crimes et délits sur le territoire français.

Le courant passe bien entre les deux hommes qui souhaitent « *un nouveau mode de coopération* » entre France et Algérie, basé sur « *l'investissement et la coproduction* » pour « *un partenariat gagnant-gagnant* ».

On verra si de part et d'autre on passe des paroles aux actes !

#### **Quelques pistes pratiques :**

Rebâtir, sur les fondations solides d'un rapport d'une Commission mixte d'historiens ayant accès librement aux archives des deux pays, une mémoire de vérité où chacun pourra reconnaître ses torts et ses mérites

Se souvenir que nous partageons une culture commune et une langue dont l'enseignement doit être favorisé qui jouera demain un rôle majeur dans l'évolution du continent africain en pleine explosion démographique

Favoriser l'échange entre les deux pays en ouvrant largement la distribution de visas pour les visites familiales de part et d'autre, pour les stages de formation, pour les échanges économiques même si l'attribution de visas de travail et de visas de regroupement familial reste sujette à examen compte tenu des possibilités limitées de bonne assimilation.

Accueillir en revanche les étudiants algériens beaucoup plus facilement en contrepartie d'un engagement à retourner au pays à la fin du cycle de formation

Créer les conditions sociales, fiscales et environnementales d'incitation aux entreprises françaises de s'installer en Algérie plutôt qu'en Asie du Sud-Est

Symboliquement placer la France et l'Algérie sur le même fuseau horaire

Signer un accord solennel de délivrance de laissez-passer consulaires pour tous les clandestins condamnés à quitter le territoire Français.

Proposer au gouvernement algérien de récupérer dans ses prisons ses ressortissants condamnés en France contre le paiement des mêmes indemnités journalières affectées à leur entretien et leur gardiennage que dans les prisons françaises.

Faciliter le retour et l'installation en Algérie des pieds-noirs qui le désireraient par l'attribution en contrepartie partielle des biens perdus d'une aide financée conjointement par les deux pays.

Réaffirmer le jus soli français faisant de tout enfant né en France à sa majorité un citoyen français s'il le désire et s'il n'a pas commis de délit mais demander à chaque binational de choisir une nationalité prioritaire s'il veut exercer des responsabilités politiques dans le pays de son cœur tout en restant un citoyen des deux rives.

Lancer un programme commun ambitieux de lutte contre les mouvements migratoires non désirés et notamment de lutte contre les passeurs

Promouvoir un plan majeur financièrement aidé par la France de développement des ressources naturelles de l'Algérie (prospection de nouveaux gisements de pétrole et de gaz, meilleure exploitation des minerais, utilisation massive des énergies renouvelables notamment photovoltaïques, développement de l'agriculture pour rendre à nouveau le pays exportateur de blé, création de centres industriels en zone libres près des ports pouvant accueillir des investisseurs du monde entier...)

Si la France avait été moins aveugle elle n'aurait pas laissé une infime minorité de colons réserver en 1870 le décret Crémieux aux seuls Israélites, imposer le double Collège, ordonner la répression de Sétif en 1945, laisser sans aide les tenants d'une autonomie gardant ses liens avec la France. On se rappelle la phrase de Ferhat Abbas : « *On a modernisé l'Algérie. On n'a omis qu'une chose essentielle, moderniser ses habitants et on est arrivé à un anachronisme frappant : sur une terre devenue européenne vivent six millions d'orientaux* »

**Ils sont 50 millions aujourd'hui dont 7 millions vivent en France !**

## La rentrée sera-t-elle chaude ?

Il est d'usage au cours des « Universités d'été » de voir les partis politiques tester leurs mots d'ordre pour la rentrée. Pour Jean-Luc Mélenchon ce sera une « bataille générale » lancée comme un « compte-à-rebours » de la dissolution appelée de ses vœux !

Pour les Insoumis aucun arrangement, en effet, ne sera possible avec la « Macronie » alors que l'Exécutif espère, lui, trouver des compromis avec l'assemblée morcelée sans majorité absolue qu'ont choisie les Français.

Mais à côté de LFI, les autres partenaires de « NUPES » sont divisés sur la stratégie à adopter face au Gouvernement, ce qui pose le problème de l'avenir d'une alliance purement électorale où déjà les universités d'été des différentes formations ont débuté en ordre dispersé.

Ceux qui pensent qu'une dissolution est possible iront dans le sens du maintien de l'accord qui ne l'oublions pas n'est dû qu'au caractère uninominal à deux tours du scrutin législatif. Les autres, Verts et PS pensant aux Européennes de 2024 qui, elle, sont à la proportionnelle, préféreront retrouver leur liberté d'autant que la désobéissance prônée par Mélenchon aux règles européennes est, notamment pour les Verts, un facteur immense de désintégration de l'Union Européenne, point cardinal de leur projet politique.

Certes, parmi eux, l'innommable Sandrine Rousseau voit dans « NUPES » une « construction sur le temps long d'une écologie et d'une gauche radicales, sociales et populaires » mais espérons que le mode de scrutin proportionnel aidera les dissidents à retrouver l'occasion de se reformer hors de la mainmise de LFI et de son dangereux Pol Pot.

En fait tout dépendra aussi du mouvement social spontané ou orchestré par les syndicats, qui apparaîtra à la rentrée. Martinez, patron de la CGT a déjà appelé à deux journées nationales de mobilisation les 22 et 29 septembre, juste avant la reprise début octobre des travaux parlementaires.

Education nationale, Pouvoir d'achat, Situation Hospitalière, Sécurité, les sujets ne manquent pas pour réunir de nouveaux « Gilets Jaunes » surtout si le Covid lâche prise !

Emmanuel Macron, qui déjà pense à l'après 2027 mais qui voudrait tout de même finir honorablement son mandat autrement que sous les huées, verra-t-il l'ouverture vers l'Union des Droites, des LR encore influents au RN cherchant désespérément à être respecté, lui assurer une majorité de compromis suffisamment stable ?

Nous le saurons vite

Cet éditorial aborde plusieurs questions cruciales liées à l'éducation en France et à la politique. Voici quelques points clés que vous soulevez : **Rentrée politique** : Vous évoquez la rentrée politique en France, mettant en évidence les divisions au sein de la gauche et la stratégie de Jean-Luc Mélenchon. La politique et les alliances électorales sont en constante évolution, et la situation peut changer rapidement en fonction des événements à venir. **Rentrée scolaire** : Vous abordez les défis auxquels est confrontée l'éducation en France, notamment le recrutement des enseignants, les salaires, la formation, et les conditions de travail. Vous soulevez également des questions sur la qualité de l'enseignement et l'efficacité des méthodes pédagogiques. **Éducation maternelle** : Vous mettez en avant l'importance de l'éducation maternelle dans le développement des enfants et suggérez que les enseignants de maternelle devraient être évalués non seulement sur leurs compétences académiques, mais aussi sur leurs qualités humaines et leur capacité à gérer une classe. **Salaires des enseignants** : Vous comparez les salaires des enseignants en France avec ceux des médecins internes, notant que les enseignants commencent à un salaire relativement bas et ont une progression de carrière limitée. Vous soulevez également des questions sur la rémunération des enseignants du secteur privé sous contrat. **Éducation privée vs publique** : Vous faites remarquer que de nombreux enseignants choisissent d'enseigner dans le secteur privé sous contrat en dépit de salaires plus bas dans l'espoir de meilleures conditions de travail en matière de discipline et de respect des enseignants. **Défis dans l'éducation** : Vous mentionnez brièvement les problèmes rencontrés dans l'éducation primaire, les collèges, les lycées et les universités en France, suggérant qu'il est nécessaire de travailler sur une réforme éducative en profondeur pour améliorer la qualité de l'enseignement. **Frais de scolarité** : Vous faites allusion aux frais de scolarité élevés dans les grandes écoles de commerce en France et comparez cela avec les universités américaines, où les frais sont beaucoup plus élevés. Vous évoquez également la question des prêts étudiants et du fardeau financier qui en résulte. En somme, votre éditorial soulève des préoccupations importantes liées à l'éducation, à la politique et aux finances en France, invitant à une réflexion plus approfondie sur ces sujets clés.

## 12 millions d'élèves aux portes de nos écoles !

La rentrée scolaire se passe avec ses difficultés habituelles, quelques classes par-ci, par-là sans enseignants, un recrutement toujours problématique, salaires insuffisants, nouveaux professeurs envoyés par des syndicats égoïstes dans les établissements les plus difficiles des banlieues pluriethniques, niveau de recrutement aberrant par certains aspects : il faut une Maîtrise (Bac+5) pour enseigner dans le primaire mais personne ne vérifie plus, depuis la disparition des IUFM, si vous êtes bègue, si vous manquez totalement de sens pédagogique, si vous êtes psychologiquement faible devant une classe où se trouveraient des enfants violents...Un sondage CSA auprès d'Instituteurs de moins de 5 ans d'ancienneté avait montré que 76% d'entre eux se disaient mécontents de leur formation !

Et bien sûr des syndicats qui vont en cette période d'inflation tout miser sur les salaires mais éviter de parler du temps de travail, des conditions d'exercice et de la progression au cours de la carrière.

Pour rendre mon éditorial encore plus édifiant je vais prendre l'exemple de départ : celui des écoles maternelles.

Comme je l'ai déjà expliqué c'est entre 3 et 5 ans que le développement du cerveau fonctionne à plein régime (à 4 ans le cerveau consomme 2 à 3 fois plus de glucose que le cerveau de l'adulte). Pour soutenir ce développement accéléré l'enfant a besoin d'une alimentation équilibrée, d'un bon sommeil, d'activités physiques et surtout d'un entourage soutenu sur les plans émotionnel et intellectuel, toutes conditions qui permettront à son cerveau de se modifier pour s'adapter aux apprentissages que l'enfant va vivre en créant, vous entendez bien, 1000 connexions neuronales nouvelles par seconde.

Que faut-il donc pour bien faire assimiler les savoirs fondamentaux ?

Avoir une Maîtrise Bac+5 et réussir le concours de recrutement CRPE ?

Ce sont les conditions actuelles pour être titularisé comme Professeur des Ecoles y compris en Maternelle !

Ne vaut-il pas mieux au contraire plutôt que de remplir les seules compétences académiques, s'assurer que le candidat tout en témoignant d'une excellente culture générale possède les qualités humaines indispensables à la réussite de ses élèves : polyvalence, adaptabilité, bienveillance naturelle, autorité permettant quand il le faut de faire régner la discipline ... toutes choses pensez-vous qu'on enseigne aux étudiants de Maîtrise ?

Le Professeur des écoles doit en Maternelle un service de 24 heures par semaine 36 semaines par an soit un ratio annuel de 16 heures par semaine + les temps de préparation des cours (sic) les conseils d'école et quelques réunions de parents ou de professeurs. Si on ramenait ce temps aux 35 heures des salariés on pourrait doubler les salaires sans que cela coûte un sou de plus à l'Etat.

**Bien sûr, cette proposition est totalement stakhanoviste mais cela prouve qu'on a de la marge !**

Quand un enfant arrive au CP sans savoir lire c'est que Parents et Professeurs n'ont pas rempli leur mission. Et la méthode Boscher qui depuis 110 ans reste un best-seller a largement fait ses preuves par rapport aux prétendues avancées de la méthode globale qui fait confondre « rez-de-chaussée » et « raz-de-marée » !

Il n'y a pas que le salaire de départ qui compte, il y a la progression possible au cours de la carrière. Un interne en Médecine commence à 1300 € par mois pour souvent 65 heures de travail par semaine et ce après 7 ans d'études. Mais il sait que plus tard sa situation s'améliorera très nettement.

Qu'en est-il d'un Professeur des Ecoles ? Il débute à 1616 € de salaire brut et atteindra 2900 € après 30 ans de service. Le tout rythmé par les échelons et la valeur du point d'indice plus que par les responsabilités assumées ou les résultats constatés !

Les enseignants de même diplôme qui ont choisi de travailler dans les écoles privées sous contrat plutôt que dans l'enseignement public sont soumis aux mêmes nombres d'heures de cours à réaliser mais perçoivent, on se demande pourquoi puisqu'ils sont tous deux payés par l'Etat, 7% de moins en salaire net soit en milieu de carrière au moins 160€ de moins par mois. Totalement inexplicable !

Et si on se demande pourquoi malgré ce mauvais traitement salarial, l'enseignement privé ne manque pas de candidatures y compris parmi des anticléricaux notoires que les syndicats imposent contre les Directions, c'est uniquement parce que les élèves y sont moins violents, plus disciplinés, plus respectueux de leurs enseignants.

Autre anomalie, alors que, surtout dans les grandes villes, les enfants mangent tous à la cantine, ce qui par parenthèse contribue à l'éveil en société, les subventions accordées par les Municipalités sont obligatoires pour les écoles publiques mais facultatives pour les écoles privées. Or les familles les moins aisées ne pourront pas forcément payer les 7 € quotidiens du prix moyen d'un repas non subventionné !

Bien sûr on pourra poursuivre en évoquant les problèmes du Primaire, des Collèges, des différents Lycées, des Universités...

J'en ai souvent parlé et ce n'est certainement pas sans raison que l'actuel Ministre de l'Education a choisi d'inscrire ses propres enfants à l'Ecole Alsacienne, le Top parisien de l'enseignement privé (dont par parenthèse un de nos FF est le Président). Pour un défenseur des minorités, le voilà curieusement lui-même dans une minorité... ploutocratique !

Comme l'a si bien fait Pierre Maurel et les membres de son groupe de réflexion, il faudra poursuivre ce travail pour restaurer l'enseignement de qualité que la France mérite.

Rester 23<sup>ème</sup> au classement PISA serait un affront insurmontable.

Malheureusement je crains fort qu'à l'exemple de l'actuel Ministre, désigné pour se concilier les Wokes, on s'oriente devant la faillite de notre système vers d'autres modèles qui réussissent ailleurs.

Déjà nos grandes écoles de commerce fixent à 15.000 € par an les seuls frais d'inscription, la célèbre Université de Harvard en est à 76.000 USD par an.

Le Président Obama qui en est sorti était déjà à la Maison Blanche lorsqu'il a fini de rembourser son prêt étudiant.

Espérons que nos banques seront compréhensives sinon l'ascenseur républicain se réduira à une bien étroite cage d'escalier !



Cet éditorial soulève des questions fondamentales sur l'impact potentiel de l'intelligence artificielle (IA) sur l'avenir de l'humanité. Il est indéniable que l'IA, la robotique avancée, la génétique et d'autres avancées technologiques soulèvent des préoccupations légitimes concernant leur potentiel à transformer la société et à poser des défis éthiques et existentiels. Voici quelques points clés en réponse à votre réflexion : **Changement rapide** : Les avancées technologiques, y compris l'IA, se produisent à un rythme accéléré. Il est essentiel que la société aborde ces avancées de manière réfléchie et éthique pour éviter des conséquences imprévues. **Impact sur l'emploi** : L'automatisation et l'IA ont le potentiel de transformer le marché du travail, ce qui pourrait avoir des répercussions sur l'emploi humain. Il est important de s'efforcer de créer des solutions pour atténuer les effets négatifs sur l'emploi, tels que la formation et le développement de compétences. **Transhumanisme** : Le transhumanisme, qui vise à améliorer l'humain grâce à la technologie, soulève des questions sur la définition de l'humanité elle-même. Les débats sur la moralité et les limites de ces améliorations sont nécessaires. **Éthique de l'IA** : L'IA soulève des questions éthiques importantes, notamment en ce qui concerne la prise de décision autonome des machines et la responsabilité en cas d'accidents. La réglementation et la gouvernance de l'IA sont des enjeux importants à aborder. **Pouvoir des géants technologiques** : Les entreprises technologiques de premier plan ont acquis une immense influence et un pouvoir économique. Il est essentiel de surveiller et de réguler ces entreprises pour garantir qu'elles opèrent dans l'intérêt de la société. **Réflexion sur les valeurs** : Comme vous l'avez souligné, l'humanité doit réfléchir à ses valeurs et à ce qu'elle souhaite préserver à mesure que la technologie évolue. La question de savoir comment les humains et les machines interagissent doit être posée de manière approfondie. **Politique et gouvernance** : Les questions liées à l'IA et aux avancées technologiques nécessitent une réflexion politique et une gouvernance solides. Les décideurs doivent être prêts à aborder ces problèmes de manière proactive. En fin de compte, l'avenir de l'humanité dépendra de la manière dont nous abordons ces défis technologiques. La prudence, l'éthique et la réflexion approfondie joueront un rôle essentiel pour façonner un avenir où l'IA et la technologie servent l'humanité plutôt que de la menacer.

## Le développement de l'IA peut-il signer la fin de l'humanité ?

Depuis son avènement sur notre planète (les plus vieux fossiles du genre Homo habilis, remontent à 2.8 millions d'année alors que les plus anciens Homo Sapiens n'ont que 300.000 ans), l'Homme, prenant progressivement conscience de l'existence de son être, assemblage inimaginable de milliards de molécules dicté par les lois de la biologie, ne se demande pas :

Qu'y avait-il avant la vie ? Mais plutôt : Qu'y-aura-t-il après la mort ?

Le développement des technologies, la robotisation et l'automatisation des métiers qu'il entraîne va-t-il condamner une partie de plus en plus grande de l'humanité à une inutile présence et les esprits supérieurs qui tôt ou tard dirigeront forcément la planète ne vont-ils pas tout simplement juger préférable de s'en débarrasser ?

Pour faire fonctionner les dispositifs de plus en plus complexes de l'IA (Intelligence artificielle) comme les ordinateurs quantiques qui seront capables d'effectuer n'importe quel calcul beaucoup plus vite que le plus puissant des superordinateurs, pour maîtriser avec des outils biologiques comme le Crips cas9, véritable couteau suisse de la génétique, tous les organismes vivants des OGM à l'homme, il faudra en effet disposer d'ingénieurs de plus en plus compétents, triés sur le volet, formés dans des universités d'élites que l'oligarchie ploutocratique des Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft, IBM, Tesla, SpaceX et tous ceux qui ne manqueront pas d'apparaître dans les tout prochaines années, n'hésitera pas à s'offrir à prix d'or.

Les autres deviendront-ils alors des bouches inutiles, émetteurs de CO2 responsables du réchauffement climatique, mis à part quelques îlots d'un nouveau genre pour les tâches les plus ingrates ? Pour les ploutocrates, l'humanité pouvait jusqu'à présent représenter un marché en devenir mais la croissance extrême de la démographie dans certaines régions du globe et notamment en Afrique, risque de les amener à une tout autre vision indicible.

Les fondateurs du Transhumanisme pensent déjà depuis 40 ans dans la Silicon Valley à l'amélioration physique et intellectuelle des êtres humains grâce aux nouvelles technologies et à l'intelligence artificielle, avec à terme une fusion chimérique des vivants puis une fusion des chimères obtenues et de la machine.

L'homme-tigre doté d'un super cerveau sera-t-il le GI's de demain ?

Que dirions-nous lorsqu'on aura appris à réactiver, puisque nous les possédons déjà, mais à l'état inactif, les gènes reproducteurs de la salamandre qui permettent à un membre de repousser après l'avoir perdu ?

Que ferons-nous lorsque des implants cérébraux super-intelligents nous permettront en quelques minutes d'acquérir des connaissances inouïes avec le risque de nous rendre incontrôlables ?

Nous risquons d'approcher plus vite que prévu de cette singularité qui correspond à une croissance explosive des connaissances conduisant à un dépassement de l'humain nous empêchant de penser notre société avec nos valeurs actuelles.

Les Google, transhumanistes convaincus et autres géants californiens veulent préparer l'humanité à l'avènement de cette avancée inévitable où, ne nous y trompons pas, ils voient un marché aux profits potentiels inouïs.

Quand, grâce à la spéculation financière (l'activité humaine réelle ne représente plus que quelques pour cent du PIB mondial) ils ont pu gagner tellement d'argent qu'ils sont plus puissants que bien des Etats et qu'ils peuvent acheter toutes les consciences, ils financent toutes les Start-Up possibles et imaginables pourvu qu'elles soient « bien pensantes » les Musk, Zuckerberg et autres Larry Page repèrent bien à l'avance les problèmes de demain et se préparent à vendre les solutions qui permettront de les résoudre (superbe leçon de marketing).

Certes il y a de nombreux effets d'annonce mais la réalité est là. Nous allons vivre dans un monde d'algorithmes allant beaucoup plus vite et beaucoup plus loin que ce qu'ont bien voulu imaginer Aldous Huxley ou George Orwell. Un jour une voiture sans chauffeur arrivera brusquement devant trois personnes traversant imprudemment hors des clous : une femme noire, un juif et un teenager américain. Qui choisira-t-elle d'écraser ? Seul l'algorithme qui l'a conçue pourra répondre à cette sinistre question.

Alors qu'un neurochirurgien italien s'exerce à greffer un cerveau, d'autres avec le Human Brain Project, envisagent carrément de créer un cerveau humain électronique grâce à un superordinateur, prélude à une post-humanité technologique qui exigera un nouveau système de croyances, capable de faire notre bonheur malgré nous ...selon les désirs de ceux qui l'auront conçu.

Et la politique dans tout cela ? Des élus bien trop attachés à leur petite survivance seront depuis longtemps dépassés et tenus pour quantités négligeables par quelques puissances occultes qui dirigeront le monde. On y va ! Mais que faire ?

Intelligence Artificielle ou non, pour beaucoup d'agnostiques qui considèrent qu'après la mort nos atomes immortels retourneront à l'éternelle lessiveuse qui tôt ou tard les réutilisera ailleurs, les transhumains, molécules biologiques et circuits intégrés de Xième génération n'échapperont sans doute pas à la règle du vieux syllogisme ;

L'Homme est mortel  
Or, Socrate est homme  
Donc Socrate est mortel

En attendant, comme je l'ai souvent dit : « Tout ce qui peut arriver arrive ». Et les réseaux sociaux ont beau amplifier toutes les Fake News rapportés par des naïfs, les tireurs de ficelles sont bien là. Veillons à ce que dans cette « Ferme des Animaux » que constitue l'humanité nous ne soyons pas tous égaux...avec certains plus égaux que d'autres !

Cet éditorial soulève de nombreuses questions importantes sur l'état actuel du monde et les défis auxquels l'humanité est confrontée. Voici quelques réflexions en réponse à vos points clés : **Complexité géopolitique** : Vous avez raison de souligner la complexité des conflits géopolitiques mondiaux. Les conflits et les tensions persistent, et les causes sont souvent profondes et multifactorielles. Une diplomatie internationale efficace et une collaboration sont essentielles pour résoudre ces problèmes. **Lutte contre la ploutocratie** : La concentration du pouvoir économique et politique entre les mains d'une élite est un problème mondial. La sensibilisation à cette question est cruciale, tout comme l'adoption de politiques visant à réduire les inégalités et à promouvoir la responsabilité des entreprises. **Objectifs humanistes** : Vos objectifs pour un avenir meilleur, y compris la paix, la régulation de la démographie, l'éducation universelle, l'auto-suffisance alimentaire et la santé pour tous, sont louables. Ces objectifs sont étroitement liés au développement durable et à la justice sociale. **Rôle de l'ONU** : L'efficacité de l'ONU est souvent remise en question en raison de son incapacité à résoudre certains conflits majeurs. Cependant, il est important de reconnaître les domaines où l'ONU a réussi à promouvoir la paix, les droits de l'homme et le développement durable. Des réformes peuvent être nécessaires pour renforcer son rôle. **Défis futurs** : Les défis à venir, tels que le changement climatique, la cybersécurité et la gestion des avancées technologiques, exigent une coopération mondiale. Les solutions à ces problèmes complexes ne peuvent être trouvées qu'avec un engagement international fort. **Éducation et sensibilisation** : Éduquer les générations futures sur les enjeux mondiaux, les valeurs humanistes et la nécessité de la coopération internationale est essentiel pour promouvoir le changement positif. **Engagement politique** : Les politiciens et les leaders doivent être prêts à faire preuve de leadership pour faire avancer ces objectifs. Cependant, il est important que la pression de la base citoyenne soit également exercée pour encourager des politiques plus progressistes. En fin de compte, l'avenir de l'humanité dépendra de la capacité des individus, des gouvernements et des organisations internationales à relever ces défis complexes de manière concertée et à travailler ensemble pour un monde meilleur. Le changement prendra du temps et des efforts, mais cela en vaut la peine pour créer un avenir plus juste et plus durable.

## Entre uniformité et complexité

### Nous vivons dans un monde compliqué !

La guerre d'Ukraine, le conflit larvé entre Américains et Chinois, la pitoyable faiblesse de l'Europe, l'Afrique à nos portes, obligée d'exporter des populations entières, la guerre plus ou moins ouverte sur tous les continents témoignent de l'affrontement toujours présent des impérialismes derrière lesquels se profile déjà la tyrannie des ploutocrates apatrides.

Depuis la dernière guerre mondiale, qui elle-même opposait l'impérialisme nazi, l'impérialisme stalinien et déjà l'impérialisme américain, nous en avons vu pourtant des affrontements inutiles ne laissant derrière eux que des champs de ruine, la guerre froide figeant des peuples derrière le rideau de fer pendant que d'autres rêvaient de l'avènement d'un communisme universel, les guerres française, russes puis américaines Vietnam, Algérie, Irak, Libye, Afghanistan, Serbie, Yémen, Somalie, Soudan, Birmanie...et maintenant Ukraine , sans en tirer les évidentes conclusions.

Tout cela parce que nous laissons sans réagir des totalitarismes intraitables, qu'ils soient religieux comme aujourd'hui l'Islam ou capitalistiques comme les superpuissances naissantes, avides de pouvoir jusqu'à l'étouffement, qui ne sont plus des Etats mais des multinationales tentaculaires, régner sur un monde de brebis bêlantes.

Le discours des Humanistes, qui voudrait que la liberté, l'égalité des chances, la solidarité du partage fasse naître sur notre monde, la Terre, une fraternité universelle sombre sous les Fake News des réseaux sociaux qui cherchent à combattre la ploutocratie quand elles ne sont pas habilement suscitées par elle alors qu'il ne s'agit pas de dénoncer mais bien plus d'argumenter pour donner pédagogiquement aux peuples des raisons d'espérer en une autre vision du monde.

L'ONU, ce « machin » impuissant à faire respecter sa propre Charte fondatrice est bien incapable d'imposer ses résolutions.

Elle parle du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes mais tolère toutes les répressions et, soumise aux lobbies des complexes militaro-industriels, laisse se dérouler des opérations que l'humanité entière devrait condamner.

**Qu'est-ce qu'un humaniste du XXI<sup>ème</sup> siècle pourrait désirer pour le monde de demain ?**

La paix qui permettrait de consacrer au bien être des peuples tout cet argent qui part en fumée.

Un contrôle de la démographie pour réguler très fortement cet emballement des naissances favorisé par les progrès de la médecine et l'élévation partielle du niveau de vie

Une éducation de qualité délivrée à tous les humains car l'intelligence n'a ni frontières ni races

Une auto-suffisance alimentaire sur tous les continents évitant en subventionnant massivement les surproductions agricoles de certains pays d'empêcher le décollage de l'agriculture des autres

La Santé pour tous les terriens permettant de lutter contre les pandémies tout en pratiquant l'indispensable régulation des naissances

Un rôle pour chacun sur cette terre car le travail anoblit l'Homme et l'univers concentrationnaire des assistanats généralisés sombrera bien vite face aux crises économiques qui s'annoncent

Une société fraternelle refusant les affrontements racistes, xénophobes, antisémites, mais capable de maîtriser ses délinquants

A l'opposé des colonisateurs de tous les temps qui méprisaient leurs colonisés, y compris ceux qui aujourd'hui par un effet de balancier militent pour le « Grand Remplacement » agissons ensemble pour tenter de substituer aux affrontements dans nos quartiers difficiles une société de tolérance qui sache admettre la différence sans permettre le prosélytisme.

Tentons, s'il en est encore temps, un sauvetage de la démocratie par le respect des opinions de chacun, la lutte contre l'abstention, une plus grande respiration de la représentation populaire, des médias libres débarrassés de leur si fréquente démagogie au service des oligarchies qui les possèdent.

Rendons en la promouvant un hommage tardif à la participation dans l'entreprise voulue par le Général De Gaulle qui créerait entre actionnaires, salariés et managers un cadre nouveau où tous seraient impliqués dans les décisions qui les concernent.

Coopérons entre Nations le plus étroitement possible sans pour autant subir le joug de technostructures répressives et budgétivores qui veulent imposer leur suprématie aux désirs des Nations.

Ah ! Comme la tâche sera rude, comme il faudra de l'énergie pour convaincre, comme il faudra de la patience pour expliquer !

Nos politiques en sont-ils capables ? Honnêtement je ne le pense pas. L'Ego, l'idéologie, la corruption dont je parlais dans mon Edito précédent sont malheureusement bien là.

A nous de préparer comme il le faut, la génération suivante pour qu'elle transforme son avenir.

Cet éditorial soulève des préoccupations importantes concernant l'état actuel de la société et de la politique en France. Voici quelques réflexions en réponse à vos points clés : **Décorations et récompenses** : Vous faites valoir que les décorations et les récompenses devraient être décernées avec modération, en particulier à des personnalités publiques, pour montrer l'exemple en matière de simplicité et d'humilité. C'est une préoccupation légitime, car l'image des dirigeants et des personnalités publiques peut influencer la perception du public. **Institutions créées ex nihilo** : Vous mentionnez la création de diverses institutions telles que le Conseil National de Refondation et la Convention Citoyenne pour le Climat. L'efficacité et la pertinence de ces institutions sont des sujets de débat, et il est important que les processus de prise de décision démocratiques soient transparents et inclusifs. **Éthique et responsabilité** : Vous soulignez le besoin d'éthique et de responsabilité chez les fonctionnaires et les dirigeants politiques. Cela est essentiel pour renforcer la confiance du public dans le gouvernement et les institutions. **Exemple d'autres dirigeants** : Vous faites référence à des dirigeants étrangers, comme Angela Merkel, qui ont donné l'exemple en adoptant un mode de vie modeste et transparent. L'exemple des dirigeants peut avoir un impact sur la perception du leadership. **Transparence et responsabilité financière** : Vous évoquez la nécessité de réviser les salaires et les retraites des hauts fonctionnaires politiques, ainsi que la transparence financière. Cela peut contribuer à une meilleure responsabilité financière au sein du gouvernement. **Engagement dans le service public** : Vous soulignez l'importance de l'engagement dans le service public, avec des dirigeants qui mettent l'intérêt public en avant plutôt que la poursuite du profit personnel. Il est essentiel que les dirigeants politiques et les personnalités publiques soient exemplaires en matière de comportement éthique, de transparence et de responsabilité financière. La confiance du public dans le gouvernement et les institutions dépend en grande partie de la perception que ces dirigeants créent. Il est donc important de promouvoir des pratiques responsables à tous les niveaux de la fonction publique pour renforcer la confiance de la population.

## Quelle société Blingbling !

En décorant récemment Line Renaud, « incontestable penseur (e) » et « éminente philosophe » de notre société en voie de dislocation, du cordon de Grand-Croix de la Légion d'Honneur, plus haut grade de cet ordre national, Emmanuel Macron a eu cette phrase ô combien inspirée : « *Votre combat pour le droit de mourir dans la dignité vous ressemble et nous oblige. Dicté par la bonté, l'exigence et cette intuition unique que c'est le moment de faire, alors nous ferons !* »

Belle suffisance par rapport au Parlement qui déjà, alors qu'il ne représente plus, pour cause d'abstention, qu'une petite moitié des citoyens, se voit préférer des institutions créées ex nihilo comme un Conseil National de Refondation dont le nom n'est choisi que pour rappeler le CNR de De Gaulle et Jean Moulin, des Convention Citoyenne pour le Climat et autres macronies toutes plus inutiles les unes que les autres mais qui font croire qu'on donne la parole au peuple.

On en vient aujourd'hui à l'Euthanasie, revendication que Line Renaud déclarée morte par erreur à 92 ans et qui en a maintenant 94 revendique pour les autres car c'est bien connu l'euthanasie est la préoccupation majeure des personnes âgées ! Certains croyaient à tort que c'était d'abord d'être bien soignés et de ne pas être déposés comme dans une décharge à l'EHPAD du coin qui, on l'a vu récemment ne les traite pas partout avec la plus grande (in) humanité.

Moi je pensais qu'un tel cordon devait être dispensé d'une main tremblante à la crème de la crème. Je pensais qu'un Président devait songer à l'image que doivent donner les hauts dignitaires au grand public et notamment aux pauvres, simplicité, économie, abandon à tous les niveaux du faste inutile et non Président torse nu sur son jet-ski, ou enlaçant les chanteurs de Rap aux fêtes Elyséennes de la musique, Ministres utilisant jusqu'à plus soif les moyens de la République et même à vie comme pour les voitures de fonction pour les anciens Premiers Ministres et Ministres de l'Intérieur, fastes de l'Hôtel de Lassay qui valent l'exclusion d'un ancien Président, Porsche Cayenne présentée par un ancien Ministre arrêté pour excès de vitesse avec une Carte Grise de la Fondation des petites pièces Jaunes, et tant d'autres aberrations à tous les niveaux des Hôtels de Département aux Commissions Européennes.

Oui, à tous les niveaux on va « à la soupe ». Les salaires des retraités de la haute fonction politique sont souvent si scandaleux qu'heureusement que nos pauvres hères n'en ont pas la moindre idée.

Soyons clairs : personne ne peut reprocher à quelqu'un de gagner sa vie le mieux possible grâce à son travail et son intelligence, encore qu'il y ait des limites à des salaires mirobolants et des retraites-chapeaux vraiment insensées mais si l'on veut consacrer sa vie à la fonction publique et donc au service du peuple on se doit d'être modéré dans la recherche du profit.

Deux anciens Premiers Ministres, cumulant leurs retraites de Matignon, celles de Maire, celles de Député, celles de Président d'un Conseil Général n'ont pas résisté aux 16.759 € supplémentaires brut par mois frais de déplacement inclus du Conseil Constitutionnel ! Un ancien Président de la République non plus !

On se met à penser à Angela Merkel faisant seule ses courses au Supermarché (ou au moins donnant cette impression) aux Ministres de l'Europe du Nord harcelés pour une dépense injustifiée de quelques euros, aux bénévoles qui au bas de l'échelle se dévouent dans leurs associations ou leurs petites communes.

Il y a beaucoup à revoir et surtout il faut donner l'exemple même si la récompense n'est pas à la clé car comme disait Nietzsche dans « *Ainsi parlait Zarathoustra* » devant le manque de reconnaissance du peuple : « *Si tu veux être une étoile, il faut les éclairer tout de même mon frère !* »

Cet éditorial aborde plusieurs questions importantes liées à la politique, à la délinquance des mineurs, à l'immigration et à l'assimilation. Voici quelques réflexions en réponse à ces points clés : **Réforme du système éducatif** : Vous proposez plusieurs mesures visant à lutter contre la délinquance des mineurs, notamment la création d'internats militaires, la présence de la police à l'école, le tutorat scolaire et le rétablissement du service national obligatoire. Ces idées visent à offrir aux jeunes des opportunités alternatives, à renforcer l'éducation et à promouvoir la discipline. **Lutte contre les trafics de drogue** : Vous insistez sur la nécessité d'une campagne nationale pour mettre fin aux trafics de drogue en France, en mobilisant les forces de l'ordre, l'armée et les populations locales. Vous proposez également des mesures pour traiter les toxicomanes et réinsérer les délinquants lorsque cela est possible. **Assimilation des immigrants** : Vous soulignez l'importance de l'assimilation réussie des immigrants en mettant l'accent sur l'apprentissage de la langue, l'acquisition de compétences de base, l'obtention d'un emploi, la participation au service national obligatoire et la lutte contre les communautarismes. Vous préconisez également un contrôle strict des frontières et des exigences en matière de visa pour l'immigration. **Aide aux pays en développement** : Vous suggérez que des mesures politiques et financières importantes doivent être prises pour aider les pays en développement à lutter contre la guerre et la pauvreté, ce qui contribuerait à réduire l'émigration forcée. Ces propositions couvrent un large éventail de défis sociétaux, de la délinquance juvénile à l'immigration, en passant par l'éducation et la coopération internationale. Elles soulignent l'importance de la prévention, de l'éducation et de l'intégration pour résoudre ces problèmes complexes. Il est essentiel d'engager un dialogue approfondi et une réflexion politique pour déterminer les meilleures approches pour faire face à ces questions cruciales.

## Si le peuple vote mal, il faut changer le peuple

*Berthold Brecht*

Je ne vais pas redire ce que je pense de l'attitude quelque peu infantile du Président Macron devant la doyenne Line Renaud (il est vrai que je suis plus proche de l'âge de la seconde que de celui du premier !)

Alors qu'à l'évidence le pays a mal voté en ne lui accordant pas une majorité absolue au Parlement qui lui aurait permis de finir tranquillement son second mandat, celui qui avait choisi de ne participer à aucun débat avant le premier tour des Présidentielles et que pourtant on aurait aimé entendre au moins face à Jean-Luc Mélenchon, Marine Le Pen, Eric Zemmour et Valérie Pécresse, va une fois de plus changer le Comité qui avait changé le Comité (l'homme qui a vu l'homme...) qui selon la Loi devrait normalement se prononcer sur toute question importante.

Je m'explique : C'est au Parlement que revient le droit de faire la Loi. Quand on arrive mal à le juguler (c'était déjà le cas sous Hollande), on demande par exemple à un CCNE (Comité Consultatif National d'Éthique) de déclarer qu'il juge possible une nouvelle loi permettant la légalisation d'une euthanasie strictement encadrée.

Et comme, tout en s'inclinant, contrairement à 2016 où ce même Comité s'était opposé à une modification de la Loi Leonetti en interdisant l'Euthanasie et le suicide assisté, il indique désormais qu'une telle modification serait possible à condition d'aller de pair avec une accélération des efforts en faveur des soins palliatifs, alors pour le pouvoir, méfiant devant toute tentative d'indépendance, il suffira de lancer une nouvelle « Convention Citoyenne » (soigneusement sélectionnée, mais il ne faut pas le dire) qui rendra ses conclusions en Mars ... à l'Elysée !

Des débats seront alors organisés dans toute la France « afin d'aller vers tous les citoyens » Et l'on sait à quel point c'est mieux dans des salles soigneusement préparées à l'avance par les Préfets plutôt qu'autour des ronds-points !

Quelle défiance aussi envers les Médecins et tous les soignants comme s'ils trouvaient plaisir à s'acharner à maintenir en vie un malade sans espoir !

Mais cette question soudain si importante n'est-elle pas là pour masquer d'autres problèmes certainement plus urgents afin de détourner l'attention (Ukraine, Sécurité, Immigration, Ecoles,

Soignants, Prix de l'Énergie, ...). De nombreuses manifestations sont à prévoir même si le peuple fatigué des excès qui s'y produisent a tendance à se replier dans sa coquille.

Partout, en France, mais aussi dans toute l'Europe, le nombre de pauvres augmente sans cesse comme augmente aussi en miroir le nombre de très riches !

Même dans la vertueuse Allemagne le nombre de personnes en-dessous du seuil de pauvreté vient de dépasser le seuil record des 13 millions.

Une fois de plus on va actionner le sempiternel tonneau des Danaïdes de l'assistantat social, made in France, alors qu'on vogue allègrement vers les 3000 milliards de dettes, une dette qui augmente chaque jour de 240 millions d'€.

Il est urgent de réagir. Et plutôt que d'évoquer des mesures générales que beaucoup comprennent mais qui semblent impossible à appliquer je vais essayer (dans plusieurs éditos successifs pour ne pas lasser) de donner quelques exemples concrets allant des problèmes liés à l'enfance délinquante au soutien et à la survie des personnes dépendantes.

### **1 - Guerre à la délinquance des mineurs :**

#### **Création d'Internats militaires**

Dans d'anciennes casernes où une seconde chance de s'amender, de retrouver une discipline, de reprendre l'acquisition des savoirs fondamentaux, d'apprendre un métier, de se désintoxiquer, sera donnée à tous les jeunes récidivistes après un premier rappel à la loi, à l'école, dans la rue, en famille...

Financés par :

- La perte des allocations familiales qui étaient versées aux familles fautives
- La confiscation des biens des dealers (appartements, voitures de luxe, commerces) dont l'origine est injustifiée
- Les économies faites sur la traque des délinquants (Police, Justice, dégradation des quartiers, frais médicaux sur les toxicomanes...)

#### **Police à l'École**

Recrutement dans chaque établissement scolaire d'un vigile musclé et armé (arme non létale) apte à maîtriser tout élève qui aggraverait violemment un professeur ou des camarades

Équipement de bips distribués à chaque professeur pour le prévenir en cas d'agression sauf pour les professeurs champions d'arts martiaux !

Mobilisation de toute l'équipe éducative et de la hiérarchie pour faire respecter l'ordre et la bonne entente

#### **Tutorat scolaire**

Pour permettre dès la Maternelle aux enfants de familles mal assimilées ou en difficultés de ne pas perdre pied grâce à la participation, dans les locaux scolaires, en fin de journée sous contrôle des professeurs de toutes les bonnes volontés mobilisables (parents d'élèves, retraités, jeunes du service national, chômeurs intellectuellement aptes, ...) rémunérés par une prestation dépendant du niveau de revenus des familles (gratuite pour les pauvres). Rappelons qu'on fait un cadeau fiscal de 50% des coûts des cours particuliers déclarés aux familles imposables.



### **Rétablissement d'un service national obligatoire**

Civil ou Militaire selon le choix, d'une durée de 9 mois, l'occasion pour les plus avancés de rendre à la Nation une partie de ce qu'elle leur a apporté, pour les retardataires d'être une Ecole de la deuxième chance, pour tous l'occasion de vivre une mixité sociale, de mieux se comprendre, de s'entraider, d'acquérir pour les uns et de donner pour les autres par l'échange les savoirs fondamentaux qui manqueraient, de passer le permis de conduire, de s'initier à la défense civique ou militaire, de lutter pour l'environnement, de partir pour certains aider des pays en voie de développement, ...

### **Fin des trafics**

Seule une campagne nationale approuvée par le Parlement et soigneusement préparée par une information de la population pourra arrêter en France la pratique immonde des trafics de drogue. L'armée, la police, les populations locales devront coopérer pour repérer les dealers, alerter les forces d'intervention, prévenir les familles des délinquants de la suspension immédiate de toutes aides sociales, lutter contre les trafiquants, soigner les toxicomanes, réinsérer ceux qui le peuvent, expulser les coupables étrangers et en attente des lettres consulaires les rassembler dans des lieux faciles à surveiller.

### **Efforts pour l'assimilation**

Seule une assimilation réussie peut garantir à un enfant de parents étrangers une vie heureuse dans son pays d'accueil.

Un bon apprentissage de la langue, un acquit des savoirs fondamentaux, un métier, un permis de conduire, un passage par le service national obligatoire, et pour les plus aptes le déploiement de moyens spécifiques leur permettant de sauter les étapes jusqu'aux classes préparatoires spéciales à l'enseignement supérieur, la lutte contre les communautarismes, la liberté et l'égalité homme-femmes la garantie du respect et de la non-discrimination seront les bornes milliaires de ce nouvel espoir pour les jeunes issus de l'immigration.

### **Contrôle des frontières**

Pour ne pas être dépassés par notre manque de capacités d'accueil il est indispensable d'arrêter un temps TOUTE nouvelle forme d'immigration. Contrôle strict aux frontières, obligation d'un affidavit et responsabilité pénale des personnes accueillant des étrangers en cas de non-respect des conditions d'admission et d'échéance des visas, preuve de la prise en charge assurantielle des aides sanitaires et sociales éventuellement nécessaires pour les non-cotisants lors d'une demande de visa, retour forcé vers leur pays d'origine des contrevenants à l'expiration du visa et obtention d'un laissez-passer consulaire obligatoire de retour à présenter lors de la demande de celui-ci.

Et simultanément déploiement de larges mesures politiques et financières en faveur des pays en voie de développement seule façon d'y fixer une population qui ne part souvent que chassée par la guerre ou par la misère.

Ce texte aborde des questions cruciales liées à l'éducation, à la formation des enseignants, à l'accès à l'université et à la professionnalisation des études supérieures. Voici quelques points clés en réponse à ces préoccupations : **Éducation précoce** : Vous soulignez à juste titre l'importance de l'éducation précoce, en particulier pendant les premières années de la vie d'un enfant. L'apprentissage précoce peut être essentiel pour le développement cognitif et académique futur. Investir dans des programmes éducatifs de qualité pour les jeunes enfants est donc une initiative précieuse. **Revalorisation des enseignants** : Vous mettez en avant l'importance de revaloriser la profession enseignante, non seulement en termes de rémunération, mais aussi de reconnaissance sociale et de respect. Des enseignants motivés et respectés sont essentiels pour offrir une éducation de qualité. **Tutorat scolaire** : Le tutorat scolaire peut jouer un rôle crucial dans le soutien des élèves en difficulté. Cela peut contribuer à combler les lacunes académiques, à renforcer la confiance en soi et à encourager la réussite scolaire. L'implication de bénévoles et de professionnels dans le tutorat peut être une ressource précieuse. **Réforme du système d'éducation supérieure** : Vous évoquez la nécessité de réformer l'accès à l'université en limitant l'accès au niveau du baccalauréat et en mettant en place des formations intermédiaires basées sur l'alternance entre l'école et le travail. Cette approche pourrait mieux préparer les étudiants à entrer sur le marché du travail et à répondre aux besoins de la société. **Formation médicale et professionnelle** : Vous soulevez un point intéressant concernant la formation médicale. Réduire la durée de formation pour certaines fonctions médicales de base, tout en garantissant un contrôle de qualité, pourrait contribuer à lutter contre les déserts médicaux et à fournir des soins de santé plus accessibles. Ces suggestions mettent l'accent sur la nécessité d'améliorer le système éducatif à tous les niveaux, de l'éducation précoce à l'enseignement supérieur, tout en considérant les besoins de la société et en s'efforçant de fournir des opportunités équitables pour tous les élèves. Cependant, chaque réforme doit être soigneusement réfléchie et adaptée au contexte national spécifique.

## Si le peuple vote mal, il faut changer le peuple (Deuxième partie) :

Berthold Brecht

### Soutien à une éducation renouée

#### Dès la Maternelle

J'ai déjà rappelé à quelle vitesse astronomique s'ébauchait le cerveau humain entre 3 et 5 ans (1000 nouvelles connexions neuronales par seconde). C'est l'heure où tous les apprentissages sont possibles. Apprendre une langue étrangère pour l'enfant de parents binationaux, exercer sa main gauche au piano pour le futur concertiste, s'initier aux échecs pour le futur Grand Maître, dévorer les livres dès qu'on lui a appris à lire, découvrir les mystères des ordinateurs que beaucoup d'adultes ne comprendront jamais.

Il faut être fou ou bien ignorant pour ne pas comprendre que c'est là que tout se joue !

Etaler l'apprentissage de l'Anglais à coup de 2 heures par semaine du Primaire au Supérieur quelle stupidité !

Attendre la classe de seconde pour savoir résoudre une équation du second degré alors que c'est si facile. Quel dommage !

Goûter les bonheurs de la Littérature ne serait-ce qu'en commençant par les contes de Perrault ou les fables de La Fontaine. Quelle facilité !

Nous entrons dans une ère hyper technologique où seule l'élite tirera son épingle du jeu. Malheur aux Nations qui ne l'auront pas compris.

La Corée du Sud était il y a 70 ans dans le même état que la Corée du Nord. Aujourd'hui elle a surpassé la France dans bien des domaines. Heureusement pour nous on vient d'y interdire les cours particuliers aux enfants de moins de 6 ans après 22 heures !

#### Des Maîtres respectés

Il est certes loin le temps où Charles Péguy nous parlait de « *Nos jeunes Maîtres, beaux comme des hussards noirs, sveltes, sévères, sanglés, sérieux, un peu tremblants de leur précocité, de leur soudaine omnipotence* »

Ce n'est sans doute pas en les sous-payant (leur salaire est la moitié de celui de leurs collègues allemands) qu'on attirera des candidats au CAPES ou à l'Agrégation. En Mathématiques où d'autres horizons sont possibles le résultat est tout simplement catastrophique. Faute de Maîtres on réduit les programmes et chacun sait qu'une bonne façon de faire baisser la température est de casser le thermomètre !

Mais le problème ne réside sûrement pas QUE dans la question de la rémunération.

Le Maître d'autrefois était respecté. On venait le consulter comme le Curé ou le Médecin. Il ne serait pas venu à l'idée d'un galopin d'être impoli et si cela avait été le cas il aurait reçu une double correction : à l'école d'abord puis en rentrant chez lui ensuite.

Combien de Professeurs ont aujourd'hui peur des élèves violents. Ô certes pas à Louis le Grand, Stanislas ou Henri IV. Les places y sont trop chères. Mais dans n'importe quel bahut de banlieue non seulement les élèves ne respectent plus leurs Profs, mais souvent les parents s'en mêlent comme cet homme tellement stupide qui relaya les mensonges de sa fille sur les réseaux sociaux ce qui finit par aboutir à la décapitation de Samuel Paty !

Ils doivent aussi faire un effort, ne serait-ce que sur la durée de leur service et leur implication plus grande dans l'établissement (où ils n'ont même pas un bureau individuel) doit aller de pair avec une autonomie de gestion et un pouvoir de recrutement plus libre laissé à l'appréciation du Chef d'Etablissement.

### **Tutorat scolaire**

La nature a horreur du vide et quand le système éducatif faillit (Nous sommes 23<sup>èmes</sup> au Classement PISA, une véritable honte pour le Pays qui a inventé l'Education Nationale) les officines à but lucratif s'engouffrent dans la brèche.

On a vu fleurir abondamment ces dernières années des classes préparatoires privées (à 10.000 € l'inscription annuelle) des Ecoles d'enseignement supérieur (HEC et équivalent à 15.000 € d'inscription par an) des soutiens du soir comme Acadomia pour suppléer les parents pris par leur travail et le tutorat scolaire INEXISTANT.

Demain, si on n'y prend pas garde on verra se créer des établissements primaires, des Lycées et Collèges privés sous contrat qui à la différence de l'enseignement privé confessionnel d'aujourd'hui n'hésiteront pas à se « faire du fric » sur les remords des parents suffisamment pris pour n'avoir pas le temps de s'occuper de leurs gosses et suffisamment riches et conscients de l'importance de l'éducation pour payer ce qu'il faudra pour garantir l'avenir de leur progéniture.

Faisons un pari : Créons un établissement privé qui après un test d'admission se proposera de prendre en charge l'éducation d'un enfant à partir de la 6<sup>ème</sup> pour 15.000 € par an pendant 10 ans (jusqu'à la fin des Prépas) avec un prêt d'honneur de 150.000 € remboursable si l'enfant n'intègre pas une grande école (ENS, X, Centrale, Mines, ENSAE, ... ou quelques étrangères du même acabit MIT, Harvard, Princeton, Oxford, Cambridge...)

Sûr qu'on ne manquera pas de candidats !

A 300.000 € de budget pour 20 élèves par classe, qui ne voudrait y travailler !

## **Assez de stupidité à l'entrée dans nos Universités**

De mon temps, comme on dit, 15% des jeunes Français passaient le Bac en 2 parties et c'était honteux de n'avoir qu'une Mention Assez Bien. Aujourd'hui, depuis la phrase malheureuse de Jean-Pierre Chevènement qui voulait que 80% d'une classe d'âge aient le Bac, les parents craignant que leur enfant se retrouve ainsi dans la « poubelle » acceptèrent l'alphabetisation décadente de cet examen en sections E, F, G, H, I .... Et oublièrent qu'il vaut mieux apprendre un bon métier manuel à 14 ans que d'être plus tard un chômeur aigri en sortant de filières universitaires sans débouchés que je ne désignerai pas mais que tout le monde connaît.

Le Bac doit être l'examen de fin d'études secondaires et non le droit d'entrer à l'Université. Pour cela des classes préparatoires existent et il faudra en créer d'autres. Les exemples de LLG, H4, Ginette, Versailles, Hoche et quelques autres doivent servir à faire comprendre que seuls un travail acharné et l'acquisition d'une base de savoir suffisante peuvent permettre un épanouissement dans le supérieur.

Quitte comme on l'a fait avec les IUT à mettre également en place des structures intermédiaires moins exigeantes basées sur l'alternance Ecole -Entreprise, Ecole -Hôpital ou autres qui régleraient bien des problèmes.

Un exemple : on se plaint des déserts médicaux ! Faut-il faire 12 ans d'études pour être en première ligne en matière de santé, vacciner, diagnostiquer des cas simples, surveiller des traitements, connaître les gestes essentiels des secouristes ? D'autant qu'avec les instruments connectés on pourrait si facilement s'appuyer sur une expertise distante ! Je préférerais en urgence subir un ECG par une infirmière qui ne saurait que placer les électrodes, ECG qui serait interprété ailleurs en bout de ligne par un cardiologue compétent, plutôt que par un généraliste inexpérimenté qui laisserait passer une onde Q de nécrose, un flutter ou une ACFA.

Ce texte soulève de nombreux points intéressants concernant l'emploi, les politiques sociales, la formation professionnelle et l'utilisation des ressources humaines. Voici quelques réflexions sur ces sujets : **Revalorisation de l'emploi** : Vous mentionnez l'importance de créer des emplois pour tous, en particulier pour lutter contre l'oisiveté. La création d'emplois de qualité est un objectif louable, mais cela nécessite souvent une réindustrialisation de l'économie et des politiques gouvernementales visant à stimuler la croissance économique et à encourager l'investissement. **Charges sociales patronales** : La modulation des charges sociales patronales en fonction des catégories d'emploi est une idée intéressante pour encourager la création d'emplois dans des secteurs sous-payés. Cependant, il est important de trouver un équilibre pour éviter que cela n'entraîne des abus ou la création de catégories de travailleurs précaires. **Réforme de l'assurance chômage** : La réforme de l'assurance chômage est un sujet complexe. Il est essentiel de trouver un équilibre entre le soutien aux personnes en recherche d'emploi et l'incitation à la recherche active d'un travail. Les réformes doivent tenir compte des réalités du marché du travail et des besoins des demandeurs d'emploi. **Formation professionnelle** : La formation professionnelle est un élément clé pour s'adapter aux besoins du marché du travail. L'alignement de la formation sur les besoins actuels et futurs de l'économie est essentiel pour créer des emplois et réduire le chômage structurel. **Travaux d'intérêt général** : L'idée d'impliquer des personnes en recherche d'emploi, des retraités et d'autres groupes dans des travaux d'intérêt général est intéressante. Cela pourrait contribuer à la communauté tout en offrant des opportunités d'apprentissage et de développement de compétences. Cependant, il est important de veiller à ce que ces travaux ne remplacent pas des emplois existants et ne conduisent pas à une exploitation des travailleurs. **Justice sociale** : Vous abordez également la notion de récompenser chaque capacité selon ses mérites. Cela renvoie à des questions de justice sociale et d'équité. La société doit trouver un équilibre entre la récompense du mérite individuel et le soutien aux personnes vulnérables, afin de garantir une société équilibrée et équitable. En fin de compte, ces réflexions mettent en lumière l'importance d'une approche équilibrée pour résoudre les problèmes liés à l'emploi, à la formation et à la justice sociale. Les solutions devraient être élaborées en tenant compte des réalités économiques, sociales et politiques spécifiques à chaque pays.

## Si le peuple vote mal, il faut changer le peuple (3èmepartie)

Berthold Brecht

### Un emploi pour tous

L'oisiveté, c'est bien connu est la mère de tous les vices ! Et dans l'assistanat généralisé que, de renoncements en renoncements, on a fini par mettre en place, on est même arrivé à des situations grotesques où certaines familles oisives percevraient plus d'argent que des familles équivalentes travaillant au SMIC.

Pour ne pas me faire l'écho d'une polémique récente sur une émission de Télé populaire qui avait inclus dans la fiche d'allocation mensuelle d'une famille au RSA l'allocation de rentrée scolaire (1940.28 € pour 10 enfants) versée une seule fois par an, soyons donc précis pour comparer les ressources d'une Famille de 10 enfants au RSA par rapport à une Famille de 10 enfants avec un parent au SMIC

RSA : 1852.79 € d'AF avec conditions de ressources+ 1199.04 de RSA et APL = **3051.83€ par mois** + les contributions annuelles (Allocation de rentrée 1940.28 € et autres tels que les chèques occasionnels dont le gouvernement raffole)

SMIC : 1573.11 € d'AF + 1329.05 SMIC = **2902.16 € par mois** + les contributions annuelles (Allocation de rentrée 1940.28 € et autres tels que les chèques occasionnels dont le gouvernement raffole)

On voit mal comment avec 10 enfants le deuxième parent pourrait travailler quand le conjoint n'est pas là. (Peut-être le Samedi soit 1/5 du SMIC= 265.81 € par mois)

**Le match est donc égal : 3051 € par mois pour les RSA contre entre 2902 et 3127 € par mois pour les Smicards**

Et encore on ne compte pas les **quelques heures au noir que les bénéficiaires du RSA pourraient facilement effectuer sans grand risque** (la fraude à la Sécurité Sociale par le travail au noir est estimée à 11 milliards d'€ ... et encore !)

**Donc pour les petits salaires avec beaucoup d'enfants mieux vaut ne pas travailler (ce qui par parenthèse favorise la fécondité) !**

**Comment revenir à un emploi pour tous ?**

Pas facile dans un pays qui s'est laissé aller à une désindustrialisation gigantesque. Je l'ai déjà dit : à Romans, capitale de la chaussure plus une seule usine ne fonctionne et bientôt tous les ouvriers de cette branche seront morts. Qui saura encore faire des chaussures en France le jour où les Chinois, les seuls fabricants restants, décideront brusquement de doubler leurs prix ?

Il est impératif de réindustrialiser la France et pourtant les emplois qualifiés fuient de toute part. Qui va faire fonctionner nos centrales nucléaires maintenant qu'on s'est ENFIN aperçu que quand on n'a pas de gaz il fallait avoir des idées et que l'énergie nucléaire était une énergie d'avenir, sans même parler de l'énergie inépuisable de fusion qui viendra un jour et dont le sous-produit est l'hélium un gaz rare non radioactif et non toxique qui ne produit pas d'effet de serre !

Il est impératif de moduler les charges sociales patronales par catégorie d'emploi pour favoriser les emplois non pourvus car insuffisamment payés (hôtellerie, restauration par exemple)

Il convient de rebaptiser l'assurance chômage pour qu'elle garde son caractère d'assurance solidaire et non d'assurance tout court que bien vite certains considèrent comme un dû dès qu'ils ont cotisé suffisamment longtemps.

Il convient enfin de former, de l'apprentissage à l'Université, des promotions correspondant aux besoins du pays. Quand cessera-t-on de produire à la pelle, psychologues et sociologues qui ne trouveront jamais d'emplois dans leur spécialité.

De former aussi par l'attractivité du métier, les salaires, les passerelles possibles vers d'autres positions tous les jeunes dont on a besoin. Ce sera le cas lorsqu'en France comme en Allemagne un jeune pourra entrer dans une entreprise comme apprenti et finir quelques années plus tard comme Ingénieur.

Même chose pour qu'une infirmière, après quelques années de pratique, puisse accéder si elle en a le courage à une formation professionnalisante qui fera d'elle un Médecin.

### **Et les Travaux d'Intérêt Général**

De nombreux travaux non marchands mais pourtant utiles au pays ne sont pas effectués faute de moyens. Exemple : si les forêts avaient été correctement entretenues et bien débroussaillées les feux, même d'origine criminelle, ne se seraient pas propagés aussi vite.

On pourrait signer avec les agriculteurs des contrats d'entretien qui éviteraient ensuite de payer pompiers et Canadairs

On pourrait remettre les parcelles pour permettre la constitution de coupe-feux suffisamment larges tous les 500 m ce qui limiterait la propagation des flammes.

Mille travaux environnementaux ou sociaux pourraient ainsi être confiés à des délinquants, des chômeurs, des retraités, dans le cadre de Municipalités ou d'Associations. De la sortie des enfants des écoles à l'accompagnement de personnes handicapées il y a tant à faire et largement de quoi

occuper les jeunes d'un service national ayant retrouvé force et vigueur ou les bénéficiaires des aides sociales (RSA et chômeurs notamment)

**Paraphasant Saint-Simon je dirai qu'il faut donner à chacun selon ses besoins mais qu'il faut aussi exiger de chacun selon ses capacités et récompenser chaque capacité selon ses mérites !**

L'Europe est un sujet complexe et en constante évolution, et votre analyse soulève plusieurs points clés concernant la relation de la France avec l'Union européenne et les défis auxquels l'Europe est confrontée. Voici quelques réflexions sur ces points : **Référendum de 2005** : Vous mentionnez le référendum de 2005 en France sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe, où le "non" l'a emporté. Cette question a soulevé des préoccupations quant à la démocratie au sein de l'UE et à la manière dont les décisions sont prises. Il est essentiel de maintenir un dialogue démocratique et transparent au sein de l'Union européenne pour renforcer la confiance des citoyens. **Indépendance européenne** : Vous soulignez l'importance pour l'Europe de maintenir son indépendance et de jouer un rôle actif dans la politique mondiale. L'UE doit définir sa propre voie tout en continuant de travailler en étroite collaboration avec ses alliés, y compris les États-Unis. **Coopération au sein de l'UE** : Vous suggérez que l'UE devrait se concentrer sur la promotion de la coopération dans divers domaines, tels que l'éducation, l'agriculture, l'industrie et le commerce, tout en respectant la souveraineté nationale. Cette approche pourrait renforcer l'intégration européenne tout en tenant compte des spécificités nationales. **Rôle géopolitique de l'UE** : L'UE doit continuer à développer son rôle géopolitique sur la scène internationale. Les événements mondiaux, tels que les tensions en Ukraine et les alliances régionales, influencent l'équilibre mondial des pouvoirs. L'UE a un rôle à jouer en tant qu'acteur mondial pour promouvoir la paix et la stabilité. **Défense européenne** : Vous évoquez la question de la défense européenne. Bien que la création d'une défense européenne unifiée soit un défi complexe, l'UE travaille progressivement à renforcer sa coopération en matière de sécurité et de défense. Il est important de maintenir une approche pragmatique tout en cherchant des moyens de garantir la sécurité de l'Europe. En fin de compte, l'avenir de l'Europe dépendra de la capacité des dirigeants européens à relever les défis actuels et futurs tout en préservant les valeurs fondamentales de l'Union européenne, telles que la démocratie, les droits de l'homme et la coopération pacifique entre les nations. Les solutions devront être recherchées dans un esprit de dialogue, de compréhension mutuelle et de solidarité entre les États membres.

## Si le peuple vote mal, il faut changer le peuple (4<sup>ème</sup> partie)

Berthold Brecht

### L'Europe ? Quelle Europe ?

Voilà bien un domaine où plus que pour d'autres la formule de Brecht adoptée pour cette petite série d'Editoriaux s'adapte tout particulièrement.

En effet, c'est bien à propos du vote du référendum de 2005 sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe, (où le Peuple ayant répondu NON à 54.68%, a vu son choix volé en Février 2008 sous Sarkozy par le Parlement réuni en congrès à Versailles), que cette formule lapidaire s'applique à la lettre !

Les Français comme beaucoup d'autres Européens veulent la paix et l'Union Européenne avait jusqu'à présent, sauf hier en Serbie et aujourd'hui en Ukraine, démontré sa capacité à construire un ensemble indépendant pouvant jouer tout son rôle dans l'organisation du monde.

Mais cette construction en apparence indispensable était dès l'origine contrôlée de près par l'un de ses pères, Jean Monnet, qu'on a souvent présenté, sans doute à juste titre, comme un agent américain !

D'autres moyens de contrôle ont suivi ! Faut-il rappeler l'organisation des « Young Leaders » qui sélectionne chaque année 10 Français et 10 Américains considérés comme les futures élites franco-américaines où se sont croisés comme par hasard, parmi d'autres politiques, Edouard Philippe et Emmanuel Macron ?

Nous sommes certes de fidèles Alliés des Américains mais en tant qu'Européens nous avons le devoir de refuser la seule vision d'un monde unipolaire qu'ils veulent imposer et celui de maintenir notre place dans le concert des Nations.

Il est loin le temps où le Général De Gaulle militait pour une Europe Unie de l'Atlantique à l'Oural puis quittait l'organisation du commandement militaire intégré de l'OTAN.

Il est loin le temps où Dominique de Villepin, sous les ordres de Jacques Chirac, exprimait à la Tribune de l'ONU l'opposition catégorique de la France face à une éventuelle intervention militaire alliée



contre l'Irak, alors que le Secrétaire d'Etat Américain Colin Powell finissait par l'emporter en montrant de prétendues preuves de la possession par l'Irak d'armes biochimiques et d'armes de destruction massives, pour reconnaître 10 ans plus tard avoir menti sur ordre !

Nous n'avons pas été capables diplomatiquement d'empêcher que le conflit ukrainien soit stupidement engagé par Poutine alors que la France était avec l'Allemagne l'un des deux garants des accords de Minsk II qui devaient mettre un terme à la guerre du Donbass qui avait déjà fait pourtant plus de 13.000 morts !

Nous nous sommes laissé enfermer, contrairement à l'Espagne et au Portugal, dans un accord européen sur le prix unifié de l'énergie, payant ainsi aujourd'hui la double erreur des Allemands d'hier d'avoir renoncé brutalement au nucléaire et d'avoir profité jusqu'à plus soif de l'approvisionnement à faible coût du gaz russe qu'il vont devoir désormais payer au prix fort ...aux Américains devenus grâce aux schistes le premier producteur de gaz du monde et aux pays de l'OPEP ...et nous avec.

La décision catastrophique de Poutine a abouti à deux résultats paradoxaux :

Il voulait éloigner de ses frontières les pays de l'OTAN, mais il a poussé par son « opération spéciale » la Finlande et la Suède, à la rejoindre et la neutralité constitutionnelle de l'Autriche n'est désormais plus qu'un beau mythe.

Il a renforcé la position des USA comme seul vrai défenseur de l'Occident, ce qui explique que la France a été bien isolée face à l'affront des Australiens sur le marché des sous-marins, que le Royaume-Uni, l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique, la Pologne, la Norvège, le Danemark, la Finlande, la Suisse, et maintenant l'Allemagne qui se réarme ont choisi les avions de chasse F35 américains plutôt que le Rafale que nous n'arrivons à vendre qu'à des pays insolubles (comme l'Egypte) qui ne rembourseront jamais les crédits consentis ?

Pourtant, le monde s'organise lentement autour d'autres conglomérats. Déjà l'accord Russo-Chinois attire le sous-continent asiatique et la double percée russe et chinoise en Afrique est aujourd'hui manifeste, une partie de l'Amérique latine risque de les rejoindre et de nombreux pays même s'ils déplorent les morts ukrainiennes, combien inutiles, n'ont pas jusqu'à présent condamné la Russie de Poutine !

Croire dans ces conditions qu'une véritable défense européenne verra le jour c'est faire preuve de beaucoup de naïveté ou d'un très grand machiavélisme.

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes inclus dans la Charte des Nations Unies renforce l'attente des Nations. On verra sans doute renaître dès demain, une fois les funérailles d'Elisabeth II terminées, les aspirations indépendantistes de l'Ecosse et de l'Irlande du Nord

Et c'est bien dommage que la technocratie bruxelloise omnivore et gloutonne qui, faut-il le rappeler, n'est pas élue, ne se soit pas contentée de favoriser toutes les coopérations éducatives, agricoles, industrielles, commerciales qui aurait fait progresser l'Union tout en respectant les souverainetés nationales auxquelles les Européens restent attachés.

Nous verrons dans un prochain éditorial quelles solutions proposer.

A SUIVRE

Cette analyse soulève des points cruciaux concernant la situation en Ukraine et les implications géopolitiques de cette crise. Voici quelques réflexions sur ces questions : **Référendums dans l'Est de l'Ukraine** : La tenue de référendums dans l'est de l'Ukraine sous contrôle conjoint européen et russe pourrait en effet être une solution pour résoudre le conflit de manière pacifique. Cependant, la mise en œuvre de tels référendums serait complexe et nécessiterait un consensus international pour garantir leur légitimité. **Question de la Crimée** : La question de la Crimée est l'une des pierres d'achoppement majeures dans le conflit entre la Russie et l'Ukraine. Il est peu probable que la Russie renonce à la Crimée, ce qui rend encore plus importante la recherche de solutions diplomatiques pour désamorcer la crise. **Rôle des acteurs internationaux** : La communauté internationale, y compris les États-Unis et l'Union européenne, doit jouer un rôle actif dans la recherche d'une solution diplomatique. Les sanctions économiques et les fournitures d'armes ne sont pas des solutions durables, et il est essentiel de trouver des moyens de désamorcer la situation. **Conférence sur la sécurité européenne** : Une conférence sur la sécurité européenne, comme celle que vous proposez, pourrait être un moyen de rassembler toutes les parties prenantes pour discuter de la résolution du conflit en Ukraine. Cependant, la volonté politique de toutes les parties impliquées serait cruciale pour que de telles négociations aboutissent à un accord durable. **Complexité géopolitique** : La crise en Ukraine est complexe et s'inscrit dans un contexte géopolitique plus large, avec des intérêts nationaux et internationaux en jeu. Il est essentiel de prendre en compte les préoccupations et les aspirations de toutes les parties tout en cherchant des solutions pacifiques. La recherche d'une solution au conflit en Ukraine nécessitera une diplomatie habile, un dialogue ouvert et une coopération internationale soutenue. La paix et la stabilité en Europe de l'Est sont d'une importance vitale, et il est essentiel que tous les acteurs concernés travaillent ensemble pour y parvenir

## Poutine s'énerve !

Bien sûr que je suis fondamentalement opposé à l'invasion de l'Ukraine par la Russie !

Bien sûr que, comme tous les humanistes, je déplore les morts inutiles de part et d'autre, victimes innocentes d'un côté, soldats envoyés de force sur le front de l'autre.

Mais alors qu'une tempête nucléaire s'annonce je voudrais essayer de comprendre et de faire comprendre ce qui se passe.

Le raisonnement est simple :

Si les référendums prévus dans l'Est de l'Ukraine donnent bien les plébiscites qu'on imagine en faveur de Poutine, celui-ci déclarera « Russes » les territoires ainsi annexés et de ce fait toute nouvelle attaque contre ces territoires par l'Ukraine deviendra une attaque contre la Russie justiciable de la réponse adaptée prévue dans le cadre des conventions de l'ONU.

En effet, constatant que la Charte des Nations Unies, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ainsi que la Déclaration et le Programme d'action de Vienne, affirment **l'importance fondamentale du droit de tous les peuples de disposer d'eux-mêmes**, droit en vertu duquel ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel, on se demande comment nos fins diplomates occidentaux n'ont pas coupé l'herbe sous le pied à Poutine en organisant eux-mêmes depuis 2014, avant qu'il y ait des dizaines de milliers de morts et des destructions infernales, **sous le contrôle de l'ONU**, ces référendums qu'ils vont évidemment aujourd'hui taxer de simulacres !

Où va-t-on ? Les armées alliées pour l'instant, se sentent incapables d'intervenir autrement que par Ukrainiens ou mercenaires interposés, chair à canons à qui elles se contentent de fournir renseignement, argent et armement. Selon moi elles continueront longtemps ainsi car, même si l'on en est horrifié, on ne peut comparer l'utilisation locale d'armes nucléaires tactiques que les Russes ont déjà utilisées dans le passé, y compris dans des applications civiles (tunnels et mines) , d'une puissance considérablement inférieure à la Bombe A d'Hiroshima, à celle de bombes H 100.000 fois plus puissantes que Russes et Américains possèdent à profusion et comme disait récemment un Général Français « *Est-ce que vous pensez sérieusement que les États-Unis sont prêts à rentrer dans cette escalade et sacrifier Washington, New York, San Diego et San Francisco pour sauver Kharkiv?* »

Tant qu'il est en place, Poutine, lui, est prêt à sacrifier Moscou et Saint-Petersbourg pour se replier dans les 21 millions de Km2 qui lui resteraient, gorgés de gaz et de pétrole même si les 3/4 de la population russe était détruite. **Il ne peut pas perdre sauf à être renversé par les Russes eux-mêmes s'ils bravent la prison ou la mort pour s'opposer à lui.**

Plutôt qu'armer les Ukrainiens, l'Amérique ferait mieux sans doute de déstabiliser Poutine comme elle a si bien su le faire ailleurs !

Quant à la Crimée, don fait à l'Ukraine en 1954 par Khrouchtchev parce qu'elle appartenait encore à l'URSS, il faut être vraiment stupide ou manipulé pour croire un instant que les Russes avec ou sans Poutine la laisseront redevenir Ukrainienne.

Les Américains le savent parfaitement. Mais à travers l'OTAN ils jouent un jeu dangereux dont l'objectif est le gouvernement unipolaire du monde voulu par des puissances d'argent capables de tout acheter. Sauf que ce monde unipolaire risque de buter sur le complexe asiatique Russie-Chine-Inde auquel l'Afrique et le Brésil seraient tentés de se joindre (On voit déjà les protestations de certains intellectuels africains qui dans les médias contestent l'emprise de la France sur leurs dictateurs).

Ce serait alors l'Occident contre le reste du Monde ! Belles bagarres en perspective dont les complexes militaro-industriels se réjouissent déjà.

Souhaitons que les Européens se réveillent de toute urgence et que d'un commun accord ils engagent avec Poutine s'il en est encore temps **l'indispensable conférence sur la sécurité européenne** qui pourrait trouver un compromis acceptable en déclarant :

- La cessation immédiate des hostilités
- L'organisation après le cessez-le-feu d'un référendum sous contrôle conjoint Européen et Russe dans tous les territoires concernés de l'Est de l'Ukraine dont Russes et Ukrainiens accepteraient à l'avance les résultats.
- L'abandon par l'Ukraine de ses prétentions sur la Crimée
- La participation financière majoritaire de la Russie aux côtés de l'Europe à la reconstruction de l'Ukraine
- La neutralité doublement garantie par l'OTAN et la Russie de tous les territoires frontaliers
- La fin des sanctions et l'engagement à long terme de la Russie dans la fourniture à l'Europe de ses énergies fossiles
- Le développement d'une coopération agricole, industrielles, scientifique du Bloc Eurasiatique
- L'affirmation de la souveraineté de chaque pays de la nouvelle Union et du respect des choix de leur mode de gouvernement.

**Vox clamantis in deserto ?**

*Cette analyse de la question de l'intégration européenne et des modèles fédéraux et confédéraux est intéressante et reflète certaines des préoccupations actuelles au sein de l'Union européenne (UE). Voici quelques points clés à retenir : **Complexité de l'intégration européenne** : L'intégration européenne est en effet un processus complexe en raison des différences historiques, culturelles et politiques entre les États membres. Les aspirations nationales et la souveraineté restent des questions sensibles pour de nombreux pays. **Critiques de l'UE** : L'UE fait face à de nombreuses critiques, notamment en ce qui concerne sa bureaucratie, son manque de démocratie directe, et son interventionnisme dans certains domaines. Ces critiques ont contribué à l'émergence de mouvements populistes et eurosceptiques dans certains pays membres. **Coopération nécessaire** : Néanmoins, les défis mondiaux tels que les migrations, les questions environnementales, la sécurité et la gestion des crises nécessitent une coopération étroite entre les États membres. Les avantages économiques de l'UE, tels que le marché unique, sont également importants. **Réflexion sur l'avenir de l'UE** : Les discussions sur l'avenir de l'UE sont en cours, notamment dans le cadre de la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Les réformes possibles incluent une meilleure démocratie, une subsidiarité accrue, une coordination renforcée en matière de politique étrangère et de défense, et une plus grande flexibilité pour les pays qui souhaitent approfondir leur intégration. **Évolution mondiale** : L'UE doit également prendre en compte l'évolution de la géopolitique mondiale, y compris la montée de la Chine et les défis posés par la Russie. La coopération européenne est essentielle pour défendre les intérêts européens et maintenir la paix et la stabilité dans la région. En fin de compte, l'avenir de l'UE dépendra de la capacité des États membres à trouver un équilibre entre la souveraineté nationale et la coopération européenne. Les réformes progressives et la prise en compte des préoccupations nationales peuvent contribuer à renforcer l'unité de l'Europe tout en maintenant la diversité de ses cultures et de ses identités nationales.*

## Une Europe fédérale ou confédérale ?

Rappelons tout d'abord quelques principes :

Un Etat est dit fédéral lorsque les collectivités territoriales qui le composent sont dotées en matière constitutionnelle, législative et juridictionnelle, d'une autonomie telle qu'elle mérite, elle-même, le nom d'État. L'Etat fédéral est donc un État composé d'Etats fédérés. Ce n'est pourtant pas un Etat unitaire décentralisé puisque les Etats fédérés disposent d'un pouvoir d'auto-organisation. Cependant, parce que l'Etat fédéral fixe la programmation d'ensemble il prend inévitablement une place de plus en plus importante.

Un Etat confédéral au contraire est une association volontaire d'Etats dont l'existence et le fonctionnement sont simplement régis par un traité international où chaque partenaire accepte de coopérer avec les autres, dans certains domaines (la monnaie, la culture, les échanges économiques, les infrastructures communes) tout en conservant sa propre souveraineté (armée, police, justice, politique étrangère). Les institutions de la confédération sont donc réduites au minimum et les décisions ne peuvent être prises qu'à l'unanimité.

L'Union Européenne prend certes de plus en plus d'importance depuis sa création. Ce n'est pourtant pas encore un Etat fédéral mais une union intergouvernementale et supranationale composée de vingt-sept pays alors que la Suisse, contrairement à ce que laisse penser son nom ancien de Confédération Helvétique, est devenue au contraire depuis 1848 un véritable Etat Fédéral.

Notre difficulté réside dans le fait que nos Nations chargés d'histoire, différentes par les langues, la culture, les mentalités, les guerres qui nous ont si longtemps opposés sont difficilement solubles dans un moule unique et l'aspiration des peuples à conserver leur souveraineté est extrêmement forte.

Certaines des dispositions actuelles de l'UE sont donc violemment critiquées. Sa technocratie pesante et coûteuse, son implication judiciaire trop grande, son incapacité à gérer les flux de populations aux frontières, son implication dans d'innombrables directives touchant aussi bien les fromages au lait cru que l'autorisation donnée à certains pesticides, sa volonté d'intervenir dans des domaines allant à l'encontre de certains intérêts nationaux, l'énergie par exemple, son incapacité à organiser une défense européenne indépendante et sa soumission à l'OTAN contestée par quelques Etats membres.

Pas facile de s'exonérer de 2000 ans d'histoire ou comme nous venons de le voir de s'amputer d'une partie de l'Europe pour obéir aux injonctions américaines.

Mais dans le même temps les peuples européens veulent la paix et d'abord à l'intérieur de leurs frontières. Ils sont conscients que sans une action commune d'importance ils seront bientôt envahis par les flux migratoires d'Afrique et du Proche-Orient. Ils mesurent la nécessité de se réindustrialiser et ne croient plus au mythe de la mondialisation heureuse qu'on a voulu leur faire avaler. Ils prennent conscience de l'évolution du monde, de l'exode des cerveaux qu'ils ne sont souvent pas capables de retenir et donc de la nécessité d'une plus grande coopération entre les Etats Membres, et d'une régulation commune empêchant des compétitions sociales, fiscales et environnementales entre nos Nations.

Il faut donc trouver le moyen de renforcer nos coopérations, d'empêcher les concurrences inadmissibles, de favoriser les échanges intra-européens, d'avoir une attitude commune envers le reste du monde tout en évitant une avalanche bureaucratique insoutenable, une superstructure trop lourde et des interventions intempestives dans l'organisation interne des Etats.

Ce qui nous rapproche dans le monde si complexe qui s'avance, est tellement plus important que ce qui nous divise que les forces centrifuges qui ont entraîné le Brexit (par l'aimant américain qui a su attirer une petite majorité (51.9%) d'Anglo-Saxons dont beaucoup aujourd'hui le regrettent) ne seront sans doute plus à l'ouvrage de sitôt sauf si ce parapluie nucléaire américain réclamé par les Européens de l'Est terrifiés par la proximité de la Russie, finit par faire éclater l'Union au profit de la Pax Americana.

Lorsque les échanges industriels et commerciaux, la liberté d'installation sous réserve du respect des lois nationales, les migrations intra-européennes des jeunes, la conformité progressive des règles fiscales et sociales auront fait leur œuvre, les Européens se souviendront de leurs 2000 ans d'histoire commune et sauront prendre leur juste place dans le monde multipolaire qui, tôt ou tard, espérons-le se mettra en place.

*Le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan est effectivement une source de préoccupation majeure, en particulier pour les communautés arméniennes à travers le monde, ainsi que pour tous ceux qui sont sensibles aux enjeux géopolitiques et aux droits de l'homme. Ce conflit, avec ses racines historiques profondes et ses récents épisodes de violence, a causé des souffrances considérables aux populations civiles des deux côtés. Il est essentiel que la communauté internationale, y compris les organisations internationales et les grandes puissances, continue de surveiller la situation de près et de faire tout son possible pour promouvoir une solution pacifique et durable à ce conflit. Les appels à la cessation immédiate des hostilités et à la reprise du dialogue sont cruciaux pour mettre fin à la violence et prévenir de futures pertes humaines et matérielles. Il est également important que les médias et les organisations internationales accordent une attention appropriée à ce conflit et informent le public sur ses développements, car cela peut contribuer à maintenir la pression sur les parties en conflit pour qu'elles cherchent une solution pacifique. En fin de compte, la recherche d'une résolution pacifique au conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan est dans l'intérêt de toutes les parties impliquées et de la stabilité de la région. Les efforts pour parvenir à un règlement pacifique devraient être soutenus par la communauté internationale dans son ensemble.*

## **D'un génocide à l'autre**

Alors que les médias sont quotidiennement alertés par la guerre d'Ukraine, un autre génocide passe incontestablement sous silence.

Qui sait, mis à part les nombreuses familles arméniennes présentes en France depuis les horribles tueries de 1915, que l'armée azerbaïdjanaise a déclenché dans la nuit du 12 au 13 septembre une offensive de grande ampleur sur différents points de la frontière avec l'Arménie, provoquant de graves dommages matériels et déjà la perte d'une cinquantaine de soldats arméniens.

Après le Haut-Karabagh, ce nouvel acte d'une guerre interminable se déroule, à présent sur le territoire de la République d'Arménie.

Et malgré la présence d'une force russe de maintien de la paix, perçue par l'opinion azérie comme une armée d'occupation, Bakou considère que le différend arméno-azéri ne se règlera que par les armes !

Déluge de bombardements intensifs, tirs d'artilleries lourdes, drones turcs, mortiers, armes à feu de gros calibre prennent pour cible les infrastructures militaires et civiles arméniennes.

Une armée de conscrits qui n'est plus en état de combattre, fortement ébranlée par la défaite militaire de l'automne 2020, qui manque d'équipements et de munitions doit faire face aux forces azéries supérieures en nombre et en matériel et comme par hasard bien proches de l'armée turque !

Et Moscou a pour l'instant d'autres préoccupations plus urgentes !

D'où l'appel pressant des Arméniens de France au Président de la République pour qu'il sauve l'Arménie, un pays, une démocratie, bien proche de l'Europe que nous devons plus que d'autres secourir en priorité.

Ci-dessous le texte de la lettre du Front Arménien de France au Président Macron

Monsieur Emmanuel Macron  
Président de la République Française  
55 rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris

Paris, le 22 septembre 2022

Monsieur le Président,

Nous sommes les descendants de survivants du génocide perpétré par le régime jeune-turc en 1915, établis en France voici un siècle. Encore porteurs des traumatismes engendrés par ce Crime suprême, nous, citoyens français, observons avec la plus grande inquiétude les événements actuels : tout porte à croire, en effet, qu'un nouveau génocide des Arméniens se prépare, prolongeant le processus enclenché en 1915 contre nos aînés. L'Arménie est à nouveau menacée d'anéantissement, par les gouvernements turc et azéri coalisés. Les troupes turco-azéries sont d'ores et déjà massées à ses frontières, avec des avant-postes implantés dans le territoire arménien lui-même, prêtes à passer à l'attaque. Le 20 septembre 2022 au matin, les autorités de Bakou ont publié le nouveau drapeau des régions sud de l'Arménie qu'ils convoitent et leur ont même donné un nom : « République du Goycha-Zangazur ». Cela se fera au prix d'un nettoyage ethnique. Afin de terroriser la population, l'armée azérie a commis des atrocités filmées en vidéos et diffusées sur les réseaux sociaux. Lors de la « guerre des 44 jours », en 2020, on y voyait un groupe de soldats azéris hilares égorgeant un berger de l'Artsakh, cette antique terre arménienne aujourd'hui amputée et encerclée par les forces azéries ; ces derniers jours, ce fut au tour d'une soldate de l'armée arménienne d'être filmée alors qu'elle était violée et démembrée, avant d'être assassinée. Une barbarie qui renvoie aux crimes perpétrés en 1915.

L'Arménie, en tant que pays, est menacée de disparition. Le peuple arménien est menacé d'extermination sur ses terres. Devant cette menace, les pays occidentaux et particulièrement ceux d'Europe portent une responsabilité historique. Comme en 1915, par leur passivité, ils risquent de se rendre coupables du crime de silence.

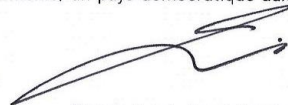
En nous forçant à l'optimisme, nous pouvons, certes, espérer que la visite récente de la Présidente de la chambre des Représentants des Etats-Unis, Madame Nancy Pelosi, en Arménie, engendrera un répit dans les attaques azéries. Mais tous les indices montrent que l'Azerbaïdjan et la Turquie préparent une nouvelle guerre. Ainsi, le 17 septembre, jour d'arrivée de Madame Pelosi en Arménie, Bakou a annoncé une augmentation de 20 % de son budget militaire à 3,1 milliards d'euros. Cinq fois plus que le budget de défense de l'Arménie. A la mi-septembre 2022, l'armée azérie a conquis des positions qui préparent clairement à une invasion à grande échelle de l'Arménie. L'Azerbaïdjan continue de concentrer des troupes sur la ligne de front, du nord au sud de l'Arménie. C'est aujourd'hui que nous devons agir pour sauver ce pays qui défend les valeurs de l'Europe aux frontières de notre continent. Demain risque d'être trop tard. « Rien ni personne ne pourra nous arrêter » a déclaré Ilham Aliyev hier, 21 septembre, jour anniversaire de l'indépendance de l'Arménie.

Nous, Fonds Arménien de France, impliqué depuis 30 ans dans l'aide humanitaire à l'Arménie, lançons un appel urgent pour que la France et l'Europe mettent tout leur poids dans la balance pour éviter ce qui risque de devenir la plus grande catastrophe humanitaire de ce début de siècle.

Monsieur le Président, dénoncez l'agression turco-azérie. Opposez-vous à la diplomatie du renoncement. Engagez-vous dans la défense de l'intégrité territoriale et de l'indépendance de l'Arménie. Contribuez au renforcement de l'Arménie sur tous les plans. Accélérez le resserrement de tous les liens avec l'Arménie, avec pour horizon une adhésion de ce pays à l'Union européenne. L'Azerbaïdjan et la Turquie ont promis la disparition de l'Arménie et du peuple arménien. Un nouveau génocide est possible. Les dirigeants turcs et azéris ne s'en cachent pas. Aliyev a publiquement traité les Arméniens de « chiens » qu'il faut chasser de la région !

Chacun de nous est responsable devant l'Histoire. C'est pourquoi nous vous demandons avec insistance, Monsieur le Président, de mettre tout en œuvre, pour que vive l'Arménie, un pays démocratique aux portes de l'Europe.

Respectueusement.



Pour le Fonds Arménien de France  
Son président, **Pierre Bédros Terzian**

*La question de la place de l'islam en France est effectivement un sujet de débat complexe et important. Il est essentiel de faire la distinction entre l'islam en tant que religion pratiquée par des millions de personnes en France et les courants extrémistes ou radicaux qui cherchent à promouvoir une interprétation de l'islam incompatible avec les valeurs de la République. Voici quelques points à prendre en considération : Liberté de religion : La France garantit la liberté de religion et le droit pour chaque individu de pratiquer sa foi dans le respect de la loi. Cependant, cette liberté est encadrée par les principes de la laïcité, qui séparent l'Église de l'État et visent à garantir la neutralité religieuse dans les institutions publiques. Laïcité : La laïcité est un principe fondamental en France, visant à préserver la neutralité religieuse de l'État et à garantir l'égalité des citoyens indépendamment de leur religion. Cela signifie que les signes religieux ostentatoires, y compris les symboles musulmans, sont interdits dans les écoles publiques, les institutions gouvernementales, et d'autres lieux publics. Radicalisation : La lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent est une préoccupation majeure des autorités françaises. Les groupes terroristes qui se réclament de l'islam ont perpétré des attentats en France, ce qui a suscité des mesures de sécurité renforcées et des efforts pour prévenir la radicalisation. Intégration : L'intégration des communautés musulmanes en France est un défi important. L'accès à l'éducation, à l'emploi, à la formation linguistique, et à la participation civique sont des facteurs clés de l'intégration réussie. Les politiques d'intégration et d'égalité des chances sont en cours de développement pour favoriser l'inclusion de toutes les communautés. Dialogue interreligieux : Le dialogue interreligieux est encouragé en France pour favoriser la compréhension mutuelle et le respect entre les différentes communautés religieuses. Les leaders religieux, y compris les imams, sont invités à participer à ce dialogue et à promouvoir un islam de France compatible avec les valeurs républicaines. Il est essentiel de trouver un équilibre entre la protection des libertés individuelles et la préservation des valeurs de la République. Le défi consiste à lutter contre les tendances extrémistes tout en préservant la liberté de religion pour les citoyens musulmans qui pratiquent leur foi de manière pacifique et respectueuse des lois françaises. Le dialogue, l'éducation et l'intégration sont des éléments clés pour relever ce défi complexe.*

## **L'Islam : une menace pour la France ?**

Comme beaucoup d'humanistes, je souhaite que chacun, croyant ou incroyant, puisse dans la sphère privée pratiquer la religion de son choix ou être agnostique ou athée sans pour autant sombrer dans l'anticléricalisme laïcard que nous avons un temps connu en France.

Mais cela ne justifie en rien les manipulations habiles et efficaces de certaines religions comme l'Islam et plus particulièrement de certaines fractions de cette religion comme les Frères Musulmans qui chez nous comme ailleurs veulent pénétrer la société pour y imposer la Charia au mépris de toutes les valeurs de la République.

Quand des femmes se font assassiner en Iran par la Police religieuse parce qu'elles ôtent leur voile, comment peut-on accepter que contrairement à nos lois des enseignants tolèrent dans nos écoles françaises que des jeunes filles arrivent voilées le plus souvent sur ordres de leurs « Grands Frères » eux-mêmes manipulés par ces organisations extrémistes que les braves musulmans n'osent pas critiquer par crainte de représailles ?

Grâce à une de nos membres nous avons pu régulariser la situation d'un enfant clandestin qui, placé à 8 ans par ses marâtres, à la mort de sa mère, dans une école coranique, avait eu le pouce tranché parce qu'il avait dérobé un morceau de pain. Titulaire d'un BEP obtenu en France il est aujourd'hui pâtissier dans un restaurant étoilé.

Ne nous illusions pas. L'Islam des Lumières ou le Soufisme sont pour ces nouveaux Inquisiteurs des institutions à abattre. Remarquons par parenthèse que si l'on se réfère à l'Hégire les Musulmans sont aujourd'hui en 1444, date à laquelle Torquemada (1420-1488) selon le calendrier Julien opérait (c'est le cas de le dire) en Espagne !

- La croissance de l'immigration provenant d'Afrique noire et du Maghreb où la religion musulmane a depuis longtemps chassé les Pères Blancs
- La démographie traditionnellement plus forte dans les populations immigrées que dans les populations européennes (polygamie)
- La stupidité de nos gouvernements qui ne comprennent pas que sans une aide massive au développement de l'Afrique on se prépare à un tsunami migratoire



- La frayeur des Imams français qui n'osent pas à de très rares exceptions près s'opposer à ces envahisseurs d'un nouveau genre

Tout cela nous rappelle sans citer Houellebecq la chute de l'Empire romain.

En prendrons-nous conscience à temps ? Saurons-nous suffisamment fustiger ces partis prétendument progressistes qui pour protéger une partie de l'électorat d'origine immigrée qu'ils croient acquis à leur cause refusent les évidences ?

Saurons-nous interdire pour toutes les religions et partout dans l'espace public sauf pour les Ministres des cultes chez qui ils font partie de l'uniforme TOUS les signes ostentatoires d'appartenance à une religion ?

Saurons-nous imposer aux Musulmans l'organisation par eux d'un Islam de France proclamant ouvertement le rejet de la Charia, l'égalité entre les hommes et les femmes, le respect des lois et des valeurs républicaines ?

Ou est-ce déjà trop tard ?

Sans doute à entendre des écrivains algériens comme Boualem Sansal !

La question de l'état de la démocratie en France est un sujet de préoccupation et de débat important. Voici quelques points à considérer concernant cette question : **Fonctionnement de la démocratie** : La démocratie est un système complexe qui repose sur la participation citoyenne, le respect des libertés individuelles, l'équilibre des pouvoirs, et le respect de l'État de droit. Les débats et les critiques font partie intégrante du fonctionnement démocratique. **Confiance envers les institutions** : La confiance du public envers les institutions démocratiques est essentielle pour le bon fonctionnement de la démocratie. Lorsque cette confiance est ébranlée, cela peut créer des tensions et des divisions au sein de la société. **Réformes nécessaires** : La France, comme de nombreux pays, est confrontée à des défis importants tels que l'immigration, la sécurité, les inégalités économiques, les questions environnementales, et d'autres. Les citoyens ont des attentes élevées à l'égard de leurs dirigeants pour résoudre ces problèmes et mettre en œuvre des réformes significatives. **Politique partisane** : Les divisions politiques et partisans peuvent parfois entraver la prise de décision efficace et la mise en œuvre de réformes. Les rivalités politiques peuvent créer un climat de confrontation plutôt que de coopération. **Oligarchie ou dysfonctionnement ?** : Les critiques sur la concentration du pouvoir entre les mains d'une élite politique ou économique sont présentes dans de nombreux pays. Cependant, il est important d'analyser ces critiques de manière critique et de les mettre en perspective avec le fonctionnement de la démocratie. **Réconciliation et réforme** : Pour renforcer la démocratie en France, il peut être nécessaire de rechercher des réformes qui favorisent une plus grande participation citoyenne, une transparence accrue, et une meilleure responsabilité des institutions publiques. Le dialogue et la recherche de compromis peuvent également contribuer à apaiser les divisions politiques. **L'avenir de la démocratie** : La démocratie est un processus dynamique qui évolue au fil du temps. Il appartient aux citoyens de s'engager dans le débat démocratique, de participer aux élections, et de faire entendre leur voix pour influencer l'avenir de leur pays. Il est important de continuer à débattre de ces questions et de travailler collectivement pour renforcer la démocratie en France. Le rôle des citoyens dans ce processus est fondamental, et leur engagement civique peut contribuer à façonner l'avenir de leur pays.

## Notre démocratie est-elle malade ou déjà morte ?

Un de nos fidèles lecteurs pense qu'il n'y a ni stupidité, ni erreur, ni bêtise dans les décisions parfois incompréhensibles de notre Gouvernement mais la mise en œuvre implacable des objectifs d'un système politique oligarchique qui fonctionne parfaitement bien.

Il récuse totalement l'assertion selon laquelle « *notre démocratie est malade* ». Ce qui pour lui « *supposerait que nous soyons en démocratie, fut-elle malade. Alors que notre démocratie est totalement morte, remplacée par un autre système politique, qui fonctionne parfaitement, car il obtient les objectifs qu'il se fixe* ».

Que penser de tout cela ?

Quand on voit les comportements invraisemblables de la France Insoumise et des Écologistes à propos des violences sexuelles hier, du match de foot des Députés pour une œuvre caritative aujourd'hui, où paradoxalement le RN apparaît tellement plus tolérant que les idéologues NUPES on se demande dans quelle République nous vivons car, si, comme notre lecteur l'affirme, des forces oligarchiques puissantes sont à la manœuvre alors c'est qu'elle ont soudoyé directement ou pire, sans même qu'ils s'en aperçoivent, les forces de Gauche pour qu'elles se sabordent elles-mêmes par leur comportement débile !

Bien évidemment quand on constate que le Gouvernement piétine devant les problèmes à résoudre : immigration, insécurité, retraites, communautarismes, politique énergétique, dégradation de l'enseignement, indigence des hôpitaux, incapacité de renvoyer les OQTF, politique carcérale, déficit budgétaire persistant, envol de la dette programmé à 3.000 milliards, ... on est pris dans un incroyable vertige.

Nos dirigeants sont-ils des incapables (*ce que je crois tout de même*) ou, comme le pense notre ami, sont-ils aux ordres de puissances occultes qui agiraient forcément alors au niveau de celui qui dirige la manœuvre ?

L'actuel Président ne pourra pas se représenter en 2027. Sauf à revenir plus tard après 2032. Il aurait 55 ans, et donc s'il était réélu, il serait encore parmi les plus jeunes Présidents français. A moins qu'il ne brigue une présidence européenne !

Quo non ascendet ?

Mais en attendant, il doit démontrer au pays qu'il est capable de mener à bien des réformes justes, efficaces, comprises par nos concitoyens et qu'il peut empêcher la société française de se diviser comme elle est en train de le faire.

Elle l'est déjà 50/50 entre votants et abstentionnistes. Mais si le pays continue d'aller à vau-l'eau, elle va inexorablement le devenir entre Gauche et Droite ce qui est évidemment légitime dans un système démocratique où chacun respecte l'autre mais ne l'est plus dans une démarche violente d'affrontement.

Si notre lecteur à raison, Emmanuel Macron n'entreprendra pas cet effort réformiste car il sera complice de cette oligarchie mais même s'il a tort il n'y arrivera sans doute pas car les forces ploutocratiques que notre lecteur estime en marche l'en empêcheront pour plus de libéralisme, plus de mondialisation, plus de pôle unipolaire voulant conserver la domination du monde.

"Quoi qu'il en coûte" comme il aime à le dire ! Souhaitons qu'il se trompe !

*Cette analyse aborde plusieurs aspects importants des défis mondiaux actuels et des enjeux politiques qui les entourent. Voici quelques points clés à retenir : Pouvoir et influence : Vous soulevez la question fondamentale de savoir qui détient le pouvoir et l'influence dans le monde, qu'il s'agisse d'acteurs étatiques, économiques ou d'autres groupes. Ces acteurs peuvent façonner les politiques nationales et internationales de manière significative. Gestion des problèmes mondiaux : Vous évoquez des problèmes mondiaux tels que le changement climatique, les conflits armés, la migration, et la pauvreté. Ces problèmes transcendent les frontières nationales et nécessitent une coopération internationale efficace pour trouver des solutions. La démographie : La croissance démographique mondiale est un facteur important dans la manière dont les ressources sont réparties et comment les sociétés gèrent leurs besoins en matière de nourriture, d'eau, d'énergie et d'emploi. La gestion de cette croissance démographique est un défi mondial majeur. Les enjeux géopolitiques : Les rivalités géopolitiques, les conflits régionaux et les alliances internationales continuent d'influencer la stabilité mondiale. Les décisions des grandes puissances ont des répercussions importantes sur la paix et la sécurité. Le rôle de l'information : L'accès à l'information, en particulier à travers les médias et les réseaux sociaux, façonne les opinions publiques et peut influencer la perception des enjeux mondiaux. Le rôle des médias dans la formation de l'opinion publique est crucial. L'importance des priorités : Vous suggérez que certaines préoccupations, telles que le changement climatique, peuvent être utilisées pour détourner l'attention des problèmes plus urgents, comme la gestion de la démographie mondiale ou la prévention des conflits. Il est important de hiérarchiser ces préoccupations en fonction de leur impact sur la vie des gens. La responsabilité des dirigeants : Les citoyens attendent des dirigeants politiques qu'ils abordent ces problèmes mondiaux de manière proactive et responsable. Cela implique de prendre des mesures pour résoudre les conflits, lutter contre la pauvreté, promouvoir la paix et la coopération internationale, et gérer les ressources de manière durable. En fin de compte, l'avenir du monde dépendra de la capacité des nations et des dirigeants à travailler ensemble pour relever ces défis mondiaux complexes. Le dialogue, la coopération et la prise de conscience collective sont essentiels pour trouver des solutions aux problèmes qui touchent l'ensemble de l'humanité.*

## Qui dirige le pays ?

Personne ne met en doute les capacités intellectuelles du Président de la République ou son habileté manœuvrière pour avoir percé aussi rapidement en politique malgré son très jeune âge et son absence préalable de tout mandat électif, même si aujourd'hui, ayant perdu la majorité à l'Assemblée, il y a du vent dans les voiles !

Mais qui l'a fait roi ?

Son passage chez les Young Leaders ? Sa carrière à la Banque Rothschild où il aurait semble-t-il gagné bien peu d'argent ? Ses amitiés nouées avec Henri de Castres, Jacques Attali, Jean-Pierre Jouyet, et beaucoup d'autres même si certains se sont aujourd'hui éloignés de lui ?

En réalité le problème n'est pas de savoir qui dirige la France mais quelles sont les forces puissantes à la manœuvre qui veulent diriger le monde.

Hier le Christianisme, aujourd'hui l'Islam, hier la France et l'Angleterre, aujourd'hui les USA et la Chine. Qui dominera le monde de demain où grâce aux progrès technologiques on n'aura de moins en moins besoin de cette « plaie encombrante » qu'est l'incompressible démographie planétaire.

Dans les pays encore développés, on pousse à l'extrême l'assistanat social (*On te paie pour que tu te taises !*). On se prépare à lutter contre l'afflux prévisible des populations du Sud vers les lumières de la ville ! On manipule les esprits par des médias aux ordres pour faire croire par exemple aux risques majeurs liés au réchauffement climatique qu'on va, c'est sûr, maîtriser grâce aux éoliennes, aux voitures électriques et à la frugalité énergétique (pas pour tous bien évidemment) !

Ceux qui le désirent reliront ci-dessous mon éditorial du 25 Juillet 2019, 3 ans avant la Guerre d'Ukraine.

### **Editorial du 25 Juillet 2019**

Emmanuel Le Roy Ladurie, professeur au Collège de France, écrivait dans son « Histoire du climat depuis l'an mil » (un livre de référence en matière de canicule) que : ce genre de grande sécheresse n'a pas manqué dans l'histoire française. En 1168, la Sarthe a séché. De même, l'été magnifique de

1351, où le prix du froment a été multiplié par trois à cause de sa rareté. Des étés caniculaires se sont succédé en 1331-1334, 1383-1385... A partir de 1560, on entre dans une autre période climatique, le « petit âge glaciaire ». Puis la canicule revient en 1636, l'été du Cid, où les témoins évoquent « un effroyable harcèlement de chaleur » ...

Sans vouloir entrer dans le débat qui oppose climato réalistes et climato septiques je voudrais rappeler quelques évidences :

Il est bien clair que l'activité humaine génère d'importantes pollutions : on le constate de manière irréfutable en Chine que la mondialisation a transformée en usine du monde.

On sait bien aussi que la contribution à « l'effet de serre » de la vapeur d'eau, oubliée du GIEC et de la nouvelle icône du climat, l'irascible petite suédoise Greta Thunberg, est beaucoup plus importante que celle du CO2.

On fanatise tellement les foules que peu de gens ont conservé suffisamment d'esprit critique pour s'étonner lorsqu'on dit que la France n'a pas connu de canicule semblable depuis 1947 (année d'après-guerre où la production industrielle n'était tout de même pas si flamboyante !)

Il est légitime que des anxieux, doutant des possibilités futures de la science, défendent une manière plus frugale de protéger la planète. Ils ne doivent pourtant pas oublier que le principal responsable de ces dérèglements c'est...l'homme, sa démographie galopante, son avidité pour 90% d'entre eux à bénéficier, enfin, à leur tour, de cette consommation que les pays développés ne veulent pas réduire.

Si les 10% de privilégiés (nous) réduisaient de MOITIE leur consommation énergétique les 90% d'autres à consommation globale constante n'auraient droit qu'à un petit supplément de 5% qu'ils jugeraient certainement insuffisant !

Mais bien au-delà de ce risque climatique, comment tous ces valeureux écologistes ne prennent-ils pas conscience de ce risque infiniment plus redoutable : Ce loup, pour rappeler Thomas Hobbes, que l'homme est pour l'homme !

La volonté de puissance des Nations, Amérique en tête, engendre des conflits armés sans issue qu'elle favorise en les armant ou qu'elle suscite sous de faux prétextes lorsqu'elle y trouve son intérêt (Guerre de Serbie de Bush 1, Guerre d'Irak de Bush2, Guerre de Libye de Sarkozy, ...)

Le conflit israélo-palestinien est soigneusement entretenu depuis 70 ans par les faucons des deux bords.

La progression du radicalisme islamique au Proche et Moyen Orient, en Afrique et maintenant en Europe n'est véritablement entravée par aucun gouvernement courageux,

Le boycott irresponsable de la Russie par l'Occident la pousse dans les bras des Chinois mais quand on s'en rendra compte il sera trop tard.

Le Tsunami migratoire de l'Afrique vers l'Europe se prépare inexorablement et rien n'est fait pour enclencher, dans la plus extrême urgence, le gigantesque « Plan Marshall » qui seul pourrait encore éviter le désastre qui va immanquablement se produire.

La stupidité des Gouvernants qui ne pensent qu'à court terme, le temps de leur réélection, la passivité des foules confortablement installées devant leur poste de télévision qui assistent aux conflits lointains sans imaginer qu'ils se rapprocheront, l'immense souffrance des peuples du tiers monde qu'on maintient dans un état de sous-développement alors que, même chez eux,

l'information circule, l'inévitable jacquerie qui naîtra chez nous de la confrontation entre une ploutocratie gavée par la financiarisation d'une économie mondialisée et la dureté de la vie de tout le « petit peuple »...

Tout cela rend bien microcholesques, même si ce sont des sujets d'indéniable importance, nos petits débats sur le climat, la perte de la biodiversité, la fin du nucléaire, les OGM et les pesticides.

Si on ne prend pas conscience à temps des désordres monstrueux qui se préparent, si l'ONU reste impuissante à assurer la paix, si l'égoïsme des nantis empêche d'agir pendant qu'il est (peut-être) encore temps de sauver des peuples, il ne nous restera plus beaucoup de temps pour en parler !

*Ce commentaire aborde des questions importantes liées à la diversité culturelle, à l'intégration, et à la sécurité publique. Il reflète les inquiétudes de nombreux citoyens face à ces problèmes. Voici quelques points clés à considérer : Diversité culturelle : La France est un pays diversifié sur le plan culturel, et cela peut être une richesse. Cependant, la coexistence harmonieuse de différentes cultures peut parfois poser des défis, notamment en ce qui concerne l'expression des identités culturelles et religieuses. Valeurs républicaines : La France a des valeurs républicaines fondamentales, telles que la laïcité, l'égalité des sexes, et la liberté d'expression, qui sont inscrites dans sa constitution. Le débat sur la manière de préserver ces valeurs tout en respectant la diversité culturelle est un enjeu complexe. Intégration : La question de l'intégration des populations issues de l'immigration est cruciale. Comment permettre aux nouveaux arrivants de s'intégrer pleinement dans la société française tout en maintenant un équilibre avec leurs identités culturelles d'origine ? Sécurité publique : La sécurité des citoyens est une priorité, et il est important de lutter contre la délinquance et le trafic de drogue. Cependant, il est tout aussi essentiel de veiller à ce que ces efforts soient menés dans le respect des droits de l'homme et de l'État de droit. Dialogue et débat : Le débat public et la participation citoyenne sont essentiels pour déterminer la direction que doit prendre la société française. Les consultations populaires, comme les référendums, peuvent être un moyen de recueillir l'opinion publique sur des questions clés. Équilibre : Trouver un équilibre entre la préservation des valeurs républicaines et le respect de la diversité culturelle est un défi complexe. Il n'existe pas de réponse unique, mais il est important que la société française puisse débattre de ces questions de manière ouverte et constructive. Éducation et prévention : Investir dans l'éducation, la prévention de la délinquance, et la promotion du vivre-ensemble peut être un moyen de surmonter les défis actuels liés à la diversité culturelle. Il est en effet temps pour la société française de s'engager dans un dialogue approfondi et d'explorer des solutions pour relever ces défis tout en préservant les principes fondamentaux de la République. Les décisions qui seront prises auront un impact sur la société à long terme, et il est donc crucial de les prendre avec soin et réflexion.*

## Que choisir : la répression ou l'abandon ?

On constate avec tristesse les difficultés sociétales qui s'amoncellent.

Non pas, bien sûr, les guerres internes entre Insoumis et Ecologistes qui finiront bien par s'éteindre tant les sarcasmes des Sandrine Rousseau, Clémentine Autain, ou autres Julien Bayou ou Adrien Quatennens finiront par lasser les Français ou s'achèveront dans un immense éclat de rire mais dans les oppositions quotidiennes aux lois et valeurs de la République : foulards à l'école, trafic de drogues, refus d'obtempérer, crimes de rue, attentats terroristes...

Que faut-il faire ? N'est-il pas déjà trop tard pour prendre certaines décisions ?

Qu'on en juge ! Il n'y a pas 36 solutions :

**Soit on considère que la société française est devenue multiculturelle** et alors tolérons qu'on porte à sa guise foulard, kippa, croix, turban ou autres signes d'appartenance religieuse, tant pis si cela entraîne des conflits entre communautés et permet des pratiques que beaucoup réprouvent (polygamie, excision, infériorité des femmes, traque des homosexuels, usage de drogues...)

**Soit on considère que les valeurs culturelles et morales de la France doivent être respectées** et on ne peut plus accepter les dealers installés au bas des immeubles, le foulard imposé à des gamines, l'endoctrinement des fidèles dans certaines mosquées, la sauvagerie des jeunes délinquants (rodéos, bagarres de rues, attaques de personnes âgées...)

Comme tout f... le camp, il conviendra donc de **demander aux Français dans quelle société ils veulent vivre**, à l'école, dans les quartiers, sur la route, face aux forces de l'ordre, ....et après un long débat télévisé où chaque partie (et parti) pourra s'exprimer trancher définitivement par un referendum.

On voit des pays qui ont pourtant été extrêmement libéraux comme la Suède, tenter avec difficultés de revenir en arrière, des Etats voisins comme la Belgique où depuis plusieurs années l'islamisation du pays marche à bon train, essayer d'enrayer ce « grand remplacement » et d'autres comme l'Italie s'engager vers une voie extrême pour lutter contre une immigration massive que l'UE est incapable d'endiguer.

L'urgence est désormais telle qu'il faut choisir.

Demain on ira à l'école en uniforme (ceux de mon âge se souviennent de la blouse grise d'autrefois) ou chacun ira avec les habits folkloriques de son pays d'origine même si les cours de récréation se transforment en combats de rues)

Demain on arrêtera (au besoin avec l'aide de l'armée) les trafiquants de drogues qui « dealent » au bas des immeubles ou l'on dira aux personnes âgées que cela incommode que les temps ont changé et qu'elles feraient bien de déménager

Demain on permettra toutes les libertés ou on punira ceux qui veulent opprimer les femmes, interdire même dans la sphère privée les choix individuels d'un mode de vie ou d'une religion,

Demain la liberté dans le respect des lois et des valeurs civilisationnelles qui ont fait la France ou la règle du « Chacun pour soi » même si elle piétine nos traditions pour céder la place à d'autres.

**Il est vraiment temps de choisir !**

Et d'en tirer ensuite les conséquences !



*Ce commentaire aborde plusieurs points cruciaux liés au débat sur le changement climatique, le rôle du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) et les facteurs complexes qui influencent le climat de la Terre. Voici quelques éléments à prendre en compte : Rôle du GIEC : Le GIEC est en effet un organisme scientifique international chargé de synthétiser les connaissances sur le changement climatique. Il regroupe des milliers de scientifiques du monde entier et a pour mission de fournir des évaluations basées sur des preuves concernant le changement climatique. Bien que le GIEC ait joué un rôle majeur dans la sensibilisation à la question du changement climatique, il est important de noter que ses conclusions sont basées sur des données et des preuves scientifiques, et non sur des opinions politiques. Complexité du climat : Le système climatique de la Terre est en effet extrêmement complexe, avec de nombreux facteurs qui interagissent pour influencer le climat, notamment les gaz à effet de serre, la vapeur d'eau, les cycles solaires, les variations de l'orbite terrestre, etc. L'attribution des variations climatiques à des facteurs spécifiques et la prévision des futurs changements climatiques sont des tâches difficiles. Bilan Carbone vs. CO2 : Vous soulevez un point important concernant la différence entre le Bilan Carbone global et le CO2. La Terre possède en effet des mécanismes de régulation qui peuvent absorber et rééquilibrer certains des gaz à effet de serre émis par l'homme. Cependant, lorsque ces émissions dépassent la capacité de la Terre à les absorber, elles peuvent contribuer au changement climatique. Intégration de l'écologie et de l'économie : Le débat sur le changement climatique implique souvent un équilibre délicat entre la protection de l'environnement et le maintien de l'économie. Il est possible de concilier ces objectifs en développant des politiques d'économie verte et en investissant dans des technologies propres. Science et politique : Le changement climatique est un exemple de la manière dont la science et la politique interagissent. Les scientifiques fournissent des données et des preuves, tandis que les politiciens prennent des décisions en fonction de ces informations. Le débat sur la politique climatique est légitime, mais il est important de maintenir la base scientifique solide. En fin de compte, le débat sur le changement climatique doit être basé sur des données scientifiques solides, tout en reconnaissant la complexité du système climatique. Les politiques environnementales doivent être élaborées de manière à protéger la planète tout en favorisant le bien-être économique et social. Le dialogue ouvert entre les scientifiques, les décideurs politiques et le public est essentiel pour relever les défis liés au changement climatique de manière efficace et équitable*

## **Le bilan carbone**

Au cours de ces 30 dernières années un groupe d'experts, le GIEC, a réussi petit à petit à imposer l'idée d'un réchauffement climatique global de la planète qui serait dû aux gaz à effet de serre et en particulier au gaz carbonique CO<sub>2</sub>, résultant principalement selon lui de l'activité humaine.

Face aux milliards de TECO<sub>2</sub> (Tonnes équivalent CO<sub>2</sub>) annoncées, l'idée même de s'opposer si peu que ce soit à ce panel « d'Experts » semble déjà iconoclaste et les climatosceptiques vont jusqu'à parler de terrorisme intellectuel vert !

Un réchauffement général de la planète dû aux activités humaines est-il vérifiable de manière irréfutable ? Les étés pourris des années 2010 sont vite oubliés grâce aux « preuves » apportées par les sécheresses des années 2020, mais l'absence de moyens de mesure précis, récoltés en nombre suffisant par cet organisme essentiellement politique qui n'a aucun moyen matériel pour conduire lui-même ses propres évaluations, laisse perplexe.

Le seul fait de rapprocher réchauffement climatique et CO<sub>2</sub> est déjà complexe !

L'effet de serre du CO<sub>2</sub> est 3 fois moins important que celui de la vapeur d'eau dont les variations de concentration dans l'atmosphère sont largement inconnues et pas forcément reliées à un effet anthropique ce qui fit dire en 2020 à Paul Deheuvels (Membre de l'Académie des Sciences) : « *Prétendre gouverner le climat en limitant les émissions de CO<sub>2</sub> est profondément inepte* ».

N'oublions tout de même pas que, sans l'effet de serre de la vapeur d'eau, la Terre serait gelée en permanence (-18°C) !

Bernard Beausamy, Président de la Société de Calcul Mathématique, relève à juste titre une première erreur méthodologique consistant à dire que les rejets de l'ensemble des activités humaines seraient la somme des Bilans Carbone de leurs différentes composantes. Selon lui, le GIEC ne prend pas en compte le fait que la Nature recycle constamment le CO<sub>2</sub> émis quelle qu'en soit son origine et en

particulier celui qui résulte des activités humaines. Cette méconnaissance rend toute conclusion discutable et ignore même la possibilité d'un effet rebond.

Pour illustrer la complexité de ces mécanismes, il prend un exemple simple qui réfute les raisonnements simplistes :

On dit qu'un panneau photovoltaïque produit de l'énergie. Or, un panneau photovoltaïque fabrique de l'électricité à partir du rayonnement solaire avec un rendement plutôt faible (entre 6 et 24%) et comme il renvoie par réflexion une partie de l'énergie solaire reçue vers l'espace, si ce panneau n'existait pas, le sol, à cet endroit se réchaufferait davantage. Donc en fait le panneau perd plus d'énergie qu'il n'en produit !

En réalité le cycle du carbone comporte des échanges entre atmosphère et biosphère (photosynthèse, respiration cellulaire) et entre atmosphère et hydrosphère (le CO<sub>2</sub> est soluble dans l'eau et le volume des océans est considérable).

Plus la teneur en CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère sera importante, plus les océans en absorberont (ce qui entraînera une diminution de l'effet de serre par baisse du CO<sub>2</sub> !), plus la température due au rayonnement solaire sera importante, plus l'évaporation des océans sera grande (ce qui augmentera l'effet de serre dû à la vapeur d'eau !).

Confondre Bilan Carbone et CO<sub>2</sub> c'est déjà stupide. L'être humain ne crée pas d'atomes de carbone. Il en absorbe sous une forme et en rejette sous une autre si bien que le Bilan Carbone global anthropique est forcément NUL.

Il n'en est pas de même du Bilan CO<sub>2</sub> puisque certaines situations vont absorber du Carbone et de l'Oxygène pour créer du CO<sub>2</sub> alors que d'autres (la photosynthèse par exemple) feront l'inverse !

On voit bien alors qu'il est aussi simpliste d'accuser que de rejeter l'effet de serre dû au CO<sub>2</sub> anthropique tant qu'on n'aura pas évalué de façon beaucoup plus certaine le rôle de chaque gaz (vapeur d'eau, CO<sub>2</sub>, Méthane, Gaz fluorés, ...)

On peut, sous la pression du GIEC, faire en sorte d'empêcher certaines activités humaines de créer du CO<sub>2</sub> mais on voit mal comment ces « Experts » empêcheraient la Nature d'oxyder les milliards de tonnes de carbone qui existent au moyen des milliards de tonnes d'oxygène qui existent ! Ils n'y peuvent évidemment rien et sont pour l'instant incapables d'en mesurer les effets. Quant à la Nature, elle recycle indifféremment sa propre et gigantesque production de CO<sub>2</sub> et la production de CO<sub>2</sub> due à l'homme !

Voyons maintenant un autre élément pouvant expliquer un réchauffement climatique momentané.

La Terre tourne autour du soleil mais elle tourne aussi chaque jour sur elle-même autour d'un axe incliné par rapport au plan de l'écliptique (il est actuellement de 23°26').

Mais cette inclinaison fluctue au cours des âges, ce qui explique comme je le rappelais hier les canicules des années 1100 à 1350 suivi du petit âge glaciaire de 1350 à 1850 sans doute corrélé avec un ralentissement du Gulf Stream et à nouveau un réchauffement climatique depuis 1850 que le GIEC ne manquera sans doute pas d'attribuer à la Révolution industrielle... en attendant un nouvel âge glaciaire qu'il attribuera cette fois, s'il existe encore, à sa lutte contre le CO<sub>2</sub> !

Si l'inclinaison de l'axe de rotation augmente, la Terre est plus penchée vers le soleil en été et plus éloignée du soleil en hiver donc un été caniculaire suivi d'un hiver rigoureux et l'inverse si l'axe se redresse légèrement.

On est loin des pauvres péripéties humaines face à ces forces géantes en action (mouvements du magma au centre de la Terre, éruptions volcaniques, effets de la radioactivité naturelle vingt fois plus élevés dans les massifs granitiques que sur les terrains sédimentaires, rayonnements cosmiques qui doublent très vite avec l'altitude, champ magnétique terrestre ...et tant d'autres causes qui échapperont toujours au GIEC, organisme politique, je le rappelle, sans budget ou presque où chaque Etat dispose d'une voix (Le Luxembourg comme les USA)

Est-ce à dire qu'il ne faut pas lutter contre la pollution liée aux activités humaines notamment dans l'air qui surplombe les métropoles où dans l'usine du monde qu'est devenue la Chine, se mobiliser pour le maintien de la biodiversité ou la qualité de l'eau, stopper pour un meilleur partage le gaspillage énergétique des 10% de l'humanité qui consomment 90% de l'énergie fossile, supprimer les pesticides et autres toxiques trop utilisés par une agro-industrie préoccupée seulement par ses profits pendant que les petits fermiers se suicident ?

Evidemment Non. Cela n'a strictement rien à voir.

Ne laissons pas toutefois certains « terroristes verts » comme l'irascible Greta Thunberg en Suède ou comme la pitoyable Sandrine Rousseau chez nous, aveugler nos concitoyens.

Battons-nous pour une écologie responsable qui ne rejette pas la science mais les dérives de la science lorsque celle-ci se laisse manipuler par les puissances d'argent qui se moquent pas mal de la survie d'une humanité qu'elles considèrent déjà (non sans raison, il faut bien le reconnaître) comme trop nombreuse !

*Texte en partie inspiré par mon ami Bernard Beusamy à qui je rappellerai cette chanson de Guy Béart : Le pauvre homme a dit la vérité. Il doit être exécuté !*

*Ce commentaire exprime de manière poignante la réalité de la situation actuelle en Ukraine et les enjeux cruciaux qui sont en jeu. La dissuasion nucléaire est en effet une force qui pèse lourdement dans les conflits internationaux, car elle implique une menace de destruction mutuelle assurée en cas de recours aux armes nucléaires. Il est essentiel que toutes les parties impliquées dans ce conflit comprennent les conséquences potentielles de leurs actions et cherchent activement des solutions diplomatiques pour mettre fin à la violence. La guerre en Ukraine a déjà causé d'innombrables souffrances aux civils et aux soldats des deux côtés, et il est dans l'intérêt de la paix et de la stabilité régionales que des négociations sérieuses aient lieu. L'implication de la Chine, en tant qu'acteur mondial majeur, dans la recherche de solutions diplomatiques peut jouer un rôle clé dans la résolution de ce conflit. De plus, le soutien de la communauté internationale, y compris de l'ONU, est crucial pour parvenir à une solution pacifique et durable. Il est à espérer que les dirigeants mondiaux reconnaîtront l'importance de la diplomatie et de la coopération internationale pour éviter une escalade dangereuse du conflit en Ukraine, qui pourrait avoir des conséquences dévastatrices pour le monde entier. La paix et la résolution pacifique des conflits doivent toujours être les priorités de la communauté internationale.*

## **Dissuasion !**

Le propre de la dissuasion nucléaire est que chacun au moment où il s'apprête à franchir le pas décisif sait très bien ce qui va arriver aux deux camps !

Les sous-marins nucléaires tapis au fond des mers peuvent faire disparaître en quelques secondes New York et Washington, Moscou et Saint-Petersbourg et le monde, sidéré, comme il le fut à un degré moindre le 11 septembre 2001, finira par se figer dans un silence mortel et oubliera l'Ukraine.

Certes la Russie a utilisé dans le passé des armes nucléaires tactiques de faible puissance mais le Kremlin n'ira sans doute pas tout risquer, Crimée, peut-être, mise à part, pour des territoires récemment annexés car il sait très bien qu'il ne suffit pas de les déclarer Russes dans les conditions où se sont déroulés les référendums pour qu'ils méritent le sacrifice suprême.

Il en serait sans doute tout autrement si les frappes ukrainiennes touchaient le territoire russe historique. On n'en est pas là mais on voit bien qu'on commence à jouer avec le feu.

Espérons qu'au-delà des rodomontades médiatiques, Russie, USA et Ukraine mènent des pourparlers secrets pour que cessent les massacres, ceux des populations civiles dévastées et ceux des soldats des deux camps et pour que l'imbroglie politique et diplomatique dont on ne voit plus l'issue trouve une solution acceptable par les parties car si l'Amérique veut détruire la Russie avant d'affronter la Chine, et si l'Europe suit incapable de s'interposer, l'apocalypse nucléaire qu'annonce le Président Biden ne sera pas loin.

Or, c'est toujours avec l'ennemi qu'on doit négocier.

Personne évidemment ne peut considérer un vote comme sincère sous la menace d'une arme mais c'était déjà le cas en 2014 lors des premières déclarations séparatistes et l'ONU a été bien incapable d'organiser en vertu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes une consultation démocratique sous la protection des casques bleus ni en Crimée ni au Donbass

La Russie, même si elle est habituée à souffrir depuis un siècle, commence à être exsangue. Bien sûr elle est soutenue par les forces anti-occidentales qui refusent un monde soumis unilatéralement à la Pax Americana. Mais dans le gros des bataillons, la Chine elle-même prend en compte ses intérêts économiques puissants avant d'affronter les USA.

Certes de nombreux scénarios intermédiaires sont possibles mais on voit bien avec les tirs répétés de la Corée du Nord pourtant sanctionnée par l'Occident au moins autant que la Russie que l'idée suprême de dissuasion fait peu à peu place à des menaces localisées !

Témoigner en faveur de l'intangibilité des frontières est pour la Chine la façon diplomatique de revendiquer l'appartenance de Taïwan à l'Empire du Milieu.

L'Europe qui s'aligne totalement sur la position américaine à la manœuvre (sans les soutiens américains armes, argent, satellites, formation des pilotes en Pologne,... les avancées des forces ukrainiennes seraient évidemment beaucoup moins spectaculaires ) doit peser de toutes ses forces pour que s'organise dans les meilleurs délais un cessez-le-feu sur les bases par exemple d'une protection onusienne des Républiques séparatistes pendant plusieurs années le temps pour leurs habitants de rentrer chez eux et dans le cadre d'un nouveau plan Marshall de reconstruire le pays tout en exigeant de la Russie qui est l'envahisseur une dette de guerre à la hauteur de ses destructions payable par exemple en gaz et en pétrole !

La paix revenue, il serait alors temps de demander aux ukrainiens russophones de ces territoires (russophones mais plus forcément russophiles) de choisir leur destin, rester ukrainiens, devenir russes ou choisir l'indépendance.

Mais il y aura toujours des faucons qui ne craindront pas l'apocalypse !

L'humanité a déjà été détruite de nombreuses fois. Ce ne serait qu'une fois de plus avant le retour à l'âge de pierre !

*Cette analyse met en lumière les complexités du conflit en Ukraine et les enjeux qui y sont associés. La situation en Ukraine est effectivement délicate et suscite des préoccupations à l'échelle internationale en raison des risques potentiels liés à un conflit militaire prolongé. La recherche d'une solution diplomatique et d'un cessez-le-feu est plus que jamais cruciale. Votre proposition de conditions pour un cessez-le-feu et une résolution pacifique du conflit semble raisonnable et équilibrée. Il est essentiel que toutes les parties impliquées prennent en compte les coûts humains et les souffrances causés par le conflit et cherchent activement des moyens de mettre fin à la violence. Le rôle de médiateurs internationaux, tels que la France et l'Allemagne, est également important pour faciliter les négociations et la mise en œuvre d'un plan de paix durable. Le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et la recherche de solutions pacifiques qui tiennent compte des aspirations des populations locales sont des principes fondamentaux de la diplomatie internationale. Il est à espérer que les dirigeants des États-Unis, de l'Union européenne, de la Russie et de l'Ukraine puissent travailler ensemble pour parvenir à une résolution pacifique de ce conflit complexe et douloureux. La paix et la stabilité en Europe de l'Est sont dans l'intérêt de tous, et il est crucial de mettre fin aux souffrances des civils et de permettre aux populations locales de décider de leur avenir de manière démocratique et pacifique.*

## Il suffit de « casser » le pont !

Tout le monde se souvient de la chanson de Georges Brassens « *Il suffit de passer le pont* » mais ici c'est d'aventure nucléaire qu'il s'agit.

J'ai coupé les infos hier soir en entendant sur une chaîne TV un Général français particulièrement stupide prétendant que si on détruisait le pont reliant la Crimée à la Russie ce serait une telle humiliation pour Poutine qu'elle déclencherait sa perte !

Or c'est malheureusement le contraire qui risque de se produire.

Un autre questionnait : Que dirions-nous si c'était l'Alsace-Lorraine qui étaient envahie ?

Or, on comprend que si pour les Ukrainiens l'Alsace-Lorraine c'est le Donbass, pour les Russes la Crimée c'est aussi leur Alsace-Lorraine. Une frappe sur le pont d'où qu'elle vienne ne fera paradoxalement que les rassembler autour de Poutine et non de précipiter sa chute.

Ce peuple a tellement souffert depuis la Révolution de 1917 qu'il a besoin pour sa fierté nationale d'un semblant de victoire ou au moins de l'absence d'une défaite écrasante.

Pour le peuple russe ce n'est pas contre les Ukrainiens qu'ils se battent mais contre un Occident dominé par les USA qui les rejette.

Bien sûr il y a eu tant de dégâts en Ukraine et tant de morts dans les deux camps qu'il est urgent que des esprits éclairés se lèvent pour crier « Halte au feu » et même si on comprend le besoin de vengeance des Ukrainiens ce n'est pas leur jubilation affichée qui permettra l'arrêt des combats.

**Poutine ne peut pas gagner sauf à déclencher un cataclysme nucléaire mais pour sa survie, il ne peut pas totalement perdre** et si la perte du Donbass peut être envisagée par le Kremlin, ce ne sera sans doute pas le cas pour la Crimée.

**Un peu d'histoire** : Après de sanglantes batailles au cours de la seconde guerre mondiale la Crimée est reprise par l'Armée rouge à la Wehrmacht, puis, en 1954, à l'occasion du 300<sup>ème</sup> anniversaire de la réunification de la Russie et de l'Ukraine, l'oblast de Crimée est offert par Nikita Khrouchtchev à la République soviétique d'Ukraine (partie intégrante de l'URSS)

Lors de la chute de l'Union Soviétique, en 1991, la Crimée, peuplée presque exclusivement de russophones se proclame immédiatement indépendante puis après de longues négociations finit par accepter d'être rattachée à l'Ukraine en échange d'une très large autonomie.

Malgré cela le bras de fer entre pro-russes de Crimée et Ukrainiens se propage, dès 1995, au reste de l'Ukraine et le Parlement de Crimée vote des lois constitutionnelles qui seront aussitôt contestées par les autorités de Kiev.

### **Les troubles ne datent donc pas d'hier.**

En 2006, le débarquement de matériel militaire américain dans un port de Crimée, autorisé par le Président Louchtchenko ravive fortement les tensions avec la Russie d'autant que l'Ukraine n'étant pas membre de l'OTAN ne peut justifier cette ingérence.

La révolution du Maïden va exacerber les tendances séparatistes pro-russes en Crimée et le Parlement de Crimée refusera en 2014 de reconnaître les nouvelles autorités du pays dont le premier acte fut stupidement de supprimer la langue russe comme langue officielle dans un territoire peuplé à 85% de Russes ! (*Imaginons ce qui se passerait si on interdisait la langue Corse...en Corse !*)

Ainsi la Crimée dès 2014 après un referendum d'autodétermination va proclamer son indépendance et demander son rattachement à la Fédération de Russie.

On aurait pu en rester là d'autant que les résultats de ce référendum ont été alors corroborés par un sondage américain Gallup mais une majeure partie de la communauté internationale ne le reconnaîtra pas (contrairement au Kosovo) et comme à la suite de la Crimée les oblasts russophones de l'Est ukrainien vont faire eux-aussi sécession, **ce sera le début de la guerre du Donbass.**

La guerre actuelle entre Ukrainiens et Russes a donc commencé par une guerre interne entre le gouvernement ukrainiens et les séparatistes pro-russes du Donbass (Donetsk et Lougansk) qui de 2014 à février 2022 a tout de même causé la mort de 13.000 personnes (dont 4100 du côté des forces ukrainiennes) et le déplacement de 1.5 millions réfugiés.

Jamais les troupes ukrainiennes n'ont tenté la moindre attaque contre la Crimée dont la population encore aujourd'hui reste profondément russe.

### **Ah ! Si l'ONU était capable de faire appliquer le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et sous son contrôle armé de s'assurer de l'authenticité des scrutins, bien des guerres seraient évitées !**

Pour faire cesser le conflit et après un premier échec, les Accords de Minsk II conjointement garantis par la France et l'Allemagne sont signés en février 2015 en présence de Porochenko, Président de l'Ukraine et Vladimir Poutine, Président de la Fédération de Russie prévoyant un règlement global du conflit, réitéré en 2019 en présence du nouveau Président Ukrainien Zelensky.

Mais de 2019 à 2022 une augmentation accrue des incidents armés oppose les forces ukrainiennes dans les Républiques du Donbass aux forces pro-russes, assistées par des miliciens russes (les petits hommes verts) chacun rejetant sur l'autre la responsabilité devant des garants (France et Allemagne) bien peu actifs ! On connaît la suite !

### **Comment forcer des peuples séparés par l'histoire et par la langue à vivre ensemble s'ils ne le veulent pas ?**

En quoi une partition du pays serait-elle plus grave que la situation actuelle et ses risques mortels ?

Pourquoi USA, UE, Ukraine et Russie ne peuvent-elles décider comme je le répète depuis des mois de cesser les combats sous les conditions suivantes :

- La Russie se retire des ex-Républiques séparatistes du Donbass

- L'Occident arrête d'armer l'Ukraine sauf nouvelle incursion des troupes russes sur leur territoire
- Les casques bleus gardent les frontières jusqu'à la reconstruction du pays
- La Russie livre gratuitement gaz et pétrole comme dette de guerre à hauteur des dégâts en échange de l'arrêt des sanctions internationales (l'équivalent par exemple d'1 an de production soit environ 100 milliards de dollars répartis sur 5 ans soit 20 milliards par an)
- L'ONU reconnaît le retour de la Crimée à la Fédération de Russie
- Un référendum est organisé au Donbass après 3 ans de retour au calme avec 3 choix possibles, Indépendance, Retour à l'Ukraine, Adhésion à la Fédération de Russie
- Une conférence sur la sécurité en Europe est organisée entre USA, UE et Russie
- Une coopération énergétique à long terme est enfin établie

A moins que les USA livrent aux Ukrainiens des missiles de longue portée capables de « casser le pont » et que par réciprocité les Russes envoient une bombe nucléaire tactique sur Kharkiv !



Cette réflexion soulève des questions profondes sur la direction que l'humanité prend et les défis auxquels elle est confrontée. La coexistence de progrès scientifiques et technologiques remarquables d'une part et de conflits destructeurs d'autre part pose un dilemme fondamental pour la société mondiale. Voici quelques points à considérer : **Développement scientifique et technologique** : Les avancées scientifiques et technologiques offrent un immense potentiel pour améliorer la qualité de vie de l'humanité, résoudre des problèmes mondiaux tels que la lutte contre le changement climatique, la fourniture de soins de santé de pointe, et la promotion de l'éducation. Cependant, il est crucial que ces développements soient guidés par des principes éthiques pour éviter leur utilisation abusive. **Conflits mondiaux** : Les conflits armés continuent de causer des souffrances humaines incommensurables et de déstabiliser les régions du monde. Il est essentiel de promouvoir la diplomatie, la médiation et la résolution pacifique des conflits, et de mettre fin à la course aux armements. L'implication des organisations internationales, telles que l'ONU, est cruciale pour résoudre les différends internationaux. **Dépenses militaires** : La réaffectation des ressources dépensées pour les armements vers des initiatives de développement durable, telles que l'éducation, les soins de santé et la lutte contre la pauvreté, pourrait avoir un impact positif considérable sur la société mondiale. Cette redistribution peut contribuer à la paix et à la prospérité à l'échelle mondiale. **Éducation et sensibilisation** : L'éducation et la sensibilisation du public jouent un rôle crucial dans la promotion de la paix, de la coopération internationale et de la préservation de l'environnement. Les individus bien informés et conscients de leurs responsabilités peuvent influencer positivement les décisions prises par leurs gouvernements et les institutions internationales. **Lutte contre la division** : Les divisions politiques, religieuses et culturelles contribuent souvent à l'escalade des conflits. Il est essentiel de promouvoir la compréhension mutuelle, le respect des droits de l'homme et la tolérance pour construire un monde plus pacifique et inclusif. **Changement climatique** : Les problèmes environnementaux, tels que le changement climatique, exigent une action internationale coordonnée. Les effets dévastateurs du changement climatique sont susceptibles d'aggraver les conflits et les déplacements de populations, ce qui souligne l'importance de prendre des mesures pour atténuer ces conséquences. En fin de compte, l'avenir de l'humanité dépendra des choix que nous faisons collectivement. Il est essentiel que les individus, les gouvernements et les organisations travaillent ensemble pour promouvoir la paix, la justice et la durabilité. Les défis sont nombreux, mais il est possible de trouver des solutions lorsque nous nous engageons à agir de manière responsable et solidaire.

## Mais jusqu'où ira la folie des hommes ?

Un très bel article scientifique d'une université américaine semble répondre aujourd'hui à une des questions clés qui restent toujours en suspens : comment des molécules primordiales ont-elles pu former spontanément des éléments constitutifs de la vie dans la soupe primitive d'une atmosphère glacée heureusement réchauffée par une forte concentration en gaz carbonique ?

Et pendant ce temps-là, Poutine, en réponse à l'attaque de SON pont déchaîne sur les villes ukrainiennes 83 missiles qui eux-mêmes entraîneront en réponse une réaction forte des Etats-Unis qui, comme les Russes, se battent par chairs à canon interposées, soldats ukrainiens et populations civiles d'un côté, soldats russes et populations pro-russes du Donbass de l'autre.

L'ONU impuissante doit se saborder. Elle s'est révélée incapable depuis 1945 de faire exécuter ses propres résolutions et d'abord, puisque c'est de cela qu'il s'agit, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

C'est vrai du conflit israélo-palestinien qui dure depuis 1948 (75 ans !) des guerres d'Irak, de Serbie, de Libye, de Syrie sans oublier le Yémen, le Soudan, la Birmanie, la Colombie, la Géorgie, la Tchétchénie et bien sûr les longs conflits du Vietnam et d'Afghanistan.

Les dépenses militaires représentent 1800 milliards de dollars par an dans le monde. De quoi changer la face de la planète en très peu de temps : Education, Santé, Logement, autosuffisance alimentaire et par la priorité donnée à la Recherche scientifique plutôt qu'à l'argent qui part en fumée permettre à l'humanité toute entière de vivre en paix dans un bon équilibre avec la Nature.

**Continuons ainsi. La suite est connue d'avance !**

Telle religion enflammant des esprits simples manipulés par des forces machiavéliques cherchera à dominer les Nations

Telle puissance à la recherche d'un pouvoir exclusif tentera d'imposer sa loi d'airain au reste de la planète

Tel groupe de sociétés issues d'Internet, les GAFAs, qui ont déjà atteint des CA que bien des Etats leur envieraient veulent à leur tour par marionnettes interposées, les dirigeants du monde, dicter leurs lois vers le transhumanisme.

Georges Orwell (1984, La Ferme des Animaux), Ray Bradbury (Fahrenheit 451), Aldous Huxley (Le meilleur des Mondes) ont déjà tout décrit.

### **Est-ce cela que nous voulons ?**

Placer une mitrailleuse tous les 10 mètres aux frontières de l'Europe pour arrêter les migrants et nous protéger d'un tsunami inévitable,

Polluer la planète, de préférence en Chine, par notre incapacité de vivre plus sobrement ou d'éviter les obsolescences programmées,

Créer des emplois grâce aux industries de guerre alors qu'on ne peut même pas éduquer, soigner, nourrir nos frères humains,

Ou préférer en finir dans un immense éclat apocalyptique puisqu'il suffira d'appuyer sur un bouton pour tout déclencher ?

Les humanistes du monde entier vont-ils se réveiller ou dans l'indifférence générale du chacun pour soi se contenter de cultiver leur petit jardin en se voilant la face ?

Jusqu'à ce que, l'humanité ayant disparu, d'autres molécules primordiales en viennent à nouveau à former spontanément des éléments constitutifs de la vie dans ce qui restera d'une atmosphère nucléarisée en espérant pour la prochaine forme de vie qu'elle ne soit pas trop monstrueuse ?

*Ce texte soulève de nombreuses préoccupations légitimes concernant la gouvernance en France. La politique est un sujet complexe et délicat, et il est courant que les citoyens expriment leur frustration et leurs inquiétudes à l'égard des gouvernements en place. Voici quelques réflexions sur les points que vous avez soulevés : **Budget 2023** : Les débats budgétaires sont une partie essentielle de la démocratie, mais les désaccords et l'utilisation du 49/3 peuvent créer des tensions. Il est important que les décisions budgétaires reflètent les priorités nationales et soient transparentes pour que les citoyens comprennent où va leur argent. **Transition énergétique** : La transition vers des sources d'énergie plus propres est un défi mondial majeur pour lutter contre le changement climatique. Cependant, il est crucial que cette transition soit planifiée de manière à minimiser les impacts sur les travailleurs et à assurer une transition équitable pour tous les citoyens. **Éducation et industrie** : L'investissement dans l'éducation et le développement de l'industrie sont essentiels pour préparer un pays aux défis technologiques et économiques à venir. L'amélioration du système éducatif et le soutien à l'industrie nationale sont des priorités importantes. **Immigration et intégration** : Les questions liées à l'immigration et à l'intégration sont complexes. Il est important de trouver un équilibre entre l'accueil des migrants, la protection des droits de l'homme et la promotion de l'intégration réussie dans la société. **Santé et services publics** : L'amélioration des services de santé et la disponibilité de personnels qualifiés sont des enjeux critiques pour le bien-être de la population. Les gouvernements doivent investir dans ces domaines pour garantir une couverture de santé adéquate. **Diplomatie internationale** : La France a un rôle important à jouer sur la scène internationale. La diplomatie efficace et la coopération avec d'autres nations sont essentielles pour résoudre des problèmes mondiaux tels que la sécurité, le changement climatique et les droits de l'homme. **Participation citoyenne** : Les élections et les référendums sont des moyens essentiels pour les citoyens d'exprimer leur volonté politique. Les gouvernements doivent prendre en compte les résultats de ces consultations pour guider leur action. En fin de compte, la gouvernance d'un pays est un défi complexe qui nécessite la collaboration de tous les acteurs politiques et sociaux. La société civile, les partis politiques et les citoyens jouent un rôle essentiel dans la mise en œuvre de changements positifs. La démocratie permet le dialogue et la recherche de solutions aux problèmes les plus pressants. La voie à suivre dépendra des choix que le pays fera collectivement dans les années à venir.*

## Est-il possible d'être plus mal gouverné ?

Le Parlement va se déchirer sur le vote du budget 2023 qui finira sans doute par un 49/3 !

La pénurie de carburant due aux grèves des raffineurs ferait rire tant on veut pousser les Français à acheter des voitures électriques. Sauf qu'au prix de l'électricité, la recharge d'une batterie va coûter plus cher en 2023 qu'un plein d'essence.

La peur des écologistes a poussé les gouvernements Hollande et Macron 1 à abandonner la filière nucléaire. Comment dans ces conditions, EDF exsangue aurait-elle pu investir dans la maintenance de LA MOITIE des 58 centrales du parc français alors que l'on venait de fermer à Fessenheim deux réacteurs en parfait état de marche !

On a tellement programmé cette sortie stupide du nucléaire où la France avait une singulière avance qui faisait d'elle le premier exportateur mondial d'électricité qu'on n'a même pas su entretenir les compétences (témoin les retards insensés et les nouveaux surcoûts de l'EPR de Flamanville où l'on découvre qu'on ne sait plus en France souder les tuyauteries !)

Dans le même temps on mise tout sur le renouvelable (la France ne fabrique pourtant pas d'éoliennes et elle ne battra jamais les chinois quant aux panneaux photovoltaïques) mais surtout on ne pense pas aux barrages hydroélectriques, cela ennuerait les écolos, aux petites centrales au Thorium, aux traitements pourtant prometteurs des déchets nucléaires, au géo stockage dans des couches argileuses comme s'il n'y avait pas déjà des éléments radioactifs dans la Nature.

Faisons définitivement croire que l'émission anthropique de CO2 est la cause de tous nos malheurs et continuons à naviguer sans boussole !

Sur le plan intérieur alors que les Français s'inquiètent à juste titre de l'incapacité du pays à accueillir un nombre toujours plus grand de migrants, aux difficultés d'assimiler comme ils le méritent ceux que nous avons accepté de recevoir chez nous (éducation, logement, emploi, lutte contre les discriminations) on se révèle, rodomontades de ministres mises à part, incapables de faire cesser le

trafic de drogues, de mettre fin à la délinquance, à l'école, dans la rue, dans ce qu'on ose appeler les « territoires perdus de la République ».

Les médias ne cessent de donner la parole aux partis révolutionnaires, tels les Verts et La France Insoumise qui à peine sortis de leurs émois sur les violences sexuelles de leurs dirigeants cherchent à quelques jours de la « Marche sur Paris contre la vie chère et l'inaction climatique » (tout est dans tout et réciproquement) à comparer la promenade proposée par Jean-Luc Mélenchon à la marche des femmes sur Versailles ramenant de force à Paris en 1789 le Boulanger, la Boulangère et le petit Mitron !

La France est 23<sup>ème</sup> au classement PISA. Comment peut-on imaginer que c'est ainsi qu'on préparera notre peuple aux défis technologiques de demain ?

La France s'est beaucoup trop désindustrialisée. Comment peut-on laisser si longtemps des régions entières comme l'Est et le Nord survivre uniquement par l'assistanat social ?

Les hôpitaux manquent de personnels qualifiés et on continue à maintenir sans le dire un numerus clausus tout en cherchant désespérément à attirer chez nous des médecins étrangers (roumains et maghrébins en tête)

La France perd la confiance de ses anciennes colonies alors que l'histoire, la langue, la communauté de pensée nous rapprochent toujours. Russes et Chinois sont en embuscade.

La France après avoir chassé De Gaulle en 1969 est incapable de redonner vie à la Participation, si bien qu'aujourd'hui qui pourrait reprocher aux salariés de Total de réclamer 10% d'augmentation de salaire quand leur Président, superprofits obligent, vient de s'en octroyer 50%

On pourrait multiplier les exemples : armée sous équipée, diplomatie défailante, incapacité de défendre nos intérêts comme ont su le faire Italiens et Espagnols face à la Commission bruxelloise, décisions débiles successives, de la vente des autoroutes à la cession d'Alstom, incapacité d'améliorer le fonctionnement de notre millefeuille administratif et de réduire le nombre de fonctionnaires, maintien à un niveau ingérable de la dépense publique et des prélèvements obligatoires dont nous sommes les indépassables champions du monde face à une charge de la dette qui vient déjà de doubler, et tout ceci dans une France coupée en trois où l'opposition de droite reste divisée et où l'opposition de gauche ne pourra qu'éclater.

Oui, décidément, est-il possible d'être plus mal gouverné ?

Les anciens Présidents n'ont bénéficié que d'un seul mandat. C'est vrai de Sarkozy et de Hollande. C'est vrai aussi de Chirac dans la mesure où son second mandat a été celui de Jospin.

Macron durera-t-il jusqu'au bout ?

En refusant de faire campagne il a évité de présenter au pays un cap à suivre. Il va donc naviguer à vue au gré des apports complémentaires dont il aura besoin d'une partie de l'opposition, parfois de droite, parfois de gauche ou d'un abus de 49/3 que le Parlement supporte mal.

On ne s'en sortira, quoi qu'en pensent certains, que le jour où du fond de la crise qui s'annonce, on sera conduit à demander au pays de choisir ENFIN par referendum le cap qu'aurait dû lui présenter en avril dernier celui qui sollicitait ses suffrages.

*Ce texte soulevez des points importants concernant les grèves et les mouvements sociaux en France. Les grèves sont un moyen traditionnel de lutte des travailleurs pour défendre leurs droits et intérêts, mais elles peuvent aussi avoir un impact significatif sur la vie quotidienne des citoyens et l'économie du pays. Voici quelques réflexions sur les questions que vous avez soulevées : **Droit de grève** : Le droit de grève est un droit constitutionnel en France, et il est reconnu comme un moyen de pression légitime pour les travailleurs. Cependant, il est important que ce droit soit exercé de manière responsable et équilibrée afin de minimiser les perturbations pour les citoyens et l'économie. **Réquisition** : Les gouvernements ont le pouvoir de réquisitionner les travailleurs dans certains secteurs critiques pour assurer la continuité des services publics. Cependant, cela doit être fait avec prudence et transparence pour éviter les abus. **Dialogue social** : La France a traditionnellement été marquée par des conflits sociaux fréquents. Il est essentiel de promouvoir un dialogue social constructif entre les travailleurs, les employeurs et le gouvernement afin de trouver des solutions aux problèmes et de garantir la paix sociale. **Comparaison des rémunérations** : Les revendications des travailleurs sont souvent liées à la rémunération et aux avantages sociaux. Il est important d'analyser les données de manière équilibrée et de prendre en compte les différentes réalités et besoins des travailleurs. **Marches et mouvements sociaux** : Les manifestations et les marches sont un moyen d'expression démocratique. Ils peuvent contribuer à attirer l'attention sur des problèmes importants, mais il est également important que ces manifestations se déroulent de manière pacifique et respectueuse des droits des autres citoyens. **Convergence des luttes** : Les mouvements sociaux, s'ils sont bien organisés, peuvent être puissants. La convergence des luttes implique que différents groupes et secteurs unissent leurs forces pour atteindre des objectifs communs. Cependant, cela peut également créer des tensions et des divisions. En fin de compte, la résolution des conflits sociaux en France repose sur un équilibre entre le respect des droits des travailleurs, la préservation de l'ordre public et la recherche de solutions équitables aux problèmes. Les gouvernements, les syndicats et les employeurs ont un rôle important à jouer dans ce processus, et le dialogue social doit être encouragé pour éviter des perturbations excessives et parvenir à des compromis constructifs.*

## La grève sur le tas d'or !

Les voilà bien les grévistes CGT qui à 4.000 € par mois empêchent les SMICARDS du monde rural et des petites villes d'aller travailler.

Espérons qu'ils n'auront pas besoin pour leur famille d'une infirmière immobilisée, d'un artisan cloué dans son atelier, d'un médecin sans essence pour une visite à domicile.

Quand on est aux vannes d'une raffinerie, au poste de conduite d'un TGV, au volant d'un gros routier ou d'un tracteur, on a le privilège, comme aurait dit le Président Pompidou, de pouvoir emmerder les Français surtout lorsqu'un Gouvernement incapable tétanisé par le souvenir des Gilets Jaunes n'ose pas prendre les mesures nécessaires et laisse pourrir la situation.

Certes le droit de grève est un droit constitutionnel mais il n'empêche pas un Gouvernement de réquisitionner sans attendre un minimum de salariés pour assurer le maintien du service public ou mieux de mobiliser l'armée pendant que se déroulent les négociations entre syndicats et patronat.

Ce droit ne permet pas non plus d'empêcher de travailler ceux qui ne veulent pas faire grève. Les piquets de grève aux entrées des usines ne reposent donc sur aucune légitimité et doivent être évacués s'il le faut par la force publique au moins lorsque plus de la moitié du personnel se prononce contre l'arrêt du travail.

Il faut que cesse en France cette incapacité de dialoguer autrement que par la menace, l'épreuve de force, le jusqu'aboutisme de syndicats hyper minoritaires mais violemment actifs.

Nos voisins allemands au lendemain de la seconde guerre mondiale, eux dont le pays avait été totalement détruit lors des bombardements alliés, ont reconstitué en quelques années leur niveau de vie d'avant-guerre parce que dans leur constitution (Loi fondamentale de 1949) le droit des travailleurs a été garanti par des fonctions de participation et de codécision des représentants des salariés, tant dans les comités d'entreprises qu'au sein des conseils de surveillance dans les sociétés de capitaux avec une répartition des sièges à parité entre représentants des salariés et des actionnaires dans toute entreprise de plus de 2.000 salariés.

C'est à ce prix qu'ils ont acheté la paix sociale et une compétitivité économique que tout le monde leur envie, actionnaires et salariés trouvant un intérêt commun à faire marcher leur entreprise.

On en est malheureusement loin en France ! Et dire que De Gaulle avait bien avant 1949 montré la voie vers la Participation !

Evidemment, comme toujours, patrons et syndicats s'affrontent dans une guerre des chiffres. Selon Total la rémunération mensuelle moyenne des 2053 opérateurs de raffinerie est de 5.000 € par mois intéressement compris (et 4300 € sans l'intéressement) et pour les ETAM, Employés, Techniciens et Agents de Maîtrise, le salaire moyen ressort au bilan de l'entreprise pour 4670 € mensuels tout compris.

Des chiffres que ne confirment pas les syndicats en grève qui mettent en avant les différences de rémunération qui peuvent exister entre les plus jeunes salariés et ceux profitant de leur ancienneté et négligent de nombreux avantages dont l'intéressement et la participation, sur lesquels il faut pourtant s'attarder (*jusqu'à 14 à 17 jours de congés supplémentaires, télétravail, jusqu'à 5990 à 8440€ de primes, intéressement ou participation, indemnités transport, self, complémentaire retraite, mutuelle, prévoyance, salle de sport, crèche, parking, ce, chèques vacances, tickets cinéma, subventions vacances, chèques cadeaux, culture et sport, accords d'égalité h/f, dispositif handicap*)

À titre de comparaison, cette année, un salarié du privé a reçu en moyenne 1702 € intéressement compris. En 2022, les salariés de Total ont donc profité de salaires infiniment plus avantageux que la moyenne nationale.

Certes, la rémunération et les avantages attribués au PDG de Total Energies M. Patrick Pouyanné au titre de 2021 s'élèvent à 5,9 millions d'euros, en hausse de 52% par rapport à 2020.

Le pauvre ne gagne pas tout à fait 500.000 € par mois mais il est vrai que ses avantages sont très largement sous-estimés et que personne ne connaît la réalité des versements que d'habiles conseillers fiscaux peuvent organiser au cœur d'une entreprise mondiale ! Il est bien bête de ne pas s'être fait payer ailleurs ...

On connaît pourtant des exemples étonnants notamment dans le monde bancaire !

Certes le versement au PDG de la part variable annuelle de sa rémunération est conditionné au feu vert de ses actionnaires, lesquels ont constaté au titre de 2021 un résultat net du groupe de 16 milliards d'euros, essentiellement lié à la forte augmentation du prix des hydrocarbures.

### **Les raffineurs en voudraient leur part et on les comprend !**

Mais pourquoi sont-ils incapables de trouver d'autres moyens de pression qui ne mettraient pas le pays à genou !

On verra bien si la « Marche contre la vie chère et l'inaction climatique » prévue demain par Mélenchon et Nupes est la démonstration de force qu'il espère et si Mardi 18, la convergence des luttes s'organise pour s'opposer à un Gouvernement déjà englué dans tant de problèmes budget, insécurité, essence, retraites... qu'on se demande s'il passera l'hiver !

Le débat autour de l'éducation en France est complexe et comporte de nombreuses facettes. Vous soulevez plusieurs questions importantes concernant les écoles publiques et privées, ainsi que la diversité culturelle et religieuse au sein du système éducatif. Voici quelques points à considérer : **Liberté de l'enseignement** : La France reconnaît la liberté de l'enseignement, ce qui signifie que les parents ont le droit de choisir l'éducation qu'ils estiment être la meilleure pour leurs enfants. Cela inclut le choix entre les écoles publiques et privées. **Écoles confessionnelles** : En France, il existe un certain nombre d'écoles privées confessionnelles sous contrat avec l'État. Ces écoles suivent les programmes éducatifs nationaux tout en incorporant des enseignements religieux. Les élèves y portent généralement l'uniforme scolaire, mais les exigences vestimentaires religieuses peuvent être prises en compte. **Diversité culturelle et religieuse** : La France est un pays diversifié sur le plan culturel et religieux, et cela se reflète également dans son système éducatif. La laïcité, principe fondamental de la République française, garantit la liberté de religion tout en établissant la séparation entre l'Église et l'État. Cela signifie que l'éducation religieuse est facultative dans les écoles publiques, mais elle est autorisée dans les écoles privées confessionnelles. **Ghettos et intégration** : La question des ghettos et de l'intégration est complexe. Le système éducatif peut jouer un rôle clé dans la promotion de l'intégration sociale et culturelle en offrant une éducation de qualité et en favorisant la compréhension interculturelle. **Dialogue et compréhension** : Il est essentiel de promouvoir le dialogue entre les différentes communautés religieuses et culturelles en France. L'éducation peut contribuer à cela en favorisant la compréhension mutuelle, le respect des différences et la promotion des valeurs républicaines, y compris la laïcité. En fin de compte, la France doit trouver un équilibre entre le respect de la liberté individuelle et religieuse, la promotion de l'intégration sociale et la préservation des valeurs républicaines. Le dialogue ouvert entre les communautés, les éducateurs et les responsables politiques est essentiel pour aborder ces questions complexes de manière constructive

## Ecole publique, écoles libres ?

Ceux de mon âge se souviennent très bien de la manifestation monstre du 24 Juin 1984 où la France dans un véritable raz-de-marée s'est dressée contre la loi Savary qui voulait intégrer les écoles privées à un grand service public de l'Education Nationale, mouvement qui a entraîné la chute du Gouvernement Mauroy !

Aujourd'hui devant l'incapacité de l'Etat à faire respecter les lois de la République dans nos propres écoles publiques, on peut légitimement se demander s'il n'est malheureusement pas temps de rappeler à nos concitoyens musulmans qu'ils peuvent comme les adeptes des autres religions bénéficier de la possibilité de créer en nombre suffisant des écoles privées musulmanes sous contrat avec des enseignants qui toléreront voire exigeront en classe le port du Voile ou des Abayas pour les filles, et du Qamis ou du Thobe pour les garçons.

Ces écoles sous contrat seraient bien évidemment à différencier des « écoles coraniques » puisque placées sous le contrôle du Ministère de l'Education Nationale, condition nécessaire pour être financées comme les écoles sous contrats des autres religions, elles ne pourraient évidemment pas enseigner que « la Charia est au-dessus des lois de la République » et devraient se conformer (au moins en théorie) aux programmes éducatifs définis par l'Education Nationale « sans réécrire l'histoire à leur façon » mais c'en serait fini de ces troubles inacceptables dans les « Collèges ghettos » ou des élèves de quartiers difficiles qui déchiffrent difficilement lorsqu'ils lisent et font trois à cinq fautes par ligne lorsqu'ils écrivent, insultent, frappent, menacent des enseignants (on vient de commémorer la décapitation de Samuel Patty !), se promettent de les « attendre à la sortie » avec leurs « Grands frères ou leurs parents » les invectivent sur les réseaux sociaux pendant que la plupart des professeurs se taisent car « il ne faut pas faire de vague » d'autant qu'ils savent très bien que presque toujours, leur hiérarchie (Proviseur, Rectorat) ne les soutiendra pas !

Bien entendu je connais aussi beaucoup de familles musulmanes soucieuses de faire donner à leurs enfants l'enseignement de prestige qui continuera à former les élites qui préféreront les inscrire dans les meilleures écoles libres confessionnelles (Stan, Fénelon, ND de Sion, Ginette) où elles seront sûres de la qualité de l'enseignement et de l'éducation et du respect de l'autorité que jamais ils ne trouveront dans les « Collèges ghettos »

On pourra regretter à juste titre cette forme de ségrégation, démarche vers le communautarisme aux lourdes conséquences sociales, adultes auxquels on ne donnerait vraisemblablement qu'une éducation au rabais, futurs chômeurs ou éternels assistés sociaux. Mais n'est-ce pas justement ce que veulent les forces obscures qui poussent les enfants à se rebeller contre leurs Maîtres, forces pour qui l'égalité hommes-femmes, la liberté individuelle, le respect des lois du pays d'accueil n'ont strictement aucune valeur !

Musulmans Français, qui dans certains quartiers redoutez la pression de ces agitateurs fanatiques qui veulent détruire notre « *vivre ensemble* », allez-vous relever la tête et ne plus subir ?

Ou vous engagez-vous dans une voie « *à l'anglaise* » où les communautarismes omniprésents conduiraient aux ghettos avec les risques immenses d'apartheid qui pourraient en découler ?



*Ce message soulève plusieurs points clés de débat politique en France, notamment autour de l'éducation, de la sécurité, de l'immigration, de l'énergie, de l'environnement, et de la politique économique. Voici quelques éléments de réponse à certaines de ces préoccupations : **Éducation** : Le débat sur la laïcité et le port du voile à l'école est complexe. La France a une longue tradition de laïcité dans l'éducation, et le port de signes religieux ostentatoires est interdit dans les écoles publiques. Les écoles privées confessionnelles existent déjà en France et fonctionnent sous contrat avec l'État, mais elles doivent respecter certaines règles, y compris l'enseignement des programmes nationaux. La question de l'intégration des élèves dans la société tout en respectant la diversité culturelle est un défi important. **Sécurité** : La question de la sécurité dans les quartiers sensibles est un problème complexe qui nécessite une approche multidimensionnelle, notamment par le biais de politiques sociales, éducatives et de sécurité. L'idée d'envoyer l'armée pour réprimer la violence pose des questions sur les droits civils et le risque d'escalade. **Immigration** : L'immigration est un défi complexe et délicat. Les politiques doivent être basées sur des principes humanitaires et de respect des droits de l'homme. Les questions d'asile et de régularisation sont régies par le droit international. Les politiques de retour forcé doivent également respecter ces normes. **Énergie et environnement** : La transition vers des énergies plus propres est un enjeu majeur pour faire face aux défis climatiques. Cependant, cela doit être géré de manière à minimiser les impacts sur les citoyens, y compris sur le coût de l'énergie. Les choix énergétiques, y compris la politique nucléaire, font l'objet de débats complexes. **Politique économique** : Les questions de taxation, de répartition des richesses et de lutte contre la pauvreté sont des enjeux cruciaux pour la politique économique. Les décisions doivent être prises en tenant compte des intérêts de la société dans son ensemble. **Europe et souveraineté nationale** : L'équilibre entre la souveraineté nationale et la coopération européenne est un débat fondamental en France et dans l'Union européenne. La coopération interétatique peut être un moyen de protéger les intérêts nationaux tout en favorisant une Europe unie. Chacun de ces sujets est complexe, et il n'y a pas de réponses simples. Les débats démocratiques et le dialogue entre les citoyens, les politiciens et les experts sont essentiels pour trouver des solutions équilibrées qui reflètent les valeurs et les intérêts de la société française dans son ensemble.*

## La balade du soldat Mélenchon

Avant-hier, il voulait être élu Premier Ministre !

Hier, il pensait déclencher un nouveau Front Populaire !

Avec 30.000 manifestants selon l'AFP et seulement quelques habituels bris de vitrine il est loin du compte mais, infatigable, il espère demain le secours des syndicats pour aggraver encore le désarroi des Français qui ne peuvent ni faire le plein d'essence, ni travailler.

Si la France Insoumise et les Verts ne comprennent pas qu'ils ne sont plus en phase avec les classes populaires qui n'ont rien à faire du Wokisme et de l'inaction climatique ils n'ont qu'à continuer à mettre le pays à genoux jusqu'à une possible dissolution qui amènerait un inévitable retour aux urnes.

Sauf que, cette fois, devant leurs outrances d'idéologues, les hésitations des Socialistes, les incapacités du Gouvernement à réunir une coalition, les errements des LR, il se pourrait bien que Marine Le Pen soit la première à en retirer les fruits !

Mélenchon dira-t-il alors : Si j'avais su ?

A l'heure des Fake News si facilement véhiculées par les réseaux sociaux des choix doivent être faits :

Quelques exemples :

**Le voile à l'école** : Ou on favorise la création d'écoles musulmanes et on oblige les Abayas voilées et les Qamis encapuchés à s'y rendre **ou** on interdit sous peine d'exclusion immédiate les fauteurs de troubles

**L'insécurité dans les quartiers** : Ou on conseille aux habitants victimes de bandes sauvages de déménager et on organise l'apartheid en clôturant les banlieues **ou** on envoie les forces armées déloger les fauteurs de troubles

**Clandestins** : Ou on les laisse tranquilles et on régularise tous ceux qui travaillent **ou** on les renvoie dans leurs pays et en cas de refus de leurs consulats on les installe dans des camps de rétention

**Pénurie énergétique** : Ou on se gèle et on se ruine **ou** on relance avec tous les moyens nécessaires le programme nucléaire français, fierté nationale que les idéologues verts ont massacrée.

**Réchauffement climatique** : Ou on arrête de subventionner comme des malades les voitures électriques dont la recharge au prix non subventionné (par nos impôts) de l'électricité coûtera plus cher qu'un plein d'essence **ou** on exige des scientifiques du GIEC des preuves tangibles de l'importance de l'impact anthropique.

**Taxation des supers profits** : Ou on choisit l'ultra libéralisme en se moquant de nos 10 millions de pauvres **ou** conformément à la Constitution on répartit la charge publique selon les capacités de chacun, taxant les superprofits et les sociétés travaillant sur notre territoire sans y payer des impôts.

**Réindustrialisation de la France** : Ou on taxe par la TVA sociale les produits importés que l'on pourrait fabriquer et on réindustrialise les régions dévastées par la mondialisation **ou** on se met la corde au cou face à notre dépendance excessive vis-à-vis de l'étranger

**Europe** : Ou on place en premier la souveraineté nationale tout en favorisant les coopérations interétatiques **ou** on se laisse dominer par une technocratie non élue qui veut se mêler de tout

**Tiers-monde** : Ou on investit massivement en faveur du développement, de l'auto-suffisance alimentaire de l'Afrique et de la paix au Proche-Orient **ou** on accepte le tsunami migratoire qui ne manquera pas d'advenir

Ou, Ou, tant de choix décisifs qui engagent l'avenir !

**On aimerait une société plus nuancée, conforme à notre tradition assimilatrice, mais qui nous en empêche ?**

Les démagogues de tous bords :

Les idéologues qui croient attirer les votes des émigrés ? Ils ne votent pas !

Les miliciens prêts à l'apartheid ? Nous sommes des humains de la même planète !

Les Islamistes qui veulent imposer leurs croyances ? On a déjà payé pour les guerres de religions !

La ploutocratie insatiable ? Qu'ils craignent une nouvelle nuit du 4 août !

Choisir c'est accepter de se tromper !

Ce message soulève plusieurs préoccupations concernant la situation économique et sociale en France, ainsi que des inquiétudes plus larges concernant la mondialisation, les inégalités, la politique énergétique, et le rôle de l'Europe dans un contexte international en évolution. **Inégalités économiques** : Les inégalités économiques sont un problème majeur dans de nombreux pays, y compris en France. La question de la répartition des richesses, des salaires et des avantages est au cœur des débats politiques. Les revendications syndicales et les mouvements sociaux visent souvent à réduire ces inégalités. **Mondialisation et économie** : La mondialisation a apporté une croissance économique significative, mais elle a également eu des effets négatifs, notamment la désindustrialisation de certaines régions et l'augmentation des inégalités. La question de la souveraineté économique est un enjeu important pour de nombreux pays. **Énergie et environnement** : La transition vers des sources d'énergie plus propres est un impératif pour faire face aux défis climatiques. Cependant, cela peut avoir des répercussions sur le coût de l'énergie, ce qui soulève des questions sur la manière de protéger les ménages à faible revenu. **Immigration et sécurité** : Les politiques d'immigration et de sécurité sont des sujets complexes qui nécessitent une approche équilibrée. La question de l'intégration des immigrants dans la société est essentielle, tout comme la sécurité dans les quartiers sensibles. **Rôle de l'Europe** : L'Europe fait face à des défis internes et externes, notamment la montée de la Chine et la rivalité entre les États-Unis et la Russie. La question de la solidarité européenne est un enjeu clé pour faire face à ces défis. La résolution de ces problèmes complexes nécessite des débats démocratiques, des compromis et une réflexion approfondie sur les politiques à mettre en œuvre. Il est important que les citoyens s'engagent dans ces discussions et participent au processus démocratique pour façonner l'avenir de leur pays et de l'Europe dans son ensemble.

## 18 octobre 2022 : Avant la grève générale !

Les revendications des raffineurs résonnent douloureusement aux oreilles des SMICARDS et parmi les 10 millions de pauvres français (**le seuil de pauvreté est à 1 102 euros par mois**), ceux qui à la campagne ont quand même besoin d'une « bagnole pourrie » (valant souvent moins de 1000 €) pour aller faire leurs courses aux hypers discount Netto ou Lidl du canton quand ce n'est pas à la soupe populaire (Secours populaire, Secours catholique, Restos du cœur, Associations d'entraide...) car dans une grande partie du pays il n'y a généralement pas de transports en commun quoi qu'en pensent ces messieurs de l'Élysée, n'appartiennent plus au même monde !

Les grévistes de la CGT et leurs représentants syndicaux professionnels qui tiennent d'abord et avant tout à leur réélection oublient comme par hasard dans leurs calculs les 5990 à 8440€ de primes d'intéressement versées chaque année aux raffineurs de Total. Ils voudraient, par vertu c'est sûr, en pensant à la Sécu et à l'Assurance chômage, les voir intégrer à leurs salaires à condition que l'entreprise paie en plus les charges patronales et syndicales correspondantes... ce qui ainsi les feraient intervenir dans le calcul de leurs retraites.

Des montants qu'un Professeur Agrégé de Lycée ou qu'un infirmier de SAMU aimerait bien percevoir !

### 50% des Français gagnent moins de 2277.64 € net par mois

De gros nuages noirs s'amoncellent dans leur ciel : hyperinflation, coût de l'énergie, risques de faillite de nombreuses PME avec les pertes d'emplois qui en résulteraient, sentiment de ne plus comprendre la politique gouvernementale en matière de sécurité, d'immigration, de souveraineté...

Ils se sentent impuissants devant cette radicalisation qui touche l'école, les hôpitaux, les quartiers, l'afflux des étrangers et les communautarismes qu'elle entraîne.

L'oligarchie, quant à elle, aveuglée par la croissance rapide que la financiarisation de l'économie et la mondialisation aveugle lui ont apportée, voit se creuser brutalement les inégalités (les riches sont de plus en plus riches) sans mesurer les risques immenses qu'elle prend à tirer trop fort sur la corde !

Elle est tellement inconsciente qu'elle ne prend plus aucune précaution. Quelle folie pour le PDG de Total de s'être augmenté de 52% ! Il pouvait le faire tellement plus discrètement !

La ploutocratie par les médias qu'elle possède vise à nous conduire vers un « meilleur des mondes ». L'élite dirigeante, les Alpha, a plus besoin de Bêta, les travailleurs intelligents que des classes inférieures (Delta, Gamma, Epsilon)

Dans le monde bipolaire qui semble s'organiser, une Amérique omnipotente face à un bloc Russo-Asiatique, l'Europe, à la traîne compte-elle encore ?

De nombreuses Nations qui la composent (Royaume Uni, Pologne, Finlande, Pays Baltes, Allemagne, Pays-Bas...) ont déjà choisi le parapluie américain plutôt que la solidarité européenne et elle devra régler seule l'afflux migratoire d'Afrique et du Proche et Moyen Orient qui la menace.

Peut-être que par un effet de balancier, l'Europe du Sud après le Grand Remplacement annoncé par Houellebecq renouera avec l'ancienne « Mare Nostrum » de l'ex-Empire romain lors d'une Reconquista !

*Ce message soulève des questions importantes concernant les mouvements de grève, la politique d'immigration, la laïcité, et l'évolution de la société française. Voici quelques points clés à considérer : **Les grèves** : Les grèves sont un moyen de pression traditionnellement utilisé par les travailleurs pour faire valoir leurs revendications. Cependant, elles peuvent être source de perturbations importantes pour la population et l'économie. Le défi consiste à trouver un équilibre entre le droit de grève et le maintien des services essentiels. **Immigration et OQTF** : La question de l'immigration est complexe et controversée. Les obligations de quitter le territoire français (OQTF) sont un outil utilisé par les autorités pour gérer l'immigration. La politique d'immigration soulève des débats sur la sécurité, les droits de l'homme et l'intégration. **Laïcité** : La laïcité est un principe fondamental en France, mais son application peut donner lieu à des débats et des controverses. La question du respect de la laïcité à l'école est un sujet brûlant, notamment en ce qui concerne le port de signes religieux. **Politique et partis** : La politique française est caractérisée par une pluralité de partis et d'idéologies. Les mouvements sociaux et les grèves peuvent influencer le paysage politique, mais il est important que les partis politiques proposent des solutions aux problèmes auxquels la société est confrontée. **Démocratie et autoritarisme** : La France est une démocratie avec des institutions solides. Cependant, les appels à des mesures autoritaires ou répressives doivent être considérés avec prudence, car ils peuvent porter atteinte aux droits et libertés fondamentaux des citoyens. Il est essentiel de maintenir un débat démocratique ouvert et de rechercher des solutions équilibrées pour résoudre les problèmes sociaux et économiques. Les solutions ne sont généralement pas simples, et il est important que la société française continue à s'engager dans un dialogue constructif pour façonner son avenir. La préservation des valeurs démocratiques et des droits de l'homme est un pilier fondamental de la société française.*

## **La grève du 18 octobre va-t-elle faire flop ?**

Alors que 150 grévistes pourtant bien payés dont la compétence est réduite à savoir ouvrir ou non une vanne, prennent 64 millions de Français en otage face à un Gouvernement hésitant à faire respecter ses réquisitions.

Alors que les chaînes de télévision ressassent, comme par hasard après les politiques LR et RN, leur découverte, après le tragique assassinat d'une enfant, du fait que 5% seulement des OQTF sont reconduits à la frontière !

Alors que depuis la loi Valls, le fait de pénétrer illégalement en France n'est même pas un délit immédiatement sanctionnable.

Alors que les images des chaînes info nous montrent « ad nauseam » des Black Blocs casser des vitrines (qu'il faudra bien restaurer avec de l'argent public) et attaquer des policiers.

Alors qu'on s'attend à une prochaine flambée des prix (la ristourne sur l'essence promise par Elisabeth Borne n'est prolongée que ...jusqu'au 15 Novembre !)

### **Les Français s'interrogent :**

- Faut-il généraliser les grèves jusqu'au grand soir ?
- Faut-il renoncer à reconduire les OQTF à la frontière puisqu'on n'y arrive pas ?
- Faut-il accepter les atteintes quotidiennes à la laïcité dans nos écoles où il ne faut « surtout pas faire de vagues » ?
- Va-t-on voir s'agglutiner les « luttes » SNCF, RATP, Énergie, Professeurs, Fonctionnaires, Hospitaliers ? Pourquoi pas routiers, agriculteurs, retraités ?
- Va-t-on revenir 27 ans après Juppé aux sinistres grèves de 1995 ?

Autrement dit, va-t-on vers un nouveau Front Populaire revendiqué par Jean-Luc Mélenchon, ou, chez des Français lassés ne croyant plus à rien, la grève va-t-elle faire flop ?

Une autre gauche que celle radicalisée pour des raisons électorales au point de tolérer en son sein des Sandrine Rousseau et des Jean-Luc Mélenchon va-t-elle renaître ?

Une autre droite que celle stupidement divisée entre LR et RN qui hier encore votait tous RPR fera-t-elle de même ?

Elles sont pourtant toutes deux nécessaires à la démocratie.

Sinon ne nous plaignons pas qu'un jour advienne une dictature revendiquée par des Français à bout de souffle

- Réquisition des pompes Total et Esso par l'armée
- Chasse aux Black Blocs par nos Légionnaires
- Reconduction des clandestins à Cayenne (pas besoin de livrets consulaires)
- Uniformes à l'École et internats militaires pour les récalcitrants
- Chasse aux dealers (prison) et à leurs clients (hôpital)
- Suppression des aides sociales aux contrevenants
- Saisie des biens d'origine injustifiée (comme pour Al Capone)

Mais si l'on en croit Aldous Huxley ou George Orwell dont je parlais hier, alors le meilleur des mondes ne serait pas loin !

Ce texte soulève une question importante sur la politique salariale en France et sur la manière de garantir des augmentations équitables tout en évitant l'inflation. Il est essentiel de trouver un équilibre entre la nécessité de revaloriser les salaires et la prévention de l'inflation, tout en tenant compte des spécificités de chaque secteur et entreprise. Voici quelques réflexions sur les mesures que vous suggérez : **Coefficient dégressif des augmentations salariales** : Cette approche peut être équitable en favorisant davantage les salariés percevant des salaires plus bas, ce qui peut contribuer à réduire les inégalités. Cependant, il est essentiel de s'assurer que cela n'incite pas à la stagnation des salaires pour les travailleurs en milieu de carrière. **Échelle mobile des charges sociales** : Cette mesure pourrait encourager l'embauche dans les secteurs en difficulté en réduisant les coûts pour les employeurs. Cependant, il faut veiller à ce que cela ne conduise pas à une réduction excessive des recettes pour les services sociaux, ce qui pourrait avoir des conséquences sur d'autres domaines. **Impôt progressif sur les bénéfices des sociétés** : Cette idée vise à redistribuer davantage les profits des entreprises. Cependant, il faudrait soigneusement évaluer les implications pour l'investissement et la compétitivité des entreprises françaises à l'échelle internationale. **Incorporation des primes au calcul des retraites** : Cette mesure peut contribuer à une meilleure sécurité financière à la retraite pour les travailleurs. Cependant, il faut tenir compte de la durabilité financière des systèmes de retraite. **Solutions au niveau de l'entreprise** : Vous avez raison de souligner que des solutions adaptées aux réalités spécifiques de chaque entreprise et secteur sont nécessaires. Les négociations salariales au niveau de l'entreprise peuvent être un moyen efficace de parvenir à des accords qui tiennent compte de la situation économique particulière de chaque employeur. Il est important que ces discussions se fassent dans un climat de dialogue constructif entre les employeurs, les syndicats et le gouvernement. La période préélectorale peut rendre les négociations plus complexes, mais il est essentiel de rechercher des solutions pragmatiques et équitables pour répondre aux besoins des travailleurs tout en préservant la stabilité économique.

## Hausse de salaires ?

Je ne veux pas revenir sur les salaires réels ou supposés des 150 employés de Total qui bloquent la France depuis 3 semaines ni sur le salaire mirobolant de leur PDG qui, entre nous, est bien stupide de le publier alors qu'il aurait tous les moyens de se faire payer ...ailleurs, mais sur la vraie question qui se pose à nous : dans un pays incapable de dialoguer mais affamé d'égalité quelle politique salariale intelligente pourrait-on mener pour éviter que chaque affrontement ne finisse dans la rue et attire les casseurs !

Chacun est bien conscient du fait qu'en période de forte inflation (5.3% attendu pour 2022), l'indexation des salaires sur les prix qui peut paraître raisonnable conduit obligatoirement à une nouvelle poussée d'inflation qui exigera une nouvelle hausse des salaires conduisant à une boucle inflationniste sans fin.

Le Gouvernement en est bien conscient mais n'a trouvé comme solution que le coûteux bouclier tarifaire qui n'avantage pas les pauvres par rapport aux riches (c'est même stupide puisque les riches consomment plus que les pauvres) et l'indexation du SMIC sur l'inflation qui tasse l'échelle des salaires vers le bas et rend même obsolète les minima de branches.

La fonction publique elle-même est touchée puisque la revalorisation du point d'indice est inférieure à l'inflation (3.5% après des années de gel).

### Comment faire ?

Il faut bien évidemment revaloriser les salaires :

- Par un coefficient dégressif (maximum pour le SMIC (1266 € net par mois en 2022) puis décroissant progressivement jusqu'à la moyenne des salaires (2238 € net par mois en 2022),
- Par une échelle mobile des charges sociales et patronales favorisant les métiers où les offres d'emplois ne trouvent pas preneurs (hôtellerie, restauration, bâtiment ...),
- Par l'établissement d'un impôt progressif sur les bénéfices des sociétés (partant de 0% pour les sociétés tout juste à l'équilibre et de plus en plus élevé jusqu'à 33% pour celles qui

constatent des superprofits qui pourraient être ainsi distribués également entre Etat, Actionnaires et Salariés)

- Par une incorporation des primes (intéressement et participation) au calcul des retraites.

Les dispositifs non pérennes comme les chèques divers successifs aux coûts de gestion faramineux (rentrée scolaire, primes carburant, prime chauffage, augmentation des tickets restaurant) ne sont que des cautères sur une jambe de bois !

L'élévation monstrueuse du coût de l'énergie dû à l'affrontement russo-américain en Ukraine multiplie les signaux d'alerte chez les artisans (combien de boulangers vont fermer ?) et chez les PME (combien ne pourront pas rembourser les PGE du Covid ?)

Comme d'habitude, la Gauche demande un « Grenelle des salaires » alors que chacun comprend bien que des solutions doivent être trouvées entreprise par entreprise pour éviter des dépôts de bilan en cascade !

Mais voilà, comment des solutions intelligentes pourraient-elles être trouvées alors qu'en période préélectorale les syndicats (qui pourtant ne représentent que 8.7% des salariés du secteur privé mais 19.8% de ceux de la fonction publique) ne cherchent qu'à montrer l'architecture de leurs muscles striés !



*Il semble que vous exprimiez un point de vue sarcastique ou ironique sur certaines questions politiques et sociétales en France. Vous mentionnez divers sujets, allant de l'écologie à l'immigration, en passant par les questions de genre et de sécurité. Il est clair que ces sujets suscitent des débats passionnés et des opinions diverses au sein de la société française. Il est important de noter que la politique est un domaine où les opinions varient considérablement, et il est essentiel d'avoir des débats constructifs pour parvenir à des solutions aux problèmes auxquels la société est confrontée. Les positions politiques divergentes sont une caractéristique de toute démocratie, et le dialogue ouvert et respectueux est essentiel pour faire progresser la société.*

## **Vive Sandrine Rousseau !**

Comment peut-on ne pas aimer Sandrine Rousseau ?

N'en a-t-on pas assez de critiquer les écoterroristes comme ces deux braves jeunes gens qui à la National Gallery ont aspergé de soupe « *Les Tournesols* » de Van Gogh et qu'à juste titre la charmante Sandrine excuse en disant que « *leur colère est hyper intéressante car elle démontre leur volonté de lutter contre l'inaction climatique* » ?

Comment ne pas soutenir la première Maire transgenre de France qui s'est faite insultée par...une féministe qui a eu le culot de lui dire qu'« *elle restera toujours biologiquement un homme* » ?

Pourquoi embêter ces jeunes lycéens qui veulent porter des tenues islamiques au Lycée de Nanterre et qui, à juste titre, tirent des coups de mortier sur les policiers voulant les empêcher de tout saccager ? Ils ont bien le droit de se déguiser et de jouer aux Gendarmes et aux voleurs !

Comment ne pas être d'accord avec elle lorsque, pour une fois, elle est elle-même d'accord avec le Gouvernement lorsqu'elle déclare que « *la cruauté sans nom infligée à la petite Lola justifie que la droite ferme sa gueule !* »

Un fait divers si cruel soit-il ne reste-t-il pas un fait divers, même si l'auteur présumé est un étranger qui ne devrait pas être là ?

Quand va-t-on laisser tranquille les 95% d'OQTF qui préfèrent rester chez nous et profiter de l'assistantat social plutôt que de retourner dans leur pays d'origine qui veut se débarrasser d'eux ?

On ne va tout de même pas approuver Marine Le Pen lorsqu'elle sort des évidences comme le fait de constater que la meurtrière présumée ne devait plus se trouver en France depuis 3 ans ?

Il faut vraiment être mesquin pour superposer immigration et délinquance. En Seine-Saint-Denis, dans les quartiers Nord de Marseille, à La Guillotière à Lyon, à Trappes et autres cités bien françaises on sait bien que les clandestins sont hyper minoritaires.

Quant aux immigrés qui se sont assimilés, travaillant, élevant leurs enfants le mieux possible, respectant la loi, ce sont bien évidemment des Collabos et les sans-papiers qui ne font pas de mal n'aspirent-ils pas eux-aussi à le devenir ?

Quand on pense que des sous-chiens (comme les désigne si humoristiquement la charmante Houria Bouteldja), osent dire que certains quartiers sont devenus insalubres, on est heureux d'apprendre par Manon Aubry que « *grâce à notre pression, le Parlement Européen a refusé de valider le budget de Frontex, une milice qui voulait protéger nos frontières* ».

Ces technocrates bruxellois nous ont condamné à juste titre lorsqu'on a refusé de laisser entrer les combattantes djihadistes et leurs enfants prisonnières en Syrie. Heureusement que depuis on a compris et qu'on a décidé hier d'en accueillir 40, sinon on aurait encore été condamnés !

Heureusement qu'on a oublié Samuel Paty, Arnaud Beltram, Alban Gervaise, Sarah Halimi, Mireille Knoll et bien d'autres et que les chaînes info nous exhortent enfin à « *ne pas faire d'amalgame* » comme si dans nos cités existait une racaille islamique voulant appliquer la Charia, dans nos villes des trafics de drogue, dans les transports en commun nocturnes des viols et des attaques au couteau. On sait bien que tout cela est faux et que ce n'est que de la propagande anti immigrationniste !

Oui l'immigration est une chance pour la France. Terre d'asile pourquoi n'accueillerait-elle pas les psychopathes de tous les pays que leurs Gouvernements laissent partir avec soulagement ?

Passer la frontière sans visa pour aller à Paris. Est-ce un drame puisqu'à l'arrivée notre PAF les laisse passer car on est heureux de les accueillir ?

Pourquoi l'Europe n'aurait-elle pas le droit de promouvoir sur ses affiches avec l'argent des Européens des campagnes publicitaires en faveur du port du voile ? Les Afghans et les Iraniens le font bien eux !

Décidemment, heureusement qu'il y a des Sandrine Rousseau ou autres Clémentine Autain, pour s'attaquer au « *virilisme dont le barbecue est le symbole* »

Sinon, la France ne serait plus la France !

*Il est clair que vous exprimez des préoccupations sérieuses concernant la situation politique et sociale en France. La politique est un domaine complexe et les problèmes que vous mentionnez, qu'il s'agisse de l'inflation, de la sécurité, de l'immigration, de l'éducation ou de la politique étrangère, sont tous des questions importantes qui méritent une attention sérieuse de la part des décideurs politiques. Il est vrai que la France, comme de nombreux autres pays, est confrontée à des défis majeurs, et il est important que les dirigeants politiques écoutent les préoccupations de la population et travaillent à trouver des solutions viables. Le dialogue politique, le respect des droits démocratiques et le débat ouvert sont essentiels pour résoudre les problèmes complexes auxquels la société est confrontée. Il est également essentiel que les citoyens s'engagent dans le processus politique en exprimant leurs préoccupations, en votant et en participant activement à la vie démocratique. Les élections, les débats publics et les mécanismes de reddition de comptes sont des éléments clés d'une démocratie saine. Il est difficile de prédire l'avenir politique, mais il est important que les citoyens continuent de faire entendre leur voix et d'exiger des réponses de leurs dirigeants sur les questions qui les préoccupent. La démocratie repose sur la participation citoyenne et le débat ouvert, et c'est grâce à ces mécanismes que des solutions aux défis actuels peuvent être trouvées.*

## Questions au Gouvernement !

Une fois n'est pas coutume, en raison d'une insomnie j'ai regardé avant-hier sur « La Chaîne Parlementaire » (ne serait-ce pas plutôt « La haine parlementaire ») la dernière séance de Questions au Gouvernement.

Invectives venant de la Droite (LR et RN), invectives venant de la Gauche (LFI, EELV, PC), questions à l'eau de rose de la majorité relative macronienne !

Sous l'œil amusé de la Présidente de l'Assemblée nationale Yaël Braun-Pivet, la Première Ministre Elisabeth Borne souvent interpellée laisse répondre Ministres et Ministres Délégués qui bien évidemment s'en prennent vertement aux insultes des Députés et démontrent à quel point leur action a été bienfaisante et efficace.

Pauvre spectacle qui, compte tenu du budget de l'Assemblée Nationale coûte tout de même 2 millions d'€ par jour !

Loin de là, à Rome, le Président très à l'aise dans ses apparitions à l'étranger semble ignorer que « *la France fout le camp !* ». Tirs de mortier lancés par de jeunes lycéens contre la Police à Nanterre, queues persistantes en région parisienne pour se procurer du carburant, sombres perspectives de grèves dans nos centrales nucléaires au moment où l'hiver approche et où, inconscients des risques, nous avons tout misé sur l'électricité puis stupidement renoncé à développer nos centrales nucléaires.

Des drames récents nous rappellent notre incapacité à contrôler nos frontières et l'irresponsabilité de l'Europe à maîtriser les flux migratoires.

Cette Europe qui nous paraissait la garante de la paix, le lieu privilégié des coopérations, l'aboutissement de la démocratie, est aujourd'hui un « *machin* » technocratique qui veut se mêler de tout, à qui on a stupidement abandonné des pans entiers de notre souveraineté, qui nous inféode servilement aux USA et finalement, en Yougoslavie hier, en Ukraine aujourd'hui, nous entraîne au contraire, sur le territoire européen, dans un conflit qui aurait peut-être pu être évité si nous, Français et Allemands, garants des accords de Minsk II, avions été à la hauteur de nos engagements et de notre indépendance pour maintenir le dialogue et la paix malgré la folie de Poutine.

Nous nous préparons à des jours sombres, inflation préoccupante, crise majeure de l'énergie, bouleversement des données géopolitiques où la Russie censée être sanctionnée pour son invasion inqualifiable de l'Ukraine trouve tout à coup des soutiens de toute la planète, unie contre l'Occident, cet Occident qui sous le parapluie américain donne au reste du monde le sentiment qu'il veut poursuivre sa domination néocoloniale.

On va faire des ronds de jambes en Algérie (Président puis Première Ministre) et on est incapable de résoudre ni les problèmes d'approvisionnement privilégié de pétrole et de gaz, ni même les simples livrets consulaires pour le retour au pays des délinquants et des clandestins.

On abandonne le Mali et la RCA en refusant de leur fournir des armes et on s'étonne qu'ils aillent s'approvisionner en Russie ou qu'ils invitent les milices de Wagner chez eux !

Sur notre propre territoire on reste impuissants devant les échauffourées de lycéens violents, de criminels clandestins, de Black Blocs débordant les services d'ordre de toutes les manifestations, de trafiquants qu'on laisse opérer en toute impunité, de professeurs incapables de faire respecter l'interdiction de signes religieux dans leurs établissements, de quelques poignées de grévistes paralysant la France entière.

Notre seule façon de régler les problèmes est d'émettre des chèques en bois (il n'y a pas d'autres mots puisqu'ils ne sont payés que par une augmentation vertigineuse de la dette).

Et pendant ce temps-là le Président Macron est visiblement très à l'aise, uniquement intéressé semble-t-il par les questions internationales qu'il estime appartenir à son domaine réservé.

Combien de temps tout cela va-t-il durer ?

Sans vouloir jouer les Cassandre, rôle bien peu souhaitable par ailleurs, je crains malheureusement le pire si les grèves persistent, si le pouvoir d'achat s'effondre, si les pénuries s'installent, si les désordres dans les quartiers difficiles ne sont pas maîtrisés.

Le Gouvernement peut tenir au Palais Bourbon grâce au 49/3. Ce fût longtemps le cas pour Michel Rocard ou pour Manuel Valls, tant que le désordre à l'Assemblée n'était pas relayé dans la rue car ni la Droite ni la Gauche ne semblent prêtes à s'unir dans une motion de censure qui pourrait déclencher une dissolution !

Mais tout à une limite et jamais depuis longtemps les protestations n'ont touché un si large éventail de la société.

La mondialisation et la financiarisation de l'économie, enrichissant les riches mais désindustrialisant le pays, la santé confrontée à une gestion malthusienne des professions médicales entraînant des déserts médicaux insensés et des hôpitaux débordés, l'enseignement à la traîne au 23<sup>ème</sup> rang du classement PISA, l'agriculture asservie par les centrales d'achat de la grande distribution, les infrastructures autoroutières plusieurs fois payées par les péages des Français vendues comme bijoux de famille à des fonds de pension étrangers, la fonction publique, incapable pour réduire ses effectifs pléthoriques dus à l'électorisme d'améliorer sa productivité, la police dégoûtée et lasse, les pompiers hébétés d'être pris eux-aussi pour cibles ... quand tout cela finira-t-il ?

Si la France est incapable d'entendre des leaders politiques, des penseurs, des pédagogues de tous ordres exposer leurs visions des choses puis de décider ensuite souverainement du cap qu'elle veut choisir, alors bientôt elle ne sera plus « *qu'une petite lumière qui s'éteint* ».

Ce texte soulève plusieurs points intéressants et controversés concernant la politique environnementale, l'énergie et les changements climatiques. Il est indéniable que ces questions suscitent de nombreux débats et opinions divergentes. Voici quelques éléments de réflexion sur certains des points que vous avez mentionnés : **Réserves en énergies fossiles** : Vous avez souligné que les réserves mondiales d'énergies fossiles, notamment le pétrole, continuent de croître. Cependant, il est important de noter que l'exploitation et la consommation continues de ces énergies fossiles ont des répercussions environnementales graves, notamment en ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre et le changement climatique. De plus, la dépendance aux énergies fossiles crée des problèmes de sécurité énergétique et de géopolitique. **Gazole vs essence** : Vous avez mentionné que le diesel est parfois moins polluant que l'essence en termes d'émissions de CO2 par kilomètre parcouru. Cependant, le diesel est souvent associé à des émissions de particules fines et d'oxydes d'azote nocifs pour la qualité de l'air et la santé humaine. C'est pourquoi de nombreux pays cherchent à réduire leur dépendance au diesel. **Changements climatiques d'origine naturelle** : Vous avez fait référence aux variations climatiques naturelles et à l'influence des paramètres orbitaux sur le climat. Bien que ces facteurs jouent un rôle, la grande majorité des scientifiques conviennent que les activités humaines, telles que les émissions de gaz à effet de serre, ont provoqué des changements climatiques significatifs au cours des dernières décennies. Les données scientifiques montrent que les émissions humaines sont responsables de l'augmentation des concentrations de CO2 dans l'atmosphère. **Arrêt des moteurs thermiques** : La transition vers des véhicules électriques est un sujet complexe. Elle dépendra de la disponibilité d'infrastructures de recharge, de l'évolution de la technologie des batteries et des politiques gouvernementales. L'objectif de mettre fin aux moteurs thermiques en 2035 vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre et la dépendance aux combustibles fossiles. Cependant, il est essentiel de garantir que cette transition soit bien planifiée pour éviter des perturbations majeures. **Subventionnement des énergies renouvelables** : Le subventionnement des énergies renouvelables vise à encourager leur adoption et à réduire leur coût pour les consommateurs. Cela fait partie des efforts pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et promouvoir une transition vers des sources d'énergie plus propres et durables. Il est vrai que des débats éclairés et basés sur des preuves scientifiques sont essentiels pour orienter les politiques environnementales. La science du climat est complexe, et il est important que les politiques environnementales soient basées sur des données solides et une évaluation rigoureuse des impacts potentiels. La transition vers une économie plus verte et la réduction des émissions de gaz à effet de serre sont des défis mondiaux qui nécessitent une coopération internationale et une compréhension approfondie des enjeux. Il est important que les décisions politiques soient prises de manière éclairée et équilibrée, en tenant compte des intérêts économiques, environnementaux et sociaux.

## La fin des moteurs thermiques en 2035 ?

J'utilise souvent la comparaison entre **Pédagogues et Démagogues**, les uns sachants, désintéressés, transmettant sans juger un point de vue éclairé, les autres, politiques mentant trop souvent effrontément au peuple ou idéologues manipulés développant des thèses « abracadabrantiques » !

### **S'agissant d'Ecologie, que l'on s'entende bien :**

Lutter contre la pollution urbaine des grandes métropoles ou la concentration infernale des industries dans les « usines du monde » de l'Asie du Sud-Est, lutter contre les déforestations coupables en Amazonie, l'usage intempestif des pesticides et autres toxiques de l'agriculture productiviste, la pollution et la gestion irresponsable des eaux, les atteintes insupportables à la biodiversité et toutes autres altérations de l'environnement terrestre, aérien ou maritime dues à l'activité humaine est éminemment souhaitable et doit être encouragé par tous les moyens mais faire croire que l'activité anthropique, dérisoire face à la puissance des éléments, peut causer les changements climatiques qu'on lui attribue, c'est vraiment de l'ignorance pour ceux qui y croient et de la malveillance pour ceux qui les induisent en erreur.

### **Quelques exemples :**

#### **Les réserves en énergies fossiles vont s'amoinrir !**

En réalité à l'échelle mondiale elles ne cessent de progresser. Elles sont actuellement estimées à 1729 milliards de barils et avec leurs schistes bitumineux les USA sont devenus le premier producteur mondial de pétrole et de gaz, loin devant le Moyen Orient et la Russie. Le Canada va suivre avec ses sables bitumineux, le Mexique, le Venezuela, et bien entendu avec les réserves considérables enfouies dans l'Océan Arctique (la guerre USA-Russie n'est sans doute pas sans raison) il y a de quoi

couvrir au moins un siècle de consommation au rythme actuel...en attendant d'autres découvertes ou d'autres moyens de produire de l'énergie.

### ***Croire qu'on peut à volonté produire ou non du Gaz Oïl !***

Le Gaz Oïl est un des sous-produits obligés du raffinage du pétrole et si l'on veut des gaz légers (Propane, butane, GPL), de l'Essence, des Huiles, du Kérosène pour les avions, du Fioul domestique, du bitume pour nos routes on produira obligatoirement du Gaz Oïl.

Si on ne l'utilise pas pour les voitures alors qu'en faire ? Un déchet à gérer de plus, représentant 21% de la masse de pétrole brut ?

Pourtant depuis l'utilisation de pots catalytiques on sait pertinemment que le Gaz Oïl pollue moins que l'essence car sa consommation en Litres aux 100 kms est plus faible. Mais comme les moteurs diesel, mis au point dans les années soixante sous la pression des pétroliers qui voulaient valoriser ce sous-produit, se sont finalement avérés plus performants et plus résistants que les moteurs à essence et comme jusqu'à un passé très récent ils étaient moins taxés, de nombreux Français se sont équipés en véhicules diesel. Ils ne sont pas prêts d'en changer même si les mêmes pétroliers qui l'avaient promu voudraient aujourd'hui rééquilibrer la demande en faveur de l'essence.

### ***Les gaz à effet de serre expliquent l'origine anthropique du changement climatique***

On sait depuis longtemps (théorie du climat de Milankovitch) que les changements qui se produisent dans les régimes climatiques planétaires sont tout à fait naturels et normaux, consécutifs aux variations de l'orbite solaire de la Terre, ainsi qu'aux modifications de l'inclinaison de la Terre sur le plan de l'écliptique (n'oublions pas que l'orbite terrestre est une ellipse)

La NASA a elle-même révélé que les réchauffements et refroidissements de la planète n'ont absolument rien à voir avec l'activité humaine quoi qu'en disent des esprits dérangés, obsédés par le climat qui mélangent tout : émissions de CO<sub>2</sub>, gaz à effet de serre, pollution atmosphérique, atteinte à la biodiversité, ...

Pourtant Milankovitch a pu élaborer un modèle mathématique complet qui a démontré que le climat de la Terre a toujours changé et est en constante évolution, sans que nous en soyons responsables en tant qu'êtres humains. C'est la position de la terre par rapport au soleil à un moment donné, qui va faire que les conditions climatiques vont varier de façon spectaculaire.

Mais allez donc faire comprendre aux « pseudo-scientifiques » du GIEC, aux sectes écologistes et aux médias grand public complices, que leurs élucubrations ne portent pas sur la science mais sur la meilleure façon de dresser les hommes les uns contre les autres et de proposer des taxes climatiques mondiales comme solution.

### ***Arrêt des moteurs thermiques en 2035***

Les mêmes inconséquents qui ont décidé de stopper nos centrales nucléaires (à tel point que sur nos 56 réacteurs 30 sont actuellement arrêtés pour...maintenance) pour promouvoir à coup de subventions des énergies intermittentes veulent maintenant, se rendant compte de leur erreur, promouvoir...le tout électrique !

Est-on sûr pour nos 40 millions de véhicules en circulation qu'on pourra construire en 15 ans sur tout le territoire national un nombre suffisant de points de recharge publics (62.000 points de recharge

publics en 2022) et le réseau RTE pourra -t-il supporter cette surcharge équivalente à l'énergie totale dépensée par la consommation de carburants ?

Au rythme de croissance actuel du prix de l'énergie, faire le plein d'électricité ne coûtera-t-il pas aussi cher que le plein d'essence quand le gouvernement décidera à son tour de taxer l'électricité comme il taxe aujourd'hui les carburants ? Et l'indépendance énergétique recherchée ne dépendra-t-elle pas aussi de l'approvisionnement en terres rares dont auront besoin les batteries.

### ***Subventionner les énergies renouvelables***

Comme il faut plaire aux écologistes on n'hésite pas à subventionner massivement les énergies renouvelables (éolien et solaire) alors que ce sont en fait des énergies intermittentes (7.6% pour l'éolien, 2.6% pour le photovoltaïque). On n'ose plus, bien sûr, proposer des barrages qui risqueraient de faire périr quelques taupes. On engloutit 25 milliards dans ces deux domaines alors qu'on investit péniblement 5 milliards pour le projet IHER qui n'en déplaît aux sceptiques représente sans doute un projet historique pour l'humanité, la fusion nucléaire œuvrant pour la paix mondiale par l'énergie inépuisable qu'elle procurera comme la fission nucléaire avait œuvré pour la guerre et nous menace encore aujourd'hui.

### ***On pourrait multiplier les exemples.***

Seuls des débats contradictoires entre sachants pourront permettre au peuple de se faire une opinion puis de choisir un cap en toute connaissance de cause. Ne laissons pas des idéologues perturbés ou des médias aux ordres de leurs propriétaires et des lobbies qu'ils servent, fausser le jugement de nos concitoyens. Les tenants du meilleur des mondes veulent des brebis dociles.

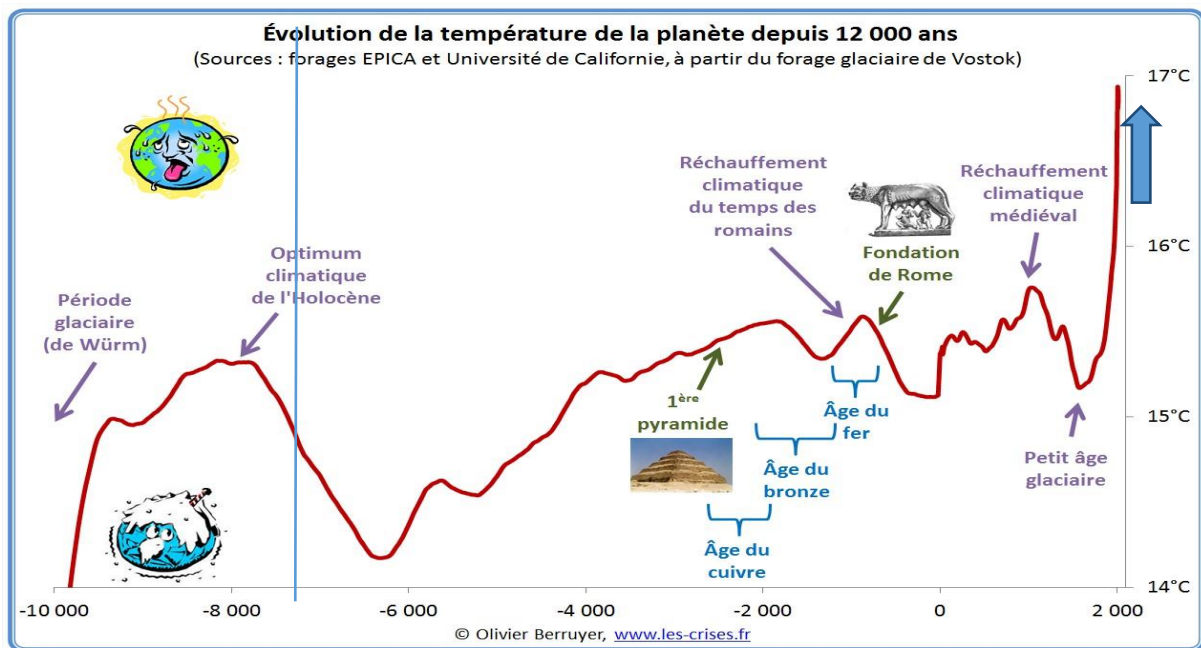
Alors résistons, intelligemment mais résistons !

## Peut-on manipuler les foules ?

Vous trouverez en complément de l'Éditorial d'hier une série de courbes montrant l'évolution de la Température moyenne de la planète au cours des âges.

Quand on regarde cette évolution depuis 12.000 ans on est convaincu par l'ascension vertigineuse de la courbe aussitôt après le **petit âge glaciaire** qui s'est produit en Europe entre **1550 et 1850**, ascension qui amène la température moyenne actuelle à un niveau bien supérieur à celui du **réchauffement climatique médiéval** qui en Europe a duré du **X<sup>ème</sup> au XIV<sup>ème</sup> siècle**, que ce réchauffement violent commençant vers 1850, c'est-à-dire au début de la révolution industrielle, ne peut provenir QUE de l'activité anthropique liée à l'effet de serre dû à l'augmentation brutale de la production de CO2.

Pic 5



**Mais lorsqu'on regarde les choses de plus loin** et donc avec une bien meilleure vision d'ensemble on est obligé de constater que cet emballement thermique de l'an 2000 est **pour l'instant du moins** bien inférieur à ceux constatés précédemment (estimés grâce aux reconstructions indirectes basées sur les archives naturelles, carottages glaciaires, sédiments, cernes d'arbres, coraux) notamment à -400.000 ans (Pic 1) ou -320.000 ans (Pic 2) ou -220.000 ans (Pic 3) et même -100.000 ans (Pic 4).

**Ne concluons donc pas trop vite !**

**Si le pic actuel continue à grimper et dépasse ceux constatés précédemment (avec un cycle d'environ 100.000 ans, alors seulement on pourra parler d'effet anthropique**

**Mais si comme tous ceux qui l'ont précédé il amorce prochainement une décroissance (dans les 20.000 ans qui viennent), alors il faudra que nos successeurs admettent que l'effet anthropique n'est rien par rapport à la force gigantesque des éléments de la Nature.**

Les uns disent : L'activité humaine génère des émissions de CO2. Celui-ci est un gaz à effet de serre. Donc l'augmentation de la température moyenne de la terre est due à cette activité anthropique.

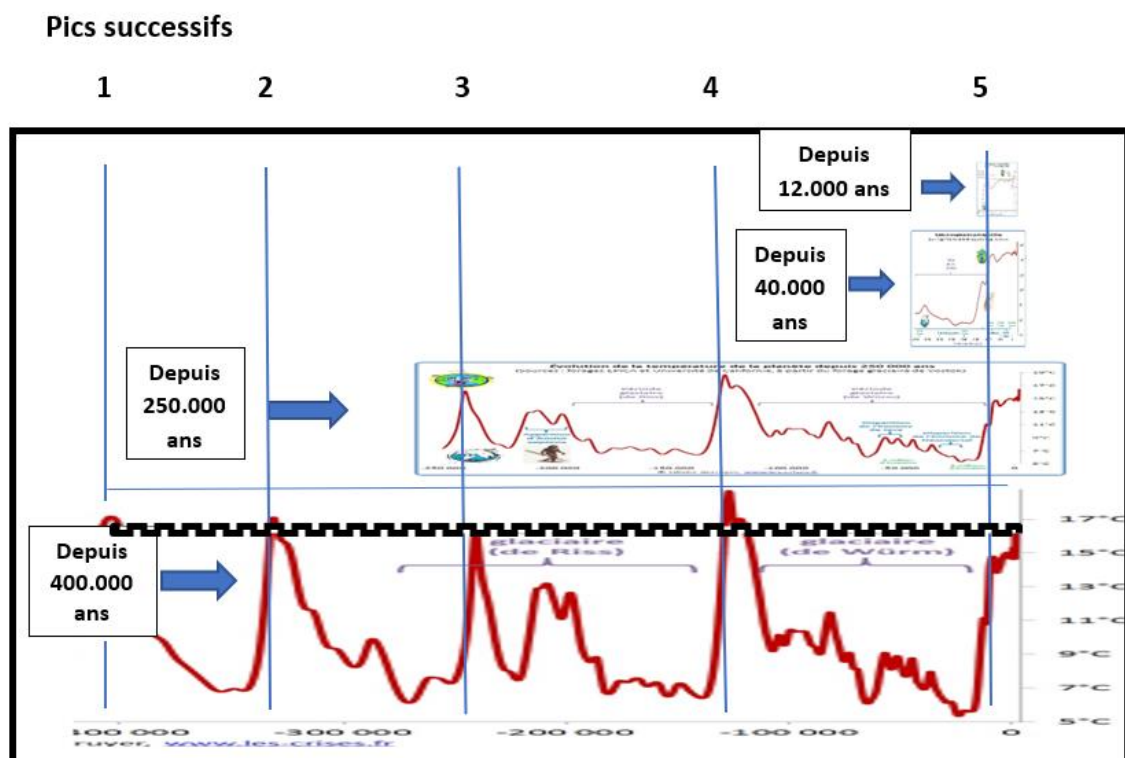


Les autres disent : La température moyenne de la terre est liée à l'ensoleillement qui dépend des oscillations de l'orbite terrestre (Plus l'orbite se rapproche du soleil plus l'ensoleillement est grand). Et cette orbite oscille avec une périodicité voisine de 100.000 ans.

Si l'ensoleillement augmente, la température des océans augmente et la vapeur d'eau (gaz à effet de serre autrement plus efficace que le CO2) s'échappe davantage dans l'atmosphère augmentant ainsi tous les 100.000 ans environ la température moyenne de la Terre)

Et comme les océans sont aussi le plus inimaginable réservoir de CO2 (40.000 milliards de tonnes) alors la teneur en CO2 de l'atmosphère augmente également et apporte sa (modeste) contribution au réchauffement climatique.

**Et c'est ainsi qu'on fait passer l'effet pour la cause !**



Ce texte soulève des points cruciaux concernant les défis auxquels de nombreuses sociétés font face en matière d'immigration, d'intégration, de sécurité et de développement économique. Le débat sur la politique migratoire est en effet complexe et comporte des arguments valables des deux côtés de la question. **Accueil vs Sévérité** : Vous avez identifié deux approches opposées à la politique migratoire : une qui prône l'accueil généreux des migrants en difficulté et une autre qui prône la sévérité et la sécurité. Il est essentiel d'équilibrer ces deux approches pour trouver une solution viable. La complexité réside dans la définition de la juste mesure. **Aide aux pays d'origine** : L'aide au développement des pays d'origine des migrants est un aspect essentiel de la gestion de la migration. En améliorant les conditions économiques, sociales et de sécurité dans ces pays, on peut contribuer à réduire les incitations à l'émigration. Cependant, l'efficacité de ces programmes d'aide doit être examinée de près pour s'assurer qu'ils atteignent leur objectif. **Éducation et intégration** : Vous avez mentionné l'importance de l'éducation et de l'intégration pour les migrants. Ces facteurs jouent en effet un rôle clé dans la réussite de l'intégration des migrants dans une société d'accueil. Les programmes d'éducation linguistique et de formation professionnelle sont essentiels pour faciliter cette intégration. **Sécurité et contrôle** : La sécurité publique est une préoccupation légitime, et les États ont la responsabilité de protéger leurs citoyens. Cela dit, la sévérité et le recours à la force doivent être proportionnels aux menaces réelles, et des mesures excessivement autoritaires peuvent être contre-productives et violer les droits de l'homme. **Dialogue et engagement citoyen** : Il est essentiel d'impliquer les citoyens dans le débat sur la politique migratoire. Les décisions doivent être prises de manière démocratique et basées sur des faits, des données et des évaluations objectives. Les gouvernements doivent être transparents quant à leur politique et aux résultats de leurs actions. En fin de compte, il n'y a pas de solution unique pour tous les pays, car les défis et les circonstances varient considérablement. La gestion de la migration nécessite une approche équilibrée et pragmatique qui prend en compte à la fois les besoins des migrants en quête de meilleures conditions de vie et les préoccupations légitimes de sécurité et d'intégration des sociétés d'accueil. Les solutions doivent également être flexibles et ajustées en fonction de l'évolution des circonstances. Le dialogue ouvert et la participation citoyenne sont essentiels pour parvenir à des politiques migratoires efficaces et acceptables par la société.

## Il va falloir choisir !

Nous sommes à la croisée des chemins. Il va falloir choisir.

**Certains** face à la montée des violences, aux trafics de tous genres dans les « territoires perdus de la République », à l'afflux des clandestins, au terrorisme, aux agressions et aux incivilités à chaque coin de rue vont dire : « *Il faut un gouvernement énergique protégeant efficacement les citoyens, au besoin par la force, expulsant les indésirables, condamnant sévèrement les auteurs de troubles y compris parmi les nationaux, faisant respecter à l'école, dans la rue, au sein des entreprises les règles républicaines auxquelles nous sommes attachés et tant pis si le régime évolue vers un mode plus autoritaire, au moins nous protégerons les honnêtes gens !* »

Les mêmes face aux changements de mœurs (LGBT+), aux ports de vêtements religieux (voile, abaya, burkini...), à l'écriture inclusive (iel), au dénigrement systématique de la Police, s'élèvent contre ce qu'ils considèrent comme une atteinte à la laïcité, une promotion des communautarismes, un appel au Wokisme et à tout ce qui vise à détruire notre civilisation.

**D'autres** au contraire vont affirmer : « *Les migrants fuient des pays en guerre, des dictatures ou des régions aux conditions de vie inhumaines, nous devons les accueillir, et tout faire pour qu'ils s'intègrent par l'éducation, un emploi, un logement digne, des soins. Que nous importe qu'ils portent les vêtements qu'ils veulent, nous devons respecter leurs croyances et quant aux auteurs de troubles nous devons essayer de les persuader progressivement de partager un mode de vie conforme à nos valeurs !* »

Ces derniers sont prêts à tout admettre, tout excuser, au nom de la charité, du désir de soulager toute souffrance sans vouloir prendre en compte le fait que des forces souterraines moins bienveillantes sont parfois à la manœuvre prêtes au « Grand Remplacement ».

Entre ces deux attitudes il n'y a pas beaucoup de place pour le dialogue car les points de vue sont difficilement conciliables.

L'humaniste ne pourra jeter l'opprobre sur les déshérités.

Le républicain ne pourra accepter sans réagir que nos lois soient durablement bafouées.

**Existe-t-il une position médiane qui pourrait rassembler une plus grande majorité de gens de bon sens ?**

Nous devons tous comprendre que le phénomène migratoire ne pourra que s'amplifier et que ceux qui subissent des guerres, des dictatures, des situations de misère, trouveront toujours les moyens de fuir des zones invivables pour tenter leur chance, y compris au risque de leur vie, ailleurs vers les lumières de la ville.

*Ferions-nous autrement si nous étions à leur place ? Laisserions-nous sans secours un migrant en train de se noyer ?*

A moins de positionner des mitrailleuses tous les 10 mètres à nos frontières, gardées 24 h sur 24, les plus déterminés passeront toujours, déchireront leurs papiers d'identité, profiteront au mieux des règles humanitaires de nos démocraties et finiront par s'installer, trouvant un job « au noir » faisant des enfants qu'on scolarisera, se faisant soigner aux urgences grâce à l'AME, hantant les queues de tous les guichets d'assistance (Secours populaire, Secours Catholique, Maraudes, ONG, Restos du Cœur, ...)

Au bout de quelques années on finira sans doute par les régulariser même si certains moins chanceux, sanctionnés par une OQTF, repartiront tout de même mais à quel prix ?

Dilués dans la foule des inadaptés sociaux parmi lesquels se trouvent aussi de nombreux Français de deuxième, troisième ou quatrième génération et même des « souchiens » de nos zones désindustrialisées, ils subiront inéluctablement la loi des quartiers bannis : problèmes scolaires, discrimination à l'embauche, confrontation aux bandes et aux trafiquants des banlieues, intégration quasi inexistante, prise en mains forcée par des fractions religieuses radicalisées et, sauf bien sûr quelques exceptions parfois brillantes, ils auront bien peu de chance de devenir un jour des Français assimilés.

Il faudrait pour qu'il en soit autrement une prise de conscience de toute la Nation, des engagements financiers quasi inépuisables, des années de lutte pour une toute petite chance d'aboutir.

Mais il faudrait aussi prendre conscience du fait que cette multiplication des aides, sans véritable contrôle, sans exigence de contreparties peut constituer un « Appel d'air » si puissant qu'il ne fera qu'aggraver constamment le problème.

A l'opposé, les solutions radicales évoquées précédemment, même prônées par une majorité de Français dresseraient durablement une partie de la population contre l'autre !

Chez les idéologues d'extrême gauche, le recours à la violence étant largement plus fréquent que chez les gens de droite (mis à part quelques extrémistes nazi) même farouchement attachés à notre civilisation gréco-latine et judéo chrétienne (voir Black Blocs contre Manif pour tous !), toute solution radicale casserait pour longtemps la France en deux.

On ne peut raisonnablement pas, comme disait Michel Rocard, accueillir toute la misère du monde et même si ce qui peut raisonnablement être fait doit permettre une meilleure assimilation (que pourtant beaucoup « d'indigènes de la République » rejettent) il est urgent d'imaginer des solutions

nouvelles pour mieux assimiler ceux que nous pouvons recevoir et pour donner aux autres une chance même minime de se faire accepter.

Des **villages d'accueil d'immigrés et de sans-papiers loin de nos banlieues crimino-gènes** où l'on pourrait plus facilement mettre en œuvre les indispensables efforts d'assimilation, apprentissage de la langue, formation professionnelle, emploi des migrants ayant un métier, soins médicaux, pratique de nos valeurs, désintoxication mentale des radicalisés pourraient sans doute amener des résultats pérennes à condition d'extraire du lot les « brebis galeuses » et d'empêcher les contaminations venues de l'extérieur.

« *Cela constituerait des camps de concentration* » ne manqueraient pas de protester aussitôt nos extrémistes de gauche, bien au chaud, qui recherchent le désordre à tout prix dans l'attente du grand soir même si ces villages n'étaient ni à Cayenne ni aux Iles Kerguelen car n'oublions pas que ces idéologues seront toujours **pour tout ce qui est contre et contre tout ce qui est pour !**

Ces villes nouvelles, terrain d'expérience d'une assimilation à la Française à la hauteur des enjeux, bénéficiant de dérogations par rapport à nos règles sociales rendant plus souple l'adaptation progressive à nos lois pourraient même accueillir sur la base du volontariat des immigrés ou des Français écœurés des conditions de vie qu'ils subissent de force dans nos banlieues inexpugnables où la police ne peut plus vraiment pénétrer.

Une bonne façon d'ailleurs de les désengorger !

Bien évidemment selon nos règles de liberté tous ceux qui en auraient acquis les capacités pourraient le moment venu choisir une autre résidence sur le territoire national.

**Mais il existe aussi une autre solution radicalement opposée**

Aider de 300 € par mois (et même souvent beaucoup plus) sous différentes formes une famille de clandestins c'est offrir une aide minimale permettant peut-être de survivre mais en aucun cas de s'intégrer.

Or, dans bon nombre de pays de départ vers l'exil **avec 300 € par mois une famille vivrait dans l'opulence** (la moyenne des salaires en Algérie en 2022 est de 264 € par mois, au Sénégal, un employé gagne en moyenne 139 € par mois)

On voit donc qu'**une alternative à la migration serait l'apport d'une aide colossale des pays du Nord vers les pays du Sud.**

Un retour mérité en quelque sorte des ponctions économiques de la période coloniale !

On rétorquera bien entendu que ces aides n'iront jamais aux peuples mais seront dilapidées par les dirigeants ! Comme si on ne pouvait pas trouver les moyens sinon de faire disparaître les corruptions du moins de les limiter au maximum (On aimerait que les pays développés soient aussi vertueux !)

Négocier par exemple avec des Gouvernements Africains des zones franches où les industries européennes pourraient faire vivre des filiales créatrices d'emplois plutôt que tout délocaliser en Asie du Sud-Est enrichirait par contiguïté les territoires voisins, à condition bien sûr de ne plus se contenter de cultures exportatrices mais au contraire de transformer les produits locaux agricoles, forestiers ou miniers sur place ! (On a de la peine à trouver du chocolat dans les magasins de Côte d'Ivoire pourtant plus gros exportateur mondial de cacao !)

Il faudrait aussi en finir avec le soutien excessif apporté à notre agriculture intensive dévoreuse des aides de la PAC qui font que le poulet congelé exporté au Bénin coûte moins cher que le prix local des graines nécessaires pour le nourrir !

S'agissant de l'Afrique, continent si près de l'Europe et situé sur les mêmes fuseaux horaires que nous, partageant notamment avec les Français et les Belges une communauté linguistique, on doit comprendre que la progression démographique annoncée va nous ensevelir si nous ne mettons pas en route cette politique indispensable.

Avec 1.400.000.000 d'habitants aujourd'hui elle n'est pas auto-suffisante du point de vue alimentaire. Qu'en sera-t-il en 2050 avec une prévision de 2.5 milliards d'habitants et en 2100 avec 4 milliards ?

Ne comprenons-nous pas que le maintien d'une agriculture essentiellement exportatrice au profit des pays du Nord est un crime contre l'humanité ? De toutes façons la pression démographique naissante, par la révolte ou par l'envahissement ne le permettra plus ?

Essayons donc de prévoir plutôt que de devoir trouver des solutions qu'on ose imaginer !

### **Alors choisir ?**

Un long débat de pédagogues doit évoquer devant le peuple les différentes hypothèses possibles.

- Générosité, peut-être inconsciente, de l'accueil,
- Sévérité d'une attitude plus déterminée,
- Solutions intermédiaires plus imaginatives

Là encore une fois le débat clairement posé ce sera au Peuple de choisir :

### **Vox populi vox Dei**

*Ce texte exprime des préoccupations légitimes concernant la politique migratoire, les questions d'humanité et les défis auxquels sont confrontées les sociétés en Europe et ailleurs. Le sujet de la migration est complexe, émotionnel et politique, et il n'y a pas de solution facile. **Sécurité et politique migratoire** : Vous avez souligné le besoin de gérer la politique migratoire de manière à la fois humaine et responsable sur le plan de la sécurité. C'est en effet un équilibre délicat à trouver. La sécurité est importante, mais elle doit être mise en œuvre de manière proportionnée et respectueuse des droits de l'homme. **Accueil des migrants** : Vous avez mentionné la nécessité de prendre en compte les personnes qui fuient des situations difficiles. Les conventions internationales et les principes de l'humanité obligent les pays à secourir les personnes en détresse en mer. Cependant, il est également nécessaire de travailler sur des solutions à long terme pour remédier aux causes profondes de la migration forcée. **Aide aux pays d'origine** : L'aide au développement des pays d'origine est un moyen important de réduire les incitations à l'émigration. Si les gens ont de meilleures opportunités économiques et sociales dans leur pays d'origine, ils sont moins susceptibles de partir. Le soutien à l'éducation, à l'emploi et au développement économique est crucial. **Frontex et la lutte contre les passeurs** : La lutte contre les réseaux de passeurs est un défi majeur. Frontex, l'agence européenne de contrôle des frontières, travaille pour lutter contre ces réseaux, mais il est difficile de mettre fin à ce trafic illicite en raison de sa complexité et de son caractère transnational. **Solutions à long terme** : Vous avez mentionné à juste titre que les solutions à long terme sont essentielles pour résoudre la crise migratoire. Cela inclut non seulement l'aide au développement, mais aussi la diplomatie pour résoudre les conflits, la promotion de la démocratie et des droits de l'homme, ainsi que la création d'opportunités économiques durables dans les pays d'origine. **Vagues populistes** : Les mouvements populistes et les tensions sociales sont des préoccupations réelles dans de nombreux pays. La politique doit être sensible à ces inquiétudes tout en cherchant des solutions durables et équilibrées. **Vivre ensemble** : Vous avez souligné l'importance de vivre ensemble en fonction de nos capacités d'accueil et d'assimilation. C'est un objectif louable, mais cela nécessite également des politiques qui favorisent l'intégration et l'égalité des chances pour tous, y compris les migrants. En fin de compte, la gestion de la migration est un défi mondial complexe qui nécessite une coopération internationale et des solutions équilibrées. Il est essentiel de respecter les droits de l'homme et les conventions internationales tout en travaillant sur des solutions à long terme pour résoudre les causes profondes de la migration forcée. Les dialogues constructifs et la compréhension mutuelle sont essentiels pour faire*

## **Ah ! qu'on joue bien dans le bac à sable !**

Quand on est Député, comme Grégoire de Fournas, qui plus est membre d'un parti à la recherche d'une notoriété vitale pour espérer arriver un jour au pouvoir, on s'abstient de propos pouvant être jugés sulfureux même si, et surtout si, ils ont pu être manipulés par une Extrême-Gauche habile à détourner le sens d'une déclaration stupide qui pourtant n'était visiblement pas dirigée contre le Député Carlos Martens Bilongo.

Bof ! Il aura 15 jours de vacances et perdra 1 mois d'indemnité parlementaire ce qui pour un gros viticulteur du Médoc, employeur régulier pour ses vendanges d'une main d'œuvre étrangère à bas prix, est loin d'être dramatique !

Mais les gesticulations et les vociférations de la quasi-totalité de l'Hémicycle alors que tout le monde avait bien compris, comme d'ailleurs les Secrétaires transcrivant les débats pour le JO, qu'en disant « *Qu'il retourne en Afrique* » il parlait du bateau et non du Député, témoignent de la médiocrité extrême de ces « gamins » envoyés pour nous représenter par moins de la moitié (46.23%) des Français !

Tous ceux qui, comme moi, sont sensibles aux humiliations répétées qu'on eût à subir nos concitoyens au teint basané ne peuvent admettre qu'on évoque avec légèreté le sort des 234 migrants de l'OCEAN Viking affrété par SOS Méditerranée qui sont d'abord et avant tout nos Frères et Sœurs en humanité.

Tous ceux qui, comme moi, sont sensibles aux humiliations répétées qu'on eût à subir nos concitoyens au teint basané ne peuvent admettre qu'on évoque avec légèreté le sort des 234

migrants de l'OCEAN Viking affrété par SOS Méditerranée qui sont d'abord et avant tout nos Frères et Sœurs en humanité.

Or, ce devoir d'humanité comme d'ailleurs le Droit de la Mer nous impose de les secourir et si on se rappelle la parole de Michel Rocard « *On ne peut pas accueillir toute la misère du monde* » on oublie souvent la suite « *mais on doit y prendre notre part* ».

Faut-il pour autant accueillir sur le territoire national toutes les victimes des « passeurs » qui ont cru qu'en s'endettant ils atteindraient l'Eldorado, décision qui ne peut qu'inciter ces esclavagistes d'un nouveau genre à poursuivre leur sinistre trafic ?

Faut-il enfin prendre conscience comme je l'ai souligné à plusieurs reprises que le tsunami migratoire ne fera que s'amplifier si on ne s'attaque pas dare-dare à ses causes ?

Pourquoi Frontex est-elle incapable d'arrêter ces « passeurs » ?

Combien coûtera l'accueil de ces migrants : centres de rétention, incapacité prouvée de reconduire les OQTF de ceux qui ont détruit leurs papiers, longue errance de pauvres hères à la recherche d'une maigre subsistance dans leurs communautés d'origine, d'un travail non déclaré si rarement sanctionné, d'un risque accru de passage à la délinquance ?

Continuez Mesdames et Messieurs les gesticulateurs (mal) élus et vous pouvez être sûrs que le pays qui souffre n'hésitera plus, malheureusement, à voter demain pour ceux que vous sanctionnez aujourd'hui car il comprend que le Gouvernement est totalement incapable de régler les problèmes migratoires comme il est incapable de faire comprendre à nos partenaires européens la nécessité vitale d'aider les pays du Sud à faire vivre leurs populations sur leurs territoires.

La guerre est aux portes de l'UE ! Les pays d'Afrique et du Proche Orient sont aux portes de l'UE et la vague migratoire va nous submerger !

L'inflation s'annonce à grand bruit. L'Assistanat social dont la France est la championne du monde toutes catégories crée un Appel d'air incompatible avec le tonneau des Danaïdes de notre dette nationale.

Et vous ne voyez pas s'avancer les vagues populistes ?

Beaucoup parmi les plus pauvres ne s'en prennent pas aux immigrés. Ils veulent vivre tranquillement dans leurs banlieues sans les bruits incessants des rodéos, les contrôles permanents imposés par les réseaux du trafic de drogues, le manque d'emploi, la dureté de la vie, le sentiment partagé avec les migrants de leur relégation (On se souvient de Jacques Chirac repoussant les « bruits et odeurs ») !

Essayons donc de vivre ensemble en fonction de nos possibilités d'accueil et d'assimilation et aidons les citoyens du monde qu'on ne peut pas recevoir à vivre chez eux dans un partage plus équitable des ressources de la planète.

## Libres Propos de Lecteurs !

*Pour un grand nombre d'historiens, le XXème siècle a commencé, avec la Révolution Russe, en 1917. Avec le recul, leurs successeurs, définiront le XXIème siècle comme commençant avec la guerre en Ukraine. La radicalisation qui s'empare du monde, et surtout l'isolement dans lequel se trouve l'Union Européenne dans celui-ci, n'augure rien de bon ! Cette folie du soutien à tout prix et l'aveuglement qu'il entraîne est quasiment diabolique : Jupiter rend fous ceux qu'il veut perdre ! Tous nos problèmes s'en trouvent aggravés, le peuple français n'en peut plus et la classe politique regarde ailleurs. C'est une fin de partie qui s'annonce catastrophique !*

*L'approche humaniste, pratiquée par les scandinaves, a échoué et elle est en passe de détruire ces pays : violence exacerbée, insécurité, déplacement des "souchiens" au profit des immigrés, constat amer par leurs promoteurs de leur échec ! D'un autre côté l'intégration, c'est à dire la mise en place de communautés, n'ayant pas même une langue commune, est en passe de détruire la France ! De tout temps, les sociétés pratiquent l'assimilation, un tronc commun de valeurs acceptées et non négociables ! Or ce tronc commun n'existe plus, et les valeurs d'abord refusées, sont maintenant combattues ouvertement, avec même l'appui de l'Europe !*

*Créer des villages d'intégration, serait installer dans la pratique - ce qui dans les faits existe déjà dans certains quartiers - un démembrement de la France : une France libre et une autre occupée ! Des places fortes, nous passerions à l'acceptation des prémisses de la soumission ! Face à la complexité entretenue par la faiblesse des gouvernants, seul un arrêt de l'immigration et une politique d'expulsion pourrait prévenir la guerre civile.*

*L'explication est qu'à la différence des migrations précédentes, exclusivement européennes, celles que nous subissons fait que les migrants, qui prétendent fuir la guerre, fuient en fait la misère en apportant avec eux des valeurs, coutumes, pratiques et traditions - contraires aux nôtres - qui sont précisément à l'origine de leurs malheurs ! Et dans les faits, seule une minorité accepte l'assimilation. Quant aux zones franches, la Chine en a déjà truffé l'Afrique. Elle bénéficie ainsi de tarifs d'exportation préférentiels vers l'Europe ! De plus, elle produit sur place les cultures, aliments qui lui manquent et les exporte chez elle ! Pour notre malheur, demain est déjà aujourd'hui !*

*En cherchant à réduire les coûts au maximum, on s'attaque au salaire. Avec la hausse des prix, les travailleurs pauvres se multiplient ! Faire venir, sous le prétexte hypocrite d'accueillir la misère du monde, de pauvres hères prêts, à accepter des salaires de misère, à vivre dans des zones éloignées et transformées en bidonvilles, en se regroupant par ethnies, villages, régions, pays ... Nous recréons, sur notre sol, des foyers de non-assimilation, non intégration, propices à l'éviction des français de souches*

*Comment laisser les services sociaux se désagréger, écoles, lycées, universités, hôpitaux, administrations, ... " tiers-mondisant " ainsi la France, désagrégeant l'unité du pays et l'entraînant dans l'abîme ! Que ce projet soit soutenu par la gauche, explique pourquoi les ouvriers et travailleurs se résignent à voter RN ou bien se réfugient dans l'abstention ! Pour le peuple français la gauche est nue, et la Nupes cloue le dernier clou du cercueil français !*



Ce texte soulève des points intéressants concernant la situation politique en France, en particulier la question de savoir si le président Emmanuel Macron devrait opter pour une dissolution de l'Assemblée nationale ou utiliser l'article 49.3 de la Constitution pour faire adopter des lois clés. **Utilisation du 49.3** : L'utilisation répétée de l'article 49.3 montre en effet la difficulté pour le gouvernement d'obtenir un soutien majoritaire pour ses lois à l'Assemblée nationale. Cependant, cela peut être perçu comme un passage en force qui peut susciter des tensions et des manifestations, comme cela s'est produit récemment. **Motion de censure** : Vous avez mentionné que la motion de censure pourrait être déposée par les groupes d'opposition, mais qu'une coalition entre eux est peu probable. C'est en effet un défi de rassembler des forces politiques disparates autour d'une motion de censure. **Dissolution de l'Assemblée nationale** : La dissolution est une option à la disposition du président, mais comme vous l'avez noté, elle comporte des risques importants. Les résultats d'une élection anticipée sont incertains, et cela pourrait aboutir à une situation où le président perdrait sa majorité relative actuelle et se retrouverait avec un Parlement encore plus fragmenté. **Coalition gouvernementale** : La formation d'une coalition gouvernementale entre La République en Marche (LREM) et Les Républicains (LR) est une possibilité, mais elle pourrait être difficile à réaliser étant donné les différences politiques entre les deux partis. Une telle coalition nécessiterait des compromis et une volonté de travailler ensemble pour résoudre les problèmes du pays. **Intérêts électoralistes** : Vous avez également souligné que tout accord entre partis pourrait être motivé par des intérêts électoralistes plutôt que par l'intérêt national. Cela peut être une préoccupation légitime, car les partis politiques cherchent souvent à protéger leurs positions et à gagner des sièges lors des élections. En fin de compte, la décision du président Macron dépendra de divers facteurs, notamment les calculs politiques, les enjeux électoraux et les priorités politiques de son gouvernement. Quelle que soit la voie choisie, elle comportera des défis et des risques, et elle devra être prise en tenant compte de l'intérêt général de la France.

## Dissolution ou 49.3 ?

Les récents débordements et les « tumultes » qui ont valu à un Député RN une sévère sanction de l'Assemblée Nationale ne font que marquer la contrainte qui pèse sur la majorité relative alors qu'après le vote du Budget, des textes importants portant sur les Retraites ou sur l'Immigration devraient être abordés dès le début de l'année 2023.

Déjà en quelques mois 4 recours au 49.3 et 6 motions de censure ont témoigné de l'impossibilité pour l'Exécutif de pouvoir avec ses 250 Députés trouver pour chaque vote les 39 voix qui lui manquent pour faire adopter ses lois.

Seul le passage en force par des 49.3 itératifs pourrait permettre au Gouvernement de sortir de l'immobilisme actuel mais depuis la révision constitutionnelle de 2008, ce recours, à l'exception des projets de loi de finance et de financement de la Sécurité sociale, est limité à un seul texte de loi par session parlementaire !

Certes il suffit de 58 Députés pour déposer une motion de censure et les trois groupes d'opposition (Nupes, RN et LR) ont la capacité de le faire mais pour que la motion soit votée il faudrait que tous les trois se coalisent ce qui est difficilement envisageable.

Reste au Président la possibilité de faire peser sur les Députés la menace d'une dissolution puisqu'il en détient seul le pouvoir (il doit consulter préalablement le Premier Ministre et les Présidents des deux Assemblées mais il n'est pas obligé de tenir compte de leurs avis !).

Mais l'affaire est risquée puisqu'on a vu sous la Vème République qu'elle pouvait aussi bien conduire au succès spectaculaire du Général De Gaulle en 1968 qu'au cuisant échec de Jacques Chirac en 1997.

Le Président fragilisé dans l'hémicycle par l'absence de majorité absolue et par les mouvements centrifuges qui déjà se manifestent au Modem et à Horizons pourrait certes profiter de cette dissolution pour forcer ses troupes à resserrer les rangs mais il pourrait tout aussi bien perdre de nouveaux sièges et voir paradoxalement se renforcer le Rassemblement National ce qui l'obligerait alors à un immobilisme minimum d'1 an puisqu'il lui serait interdit de dissoudre à nouveau avant ce délai !

En dehors du bluff, la seule situation qui lui permettrait d'envisager une dissolution utile serait de constituer une coalition gouvernementale entre Renaissance et LR.

Mais ce parti en perdition le voudrait-il si, enfin, on lui proposait ?

Peut-être car comme pour Nupes cet accord ne serait certainement rien d'autre qu'un accord électoraliste qui permettrait aux Députés concernés de tenter de préserver ce qui leur tient le plus à cœur.

Non pas l'intérêt supérieur de la France mais tout simplement leur siège !

Le débat sur le changement climatique est complexe et multifacette, et il est important de discuter de ces questions avec précision et en se basant sur des données scientifiques solides. Voici quelques points importants à considérer :

**Réchauffement climatique** : Il est bien établi que la planète subit actuellement un réchauffement climatique. Les données scientifiques montrent une augmentation significative de la température moyenne mondiale au cours des dernières décennies. **Causes du réchauffement climatique** : Si le réchauffement climatique est principalement attribué aux émissions de gaz à effet de serre, en particulier le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), d'origine humaine provenant de l'industrie, de l'agriculture, du transport, etc., il est important de noter que d'autres facteurs, tels que les éruptions volcaniques et les variations naturelles du soleil, influencent également le climat. **Fake News** : Il est crucial de lutter contre la désinformation et les fausses informations concernant le changement climatique. Les débats scientifiques et les controverses sont normaux, mais il est essentiel de se fier aux conclusions des experts climatologiques et du GIEC, qui sont basées sur des décennies de recherche scientifique. **Mesures à prendre** : Que l'on attribue principalement le réchauffement climatique aux activités humaines ou que l'on considère qu'il est également influencé par des facteurs naturels, il est indéniable que des actions doivent être entreprises pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Les politiques visant à promouvoir les énergies renouvelables, à améliorer l'efficacité énergétique et à réduire la déforestation sont importantes pour atténuer les effets du changement climatique. **Sensibilisation** : Il est également essentiel de sensibiliser le public aux enjeux climatiques, en expliquant clairement les causes et les conséquences du changement climatique, ainsi que les mesures que chacun peut prendre pour réduire son empreinte carbone. Le débat sur le changement climatique est un sujet sérieux et complexe qui nécessite une compréhension approfondie des données scientifiques et une action concertée à l'échelle mondiale pour atténuer ses effets et protéger notre planète. Votre message aborde de nombreux sujets liés à l'environnement, à l'énergie et aux défis auxquels l'humanité est confrontée. Voici quelques réflexions sur les points que vous avez soulevés :

**Changement climatique et cycles naturels** : Vous mentionnez que le changement climatique suit des cycles naturels sur une échelle de milliers d'années. Cela est vrai dans une certaine mesure, mais les données scientifiques montrent que le réchauffement climatique actuel est bien plus rapide que les variations historiques, ce qui est préoccupant. De plus, même si les cycles existent, cela ne signifie pas que les activités humaines, notamment les émissions de gaz à effet de serre, n'ont pas d'impact significatif sur le climat actuel. **Rôle des gaz à effet de serre** : Les gaz à effet de serre, y compris le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), ont un rôle important dans le maintien de la chaleur de la Terre. L'augmentation des émissions de CO<sub>2</sub> résultant des activités humaines contribue à un effet de serre accru, ce qui entraîne des changements climatiques significatifs. Il est important de prendre des mesures pour réduire ces émissions. **Énergie et technologies** : Vous avez évoqué plusieurs sources d'énergie alternatives, notamment l'hydrogène, les piles à combustible et l'énergie géothermique, qui sont effectivement prometteuses pour l'avenir. La recherche et le développement de ces technologies sont essentiels pour une transition vers un système énergétique plus propre et plus durable. **Besoins énergétiques futurs** : Il est vrai que la demande énergétique continuera de croître à mesure que la population mondiale augmentera. Il est donc crucial de trouver des solutions énergétiques qui soient à la fois efficaces, durables et respectueuses de l'environnement. **Défis environnementaux** : Vous avez mentionné divers problèmes environnementaux, tels que la pollution de l'eau et de l'air, la déforestation, la perte de biodiversité, etc. Ces problèmes nécessitent une attention sérieuse et des mesures pour les résoudre. **Collaboration** : La collaboration entre scientifiques, experts en environnement, gouvernements et secteur privé est essentielle pour relever les défis environnementaux et énergétiques. Les décisions doivent être basées sur des données scientifiques solides et tenir compte des impacts à long terme. **Éducation et sensibilisation** : Il est important d'éduquer le public sur les problèmes environnementaux et de sensibiliser aux actions individuelles et collectives qui peuvent contribuer à un avenir plus durable. En fin de compte, la transition vers un avenir plus propre et plus durable est un défi complexe qui nécessite une approche globale et une coopération internationale. Les décisions prises aujourd'hui auront un impact sur les générations futures, et il est donc important de les aborder avec sérieux et responsabilité.

## Climat, pollutions, assez de Fake-News !

Il n'est pas de jour où des Ecologistes écervelés ne viennent polluer nos ondes avec la complicité des médias en nous assénant, sous couvert du GIEC, que le « réchauffement climatique » est évidemment le résultat des émissions de gaz à effet de serre (CO<sub>2</sub>) dont l'activité humaine (transport, usines) est l'unique responsable.

Des mouvements de défense peuplés de jeunes gens, pour beaucoup de bonne foi mais incapables d'un raisonnement scientifique, manipulés par d'autres, prêts à tous les désordres, bloquent les péages, le périphérique, les centrales nucléaires.

Plus grave, des Gouvernants qui ont pourtant tous les moyens de s'informer mélangent allègrement ce qui a trait à la pollution notamment, mais pas seulement, due aux émissions de CO<sub>2</sub>, pollution qu'il est indispensable de combattre et un réchauffement climatique abusivement attribué à ces

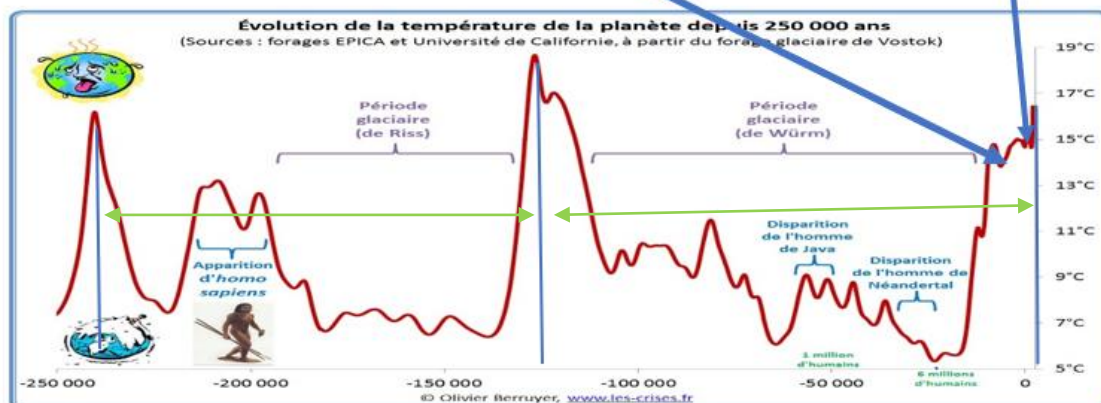
contingentes émissions de gaz à effet de serre (pauvres humains : vont-ils aussi interdire la vapeur d'eau des océans qui nous amène la pluie ?)

Faut-il hausser les épaules devant tant de stupidités ou gentiment essayer de faire comprendre que la réalité est plus complexe que ce fatras de Fake-News qu'on leur a fait avaler ?

**Parlons d'abord du réchauffement climatique :** Qui pourrait le nier ? Je redonne à cet égard une courbe où l'on voit bien qu'après le petit âge glaciaire de 1850 où la température moyenne de la planète était tombée à 15.5°C. Elle est actuellement remontée à 17°C.



Mais lorsqu'on regarde la même courbe sur une durée beaucoup plus longue



On constate alors que cette température évolue par cycle d'environ 120.000 ans et qu'on s'approche actuellement du sommet d'un cycle où la température moyenne après être tombée à 5°C il y a 25.000 ans va atteindre un nouveau pic analogue à celui mesuré par les calottes glaciaires à il y a 120.000 ans (où la température moyenne a été estimée à +19°C, pic qui reproduit aussi celui intervenu il y a 240.000 ans où la température a été également estimée à +17°C).

Elle décroîtra très certainement au cours des 120.000 ans à venir ... mais on ne sera plus là !

L'augmentation de la teneur atmosphérique en CO<sub>2</sub> (gaz à effet de serre nettement moins actif que la vapeur d'eau mais gaz à effet de serre tout de même) comporte certes une composante anthropique estimée actuellement à **37 Gigatonnes par an** mais souvenons-nous que le gaz carbonique est d'autant plus soluble dans l'eau que la température de celle-ci est basse (ouvrez donc une bouteille de Coca Cola ou débouchez une bouteille de champagne qui était au frais lorsqu'elle est ensuite placée à la température ambiante ! Le gaz part !)

Or la quantité de Gaz Carbonique dissoute dans l'eau des océans est estimée à **40.000 Gigatonnes** (équivalent à l'émission anthropique au rythme actuel pendant plus de 1000 ans).

Le réchauffement des 1.37 milliards de km<sup>3</sup> d'eau des océans (1.370.000.000.000.000 m<sup>3</sup> d'eau) par l'augmentation de l'ensoleillement due aux oscillations de la Terre sur son ellipse (chaque fois que la trajectoire de la Terre se rapproche du Soleil avec ce cycle de 120.000 ans environ, la température de la planète augmente très fortement) va faire s'évaporer dans l'atmosphère une partie de ces 40.000 milliards de tonnes de CO<sub>2</sub> et contribuer ainsi avec l'évaporation concomitante de la vapeur d'eau à une augmentation de l'effet de serre qui va amplifier (un peu) l'augmentation de température de la Terre due au rapprochement du soleil.

Ces gaz à effet de serre (vapeur d'eau et CO<sub>2</sub>) se dissoudront à nouveau dans l'eau des océans lorsque la température baissera ce qui se produira obligatoirement lorsque l'orbite terrestre entamera son éloignement du Soleil.

On comprend ainsi que si l'activité humaine apporte une (petite) contribution au réchauffement climatique celle-ci est faible par rapport au réchauffement périodique de la planète contre lequel nous ne pouvons évidemment rien !

**On mesure alors la stupidité des décisions gouvernementales alors que l'effet a été pris pour la cause !**

Nos descendants seront bien contents lorsque la Terre oscillera à nouveau plus loin du soleil et que sa température s'abaissera de plusieurs degrés au cours des 120.000 prochaines années, de pouvoir augmenter le plus possible la production de CO<sub>2</sub> pour espérer un petit réchauffement supplémentaire (par effet de serre d'origine anthropique) par exemple ...en remplaçant les voitures électriques par des moteurs thermiques !

De même lorsqu'on entend des discours coupables disant qu'il faut aider les pays en voie de développement en versant 100 milliards de compensation pour cause de réchauffement climatique (dont les pays développés seraient évidemment les responsables) on voit bien qu'il serait plus juste de parler de versement de solidarité avec les pays en voie de développement pour les aider à affronter le réchauffement climatique dû... aux oscillations de la Terre !

### **Des décisions malencontreuses**

Cette erreur consistant à prendre l'effet pour la cause n'est pas sans conséquence. Ainsi par exemple la tentative (car ce ne sera certainement pas autre chose) de supprimer la fabrication de moteurs thermiques d'ici 2035 va obliger à des investissements si considérables pour augmenter notre production et notre distribution électrique qu'on n'y arrivera certainement pas (40 millions de véhicules qui tireraient sur le réseau : Il faudrait au moins doubler notre parc nucléaire ou couvrir le pays d'éoliennes et de panneaux solaires pour remplacer toutes les énergies fossiles ! Quant à l'empreinte carbone des batteries à fabriquer est-on bien sûrs qu'on serait gagnant ?

Le Diesel depuis l'invention des pots catalytiques pollue moins que l'essence car sa consommation aux 100 Kms parcourus est significativement inférieure (-28%). Mais là encore en obéissant aux lobbies qui veulent rééquilibrer la consommation en faveur de l'essence on a augmenté significativement les taxes sur ce carburant ...après avoir pendant des années, conseillé aux Français de rouler au diesel. Et comme les moteurs diesels sont beaucoup plus robustes que les moteurs à essence il sera bien difficile à nos politiques de salon, qui ne savent même pas que la grande majorité de nos concitoyens roule avec des voitures d'occasion souvent très anciennes, de faire changer d'avis

eux qui n'ont d'autres moyens de déplacement que la voiture qui n'ont pas les moyens de passer facilement aux voitures électriques.

Faut-il d'ailleurs rappeler que l'économie apparente qu'elles apportent aujourd'hui ne tiendra pas longtemps puisqu'avec les nouveaux compteurs on pourra identifier même à domicile la consommation électrique destinée à la voiture, **consommation que le Gouvernement n'hésitera pas longtemps à taxer comme l'essence** (le plein d'électricité vaudra alors peut-être plus cher que le plein de carburant) !

### **Mais il ne faut pas tout mélanger**

Une partie des Ecologistes lutte avec raison contre d'autres pollutions qui elles sont totalement dues aux choix détestables de certaines activités humaines

Qu'il s'agisse de pollution des sols et de l'eau par pesticides, insecticides et autres toxiques, liée à l'agriculture intensive des BBM (Blé, Betterave, Megève ! : surnom donné aux industriels de la terre qui absorbent la quasi-totalité des primes de la PAC), de la pollution de l'air dans les villes où l'on est incapable de construire de vrais parkings de dissuasion, des déforestations intempestives pas seulement en Amazonie, de la perte de la Biodiversité où demain il faudra peut-être des abeilles-robot pour polliniser les fleurs et de belles images pour expliquer aux enfants ce qu'étaient les girafes ou les éléphants, des productions excessives de viande dans des fermes de mille vaches ou des porcheries gigantesques polluant notre littoral, des bateaux-usine de pêches intensives draguant jusqu'à leur mort nos fonds marins...

### **Oui les chantiers sont nombreux où une écologie intelligente pourrait trouver sa place pour le bonheur de la planète.**

Là encore plutôt qu'un affrontement stupide, une collaboration sincère entre Sciences et Ecologie devrait permettre des avancées moins conflictuelles. A condition de ne pas mentir et de ne pas céder au poids des lobbies.

Le Gouvernement vient enfin de se rendre compte de son erreur (Hollande et Premier quinquennat Macron) qui consista à arrêter le programme nucléaire. Nous étions les premiers exportateurs de courant « propre » au monde et nous allons désormais importer au prix fort de l'électricité provenant de centrales à charbon.

Il faut 2 à 3 ans pour former un soudeur de chaudronneries industrielles. Nous n'en avons plus et nous devons même importer des formateurs des USA !

Depuis 1980 on a interdit les rejets de substances radioactives dans les océans, bien que les études réalisées sur la radioactivité anthropique enfouie (explosions nucléaires, Tchernobyl, Fukushima, sous-marins nucléaires accidentés, rejets de déchets radioactifs jusqu'en 1980) démontrent qu'elle est au moins 100 fois inférieure à la radioactivité naturelle des mers.

On ne veut pas admettre que les normes appliquées à la radioactivité des rejets liquides et gazeux des centrales, imposent des niveaux d'exposition inférieurs à 1/1000 de la radioactivité naturelle.

On ne veut pas apporter au programme ITER sur l'énergie de fusion, étape essentielle pour l'énergie de l'avenir les crédits qu'il mérite. On préfère l'éolien et les autres énergies intermittentes !

Même les travaux sur la pile à combustible à Hydrogène, indispensable pour rendre les véhicules électriques plus attractifs auprès de l'ensemble des automobilistes traînent désespérément en longueur.

Au lieu de ne parler que de transition énergétique, remarquons que les énergies fossiles représentent encore pour plusieurs générations une part déterminante (J'ai évoqué les gisements pétroliers immenses de l'océan arctique qui éclairent peut-être une partie des conflits actuels).

Nous avons donc le temps et les moyens d'investir pour la recherche des énergies du futur.

Hydrogène et piles à combustibles qui peut apporter une solution déterminante à l'intermittence des énergies renouvelables.

Les petites centrales nucléaires au Thorium, matériau fissile bien plus abondant que l'Uranium, sans danger et sans déchets radioactifs dont la recherche comme pour les surgénérateurs a été stupidement arrêtée par des politiques craignant les Ecologistes.

L'Energie géothermique propre et quasiment inépuisable

L'Energie hydraulique qui sera sans doute oubliée par crainte des mêmes empêcheurs de tourner en rond (Chez moi au Gerbier de Joncs, la FRAPNA a attaqué en justice pour construction illégale d'un barrage sur la Loire le Maire d'un petit village qui avait à l'aide de quelques gros cailloux aménagé un « bain de pieds » pour son camping au bord de ce qui n'était alors qu'un simple ru !)

L'Energie marine et en particulier l'énergie osmotique qu'on pourrait installer aux embouchures des fleuves

Les bioénergies transformant les déchets organiques en électricité ou en chaleur

Et bien d'autres projets à venir comme les carburants de synthèse ou ceux les plus audacieux comme la reconnexion magnétique de l'énergie des trous noirs.

Continuerons-nous vers un monde de progrès et de partage responsable vers l'avenir brillant qui dans tous les domaines s'offre à l'humanité ? Retournerons-nous stupidement à l'âge des cavernes ? Subirons-nous par notre incapacité à nous entendre la dictature d'un meilleur des mondes ?

**A nous de choisir !**

*Ce point de vue met en avant l'importance des cycles naturels et de la complexité du climat terrestre, ce qui est une perspective partagée par certains chercheurs et experts. Cependant, il est important de noter que le consensus scientifique, tel qu'exprimé par des organismes tels que le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), repose sur des décennies de recherche et d'observations. Voici quelques points à prendre en compte : **Le consensus scientifique** : Une partie des climatologues et des scientifiques du climat s'accordent sur le fait que le changement climatique actuel est largement dû aux activités humaines, en particulier aux émissions de gaz à effet de serre, tels que le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) et le méthane. Le consensus est basé sur des preuves solides, notamment des données sur l'augmentation des températures, la fonte des glaces, l'élévation du niveau de la mer, etc. **Les cycles naturels** : Il est vrai que la Terre a connu des cycles climatiques naturels dans le passé, mais les données montrent que le changement actuel est bien plus rapide que ces variations historiques. De plus, les variations orbitales que vous mentionnez se déroulent sur des échelles de temps beaucoup plus longues que celles du changement climatique actuel. **Rôle de la vapeur d'eau** : Vous avez raison de souligner que la vapeur d'eau est le gaz à effet de serre le plus important, et son rôle est étroitement lié aux variations de température. Cependant, les émissions de CO<sub>2</sub> dues aux activités humaines contribuent à augmenter la température, ce qui peut entraîner une rétroaction positive en augmentant la teneur en vapeur d'eau dans l'atmosphère. **Actions à prendre** : Même si le rôle des cycles naturels est reconnu, cela ne signifie pas que les actions humaines n'ont pas d'impact significatif sur le climat actuel. Réduire les émissions de gaz à effet de serre reste une mesure essentielle pour atténuer les effets du changement climatique. **Solutions et coûts** : Les coûts estimés liés à la réduction des émissions de gaz à effet de serre sont le sujet de débats et d'analyses économiques. Cependant, de nombreuses études indiquent que l'inaction face au changement climatique pourrait entraîner des coûts encore plus élevés à long terme, notamment en ce qui concerne les impacts sur la santé, l'agriculture, les infrastructures, etc. Il est important de continuer à soutenir la recherche scientifique et de prendre des décisions politiques éclairées basées sur les preuves disponibles. Le débat sur le changement climatique est complexe, mais il est crucial de maintenir le dialogue entre les chercheurs, les décideurs politiques et le public pour trouver des solutions efficaces et responsables pour faire face à ce défi mondial.*

## Peut-on avoir raison contre le GIEC ?

Mon dernier éditorial sur le réchauffement climatique a suscité quelques réactions particulièrement intéressantes !

Soyons clair ! Je n'ai jamais dit que le réchauffement climatique n'existait pas. J'ai même affirmé le contraire.

J'ai simplement dit que si l'activité anthropique y jouait évidemment un certain rôle, il fallait surtout tenir le plus grand compte des variations de la rotation de la Terre sur son écliptique et par conséquent des amplitudes oscillantes de l'énergie solaire reçue par elle contre lesquelles, GIEC ou pas GIEC, nous ne pouvons rien.

Cet organisme essentiellement politique focalise ses attaques contre le CO<sub>2</sub> alors que les scientifiques savent très bien que la vapeur d'eau est un GES nettement plus efficace que le CO<sub>2</sub> et que du fait de l'immense quantité d'eau présente dans les océans, plus la température de la Terre s'élève en raison de son ensoleillement, plus l'eau s'évapore (augmentant ainsi la teneur atmosphérique en vapeur d'eau) cercle vicieux qui par rétroaction positive amplifie encore le réchauffement planétaire sans que l'homme n'y soit pour rien !

Heureusement d'ailleurs car si la vapeur d'eau (et plus modestement le CO<sub>2</sub>) n'absorbait pas les radiations infra-rouges émises par la Terre, la température de celle-ci serait tellement basse que l'eau ne serait plus présente que sous forme de glace !

Reconnaître ces phénomènes naturels contre lesquels nous sommes désarmés n'empêche pas bien sûr de constater que la combustion d'énergie fossile favorise l'émission de CO<sub>2</sub> et que les déforestations agressives diminuent son absorption par photosynthèse augmentant ainsi la contribution du CO<sub>2</sub> à l'effet de serre (0.039%) contre (0.39% - dix fois plus) pour la vapeur d'eau. Notons que chaque degré d'augmentation de la température va augmenter la teneur en vapeur d'eau de l'atmosphère de 7%.

Certes l'évolution de la température de la planète sur une longue période de 250.000 ans montre des pics successifs tous les 120.000 ans suivis de périodes de glaciation. Mais bien sûr, cela ne signifie pas que le prochain pic qu'on devrait atteindre prochainement (dans quelques milliers d'années !) ne continuera pas à grimper indéfiniment au lieu de redescendre comme tous ses prédécesseurs !



Mais c'est faire preuve de beaucoup de présomption quant à l'importance de l'activité humaine par rapport aux forces gigantesques de la Nature.

La production anthropique de CO<sub>2</sub> est aujourd'hui de 37 Gigatonnes par an. Un bon tiers est aussitôt réabsorbé par la Nature (photosynthèse et mers).

Espérons que par rapport aux 40.000 gigatonnes de CO<sub>2</sub> présentes dans l'eau des océans, sans parler de celles capturées par la photosynthèse, cet excès atmosphérique d'environ 25 gigatonnes par an nous laissera le temps d'investir dans les énergies du futur sans tout bouleverser dans l'urgence, par des décisions politiques hâtives dont le coût exorbitant estimé par l'ONU à 7.000 milliards de dollars par an ne repose que sur les affirmations non prouvées du GIEC qui n'hésite pas à annoncer :

*« Le réchauffement du système climatique est sans équivoque, comme le montrent maintenant les observations de l'augmentation des températures moyennes mondiales de l'air et de l'océan, la fonte généralisée de la neige et de la glace, et l'élévation du niveau moyen mondial de la mer. »*

*Notons qu'aujourd'hui, plus prudent, il ne parle plus de réchauffement mais de « changement climatique ». Comme ça, chaud ou froid il aura toujours raison !*

*Faudra-t-il répondre à ces « savants » par la citation d'Albert Einstein : « Quiconque entreprend de s'ériger en juge de la vérité et de la connaissance fait naufrage sous le rire des dieux. » !*

Le débat sur la manière de gérer les migrants et les réfugiés est complexe et suscite des opinions diverses. Vous avez souligné plusieurs aspects importants de cette question. Voici quelques points à prendre en compte : **Développement de l'Afrique** : L'aide au développement de l'Afrique est effectivement une partie importante de la solution à long terme. Lorsque les pays africains disposent d'opportunités économiques, d'infrastructures adéquates et de systèmes de gouvernance stables, cela peut contribuer à réduire la pression migratoire, car les gens ont moins de raisons de fuir leur pays d'origine. Cependant, cela nécessite un engagement à long terme et une coordination internationale. **Enclaves pour les migrants** : L'idée d'établir des enclaves ou des territoires spécifiques pour accueillir temporairement les migrants en attente de statut est intéressante. Cela pourrait permettre une meilleure gestion de l'accueil des migrants, leur fournir des conditions de vie plus dignes et faciliter leur intégration progressive dans la société locale. Cependant, cela devrait être géré de manière à respecter les droits de l'homme et à garantir des conditions de vie adéquates. **Droit d'asile** : Il est essentiel de maintenir le droit d'asile en tant que principe fondamental du droit international. Les personnes qui fuient la persécution, la violence ou des conditions de vie insupportables devraient avoir la possibilité de demander l'asile et de bénéficier d'une procédure équitable pour évaluer leur demande. Cependant, cela doit également être géré de manière à éviter les abus. **Gestion de l'immigration** : La gestion de l'immigration est un défi complexe pour les pays d'accueil. Une politique d'immigration efficace devrait prendre en compte à la fois les besoins économiques du pays d'accueil et les droits des migrants. Cela peut impliquer des programmes de travail temporaires, des mécanismes de regroupement familial et d'autres mesures pour garantir une immigration légale et ordonnée. **Coopération internationale** : La question de la migration est mondiale, et elle nécessite une coopération internationale entre les pays d'origine, de transit et de destination. Les accords internationaux, tels que la Convention des Nations Unies sur les réfugiés, jouent un rôle essentiel dans la gestion de la migration et de l'asile. En fin de compte, la question de la migration est complexe et nécessite une approche équilibrée qui tienne compte à la fois des droits des migrants et des réalités des pays d'accueil. Il est essentiel que les décisions politiques soient guidées par les principes de dignité humaine, de droits de l'homme et de solidarité internationale

## Migrants ou Naufragés ?

Le drame de l'Océan Viking et de ses 234 passagers qui arrivent ce matin à Toulon excite les passions entre la minorité de ceux qui voient en eux des « naufragés » devant être secourus par humanité en application du droit de la mer et la majorité (7 Français sur 10) de ceux qui auraient voulu que le bateau retourne vers le pays d'embarquement des « migrants » (en l'occurrence la Libye) pour ne pas entretenir le trafic d'êtres humains assuré par les « passeurs » compte tenu de l'impossibilité pour les pays européens d'accueillir sans limite toute la misère du monde.

Peu importe pour ces derniers de prendre en compte les violences auxquelles ces migrants ont été soumis lors de leur séjour dans les prisons libyennes, ils estiment pour certains que l'Europe ne peut pas être envahie par un tsunami migratoire dévastateur, pour d'autres que la situation de nos propres déshérités devrait être notre seule et unique préoccupation.

A quoi bon discuter. Chacun trouvera ses propres arguments les plus convaincants et de crise en crise on rendra les choses suffisamment difficiles pour ralentir un phénomène inéluctable qu'aucun Gouvernement n'ose aborder de front ne voulant être taxé ni de néo-fasciste d'Extrême Droite ni d'idéologue immigrationniste d'Extrême Gauche !

Ceux qui refusent de prendre en compte la situation de ces ressortissants de nos ex-colonies africaines estiment n'avoir aucune responsabilité dans ce qu'ils appellent l'incurie des gouvernements nés de la décolonisation, corruption, incapacité de gérer leurs ressources naturelles, guerres ethniques, démographie galopante.

Ceux qui veulent ouvrir les portes de l'Europe « ad libitum » aux déshérités de toute la planète refusent d'en voir les conséquences (témoin la situation effrayante des migrants de la jungle de Calais ou des Afghans campant sous des tentes à la Porte de la Chapelle)

La question raciale se pose indubitablement (témoin l'accueil sans commentaire de 3 millions de réfugiés d'Ukraine depuis le début du conflit face au rejet haineux de quelques dizaines de milliers de migrants d'Afrique venant le plus souvent du Sahel à travers la Libye où ils ont été soumis à des

violences insoutenables (homicides, disparitions, viols, travail forcé, enlèvements, détention arbitraire)

L'UE le sait très bien même si elle continue à collaborer avec ce pays qu'elle a contribué à détruire avec l'aide des Américains (comme ces derniers hier avaient détruit l'Irak et comme la Russie aujourd'hui détruit l'Ukraine) ! Elle lui fournit des vedettes rapides et forme ses garde-côtes qui depuis 2016 ont capturé en mer et ramené en Libye dans le silence le plus total des belles âmes européennes 60.000 hommes, femmes et enfants !

### **Il y aurait bien une double solution mais qui voudra l'admettre par simple bon sens ?**

D'abord aider puissamment au développement de l'Afrique pour qu'elle vive en paix et devienne auto-suffisante du point de vue alimentaire car personne ne souhaite quitter son pays natal s'il peut y vivre convenablement et à cet égard il conviendrait d'augmenter l'aide au minimum des sommes actuellement dépensées pour la survie des migrants en Europe et mieux en contrôler l'utilisation, de créer des emplois en y installant nos usines et nos sous-traitants plutôt que de le faire en Asie du Sud-Est qui n'a plus besoin de nos commandes alors que déjà les Chinois sous-traitent à leur tour en Afrique !

Ensuite pour que les migrants qui continueront inévitablement à arriver puissent être secourus en mer, débarqués, nourris et soignés sans pour autant pénétrer officiellement sur le territoire européen où l'expérience montre qu'une fraction infime de ceux qui n'ont pas pu bénéficier du droit d'asile sera finalement expulsée, il conviendrait en France, en Italie, en Espagne et dans de nombreux autres pays européens ou existent déjà des enclaves (Au Maroc les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla sont déjà en Europe) et des territoires suffisamment peu peuplés et suffisamment vastes pour qu'on y installe des migrants dans des conditions plus humaines que les tentes d'Aubervilliers ou du XXème arrondissement de Paris sans qu'on puisse taxer ces territoires d'attente de camps de concentration.

Dans ces villages, les migrants pourraient vivre en paix, un temps, apprendre la langue du pays d'accueil potentiel, éduquer leurs enfants, travailler pour assurer leur subsistance jusqu'au jour où ils seraient éventuellement autorisés à immigrer officiellement soit après instruction de leur dossier par reconnaissance d'un droit d'asile soit après obtention d'un contrat de travail auprès d'un employeur européen par la délivrance d'un titre de séjour temporaire leur permettant de faire vivre leur famille sans être aux crochets d'un assistantat social.

*Le texte suggère une série de mesures en réponse à divers problèmes sociaux et politiques en France, notamment la violence, l'immigration illégale, et le chômage. Parmi les propositions : renforcer les règles sur la laïcité à l'école, utiliser l'armée dans les quartiers difficiles, réguler l'immigration, améliorer l'intégration des immigrants, lutter contre le chômage, améliorer l'éducation et la formation professionnelle, s'attaquer aux déserts médicaux, équilibrer les richesses, réduire la fonction publique, réformer les entreprises, rétablir un service national obligatoire, rééquilibrer les finances du pays, coopérer à l'échelle européenne, aider les pays en développement et œuvrer pour la paix. Le texte appelle aussi au respect des croyances individuelles, à la promotion de l'assimilation et à l'harmonie entre les différents groupes culturels.*

## **Que faire ?**

Entendre chaque soir aux infos, une nouvelle poussée de violence, un nouveau meurtre au couteau, une flambée de menaces sur les réseaux sociaux, alors que le pays se divise sur l'attitude à prendre sur l'immigration illégale, sur le comportement guerrier des bandes de banlieues, sur l'abdication des maîtres et des parents, de la police et de la justice, sur l'incapacité crasse pour ne pas dire plus des pouvoirs publics ?

Abdiquer, se barricader chez soi si on en a les moyens, ne vouloir rien voir ni rien entendre ?

Partir vers d'autres cieux et abandonner son pays aux pirates ?

Essayer de se mettre d'accord sur certaines règles de base qui pourraient faire consensus ?

Pourquoi pas ? Essayons

Prévenir les parents que toute incartade à l'école contrevenant aux règles de la République sur la laïcité par le port de signes religieux ostentatoires (voile, abaya, kippa, grande croix...) sera punie d'une exclusion immédiate sur réunion en urgence du Conseil d'Etablissement, de la suppression des droits sociaux liés à la scolarité (Allocations familiales, chèques de rentrée, aides diverses) et de l'envoi des mineurs en établissements d'enseignement disciplinaires.

Déclarer licite l'appel à l'armée pour épauler les forces de l'ordre et les sapeurs-pompiers dans les quartiers difficiles et envoyer immédiatement les manifestants arrêtés dans des centres de rétention où leurs actes seront examinés en fonction de leur âge et de la nature des faits reprochés puis traités en conséquence : internats militaires, soins hospitaliers, cures de désintoxication, travaux d'intérêt général, bannissement dans des territoires d'outre-mer, incarcérations)

Déclarer solennellement illégitime toute immigration illégale et après vote du Parlement déterminer le nombre, l'origine et la qualification professionnelle des migrants acceptés chaque année en fonction des besoins et des possibilités d'accueil du pays. Dès lors confiner dans des villages d'accueil les contrevenants qui pourront travailler pendant que sera examiné leur cas avant soit une régularisation soit une expulsion.

Bannir immédiatement en Guyane les migrants illégaux dépourvus de papiers d'identité et le faire savoir urbi et orbi aux passeurs et aux ONG

Mettre en place pour les immigrants légaux ou régularisés une vraie structure d'accueil (apprentissage du Français, instruction sur les valeurs de la République, formation professionnelle) débouchant sur une véritable assimilation, un emploi et un logement.

Lutter efficacement contre le chômage en revoyant grâce à une modulation des charges patronales et sociales à coût égal pour l'entreprise les salaires des professions déficitaires où des emplois ne sont pas pourvus (restauration, bâtiment, services...)

Améliorer la formation par apprentissage pour donner un vrai métier à tous nos jeunes et permettre par des passerelles le retour ultérieur des plus motivés vers des enseignements longs

Résoudre le problème des déserts médicaux par l'ouverture de formations rémunérées pour les différentes professions de santé avec des places spécialement affectées contre un engagement de service.

Redonner force et vigueur à notre système éducatif en revalorisant le métier d'enseignant, son salaire, sa considération, ses charges et obligations, en le libérant par des mesures suffisamment contraignantes des attaques d'élèves ou de parents violents et en contrôlant drastiquement les réseaux sociaux. S'assurer qu'aucun enfant ne pourra sortir du système éducatif avant de dominer les savoirs fondamentaux

Retrouver un partage plus équitable des richesses de la Nation en réajustant les plus bas salaires, en appliquant enfin la règle pourtant constitutionnelle de la progressivité de l'impôt, en modulant la TVA sur les produits de consommation essentiels, quitte à revoir un équilibre indispensable aux finances de l'Etat par le retour à des taux plus élevés sur des produits de luxe.

Dégonfler la charge de la fonction publique en réduisant le nombre de fonctionnaires, en privatisant certaines fonctions, en modulant les statuts, en retrouvant un ratio plus conforme à ceux de nos voisins de l'OCDE

Revoir le mode de fonctionnement des moyennes et grandes entreprises en introduisant enfin une vraie participation où actionnaires, dirigeants et salariés partageront également les décisions qui les concernent au sein de leur entreprise.

Rétablir un Service National obligatoire d'un an qui donnera à chacun l'occasion de vivre une mixité sociale, de redonner à la Nation ce qu'elle aura fait pour ses enfants, ouvrir ce service selon le choix de chacun à tous les champs d'applications civils ou militaires de l'aide aux personnes dépendantes, à l'entretien de la nature, jusqu'au missions de défense

Rééquilibrer les finances du pays et annuler par des mesures énergiques le déficit de son commerce extérieur et de sa balance des paiements.

Militer au sein de l'Europe pour l'application immédiate de mesures annulant les concurrences intra européennes et régulant le commerce extérieur avec les pays ne respectant pas les règles fiscales, sociales et environnementales qu'on impose à nos entreprises

Développer l'aide aux pays du tiers monde et participer à leur développement notamment en y implantant des emplois et en les aidant à exploiter leurs ressources naturelles et leurs potentialités humaines en dehors de tout relent néocolonialiste

Œuvrer pour la paix en favorisant par la négociation une fin acceptable pour tous les conflits respectant à la fois la stabilité des frontières mais aussi le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Par exemple organiser sous contrôle de l'ONU un référendum incontestable en Crimée.

Redonner à l'Europe y compris avec la Russie lorsqu'elle retrouvera le chemin de la démocratie la place qu'elle mérite dans un monde multipolaire où elle a encore d'immenses valeurs universelles à défendre.

Respecter pour chacun le droit à ses croyances sous réserve d'une pratique privée qui ne soit pas en contradiction avec les règles publiques. Favoriser l'assimilation plutôt que les communautarismes, faire aimer notre civilisation à ceux qui veulent vivre parmi nous...et les aimer en retour.

*Le texte aborde les défis climatiques post-COP 27, où les pays développés proposent un “bouclier” financier pour aider les pays vulnérables et limiter l’exploitation marine et le charbon. Toutefois, il souligne l’inévitable réchauffement de 2°C dû aux cycles naturels de température de la Terre. L’auteur insiste sur l’importance de renforcer la résilience climatique et la confiance des pays pauvres envers les engagements financiers des pays riches. Il critique le déséquilibre de consommation énergétique entre les 10% les plus riches et le reste du monde, et questionne l’efficacité des résolutions des COP face à la croissance démographique. L’auteur rappelle que la Terre a connu de nombreuses variations climatiques et des extinctions, mais a toujours régulé son climat sur environ 100,000 ans, favorisant l’émergence de nouvelles espèces, y compris l’Homo sapiens. Le texte mentionne les silicates terrestres qui, en se combinant avec l’eau et le CO2, contribuent à réguler la température globale et à absorber le carbone. L’auteur souligne la résilience naturelle de la Terre face aux changements climatiques et prévoit que la Terre se remettra du prochain pic de température dans environ 10,000 ans. Il évoque l’histoire évolutive de l’Homo erectus et de l’Homo sapiens, suggérant que l’humanité peut s’adapter aux changements climatiques, mais que ses plus grandes menaces restent les conflits nucléaires et une croissance démographique incontrôlée. En conclusion, il affirme que si l’humanité disparaît, une nouvelle espèce émergera.*

## **Tout le monde a raison !**

Finissons-en avant la conférence d’Yves Roucaute et après la COP 27 et ses avancées en demi-teinte.

Certes les Pays développés ont proposé de financer un « bouclier » contre les risques climatiques pour aider les pays en développement les plus vulnérables à préserver leurs espaces stocks naturels de carbone (forêts, mangroves, ...), pour interdire toute exploitation des grands fonds marins et pour sortir de l’utilisation massive du charbon mais chacun est bien conscient , compte tenu du cycle naturel de la variation de température de la planète qu’un réchauffement de 2°C est à prévoir dans les années à venir.

Il faudra donc accroître la résilience aux changements climatiques, en réduire les conséquences et redonner confiance aux pays pauvres sur l’engagement des pays riches à respecter leurs engagements financiers (réduction des risques de catastrophes, aide humanitaire, soutien aux systèmes assurantiels, meilleure coordination des actions).

Mais tous ces vœux pieux se heurtent à une évidence : alors que 10% des habitants de la planète consomment 90% de l’énergie fossile et que les 90% restant voudraient pouvoir consommer à leur tour, aucune résolution sérieuse ne pourra être prise par une COP quelconque si l’espèce humaine n’arrive pas à domestiquer sa flambée démographique.

J’ai largement démontré dans deux éditos consacrés à la question que la Terre a connu dans son histoire de nombreuses variations de température, parfois extrêmes ayant entraîné des extinctions de masse. Pourtant le climat a toujours réussi à se réguler selon un cycle de l’ordre de 100 000 ans. Ce n’est donc pas la première fois que la Terre connaît ce genre de crise (glaciations suivies de périodes d’intenses réchauffements associés à des extinctions de masse avec effondrement de la biodiversité).

Mais ces mêmes bouleversements n’ont-ils pas permis l’émergence de nouvelles espèces dont l’apparition d’Homo sapiens ?

Ces crises successives depuis 4 milliards d’années ont toujours fini par se résorber et la vie est toujours réapparue après des destructions massives avec un retour à la normale au bout d’environ 100.000 ans.

On connaît très bien maintenant mieux que les politiques du GIEC par quel mécanisme de résilience la Terre a toujours su retrouver des températures globales stables favorables au développement de nouvelles espèces.

Cette formidable régulation fait intervenir les silicates de la couche terrestre qui sous l'action de l'eau et du gaz carbonique s'altèrent pour former des ions Calcium et des Bicarbonates qui transportés par les rivières jusque dans les océans vont être utilisés par les organismes marins pour produire leur coquille. Une fois ces organismes morts, celles-ci vont se déposer au fond de l'océan et constituer un insondable puits de carbone.

Ces mécanismes à côté des variations de l'orbite de la Terre, des éruptions volcaniques et de la photosynthèse participent à ce fantastique équilibre de la Nature où le véritable rôle de l'Homme est bien exagéré !

Nous atteindrons bientôt le sommet du prochain pic (dans peut-être 10.000 ans) et soyons sûrs qu'une fois de plus la Terre s'en remettra. Sauf que pour nous 10.000 ans c'est bien loin et qu'une meilleure prise en compte de ces changements nous évitera peut-être d'être supplanté par une nouvelle espèce.

Remarquons toutefois qu'il a fallu 100.000 générations (2 millions d'années) pour que l'Homo Erectus peuple toute l'Afrique et 100.000 ans de plus pour que l'Homo Sapiens qui en découle peuple toute la planète.

Nous pouvons sans aucun doute nous adapter à ces changements et plus que le climat et ses variations seule la stupidité humaine (guerre nucléaire, peuplement intempestif) pourra peut-être nous rayer de la carte.

Rassurons-nous : si tel était le cas une nouvelle espèce prendrait la relève !

## Pour ne pas dérapier ABS ou RBS ?

### REFERENDUM DU BON SENS

Amusons-nous à lister en vrac, quelques questions auxquelles nous pourrions répondre par OUI ou par NON de sorte que **s'il y a une majorité de OUI le résultat global du vote sera OUI et inversement s'il y a une majorité de NON**

Pour que le questionnement ait un sens il faut que les questions portent sur un très large éventail de préoccupations des Français. Et comme elles seront posées au fil de l'inspiration leur ordre ne sera peut-être pas idéal mais qu'importe : à chaque question il suffira de cocher OUI ou NON.

Je vais essayer de poser une **centaine de questions en 3 vagues de 33** mais vos propres questions pourront m'inspirer. Faites m'en part mais **UNIQUEMENT** sur [p.chastanier07@gmail.com](mailto:p.chastanier07@gmail.com)

**Chers Amis, Au Travail !**

OUI	NON	QUESTION
<b>EDUCATION</b>		
		1. Redonner force et vigueur à notre système éducatif en revalorisant le métier d'enseignant, son salaire, sa considération, ses charges et obligations, en le libérant par des mesures suffisamment contraignantes des attaques d'élèves ou de parents violents et en contrôlant drastiquement les réseaux sociaux
		2. S'assurer qu'aucun enfant ne pourra sortir du système éducatif avant de dominer les savoirs fondamentaux (lire écrire, compter) et le cas échéant l'envoyer dans une « Ecole de deuxième chance »
		3. Prévenir les parents que toute incartade à l'école contrevenant aux règles de la République sur la laïcité par le port de signes religieux ostentatoires (voile, abaya, kippa, grande croix...) sera punie d'une exclusion immédiate sur réunion en urgence du Conseil d'Établissement, de la suppression des droits sociaux liés à la scolarité (Allocations familiales, chèques de rentrée, aides diverses) et de l'envoi des mineurs en établissements d'enseignement disciplinaires.
<b>SECURITE</b>		
		4. Déclarer licite l'appel à l'armée pour épauler les forces de l'ordre et les sapeurs-pompiers dans les quartiers difficiles et envoyer immédiatement les manifestants arrêtés dans des centres de rétention où leurs actes seront examinés en fonction de leur âge et de la nature des faits reprochés puis traités en conséquence : internats militaires, soins hospitaliers, cures de désintoxication, travaux d'intérêt général, bannissement dans des territoires d'outre-mer, incarcérations)
<b>IMMIGRATION</b>		
		5. Déclarer solennellement illégitime toute immigration illégale et après vote du Parlement déterminer le nombre, l'origine et la qualification professionnelle des migrants acceptés chaque année en fonction des besoins et des possibilités d'accueil du pays. Dès lors confiner dans des villages d'accueil les contrevenants qui pourront travailler pendant que sera examiné leur recours avant soit une régularisation soit une expulsion.
		6. Bannir immédiatement en Guyane dans des villages isolés d'accueil et de travail les migrants illégaux dépourvus de papiers d'identité et le faire savoir



		urbi et orbi aux passeurs et aux ONG
		7. Mettre en place pour les immigrants légaux ou régularisés une vraie structure d'accueil (apprentissage du Français, instruction sur les valeurs de la République, formation professionnelle) débouchant sur une véritable assimilation, un emploi et un logement.
<b>EMPLOI</b>		
		8. Lutter efficacement contre le chômage en revoyant grâce à une modulation des charges patronales et sociales à coût égal pour l'entreprise les salaires des professions déficitaires où des emplois ne sont pas pourvus (restauration, bâtiment, services...)
		9. Améliorer la formation par apprentissage pour donner un vrai métier à tous nos jeunes et permettre par des passerelles le retour ultérieur des plus motivés vers des enseignements longs voire supérieurs
		10. Revoir le mode de fonctionnement des moyennes et grandes entreprises en introduisant enfin une vraie participation où actionnaires, dirigeants et salariés partageront également les décisions qui les concernent au sein de leur entreprise.
		11. Favoriser la libre installation des entreprises et des professionnels dans tout l'espace européen sous réserve du paiement local des charges en vigueur
<b>SANTE</b>		
		12. Résoudre le problème des déserts médicaux par l'ouverture de formations rémunérées pour les différentes professions de santé avec des places spécialement affectées contre un engagement de service de 10 ans
<b>POUVOIR d'ACHAT</b>		
		13. Retrouver un partage plus équitable des richesses de la Nation en réajustant les plus bas salaires, en appliquant enfin la règle pourtant constitutionnelle de la progressivité de l'impôt, en modulant la TVA sur les produits de consommation essentiels, quitte à revoir un équilibre indispensable aux finances de l'Etat par le retour à des taux plus élevés sur des produits de luxe.
<b>FONCTION PUBLIQUE</b>		
		14. Dégonfler la charge de la fonction publique en réduisant le nombre de fonctionnaires, en privatisant certaines fonctions, en modulant les statuts, en retrouvant un ratio plus conforme à ceux de nos voisins de l'OCDE
<b>ARMEE</b>		
		15. Rétablir un Service National obligatoire d'un an qui donnera à chacun l'occasion de vivre une mixité sociale, de redonner à la Nation ce qu'elle aura fait pour ses enfants, ouvrir ce service selon le choix de chacun à tous les champs d'applications <b>civils ou militaires</b> de l'aide aux personnes dépendantes, à l'entretien de la nature, jusqu'au missions de défense
		16. Associer nos partenaires européens au maintien de la force de dissuasion nucléaire (La France est désormais la seule puissance nucléaire de l'UE) et exiger un comportement plus intégré dans l'acquisition de moyens de défense (avions, sous-marins).
		17. Agir pour que se mette en place sur une base paritaire une Défense commune Européenne distincte de l'OTAN bien qu'associée à elle ou en cas de refus des grands Etats européens en tirer les conséquences en quittant comme le fit le Général De Gaulle le commandement intégré de l'OTAN

<b>ECONOMIE</b>		
		18. Rééquilibrer les finances du pays et annuler par des mesures énergiques le déficit de son commerce extérieur et de sa balance des paiements. Exiger que l'UE consente que ne soit pas pris en compte dans le déficit budgétaire les dépenses relatives à la dissuasion nucléaire qui devront être partagées par ceux qui veulent sa protection.
<b>EUROPE</b>		
		19. Militer au sein de l'Europe pour l'application immédiate de mesures annulant les concurrences intra européennes et régulant le commerce extérieur avec les pays ne respectant pas les règles fiscales, sociales et environnementales qu'on impose à nos entreprises
<b>TIERS-MONDE</b>		
		20. Développer l'aide aux pays du tiers monde et participer à leur développement notamment en y implantant des emplois et en les aidant à exploiter leurs ressources naturelles et leurs potentialités humaines en dehors de tout relent néocolonialiste
<b>POLITIQUE ETRANGERE</b>		
		21. Œuvrer pour la paix en favorisant par la négociation une fin acceptable pour tous les conflits respectant à la fois la stabilité des frontières mais aussi le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Par exemple organiser sous contrôle de l'ONU un référendum incontestable en Crimée.
		22. Redonner à l'Europe y compris avec la Russie lorsqu'elle retrouvera le chemin de la démocratie la place qu'elle mérite dans un monde multipolaire où elle a encore d'immenses valeurs universelles à défendre
<b>SOCIETE</b>		
		23. Respecter pour chacun le droit à ses croyances sous réserve d'une pratique privée qui ne soit pas en contradiction avec les règles publiques. Favoriser l'assimilation plutôt que les communautarismes, faire aimer notre civilisation à ceux qui veulent vivre parmi nous...et les aimer en retour.
<b>INSTITUTIONS</b>		
		24. Réformer le millefeuille administratif et le simplifier en regroupant cantons, intercommunalités et communes en créant des unités territoriales d'au moins 10.000 habitants
		25. Distribuer sans doublons les charges et les affectations budgétaires entre Etat, Région, Département, Communes ou Cantons
		26. Interdire le cumul de mandats exécutifs et limiter pour chaque mandat un maximum de trois mandats successifs, ce qui impose de définir un statut de l'élu et permettra une meilleure respiration de la démocratie
		27. Elire les Députés à la proportionnelle départementale avec répartition au plus fort reste ce qui permettra de conserver un lien entre Elu et Population tout en permettant une représentation beaucoup plus équitable des Partis en présence et les Sénateurs à la proportionnelle régionale
		28. Elire le Président de la République au scrutin uninominal à un seul tour, ce qui en fera l'indispensable arbitre (Primus inter pares) entre les forces en présence et choisir pour Premier Ministre le Chef de la Majorité arrivée en tête aux élections

		29. Réduire à 430 le nombre de Députés (1 pour 150.000 habitants) et à 215 le nombre de Sénateurs (1 pour 300.000 habitants)
		30. Renégocier certains engagements européens violant la souveraineté nationale et n'admettre des directives communautaires qu'après accord et négociations avec le Parlement national
<b>RETRAITES</b>		
		31. Réformer le régime des Retraites de sorte que chaque salarié puisse statistiquement espérer un nombre d'années de retraite comparable modulé selon les professions par la dureté et la dangerosité du travail
<b>ECOLOGIE</b>		
		32. Repenser notre politique énergétique en incluant le redéploiement de la part du nucléaire et notamment de l'énergie de fusion et des petites centrales à Thorium et des promesses de la pile à hydrogène à côté des énergies renouvelables
		33. Agir avec efficacité contre la pollution atmosphérique dans les grandes agglomérations et contre la pollution chimique agricole

**VOTRE VOTE sur la 1<sup>ère</sup> série (cochez la bonne case)**

<b>OUI</b>	<b>NON</b>

Le texte traite de la gestion controversée des OQTF (Obligations de Quitter le Territoire Français), illustrée par un incident impliquant un présumé violeur dans un hôpital. Il critique le gouvernement et le système judiciaire français pour leur laxisme dans l'exécution des OQTF, transformées en simples invitations à quitter le pays. Le RN gagne des voix à cause de ce laxisme, tandis que la Gauche, notamment Sandrine Rousseau, est ridiculisée. Marine Le Pen est vue comme la seule capable de combattre la "Macronie", bien que sa victoire potentielle soit associée au risque de guerre civile. Le texte décrit les difficultés pratiques et juridiques d'expulsion des migrants, notamment le manque de coopération des consulats étrangers et la libération de la majorité des migrants en situation irrégulière par les juges. Seulement 7,8 % des OQTF sont effectivement mises en œuvre. Il souligne également le poids financier du contentieux administratif lié au droit des étrangers sur les contribuables. Les associations, parfois soutenues par des municipalités, aident les migrants à contourner les procédures d'expulsion. Le cas des migrants de l'OCEAN Viking sert d'exemple : sur 234, seuls quelques-uns restent dans la zone d'attente. La majorité a été libérée ou a fui. Le texte conclut sur le constat d'un "fiasco migratoire" et appelle le Parlement à prendre des décisions fermes, voire à consulter le peuple français.

## OQTF ou plutôt IQTF ?

Chaque jour un nouvel évènement met en cause un OQTF !

Ce matin c'était un présumé violeur dans les locaux de l'Hôpital Cochin où une patiente porte plainte pour non-assistance à personne en danger pour viol au service (sérvices) des urgences.

Et chaque jour donc au moment où la Gauche continue de se ridiculiser grâce aux outrances de Sandrine Rousseau, le RN encaisse de nouvelles voix de Français excédés par ce laxisme gouvernemental et judiciaire où les OQTF (Obligation de Quitter le Territoire Français) sont devenues des IQTF (Invitation « gentille » à Quitter le Territoire Français).

Zemmour peut bien s'agiter avec son parti Reconquête, les LR tout occupés par la nomination d'un nouveau Chef espérer regagner une partie du territoire perdu par Valérie Pécresse, l'UDI courir désespérément après son centre de gravité, rien n'y fera, Marine Le Pen apparaît seule capable de battre la Macronie. Elle progressera de scrutin en scrutin et le jour où elle gagnera, la France sera au bord de la guerre civile !

Les juges allèguent qu'on ne peut pas expulser quelqu'un dont on ignore la nationalité, le Ministère de l'Intérieur justifie son laxisme en rejetant la faute sur les Consulats étrangers qui ne délivrent pas de laissez-passer. Lorsque la sentence est prononcée le contrevenant bénéficie de 30 jours pour quitter gentiment le territoire mais en réalité **seuls 7,8 % des OQTF sont exécutés** !

Le Sénat peut bien alléguer que les frais d'éloignement des migrants en situation irrégulière sont dérisoirement insuffisants, le Tribunal Administratif peut bien se prononcer sur la régularité de l'interpellation, sur la vérification du droit au séjour, sur l'acheminement au lieu de rétention, tout démontre **l'absence de volonté du Gouvernement** qui laisse les juges libérer les migrants clandestins dans 92% des cas !

On ne sait même pas que les OQTF ne sont valables qu'un an et qu'elles doivent être renouvelées ce qui fait que des juges se prévalent de ces OQTF non exécutées pour accorder des titres de séjour alors qu'ils pourraient condamner les contrevenants à une assignation à résidence ou mieux à un maintien en Centre de rétention administratif (à Mayotte où ils représentent déjà plus de la moitié de la population, en Guyane ou aux îles Kerguelen)

Quand on sait que 41 % du contentieux administratif de la nation (payé par les contribuables) concerne le droit des étrangers », et même 51 % pour les affaires jugées en appel, on voit bien qu'on nage dans l'absurde !

Quand on voit des associations parfois financées par des Municipalités (comme récemment SOS Méditerranée par la Mairie de Paris) fournir aux clandestins le mode d'emploi pour faire échouer leur

embarquement au cri de « *Réagir contre les Déportations* » on comprend bien que la question doit maintenant être tranchée une fois pour toutes par le peuple français.

**Exemple** : où sont passés les migrants de l'*OCEAN Viking* ? Sur les 234 qui avaient débarqué à Toulon, après que l'Italie a refusé de leur ouvrir ses ports, ils ne sont plus qu'une dizaine dans la zone d'attente de la presqu'île de Giens :

- La loi interdit le maintien en détention des 44 mineurs isolés (mais sans papiers d'identité on ne sait pas toujours qui est mineur) et parmi eux 26 ont déjà fugué !
- 66 ont reçu l'autorisation d'entrer sur le territoire pour demander l'asile.
- Sur les 123 restants, une centaine a malgré tout été laissée libre de quitter la zone d'attente sur décision de justice. Et comme il s'agit le plus souvent d'Erythréens qui chercheraient à rejoindre d'autres pays clandestinement on se débarrasse du problème par la politique de l'autruche sauf pour les plus malins qui ont même compris (ou on leur a fait comprendre) qu'ils avaient la possibilité de rester plusieurs mois gratuitement en centre d'accueil, le temps que leur demande soit traitée et au bout du compte bien peu de risques d'être expulsés.

On est dans un véritable fiasco migratoire !

Alors que le Parlement prenne ses responsabilités car il faut bien qu'une porte soit ouverte ou fermée et s'il en est incapable qu'il fasse appel au Peuple !

*Le texte souligne les conséquences tragiques de l'invasion russe en Ukraine, où les actions des forces armées russes, incluant le massacre de civils et la destruction d'infrastructures essentielles, menacent d'isoler le peuple russe de l'histoire mondiale pour des décennies. Il évoque les dommages immenses infligés à l'Ukraine, nécessitant une reconstruction longue et coûteuse. L'analyse critique les erreurs passées des acteurs internationaux, dont la France et l'Allemagne dans les accords de Minsk II, et les séparatismes ukrainiens de 2014. Le texte met en garde contre l'escalade possible du conflit, évoquant la possibilité que l'OTAN fournisse des armes plus avancées à l'Ukraine, et les réactions potentiellement désastreuses du dirigeant russe, incluant l'utilisation d'armes nucléaires. Il mentionne également le rappel par le Pape François de l'Holodomor, massacre de 1933 par Staline. Pour résoudre le conflit, l'auteur suggère un isolement international de la Russie et propose un référendum en Crimée sous l'égide de l'ONU. Si la Russie choisit la voie de la raison, elle pourra rejoindre la communauté internationale, sous condition de réparer les dégâts en Ukraine. Le texte conclut sur la nécessité d'une conférence de paix incluant l'Ukraine et la Russie pour assurer une paix durable en Europe, en tenant compte des menaces régionales comme l'expansionnisme turc et les instabilités au Proche-Orient.*

## **UKRAINE : Arrêtez le massacre !**

Le peuple russe manipulé par une télévision aux ordres ne mérite pas d'être écarté de l'Histoire pour les cinquante prochaines années.

C'est pourtant ce qui se produira si son armée désinformée et des mercenaires aux ordres continuent de massacrer les populations civiles ukrainiennes et de les priver d'eau et d'électricité.

Des hôpitaux, des écoles et des crèches brûlent, des centrales nucléaires peuvent exploser (Tchernobyl était déjà en Ukraine), le pays est si dévasté qu'il faudra des décennies pour le reconstruire. Et tout cela part en fumée à cause d'un dictateur que les opposants russes n'arrivent pas à chasser.

Certes les tenants de la Révolution du Maïden ont commis des erreurs qui ont abouti aux séparatismes de 2014. Certes la France et l'Allemagne n'ont pas joué pleinement le rôle de garants qu'elles avaient contracté lors des accords Minsk II.

Mais l'horreur de l'invasion russe a tout effacé et la corruption de ses anciens dirigeants ne peut justifier les malheurs du peuple ukrainien.

### **Si l'inacceptable se poursuit où cela finira-t-il ?**

Tôt ou tard l'OTAN qui ne veut pas être cobelligérante enverra aux Ukrainiens des lance-missiles à longue portée capables de toucher la Russie. Comment réagira alors le dictateur du Kremlin ? Comme Hitler en se suicidant sauf qu'à la différence d'Hitler il aura peut-être lancé des missiles nucléaires sur les grandes capitales occidentales prêt à périr avec Moscou et Saint-Pétersbourg ?

Le Pape François après bien des hésitations vient à son tour de rappeler l'Holodomor de 1933, cet effroyable massacre par la famine où Staline condamna à mort 5 millions d'Ukrainiens.

Il est temps que tous les dirigeants du monde, Occidentaux, Chinois, Pays de l'Ex-URSS, Inde, Brésil, et bien d'autres d'intimer à Poutine l'ordre de cesser le feu immédiatement faute de quoi ils s'interdiront tout commerce avec la Russie qui se trouvera ainsi totalement isolée, ils accueilleront tous ses migrants, ils gèleront tous ses avoirs, ils couperont toutes ses communications.

Et puisqu'il faut bien souvent trouver une monnaie d'échange, qu'ils lui proposent que sous l'égide de l'ONU soit organisé un référendum en Crimée n vertu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes :

- Voulez-vous redevenir Ukrainiens ?
- Voulez-vous devenir Russes ?

- Voulez-vous être indépendants ?

La Russie, si elle entend cette voix de la raison, pourra réintégrer le concert des Nations et voir lever les sanctions qui pèsent sur elle sous réserve qu'elle reconstruise en Ukraine ce qu'elle a ignoblement détruit.

Le monde ne peut pas être unipolaire même sous la Pax Americana et l'Europe après les événements de Serbie et la guerre actuelle d'Ukraine, ne peut trouver une paix durable alors qu'elle est visée par l'expansionnisme turc (Chypre, Arménie) et par les dangers du Proche Orient (Liban, Palestine) sans une conférence de paix incluant Ukraine et Russie.

Ils ne veulent pas discuter ensemble mais peut-être accepteront-ils de le faire au milieu de nous tous ? Ou alors creusons vite un abri antiatomique ou préparons notre cercueil.

*Ce texte aborde la contradiction entre le fanatisme d'extrême-droite et leur soutien à l'équipe de France de football, diverse en origine ethnique. Il souligne l'importance des territoires d'outre-mer et critique la notion de "trop de noirs" comme synonyme de trop d'immigrés. Le texte rappelle que les joueurs blancs ne sont pas nécessairement "plus français" que leurs homologues de couleur. Bien que l'équipe ne représente pas exactement la diversité ethnique de la France, des joueurs issus de l'immigration comme Platini, Zidane, et M'Bappé sont largement célébrés. Le football, plus accessible dans les classes populaires, est vu comme un ascenseur social. Le texte réfute l'idée de prédispositions génétiques spécifiques à la réussite dans le sport. Il appelle à l'unité nationale, respectant les valeurs de liberté, égalité, fraternité et laïcité, et souligne l'importance de la Francophonie. Le texte critique la vision néocoloniale et appelle à un traitement fraternel de tous ceux qui partagent le destin de la France. Il note l'image négative de la France en Afrique et la nécessité de changement. Il préconise la mixité sociale, l'assimilation, le respect des valeurs communautaires compatibles avec les valeurs républicaines, l'égalité des chances, le respect mutuel entre ethnies, le développement des pays francophones et une réflexion sur les conséquences de la colonisation. Enfin, il conclut avec une citation de Coluche sur le football, illustrant la disparité économique dans le sport.*

## **Coupe du monde : De beaux noirs qui nous font vibrer !**

Quand on voit des fanatiques d'extrême-droite vibrer à la coupe du monde de foot devant l'équipe de France victorieuse, on ne peut que s'interroger sur le qualificatif trop souvent entendu : trop de noirs !

C'est oublier que la France est aussi la France, hors métropole, dans les territoires d'outre-mer et que sous cette mention « trop de noirs » certains veulent surtout dire trop de gens d'origine immigrée, trop d'étrangers dans l'hexagone.

Mais que dire des origines des joueurs « blancs » ? Ils ne sont pas forcément « plus français » que les joueurs de couleur !

Certes alors que 23% de nos compatriotes sur trois générations ont un parent d'origine étrangère l'équipe de France de foot ne reflète pas stricto sensu l'origine ethnique de la population française.

Pourtant Michel Platini, Zinedine Zidane et autres Kylian Mbappé (tous trois nés en France au pays du Jus Solis) ne sont-ils pas parmi les idoles traditionnelles footballistiques des plus intégristes !

Le foot est beaucoup plus répandu que d'autres sports dans les classes populaires. C'est celui qui est le plus facile à pratiquer et alors que d'autres s'entraînent au Golf ou au Tennis il représente pour certains un véritable ascenseur social.

Et les enfants d'ouvriers intégreront plus facilement le Racing Club de Lens que le Racing Club de Paris !

Quant aux prétendues prédispositions génétiques : si c'était le cas tous les « Ballons d'Or » seraient noirs !

A l'heure où la France a besoin de se retrouver, nous attendons de tous les Français quelle que soit la couleur de leur peau, une adhésion à ses valeurs : Liberté, Egalité, Fraternité, Laïcité. Nous avons la chance de pouvoir participer à travers la Francophonie à une des plus exaltantes possibilités offertes dans le monde de demain : 700 millions de locuteurs attendus en 2050 avec une progression de 30 millions par an grâce à ...l'Afrique.

Abandonnons donc une fois pour toute la vision néocoloniale de certains nostalgiques, vision, dont par certains aspects nous n'avons pas à glorifier nos aïeux, traitons fraternellement tous ceux qui veulent partager notre destin. Et quand je vois aujourd'hui au Mali, au Burkina Faso et ailleurs comment la France est déconsidérée je me dis que nous avons raté bien des opportunités et qu'il est temps que cela change !



Mixité sociale, assimilation, éducation, respect des valeurs de chaque communauté qui ne contreviennent pas aux valeurs républicaines, souci d'égalité des chances pour tous sur notre territoire, respect mutuel entre les différentes ethnies, égalité des chances, aide puissante au développement local des autres pays francophones, juste retour de la colonisation, voilà quelques principes qui devraient dicter notre conduite et si, comme Coluche vous pensez que le Foot est un sport où des Smicards paient très cher pour voir courir des milliardaires eh bien n'allez pas au stade et fermez votre poste !

*Ce texte exprime un mécontentement profond envers le traitement médiatique et politique de divers sujets sociétaux, notamment l'écologie, l'immigration, et la gestion de l'eau par les agriculteurs. L'auteur critique la simplification excessive des questions complexes comme le réchauffement climatique, accusant les médias et certains écologistes de propager la peur plutôt que d'offrir des explications nuancées. Il souligne les incohérences dans les discours sur la montée du niveau des mers, la gestion des ressources hydriques, et la politique d'immigration, mettant en cause l'influence des idéologies telles que le "wokisme" et les actions de certains groupes politiques. L'auteur déplore que l'écologie soit dominée par des approches extrémistes et souhaite une approche plus équilibrée et éclairée, impliquant à la fois la droite et la gauche. Il critique la tendance actuelle à la polarisation et à l'embrigadement, regrettant que des sujets importants soient manipulés pour des intérêts politiques et idéologiques plutôt que traités avec la complexité et la gravité qu'ils méritent. Il s'inquiète de l'impact de ces dynamiques sur la société et la coexistence des communautés, appelant à une approche plus réfléchie et moins dogmatique des enjeux majeurs.*

## **On me reproche parfois d'être Anti-Ecologiste !**

Je n'ai évidemment rien contre la protection de la Nature et je ne suis partisan ni des insecticides ni des pesticides qui empoisonnent les agriculteurs et à un degré moindre les consommateurs, ni de la pollution de l'air de nos métropoles ni des rejets de polluants dans nos rivières, des lisiers dans nos océans et de tant d'autres choses dont le simple bon sens devrait nous tenir à l'écart.

Je veux comme d'autres l'ont fait également prendre du recul par rapport aux déclarations soit naïves soit carrément mensongères de ces idéologues verts qui veulent nous empoisonner la vie parce que nous ne la voyons pas comme eux embrigadée dans le monde concentrationnaire qu'ils domineraient.

Tous les soirs les chaînes de télévision dans quelque domaine que ce soit diffusent aux addicts non pas des informations mais des imprécations où comme chacun sait il est plus facile de vendre des drames que des exploits, des vices plutôt que de la vertu. Tout cela sans même que ces verts prennent conscience qu'ils travaillent en fait pour une oligarchie qui sans qu'ils s'en rendent compte les pousse avec une longue cuillère dans le sens de ses intérêts.

Un exemple actuel : On nous parle de la pénurie d'électricité que nous allons sans doute vivre cet hiver et de son coût exorbitant.

Et dans le même temps on rugit bien mollement sur l'état d'abandon de notre programme d'énergie nucléaire, sur la moitié de nos centrales arrêtées par imprévision, sur la poursuite béate d'une construction ridicule d'éoliennes, énergie renouvelable seulement quand le vent souffle dont le bilan carbone pour ceux qui y croient est catastrophique et qu'on a promu à des conditions de rachat imposées à EDF qui font d'elle une des sociétés parapubliques des plus scandaleusement endettées.

Et dans le même temps, moins malins que les Espagnols et les Portugais, on accepte le diktat européen qui nous force à indexer le prix de notre propre électricité sur le prix du gaz, tout cela pour ne pas défavoriser la compétitivité allemande qui depuis la création de l'Europe se nourrit de notre mollesse et de notre béate acceptation (l'est-elle tant que cela ou repose-t-elle sur d'autres intérêts ?) pourtant totalement infondée.

Ce sont ces Verts allemands qui ont poussé leur pays à rejeter le nucléaire. Ils se sont vendus aux Russes contre le gaz bon marché, ont planté des éoliennes de partout, nous ont imposé leurs règles inéquitables pour finir, guerre d'Ukraine oblige, par nous réclamer le prix de leurs erreurs en nous faisant croire qu'il est bon d'économiser la chaleur au risque de tomber malade, d'être de frugaux consommateurs d'énergie pour ne pas rejeter du CO2 dans l'atmosphère, déclaration sans fondement s'il en est, GIEC ou pas GIEC !

Bien sûr pendant ce temps on subventionne les voitures électriques. On n'a même pas l'idée de réserver ces subventions aux véhicules français et on espère (ou plutôt on désespère) que le Président Macron, au cours de sa visite d'Etat aux USA fera accepter au vieux Joe Biden, un renard de la politique autrement plus madré que lui, un abandon de la préférence accordée aux entreprises américaines notamment dans ce domaine. Biden lui fera le coup des sous-marins australiens ou de F-35 allemands et l'autre devra encaisser avec une grimace !

Développons un instant cette question tellement la stupidité de nos gouvernants est grande. Financer la voiture électrique au nom d'un prétendu intérêt écologique alors que le bilan carbone des batteries est exécrable, alors qu'il faudrait investir des milliards pour avoir des stations de recharge capables de fournir 40 millions de véhicules français, alors qu'il faut 30 minutes pour recharger une batterie contre 5 minutes pour faire le plein d'essence, alors que demain il faudra mettre des générateurs de bruit dans ces véhicules insonores qu'on entend pas venir, alors que chaque jour on découvre de nouveaux gisements de pétrole faisant mentir en permanence les annonceurs de pénurie mondiale, alors que dans peu de temps les progrès de la pile à hydrogène renverront au placard des accessoires nos batteries au lithium. On aura dépensé beaucoup d'argent public pour rien.

D'où la question : qui en profite ?

Moi je préférerais qu'on construise des parkings de dissuasion aux entrées des grandes villes et des transports non polluants individuels (scooters électriques ou vélos) ou collectifs (trams, Métro, bus) quitte à faire payer des péages aux visiteurs motorisés autres que les résidents car le moteur thermique ne pollue véritablement que dans les centres-villes.

Demain on va nous imposer des radars de covoiturage qui pénaliseront ceux qui roulent seuls en voiture !

Bien sûr les innocents croient que le véhicule électrique est bon marché ! Comment peuvent-ils imaginer qu'un gouvernement qui ponctionne tant d'argent aux automobilistes ne finira pas demain par taxer de la même manière l'électricité utilisée pour la recharge des véhicules ? Ce sera aisé dans les stations de recharge et dans les maisons équipées d'un compteur intelligent Linky qui, le savez-vous, est devenu obligatoire par transcription de la Directive européenne et qui peut différencier l'électricité distribuée selon ses usages !

Nous avons inventé le surgénérateur qui produit plus de matière fissile qu'il n'en consomme et qui aurait garanti notre indépendance énergétique. La promesse électorale faite aux Verts a entraîné sa fermeture brutale en 98. Nous avons abandonné la recherche sur les centrales au thorium pourtant présent en abondance dans le monde entier y compris en France, totalement sûr pouvant même brûler les déchets nucléaires des réacteurs et contribuer ainsi à résoudre ce problème. On y reviendra demain et on verra sans doute se développer des centrales au Thorium individuelles. Mais que de temps perdu, que de mauvaises décisions imposées par des sots à des politiciens dont la seule vision s'arrête à leur réélection.

Et je ne parle pas bien sûr de l'énergie gratuite inépuisable qui demain proviendra de la fusion nucléaire.

L'humanité a mis 7 millions d'années pour découvrir la fission nucléaire et la bombe qui en découle. Accordons-lui donc encore quelque temps pour mettre au point la fusion nucléaire qui nous permettra sans doute de survivre dans 10.000 ans à la prochaine grande glaciation de 80.000 ans qui ne manquera pas de se produire.

Ce jour-là nos descendants se demanderont comment leurs ancêtres ont-ils pu être assez bêtes pour croire aux sornettes des petits hommes verts.

Après Lyssenko, le GIEC : même combat de l'ignorance ou de la malveillance dévoyée à de sordides intérêts contre ce qui vaincra tôt ou tard : le triomphe de l'intelligence humaine.

Le texte critique l'état actuel de la société et de l'information, exprimant un mécontentement face à la simplification excessive et la désinformation. L'auteur remet en question les discours alarmistes sur le réchauffement climatique, suggérant que la fonte des icebergs et des glaciers terrestres n'aura qu'un impact minime sur le niveau de la mer, contrairement aux affirmations populaires. Il aborde également le rôle des écologistes, accusés de promouvoir un obscurantisme et un embrigadement des masses, tout en critiquant l'agriculture moderne et la gestion de l'eau. La critique s'étend à la politique, avec une mention spécifique de la Seine-Saint-Denis et des problématiques liées à l'immigration et à l'intégration. L'auteur déplore la polarisation extrême des opinions et le manque de soutien concret envers l'Afrique, ainsi que la montée du "Wokisme" et les accusations sans fondement qui peuvent détruire des réputations. Le texte dénonce la récupération de l'écologie par des partis politiques, soulignant la nécessité d'une écologie transpartisane et rationnelle, à l'opposé de l'écologie "gaucho-wokiste" actuelle. L'auteur craint que ces courants extrêmes ne mènent à la désintégration de la société, appelant à une approche plus mesurée et informée des enjeux environnementaux et sociaux.

## On me reproche parfois d'être Anti-Ecologiste ! (Suite)

On se rappelle peut-être le fameux « *Odi profanum vulgus et arceo* » d'Horace (Je hais le vulgaire et je l'écarte) phrase dont certains diront que pour toucher les hommes, il faut consentir à parler leur langage mais quand, de guerre lasse, je finis par changer de chaîne en entendant les stupidités débitées sur de prétendues « chaînes info » je constate que le mal est profond et sans doute irrémédiable.

Au lieu d'éduquer le peuple, jamais les bonimenteurs ne donnent les explications nécessaires, celles qui, passées aux trois tamis socratiques, permettraient d'élever le niveau de conscience de nos concitoyens.

Pour revenir par exemple sur le réchauffement climatique, qui expliquera que si la glace de tous les icebergs fondait ça n'augmenterait pas le niveau des océans, qu'il faudrait pour cela que fondent les 2700 m de glace surmontant l'antarctique qui est un continent dont la température moyenne est de -37°C (si la température moyenne de la planète augmente de 1°C cela n'aura guère d'influence) et quant aux glaciers terrestres leur éventuelle fonte représenterait bien peu en se répartissant sur les 361 millions de Km<sup>2</sup> des océans.

Sur un volume estimé de 150.000 km<sup>3</sup> de glace (glaciers terrestres et pôles compris) dont 75.000 km<sup>3</sup> dans le seul Arctique où il n'y a pas de continent sous-jacent donc, qui en fondant, tel un glaçon dans un verre bien rempli, ne ferait pas bouger d'un millimètre le niveau de l'eau, si tous les glaciers terrestres y compris Groenland et Antarctique fondaient (il faudrait pour cela que la température de la terre s'élève de bien plus de 10°C (on est loin des 2°C présentés par le GIEC comme apocalyptiques) le niveau de la mer augmenterait de  $75.000 \times 10^9 / 361.000.000 \times 10^6 = \dots 20$  cm !

Mais c'est tellement plus rabatteur que de faire croire que New York ou le Bangladesh seront submergés, que des vagues de migrants « climatiques » nous harçèleront, et d'ignorer que les premiers primates placentaires, ancêtres des humanoïdes, ont survécu aux dinosaures (malgré des températures polaires bien plus élevées qu'aujourd'hui) ...

Les trains qui arrivent à l'heure n'intéressent personne.

En fait comme le faisait remarquer très récemment Yves Roucaute (auteur de « L'Obscurantisme vert »), les Ecologistes nous reprochent notre individualisme au profit de leurs théories holistiques, notre autonomie morale par rapport à la contrainte du groupe social qu'ils veulent nous imposer.

Tout est bon pour l'embrigadement des foules. Nos derniers 400.000 agriculteurs (ils étaient 10 millions en 1945) veulent creuser des « bassines » pour ne pas perdre l'eau des rivières qui en hiver s'écoulerait vers la mer !

Horreur : au lieu de remplir nos nappes phréatiques elle va s'évaporer et aggraver la sécheresse estivale ! Comme si, de la mer, l'eau ne s'évaporerait pas ! On va nous refaire le coup de la ZAD de ND des Landes !

Défendre nos agriculteurs ne veut pourtant pas dire défendre les pesticides organophosphorés, défendre les insecticides qui dévastent nos ruches... défendre les déforestations qui altèrent la biodiversité mais les petits hommes verts ne veulent rien entendre ! Rebouchons tous nos étangs !!!

Les mêmes dans d'autres domaines nous en veulent de ne pas vouloir ouvrir les portes de l'immigration à tous les extrémismes (En Seine Saint-Denis, contrairement à la loi, la Police a reçu l'ordre de laisser les enseignants abandonner à la sortie des Maternelles les enfants à des femmes intégralement voilées dont ils ne peuvent distinguer le visage !) alors que nous ne cessons de dire qu'il est indispensable et urgent d'aider l'Afrique pour qu'elle devienne autosuffisante alimentaire et que pour éviter des critiques nous accablant de néocolonialisme cette aide massive doit être orchestrée par l'ONU.

Il faut selon eux épouser les thèses du Wokisme (on entend avec effroi des propos scandaleux tenus par des Sandrine Rousseau et ses émules), accepter pour argent comptant des accusations pour violences sexistes portées par des femmes et, sans droit de réponse, détruire grâce aux réseaux sociaux d'éventuels innocents comme si on prétendait défendre des assassins ou des violeurs !

Tout dans notre société les dégoûte. Ne se dégoûtent-ils pas eux-mêmes ? Au sein de la Nupes où pour des raisons évidemment électoralistes ils se sont unis aux Insoumis, on voit bien que de dérive en dérive ils vont nous conduire vers des sociétés qui ne peuvent plus vivre ensemble et finir par nous faire justifier ce qui est tout aussi injustifiable que leurs délires, des groupes d'autodéfense, des ghettos inaccessibles, des lois républicaines bafouées, une civilisation détruite.

Qu'il est dommage que l'Ecologie soit accaparée par les Verts ! Quand une Ecologie de Droite et une Ecologie de Gauche conscientes, sereines, instruites feront-elles l'indispensable pendant démocratique dont la France a besoin contrairement à cette Ecologie gauchowokiste qui finira par détruire notre maison commune !

L'essai examine la polarisation politique croissante en France et ses implications pour la démocratie. Il critique le gouvernement de Macron et son mouvement "En même temps" pour n'avoir pas formé de coalition stable, entraînant une radicalisation des extrêmes. L'auteur souligne l'ascension du Rassemblement National (RN) et la nécessité pour la Droite de s'unir pour éviter le chaos potentiel d'une victoire isolée de Marine Le Pen. Il note la progression des thèses de l'extrême droite sur des questions comme la sécurité, l'immigration, et le pouvoir d'achat. L'essai met en garde contre le populisme, qui pourrait mener à une opposition violente de l'extrême gauche, menaçant la stabilité. L'auteur appelle à des pourparlers entre les partis de droite, y compris le RN, pour éviter une division irréconciliable de la société française, qui pourrait mener à une guerre civile.

## Peut-on continuer à vivre ensemble ?

Les évènements qu'on nous décrit chaque jour et la manière dont nous les appréhendons nous amène à nous interroger sur un point crucial : *Sommes-nous encore assez proches les uns des autres pour pouvoir continuer à vivre ensemble ?*

Certes en 2000 ans d'histoire, Gaulois contre Romains, Chrétiens contre Barbares, Nobles contre Peuple, Royalistes contre Républicains, Dreyfusards contre Antidreyfusards, Collabos contre Résistants, Libéraux contre Communistes, nous en avons vu des affrontements au sein des peuples qui ont colonisé la France.

Mais aujourd'hui, entre Conservateurs-Libéraux de Droite et d'Extrême Droite et Radicaux Ecolo-Insoumis de Gauche et d'Extrême Gauche, le dialogue est devenu si difficile que sur de trop nombreux points l'incompréhension monte telle l'eau d'une cocotte-minute !

### La Macronie a détruit la France.

En constituant le groupe central du « *En même temps* » qui n'a jamais voulu réunir la coalition majoritaire qui avec la Droite (*Combien de fois ne l'ai-je suggéré !*) ou avec la Gauche aurait pu durablement gouverner et décevant tout le monde en ne réglant aucun des problèmes graves auxquels le Pays est confronté (*pouvoir d'achat, sécurité, immigration, retraites, soins, énergie, dette...*), ce mouvement a entraîné la crispation et la radicalisation et de l'Extrême Droite avec aujourd'hui 89 Députés RN *malgré l'absence de proportionnelle* et de l'Extrême Gauche avec ses funestes 137 Députés d'une *alliance pourtant purement électorale* : Nupes !

Or, la Vème République est conçue pour fonctionner avec deux grands Partis, **une majorité et une opposition aptes l'un et l'autre à se succéder au pouvoir** comme ce fut le cas de De Gaulle à Sarkozy (Déjà sous Hollande les frondeurs allaient préparer l'arrivée de Macron)

Depuis la machiavélique manipulation de François Mitterrand dressant deux Droites l'une contre l'autre (dont les effets sont toujours sensibles) les électeurs du Front National sont passés de **0.74%** au premier tour des présidentielles de 1974 à **41.46%** au second tour de celles de 2022, laminant les LR avec les **4.7%** de Valérie Pécresse.

La Droite si elle veut reprendre le pouvoir **sans jeter la France dans le chaos** ce qui sera immanquablement le cas si Marine Le Pen finit par l'emporter seule (*A 41% l'écart entre 0.74% et 51% s'est déjà considérablement réduit !*) n'aura qu'une solution : **réaliser enfin une large Union des Droites et du Centre** sur la base d'un programme de gouvernement à négocier entre toutes ses composantes en espérant qu'en face le PS, récupérant ses transfuges partis en Macronie, renaîtra aussi de ses cendres pour qu'une **Gauche sensée et crédible** dialogue à nouveau face à une Droite Unie dans le nécessaire débat démocratique dont la République a besoin.

Je n'ai personnellement jamais voté pour l'Extrême-Droite et je considère que **si Marine Le Pen arrivait seule au pouvoir la France revivrait aussitôt les pires pages de son histoire**. Pourtant ses

thèses progressent : Sécurité, Immigration, Pouvoir d'achat, Retraites, Souveraineté nationale et beaucoup finiront par dire : *Pourquoi ne pas l'essayer après les si nombreuses déceptions vécues avec tous les autres ?*

**Il suffirait de bien peu d'abstentionnistes pour renverser le scrutin !**

Mais ce populisme ferait aussitôt coaguler une opposition violente écolo-insoumise ouverte à tous les extrémismes, immigrationniste, anti-policière, prodigue d'assistantats sociaux, anticapitaliste, racialisiste, n'hésitant pas à justifier tous les débordements des Black Blocs dans des manifestations qui deviendront quasi quotidiennes.

Or, une Droite extrême, si elle devenait majoritaire, devrait obligatoirement réagir et **ce serait la Révolution !**

Si les LR une fois sortis de leur réorganisation, l'UDI, Debout la France, Reconquête, les petits partis de Droite essayaient enfin d'ouvrir des pourparlers avec le RN (*François Mitterrand le fit bien au moment de l'Union de la Gauche avec le PC*) une voie nouvelle pourrait peut-être, malgré bien des difficultés, émerger de ces discussions, prélude à l'élaboration d'une éventuelle coalition gouvernementale. Mais si la Droite classique maintient ses haut-le-cœur devant toute idée de discussion avec Marine Le Pen et avec Eric Zemmour alors on repartira dans le marasme du tripartisme jusqu'à ce que le pays finisse par se diviser profondément entre des blocs irréconciliables, anti immigrationniste, souverainiste, populiste, sécuritaire, conservateur d'un côté et immigrationniste, révolutionnaire, antifa, écoterroriste, communautariste de l'autre.

**Ces blocs pourront-ils vivre longtemps côte-à-côte sans guerre civile ? J'en doute !**



*Le texte critique le social-libéralisme, exprimant que pour un bon fonctionnement parlementaire, il faut une majorité et une opposition claires, plutôt qu'un système tripartite. L'auteur regrette qu'Emmanuel Macron n'ait pas formé de coalition stable avec la droite ou la gauche, évitant ainsi l'actuel cafouillage politique. Il souligne la montée du Rassemblement National (RN), suggérant que les Républicains (LR) devraient dialoguer avec lui, étant donné leur proximité idéologique sur plusieurs points. Le texte insiste sur la nécessité d'une opposition forte face à Macron, et sur l'opportunité pour les partis comme le RN de tirer parti de l'abstention élevée. L'auteur suggère que le RN, désormais plus modéré, pourrait être un partenaire viable pour les LR. Il envisage aussi une reconstitution du PS et des Radicaux, affranchis des idéologies extrêmes, pour une politique plus humaniste. L'auteur appelle à un gouvernement du peuple, critiquant l'oligarchie actuelle qui, selon lui, accumule des richesses au détriment des pauvres. Il conclut sur une note d'espoir dans le progrès de l'humanité, soutenu par la science, et plaide pour un système politique binaire, simple et direct, opposé au tripartisme.*

## **Bipartisme ou Tripartisme ?**

Je me souviens avoir écrit bien souvent : « *Il faut qu'une Nation soit suffisamment libérale pour que son économie fonctionne et suffisamment sociale pour que persiste le désir de vivre ensemble* » en lançant, l'un des tout premiers, au début des années 80, le terme de social-libéralisme.

Appelant ainsi de mes vœux un bloc central qui ne soit ni de Droite ni de Gauche, je faisais de la Macronie par anticipation (Emmanuel Macron était encore dans ses couches !) **et j'avais tort !**

En effet, et nous le voyons bien aujourd'hui, pour que le débat parlementaire puisse être utile au Pays il faut une majorité et une opposition et non un système tripartite tel que celui que nous vivons actuellement.

Il aurait été souhaitable, comme je n'ai cessé de le dire, qu'Emmanuel Macron constitue une coalition soit avec la Droite (Macron + LR) soit avec la Gauche (Macron + PS) suffisamment stable pour gouverner le pays avec l'assentiment du plus grand nombre possible de Français.

Alors que la majorité à la Chambre est à 289, si le Président avait suivi mon conseil il aurait encore aujourd'hui dans l'exemple d'une coalition de la Droite et du Centre excluant le RN :

### **Renaissance 170 + Horizon 29+ Modem 51+ LR 62 =312 Députés**

Une belle majorité qui n'aurait pas eu à subir l'incroyable cafouillage de NUPES même après la cuisante défaite des LR de Valérie Pécresse.

Mais à force de ne rien entendre (et même de ne rien comprendre comme on le constate aujourd'hui dans les choix stupides faits sur l'énergie dans un passé récent pour tenter de se rallier quelques piteuses voix écologiques) on a laissé pousser le FN devenu RN à un niveau tel qu'il faut être demeuré pour ne pas en présumer les conséquences futures.

Avec lui, en 2022, l'Union des Droites aurait rassemblé au 1<sup>er</sup> Tour :

RN 23.15%+ Zemmour 7.07%+ LR 4.78%+ DLF 2.06% = **37.06%**

Confrontée à Macron 27,84% et même en rajoutant l'inclassable Lassalle 3.13% = **30.97%**

Et à Mélenchon et ses alliés de NUPES :

LFI 21.95% + EELV 4.63% + PC 2,28% + PS 1.75% + NPA 0.77% +LCR 0.56% = **31.94%**

Si les LR sous leur nouvelle direction persistent à refuser tout dialogue à Droite (On a assez parlé d'Extrême Droite comme d'un gros mot, pour ne pas souhaiter au vu des propos délirants des Insoumis et des Verts qu'on cesse d'utiliser ce terme ou alors qu'on parle enfin en même temps d'Extrême Gauche) il faudra s'attendre à ce que le RN de scrutin en scrutin progresse suffisamment

pour s'emparer un jour SEUL du pouvoir (Quand on passe de **0.74%** en 1974 à **41.46%** en 2022 on n'est pas loin des fatidiques **51%** qui jetteraient la France dans le chaos).

Et en ce qui concerne le nombre de Députés élus, alors que la Proportionnelle promise par Macron en 2017 n'a pas été appliquée, son passage au RN de 8 à 89 multiplié par plus de 10 démontre bien que l'épouvantail dressé n'épouvante plus guère monde et qu'il peut largement trouver dans les 53.77% d'abstentions et de bulletins blancs et nuls, premier parti de France, de quoi puiser ces réserves supplémentaires qui l'amèneraient au pouvoir.

Aussi je pense qu'aujourd'hui, les électeurs de la Droite et du Centre devraient faire pression sur leurs instances politiques pour que des pourparlers soient entrepris avec le RN. Ce dernier a fait suffisamment d'efforts pour se dédramatiser pour qu'on examine point par point les convergences, les divergences, les points de rupture.

Il pourrait se faire que le RN depuis si longtemps dans l'opposition veuille goûter aux joies du pouvoir et soit prêt pour cela à de gros efforts, que Zemmour qui, bien qu'ayant raté son entrée, a conquis un véritable électorat mette en pratique la théorie qu'il prône depuis le début, que les LR forts encore d'une implantation locale que les autres n'ont pas, arrête de jouer les vierges effarouchées dès qu'on parle de RN puisque sur bien des points leur approche est très comparable, que les Centristes dégagés de la Macronie retrouvent dans une coalition opérante avec la Droite le rôle traditionnel qui est le leur.

Ou qu'en face, puisque je ne saurais m'arrêter à une vision unidirectionnelle que l'éclatement de la Macronie permette au PS et aux Radicaux de se reconstituer et de pouvoir prétendre un jour, débarrassés des idéologues Wokistes et des petits idéologues verts revenir aux affaires dans une vision plus humaniste que la Droite n'aura pas toujours.

La République c'est le Gouvernement du Peuple par le Peuple et pour le Peuple. Pas le gouvernement de la masse par une oligarchie dirigeante insatiable qui manipule les foules dans son seul intérêt égoïste accumulant tant de richesses inutiles confrontées à tant de pauvreté, mélange détonnant qui ne peut qu'exploser.

L'humanité suit sa route depuis 7 millions d'années. Elle progresse grandement dans la plupart des domaines (espérance de vie, lutte contre la famine, les épidémies, la guerre, l'esclavage...) et si elle ne se laisse pas aveugler par des égarés, elle peut grâce à la science forger les moyens qui lui permettront de survivre à la prochaine glaciation qui tant de fois par le passé l'a presque entièrement détruite.

Et comme les choix sont toujours difficiles et hasardeux il vaut mieux, tant qu'à faire, pouvoir répondre par Oui ou Non (Majorité et Opposition) et non p'têt ben qu'oui, p'têt ben qu'non (du Tripartisme)!

## Point de vue d'un fidèle lecteur

Einstein, aurait dit que la folie consistait à refaire la même chose, en espérant un résultat différent ! Les commentateurs - bonimenteurs - politiques nous vantent continument les bienfaits de la constitution de la 5ème République.

A la différence des autres constitutions, celles des EU, de GB, d'Italie, de RFA, ...qui sont conçues pour le peuple, lui garantissant la plénitude de ses souverains pouvoirs, la Constitution de la France est différente !

Celle-ci voulue pour un homme seul, militaire, général de surcroît, dans un contexte de guerre - celle d'Algérie - ne peut plus fonctionner 65 ans plus tard !

Ce qui radicalise la situation que tu décris, est tout simplement l'exercice solitaire du pouvoirs, que d'ailleurs tous les successeurs du Général, même ceux qui l'ont dénigré - Mitterrand - ont su apprécier !

La radicalisation que tu stigmatises, est tout simplement le résultat de l'impasse où nous a mené la construction de l'Europe.

Les 3 blocs qui s'affrontent :

- Libéral européen mondialiste.
- Libéral souverain non mondialiste.
- Anti libéral souverain mondialiste.

Ils ne peuvent pas s'allier entre eux, mais partagent certains points de vue. La droite ou la gauche, n'existent plus ; il n'y a plus que le libéralisme – majoritaire en Occident - et le gauchisme révolutionnaire !

Macron a réuni les libéraux, avec des PS, UDF, UDI, RDG, ... Les LR, dévalisés par le RN et idéologiquement nus, sont voués à disparaître ; Sarkozy, Woerth, Philippe, .... L'ont compris.

Zemmour, qui par deux fois a voté Mitterrand, et s'est rallié à Chevènement, ne peut nullement servir de lien entre les LR et le RN. Tout simplement parce que les LR, hormis quelques politiciens de talent, sont devenus un emballage vide ...d'électeurs !

Quant au RN, il joue la montre et ramasse les miettes.

La réalité montre le désarroi des 54% de votes nuls et des abstentionnistes ! La situation est ainsi bloquée, qu'elle mène à la radicalité des gauchistes. Ces derniers coincés, sans marges de manœuvres - hormis la violence, la désarticulation des institutions et le démembrement de la France - jouent un jeu trouble, qui les éloigne du pouvoir !

Enfin, et malheureusement, le débat se joue entre Macron - le légitime pouvoir - et le RN, qui se veut - alternative légitime - mais qui a contre lui deux blocs seulement unis sur un point : lui interdire ce pouvoir !

Pour combien de temps ?

La ligne rouge, qui reste encore n'est plus entre droite ou gauche; les deux ayant disparu !

Menée à la suite du tournant de la rigueur de 1983, elle délimite deux idéologies: L'Europe et sa construction, qui ne se conçoit que par le libéralisme - Irlande, Luxembourg, Pays Bas et autres - le socialisme ayant été enterré par Mitterrand avec Rocard, DSK, Valls,....et le gauchisme : celui-ci va des verts, des PC, Wokistes,....

Il n'y a pas de bipartisme mais simplement une alternative, non négociable, non amendable, non modifiable !

C'est cela qui empêche et empêchera, une quelconque alliance entre Renaissance + LR et Zemmour + RN ! La plupart des LR ont achevé leur " Mutation Européenne " ; Elle fut entamée par Chirac dès 1988, trahissant, Seguin et Pasqua, sur le referendum en 1992 ! La construction européenne est donc la ligne de démarcation d'un bipartisme entre libéraux et nationaux !

*Le texte résume une réflexion sur l'immigration en France, avec une perspective critique sur les tendances actuelles. Il note l'augmentation de l'immigration d'origine méditerranéenne et africaine, majoritairement de culture islamique, et soulève des inquiétudes quant à l'assimilation. L'auteur constate une divergence croissante entre la fécondité des femmes étrangères non-européennes et celles des Françaises. Il met en garde contre les changements potentiels dans le visage de la France si des mesures d'assimilation ne sont pas prises, craignant une modification profonde de l'identité nationale due à la naturalisation automatique par naissance. Le texte critique l'évolution du système éducatif français, perçu comme rejetant la culture française et favorisant une ségrégation communautaire. Il évoque les tensions autour du voile islamique et la loi coranique. L'auteur s'alarme de l'impact de l'immigration sur les services publics et la cohésion sociale, en particulier dans des départements comme la Seine-Saint-Denis. Il critique le discours immigrationniste, l'accusant de culpabiliser les populations réticentes, tout en rappelant les valeurs françaises de Liberté, Égalité, Fraternité, Laïcité. L'auteur plaide pour l'assimilation plutôt que pour le multiculturalisme, soutenant que la France devrait aider au développement de ses ex-colonies et former des étudiants étrangers, tout en insistant sur leur retour après les études. Le texte considère comme Français ceux qui sont nés en France et respectent les lois de la République. Il appelle à une politique migratoire plus claire, équilibrant les échanges avec des exigences strictes pour le retour des ressortissants étrangers expulsés. Il reconnaît la liberté de circulation tout en affirmant que chaque territoire appartient à ses habitants légitimes. En conclusion, l'auteur insiste sur l'importance de l'assimilation, en particulier à l'école et dans les banlieues, et rappelle les succès d'intégration passés avec des immigrants européens. Il questionne la possibilité de répéter ce succès avec des immigrants africains et maghrébins, malgré les différences culturelles et religieuses.*

## **« Serons-nous encore Français dans 30 ans ? »**

C'est ce que prédisait en 1985 Louis Pauwels, dans son éditorial du Figaro Magazine !

En reprenant cet éditorial bientôt quatre décennies plus tard, on est bien obligé de reconnaître qu'il avait vu juste puisque l'immigration en France est devenue majoritairement d'origine méditerranéenne et africaine et à 90 % de culture et de religion islamiques.

Le taux de fécondité des étrangères non-européennes reste très élevé alors que celui des Françaises baisse irrémédiablement (Mayotte dont 52% de la population est immigrée est devenue la première maternité de l'UE).

Si les indispensables et vitales mesures d'assimilation ne sont pas prises, le visage de la France se modifiera en profondeur car la naturalisation automatique par naissance au nom du droit du jus soli auquel notre tradition gauloise nous rattache accélérera automatiquement l'évolution vers une explosion nataliste de Français d'origine immigrée non européenne.

Notre système éducatif accuse déjà un complet changement de visage rejetant notre culture, prélude à une « ségrégation de fait » et quand le Ministre de l'éducation nationale justifie les réunions en non-mixité raciale (alors qu'il envoie ses propres enfants à l'Ecole Alsacienne) on voit bien apparaître un durcissement communautaire qui peut aboutir qu'à un inévitable affrontement.

Le voile islamique à l'école, les attaques sur les réseaux sociaux quand ce n'est pas à la sortie des établissements scolaires de nombreux enseignants témoignent bien du fait que la loi coranique cherche à s'installer dans les quartiers et multiplie les barrières entre les communautés.

Il y aura, toujours certes, des Français favorables à des « accommodements raisonnables » nous conduisant tout droit à une mosaïque pluriethnique et pluriculturelle, concentrée dans nos villes où tous les trafics sont possibles.

Restera-t-il de vastes régions rurales où, télétravail aidant, se concentreront les Français de souche ?

Les chiffres actuels (immigration légale, regroupement familial, estimation de l'immigration clandestine extra-européenne et musulmane) donnent le tournis et dans certains départements

comme la Seine-Saint-Denis les services publics (école, médecine, police, aides sociales, etc.) se retrouvent confrontés à des problèmes dus essentiellement à une immigration sans désir d'intégration, culturellement tournée vers les pays d'origine et risquant religieusement d'être soumise à un islam prosélyte salafiste cherchant à imposer sa loi.

### **C'est ce que nous ne voulons pas !**

On peut comprendre chez certains un discours immigrationniste reposant sur un humanisme anticolonial souvent sincère mais qui ne sert qu'à culpabiliser des populations réticentes.

A ceux qui veulent venir en France et que nous pouvons raisonnablement accueillir nous devons rappeler nos valeurs : Liberté, Egalité, Fraternité, Laïcité et l'obligation s'ils veulent partager notre destin d'accepter qu'aucune loi religieuse ne soit au-dessus des lois de la République.

Car, s'il en était autrement cela nous conduirait tôt ou tard vers une montée du populisme dont déjà certains liens apparaissent entre Extrêmes !

### **Aux immigrationnistes du Gouvernement Macron et aux inconscients Verts et Insoumis, nous rappelons le choix français de l'ASSIMILATION.**

Nous reconnaissons nos devoirs envers les populations de nos ex-colonies dont nous devons puissamment aider le développement, dans leurs territoires pour la majorité de leurs ressortissants et chez nous pour ceux que nous pouvons recevoir

Nous devons dans le cadre de la Francophonie former le plus d'étudiants étrangers possible en s'assurant de leur retour obligatoire une fois leurs études achevées car leur pays a besoin d'eux

Nous considérons comme Français tous ceux qui sont nés en France, qui ont choisi à leur majorité d'adhérer aux lois de la République et qui les respectent (absence de délits condamnés avant leur majorité).

Nous militons pour une politique plus claire, à la fois facilitant les échanges (délivrance de visas, assouplissement des règles commerciales, création de société mixtes) et en contrepartie exigeant de nos partenaires étrangers de ne jamais s'opposer au retour de leurs ressortissants expulsés de France (Visas dépassés, OQTF, délinquants étrangers condamnés).

Humains nous reconnaissons que la planète est à tout le monde (liberté de circulation, respect des lois internationales, liberté religieuse, liberté des opinions) mais que chaque territoire appartient à ses habitants légitimes (les autres sont des invités avant pour les assimilés de devenir à leur tour des habitants légitimes)

C'est d'abord à l'école, dans les banlieues, au travail, que cette assimilation, stade ultime d'une bonne intégration doit se construire. On l'a fait avec bonheur avec des Polonais, des Italiens, des Espagnols, des Portugais qui certes étaient de civilisation chrétienne mais ne parlaient pas le Français. Ne pouvons-nous le faire avec des Africains et notamment avec des Maghrébins qui certes sont souvent Musulmans mais qui partagent notre langue ?

A son apogée culturelle Al Andalus l'a bien déjà réalisé. Pourquoi pas nous ?

*Le texte résume une perspective politique et sociale, inspirée par le conseil de Philippe à Jean le Bon à Poitiers en 1356, s'alignant sur le Gaullisme social. Il prône l'indépendance, la souveraineté nationale, la collaboration européenne, et un rôle fort du pouvoir exécutif. Il critique les gouvernements pour des décisions hâtives et une diplomatie faible, évoquant les tensions en Ukraine et les décisions de Jacques Chirac en 2003. Les problèmes sociaux comme l'éducation, la santé, la sécurité, le pouvoir d'achat, l'immigration et les retraites sont soulignés, avec une police dévalorisée et une justice laxiste. Le texte appelle à des propositions concrètes, pas seulement des critiques, et pose des questions sur la sécurité, l'éducation, la médecine, la loi et l'ordre, l'immigration, la coopération européenne, la justice fiscale, et la cohésion sociale. Il met en garde contre les tendances centripètes influencées par l'Amérique, comme le Wokisme, un écologisme radical, un radicalisme religieux, et les inégalités sociales. Il conclut sur l'importance de l'éducation et rejette la démagogie, plaidant pour que des groupes comme le sien aident à redonner à la France son rôle mondial.*

## **Pierre garde-toi à Droite, Pierre garde-toi à Gauche !**

En paraphrasant le conseil donné par le jeune Philippe à son Père Jean le Bon lors de la bataille de Poitiers en 1356 je déforme un peu les remarques formulées par mes lecteurs, les uns trouvant mes éditos trop laxistes, les autres leur trouvant un relent d'extrême-droite !

Je crois avoir été clair. Je m'inscris dans une tradition proche de ce qu'était le Gaullisme social, une démarche pragmatique touchant l'indépendance et la souveraineté nationales, le refus de leur vassalisation n'interdisant pas les étroites collaborations notamment mais pas uniquement européennes, la place des salariés dans l'entreprise, le patriotisme humaniste, démarche qui doit s'appuyer sur un pouvoir exécutif stable face à un Parlement bipartisan garant du débat démocratique où le Chef de l'Etat dans son rôle d'arbitre ne peut avoir que le Peuple comme juge suprême, peuple qui doit être consulté régulièrement par referendum sur toutes les questions importantes qui le concernent.

La France est en désarroi. Des décisions prises hâtivement par des gouvernements successifs cherchant à plaire plutôt qu'à guider ont des conséquences préoccupantes (débat sur le nucléaire et les énergies renouvelables par exemple). Sa diplomatie molle a laissé s'établir des tensions internationales (Ukraine) dont les risques peuvent être immenses (On est loin de Dominique de Villepin s'opposant aux Nations Unies en 2003 sur ordre de Jacques Chirac, à la guerre en Irak de George Bush II).

Les questions sociétales arrivant au premier plan (éducation, santé, sécurité, pouvoir d'achat, immigration, retraites) donnent lieu à des débordements qu'une police dévalorisée et une justice submergée et trop laxiste laissent s'installer. Le pays dérive par rapport aux objectifs qui devraient être les siens (classement PISA au 23<sup>ème</sup> rang mondial en matière d'éducation, médecine qui n'est plus, de loin, la meilleure du monde, agriculture en berne sauf pour quelques industriels de la terre monopolisant la PACA, industries démantelées par une mondialisation inconséquente, dettes abyssales réglant tous les problèmes par des « Quoi qu'il en coûte ! », écart entre les riches et les pauvres qui ne cesse de se creuser, politiques au service d'une oligarchie possédant tous les grands médias, immigration incontrôlée alors que nos efforts devraient être tournés vers l'aide massive aux pays en voie de développement.

Multiplier les critiques ne sert à rien. Il faut proposer, expliquer, convaincre.

C'est là que les hommes et les femmes de bonne volonté par leurs réflexions désintéressées peuvent diffuser autour d'eux des éléments de réflexion utiles.

- Comment en finir avec une insécurité quotidiennement exposée sur nos chaînes info ?
- Comment rétablir une éducation de qualité préparant l'avenir de nos jeunes ?

- Comment retrouver une médecine efficace présente sur tout le territoire ?
- Comment dialoguer sans tout casser ?
- Comment éradiquer le trafic de drogues ?
- Comment imaginer un régime de retraites équitable ?
- Comment juguler une immigration incontrôlée ?
- Comment faire respecter les lois de la République sur tout le territoire ?
- Comment redonner force et vigueur à une coopération européenne loyale et non faussée ?
- Comment rétablir une justice fiscale désarticulée ?
- Comment redonner du lien social entre les jeunes ?
- Comment resouder les générations ?

On pourra multiplier les exemples.

L'heure doit être aux Pédagogues et non aux Démagogues. Le pays doit être sauvé des tendances centripètes de mouvements venus d'outre-Atlantique (Wokisme), des dérives d'un écologisme dénaturé qui sous prétexte de sauver la Nature s'en prend avec hargne à l'Humanité, d'un radicalisme religieux importé qui fait fi de notre Laïcité, d'un écart insultant entre riches et pauvres abreuvé de fraudes fiscales et sociales, d'une perte d'identité de la Nation qui devrait pouvoir conserver son aptitude universaliste à dialoguer avec tous les blocs.

C'est à des groupes comme le nôtre que devrait revenir cette tâche exaltante dont de nouvelles générations pourraient se nourrir pour redonner à la France la place qu'elle mérite dans le monde.

*Ce texte analyse la situation conflictuelle en Ukraine, discutant l'impact sur divers groupes et explorant des solutions potentielles. Les civils ukrainiens souffrent terriblement dans ce conflit, et sans l'aide militaire internationale, l'Ukraine aurait déjà perdu son intégrité territoriale. Le texte souligne la complexité de la situation, avec des habitants du Donbass et de la Crimée ayant choisi des chemins différents en 2014. La destruction de l'Ukraine est massive, et sa reconstruction coûteuse et longue. Les États-Unis observent la situation à distance, profitant économiquement tout en prêtant un soutien financier et militaire à l'Ukraine, rappelant le système de prêt-bail de la Seconde Guerre mondiale. Vladimir Poutine est décrit comme un leader pris au piège, confronté à des choix difficiles : continuer le conflit avec des conséquences potentiellement désastreuses pour la Russie, risquer l'escalade, ou même envisager des issues personnelles extrêmes. Les Ukrainiens aspirent à récupérer leurs territoires perdus, mais manquent de moyens financiers pour rembourser leurs dettes ou reconstruire leur pays. Ils souhaitent une défaite totale de la Russie, avec restitution des territoires et indemnités conséquentes. L'auteur suggère qu'une telle défaite pourrait conduire la Russie à une ruine prolongée, rappelant les effets du Traité de Versailles. Pour trouver une solution, l'auteur propose une rencontre des chefs d'État de l'OTAN avec Poutine sur un terrain neutre, suggérant les Émirats Arabes Unis comme lieu possible. Cette rencontre pourrait ouvrir la voie à des accords sur le futur de la Crimée et du Donbass, un plan de reconstruction pour l'Ukraine avec la participation financière de la Russie, et des discussions sur une défense stratégique européenne et une éventuelle alliance Russie-OTAN. Le texte conclut en soulignant l'importance de propositions concrètes et d'un cessez-le-feu immédiat pour calmer la colère des Ukrainiens. Il met en garde l'Europe contre l'isolationnisme croissant des États-Unis et les risques de pousser la Russie vers une alliance avec la Chine, soulignant la nécessité d'une politique européenne plus réfléchie et à long terme.*

## **En finir avec la guerre en Ukraine ?**

Que pouvons-nous faire, simples citoyens, pour exhorter nos Gouvernements à agir pour arrêter ce conflit absurde qui martyrise les populations civiles ukrainiennes ?

Sans l'aide militaire internationale l'Ukraine aurait été démantelée depuis longtemps. Mais les conséquences sont rudes pour tout le monde : Ukrainiens en première ligne bien sûr mais aussi habitants du Donbass et de la Crimée qui avaient choisi en 2014 l'indépendance pour l'un, l'annexion à la Russie pour l'autre et si cela continue Russes eux-mêmes qui vont à leur tour essayer les frappes en riposte des Ukrainiens avec les risques inouïs que cela comporte.

Le pays est dévasté. Sa reconstruction prendra des décennies et coûtera selon les estimations actuelles 750 milliards de dollars ! Pour un pays de 43 millions d'habitants cela fait déjà près de 100.000 dollars pour une famille de 5 personnes et ce n'est pas fini !

Les Américains regardent la situation avec un certain éloignement. Ils vendent leur pétrole et leur gaz au plus haut prix. Ils aident financièrement l'Ukraine et lui fournissent des armes mais ce n'est pas un don c'est un prêt (comme le Plan Marshall) et Joe Biden a réactivé pour cela le dispositif du prêt-bail emblématique de la seconde guerre mondiale.

Poutine, quel que soit le dégoût qu'inspire le personnage, ne sait plus comment s'en sortir.

- Continuer en mobilisant de nouvelles recrues mais où s'arrêter ? L'opinion russe va forcément basculer devant la stupidité du conflit (tant de Russes ont des parents ukrainiens et inversement) et ce jour-là il sera renversé.
- Déclencher un cataclysme si des drones ukrainiens frappent Moscou ? Surtout si on persiste dans l'intention de le traduire devant un Tribunal international ?
- Se suicider comme Hitler mais il est encore loin de l'échec ?

Les Ukrainiens, on les comprend, sont jusqu'au boutistes. Ils veulent récupérer les territoires perdus (Donbass, Crimée) même si c'était contre leur gré. Ils n'ont ni les moyens de rembourser leur dette vis-à-vis des USA ni ceux leur permettant de reconstruire leur pays.



**Pour eux une seule solution, la défaite complète de la Russie, la restitution des territoires et des indemnités pour dommages de guerre himalayesques.** Autrement dit imaginer que la Russie qui reste une grande puissance militaire acceptera sa ruine pour plusieurs générations sans réagir.

Faut-il rappeler les conséquences désastreuses du Traité de Versailles ?

### **Une solution ?**

Si les principaux Chefs d'Etat de l'OTAN offraient à Poutine la possibilité d'une rencontre sur terrain neutre (Pourquoi pas aux Emirats Arabes Unis où s'est fait hier l'échange entre la basketteuse américaine et le marchand d'armes russe ?) :

- Peut-être pourraient-ils trouver un point d'accord, laissant par exemple à la Crimée et au Donbass la possibilité après la fin du conflit de choisir eux-mêmes leur destin par referendum sous contrôle de l'ONU,
- Mobiliser les moyens financiers nécessaires à la reconstruction de l'Ukraine avec une participation massive de la Russie garantie par une part importante du gaz en échange de la fin des sanctions,
- Discuter ENFIN d'un plan stratégique européen de défense conduisant à sécuriser les Ukrainiens et les Russes, interposant des pays démilitarisés entre l'OTAN et la Russie sous parapluie de l'OTAN
- Commencer pourquoi pas des négociations en vue d'une alliance Russie-OTAN (serait-ce plus difficile que l'alliance De Gaulle -Adenauer d'hier ?)

Ce n'est qu'avec des propositions concrètes accompagnées d'un cessez-le-feu immédiat que l'on pourra calmer la légitime fureur du peuple ukrainien et lui faire admettre qu'on négocie toujours avec des ennemis.

Et nous Européens, n'oublions pas, face à des USA de plus en plus isolationnistes, que nous serons toujours les voisins des Russes et que les pousser dans les bras des Chinois ne sera peut-être pas, à terme, ni pour les Ukrainiens, ni pour nous, la politique la plus intelligente.

*Le texte souligne la profonde division dans le pays, rendant difficile un dialogue tolérant, même parmi ceux prétendant défendre les valeurs républicaines. L'auteur insiste sur l'importance des confrontations tolérantes pour évoluer les points de vue. Il exprime un désir de voir les débats télévisés marqués par la reconnaissance et l'évolution des idées. Le texte aborde plusieurs sujets clés : 1. **Immigration** : division entre ceux favorisant une approche répressive (exemple de l'Australie) et ceux prônant l'accueil illimité au nom de la dignité humaine, malgré les conséquences comme à Calais ou autour du périphérique parisien. 2. **Sécurité urbaine** : augmentation des crimes et délits, avec un clivage sur l'attitude de l'État entre fermeté et laxisme. 3. **Politique de santé** : débat sur la gestion de la santé publique, la bureaucratie hospitalière, et les questions de rémunération et de production nationale de médicaments. 4. **Retraites** : contestation de la réforme des retraites, appelant à une approche plus nuancée basée sur la pénibilité, la dangerosité du travail, et l'espérance de vie. L'auteur critique également la perception du chômage comme une assurance plutôt qu'une solidarité, soulignant les anomalies et les fraudes, et aborde le débat sur l'énergie, critiquant la gestion gouvernementale et les politiques écologistes. Il conclut en appelant au rapprochement des points de vue et en avertissant contre ceux qui divisent, encourageant à résister à la manipulation et à travailler ensemble pour le bien commun.*

## **On ne peut pas plaire à tout le monde !**

**Petit rappel régulier en cette fin d'année** : Mes éditos sont envoyés à un panel de lecteurs dont les mails nous sont communiqués par des membres de notre association.

Bien entendu je rappelle à tous que cette diffusion peut s'arrêter immédiatement soit en plaçant simplement l'expéditeur parmi les courriers indésirables soit en m'adressant un petit mail si possible fraternel pour me demander de supprimer le destinataire de la liste.

Le pays est tellement divisé que l'idée même d'un dialogue tolérant est devenue impossible y compris parmi ceux qui prétendent représenter mieux que d'autres les valeurs républicaines !

Pourtant seules des confrontations tolérantes de points de vue permettraient de faire évoluer les positions et, comme je l'ai dit souvent, quelle ne serait pas notre surprise d'entendre lors d'un débat télévisé, l'un des protagonistes dire à l'autre : « *Je n'avais pas pensé à l'argument que vous venez de développer et cela m'amène à faire évoluer ma position !* »

Les difficultés de tous ordres que nous traversons réclament en effet des éclairages non partisans et il est de notre devoir d'expliquer plutôt que de pourfendre, d'imaginer des solutions plutôt que de condamner brutalement.

### **Quelques exemples :**

Le Pays est vraiment divisé sur la question de l'immigration. Les uns veulent une attitude répressive allant jusqu'à proposer comme le font les Australiens de détruire en mer les bateaux des ONG, de reconduire les migrants vers leur point de départ et d'emprisonner les gens qui les aident. D'autres veulent au nom de la dignité humaine que soient accueillis sans limite tous ceux qui décident de quitter leur pays d'origine quitte à les voir s'agglutiner dans des zones insalubres à Calais ou autour du boulevard périphérique.

La sécurité urbaine est souvent mise à mal (trafics de drogues, rodéos, agressions au couteau quasi quotidiennes, viols et féminicides, délinquance de mineurs de plus en plus jeunes, radicalisation des banlieues, prisons surchargées, OQTF non exécutées, ...). Certains exigent de l'Etat une attitude de fermeté qu'il semble bien incapable d'appliquer. D'autres pour des raisons pas toujours avouables (électorales) justifient les ordres de laxisme donnés aux forces de Police qu'ils trouvent encore infiniment trop violentes.

Chacun estime que la politique de Santé est en déclin (lits d'hôpitaux fermés, personnels non vaccinés non réintégrés, retour à une neuvième vague de Covid) mais qui parle de la surcharge administrative des hôpitaux publics (34% des effectifs sont des non-soignants), de l'absence de clarté sur le nombre de décès du fait du Covid (3/4 de moins en novembre qu'en mai dernier), du refus de revaloriser les salaires des infirmières pourtant en première ligne, de la dépendance totale de l'étranger pour certains médicaments qu'on pourrait fabriquer en France. Au pays de Pasteur on attend toujours un vaccin français. Ah ! si j'oubliais, le patron de Moderna, Stéphane Bancel, est Français sauf qu'il a quitté Bio Mérieux pour créer sa propre entreprise dans le Massachussets !

Les retraites vont donner l'occasion aux Syndicats, passée, espérons-le, la trêve des confiseurs, de renouer avec les manifestations qui font la joie des Black Blocs. Personne n'est content avec une mesure rejetée par une large majorité de Français alors que devrait être d'abord et avant tout prise en compte la pénibilité et la dangerosité du travail, l'espérance de vie, par profession, à partir du départ à la retraite et la situation du retraité (chômeur ou en activité) à l'âge de départ. 65 ans c'est bien peu pour un fonctionnaire de la Banque de France qui peut espérer vivre encore 15 ans, c'est beaucoup trop pour un égoutier ou un manoeuvre maçon qui sera statistiquement déjà mort !

Notre arsenal social s'est dévoyé. Le chômage est vécu par beaucoup comme une Assurance et non comme une Solidarité : *« J'ai payé mes cotisations chômage, pourquoi cela ne profiterait-il qu'aux autres »*. C'est comme si l'on disait : *« J'ai cotisé pour l'assurance maladie, pourquoi ne serais-je pas malade à mon tour ! »*. Cette exigence est relayée il faut bien le dire par le système de seuils qui fait qu'un chômeur qui reprend le travail ne gagne parfois pas plus que s'il était resté sans emploi ! Et au pays de l'égalité la constatation de certaines fraudes sociales notamment parmi les immigrés est très mal supportée.

Le débat sur l'énergie et sur l'imprévision gouvernementale qui fait craindre des coupures d'électricité en France (sans parler des hausses de tarif) alors que nos voisins belges qui ont maintenu intact leur parc nucléaire vont devenir exportateurs nous démontre une fois de plus à quel point les explications données à nos concitoyens ont indigentes. Pour plaire à une branche radicale des écologistes on laisse croire que la sobriété énergétique, les voitures électriques ou encore mieux l'absence de voitures, les énergies éoliennes, le bilan zéro carbone et autres billevesées pourront nous débarrasser des énergies fossiles, du parc nucléaire et de la recherche scientifique sensée préparer les énergies du futur. Et là encore seuls des débats avec des gens sérieux pourront éclairer les Français et leur éviter de confondre recherche et pollution, diversité biologique et agronomie, monde de demain et âge des cavernes.

Travaillons ensemble à rapprocher les points de vue des hommes et des femmes de bonne volonté. Il y aura toujours des jaloux, des pousse-au-crime, des va-t'en guerre, des illuminés qui chercheront à nous diviser mais nous saurons j'en suis sûr ne pas nous laisser enivrer par les joueurs de flûte !

Le texte souligne la profonde division dans le pays, rendant difficile un dialogue tolérant, même parmi ceux prétendant défendre les valeurs républicaines. L'auteur insiste sur l'importance des confrontations tolérantes pour évoluer les points de vue. Il exprime un désir de voir les débats télévisés marqués par la reconnaissance et l'évolution des idées. Le texte aborde plusieurs sujets clés : 1. **Immigration** : division entre ceux favorisant une approche répressive (exemple de l'Australie) et ceux prônant l'accueil illimité au nom de la dignité humaine, malgré les conséquences comme à Calais ou autour du périphérique parisien. 2. **Sécurité urbaine** : augmentation des crimes et délits, avec un clivage sur l'attitude de l'État entre fermeté et laxisme. 3. **Politique de santé** : débat sur la gestion de la santé publique, la bureaucratie hospitalière, et les questions de rémunération et de production nationale de médicaments. 4. **Retraites** : contestation de la réforme des retraites, appelant à une approche plus nuancée basée sur la pénibilité, la dangerosité du travail, et l'espérance de vie. L'auteur critique également la perception du chômage comme une assurance plutôt qu'une solidarité, soulignant les anomalies et les fraudes, et aborde le débat sur l'énergie, critiquant la gestion gouvernementale et les politiques écologistes. Il conclut en appelant au rapprochement des points de vue et en avertissant contre ceux qui divisent, encourageant à résister à la manipulation et à travailler ensemble pour le bien commun.

## La société change !

La société change par beaucoup d'aspects pas toujours heureux !

Est-on proche comme le pense Chantal Delsol d'un âge du renoncement « *retournement non seulement de nos pensées mais aussi de nos modes d'être et de nos institutions* » ?

Se souvient-on du Chevalier de la Barre, décapité pour blasphème, après avoir été roué, accusé d'avoir chanté des chansons impies et de ne pas avoir ôté son chapeau au passage d'une procession ?

C'était en 1765. Il y a 250 ans ! Voltaire dira : « *La religion avait besoin de ce funeste exemple. Elle s'est bien trompée ; rien ne lui a fait plus de tort. On ne subjugué pas ainsi les esprits ; on les indigné et on les révolte.* »

Espérons qu'on n'oubliera pas d'autres exécutés pour blasphème, chez nous hier, le professeur Samuel Paty, en Iran aujourd'hui les femmes rejetant le Tchador !

Pendant ce temps-là des jeunes filles viennent chaque jour de leur plein gré ou poussées par leurs familles, multiplier les atteintes à la Laïcité, devant des professeurs indolents, complices ou peureux, des forces de l'ordre ayant renoncé à arrêter les femmes portant un voile intégral venir chercher les enfants à la sortie des écoles maternelles ...

Quel exemple donné à ceux qui demain, ayant appris dès leur plus jeune âge, par leurs mères, à défier l'autorité, auront bien peu de chances de s'en sortir autrement que dans la délinquance !

Ces jeunes filles sont françaises. On ne peut donc pas incriminer l'immigration stricto sensu même si par beaucoup d'aspect elle menace la paix civile. Les Marocains qui saccagent les Champs Elysées le soir de leur victoire en Coupe du Monde feraient-ils de même à Rabat ? Sûrement pas !

En réalité on ne peut pas forcer des gens à vivre ensemble contre leur gré, surtout lorsqu'ils sont issus de familles venant de nos ex-colonies avec, imprimées dans leur mémoire, des exactions impardonnables subies par leurs ancêtres du fait des colons dont ils nous tiennent pour éternellement responsables. Nous sommes loin d'en être fiers mais nous n'y pouvons évidemment strictement rien !

Déjà l'immigration européenne du siècle dernier pourtant calme et désireuse de s'assimiler ne s'est pas faite sans heurts et nos pères n'ont pas toujours traité les nouveaux venus polonais, italiens espagnols, portugais avec la considération due à tout être humain. Alors comment faire pour que

l'immigration récente où s'ajoute la discorde religieuse, le radicalisme islamique, le fléau du racisme ne crée pas des tensions encore plus vives ?

Dire qu'on explique la contamination racisée venue des USA avec le Wokisme par le poids du souvenir de l'esclavage, c'est bien méconnaître le rôle de la France dans son abolition, de Louis le Hutin qui en 1315 proclamait par Edit que « *selon le droit de nature chacun doit naître franc* » jusqu'à Victor Schoelcher. Le Code Noir de Louis XIV un temps repris aux Antilles par Napoléon après la grande Révolution proclamant les Droits de l'Homme et du Citoyen, ne saurait justifier aujourd'hui un racisme anti-français dont l'affaire Traoré est un triste relent.

Notre doctrine, l'assimilation, est malheureusement mise en cause par le débordement et le manque de moyens et le compromis de l'intégration est vite dépassé par une démographie incontrôlée qui s'ajoute à l'appel d'air d'un assistanat social débridé dont, par électoralisme on n'ose pas dénoncer les nombreux abus. Elle fait trop souvent des nouveaux Français, malgré des exceptions brillantes, des immigrés de l'intérieur gardant la nostalgie du pays d'origine dont leurs parents ont pourtant le plus souvent été chassés par la misère ou par la guerre.

Ces tendances sécessionnistes risquent de déboucher sur une séparation à l'anglaise où le communautarisme est de règle allant même jusqu'aux affrontements entre immigrés reproduisant chez nous les querelles nationales des pays d'origine. Elles débouchent sur des désordres que nos journalistes refusent de reconnaître pour ce qu'ils sont en les qualifiant simplement de violences urbaines !

Incivilités, insécurité, délinquance, émeutes, terrorisme : sont-ce les étapes incontournables et successives de l'apprentissage de l'affrontement ?

De belles âmes s'élèvent à juste titre contre le sort réservé aux migrants. Hier à Saint-Brévin-les Pins s'opposaient deux groupes de Français à propos de la construction d'un CADA (Centre d'accueil des Demandeurs d'Asile) sur le territoire de leur Commune. Tandis que les uns s'élevaient contre les risques d'insécurité qu'amènerait ce voisinage, les autres n'acceptaient pas qu'on refuse d'accueillir des errants sous prétexte que cela ferait baisser le prix de l'immobilier !

Au moment où Eric Ciotti, nouveau chef du parti en déshérence « Les Républicains » exprime le souhait que les Français n'aient pas d'autre choix que Marine Le Pen ou Jean-Luc Mélenchon, ne serait-il pas temps d'écouter les uns et les autres pour choisir enfin un cap le plus consensuel possible ?

*Ce texte propose une réflexion sur la perspective historique de l'humanité, soulignant le contraste entre le temps fléché des religions monothéistes (axé sur la progression) et le temps cyclique des anciennes sagesse. Il observe que malgré les 4 000 ans d'histoire des religions monothéistes, celles-ci, à l'exception de l'Islam, sont en régression. L'auteur questionne si l'humanité, face aux multiples défis tels que les guerres nucléaires, les catastrophes climatiques, et les pandémies, reviendra à un temps cyclique ou continuera sur la trajectoire actuelle. Le texte critique l'individualisme dominant dans la société actuelle, soulignant les échecs des gouvernements à résoudre des problèmes majeurs. Il met en lumière les tensions internationales, spécifiquement entre la Russie et l'OTAN, et le risque d'un conflit nucléaire. L'auteur rappelle la destruction évitée de Paris en 1944, se demandant si une situation similaire pourrait survenir en cas de conflit nucléaire actuel. Il appelle à des efforts sans précédent pour sauver l'humanité, plutôt que la planète elle-même, mettant l'accent sur la nécessité de résoudre les conflits internationaux, de gérer les mouvements migratoires, et de réduire les tensions sociales. L'auteur encourage les élites mondiales à rechercher des solutions scientifiques et économiques pour progresser. Finalement, le texte envisage un scénario où l'humanité pourrait soit être réduite à quelques survivants, soit disparaître au profit d'une nouvelle espèce, en laissant derrière une sagesse ancestrale.*

## **Temps fléché ou temps circulaire ?**

Voir les choses de plus loin donne souvent une meilleure perspective. En ce qui concerne la société humaine, nous avons les yeux sur le guidon et nous ne nous rendons pas compte que le temps fléché (donc qui marque la progression vers un but) des religions monothéistes par rapport au temps cyclique (et l'éternel retour) des anciennes sagesse, ne dure que depuis 4.000 ans, c'est-à-dire rien dans l'histoire de l'Homo Sapiens et moins que rien dans l'histoire de la vie sur terre.

Or, nous approchons d'une période de retournement. Les religions monothéistes, Islam mis à part, sont en terrible régression et pour cette dernière qui vit à l'heure de l'Hégire, il en sera sans doute de même dans quelques décennies car l'histoire s'accélère.

Allons-nous comme ce fut déjà le cas à de nombreuses reprises dans la vie de l'humanité connaître un nouveau déluge (guerre atomique, catastrophe climatique, démographie indomptable, pandémies à répétitions) prélude obligé du temps cyclique ou au contraire nous ressaisir si c'est encore possible pour prolonger sans retour en arrière le temps fléché de l'humanité, seule espèce, pour l'instant, capable de dominer la Nature et de survivre aux dangers externes (rotation de la planète, chute de météorites, radiations solaires) et internes (guerres, surpopulation, altérations du climat) qui la guettent ?

Nous vivons une période où l'individualisme omniprésent rejette toute idée de consensus.

Au sein même de notre pays l'incapacité de nos Gouvernants à résoudre les problèmes de notre temps (éducation, sécurité, immigration, économie, délinquance, écarts sans précédent entre riches et pauvres) altère profondément la cohésion sociale.

A l'échelon international les affrontements en cours entre la Russie et l'OTAN et leurs conséquences dans les alliances internationales (Chine, Inde, Brésil, Afrique) peuvent malheureusement déboucher sur un cataclysme.

On se souvient que Paris dont la destruction avait été proclamée par Hitler en août 1944 n'a dû son salut que grâce à l'intervention in extremis du Général allemand Von Choltitz. Si Poutine est acculé et déclenche un conflit nucléaire y aura-t-il un Von Choltitz pour sauver les grandes capitales occidentales du feu nucléaire qui en retour détruira aussi Moscou et Saint Pétersbourg ?

Saurons-nous sauver l'humanité (et non pas sauver la planète comme le professent des fanatiques naïfs alors qu'elle se sauvera bien toute seule) ce qui va exiger des efforts sans précédents à l'intérieur de nos Nations comme sur le plan international ? Rien n'est moins sûr !

En finir avec les conflits internationaux et en particulier aujourd'hui entre la Russie et l'Occident pour trouver enfin sous contrôle de l'ONU une garantie durable de paix et de sécurité mondiale.

En finir avec les mouvements migratoires dus au sous-développement, aux guerres, à la démographie, pour garantir des échanges sereins et raisonnables entre les populations d'une même planète

En finir avec des tensions sociales au sein de nos Nations qui se disent développées où l'égoïsme oligarchique empêche le dialogue.

Engager les élites de tous les pays à la recherche de solutions scientifiques, économiques, démographiques, énergétiques capables de faire avancer l'humanité sur Terre et sans doute plus tard ailleurs en ne brisant pas la flèche du temps

Ou après un nouveau déluge, voir l'humanité se réduire à quelques rescapés laissant la place à un nouveau départ, ex nihilo ou presque, de l'Homo Sapiens qui se reconstruira sur la base d'une antique sagesse venue du fonds des âges où qui sait voir l'humanité disparaître au profit d'une nouvelle espèce qui prendra à son tour la place aujourd'hui prééminente de l'Homme dans l'avenir de la planète.

*La dette publique française s'élève à 2 956,8 milliards d'euros fin septembre, selon l'INSEE, risquant de dépasser 3 000 milliards d'ici fin décembre. Avec 57,6 millions de citoyens français (excluant les 67 millions d'habitants totaux), la dette par personne s'établit à environ 52 000 euros, soit 250 000 euros pour une famille de cinq. La politique du "Quoi qu'il en coûte" risque d'amener la dette à 120 % du PIB, contre 60 % en 2000. Cette situation est attribuée à la gestion des présidents Chirac, Sarkozy, Hollande et Macron. Auparavant, la dette semblait gérable car les taux d'intérêt baissaient. Cependant, avec la reprise des taux, notamment due à l'inflation liée à la guerre en Ukraine, la charge de la dette, qui était de 38 milliards d'euros par an, pourrait doubler avec une hausse de 1 % des taux d'intérêt. Le paiement de cette dette retombera sur les citoyens. La France est critiquée pour sa mauvaise gestion de la dette publique, ses dépenses étatiques excessives, un nombre élevé mais insuffisant de fonctionnaires (notamment dans les hôpitaux), et des politiques incohérentes en matière d'énergie, de sécurité, de migration et d'inégalité sociale. L'article souligne également d'autres problèmes : l'agitation sociale (exemplifiée par la "giletisation" des contrôleurs SNCF), les débats sur les retraites, le risque de reprise du Covid, l'insécurité, les coûts des JO 2024, la soumission à l'OTAN et à la Commission européenne, la désindustrialisation, l'incapacité d'aider le tiers-monde, l'effondrement du système scolaire et la division politique profonde en France. L'auteur conclut par un avertissement sur le risque d'un retour à un "temps circulaire", un cycle infernal de déclin si l'espoir et le progrès (scientifique, énergétique, médical, social, et en matière d'accueil des migrants) ne sont pas maintenus, menaçant de faire régresser l'humanité à un état primitif.*

## **La dette de la France va bientôt atteindre les 3.000 milliards d'Euros !**

Avec une dette publique de **2.956,8 milliards d'€**, fin septembre, selon l'INSEE, la dette de la France risque fort de franchir au 31 décembre la barre symbolique des 3.000 milliards.

Avec, certes, 67 millions d'habitants mais seulement 57.6 millions de Français (les autres peuvent partir sans rembourser), la dette par Français va donc s'établir autour de  $3000/57.6 = 52.000$  € par personne soit pour une famille de 5 personnes la coquette somme de 250.000 €.

Le « *Quoi qu'il en coûte* » va donc finir par coûter très cher : 120 % du PIB ! Faut-il rappeler qu'on était à 60 % du PIB seulement en l'an 2000 !

Merci Chirac, Sarkozy, Hollande, Macron pour votre gestion « exemplaire » !

Contrairement à la dangereuse illusion d'une dette gratuite parce que jusqu'alors les taux d'intérêts baissaient et qu'à chaque échéance, au lieu de rembourser on empruntait à nouveau le même montant, voire un montant supérieur, mais avec un taux d'intérêt moins élevé, on voyait de ce fait la charge de la dette diminuer même si son volume augmentait, mais on doit maintenant se préparer ne serait-ce qu'en raison de l'inflation liée notamment à la guerre en Ukraine à une sérieuse reprise des taux qui se traduira très vite par une hausse vertigineuse de la charge de la dette publique.

Actuellement celle-ci du fait de la baisse des taux était tombée à 38 milliards par an. Notons que la simple hausse de 1% des taux d'intérêts va quasiment la doubler (1% sur 3000 milliards = 30 milliards)

### **Et qui paiera ? Bravo : vous avez trouvé !**

On vit donc dans un pays loufoque incapable de gérer sa dette publique, voulant forcer les Français à l'économie énergétique mais impuissant à diminuer les dépenses de l'Etat plombées par le nombre de fonctionnaires (et il en manque paraît-il, ne serait-ce que dans les hôpitaux où 34% des fonctionnaires sont des administratifs et non des soignants), si obnubilé par son désir d'Europe qu'il sacrifie nos ressources nucléaires qui ne plaisent pas à quelques écologistes radicaux à une péréquation communautaire déloyale, qu'il laisse par laxisme sévir l'insécurité, qu'il ne maîtrise pas les flux migratoires, qu'il est incapable au pays de l'aspiration à l'égalité des chances de réguler l'écart



sans cesse grandissant entre l'oligarchie qui le soutient et le peuple dont les pauvres sont affamés et la classe moyenne exaspérée.

### **Où tout cela nous mènera-t-il ?**

Avec la « giletisation » des contrôleurs SNCF, traitant une fois de plus au moment des fêtes les usagers comme du bétail, le débat houleux sur les retraites qui s'annonce, le risque toujours présent d'une reprise du Covid, l'insécurité régnante, les dépenses somptuaires de préparation des JO 2024 cible alléchante pour les terroristes, la soumission à l'OTAN pour la politique étrangère, la soumission à la Commission pour la politique économique européenne, la désindustrialisation au profit de la Chine qui ne s'inverse pas, l'incapacité à aider le tiers-monde à nourrir ses populations et à les retenir en paix, l'effondrement du système scolaire, la division profonde qui s'établit au sein de la société où la compréhension entre NUPES et ses affidés écologistes et les Français conservateurs certains Macroniens d'autres de Droite, comment ne pas jouer les Cassandre ?

Oui, le risque est grand d'un retour au temps circulaire dont je parlais hier.

Chacun sait que pour lui-même ce cycle est infernal (naissance puis mort) mais si nous ne nourrissons plus de réel espoir pour l'humanité (progrès des sciences, maîtrise de l'énergie, avancées à pas de géant de la biologie, bon en avant de la médecine, amélioration constante du niveau de vie de tous et en particulier des plus démunis, accueil généreux des migrants tant qu'on aura pas mis fin aux raisons de leur départ même si cette générosité doit être conditionnée à un comportement exemplaire de leur part, éducation des jeunes favorisant une égalité des chances) alors c'est l'humanité elle-même qui retombera dans les cycles antédiluviens.

On peut conquérir l'espace ou retourner à l'âge de pierre ! Mais

Ce texte offre une perspective critique et historique sur plusieurs nations, en les qualifiant de "stupides" pour leurs actions passées et présentes : 1. **Rome Antique** : Le texte critique l'asservissement des Slovènes par les Romains, qui a conduit à leur déclin et chute face aux peuples dominés. 2. **États-Unis** : Il dépeint les États-Unis comme ayant perdu leur influence mondiale après des échecs militaires et une mondialisation mal gérée. 3. **Européens et Ukraine** : Les Européens sont critiqués pour leur gestion de la crise ukrainienne entre 2014 et 2022, notamment en ce qui concerne la Crimée et les régions séparatistes. 4. **Russie et OTAN** : Le texte évoque la Russie suivant un dictateur et l'OTAN ne trouvant pas de solution au conflit ukrainien. 5. **Avenir de la Russie** : Prédiction d'une Russie affaiblie et morcelée, devenant la cible de la Chine. 6. **Montée de la Chine** : La Chine est présentée comme un géant éveillé, avec une croissance économique impressionnante et une avance technologique. 7. **Économie et pouvoir** : Comparaison entre la croissance du PIB des États-Unis et de la Chine, avec un focus sur l'influence des Gafa et la puissance autoritaire de Xi Jinping. 8. **Politique intérieure chinoise** : Mention des problèmes de liberté à Hong Kong, en Tibet et parmi les Ouïghours, malgré des avancées sociales et scientifiques. 9. **Futur dominé par la Chine** : Vision d'un avenir où la Chine domine, avec des anecdotes sur l'influence chinoise en Algérie et la diversité au MIT. Le texte utilise une rhétorique forte et parfois controversée pour critiquer les actions et les politiques de grandes puissances, suggérant un basculement vers un avenir dominé par la Chine

## Stupides !

Stupides les Romains décadents qui asservirent les Slovènes (Slaves de Slavonie d'où vient le mot esclave) et qui, une fois divisés, finirent par succomber sous le poids des peuples jusque-là dominés qui purent plus facilement englober le monstre romain.

Stupides les Américains qui auraient pu gouverner le monde encore longtemps et qui après tant de combats perdus (Vietnam, Irak, Afghanistan) s'amollirent dans la douceur momentanée d'une mondialisation qu'ils espéraient fructueuse.

Stupides les Européens qui laissèrent de 2014 à 2022 les Ukrainiens refuser à la Crimée et aux républiques séparatistes du Donbass et du Lougansk le droit de disposer d'eux-mêmes comme ils venaient pourtant de le faire, eux, en renversant un gouvernement pro-russe pourtant élu démocratiquement sous contrôle de l'Europe.

Stupides les Russes qui en suivant les ordres d'un dictateur sanguinaire acceptèrent de partir au combat en massacrant des populations civiles ou désertèrent le pays.

Stupide l'OTAN qui ne sait comment imposer au Président Zelensky une sortie à peu près acceptable par tous (Retrait des troupes russes, référendums dans les ex-territoires occupés, participation de la Russie aux dommages de guerre, abandon de la Crimée, cadeau récent fait en 1954 à l'Ukraine soviétique)

La Russie affaiblie qui, même débarrassée de Poutine, restera encore longtemps infréquentable verra sa fédération éclater comme l'a déjà fait l'évanescence CEI à la chute de l'URSS, voyant la quitter l'Ukraine, la Biélorussie, la Moldavie, les États Baltes, la Géorgie, les Républiques de l'Asie centrale et les Pays du Caucase. Son immense territoire sera vite la proie (il l'est déjà) du puissant voisin Chinois en passe de devenir la première puissance mondiale.

Car, elle s'est éveillée, la Chine, comme l'avait prévu Alain Peyrefitte en 1973 et le monde va trembler !

1.5 milliards de personnes partent à la conquête du monde.

**Les USA ont doublé leur PIB de 2000 à 2022** passant de 12.000 à 25.000 milliards de dollars

**Pendant ce temps la Chine l'a multiplié par 20** passant de 1.000 à 20.000 milliards. Elle talonne l'Amérique qu'elle va très vite dépasser.

Alors que les GAFAs dictent leurs lois au monde occidental, les grands dirigeants chinois obéissent ou disparaissent tel le fondateur d'Alibaba. Le Président Xi Jinping, souvent qualifié de brutal et arrogant n'a pas besoin de Yacht luxueux pour montrer sa puissance.

Certes le confinement imposé à tout l'Empire du Milieu, l'absence de libertés à Hong Kong, la domination des Tibétains et de Ouïghours, les menaces sur Taïwan sont de grands facteurs de divisions mais la prospérité du pays n'est pas seulement liée à son incroyable croissance économique (causée par notre désindustrialisation massive et irrémédiablement coupable) mais aussi à ses progrès sociaux, développement sans précédent de la Science, de l'éducation, de la santé, de la culture, du sport et surtout de l'inimaginable progression technologique où il faut être bien inconscient pour ne pas comprendre que l'avance prise par les entreprises chinoises est désormais irrattrapable... sauf à instaurer comme chez nous un régime autoritaire.

La bataille industrielle est désormais gagnée. L'industrie militaire va pouvoir suivre. L'expansion territoriale vient de leur être offerte sur un plateau en anéantissant la Russie (sauf en cas de conflit nucléaire généralisé)

Demain nous serons tous chinois.

Deux anecdotes vérifiables :

On voit en Algérie de nombreux enfants aux yeux bridés parlant Arabe !

Le MIT est défini comme un prestigieux Institut Technologique Américain où des Professeurs Russes enseignent à des étudiants asiatiques !

*Ce texte analyse de manière critique le cours de l'histoire et les politiques contemporaines de plusieurs grandes puissances, en utilisant une rhétorique forte pour souligner leurs erreurs stratégiques : 1. Romains et Slovènes : La critique commence par l'asservissement des Slovènes par les Romains, une action vue comme un signe de décadence et un facteur de leur chute ultérieure. 2. États-Unis : L'auteur considère que les États-Unis, affaiblis par des échecs militaires et une mondialisation mal gérée, ont perdu leur position dominante. 3. Europe et Ukraine : L'Europe est critiquée pour sa gestion de la crise en Ukraine, notamment en ce qui concerne la Crimée et les républiques séparatistes, entre 2014 et 2022. 4. Russie et OTAN : La Russie est décrite comme soumise à un dictateur, et l'OTAN est vue comme incapable de résoudre le conflit ukrainien. 5. Futur de la Russie : Prévisions d'une Russie affaiblie, fractionnée, et vulnérable face à une Chine en ascension. 6. Ascension de la Chine : La Chine est présentée comme une puissance éveillée, avec une croissance économique rapide et une avance technologique notable. 7. Impact économique : L'évolution du PIB des États-Unis et de la Chine est comparée, mettant en lumière le déclin américain et la montée chinoise. 8. Pouvoir et influence : Le texte aborde la puissance des GAFAs et l'autoritarisme de Xi Jinping, contrastant avec les problèmes internes de la Chine, notamment à Hong Kong, au Tibet, et parmi les Ouïghours. 9. Domination future de la Chine : L'auteur suggère un futur où la domination mondiale de la Chine est inévitable, illustré par des anecdotes sur l'influence chinoise en Algérie et la diversité culturelle au MIT. Le texte se conclut sur une prédiction d'un avenir global dominé par la Chine, reflétant un changement radical de la dynamique de pouvoir mondial.*

## Dictature démocratique ?

### Deux mots a priori inconciliables !

L'ordre mondial que l'Occident prétendait imposer vole en éclat. En Afrique, en Asie, en Amérique latine, nombreuses sont les populations qui refusent « notre » universalisme comme tout ce qui rappelle la domination coloniale, Vietnam, Irak, Afghanistan, mais aussi nos institutions, FMI dirigée par les USA, ONU où les continents africain et sud-américain ainsi que le sous-continent indien n'ont même pas de siège au Conseil de Sécurité

La démocratie libérale qu'on a voulu exporter urbi et orbi se heurte à la recherche du consensus par la palabre ou par la dictature qu'elle soit idéologique comme en Chine ou religieuse comme dans les pays musulmans.

Chaque pays agit selon ses intérêts et maintenant les pays émergents ont aussi les leurs.

La France macronienne est déboussolée. Pas de majorité au Parlement, des dissensions féroces sur certaines questions vitales, des querelles importées qui dressent nos concitoyens les uns contre les autres, un assistantat social tel qu'il permet tous les abus, une éducation en perdition, une insécurité proche parfois de la guerre civile, un individualisme peu soucieux des migrants, une économie en train de décrocher par rapport à l'Allemagne qui, elle-aussi, a ses intérêts (Notre déficit du Commerce extérieur explose à 150 milliards en 2022)!

Le débat public qui permettrait par referendum de choisir des caps correspondant aux désirs des Français se heurterait à trois difficultés :

- Laisser nos concitoyens s'exprimer sans avoir préalablement donné la parole le plus largement possible aux élites capables d'instruire le peuple afin que celui-ci prenne des décisions mûrement réfléchies.
- Faire des choix référendaires sans un large consensus qui à faible distance pourraient nous conduire dans des directions diamétralement opposées.
- Laisser une abstention massive dénaturer la consultation et surévaluer des positions militantes

**Quelques exemples :**

« *Quand on n'a pas de pétrole il faut avoir des idées* » disait-on après les chocs pétroliers de 1973. La France après avoir été un des leaders mondiaux de l'énergie nucléaire, a conduit une politique désastreuse (fermeture du Sur générateur de Creys-Malville) qui n'était que le résultat d'une promesse électorale faite aux Verts par Lionel Jospin pour les élections législatives de 1997 sottement conseillées à Jacques Chirac. Depuis, d'exportateur d'électricité nous sommes devenus importateurs (avec une explosion du prix du kWh). Adieu les surgénérateurs qui nous donnaient une grande indépendance d'approvisionnement, adieu les recherches sur les centrales au Thorium, minéral fissile abondant en France, qui ne peuvent pas exploser et qui peuvent même consommer des déchets nucléaires. La Chine moins sotte que nous a repris nos études et vendra à travers le monde des centrales au Thorium avant 2030.

A quand les attaques contre les réacteurs encore en fonctionnement par des hordes d'écologistes radicaux ceux-là même qui hier détruisaient des bassines d'irrigation des agriculteurs !

« *La Police municipale ne doit pas s'approcher des zones de deal* » proclamait hier la Maire de Besançon ! Gilet de protection Oui, Arme Non : Vous avez le droit de vous faire tirer dessus mais pas de riposter si par hasard vous n'êtes pas mort ! A Besançon comme à Grenoble ou à Paris soit on fait intervenir l'Armée pour coffrer dealers et consommateurs soit on décide de les laisser s'entretuer en autorisant le deal uniquement en rase campagne dans des lieux où ils ne terroriseront pas le voisinage.

« *L'éducation nationale ferait retourner Jules Ferry dans sa tombe* ». Son jargon même touche au Grand Guignol. Les Cours sont désormais des « formations en mode présentiel », une réponse à une question du Professeur, « une conceptualisation cognitive intuitive », l'enthousiasme quand il existe « une vision proactive ». Cela ne nous empêche pas d'être 23ème au classement PISA (La Chine est désormais la 1ère). Et quand on sait que de nombreux parents même non-croyants choisissent l'école privée où règne encore un minimum de discipline, plutôt que l'école publique alors qu'un élève du 1<sup>er</sup> degré coûte 3 683€ par an dans le privé contre 6 842€ dans le public et pour les élèves du 2<sup>nd</sup> degré, 7 522€ par an dans le privé contre 11 266€ dans le public, on se demande pourquoi on continue à entretenir ces écoles dites « laïques » !

« *Rejetons les migrants à la mer !* » Que n'a-t-on entendu cette réflexion dans certains milieux. Aussi stupide que celle qu'on entend en face ouverte à tous les abus. Incapables d'arrêter les conflits armés, quand on n'en est pas les promoteurs ou les bénéficiaires, que peut-on dire à ceux qui fuient les guerres ? Quand on favorise à notre profit les cultures d'exportation au lieu de laisser s'établir une auto-suffisance alimentaire que peut-on dire aux affamés ? Nous devons revoir notre politique d'aide au développement et accueillir en attendant le moins mal possible ceux qui souhaitent venir chez nous. Ce qui n'empêche pas d'être très clair : Si vous commettez un délit, si vous refusez d'apprendre notre langue, si vous ne respectez pas nos coutumes et nos lois, on vous raccompagnera chez vous et si votre pays d'origine vous rejette on vous cantonnera dans un territoire ultra-marin.

On pourrait multiplier les exemples.

Si le peuple après avoir longuement écouté les experts des différents partis débattre à la Télévision pouvait se prononcer démocratiquement par referendum sur la base d'un vote obligatoire et d'un résultat obtenu à la majorité des 2/3, y-aurait-il dictature en appliquant son choix sur ces questions essentielles ?

**Vox Populi vox Dei !**

*Ce texte explore la genèse et l'évolution de l'univers, de la Terre, et de la vie humaine, en insistant sur le développement du cerveau humain. Il commence par questionner les origines de l'univers, évoquant diverses théories telles que la fluctuation quantique et les idées de Stephen Hawking sur les univers parallèles. La création des constellations, des planètes, et des premiers éléments chimiques après le Big Bang est décrite, conduisant à l'apparition de la vie sur Terre. La Terre, formée il y a 4.6 milliards d'années, a connu un climat majoritairement plus chaud, ponctué par des périodes de glaciations. L'évolution de la vie est résumée, depuis les premières formes de vie jusqu'à la diversification des espèces, y compris les dinosaures et leur extinction causée par un astéroïde. L'accent est mis sur l'apparition de l'homme, depuis le premier Homo rudolfensis jusqu'à Homo sapiens, mettant en lumière l'importance de l'évolution mammalienne et des primates. La partie suivante se concentre sur l'apparition d'une "Tradition primordiale", des mythes et légendes transmis à travers les générations, illustrant des civilisations anciennes et des cataclysmes. Le cerveau humain, avec ses 100 milliards de neurones et ses capacités uniques de création synaptique, est détaillé. Le développement de l'enfant, l'importance des expériences précoces, et l'impact du langage et de l'environnement sur la structuration du cerveau sont soulignés. Enfin, le texte suggère que les gouvernements devraient reconnaître l'importance de cette période de développement précoce, en offrant des conditions favorables pour le développement optimal du cerveau dès la naissance, particulièrement dans les premières années de vie, pour assurer un avenir meilleur pour l'humanité*

## **L'Homme sur Terre :**

### **Comment tout cela a-t-il commencé ? Comment cela peut-il finir ?**

#### **La naissance de l'Univers**

Fluctuation quantique du vide d'où serait né le noyau du Big Bang ? Rebond suivant un Big Crunch marquant la mort d'un univers précédent. Ejection par d'autres Univers parallèles coexistant, selon la dernière théorie de Stephen Hawking, du contenu d'un trou noir ? Même les plus grands astrophysiciens ne nous seront pas d'un grand secours pour expliquer cette naissance :

Spontanée ce serait bizarre ? Due à une Cause externe que certains appelleront Dieu, manière anthropique de qualifier l'innominé ? Ce serait le moyen simple de masquer notre ignorance.

Et au Comment ? on se perd en conjectures quand on y ajoute aussi le Pourquoi ?

Acceptons donc l'idée que, pour l'instant, au-delà du mur de Planck, limite du temps de  $10^{-43}$  secondes entre l'avant et l'après Big Bang nous nageons en plein mystère même si nous savons expliquer toute la suite...ce qui n'explique finalement rien du tout !

La création des constellations, des planètes, d'un monde en perpétuelle expansion prend du temps, beaucoup de temps. L'Univers s'est créé il y a 13.7 milliards d'années et la Terre ne s'est formée que beaucoup plus tard il y a 4.6 milliards d'années.

Oui, il en a fallu du temps pour que les quatre forces atomiques fondamentales, force nucléaire forte, force nucléaire faible, force électromagnétique et gravité rapprochent suffisamment les électrons et les noyaux pour former les premiers atomes d'hélium et d'hydrogène nés 380.000 ans après le Big BANG, et pour qu'une fois nés certains fusionnent pour constituer de nouveaux atomes plus élaborés, avant que ne se forment les premières molécules élémentaires, les premières macromolécules et enfin les acides nucléiques qui, un milliard d'années plus tard, il y a 3.5 milliards d'année, permirent l'apparition des algues et des archéobactéries, ancêtres de tout ce qui vit désormais sur notre planète, y compris l'homme.

La suite est connue et depuis sa naissance le climat de notre planète a été très largement plus chaud qu'aujourd'hui. Heureusement que l'inclinaison de la Terre n'est pas nulle car si elle était

perpendiculaire à l'axe Terre-Soleil, l'énergie absorbée, n'en déplaie au GIEC, serait 4 fois plus forte !

Cette chaleur du climat terrestre a été entrecoupée par des glaciations plus ou moins intenses. La première date d'il y a environ 2,3 milliards d'années où notre planète ressemblait alors à une véritable boule de neige dont la sortie se fit grâce aux gaz à effet de serre avec des concentrations énormes de CO<sub>2</sub>, trois cent cinquante fois plus qu'actuellement, chiffre qui laisse tout de même perplexe !

Puis, une nouvelle fois, le climat se refroidit progressivement. Il y a environ 10 millions d'années, les glaciers commencèrent à apparaître mais ce n'est qu'à l'époque du Quaternaire, au cours des trois derniers millions d'années que la Terre a pris sa topographie actuelle.

La vie s'est ainsi diversifiée sur terre, règne végétal, règne animal, apparition d'innombrables espèces au gré des mutations génétiques, disparitions aussi spectaculaires, comme celle des dinosaures il y a 66 millions d'années après la chute dans le cratère de Chicxulub Puerto dans la péninsule du Yucatán d'un astéroïde de 10 à 80 kms de diamètre !

L'arrivée de l'Homme, dont le premier représentant (connu) fut l'Homo rudolfensis, apparut il y a environ 2,4 millions d'années en Afrique de l'Est est le fruit de l'évolution des mammifères qui se développèrent fortement après la disparition des dinosaures, puis évoluèrent vers les primates mamellaires, nos ancêtres et se diversifièrent jusqu'à Neandertal et enfin à Sapiens il y a environ 200.000 ans.

### **L'apparition de la Tradition Primordiale**

Après ce très bref rappel, venons-en à l'objet de cet article, l'apparition d'une Tradition primordiale forgée au cours des âges et transmise par les rescapés des cataclysmes successifs que subirent les premiers humains et dont les mythes fondateurs gardent le souvenir (mythe sumérien de l'Épopée de Gilgamesh, déluge de la Bible, île mythique de l'Atlantide décrite par Platon), faisant référence à des civilisations englouties par des catastrophes naturelles.

Avec 100 milliards de neurones, le cerveau humain va pouvoir emmagasiner les informations du monde extérieur par le canal des sens. Les connexions de neurones (synapses) commencent dès le ventre de la mère puis augmentent de façon extrêmement rapide après la naissance (1000 nouvelles connexions par seconde pendant les cinq premières années de la vie).

Pour mieux visualiser ces performances uniques, rappelons que le cerveau de l'enfant est doté de 10 fois plus de connexions que l'Internet mondial (1 million de milliards de connexions synaptiques contre 100.000 milliards pour Internet). Tout ce qu'il perçoit dans son environnement, absolument tout, crée une connexion !

Le cerveau humain se structure donc littéralement à partir de ce qu'il reçoit. Et s'il reçoit peu, il se développe mal. Plus tard viendra l'étape du tri. Les connexions les moins utilisées, qui codent les expériences les moins répétées, vont progressivement s'affaiblir, et être éliminées.

Ainsi par exemple, si un enfant a été exposé à un vocabulaire très populaire, et même si de temps en temps il a pu entendre des personnes s'exprimant avec un langage plus soutenu, le cerveau renforcera la trace des mots qu'il entend le plus souvent. Il faudra donc composer avec la qualité des fondations construites pendant la toute petite enfance et comme cette première période de la vie est celle d'une grande opportunité mais aussi d'une grande vulnérabilité, un gouvernement responsable devrait comprendre la nécessité de fournir à l'être humain qui vient de naître dès la Maternelle, les conditions qui lui offrent le meilleur, et qui lui évitent le pire.

Quoi qu'il en soit entre deux cataclysmes de ce que les Stoïciens appelleront plus tard le temps cyclique, l'homme prend petit à petit conscience du fait que sa survie en tant que société exige que, dans un environnement déterminé, des règles morales, prescriptions qui s'imposent progressivement au sein d'un groupe social, soient appliquées en termes d'obligations (tu dois) ou en interdictions (tu ne dois pas).

On les habillera plus tard d'inspirations religieuses, philosophiques ou éthiques mais leur fondement même résulte de l'observation au sein des groupes des conséquences des divers comportements possibles, comme nous le rappelle par exemple la symbolique du Pavé mosaïque (Chaque noir - mauvaise action- est entourée d'une réaction de blancs -actions bénéfiques- comme chaque blanc est assailli par une attaque de noirs).

Le « Tu ne tueras pas » par exemple n'est autre que la règle morale qui nous préserve (en principe) d'un risque d'assassinat !

Ainsi au cours des âges, se sont tissés des liens solides inscrit dans les neurones de chaque membre d'un groupe qui fixent les limites garantissant sa survie. Or, ces règles morales ne sont pas partout les mêmes. Certains groupes par exemple considéreront la femme comme une esclave, d'autres lui accorderont une importance identique voire parfois supérieure à l'homme.

C'est la raison pour laquelle les mélanges ne se font pas toujours facilement. On le voit bien aujourd'hui où les flux migratoires forcent des communautés différentes à vivre ensemble, non sans heurts !

Le besoin de sacré apparaît très vite dans les sociétés primitives lié à la crainte de l'homme exposé aux forces souvent indomptables de l'Univers puis, parce qu'il est le seul dans le règne animal à savoir que sa vie n'a qu'un temps, à sa croyance dans un monde des esprits où survivent les anciens après leur mort, forme primitive de toute résurrection.

Un des plus anciens cultes, celui de l'Ours, retrouvé chez moi en Ardèche dans la grotte Chauvet (-30.000 ans) est sans doute lié à ce mythe de la résurrection, l'Ours réapparaissant chaque année après l'hibernation.

Avec les premiers monothéismes comme le mazdéisme, la religion traditionnelle de l'ancienne Perse qui pour la première fois dans l'Histoire humaine, promet à tous les hommes l'immortalité de l'âme sous réserve du jugement dernier, puis le Judaïsme et le Christianisme, la règle traditionnelle du temps cyclique où chaque génération instruite par les anciens redoutait de succomber au prochain cataclysme avant une nouvelle relève, cède le pas à celle du temps fléché qui inscrit l'histoire humaine dans une évolution progressive vers une fin dernière qui verra chez les Chrétiens le retour du Christ en parousie.

Puisque la fin était décrite, les cataclysmes successifs ne pouvaient plus être que des péripéties et chaque génération avait à cœur non de rechercher un bonheur égoïste mais de se préparer à l'au-delà.

La perte de la foi en Occident qui a pour conséquence la recherche stoïcienne d'une « bonne vie », d'un « bien-être » conduit à l'individualisme et au retour au temps cyclique alors que nos sociétés sont actuellement confrontées à la religion envahissante et radicale qu'est l'Islam, qui tente une fois encore de déborder sur nos territoires soulevant des problèmes inédits aux conséquences prévisibles.

S'il n'y a plus de but à atteindre, à quoi bon se perdre dans une autre recherche que de cultiver notre jardin et de profiter au mieux du temps qui nous reste ?

C'est là que l'altruisme peut nous conduire, nous plus pour nous-mêmes mais pour nos descendants à renoncer à briser la flèche du temps. Et plus que jamais, la science moderne peut nous y inciter.



## L'Ode à la Science

Les progrès fabuleux des sciences fondamentales nous poussent dans tous les domaines à une progression exponentielle des connaissances et des technologies.

Qu'il s'agisse des sciences de la Matière ou des Sciences de la Vie, la rapidité des progrès est telle qu'on en prend le tournis.

Mon premier ordinateur acheté en 1967 occupait une pièce et quand je repense à ses disques amovibles de 2.5 Mo d'octets à comparer aux Go de la moindre calculette je mesure l'incroyable chemin parcouru

Quand je vois le ciseau moléculaire Crisp-cas9 permettre la mise en œuvre d'une véritable ingénierie génétique, l'idée d'un créateur humain n'est plus très éloignée !

Et demain l'ordinateur quantique, l'optogénétique qui redonnera la vue aux aveugles, l'IA qui va bouleverser nos vies, les premières xénogreffes, la découverte de nouvelles particules fondamentales, la fusion nucléaire, les recherches sur les télomérases pouvant faire espérer une prolongation significative de la vie humaine et bien d'autres sujets d'une brûlante actualité devraient nous donner honte d'avoir réduit les horaires de Maths au Lycée par manque de volonté de payer aux Professeurs ce qu'ils valent.

Et comme je le disais récemment, la Chine, Première au Classement Pisa n'est pas loin de nous donner de très sévères leçons.

Bien sûr tout peut être englouti dans un nouveau déluge, mais pour la première fois l'homme peut envisager la colonisation prochaine de l'espace et la découverte d'une échappatoire si la planète Terre parce que c'est comme ça (temps cyclique) ou parce que l'Anthropocène est allé trop loin, venait à être inhabitable.

En aurons-nous le temps ou l'humanité dans sa folie destructrice creusera-t-elle elle-même sa propre tombe dans un feu d'artifice nucléaire par exemple ?

Si nous croyons à un avenir pour le temps, qu'il soit proche ou qu'après un hiver nucléaire une renaissance découvre à nouveau dans quelques milliers d'années les perspectives offertes par la science actuelle, ne change fondamentalement rien à la chose.

L'Homme est destiné à devenir Dieu, c'est-à-dire à connaître le monde et les secrets de l'Univers, à prolonger sa vie en réveillant en nous des gènes inactivés (comme ceux restés actifs chez la salamandre ou la tortue) à contrôler son espace et à en conquérir d'autres, à réguler sa présence au monde en fonction de ses progrès, à dominer l'Univers comme la Genèse lui donnait mission de dominer la Terre.

Mais le pourra-t-il, enchaîné par ses passions, incapable de s'organiser en groupes consensuels, restant un loup pour l'homme comme le disait déjà Plaute, repris par Hobbes ?

L'avenir nous le dira !

*Le texte décrit les changements majeurs en France depuis le premier choc pétrolier, soulignant la désindustrialisation, la perte d'emplois techniques, et leur remplacement par des emplois de services peu qualifiés. L'agriculture a également décliné drastiquement. Les périphéries urbaines sont dominées par les supermarchés et les axes autoroutiers. La France est maintenant axée sur la consommation, le tourisme, et les loisirs, avec Disneyland comme première destination touristique et une industrie de luxe défendant la qualité française. L'immobilier dans les régions touristiques a grimpé, et le pays se reconstruit dans les yachts et l'hôtellerie. La perte d'emplois industriels a été compensée par des emplois dans le secteur social, financés par la dette et des prélèvements élevés. L'urbanisation a modifié le paysage social, isolant les classes sociales et augmentant les problèmes de délinquance dans certaines zones. La société française est également influencée par la monoparentalité, l'immigration, et la culture américaine. La pratique religieuse a diminué, avec un nombre croissant de musulmans. Des divergences d'opinions entre les Français sur des sujets variés créent des tensions. Les gouvernements successifs ont montré un manque de compétence, incapables de communiquer clairement sur les problèmes et les choix stratégiques. Un exemple cité est le manque de cohérence dans la stratégie industrielle et énergétique, et l'ignorance des conseils d'experts. En conclusion, l'appel est lancé pour que les Français et ceux qui partagent leurs valeurs se rassemblent autour d'une nation souveraine, coopérative, et redynamisée.*

## **Comme la France a changé !**

Depuis le premier choc pétrolier et l'arrivée progressive de la mondialisation, la France s'est profondément désindustrialisée comme nous l'a encore démontré récemment l'épidémie du Covid où, au pays de Pasteur, nous nous sommes retrouvés incapables de fabriquer non seulement des vaccins mais même de simples masques ou du paracétamol et les 2 millions d'emplois techniques perdus depuis 1980 n'ont le plus souvent été remplacés que par des emplois de services peu qualifiés de la caissière de supermarché au livreur de ces innombrables officines de distribution que l'oligarchie patronale, pour des raisons économiques bien connues, a affublé du prétentieux nom d' « autoentrepreneurs » !

La France a perdu son agriculture et les 1.588.000 exploitations agricoles qui existaient encore en 1970, ont fondu comme neige au soleil. Il ne reste plus que 429.000 paysans et parmi eux, un taux de suicides impressionnant traduit bien une véritable descente aux enfers.

Nos villes elles-mêmes se sont profondément transformées. Chaque périphérie est désormais envahie par les super ou les hypermarchés, les centres se vident sauf dans les grandes métropoles et les plateformes logistiques avec leurs norias de camions, puisque le bitume s'est définitivement substitué au rail, maillent notre territoire aux abords de tous les axes autoroutiers désormais privatisés.

Cette France du travail est devenue une France de la consommation, du tourisme et des loisirs. Disneyland est la première destination touristique française, les parcs de loisirs se multiplient, les festivals et les multiplex sont devenus nos principales enseignes culturelles et seuls la mode et le luxe défendent encore une image de produits de qualité (prétendument) fabriqués en France.

Profitant de l'attractivité de notre territoire, l'immobilier des régions touristiques s'est envolé et si l'on ne construit plus de supertankers à Saint-Nazaire ou à la Ciotat, on s'est reconverti dans les yachts de milliardaires ou les hôtels flottants des croisiéristes.

La France a vieilli et les nombreux emplois industriels perdus ont été relayés par d'innombrables emplois sociaux (EHPAD, Aide aux personnes handicapées), qu'il faut bien financer par la dette, le recrutement forcé d'agents publics et des prélèvements obligatoires records.

L'urbanisation elle-même a transformé le territoire, le pavillon de banlieue avec jardin du « chacun chez soi » des zones pavillonnaires, isole les catégories sociales qui habitaient autrefois les mêmes immeubles haussmanniens, les riches aux étages nobles, les pauvres aux combles mais ils se croisaient tout de même dans l'entrée. Les barres d'immeubles envahies par les populations

immigrées sont souvent le siège d'une économie souterraine fructueuse même si les rivalités entre bandes génèrent une délinquance incontrôlable.

La famille elle-même a changé, reconfigurée sous l'effet de l'immigration et de la monoparentalité. Certains départements comme la Seine-Saint-Denis sont désormais majoritairement occupés par des migrants et l'américanisation de la société, des films et séries TV aux MacDo et Coca Cola, prospère de façon importante convoquant même ses inconcevables dérives comme MeToo ou le Wokisme.

La Fille aînée de l'Eglise pétrie par des siècles de civilisation chrétienne voit son nombre de pratiquants s'évanouir. Même si 65% des Français se disent encore Catholiques moins de 4% vont à la messe au moins une fois...par mois, talonnés par le nombre croissant de pratiquants musulmans et la poussée des autres croyances !

Entre Français, des différences profondes se creusent sur bien des sujets : l'immigration, la sécurité, la lutte contre les trafics, les prestations accordées aux non-contributifs, l'avenir des enfants, les retraites, la politique énergétique, l'éducation, la santé ...

La société de dialogue où la recherche d'un consensus, devrait être la règle, est mise à mal sur toutes ces questions et une faille se creuse entre habitants d'un même territoire.

Accumulant les dettes publiques, virevoltant sur les réformes sociétales, hésitant sur la politique énergétique, les gouvernements successifs témoignent d'un réel manque de compétence : incapables d'exposer pédagogiquement les données des problèmes et les choix proposés, ils n'arrivent pas à fixer un cap consensuel, ils ne prennent pas la mesure des enjeux et conduisent la France au déclin.

Je vais citer pour exemple des extraits d'une audition à l'Assemblée nationale d'un ancien Haut-Commissaire à l'énergie atomique sur la question de la souveraineté et de l'indépendance énergétique :

*« La cohérence d'une stratégie industrielle a cédé la place à l'opportunisme d'une stratégie de communication, confondant puissance installée et puissance délivrée, omettant les coûts de réseau et de stockage refusant de procéder à une analyse de fond des expériences faites chez nos voisins », tout cela montre à quel point par une ignorance stupéfiante « L'analyse scientifique et technique a déserté les rouages décisionnels de l'État. Les avis réitérés de l'Académie des sciences, de l'Académie des technologies, sont reçus dans un silence poli et les experts gouvernementaux se retrouvent à conseiller, sur des sujets qu'ils ne maîtrisent généralement pas, un ministre qui ne se pose même pas la question et à qui ils diront ce qu'il a envie d'entendre pour ne pas nuire à leur carrière !*

En ce début d'année, il faut donc que Françaises et Français ainsi que tous ceux venus d'ailleurs qui veulent partager notre destin, se retrouvent autour des valeurs communes que nous souhaitons défendre dans une nation souveraine, coopérant dans l'indépendance avec ses voisins, renouant avec ses politiques industrielle et agricole, formant sa jeunesse au plus haut niveau possible, rétablissant une équité salariale et fiscale entre ses membres au sein d'entreprises redynamisées, promouvant l'égalité des chances, rétablissant le niveau antérieur de qualité de ses soins, garantissant à tous la sécurité et la justice, militant pour la paix et le développement des pays du tiers monde, établissant entre tous les citoyens le niveau de formation et d'échange qu'exige toute démocratie avancée.

Tels sont les vœux que nous formulons pour notre cher Pays, car, comme disait le Général : *« La France n'est réellement elle-même qu'au premier rang. Seules de vastes entreprises sont susceptibles de compenser les ferments de dispersion que son peuple porte en lui-même »*

*Dans ses vœux fictifs, l'auteur imagine le Président Emmanuel Le Président Macron adressant une allocution à la nation, reconnaissant les défis auxquels la France est confrontée : sécurité, éducation, retraites, pouvoir d'achat, énergie, immigration, justice, et santé. Il note la division de la société en groupes aux intérêts divergents, rendant la gouvernance difficile. Il exprime son engagement à faire évoluer la société selon la devise nationale de liberté, égalité et fraternité, et à consacrer les prochains 48 mois à servir le pays. Macron souligne le besoin d'unité face aux tensions nationales et internationales, et aborde des questions spécifiques telles que la sécurité publique. Il propose des mesures pour réduire la criminalité et améliorer la paix dans les quartiers, tout en respectant les libertés fondamentales. Ces mesures incluent l'interdiction des deals en milieu urbain, l'hospitalisation des addicts, un encadrement strict des manifestations, l'infiltration des milieux criminogènes, une présence policière accrue, et l'intervention de l'armée si nécessaire. Sur le plan de l'éducation, Le Président Macron envisage une refonte du système éducatif dès la maternelle, avec une attention particulière à la revalorisation des enseignants, à l'autonomie des établissements, à l'apprentissage précoce de la lecture et des langues étrangères, et au renforcement des mathématiques et de la laïcité. En termes de politique salariale, il propose des ajustements pour assurer une justice sociale et maintenir la compétitivité des entreprises. Cela inclut la modulation des charges patronales et salariales, des ajustements de l'âge de départ à la retraite selon la pénibilité des métiers, et la réintroduction d'une TVA sociale sur les produits importés pour stimuler la réindustrialisation du pays. Le Président Macron suggère aussi de réviser la politique d'assistance aux demandeurs d'emploi, rappelant que l'assurance chômage est une forme de solidarité, pas un crédit. Il appelle à réduire les écarts entre riches et pauvres par une fiscalité plus progressive et un impôt sur la fortune réformé. Concernant l'immigration, il reconnaît la nécessité d'une politique équilibrée qui respecte la tradition d'accueil de la France tout en luttant contre l'immigration clandestine. Il propose une approche qui favorise l'intégration des migrants légaux et prévoit le renvoi de ceux commettant des délits. Pour la santé, le Président Macron envisage de rééquilibrer le ratio soignants/administratifs dans les hôpitaux publics, de financer les études de certains professionnels de santé en échange d'un engagement dans des zones sous-dotées, et de favoriser les mutations interprofessionnelles. Face à l'augmentation des coûts de l'énergie, il réaffirme la nécessité de l'indépendance énergétique, notamment par la relance du programme nucléaire et une réévaluation de la dépendance vis-à-vis de l'Allemagne. Enfin, le Président Macron souligne l'importance du débat démocratique pour ces idées, à travers des discussions à l'Assemblée et dans la société civile, et éventuellement par des référendums pour les questions majeures. Il conclut en rappelant les valeurs historiques de la France, notamment l'universalisme, le respect des croyances, l'ouverture au monde, et l'indépendance nationale.*

## **Vœux (fiction) de bonne et heureuse année par Emmanuel Macron !**

Mes Chers Compatriotes,

Comme il est d'usage je viens vous présenter mes vœux de bonne et heureuse année pour vous-mêmes et tous ceux qui vous sont chers.

Notre pays traverse de sérieuses turbulences qui touchent de nombreux domaines, sécurité, éducation, retraites, pouvoir d'achat, énergie, immigration, justice, santé.

Notre société est divisée en trois groupes difficilement conciliables, eux-mêmes parfois éclatés en fractions rivales. Cela ne facilite pas la conduite des affaires de l'Etat.

Et pourtant nous devons faire évoluer notre société comme l'exige notre devise nationale, vers plus de liberté, plus d'égalité, plus de fraternité.

C'est à cette tâche que je voudrais consacrer les 48 mois qui me restent au service du pays.

Oublions donc nos divergences alors que nous devons nous serrer les coudes tant que la situation nationale et internationale restera aussi tendue

Vous aspirez à plus de sécurité et regrettez d'entendre chaque jour nos chaînes info faire état d'un nouveau carnage (féminicides, rixes entre bandes rivales, trafics en tous genres, menaces terroristes) Aussi, dans le respect des libertés fondamentales nous allons faire en sorte que la paix règne dans les quartiers (interdiction de deals en milieu urbain, hospitalisation des addicts, encadrement strict des manifestations, infiltration des milieux criminogènes ou délinquants, présence policière dans les transports, au besoin appel à l'armée)

Nombre de nos maux sont générés dès l'enfance. C'est dès la Maternelle que nous allons entreprendre une profonde rénovation de notre système éducatif (revalorisation de la considération et des salaires des enseignants, autonomie des établissements, apprentissage précoce de la lecture et des langues étrangères, renforcement des Mathématiques, laïcité réaffirmée sans faiblesse, revalorisation de l'apprentissage, création de Classes Préparatoires à l'Enseignement Supérieur, établissement de passerelles entre les formations secondaires et universitaires)

Notre politique des salaires doit à la fois permettre une plus grande justice sociale tout en conservant une grande compétitivité aux entreprises. Nous améliorerons la situation en modulant les charges patronales et salariales en tenant compte de la difficulté de recruter dans certaines branches moins attractives qui seront ainsi nettement mieux rémunérées, en faisant varier l'âge de départ à la retraite en fonction de la pénibilité et de la dangerosité de certains métiers pour que l'espérance de vie pendant la retraite soit statistiquement équivalente pour tous, en rétablissant une TVA sociale sur les produits importés qui nous aidera à réindustrialiser notre pays.

Nous réviserons notre politique d'assistance pour les demandeurs d'emplois qui devront comprendre que l'assurance chômage n'est pas un crédit mais une solidarité. Qui irait accidenter volontairement sa voiture sous prétexte qu'il paie une assurance auto ?

Au pays de l'Egalité nous ne pourrions plus laisser subsister des différences si choquantes entre les « immensément riches » et les « immensément pauvres » ! Une meilleure progressivité de l'impôt et le rétablissement d'un impôt sur la fortune plus faible mais sans niches exonérées devrait permettre d'y parvenir de manière plus équitable. La dette publique par Français est de 50.000 € (soit 250.000 € pour une famille de 5 personnes). Notre multimilliardaire national cumule à lui seul, sans en souffrir le moins du monde, la dette de plus de 3 millions de Français !

Nombreux sont nos concitoyens qui s'élèvent contre notre laxisme en matière de lutte contre l'immigration clandestine. On les comprend mais dans sa tradition, la France, terre d'accueil, ne peut sans perdre son âme laisser se noyer des migrants dont le seul crime est d'être nés dans un pays en guerre ou dans une misère extrême. Faisons donc en sorte de mieux aider au développement notamment de l'Afrique, d'accueillir préférentiellement à côté des réfugiés bénéficiant du droit d'asile des migrants avec papiers qu'on aidera à apprendre notre langue, à exercer un métier, à être logés décemment mais qu'on reconduira sans état d'âme dans leur pays d'origine s'ils commettent des délits. Pour les étrangers incarcérés (25% des détenus), on négociera leur retour dans leur pays d'origine et on rendra la mesure très attractive en assortissant ce retour d'une prime versée à l'Etat concerné correspondant au coût d'entretien du prisonnier jusqu'à sa libération (101 € par jour, ce qui fait tout de même 36.500 € par an !).

On revalorisera notre politique de santé en rétablissant dans les hôpitaux publics un ratio soignants/administratifs plus raisonnable, en finançant les études de certains candidats (médecins, infirmières, kinésithérapeutes, dentistes ...) contre un engagement de 10 ans dans des déserts médicaux et en favorisant par des passerelles les mutations interprofessionnelles.

Face au risque d'une nouvelle levée de Gilets Jaunes, aujourd'hui les boulangers accablés par leurs factures d'électricité nous confirmerons notre volonté de retrouver le chemin vertueux d'une indépendance énergétique nationale en relançant notre programme nucléaire qui faisait de nous il y a peu des exportateurs d'énergie et en nous affranchissant comme l'Espagne et le Portugal du diktat allemand favorisant une directive européenne indexant le prix de l'électricité sur le Gaz. L'Allemagne reste notre première alliée au sein de l'UE mais elle doit prendre conscience du fait que par l'Euro fort elle nous a asservis.

Mais toutes ces idées doivent être débattues, amendées, soumises au contradictoire d'abord à l'Assemblée mais aussi au sein de la société civile jusqu'à ce qu'un consensus le plus large possible soit établi entre les Français au besoin pour les questions les plus importantes par referendums.

En ce début du 21<sup>ème</sup> siècle la France doit conserver les acquis de son histoire, l'universalisme de ses prises de position, son respect des croyances dans la neutralité de l'Etat, son ouverture au monde et d'abord à la francophonie, son indépendance et sa souveraineté nationale qui exigent de soumettre les dispositions communautaires à la ratification de notre Parlement et non l'inverse, sa diplomatie libre gardant les marges d'indépendance qu'elle souhaite avec ses engagements alliés.

Elle doit surtout rassembler tous ses enfants dans la recherche permanente d'une plus grande Unité où la Liberté et la Responsabilité ne peuvent être exercées qu'entre égaux.

***C'est pour ma part, ce que j'aurais aimé entendre !***

*Ce texte est une critique adressée au Président Macron par un lecteur, en réaction à un éditorial sur des vœux fictifs. Il évoque une série de problèmes actuels en France : assassinats dans les rixes de trafiquants, manifestations peu suivies des boulangers à cause de la résignation générale, et la pression croissante due à la hausse des prix de l'électricité, du carburant, et de la baguette. L'auteur mentionne également l'inflation, l'usage controversé de l'article 49.3 de la Constitution, les problèmes des retraites, les grèves, les difficultés du secteur de la santé et de l'éducation, et le risque de faillites massives. Le lecteur critique la gestion gouvernementale, soulignant que l'Élysée, Matignon, Bercy et la Place Beauvau semblent dépassés et met en garde contre un chaos potentiel. Il souligne que l'augmentation des prix pousse dix millions de Français dans la pauvreté, y compris 42 000 enfants sans-abri. Il critique la proposition de réforme des retraites du gouvernement, jugée inadaptée et contre l'avis des syndicats et des citoyens. L'auteur appelle le Président à agir pour reconstruire une majorité solide et proposer des mesures concrètes : reprendre la souveraineté vis-à-vis de l'UE, intervenir dans le conflit ukrainien, relancer le programme nucléaire, redéployer le système de santé, restaurer l'autorité dans les écoles, réagir contre le protectionnisme américain, encourager le retour au travail, lutter contre la pauvreté et la fraude, limiter les trafics urbains, renouer le dialogue avec l'Afrique sur l'immigration, et expliquer la réforme des retraites. Il conclut en suggérant que le Président forme une coalition avec la droite ou la gauche pour éviter une crise majeure, rappelant qu'il a conseillé cette approche depuis 2017.*

## On peut toujours rêver !

Voilà ce que me dit un fidèle lecteur à réception de mon édito sur les vœux supposés (fiction) qu'on aurait souhaité entendre du Président Macron.

Avant-hier encore, un nouvel assassinat dû à une rixe entre bandes rivales de trafiquants de drogue.

Si hier, la manifestation des « Nouveaux Gilets Jaunes » en l'occurrence les boulangers, n'a pas eu le retentissement espéré par les organisateurs, c'est sans doute parce qu'aux "révoltés" s'est ajoutée une masse considérable de "résignés" susceptible d'exploser un jour !

Car la pression monte au rythme du prix de la baguette dû à l'augmentation invraisemblable du coût de l'électricité et au rythme du prix toujours élevé des carburants !

Inflation, utilisation abusive du 49.3, retraites, grèves de la SNCF, santé, écoles, risques de faillites à répétition à partir de Mars 2023 (après le report d'1 an des remboursements des PGE qui devaient démarrer en Mars 2022 pour...300 milliards d'€ !)

Il est clair que l'Élysée, Matignon, Bercy et la Place Beauvau ne maîtrisent plus la situation.

Attention au risque de chaos permanent dont on ne se relèverait pas !

Pour beaucoup de nos concitoyens, l'augmentation générale des prix devient catastrophique et il y a 10 millions de pauvres dans le pays (dont 42.000 enfants dans la rue selon l'Unicef !)

L'Élysée veut relancer le débat sur la réforme des retraites. Elle est nécessaire mais pas dans les termes proposés et elle ne peut pas se faire contre l'avis quasi unanime des Syndicats et des Français.

Craignons donc après les **Gilets Jaunes**, le **Covid** et la **Guerre d'Ukraine** que la coupe déborde et donne le départ à un grand mouvement social.

L'École fout le camp. L'Hôpital fout le camp. L'Économie fout le camp. La Sécurité fout le camp...

Monsieur le Président, ça suffit : il est temps de reconstituer une large majorité pour administrer le pays.

- Retrouver la souveraineté perdue face à la technostructure bruxelloise
- Peser dans les négociations diplomatiques pour faire cesser le conflit en Ukraine

- Relancer par un emprunt national le programme nucléaire
- Cesser les mesurottes sur les éoliennes, les panneaux solaires et les voitures électriques
- Redéployer les services de santé en formant et en embauchant des soignants
- Restaurer l'autorité républicaine à l'école dans le respect de la laïcité
- Réagir contre les mesures protectionnistes américaines
- Favoriser le retour au travail (heures supplémentaires défiscalisées et non chargées)
- Lutter efficacement contre la pauvreté tout en traquant les fraudeurs
- Stopper l'émission devenue rituelle des chèques sans provision
- Interdire les trafics en ville (qu'ils s'entretuent à la campagne !)
- Renouer un dialogue confiant avec l'Afrique pour lutter contre les problèmes migratoires
- Réexpliquer aux Français pourquoi et comment on peut équitablement réformer les retraites

Pourquoi ne suivriez-vous pas le conseil que je réitère depuis 2017 : la V<sup>ème</sup> République repose sur un mode majoritaire. Elle ne peut pas marcher sur trois pattes !

Arrêtez le « Ni-Ni ». Faites une coalition selon votre choix soit avec la Droite, soit avec la Gauche ! Vous perdriez quelques soutiens mais vous en gagneriez beaucoup d'autres.

**Surtout n'attendez pas que tout s'enflamme !**



*Les vœux d'Emmanuel Macron aux soignants, en pleine grève des généralistes, ont été mal reçus. Ces médecins, peu habitués à la mobilisation, demandent une augmentation de la tarification à l'acte, actuellement à 25€, pour assurer la pérennité de leurs services, rejetant les paiements forfaitaires. Le nouveau ministre de la Santé, François Braun, bien que praticien, a été critiqué pour sa réception expéditive des grévistes. Le projet gouvernemental de substituer des médecins par des paramédicaux est vu comme inadéquat, malgré le besoin d'adapter la formation médicale aux fonctions réelles. Les médecins généralistes, face aux charges élevées, jugent insuffisante la consultation à 25 €. Ils craignent l'évolution vers un système de santé à l'anglo-saxonne et la disparition de la médecine libérale, exacerbée par la confusion des patients entre chiffre d'affaires et bénéfices. De plus, les spécialités médicales sont devenues rares dans certains départements, et l'usage croissant de plateformes comme Doctolib remplace les secrétaires médicales, mettant à mal l'administration des cabinets. Les cliniques privées, profitant d'un système financier avantageux, attirent des investissements et offrent une rémunération élevée à leurs médecins, contrairement au secteur public, qui subit un manque d'investissement et une gestion plus managériale. La médecine privée se concentre sur des techniques de pointe, négligeant la prévention et l'éducation thérapeutique. Les débats sur la gestion des hôpitaux, la formation des soignants et la priorisation des soins doivent être repensés face à ces enjeux.*

## **Une douche froide aux soignants**

Les vœux d'Emmanuel Macron aux soignants ont été ressentis par beaucoup comme une douche froide après deux semaines de grève des généralistes (une profession qui n'a pourtant guère l'habitude de se mobiliser et qui dans ce cas assure au moins les urgences et les réquisitions) !

Ils attendent du Gouvernement une tarification à l'acte revalorisée (la consultation actuelle est à 25€) qui assure la pérennité de leur « entreprise » et non des forfaits de paiements « à la mission ».

Comme trop souvent chez les mandarins, François Braun, le nouveau Ministre de la Santé, pourtant praticien lui-même, a reçu à la va-vite (10 mn) les représentants des grévistes sans vraiment les écouter.

Quant au projet gouvernemental visant à donner à des paramédicaux des fonctions de « médecins », quelle folie ! Même pour moi qui suis un ardent défenseur des passerelles qui devraient permettre aux infirmiers ou aux kinésithérapeutes d'accéder, s'ils en ont le courage, aux fonctions médicales après élagage de certaines années d'études au profit d'une révision académique centrée sur les besoins pratiques.

Pour le médecin généraliste les secrets du « Cycle de Krebs » ou la localisation exacte des « insertions musculaires sur la face postérieure de l'omoplate » (Ah ! j'oublie il faut maintenant dire scapula !) sont d'un intérêt limité mais chez nous on ne sait que rajouter des couches et des années ad libitum alors que face aux déserts médicaux et à la stupidité du Numéris Clausus (un de mes fils avec 13.8 de moyenne à sa PACES a fait partie des reçus-collés) il serait peut-être temps d'adapter les cursus aux vrais fonctions du généraliste, du spécialiste, du chercheur, de l'Universitaire...

Cela n'empêche pas de prévoir une place à des « Assistants médicaux » à condition que telles les infirmières ils restent sous le contrôle d'un médecin.

Quant au taux de la consultation comment poursuivre à 25 € (dont 50% de charge) une médecine de qualité. On va tout droit vers un système à l'anglo-saxonne !

Pour permettre l'accès de tous aux soins ne poussons tout de même pas les généralistes au déconventionnement à l'heure où la médecine hospitalière est aussi sous tension et où les Mairies des petites communes sont obligées d'offrir, le plus souvent à des médecins étrangers, des ponts d'or pour qu'ils veulent bien venir s'installer dans leurs déserts !

Si rien ne change la Médecine libérale va très vite disparaître. Les patients trouvent qu'à 50 € (25 € c'est le prix de leur coiffeur) les médecins exagèrent. Ils confondent chiffre d'affaires et bénéfices

mais les « Médecins larbins » risquent un jour de ranger leur blouse au placard ce qui ne soulagera sûrement pas les hôpitaux déjà débordés.

Avant l'Internat obligatoire, nombreux étaient ceux qui s'inscrivaient à ce qu'on appelait à l'époque les « petites spécialités médico-chirurgicales ». Trouver un « Ophtalmo » un « ORL » ou un « Dermato » n'était pas difficile mais aujourd'hui dans bien des départements cela tient de la gageure.

Doctolib a chassé les secrétaires médicales des cabinets, pourtant autrefois bien précieuses pour les multiples tâches administratives. Mais qui à 25 € se permettra encore d'embaucher et quant aux assistants médicaux proposés par l'Etat, au tarif actuel ils pousseront tous les médecins à rechercher un statut de salarié, sacrifiant leur liberté à une rémunération mensuelle indépendante du nombre d'actes pratiqués.

Quant à l'élite médicale hospitalière on voit bien à quel point l'évolution managériale de l'Hôpital liée à la T2A (tarification à l'activité) cherchant à gérer l'hôpital comme une entreprise fait figure de bouc émissaire.

Les cliniques privées soumises aux mêmes règles que l'hôpital public gagnent tellement d'argent comparé à lui qu'elles attirent des fonds capitalistiques dans leur actionnariat à un point tel que toutes nos grandes cliniques sont désormais aux mains des Ramsay (Fonds Australien), des Elsan, leaders de l'hospitalisation privée en France et leurs médecins libéraux eux sont très largement rémunérés !

La raison est simple. Les Cliniques privées ne s'encombrent pas des maladies chroniques qui pèsent pour plus de 100 milliards dans le budget de la Sécu et sont à l'origine de 88% des décès mais, et c'est dans l'air du temps, elles mettent en œuvre une médecine de haute technicité, souvent ambulatoire, laissant peu de place à la prévention et à l'éducation thérapeutique. C'est tellement plus facile pour un chirurgien digestif de proposer un by-pass à un obèse plutôt que de lui apprendre à s'alimenter !

Une fois de plus, après la loi HPST, affichant l'ambition de réorganiser et de moderniser l'ensemble du système de santé, la dégradation sensible des finances hospitalières, le manque criant d'investissement dans l'hôpital public, la nécessité d'une direction partagée entre administratifs et médecins, l'équité consistant à soumettre aux mêmes règles hôpitaux publics et cliniques privées devraient porter à nouveau la réflexion sur l'organisation des systèmes de soins, la formation des soignants et la priorité que chaque praticien doit consacrer ses malades.

*L'affrontement sur la réforme des retraites débute à l'Assemblée nationale et dans la rue, soulignant la nécessité de cette réforme face à un déficit prévu. L'âge de la retraite, fixé entre 64 et 65 ans, pose question, notamment pour les métiers pénibles. Le minimum retraite, prévu mais non appliqué, reste ambigu quant à ses bénéficiaires. Elisabeth Borne déclare que l'âge de 65 ans n'est pas un "totem", mais 43 années de cotisation sont requises pour une retraite complète, pénalisant ceux ayant commencé à travailler après 21 ans. La pénibilité et la dangerosité des métiers sont au cœur des débats, notamment le traitement inégal entre les années de service militaire et certains métiers à risque. Un rapport récent montre que la réforme augmenterait le risque de retraite courte pour les plus pauvres, sans affecter les plus riches. Seuls 21% des seniors de plus de 61 ans travaillent encore, et allonger l'âge de départ risque d'accroître le nombre d'"assistés" non cotisants. Une retraite progressive pourrait être une solution, permettant la formation d'apprentis et un cumul emploi-retraite. Les Français, résignés, s'attendent à des blocages et grèves. Un référendum pourrait être préféré à l'usage du 49.3. Le problème des régimes spéciaux reste irrésolu, avec 37 régimes de retraite différents, dont 15 spéciaux, bénéficiant à plus de 4 millions de retraités. En 2019, l'intention du gouvernement de créer un système universel par points avait provoqué un tollé. La "Clause du grand père" limiterait l'accès aux régimes spéciaux aux nouveaux embauchés, mais les pressions pour des situations exceptionnelles persistent. Elisabeth Borne, polytechnicienne, est critiquée pour des approches statistiques complexes sur la pénibilité, rendant l'accès à des trimestres supplémentaires de retraite difficile pour la majorité. Le système s'avère compliqué, soulignant la tendance bureaucratique à complexifier inutilement.*

## **Elisabeth Borne va-t-elle battre en retraite ?**

C'est dit. L'affrontement commence aujourd'hui à l'Assemblée nationale ...et demain dans la rue !

Cette réforme promise depuis longtemps est nécessaire car quoi qu'en disent certains, les rapports du COR montrent bien qu'on devra faire face dans les années à venir à un déficit récurrent surtout si, inflation oblige, on veut revoir à la hausse les petites retraites.

La question de l'âge 64 ou 65 ans reste malgré tout secondaire car travailler plus longtemps pour un cadre supérieur ou un employé de bureau n'est évidemment pas comparable à l'allongement de la durée du travail chez un maçon exposé au port de lourdes charges et aux intempéries ou chez un égoutier parisien qui aussi bien à 64 qu'à 65 sera déjà statistiquement mort !

Quant au minimum retraite déjà prévu par la loi Fillon mais jamais appliqué il restera à préciser s'il s'applique seulement aux nouveaux retraités ou à tout le monde.

« 65 ans n'est pas un totem » a déclaré Elisabeth Borne mais il faudrait avoir 43 années de cotisation pour toucher une retraite complète.

Gare à tous ceux qui auront commencé à travailler après 21 ans !

J'ai déjà longuement évoqué dans des éditos précédents la question majeure de la pénibilité et de la dangerosité du travail. Ce sera un des points d'achoppement car pourquoi valoriser par deux fois et même trois fois dans certains cas les années passées dans l'armée (quel que soit le grade) sur certains territoires d'opération et refuser de le faire pour certains métiers pénibles ou dangereux dès lors que les statistiques prouvent que le risque de retraite courte est fortement augmenté.

Or dans un rapport récent il a été démontré que le quintile des plus pauvres voyait ses risques de retraite courte augmenter avec la réforme (ce qui ne surprend guère) sans aucune incidence sur le quintile des plus riches !

Il faut aussi prendre en compte le fait que 21% seulement des seniors de plus de 61 ans sont encore au travail. Allonger l'âge de départ reviendra à payer des « assistés » ne cotisant pas au lieu de payer des « retraités ».

Peut-être serait-il bon pour les employeurs de pouvoir offrir un accès à une retraite progressive permettant de former des apprentis au contact de leurs aînés ou pour certaines tâches à un cumul emploi-retraite améliorant l'ordinaire !

Les Français résignés redoutent déjà les nombreux blocages qui s'annoncent (SNCF, RATP...) car aucune réforme importante ne peut se faire contre la volonté des Français.

Faut-il rappeler la célèbre phrase de Gambetta : « *Quand la France aura fait entendre sa voix souveraine, croyez-le bien Messieurs, il faudra se soumettre ou se démettre* » et un référendum serait sans doute préférable à un 49.3

Reste enfin le problème non résolu des régimes spéciaux !

Il existe en France 37 régimes de retraite différents dont 15 régimes spéciaux et sur 17 millions de retraités plus de 4 millions bénéficient encore de faveurs d'un autre âge. Le conducteur de TGV assis dans un confortable fauteuil est ainsi redevable à son ancêtre de la Bête humaine !

On se souvient qu'en 2019, le gouvernement avait fait part de son intention d'aboutir à un système universel de retraite par points, déclenchant ainsi un tollé chez les bénéficiaires de ces régimes spéciaux.

Désormais il préférera la « Clause du grand père » fermant l'accès aux régimes spéciaux aux seuls nouveaux embauchés mais soyons assurés que les groupes de pression imposeront encore bien des « situations spéciales » !

Tout le monde connaît l'histoire du Polytechnicien (C'est le cas d'Elisabeth Borne) qui coupe les cheveux en quatre. Au lieu des statistiques d'espérance de vie par profession on définira mille et un critères de pénibilité extrêmement complexes générant des points cumulables permettant de gagner quelques trimestres de retraite mais les simulations effectuées montrent déjà qu'un nombre infime de travailleurs pourront vraiment en bénéficier.

Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué !

*Dans un texte passionné, l'auteur critique divers groupes impliqués dans les réformes sociales françaises, soulignant les tensions et les défis actuels. Le texte oppose les Syndiqués, accusés d'affaiblir la France, et les Gouvernants, qui ignorent les demandes de justice. L'auteur compare les heures de travail des générations précédentes à celles requises après la réforme, pour défendre la solidarité intergénérationnelle. Il souligne les problèmes de timing de la réforme, l'inflation, et la guerre en Ukraine, tout en notant que les déficits des caisses de retraite ne sont pas imminents. Le texte critique la gestion des contributions de l'État et le manque de prise en compte de la pénibilité et la dangerosité du travail dans les retraites. Il mentionne également les inégalités de longévité entre les professions. Le texte dépeint les luttes d'ego entre le Président Macron, les Syndicats, et d'autres, avec des conséquences telles que la fermeture des boulangeries et l'adaptation du peuple par le télétravail ou la réduction des vacances. Malgré ces tensions, l'auteur souligne la nécessité d'aborder des questions clés telles que le ratio cotisants/retraités, l'augmentation des petites retraites, la reconnaissance des carrières non linéaires, et la contribution des plus fortunés. L'auteur appelle à des débats raisonnables au sein de l'Assemblée pour surmonter les idéologies et s'attaquer à des enjeux comme la pénurie, l'insécurité, la guerre, et les inégalités croissantes. En l'absence de tels débats, il craint que la France ne perde son éclat et sa pertinence.*

## **Arrêtez le massacre !**

Vous Syndiqués qui allez mettre le feu aux poudres et affaiblir encore la France qui n'en a vraiment pas besoin !

Vous Gouvernants qui ne voulez pas entendre ces voix qui clament leur désir de justice !

Vous Peuple de France qui savez pourtant bien que les générations précédentes ont travaillé 40 heures par semaine jusqu'à 65 ans, ce qui, pour quelqu'un ayant commencé à 18 ans (beaucoup à l'époque commençaient même plus tôt) représente :

**47 ans x 40 heures x 48 semaines = 90.240 heures de travail**

Alors que la réforme demande

**42 ans x 35 heures x 47 semaines = 69.090 heures de travail**

Alors quand on parle de solidarité, les jeunes payant pour les vieux, ma génération n'a pas à rougir.

Certes il faudrait bien voir :

- Que la réforme ne se présente pas au meilleur moment (inflation, guerre en Ukraine...)
- Qu'elle n'est pas urgente car les caisses ne seront pas en déficit avant plusieurs années
- Que la contribution actuelle de l'Etat qui abonde pour les fonctionnaires n'est que justice dans la mesure où il ferait mieux de payer au fur et à mesure ses cotisations patronales comme il impose aux patrons de le faire pour leurs salariés, au lieu d'attendre leur fin de carrière pour payer ENFIN ce qu'il aurait dû payer tout au long de leur période d'activité.
- Que la pénibilité et la dangerosité du travail ne sont pas suffisamment prises en compte entraînant des écarts inacceptables du nombre d'années de retraite entre les professions (les cadres vivent 7 ans de plus que les ouvriers, les égoutiers parisiens seront tous morts à 64 ans !)

Peut-on s'épargner ces luttes d'Egos désespérées tellement stupides :

- Le Président Macron veut sa réforme comme disent les Anglais « *By Hooks or by Crooks* »
- Les Syndicats veulent redorer leur blason avant les élections de leurs nouveaux bureaux
- Les artisans boulangers ferment boutique
- Le peuple suit le mouvement ou se réfugie dans le télétravail ou le sacrifice de ses vacances

Et pourtant

- Face à la baisse du ratio nombre de cotisants/ nombre de retraités

- Face à la nécessité impérieuse d'augmenter les petites retraites
- Face à la prise en compte des carrières hachées, des handicapés, des personnes dépendantes, du travail des mères de famille, des congés parentaux
- Face à la nécessité de faire contribuer tous les puissants (hauts salaires, hauts patrimoines) à l'effort nécessaire pour sauver le régime par répartition
- Face au temps nécessaire pour mettre en place à ses côtés un régime complémentaire à points financièrement puissant
- Face à la nécessité de mieux coordonner et de mieux récompenser les cumuls emploi/retraite
- Face au besoin de maintenir des seniors comme Maîtres d'apprentissage pour former les plus jeunes dans l'entreprise

Il y aurait tant de choses raisonnables à débattre au sein d'une **Assemblée voulant servir le pays et non s'enfermer dans des affrontements idéologiques**, que si l'on n'y arrive pas en ces temps de pénurie, d'insécurité, de guerre aux frontières de l'Europe, d'inégalité insensées entre riches et pauvres qu'il n'y aura plus qu'à considérer que « **La France est une petite lumière qui s'éteint** » !

Ce texte fait référence à la crise sociale et politique en France, citant des problèmes variés : attentats, insécurité, fermeture de commerces, inflation, et un projet controversé de réforme des retraites. Il évoque les manifestations d'un million de personnes et la mobilisation des syndicats et de partis politiques. Il critique les réactions et commentaires peu impactant de figures politiques comme le président Macron, la ministre du Travail, ou d'autres leaders comme Jean-Luc Mélenchon et Sandrine Rousseau, soulignant un manque de substance dans leurs discours. Le texte appelle à un retour à la discussion rationnelle et constructive à l'Assemblée nationale, suggérant des mesures spécifiques comme la prise en compte de la pénibilité et de la dangerosité des métiers, une contribution accrue des hauts revenus pour soutenir les petites pensions, et une répartition différente des charges sociales pour favoriser certaines activités économiques. L'auteur souligne l'importance de l'équité et de la justice dans la distribution des efforts, utilisant l'analogie d'une tarte partagée équitablement. Il conclut sur un ton provocateur, insinuant que si les élus ne débattent pas sérieusement et efficacement, des actions plus radicales pourraient s'imposer, faisant écho à la citation de Mirabeau en début de texte. Le texte traduit un sentiment d'urgence et la nécessité d'un changement dans la gestion des problèmes sociaux et économiques de la France.

***Nous sommes ici par la volonté du Peuple,  
Et nous n'en sortirons que par la force des baïonnettes !***

*Mirabeau 23 juin 1789*

Qu'allons-nous faire de ce pays ? Le laisser s'enfoncer ?

Chaque jour un nouvel attentat, un enfant poignardé, des trafiquants faisant la loi, des drogués arpentant dépenaillés certains quartiers, des boulangers fermant leurs boutiques, des salariés otages des transports empêchés de se rendre au travail, une inflation galopante, des syndicats unanimement mobilisés contre le projet de loi du gouvernement sur les retraites !

Plus d'un million de manifestants rassemblés dans toute la France, des partis de Gauche s'affichant ensemble, une élue Sandrine Rousseau se baladant avec une pancarte « *Sardou, ta gueule !* ». Chic !

« *Une mobilisation au-delà de ce qu'on pensait* » annonce Laurent Berger, « *une journée forte* » renchérit Philippe Martinez et un Président Macron parti en Espagne avec 11 de ses Ministres qui ne trouve qu'à ànonner : « *Si vous voulez que le pacte entre les générations soit juste, il faut procéder à cette réforme. Et donc nous le ferons avec respect, esprit de dialogue mais détermination et esprit de responsabilité* ». Ce qu'on appelle des paroles verbales !

Le lot habituel des casseurs est mollement interpellé et la Présidente du Groupe Renaissance déclare martiale « *Cette réforme on la mènera, quelle que soit l'ampleur de la mobilisation* » pendant que de son côté, Jean-Luc Mélenchon ferme le ban en disant « *Le gouvernement a perdu la première bataille* »

Les pauvres affirmations du Ministre du Travail « *Nous avons apporté beaucoup d'évolutions* » n'y feront rien. EDF, RATP, SNCF, Enseignants, Fonctionnaires, tout le petit peuple aux salaires garantis s'aligne sur l'avis majoritaire de 2 Français sur 3 opposés à la réforme et ce n'est pas 10.000 policiers mobilisés pour la circonstance ou un Président qui met en garde ceux qui voudraient « *bloquer le pays* » qui les arrêteront.

**Alors que faire ?**

« *Cent fois sur le métier remettez votre ouvrage* » ! Que les mânes de Boileau veuillent bien inspirer Emmanuel Macron pour qu'il ordonne à Elisabeth Borne de **retirer le projet et de relancer à l'Assemblée Nationale un débat fructueux** où des arguments logiques finiront par convaincre nos concitoyens :

- Prise en compte de la pénibilité et de la dangerosité des métiers pour que chacun puisse bénéficier statistiquement du même nombre d'années d'espérance de retraite
- Participation des hauts revenus et des hauts patrimoines à une opération de solidarité permettant de relever les petites pensions.
- Pas de modifications de la masse totale des charges sociales mais reventilation de celles-ci :
  - A la baisse pour les activités exportatrices qui doivent être plus compétitives pour redresser notre balance du Commerce Extérieur
  - A la baisse aussi pour les activités peu attractives ou des variations de charges augmenteront à coût constant les salaires des métiers peu convoités ce qui diminuera le nombre de chômeurs
  - A la hausse pour tous les métiers valorisants et recherchés qui supporteront une baisse compensatoire raisonnable des salaires et accepteront un départ plus tardif d'autant qu'il fait souvent suite à de longues études

Le peuple français marche à l'émotion mais aussi à la raison. Il peut accepter ce qui est juste lorsqu'on en répartit au mieux le prix réduisant la durée du travail pour les uns, l'augmentant pour les autres de sorte que chacun soit traité avec justice.

C'est comme lorsqu'on découpe une tarte et qu'un des convives trouve que les parts sont inégales : il suffit de lui demander de choisir en premier !

Souhaitons donc que la représentation nationale qui nous coûte si cher (1.000.000 d'€ par élu et par an) débattre avec le sérieux qu'on attend d'elle

Sinon Faudra-t-il la sortir... avec des baïonnettes !



*Le texte critique la polarisation et les conflits incessants dans les débats publics et politiques actuels, rappelant une vieille opposition entre Kessel et Sartre. Il dénonce la superficialité des débats télévisés sur des sujets clés comme le genre, la religion, l'immigration, la drogue, et les inégalités sociales, perçus comme des affrontements plutôt que des discussions constructives. L'auteur questionne la tolérance indéfinie de divers problèmes sociaux, tels que l'éducation médiocre, la loi dans certains quartiers, l'assimilation des immigrants, les inégalités croissantes de richesse, et l'influence excessive de l'oligarchie financière et de la technocratie non élue. Le texte soulève des questions sur la souveraineté nationale face aux directives extérieures, l'implication militaire à l'étranger, et les stratégies pour l'équilibre des régimes de retraites, suggérant une réindustrialisation et un soutien à la natalité. Il propose un plan d'aide au développement pour l'Afrique et critique la tendance à discréditer les opinions divergentes par des étiquetages extrêmes. L'auteur rappelle le fonctionnement de la Vème République française sous de Gaulle, qui dirigeait avec le soutien d'une majorité et consultait le peuple par référendum, illustrant son départ après un référendum perdu comme un acte de vrai démocrate. En conclusion, il suggère que le gouvernement actuel devrait trouver des solutions constructives, réviser ses projets controversés, ou que le Chef de l'État devrait prendre une décision décisive, éventuellement par référendum ou dissolution de la Chambre, dans l'espoir de former une coalition gouvernementale stable.*

## **« Tant de choses nous séparent**

### **Que nous ne pourrions même plus aller au cinéma ensemble » !**

Cette vieille opposition entre Kessel et Sartre, nous la retrouvons aujourd'hui dans les débats télévisés de nos chaînes info ! De Gaulle disait à ses Ministres « Vous ne regardez pas assez la Télé » mas la coupe est pleine de ces pseudo-débats qui n'ont jamais pour but de permettre après l'expression de points de vue au départ différents, d'aboutir à une position commune acceptée par les parties.

Le genre, la religion, l'immigration, la drogue, les inégalités sociales tout est objet d'affrontement et la société s'éloignant de ses bases civilisationnelles avance tel un bateau ivre vers des rivages inconnus.

Va-t-on indéfiniment tolérer une éducation au rabais bien incapable de former des citoyens ?

Va-t-on indéfiniment tolérer la loi des quartiers devenus « territoires perdus de la République » ?

Va-t-on, incapables d'assimiler, laisser les communautarismes faire régner leurs lois ou leurs coutumes inacceptables chez nous ?

Va-t-on, champions théoriques de l'égalité, laisser croître indéfiniment des écarts monstrueux entre riches et pauvres et courber l'échine sous le joug d'une oligarchie financière insatiable ?

Va-t-on, fiers de notre passé et soucieux de la souveraineté de la Nation laisser une technocratie non élue imposer ses Directives même lorsque nos Parlements nationaux veulent les rejeter ?

Va-t-on, supplétifs des Américains, se laisser embarquer en Ukraine dans un conflit sans fin (après le Vietnam, l'Irak, la Libye, la Syrie et l'Afghanistan) ?

Va-t-on puisqu'on ne veut visiblement pas travailler plus longtemps, comprendre que la seule issue pour l'équilibre des régimes de retraites serait dans ce cas d'avoir plus de cotisants en favorisant la natalité et lus d'emplois en réindustrialisant le pays ?

Va-t-on enfin, comprenant que les immigrés ne quittent leur terre que chassés par la faim, la misère ou la guerre, participer à un vaste plan d'aide au développement (autosuffisance alimentaire, sécurité, santé, éducation) de l'Afrique ?

Dès que le discours dévie légèrement d'un côté ou de l'autre les qualificatifs fusent : Extrême Droite, Fascistes, Populistes, Ecoterroristes, Trotskystes...et personne ne cherche à reconnaître quelque bien fondé que ce soit dans les arguments des autres.

La Constitution de la Vème république était bâtie pour un Chef d'Etat qui dirigeait le pays en s'appuyant sur une forte majorité. Il fixait un cap que la Nation approuvait. Et lorsque cela s'est produit à plusieurs reprises pour l'Algérie ou pour la révolte de 1968, il eût la sagesse de remettre son mandat au Peuple souverain en lui demandant par référendums successifs d'adhérer à ses propositions ou de les rejeter.

C'est ainsi que le 27 avril 1969, au soir de la consultation où le Non l'emporta avec 52% des voix (dont les voix Giscardiennes et Pompidoliennes !) il fit porter au Président du Conseil Constitutionnel sa décision de mettre fin à ses fonctions de Chef de l'Etat dès le lundi 28 à midi !

Que tous ceux qui s'accrochent désespérément à leur siège voient ici le courage et la fierté d'un vrai démocrate.

### **Que faire alors ?**

Puisque le débat s'impose, au Parlement plutôt que dans la rue :

Ou les Partis trouvent des solutions qui permettent d'avancer sans mettre le Pays à sac (SNCF, RATP, Stations-Services, Syndicats...)

Ou le Gouvernement remballe son projet et revoit sa copie

Ou le Chef de l'Etat tranche soit par un Référendum (mais aurait-il le courage de De Gaulle ?) soit par une dissolution de la Chambre espérant qu'aux élections qui suivraient une COALITION (de Droite ou de Gauche peu importe) puisse gouverner jusqu'à la fin du quinquennat.

*Le texte fournit un résumé critique des deux quinquennats d'Emmanuel Macron, commençant par sa première élection en mai 2017. Macron, le plus jeune Président de la République française, et son parti "La République en marche" avaient obtenu une majorité absolue malgré une abstention record. Le texte souligne que, plutôt que de former une coalition gouvernementale solide, Macron a choisi de recruter quelques membres d'autres partis (Philippe, Le Maire, Darmanin). Cela a mené à des confrontations avec le mouvement social des "Gilets Jaunes" en octobre 2018, exacerbé par une répression violente et des tentatives infructueuses de calmer les tensions. Le gouvernement de Macron a été entaché par des scandales, notamment l'Affaire Benalla. Malgré les efforts de réforme dans divers domaines (éducation, sécurité, inégalités sociales, retraites), les méthodes utilisées n'ont pas été bien accueillies par la population. De plus, des réformes telles que la suppression de la taxe d'habitation et la réforme de l'assurance chômage n'ont pas convaincu l'électorat. Le texte aborde également les défis en matière de transition écologique, la gestion des conflits par la police et l'armée, ainsi que le manque de renouveau démocratique. La réélection de Macron en 2022 est décrite comme une victoire par défaut, face à une Marine Le Pen en progression. La majorité présidentielle a été perdue lors des législatives suivantes, reflétant le désappointement des Français. Le texte conclut en questionnant l'avenir du deuxième quinquennat de Macron, face à des défis comme la réforme des retraites et la gestion politique interne et externe. Il s'interroge sur la possibilité d'un appel au peuple par référendum ou dissolution dans un contexte de gouvernance sans majorité. L'auteur estime que ces dix années ne seront pas retenues comme des périodes de gloire pour la France.*

## **Après un premier quinquennat calamiteux,**

### **Le deuxième ira-t-il jusqu'au bout ?**

Enlevée à la « **Bonaparte au pont d'Arcole** » par le fringant Emmanuel Macron, sa première élection de Mai 2017 était riche de promesses. Le nouveau Président, le plus jeune de l'histoire de la République, avec une majorité absolue de 308 sièges obtenue par « *La République en marche* » aux Législatives de Juin, avec certes une abstention record de 57.4%, pouvait se permettre tous les espoirs.

Le succès grise mais au lieu de consolider son Gouvernement par une véritable COALITION soit à Droite, soit à Gauche, et se contentant de quelques débauchages (Philippe, Le Maire, Darmanin) le nouveau Président allait, dès Octobre 2018, être confronté au mouvement social spontané des « Gilets Jaunes » mouvement sans leaders, irrécupérable parce qu'il ne voulait pas être récupéré, dont les manifestations de plus en plus violentes et de plus en plus réprimées allaient durer chaque Samedi jusqu'en janvier 2020, date d'apparition du Covid en France, peu propice aux rassemblements de masse.

L'occupation des ronds-points, l'Arc-de-Triomphe vandalisé, les Champs Elysées saccagés, l'intrusion des manifestant dans le Ministère du pauvre Griveaux, les défilés chaotiques à La Pitié-Salpêtrière et la sanglante répression de Nice n'allaient guère être calmés ni par les 100 € par mois pour les salariés au SMIC, ni par des heures supplémentaires sans impôts ni charges, ni par une exemption de hausse de la CSG pour certains retraités (coût 10 milliards) ni ensuite au cours du Grand Débat National soigneusement organisé pour éviter les questions qui fâchent, ni par les annonces d'un Président aux abois espérant encore le salut grâce aux mesures complémentaires (17 milliards) du « Quoi qu'il en coûte ».

Il faut dire que très vite, l'atmosphère de l'Elysée avait été polluée par le scandale politico-judiciaire de l'Affaire Benalla, usurpant les fonctions de policier, détournant des passeports diplomatiques, nouant des relations « fructueuses » avec de pitoyables oligarques russes.

Le Président voulait réformer le Pays et il est vrai que la France en avait bien besoin dans de nombreux domaines, éducation, sécurité, inégalités sociales, retraites, mais la méthode acceptable par nos concitoyens n'était pas au rendez-vous (ordonnances sans vraie concertation réformant le Code du Travail, insuffisance de la réforme de l'apprentissage et de la formation professionnelle)

même si d'autres (allègement de certaines cotisations sociales, prime d'activité) allaient permettre un passage progressif du SMIC brut de 1480 à 1600 € entre 2017 et 2022.

La suppression progressive de la Taxe d'habitation malheureusement aussitôt compensée par une hausse des taxes locales, la réforme de l'assurance chômage, le dédoublement des classes dans des zones prioritaires, n'allaient pas convaincre. La réforme de l'Hôpital non plus et le grand « Big Bang social » promis sur le revenu universel d'activité allait s'enliser dans les méandres de la bureaucratie !

Quant à la réforme des retraites qualifiée de « *mère des réformes* » elle allait être suspendue pour cause de Covid pour être retentée aujourd'hui avec d'énormes difficultés.

La Transition écologique présentée par Emmanuel Macron comme le « *défi du XXI<sup>ème</sup> siècle* » allait finalement, guerre d'Ukraine oblige, déboucher à 180 ° sur la nécessité de relancer le programme nucléaire sacrifié par Hollande et Macron pour s'attirer les faveurs des écologistes même si l'échec de la réduction des pesticides est patent, et la progression à grands frais des éoliennes, des panneaux photovoltaïques et des voitures électriques encore peu convaincante.

La police confrontée aux manifestations violentes, aux dealers omniprésents, aux règlements de compte quotidiens, aux insuffisances de la Justice a, comme l'Armée, beaucoup de mal à rattraper un retard accumulé depuis des années.

Le grand renouveau démocratique promis par Emmanuel Macron n'a pas eu lieu et son élection de 2022 obtenue non par un vote positif mais par un vote contre Marine Le Pen, celle-ci progressant tout de même de 33.9% en 2017 à 41.45% en 2022, n'a fait que traduire le désappointement des Français confirmé par l'absence de majorité du parti présidentiel aux législatives qui ont suivi.

Quelques mois après une réélection sans débat, nous constatons que les espoirs d'un Président qui, en politique extérieure dînait, même avec une longue cuillère, avec le diable russe et comptait fortifier l'Europe contre la domination américaine et qui en politique intérieure voulait, veut toujours, une réforme à tout prix du régime des retraites, indispensable certes, mais si mal préparée qu'elle est repoussée par une large majorité de Français se trouve confronté à un dilemme cornélien.

- Faut-il lâcher du lest et « durer » quoi qu'il en coûte pensant aux conférences bien rémunérées qu'il pourra donner dans 4 ans après ses espoirs déçus ?
- Faut-il réagir en faisant appel au peuple (référendum ou dissolution) avec un risque de cohabitation puisque le régime n'est incontestablement pas fait pour gouverner sans majorité ?

Décidément l'histoire ne retiendra certainement pas ces dix années comme des années flamboyantes pour la France !

*Le texte aborde les controverses en France sur la réforme de l'âge de la retraite, fixé à 64 ans par la Première ministre Elisabeth Borne. Il soulève des questions sur l'impact de ce changement pour différentes professions, notamment pour les travailleurs aux métiers pénibles ou peu valorisants. Le texte critique aussi les régimes spéciaux de retraite dans les secteurs publics comme la SNCF, la RATP, et EDF, où les salariés bénéficient de conditions avantageuses comparées au secteur privé. Il pointe les tensions et les grèves possibles, ainsi que l'impact financier de ces régimes sur l'économie nationale. Le texte mentionne également les défis auxquels la France fait face, comme les réformes pour la fonction publique, la lutte contre la pauvreté, l'éducation, l'immigration, la sécurité, et l'influence au sein de l'Union Européenne. Il se termine par une interrogation sur la volonté de travailler du peuple français, posant la question de l'avenir des réformes et de la gestion du pays.*

## **Allons enfants !**

Demain la France va défilier !

Combien y aura-t-il de personnes dans les 200 cortèges organisés ?

Peu importe. Mme Elisabeth Borne l'a dit : les 64 ans sont non négociables !

Nupes et RN vont voter contre après l'habituel épandage de milliers d'amendements. Les LR vont être bien embêtés car cette disposition aujourd'hui impopulaire faisait partie de leur programme présidentiel mais ils doivent se refaire une santé !

Les membres de la majorité relative pensent déjà pour certains à leur réélection en cas de dissolution et des conséquences de leur vote sur celle-ci.

Le Président qui a promis tant de réformes et qui a dû sans cesse rétropédaler comme son prédécesseur, persuadé du bien fondé de cette mesure ne sait plus bien à quel saint se vouer !

La situation est pourtant simple :

Qui a 64 ans voudrait s'arrêter lorsque son métier est reconnu, lorsqu'il y trouve une parfaite satisfaction et le maintien d'une activité intellectuellement et financièrement profitable ?

Qui à 62 ans, chômeur, exerçant un métier pénible, dangereux ou non valorisant voudrait encore en reprendre pour deux ans ?

- L'égoutier parisien qui a cet âge sera déjà statistiquement mort ?
- Le professeur d'un lycée ou collège de banlieue harcelé par des élèves cauchemardesques ?
- Le maçon travaillant aux intempéries et portant de lourdes charges ?

Bien sûr, même avec la « clause du grand-père » il y a encore beaucoup de privilégiés des régimes spéciaux et dans certaines administrations beaucoup de postes où à l'annonce des 35 heures les syndicats répliquèrent : 35 heures, d'accord, mais doucement .... 24, 25, 26...

On se souvient de Xavier Bertrand qui disait il y a bien longtemps : « *J'ai tellement entendu d'âneries sur les régimes spéciaux que j'ai voulu en avoir le cœur net* »

A la SNCF par exemple, les subventions retraite à la charge de l'Etat ne cessent de s'alourdir pour combler l'âge de départ précoce des cheminots et seuls les nouveaux embauchés depuis 2020 seront affiliés au régime général... s'ils ne font pas grève pour retrouver les avantages perdus . 52 ans pour un conducteur de train, 57 ans pour les agents sédentaires ! Comme je prends souvent le train je suis effaré de voir leur peu d'empressement au service des voyageurs... des usagers devrais-je dire !

Le montant élevé des pensions des cheminots, comme des agents de la fonction publique sont calculés à partir des 6 derniers mois d'activité et non des 25 dernières années comme dans le secteur privé

Heureusement pour eux, ils peuvent bloquer la France et ne s'en privent pas pour appuyer leurs perpétuelles revendications !

A la RATP, qui peut aussi stopper les transports parisiens, 90% des 45.000 agents ont droit au régime spécial même si l'âge de départ sera progressivement repoussé jusqu'en 2024 à 52 ans soit 10 ans de moins tout de même que le régime général actuel avec un horaire de 1215 heures par an contre 1620 pour les salariés du privé !

Chez EDF, 175.000 pensionnés pour 140.000 salariés ! Qui dit mieux ? Les cotisations des salariés ne représentent que 68% du financement des retraites et on parle de retraite par répartition !

On pourrait multiplier les exemples.

Certes c'est au Parlement que revient le choix de voter ou non la loi. Mais après les Gilets Jaunes, le Covid, les files d'attente aux stations-services, va-t-on encore mettre la France à genoux pendant des mois ?

Qui dans des débats sérieux et sereins viendra mettre à plat ce système au pays de « l'Egalité » ?

Qui va enfin alléger la fonction publique et ses fameux mille-feuilles pour transférer les postes économisés aux Ministères déficitaires ?

Qui va rétablir des règles plus équitables permettant de lutter contre la pauvreté, de donner des Bourses aux étudiants qui le méritent, d'héberger les sans-abri, de protéger indigents, malades, handicapés, et personnes dépendantes ?

Qui va rétablir le rang et les finances de la France aujourd'hui rabaissée, ruinée, cherchant désespérément à retrouver sa place et son rôle au sein de l'Union Européenne au lieu de rester à la traîne dans un prétendu couple franco-allemand ?

Qui va rétablir la sécurité et le respect de l'Etat dans nos banlieues, assimiler nos migrants au lieu de subir des lois communautaires étrangères, redoubler d'efforts pour retrouver dans nos écoles les hussards noirs de la République, lutter contre l'oligarchie financière et sa funeste mondialisation ?

Il y a du pain sur la planche au moment où le peuple mal informé, mal conseillé, chercherait paraît-il, unanime, à ne plus travailler ?

*L'article compare les articles 47.1 et 49.3 de la Constitution française en contexte politique actuel. L'article 49.3, connu, permet au Premier Ministre d'engager la responsabilité du Gouvernement sur un projet de loi de finances ou de financement de la Sécurité Sociale, suspendant les débats et adoptant automatiquement le projet, sauf si une motion de censure est déposée. Utilisé fréquemment par Elisabeth Borne, ce recours a un record établi par Michel Rocard. Toutefois, depuis la réforme de 2008, son usage est limité à une fois par session parlementaire, hors les projets susmentionnés. L'article 47.1, moins connu et jamais utilisé, limite le temps des débats sur les lois de financement de la Sécurité Sociale, accordant 20 jours à l'Assemblée et 15 jours au Sénat pour se prononcer. En cas d'échec, le texte peut être adopté par ordonnance après 50 jours. Ce dispositif permet au gouvernement de limiter la durée des débats sans recourir fréquemment au 49.3, sujet à critiques politiques. Le texte souligne le risque pour l'équilibre démocratique lié à la concentration des pouvoirs autour du Président, particulièrement sans majorité absolue. Il mentionne les tensions politiques actuelles, l'opposition entre Nupes et RN, et la dépendance d'Elisabeth Borne aux voix des LR, malgré des frondeurs potentiels dans son camp et chez les Républicains. Le texte conclut sur l'incertitude de la situation et la prudence nécessaire face à ces mécanismes politiques.*

## 47.1 ou 49.3 ?

Chacun connaît bien l'art. 49.3 qui donne au Premier Ministre, après délibération du Conseil des Ministres, la possibilité d'engager la responsabilité du Gouvernement autant qu'il le veut sur le vote d'un projet de loi de finances ou d'un projet de financement de la Sécurité Sociale. Cette décision comme chacun sait entraîne la suspension immédiate des débats et le projet est automatiquement adopté sauf si une motion de censure est déposée dans les 24 heures qui doit être elle votée par une majorité absolue des membres composant l'Assemblée.

Elisabeth Borne qui l'a déjà utilisé 10 fois en 6 mois battra-t-elle le record détenu par Michel Rocard (28 fois en une législature) ?

Or, depuis la réforme de 2008, cet article qui auparavant pouvait également être utilisé ad libitum sur tout autre projet ou proposition de loi en débat à l'Assemblée, ne peut plus l'être désormais, hors projet de loi de finances ou de financement de la Sécurité Sociale, qu'une seule fois par session parlementaire !

Heureusement pour les Gouvernements successifs, les Constitutionnalistes ont prévu un art. 47.1 qui permet de limiter le temps des débats en imposant des délais au temps consacré à la navette parlementaire (le temps global entre Assemblée et Sénat ne peut excéder 50 jours).

Cet article méconnu qui n'a encore jamais été utilisé depuis la Constitution de 1958 est réservé aux lois de financement de la Sécurité sociale, ce qui est le cas aujourd'hui pour la loi sur les retraites (PLRFSS).

En décidant d'utiliser le 47.1, les Députés n'auront donc que 20 jours pour se prononcer en première lecture sur ce projet de loi (soit jusqu'au 17 février à minuit) et si les négociations n'aboutissent pas à l'Assemblée Nationale le Gouvernement pourra saisir le Sénat qui disposera de 15 jours pour statuer.

Si le Sénat rejette à son tour, le texte ira alors en commission mixte paritaire (7 Députés et 7 Sénateurs) et passé le délai maximum de 50 jours (soit ici le 26 mars) les dispositions du projet pourront être mises en œuvre par ordonnance et le Conseil Constitutionnel ne pourra pas s'y opposer.

Mais alors pourquoi les deux articles ?

Tout simplement puisque le 49.3 ne peut être utilisé qu'une seule fois par session parlementaire hors loi de finances et loi de financement de la Sécurité sociale si le Gouvernement estime avoir le soutien du Sénat (ce qui est probable) le 47.1 lui suffit ce qui lui permet d'éviter d'utiliser trop souvent cette cartouche politiquement critiquée tout en limitant la durée des débats.

Et voilà pourquoi votre fille est muette ! Et la démocratie bafouée !

On comprend bien en effet que la concentration des pouvoirs autour du Président lorsqu'une majorité absolue ne le soutient pas, met dangereusement en cause l'équilibre démocratique puisque par des artifices, elle mise sur l'impossibilité supposée pour des oppositions qui se haïssent (ici Nupes et RN) de voter ensemble une motion de censure.

**Mais sait-on jamais ?** Elisabeth Borne compte sur les voix des LR pour faire passer son texte mais des « frondeurs » font leur apparition aussi bien chez elle que chez les Républicains. Seraient-ils assez nombreux pour voter contre sa loi ? Peu probable mais mieux vaut ne pas tenter le diable !



Le texte aborde le débat sur la réforme des retraites en France, principalement autour de l'âge de départ et la nature du système (répartition ou capitalisation). Il met en lumière plusieurs problématiques : 1. **Allongement de l'espérance de vie et baisse du ratio actifs/retraités** : Depuis 1970, l'espérance de vie a augmenté et le nombre d'actifs pour chaque retraité a diminué, rendant le système actuel insoutenable. 2. **Inégalité face à la pénibilité du travail** : Les conditions et la dangerosité de certains métiers (comme les ouvriers ou égoutiers) ne sont pas suffisamment prises en compte, créant des disparités dans l'espérance de vie et les années de retraite profitées. 3. **Manque de valorisation de certains métiers** : Certains emplois moins gratifiants ou plus pénibles (comme caissière ou épandeur de goudron) contrastent fortement avec ceux plus privilégiés (cadres, dirigeants), ce qui devrait être considéré dans le calcul des retraites. 4. **Nécessité d'un système de retraite plus juste et adapté** : L'auteur propose un système de retraite par capitalisation pour remplacer progressivement le système actuel, avec des protections pour les plus vulnérables et la possibilité pour chacun de choisir son moment de départ à la retraite. 5. **Impact économique et financier** : La dette française a considérablement augmenté, et une réforme des retraites est vue comme essentielle pour la stabilité financière du pays. Une réforme réussie serait favorablement perçue par les marchés financiers. Le texte critique aussi l'écart entre les syndicats et le gouvernement, et les difficultés de dialogue et de compréhension mutuelle. Il souligne la nécessité d'une vision plus large et inclusive pour réformer le système de retraite, en tenant compte des réalités diverses des travailleurs et de l'économie globale.

## La retraite à 65 ans ?

Pour essayer de sortir de ce piège prétendument démocratique entre des syndicats autistes et un Gouvernement tellement éloigné des préoccupations des Français qu'il est incapable de les écouter, j'aimerais présenter quelques évidences qui pourraient rapprocher les points de vue.

**Première évidence : la prolongation de l'espérance de vie et la diminution subséquente du ratio nombre d'actifs/ nombre de retraités**

En 1970, il y a 50 ans, l'espérance de vie des Français était de 68 ans pour les hommes et 75 ans pour les femmes et le ratio Nombre de cotisants/Nombre de retraités était de **3.8**

Aujourd'hui l'espérance de vie à la naissance est passée à 79 ans pour les hommes et 85 ans pour les femmes avec un ratio qui est tombé de 3.8 à **1.6**

En 2050, selon les statistiques, l'espérance de vie à la naissance sera de 84 ans pour les hommes et 91 ans pour les femmes mais le ratio cotisants / retraités sera tombé à **0.7**

**Impensable donc !** Il faudra augmenter significativement le nombre de cotisants jusqu'à la mise au point progressive d'un système par capitalisation qui remplacera beaucoup plus justement un système par répartition à bout de souffle

Car quoi qu'en pensent les syndicats, comment un actif pourrait-il porter 1.47 retraités ?

**Deuxième évidence : Une prise en compte très insuffisante de la pénibilité et de la dangerosité des métiers**

Comment ne pas accepter l'idée particulièrement égalitaire d'un espoir de durée de retraite statistiquement identique pour tous.

A 35 ans, toutes professions confondues, un cadre supérieur a une espérance de vie de 49 ans contre 42 ans pour un ouvrier Il pourrait donc si les règles de départ à la retraite restaient les mêmes bénéficier de 7 années de retraite de plus alors que son travail est plus motivant et ses conditions de vie plus agréables

Et je ne vais pas encore parler des égoutiers parisiens ou des soldats engagés sur des théâtres d'opération qui statistiquement parlant seront déjà tous morts à 62 ans

**Impensable donc !** Il faudra moduler beaucoup plus sérieusement les valorisations de trimestres pour chaque type d'activité (1 Trimestre de militaire en opération vaut déjà aujourd'hui 3 Trimestres de retraite). Alors pourquoi pas des mesures comparables pour les maçons ou les égoutiers ? Mais il est vrai qu'un Ministre n'a sans doute jamais tenu un marteau-piqueur !

***Troisième évidence : Les métiers ne sont pas tous aussi valorisants***

L'Universitaire passionné par ses travaux de recherche ne traînant la patte qu'au moment de la correction des copies lors des examens annuels ne voit pas les années passer. Le Dirigeant d'une grosse entreprise voguant à travers le monde (parfois en jet privé) et fréquentant les meilleurs hôtels est tout étonné d'arriver un jour à la retraite (rarement fixée dans les statuts avant 70 ans).

Mais l'un comme l'autre ont-ils une pensée pour la petite caissière de supermarché soumise à des horaires hachés, des salaires de misère et parfois harcelée par un « petit chef », l'épandeur de goudron sur nos routes respirant des vapeurs nocives qui n'a que l'alcool pour durer, ou tous ces jeunes qui cherchent désespérément du travail et finissent "ubérisés" en livreurs de pizzas .

**Impensable donc !** On ne peut vivre dans le long terme que d'un travail où l'on s'épanouit, où l'on est considéré, où l'on peut progresser et sûrement pas toute une vie dans une même tâche répétitive, peu valorisante où l'espoir a disparu.

C'est donc une vision beaucoup plus large qui doit nous inspirer et ce n'est pas chez des syndicalistes obnubilés par leurs prochaines élections ou chez des « planqués » cherchant à défendre des régimes spéciaux qui n'ont plus lieu d'être qu'on trouvera la solution.

Ce n'est pas non plus chez des Gouvernants refusant de perdre la face s'ils devaient battre en retraite sur un sujet mal préparé, mal expliqué aux Français ou des politiciens osant présenter 25.000 amendements pour masquer leur incapacité à dialoguer qu'on trouvera une sortie acceptable

***Régime par capitalisation ou par répartition :***

On a vu que l'affaissement du ratio Cotisants/ Retraités ne pourrait maintenir plus longtemps un régime par répartition acceptable. Il faudra donc mettre en place un régime par capitalisation qui, tout en garantissant des barrières protectrices pour les plus faibles (handicapés, personnes dépendantes, mères de famille), permettra à chacun de constituer progressivement son capital retraite qui lui permettra de choisir l'heure du départ selon ses aspirations.

Beaucoup de retraités continueront sans doute à exercer une activité profitable pour eux-mêmes et pour la société parfois bénévole, parfois rémunérée, auprès de leurs proches (parents âgés), dans des associations sportives, culturelles, intellectuelles, caritatives, ou autres.

N'est-ce pas déjà le cas aujourd'hui et combien de retraités qui étaient si heureux de partir s'ennuient très vite sur leurs mots croisés ou leur poste de TV ?

Mais ce passage d'un système à l'autre sera forcément progressif. Il faudra donc conjuguer la baisse du ratio Cotisants/Retraités et la hausse corrélative d'une participation des retraités à l'équilibre des comptes . Cela pourra se faire par exemple par une modulation du taux de CSG-CRDS appliqué aux retraités (diminution pour les petites retraites, augmentation pour les grosses)

**Ajoutons un dernier point : La dette de la France au cours des 10 dernières années est passée de 1868 milliards en 2012 (arrivée de Hollande) à 2916 milliards aujourd'hui, soit une augmentation de 56% en 10 ans !**

Le vote d'un allongement de la durée du travail sera perçu positivement par les Marchés financiers (et inversement si la réforme avorte) ! Or, ces taux d'intérêt auxquels la France emprunte, encore nuls en 2021, sont passés à 1.3% aujourd'hui. **Cette variation augmente donc dorénavant de 37 milliards par an le service de la dette. Une somme bien supérieure au déficit prévisible des caisses de retraite.**

**Soyons donc vigilants sur les signaux émis quand tant de nos indicateurs économiques sont en baisse**

*Le texte discute du concept de temps linéaire versus temps cyclique, s'interrogeant sur l'avenir de l'humanité face aux défis actuels tels que les conflits mondiaux, les tensions entre grandes puissances, les divisions basées sur la religion et les migrations, et la pauvreté mondiale. Il souligne le rôle destructeur de l'oligarchie financière et questionne l'efficacité de l'ONU dans la gestion des problèmes mondiaux. L'auteur réfléchit sur l'unité de l'espèce humaine malgré les différences génétiques et historiques, notant la proximité génétique due à une origine commune africaine. Il évoque les risques d'extinction dus à des catastrophes naturelles, au changement climatique, ou à de nouvelles maladies, tout en espérant que les avancées scientifiques pourraient sauver l'humanité. Finalement, il questionne la capacité de survie de l'humanité à long terme, face à la destruction inévitable du Soleil, en envisageant la colonisation d'exoplanètes.*

## **Temps linéaire ou temps cyclique (suite) ?**

Il y a quelques semaines, j'exprimais dans un édito, mon désir profond de ne pas voir se rompre la flèche du temps marquée par une projection permanente vers le futur, au profit du temps cyclique de l'éternel retour que de nombreux penseurs estiment pourtant inévitable.

Et c'est vrai que la stupide guerre d'Ukraine pouvant déboucher sur un conflit nucléaire, l'affrontement qui monte entre USA et Chine, deux Nations voulant dominer la planète, ou encore les heurts civilisationnels, sur des bases religieuses, entre groupes humains s'interpénétrant du fait des migrations, peuvent faire pencher la balance vers ce retour au temps cyclique abandonné depuis l'ère judéo-chrétienne qui ne serait en fait qu'une catastrophe de plus dans l'histoire de la planète qui en déjà connu beaucoup d'autres!

C'est pourtant la première fois que parmi les civilisations qui se sont succédé la Science moderne a franchi une étape déterminante (ou destructrice) dans l'acquisition du savoir.

Se perdra-t-elle dans un nouveau déluge ? J'en ai bien peur car la finitude de la vie donne aux puissants le désir de profiter égoïstement jusqu'à plus soif de ce que le sort leur a initialement attribué par la naissance, par l'intelligence ou parfois tout simplement par la chance.

Pour eux, pourquoi s'inquiéter si, parmi les 8 milliards d'humains qui peuplent aujourd'hui la planète, 7 milliards vivent dans la pauvreté, la famine, la guerre, ou sous des dictatures liberticides ?

Peut-on imaginer que l'oligarchie financière, maîtresse des Gouvernements, des Etats, des médias, des consciences cède un jour le pas devant l'immense cortège des gueux qui se moque pas mal, eux, de savoir si la retraite sera à 62 ou à 64 ans ?

Peut-on imaginer qu'une ONU enfin digne de ce nom puisse un jour organiser la vie des hommes avant qu'il ne soit trop tard en garantissant leur sécurité collective, leurs divers modes de vie, leur accès équitable à la nourriture, à l'énergie, à l'éducation, à la santé ?

Nous sommes tous membres de la même race humaine, l'Homo sapiens, même si nous partageons avec les grands singes 99% de notre patrimoine génétique. Mais par chance, alors que sous la pression de la sélection naturelle toutes les espèces sont progressivement condamnées à disparaître, l'histoire, dans sa diversité, nous a conduit à explorer des voies différentes nous permettant de déjouer les pièges de l'évolution.

Mais les ploutocrates prêts à nous laisser nous entretuer pourvu qu'ils jouissent égoïstement des avantages qu'ils ont pu obtenir (même si pourtant ils périront avec nous), savent-ils seulement que si nous sommes génétiquement si proches les uns des autres, c'est parce qu'après la quasi disparition de notre espèce il y a 100.000 ans, nous descendons tous désormais d'une même population africaine survivante qui a pu grâce à la multiplication des échanges de gènes mettre en panne le processus de spéciation qui existe partout pour les autres.

Certes, nous restons toujours à la merci, comme les dinosaures, d'une catastrophe naturelle, d'un brusque changement climatique ou tout simplement d'une attaque virale inconnue pouvant conduire à notre extinction mais les progrès de la Science moderne pourrait nous en sauver si cette agressivité qui reste enfouie dans notre encéphale ne risquait pas à nouveau de nous faire tout perdre.

Il nous reste 7.5 milliards d'années pour coloniser une autre exoplanète de notre galaxie avant l'effondrement du Soleil. Mais tiendrons-nous jusque-là ?

*Ce texte évoque un contexte social et politique tendu en France, rappelant la "Mazarinade" de Scarron de 1650 et la Fronde. La récente frustration populaire est alimentée par des problèmes économiques comme l'augmentation du prix de l'essence et la perte de pouvoir d'achat, en particulier chez les classes modestes. Ces difficultés sont exacerbées par des réformes impopulaires, notamment sur les retraites, et une inflation croissante. Le texte prédit des manifestations perturbant les transports, avec un point culminant symbolique à la Bastille. Il soulève une question cruciale : peut-on gouverner contre la volonté populaire ? Le gouvernement est contraint de maintenir l'ordre, mais la colère populaire semble déborder, notamment en raison de l'usage excessif de la force et d'une communication gouvernementale inefficace. Le texte met en lumière la crise des "Gilets Jaunes" et la méfiance croissante envers un gouvernement jugé divisé et incapable de dialoguer. Cette situation conduit à l'abstention, au désir de démocratie directe, et chez certains (comme les Black Blocs), à un désir de destruction. L'écart entre les attentes citoyennes et l'action des élus, jugés de piètre qualité, est souligné, ainsi que le besoin d'une nouvelle forme de délibération en dehors du Parlement traditionnel, des médias et des syndicats. Internet apparaît comme un outil de mobilisation pour la désobéissance civile ou comme contre-pouvoir. Les débats à l'Assemblée nationale sont critiqués, et la gestion des coûts des députés questionnée. Le texte interroge sur la redéfinition des relations entre élus et citoyens. Le refus de la représentation proportionnelle, l'incapacité à former des coalitions gouvernementales, l'élection d'un président "contre" plutôt que "pour", et les positions ambiguës envers l'extrême droite et gauche ainsi que les écologistes radicaux, tout cela renforce le scepticisme quant à la possibilité de revenir à la dualité droite-gauche traditionnelle pour gouverner efficacement.*

### **Un vent de fronde s'est levé ce matin...**

On se souvient de cette « Mazarinade » attribuée à Paul Scarron vers 1650 au temps de la Fronde.

N'assistera-t-on pas dans les semaines qui viennent à une semblable poussée de fièvre déclenchée par l'obstination du pouvoir sur les retraites dans un climat d'inflation entraînant pour les classes modestes une sévère perte de pouvoir d'achat (à 2€ le litre d'essence !) ?

Cette troisième manifestation qui ne manquera pas, une fois de plus, de perturber sérieusement les transports devrait s'achever symboliquement à la Bastille et dès le Samedi 11 elle sera suivie d'un quatrième mouvement populaire où la plupart des « travailleurs » ne perdront pas cette fois une journée de salaire.

**Peut-on longtemps gouverner contre la volonté du peuple ?** Cela implique des efforts considérables ne serait-ce que pour le maintien de l'ordre public car si la violence progresse le courant de colère finit toujours par déborder !

Parfois pourtant il est possible qu'un Gouvernement doive lutter contre la volonté démocratique dans l'intérêt même du Peuple ! C'est sans doute le cas ici ! Mais alors il faut savoir déployer des trésors d'imagination et d'explications (Pédagogue et non Démagogue) plutôt que de s'enfermer dans un diktat que les réseaux sociaux refusent.

Après la crise des « Gilets Jaunes » la méfiance à l'égard d'un pouvoir politique éclaté, incapable de dialoguer, appelle soit à l'abstention soit au désir de démocratie directe soit enfin chez certains (Black Blocs) au désir de destruction.

L'écart entre les attentes citoyennes et les piètres qualités des élus expliquent sans doute ce désamour, ce « vent de fronde » et la brutalité des décisions prises se heurte au besoin, toujours plus grand, de délibération qui ne veut plus se contenter du Parlement dans sa configuration actuelle, des médias considérés comme vendus à l'oligarchie, des syndicats peu représentatifs et qui gagne la rue.

Elle trouve aussi dans Internet l'occasion d'une effervescence nouvelle prête à appeler à la « désobéissance civile » ou à se transformer en contre-pouvoir et le spectacle pitoyable des débats à l'Assemblée Nationale (*Chaque Député coûte pourtant 1 million d'€ par an au contribuable !*) n'arrange pas les choses.

La solution peut-elle naître d'une redéfinition des relations entre représentants et représentés ?

Le refus de la représentation proportionnelle pourtant promise, l'incapacité de créer des coalitions capables de gouverner majoritairement, l'élection d'un Président cette fois choisi pour ce nouveau quinquennat « contre » (Marine Le Pen) et non plus « pour », l'enfermement constant à l'égard de l'Extrême Droite et la tolérance coupable à l'égard de l'Extrême-Gauche et des Ecologistes radicaux face à un centrisme macronien qui risque fort de se déliter lors des prochaines élections européennes de 2024 rendent perplexes quant à la possibilité de reconstitution de l'ancien monde d'une dualité Droite-Gauche qui, y compris pendant les périodes de cohabitation, avait permis depuis 65 ans de gouverner le pays.

Le texte "Être-ensemble !" soulève la question de l'unité et de la solidarité dans un contexte de diversité française, en termes d'origines, de croyances et d'opinions politiques. Il insiste sur l'importance de transcender ces différences pour se rassembler autour des valeurs de Liberté, Égalité et Fraternité. Il énumère les droits des Français, notamment une éducation de qualité, la liberté d'entreprendre, l'équité sociale et fiscale, et un accueil fraternel. Il met aussi l'accent sur les devoirs des citoyens : respecter les lois, dialoguer tolérant, promouvoir des valeurs humaines comme la justice et la solidarité, et lutter contre l'injustice. Le texte reconnaît que ces idéaux requièrent courage et humilité, comparant la tâche quotidienne à celle de Sisyphe. Il affirme que la fraternité française doit être un soutien dans les moments difficiles et appelle tous, quelle que soit leur appartenance politique ou sociale, à dépasser les barrières mentales qui les séparent. Il mentionne que certains sont actifs dans la politique tandis que d'autres observent, mais restent prêts à contribuer à la cause commune. Il souligne la nécessité de recommencer à la base, d'apprendre la tolérance et de s'engager dans une analyse critique de tous les domaines de la vie politique et sociale. Le texte insiste sur l'importance de retrouver l'esprit de fraternité pour surmonter les divergences et de créer une « famille » unie autour du partage des valeurs et des solidarités. L'objectif est de mobiliser pour empêcher le déclin de la France, en inspirant la jeunesse et en évitant la recherche de récompenses personnelles. Il conclut sur une note d'espoir, suggérant que de petits efforts peuvent mener à de grands changements

## Être-ensemble !

La question qui nous est posée aujourd'hui dans ce monde de confusion est la suivante :

*Que sommes-nous prêt à faire pour mieux « être-ensemble » ?*

Se sentir Français, c'est-à-dire membre de cette communauté nationale qui nous a vu naître, quelle que soit notre origine, notre religion ou notre couleur de peau, ou que nous avons rejoint selon les tribulations de la vie, c'est un grand honneur qui se mérite et dont nous devons être fiers.

Français de Droite, de Gauche, du Centre ? Peu importe ! L'essentiel est d'accepter que nos différences d'opinions, de religions, de situations sociales passent au second plan derrière le désir de partager ces trois grandes valeurs qui ornent les frontons de nos édifices publics : *Liberté, Égalité, Fraternité* !

Français nous avons des droits à rétablir s'ils sont bafoués :

- Celui de bénéficier d'une éducation de qualité qui nous permettra selon nos capacités et sans autre obstacle que nos mérites de gravir les échelons de la société et de jouir honnêtement des fruits de nos efforts.
- Celui d'entreprendre dans la liberté, dans un juste partage de nos gains, et de transmettre à nos enfants sans pression confiscatoire de l'Etat une succession qui a payé l'impôt
- Celui de bénéficier d'un traitement équitable en matière sociale et fiscale, de pouvoir s'investir dans son entreprise, d'être pris en considération par sa hiérarchie et estimé à sa juste valeur.
- Celui de trouver en l'autre un accueil fraternel, loin de l'acrimonie du « *petit chef* » de l'arrogance du fonctionnaire, de la superbe du patron, de la jalousie du collègue !

Mais nous avons aussi des devoirs :

- Celui de nous comporter en bon citoyen respectueux des Lois donnant de nous-mêmes l'image de l'honnêteté et de la loyauté.
- Celui d'accepter dans nos discussions avec les autres l'esprit de dialogue tolérant sans lequel tout débat tourne aussitôt à l'affrontement.
- Celui de promouvoir les valeurs humaines de travail, de justice, de solidarité, ne laissant personne au bord du chemin, partageant avec les plus démunis en fonction de nos possibilités, sensibles à la détresse lorsque nous la croisons.



- Celui aussi de savoir nous insurger contre les injustices de toutes sortes auxquelles nous sommes confrontés, dans l'entreprise, dans la collectivité, dans les associations, dans les groupes que nous fréquentons.

Cela demande du courage et de l'humilité car la tâche n'est pas simple et tel Sisyphe il faut chaque jour recommencer. Mais le sentiment d'une Fraternité Française partagée doit soutenir dans les moments de doute les hommes et les femmes de bonne volonté.

Ils se trouvent dispersés dans tous les Partis, dans toutes les classes sociales. Ils ne se connaissent pas mais savent au fond d'eux-mêmes que les cloisons mentales qui les séparent peuvent un jour s'abattre.

Les uns sont engagés dans des mouvements partisans et constatent que des courants profonds manipulent les opinions et empêchent les rapprochements utiles.

Les autres sont de simples spectateurs de la vie politique mais restent prêts à s'engager pour apporter leur contribution à l'œuvre commune.

C'est de la base que tout doit repartir, dans nos Loges, dans des groupes plus ouverts tels que le nôtre où doit s'apprendre la tolérance. Tous les domaines de l'activité politique, sociale, intellectuelle, économique peuvent se prêter à notre analyse contradictoire. Il faut apprendre à s'écouter et non à s'entendre à regarder et non à voir, dans une attitude active, attentionnée, aimante.

Retrouver l'esprit perdu de la Fraternité qui seul peut faire surmonter les divergences de points de vue. Être ensemble les uns pour les autres une véritable « *famille* » qui doit être un lieu de partage des valeurs mais plus encore un lieu privilégié de partage des solidarités.

C'est à cette tâche exaltante que nos FF et SS doivent s'attaquer pour que la jeunesse assume le passage de témoin. Qu'ils ne recherchent ni gloriole, ni médaille, ni avantage matériel mais s'engagent pour que la France ne s'enfoncé pas dans un déclin qui lui serait fatal.

Des grains semés au vent peuvent naître des champs de blé et tous les espoirs sont permis aux âmes nobles.

*Le texte traite de la conviction personnelle de détenir la vérité, un trait courant dans la nature humaine, qui conduit à des positions radicales dans divers domaines. L'auteur mentionne des exemples spécifiques en politique française, comme le RN, les Écolos, les Insoumis, et le Président, soulignant leurs approches intransigeantes. Il aborde la question du projet de réforme des retraites en France, critiquant l'absence de référendum et la complexité de la vie politique qui rend difficile la formation de majorités stables. L'auteur évoque les tensions politiques entre différents groupes et mouvements, y compris au sein de la Macronie et le Modem, et prédit des divisions pour les élections européennes de 2024. Il mentionne aussi la montée de la radicalisation, du comportement passionné sur les réseaux sociaux, et divers mouvements sociaux et politiques. L'essayiste remet en question le radicalisme, tout en reconnaissant qu'il peut parfois être justifié, comme dans les cas de l'Abbé Pierre et de Charles de Gaulle. Il critique la gestion actuelle du gouvernement français, notamment sur les retraites, la guerre en Ukraine, et la tendance à résoudre les problèmes par des solutions temporaires. Il souligne l'importance du dialogue et du consensus, et appelle à repenser la Vème République française, en insistant sur la nécessité de réformes institutionnelles, sociales, éducatives et sécuritaires. Enfin, l'auteur appelle les modérés à s'unir contre les extrêmes, qu'il s'agisse de néo-nazis, de fascistes, de racistes, d'antisémites, de xénophobes ou de mouvements radicaux anticapitalistes et antilibéraux, pour trouver des solutions raisonnables et modérées aux défis actuels.*

## **Chacun est persuadé d'avoir raison !**

Ne pariez jamais avec moi car je gagne tous mes paris : Je ne les accepte en effet que lorsque je suis absolument certain de la réponse. Au moindre doute je préfère m'abstenir !

Malheureusement la nature humaine est ainsi faite que beaucoup dans maints domaines prennent des positions radicales tellement ils sont persuadés d'avoir raison.

C'est vrai du RN ancré sur ses postures civilisationnelles, des Écolos persuadés qu'ils doivent sauver le monde, des Insoumis qui veulent absolument en découdre car ils portent la vérité, du Président qui veut seul décider des réformes ou des guerres qu'il va mener.

Aujourd'hui un impressionnant cortège semble se manifester contre le projet de retraites dans toute la France. On comptera ce soir le nombre de manifestants ! Chaque manifestant est évidemment persuadé qu'il a raison et jamais, le pouvoir ne prendra le risque d'un Référendum !

Or la vie est complexe et les positions radicales permettent rarement de réunir une majorité.

Une représentation raisonnable des Français à l'Assemblée Nationale devrait reposer sur la proportionnelle départementale mais il faudrait ensuite que les partis soient aptes à entrer dans des coalitions gouvernementales pour garantir une majorité stable quitte à revoter à mi-mandat.

On en est loin. A Gauche, l'union Nupes a détruit la social-démocratie

En face, l'union des Droites a bien du mal à s'extirper du piège tendu par François Mitterrand.

Au milieu, Macronie+ Modem, des tensions centrifuges se manifestent déjà puisque le Président ne pourra pas se représenter ni en 2027 ni vraisemblablement plus tard !

On en aura très vite la preuve aux Européennes de 2024 où le « *chacun pour soi* » sera l'intangible règle.

Cette folie collective des Radicaux va des réseaux sociaux aux Fake News, des prises de positions passionnées des Wokes, des Antivax, des genrés, des fiers, des anti-nucléaire, des anti-crèches, des anti-arbre de Noël et de bien d'autres !

Comment faire un monde ensemble si personne ne veut écouter l'avis des autres ?

Certes, le radicalisme n'a d'ailleurs pas forcément tort. L'Abbé Pierre n'était-il pas radical lors du grand froid de 1954, De Gaulle ne l'était-il pas moins le 18 juin 1940 ?

Mais, comment le Président peut-il vouloir passer en force contre l'avis d'une grande majorité du pays même si le projet sur les retraites est nécessaire ? Comment ne peut-il pas comprendre que ni ses Ministres ni lui-même n'ont su l'exprimer correctement ? Comment peut-il décider seul sans vote du Parlement de notre participation à la guerre d'Ukraine où le décompte journalier des morts fait passer au second plan dans nos médias les 25.000 morts turcs et syriens ? Comment peut-il vouloir résoudre les problèmes au jour le jour par l'accumulation de chèques...en bois ?

Le dialogue auquel je suis tellement attaché ne se résout pas par des simulacres de démocratie comme par exemple par l'encombrement des débats parlementaires par 25.000 amendements

Il est temps de tout repenser car notre V<sup>ème</sup> République prend l'eau de toute part. Revoir les Institutions, retrouver un meilleur consensus social, restaurer notre École si mal en point, ramener la sécurité dans les quartiers, réindustrialiser la France et la remettre au travail dans un meilleur partage des responsabilités, de la dignité et des profits de chacun.

A côté de ceux qui ne proposent que des solutions simplistes, ou qui se dénichent un leader charismatique se drapant dans les armes de la démocratie pour mieux la combattre,

A côté de ceux prêts à faire appel au terrorisme pour ne diffuser finalement qu'une rhétorique anticapitaliste et anti-libérale

A côté des néo-nazis, des fascistes (Black Blocs, Skinhead) des racistes, des antisémites, des xénophobes qui prospèrent sur les difficultés économiques aggravées sans doute par une immigration incontrôlée

La France des modérés doit se rassembler pour s'unir sur des thèmes raisonnables où le pas que chacun fera vers l'autre apportera des solutions inatteignables aujourd'hui.

*Le texte aborde la situation en Ukraine, proche du premier anniversaire de l'invasion russe. La présence du président américain, Jo Biden, accentue l'attention médiatique. Le conflit continue avec des pertes quotidiennes de vie, tant militaires que civiles, accentuées par l'obstination de Poutine et la détermination de Zelensky. La Russie subit des sanctions et une désertion de ses élites, tandis que l'Europe fait face à des crises énergétiques et inflationnistes. L'Ukraine, dévastée, espère des compensations pour sa reconstruction. Les États-Unis semblent tirer avantage de la situation, vendant leur énergie à des prix élevés et endettant l'Ukraine. L'Allemagne, sous pression américaine, a cessé d'importer du gaz russe suite à l'explosion d'un gazoduc. Le texte évoque les origines du conflit, remontant à la chute de Gorbatchev, avec des promesses non tenues de l'Occident concernant l'expansion de l'OTAN. Des parallèles sont tracés avec des événements historiques similaires, comme l'invasion du Koweït par l'Irak. En 2014, les mesures prises par le nouveau gouvernement ukrainien contre les populations russophones ont exacerbé les tensions, menant à l'indépendance auto-proclamée de régions comme la Crimée, Donetsk et Lougansk. Le conflit dans le Donbass depuis 2014 a été sanglant et aurait pu être évité si les accords de Minsk II avaient été respectés. Le texte critique l'inaction des Nations Unies et questionne le droit des peuples à l'autodétermination. Il rappelle le temps où Poutine souhaitait s'aligner sur l'Occident. Face à l'impasse actuelle, plusieurs options sont envisagées, allant de l'intensification de l'aide militaire à l'Ukraine à l'encouragement de négociations, en passant par des actions diplomatiques plus musclées et une intervention plus significative de l'ONU. Le texte se termine sur une note sombre, évoquant la possibilité d'une catastrophe nucléaire mondiale*

## **Ukraine !**

On s'approche de la première année de l'invasion russe en Ukraine. Et nos médias pendant des semaines ne vont parler que de ce triste anniversaire que la présence sur place du Président américain Jo Biden va transformer en événement planétaire.

Tous les jours des soldats des deux camps et des populations civiles ukrainiennes meurent sur le front. L'entêtement du Président Poutine soutenu par la Chine et une grande partie de la planète hormis l'Occident n'a d'égal que la détermination du Président Zelensky de reconquérir son territoire, Crimée comprise jusqu'au dernier Ukrainien avec les armes de l'OTAN qui se garde bien d'apparaître, risque de guerre nucléaire oblige, comme un cobelligérant !

A qui profite le crime de Poutine ?

Sûrement pas à la Russie, mise au ban de l'ONU qui voit ses élites désertir, les sanctions occidentales devenir de plus en plus sévères et ses jeunes soldats mourir.

Sûrement pas à l'Europe qui n'a ni gaz ni pétrole et qui du fait de la guerre doit faire face à une inflation que l'on croyait oubliée depuis longtemps.

Sûrement pas à l'Ukraine dévastée pour des années qui espère pour se reconstruire des dettes de guerre qu'une puissance nucléaire accepterait de payer !

Sûrement en revanche aux USA qui vendent leur pétrole et leurs gaz de schiste au prix fort (sous le silence assourdissant des écologistes européens) et qui endettent l'Ukraine pour des décennies en faisant tourner à fond leur complexe militaro-industriel si puissant en Amérique.

L'Allemagne qui hésitait malgré une intense pression diplomatique américaine à arrêter l'importation de gaz russe pour faire tourner son industrie à bas coût a bien été obligé de s'y résoudre après l'explosion du gazoduc de la Baltique et il faut être bien stupide pour ne pas comprendre qui a fait le coup !

L'attitude de Poutine et de ses cerbères du Groupe Wagner est tellement inqualifiable et les souffrances du peuple ukrainien tellement douloureuses qu'on ose à peine essayer de rappeler le début du conflit.

En effet les origines lointaines résident, à la chute de Gorbatchev, dans les déclarations du Secrétaire d'Etat américain James Baker garantissant la Russie du maintien de l'arsenal nucléaire occidental

dans ses implantations de l'époque, sans élargissement à l'Est, annonçant même que l'ancienne Allemagne de l'Est resterait un territoire neutre.

Cette promesse a entraîné la dissolution du Pacte de Varsovie en 1991, en pleine guerre du Golfe et si l'on en croit le dernier Ambassadeur américain en Union Soviétique, Jack Matlock, il s'agit bien d'une promesse volontairement violée !

Faut-il rappeler comment l'Ambassadrice américaine en Irak, Mme April Glaspie avait fait le même coup lors de son entretien avec Saddam Hussein en juillet 1990 lui faisant croire qu'il pouvait se permettre d'envahir le Koweït sans risquer la vindicte américaine !

En 2014, lors de la révolution du Maïden, coup d'Etat contre un régime pro-russe élu démocratiquement, les premières mesures prises par le nouveau Gouvernement ont stupidement frappé les populations russophones de l'Est de l'Ukraine, Crimée, Donetsk et Lougansk qui après des référendums enlevés à une majorité écrasante (fortement contestée par l'Occident) ont proclamé leur indépendance, la Crimée retournant même à la Fédération de Russie qui en avait fait cadeau à l'Ukraine en 1954 du temps où elle appartenait à l'URSS.

L'armée ukrainienne face aux deux républiques séparatistes auto-proclamées n'y est pas allée de main morte puisque la guerre du Donbass de 2014 à 2022 a fait plus de 14.000 victimes civiles et militaires contre 6 morts lors de l'annexion de la Crimée (3 pro-ukrainien et 3 pro-russe). Certes les miliciens russes infiltrés au Donbass y ont aussi largement participé mais si la France et l'Allemagne, garant des accords de Minsk II avaient joué leur rôle le conflit n'aurait sans doute jamais éclaté.

Comment les Nations Unis dont la Charte reconnaît le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ont-elles été incapables d'imposer un nouveau référendum sous leur contrôle à ces trois territoires ou alors dans ce cas à quoi sert ce « machin » comme disait De Gaulle ?

Crimée, Donetsk et Lougansk étaient des régions ukrainiennes dont la majorité de la population était russe (marins russes et leurs familles en Crimée, Mineurs et Sidérurgistes russes installés au Donbass pour l'exploitation de l'acier dans des complexes industriels construits par la Russie.

Qui se souvient du temps où Poutine, nouveau Président, espérait participer à un accord de sécurité européen et même un temps à entrer dans l'OTAN ?

### **Que faire maintenant ?**

- Continuer à fournir à l'Ukraine des armes défensives de plus en plus lourdes (chars, avions) qui, tôt ou tard risqueront d'être utilisées par eux sur le territoire russe ce qui déclenchera une réponse nucléaire tactique ?
- Faire comprendre à Zelensky que l'heure de la négociation est arrivée et qu'il faut abandonner la Crimée s'il veut une chance d'arrêter le conflit ?
- Fomenteur une révolte au Kremlin comme les Américains l'ont fait si souvent ailleurs ?
- Laisser s'enliser la situation pendant des années aux portes de l'Europe jusqu'à ce que le peuple américain oblige ses dirigeants à plier bagage comme ils l'ont déjà fait au Vietnam, en Irak ou en Afghanistan ?
- Faire que l'ONU se réveille et s'impose dans la négociation avec l'aide d'une Europe enfin capable de retrouver un rôle de premier plan et non de rester l'éternel vassal de l'Oncle Sam ?
- Attendre que tout finisse dans un immense éclair qui dévastera Moscou et Saint-Pétersbourg mais aussi Londres, Paris, New York, Washington et Los Angeles ?

*Ce texte critique la passivité face aux catastrophes naturelles, technologiques et sociétales. Il évoque l'arrêt du programme nucléaire français et les défis de construction et de compétences techniques, critiquant le recours à l'énergie éolienne et électrique. Il souligne l'importance historique des vaccins contre des maladies mortelles, tout en mettant en perspective les accidents liés aux vaccinations de masse. Le texte aborde les enjeux des retraites, soulignant le déséquilibre entre cotisants et bénéficiaires, et critique la dépendance aux aides sociales et le chômage. Il mentionne le problème des dealers dans certains quartiers, et la résistance de certaines communautés à s'intégrer. En conclusion, l'auteur interroge sur l'avenir souhaité, mettant en doute la possibilité de former correctement la jeunesse, d'offrir un travail équitable, de renouer avec un dialogue républicain, de croire en la devise française, d'aider au développement mondial, de retrouver la souveraineté nationale, et de négocier pour la paix*

## **Quand une avalanche se déclenche...**

Une Avalanche, un Tremblement de terre, un Tsunami...Qui peut les arrêter ?

On doit simplement attendre que ça passe et ensuite réparer les dégâts, ... tant bien que mal.

Arrêtons à tout prix notre programme de développement de l'énergie nucléaire puis revenons-y lorsque la guerre fait rage en Ukraine en s'apercevant qu'on est devenus incapables de construire une nouvelle centrale (Témoin Flamanville) alors que nous en avons construit 58, de souder des cuves gigantesques (on doit maintenant faire appel à des soudeurs Américains), de former de nouveaux ingénieurs (alors qu'on avait les meilleurs au monde), de voir les Chinois se préparer à commercialiser des Centrales au Thorium (alors que nous en avons montré les mérites) de se passer d'un approvisionnement en matière fissile (alors que sous la pression des écologistes nous avons supprimé nos surgénérateurs).

Continuons à croire aux balivernes du GIEC et de ses faux-scientifiques et couvrons notre territoire d'éoliennes et de prises électriques pour nos 42 millions de véhicules (quitte à faire des journées de queue lors des départs en vacances) plutôt que de développer des moteurs à faible consommation (Renault et PSA affirment pouvoir atteindre 1 litre aux 100 kms) et de constater que jamais les réserves prouvées de pétrole et de gaz n'ont été aussi grandes (encore faudra-t-il savoir comment produire toute l'électricité nécessaire et à quel prix ?).

Oublions que les vaccins ont fait disparaître des maladies incurables ou des épidémies terribles (tuberculose, variole, rage, poliomyélite, diphtérie, rougeole, tétanos, ...) et mettons en lumière les rares accidents produits par les vaccinations de masse (les Chinois auraient bien aimé pouvoir en disposer lors du Covid)

Battons-nous contre les lois sur les retraites puisqu'on refuse de prendre en compte des faits incontournables comme la progression de l'espérance de vie et la diminution drastique du ratio cotisants/retraités (et qu'on est incapables de mettre en place des mesures équitables qui feraient reconnaître le bien-fondé de cette réforme).

Renonçons au travail classique puisque certains arrivent à survivre presque aussi bien en étant en permanence des assistés sociaux (RSA + travail au noir), dans la mesure où l'on est incapable de proposer des tâches valorisantes convenablement payées et tant qu'un Gouvernement compensera par des chèques en bois et un endettement record.

Laissons dans leurs quartiers les dealers faire la loi, tant qu'ils peuvent survivre grâce à la clientèle des Bobos qui vient s'y approvisionner et ne cherchons plus à imposer notre mode de vie et notre culture à des communautés qui n'en veulent pas (même si pour cela il faut construire des ghettos)

Bref, puisqu'on n'y peut rien, laissons faire et quand tout sera détruit les générations futures déblaieront le terrain et se mettront à reconstruire !

**Est-ce cela que nous voulons ?**

Former correctement notre jeunesse : ce n'est plus possible !

Donner un travail honorable et équitable à chacun : une utopie !

Renouer avec un dialogue républicain au lieu de manifester : une vision de l'esprit !

Croire à notre célèbre devise, Liberté, Egalité, Fraternité : de la poudre aux yeux !

Aider le reste de la planète à se développer : pourquoi s'embêter, mieux vaut qu'ils immigrerent !

Retrouver notre souveraineté : pourquoi faire !

Négocier pour la paix : quoi bon !

*EDF, le géant français de l'énergie, fait face à une perte historique de 17,9 milliards d'euros malgré le prix élevé de l'électricité, contrastant avec le bénéfice record de 20,7 milliards d'euros de Total. Cette situation s'explique par plusieurs facteurs. La production d'EDF a chuté à 279 TWh en 2022, soit le niveau le plus bas en 35 ans, en raison du vieillissement des centrales nucléaires nécessitant une maintenance plus longue et d'un désintérêt pour le nucléaire exacerbé par les politiques des gouvernements successifs. Le retard et le surcoût du projet EPR de Flamanville ont également aggravé la situation. La guerre en Ukraine a entraîné une hausse des prix de l'électricité, mais EDF n'a pas su en profiter, générant des pertes estimées à 32 milliards d'euros. De plus, une directive européenne oblige EDF à vendre 100 TWh d'électricité par an à ses concurrents à un prix inférieur au marché, une mesure qui a engendré des pertes supplémentaires et bénéficié à Total. En 2022, le Président Macron a imposé une vente additionnelle de 20 TWh, coûtant 8 milliards d'euros à EDF. La politique énergétique française, influencée par l'UE, a transformé la France d'exportateur net en importateur d'électricité, notamment en privilégiant les énergies renouvelables et en promouvant la consommation électrique, comme celle des voitures électriques. Ces choix, combinés à la décision de nationaliser EDF en pleine crise de la dette publique, soulèvent des questions sur un éventuel plan de démantèlement de l'entreprise et la stratégie de "privatisation des bénéfices, nationalisation des pertes". La situation actuelle d'EDF, couplée aux tensions géopolitiques et aux débats sur la souveraineté nationale, met en lumière les défis majeurs auxquels le Parlement français et les décideurs doivent faire face, en particulier sur des questions de stratégie énergétique et de politique industrielle.*

## **EDF une perte historique alors que l'électricité n'a jamais été aussi chère !**

Alors que le groupe **Total** enregistre un record historique à 20.7 milliards de bénéfices, **EDF** enregistre elle une perte historique de 17.9 milliards alors que la vente de l'électricité n'a jamais été aussi chère surtout pour les pauvres bougres attirés par les offres alléchantes des fournisseurs alternatifs (comme Total !) dont les factures se sont envolées poussant à la fermeture des boulangers et des artisans que le chèque Macron de 100 € ne risque pas de consoler !

### **Comment a-t-on pu en arriver là ?**

Le Président Macron, aux commandes depuis 6 ans, ne pouvant pas être taxé d'incompétence, on est conduit, au moment où il décide de nationaliser l'entreprise, à d'autres interprétations beaucoup plus préoccupantes !

Alors que le potentiel de production d'EDF est estimé à 400 TWh, elle n'a produit en 2022 que 279 TWh niveau le plus bas depuis 35 ans (-30%) !

Les centrales qui vieillissent doivent faire l'objet d'opérations de maintenance plus longues. Le désamour pour le nucléaire sacrifié sur l'autel des quêtes électorales d'Ecologistes par Hollande aussi bien que par Macron I, n'a pas manqué d'affecter le recrutement de nos ingénieurs en génie nucléaire et de nos soudeurs spécialisés puisqu'on fanfaronnait sur le fait de ne plus vouloir construire de nouveaux réacteurs (d'où l'in vraisemblable feuilleton des retards successifs de l'EPR de Flamanville dont le coût actuellement estimé est 6 fois plus élevé que le budget initialement prévu)

Tout cela explique qu'à l'heure où l'électricité en raison de la guerre d'Ukraine a atteint des prix historiques, EDF n'a pas été au rendez-vous ce qui a entraîné une perte estimée à 32 milliards !

### **Mais ce n'est pas tout, loin de là !**

La Directive européenne benoîtement avalée par des Européistes béats, force EDF à vendre 100 TWh par an à ses concurrents (Accès régulé à l'électricité nucléaire historique : Arenh, pour les amateurs de sigles) à **42 € le MWh** ! Ceux-ci les ont revendus en moyenne à **400 € le MWh** en 2022 soit 10 fois plus cher !

Les pertes d'EDF qui seront compensées par les impôts ou l'endettement des Français profitent tel un vase communicant aux actionnaires de Total !



Le Président Macron a même imposé en 2022 une vente supplémentaire de 20 TWh à l'Arenh, espérant, dit-il, peser sur les coûts des fournisseurs alternatifs qui se sont d'autant gavés, blague pour ne pas dire plus qui, à elle seule, a coûté 8 milliards d'€ à l'entreprise !

Avec des Si on peut mettre Paris dans une bouteille, toujours est-il que Si on n'avait pas enterré le parc nucléaire ce qui lui aurait permis de produire la quantité d'électricité programmée et si on n'avait pas sacrifié les intérêts de la France à la technocratie bruxelloise au service de l'Allemagne, EDF aurait constaté un bénéfice historique facilement calculable : 60 milliards de quoi éponger la quasi-totalité de sa dette.

En acceptant tout de Bruxelles, nous forçant à devenir importateurs d'électricité alors que nous étions le premier exportateur européen, en forçant EDF à acheter la production éolienne et solaire au prix fort, en poussant à la consommation d'électricité (voitures), en nationalisant au moment où nous croulons sous la dette publique, alors qu'il faudrait investir 100 milliards pour restaurer notre parc (ce que nous a coûté inutilement le bouclier tarifaire depuis 2 ans), en nous contraignant sans débat au Parlement à rester dans le cadre stupide de l'Arenh (ce que ni Espagnol ni Portugais pourtant membres de l'UE n'ont accepté), on se pose la question d'un plan caché de démantèlement de l'entreprise, la nationalisation apparaissant comme le possible prélude à une revente des activités rentables « privatisation des bénéfiques, nationalisation des pertes » (on se souvient d'Alstom !).

Au moment où s'ouvre la conférence de Munich sur la Sécurité voulant opposer les démocraties aux autocraties, on se demande comment le Parlement au lieu de se dévaloriser aux yeux des Français par ses querelles de cours d'école accepte que sur des sujets majeurs comme celui-ci il ne soit pas en mesure de « faire la loi » et de défendre la souveraineté nationale !

*Le texte propose des réflexions et solutions pour la fin de la guerre en Ukraine. Il critique la Vice-Présidente américaine Kamala Harris pour vouloir poursuivre le Président russe pour crimes de guerre, soulignant l'ironie que les États-Unis, comme la Russie, n'ont jamais ratifié le Traité de la CPI. Il mentionne également que les USA, la Chine et l'Inde n'ont pas ratifié ce traité, remettant en question la pertinence des propos de Harris. Le texte interroge sur qui prendrait le risque d'un conflit nucléaire mondial pour la Crimée, région de langues et d'appartenances historiques variées. Il fait observer que la France, seule puissance nucléaire de l'UE et avec un rôle historique dans la balance mondiale, pourrait exercer une influence spécifique, malgré la préférence de ses voisins et alliés pour les équipements militaires américains. Il est noté que l'Europe souffre plus de la guerre que la Russie, soutenue par plusieurs grandes puissances et une majorité de la population mondiale, et que les USA profitent de la situation en vendant leurs ressources énergétiques et armements. Le texte propose, lors de la conférence de Munich, d'accepter des compromis pour la paix, comme oublier la Crimée et organiser des référendums sous contrôle de l'ONU dans les régions séparatistes, ainsi que négocier avec la Russie pour les dédommagements de guerre. L'auteur craint que de telles propositions soient vues comme un soutien à Poutine, mais les considère nécessaires pour finir la guerre. Il questionne combien de temps il faudra pour que les USA se retirent sous la pression de l'opinion publique, comme dans les guerres du Vietnam et d'Afghanistan. Le texte met en garde contre un monde divisé entre un Occident sous influence américaine et un bloc asiatique mené par la Chine et l'Inde, suggérant la nécessité pour l'Europe de reconnaître cette dynamique pour sa survie. Il conclut sur le désamour actuel des Africains envers la France, qui devrait être un signal d'alarme.*

## **Propositions pour faire cesser la guerre d'Ukraine**

La Vice-Présidente américaine Mme. Kamala Harris veut poursuivre le Président russe pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

Elle a raison bien qu'elle oublie que les quatre pays ayant signé le Traité de constitution de la Cour Pénale Internationale (CPI) **mais qui ne l'ont jamais ratifié** sont la Russie, Israël, le Soudan et... les Etats Unis qui ont refusé cette ratification sous 5 Présidences successives (Clinton, Bush, Obama, Trump et Biden)

Les USA ont clairement rejeté l'idée qu'une « entité » puisse entraver leur choix de recourir à la force armée et puisse poursuivre des américains en opérations extérieures (Afghanistan, Irak, Libye, Yougoslavie, Vietnam, sans parler de l'Amérique latine)

Elle oublie également que la Chine et l'Inde ne l'ont ni signé ni évidemment ratifié !

D'où des propos bien inconséquents pour une personne qui pourrait devenir en cas de défaillance du Président Biden, le Commander-in-Chief des Armées Américaines !

**Qui pourrait accepter l'invasion de l'Ukraine par les troupes russes** quelles que soient les raisons historiques d'un conflit né des « révolutions de couleur » Géorgie, Ukraine et Kirghizistan ?

**Qui ne voudrait faire cesser au plus vite les bombardements de civils** et la destruction massive d'un pays.

**Mais qui prendrait le risque d'un conflit nucléaire mondial pour la Crimée**, une terre russe depuis 1783 après avoir été vénitienne, génoise, tatare et turque. Personne ne parle Ukrainien à Sébastopol sanctuaire d'accès aux mers chaudes pour la Russie.

La France, en particulier celle qui pensait l'Europe de l'Atlantique à l'Oural, celle qui quitta le commandement militaire intégré de l'OTAN en 1966...pour y revenir en 2007, celle qui est désormais la seule puissance nucléaire de l'UE, celle qui espère conserver son rôle dans l'équilibre du monde mais voit ses voisins (Belgique, Italie, Pays-Bas, Allemagne, Pologne) et Alliés (Australiens) à toute occasion préférer l'achat d'avions de chasse américains (F-35 plutôt que Rafale) pour ne pas mécontenter l'oncle Sam et son parapluie atomique, cette France ne peut-elle faire entendre une voix spécifique ?

L'Europe souffre de la guerre, plus que la Russie soutenue par la Turquie, l'Inde, la Chine et près des ¾ de la population mondiale, plus que les USA qui au contraire en profitent en vendant au prix fort leur gaz et leur pétrole et en faisant tourner à fond leur complexe militaro-industriel pour livrer des armements que tôt ou tard les Ukrainiens devront bien rembourser (On se souvient du Plan Marshall financé par l'or dérobé secrètement aux Nazis qui l'avaient eux-mêmes dérobé aux Juifs) !

La conférence de Munich en cours, devrait proposer au premier anniversaire de cette guerre stupide (mais qui avait commencé en 2014 par les attaques de l'armée ukrainienne contre les républiques séparatistes du Donbass) à accepter un compromis logique : oublier la Crimée, organiser sous contrôle de l'ONU des référendums dans les ex-républiques séparatistes, négocier avec la Russie les dettes de guerre garanties sur leurs réserves en énergie fossile, permettant de reconstruire ce que les Russes ont sauvagement détruit.

### **Vox clamantis in deserto !**

Le simple fait d'évoquer ces solutions de sagesse ferait passer pour un pro-Poutine !

Et pourtant il faut bien savoir finir une guerre !

### **Faudra-t-il attendre 15 ans comme au Vietnam ou 20 ans comme en Afghanistan pour que les USA s'en aillent sous la pression de leur opinion publique ?**

Les Européens comprendront-ils la nécessité pour survivre de ne pas voir le monde s'organiser entre un Occident vivant sous la Pax Americana qui ne comptera bientôt plus que 10% de la population mondiale et un Grand Sud uni à Grand Est asiatique dominé par la Chine et l'Inde qui ne concevront plus jamais un monde néocolonial.

Pour nous Français le désamour actuel des Africains devrait nous alerter !

*Le texte évoque la visite prévue du Président Macron au Salon de l'Agriculture, dans un contexte de tension liée aux retraites. Il aborde le défi de s'adresser simultanément aux grands industriels agricoles, qui captent la majorité des subventions de la Politique Agricole Commune (PAC), et aux 400.000 petits agriculteurs français, qui luttent pour des revenus faibles et contre l'endettement, tout en ayant la responsabilité de nourrir le pays et de maintenir les territoires ruraux. Des statistiques alarmantes sont présentées : moins de 400.000 exploitations agricoles en France (quatre fois moins qu'en 1980), la majorité des agriculteurs ayant plus de 50 ans, trois quarts d'entre eux travaillant seuls, et la moitié gagnant moins de 1750 € par mois. Ces chiffres soulignent le déclin de l'agriculture familiale et la disparité de revenus entre les petits agriculteurs et les producteurs intensifs. Le texte mentionne aussi que certains petits agriculteurs survivent grâce à la vente de terrains constructibles près des villes, tout en étant autosuffisants pour leur alimentation. Il critique l'investissement gouvernemental dans le RER métropolitain parisien, suggérant un manque d'attention aux besoins des agriculteurs et des résidents ruraux, souvent dépendants d'une voiture diesel vieillissante pour se déplacer. Le texte se conclut sur les problèmes sociaux en France, dont l'agriculture familiale en déclin et le recrutement inquiétant dans les Lycées agricoles. Il espère que la visite de Macron au Salon sera l'occasion d'entendre les revendications de cette "France périphérique", et note l'intérêt cynique de la Gauche radicale pour ces problèmes dans l'espoir de gagner des électeurs.*

## **Dans les travées du Salon !**

Le Président Macron envisage de passer la journée au Salon de l'Agriculture !

Pour se rapprocher des Français au moment où la querelle des retraites bat son plein ?

Pas facile de vouloir parler à la fois aux industriels de la terre (céréaliers, betteraviers, producteurs extensifs de maïs, éleveurs intensifs de porcs ou de volailles) qui à eux-seuls captent 70% des recettes de la PAC et aux 400.000 petits agriculteurs qui nous restent et qui doivent participer pour des revenus souvent ridicules et des endettements insupportables à la double mission de nourrir le pays (nous importons maintenant plus de 20% de notre alimentation alors que nous étions en 1980 le 2<sup>ème</sup> exportateur mondial derrière les USA) et d'entretenir un territoire en l'absence de toute infrastructure publique !

### **Quelques chiffres :**

Moins de 400.000 exploitations (4 fois moins qu'en 1980)

1 agriculteur sur 2 a plus de 50 ans

3 agriculteurs sur 4 travaillent seuls

Ces deux données croisées posent le problème de l'avenir de l'agriculture familiale

50% des exploitations affichent un revenu inférieur à 1750 € par mois dont 25% inférieur à 700 € par mois (aides comprises qui par ailleurs se noient dans un enfer administratif)

On est loin des fameux BBM (Blé, Betterave, Megève) producteurs intensifs qui à eux seuls perçoivent nous l'avons vu la plus grosse partie des subventions agricoles

Si certains petits agriculteurs arrivent à s'en sortir (malgré un taux de suicides bien trop élevé par rapport à la moyenne nationale chez les plus pauvres) c'est que par chance ils possèdent quelques parcelles constructibles en bordure des villes (Prix moyen du m2 constructible 150 € contre moins de 1 € pour le m2 non constructible) et qu'ils peuvent être relativement autosuffisants pour leur propre alimentation.

A l'heure où le gouvernement veut investir 100 milliards dans le RER métropolitain parisien il serait bon qu'il se souvienne que les agriculteurs, comme d'ailleurs les ouvriers et employés vivant à la campagne sont obligés pour se déplacer d'entretenir une voiture (ayant souvent près de 10 ans d'âge et tournant au diesel)

De nombreux problèmes assaillent la société française, l'insécurité, le désarroi de la jeunesse, la drogue, le peu d'espoir en l'avenir. L'agriculture familiale est l'un d'entre eux et l'indigence du recrutement des Lycées agricoles nous donne bien des inquiétudes.

Espérons qu'au cours de sa visite le Président Macron entendra cette France périphérique qui réclame justice, ce qui réjouit la Gauche radicale qui, se moquant bien de ses problèmes, espère y trouver un électorat !

*Le texte critique l'utilisation excessive des réseaux sociaux et des écrans par les enfants, en particulier TikTok, Facebook, Instagram, Twitter et WeChat. Il met en avant les risques de dépendance, les troubles du langage, de l'attention, et de la mémoire, ainsi que l'exposition à la cyberintimidation et la pornographie. Il note que, contrairement aux enfants occidentaux, ceux en Chine ont un usage limité des écrans. Le texte déplore la passivité des parents face à ces enjeux, suggérant une utilisation plus contrôlée et équilibrée des écrans, avec des activités familiales alternatives. Il mentionne le site <https://lebonusagedesecrans.fr>, proposé par le Pr. Pierre-Marie Lledo et son équipe, offrant des conseils pour un usage raisonnable des écrans. L'auteur critique aussi l'impact culturel et social négatif de phénomènes comme le "wokisme", l'écriture inclusive, l'écologie radicale, et l'évitement du travail, opposant ces attitudes à celles plus laborieuses et progressistes des sociétés asiatiques, et appelle à ne pas faire des enfants occidentaux de simples "gnomes" aspirant à devenir des influenceurs.*

## **Echanges sur TikTok et autres billevesées**

Regardez-les ! Dès qu'on observe d'autres enfants que ceux d'une élite intellectuelle ou financière, on les voit esclavagisés par ces réseaux sociaux, Facebook, Instagram, Twitter, WeChat et maintenant TikTok.

Dès les premières années de leur vie, tablettes, téléphones portables et ordinateurs en feront peut-être des experts en informatique mais beaucoup plus sûrement pour la plupart des addicts exposés aux troubles du langage, aux défauts d'attention et aux pertes de mémoire.

Ils utilisent même des consoles de jeux avant de savoir lire et quand ils ont enfin appris à ânonner, ils avalent les fausses informations répandues sur le net, se dévoilent dans leur vie privée quand ce n'est pas dans leur vêtue, cyberharcellent trop souvent leurs petits camarades plus timorés, s'initient à toutes les formes de pornographie, incités par des algorithmes criminels destinés à en faire des êtres de plus en plus naïfs que le pouvoir oligarchique peut contrôler sans apparaître égoïste et sans âme, ce qu'avait déjà conçu Georges Orwell dans « La Ferme des Animaux » !

Soyez assurés que les enfants des inventeurs californiens de ces terribles algorithmes ne restent pas scotchés devant les écrans et que les petits chinois (le pays de TikTok) sont automatiquement bloqués après 3 heures d'utilisation et durant toute la nuit...

Pas chez nous !

Les parents renoncent trop souvent devant les exigences de l'enfant-roi.

Certes en paraphrasant Esopé on pourrait dire que les écrans sont la meilleure et la pire des choses à condition d'en dénoncer l'usage abusif, de les interdire dans les chambres, de dépister l'addiction dès que l'écran devient le principal centre d'intérêt de l'enfant au détriment de la lecture, de la camaraderie, des activités créatives ou manuelles, des sorties en vélo...

Bien sûr il faut aussi que les parents montrent l'exemple, pas de télé pendant les repas, pas d'écran ouvert au moindre instant libre, des discussions en famille et des activités communes qui, sans pour autant dénoncer ces écrans comme des ennemis nocifs qui en feraient chez des enfants rebelles des objets de transgression, aident à structurer une vie sociale plus équilibrée.

Un de nos membres, le Pr. Pierre-Marie Lledo, spécialiste des Neurosciences, fait partie d'un groupe pluridisciplinaire qui a défini un bon usage des écrans : <https://lebonusagedesecrans.fr>

Vous y trouverez des idées intelligentes à diffuser autour de vous.

J'ai déjà expliqué que chez le jeune enfant se créaient 1000 connexions neuronales par seconde pendant les premières années de la vie. Les gâcher par des heures devant des écrans débiles, quel dommage !

Tant de sujets de décadence nous harcèlent aujourd'hui, le Wokisme, les genres, l'écriture inclusive, l'écologie radicale, la ploutocratie triomphante, l'abandon culturel et civilisationnel...

Ne faisons pas de nos enfants des gnomes qui n'auront d'autre objectif que de devenir des influenceurs face à un monde asiatique (chinois et coréens) avide de progrès. Les Européens n'envisagent plus le travail que comme une distraction devant être la plus courte possible (le fameux droit à la paresse de l'impayable Sandrine Rousseau !) alors que le regard « jaune » sanctifie l'effort et le travail pour contester une suprématie occidentale qui déjà baisse les bras !

*Ce texte traite de la fragmentation mondiale et de l'incapacité de l'ONU à résoudre les conflits et à représenter équitablement les nations. Il commence par évoquer le Grand Schisme de 1054 entre les Églises de Rome et de Constantinople, soulignant la persistance de divisions similaires, comme en témoigne la guerre en Ukraine. Le texte critique l'ONU pour n'avoir pas résolu de nombreux conflits mondiaux et questionne son utilité face aux désastres et inégalités mondiales. Il note l'émergence de pays comme l'Inde et le Brésil, réclamant une place équitable au Conseil de Sécurité de l'ONU. Le conflit ukrainien est cité comme un exemple de la division croissante entre l'OTAN et d'autres nations, et la Chine est mentionnée comme un acteur clé dans un nouvel ordre mondial, attirant les pays rejetant le néo-colonialisme. Le texte rappelle la crise des missiles de Cuba en 1962 comme un moment historique de tension nucléaire, suggérant des parallèles avec les tensions actuelles entre les États-Unis et la Russie. Il interroge sur la capacité des dirigeants mondiaux à créer une entente mondiale au sein de l'ONU, ou la formation d'une organisation alternative, l'ONI (Organisation des Nations Insoumises). Il conclut sur la nécessité d'un changement individuel pour un avenir meilleur, citant Gandhi et McLuhan, et questionne si l'ONU parviendra à s'adapter pour garantir la survie de l'humanité face aux conflits armés, à l'exploitation des ressources, et à l'influence des lobbies sur les gouvernements et les médias.*

## Schismes !

Le « Grand Schisme de 1054 » entre l'Église de Rome (l'Occident) et l'Église de Constantinople (l'Orient) n'était au départ qu'une condamnation réciproque entre le patriarche de Constantinople Michel Cérulaire et les légats du pape Léon IX. Les contemporains s'en émurent peu, d'autant que l'excommunication prononcée fut frappée d'invalidité mais mille ans plus tard la fracture entre Occident et Russes Orthodoxes reste vive en raison de la guerre d'Ukraine.

Après tant d'autres, voici apparaître en 2023, un schisme géopolitique, à côté duquel celui de la révolution russe de 1917 paraîtra bien bénin et la conception naïve de ceux qui croyaient à la fin des idéologies volera sans doute en éclats.

L'ONU, fondée en 1945 après l'effondrement de la SDN née en 1920, n'a fait que constater la domination des Empires qui seuls ont eu très longtemps un droit de veto au détriment du reste du monde. Nul doute que ne réussissant pas à imposer ses résolutions en raison même de son absence criante de représentativité, elle risque pour bientôt une marginalisation dramatique !

Incapable de mettre fin à l'éternel conflit israélo-palestinien, à la guerre au Vietnam, à la guerre d'Irak, à la guerre d'Afghanistan, à l'invasion du Tibet, aux atrocités sud-américaines et africaines, à la guerre en Yougoslavie, au conflit syrien, à la guerre d'Ukraine. Incapable de réguler les migrations nées de la misère, de la corruption de nombreux dirigeants, des conflits armés, de la famine, des désastres naturels, ...**à quoi sert-elle ?**

Des grands pays émergents, l'Inde, le Brésil, le Japon, l'Afrique du Sud, las d'attendre une reconnaissance légitime se traduisant par une admission au Conseil de Sécurité qui les mettrait enfin à égalité avec la France ou la Grande Bretagne vont pouvoir crier victoire.

Un schisme mondial est en train de mettre à bas l'ordre ancien !

Cette division entre l'Otan et le reste du monde est avivée par le conflit Ukrainien et après le Vietnam, l'Irak, la Yougoslavie et l'Afghanistan, nombreux sont les pays, Chine en tête, qui ne suivent plus aveuglément les décisions américaines et sont prêts à s'organiser autour de leurs propres valeurs.

80% de la population mondiale n'accepteront plus les diktats d'un Occident où l'Europe en déclin reste sous la férule d'une Pax Americana imposant sa monnaie trafiquée aux autres Nations, ses armes, ses lois, sa justice, ses GAFAM, ...



La Chine est en attente. Devant une Russie poussée dans ses bras qui lui offre son immense territoire et ses énergies fossiles inépuisables elle se prépare avec prudence à un nouveau partage du monde attirant vers elle les sympathies de pays, notamment africains, qui rejettent toute forme de néo-colonialisme (*la France récemment ne s'est pas illustrée dans ses ex-colonies par une diplomatie très intelligente, c'est le moins qu'on puisse dire !*).

L'impérialisme américain en butte en 1962 à une résistance soviétique humiliée par la Baie des Cochons, les survols des U2, les missiles déployés en Turquie, avait conduit au déploiement de missiles russes à Cuba et après Hiroshima et Nagasaki ce fut la première fois qu'un risque planétaire de conflit nucléaire allait éclater. L'historiographie nous démontre aujourd'hui que la résolution de ce conflit entre Kennedy et Khrouchtchev fut plus politique et psychologique que militaire et stratégique. Le monde a tremblé et il risque de trembler à nouveau aujourd'hui entre Biden et Poutine.

Les dirigeants du monde auront-ils le courage au sein de l'ONU de faire émerger une véritable entente mondiale où chaque voix pourra s'exprimer librement pour accorder sa contribution à une gestion pacifique de notre planète ?

Ou verra-t-on se constituer une ONI (Organisation des Nations Insoumises...à la loi des blocs) ?

Ce changement espéré ne pourra se faire que si nous changeons nous-mêmes. « *Soyez le changement que vous voulez voir dans le monde* » disait Gandhi car « *Il n'y a pas de passagers sur le vaisseau spatial Terre. Nous sommes tous l'équipage* » ajoutait Mc Luhan.

Or, face à ce monde qui ne tourne plus rond, conflits armés, ressources naturelles englouties par la société de consommation, exploitation du tiers-monde engendrant misère et pauvreté, privation des droits les plus élémentaires pour la moitié de l'humanité, course au profit sans précédent de puissants lobbies imposant leurs règles aux gouvernements et aux médias, l'ONU saura-t-elle à temps prendre la juste mesure de la situation et imposer aux puissants la survie de l'humanité ?

*Ce texte est un commentaire critique sur la situation politique et sociale de la France. Il commence par mentionner une grève imminente, attribuée à l'incapacité du gouvernement de présenter un projet de réforme des retraites équitable. Le texte souligne les différences entre les systèmes de retraite par répartition et par capitalisation, et l'importance d'adapter la durée des cotisations en fonction de l'espérance de vie et du ratio entre cotisants actifs et retraités. Il évoque les disparités d'espérance de vie entre différentes catégories socio-professionnelles et critique l'absence d'une contribution plus élevée pour les retraites supérieures. Il mentionne que seuls les salaires très élevés paient une part de cotisation non contributive et compare les moyennes de pensions entre différents secteurs, indiquant des différences significatives. Le texte décrit ensuite un gouvernement sourd aux préoccupations du peuple, figé entre une droite divisée et une gauche agitée. Il énumère divers problèmes nationaux : inflation, sécurité, immigration, dépenses publiques, éducation, et la position de la France dans le conflit ukrainien et l'OTAN. Il critique ensuite la légitimité du gouvernement Macron, élu par une minorité, et suggère l'imminence d'une dissolution politique. Le texte questionne si le gouvernement envisagera une coalition pour gagner en légitimité ou aboutira à une cohabitation, et conclut par un appel au président à ne pas laisser le pays s'enfoncer davantage, mettant en avant les limites de l'actuelle administration*

## **Vox clamantis in deserto ?**

Demain la France à nouveau va être en grève !

Tout cela en raison de l'incapacité du Gouvernement de concevoir et d'expliquer un projet juste démontrant que l'exigence de solidarité liée au système de retraites par répartition et non l'individualisme lié au système de retraites par capitalisation peut amener, à l'heure où l'espérance de vie ne cesse de progresser et où, de ce fait, le ratio actifs cotisants/retraités ne cotisant plus ne cesse de s'effondrer, il convient d'adapter la durée des cotisations à intervalle régulier de sorte de permettre, dans la justice, c'est-à-dire en tenant compte de la pénibilité et de la dangerosité du travail, d'accorder, statistiquement, à tous les salariés un nombre d'années de retraite équivalent.

On ne reviendra pas sur les aspects maintes fois abordés des différences d'espérance de vie entre cadres et ouvriers, ni sur le fait que n'a jamais été envisagée dans le cadre du projet, une contribution supplémentaires des retraites élevées (L'équilibre par augmentation des cotisations rendrait nos entreprises encore moins compétitives au pays champion du monde des prélèvements obligatoires)

Faut-il rappeler que seuls les salaires supérieurs à 121.626 € par an paient une part non contributive de 2.81% et qu'en dehors même des régimes spéciaux auxquels l'Etat est incapable de mettre fin car ils concernent souvent des secteurs (SNCF, RATP) pouvant aisément bloquer le pays, la moyenne des retraites est de 1400 € par mois France entière mais 2357€ par mois RATP, 2047€ par mois fonction publique, 2013 € par mois SNCF !

Alors, marchons, marchons ! Le Gouvernement n'écoute plus le pays et campe sur ses positions entre une Droite divisée et une Gauche dominée par les hystériques de Nupes.

Et pendant ce temps là les sujets de préoccupation s'accumulent :

Inflation qui des pompes à essence aux caisses des supermarchés frappe les plus modestes

Sécurité, chaque jour grandement remise en cause par un nouveau « fait divers »

Contrôle de l'immigration inefficace dans un espace Schengen devenu une véritable passoire.

Dépenses de maintien de l'ordre aberrantes (En 2022 on a dépensé 100 millions d'€ pour la seule jungle de Calais afin d'empêcher 45.000 migrants de gagner l'Angleterre)

Education au plus bas (on rit des Ministres interrogés à la Télé ne connaissant même pas leurs tables de multiplication)

Guerre d'Ukraine où malgré les camouflets incessants reçus des autres pays de l'UE préférant tous commander aux Américains leurs avions de chasse plutôt que de participer à la constitution d'une

défense européenne indépendante, on reste accroché au Commandement intégré de l'OTAN qu'avait judicieusement quitté en 1966 le Général De Gaulle.

Rien n'y fait ! Un Gouvernement autiste mis en place par une minorité de Français (Emmanuel Macron 18% des inscrits au 1<sup>er</sup> Tour et une élection anti-Le Pen ne réunissant que 38% des inscrits au second tour dont une moitié lui venait de la France Insoumise et des Ecologistes aujourd'hui dressés contre lui) n'est plus en mesure de diriger la France en tenant fermement le cap.

Une atmosphère de dissolution est dans l'air.

Si c'est le cas, persistera-t-il dans son refus d'alliance au sein d'une coalition gouvernementale (qu'elle soit de Droite ou de Gauche) qui seule en Vème République pourrait trouver la légitimité dont elle a besoin ou inversement déboucher sur une cohabitation qui serait alors tout aussi légitime.

La Macronie a montré ses limites. Que le Président, non rééligible, ne laisse pas davantage s'enfoncer le pays. La marche sur 3 pieds est définitivement boiteuse !

Le texte sur les déserts médicaux en France critique les politiques gouvernementales qui ont conduit à un manque d'accès aux soins dans certaines régions. Il souligne que le Numerus Clausus et la formation obligatoire à l'internat ont aggravé la pénurie de médecins, touchant principalement les zones rurales et périphériques où l'accès aux services de base est limité. Avec 10 millions de Français vivant dans des zones où l'accès aux soins est difficile, beaucoup de petites communes ont moins de 2 médecins pour 10 000 habitants, affectant également d'autres professionnels de santé. Le texte critique aussi la politique du Numerus Clausus, mise en place en 1971 pour réduire les coûts de la santé, qui a eu pour effet pervers de limiter l'offre de soins et d'augmenter les tarifs. Cela a poussé des étudiants en médecine à étudier à l'étranger, notamment en Belgique et en Roumanie, pour revenir exercer en France, sans résoudre la question des déserts médicaux. De plus, malgré l'afflux de médecins étrangers, notamment du Maghreb, la situation des déserts médicaux ne s'est pas améliorée significativement. Le manque de prévision et d'adaptation de la formation médicale aux besoins démographiques est pointé du doigt. Ce n'est qu'en 2020 que la France a retrouvé le nombre de médecins formés annuellement par rapport à 1974. L'auteur suggère des réformes, comme l'obligation pour les nouveaux médecins de travailler dans des déserts médicaux pendant dix ans, et un meilleur développement de la télémedecine. Ces mesures incluraient des places supplémentaires rémunérées et la présence de personnel paramédical formé pour aider lors des téléconsultations. Finalement, le texte exprime une inquiétude quant à la complexité croissante des examens médicaux et des systèmes de classement des étudiants, considérant ces processus comme inutilement compliqués.

## Les Déserts médicaux

Gouverner c'est prévoir ! On ne le dirait pas lorsqu'on constate les effets dramatiques et pourtant faciles à anticiper du Numerus Clausus et de l'Internat pour tous sur la pratique médicale actuelle.

De nombreux Français sont concernés et surtout ceux de cette France périphérique qui n'a pas accès à grand-chose et qui de plus, au prix où est l'essence aujourd'hui, doit se déplacer pour le moindre achat ou service.

Le phénomène de désertification fait que 10 millions de Français vivent dans un territoire où l'accès aux soins est de plus en plus difficile. L'Hôpital (ou la Maternité) le plus proche est souvent à plus de 25 kms et 70% de nos innombrables petites communes ont moins de 2 médecins pour 10.000 habitants.

Même chose pour dentistes, kinésithérapeutes, infirmières...

Très vite un nouvel installé voit sa patientèle saturée et ne prend plus de nouveaux patients

Et pourtant ces Français des déserts médicaux paient leurs cotisations sociales comme les autres !

Le Numérus clausus initié en 1971, mais considérablement aggravé par le Gouvernement en 1977, apparaissait comme une façon de diminuer les dépenses de santé en « *réduisant l'offre pour réduire la demande* ». Il allait bien évidemment être soutenu par certains syndicats de médecins qui y trouvaient leur avantage « *Médecins rares, médecins chers* ».

On mesura mal alors les conséquences :

Départ de certains étudiants « *reçus-collés* » vers des facultés étrangères (Belgique, Roumanie) profitant de la liberté d'installation prévue par des directives européennes laxistes pour acquérir ailleurs un diplôme parfois au rabais (Roumanie) avant de revenir en France comme s'ils avaient réussi le concours.

Installation de nombreux médecins étrangers notamment du Maghreb sans pour autant combler les déserts médicaux (Parmi les 200.000 médecins installés plus de 40.000 sont nés à l'étranger parmi lesquels 20% viennent d'Algérie et 11% du Maroc). Notons tout de même que la plupart des Médecins Algériens installés en France ont fait leurs études en France.

Les Roumains sont les plus voyageurs mais on voit aussi des Allemands ou des Belges qui quittent leur pays pour la France car, contrairement à nous, dans la quasi-totalité des pays de l'UE, les règles

d'installation sont beaucoup plus strictes (sauf en Roumanie où paradoxalement l'exode vers la France oblige le pays à importer des médecins Ukrainiens ou Lituaniens !)

Oui, gouverner c'est prévoir et en matière d'éducation l'erreur est impardonnable puisqu'on a 20 ans devant soi pour adapter sa politique aux besoins démographiques.

L'évolution de la population doit permettre par des projections connues bien à l'avance de déterminer dans tous les domaines le nombre idéal de personnels à former pour répondre aux besoins du pays.

Or, ce n'est qu'à partir de 2020 que l'on a retrouvé chaque année le nombre de médecins que l'on formait par an jusqu'en 1974 (9000). Il était tombé de 1995 à 2000 à moins de 4000 ! La pénurie va donc durer longtemps !

Certaines réformes apparaissaient nécessaires. L'internat pour tous qui certes constituait un progrès notable (on se souvient de la déshérence des étudiants en médecine n'ayant réussi ni l'Externat ni l'Internat avant 1968) commit l'erreur en voulant former tous les étudiants à l'hôpital de négliger certaines anciennes formations spécialisées présentes dans un trop petit nombre de services hospitaliers (ORL, Ophtalmo, Stomato, Dermato) qui allaient cruellement faire défaut maintenant, avec des RDV à plusieurs mois.

Notons quand même que le nombre de postes d'Internes offerts en 2022 à la suite de l'Examen Classant National avec 9.024 places n'a augmenté que de 233 places soit 2.6% ! Je passe sur les épreuves revues et corrigées des ECNi (Examen classant national informatisé) faisant place aux EDN (Epreuves Dématérialisées Nationales) puis aux ECOS (Examens Cliniques Objectifs Structurés) devant se terminer par un Oral devant deux Examineurs, pour finir par un Algorithme qui classera les étudiants selon leurs vœux, le degré de conformité entre vœux et notes, les postes ouverts et une subdivision territoriale au regard des résultats obtenus. Quel charabia ! Heureusement que je ne suis plus Doyen !

### **Quels remèdes apporter aujourd'hui pour rétablir une situation plus convenable ?**

Voyons tout d'abord quelques recettes faciles à mettre en place :

1 – L'ouverture de places supplémentaires rémunérées (comme c'est le cas en Médecine militaire) assorties d'une obligation d'installation pendant 10 ans dans un désert médical. Rappelons que bon nombre de grandes écoles (X, ENS, ENA, ENM, ENI entre autres) pratiquent déjà cette méthode (avec toutefois la possibilité de racheter sa pantoufle !). Un médecin s'installant pour 10 ans dans un désert médical y aura constitué sa patientèle et hésitera sans doute avant de déménager dans une autre région à l'issue de son engagement.

2 – Un développement plus intelligent de la Télémédecine. On voit éclore chez les pharmaciens des cabines de télémédecine. Leur intérêt est discutable car outre les difficultés pour le patient d'effectuer certaines manœuvres comme la prise de tension et l'impossibilité de placer lui-même un stéthoscope, les électrodes d'un ECG, un otoscope ou un ophtalmoscope, on déshumanise une consultation où l'écoute du malade est si importante. Or, si la consultation était complétée par la présence locale d'un assistant de pharmacie, d'une infirmière, ou tout autre personnel paramédical formé à la téléconsultation pour agir sur instruction du médecin en ligne qui conduirait l'interrogatoire et le guiderait dans ses gestes, on gagnerait beaucoup de temps au médecin, débarrassé de tout l'aspect administratif et pouvant passer en ligne d'un malade à l'autre sans perte de temps.

3 – Les médecins se sont élevés contre la possibilité de permettre les premières consultations à des IPA (infirmières en pratique avancée) dans certaines indications ou des suivis de malades. Et ils n'ont pas tort car des pathologies graves peuvent être découvertes à tout moment. Mais cela ne devrait pas concerner les innombrables actes médicaux d'ordre administratif (certificats, formulaires...) que les secrétaires médicales remplissaient très bien autrefois avant l'arrivée de Doctissimo ! Former pendant 10 ans et souvent plus des médecins pour ce travail c'est vraiment stupide. Mais il en est de même chez les opticiens qui pratiqueraient aussi bien que les ophtalmos les consultations de réfractive, les audio-prothésistes avec les audiogrammes, les infirmières avec les ECG même si elles ne les interprètent pas elles-mêmes, les manipulateurs radiologistes qui dans un futur proche seront sans doute plus nécessaires que les radiologues lorsque très vite CHATSGPT saura mieux lire les radios que ces derniers !

4 – Réformer les études de médecine. Chaque génération ajoute couche sur couche les nouvelles connaissances médicales avec un bourrage de crâne qui, 10 ans après, démontre bien la stupidité de certains enseignements comme, hormis pour les spécialistes et les chercheurs, de connaître par cœur des détails bien inutiles (Cycle de Krebs, Insertions musculaires sur la face postérieure de l'Omoplate (ah ! j'oubliais c'est maintenant scapula) et tant d'autres, heureusement qu'il reste quelques moyens mnémotechniques amusants pour se souvenir des nerfs crâniens...).

Je me souviens avoir obtenu un grand succès d'édition en publiant en 1969 un « Guide des 100 premières ordonnances » étoffé maintenant à près de 1000 pages qui a dépassé les 50 éditions. J'avais eu cette idée en voyant nos étudiants hospitaliers qui n'étaient ni Externes ni Internes préparer des anti-sèche, fausses ordonnances qu'ils glissaient dans le Vidal pour leurs premiers remplacements

On pourrait donc envisager au lieu d'études identiques pour préparer des métiers si différents (du médecin généraliste au PUPH) offrir plusieurs formations différenciées préparant mieux aux nombreuses façons de pratiquer la médecine (quoi de commun entre le généraliste, l'urgentiste, le biologiste, l'interniste, le chirurgien, les différents spécialistes, le chercheur, l'enseignant...)

On pourrait enfin favoriser les passerelles entre les professions de santé. Après 3 ans de pratique, une infirmière pourrait par exemple si elle en a la volonté et le courage être rémunérée en intégrant directement le second cycle des études médicales pour devenir médecin en 4 ans d'études + quatre ans d'internat, une aide-soignante pourrait devenir infirmière etc.

L'éducation sanitaire doit aussi jouer un grand rôle (mal bouffe, alcool, stupéfiants, antibiotiques trop automatiques, antidépresseurs, manque d'exercice physique, consommation excessive de sucre ...). La médecine préventive manque de moyens et la crise inflationniste actuelle va s'accompagner de l'inévitable obésité des pauvres et de la malnutrition des plus démunis. L'industrie pharmaceutique qui certes investit des sommes considérables dans la recherche est parfois à la recherche d'un profit excessif qui pèse lourd dans les Dépense courantes de santé (France et Allemagne sont les pays de dépenses record de l'UE)! Certes, la santé n'a pas de prix mais elle a un coût ! Les besoins d'une population qui vieillit, les progrès considérables dans le diagnostic et le traitement de certaines maladies, les techniques médico-chirurgicales qui bouleverseront la pratique de certaines spécialités (je connais par exemple une équipe qui met au point un appareillage qui va révolutionner le traitement du cancer du sein), les progrès de la recherche (il y a encore peu on croyait que l'ADN expliquait tout !) vont changer notre façon de voir, médecine prédictive, surveillance biologique permanente par objets connectés, chirurgie moins invasive, immunothérapie,...

Préparons-nous à de vastes changements de paradigmes mais n'utilisons pas un marteau-pilon pour enfoncer un clou !

Ce texte exprime un sentiment de division profonde en France, opposant "la France d'en bas" à une oligarchie financière. Le jeune Président élu en 2017 est perçu comme la marionnette de cette oligarchie, manipulant le pays dans un contexte de problèmes socio-économiques croissants. Le texte souligne l'inflation due à une guerre non débattue au Parlement, l'insécurité mal gérée, et la dégradation de la société, de l'éducation et de la santé. L'auteur critique les tentatives du Gouvernement de détourner l'attention de ces problèmes, par exemple, par des hommages symboliques ou des réformes constitutionnelles. La réforme des retraites est abordée, jugée mal conçue et mal communiquée, potentiellement résolue par l'usage controversé de l'article 49.3 de la Constitution. La structure dysfonctionnelle de l'Assemblée, comparée à un "moteur qui marche sur 3 pattes", suggère la nécessité d'une dissolution. Le texte rappelle les mots de François Mitterrand en 1968 appelant au départ du Gouvernement, reflétant un sentiment similaire actuel envers le pouvoir en place. L'auteur propose comme solution une majorité parlementaire cohérente, rappelant les cohabitations sous la Vème République. Il envisage une coalition gouvernementale potentielle entre Renaissance, Horizon, Modem et LR, nécessitant un partage équitable du pouvoir et un programme gouvernemental commun. L'auteur insiste sur la nécessité pour le Président de reconnaître les demandes du peuple et de s'élever au-dessus des intérêts ploutocratiques. Il exprime cependant des doutes sur la capacité du Président Macron à réaliser cela, reflétant un scepticisme sur le changement politique actuel.

## Des Hauts et des Bas !

Jamais le pays n'a été aussi divisé entre la masse de ce que Jean-Pierre Raffarin appelait « *la France d'en bas* » et l'oligarchie financière qui a travers le jeune Président qu'elle s'était choisie en 2017 tient les commandes et tire les ficelles.

L'incompréhension règne. Alors que l'inflation gagne, liée à une guerre étrangère sur laquelle le Parlement n'a jamais été consulté, que l'insécurité est (mal) jugulée malgré une mobilisation permanente des forces de l'ordre, que la société se délite oubliant ses bases civilisationnelles, que l'éducation ou la santé sont au plus bas, on cherche des faux semblants permanents (aujourd'hui c'est l'hommage à Gisèle Halimi, demain ce sera une réforme constitutionnelle...) pour dissimuler l'incapacité du Gouvernement à comprendre l'exaspération du pays qui se manifeste par des mouvements de grève aggravant nos crises.

Si la question des retraites reste importante bien que mal fagotée, mal expliquée, elle reste une réforme placée à contretemps qui, même si elle apparaît à certains comme inévitable, risque d'être réglée par un 49.3 qui n'arrangera guère les choses.

La structure même de l'Assemblée (un moteur qui marche sur 3 pattes) ne permet plus d'avancer et une dissolution paraît de plus en plus inévitable et nécessaire.

On se souvient des adjurations de François Mitterrand en 1968 : « *Il est temps, il est grand temps, que le Gouvernement s'en aille. Il faut partir, Monsieur le Premier Ministre. Il faut partir Monsieur Pompidou !* »

J'ai bien peur que le peuple harassé par l'incompréhension du pouvoir ne reprenne à son compte ce refrain oublié.

S'il fallait proposer une solution, mais n'est-ce pas déjà trop tard, je rappellerais que sous la Vème République, le système ne peut fonctionner qu'en présence d'une majorité parlementaire qui même si elle était opposée au Président (cohabitations successives de Chirac, Balladur, Jospin) permettrait au Pays d'avancer.

Comme je vois mal le Président Macron, même s'il fut un temps Ministre sous un Gouvernement de Gauche, s'associer avec NUPES, sa seule et unique solution serait de former une coalition entre Renaissance (170 Députés), Horizon (29 Députés), Modem (51 Députés) et LR (61 Députés) soit 311 Députés. Mais pour cela il faudrait donner à chaque groupe une représentation gouvernementale sérieuse et arrêter un programme de gouvernement avant que l'effritement gagne y compris dans les rangs de la majorité relative actuelle.

C'est ce que j'ai sans cesse proposé depuis 2017 !

Mais au-delà des arrangements électoraux, il faudrait aussi que le Président qui, dans la Vème République, reste le seul Chef de l'Exécutif et l'inspirateur de la politique gouvernementale prenne enfin conscience des demandes insistantes du peuple et, élu par les Français, soit capable de s'élever au-dessus des forces ploutocratiques, si puissantes soient-elles, qui l'ont amené au pouvoir.

Le pourra-t-il ? Franchement j'en doute !



*Ce texte critique l'excès de complexité administrative en France. Il cite l'accumulation de lois, normes, et décrets, entraînant confusion et inconvénients. Trois domaines spécifiques sont examinés : la fiscalité, la justice, et le système de santé. 1. **\*\*Fiscalité\*\*** : La France se distingue dans la zone euro par un taux élevé de prélèvements obligatoires, représentant 47 % du PIB en 2021. Des efforts de réduction fiscale sont notés, mais le fardeau fiscal demeure lourd. 2. **\*\*Justice\*\*** : L'abondance de normes (400.000) et de textes juridiques rend la justice complexe et inaccessible. Comparaisons historiques et anecdotes illustrent l'excès de législation, soulignant la difficulté même pour les experts de naviguer dans ce labyrinthe légal. 3. **\*\*Santé\*\*** : Le remboursement des consultations médicales en France est présenté comme extrêmement complexe, avec une multitude de tarifs différents selon de nombreux critères, rendant le système difficilement compréhensible pour le grand public. Le texte conclut en évoquant la prolifération d'autorités administratives indépendantes et la complexité d'intégration des textes européens dans la législation française, renforçant l'image d'un système administratif et législatif français lourd et embrouillé.*

## **ON EST, ON EST, ON EST LES CHAMPIONS !**

Chacun sait, bien sûr, que la France est championne des tracasseries administratives de tous ordres et que décrets et règlements s'accumulent depuis des décennies (ce qui faisait dire au Président Pompidou en 1966 à Jacques Chirac : « *Arrêtez d'emmerder les Français* » !

Nous adorons les règles, les lois, les normes : *Aujourd'hui près de 400.000 normes, 11.500 lois avec leurs 320.000 articles auxquels il convient d'ajouter 130.000 décrets* »,

A qui la faute ? A ceux sans doute lobbyistes, experts-comptables, avocats, qui demandent toujours des aménagements particuliers par rapport à une norme qui les désavantage, et qui vivent de cette complexité administrative ?

Je me souviens d'une conférence que j'avais donnée à Genève lors de la constitution de DDS (émanation de DDF) où au moment des débats, le Maire de Genève répondait à une question du Maire de Divonnes qui se plaignait que les entreprises financées par la France pour s'installer au Pays de Gex préféraient très vite franchir la frontière pour aller en Suisse : « *Notre code du travail tient en 15 pages. Le vôtre doit être, chaque année, imprimé sur du papier de plus en plus fin pour tenir en un seul épais volume !* »

On illustrera ce triste constat par quelques exemples

- La France, championne des prélèvements obligatoires
- Le maquis des lois qui étouffe la Justice
- L'in vraisemblable complexité des remboursements des consultations médicales

On pourrait en prendre beaucoup d'autres mais la coupe est pleine !

### **1 - LA FRANCE CHAMPIONNE DES PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES DANS LA ZONE EURO**

En 2021 Le taux de prélèvements obligatoires représentait 47 % du PIB plaçant le pays en première position de la zone euro en matière de pression fiscale (moyenne de la zone Euro 42.2%)

Certes l'écart se réduit petit à petit avec les autres pays (baisse des impôts de production pour les entreprises, réduction de l'IS, suppression progressive de la taxe d'habitation (sauf pour les résidences secondaires). Mais il faut bien éponger le Quoi qu'il en coûte !

On paye moins d'impôts en Irlande et un peu plus au Danemark mais pour la zone Euro, **On est, On est, On est les Champions !**

## **2 - TROP DE LOIS, TROP DE TEXTES POUR LA JUSTICE**

Avec un stock de 400.000 normes administratives en vigueur la Justice est devenue incompréhensible pour la grande majorité de nos concitoyens et les meilleurs juristes ont parfois du mal à s'y retrouver.

On a même vu un de nos brillants Universitaires comparer la Déclaration d'Indépendance américaine (un peu moins de 200 mots) et une circulaire des années 80 sur la commercialisation des œufs de cane (plus de 70.000 mots) !

N'est-ce pas pourtant Montesquieu qui ajoutait dans *L'Esprit des Loix* « *Les lois inutiles affaiblissent les lois nécessaires* ». Il existe actuellement 64 codes juridiques (le code civil, le code pénal, le code de procédure pénale, le code de l'urbanisme, le code de la santé, le code général des impôts, du patrimoine, de la consommation, des assurances, des collectivités locales etc.).

Le nombre d'articles de lois auxquels les Français doivent se conformer est de 22.334. Mais le nombre de décrets qui précise les normes en vigueur est de 137.219. A quoi il convient d'ajouter les centaines de milliers de normes administratives en tous genres qui régissent tous les aspects de notre vie économique et sociale. Un stock d'environ 400.000 normes sans oublier les quelque 7.400 traités et 17.000 textes communautaires.

Le JO est passé de 15.000 pages annuelles dans les années 1980 à 23.000 pages annuelles aujourd'hui et le Recueil des lois de l'Assemblée nationale de 433 pages au début des années 70 à près de 4.000 pages.

On constate aussi l'apparition d'autorités administratives indépendantes, comme l'Autorité de la concurrence, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), l'Autorité des Marchés (AMF) qui exercent des fonctions quasi-juridictionnelles et sont à la fois législateur et policier, exécutif et législatif et en partie juge.

Quant aux textes européens, marqués par des cultures juridiques différentes, ils sont souvent plus que difficiles à traduire dans notre législation.

## **3 – REMBOURSEMENT D'UNE CONSULTATION MEDICALE**

Là UBU Roi est à la tâche !

Lorsque vous consultez un médecin, le montant du remboursement varie en fonction de plusieurs critères : respect du parcours de soins coordonnés, discipline (généraliste ou spécialiste) et conventionnement ou non du médecin.

Certes, tous les bénéficiaires de l'Assurance maladie sont censés être remboursés partiellement des frais de consultation. Mais les tarifs de remboursement diffèrent selon que le médecin est généraliste ou spécialiste. De plus, parmi les spécialistes, certains bénéficient de tarifs particuliers : psychiatres, neuropsychiatres, neurologues, pédiatres et cardiologues.

Le médecin conventionné de secteur 1 applique le tarif fixé par convention avec l'Assurance maladie. Le médecin conventionné de secteur 2 pratique des honoraires libres.

Le médecin correspondant peut être consulté pour un avis ponctuel avec l'accord du médecin traitant. Les tarifs de ce médecin sont spécifiques.

Et enfin les remboursements seront différents si votre médecin réside en Alsace Moselle ou si le patient est un enfant de moins de 16 ans

Et là commence le délire :

- Médecin traitant généraliste 13 tarifs particuliers de 15.10 à 60 €
- Médecin spécialiste 23 tarifs particuliers de 15.10 à 60 €
- Médecin généraliste correspondant régulier 7 autres tarifs de 15.10 à 26 €
- Médecin correspondant ponctuel 7 tarifs de plus pour un spécialiste de 34 à 50 €
- Et pour Psychiatres et neurologues encore 7 tarifs de 42.75 à 62.50 €
- Et pour Psychiatre chez un patient de 16 à 25 ans 10 tarifs de plus de 26.30 à 60 €
- Mais pour Gynécologues et Ophtalmologues 10 tarifs de plus de 15.10 à 46 €
- Trop simple, la 1ère consultation d'une jeune fille de 15 à 18 ans souhaitant obtenir une contraception) est prise en charge à 100 %.
- Quant aux consultations hors parcours coordonné de soins, le remboursement partiel tombe de 5.90 à 25 € pour un généraliste et de 5.90 à 33 € pour un spécialiste mais de 14.9 à 52 € pour un psychiatre et de 21.01 à 58 € pour un cardiologue

Pas étonnant qu'il faille 164.866 salariés à la Sécurité Sociale pour calculer tout ça : Presque autant que de Médecins installés

A l'heure des déserts médicaux où les libéraux n'acceptent plus d'être moins bien payés que le coiffeur on risque de voir croître le nombre de Médecins conventionnés secteur 2 et de Médecins non conventionnés.

Cette médecine à deux vitesses dépendra de la catégorie choisie par leur praticien (s'il y en a un) alors que tous les patients paient les mêmes cotisations sociales !

*Ce texte analyse l'augmentation de la dette de la France depuis 1981, marquant une accélération significative sous la présidence de Macron. L'auteur critique l'attention excessive portée au déficit prévu des retraites par répartition, jugé mineur par rapport à d'autres enjeux économiques et sociaux. Il propose une restructuration du marché du travail, suggérant une formation continue et une adaptation des rôles professionnels avec l'âge, pour maintenir l'engagement et l'équité dans la vie professionnelle. L'auteur déplore l'importance accordée aux retraites par rapport aux faillites systémiques plus larges dans l'éducation, la santé, la sécurité, les engagements internationaux, les valeurs civilisationnelles, la justice sociale, et la représentation républicaine. Il évoque aussi la montée du RN, la radicalisation de la NUPES, et un centre mou macronien, soulignant une division profonde et une atmosphère de décadence en France. Le texte se termine en questionnant la capacité de la France à surmonter ses défis internes et externes, tout en aidant le tiers-monde et en préservant la paix mondiale.*

## **Les rats sont entrés dans Paris !**

Lorsque le Président Macron a été élu en 2017, la dette de la France s'élevait à **2231 Milliards d'€**. Elle est aujourd'hui de **2957 Milliards** soit une **hausse de 726 Milliards d'€** en moins de 6 ans !

Faut-il rappeler, car c'est facile à retenir, qu'en 1981 elle était l'équivalent de 81 milliards d'€, soit une hausse moyenne de 59 Milliards d'€ par an entre 1981 et 2017 contre 121 Milliards d'€ par an de 2017 à nos jours : plus du double !

Et on met la France à genoux pour un éventuel déficit de notre régime de retraites par répartition estimé à 12 Milliards d'€ d'ici 2030 !

Comme si on pouvait prévoir une variation aussi peu importante de 0.4% par rapport à tout ce qui pourrait arriver (nouvelle pandémie, poursuite de la guerre d'Ukraine, catastrophe naturelle...)

On sait bien que tôt ou tard on devra travailler plus longtemps en raison d'une augmentation prévisible de l'espérance de vie et de l'effondrement du ratio cotisants/bénéficiaires.

L'attitude intelligente consisterait à donner statistiquement à chacun un nombre d'années de retraite identique et à faire en sorte qu'en fin de vie professionnelle on n'aille pas au travail comme une bête à l'abattoir !

Est-il envisageable qu'après 30 ans dehors sous les intempéries un maçon, par exemple, puisse passer ses dernières années au travail dans une activité différente plus intéressante (formateur d'apprenti, chef de chantier, gestionnaire de magasin...) pour peu qu'on lui ait donné la possibilité de se former à ces nouvelles tâches ?

Est-il envisageable qu'un cheminot travaillant sur les voies devienne contrôleur ou agent commercial, qu'une infirmière en pratique avancée devienne médecin, qu'une institutrice termine comme Conseiller pédagogique ?

Si chacun pouvait tous les 10 ans par exemple en fonction de ses capacités et de sa volonté de progresser, bénéficier d'une année de formation rémunérée (*apprentissage tout au long de la vie*), acquérir de nouvelles compétences, sans doute ne verrait-il pas du même œil une fin de carrière qui de plus, au lieu d'être brutale pourrait être progressive.

Mais tout cela est en fait bien secondaire car les problèmes qui nous assaillent sont tellement plus importants (faillite de notre système éducatif, faillite de notre système de santé, faillite de notre sécurité, faillite de nos engagements internationaux, faillite de nos valeurs civilisationnelles, faillite de la justice sociale, faillite de la représentation républicaine...).

Pourquoi perd-on son temps à parler du micro-problème des retraites ?

Il n'y a pas que les rats, avides de nos poubelles, qui sont entrés dans Paris. Il y a une atmosphère de décadence qui, si l'on n'y prend pas garde, nous terrassera comme elle a terrassé d'autres peuples dans l'histoire.

49.3 ou non, cette atmosphère de fin de règne est déjà perceptible et le Pays est si fortement divisé entre un RN qui monte, une NUPES radicalisée et un centre mou macronien qui virevolte (« *Ce n'est pas la girouette qui tourne c'est le vent* » comme disait Edgar Faure), une Europe technocratique vassale des USA et des oligarchies mondiales, qu'on se demande vraiment comment on pourra s'en sortir, éviter les chocs civilisationnels, aider le tiers-monde à se développer, retrouver la paix dans un équilibre sécurisant où personne n'agresse personne...

*La loi sur les retraites, potentiellement adoptée par une faible majorité ou via l'article 49.3, risque de ne pas être mise en œuvre immédiatement. Une motion de censure semble peu probable en raison des désaccords entre les partis (Nupes ne s'associera pas au RN, et inversement pour LR et Nupes). Toutefois, une proposition de loi pour un référendum d'initiative partagée par les parlementaires de gauche est envisageable. Elle nécessite le soutien de 1/5 des parlementaires et 1/10 des électeurs. Si ces seuils sont atteints, la loi pourrait être suspendue ou même annulée. Le processus n'est cependant pas simple : le Conseil Constitutionnel doit valider les seuils de soutien, et le Parlement a six mois pour examiner la proposition. Si elle est adoptée, le référendum serait annulé. Malgré cela, l'opposition populaire à la réforme des retraites est forte, notamment chez les ouvriers, les électeurs de la Nupes, du RN et les abstentionnistes. L'ère des réseaux sociaux rend ces opinions plus influentes, et la France pourrait tendre vers un système de "votations" à la suisse, facilitées par des cartes d'électeur numériques. Si la loi est adoptée sans recourir au 49.3, le gouvernement Borne pourrait rester en place. En cas de réaction violente comme une nouvelle vague de "Gilets Jaunes", une dissolution pourrait être nécessaire. Toutefois, cela pourrait compliquer la scène politique, avec une possible perte de sièges par Nupes sans résurgence immédiate du PS, et des gains pour le RN dans un contexte populiste. Des coalitions improbables entre droite-centre (RN, LR, Modem, partie de la Macronie) ou gauche (Nupes, Écolos, PS, autre partie de la Macronie) sont envisagées mais peu probables. La France doit faire face à ses divisions historiques pour éviter un déclin.*

## Du bon usage du référendum

La loi sur les retraites qui sera sans doute votée par une minuscule majorité ou par un recours au 49.3 n'est pas près d'être appliquée

En effet s'il est peu vraisemblable de voir une motion de censure votée par des oppositions contradictoires (*Nupes ne voudra jamais mêler ses voix au RN et dans l'autre sens LR ne voudra jamais mêler ses voix à Nupes*), il est en revanche plus probable de voir prendre corps la proposition de loi envisagée par les parlementaires de gauche en vue de lancer un processus de **référendum d'initiative partagée**, puisqu'il suffit qu'elle soit soutenue par 1/5 des membres du Parlement (Députés et Sénateurs soit 185 parlementaires) puis par 1/10 des électeurs (soit 4.870.000 inscrits), rassemblés par pétition au cours des 9 prochains mois pour empêcher pendant ce délai la mise en œuvre de la nouvelle loi et possiblement aboutir à son retrait pur et simple.

Certes si le Conseil Constitutionnel validait le seuil de 185 parlementaires requis, puis celui des 4,87 millions d'électeurs inscrits, un référendum ne serait pas encore organisé pour autant car le Parlement aurait 6 mois pour s'emparer de la proposition de loi portant le référendum d'initiative partagée, l'examiner et dans le cas d'une reprise du texte, le référendum n'aurait tout simplement pas lieu et il faudrait en relancer le processus.

Mais observons les sondages (78% de la population active et 59% des retraités sont hostiles au projet) et même si les électeurs de d'Emmanuel Macron tiennent bon, 80% des ouvriers, 88% des électeurs de la Nupes, 82% des électeurs du RN et autant des abstentionnistes ne veulent pas de cette réforme.

A l'heure des réseaux sociaux, il sera de plus en plus difficile de ne pas tenir compte de ces prises de position qui se propagent si vite et si largement et, comme nos voisins helvétiques, nous en viendrons sans doute un jour à multiplier les « votations » surtout si, enfin, on se décide à distribuer des cartes d'électeur numérisées qui faciliteront ce type de consultations.

Si la loi passe sans 49.3, Elisabeth Borne sera maintenue mais si le pays violemment réagit par une nouvelle flambée de « Gilets Jaunes » on arrivera vite à l'impératif d'une dissolution.

Mais on ne sera pas sorti de l'auberge ! En effet compte tenu de son comportement à la Chambre, Nupes risque fort de perdre quelques bastions sans que le PS ne renaisse aussitôt de ses cendres et en contrepartie le RN sans pour autant arriver au pouvoir pourrait bien gagner quelques sièges lors d'une avancée populiste rendant la situation encore plus délicate.

Bien sûr certains pourraient rêver d'un retour à une majorité de Droite et du Centre coalisant RN, LR, Modem et une partie de la Macronie ou d'autres à une majorité de Gauche coalisant Nupes, Écolos, PS et une autre partie de la Macronie mais visiblement on n'en prend pas le chemin.

Faudra-t-il atteindre le fond du trou pour rebondir ? Sans doute !

Mais que deviendra la France pendant ce temps ? Comment réconcilier le peuple gaulois dont les divisions de la Guerre des Gaules à l'Etat Français l'ont souvent conduit aux abîmes ?

*De profundis clama via te Domine !*

*Ce texte décrit la situation critique actuelle en France, mêlant crises historiques, conflits mondiaux, et interrogations sur l'avenir. Il évoque la transition du "temps fléché" occidental vers un "temps cyclique" rempli de catastrophes et de disparitions de civilisations, soulignant les dangers des conflits armés, des catastrophes humaines et des perturbations climatiques. Il questionne la capacité de l'humanité à trouver la paix face à des défis tels que les croyances radicalisées, la domination des oligarchies financières, le repli sur soi des civilisations, et la répétition d'atrocités historiques. Le texte critique la passivité internationale face aux guerres, notamment l'ONU, et note l'ascension de la Chine et de la Russie face à un Occident endormi. Il déplore les politiques de l'Amérique et de l'Allemagne qui nuisent à l'Europe, et l'incompétence des dirigeants français, soumis aux influences étrangères. L'auteur appelle la France à retrouver son rôle actif et positif sur la scène internationale, à être unie, généreuse et éducative, et à se concentrer sur la justice sociale, la sécurité, la santé, et l'éducation. Le texte se termine par des questions sur la capacité de la France à se ressaisir, à former ses jeunes, et à devenir un artisan de la paix, se demandant si l'ordre peut émerger du chaos actuel.*

## **Ordo ab Chaos !**

Nous connaissons bien cette devise « *L'ordre à partir du chaos* » qui si nous voulions être optimistes pourrait faire suite à la situation préoccupante que nous vivons actuellement en France.

La fin du « temps fléché » dans la civilisation occidentale déchristianisée risque en effet de nous ramener aux « temps cycliques » où les sagesses antiques étaient entremêlées de catastrophes (Déluges, Grande peste, Guerres) qui voyaient disparaître des civilisations entières (des Sumériens aux Incas en passant par les Etrusques, les Egyptiens, les Grecs, les Romains et bien d'autres)

Sur un fond tragique de conflits armés loco-régionaux (guerres claniques en Afrique ou en Birmanie, interminables affrontements au Proche Orient et maintenant, après l'Irak, la Libye, la Yougoslavie et la Syrie, l'épée de Damoclès d'un possible conflit nucléaire en Ukraine, succédant à la guerre froide, les risques de catastrophes d'origine humaine, sans même parler d'éventuelles perturbations climatiques, sont à nos portes.

L'humanité, pour pouvoir progresser, a besoin de PAIX.

Peut-elle la trouver si des croyances religieuses ou idéologiques radicalisées viennent envahir des populations inconscientes ou soumises ?

Peut-elle la trouver si des oligarchies financières préoccupées par leur seul profit insatiable veulent la dominer ?

Peut-elle la trouver si des civilisations nombrilistes repliées sur elles-mêmes refusent l'accueil de l'étranger ?

Peut-elle la trouver si des Hiroshima succèdent aux Auschwitz, des Covids aux Tchernobyl, des Ukraine au Kosovo ?

Peut-elle la trouver si nos valeurs démocratiques sont incapables de déboucher sur des consensus, si les débats tournent systématiquement à l'affrontement incapables de rechercher l'intérêt général, si les racismes s'exaspèrent, si les déviations de tous ordres veulent s'imposer ?

Oui, la situation est préoccupante. A nos portes la guerre fait rage et personne pas même l'ONU n'appelle véritablement à l'arrêt du conflit. Les sanctions, les menaces de Tribunal pénal international, la fourniture d'armements de plus en plus lourds, n'empêcheront pas les peuples du tiers monde entraînés par le couple Sino-Russe de s'unir contre l'Occident.

Et chacun d'ailleurs conteste aux peuples le droit de disposer d'eux-mêmes.



Et on laisse la Chine, devenue l'usine du monde, superpuissance de demain bientôt rejointe par une Russie aux immenses territoires qu'on a poussé dans ses bras, conquérir tous les marchés face à notre somnolence coupable.

Alors que l'Amérique de Joe Biden se moque de sa dette grâce au dollar qu'elle impose au FMI, et subventionne massivement ses entreprises par « *Inflation Reduction Act* », l'Allemagne soumise, refuse à la France que l'UE réponde par un fonds souverain européen équivalent pour éviter les inévitables délocalisations des grands groupes qui ne manqueront pas d'être attirés par ces aides considérables.

Nos gouvernants ne sont pas à la hauteur des enjeux et acceptent servilement le diktat de l'Oncle SAM et de son parapluie nucléaire !

Il serait temps que la France retrouve sa juste place dans le concert des Nations. Une France ouverte, généreuse, unie, accueillant sans faiblesse ceux qui veulent adhérer à ses valeurs républicaines, remettant au pinacle un **effort éducatif sans précédent pour sa jeunesse**, seule vraie façon de préparer l'avenir, ne perdant plus son temps à des affrontements partisans injustifiés, donnant à tous les moyens d'une vie décente par le travail, la solidarité, la contribution à l'intérêt général, l'aide aux défavorisés.

Nos querelles microcholines actuelles devraient nous faire honte et faire honte à nos dirigeants. Il y a tant de chantiers à restaurer, justice sociale, sécurité, santé, éducation, démocratie...

Allons-nous être capables de nous ressaisir ou persisterons-nous dans des affrontements stériles ?

Allons-nous faire de nos jeunes les champions du monde de la formation dans tous les domaines ?

Allons-nous faire des Français des artisans de paix entre eux et envers les autres ?

**L'Ordre sortira-t-il du Chaos dans lequel nous sommes en train de nous vautrer ?**

*Elisabeth Borne est devenue la principale utilisatrice de l'article 49.3 de la Constitution française, l'ayant utilisé 11 fois en 10 mois, un usage plus fréquent que Michel Rocard qui l'a utilisé 28 fois en 36 mois. Sa décision de recourir au 49.3 pour le projet de loi sur les retraites, intégré dans un PLFRSS, a été largement prévue. Polytechnicienne, ses erreurs stratégiques et de communication, ainsi que les négociations manquées avec les partenaires sociaux, ont terni son image, malgré la nécessité de la réforme pour équilibrer le système de retraite d'ici 2030. Faute de majorité, Borne semble politiquement menacée, malgré le rejet probable des motions de censure en raison des désaccords entre les partis politiques comme LFI, RN et d'autres. Les Républicains, ayant voulu pousser l'âge de la retraite jusqu'à 65 ans, et la NUPES, par son opposition radicale, ont également été critiqués. Le Rassemblement national continue de maintenir des positions populistes. Cette situation a conduit à une dépendance accrue vis-à-vis du peuple pour résoudre le conflit, plutôt que du Parlement, qui coûte pourtant un million d'euros par élu et par an. Il est regrettable que les divisions internes empêchent une gestion efficace des retraites, alors que le système de retraite complémentaire AGIRC-ARRCO, géré par les syndicats et les employeurs, fonctionne bien avec un fonds de réserve de 65 milliards d'euros. La solution aurait pu être la gestion des retraites par des organisations paritaires, mais la tendance actuelle sous la présidence de Macron semble favoriser des approches moins efficaces.*

### **Le 49.3 était évidemment prévisible !**

Ça y est : **Elisabeth Borne est désormais la championne de l'utilisation du 49.3** (11 fois en 10 mois contre Michel Rocard 28 fois en 36 mois)

C'était largement prévisible puisque d'emblée elle avait inscrit le projet de loi sur les retraites dans le cadre d'un **PLFRSS** (projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale !

Elle est certes Polytechnicienne mais même au Bac on lui aurait dit : Hors sujet !

Combien de maladroites, d'erreurs de stratégie ou de communication, de discussions avortées avec les partenaires sociaux alors que cette réforme reste nécessaire pour assurer l'équilibre du système à horizon 2030. Il aurait été difficile de faire pire !

Faute de majorité, n'ayant d'autre porte de sortie que le recours au 49.3, Élisabeth Borne ne survivra pas politiquement aux motions de censure, même si celles-ci sont rejetées (*LFI refusant de voter avec le RN et LFI et LFI refusant de voter avec le RN*) sauf si une motion trans partisane était proposée par exemple par De Courson.

Les Républicains eux-aussi se sont discrédités puisque leur projet présidentiel voulait même aller plus loin jusqu'à 65 ans

NUPES par son outrage pour empêcher la discussion parlementaire a fait montre de son manque du sens des responsabilités.

Le Rassemblement national, soucieux de sa notoriété, campe toujours sur des positions populistes.

Ce n'est donc plus du Parlement (*qui pourtant nous coûte 1 million d'€ par élu et par an*) mais du peuple lui-même qu'on attend la résolution du conflit.

Domage que nos divisions nous dressent à ce point les uns contre les autres en faisant décider par une Assemblée ingouvernable ce projet de réforme alors que le régime de retraite complémentaire AGIRC-ARRCO géré paritairement par les organisations syndicales de salariés et les employeurs fonctionne à merveille avec un trésor de guerre actuel de 65 milliards d'€.

Même chose pour plusieurs caisses autonomes. Mais cela aurait été trop simple de faire gérer les retraites par des organisations paritaires obligées de s'entendre dans l'intérêt général. **Avec Emmanuel Macron et son « Quoi qu'il en coûte » pourquoi faire bien quand on peut faire mal !**

Dans la conférence "Écologie, dérégulation, même combat ! Pour s'enrichir et affaiblir la France" par Hervé Machenaud, ancien Directeur Exécutif chez EDF, il critique la politique énergétique française et européenne. Selon lui, la France, rêvant d'Europe, a sacrifié son secteur nucléaire sous influence des Verts allemands et français. Cette politique aurait favorisé l'Allemagne et contribué à l'envolée des prix de l'électricité, en préférant les énergies renouvelables à l'énergie nucléaire. L'Allemagne aurait influencé la Commission Européenne pour limiter la compétitivité nucléaire française. Machenaud juge la France tragiquement incompétente et accuse les médias de désinformation. Il suggère que même des écologistes sincères pourraient remettre en question ces politiques. Il dénonce les bénéfices de l'industrie allemande et des lobbyistes des énergies renouvelables. Face à la crise ukrainienne, l'Allemagne envisagerait de revenir au nucléaire. En France, des figures comme Sandrine Rousseau de Nupes continuent de promouvoir les énergies renouvelables.

## L'incompétence tragique de nos Gouvernants et de nos Médias !

Vous n'aurez sans doute pas le courage de consacrer **1 heure de votre temps** à écouter la très instructive conférence que M. Hervé Machenaud, ancien Directeur exécutif chargé de la production et de l'ingénierie d'EDF a donnée récemment chez mes amis de la Société de Calcul Mathématique sur le thème : **Ecologie, dérégulation, même combat ! Pour s'enrichir et affaiblir la France"**

<https://youtu.be/Q8imlsFbonU>

Les informations extrêmement pertinentes données par cet Expert font froid dans le dos et montrent que notre pays tout à son rêve européen (*la France veut servir l'Europe même à son détriment, alors que l'Allemagne se sert de l'Europe à son avantage exclusif !*) a sacrifié sa politique énergétique nucléaire sous la pression des Verts allemands très vite relayés par les Ecologistes français que la Gauche, à la pêche aux voix, voulait caresser dans le sens du poil !

On comprendra à quel point l'envolée du prix de l'électricité est liée à notre stupide politique en faveur des énergies renouvelables au détriment de cette énergie nucléaire dont nous étions de loin les champions d'Europe. Si le propos vous surprend attendez d'avoir vu la vidéo. Vous changerez sûrement d'avis !

On comprendra aussi pourquoi l'Allemagne inquiète de la compétitivité que la France pouvait acquérir grâce à cette énergie bon marché...et décarbonée à tout fait auprès d'une Commission Européenne « à sa botte » pour nous enfermer dans un carcan de directives que contrairement à l'Espagne et au Portugal nous n'avons pas voulu dénoncer pour faire plaisir à ce prétendu « couple » franco-allemand auquel nous sommes les seuls à croire.

On se souvient de cet interview en 1965 du Général De Gaulle interrogé par Michel Droit : « *Bien entendu, on peut sauter sur sa chaise comme un cabri en disant l'Europe ! l'Europe ! l'Europe !... Mais cela n'aboutit à rien et cela ne signifie rien* ».

Ah ! Si vous aviez le courage d'écouter, dans cette vidéo, comment on a pu s'enfermer dans des choix criminels vous diriez comme moi que nos Gouvernants sont tragiquement incompétents et que nos médias bêlants désinforment le peuple !

Je suis même convaincu que parmi les écologistes sincères soucieux d'une consommation plus économe et d'une meilleure utilisation des réserves énergétiques, il y en aura beaucoup qui découvriront les aspects « tordus » de la politique qu'on nous fait avaler.

A qui profite le crime ?

A l'industrie allemande, aux profiteurs des invraisemblables subventions gouvernementales attribuées à ces énergies coupables, aux « traders » inspireurs des règlements absurdes que leurs lobbyistes ont pu faire voter par des élus insouciants ou complices. Sûrement pas à ceux qui ont cru

au miroir aux alouettes de leurs tarifications mirifiques et qui aujourd'hui reviennent en masse chez EDF qui ne peut même plus les fournir !

Seule leur d'espoir : en Allemagne des voix s'élèvent aujourd'hui sur fond de crise ukrainienne pour expliquer face à une coalition au pouvoir (Sociaux-Démocrates-Verts- Libéraux) qu'il serait préférable de revenir au programme nucléaire plutôt que de miser sur le charbon.

Même la passionaria suédoise Greta Thunberg est de cet avis ! **Malheureusement chez nous, c'est Sandrine Rousseau et ses acolytes de Nupes, qui donnent de la voix !**

*Dans un contexte de crise politique en France, le Président est critiqué pour gouverner contre une majorité de 80% du peuple, illustrant les difficultés de démocratie. La Première Ministre, accusée de ne pas dialoguer avec les syndicats et de recourir à l'autocratie pour imposer une réforme des retraites, se confronte à des oppositions politiques et sociales. Des Députés LR et de Renaissance, redoutant une dissolution, hésitent à soutenir le texte hors du cadre du 49.3, une manœuvre législative controversée. Une motion de censure est en jeu, avec une issue incertaine en raison des pressions électorales. Parallèlement, des manifestations jeunes, influencées par les Black Blocs et caractérisées par des violences urbaines, se déroulent sans intervention policière ou judiciaire effective. Les syndicats, unis, envisagent un Référendum d'initiative partagée (RIP) pour contester la réforme. Le gouvernement, cherchant à faire des économies sur les retraites pour réduire la dette publique, se heurte à des déficits budgétaires et à des concessions politiques. Cette situation suggère une inefficacité et une impasse politique. L'auteur critique la Vème République et son fonctionnement, suggérant soit un changement de système politique, soit une restauration d'une confrontation bipartisane plus classique entre droite et gauche. La crise des retraites révèle un manque de dialogue et de consensus, pouvant mener à une impopularité croissante du Président Emmanuel Macron et à des contestations continues. L'auteur souligne l'importance de valeurs partagées, d'informations fiables, de négociations et de démocratie participative, prenant exemple sur la gestion des retraites complémentaires. Il conclut sur l'impact potentiel de ces crises sur l'image de la France, notamment dans le secteur clé du tourisme.*

## **Le monde est fou !**

Un Président qui ne veut pas prendre conscience du fait qu'en démocratie il est bien difficile de gouverner contre 80% du peuple.

Une Première Ministre qui n'a pas su dialoguer avec les syndicats, trouver les bons arguments pour faire passer un texte pourtant indispensable et qui finit par tomber dans l'autocratie du 49.3

Des Députés LR et même certains Députés de Renaissance qui, craignant une dissolution, se voyaient mal, hors 49.3, revenir devant leurs électeurs en ayant voté le texte.

Une motion de censure qui normalement ne devrait pas passer sauf si, puisqu'elle doit être soumise au vote Lundi, alors qu'ils reviendront de leurs circonscriptions et auront arpenté les marchés, trop d'élus ont reçu des messages impératifs de leurs électeurs.

Des jeunes déchaînés place de la Concorde qui devraient pourtant comprendre que c'est justement leur retraite qui est en jeu mais qui, entraînés par des Black Blocs que la Police et la Justice renoncent à arrêter, renouent avec la dégradation du mobilier urbain.

Des syndicats toujours unis qui veulent aller jusqu'au bout, y compris jusqu'au Référendum d'initiative partagée (RIP) donc aux calendes grecques.

Alors que la restauration indispensable de l'éducation, de la santé, de la Justice, exige un contrôle infiniment plus sérieux des dépenses de l'Etat (59% du PIB en progression constante soit plus de 1500 milliards d'€) le gouvernement espérait, face à une dette de près de 3.000 milliards, récupérer sur les retraites par le relèvement de l'âge légal, 17 milliards d'économies. Mais compte tenu des concessions accordées aux LR le nouveau budget laisserait quand même un déficit de 10 milliards.

Tant de bruit pour rien au pays du « *Quoi qu'il en coûte* » !

J'ai dit et répété que sous la Vème République le système démocratique ne pouvait fonctionner que s'il était majoritaire tant il est indispensable pour asseoir le pouvoir présidentiel.

La France déchirée est loin d'un Gouvernement par consensus et encore plus loin du bon fonctionnement d'un Parlement à trois pattes !

S'il n'y a pas dissolution mais seulement changement d'une Première Ministre fusible, usée par la réforme, les manifestations vont continuer jusqu'au rassemblement des 4.8 millions de signatures préalables au RIP que le Gouvernement ne pourra ignorer et qui mettra à bas le projet après tant de mois perdus.

Déjà nombreux sont conscients que le second quinquennat d'Emmanuel Macron est « *foutu* » après un premier dont on ne retiendra véritablement que les Gilets Jaunes et le Covid et comme il n'est pas rééligible, les uns et les autres fourbissent déjà leurs armes !

Quand prendrons-nous conscience qu'il faut soit changer de République et abandonner le pouvoir présidentiel qui ne peut être taillé que pour des géants (*Election pour 7 ans d'un Président arbitre au scrutin uninominal à un seul tour favorisant les coalitions* ) soit restaurer une confrontation bipartisane Droite-Gauche opposant Libéraux et Socio-démocrates si on est capables de s'extraire du piège machiavélique tendu en 1981 par François Mitterrand (*En 2022 on a pas voté POUR Emmanuel Macron, on a voté CONTRE Marine Le Pen*)

Pour « *Vivre ensemble* » il faut partager un bon nombre de valeurs et tendre à des choix par consensus ce qui oblige à beaucoup de palabres, à une information loyale du peuple, à des négociations où chaque parti fait un pas vers l'autre dans le seul souci de l'intérêt général, à une démocratie plus participative recourant comme en Suisse à des consultations régulières des Français.

Si on l'avait fait pour les retraites on n'en serait pas là aujourd'hui. Il aurait suffi de rappeler comme je l'ai fait hier que les retraites complémentaires gérées paritairement par employeurs et salariés sont en excédent de 64 milliards pour en déduire que les palabres font mieux que les diktats du pouvoir personnel.

En attendant préparons-nous à nous ridiculiser à la face du monde, alors que le Tourisme est l'un des secteurs majeurs de l'économie nationale : *La France est la première destination touristique mondiale en termes de visiteurs accueillis. Pourvu que ça dure !*

*Le texte critique la politique énergétique actuelle, soulignant la renationalisation d'EDF et le manque de transparence du gouvernement et des lobbies. Il met en doute la menace de l'épuisement des énergies fossiles, citant des réserves importantes de pétrole, gaz, uranium et charbon, et remet en question l'impact du CO2 anthropique sur le réchauffement climatique. L'auteur critique les énergies renouvelables, les considérant inefficaces et coûteuses, soutenues uniquement par des subventions importantes. Il mentionne également les taxes élevées sur l'énergie, utilisées pour rembourser les dettes de l'État, et l'influence de l'Allemagne sur les politiques énergétiques européennes. Il plaide pour un retour au nucléaire, rappelant l'histoire de la France dans ce domaine et la sécurité des centrales nucléaires françaises. Selon lui, le nucléaire offre une production d'électricité abordable et fiable, contrairement aux sources renouvelables intermittentes. Il critique les politiques écologiques, qu'il juge guidées par des intérêts politiques plutôt que par des considérations scientifiques ou économiques. L'Allemagne est citée comme un exemple de politique énergétique défailante, ayant abandonné le nucléaire pour des raisons politiques. Enfin, il accuse les écologistes et certains politiciens français d'incompétence et d'avoir nui au secteur nucléaire français.*

## **Quelle politique de l'énergie !**

Alors que le Gouvernement va renationaliser EDF après avoir laissé filer GDF à ENGIE, on peut se demander quelle est la meilleure politique de l'énergie à envisager pour permettre au consommateur, alors qu'on lui fait rêver un « Tout électricité » y compris pour les voitures, pour qu'il puisse s'approvisionner au meilleur prix au lieu du maquillage indécent actuel qui fait que les prix de l'essence et du diesel montent avec des profits jamais atteints par les compagnies pétrolières alors que celui du pétrole descend, que les prétendues énergies renouvelables ne survivent que par le vol éhonté des subventions massives qu'elles perçoivent, que l'énergie nucléaire qui avait été notre « bonne fée » essaie douloureusement de renaître après le désamour écologiste et électoraliste qui l'a violentée.

### **Essayons d'y voir plus clair.**

Et constatons d'abord à quel point le citoyen est désinformé par un Gouvernement et des lobbies qui lui mentent effrontément.

### Il faut se prémunir contre l'épuisement des énergies fossiles !

Jamais les réserves prouvées de pétrole (1.7 milliards de barils) n'ont été aussi importantes. En théorie plus on en consomme moins il devrait en rester mais en réalité c'est l'inverse qui se produit car les méthodes d'exploration, les techniques de pompage, le raffinage et la distribution ont fait d'immenses progrès.

Même chose pour le gaz et pour l'uranium (150 ans de consommation) dont on ne voit pas la fin et même le charbon (847 milliards de tonnes) la plus vieille des énergies fossiles utilisées qui revient en force car c'est une énergie abondante, peu onéreuse et bien répartie dans le monde (sauf en France) bien que la plus émettrice de CO2 ce qui stimule la recherche pour des méthodes nouvelles d'utilisation.

Le GIEC et les groupes de pression qui l'agitent font croire que le CO2 anthropique est la cause première par effet de serre des variations du réchauffement climatique, de la fonte des glaces et de la perte de biodiversité. Je renvoie le lecteur aux deux longs éditos que j'avais publiés sur le sujet.

### Il faut favoriser les énergies renouvelables !

Alors que les mouvements écologistes font pression pour augmenter sans cesse la part des énergies renouvelables dans le Mix énergétique (ils n'osent plus dire comme ils l'ont fait longtemps « énergie décarbonée » car ils savent bien que le bilan carbone des éoliennes par exemple est catastrophique) ces énergies pour l'instant ne vivent que parce qu'elles sont l'occasion d'un « casse du siècle » (subventions à l'installation, obligation d'achat par EDF a un prix scandaleux par rapport au coût du

nucléaire : 82 € le MWh pendant 10 ans contre 52 € pour le nucléaire classique, et parce que s'agissant d'énergies intermittentes qu'on ne sait pas stocker, elles ne peuvent en rien répondre aux besoins des pics de consommation.

C'est ainsi qu'au moment d'un pic de consommation, s'il n'y a pas de vent elles ne servent à rien et on doit faire appel aux centrales à gaz ou à charbon (en Allemagne) beaucoup plus coûteuses et plus polluantes et loin d'un pic, s'il y a du vent on est obligés d'en acheter la production surpayée (c'est le contribuable qui trinque) alors qu'on n'en a pas besoin !

#### L'énergie est surtaxée pour combler les dettes de l'Etat !

Pour ne parler que de la TICPE (Taxe Intérieure de Consommation des Produits Energétiques) ancienne TIPP, qui représente aujourd'hui avec 33 milliards d'€, la 4<sup>ème</sup> recette fiscale de l'Etat, elle est aujourd'hui de 0.59 €/l pour le gazole et 0.67 €/l pour l'essence auxquels il faut ajouter une Taxe sur la Taxe c'est-à-dire les 20% de TVA qui la porte en fait à 0.70 €/l pour le gazole et 0.80 €/l pour l'essence (40% du prix à la pompe)

Mais ce n'est pas tout. Il y a la TICGN (Taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel), la CSPE (Contribution au service public de l'électricité), la TICC (Taxe Intérieure de consommation sur le charbon) ... Le Gouvernement adore sigles et acronymes !

C'est Clémenceau qui disait : « *La France est un pays extrêmement fertile, on y plante des fonctionnaires et il y pousse des impôts* »

#### Revenons vite au nucléaire

La France gaullienne avait favorisé l'énergie nucléaire dans la tradition du CEA, du CNRS et de l'Institut du Radium héritiers des Pierre et Marie Curie et de Frédéric et Irène Joliot-Curie.

Cela nous a valu avec nos 57 réacteurs (contre 93 aux USA) d'être le deuxième producteur mondial (412 TWh) derrière les USA (841 TWh) mais devant la Chine (295 TWh) et le premier exportateur européen d'électricité.

Nos centrales sont les plus sûres au monde : Avec nos cuves Three Miles Island, Tchernobyl ou Fukushima ne pourraient pas se produire chez nous. On voudrait nous faire stopper nos réacteurs à 40 années de fonctionnement (90 aux USA) alors qu'en raison des contrôles et de l'amélioration des normes et des détecteurs, la sécurité de nos centrales ne fait qu'augmenter

Mais voilà tout cela déplaît à l'Allemagne qui, du fait de l'importance politique des Verts, a dû abandonner son programme nucléaire et commence (Guerre d'Ukraine oblige) à, sévèrement, le regretter car cela donnerait un avantage économique à la France, qui croit béatement à son amitié (le pseudo couple franco-allemand)!

Elle contrôle la Commission Européenne et est à la base de l'accord scandaleux que nous avons accepté de signer (accord refusé par l'Espagne et le Portugal) et qui nous oblige à acheter l'électricité au prix du gaz (alors qu'on était en mesure de la produire beaucoup moins cher grâce au nucléaire.

Mais chez nous aussi sous la pression politique des Ecologistes (Dominique Voynet, Ségolène Royal, Nicolas Hulot, tous plus incompetents les uns que les autres) on a tellement déclaré qu'il fallait sortir du nucléaire qu'aujourd'hui 32 réacteurs sur nos 56 (depuis la fermeture stupide de Fessenheim) sont à l'arrêt pour des opérations de maintenance et nous ne formons plus d'ingénieurs et de techniciens nucléaires qu'au rabais !

On se rappelle Dominique Voynet, ministre de l'environnement justifiant devant la commission d'enquête parlementaire la fermeture de Super Phénix en parlant de notre « folie des grandeurs » et



de notre « mauvaise appréciation deux fois supérieure à la réalité de la consommation en électricité du pays » ! Quand on lui en reparle aujourd'hui elle ne s'en souvient plus !

Quant aux dérives de l'EPR, on oublie vite que c'est Siemens (comme par hasard) qui nous a entraînés dans cette aventure alors que nous avons construits seuls 57 réacteurs sans « pépin »

Heureusement Emmanuel Macron pour une fois a compris qu'il fallait vite profiter à nouveau de cet avantage concurrentiel. Nous verrons s'il en tire toutes les conséquences. J'en doute car il est d'abord et avant tout un Européiste forcené.

#### Et la recherche dans tout cela

Si on avait consacré à la recherche les sommes faramineuses qu'on a dépensées pour les énergies renouvelables (je n'ai même pas parlé du solaire car 90% des panneaux photovoltaïques sont fabriqués en Chine) on aurait sans doute beaucoup avancé sur divers axes de l'énergie du futur.

- Les moteurs thermiques à basse consommation (Avec son prototype Eolab Renault prétend pouvoir sortir un véhicule consommant 1 litre aux 100 kms)
- La pile à hydrogène (à condition de le produire par l'énergie nucléaire)
- Les combustibles tirés de la biomasse agricole, des déchets urbains, des algues vertes ...
- L'hydro électricité qui est de loin l'énergie la plus propre et qui pourra peut-être servir à stocker l'électricité intermittente des éoliennes (en remontant l'eau des lacs après turbinage)
- La recherche sur les batteries qui seule pourra vraiment permettre le développement des véhicules tout électriques ou hybrides de demain
- L'énergie de la houle pour notre pays qui est la deuxième puissance maritime du monde
- Les petites centrales au thorium qui équiperont un jour avec une totale sécurité de petites installations (hôtels, cliniques)
- Les moteurs à supraconducteurs qui équiperont les avions électriques
- Le plasma froid qui peut convertir le CO2 en méthane, gaz combustible
- Et pour demain, toujours au pays de l'atome les espoirs immenses sur l'énergie de fusion (projet IHER) qui changera le destin de l'humanité
- Sans parler de tout ce que j'ai oublié...

Au pays des Evariste Galois, des Poincaré, des Fourier, des Laplace et aujourd'hui des Villani , à l'heure où une large partie de notre jeunesse est sous éduquée en mathématiques on voit tout l'effort qui reste à faire pour retrouver la place que la France n'aurait jamais dû perdre en recherche fondamentale.

Quel dommage que nos Normaliens de la rue d'Ulm ou nos Polytechniciens pressés par l'appât du gain de l'ultra capitalisme omniprésent ne s'intéressent plus qu'aux algorithmes financiers !

*Dans "Réflexions sur notre temps", l'auteur critique les violences juvéniles et le système éducatif, soulignant l'importance de l'éveil intellectuel dès la maternelle, avec un accent sur la lecture, le calcul, les langues et le comportement. Il prône l'intervention parentale précoce et une éducation adaptée pour chaque talent, visant une meilleure insertion professionnelle. L'auteur aborde aussi la politique française, jugeant la Vème République épuisée et critiquant le cumul des mandats et le manque de démocratie. Il propose de réformer le mode d'élection présidentielle pour favoriser les gouvernements de coalition, et d'utiliser la technologie pour encourager une démocratie participative. Concernant l'immigration, il insiste sur l'intégration et le respect des valeurs républicaines, proposant une expulsion ou isolement en cas de délit. Il prône une politique étrangère pacifique, le rejet du néo-colonialisme et la coopération internationale, tout en refusant de laisser les oligarchies influencer les gouvernements. L'auteur rejette la censure et l'altération de l'histoire, encourage le progrès scientifique en évitant l'extrémisme et le transhumanisme. Il évoque la possibilité d'autres formes de vie intelligentes dans l'univers, rappelant que l'humanité doit respecter la nature et ses origines.*

## **Réflexions sur notre temps**

### Les hordes sauvages

Quand on voit des hordes de jeunes affronter la Police, transformer du mobilier urbain en arme par destination, suivre aveuglément des Black Blocs que, visiblement, les forces de l'ordre face à une Justice laxiste, n'ont pas le droit d'empêcher d'agir, on se demande d'où ils viennent.

Sûrement pas, mis à part les quelques idéologues attardés, de nos meilleurs lycées, de nos classes préparatoires, de nos « vraies » Universités et de nos Grandes Ecoles.

C'est bien la preuve de la faillite de notre système éducatif et on ne s'en sortira qu'en reprenant tout à la base.

C'est dès la Maternelle que l'éveil intellectuel de l'enfant est crucial et encore plus s'il vient d'un milieu défavorisé. C'est donc de là que tout doit repartir, apprentissage rapide de la lecture, initiation au calcul, pratique précoce d'une deuxième langue, mais aussi contrôle du comportement, implication des parents en cas de déviance.

Si des parents sont incapables d'expliquer à leur enfant qu'on n'emporte pas un couteau à l'école, que dans la vraie vie on assassine pas un adulte comme sur les consoles vidéo, qu'on doit respecter les professeurs et profiter de leur savoir, ce n'est pas la Police qui le fera plus tard (trop tard) à leur place.

La mixité scolaire ne doit pas être une occasion de permettre à une minorité violente de terroriser nos enfants et les indésirables doivent être immédiatement dirigés vers des établissements spécialisés. Elle ne doit pas non plus être un bouillon de culture médiocre où l'on freine les sujets brillants tout en allant trop vite pour les moins doués.

Tout le monde ne peut pas être Polytechnicien ou Enarque mais chacun doit pouvoir faire fructifier au mieux ses talents (notamment grâce au tutorat scolaire obligatoire) pour exercer ensuite la profession qui lui conviendra et pour pouvoir progresser tout au long de sa vie (Si on lui en donne les moyens quelle caissière de supermarché ne cherchera-t-elle pas à exercer plus tard une profession plus valorisante ?)

Ayant semé du bon grain, on risquera moins de voir ensuite des laissés-pour-compte transgresser les règles républicaines ou grossir les rangs des détenus.

### Une société plus responsable

Les Politiques s'accrochent à leurs mandats et au pouvoir qu'ils leurs confèrent. Et comme ils en vivent ils préfèrent en vivre le mieux possible (d'où le cumul des mandats) et le plus longtemps possible (d'où le manque de respiration de la démocratie).

***La Vème République est à bout de souffle. N'est pas De Gaulle qui veut, prêt à quitter immédiatement le pouvoir en cas de désaveu du peuple.***

J'ai rappelé à propos des retraites qu'on ne peut pas gouverner un pays contre 80% de sa population et que si le peuple se trompe c'est parce qu'on n'a pas su lui expliquer la réforme ou parce qu'on s'est entêté dans des règles injustes.

La démocratie par consensus est évidemment utopique. Elle supposerait qu'on débattre sans fin jusqu'à trouver une formule de compromis satisfaisant toutes les parties. Mais on doit au moins débattre jusqu'à convaincre une large majorité, ce qui ne peut en aucun cas convenir au 49.3 même s'il est constitutionnel.

La France bonapartiste puis gaullienne n'a pas une tradition de Gouvernements de coalition. La meilleure façon pour qu'elle s'y mette serait de modifier le mode d'élection du Président de la République en instaurant un scrutin uninominal à un seul tour. Les groupes politiques auraient alors intérêt à se coaliser pour que leur candidat commun ait les meilleures chances d'être en tête et pour pouvoir ensuite constituer un groupe parlementaire fort.

Mais comme le Président serait ainsi rarement majoritaire il pourrait alors comme TOUS les autres Chefs d'Etat européens jouer le rôle indispensable d'arbitre et non être l'inspirateur tout puissant de la politique (ou le valet des oligarchies), assisté d'un groupe de « godillots ».

On a inventé la carte à puce. On devrait pouvoir inventer la carte d'électeur à code qui, comme pour les achats sur internet, permettrait de voter de chez soi ce qui faciliterait l'accès à une démocratie participative que nos voisins helvétiques pratiquent avec succès.

Quand on s'abstient le droit à la violence ne peut en aucun cas être un mode d'expression de vote !

On n'a pas le droit de bloquer le pays (transports, essence...) en prenant les Français en otages.

Si, contrairement à une opinion majoritaire on a le devoir d'accueillir les étrangers, membres comme nous de la planète Terre, cela implique qu'en venant chez nous ils acceptent de s'intégrer et de respecter nos valeurs républicaines et civilisationnelles et qu'en cas de comportement délictueux ils soient sans état d'âme reconduits à la frontière ou isolés dans un territoire approprié.

Au « *Si vis pacem* » on préférera l'aide au tiers monde au « *para bellum* », on ne participera pas à des conflits armés sans l'accord de l'ONU, on rejettera le néo-colonialisme, on ne laissera pas la souveraineté nationale disparaître sous les diktats d'une technocratie étrangère non élue, ce qui n'empêchera pas les plus fructueuses coopérations avec tous les pays du monde et d'abord avec nos voisins.

Tout en encourageant le mérite, on ne laissera pas des oligarchies financières dicter leurs ordres aux gouvernements, acheter tous les médias et toutes les consciences, échapper habilement à la justice sociale et fiscale.

On ne reniera pas notre passé en jugeant avec les critères d'aujourd'hui nos prédécesseurs qui agissaient autrement selon les conceptions de leur temps. On n'acceptera pas que le peuple soit harcelé, désinformé, par des réseaux incontrôlables. On ne sombrera pas dans des conceptions outrageusement affichées annihilant la dignité humaine.

On gardera confiance au progrès, à la science, à la recherche sans tomber dans un délire prométhéen mais en se préservant aussi des illusions postmodernes du transhumanisme.

Le retour à la tradition primordiale

Il est plus que probable que d'autres êtres intelligents sur d'autres planètes dans d'autres galaxies peuvent, ont pu ou pourront exister.

Sur Terre, depuis 2 millions d'années un primate s'est dressé qui depuis habilis puis erectus, faber, néandertalis et enfin de sapiens a transmis aux générations successives par des mythes puis par des religions et des sagesses les règles de survie de l'espèce.

Cette tradition primordiale qui n'a nul besoin d'être révélée car elle naît des constats répétés de la conscience humaine est peut-être aujourd'hui insuffisante pour empêcher des cataclysmes car l'Homme a désormais la possibilité de s'auto-détruire et d'endommager la planète.

Il pourra bientôt modifier la vie, la transformer, la prolonger, découvrir petit à petit les plus intimes secrets de la matière, voyager vers d'autres mondes. Tout cela est à sa portée s'il réussit à ne pas être « *un loup pour l'homme* ».

Malheureusement rien n'est moins sûr. Il n'est même pas capable d'empêcher les guerres, de contrôler la démographie, de partager en équité les biens matériels, de préserver la Terre, submergé par son insatiable appétit pour l'argent et le pouvoir.

Et pourtant on n'a jamais vu un coffre-fort suivre un corbillard !

Souhaitons qu'à l'heure où les religions qui après avoir dominé les 6.000 dernières années de notre existence sur terre tendent à s'estomper même si certaines plus récentes en sont encore aux crises d'un expansionnisme radical, une résurgence de la tradition primordiale nous éviterait peut-être le retour aux temps cycliques où ce ne serait plus des catastrophes naturelles (météorites, déluges, épidémies) mais des catastrophes humaines (guerres nucléaires, surpopulation, surindustrialisation) qui nous rayeraient de la carte jusqu'à ce qu'une autre espèce accède à notre niveau d'intelligence et nous succède sur cette planète dans la quête des mystères de l'Univers.

## L'Homme de demain

J'avais commencé il y a bien longtemps une conférence, en rappelant cette histoire du Sultan de Babylone qui demanda un jour à son Vizir de rassembler tous les savants de son Royaume afin de rédiger un Traité sur l'histoire des hommes.

Les mois passant, les scribes trouvaient constamment quelque chose à rajouter, et ne se résolvaient jamais à remettre leur travail.

Un jour, sommés d'en finir par un Sultan à bout de patience qui craignait de voir la Mort l'emporter avant d'avoir lu leur ouvrage, les savants se présentèrent au Palais et leur Chef, porteur d'un simple parchemin dit au Prince :

*" Tu voulais connaître l'histoire des hommes. Eh bien la voici :*

*Ils naquirent, Ils vécurent, Ils souffrirent, Ils moururent "*

En avançant en âge on pense de plus en plus souvent à la mort. C'est bien normal puisqu'on s'approche à grand pas du terme inéluctable.

De plus la notion physiologique de temps est une fonction logarithmique :

- 1 année pour un enfant de 10 ans, c'est 10% de sa vie. Les semaines d'école semblent interminables.
- A 50 ans 1 année ce n'est plus que 2% de la vie d'un adulte. Elle passe donc 5 fois plus vite !

*Tout naît, tout passe, tout arrive*

*Au terme ignoré de son sort,*

*A l'océan l'onde plaintive,*

*Aux vent la feuille fugitive,*

*L'aurore au soir,*

*L'homme à la mort.*

*(Alphonse de Lamartine)*

Face à cette constatation deux chemins sont possibles :

- Celui de l'éternel retour d'un temps cyclique où finalement l'homme naît par hasard, vit par espoir et meurt par maladie ou accident
- Celui de la croyance en un temps fléché qu'elle soit d'ordre religieux tournée par exemple pour les Chrétiens vers la parousie ou seulement altruiste quand, bien que persuadée de la finitude de l'homme (*Avant il n'y avait rien, après il n'y aura rien*) elle espère le progrès de l'espèce lancée à la conquête de l'Univers.

Que l'on se place ou non dans une croyance en l'homme créé à l'image de Dieu, la raison ne peut que nous convaincre que les atomes et les molécules qui s'organisent en nous au gré des forces atomiques et du mouvement brownien, se retrouveront dispersés un jour pour être, peut-être, recyclés dans une plante, un insecte, un animal, un autre homme sans aucune possibilité de différenciation tant cet assemblage unique qui nous caractérise un court instant sera détruit par la mort.

Pour survivre, l'homme a longtemps cru aux mythes et aux divinités qui lui expliquaient un monde incompréhensible. Les monothéismes qui suivirent lui ont laissé entrevoir une vie après la mort sensée lui faire accepter ses souffrances et espérer en un au-delà miséricordieux.

L'effacement progressif des croyances notamment pour le christianisme qui se résume de plus en plus sous nos latitudes à une morale christique, si estimable soit-elle, risque d'amener un retour aux sagesses du temps cyclique !

En 1944 dans son livre « *Qu'est-ce que la vie* », Schrödinger affirmait « *que la fibre chromosomique contient, chiffré, dans une sorte de code miniature tout le devenir d'un organisme* » ! Cela, treize ans avant que les recherches sur la structure de l'ADN (Watson et Crick 1957) ne débouchent sur la découverte du code génétique finalement déchiffré en 1968 !

Certes il ne pouvait pas encore imaginer le rôle régulateur qu'allait jouer l'épigénétique et les rétroactions entre ARN, protéines et ADN mais cette vision prospective et les nombreuses autres qui suivirent allaient nous permettre de jeter un nouveau regard sur le monde et tout au long du XXème siècle des inventions impressionnantes allaient façonner notre univers à l'aune de la Science et de la Haute Technologie.

Nous savons à quel point, alors que nous partageons avec les grands singes 99.8% de notre ADN, la conscience a spectaculairement émergé de nos innombrables connexions neuronales, 10 fois plus nombreuses (1 milliard de milliards) chez n'importe quel enfant que toutes les connexions internet du monde (100 millions de milliards).

Si nous sommes loin, très loin, de pénétrer les secrets de l'Univers nous progressons pourtant avec détermination vers un niveau de compréhension avancé. La physique quantique, les outils de la biologie moléculaire, les progrès technologiques, l'exploration de l'espace et tant d'autres domaines des connaissances nous ouvrent la voie.

Si l'homme est assez intelligent pour ne pas s'autodétruire il avancera vers la découverte éblouissante des lois de l'Univers à moins que, telle la météorite qui, il y a 60 millions d'années, a plongé la Terre dans une nuit infernale et fait disparaître les dinosaures, un nouveau cataclysme anéantisse notre espèce.

Tout sera alors à recommencer soit grâce aux survivants humains qui garderont peut-être vaguement le souvenir d'une civilisation ancienne ayant disparu mais qui devront tout réinventer, soit grâce aux progrès d'une espèce nouvelle qui profitera de la disparition de l'homme, son prédateur, pour prendre la suite et évoluer, à son tour, pendant quelques millions d'années pour peut-être retrouver un jour, voire dépasser, le niveau de connaissances actuel de l'Homo sapiens.

Si le destin de l'humanité nous le permet, il sera sans doute possible soit de dévier à temps à l'aide d'un puissant missile un astéroïde pouvant nous percuter, soit de déployer un écran stratosphérique nous protégeant d'un trop grand réchauffement climatique, soit d'aller coloniser d'autres planètes

du système solaire, soit, pourquoi pas un jour, de découvrir d'autres exoplanètes de notre galaxie ou d'autres galaxies au gré de voyages intersidéraux.

D'ici-là les progrès de nos connaissances pourront être tels que nous saurons activer des gènes inopérants aujourd'hui mais toujours présents dans notre ADN, prolonger la vie de nos télomères pour s'assurer une bien plus grande longévité, développer des facultés nouvelles grâce à des prothèses implantées, des exosquelettes, des robots ou des chimères dans un monde débarrassé, grâce à une fusion atomique maîtrisée, des besoins énergétiques tandis que l'IA, les ordinateurs quantiques ou les ciseaux moléculaires auront bouleversé nos moyens d'action sur le vivant et sur notre environnement.

La médecine elle-même sera tellement plus puissante que des pathologies entières disparaîtront (cancer par exemple). On ne parlera plus depuis longtemps de conduire sa propre voiture, de transporter des marchandises par camion, de voyager autrement qu'en supersonique, avec le risque de voir l'humanité diverger entre deux mondes impénétrables, celui des élites sélectionnées et formées dès la naissance et celui des serviteurs dévoués aux tâches subalternes déjà prévues par Aldous Huxley et Georges Orwell dans leurs fameux ouvrages.

Il faudra donc pour éviter ce piège qu'une politique planétaire reprenne ses droits sur les puissances oligarchiques. On est mal parti car elles dominent le monde et l'immense majorité de nos concitoyens ne s'en rend pas compte.

Avec de l'argent on peut acheter les consciences. Il suffit de voir les GAFAs (Google, Amazon, Facebook, Apple) ou leur équivalent asiatique BATX (Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi) imposer au monde leurs règles inacceptables.

Grâce aux progrès technologiques qui bouleversent notre environnement, aux manipulations génétiques, aux futurs ordinateurs quantiques, aux nanotechnologies, à l'Intelligence artificielle, aux avancées de la médecine repoussant les limites de l'espérance de vie, aux algorithmes décoiffants qui décideront demain, mieux qu'il ne pourrait le faire lui-même le destin de l'Homme du XXIème siècle, des questions d'une grave acuité nous sont posées :

- Alors que l'IA risque de supplanter très vite les êtres humains dans de nombreuses tâches cognitives, qu'advient-il du marché du travail ?
- Que fera-t-on demain de gens économiquement inutiles en dehors peut-être des services élémentaires et quelles conséquences politiques découleront de ces mesures ?
- Qu'advient-il des familles ou des fonds de pension quand l'homme bousculera les bornes de la vie ?
- Que deviendra même l'espèce humaine quand la biotechnologie nous permettra d'avoir des enfants sur mesure qui permettront au fil des générations à « *l'espèce des riches* » de creuser des écarts sans précédent avec « *l'espèce des pauvres* » ?

L'Humanisme suffira-t-il à donner des réponses à ces questions pour lesquelles les religions actuelles restent curieusement muettes ?

En fait, le grand projet de la modernité a été de chercher un sens à la vie qui ne soit pas enraciné dans une vision cosmique par laquelle tout au long de l'histoire, prophètes et philosophes avaient affirmé que sans Dieu (*le leur* ou *les leurs* bien évidemment), l'équilibre de la société humaine ne pourrait se maintenir.

Or, si « *Dieu est (peut-être) mort* » comme l'a affirmé Nietzsche, le nouveau credo qui a envahi le monde depuis le Siècle des Lumières n'est-il pas justement la « *foi en l'humanité* » qui pousse nos semblables à rechercher dans leurs propres expériences le sens de leur vie.

Dieu était auparavant la source unique du sens et de l'autorité et ses prêtres étaient là pour déterminer sans l'ombre d'un doute la conduite à tenir des fidèles. Aujourd'hui, l'agnostique n'attend plus qu'une entité extérieure lui dicte sa loi. Il la justifie par ses propres sentiments et non en référence aux Saintes Ecritures, Thora, Bible, Coran, Védas ou autres.

Cette nouvelle orientation au cours du siècle passé, s'est dispersée en plusieurs rameaux, le rameau libéral qui a engendré le capitalisme, le rameau social égalitariste refusant l'inné qui a engendré le communisme et le rameau ethnique privilégiant l'inné qui a engendré le nazisme.

L'humanisme libéral qui au cours de la seconde guerre mondiale s'était allié un temps au communisme pour vaincre le nazisme a ensuite vacillé sous les coups de butoir des mouvements révolutionnaires pour finalement triompher aujourd'hui (momentanément ?) à l'heure de la mondialisation.

« *Individualisme, droits de l'homme, démocratie et marché* » constituent désormais le « *package* » libéral qui cherche à dominer le monde (même si, depuis la guerre d'Ukraine le reste de la planète se détourne de l'Occident) car si des millions de fidèles s'accrochent encore aux dogmes religieux, si le Christianisme, l'Islam ou d'autres religions traditionnelles veulent toujours se présenter comme d'infailibles sources d'autorité, elles sont malgré tout désemparées devant les progrès sans précédent de la civilisation scientifique et technologique dans laquelle nous entrons.

Cette liberté de l'humanisme à laquelle nous attachons tant de prix ne résiste guère pourtant à la théorie de l'évolution qui s'accommode mal du libre arbitre. Nos désirs ne sont sans doute que la conséquence de phénomènes électrochimiques nés au sein de nos neurones avant même que nous en prenions conscience et si nous « *ressentons* » ces désirs, nous ne les « *choisissons* » pas ! On peut dire tout au plus qu'à chaque instant ces mécanismes biochimiques cérébraux créent des flashes d'expérience qui disparaissent aussitôt et que notre cerveau tente de relier entre eux pour tisser une histoire ayant un sens durable.

Mais de la même façon que le christianisme n'a pas disparu le jour de la publication de « *L'Origine des espèces* » de Darwin, le libéralisme ne disparaîtra pas si facilement même si les chercheurs arrivent à la conclusion qu'il n'y a pas d'individus vraiment « *libres* » et malgré le développement exponentiel des technologies modernes qui nous inondent d'appareils extrêmement utiles laissant peu de place au libre arbitre des individus, la démocratie, le marché, les droits de l'homme survivront peut-être un temps à leur emprise !

Lors de la « *Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen* », en 1793, au moment où la France lançait la première guerre totale contre les Rois et pour la République, il était indispensable de donner des droits politiques égaux aux ouvriers, paysans et soldats. De même devant l'effort considérable déployé par elles au cours des deux guerres mondiales il allait s'avérer impossible de ne pas octroyer aux femmes le droit de vote.

Mais dans le monde hyper technologique qui s'annonce, la valeur militaire, économique ou politique des individus aura de moins en moins d'importance. Avec les drones et quelques forces spéciales super entraînées, plus besoin de nombreux soldats en chair et en os. Avec les robots, les ordinateurs et les imprimantes 3 D, plus besoin d'ouvrier pour tenir un marteau. Avec les OGM, les cultures hors



sol et les élevages industriels, plus besoin de paysans. Avec les réseaux sociaux, les moteurs de recherche et l'Internet généralisé plus besoin de sondages et d'élections !

En 50 ans la conscience des microprocesseurs, n'a évidemment pas progressé mais les nouveaux types d'intelligences non conscientes (l'IA) ont envahi tous les domaines de l'activité humaine. La voiture autonome de Google n'a pas eu besoin en 2015 de réfléchir pour s'arrêter brusquement au passage inopiné d'un piéton. Mais l'automobiliste qui la suivait, distrait par ses pensées, l'a percutée. C'est le seul accident qui a été enregistré au cours de ces tests, et il fut causé par ...un Humain.

Les algorithmes « haute fréquence » gèrent déjà l'essentiel des transactions financières parfois cependant leurrés par des cyberattaques, les logiciels de droit scrutent en quelques heures la jurisprudence américaine plus vite que ne pourrait le faire un avocat en toute une vie, des enseignants numériques peuvent discerner la façon individualisée d'apprendre la plus efficace pour chacun, les algorithmes médicaux persécutent les médecins en proposant diagnostics et traitements et le fameux Watson d'IBM stockant dans ses banques de données des informations sur toutes les maladies connues, sur tous les médicaments, sur les antécédents pathologiques et même le génome des patients saura sans doute mieux que personne les prendre en charge et plus sûrement les guérir.

A San Francisco, le premier robot pharmacien, as incontesté de la pharmacovigilance, a traité en 1 an 2 millions d'ordonnances sans la moindre erreur contre 34.000 « bourdes » chez ses « confrères » humains pour le même volume de prescriptions. Mattersight de Chicago a conçu le premier centre d'appel qui dès l'énoncé d'une requête en fonction du ton et des mots employés, détecte le type de personnalité et l'état émotionnel de l'interlocuteur pour le connecter aussitôt au représentant le plus adapté à la situation du moment.

Que ferons-nous lorsque des algorithmes non conscients feront mieux que des humains pour enseigner, diagnostiquer, fabriquer, servir... ?

Chez Uber avec quelques aiguilleurs qui gèrent des millions de chauffeurs de taxis (en attendant de les remplacer par des véhicules autonomes), la plupart des ordres sont donnés par des algorithmes. DKV de Hong Kong a même nommé un algorithme, membre de son Conseil d'Administration où paraît-il, il fait merveille. La nationalité saoudienne a même été accordée récemment à un robot humanoïde au cours de la Future Investment Initiative !

On pourrait multiplier les exemples !

Nous arriverons sans doute plus tôt que prévu à la formation d'une nouvelle classe non laborieuse massive sans réelle valeur économique, politique ou artistique qui ne contribuera guère à la prospérité de la société : une classe qu'on pourrait qualifier d'inutile, inemployée car inemployable ! Certes les progrès technologiques permettront probablement de la nourrir sans rien faire mais l'homme a besoin de faire quelque chose ! Alors que lui restera-t-il ? La drogue, les jeux vidéo ?

Déjà les algorithmes piratent l'humanité. Ils nous connaissent mieux que nous et dès que nous consultons un moteur de recherche, ils nous adressent les publicités non sollicitées qui nous conviennent. Les innovations médicales permettent déjà à travers des capteurs connectés de surveiller nos constantes biologiques pour nous alerter à temps, un brassard intelligent peut observer entre autres notre tension artérielle et notre rythme cardiaque, une couche culotte analyser les selles de bébé. Tout : la qualité de votre sommeil, le nombre de pas que vous faites dans la journée, peut être mesuré, enregistré et quand Angelina Jolie, qui n'avait pas de cancer du sein décida de subir à titre préventif une mammectomie bilatérale elle ne fit qu'obéir aux algorithmes qui

lui disaient : Vos parents vous ont légué une mutation des gènes BCRA1 et 2, une bombe à retardement dans votre ADN. Vous avez une forte probabilité de développer un cancer du sein ! Il faut vous faire opérer !

Déjà la NSA écoute nos conversations téléphoniques et déchiffre nos mails, Google traque les épidémies de grippe plus vite que l'OMS simplement en suivant les mots clés alignés sur son moteur de recherches. Toutes nos requêtes, même les plus intimes ne manquent pas d'être stockées éternellement sur des serveurs et pour 99 USD, « 23 and Me » analyse notre génome, forme moderne du « *Connais-toi toi-même* » socratique !

Heureusement que le plus souvent ils ne savent encore pas trop quoi faire (pour l'instant) de ces montagnes de datas !

Où sera donc demain le « libre arbitre » ? Le libéralisme s'effondrera-t-il le jour où le système (*Facebook par exemple étudiant nos « Like »*) nous connaîtra mieux que nous ne nous connaissons nous-mêmes. Plus besoin de voter ou de prendre les grandes décisions de notre existence. Les Algos le feront à notre place !

Cette évolution peut horrifier beaucoup de monde. Ils sont pourtant nombreux ceux qui aujourd'hui abandonnent leur intimité en exposant bêtement leur vie ou leurs photos intimes sur les réseaux sociaux (ne serait que sur Facebook ou sur les sites de rencontre) et qui ne peuvent survivre sans leur connexion au Net.

Dans un monde post-libéral, pèsera la menace de la constitution d'une élite privilégiée d'humains « augmentés » qui dominera une caste inférieure. Déjà les 62 personnes les plus riches du monde pèsent autant que les 3.6 milliards les plus pauvres et dans les pays avancés, de prodigieux efforts sont aujourd'hui consentis pour élever et éduquer de moins en moins d'enfants dont on attend de plus en plus de performances (*en Corée du Sud, par exemple, il a même fallu une loi pour interdire les cours particuliers pour les enfants en bas âge après 22 heures !*).

Et la conscience dans tout cela ?

Même si l'attention est retenue aujourd'hui par le fondamentalisme islamique et ses attaques terroristes, c'est plus vraisemblablement de la Silicon Valley qu'émergeront les gourous des religions nouvelles de la High-tech qui promettent pour tous « ici et maintenant » ce que les précédentes croyances proposaient après la mort pour les plus vertueux.

Au prix de quelques modifications naturelles ou provoquées de notre génome (*la PMA peut facilement réaliser par exemple des enfants à 3 parents, une mère supplémentaire apportant sans toucher au patrimoine génétique nucléaire de la mère principale, l'ADN cytoplasmique remplaçant les mitochondries de cette dernière si elles s'avèrent défailantes*), une seconde révolution cognitive pourrait comme la première, celle qui nous fit passer des primates à l'Homo Sapiens et qui fit de lui le Maître de la Terre donner naissance au transhumanisme et faire de nos descendants grâce au génie génétique, aux nanotechnologies et aux interfaces homme-machines les Maîtres de la Galaxie !

Certes, même si la Science a fait des pas de géant, nous sommes encore bien loin d'imaginer le spectre des états mentaux possibles et le champ des espaces à découvrir s'élargit au fur et à mesure que nous avançons et demeure une « *terra incognita* » pour la science.

Pourtant, inondés par un flux de données s'amplifiant constamment nous nous préparons à entrer dans l'ère du tout-connecté et si le « dataïsme », nouvelle religion du XXIème siècle réussit à conquérir le monde, promettant dans un premier temps de satisfaire toutes les aspirations

humaines, il risque ensuite en nous substituant des algorithmes de plus en plus efficaces, décidant à notre place, votant à notre place, achetant à notre place, de nous faire entrer dans un monde où l'intelligence artificielle se découplera de la conscience où l'homme, tel que nous le connaissons aujourd'hui, craignant de ne plus être au sommet de la création courra le risque de rejoindre les dinosaures aux oubliettes de l'Histoire !

La théorie de la relativité, l'équivalence masse-énergie, le concept d'espace-temps, la dualité ondulatoire et corpusculaire de la lumière, les mystères de la physique quantique ont bouleversé notre vie d'Hommes du XXème siècle. Sans eux il n'y aurait ni portables, ni télévisions, ni radios, ni GPS !

Les accélérateurs traquent la composition de la matière, particules et antiparticules, électrons, positrons, neutrons, photons, puis quarks, bosons, fermions, gluons, constituent 99% de la masse visible de l'Univers mais la matière noire et l'énergie noire sont encore plus importantes et pour l'instant totalement inconnues !

Les anciennes conceptions cosmologiques semblent bien dépassées et l'existence même d'un big-bang inaugural est aujourd'hui carrément mise en doute !

Le réductionnisme moléculaire a révolutionné la biologie et la génétique et les neurosciences vont progressivement nous expliquer les mécanismes par lesquels les multiples informations qui à chaque instant assaillent nos neurones vont se transformer en pensée, en émotion, en décision d'action. Elles vont s'attaquer à déchiffrer le « connectome » défit autrement plus complexe que le déchiffrement du génome en vue de créer au siècle prochain des cerveaux artificiels.

Le génie génétique est également à l'œuvre et 20 ans après le clonage de la brebis Dolly, des biologistes chinois et américains viennent de réussir par la méthode Crispr-Cas9, véritable ciseau moléculaire, à réparer des embryons humains viables atteints d'une mutation génétique. La même autorisation de recherche vient tout juste d'être approuvée en Grande-Bretagne.

La technologie 3D qui, pour l'instant, permet d'imprimer sur place avec des fils plastiques ou des poudres métalliques des objets complexes de toutes dimensions (y compris des maisons) va bouleverser la géographie industrielle issue de la mondialisation : il ne sera plus nécessaire de fabriquer à l'étranger pour profiter des faibles coûts de main d'œuvre, des produits qu'on saura élaborer sur place pour moins cher et qu'on aura plus à transporter et dès aujourd'hui la bio-impression, mariage de l'imprimante 3D et de la biologie cellulaire sait fabriquer des greffons de peau.

Or, créer sur place à partir de poussières, n'est-ce pas, selon la Genèse, l'apanage même de Dieu !

Plus prosaïquement, les supermarchés qui avaient détruit le petit commerce risquent fort de subir à leur tour la concurrence impitoyable des Amazon ou autres Alibaba qui bientôt vous amèneront par drones les produits que vous aurez directement commandés de votre PC ou de votre smartphone ou, pour la nourriture par exemple, les produits alimentaires que vos frigos connectés auto-commanderont au fur et à mesure de leur consommation !

On pourrait continuer à l'infini. « *Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme* » disait Lavoisier :

Oui mais à quelle vitesse ! A 250 ans de distance on aurait presque pu lui recoller la tête puisque le 17 novembre 2017, l'équipe des neurochirurgiens Xiaoping Ren et Sergio Canavero a réalisé en Chine une transplantation de la tête d'un donneur sur le corps d'un receveur, tous deux décédés

certes mais qui constituait une répétition générale avant de tenter demain de greffer la tête d'un patient receveur vivant sur le corps bien portant d'un condamné à mort par exemple!

Le meilleur des mondes ? La ferme des animaux ? Le paradis sur terre ?

Tout dépend de nous. A nous donc de savoir ce que nous voulons pour le futur de notre espèce à moins que tel Horace dans ses Odes nous nous contentions d'un « *Carpe Diem* » !

*Edouard Philippe a proposé une coalition d'Union Nationale allant de la droite (Les Républicains - LR) à la gauche (excluant NUPES), reprenant une idée défendue depuis 2017 visant à former une large majorité, essentielle pour le fonctionnement de la Cinquième République. Toutefois, il semble trop tard puisque tant le LR que le Parti Socialiste (PS) sont en déclin, affaiblis par la tactique d'Emmanuel Macron consistant à séduire leurs membres plutôt que de former des coalitions partisanes, stratégie qui semble avoir mené à leur destruction. Cette approche contraste avec le système américain où la division claire entre Républicains et Démocrates, malgré leurs différences internes, permet de construire un consensus au sein de chaque groupe. Un retour à un système traditionnel en deux blocs (Droite et Gauche) en France pourrait clarifier le paysage politique. Ce changement pourrait intégrer le Rassemblement National (RN) d'extrême droite dans une coalition de droite, réduisant ainsi le risque de son accession au pouvoir en solo, et pourrait conduire à une renaissance de la social-démocratie en diluant l'extrémisme de NUPES. L'auteur préconise un Président non autocratique et une représentation parlementaire plus forte, restaurant ainsi le pouvoir au peuple plutôt qu'aux rues. Le Président actuel, Emmanuel Macron, devrait proposer des solutions standards telles que des débats plutôt que des actions concrètes telles que le retrait de textes controversés, la tenue de référendums ou la dissolution du parlement. La nécessité d'une réforme des retraites, nécessitant une planification minutieuse et une coordination avec les organisations patronales et salariales, est reconnue, mais elle n'est pas urgente comparée à des problèmes plus pressants tels que l'inflation, la sécurité, l'immigration, l'éducation, la santé, les dépenses publiques, la pression fiscale et la justice sociale. L'auteur critique l'agitation socio-politique actuelle, y compris les manifestations violentes et la jeunesse radicalisée, et appelle à mettre fin à ces troubles. Avec des syndicats unis dans leurs revendications et Macron potentiellement persistant dans l'orgueil isolationniste, l'auteur se demande si gouverner contre les deux tiers de la population française est faisable, rappelant l'anecdote de Rousseau sur l'insensibilité prétendue de la reine Marie-Antoinette au sort du peuple.*

## **Droite/Gauche ou Coalition Centrisme ?**

Edouard Philippe en proposant une coalition d'Union Nationale allant des LR à la Gauche hors NUPES ne fait que reprendre une idée que j'avais personnellement défendue depuis 2017.

Elle aurait eu pour mérite à l'époque de réunir une large majorité sans laquelle la Vème République (on le voit bien aujourd'hui) ne peut pas vraiment fonctionner.

Mais il est sans doute trop tard. Les LR comme le PS ont commencé à sombrer dans une lente agonie.

Ils ont eu tous deux sous De Gaulle, Pompidou, Giscard, Chirac et Sarkozy pour l'un Mitterrand et Hollande pour l'autre l'occasion de réunir une majorité de Français.

Mais l'Union par débauchage qu'a voulue Emmanuel Macron au lieu d'une coalition partisane les a détruits (LR et PS) et le rebond semble maintenant impossible.

Par ailleurs depuis 2022, une telle coalition n'aurait réuni que 37.51% des Français contre 32.28 % pour ceux rejetés à l'Extrême Droite et 29.47 % pour ceux rejetés à l'Extrême Gauche.

Plus de quoi triompher et d'empêcher la France de rouler sur 3 pattes !

Aux USA le système déclaratif Républicains/Démocrates à coté des petits partis mineurs qui ne représentent vraiment rien, a le mérite de clarifier les choses tout en maintenant au sein de chaque coalition des différences notables mais qui s'effacent devant l'indispensable consensus des groupes.

Si conformément à une très longue tradition la France revenait à l'organisation des pouvoirs publics entre deux blocs Droite et Gauche, la situation politique serait à nouveau clarifiée, l'anathème jeté par le machiavélique Mitterrand sur le FN de Jean-Marie Le Pen ramènerait le RN d'aujourd'hui de Marine Le Pen dans une coalition de Droite qui vaudrait mieux que le risque qu'il arrive un jour seul au pouvoir (ou associé à Eric Zemmour), la Gauche diluant l'extrémisme de NUPES ramènerait une possible renaissance de la social-démocratie et surtout si on revenait comme je le propose depuis longtemps à un Président arbitre et non à un Président autocrate, la représentation parlementaire restaurerait le pouvoir du peuple et non le pouvoir à la rue !

Nous verrons ce que proposera le Président tout à l'heure !

Sans doute pas grand-chose de nouveau : Ni retrait du texte, ni Referendum, ni dissolution mais sans doute un nouveau débat comme il les aime savamment préparés mais qui ne trompent plus personne.

La réforme des retraites est nécessaire. Elle doit être savamment concertée et expliquée aux Français. Elle ne peut se faire qu'en accord avec les organisations patronales et salariales qui ont largement démontré qu'elles savaient mieux que le Gouvernement gérer les retraites complémentaires

Mais rien ne presse car des sujets plus brûlants devraient préoccuper nos élus (inflation, sécurité, immigration, éducation, santé, dépense publique, pression fiscale, justice sociale, ...)

Il y aurait suffisamment de pain sur la planche pour ne pas encombrer nos rues de manifestations violentes, d'envahissement policier, de poubelles accumulées, de stations-services fermées.

Il faut que tout cela cesse au plus vite. Isolé dans son bunker élyséen Emmanuel Macron le comprendra-t-il ? Laissera-t-il une jeunesse radicalisée qui ne représente pourtant qu'une partie infime de la population faire plus de dégâts que les bandes urbaines des dealers des « territoires perdus » qu'on n'entend plus guère maintenant ?

Les Syndicats parlent pour une fois d'une seule voix. Comme le Président, ils n'arrêteront qu'après avoir obtenu satisfaction. Or on ne peut pas vouloir une chose et son contraire. Il faudra bien que l'un des deux, cède.

Emmanuel Macron le comprendra-t-il ou campera-t-il dans un isolationnisme orgueilleux ?

On ne peut pas gouverner la France contre 2/3 des Français ou comme raconte Jean-Jacques Rousseau dans ses « Confessions » citant (sans la nommer) une princesse (phrase souvent attribuée à tort à la reine Marie-Antoinette) répondre quand on lui disait que le Peuple n'a plus de pain : « Qu'il mange de la brioche » !

Nous en saurons plus à 13 heures !

Le texte discute des problèmes politiques et sociaux en France, critiquant la gestion du gouvernement, notamment concernant la réforme des retraites. L'auteur désapprouve les manifestations violentes, mais pointe du doigt la réaction du gouvernement et du président Macron. La fusion de l'Agirc et de l'Arrco en 2019 est présentée comme un succès sans l'intervention du gouvernement. Le président, élu principalement pour contrer Le Pen, est critiqué pour sa gestion de la dette publique et son attitude envers les marchés financiers. La dette, exacerbée par la loi de 1973 forçant l'État à emprunter avec intérêts aux banques commerciales, est jugée artificielle. L'auteur s'oppose à la priorisation du dossier des retraites par le gouvernement, considérant cela comme une question d'ego plutôt qu'une nécessité. La gestion d'Elisabeth Borne, Premier ministre, est qualifiée de mauvaise foi, notamment par l'usage abusif de l'article 49.3 pour faire passer des réformes. L'article 47.1 est également utilisé pour éviter des débats parlementaires. Les manifestations, résultant de l'union intersyndicale, paralysent le pays, avec des trains stoppés et des services publics bloqués. L'auteur craint que l'exigence des marchés financiers de travailler plus longtemps en France ne soit pas réalisable et que les conflits perdurent, affaiblissant l'activité du pays. Enfin, il suggère que si Macron avait eu plus d'expérience en politique locale, la situation actuelle aurait pu être différente. Le texte se termine par une citation de l'Ecclésiaste : "Malheur au pays dont le roi est un enfant !" qui résume la critique de l'inexpérience perçue du président.

## Malheur à toi, pays dont le roi est un enfant

Ecclésiaste 10 :16

Je n'approuve évidemment en aucune façon les manifestations violentes auxquelles nous assistons chaque soir, reprise sinistre de la longue crise des Gilets Jaunes, pas plus que les guerres des Black Blocs ou les manifestations d'étudiants d'extrême-gauche incroyablement radicalisés que la Police (*aux ordres ?*) laisse visiblement faire et que la Justice relaxe aussitôt.

Un exemple : L'homme fiché S qui a été filmé en train de dégrader une voiture de SOS Médecin a été mis en garde à vue puis présenté en comparution immédiate : *condamnation à 2 ans de prison dont 1 avec sursis : il repartira aussitôt chez lui avec un simple bracelet électronique !*

La prestation télévisée du Président ne nous a guère étonnés : « *Tout va très bien Mme Borne, la rue n'est pas légitime, la réforme est nécessaire, le 49.3 est justifié, le référendum inutile, je n'accepte ni les factions ni les factieux...* »

Quand l'Agirc (Association générale des institutions de retraite complémentaire des cadres) et l'Arrco (Association pour le régime de retraite complémentaire des salariés) gérées conjointement par employeurs et salariés ont fusionné en un seul régime de retraite complémentaire le 1<sup>er</sup> Janvier 2019, ils n'ont eu besoin ni du Gouvernement ni du Parlement pour adapter les comptes aux nouvelles données démographiques. Ils n'ont pas mis le pays à feu et à sang et aujourd'hui leur trésor de guerre est de 64 Milliards d'€.

Dans son interview télévisée, le Président bien qu'élu par une majorité de circonstance anti-Le-Pen (qui dès le lendemain avait volé en éclats entre Macronie et NUPES) a voulu démontrer sa fermeté d'habile réformateur répondant bien (*il le dit lui-même*) aux injonctions des marchés financiers (On pourrait se demander : *Qui t'a fait roi ?*).

Certes la dette est catastrophique (on est à la limite des 3000 milliards) mais tout cela est devenu très artificiel puisque cette dette est liée grandement à l'obligation pour l'Etat d'emprunter avec intérêts aux banques commerciales depuis la loi scélérate de 1973 ce qui a généré une charge d'intérêts cumulée (40 milliards par an) du même ordre de grandeur que le montant de la dette actuelle ! Autrement dit si l'Etat avait emprunté sans intérêt à la Banque de France comme auparavant nous n'aurions pratiquement pas de dettes aujourd'hui.

Je répète, comme bien d'autres, que le dossier Retraite dont il aurait pu interrompre le processus qui nous conduit à cette situation sans issue en entamant un dialogue avec l'Intersyndicale (*dialogue*

*dont il a évidemment omis de nous rappeler qu'il s'y était refusé*) est loin d'être un dossier prioritaire. L'imposer dans ces conditions n'est rien d'autre qu'une question d'Ego.

La mauvaise foi du Gouvernement d'Elisabeth Borne (*la voix de son Maître*) est pourtant manifeste. L'article 47.1 utilisé dès le départ avait pour but de couper court aux débats à l'Assemblée Nationale sous prétexte d'éviter un enlisement parlementaire (*qui a pourtant eu lieu avec la complicité de la NUPES puisque même l'article 7 sur le recul de l'âge de départ à 64 ans n'a pas pu être voté par l'Assemblée en raison du nombre scandaleux d'amendements (20.000) présenté par celle-ci par obstruction parlementaire*).

Cette mauvaise foi s'est poursuivie ensuite par l'utilisation abusive du 49.3 (record de fréquence tous Gouvernements de la Vème République confondus : 11 fois en 10 mois) qu'Elisabeth Borne a justifié en plaçant son projet de loi dans le cadre d'une loi de financement de la Sécurité Sociale (*hors sujet*) puisqu'en dehors de ce cas, depuis la réforme constitutionnelle du 23 juillet 2008, hormis les projets de loi de finances ou de financement de la sécurité sociale, l'article 49.3 ne peut être utilisé que sur un seul texte au cours d'une même session parlementaire

Il est clair qu'elle a voulu se garder de la marge !

Inutile de dire que les manifestations journalières ne sont pas prêtes de s'arrêter car l'union intersyndicale n'a jamais été aussi forte, les trains stoppés, les stations-services bloquées, les poubelles entassées, les forces de l'ordre épuisées, les touristes effrayés, les Français raisonnables de Droite et de Gauche ébahis mais ne pouvant rien faire.

Alors les marchés financiers de M. Macron seront peut-être ravis de savoir qu'on travaillera plus longtemps en France mesure qui ne devrait concerner que les emplois ni pénibles ni dangereux, mais je crains fort qu'ils ne soient sidérés de voir le conflit durer et l'activité de la France faiblir.

Si Emmanuel Macron n'avait pas été élu Président si jeune et s'il avait été confronté aux discussions de conseils municipaux, de marchés ou de circonscriptions de tout élu de terrain, nous n'en serions sans doute pas là.

Malheur au pays dont le roi est un enfant !



Le texte est une réflexion sur la position des députés et suppléants de Renaissance face à leur rôle et le soutien à Emmanuel Macron. Il souligne que nombreux sont venus en politique par hasard et n'en dépendent pas pour vivre. Il critique le fonctionnement du Parlement, perçu non comme un lieu de délibération collective, mais comme un endroit où les décisions sont imposées d'en haut. Il questionne les députés sur leur rôle et l'orientation actuelle du gouvernement, en insistant sur la nécessité d'écouter la nation, d'instaurer une démocratie participative, et d'adresser des problèmes tels que la violence urbaine et rurale, le chômage, la natalité, ou encore l'équilibre financier des caisses de retraite. Le texte suggère que démissionner pourrait être une libération pour eux et bien vu par le peuple. Il encourage à militer pour une démocratie bipartisane, en rejoignant l'Union des Droites ou des Gauches. Il appelle à la fin de la violence, à l'emprisonnement des agitateurs, et à un gouvernement qui respecte la Constitution. Il propose la démission des députés et de leurs suppléants pour provoquer une dissolution du Parlement, redonnant la parole au peuple conformément à la définition de la démocratie de Lincoln.

## Députés et Suppléants Renaissance : Faut-il démissionner ?

Vous avez été élus grâce à Emmanuel Macron. Vous approuvez donc son action et considérez, ce qui est légitime, que votre devoir est de le soutenir.

Mais plusieurs d'entre vous sont venus à la politique par hasard et, contrairement à beaucoup d'autres, n'en ont pas besoin pour vivre.

Vous avez constaté que, contrairement à vos illusions, le Parlement n'était pas, loin de là, le lieu privilégié où des hommes et des femmes de bonne volonté pouvaient réfléchir ensemble aux besoins du pays et bâtir des lois et des règlements issus du consensus le plus large possible pour servir l'intérêt général.

Les ordres viennent d'en haut et si vous n'êtes pas d'accord il faut comme disait Gambetta « *se soumettre ou se démettre* ».

C'est la question qui vous est posée aujourd'hui !

- Si vous estimez que le rôle d'un Président est de rassembler la Nation, d'être à son écoute, de faire éclore une démocratie plus participative, une société plus juste, sans pour autant tolérer l'étalement d'une violence urbaine (*et maintenant également rurale*) inacceptable.
- Si vous prenez en compte l'aspiration d'une large majorité de Français à voir le texte retiré, ce qui ne signifie pas pour autant qu'une réforme plus juste mais mieux expliquée et prenant en compte dans la concertation avec les organisations syndicales patronales et ouvrières, le chômage, la natalité, l'emploi des jeunes, le maintien des seniors au travail, la pénibilité, la dangerosité de certains métiers, l'équilibre financier des caisses de retraite et la possibilité de les faire gérer paritairement comme les retraites complémentaires par les organisations syndicales sans y mêler le Parlement et sans mettre la France à feu et à sang alors la question de votre maintien au Palais Bourbon se pose vraiment.

Qu'auriez-vous à perdre si vous démissionnez ?

Pas grand-chose car rester dans cette nasse quand on peut s'en passer c'est une libération. De plus le peuple vous en sera très majoritairement reconnaissant et vous réélira si vous n'êtes pas dégoûtés de la politique.

Vous pourrez alors militer pour un retour à la démocratie bi partisane puisque le Ni-Ni macronien ne fonctionne plus et rejoindre selon votre cœur l'Union des Droites ou l'Union des Gauches.

- Si vous êtes suffisamment nombreux à vouloir que cesse cet affrontement mortifère qui isole le peuple de l'oligarchie.

- Si vous voulez que la violence soit endiguée et que les « enragés » et non les simples manifestants soient « embastillés ».
- Si vous voulez que le peuple français constatant la faillite du régime choisisse à nouveau dans les urnes un Gouvernement de son choix qui contrairement à la situation actuelle appliquera sans faiblesse l'Article 20 de la Constitution : « *Le Gouvernement détermine et conduit la politique de la Nation. Il dispose de l'administration et de la force armée. Il est responsable devant le Parlement dans les conditions et suivant les procédures prévues aux articles 49 et 50.* »
- Si vous voulez que le Président dont personne ne conteste l'élection tout en sachant qu'elle était le fait non pas d'un vote majoritaire en sa faveur mais d'un vote majoritaire anti-Le Pen se restreigne à ses pouvoirs constitutionnels (*Articles 16 et 19*) sans devenir l'autocrate obligé devant qui tout Premier Ministre doit plier l'échine.

Alors il ne vous reste qu'une solution : provoquer par votre démission et celle de votre suppléant une dissolution qui rendra la parole au peuple puisque selon la formule célèbre de Lincoln reprise dans notre Constitution, la démocratie est le « *Gouvernement du Peuple, par le Peuple et pour le Peuple* »

*Le texte critique la gestion politique en France, particulièrement celle du Président Macron, et les dynamiques actuelles de la démocratie française. Macron est accusé d'ignorer l'opinion de 70% des Français et de persister avec son projet malgré l'opposition publique, suscitant des questions sur la démocratie représentative et le rôle du président en tant qu'unificateur de la nation. Le texte souligne aussi l'échec apparent de la police et de la justice à gérer la violence des manifestants radicaux, ce qui est présenté comme symptomatique d'un malaise plus profond dans la gouvernance. Il critique également l'extrême gauche et les écologistes pour leur radicalisme, ainsi que les Républicains (LR) pour leur incapacité à reconnaître leurs erreurs passées. L'auteur observe que la violence politique émerge quand l'opposition se sent impuissante à influencer démocratiquement, et suggère que les cohabitations politiques antérieures (ex. Chirac, Jospin) étaient plus bénéfiques pour la démocratie. Actuellement, une union des extrêmes gauche et droite est jugée improbable, et le centrisme de Macron est vu comme inefficace. L'auteur propose une solution par des unions politiques : l'Union des Droites et l'Union des Gauches, potentiellement sous une nouvelle constitution. Il met en garde contre les risques de totalitarisme et appelle à une présidence impartiale, contrastant la posture d'Emmanuel Macron avec celle de Charles de Gaulle. Le texte se termine par une critique de la gestion autoritaire de Macron, suggérant qu'il ne démissionnerait pas face à un référendum défavorable, contrairement à de Gaulle.*

## **Bis repetita non placent !**

A nouveau à Bruxelles le Président Macron confirme aujourd'hui qu'il condamne la violence, ce sur quoi nous sommes tous d'accord, mais aussi qu'il ne retirera pas son texte sauf sanction du Conseil Constitutionnel ce qui exprime sa volonté d'agir contre l'avis de 70% des Français.

La démocratie représentative n'y trouve pas son compte car le Président doit d'abord et avant tout rassembler la Nation. Il ne peut pas gouverner longtemps contre elle. Et quant à la violence on ne peut pas se contenter de la condamner sans la réprimer lorsqu'on est au pouvoir.

Comment expliquer que des milliers de policiers soient dans l'incapacité d'arrêter les Blacks Blocs et les radicaux d'Extrême Gauche qui viennent aux manifestations non pas pour défendre l'opposition au projet retraites mais tout simplement pour casser du flic, du mobilier urbain, des bâtiments publics ?

Comment expliquer que la Justice se révèle incapable de les détenir au moins jusqu'à la fin du conflit (quelques jours, quelques semaines...) et les relâche sans condamnation ou presque le jour même ou au pire le lendemain matin ?

Combien de temps tout cela va-t-il durer ? Demain, Mardi, et ensuite, tout recommencera alors que Dieu sait que l'enjeu n'en vaut pas la chandelle et que le conflit n'est né que de l'incapacité du Gouvernement de présenter un projet juste que tous les autres pays européens ont su faire accepter facilement à leurs populations et de l'entêtement du Président, isolé dans sa tour d'ivoire élyséenne, qui ne connaît pas et ne comprend pas le peuple dont il se prétend à tort l' élu légitime alors qu'il n'est rien d'autre qu'un élu légal de circonstance.

Ah, comme on les aurait entendues ces « bonnes âmes » de l'Extrême Gauche radicale aspirant au « Grand Soir » et de ses alliés Ecologistes fougueux qui demain vont encore frapper dans leur lutte contre les bassines agricoles, si le 1/10<sup>ème</sup> de toutes ces exactions était venu du RN !

Quant aux LR moribonds qui pourtant savent bien d'où est né le piège mitterrandien qui a causé leur ruine ils clament encore effarouchés « Cachez-moi ce RN que je ne saurai voir ! ».

La violence naît obligatoirement lorsqu'une opposition comprend qu'elle n'a pas le pouvoir de faire accepter démocratiquement une opinion contraire. En démocratie en effet une majorité doit pouvoir gouverner sereinement (sans 49.3) tant qu'une opposition devenue majoritaire ne l'aura pas renversée.

Et nous avons vu à l'occasion de plusieurs « Cohabitations » (Chirac, Jospin...) que les Français y trouvaient leur compte puisqu'une nouvelle élection permettait à la force opposée d'arriver au pouvoir.

Or ce n'est plus aujourd'hui possible puisqu'une union Extrême-Gauche-Extrême-Droite est inenvisageable et que le Centre mou Macronien n'est plus en mesure de rassembler une majorité. Il nous parle de majorité relative : cela signifie en réalité tous minoritaires !

Il ne reste donc plus qu'une solution. Quand les élus s'en rendront-ils compte ?

L'Union des Droites (RN, Reconquête, LR, Centre Droit) d'un côté et l'Union des Gauches (Centre-Gauche, PS, Ecologistes, LFI, Communistes) de l'autre, quitte à envisager par exemple une nouvelle Constitution qui aux Présidentielles comme aux Législatives présenterait au deuxième tour le meilleur candidat du premier tour de Droite contre le meilleur candidat du premier tour de Gauche.

Et que l'on cesse enfin de toujours parler d'un retour (*éventuel*) au fascisme et d'oublier constamment le retour (*certain*) au totalitarisme rouge si par malheur la radicalité hyperviolente prenait le pouvoir.

La France l'ai-je dit et répété après avoir cru, moi aussi, jusqu'en 2017 qu'un Gouvernement d'Union était possible (*espoir qu'Emmanuel Macron a tué dans l'œuf en préférant les débauchages médiocres à une vraie Coalition*) a besoin d'une Droite et d'une Gauche puisque ce Ni-Ni macronien ne marche pas ! Elle a aussi besoin d'un Président arbitre et non d'un autocrate au petits pieds étouffé par son Ego et manquant d'expérience.

On se souvient de celui qui disait en 1958 « *Pourquoi voulez-vous qu'à 67 ans je commence une carrière de dictateur ?* » Il l'a prouvé le 27 avril 1969 en démissionnant immédiatement alors que rien ne l'y obligeait après son échec au Référendum.

On compare avec un jeune homme qui ne démissionnerait sûrement pas si un Référendum d'Initiative Partagée voyait le jour qui rejeterait le projet qu'il veut faire passer aux forceps (*il fera tout pour l'empêcher*).

Pour lui : *Bis repetita non placent !*

*Le texte aborde un violent affrontement à Saint-Soline entre forces de l'ordre et manifestants, incluant des écoterroristes, lors d'une protestation d'agriculteurs contre les hyper-bassines. L'auteur critique la gestion de la situation par les forces de l'ordre et le gouvernement, soulignant l'incompétence politique et une mauvaise stratégie de contrôle des manifestants. L'auteur se positionne en défenseur de l'agriculture familiale, proposant une intégration de petites productions locales dans la gestion de l'espace rural, plutôt que de soutenir l'agro-industrie intensive. Il critique les politiques favorisant une agriculture gourmande en eau, soulignant l'importance de préserver les ressources en eau, notamment les nappes phréatiques. Il propose des solutions pour la gestion de l'eau, inspirées des aqueducs romains, suggérant l'utilisation de canalisations pour transporter l'eau des cours d'eau vers des réservoirs en période de haute disponibilité, évitant ainsi le pompage des nappes phréatiques. L'auteur critique également les choix politiques en matière d'énergie, en particulier l'abandon du nucléaire et l'investissement dans l'éolien, et conteste la vision selon laquelle l'activité humaine est la seule responsable des désordres climatiques. Il mentionne le potentiel de la géo-ingénierie dans la lutte contre le réchauffement climatique, et minimise l'impact actuel des niveaux de CO2 atmosphérique, comparant les concentrations intérieures et extérieures et leurs effets sur la santé. Le texte conclut sur une note sceptique quant à l'épuisement imminent des ressources en eau, insistant sur l'incompétence politique dans la gestion des enjeux environnementaux et sanitaires.*

## **L'eau va à la rivière !**

Les écoterroristes ont encore frappé hier à Saint-Soline. 24 Policiers blessés dont 1 grave, 7 blessés dont 2 graves côté manifestants, des véhicules incendiés. Ils étaient entre 1000 et 1500 énergumènes mêlés aux 6.000 agriculteurs qui manifestaient contre les hyper-bassines.

Et bien entendu les forces de l'ordre ont été incapables d'en arrêter plus de 11 encore détenus ce matin !

Je suis un défenseur fervent, à côté de l'agro-industrie, les fameux BBM (Blé, Betterave, Megève) dont je me moque parfois, du maintien subventionné d'une agriculture familiale indispensable à la protection du terroir qui devrait bénéficier à la fois d'une petite production polyvalente locale de qualité et de contrats publics d'entretien de l'espace rural plus efficaces et moins coûteux que des services de fonctionnaires départementaux qui les chargeraient des chemins, des parcs, des forêts domaniales, des rivières, de la protection incendie, bref de la nature !

Mais quand nos politiques défendent ces coopératives agricoles de culture intensive avides d'eau au dépend des petits producteurs craignant la sécheresse et l'épuisement des nappes phréatiques on ne peut qu'être abasourdi par leur incompétence.

Ni politiques, ni écoterroristes ne modifieront le cycle de l'eau qui s'évapore des océans, retombe en pluie nourrissant les rivières pour retourner à la mer.

Les Romains, moins stupides qu'eux, avaient inventé les aqueducs pour transporter l'eau d'un point haut vers un point bas.

Il suffirait donc de mettre en place des canalisations partant de notre très riche réseau hydrologique pour alimenter, lorsque les débits des rivières et des fleuves sont élevés, des hyper-bassines régulièrement déployées sur les territoires pouvant souffrir de la sécheresse, pour stocker cette eau douce au lieu de la perdre dans l'océan SANS pomper dans les nappes phréatiques !

### **Trop simple ?**

Il aurait été facile de laisser un libre accès à tous ces énergumènes à Sainte Soline pour les encercler ensuite, au besoin en faisant appel à l'armée, et faire le tri le plus pacifiquement du monde sans 4000 grenades de dégagement entre paysans manifestants pacifiques et fous furieux assassins potentiels !

Ce sont ces mêmes terroristes, casseurs de flics, qui ont entraîné nos politiques incompetents à abandonner le nucléaire, à investir des sommes folles dans des éoliennes dont l'avenir prouvera très

certainement l'inutilité, à faire croire que seule l'activité humaine est responsable des désordres climatiques comme si l'inclinaison de la Terre, les oscillations lentes mais régulières de la distance Terre-Soleil, les émissions volcaniques, la radioactivité naturelle, ne jouaient aucun rôle alors que, si personne ne conteste le rôle d'effet de serre de la teneur atmosphérique en CO<sub>2</sub>, celle-ci, à côté de l'activité humaine, est aussi due au réchauffement des océans, réserve immense de CO<sub>2</sub>, qui suit, elle un cycle de 100.000 ans dépendant de l'écart entre les températures de la Terre et la quantité d'ensoleillement qu'elle reçoit !

On sait déjà aujourd'hui que la géo-ingénierie pourrait très vite proposer une solution au réchauffement climatique non pas en abaissant la teneur atmosphérique en CO<sub>2</sub> mais en diminuant l'ensoleillement par exemple par vaporisation dans la stratosphère de cristaux de carbonates de calcium et d'oxydes de soufre qui reflèteraient les rayons trop vifs du soleil.

### ***Une preuve supplémentaire de l'incompétence des politiques ?***

- La concentration de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère (air ambiant extérieur) a atteint en moyenne 414 ppm (parties par million) en 2021.
- L'ennui c'est que la concentration courante dans les espaces intérieurs fermés avec un bon renouvellement d'air varie en moyenne de 400 à 1.000 ppm
- La VLEP (Valeur limite d'Exposition Professionnelle au CO<sub>2</sub>) est de 5.000 ppm pour une journée de 8 heures
- Et ce n'est qu'au-delà de 40 000 ppm que l'exposition à des concentrations élevées peut entraîner des lésions cérébrales permanentes, le coma, voire la mort.

On en est loin ! Et il coulera encore beaucoup d'eau sous les ponts avant qu'on soit vraiment à sec !

*Ce texte aborde les « Régimes spéciaux » de retraite en France, concernant 500 000 actifs et 1,1 million de pensionnés, par opposition aux 18 millions d'actifs et 15 millions de pensionnés du régime général. Ces régimes, présents dans de grandes entreprises publiques (SNCF, RATP, EDF) et d'autres professions variées (clercs de notaires, Opéra de Paris, Députés, Sénateurs), offrent des conditions plus avantageuses que le régime général en termes d'âge de retraite, de durée de cotisation et de calcul de la pension. Cependant, tous ces régimes sont déficitaires, nécessitant un financement annuel par l'État et le contribuable. La majorité de ces régimes ont été créés en 1909, répondant à des contraintes professionnelles spécifiques. Le régime des cheminots, par exemple, a actuellement plus de pensionnés (260 000) que de cotisants (140 000). D'autres régimes spéciaux incluent ceux des ouvriers industriels de l'État, agents des collectivités locales, marins, militaires, et employés de diverses institutions et entreprises publiques. Le déséquilibre financier est notable : chez les militaires, les cotisations couvrent seulement 45,1% des prestations ; chez EDF, 35,8% ; chez la RATP, 28,1% ; à la SNCF, 33,4% ; chez les Marins, 13,4% ; et à l'Assemblée nationale et au Sénat, seulement 12%. La réforme en cours prévoit la suppression de cinq de ces régimes pour les nouveaux embauchés, mais maintient les autres. Les actuels bénéficiaires des régimes spéciaux les conserveront jusqu'à leur retraite, mais avec un décalage de l'âge de départ de deux ans si la réforme est adoptée. Le texte suggère une réflexion : puisque le régime général ne bénéficie d'aucune faveur étatique, pourquoi ne pas laisser les régimes spéciaux s'autogérer, à condition d'équilibrer leurs ressources et dépenses. Cependant, le maintien probable des fonctionnaires pour des raisons électorales met en doute la réalisation de cet équilibre. Finalement, il est noté qu'après six ans de mandat, un Sénateur ou un Député perçoit une retraite de 2.190 € par mois dès 62 ans, et une retraite pleine après 22 ans, un régime spécial non concerné par la réforme actuelle.*

## **Vive les Régimes Spéciaux ?**

Faisons un petit rappel historique sur les fameux « Régimes spéciaux » de retraite en France qui concernent aujourd'hui 500 000 actifs pour 1,1 million de pensionnés contre 18 millions d'actifs pour 15 millions de pensionnés au régime général.

On les retrouve principalement dans de grandes entreprises publiques (comme la SNCF ou la, RATP ou EDF) mais aussi dans des professions inattendues comme les clercs de notaires, les salariés de l'Opéra de Paris ou les Députés et Sénateurs

Les différences par rapport au régime général portent sur l'âge de cessation d'activité et sur la durée de cotisation beaucoup plus avantageux que dans le régime général mais aussi sur le calcul de la pension non pas à partir de la moyenne des 25 meilleures années mais le plus souvent sur la moyenne des 6 derniers mois (ou parfois sur le dernier mois de salaire).

Ces régimes sont tous déficitaires et c'est l'Etat, donc le contribuable, qui doit abonder chaque année !

Leur origine qui remonte pour la plupart à 1909 est liée à l'histoire institutionnelle française et à la prise en compte de contraintes professionnelles (fonctionnaires, militaires, salariés d'entreprises publiques).

Le plus connu, celui des cheminots (on se rappelle le film « *La bête humaine* » d'après le roman d'Emile Zola) bénéficie aujourd'hui à 260.000 retraités alors qu'il n'y a plus que 140.000 cotisants. La durée de cotisation pour une retraite pleine (clause dite du grand-père) passant progressivement de 37 à 43 ans (pour les cheminots nés après 1961).

Mais il en est bien d'autres comme :

- Régime des ouvriers des établissements industriels de l'État
- Régime des agents des collectivités locales
- Régime du Port autonome de Bordeaux
- Régime des clercs et employés de Notaire
- Régime de la chambre de commerce et d'industrie de Paris
- Régime des marins

- Régime des cultes
- Régime de l'Assemblée nationale (dès 5 ans de mandat)
- Régime du Sénat (dès 6 ans de mandat)
- Régime de la Mutualité Sociale Agricole
- Régime des militaires (dès 17 ans de service)
- EDF (âge moyen de départ à la retraite 56,9 ans)
- RATP (âge moyen de départ à la retraite 54,8 ans)
- SNCF (âge moyen de départ à la retraite, 54,5 ans)
- Marins (âge moyen de départ à la retraite, 57,6 ans)
- Comédie Française
- Opéra de Paris
- Mineurs (14 489 actifs pour 150 464 retraités et plus de 200 000 ayants droit) ;
- Les agents du Port autonome de Strasbourg

On l'a dit, les cotisations ne couvrent pas les dépenses et de ce fait l'État, les collectivités locales et le régime général doivent assurer l'équilibre de ces régimes.

Ainsi chez les militaires les cotisations ne couvrent que 45,1 % des prestations , 35,8% chez EDF, 28,1% chez RATP, 33,4% à la SNCF, 13,4% chez les Marins, 12% à l'Assemblée Nationale et au Sénat, 4,5% chez les retraités des Mines.

### **Qui dit mieux !!!**

La réforme actuelle prévoit la suppression de 5 régimes spéciaux chez les nouveaux embauchés de la RATP, de la Banque de France, des clercs de notaires, des membres du CESE et d'Engie mais les autres régimes spéciaux sont maintenus.

Les personnes, qui ne sont pas nouvellement embauchées en 2023 et qui bénéficient déjà d'un régime spécial, le conserveront jusqu'à leur retraite, mais seront concernées par le décalage de deux ans de l'âge légal de départ si la réforme est promulguée.

On aurait tendance à dire : **Puisque le régime général ne bénéficie d'aucune faveur de l'Etat pourquoi ne laisserions-nous pas les « régimes spéciaux » s'organiser comme ils le pensent à condition comme pour le régime général d'équilibrer ressources et dépenses.**

Car dans cette affaire le déficit prévisible annoncé pour les 10 prochaines années résulte d'abord et avant tout de l'austérité brutale projetée de la fonction publique.

Or compte tenu du maintien en place très électoraliste des fonctionnaires, il n'est pas du tout certain que cette prédiction vertueuse sera réalisée.

**In cauda venenum** : Après seulement 6 ans de mandat un Sénateur (ou un Député) touchera à partir de 62 ans une retraite de 2.190 € par mois et une retraite pleine à partir de 22 ans.

Pas étonnant qu'ils n'ont pas inclus dans leur vote la suppression du régime spécial les concernant !



Ce texte est une réflexion critique sur la situation socio-politique et économique en France, centrée sur la loi sur les retraites. L'auteur, regrettant certaines décisions prises dans sa quarantaine, souligne l'importance de l'expérience comme somme des erreurs. Il note que le pays est agité par des violences et suggère de suspendre la loi sur l'âge de départ à la retraite, tout en ouvrant des négociations avec les organisations patronales et syndicales. L'auteur exprime son inquiétude face à l'incapacité de la police et de la justice à contrôler les désordres, ainsi qu'à la complaisance des médias envers les éléments perturbateurs. Il est également préoccupé par les jeunes étudiants influencés par des idéologies extrêmes et rejoints par des mouvements contestataires. Il s'interroge sur le rôle de l'éducation et sur l'impact négatif de certains courants politiques, notamment l'Ultra-Gauche et les Eco-terroristes. L'auteur met en avant la nécessité de lier l'âge de départ à la retraite avec la dangerosité et la pénibilité des métiers et appelle à une solidarité nationale plus équilibrée, incluant à la fois les revenus et les patrimoines dans les contributions. Il critique le seuil actuel de l'impôt sur la fortune et propose des ajustements. La loi sur les retraites est vue comme un catalyseur de divers problèmes sociaux et économiques en France, comme l'inflation, le chômage, la pauvreté, et la pression sur certains groupes sociaux comme les étudiants, les petits agriculteurs, et les sans-abri. L'auteur conclut en soulignant l'importance d'une Assemblée nationale gouvernable, indépendante de la politique extérieure et engagée dans l'amélioration de la situation économique, éducative, sanitaire et sociale du pays. Il appelle à la liberté, la sécurité, et la solidarité pour prévenir le déclin de la France

## Na !

Citation apocryphe : « Je veux ma réforme ! Na ! Le pays n'en veut pas ! Eh bien il faudra qu'il s'y fasse ! »

Quand je pense à quelques décisions stupides que j'ai pu prendre quand j'avais la quarantaine, je mesure à quel point l'expérience n'est pas la somme de ses réussites mais bien la somme de ses erreurs !

Le Pays est à feu et à sang. Il faut que ça s'arrête. Et même si la décision de repousser l'âge de départ à la retraite doit être tout de même prise après concertations, il faut en attendant suspendre immédiatement l'application de la loi et rouvrir des négociations avec les organisations patronales et l'Intersyndicale salariale.

Sinon, craignons que de fil en aiguille la montée des violences ne finisse à l'Élysée.

Bien sûr, je ne comprends pas que la Police aux ordres ne puisse définitivement arrêter les casseurs, que la Justice se dessaisisse aussi vite des interpellations et que les médias soient si complaisants envers la « racaille » (y a-t-il vraiment un autre mot) mais ce qui me trouble encore plus ce sont les réflexions de jeunes étudiants qui rejoignent « les luttes » pour qui à l'évidence le problème des retraites est à l'arrière-plan de la « colère » qui monterait en eux !

Combien a-t-il fallu d'esprits tordus de l'École à l'Université (pas toutes heureusement) pour les influencer ainsi depuis l'enfance ? Combien d'erreurs commises pour n'avoir pas su les orienter vers des métiers passionnants ? Quel mauvais exemple est donné aujourd'hui même par l'Ultra-Gauche et les Eco-terroristes sur les bancs de l'Assemblée Nationale ? La situation est-elle rattrapable ? J'en doute de plus en plus !

Quand prendra-t-on conscience que l'âge de départ à la retraite, la dangerosité et la pénibilité des métiers sont étroitement liés ? Quand décidera-t-on de faire participer à la solidarité nationale (santé, retraites, handicaps) à la fois les revenus (par les cotisations) et les patrimoines (par un impôt sur la fortune) ?

Par la CSG/CRDF qui taxe tous les revenus d'activités et de remplacement, les retraités paient aussi leur part (sauf les toutes petites retraites). Il est alors bien difficile de ne pas faire contribuer les vraies fortunes à cet effort puisque rien ne ruisselle (quitte à élever significativement le seuil de l'IFI actuel fixé à 1.300.000 € qui taxe le cadre moyen qui a eu la bonne idée d'acheter autrefois un 100 m<sup>2</sup> à Paris ou le paysan de l'île de Ré! )

La loi sur les retraites n'est somme toute que ce facteur déclenchant qui s'ajoute à l'inflation due à la guerre d'Ukraine, au Diesel à 2 € le litre, aux 5.113.400 demandeurs d'emplois dont 2.834.000 en Catégorie A, aux 300.000 SDF, aux 40% d'étudiants obligés de travailler, aux petits agriculteurs poussés à bout qui se suicident, aux 11 millions de personnes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté (1.100 € par mois). Rappelons tout de même que le seuil d'entrée dans le 1% des Français les plus riches est pour un couple avec 2 enfants de disposer d'un revenu de 20.000 € par mois.

La France doit réagir sinon elle connaîtra un déclin que ceux qui l'aiment n'accepteront pas.

Et pour cela il faut retrouver une Assemblée gouvernable. Qu'elle soit de Droite ou de Gauche peu importe, c'est aux Français de décider. Mais le Gouvernement du Peuple par le Peuple et pour le Peuple ne peut se faire sans majorité, sans souveraineté, sans indépendance même au sein d'une vraie Europe et non d'une annexe vassale de l'OTAN, sans stabilité économique, sans effort éducatif, sans sécurité sanitaire et sociale, sans liberté et sans solidarité.

*Sursum corda* est un texte qui réfléchit sur l'histoire et l'avenir de la France, en soulignant ses vertus et les défis actuels. L'auteur, ayant publié "Lettre aux Fils et Filles de l'Alouette" en 2006, évoque les origines de la France, depuis l'invasion indo-européenne de l'Europe et l'établissement des Celtes. Il mentionne la Gaule, représentée par l'alouette, et ses contributions dans divers domaines au fil des époques. L'ouvrage critique les idéologies contemporaines, notamment le communisme et le capitalisme sauvage, ainsi que les problèmes mondiaux comme les catastrophes humanitaires, l'individualisme, et la perte de repères éthiques et moraux. L'auteur interroge le déclin possible de notre civilisation et les difficultés rencontrées par la France, incitant à un renouveau social basé sur la liberté, l'égalité, la fraternité, et le mérite. Il exprime son désir d'un soutien aux "esprits forts" pour relever les défis historiques, tout en respectant les valeurs républicaines et chrétiennes de la civilisation occidentale. L'auteur insiste sur l'importance d'accueillir et d'intégrer les étrangers, en évitant les pièges des extrémismes et en critiquant l'approche ambiguë du "Ni-Ni" d'Emmanuel Macron. Enfin, il appelle à l'amour et à la solidarité pour construire une société démocratique plus juste.

## Sursum corda

Ceux qui aiment la France, reliront sans doute avec ferveur quelques extraits d'un livre que j'avais publié en 2006, « *Lettre aux Fils et Filles de l'Alouette* »

*« Il y a bien longtemps, venus de l'Est, les lointains descendants indo-européens des Hommes de Cro-Magnon ayant envahi ce petit cap du continent asiatique qu'est l'Europe, bousculèrent, doux euphémisme, les populations de Neandertal qui peuplaient ces régions et repoussèrent les derniers survivants jusqu'au détroit qui plus tard, sous l'Antiquité, sera dénommé les Colonnes d'Hercule puis au Moyen Âge lors de l'invasion maure le Djebel Tarik (Gibraltar).*

*Les Celtes, une des peuplades primitives descendant de ces « envahisseurs » divisés en d'innombrables tribus, les Parisii, les Eduens, les Arvernes, les Allobroges, les Séquanes, et bien d'autres encore s'installèrent dans ces contrées, partageant à défaut de langue unique « un certain esprit fait de hardiesse, de gaieté et de truculence » (St Paulin).*

*Leur Pays, la Gaule, terre du jus soli (le sol y fait le droit et non le sang comme chez les Germains) capable selon Saint Hilaire, évêque de Poitiers « d'absorber, d'assimiler, de faire siens les étrangers », avait pour emblème l'Alouette (Galia en latin, d'où la Gaule) et non le Coq qui s'est imposé à la suite d'une regrettable confusion de scribe entre Galia (l'alouette) et Gallina (la poule !).*

*Cette terre s'illustra sous toutes les époques et dans tous les domaines, politique, religieux, artistique, militaire, au travers de personnages si illustres que le Président américain Jefferson ne put s'empêcher de dire : « Tout homme a deux Patries, la sienne et puis la France » !*

*Nous sommes les héritiers de ceux qui, depuis le Mont des Martyrs (Montmartre) où 50 chefs gaulois rebelles à César furent crucifiés, firent l'histoire de notre Patrie.*

*Nous pouvons en être légitimement fiers mais pour marcher dans leurs traces nous devons retrouver ces vertus « gaulistes » (que j'écris volontairement avec un seul « l ») pour montrer qu'il s'agit bien des valeurs éternelles transmises par notre Peuple et non de la référence à un mort, si grand fut-il, et sans doute l'un des plus grands « gaulistes » qui n'ait jamais existé) valeurs qui, n'en doutons pas, seront encore utiles à la Nation, à l'Europe et au monde ».*

*« Tout se corrompt » !*

*L'idéologie communiste qui a fait rêver, de gré ou de force, les deux tiers de la planète s'est lamentablement effondrée en Russie au profit des mafias, forme la plus grossière de dégénérescence des sociétés et si elle subsiste officiellement en Chine au pays des 1300 millions de pauvres, c'est parce que 100 millions de riches se sont durablement acoquinés avec les Chefs tout puissants du Parti.*

*Le capitalisme sauvage, en Occident mais aussi dans le reste du monde, où des entreprises, plus « apatrides » que « multinationales », qui n'hésitent pas une seconde à délocaliser dès que l'intérêt de leurs actionnaires est en jeu, peu soucieuses des conséquences sociales et humaines de leur fuite vers des profits toujours plus grands, n'a de libéralisme que le nom car, s'il en libère quelques-uns, il en enchaîne beaucoup d'autres.*

*Un monde déboussolé qui a perdu tout repère, anesthésié par des médias soumis à l'audience et non à l'éthique, assiste sans vraiment réagir aux incessantes catastrophes humanitaires, guerre, terrorisme, sous-développement, épidémies, dictatures, atteintes à l'environnement.*

*L'individualisme forcené, porte ouverte à tous les égoïsmes, est devenu la règle. Ce monde qui a besoin, tels les Romains du Bas-Empire de « Pain (l'assistanat généralisé) et de Jeux du Cirque (la Coupe du Monde de Football par exemple) » est-il sur la voie du déclin ?*

*La France, qui traverse aujourd'hui de très graves difficultés, se souvenant de son histoire et du rôle qu'elle a si souvent joué dans le concert des Nations, sera-t-elle capable d'un sursaut ? Saura-t-elle inventer un nouveau concept de société, tenant compte des leçons du passé, libre, reconnaissant la liberté d'entreprendre et récompensant chacun selon ses mérites, égalitaire et non sottement égalitariste, offrant à tous, les mêmes chances et demandant à chacun selon ses capacités, fraternelle et solidaire ne laissant personne au bord du chemin mais exigeant sans faiblesse des comportements plus vertueux ?*

Comme nombre de nos amis, je n'ai évidemment plus l'âge de m'impliquer directement dans quelque combat politique que ce soit mais je pense que notre rôle de « Sages » (espérons l'être), dans les circonstances exceptionnelles qu'à nouveau nous traversons, sera d'épauler des « esprits forts » d'où qu'ils viennent pour qu'ils puissent se lever face aux rendez-vous de l'Histoire plutôt que de s'asphyxier dans des abstentions massives ou se noyer dans le sang de quelque nouvelle révolution.

Notre civilisation gréco-latine puis judéo-chrétienne a été profondément marquée depuis 2000 ans par le Message Christique « *Aimez-vous les uns les autres* ». A nous d'accueillir ceux qui veulent partager notre destin dans le respect de nos croyances et l'adhésion à nos valeurs républicaines en faisant tous les efforts nécessaires pour les assimiler, sans tomber dans un aveuglement coupable vis-à-vis des passeurs qui les esclavagisent ou de certaines organisations politico-religieuses radicalisées qui veulent nous submerger.

La société démocratique que nous souhaitons ne peut plus se construire dans l'ambiguïté du « Ni-Ni » d'Emmanuel Macron qui la conduit à des affrontements sans majorité soumis à des diktats européens où nos intérêts vis-à-vis de notre puissant voisin ne sont plus suffisamment défendus.

La restauration d'une possible alternance Gauche- Droite où la Gauche accepte le besoin de « *liberté et de responsabilité sans lequel les sociétés s'effondrent* » mais où la Droite défend aussi le « *souci de*

*justice et de solidarité sans lequel s'installe la loi de la jungle* » qui au gré des élections peut sanctionner les résultats obtenus par les sortants permettra d'entériner le choix du Peuple qui peut évoluer sans altérer un dialogue qui sous-entend respect de l'autre, esprit de tolérance et qualité d'écoute.

« *Elevons nos cœurs* » en espérant que le pays entendra des voix nouvelles qui s'exprimeront dans l'humilité et la sincérité pour que jaillisse le sursaut dont la France a besoin.

*Le texte aborde trois thèmes principaux : la défense européenne, la situation en Ukraine, et la politique intérieure française.*

- 1. **\*\*Défense européenne\*\*** : - La France prévoit de construire un nouveau porte-avions pour 2037, budgété à 5 milliards d'euros, excluant le coût des 30 Rafales. - L'auteur critique le manque de soutien financier de l'UE à la France, seule puissance nucléaire européenne post-Brexit. - Il mentionne le choix européen du "parapluie américain", symbolisé par l'achat de F-35, et rappelle la perte de l'accord australien sur les sous-marins nucléaires français, sous influence américaine.*
- 2. **\*\*Ukraine\*\*** : - Le Président Zelensky revendique la Crimée, majoritairement russophone, exacerbant le conflit avec la Russie. - L'auteur critique l'intervention militaire ukrainienne en 2014 et rappelle les 14.000 morts ukrainiens dans ce conflit interne. - Il espère que le voyage en Chine du Président Macron aboutira à une proposition de paix, avec des conditions telles que l'arrêt des hostilités, le retrait russe, la gestion du Donbass par l'ONU, la reconstruction du gazoduc Nord Stream, et l'inclusion de l'Ukraine dans l'OTAN sans armes nucléaires. - L'auteur se montre sceptique quant à l'engagement de Macron pour la paix, prévoyant la continuation du conflit et ses conséquences désastreuses.*
- 3. **\*\*Politique intérieure française\*\*** : - Il prédit que le mandat de Macron sera difficile avec une majorité fragile et une division au sein de son parti. - Pour reconstruire une majorité, il suggère une coalition avec Les Républicains, impliquant la nomination d'un Premier Ministre de ce parti et des ministres LR. - L'auteur exprime le désenchantement des Français envers Macron, élu davantage contre Marine Le Pen que pour ses politiques. En résumé, le texte critique la politique de défense européenne, la gestion du conflit ukrainien, et la situation politique instable en France, reflétant une vision cynique de la politique actuelle.*

## Politique étrangère

### Défense européenne

La France vient de décider la construction d'un nouveau porte-avions pour remplacer le Charles-de-Gaulle. Ce sera pour 2037 avec au mieux un budget de 5 milliards d'euros.

Notre pays, deuxième puissance maritime mondiale, se doit de disposer de ce navire doté de 30 Rafales (prix non inclus dans les 5 milliards !). Mais quelle est la participation de l'UE à cet effort de défense ? Sans doute la même que sa participation à notre force de dissuasion nucléaire alors que depuis le Brexit la France est la seule puissance nucléaire européenne : Rien

Tous nos voisins européens ont choisi le parapluie américain en s'équipant de F-35 comme d'ailleurs les Australiens en nous infligeant, sur ordre des Américains, le rejet de leur accord sur la fourniture de nos sous-marins nucléaires.

Pourquoi perd-on du temps à parler encore de défense européenne ? On est les seuls à y croire !

### Ukraine

Le Président Zelensky en réclamant la Crimée donnée en 1954 par Khrouchtchev, un Ukrainien, à sa république natale qui était alors membre de l'URSS, presque entièrement peuplée par une immense majorité de russophones, place la barre très haut pour forcer l'OTAN à poursuivre son effort de guerre contre la Russie.

A ce rythme on n'en finira jamais jusqu'à ce qu'une guerre nucléaire tue le dernier ukrainien avant le massacre final.

Condamner avec vigueur comme je le fais l'invasion russe de février 2022 déclenchée par Poutine ne veut pas pour autant refuser d'admettre aveuglément le recours à la guerre de l'armée ukrainienne en 2014 contre les républiques séparatistes.

On a déjà longtemps expliqué l'origine du conflit après le coup d'Etat de 2014 contre le régime pro-russe démocratiquement élu. Inutile d'y revenir et de reparler des 14.000 morts ukrainiens tués par des Ukrainiens !

Au cours du voyage en Chine du Président Macron escorté par Mme Van der Layen (*alors que les traités constitutifs de l'UE n'accordent aucune responsabilité diplomatique à la Commission*

*Européenne*), espérons qu'il saura trouver avec le Président chinois, seule puissance pouvant vraiment influencer Poutine, une proposition de paix qui serait avalisée par les Américains

- Arrêt immédiat des hostilités
- Repli total des forces russes
- Abandon de la Crimée à la Russie
- Placement des Républiques séparatistes du Donbass sous contrôle de l'ONU et organisation sous son égide d'un référendum offrant 3 possibilités (Retour à l'Ukraine, Annexion par la Russie, Indépendance)
- Reconstruction du gazoduc Nord Stream, très vraisemblablement détruit par les Américains avec le concours de la Norvège
- Contribution pour 50% du prix du gaz vendu à l'Europe à la reconstruction de l'Ukraine
- Adhésion de l'Ukraine à l'OTAN mais sans installations nucléaires sur son sol
- Ouverture d'une conférence de paix sur la sécurité européenne incluant la Russie
- Abandon de part et d'autre des poursuites pour crimes de guerre
- Suppression des sanctions économiques contre la Russie

Ne rêvons pas. Le Président Macron qui place son influence européenne bien avant la défense des intérêts français n'ira sans doute pas jusque-là. Alors on continuera à armer l'Ukraine, à voir nos peuples souffrir d'une inflation galopante, à entendre les infos quotidiennes sur les Ukrainiens et les Russes tués chaque jour si inutilement, à refuser de constater que la Russie est derrière Poutine, à cautionner une guerre des Américains contre les Russes prélude à une guerre des Américains contre les Chinois, à voir la planète se scinder en deux l'Occident et son petit milliard d'habitants d'un côté contre le reste du monde et ses 7 milliards de terriens de l'autre !

### **Politique fiction**

Le Président Macron ne pourra vraisemblablement pas durer encore 4 ans avec une majorité relative qui n'ira qu'en s'effritant. Les Députés Macroniens qui aimeraient se représenter, déjà divisés entre partisans d'Edouard Philippe, Gérard Darmanin, François Bayrou et sans doute bien d'autres, prendront vite conscience de la médiocrité de leur étiquette alors que le Pays malgré son désir d'en finir avec les violences n'a plus confiance dans un Président qu'il n'a pas vraiment élu (il a voté contre Marine Le Pen) !

Pour reconstruire une majorité sa seule solution (celle que je rappelle inlassablement depuis 2017) serait de réaliser une coalition avec LR (même si ce Parti ne représente plus grand-chose) par un accord partisan et non comme il l'a fait jusqu'à présent par du débauchage (Philippe, Le Maire, Darmanin)

Comment ? En faisant appel à un Premier Ministre LR et en accordant à une dizaine de LR opposés à lui un poste de Ministre. (Difficile de résister à une bonne odeur de la soupe !)

Cela m'a inspiré un petit scénario de politique-fiction que je vous enverrai demain !

*Dans ce discours fictif, Emmanuel Macron revient sur son parcours politique, depuis la création du mouvement En Marche à la suite de désaccords au sein du Parti Socialiste jusqu'à sa victoire à la présidentielle de 2017. Il évoque les défis de son premier mandat, notamment les manifestations des Gilets Jaunes, la crise du Covid-19, et divers scandales judiciaires. Durant son deuxième mandat, il affronte des manifestations contre la réforme des retraites et d'autres problématiques nationales. Il envisage une coalition avec Les Républicains pour gagner une majorité stable à l'Assemblée, malgré des inquiétudes sur la fiabilité de cette majorité. Macron aborde ensuite sa retraite précoce avec des avantages significatifs et envisage de devenir le premier Président de l'Europe, citant les précédents efforts de Giscard d'Estaing et Nicolas Sarkozy pour renforcer l'intégration européenne. Il souligne plusieurs enjeux européens urgents comme la défense européenne, le contrôle des frontières, et la supériorité des lois nationales sur les directives européennes. En conclusion, il reconnaît l'échec de sa politique du "Ni-Ni" et envisage de rétablir un bipartisme clair, en formant une Union des Droites pour contrer une Union des Gauches. Cette stratégie, selon lui, s'aligne mieux sur le système démocratique fonctionnel d'autres grands pays. Il propose de dissoudre l'Assemblée en cas de succès ou d'accepter une cohabitation en cas d'échec, tout en faisant face aux défis de la réforme des retraites.*

## Politique-Fiction : Un discours d'Emmanuel Macron !

Chers Concitoyens,

Lorsqu'en 2016, j'ai vu les frondeurs du PS dénoncer la politique menée par François Hollande et Manuel Valls avec de plus en plus de force, qualifiant le dernier remaniement ministériel de « pied-de-nez à la Gauche » j'ai eu, encouragé par de puissants amis représentant des forces économiques importantes, le sentiment qu'il était temps de concevoir une nouvelle politique : **celle du Ni-Ni** (Ni Droite, Ni-Gauche).

J'ai décidé alors de lancer le mouvement **En Marche** qui m'a conduit à la victoire du 7 Mai 2017, plébiscitée par 66.1% des suffrages exprimés après l'effondrement de la Droite consécutif à l'affaire Fillon.

Inutile de revenir sur le déroulement de ce premier quinquennat bousculé par d'innombrables affaires, d'abord les **Gilets Jaunes** et leurs 33 semaines de manifestations violentes puis la crise du **Covid** que j'ai essayé de maîtriser au mieux avec cette politique du « **Quoi qu'il en coûte** » qui a très sérieusement creusé la dette publique de la France approchant aujourd'hui des 3.000 milliards d'Euros !

Malheureusement j'ai eu à faire face du fait de mon entourage à de nombreuses affaires concernant la Justice, certaines déjà jugées, d'autres classées ou en cours (et soumises donc à la présomption d'innocence). Il y en a eu tellement que vous les avez sans doute oubliées ! **Je vous les rappelle ci-dessous.**

Au début de mon deuxième quinquennat où je n'ai pu obtenir à l'Assemblée qu'une majorité relative j'ai dû à nouveau subir presque aussitôt des **manifestations violentes contre la loi sur les retraites** à laquelle je tenais pour des raisons d'équilibre du régime par répartition et que je n'ai pu faire passer qu'en recourant au forceps du 49.3

Je dois également affronter simultanément la véritable **guérilla contre les bassines de Sainte Soline** !

La vie publique est loin d'être un long fleuve tranquille et il va falloir tenir encore 4 ans !

Certes je pourrais démissionner et trouver un comparse à la Poutine-Medvedev qui démissionnerait à son tour et me permettrait ensuite de me représenter pour deux nouveaux mandats mais comme je ne suis plus du tout sûr d'être réélu par vous, je préfère profiter des 4 années qui me restent !

Je pourrai pour cette poursuite de mandat, tenter une coalition avec les LR, seule façon de retrouver une majorité à la Chambre mais il faudrait pour cela que je leur accorde de très lourds avantages (un poste de Premier Ministre par exemple et peut-être 10 postes de Ministres). Et comme ils ne



disposent plus maintenant que de 61 Députés ils ne pourraient pas me garantir une majorité absolument certaine car il suffirait que 22 Députés Renaissance issus de la Gauche nous quittent en raison de ce changement de pied pour que je me retrouve à nouveau avec une majorité relative au Parlement.

A la fin de mon mandat, ne pouvant me représenter immédiatement je serai donc **retraité à 50 ans** et je bénéficierais comme mes prédécesseurs d'une retraite d'au moins 18.000 € par mois en attendant mes 62 ans qui me permettront d'y ajouter la retraite supplémentaire liée à mes autres fonctions antérieures en dehors bien sûr de tous les avantages à vie (et ils sont nombreux : voiture, chauffeurs, employés, bureaux...) des anciens Présidents.

Je pourrais également comme Sarkozy prononcer des conférences internationales merveilleusement bien payées mais j'ai plutôt en tête d'essayer de devenir le Premier Président de l'Europe.

Giscard d'Estaing avant moi y avait bien songé mais sans succès puisque vous aviez rejeté en 2005 le référendum sur le traité établissant une constitution européenne.

Heureusement que Nicolas Sarkozy a été plus malin en vous jouant en 2009 le coup du Congrès réuni à Versailles avec la complicité de François Hollande.

Vous comprendrez donc que je ne défends les intérêts français que dans cette perspective même si j'estime qu'ils sont souvent mis à mal au sein de l'Europe par nos voisins du Nord entraînés par l'Allemagne, cette moitié bien peu fidèle de notre « couple » !

Il nous faudrait en effet avancer sur plusieurs dossiers qui fâchent :

- L'interdiction aux Etats d'emprunter à leur Banques Centrales
- La Défense européenne
- La préférence américaine
- Les barrières douanières
- Le contrôle des frontières face aux migrations
- La supériorité des lois nationales sur les directives européennes
- L'équilibre budgétaire contributions/avantages du budget européen
- La politique africaine et moyen-orientale

Pendant les 4 années qui me restent sauf révolution, je ne vois donc qu'une seule possibilité si le peuple poursuit ses luttes contre les réformes que je voudrais entreprendre ou si la violence envahit la rue :

Défaire ce que j'ai tenté et dont je dois bien reconnaître l'échec : **au lieu et place du Ni-Ni, rétablir le bipartisme dont la Vème République a finalement le plus grand besoin** et pour cela essayer de fédérer une **Union des Droites** allant de la Droite de Renaissance au RN face à une **Union des Gauches** allant de la Gauche de Renaissance au PC et à LFI.

Oui, j'ai eu tort de croire au « Ni-Ni » car « En même temps » il faut bien comprendre que, comme c'est le cas dans tous les grands pays qui n'ont pas comme l'Allemagne un culte pour les coalitions, le seul système démocratique qui fonctionne est le système bipartisan avec une majorité et une opposition qui peuvent se succéder aux affaires :

**Républicains -Démocrates (USA) Conservateurs-Travailleurs (UK) Droite -Gauche (France) !**

En cas de succès dans cette entreprise il suffirait alors de dissoudre l'Assemblée puis de terminer mon mandat soit après une victoire de l'Union des Droites dans l'esprit des réformes que je souhaite

conduire soit en cas d'échec en supportant placidement comme l'ont fait Mitterrand et Chirac avant moi une cohabitation...

Dans l'immédiat si vous décidez pour les retraites de réunir le nombre de voix (4.87 millions) qui vous seront nécessaires pour déclencher un Référendum d'Initiative partagée, je ne m'y opposerais pas !

## Rappels

### Les Affaires concernant mes collaborateurs

- **Alexandre Benalla** pour faux témoignage et utilisation abusive de passeports diplomatiques
- **Agnès Buzyn** Ministre de la Santé pour mise en danger d'autrui
- **François Bayrou** Ministre de la Justice pour abus de confiance et recel (assistants parlementaires européens)
- **Sylvie Goulard** et **Marielle de Sarnez** toutes deux Ministres pour complicité de détournements de fonds
- **Richard Ferrand** pour attribution frauduleuse d'un marché public
- **Laura Flessel** Ministre des Sports pour oubli de déclaration à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique
- **Françoise Nyssen**, Ministre de la culture pour travaux illégaux dans sa maison d'édition
- **François de Rugy** Président de l'Assemblée Nationale après ses dîners pharaoniques (homards et grands crus) et ses travaux de confort
- **Jean-Paul Delevoye** Haut-Commissaire aux retraites pour omissions dans sa déclaration à l'HATPV
- **Muriel Pénicaud** pour favoritisme (mon déplacement à Las Vegas)
- **Benjamin Griveaux** arrêté dans sa course à la Mairie de Paris
- **Gérald Darmanin** Ministre de l'Intérieur poursuivi par des associations de défense des droits des femmes
- **Alain Griset** Ministre chargé des PME pour omission de déclaration de patrimoine
- **Eric Dupont-Moretti** Ministre de la Justice pour prise illégale d'intérêts
- **Jean-Michel Blanquer** Ministre de l'Education Nationale pour détournements de fonds publics
- **Sébastien Lecornu** Ministre de la Défense également par la HATPV
- **Olivier Dussops** Ministre du Travail pour prise illégale d'intérêt et corruption
- **Alexis Kohler** Secrétaire Général de l'Elysée pour prise illégale d'intérêts et trafic d'influence

Contrairement à plusieurs de mes Ex-Ministres, j'ai échappé à la **Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique** en 2022 en raison de mon tout petit patrimoine 550.000 € (moins qu'Hidalgo ou Jean Lassalle sans parler évidemment des ténors comme Valérie Pécresse, Eric Zemmour ou Marine Le Pen mais tout de même plus que Poutou, Arthaud et Roussel !)

Malgré de très brillants emplois depuis ma sortie de l'ENA : Banque Rothschild (Associé-Gérant), Secrétariat Général de l'Elysée (Secrétaire Général Adjoint), Ministère de l'Economie et des finances (Ministre) et Présidence de la République (Premier Mandat) je n'ai pas fait beaucoup d'économies ce qui explique ce (tout) petit patrimoine !

### Les déclarations de patrimoine et d'intérêts, certifiées sur l'honneur au Conseil constitutionnel par les candidats à l'élection présidentielle de 2022.

- **Valérie Pécresse** : 9,7 millions d'euros

- **Éric Zemmour** : 4,2 millions d'euros
- **Marine Le Pen** : 1,2 millions d'euros
- **Nicolas Dupont-Aignan** : 2 millions d'euros
- **Jean-Luc Mélenchon** : 1,4 million d'euros
- **Jean Lassalle** : 630.000 euros
- **Anne Hidalgo** : 575.000 euros
- **Emmanuel Macron** : **550.000 euros**
- **Yannick Jadot** : 412.000 euros
- **Fabien Roussel** : 220.000 euros
- **Nathalie Arthaud** : 219.000 euros
- **Philippe Poutou** : 122.000 euros

*Le texte examine la dynamique politique française, contrastant avec les systèmes multipartites en Allemagne et en Espagne. En Allemagne, le gouvernement repose sur une coalition de Sociaux-démocrates, Verts et Libéraux, et en Espagne, le PS et Unidas Podemos ont formé une alliance inattendue. Ces pays décentralisés diffèrent de la France, centralisée, où une majorité claire est cruciale. La France a connu du succès avec des majorités présidentielles (De Gaulle à Hollande) et des cohabitations (Mitterrand, Chirac). Actuellement, Macron manque de majorité, rendant une coalition avec les LR insuffisante. Le texte suggère un retour au bipartisme pour assurer une gouvernance efficace. Il rappelle comment Mitterrand a affaibli la droite en favorisant le Front National (FN), qui a évolué de 0.74% en 1974 à 41.45% en 2022 sous Marine Le Pen. Cette stratégie a marginalisé la droite traditionnelle, illustrée par la chute des Députés LR. Il est envisagé la formation de nouvelles coalitions à droite (RN, Reconquête, LR, Horizon, Modem) et à gauche (PS, Rad-Soc, Écologistes, LFI, PC), ainsi qu'une révision constitutionnelle pour stabiliser le gouvernement. Le texte conclut sur l'intérêt d'un Président arbitre élu au scrutin uninominal, évoquant une possible VIème République.*

## **Le retour au bipartisme : une possibilité ou une utopie ?**

J'ai dit et redit à plusieurs reprises dernièrement que dans un pays comme la France, peu enclin à la constitution de coalitions comme c'est pourtant la norme dans une vingtaine de pays de l'UE, il était bien difficile de gouverner lorsqu'on ne disposait pas d'une majorité absolue au Parlement

Au Bundestag, par exemple, le Gouvernement d'Olaf Scholz ne tient que par un accord entre Sociaux-démocrates, Verts et Libéraux, car chez nos voisins, personne ne se risque à mettre en doute l'intérêt d'une coalition. On a même vu sous Angela Merkel CDU et SPD travailler ensemble en faisant de larges compromis.

Même chose en Espagne où le PS s'est uni à Unidas Podemos qui regroupe des formations de la gauche radicale, coalition qui tient le coup alors que personne ne pensait que ça allait durer !

Ces deux pays pris comme exemple sont des pays décentralisés avec un fort pouvoir régional.

C'est peut-être ce qui les différencie de la France, pays jacobin s'il en est.

Or, un pouvoir ultra-centralisé a besoin d'une majorité claire, qu'elle soit de Droite ou de Gauche.

La France a vécu ces deux cas avec succès qu'il s'agisse d'une majorité présidentielle (De Gaulle, Pompidou, Giscard, Mitterrand 1, Chirac 1, Sarkozy, Hollande) ou tout aussi bien d'une majorité de cohabitation (Mitterrand 2, Chirac 2).

Avec Macron 2, pas de majorité et si le Président tentait de dissoudre l'Assemblée, la majorité relative des partis qui le soutiennent (Renaissance, Horizon, Modem) chuterait encore très sévèrement.

Qui plus est, contrairement à la suggestion que j'avais faite au début du premier quinquennat, une coalition avec les LR (ou ce qu'il en reste) ne garantirait même plus aujourd'hui une majorité absolue certaine car, même si les 69 Députés du LR rejoignait tous Emmanuel Macron, il suffirait, puisqu'il lui manque 38 Députés pour constituer cette majorité absolue, que 31 Députés de Gauche l'ayant rejoint précédemment quittent Renaissance pour rejoindre le PS en voyant se constituer une coalition nouvelle sérieusement contraire à leurs options politiques, celles qui les avaient fait rejoindre En Marche en 2017.

Pour retrouver un mode de gouvernance acceptable, **qu'il soit de Droite ou de Gauche**, il faut donc revenir au bipartisme, ce qui sonne le glas du Ni-Ni !

Inutile de rappeler que l'Union des Droites qui s'appelât UNR, UDR, RPR, UMP, a été détruite par le machiavélisme mitterrandien à l'époque où Jean-Marie Le Pen ne représentait qu'une Extrême

Droite infinitésimale (**0.74% aux présidentielles de 1974, 0% à celles de 1981** puisque, faute des 500 parrainages, il ne put même pas se présenter) !

Le Florentin comprit vite qu'il ne pourrait détruire la Droite qu'en favorisant la progression du FN, ce qu'il obtint en donnant des instructions secrètes aux chaînes publiques pour que soient largement ouvertes les portes de la Télévision et de la Radio au médiatique Député Le Pen.

Dès 1988 le résultat fut sensible puisque ce dernier atteint 14.1 % au premier tour puis en 1995 15% avant de se retrouver ô miracle, dû à la stupidité de Jospin et à l'entêtement de Taubira, au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2002 avec 17.4%. Après un léger repli, largement dû à ses outrances verbales, à 10.44% en 2007 il fit place à sa fille Marine Le Pen en 2012 qui avec 17.90% dépassa tous ses scores antérieurs pour grimper à 33.90% en 2017 et finalement 41.45% en 2022.

### **Quo non ascendet !**

On voit donc à quel point le piège mitterrandien s'est efficacement refermé sur la Droite française où cette dernière affaiblie d'un côté par le RN de Marine Le Pen et par Reconquête d'Éric Zemmour et de l'autre par l'adhésion du Modem au regroupement « En Marche » et les débauchages d'ex-LR rejoignant Horizons et Renaissance, se retrouve marginalisée avec un LR tombé à 69 Députés qui ne tient encore que par l'ancrage de vieux élus solidement implantés dont le nombre n'ira qu'en décroissant.

Nous verrons successivement dans les prochains jours, comment pourraient se reconstituer d'un côté une nouvelle Union des Droites alliant RN, Reconquête, LR, Horizon et Modem et une nouvelle Union des Gauches faisant revivre PS, Rad-Soc, Écologistes, LFI et PC.

Nous verrons aussi comment une révision constitutionnelle pourrait favoriser durablement cette clarification de la vie publique et assurer au pays un gouvernement stable quelle que soit sa couleur.

Nous terminerons ensuite en rappelant l'intérêt que pourrait présenter l'élection au scrutin uninominal à un seul tour d'un Président arbitre.

Mais ce serait déjà une des formes possibles d'une VIème République !

*Le texte aborde l'évolution et les défis du bipartisme en France, particulièrement autour de l'Union des Droites. La montée du Rassemblement National (RN) de Marine Le Pen et son impact sur la droite traditionnelle et le centre sont examinés. L'auteur note la hausse significative des votes pour le RN, passant de 17.90% en 2012 à 41.45% en 2022, et exprime ses inquiétudes quant à une potentielle prise de pouvoir de Marine Le Pen en 2027. Le RN, bien que s'étant modéré depuis l'ère Jean-Marie Le Pen, reste perçu comme extrême-droite, et gagne du soutien notamment sur les questions d'immigration et de lutte contre la pauvreté. Le mouvement Reconquête d'Éric Zemmour, malgré un bon début, a souffert d'un manque d'alliance avec le RN ou les LR (Les Républicains). Les LR, affaiblis par des rivalités internes et les scandales de Nicolas Sarkozy et François Fillon, semblent incapables de revenir en tête. L'avenir du Modem et de l'UDI, centristes, reste incertain. L'auteur suggère que pour gagner, la droite doit s'unir, dépasser son rejet du RN et proposer un programme convaincant de liberté, responsabilité, justice sociale, et humanisme. Cependant, les intérêts personnels des politiciens pourraient empêcher cette unification. Une victoire du RN est possible, surtout si Éric Zemmour soutenait Marine Le Pen. L'auteur envisage un scénario où Marine Le Pen, en cas de victoire, limiterait ses pouvoirs présidentiels et soutiendrait des candidats de droite aux législatives, quel que soit leur parti. Cela pourrait conduire à un gouvernement sans Marine Le Pen et une présidence moins autocratique. Toutefois, avec quatre années avant les élections présidentielles, l'avenir politique de la France reste incertain et ouvert à de nouvelles évolutions.*

## **Bipartisme (suite) : l'Union des Droites**

Ce problème épineux dépend principalement de l'attitude de la Droite Classique et du Centre vis-à-vis du RN de Marine Le Pen.

On vient de rappeler les raisons du développement du FN puis de la poussée fantastique du RN qui talonne aujourd'hui le pouvoir après avoir largement contribué au démantèlement des LR.

Je n'ai personnellement jamais voté pour Marine Le Pen et je considère que si la croissance brutale de ses résultats (**17.90%** en 2012/ **33.90%** en 2017/ **41.45%** en 2022) se poursuivait selon la même pente, cela l'amènerait inmanquablement seule au pouvoir en 2027 et ce serait sans doute un grand désastre pour la France !

Certes le RN s'est notabilisé par rapport aux propos souvent immondes de Jean-Marie Le Pen. Son comportement à l'Assemblée nationale est incontestablement plus digne que celui insensé de LFI et d'une partie des Ecologistes radicaux (Sandrine Rousseau) mais le qualificatif d'Extrême-Droite lui colle encore trop à la peau (alors même que le qualificatif d'Extrême-Gauche est systématiquement éludé à l'autre bout de l'hémicycle qui mériterait même celui d'Ultra-Gauche).

Une bonne partie du Peuple l'a rejoint notamment sur les questions d'immigration et de lutte contre la pauvreté par son projet d'attribution préférentiellement réservée aux Nationaux des aides de l'Etat.

Mais le plafond de verre, s'il est percé, n'empêchera pas les réactions hyper violentes des Black Blocs et autres nervis de France et de Navarre si désireux d'en découdre avec le pouvoir...quel qu'il soit !

La politique de reconquête des territoires perdus de la République que le RN appliquerait sitôt élu mobiliserait également contre lui les quartiers difficiles et l'association qui en naîtrait ne manquerait pas d'entraîner des dégâts inimaginables.

Autre composante importante de la Droite, le mouvement Reconquête d'Éric Zemmour qui en l'absence de toute alliance avec le RN ou avec les LR a été laminé aux Législatives malgré son score de départ très honorable (7.07% au premier tour de l'élection présidentielle de 2022 contre 4.78% pour Valérie Pécresse). C'est un parti de jeunes et Eric Zemmour ne commettra sans doute pas certaines erreurs qui l'ont grandement desservi lors du précédent scrutin.

Les LR, parti usé par trop d'erreurs, trop de rivalités : on mesure encore les dégâts de la Primaire dont les ténors et d'autres sont toujours embusqués à l'intérieur et à l'extérieur du Parti : Xavier Bertrand (LR), Laurent Wauquiez (LR), Bruno Retailleau (LR), Éric Ciotti (LR), Bruno Le Maire

(Renaissance), Gérald Darmanin (Renaissance), Edouard Philippe (Horizons) n'arrivera sans doute plus jamais en tête du second tour.

Les procès de Nicolas Sarkozy, les blagues de François Fillon, le score détestable de Valérie Pécresse ont eu raison de lui. La page est tournée !

Le Modem et ce qui reste de l'UDI représentants du Centre Droit regagneront-ils leur famille naturelle de la Droite et du Centre ou resteront-ils accrochés à un espoir de maintien de Renaissance. Il faudra choisir et vite !

Si la Droite veut vraiment gagner il faut qu'elle crée un **nouveau Rassemblement** qui unifiera ses forces sous un seul étendard, fera disparaître le rejet beaucoup trop systématique du RN (même si les médias ne l'attaquent plus qu'au fleuret moucheté), proposera un programme pédagogiquement expliqué aux Français fait de Liberté, de Responsabilité, de Justice sociale, d'Humanisme fraternel.

Pas certain que cela advienne dès 2027 car les appétits des candidats prétendument soucieux de l'intérêt général sont en réalité uniquement concentrés sur leurs intérêts particuliers ce qui rendra difficile la création d'un rassemblement unique et l'organisation d'une Primaire entre les Chefs.

Il faudra donc plutôt s'attendre à une nouvelle défaite ou à une victoire (momentanée) du RN (si Eric Zemmour par exemple, contraint par les sondages, se rangeait derrière Marine Le Pen).

Seule issue possible : au cas où Marine Le Pen, à nouveau candidate déclarerait qu'en cas de victoire au second tour elle renoncerait au pouvoir présidentiel tel que pratiqué jusqu'alors sous la Vème République et redonnerait à l'Article 20 de la Constitution (donc au Gouvernement) sa pleine valeur, s'engageant à apporter son soutien aux Législatives dans chaque circonscription au candidat ou à la candidate le mieux à même de représenter la Droite au second tour quel que soit son Parti d'origine (RN, LR, Reconquête, Modem...), à restaurer l'autorité du Parlement et à choisir comme Premier Ministre, quel qu'il soit, le Chef du parti de Droite qui arriverait en tête.

Un Gouvernement sans Marine Le Pen et une Présidente Marine Le Pen arbitre et non plus autocrate pourrait peut-être fonctionner.

Mais à quatre années de l'échéance présidentielle sauf révolution beaucoup d'eau coulera encore sous les ponts et l'avenir reste à inventer !

*Le texte traite de la situation politique française, en se focalisant sur le déclin du bipartisme et l'avenir de la gauche. Il constate l'affaiblissement du Parti Socialiste (PS) et d'autres partis traditionnels de gauche, comme le Parti Communiste (PC) et les Radicaux, tout en critiquant la montée des extrêmes comme La France Insoumise (LFI) et certains écologistes. L'auteur rappelle l'Union de la Gauche de 1974 sous François Mitterrand, qui a conduit au pouvoir en 1981, en comparaison avec les tentatives de Jean-Luc Mélenchon de rassembler la gauche. Le texte souligne les défis de la gauche, notamment sa gestion économique et ses positions sur le climat, la dette et l'immigration. Il rappelle que sous Michel Rocard ou Lionel Jospin, la gauche a connu des succès. Pour un retour au pouvoir, l'auteur suggère un nouveau rassemblement de gauche, semblable à une possible "Union des Droites". Ce rassemblement devrait rejeter des candidats peu respectables et trouver un leader plus convenable, tout en visant à éliminer la "Macronie", et à revitaliser le PS. L'auteur espère une réforme constitutionnelle avec l'élection du Président de la République au scrutin uninominal à un tour pour instituer une Sixième République. Cette réforme vise à créer un équilibre politique permettant une alternance régulière du pouvoir, malgré le caractère conflictuel des Français. L'objectif est d'établir un dialogue continu entre le gouvernement et l'opposition, où chaque groupe peut espérer accéder au pouvoir et influencer la politique nationale.*

## **Bipartisme (fin) : l'Union des Gauches**

A Gauche, comme à Droite, l'euphorie n'est pas de mise. La social-démocratie, parti de gouvernement par excellence a suivi l'exemple catastrophique des LR. Le PS est laminé et n'est pas près de s'en remettre. Le PC reste à son étiage et les Radicaux ont disparu.

Malheureusement nous devons prendre en compte les rangs serrés des LFI et de certains EELV radicaux malgré leurs outrances peu dignes de la France et leurs choix idéologiques plus que contestables.

Pourtant on se souvient de l'Union de la Gauche de 1974 constituée par François Mitterrand alors Président du PS qui allait l'amener au pouvoir en 1981 et des accords passés entre Socialistes, Radicaux et Communistes.

Hier c'était Jean-Luc Mélenchon dans la fonction tribunitienne qu'il remplit si bien au ravissement des médias sinon des Français qui voulait être « élu » Premier Ministre !

La Gauche incarne des valeurs de solidarité qui en font sa grandeur mais elle gère mal l'économie et se laisse entraîner dans des dérives bien naïves sur les questions du dérèglement climatique et de la politique nucléaire.

Elle mesure mal la nécessité de contrôler la dette, l'équilibre du commerce extérieur, le contingentement de la dépense publique, l'immigration mal contrôlée et l'assimilation inexistante.

Mais « dura lex sed lex » c'est au peuple de choisir son destin et sous Michel Rocard ou Lionel Jospin, la Gauche n'a pas démerité.

Pour revenir au pouvoir il faudrait qu'elle aussi constitue un nouveau rassemblement qui ferait pendant au rassemblement s'il se reconstituait de « l'Union des Droites » et qui en cas de victoire aux législatives reprendrait en miroir la possibilité envisagée précédemment pour la Droite, abandon du pouvoir personnel du Président, Gouvernement par un Premier Ministre issu de la majorité parlementaire, recours plus facile à une démocratie participative par référendum.

C'est au peuple et à lui seul d'écarter des candidats qui nous font honte par leurs propos, leurs conduites, leurs outrances verbales et même leur accoutrement dans l'hémicycle.

Il faut que ce rassemblement trouve parmi les siens un Chef de File plus convenable que l'admirateur d'Hugo Chavez dont l'image holographique nous suffira amplement ou la désormais célèbre passionaria furieuse des Verts !



Comme précédemment je crains que ce soit trop court pour arriver en 2027 à faire disparaître Renaissance et toute la Macronie, pour convaincre Horizons et Modem de retourner à Droite, pour revivifier le PS et les Radicaux, pour faire émerger au sein des Ecologistes des défenseurs de la planète moins sectaires et moins anesthésiés par les Fake News. Cela exigera de la pédagogie et du respect pour le peuple, de l'ouverture d'esprit vers le monde ce qui influencera la politique d'aide au développement et la recherche de la paix seules façons de permettre à chaque population de vivre dignement sur ses propres terres.

Terminons en souhaitant que dès que possible un changement de Constitution puisse intervenir instituant une élection du Président de la République au scrutin uninominal à un seul tour (*Primus inter pares*) qui en France comme dans TOUS les autres Etats de l'UE serait l'indispensable arbitre à un Gouvernement majoritaire au Parlement et une opposition ayant aussi vocation à accéder au pouvoir.

C'est dans ce seul cas qu'en France, parce que les Français sont des Gaulois querelleurs, qu'une succession normale par une alternance au gré des réussites ou des échecs de chaque Groupe permettra le maintien d'un dialogue puisque l'opposant détiendra toujours le pouvoir de faire triompher ultérieurement son point de vue dans les urnes.

La constitution en France de deux grands regroupements « **Union des Droites** » et « **Union des Gauches** » et d'une **élection du Président au scrutin uninominal à un seul tour** pourrait créer les conditions d'avènement d'une **Sixième République** qui remplacerait une Vème aujourd'hui bien lasse malgré son passé parfois glorieux.

*Le texte discute de la position européenne entre la Chine et les États-Unis, axée sur les commentaires d'Emmanuel Macron lors de sa visite d'État à Pékin. Macron appelle à une « troisième voie » européenne, indépendante des États-Unis, notamment sur la question de Taïwan. Ses propos coïncident avec des exercices militaires chinois autour de Taïwan, suscitant des critiques. L'auteur soutient la souveraineté européenne, à condition qu'elle respecte la souveraineté nationale. Le statu quo de Taïwan depuis 1979, fonctionnant comme un État malgré les revendications territoriales de la Chine et les menaces sur son autonomie, est mis en évidence. L'importance économique des investisseurs taïwanais en Chine est également soulignée. Macron, prônant une troisième voie, fait face à des divisions au sein de l'UE, où beaucoup préfèrent rester sous l'influence américaine. Ces divisions reflètent un débat historique sur la relation de l'Europe avec les États-Unis, remontant à la décision du Général De Gaulle en 1966 de quitter le commandement de l'OTAN, contrastant avec la réintégration par Nicolas Sarkozy en 2009. La méfiance française envers la politique américaine, exacerbée par les guerres américaines perçues comme égoïstes (Vietnam, Afghanistan, Irak, Libye, Yougoslavie) et l'implication indirecte des États-Unis en Russie via l'Ukraine, est soulignée. L'auteur questionne si l'Europe, malgré sa force économique, restera un « nain politique » et si Macron pourra maintenir une position indépendante face aux influences médiatiques. La coopération européenne est encouragée, malgré le refus de certains États membres d'une défense commune et de choix anti-européens. Enfin, l'auteur insiste sur l'importance de ne pas compromettre la souveraineté nationale de la France, unique détenteur européen de l'arme nucléaire.*

## **Une voie européenne entre Chine et États-Unis est-elle possible ?**

En quittant Pékin après une visite d'État controversée de trois jours, Emmanuel Macron a estimé que l'Europe ne devait pas faire preuve de « suivisme » envers les États-Unis mais au contraire incarner une troisième voie vis-à-vis de la Chine sur la question de Taïwan.

Inutile de dire que ses propos, prononcés à la veille du déclenchement des exercices militaires chinois autour de l'île, ont suscité de nombreux commentaires et certains observateurs lui ont vivement reproché des déclarations de nature à inciter une intervention chinoise pour reprendre le contrôle de l'île.

Je ne peux pour ma part, une fois n'est pas coutume, qu'adhérer à son désir de militer pour une souveraineté européenne sous réserve qu'elle serve et non asservisse la souveraineté nationale de chaque Etat de l'Union.

Chacun sait bien sûr que depuis 1979, Taiwan bénéficie d'un statu quo qui lui permet de fonctionner comme un État, bien que son indépendance ne soit officiellement reconnue que par 13 pays dans le monde et que Pékin, qui a toujours considéré ce territoire comme l'une de ses provinces (*c'est son Alsace-Lorraine*), a multiplié les menaces envers l'autonomie de l'île.

Mais chacun sait aussi que les investisseurs Taïwanais sont largement présents sur le continent directement ou à travers Hong-Kong et qu'ils ont signé un nombre considérable de contrats contribuant ainsi à la mutation économique exceptionnelle de la Chine.

Mais la troisième voie prônée par Emmanuel Macron semble bien fragile et ses propos risquent de le couper de la moitié des dirigeants de l'UE qui n'ont qu'une seule obsession : rester sous le parapluie américain. Déjà les critiques fusent aussi bien du côté de Parlementaires européens qui lui dénie le droit de parler au nom de l'Europe que chez les Conservateurs américains qui ironisent sur ses prises de position quand ils ne s'indignent pas avec véhémence.

Il faudra bien qu'un jour on tire les conséquences des profondes divisions entre Européens sur nos rapports avec les USA en se rappelant qu'en 1966 le Général De Gaulle allait affirmer la volonté de la France à disposer d'elle-même et à être utile aux autres nations, ce qui n'était pas compatible avec une organisation de défense, l'OTAN, où elle était subordonnée.

Et même si 43 ans plus tard, en 2009, le président Nicolas Sarkozy demanda à rejoindre le commandement intégré de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, la défiance des Français vis-

à-vis de la politique américaine reste grande. Ils sont nos Alliés mais nous ne sommes pas leurs vassaux.

On se souvient de la fin catastrophique des guerres américaines, Vietnam, Afghanistan, Irak, Libye, Yougoslavie, où l'Oncle Sam a toujours agi au profit de ses seuls intérêts, obligeant même le pauvre Général Collins en 2003 à se déshonorer en mentant ouvertement à l'ONU. L'attaque US contre la Russie par Ukrainiens interposés en est une nouvelle illustration et la peur de l'Ours russe entraîne l'adhésion aveugle des pays voisins qu'elle précipite dans les bras du plus fort.

Géant économique, l'Europe restera-t-elle un nain politique ? Macron maintiendra-t-il une position française tenant compte des réalités cachées aux Français par les médias ? Plus que jamais nous devons coopérer avec nos partenaires européens dans une Union économique et culturelle mais nous devons aussi prendre conscience de leur refus réitéré de participer à une défense commune et des choix anti-européens qu'ils nous imposent.

Et puisque nous sommes maintenant les seuls en Europe à disposer d'une force de dissuasion nucléaire, ne bradons pas notre souveraineté nationale !

*L'article discute de l'influence d'Emmanuel Macron sur le retour au bipartisme en France, en soulignant la nécessité de revenir au bipartisme pour mieux refléter les opinions du peuple français, tout en reconnaissant les limitations des coalitions élargies. Il envisage une modification constitutionnelle pour établir deux blocs principaux, Droite et Gauche, divisés en plusieurs partis, avec les meilleurs de chaque bloc s'affrontant au second tour des législatives. Pour les présidentielles, l'auteur suggère de maintenir le scrutin uninominal à un tour pour éviter le pouvoir personnel, limité à des cas comme celui de De Gaulle qui démissionna spontanément. L'auteur note l'affaiblissement du piège mitterrandien à droite et l'ascension du Rassemblement National (RN), malgré des divergences entre les déclarations publiques et les convictions personnelles. Il critique la stratégie du "Ni-Ni" de Macron et son impact sur les partis traditionnels de gouvernement, Gaullisme et Social-démocratie, qui sont devenus l'ombre d'eux-mêmes. L'attitude de Macron envers les classes populaires, marquée par un mépris manifeste et des décisions controversées comme celle sur la réforme des retraites, alimente un mécontentement croissant. Le désamour envers Macron pourrait mener à un abandon de ses députés, se réalignant avec leurs partis d'origine pour assurer leur réélection. L'auteur voit une chance pour la France de retrouver un système capable de désigner une majorité claire sans revenir au pouvoir personnel. Il prédit la fin prochaine du "Ni-Ni" et l'effondrement du Macronisme, notamment lors des Européennes de 2024. L'auteur suggère que Macron pourrait améliorer la situation par un acte de contrition, mais doute de sa capacité à le faire. Il critique le manque de pédagogie du gouvernement dans la mise en œuvre de la réforme des retraites, proposant une alternative plus simple liée au salaire en fin de carrière et à l'âge de départ à la retraite. L'éditorial se termine par les réflexions d'un éditorialiste octogénaire qui continue de travailler, soulignant une certaine injustice dans le système actuel.*

## **Emmanuel Macron : l'accélérateur du retour au bipartisme !**

Dans de récents éditos j'estimais qu'il deviendrait de plus en plus nécessaire de revenir au bipartisme car les Français sont à la fois attachés à l'idée d'une représentation proportionnelle où chaque ressenti peut se manifester et permettre ainsi un retour aux urnes et peu enclins aux coalitions élargies comme nos voisins allemands.

Cela pourrait se faire par une modification de la Constitution qui instaurerait deux rassemblements Droite et Gauche eux-mêmes pouvant être divisés en plusieurs partis de sorte qu'au second tour (au moins pour les Législatives) ne puissent s'opposer que le candidat ou la candidate des deux camps arrivés en tête au sein de leurs Rassemblements respectifs.

Pour les Présidentielles si l'on veut abandonner le pouvoir personnel qui ne peut se tolérer que si l'élu, en cas de désaveu du peuple en cours de mandat, accepte de se retirer spontanément (comme le fit De Gaulle) ou au minimum de démissionner quitte à se représenter, il vaudrait mieux rester sur l'idée du scrutin uninominal à un seul tour désignant un Chef de l'Etat qui serait rarement majoritaire et devrait donc s'investir dans un rôle indispensable d'arbitre (et pas seulement dans l'inauguration des chrysanthèmes).

On a vu qu'à Droite le piège mitterrandien qui avait propulsé le Front National commençait à s'affaiblir et que le plafond de verre grâce à des progrès spectaculaires du RN de scrutin en scrutin commençait à se fissurer même si encore les prises de positions publiques sont parfois éloignées des convictions intimes.

Le Ni-Ni macronien a eu raison des deux grands partis de gouvernement traditionnels, le Gaullisme et la Social-démocratie. LR et PS ne sont plus que l'ombre d'eux-mêmes. Ils ont fait leur temps !

Seulement voilà, le mépris manifeste que le Président Macron porte au petit peuple (les syndicats d'aujourd'hui comme les Gilets Jaunes d'hier) nourrit une colère latente que ses provocations comme la promulgation de la loi sur les retraites à 4 heures du matin immédiatement après l'avis du Conseil Constitutionnel, ne font qu'attiser.

Et même s'il arrive à terminer son mandat, il est certain que le désamour que lui porte une immense majorité du peuple n'ira que croissant. Or les Députés qui l'ont suivi, s'ils veulent être réélus à l'issue de la Législature (sauf révolution on voit mal comment le Président pourrait dissoudre l'Assemblée puisque sa majorité s'effondrerait immédiatement encore plus), devront forcément quitter le navire pour rejoindre leurs formations d'origine (Droite et Gauche).

C'est peut-être une chance pour la France de retrouver un système capable de désigner une majorité sans revenir au pouvoir personnel qui, il faut bien le dire, ne convenait qu'à De Gaulle.

La fin du « Ni-Ni » ou du « En même temps » est sans doute proche. Et il est plus que certain que les Européennes de 2024 qui, elles, sont à la proportionnelle nationale, vont consacrer cet effondrement du Macronisme, prélude à tous les départs (les rats quittent le navire)!

Pourrait-il en être autrement ?

Peut-être par un acte de contrition dont le Président est malheureusement incapable. Reconnaître que la loi, même si une profonde réforme est nécessaire, n'a pas donné lieu à des explications et à des concertations suffisantes, que le Gouvernement a manqué de pédagogie, que les organisations syndicales et patronales n'ont pas été suffisamment impliquées, que le recours au 49.3 était une erreur.

Il aurait même mieux valu proposer un système plus simple comme celui liant le salaire en fin de carrière (qui souvent traduit les conditions de pénibilité du travail ou l'âge de début de l'activité professionnelle) et l'âge de départ.

Exemple : en dessous de 1000 € de salaire départ à 60 ans

A chaque changement de tranche de salaire de 1000 € départ 1 an plus tard

- Ainsi 81% des Français partiraient au plus tard à 62 ans
- 10% (les cadres moyens) partiraient à 63 ans
- 4% (les cadres supérieurs) à 64 ans et
- 5% (les cadres dirigeants et les professionnels) à 65 ans

Ce qui ne serait que justice dit un petit éditorialiste de 80 ans ...qui travaille encore !

*L'article critique le président français Emmanuel Macron pour son utilisation de la "Novlangue", un langage visant à manipuler la pensée, inspiré par le roman "1984" de George Orwell. L'auteur suggère que Macron, bien qu'éduqué et lettré, utilise délibérément un langage spécifique pour influencer l'opinion publique. L'article mentionne son manque de spontanéité, soulignant ses discours lus sur prompteur et ses phrases calculées, comme "Ni-Ni", "Un pognon de dingue", et "L'émancipation par le travail". Ces expressions, selon l'auteur, ne sont pas anodines mais montrent une stratégie de communication raffinée. L'auteur cite des exemples de phrases controversées de Macron, indiquant une prétendue déconnexion avec les citoyens ordinaires et une tentative de séduire à la fois la droite et la gauche. Ces phrases incluent des commentaires sur les gens dans les gares, dans un abattoir breton, et sur le désordre social. L'article mentionne également la déception de François Dosse, un ancien professeur de Macron, envers ses tactiques politiques, notamment son approche de siphonner les voix de gauche et de droite et même de l'extrême droite. Enfin, l'auteur appelle à une clarification de la politique de Macron, soulignant une désillusion du public avec son style de gouvernance centré, malgré six années au pouvoir.*

## **Emmanuel Macron : un champion de la Novlangue !**

Le Français moyen abruti devant son poste de TV ne se rend pas compte qu'au fil du temps des mots en apparence anodins mais tout droit inspirés du roman de Georges Orwell « 1984 » distillent en lui le venin de la « Novlangue », un langage dont le but est l'anéantissement de la pensée, la destruction de l'individu devenu anonyme et finalement l'asservissement du peuple.

Bien qu'il n'ait pas réussi à intégrer l'ENS, Emmanuel Macron n'en reste pas moins un lettré, ancien assistant de Paul Ricoeur, époux d'une professeure de français (puisqu'il faut paraît-il féminiser les noms des titres et des métiers !) et Président de la République pouvant s'offrir toutes les agences de communication de la terre.

Les éléments de langage qu'il distille au fil de ses allocutions ne sont donc pas choisis au hasard.

Avez-vous d'ailleurs remarqué lors de sa dernière allocution quelques hésitations de lecture prouvant qu'il déroule son texte sur un prompteur ? N'est pas De Gaulle qui veut !

### **Quelques exemples pris au hasard :**

Le fameux *Ni-Ni* (le gouvernement par le Centre)

*Un pognon de dingue* (Le coût de notre politique sociale)

*Et de Droite et de Gauche* (Draguer la Droite sans s'aliéner la Gauche)

*L'émancipation par le travail* (Difficile de dire aux cheminots « Arbeit macht frei »)

La *Théorie du ruissellement* de celui qui veut qu'on célèbre « Les premiers de cordée »

Foutre le bordel « *Il y en a certains, au lieu de foutre le bordel ils feraient mieux d'aller regarder s'ils peuvent avoir des postes là-bas* »

Dans les gares : « *Les gens qui réussissent et les gens qui ne sont rien* »

Dans un abattoir breton : « *Il y a dans cette société une majorité de femmes, pour beaucoup illetrées* »

On pourrait multiplier les exemples et seuls les pauvres d'esprit peuvent imaginer que ces paroles sont spontanées, anodines alors qu'elles témoignent d'une volonté délibérée de restreindre les limites de la pensée.

Même certains de ses anciens professeurs de Gauche comme François Dosse qui l'a mis en contact avec Paul Ricoeur et qui l'avait encensé dans son livre « Le Philosophe et le Président » cessent de le soutenir

*« Après avoir siphonné la gauche et la droite, Emmanuel Macron veut prendre des voix aux électeurs du Rassemblement national », se désolé-t-il.*

La récente allocution présidentielle était un modèle du genre « Parler pour ne rien dire » A la pêche aux voix et aux coalitions désormais impossibles il faudra s'adresser au Peuple avec beaucoup de pédagogie et pas par des tours de passe-passe d'éléments de langage fussent-ils ânonnés à longueur d'antenne par des médias aux ordres des puissants qui les possèdent.

Une clarification de la politique proposée à nos concitoyens est donc nécessaire car si la France veut être gouvernée au Centre, force est bien de constater au bout de six années d'Emmanuel Macron, qu'elle ne veut plus être gouvernée par le Centre.

*Ce texte traite des nombreux problèmes sociaux et politiques en France, mettant l'accent sur la lutte contre la réforme des retraites. Il souligne la nécessité d'une réflexion globale incluant divers aspects du travail. Il critique la présidence actuelle et envisage le rejet de la loi sur les retraites en cas de démission du Président ou de dissolution de l'Assemblée. Le texte aborde l'inégalité entre riches et pauvres et la difficulté d'accepter un allongement de la durée de travail dans ce contexte. Il mentionne également plusieurs défis : inflation, guerre en Ukraine, réglementations européennes, endettement national, manque de compétitivité des entreprises, insécurité, immigration, fraudes fiscales et sociales. L'auteur appelle à une réforme constitutionnelle pour assurer une majorité gouvernementale stable, craignant un choix difficile entre Le Pen et Mélenchon en 2027. Il encourage les "pauvres" à se mobiliser pour un gouvernement qui améliorerait les salaires, l'éducation, la santé, et l'économie, tandis que les "riches" devraient contribuer plus aux charges nationales. Enfin, il appelle à une participation active des politiques, syndicats et mouvements associatifs pour éviter le risque de dictature ou de révolution.*

## **Comment en finir ?**

Nous semblons nous débattre dans une nasse de problèmes insolubles.

La lutte contre la loi sur les retraites qui va à nouveau rebondir le 1<sup>er</sup> mai, lutte stupide et inutile car il faudrait réexaminer la question dans le cadre d'une réflexion globale sur le travail impliquant tous les partenaires sociaux (Gouvernement, Syndicats, Patronat, Caisses de Retraite), incluant les questions de pénibilité, d'espérance de vie par profession, de chômage, de travail des seniors, de carrières longues, de dangerosité de certains métiers, de réindustrialisation du pays, de régimes spéciaux, de gestion des caisses, de participation aux retraites des ressources du capital...

N'oublions pas que la Macronie, si le Président démissionnait (ce qu'il ne fera évidemment pas) ou s'il dissolvait l'Assemblée Nationale, serait, compte tenu du désamour incroyable qu'il a accumulé, immédiatement balayée et sa loi retraite aussitôt abolie.

Il en sera de même si le Conseil Constitutionnel valide le projet de Référendum d'Initiative Partagée car, pour une fois, il est assez vraisemblable que les syndicats recueilleront les 4.87 millions de signatures nécessaires.

Comment voulez-vous que des travailleurs exposés à des métiers pénibles et à des bas salaires puissent accepter sans rechigner de travailler 2 ans de plus alors que les inégalités entre riches et pauvres n'ont jamais été aussi grandes ?

Comment voulez-vous que celui qui a fait de longues études doive attendre 67 ans révolus (et sans doute plus tard demain pour certains puisqu'il faut 43 années validées) pour avoir une carrière complète si son métier n'est pas passionnant ?

Ces débats doivent prendre en compte de très nombreux paramètres, l'inflation galopante accentuée par une guerre d'Ukraine qu'il faudra bien savoir finir, les réglementations européennes inacceptables nous faisant payer notre électricité deux fois plus cher qu'en Allemagne, le niveau insensé de notre dette prélude à des remboursements d'intérêts catastrophiques, le manque de compétitivité de nos entreprises harassées par des cotisations sociales et fiscales que n'ont pas leurs voisins européens, l'essence à 2 €, l'insécurité dans de nombreuses villes, l'immigration incontrôlée, les fraudes fiscales et sociales non poursuivies, les trafics de drogue étalés au grand jour, la contestation violente à la moindre initiative, l'absence de majorité parlementaire d'un Gouvernement devant gérer le pays contre l'assentiment de 70% des Français.

Tout F... le Camp !

La France pour être gouvernée par la Droite ou par la Gauche, peu importe, c'est aux Français de choisir, a besoin d'une majorité. La réforme constitutionnelle que j'appelle de mes vœux devrait le permettre, sinon on risque fort en 2027 de devoir choisir entre Le Pen et Mélenchon, ce qui entraînerait dans un cas comme dans l'autre un chaos indescriptible.



« Pauvres » arrêtez de mobiliser vos énergies dans des luttes stériles. Le prochain Gouvernement devra proscrire les bas salaires, rétablir une éducation et une santé de qualité, protéger les faibles et les personnes handicapées ou dépendantes, relancer notre économie, défendre notre souveraineté, supprimer les zones de violence et de non-droit, réindustrialiser la France. Il ne le fera que si vous vous mobilisez et si vous votez.

« Riches » acceptez de revenir à un partage plus équitable des ressources de notre pays faisant contribuer plus largement les revenus du capital aux charges solidaires de la Nation et renouez avec la règle gaullienne de la participation pour que chacun puisse espérer construire un nouveau modèle qui règle les rapports humains *"de telle sorte que chacun, pour sa part, soit responsable de l'œuvre collective dont dépend son propre destin"*.

Que ceux qui sont engagés dans la vie publique (politiques, syndicats, mouvements associatifs) participent activement à cette convergence nécessaire vers une forme gouvernable de la Patrie sans laquelle nous risquerions de nous voir entraînés vers la dictature ou la révolution.

*Le texte résume la situation politique en France un an après la réélection d'Emmanuel Macron en avril 2022. Macron, avec 58.55% des voix, a battu Marine Le Pen, qui a obtenu 41.45% des suffrages. Malgré sa victoire, Macron a perdu 2 millions de voix par rapport à 2017, tandis que Le Pen a gagné 3 millions de voix. Les sondages montrent un désamour pour Macron, prédisant une victoire de Le Pen en cas de nouvelles élections. Le texte critique l'inefficacité du gouvernement Macron, soulignant l'immobilisme face à des problèmes majeurs comme les retraites, l'inflation, le chômage, l'éducation, et d'autres enjeux sociaux et économiques. Il est suggéré que Macron pourrait adopter un rôle d'arbitre, comme d'autres chefs d'État européens, pour améliorer la situation. L'auteur propose de convoquer une Assemblée Constituante pour réformer les institutions de la République, suggérant le retour au septennat pour le président et des changements dans le système législatif. L'idée est de créer une "sixième République" axée sur le dialogue, la participation, et la restauration de la souveraineté française, notamment en matière de défense, de politique étrangère, et de gestion des flux migratoires. Ce changement inclurait également des ajustements dans les relations avec l'Union Européenne et des réformes sociales visant à améliorer le commerce extérieur et à encourager le mérite et l'effort chez les jeunes*

## Un an déjà !

**24 avril 2022** : Emmanuel Macron était réélu Président de la République par 18.768.639 électeurs (58.55% des suffrages exprimés) contre Marine Le Pen 13.288.686 électeurs (41.45% des suffrages exprimés).

Il n'avait obtenu au premier tour que 9.783.058 voix soit 20% des inscrits (1 Français sur 5) l'emportant au deuxième tour malgré une perte de 2 millions de voix par rapport à 2017 alors que Marine Le Pen malgré une progression extrêmement importante de plus de 3 millions de voix allait une fois encore butter contre un plafond de verre.

Elle récupérait au second tour une grande partie des voix de Droite mais également un gros quart des voix de Gauche et le Président réélu faisait le plus mauvais score des affrontements de second tour avec l'Extrême Droite depuis 2002

<b>Jacques Chirac 2002</b>	82.21%	<b>Jean-Marie Le Pen</b>	17.79%
<b>Emmanuel Macron 2017</b>	66.10%	<b>Marine Le Pen</b>	33.9%
<b>Emmanuel Macron 2022</b>	58.55%	<b>Marine Le Pen</b>	41.45%

Si l'on en croit les sondages, compte tenu du profond désamour qui frappe le Président un an après sa réélection, si une nouvelle présidentielle avait lieu aujourd'hui avec les mêmes candidats Marine Le Pen arriverait nettement en tête au premier tour (31%) devant Emmanuel Macron (23%) et Jean-Luc Mélenchon (18.5%) et l'emporterait au second par 55% contre 45% pour Emmanuel Macron (hypothèse de principe puisqu'en fait il n'aura plus le droit de se représenter).

On voit mal comment sans majorité à l'Assemblée nationale, sans dissolution réellement envisageable, sans élargissement possible avec les LR (où déjà les candidats à la Présidentielle fourbissent leurs armes après le score catastrophique de Valérie Pécresse) il pourrait espérer un quelconque retour en grâce.

Surtout pas au cours des 100 prochains jours qui seront plutôt ceux de Napoléon 1<sup>er</sup> (de l'île d'Elbe à Waterloo) ni après les élections européennes de 2024 (proportionnelle nationale) où Renaissance et ses alliés de la Macronie (Horizons, Modem) qui se présenteront vraisemblablement en ordre dispersé subiront certainement un fort recul par rapport à une Droite de plus en plus Eurosceptique !

Emmanuel Macron, Européiste déterminé (il se verrait bien Président de l'Europe et il est vrai que prendre sa retraite à moins de 50 ans n'a rien d'enthousiasmant) risque fort de faire un second quinquennat peu différent d'une cohabitation pire que celles de Mitterrand (en 1988) ou Chirac (en 1997) car il aura malgré tout la totale responsabilité du pouvoir.

Adieu les réformes et pourtant elles sont indispensables à la modernisation de la France. On le verra sans doute tenter quelques réformettes sur des sujets mineurs entrecoupées de ces « Grands Débats » qu'il affectionne même s'il lui faut affronter insultes et casseroles !

De toutes façons se sentant plus intelligent que tout le monde il ne craint pas ces hostilités verbales, bien protégé par un service d'ordre qui a compris à ses frais la leçon de Valence !

**Mais la France dans tout cela ?**

Peut-elle attendre 2027 dans l'immobilisme le plus total ?

**Retraites, Inflation, Chômage, Education, Santé, Politique énergétique, Sécurité, Immigration, Ukraine, Dette, Déficit du Commerce Extérieur, Souveraineté, Défense, Personnes dépendantes, Ecologie, Réindustrialisation, Jeunesse ? Tout peut-il attendre ?**

Non, Monsieur le Président, dans l'intérêt supérieur de la France, la situation présente dont vous êtes le seul responsable, ne peut perdurer pendant encore quatre longues années dans l'incertitude d'une politique aujourd'hui rejetée par 7 Français sur 10.

Personne ne remet en doute votre réélection même si le régime du quinquennat a montré toutes ses insuffisances. Mais être un Président de cohabitation comme le furent Mitterrand et Chirac n'a rien d'offensant. Au contraire cela vous permettrait de remplir le rôle d'arbitre que jouent 19 autres Chefs d'Etats européens sur 27 dans des pays qui ne s'en trouvent pas plus mal.

Mon conseil (*mais vous n'en avez nul besoin*) , convoquer une Assemblée Constituante qui remettrait en ordre de marche les institutions de la République où un Parti Majoritaire comme du temps de l'UDR ou de l'Union de la Gauche n'arrive plus à se constituer spontanément, rétablirait pour la prochaine élection le septennat d'un Président-arbitre élu au suffrage universel à un seul tour, organiserait les Législatives sur une base de primaire départementale bi partisane avec retour aux urnes à mi-mandat, remettrait en vigueur l'Article 20 de la Constitution, réduirait le nombre de parlementaires et rétablirait le cumul possible d'un mandat local et d'un mandat national.

Une sixième République en quelque sorte, république du dialogue et de la participation, république tournée vers le peuple appliquant sans faiblesse l'article 13 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, restaurant la souveraineté de la France en n'acceptant les Directives d'une Commission Européenne non élue que si elles sont ratifiées par le Parlement français, gardant la maîtrise de sa Défense et de sa politique étrangère sans rejeter bien sûr les coopérations européennes, sous réserve que soient corrigés à nos frontières les effets d'une politique prétendument de concurrence libre et non-faussée, maîtrisant ses flux migratoires, corrigeant par une TVA sociale les déséquilibres de ses échanges commerciaux, redonnant à sa jeunesse le goût du mérite et de l'effort.

Une France dont vous pourriez tout de même, pour 4 ans encore, être fier d'être le Président.

*Le texte évoque l'urgence de sauver la France face aux multiples crises et problèmes actuels, incluant l'insécurité, l'immigration, la gestion des cités, et les trafics de drogue. L'auteur critique la politique d'immigration, citant l'exemple de Mayotte et les problèmes d'assimilation dans les quartiers où règne le trafic de drogue. Il suggère des mesures radicales comme la pénalisation des clients de drogue pour lutter contre les trafics. L'échec des partis traditionnels, LR et PS, dans les élections de 2022 est souligné, ainsi que la difficulté de former des coalitions en France. Il propose un système de candidature présidentielle basé sur le nombre de parrainages pour réduire le nombre de candidats et améliorer la qualité des débats. L'auteur questionne la viabilité de la situation politique actuelle jusqu'en 2027 et critique la gestion des problèmes par l'endettement et les affrontements.*

## Sauvez, sauvez la France...

Je me souviens comme tous ceux de ma génération, issus d'une vieille famille catholique, de ce cantique en hommage au Sacré-Cœur, la « meringue » de Montmartre dont parleront plus tard les comités laïcs !

Si je le reprends aujourd'hui en appelant cette fois le peuple français à « Sauver la France » c'est que l'heure est grave.

Je passe rapidement sur les images à longueur d'écran de nos chaînes info, meurtres dans les quartiers nord de Marseille, attaques contre les pompiers à Nice, violences à Mayotte et tant d'autres.

Ce spectacle quotidien de l'insécurité prépare-t-il les esprits à une prochaine loi sur l'immigration où la Macronie malgré les attaques répétées d'Emmanuel Macron contre ce qu'il continue d'appeler le Front National, espère redorer son blason en proposant une loi où sa majorité relative pourra rameuter les voix des LR et sans doute aussi du RN ?

Un texte rassembleur qui pourrait faire oublier la querelle des retraites ?

Certes la gestion de l'immigration clandestine doit être repensée car comme disait Rocard « *On ne peut pas accueillir toute la misère du monde* » mais il faut bien gérer les erreurs du passé.

**Un exemple :** Malgré le référendum de 1976 où 99% des Mahorais contrairement aux Comoriens des autres îles de l'archipel ont réclamé le maintien de leur appartenance à la République Française, l'ONU n'a jamais accepté ce rattachement qui fit de Mayotte le 101<sup>ème</sup> département où la maternité est devenue la première d'Europe avec 30 naissances par jour.

On dit aux Comores « *Si on n'a pas l'argent on n'est pas soigné. A Mayotte c'est gratuit. On n'a pas le choix* » Les femmes comoriennes viennent donc clandestinement accoucher à Mayotte et leurs enfants, selon notre tradition du Jus Soli, pourront choisir à 16 ans de devenir Français !

Et traverser un bras de l'Archipel même de nuit sur un radeau de fortune c'est tout de même plus facile que de traverser la Manche !

**Autre exemple :** L'insécurité de nos Cités où le trafic de drogue règne en Maître n'est, pas loin de là, le fait des clandestins mais de bons Français Souchiens ou Français de la 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> voire 4<sup>ème</sup> génération qui revendiquent leurs droits « *J'ai les papiers* » mais qui faute d'une assimilation inopérante n'estiment guère en avoir des devoirs.

En fait, Etat dans l'Etat, ils estiment que dans leurs territoires « *On est chez nous* » ils ne demandent qu'une chose, qu'on les laisse gérer leurs quartiers à leur façon, Kalachnikov en bandoulière. Ils n'interfèrent jamais dans les querelles des autres Français dont ils se moquent. Gilets Jaunes, Retraites, c'était sans eux !

Et tant pis pour ceux, souchiens ou fils d'immigrés, qui vivent dans ces quartiers sans accepter leurs lois « *Qu'ils dégagent* ».

On oublie tout simplement de dire que si leur trafic est si florissant c'est parce que des « Clients » Bobos ou autres viennent s'approvisionner régulièrement auprès d'eux alors que si on laisse s'installer d'inadmissibles Check Points (voir BAC Nord) ils devraient au moins servir à bloquer ceux qui de la ville viennent les enrichir.

On est voulu mettre fin à la prostitution par la loi dite « de pénalisation du client » ! Que ne fait-on une loi dite de pénalisation ou d'obligation de soins des utilisateurs de drogues ?

La Prison ou l'Hôpital : au choix ! Voilà qui cesserait rapidement les trafics. Mais on sait trop bien pourquoi il n'en sera jamais ainsi ! Il y a tellement d'intérêts en jeu.

On ne peut pourtant espérer passer encore 4 ans dans les revendications permanentes, l'immobilisme ou la violence quotidienne.

Il faut que la France choisisse son destin.

On a constaté qu'elle aimait être gouvernée au Centre mais pas par le Centre. Mais si elle ne peut que choisir d'être gouvernée par les Extrêmes, RN ou Nupes, alors son déclin sera inévitable.

Malheureusement les deux grands partis de gouvernement traditionnels LR et PS ont démontré leur faillite lors des élections de 2022 (V. Péresse 4.78% - A. Hidalgo 1.75%). Impossible de faire pire !

Au LR l'hécatombe va continuer avec la pléthore de candidats (Ciotti, Wauquiez, Bertrand, Retailleau et sans doute d'autres)

Au PS l'étiage est tellement bas qu'on voit mal qui pourrait relever le flambeau de la social-démocratie face aux Rousseau, Ruffin et Mélenchon qui pavoiseront à Gauche

La Macronie croit s'en sortir avec Philippe, Le Maire ou Darmanin (trois anciens des LR) mais c'est sans compter sur le désamour qui va continuer à s'abattre sur eux au son des casseroles !

J'en reviens donc à mon idée : puisque les Français sont incapables de construire des coalitions il faut donc qu'on les amène à choisir un camp :

Les Anglais ont Conservateurs et Travailleurs

Les Américains ont Républicains et Démocrates

Pourquoi ne retrouverions-nous pas : Droite et Gauche ?

Et puisque les Primaires détruisent ceux qui s'y adonnent pourquoi ne choisirions-nous pas comme candidats à la Présidentielle ceux qui auraient obtenu le plus grand nombre de parrainages ? Maires, Députés, Sénateurs, Conseillers Départementaux et Régionaux en donnant leur voix permettraient une assise plus sûre que celle du choix par les militants d'un parti, toujours manipulables comme on l'a vu la dernière fois dans les Hauts de Seine !

Cela permettrait également de limiter le nombre de candidats à un nombre plus restreint (4 ou 6 par exemple) : ceux qui auraient obtenu le plus grand nombre de parrainages, ce qui favoriserait la qualité des débats lors d'une campagne qui ne peut être escamotée comme ce fut le cas en 2022.

Pensez-vous vraiment que la situation actuelle peut se poursuivre inchangée jusqu'en 2027 ?

Ne règlera -t-on les problèmes quotidiens qu'à coup de dettes supplémentaires (on arrive déjà aux 3000 milliards), d'affrontements hebdomadaires avec les forces de Police, de saccage du matériel urbain, de contestation souvent infondée au moindre évènement (Bassines, Autoroutes, ...) d'éducation qui ferait honte aux hussards de la Troisième République, d'inégalités sociales jamais aussi prononcées, ...

Oui mes amis, il faut « sauver la France » !

*Ce texte appelle à une refondation de la droite et à une rénovation de la gauche en France, à la suite des élections législatives récentes. Il critique le système politique actuel comme étant dépassé et nécessitant une réforme pour retrouver les valeurs républicaines de liberté, égalité, fraternité, responsabilité, et laïcité. Il souligne le problème de gouverner avec une majorité relative obtenue par un président élu principalement pour s'opposer à un autre candidat, plutôt que pour ses idées. L'auteur prône pour la droite une refonte de ses idées et valeurs, incluant une souveraineté nationale respectueuse de la construction européenne tout en affirmant l'importance de la primauté nationale et de la coopération entre États. Il suggère de dépasser le fédéralisme européen et préconise une politique étrangère et de défense spécifique pour la France, en tenant compte de son histoire et de son statut de puissance maritime, nucléaire et membre influent de la Francophonie. L'auteur met également en avant le besoin de liberté et de responsabilité dans la société française, en soutenant la libre entreprise et un État garant plutôt que gérant. Il appelle à une solidarité sociale, reconnaissant une égalité des chances plutôt qu'une égalité formelle. Enfin, le texte met l'accent sur la nécessité pour la droite et le centre de dépasser les divisions actuelles et les rivalités de personnalités pour former une union capable de gouverner le pays, en s'inspirant du modèle de l'UDR. Il souligne la nécessité de réformer les institutions pour éviter la répétition des erreurs passées et de retrouver un chemin vers l'unité et la direction efficace du pays.*

## **Pour une nouvelle Droite conservatrice, libérale et sociale**

### **Et une nouvelle Gauche progressiste, social-démocrate**

Les dernières élections législatives ont montré à quel point le système voulu en 1958 par le Général De Gaulle est aujourd'hui à bout de souffle et doit être profondément réformé pour que les valeurs patriotiques républicaines de liberté, d'égalité, de fraternité, de responsabilité et de laïcité, soient enfin retrouvées.

La France ne peut être gouvernée, grâce à un tour de passe-passe apparemment démocratique, par un candidat ayant été élu par 58% des voix et qui donc est, certes, totalement légitime alors que la moitié au moins de ses suffrages provient d'une ultra-gauche qui lui est profondément hostile et qui n'a pas voté pour lui mais contre Marine Le Pen.

Il n'a pu obtenir, grâce à une abstention massive et un vote conservateur des personnes âgées, qu'une majorité relative au Parlement, et le « Monarque républicain » qui concentre tous les pouvoirs (Première Ministre aux ordres, Ministres dociles doublés par des Directeurs de Cabinet choisis par le Président, concentration des décisions à l'Élysée) a vite mobilisé contre lui les « *écartés de Droite* » refusant l'immigration massive, l'insécurité et la perte de souveraineté et les « *écartés de Gauche* » subissant les pertes de pouvoir d'achat, l'inflation, la réforme des retraites et les bas salaires.

Je laisse évidemment aux refondateurs de la Gauche que je respecte et qui, j'espère, renoueront avec la social-démocratie, alternative légitime à cette refondation de la Droite que j'appelle de mes vœux, le soin de s'organiser pour en finir avec une dictature écologico-insoumise et retrouver les voies nouvelles du progrès social.

J'aborde pour ma part les voies plus conservatrices du redressement de la Droite et du Centre qui longtemps a pu gouverner le pays avant de s'effondrer sous les coups habiles de François Mitterrand favorisant la croissance mortelle du FN, puis sous la bêtise d'un syndicat d'élus LR protégeant d'abord et avant tout son pré carré jusqu'au vote irrattrapable du 10 avril terrassant Valérie Pécresse.

Si la Droite et le Centre veulent renaître pour retrouver cet indispensable sursaut dont la France a besoin, il faudra en finir avec TOUTES ses composantes actuelles.

- Le RN qui malgré ses scores grandissants arrive à son apogée et butera toujours sur ce plafond de verre qui lui interdit des recrutements de personnalités de valeur pour qui le nom

même de Le Pen incarne un repoussoir car même si sa candidate arrivait à l'Élysée elle trouverait aussitôt face à elle une majorité bruyante de Français voulant la renverser

- La Reconquête d'Éric Zemmour qui en raison d'un discours trop univoque et d'irréparables maladresses de départ ne peut plus retrouver une adhésion populaire même si les thèmes défendus par lui sont largement partagés
- Debout la France, syndicat électoral d'un candidat qui n'ira jamais plus loin
- LR, qui ne se relèvera pas du combat des Chefs de la Primaire et du score sans appel de Valérie Pécresse, reproduisant singulièrement les faiblesses et la fin du PS. Déjà Ciotti, Wauquiez, Bertrand, Retailleau et sans doute quelques autres sont prêts à se déchirer les dépouilles de ce qui fut un grand Parti
- UDI et Modem artificiellement divisés qui renoueront un jour avec la Droite, au moins dans l'après-Macron

Si cet ensemble largement majoritaire dans le Pays retrouve le chemin de l'Unité, il pourra à nouveau diriger la France comme aux heures glorieuses de l'UDR lorsqu'elle réunissait la Droite conservatrice et la Droite Sociale.

Mais l'histoire n'est pas un perpétuel recommencement. Pour aboutir à cette Union qui ne peut renaître qu'en éliminant tous ces « petits chefs » qui nous conduisent à la défaite, il faudra refonder nos institutions pour éviter que les mêmes causes reproduisent les mêmes effets.

En commençant pour la Droite et le Centre par redéfinir nos valeurs :

#### **Une souveraineté nationale :**

Nous sommes partisans d'une construction européenne qui ne doit pas nier la prééminence des Nations. Le Fédéralisme américain ou allemand ne convient pas à un État comme la France tourné vers l'universalisme et porteur d'une histoire bimillénaire. Une large coopération est donc souhaitable entre des États européens qui, certes, partagent eux-aussi la même histoire mais aucune directive d'une Commission non élue ne doit être imposée sur un des territoires de l'Union si elle n'y est pas approuvée par son Parlement national.

Le recours au Peuple, par voie de référendum, doit être impérativement utilisé pour toute modification constitutionnelle de l'Union et son choix obligatoirement respecté contrairement à l'ignominie de 2005.

Cette large coopération n'interdit pas des « Europe à géométrie variable » associant les « *Etats qui le veulent et qui le peuvent* » quitte à être rejoints plus tard par les autres (N'est-ce pas déjà le cas pour la zone Euro ?)

La politique étrangère de la France et sa politique de défense tout en s'harmonisant le plus possible à une politique européenne commune doit garder ses spécificités sur certains territoires. La France est la deuxième puissance maritime du monde. La France a des devoirs envers ses anciennes colonies. La France est une puissance nucléaire. La France est le membre le plus éminent d'une Francophonie riche d'un fantastique avenir. Elle ne peut abandonner ses avantages à des alliés européens, peu fiables car toujours prêts à lui préférer le parapluie américain, sans d'immenses contreparties.

#### **Une société de liberté et de responsabilité :**

La politique française, sauf à de rares moments de son histoire, s'est toujours inscrite dans une perspective libérale. La Grande Révolution elle-même fut une révolution bourgeoise. Nous sommes attachés à la libre entreprise où l'État est le Garant et non le Gérant de nos libertés Individuelles.



Nous voulons cependant que notre société soit solidaire ce qui exige non pas une égalité formelle que la Nature elle-même nous refuse mais une égalité des chances qui dès la Maternelle doit offrir à tous les enfants de France, nationaux ou immigrés, des possibilités égales d'ascension sociale.

Nous voulons une société fraternelle qui n'abandonne personne au bord du chemin (écoles de la deuxième chance, programmes spécifiques pour handicapés, protection des personnes dépendantes, aide puissante au développement des pays du tiers monde pour freiner les vagues migratoires poussées par la misère ou par la guerre...)

Nous voulons, pour rappeler la doctrine saint-simonienne, donner à chacun selon ses besoins mais récompenser aussi chacun selon ses capacités et ses mérites.

### **Une démocratie plus participative :**

Nos institutions doivent contribuer à édifier une société plus démocratique qui implique davantage le peuple dans l'élaboration des décisions qui le concernent.

L'élection du Président de la République au suffrage universel direct reste intouchable mais un vote au scrutin uninominal à un seul tour permettrait d'éviter un éparpillement du nombre de candidats, obligerait les composantes des partis à s'entendre et amènerait au pouvoir à l'instar de la Monarchie élective un « *Primus inter pares* » rarement majoritaire jouant l'indispensable rôle d'arbitre dont la démocratie a besoin. C'est d'ailleurs le cas dans 19 États de l'Union sur 27.

Une élection des Députés à la proportionnelle départementale donnerait une représentation plus juste des différents courants politiques tout en évitant la trop grande dispersion qu'apporterait la proportionnelle intégrale qui sous la IV<sup>ème</sup> République rendait souvent le pays ingouvernable, tout en maintenant malgré tout une proximité géographique entre l'élu et ses électeurs.

A ce grand **rassemblement retrouvé de la Droite et du Centre conservateur, libéral et social** s'opposerait dans un débat constructif un **rassemblement de la Gauche progressiste et social-démocrate**.

Ils auraient tous deux, vocation à se succéder aux rênes du pouvoir en fonction de la qualité de leurs programmes et des vertus de leurs représentants.

C'est pourquoi j'espère qu'un tel rassemblement ramènera à mes amis de droite comme il ramènera à mes amis de Gauche la possibilité de s'organiser au lieu de sombrer dans l'inconscience du Ni-Ni.

*Le texte propose un débat sur l'abandon de Mayotte à cause de la situation chaotique liée à l'immigration clandestine massive, rendant la gestion de l'île difficile pour la France. Il met en avant le nombre élevé de migrants illégaux et le coût financier significatif pour la France, ainsi que la position de l'ONU et des Comores, qui contestent la souveraineté française sur l'île. La solution suggérée est de déplacer volontairement les Mahorais vers La Réunion ou d'autres territoires français, de transférer les migrants illégaux de La Réunion à Mayotte, puis d'abandonner la souveraineté de Mayotte aux Comores. Cette proposition vise à respecter les droits de l'homme, à se conformer aux décisions de l'ONU et à garantir la nationalité française aux enfants de migrants illégaux nés en France sous certaines conditions. L'idée est de protéger les Mahorais, tout en offrant de l'aide au développement aux Comores une fois le problème résolu. Cette proposition est comparée à l'accueil des réfugiés d'Algérie en 1962, soulignant la capacité de la France à gérer de grandes migrations tout en respectant ses lois et idéaux humanistes*

## **Et si on leur abandonnait Mayotte ?**

La situation dans l'île devient cauchemardesque

On ne peut pas arrêter l'immigration clandestine. Il faudrait bombarder les Kwassa kwassa qui transportent chaque jour par 35 à la fois les clandestins des Comores vers Mayotte

Et au retour les Comores refusent au besoin par la force l'accostage des bateaux de migrants renvoyés par la France.

Quant à la Justice, elle est enfermée dans des textes peu adaptés à la réalité et la Défenseure des Droits a clairement choisi son camp.

L'opération « Wuambushu » prévoyant la destruction d'un bidonville de migrants en situation irrégulière est suspendue mais la population Mahoraise (donc française) persécutée par les clandestins en appelle à la France pour faire respecter l'ordre républicain.

Courtelinesque !

- Comme il y a près de 500.000 habitants sur l'île, dont plus de la moitié d'étrangers en situation irrégulière
- Comme l'ONU nous dénie la possession de cette île
- Comme les Comores font de même
- Comme (dirait Emmanuel Macron) ça nous coûte un « pognon de dingue »
- Comme dans l'île de la Réunion l'immigration clandestine est plus facile à contrôler vu l'éloignement des côtes,

Une solution évidente s'imposerait :

De France à France : on transporte à la Réunion tous les Français Mahorais qui le désirent et on prévoit la construction de logements d'accueil d'écoles, de dispensaires, de services sociaux

On transporte de France à France de la Réunion à Mayotte tous les clandestins présents dans l'île

Puis on abandonne la souveraineté de Mayotte aux Comores qui la réclament !

- Comme cela on respecte les Droits de l'Homme
- On respecte les décisions de l'ONU
- On rappelle qu'un enfant clandestin né en France de parents étrangers ne peut revendiquer la nationalité française qu'à l'âge de 16 ans si au moment de sa demande il réside en France et y a eu sa résidence habituelle depuis au moins 5 ans depuis l'âge de 11 ans

Donc au moment du sauvetage des Mahorais seuls les enfants de clandestins qui remplissent les conditions exigées pourront s'ils font leur déclaration à temps, bénéficier de cette opportunité.

Une fois nos compatriotes Mahorais bien installés à la Réunion ou, à leur convenance, dans un autre territoire de la République, on pourra toujours selon nos possibilités aider les Comores à se développer au lieu d'abandonner nos concitoyens à ces bandes de clandestins incontrôlables.

En 1962 on a accueilli plus de 800.000 réfugiés d'Algérie en métropole. On accueillera bien les Mahorais qui voudront rester Français (sans doute moins de 200.000). Et on fermera ce dossier ingérable puisque nos lois et nos idéaux humanistes ne nous permettent malheureusement pas de faire respecter l'ordre républicain !

La contribution évoque la complexité de l'unification européenne, confrontée à des divergences historiques, économiques, et des alliances contradictoires, notamment l'influence américaine. Elle souligne la relation historiquement tendue entre la France et les États-Unis, marquée par des différends sur la politique étrangère et l'influence culturelle américaine en France. L'article critique la stratégie américaine visant à maintenir un monde unipolaire, entravant un rapprochement Europe-Russie, et évoque les actions américaines en Ukraine, perçues comme une manœuvre pour diviser l'Europe et affaiblir ses économies. L'article aborde la prétendue rivalité franco-allemande, suggérant que les intérêts économiques allemands prévalent souvent au détriment de la France. Il critique notamment la décision allemande de renoncer au nucléaire et la politique énergétique européenne influencée par l'Allemagne. Il mentionne aussi le coût élevé de l'électricité en France, résultat de cette politique. Concernant la défense européenne, l'auteur déplore le manque d'unité, avec une préférence marquée pour les équipements militaires américains par plusieurs pays européens. Il questionne la capacité de la France et de l'Allemagne à surmonter leurs divergences dans ce domaine. Enfin, l'article aborde les défis de la politique migratoire européenne, soulignant la nécessité pour l'Allemagne d'une immigration choisie face à une population vieillissante, et critique la gestion des frontières par Frontex. Il conclut sur les difficultés d'une intégration politique européenne plus poussée, face à ces nombreux défis et divergences internes.

## Quelle Europe pour quoi faire ?

Voici une brève contribution pour répondre à la question, proposant une voie **entre Souverainistes pessimistes et Européistes optimistes** tant il est difficile d'unir des forces centripètes entre Nations voulant se reconnaître d'abord et avant tout Européennes malgré les divisions de l'Histoire et les grandes oppositions de leurs économies et des forces centrifuges de pays attirés par des alliances contradictoires, pro américanisme des uns ne concevant leur survie que sous le parapluie US , universalisme des autres rêvant encore d'une Europe de l'Atlantique à l'Oural.

**France et Etats-Unis** sont des alliés depuis la vente de la Louisiane et le rôle joué par notre pays dans la constitution de l'Union mais entre eux les relations n'ont pas toujours été faciles. A la constante doctrine « *America First* » comment les Français ne se souviendraient-ils pas de la tentative de l'AMGOT qui obligea De Gaulle à déclarer au lendemain du débarquement que c'était de la fausse monnaie, de la face cachée du Plan Marshall, du rejet par le Général de la participation de la France au commandement intégré de l'OTAN jusqu'au retour sous Sarkozy et du rôle de tous ces « *idiots utiles* » qu'à travers l'organisation des Young Leaders les USA ont su propulser en France vers les sommets (Hollande, Philippe, Macron , Vallaud-Belkacem, Péresse, Juppé, Minc, Montebourg, Moscovici et bien d'autres)

Les Etats-Unis, voulant maintenir à tout prix un monde unipolaire, *la Pax Americana*, sous l'emprise du Dieu Dollar (On a vu ce qu'il était advenu de Saddam Hussein pour avoir voulu vendre son pétrole en Euros) ont tout manigancé lors de l'effondrement du Pacte de Varsovie pour empêcher un rapprochement Europe-Russie qui aurait fait du premier marché commercial du monde, l'Europe géographique et ses 750 millions d'habitants, associé à l'immense territoire russe et ses 22 millions de Km<sup>2</sup> aux ressources naturelles inépuisables, un géant pouvant les concurrencer.

Cela continue comme le démontre le sabotage du contrat de Naval Group avec l'Australie, l'aide américaine au coup d'Etat de 2014 en Ukraine, prélude à la réaction coupable mais néanmoins défensive de Poutine aux promesses non tenues de John Baker, permettant aux Américains d'imposer à l'Europe des sanctions contre la Russie sans se rendre qu'on la poussait dans les bras des Chinois et même plus, dans une opposition suicidaire Occident/Reste du monde.

Diviser l'Europe, ruiner son économie, se moquer des règles de l'OMC comme le démontre le mécanisme unilatéral de l'IRA (*Inflation Reduction Act*) et demain tenter de faire de même contre la Chine qui a toujours des visées sur Taïwan et prolonge ses tentacules vers l'Afrique et l'Inde sous l'aimable apparence d'une coopération transcontinentale voilà comment, après le Vietnam, l'Afghanistan, l'Irak et maintenant l'Ukraine, l'aveuglement US espère maintenir sa domination sur le monde.

Mais, à l'intérieur même de l'Europe, la « **rivalité franco-allemande** » inexistante avant la réunification car la France dominait l'Europe des Six, même si elle avance masquée sous les traits d'un prétendu « *Couple* » auquel les Français sont les seuls à croire, traduit en permanence des prises de positions économiques qui favorisent les intérêts allemands et cherchent à affaiblir les positions françaises.

On se souvient par exemple du choix allemand catastrophique sous la pression des Verts de « *sortir du nucléaire* » alors qu'ils pensaient pouvoir éternellement profiter du gaz russe, où, grâce à la puissance de leurs lobbies, ils réussirent à faire classer le gaz comme « *énergie décarbonée* » et l'énergie nucléaire comme une « *énergie antiécologique* » qu'il fallait faire disparaître. Du coup, ils ont dû couvrir leur pays d'éoliennes, que, mis à part les éoliennes en mer, seuls les sots prennent pour une énergie renouvelable d'avenir du fait de son intermittence principielle, quitte à relancer massivement leurs centrales à charbon !

Pire, la France aveuglée par son désir de plaire aux Allemands a accepté d'indexer notre énergie électrique sur le prix du gaz, si bien que malgré le choix bien tardif de relancer nos centrales nucléaires, après que le Président Macron ait stupidement fermé Fessenheim en 2020 sous la pression des médias germaniques qui montèrent en épingle un incident survenu en 2014 dont l'Autorité de Sûreté Nucléaire avait pourtant récusé la gravité, le coût de l'électricité française a clôturé cette semaine à 720 € le MWh contre 573 en Allemagne !

Beau coup de poignard dans le dos pour l'économie française !

**L'Europe de la Défense** est également la preuve de l'incapacité d'unir nos forces dans la mesure où nos prétendus alliés européens ont en grande majorité adopté le système Patriot américain (Allemagne, Pologne, Roumanie, Suède, etc.), acquis des avions de chasse F-35 et des hélicoptères US Chinook, freiné le lancement de l'avion européen « du futur », SCAF, les Allemands tentant de mettre la main sur la technologie Dassault, tourné à leur profit la répartition des tâches ce qui fit amène à se demander si Emmanuel Macron et Olaf Scholz finiront par enterrer la hache de guerre ?

Et pourtant la France, deuxième puissance maritime mondiale, seule puissance nucléaire de l'UE depuis le Brexit, mère d'Ariane, de Concorde, d'Airbus, aurait eu beaucoup à offrir mais le complexe militaro-industriel américain savait acheter les consciences.

Même dilemme dans **la politique migratoire**. La population vieillissante de l'Allemagne où le ratio actif/inactif s'est effondré, a besoin d'une « *immigration choisie* » alors que Frontex est une passoire et que l'espace Schengen nous oblige à laisser circuler des indésirables dès l'instant où ils ont pénétré dans l'UE.

Tout cela rend bien difficile une plus grande intégration politique d'autant que jamais nous n'avons pu obtenir au sein de l'Union une concurrence fiscale, sociale et environnementale non faussée tant le principe du vote à l'unanimité bloque de nombreuses décisions.

Heureusement face à ces nombreux échecs, face aux diktats d'une Commission Européenne pourtant non élue, **quelques progrès** ont pu tout de même être enregistrés comme le financement mutualisé des pays membres et l'abandon du dogme des 3% de déficit pour faire face à la crise du Covid.

L'Europe, guerre d'Ukraine oblige, alors qu'elle subit une inflation mortelle que ne connaissent pas les Américains qui au contraire bénéficient de la hausse des prix de leurs ventes de pétrole et de gaz de schistes, prend petit à petit conscience qu'elle ne peut rester à la traine des Américains et des Chinois et ne devenir qu'un marché de consommateurs tant que restent encore quelques ressources.

Dans le secteur pharmaceutique, les matières premières (notamment les terres rares), les composants électroniques, l'indispensable réindustrialisation, la souveraineté énergétique et

alimentaire, la conquête spatiale, le développement de l'IA, les nanotechnologies, les réseaux de satellites, d'indispensables coopérations entre groupes industriels plutôt qu'entre Etats se font jour car malgré tout, malgré la suprématie américaine minée de l'intérieur par le Wokisme, malgré le dipôle russo-chinois qui nous prend pour une civilisation décadente, le marché de la seule UE et des 450 millions d'habitants qui lui restent représente encore la première économie du monde avec 15% du PIB mondial. L'Euro est devenu la deuxième monnaie de réserve et d'échanges et les membres de l'Union ont pris conscience du fait que la mondialisation si elle profitait aux trusts internationaux amenait aussi avec elle son lot de pauvreté et de décadence.

**L'interpénétration des marchés européens**, les progrès mêmes lents d'une plus grande équité économique, la constatation des dégâts du Brexit chez nos voisins anglais peuvent engendrer au sein de l'UE un sursaut de coopération entre nos différentes nations.

A l'heure où les peuples se détournent de plus en plus de la politique, seule **l'idée de Nation** reste encore un ciment efficace.

Nous sommes Français, Allemands, Italiens, Espagnols... avant d'être Européens mais nous assistons aux préparatifs d'un combat titanesque entre les Etats-Unis n'acceptant pas de perdre leur domination exclusive et le reste du monde où Russes, Chinois, Africains, Sud-Américains s'opposent de plus en plus à l'Occident.

Si nous ne coopérons pas dans le domaine économique, dans la haute technologie, dans la protection de nos frontières, dans l'éducation, seul véritable investissement pour demain, dans la relance d'un codéveloppement avec l'Afrique qui est à nos portes et sous les mêmes fuseaux horaires, alors nous entamerons une lente décadence.

#### **Une seule solution : la coopération d'une Europe des Nations**

**Cette coopération ne peut être en effet qu'*inter pares***, nos langues et nos cultures nous séparent encore, aussi, autant nous pouvons souhaiter développer le plus de programmes communs possibles, autant nous ne pouvons accepter que des décisions mêmes prises à la majorité puissent être imposées à nos Parlements nationaux.

**L'Europe doit se construire avec ceux qui le veulent et qui le peuvent.** Elle sera forcément pendant longtemps encore une **Europe à géométrie variable**. Ce sont les succès obtenus par les uns qui attireront les autres.

Mais **la géographie parle**. Dès que l'évolution politique le permettra il faudra relancer si c'est encore possible l'indispensable dialogue avec la Russie. Elle fait partie de l'Europe. Elle aspire à la démocratie. Elle craint l'Amérique et sa volonté dominatrice. Elle apporterait à l'Europe son indépendance énergétique. L'Europe lui apporterait ses avancées technologiques.

**L'Union à géométrie variable**, seule possible aujourd'hui donnera naissance un jour à l'Union de l'Europe de l'Atlantique à l'Oural et mieux encore j'espère à **l'Eurafrique**, continent de demain, qui aux côtés de l'Amérique et de l'Asie du Sud-Est ralliée à l'Inde pourra participer pleinement à l'équilibre d'un **monde multipolaire**.

Le texte analyse la situation politique actuelle du Président Macron et ses perspectives face à un mandat restant de quatre ans, ébranlé par un désamour croissant suite à des erreurs politiques telles que la loi sur les retraites. Macron, élu en 2017 grâce à une alliance de circonstance contre Marine Le Pen, n'a pas réussi à consolider son soutien, en partie à cause de l'échec de son premier mandat marqué par les Gilets Jaunes et la crise du Covid-19. Les législatives de 2022 ont souligné ces échecs, entraînant une crise de régime. Face à une majorité chancelante et une opposition grandissante du public, le texte questionne la capacité de Macron à terminer son mandat, en comparaison avec la démission de Charles de Gaulle face à une opposition moindre. Des suggestions pour résoudre cette crise incluent la dissolution pour former une nouvelle majorité, possiblement via une cohabitation, mais la polarisation politique actuelle rend difficile la formation d'une nouvelle majorité stable. Le texte propose des législatives à la proportionnelle départementale pour une représentation plus juste et suggère des changements constitutionnels pour adapter la France aux défis contemporains. L'idée d'une assemblée constituante pour réviser la Constitution est avancée, suivie d'un référendum pour l'adopter, permettant ainsi de dissoudre l'Assemblée actuelle et d'élire une nouvelle selon les promesses non tenues de 2017. Le texte souligne l'importance de ces réformes pour éviter de personnaliser les enjeux politiques et de transformer le référendum en un plébiscite pour ou contre Macron.

## Peut-il encore tenir 4 ans ?

Le désamour qui atteint le Président Macron depuis l'erreur magistrale de la loi sur les retraites pose la question, alors que ses déplacements sont désormais systématiquement accueillis par des huées et des casserolades de savoir si la situation pourra perdurer inchangée pendant les 4 longues années de mandat qu'il lui reste à accomplir.

Son arrivée soudaine en 2017 dans la vie politique boostée par une oligarchie financière d'une redoutable efficacité à un moment où les Français étaient lassés des politiques de Droite comme de Gauche qui des LR au PS se relayaient sans grands succès depuis des décennies est apparue à certains comme une divine surprise bien qu'en réalité dès 2017 son élection ait déjà été obtenue par la conjonction de forces contradictoires (Centre + Gauche) circonstanciellement unies contre Marine Le Pen et non pour Emmanuel Macron.

En 2022, cette union factice était vouée à voler en éclat au lendemain des législatives alors que celles-ci, conjuguées à la Présidentielle, auraient dû normalement amener au Président réélu une majorité solide.

Il aurait été bien inspiré dès 2017 de conforter sa majorité par une coalition avec les LR et non par le débauchage de quelques transfuges. Il ne l'a pas fait et les mauvais résultats de son premier mandat (Gilets Jaunes + Covid) allaient expliquer l'échec des Législatives de 2022, prélude à la grave crise de régime que nous traversons.

Même si la lassitude peut amener demain l'Union intersyndicale à se fatiguer, même si le Conseil Constitutionnel se contorsionne (*peu probable*) pour ne pas une fois encore valider le Référendum d'initiative partagée, même si le RIP, en cas d'acceptation, devait déboucher sur un échec tant les conditions de sa mise en œuvre sont peu démocratiques, on voit mal commun avec une majorité relative chancelante (*les Députés Renaissance sont chaque week-end confrontés dans leurs circonscriptions à l'hostilité de leurs électeurs*) le second mandat du Président pourrait encore durer 4 ans contre un peuple qui ne veut plus de lui.

***De Gaulle en 1969, avec 52% d'opposition avait immédiatement démissionné, Macron rejeté par 7 Français sur 10 pourra -t-il tenir jusqu'à la fin de son mandat ?***

Déjà les innombrables prétendants à sa succession fourbissent leurs armes et ne le soutiendront que comme la corde soutient le pendu et même si le peuple ne remet pas en cause la légitimité de son élection, il n'accepte plus désormais un pouvoir personnel qui n'est plus à son écoute.

Il faut donc dissoudre pour espérer faire surgir une nouvelle majorité quelle qu'elle soit et finir dans une cohabitation puisqu'il paraît impossible que la Macronie sorte renforcée de ce retour au peuple.

Mais le peuple français manipulé depuis si longtemps pour empêcher tout rapprochement possible à Droite ne semble plus en mesure de constituer spontanément une nouvelle majorité, qu'elle soit de droite ou de gauche et l'hypothèse du choix entre la peste et le choléra (Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon ou pire encore Sandrine Rousseau) nous fait froid dans le dos.

Si comme le prétendent certains sondages Marine Le Pen arrivait au pouvoir avec 55% des voix dirait-on pour autant que 55% des Français sont des fascistes ?

### **Comment aider le Président à sortir de ce dilemme ?**

Seules des Législatives à la proportionnelle départementale dans un scrutin à un seul tour permettrait tout en conservant des liens géographiques entre Députés et Départements, ce que ne permet pas une proportionnelle nationale, de laisser les électeurs choisir plus légitimement leurs élus.

Par exemple dans un département doté de 6 circonscriptions (moyenne nationale) les 6 candidats arrivés en tête seraient élus (même par une majorité relative). Ceci favoriserait la constitution de coalitions avant l'élection tout en autorisant le plus large éventail possible de candidatures et aurait les plus grandes chances d'aboutir au niveau national à l'obtention d'une majorité.

Une Constituante pourrait même aller plus loin en instituant un bipartisme officiel comme c'est le cas au Royaume Uni ou aux USA ou mieux encore en revenant à l'élection présidentielle à un seul tour qui favoriserait les coalitions pré-électorales et pousserait les électeurs aux Législatives qui suivraient de plutôt voter pour les coalisés.

Bien évidemment le Président rarement majoritaire serait parfois cantonné à un rôle d'arbitre lorsque la majorité législative qui suivrait son élection ne lui serait pas favorable. Mais avec Mitterrand et Chirac les Français ont déjà démontré qu'ils ne craignent pas les cohabitations alors qu'il est désormais clair qu'ils craignent les majorités relatives !

*Monsieur le Président, vous savez qu'une simple dissolution ne modifierait rien, pire encore votre majorité relative pourrait s'effondrer.*

Pourquoi ne pas convoquer une **assemblée constituante** issue à la proportionnelle des deux Chambres (Assemblée et Sénat) qui essaierait d'adapter la Constitution aux données nouvelles bien différentes de celles qui prévalaient en 1958 puis de faire adopter le nouveau texte par référendum par le peuple français ?

Cela aurait au moins pour mérite de ne pas transformer le référendum en un plébiscite pour ou contre votre personne et au lendemain de l'adoption vous pourriez alors dissoudre l'Assemblée actuelle et faire élire une nouvelle Assemblée selon une loi proportionnelle comme vous l'aviez annoncé en 2017 promesse que vous n'avez jamais tenue.



Le texte aborde les défis actuels de la société française, soulignant la nécessité d'un bipartisme pour créer des majorités cohérentes et critiquant l'influence des extrêmes politiques. L'auteur, se déclarant de droite, prône une "droite sociale" inspirée de De Gaulle, opposée aux politiques de Giscard et Pompidou. Il soulève la problématique des inégalités croissantes en France, illustrant avec les salaires médians bas des professions comme les enseignants et les gendarmes, contrastant avec les rémunérations élevées des dirigeants d'entreprises. Il critique également l'évasion fiscale autorisée pour certains dirigeants, contrastant avec la législation fiscale américaine. L'auteur défend l'idée que l'État doit garantir mais pas gérer l'économie, insistant sur la liberté et la responsabilité individuelle. Cependant, il souligne l'importance de la contribution de chacun à la société, en référence à l'Article 13 de la Déclaration des Droits de l'Homme. Il critique les excès de richesse, en prenant l'exemple de Kylian Mbappé et Carlos Tavares, et appelle les riches à contribuer davantage à la société. Le texte évoque aussi les inégalités exacerbées par la crise du Covid-19, citant l'exemple de Bernard Arnault et le potentiel des fortunes des milliardaires pour résoudre des problèmes sociaux comme le déficit des retraites. Il aborde ensuite la crise de l'Éducation Nationale, pointant du doigt les bas salaires des enseignants, le manque de respect envers eux, et la politisation de l'éducation. Il critique la gestion actuelle de l'éducation, proposant des classes basées sur les capacités plutôt que l'origine sociale. Enfin, il appelle à une réforme éducative pour améliorer les classements internationaux de la France et mieux répondre aux besoins des élèves.

## Quelle société peut-on souhaiter pour la France ?

J'ai déjà dit et redit que puisque le peuple français n'était visiblement plus capable de constituer spontanément des majorités cohérentes, on pouvait l'y aider en rétablissant un bipartisme officiel qui rendrait possible une éventuelle alternance non faussée par le piège machiavélique de François Mitterrand qui fait qu'aujourd'hui encore on manipule l'opinion en tentant (*de moins en moins efficacement d'ailleurs*) à rejeter l'Extrême-Droite (*Le Président Macron s'oblige à toujours appeler le RN, FN comme s'il n'avait jamais évolué*) sans avoir les mêmes pudeurs pour l'Extrême Gauche où le PC apparaît désormais comme modéré, par rapport aux dérives Wokistes des Ecologistes ou au totalitarisme trotskyste des Insoumis.

Bien sûr je m'inscris dans un courant de Droite mais pour moi l'avenir est celui de la Droite sociale qui sous De Gaulle prêchait la participation, Droite sociale qui a été assassinée par les prétendus « modérés » de l'époque, ceux du « *Oui mais* » qui de Giscard à Pompidou ont eu la peau du Général. Leur « *Oui mais* » était clairement un « *Non* » !

### **Jamais en France les inégalités n'ont atteint un niveau aussi insupportable.**

Le salaire médian est actuellement de 1850 € par mois et près de 10 millions de Français vivent en dessous du seuil de pauvreté fixé actuellement à 1100 € par mois.

Un Professeur des Ecoles gagne 1800 € par mois, un gendarme, 1527, un éboueur 1514 alors qu'on considère que le revenu minimum nécessaire pour mener une vie décente est de 1634 € par mois pour une personne seule et 3744 € par mois pour un couple avec 2 enfants !

Dans le même temps, la rémunération moyenne des patrons du CAC 40 s'établit à 7.9 millions d'€ par an en progression de 52% depuis 3 ans. Carlos Tavares, le patron de Peugeot avec 66.7 millions d'€ par an, Bernard Charlès, chez Dassault Systèmes avec 44.1 millions d'€ par an et beaucoup d'autres dépassent très largement cette moyenne.

Bercy a même accepté que certaines entreprises (*banques en particulier*) autorisent officiellement le paiement d'une partie des salaires de leurs dirigeants à l'étranger dans des paradis fiscaux, sans en fixer le pourcentage !

Quand on sait que les Américains sont imposés aux USA pour toute somme perçue où que ce soit dans le monde on mesure à quel point, en France, les réserves viennent de haut !

**Tout cela est inacceptable et si on n'y prend pas garde, nous conduira un jour à une nouvelle Grande Révolution.**

Et pourtant je suis de Droite, car l'Etat doit être le Garant et non le Gérant de la vie économique. La société pour être efficace a besoin de liberté et de responsabilité. La nature nous a fait inégaux dès l'instant de notre conception mais selon la doctrine saint-simonienne, si chacun doit recevoir selon ses besoins chacun doit être aussi récompensé selon ses capacités et ses mérites.

Il ne faut pas pour autant oublier trop vite cet Art 13 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen qui veut que chacun contribue à la vie de la Nation selon ses capacités !

Certes Carlos Tavares ne s'appelle pas Kylian Mbappé à qui personne ne reproche les 72 millions d'€ qu'il gagne officiellement par an (6 millions par mois et 3 millions après impôts) mais personne ne pense à mentionner sa prime de signature (180 millions) et sa prime de fidélité qui portent au total sa rémunération à 210 millions par an sans avoir à gérer comme Carlos Tavares 156 milliards de CA et 408.000 salariés !

Messieurs les hyper-riches n'oubliez pas qu'on n'a jamais vu un coffre-fort suivre un corbillard et que la survie d'un pays qui vous a tant apporté mérite bien quelques régimes amaigrissants.

Or aujourd'hui, et ce n'est pas étonnant, seules quelques voix de Gauche s'élèvent contre ces inégalités insupportables.

Il est temps qu'à Droite ceux qui prônent cette société de liberté et de responsabilité s'expriment aussi contre ces excès boulimiques.

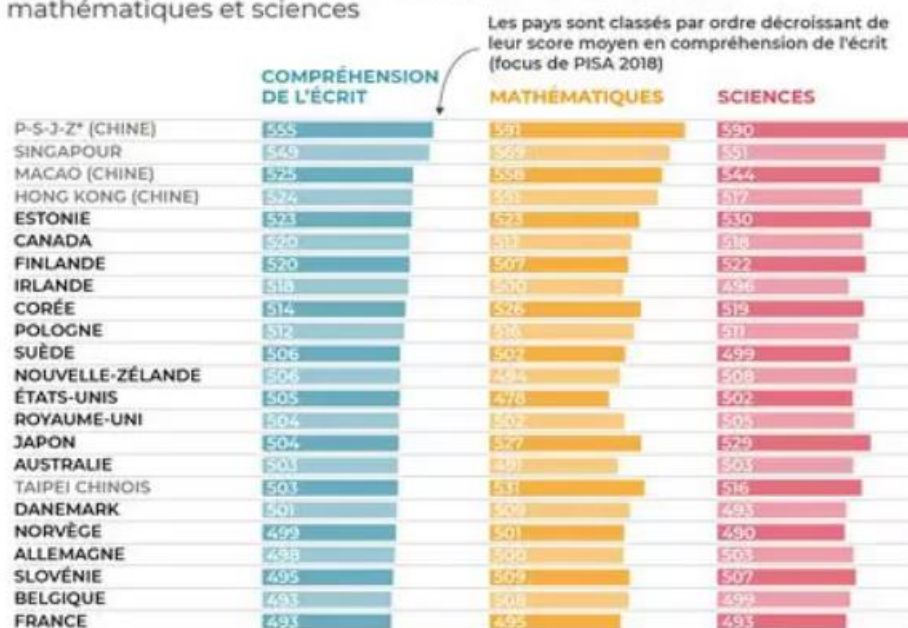
Alors que Bernard Arnault est devenu l'homme le plus riche du monde avec une hausse de 58% de son patrimoine depuis le début du Covid, Oxfam a calculé que 2% seulement de la fortune des milliardaires français suffiraient à combler le déficit des retraites.

### **Faut-il laisser la société exploser plutôt que de réagir à temps ?**

Un autre problème crucial doit être évoqué, celui d'une **Education Nationale** en pleine déconfiture. A force de mal payer les enseignants, de mal les considérer, de laisser les parents s'opposer à leur autorité quand on ne les accable pas sur les réseaux sociaux jusqu'à ce qu'ils en perdent la tête, on ne doit pas s'étonner du virage à Gauche de la profession confrontée aux élèves difficiles des sociétés multiculturelles, à une obligation de mixité sociale stupide alors qu'il faudrait uniformiser les classes non pas selon les origines mais selon les capacités des élèves (*l'actuel Ministre de l'Education Nationale se ridiculise à vouloir imposer cette règle dans les établissements privés alors que ses propres enfants sont à l'Ecole Alsacienne*). Il est indispensable de rétablir un meilleur traitement et une meilleure responsabilisation des Enseignants (Salaire moyen d'un enseignant allemand 60.163 € par an contre 29.382 € par an pour un enseignant français à égalité d'horaires).

Notre classement Pisa (23<sup>ème</sup> en lecture, 25<sup>ème</sup> en Mathématiques, 25<sup>ème</sup> en Sciences) nous fait honte.

## Synthèse de la performance en compréhension de l'écrit, mathématiques et sciences



Il est grand temps de retrouver l'exigence des hussards noirs de la République « *sveltes ; sévères ; sanglés. Sérieux, et un peu tremblants de leur précocité, de leur soudaine omnipotence* » (Péguy).

Il est grand temps en regroupant les élèves selon leurs capacités d'adapter les enseignements à leurs possibilités. Selon PISA « *Les élèves français de milieux sociaux économiques défavorisés sont cinq fois plus nombreux que ceux des milieux favorisés à ne pas atteindre le niveau minimal de lecture* »

Il est grand temps d'offrir à tous la possibilité de bénéficier d'un indispensable « Tutorat scolaire » et pas seulement à ceux que les parents peuvent suralimenter de cours particuliers, de comprendre que si la ségrégation qu'elle soit sociale ou ethnique n'est pas dans l'ADN de la République, l'adaptation des classes au niveau de compréhension de chacun est un facteur de progrès.

Il est grand temps de responsabiliser les Chefs d'Etablissements, de développer l'excellence dès la Maternelle de sorte qu'aucun enfant n'arrive au CP sans savoir lire couramment, d'offrir des bourses au mérite du primaire au supérieur, de rétablir les redoublements pour ceux qui n'ont pas acquis les bases nécessaires, de restaurer l'apprentissage et de permettre à tous les niveaux des passerelles pour ceux qui plus tardivement auront acquis la volonté de progresser, de créer des écoles de la deuxième chance, d'instaurer des classes préparatoires à l'enseignement supérieur pour ceux incapables de profiter immédiatement après un Bac dévalorisé d'un enseignement universitaire plutôt que d'encombrer nos Facultés d'étudiants incapables et non motivés regroupés dans des disciplines sans débouchés !

Quant à l'**immigration** il est aussi vital pour notre pays de redéfinir une politique ferme, généreuse, adaptée aux besoins du monde et à nos possibilités d'accueil.

Les difficultés rencontrées aujourd'hui à Mayotte, prémices de ce qui pourrait arriver prochainement en métropole, devraient nous faire réfléchir.

A côté d'une immigration légale exigeant une forte capacité d'assimilation et strictement réservée pour ceux qui souhaitent s'établir durablement parmi nous à celles et ceux qui témoignent de leur volonté de devenir Français, de leur engagement à respecter nos lois, de leur acceptation dans la

sphère publique de se conformer à nos us et coutumes et dans la sphère privée de respecter les lois et valeurs de la République , il convient de lutter efficacement contre toute forme d'immigration clandestine, quitte pour cela à refuser les engagements inopérants de l'espace Schengen.

Les OQTF doivent être systématiquement reconduits à la frontière et si personne n'accepte de les accueillir, éloignés dans un territoire de relégation qu'ils pourront quitter quand ils désireront sauf à revenir en Métropole.

Les conditions d'accession à la nationalité française devront être révisées de sorte que ne puisse devenir Français un étranger clandestin ou un enfant né en France de parents clandestins n'ayant pas démontré par son parcours scolaire ou son éventuel passé judiciaire sa capacité à le devenir.

Mais ces restrictions à l'immigration doivent aller de pair avec la facilitation de l'intégration des personnes que la France souhaite accueillir ou dont elle a besoin, à la lutte acharnée contre les passeurs y compris contre des organisations qui les aident ou facilitent leurs sales besognes, à l'aide massive aux pays du tiers monde et notamment à nos ex-colonies pour que personne ne soit obligé de quitter sa terre natale poussé par la guerre ou la misère.

Au pays qui a laissé une politique malthusienne instaurer un « numéris clausus » en Médecine dont nous mesurons aujourd'hui les conséquences dramatiques alors qu'en démographie on a 20 ans pour prévoir, on doit rétablir une **politique de santé** digne de notre passé.

On a laissé chaque Maire de chef-lieu de canton manigancer pour avoir son petit hôpital sans mesurer les problèmes liés au manque de praticiens, aux équipements sophistiqués nécessaires, au désir des professionnels de pratiquer une médecine de groupe moins contraignante. On a laissé le secteur privé se gaver d'une pathologie plus rentable au détriment de l'hôpital public à qui on abandonne avec la bénédiction de la Sécurité Sociale, les urgences, les affections de longue durée, la formation des étudiants, les secteurs non rentables.

Dans le même temps incapables de rationaliser l'enseignement médical selon les vrais besoins de la population, on a généralisé l'internat dans des conditions de pratique catastrophiques (salaires dérisoires, horaires abrutissants ), on a allongé exagérément la durée des études au lieu de privilégier la formation tout au long de sa vie, on a, comme on sait si bien le faire en France, surchargé les médecins par des actes administratifs sans limites, déresponsabilisé les malades prêts au tourisme médical, refusé de favoriser les passerelles souhaitables à ceux qui souhaitent évoluer.

Bref, il y a bien longtemps qu'on a plus la meilleure médecine du monde, puisque nous sommes tombés au 15<sup>ème</sup> rang des pays où on est le mieux soigné, on a même par stupidité incroyable fait tomber le nombre de spécialistes dans certaines disciplines à un niveau inimaginable (en ophtalmologie par exemple où les rendez-vous se donnent à 6 mois et où on n'a même pas été capables de confier la réfractive aux opticiens !)

Il est urgent de combler nos déserts médicaux en favorisant comme on l'a fait pour la médecine militaire par des places réservées et par la prise en charge matérielle des étudiants, l'accès à ceux qui accepteront en contrepartie (comme c'est le cas pour certaines de nos grandes écoles), de servir pendant 10 ans dans un désert médical.

Il est urgent de reconsidérer les honoraires des personnels de santé dans un pays où les écarts entre généralistes et spécialistes vont du simple au double, comme d'ailleurs à horaires égaux entre infirmières libérales et hospitalières...

*Le texte discute de l'immigration en France, abordant la difficulté de choisir qui accueillir sans être accusé de racisme ou de xénophobie. Il souligne que la France, moins peuplée que ses voisins, a la place d'accueillir des immigrants, et que cela est nécessaire vu le vieillissement de sa population. Il mentionne les devoirs envers les immigrés francophones et des ex-colonies, tout en rejetant la responsabilité des actions passées de la France. L'auteur propose des critères pour sélectionner les immigrants, incluant l'état de santé, la profession, la présence de famille en France, l'absence de condamnations, la maîtrise du français, les raisons de l'immigration, et l'engagement à respecter les lois et coutumes françaises. Les immigrants autorisés à venir pourront choisir leur destination en France, et devront passer par des centres d'accueil et de formation. Une période probatoire de cinq ans est suggérée, où tout crime ou délit entraînerait l'expulsion. L'objectif est d'éviter les situations indécentes et de favoriser une intégration réussie des immigrants dans la société française.*

## Quels Immigrés accueillir ?

Les Français sont constamment confrontés à la question de savoir qui accueillir et qui refouler sans être taxés de racisme, d'indifférence aux souffrances d'autres peuples ou de xénophobie...

Et pourtant comme disait Rocard, on ne peut pas accueillir toute la misère du monde et on oublie parfois que les clandestins qui se ruent vers nos frontières sont souvent victimes de « passeurs » sans scrupules qui exploitent leur détresse, poussés qu'ils sont par la misère ou par les guerres que les Etats ou les organisations internationales se révèlent incapables de maîtriser ne serait-ce que par ingénierie humanitaire !

Et pourtant il faut bien proposer une solution si on ne veut pas voir en Métropole se généraliser le spectacle affligeant qui étouffe Mayotte.

Je vais essayer de suggérer quelques règles simples qui pourraient nous faire répondre avec humanité à cette brûlante question.

Remarquons tout d'abord que notre pays est peu peuplé par rapport à nos voisins

Avec 105 habitants au km<sup>2</sup> nous sommes beaucoup moins peuplés que l'Italie (195), l'Allemagne (230), le Royaume Uni (260) la Belgique (377) ou les Pays-Bas (461). Seule l'Espagne, au centre désertique, est un pays petit peu moins peuplé (93).

### **Nous avons donc de la place.**

Nous sommes par ailleurs au 17<sup>-ème</sup> rang dans l'Union Européenne pour le nombre d'actifs par rapport à la population totale (71,1%)

Et même si le taux de dépendance (Nombre de personnes âgées de plus de 65 ans pour 100 personnes d'âge actif) est un peu meilleur qu'en Allemagne (38,4 contre 41,4) il s'est fortement dégradé comme chez nos voisins depuis l'an 2000 (où il n'était qu'à 27,3) et va s'aggraver d'ici 2050 (prévision 54,5) soit plus de retraités que d'actifs !

### **L'immigration choisie apparaît donc comme une nécessité aussi bien que comme un devoir d'accueil**

Certes la population immigrée est plus féconde que la population de souche (*Je réfute avec vigueur le terme de souchiens qu'Houria Bouteldja championne du racisme antiblanc et porte-parole des « Indigènes de la République » née à Constantine, ose utiliser. Visiblement elle n'apprécie guère cette niche (!) française) où pourtant elle reste) mais il y a de la marge.*

Et comme les Allemands il faudra bien penser à l'immigration choisie pour peu qu'on sache à nouveau assimiler comme on l'a fait avec Polonais, Italiens, Espagnols, Portugais tout au long du siècle passé, ces nouveaux arrivants.

**Remarquons tout d'abord que nous avons des devoirs envers les immigrés venus de la Francophonie et plus particulièrement de nos ex-colonies.**

Nous ne sommes certes pas comptables des exactions et des pillages qui ont pu être commis du temps de la colonisation (*Nous avons, nous aussi, vécu les dégâts considérables de plusieurs occupations !*) Mais nous avons en commun avec eux un passé, une langue, une histoire.

Il est donc important de ne pas se tromper sur le choix de ceux qu'on accueille et de faire la différence entre ceux qu'on sera heureux d'accueillir et ceux qu'on ne veut en aucun cas voir franchir nos frontières

Pour éviter les trafics il faut impérativement faire l'aiguillage dès le départ dans nos Consulats et clamer haut et fort que si nous sommes ouverts à cette immigration choisie, tous ceux qui traverseront clandestinement nos frontières et qui une fois pris seront immédiatement refoulés ou relégués renonceront pour toujours à être régularisés.

*Sait-on par exemple que pour payer le passeur (souvent 5000 à 10000 €) le migrant est obligé de faire appel à une tontine. Une fois arrivé comme clandestin malgré toutes les difficultés de vie que cela suppose il faudra absolument qu'il envoie régulièrement de l'argent au pays pour rembourser ceux qui l'ont aidé à partir. Et s'il n'y arrive pas ce sont ses parents restés sur place qui seront molestés jusqu'au paiement complet de sa dette.*

Mais quel aiguillage ? Une réponse notée à une série de questions devrait faciliter la tâche.

- Un examen médical pour s'assurer que le migrant n'est pas porteur d'épidémie
- La profession exercée (est-elle susceptible de permettre au migrant de trouver un travail)
- La présence de famille en France (Française ou Immigration légale)
- L'absence de condamnation dans le pays d'origine
- La pratique du Français et si elle est insuffisante l'engagement par le migrant de suivre dès son arrivée en France un stage linguistique qu'il faudra réussir pour prétendre rester
- Les raisons de l'immigration (politique, économique)
- L'engagement à respecter les lois françaises sous peine d'expulsion
- L'engagement de respecter **dans la sphère publique** les us et coutumes françaises (renoncer aux provocations et aux signes religieux extérieurs manifestes)

Sachant que l'immigration sera accordée avec une période probatoire de 5 ans pendant laquelle tout crime ou délit fera l'objet d'une mesure d'expulsion ou si le pays d'origine n'accepte pas le retour du migrant (malgré les pressions économiques pouvant être négociées) le renvoi dans un pays étranger ou le maintien dans un territoire français délimité ou hors métropole

Les immigrés autorisés à venir pourront choisir leur destination en fonction de divers critères :

- Les places disponibles
- La présence de famille ou amis
- Le passage réussi auprès de centres d'accueil et de formation (français, formation professionnelle, inculcation des us et coutumes françaises, informations sur les lois du pays)

d'accueil ne devant pas être transgressées, information sur la liberté de pratiquer la religion de son choix dans la sphère privée).

Important : ces stages d'accueil ne devront pas se dérouler dans des centres de rétention administratifs mais dans des villages d'accueil ouverts où ils pourront s'intégrer et contribuer à la vie collective le temps de démontrer leur autonomie (logement, travail, pratique de la langue, comportement) avant d'obtenir leur droit d'entrée.

*Nul ne doit être reçu en France pour rejoindre un bidonville, une tente aux abords des villes, des conditions indignes d'un pays développé*

Ou on peut les accueillir, leur donner un logement, du travail, de la formation leur permettant de s'intégrer puis de s'assimiler, ou il est préférable de ne pas les laisser entrer.

Dans le même temps la France comme l'Europe doit prendre conscience du fait que l'immigration est rarement choisie par les migrants : la misère, la guerre, les persécutions les forcent à quitter leur terre natale.

C'est par la paix onusienne et le développement qu'on pourra plus facilement permettre à ces populations de rester chez elles, d'y vivre sereinement et de ne plus être la proie des réseaux criminels de passeurs.

Mais pour la lutte contre l'immigration clandestine et le renvoi des OQTF il faudra bien une fois pour toutes que le Gouvernement demande par referendum au peuple français ce qu'il souhaite et applique ensuite les décisions prises.

*En 2023, la France est confrontée à de multiples défis : mouvement des Gilets Jaunes, conséquences du Covid, guerre en Ukraine, baisse du pouvoir d'achat, problématiques des retraites, insécurité, inflation, radicalisation islamique, difficultés d'immigration, déclin de l'éducation nationale, chômage, problèmes de santé, déserts médicaux, division politique et perte de souveraineté. Face à ces crises multiples, le pessimisme est courant, mais l'histoire française montre sa capacité à surmonter les épreuves. Aujourd'hui, il est crucial de retrouver un sentiment d'unité nationale, au-delà des divisions politiques. Une approche basée sur le dialogue, le débat constructif, et des référendums est suggérée pour impliquer davantage le peuple dans les décisions politiques. Respectant les institutions démocratiques, l'actuelle présidence de Macron doit chercher à établir une majorité, malgré les risques de plus grandes divisions ou d'une montée de l'extrême droite ou des insoumis. Une réforme électorale est proposée, demandant au peuple si les élections législatives devraient opposer les candidats les mieux placés de droite et de gauche, dans le but de créer une majorité claire. Une telle approche, inspirée des systèmes anglais et américain, pourrait conduire à la formation d'un gouvernement plus stable. En parallèle, une Assemblée Constituante devrait être formée pour réformer la République, avec des objectifs tels que le rétablissement du septennat non renouvelable, la réduction du nombre de parlementaires, une décentralisation accrue, et une réforme du système administratif. En attendant, la nouvelle Assemblée doit s'attaquer immédiatement aux problèmes urgents, comme la réforme des retraites. Cet article suggère que malgré les défis, la France possède les ressources historiques et politiques pour se réinventer et résoudre ses problèmes actuels.*

## **Ne désespérons pas de la France !**

Quand on constate l'état de notre pays en ce début 2023, après les Gilets Jaunes, le Covid, la guerre d'Ukraine, la baisse du pouvoir d'achat, la querelle des retraites, l'insécurité des banlieues, les trafics, l'inflation, les attaques contre les forces de l'ordre (2832 policiers blessés en 4 mois), la radicalisation islamique, l'impossibilité de régler les problèmes d'immigration, la faillite de l'Education Nationale, la crainte des Français pour l'avenir de leurs enfants, le chômage, les carences hospitalières, les déserts médicaux, l'impasse politique au Parlement et la profonde division de la société, l'obligation de subir encore pendant 4 ans malgré les casserolades la présidence Macron, la perte de souveraineté..., le pessimisme semble de rigueur.

Comment pourrions-nous régler tant de problèmes à la fois ? Est-ce même possible ?

Notre société est-elle en train de sombrer dans le multiculturalisme, le règne des mafias, l'indigence du peuple, la morgue des puissants, le triomphe des inégalités ?

Possède-t-elle au plus profond d'elle-même le courage et la force de réagir pendant qu'il en est encore temps ?

A cette question répondons que dans notre histoire bimillénaire, les occasions n'ont pas manqué de nous retrouver au fond du trou, guerre de cent ans, grande révolution, débâcle napoléonienne, guerre franco-allemande, deux guerres mondiales...

Et pourtant chaque fois, notre peuple a réagi et reconstruit la Nation.

### **Il le fera encore demain !**

Il faut de toute urgence retrouver un sentiment d'Union Nationale. Non pas dans une union politique qui ne serait que de façade tant notre société est aujourd'hui divisée entre trois grandes forces incompatibles, la Droite dite extrême même si elle rassemble un nombre de plus en plus grand de Français, le reste de la Macronie, la Gauche elle-même divisée entre socio-démocrates en perdition, écologistes déchaînés Insoumis d'une rare violence, mais dans une volonté de dialogue entre deux grands rassemblements Droite et Gauche constitutionnellement appelés à trouver après un débat constructif les questions à faire trancher par référendum au peuple français, puisque la démocratie doit redevenir le Gouvernement du Peuple, par le Peuple et pour le Peuple et non le pouvoir oligarchique incarné par un monarque républicain !



C'est de pédagogues et non de démagogues que nous avons besoin, capables sur toutes les grandes questions de société d'exposer leur vision des choses et de proposer des voies de salut.

C'est au peuple, enfin averti, de trancher par ses choix et au Gouvernement majoritairement issu des élections d'appliquer avec fermeté les décisions prises par nos concitoyens.

Difficile de perdre encore 4 ans avant de rebondir. Et puisqu'il convient aux démocrates de respecter les institutions nous ne remettons évidemment pas en cause l'élection du Président mais la nécessité qui est la sienne de retrouver une majorité qui doit gouverner qu'elle lui soit favorable ou qu'elle le force à une cohabitation comme ce fut le cas au cours de chacun des deuxièmes mandats de ses prédécesseurs (Mitterrand avec Chirac et Balladur et Chirac avec Jospin).

### **Mais alors comment faire ?**

Nous savons bien que dans les circonstances actuelles une dissolution de l'Assemblée Nationale risquerait de déboucher sur un plus grand désordre où la Macronie perdrait encore de nombreux sièges avec un risque de voir l'extrême droite seule ou les insoumis emporter une majorité à l'Assemblée ce qui ne ferait qu'aggraver la situation.

### **Une bonne question à poser au Peuple français pourrait par exemple être la suivante :**

Vous avez compris qu'un bon gouvernement de la France impose qu'au Parlement puisse se dégager une majorité absolue qui pour 5 ans devra diriger le pays (Art 20 de la Constitution), le Président gardant sur elle un droit de dissolution (Art 12 de la Constitution).

***Voulez-vous qu'aux prochaines élections législatives le suffrage universel dans chaque circonscription oppose au second tour le candidat le mieux placé des formations de Droite et le candidat le mieux placé des formations de Gauche ?***

<b>OUI</b>	<b>NON</b>
------------	------------

Ce qui obligera chaque candidat à choisir son camp ou au moins sa préférence.

Si comme je le crois le Peuple répond OUI à une très grande majorité il suffira alors au Président de dissoudre l'Assemblée actuelle et de convoquer immédiatement le corps électoral à de nouvelles Législatives dont il est clair que sortira obligatoirement une majorité de Droite ou de Gauche qui devra ensuite gouverner.

C'est ce qui se passe chez nos voisins anglais (Conservateurs et Travailleurs) ou américains (Démocrates et Républicains).

### **Mais quel Gouvernement et pour quoi faire ?**

La nouvelle Assemblée et le Sénat devront tout d'abord , tout en gouvernant, élire en leur sein des représentants à une **Assemblée Constituante** dont nous avons déjà expliqué les objectifs concernant l'organisation d'une nouvelle République qui mettra fin au risque disproportionné d'un pouvoir personnel tout en garantissant pour le régime parlementaire une longue stabilité analogue à celle que nous avons connue sous De Gaulle, Pompidou, Giscard, Mitterrand 1 (5 ans), Chirac 1(5 ans), Sarkozy , Hollande et Macron 1(5 ans)

- Rétablissement du septennat non renouvelable
- Election du Président de la République au suffrage universel uninominal à un seul tour
- Election des Députés pour 3 ans ½ et renouvellement à mi-mandat

- Réduction du nombre de parlementaires (Députés et Sénateurs)
- Réduction drastique du nombre de Ministres et des Administrations centrales
- Réelle décentralisation et distinction claire entre fonctions régaliennes et fonctions dévolues aux Régions
- Fin des doublons et du mille-feuille administratif
- Nouvelle répartition et réduction sensible du nombre de fonctionnaires

Mais en attendant le résultat des travaux de cette Constituante (qui devront à leur tour être approuvés par référendum) la nouvelle Assemblée devra prendre à bras le corps la résolution des problèmes les plus urgents :

Et d'abord la **fin de la querelle des retraites** par une suspension du texte de loi récemment promulgué et la remise sur le chantier d'une réflexion enfin sérieuse entre Gouvernement et Syndicats patronaux et salariés prenant en compte aussi bien les nécessités d'équilibre budgétaire, la fin des régimes spéciaux obsolètes, la pénibilité et la dangerosité du travail, l'emploi des jeunes et des seniors, la retraite des femmes, les carrières écourtées, les années de chômage.

Le rétablissement d'une **meilleure participation de chacun au fonctionnement de l'Etat** (Rétablissement de l'ISF, réduction de la dépense publique, transfert d'agents dans les services les plus déficitaires, réduction des dépenses des collectivités locales et lutte contre les embauches électoralistes de complaisance)

La réforme immédiate de **l'Education Nationale** avec un meilleur recrutement et une meilleure rémunération des professeurs, une implication des enseignants dans des tâches complémentaires (administration, participation au tutorat scolaire), un effort particulier dans les établissements sensibles, une responsabilisation réelle des chefs d'établissements, le respect des lois de la République, la fin du collège unique au profit de collèges adaptés à chaque niveau des élèves quelles qu'en soient les origines.

Le rétablissement de la **Sécurité nationale** par la sanctuarisation des forces de l'ordre, la réforme de la Justice, la construction de prisons, la lutte contre les trafics et la condamnation des clients à la prison ou aux soins, l'exécution des peines mêmes courtes, la fin des territoires perdus de la République

La réforme du **système de santé**, la création de passerelles au sein des professions médicales permettant de gagner quelques années sur les dégâts causés par le Numerus Clausus, une meilleure répartition des tâches entre secteur public et secteur privé (participation aux urgences, participation des cliniques aux pathologies de longue durée, coopération public-privé pour les équipements lourds) prise en charge financière des étudiants acceptant de prendre un engagement d'installation dans les déserts médicaux, réforme de l'enseignement de spécialités trop déficitaires.

Un **engagement de la jeunesse** au sein d'un service national, pouvant se décliner entre un service militaire pour ceux qui le souhaitent, une participation à l'école de la deuxième chance comme professeurs ou comme élèves pour ceux qui se tourneront vers un service civil (remise à niveau scolaire, apprentissage, permis de conduire, tutorat dans les écoles, participation à des œuvres sociales au sein d'associations, de municipalités ou de services de l'Etat, participation à la protection de la nature ou au service des personnes dépendantes), occasion de mixité sociale, chance donnée aux égarés du système scolaire, occasion de rendre à la Nation une partie de ce qu'elle leur a donné pour les plus doués)

Un retour à la **souveraineté nationale** au sein d'une coopération européenne renouvelée soumettant les décisions communes envisagées au vote du Parlement tout en favorisant les échanges consentis. Le retour à l'usage du référendum pour toutes les questions vitales (constitution, immigration, sécurité, justice, lois sociales).

Un **consensus civilisationnel** rappelant les us et coutumes de la Nation, le respect et la souveraineté des lois de la République et leur supériorité sur toute loi religieuse, la laïcité, le respect des particularismes en dehors de la sphère publique, les efforts d'accueil et d'assimilation déployés pour les migrants, l'aide au développement des pays du tiers monde

Oui, il y a du pain sur la planche ! Mais le peuple français et tous ceux qui veulent vivre en paix sur son territoire en sont capables.

**Liberté, Egalité, Fraternité** : c'est notre devise mais c'est aussi un devoir absolu qui nous incombe et qui nous sortira une fois encore du marasme !

*Le texte dénonce le rejet par le Conseil Constitutionnel français de deux propositions de Référendum d'Initiative Partagée (RIP) sur le report de l'âge de la retraite à 64 ans, critiquant la difficulté d'initier un RIP en raison de ses exigences élevées : un soutien par un cinquième des membres du Parlement et une signature par 1/10 des électeurs inscrits. Il critique le Conseil Constitutionnel, perçu comme une élite surpayée et inaccessible, et souligne son pouvoir absolu sans recours possible. Le texte compare cette situation à la République Gaullienne où le Président de Gaulle démissionnait si désavoué par le peuple, illustrant un écart avec la pratique actuelle où le Président reste en place malgré le mécontentement populaire. Il mentionne l'exaspération du peuple et le record d'abstention comme signes du dysfonctionnement de la démocratie en France et de la perte de confiance envers ses représentants. L'auteur suggère alors aux syndicats de lancer une pétition pour un Référendum d'Initiative Majoritairement Partagée (RIMP) si signée par une majorité d'électeurs, interrogeant si le Conseil oserait s'y opposer. Il cite l'exemple de la Suisse, où les citoyens votent fréquemment via référendum et initiative populaire, contrastant avec la situation française. Le texte propose d'utiliser la technologie, comme des cartes à puce électroniques, pour faciliter la consultation populaire en France. Cependant, il exprime un scepticisme quant à l'adoption d'une telle méthode, suggérant qu'elle pourrait menacer la position des élus contre l'avis populaire.*

## **RIP : Au secours le peuple pourrait s'exprimer !**

Une fois de plus, le 3 mai, après avoir rejeté la proposition de Référendum d'Initiative Partagée du 20 mars 2023, le Conseil Constitutionnel rejette à nouveau la proposition de Referendum d'Initiative partagée du 13 avril 2023 sur le report à 64 ans de l'âge de départ à la retraite.

Cette instance de nantis (12.000 € par mois qui s'ajoutent pour longtemps à de très nombreuses autres pensions de retraite : Présidents de la République (à vie), Premiers Ministres et Hauts Fonctionnaires (pendant 9 ans) vient sanctionner un processus pourtant presque impossible à satisfaire puisque pour qu'une proposition de loi référendaire puisse être déposée il faut au moins réunir un cinquième des membres du Parlement (soit au moins 185 députés et/ou sénateurs sur un total de 925) puis, à condition que le texte soit approuvé par le Parlement, être ensuite signée par 1/10 des inscrits du corps électoral (soit 4.870.000 électeurs).

Dieu sait que beaucoup de retraités s'ils devaient toucher 12.000 € de plus par mois ne protesteraient certainement pas contre le report de l'âge de la retraite !

Or, les décisions du Conseil constitutionnel ne sont susceptibles d'aucun recours. Elles s'imposent aux pouvoirs publics et à toutes les autorités administratives et juridictionnelles.

On est loin de la République Gaullienne où le Président estimait que le peuple français devait être régulièrement consulté et qu'en cas de désaveu il devait immédiatement cesser ses fonctions (ce qu'il fit le 29 avril 1969).

Aujourd'hui, cette instance sert donc de bouclier à un Président qui devine que l'exaspération du peuple risquerait malgré les difficultés de rassembler 4.870.000 signatures d'aboutir à un référendum dont l'issue serait certaine (ce qui ne l'empêcherait évidemment pas de rester en place. N'est pas De Gaulle qui veut !)

Alors que les niveaux record d'abstention témoignent du fait que le Peuple ne croit plus être écouté par ses représentants (sans parler du déni injustifiable du référendum de 2005) on voit bien que notre démocratie est en panne ce qui fait apparaître de lourds nuages dans le ciel politique français !

On aimerait suggérer aux Syndicats puisqu'aucune proposition de Referendum d'Initiative partagée n'est acceptée, de lancer une **pétition demandant une consultation référendaire**.

Imaginons qu'elle soit signée par 24.350.001 électeurs soit 50% + 1 des inscrits, le Conseil Constitutionnel sévèrement désavoué oserait il encore s'opposer à un Référendum d'Initiative Majoritairement Partagée (RIMP) ?

Quand je pense à nos voisins suisses qui se rendent en moyenne 3 à 4 fois par an aux urnes, grâce à l'existence de deux droits inédits : le référendum populaire et l'initiative populaire, on mesure le retard pris par notre démocratie.

Au pays qui a inventé la carte à puce il serait pourtant facile de délivrer à chaque électeur une carte avec code qui lui permettrait d'être consulté de chez lui sauf quelques personnes n'ayant pas d'internet qui devraient continuer à se déplacer en Mairie.

Mais il serait alors difficile à des élus de rester en place contre l'avis du peuple. Ce n'est donc pas pour demain !

Le texte décrit une marche commémorative néo-nazie, en comparaison avec les groupes de Black Blocs. Ces néo-nazis, issus du GUD (Groupe Union Défense), une organisation étudiante d'extrême droite, sont critiqués pour leur idéologie tout comme les Black Blocs, perçus comme des témoins d'une société déçue par la politique. L'auteur dénonce la perception sélective de certains politiques et militants, qui condamnent les uns tout en excusant les autres. Le texte cite des exemples de politiques de gauche, comme Jean-Luc Mélenchon, critiquant leur langage et comportement. L'auteur appelle à l'interdiction des extrémismes et à un retour au dialogue respectueux. Il critique également le Gouvernement pour son incapacité à gérer ces groupes extrémistes et son traitement indulgent, suggérant une stratégie politique derrière. Le texte met en garde contre l'escalade de la violence et l'émergence possible de milices se faisant justice elles-mêmes.

## Du GUD aux Black Blocs !

Derrière leurs drapeaux ornés de croix celtiques, des manifestants néo-nazis cagoulés, dans leurs accoutrements risibles, organisaient hier leur marche commémorative annuelle de la mort d'un des leurs en 1994 et défilaient devant des commerçants qui au moins ne craignaient pas trop comme avec les Black Blocs des dégradations de leurs vitrines ou du matériel urbain.

Issus de ce GUD, organisation étudiante ultra-droite d'Assas qui bastonnait autrefois « *l'infection marxiste de Nanterre* » ces néo-nazis sont comme les Black Blocs de l'ultra-gauche les témoins d'une société malade qui n'attend plus rien des politiques.

Qui peut approuver de tels débordements ? Evidemment personne !

Sauf que de « belles âmes » insoumises et écologistes ont visiblement des poussées irritatives bien sélectives en voyant dans ces extrémistes, d'un côté des suppôts du RN de Marine Le Pen à clouer d'urgence au pilori, et de l'autre de pauvres bougres qu'il faut bien comprendre et même pourquoi pas ...excuser !

On se souvient de ce Tweet de 2022 de Jean-Luc Mélenchon défendant la Russie qui disait justement des Ukrainiens « *Ce sont quand même des néo-nazis* », de cette Députée Nupes interpellant Gérald Darmanin en scandant le Chant des Partisans et de ces questions au Gouvernement au langage totalement ordurier de nombreux Députés LFI !

Soyons clairs : ces deux groupements extrémistes sont à interdire et à ostraciser une fois pour toutes et à mettre dans le même sac anti-républicain autant l'un que l'autre.

Mais qu'on en finisse avec ces apostrophes au langage pour le moins « soutenu ! » lors des questions au Gouvernement, langage qu'on n'imagine mal devoir entendre dans l'enceinte du Palais Bourbon des Députés LFI, Mathilde Panot, Andy Kerbrat, Ugo Bernalicis, Thomas Portes, Antoine Léaumont, Danièle Obono ou de l'ineffable Louis Boyard !

Nous avons besoin de retrouver le chemin du dialogue. Et quelles que soient les opinions de chacun, le dialogue commence par le respect et l'écoute.

Vous nous coûtez trop cher Mesdames et Messieurs les Députés de l'Extrême Gauche pour qu'on tolère longtemps vos outrances verbales et pas plus que ces Extrémistes néo-nazis nous n'accepterons indéfiniment votre comportement inqualifiable.

Quant au Gouvernement qui craint les casseroles pourtant innocentes des Syndicats, qu'il veuille à ce que la Justice se dote enfin des moyens et d'une réelle volonté d'en finir avec ces exactions d'où qu'elles viennent, avec ses policiers blessés qu'on oublie, avec ces énergomènes qu'on ne sait pas paraît-il identifier (!) alors qu'il suffirait de les atteindre avec de simples paintballs.

On se demande même si cette mansuétude n'est pas le résultat volontaire d'un pouvoir en perdition qui espère récupérer les modérés effarouchés par le désordre.

Si cette situation perdure craignons qu'un jour ce ne soit pas un groupuscule fasciste qui vienne s'échauffer dans nos rues mais une véritable milice populaire de « justiciers » qui rétabliraient à leur façon ce qu'ils croiraient être l'Ordre Républicain.

Le texte "France d'hier et d'aujourd'hui" met en lumière la riche histoire de la France et son influence mondiale, soulignant les contributions du pays depuis l'antiquité jusqu'à l'époque contemporaine. Il évoque l'importance cruciale de la France dans la victoire des États-Unis lors de leur indépendance, symbolisant son rôle clé dans l'histoire globale. La notion d'être Français, qu'elle soit due à une ascendance celte, franque, ou à une immigration plus récente, est célébrée avec fierté, soulignant l'importance du "jus soli" (droit du sol). Le texte aborde aussi les défis internes de la France, comme les querelles politiques et le sentiment d'incertitude face à l'avenir, tout en rappelant l'héritage de la devise républicaine "Liberté, Égalité, Fraternité". Concernant l'immigration, il souligne la nécessité d'une assimilation respectueuse et fructueuse pour les migrants, tout en célébrant les succès de certains immigrants naturalisés, comme Mazarin et Valls. Il examine également les difficultés rencontrées par les descendants d'immigrants nord-africains en France, confrontés à des disparités socio-économiques et à des conditions de vie difficiles. La période coloniale en Algérie est aussi critiquée pour son approche ségrégationniste et ses échecs. Enfin, le texte souligne la responsabilité morale de la France envers ses anciennes colonies et encourage un engagement plus profond dans la francophonie et le développement global, mettant en avant l'opportunité d'un avenir prometteur pour la jeunesse à travers ces actions.

## France d'hier et d'aujourd'hui

« *Tout homme a deux patries, la sienne et puis la France* », disait Thomas Jefferson au lendemain de la bataille de Yorktown (Oct. 1781) qui vit la capitulation du Général anglais Lord Charles Cornwallis devant Washington appuyé par Rochambeau et l'amiral de Grasse, reconnaissant ainsi que sans l'aide de la France, la rébellion des « Treize Colonies » contre la Grande-Bretagne aurait échoué et que les États-Unis d'Amérique n'auraient pas existé !

Notre pays, en vingt siècles s'est constamment inscrit dans l'histoire du monde, des 50 Chefs gaulois crucifiés à Lutèce au Mont des Martyrs (Montmartre) aux troupes d'intervention au Sahel qui assistent encore aujourd'hui ceux qui luttent contre l'Islamisme radical qui envahit l'Afrique.

Être Français, c'est trouver sa place dans un monde de géants et en éprouver une légitime fierté, que cette place succède à une longue généalogie celte ou franque ou tout simplement à une arrivée récente de ses aïeux sur le sol de la Patrie, puisque la loi du « *jus soli* » à la différence de nos voisins germains, règne sur le territoire de la Gaule.

Français de souche ou Français récents, partageant ce « *Droit du Sol* » qui nous gouverne depuis la Révolution Française (et même avant), nous sommes les héritiers naturels de cette longue chaîne humaine qui nous oblige, dans l'amour de la Patrie et le respect de l'admirable devise de la République

**« Liberté, Égalité, Fraternité ».**

Nos petites querelles politiciennes, nos égoïsmes exacerbés, nos peurs de l'avenir, notre perte de confiance dans la France doivent retrouver leur juste place devant cette immense épopée dont nous sommes les continuateurs.

Certes, la France ne doit faire aucune distinction, quelle que soit leur religion ou leur couleur de peau, entre ceux qui sont nés sur son sol mais pour les migrants qu'elle a acceptés d'accueillir, elle doit aussi tout faire pour qu'ils s'épanouissent avec le maximum de chances, grâce à une politique d'assimilation digne de ce nom pour peu qu'ils respectent et fassent leurs lois de leur nouveau pays.

De Julio Mazarini, devenu Jules Mazarin, à Manuel Valls on peut voir qu'hier comme aujourd'hui, même nés ailleurs et devenus Français par naturalisation, certains ont pu atteindre les plus hautes destinées (en l'occurrence devenir Premier Ministre). Dans la France du « *jus soli* » contrairement à nos amis américains, rien n'empêche un Français naturalisé, né à l'étranger, d'accéder à la magistrature suprême !



Les fils de ceux qui, arrivés d'Afrique du Nord, dans l'appel d'air des trente glorieuses qui vit des hordes de salariés mal payés, recrutés par nos entrepreneurs, peupler les bidons-ville de Nanterre pour participer à la reconstruction de la France, ont rarement bénéficié des conditions d'accueil qui en auraient fait des Français fiers de l'être. Certes, parmi eux, de grandes disparités existent. Certains ont acquis des positions enviées, se sont illustrés par de hauts diplômes et par des fonctions enrichissantes. D'autres au contraire ont végété dans des banlieues où très vite se sont installées des zones de non-droit, terrains de chasse de dealers en tous genres et de trafiquants de drogue.

En débarquant en 1830 à Sidi-Ferruch, la France, succédant aux colonisateurs turc et arabe venu quelques siècles plus tôt, n'a pas su s'adapter aux populations locales et bien que l'Emir Abdel-Kader, libéré par Louis Napoléon Bonaparte, ait terminé sa vie, honoré de tous, elle a laissé s'établir le régime colonial ségrégationniste du « Double Collège » qui a trop duré ruinant l'effort civilisationnel de quelques-uns.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, des esprits éclairés ont compris qu'une évolution citoyenne était indispensable. Mais seuls, vis-à-vis de colons inconscients ou avides, proches du pouvoir de l'époque, ils n'ont pu imposer le Collège unique et répondre à temps aux aspirations légitimes d'un peuple qui, vivant l'apartheid, se battit, à bon droit, pour son indépendance.

Nous avons aujourd'hui une dette humaine envers notre ex-empire et la France doit, plus que tout autre, prendre sa part au développement de la francophonie et de ce « *Far South* » qui nous lie au passé et qui, si on en prend conscience, peut offrir à notre jeunesse un brillant avenir !

Le texte analyse les risques politiques pris par le Président Macron, en particulier sur la question de l'immigration, un sujet qu'il utilise pour détourner l'attention des retraites. Il compte sur une majorité fragile, divisée par les opinions extrêmes, pour passer ses réformes. L'auteur souligne les problématiques multiples et confuses liées à l'immigration, mélangeant insécurité, intégration, et problèmes communautaires. Il critique la gestion française des descendants d'immigrés et des ex-colonies, insinuant des discriminations et des politiques incohérentes. La situation de la police est décrite comme défaillante, avec des difficultés à maintenir l'ordre et un moral bas. Le Président est accusé de se focaliser sur des démonstrations de force plutôt que de résoudre les problèmes concrets. Le texte critique aussi la tendance à l'instabilité politique et à l'autoritarisme, appelant à un dialogue parlementaire plus constructif et respectueux. L'auteur met l'accent sur l'importance de l'intégration dès la maternelle, indépendamment des origines sociales, critiquant les politiques d'éducation actuelles et la gestion inégalitaire entre l'enseignement public et privé. En conclusion, le texte appelle à éviter d'ajouter des conflits et met en garde contre une société totalitaire, citant George Orwell : « L'ignorance c'est la force »

## Une nouvelle pomme de discorde : l'immigration !

Le Président Macron prend des risques ! Passe encore de jouer à cache-cache avec les casseroles ou de vider les Champs-Élysées, il veut crânement montrer qu'il est un réformateur sans même se rendre compte que c'est de lui que le peuple ne veut plus !

Une situation qu'ont connu tous les Présidents de la Vème lors d'un deuxième mandat !

On se souvient d'ailleurs du Général De Gaulle disant en 1969 : « *Si je suis désavoué par une majorité d'entre vous, (...) ma tâche deviendrait évidemment impossible et je cesserais aussitôt d'exercer mes fonctions* »

Alors, pour essayer de faire oublier les retraites, il veut passer en force au point suivant : l'immigration. Un sujet sur lequel il espère trouver une majorité sauf que celle-ci ne pourra se réunir, tant l'extrême Gauche y est hostile, que par une Union impie : LREM, Modem, Horizon, LR ET RN.

Et, une fois de plus, les explications vont manquer mêlant l'insécurité, les problèmes communautaires, les difficultés des banlieues, l'accueil des migrants, le regroupement familial, les clandestins, les mineurs ou prétendus tels non accompagnés, les OQTF, les aides données aux non-cotisants, le voile, le djihadisme etc. etc.

C'est aussi oublier bien vite qu'une grande partie des problèmes viennent non de migrants, clandestins ou non, qui ne demanderaient qu'à travailler mais de Français de la 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> ou même 4<sup>ème</sup> génération qui ont des droits « *J'ai mes papiers* » mais bien peu de devoirs, suscitant des amalgames douteux avec des étrangers qu'on serait heureux d'accueillir mais qui subissent un délit de faciès immérité !

La France se comporte souvent mal avec ses ex-colonies ! Combien de vexations inutiles quand on n'est incapable de faire la différence entre ceux qu'on aimerait recevoir et ceux qu'on voudrait refouler !

La Police incapable de faire régner l'ordre, même sur la route où les refus d'obtempérer sont innombrables (plus de 2000 par mois), incapable d'arrêter les rodéos, soumise à des restrictions judiciaires incompréhensibles avec des remises en cause par l'IGS beaucoup trop fréquentes, harcelée par les opérations de maintien de l'ordre, finit par baisser les bras (le nombre de divorces et de suicides chez les policiers n'a jamais été aussi important)!

Et c'est alors que le Président plutôt que de commencer par régler les problèmes (et il n'y a pas besoin de loi, donc de majorité, pour ça !) veut à tout prix nous montrer l'architecture de ses muscles striés !

Les « innommables » (un mot qui, compte tenu des grossièretés qu'ils éructent à l'Assemblée Nationale, leur convient bien mieux qu'Insoumis) vont lui en faire voir de toutes les couleurs.

Une loi, sauf 49.3 (une fois par session en dehors du vote des budgets) ne peut être votée que si l'on dispose d'une majorité.

Il faudra bien s'en convaincre pour échapper à la fois à l'instabilité de la IV<sup>ème</sup> et à l'autoritarisme de la V<sup>ème</sup> et retrouver au Parlement un dialogue pouvant être vif mais jamais ordurier, aux élections une large participation, aux referendums, une occasion régulière de faire trancher les choix importants de la vie politique par le peuple français.

Les difficultés rencontrées ne résident pas dans l'accueil sur notre territoire d'autres terriens chassés de leurs terres natales par les guerres ou la misère mais de notre incapacité de les accueillir dans des conditions favorisant leur intégration.

C'est dès la Maternelle qu'un enfant doit être pris en charge pour un bon départ. Cela n'a rien à voir avec ses origines sociales mais seulement à ses capacités pourvu qu'elles éclosent dans un terreau favorable. Et là notre Ministre de l'Education Nationale en est bien conscient lui qui fait élever ses enfants dans une des écoles les plus sélectives mais veut pitoyablement imposer la mixité sociale à l'enseignement privé alors qu'il faut uniformiser les classes, publiques ou privées, en rapport au seul niveau des élèves quelles que soient leurs origines pour ne pas noyer les plus faibles tout en ralentissant les plus forts.

La Nation veut se retrouver et le Peuple rester maître de son destin. N'ajoutons pas aux querelles de nouvelles querelles sauf, si c'est le but de la manœuvre, à vouloir démontrer que le Peuple a besoin d'une société totalitaire où la violence et le mensonge prévalent et où, comme disait Georges Orwell, « l'ignorance c'est la force ! »

*Cette lettre ouverte aux députés Macroniens critique le premier mandat d'Emmanuel Macron et le second mandat décrit comme obtenu par rejet de Marine Le Pen plutôt que par soutien. Les auteurs soulignent diverses crises (Gilets Jaunes, Covid-19, scandales politiques), une présidence de l'UE inefficace, un manque de majorité au Parlement et une gestion problématique des retraites. Ils observent un désamour croissant des Français pour Macron, avec des implications pour les futures élections européennes. L'auteur avertit contre un prolongement de la politique actuelle, prévoyant une stagnation et des répercussions négatives. Il encourage un retour au bipartisme et conseille aux députés de choisir entre droite et gauche pour reconstruire une majorité solide. La lettre prédit qu'un maintien de la politique actuelle pourrait mener à un second tour présidentiel entre Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon, perçu comme catastrophique. Enfin, l'auteur appelle les députés à admettre leurs erreurs et à changer de direction pour l'intérêt de la France.*

## **Lettre ouverte aux Députés Macroniens**

LREM, Horizons, Modem, vous avez répondu en 2017 à l'Appel d'Emmanuel Macron persuadés que le « Ni Droite Ni Gauche » qu'il proposait avait un sens et que cette réorientation vers une plus grande Unité nationale et une véritable participation de la société civile aux affaires de l'Etat serait bénéfique pour la France.

Le premier mandat a été accablant : Gilets Jaunes, Covid, Nombreuses « Affaires », Présidence de l'UE empêchant une vraie campagne électorale et n'arrivant pas à juguler la crise ukrainienne, débouchant sur un second mandat non pas « Pour » Macron mais « Contre » Marine Le Pen se traduisant aussitôt par l'absence d'une majorité au Parlement suivie d'une gestion lamentable du dossier des retraites et se terminant momentanément par un concert de casseroles que la soumission du Conseil Constitutionnel ne fera pas taire.

Sur les marchés, dans vos circonscriptions, vous constatez au fil des semaines que si une petite partie de la population, horrifiée par le désordre, continue à vous soutenir, un nombre de plus en plus grand de Français vous indiquent qu'ils ne veulent plus de ce Président et qu'ils vous assimileront à sa chute.

Si, lassés de la vie politique, que nombre d'entre vous ont découverte à l'occasion de l'enthousiasme d'une première élection ou, pour un moins grand nombre, lors d'un rassemblement d'électeurs inconciliables contre Marine Le Pen, rassemblement qui ne pouvait que voler en éclat dès les Législatives, vous décidez de retourner cultiver votre jardin, vous aurez au moins compris que dans ce théâtre d'ombres les apparences sont toujours trompeuses.

Si, au contraire, vous souhaitez persister dans votre engagement, comprenez qu'il est indispensable que la France renoue avec une majorité et une opposition pouvant se succéder aux affaires et rejoignez bien vite entre la Droite ou la Gauche le courant dont vous vous sentez le plus proche.

La France ne recommencera pas un quinquennat « Macron Ter » avec Edouard Philippe ou avec d'autres transfuges LR comme Bruno Le Maire ou Gérald Darmanin. Cette tentative qui se traduit déjà par 6 ans d'immobilisme, par une dette abyssale, par un dégoût des Français pour la politique, va entraîner un rejet de votre mouvement dont vous ne manquerez pas une fois encore de mesurer les conséquences aux prochaines Européennes.

Il va falloir choisir ! L'heure est au retour au bipartisme puisque personne en France n'accepte des gouvernements de coalition. Dans vos rangs, d'ailleurs, si Emmanuel Macron avec proposé une alliance de partis aux LR, sans doute auriez-vous perdu bon nombre de vos électeurs de Gauche et inversement si Macron avait proposé une alliance à NUPES il est certain que vous auriez perdu tous vos électeurs de Droite.

La parenthèse Macron durera peut-être encore quatre ans si la situation politique et économique ne se dégrade pas trop, à condition de ne plus rien tenter mais soyez assurés que même la loi retraite n'ira pas au-delà de ce cap en tout cas sous cette forme.

Préparez-vous à ouvrir les yeux. Si un bloc central issu de la Macronie se maintenait, le risque serait grand aux prochaines présidentielles de voir s'affronter au second tour Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon. La France affaiblie par 10 ans d'immobilisme ne s'en remettrait pas.

Vous y avez cru. Toute erreur est humaine ! Mais maintenant il est de votre devoir de prendre conscience de votre échec pour retrouver avec vos proches une situation d'équilibre aujourd'hui impérativement nécessaire. ***Droite ou Gauche peu importe : il faut une majorité pour la France !***

*Les élections européennes de mai 2024 présentent une opportunité pour les partis de dépasser la "Macronie", critiquée pour son incapacité à former une majorité à l'Assemblée Nationale. La proposition consiste à organiser les partis en deux blocs, l'Union des Droites (comprenant RN, Renaissance, LR, Centre Droit, et certains de la Macronie) et l'Union des Gauches (Centre Gauche, certains de la Macronie, PS, RG, EELV, LFI, PC), en excluant les extrêmes. On s'attend à un effondrement de la Macronie, permettant aux rescapés de rejoindre l'un des deux blocs. Cette stratégie vise à créer un groupe majoritaire, soit à droite soit à gauche, et à augmenter la pression sur le Président, le forçant potentiellement à dissoudre l'Assemblée nationale. Une nouvelle loi électorale législative proportionnelle départementale est envisagée, où les candidats devront s'aligner avec l'un des deux blocs et les élus seront déterminés par le bloc gagnant dans chaque département. L'auteur suggère que sans dissolution, le pouvoir deviendrait illégitime et vulnérable. Pour les trois dernières années du mandat présidentiel, la cohabitation est présentée comme la solution la moins mauvaise.*

## **Elections Européennes de mai 2024 !**

Les partis à l'occasion des élections européennes de mai 2024 auront la chance historique d'en finir avec la Macronie incapable de réunir une majorité à l'Assemblée nationale.

Pour cela une seule solution puisque l'élection se fait sur une base proportionnelle nationale.

Que chaque parti présente sa liste comme à l'accoutumée

Que les Partis qui se retrouvent dans les valeurs de la Droite ou de la Gauche s'engagent AVANT l'élection à mener entre eux une campagne courtoise puis à l'issue de celle-ci à se regrouper selon les affinités déclarées entre deux blocs français :

- **Le bloc de l'Union des Droites** (RN, Renaissance, LR, Centre Droit, rescapés de Droite de la Macronie)
- **Le bloc de l'Union des Gauches** (Centre Gauche, rescapés de Gauche de la Macronie PS, RG, EELV, LFI, PC)

L'ultra Droite si elle a des candidats et l'ultra Gauche seront tenues à l'écart de ces groupements

On verra alors apparaître :

Un groupe majoritaire (Droite ou Gauche)

Un effondrement de la Macronie en tant que telle permettant aux deux blocs (Union des Droites et Union des Gauches) d'accepter en leur sein les élus LREM, Horizons, Modem qui le désireront.

Comme il est vraisemblable que la Macronie s'effondrera et que ses rescapés préféreront regagner l'Union de leur choix (Droite ou Gauche) plutôt que d'aller au casse-pipe assuré, cette élection grande nature fera une telle pression sur le Président qu'il sera contraint s'il veut terminer son mandat de dissoudre l'Assemblée après que le Parlement ait voté une loi électorale législative proportionnelle départementale.

La loi législative devra prévoir que les candidats du premier tour sous leurs partis respectifs devront afficher leur choix (Union des Droites ou Union des Gauches) et leur classement dans une liste départementale puis au deuxième tour elle opposera dans chaque département un nombre égal au nombre de députés à élire classés entre les candidats se recommandant de l'Union des Droites et les candidats se recommandant de l'Union des Gauches selon le rang de ceux ayant obtenus le plus grand nombre de voix au premier tour.

Les élus seront ceux de la liste départementale (UDD et UDG) qui aura obtenu le plus de voix. Le département sera alors de Droite ou de Gauche !

Rappelons qu'en 2019 si une telle loi avait été mise en place l'Union des Droites après dislocation de LREM aurait obtenu au minimum 43 sièges sur 78 et l'Union des Gauches au maximum 36. Une majorité aurait donc été constituée.

Refuser de dissoudre après un tel constat et rester dans l'immobilisme de l'absence de majorité au Parlement rendrait le pouvoir totalement illégitime ce qui au moindre faux pas pourrait précipiter sa chute.

Si le Président, élu pour 5 ans, veut préparer l'avenir de la France, espérons qu'il aura la sagesse de reconnaître que la dissolution qui débouchera d'une manière ou d'une autre sur une cohabitation sera la moins mauvaise solution pour les 3 années qui lui resteront à courir.

Ce texte explore le déclin potentiel de la civilisation occidentale face aux défis mondiaux. Fondée sur les héritages gréco-latins et judéo-chrétiens, l'Europe pourrait se trouver menacée par divers facteurs : migrations massives, conflits comme la guerre d'Ukraine, l'essor de l'islamisme, et la croissance démographique en Afrique, Asie du Sud-Est, et Inde. Le texte met en garde contre la passivité et souligne la nécessité d'une volonté de survie pour éviter un avenir sombre prédit par des penseurs comme Houellebecq et Zemmour. Le rôle déclinant de la religion chrétienne en Occident, malgré sa progression ailleurs, et les impacts de la modernité (télévision, téléphones mobiles) exacerbant les inégalités mondiales sont mentionnés. L'auteur critique l'égoïsme des ultra-riches, l'inattention des politiciens aux problèmes fondamentaux, l'individualisme des groupes sociaux, et l'inertie des nations développées face aux dangers de conflits majeurs. Il soulève la question de l'importance actuelle des valeurs occidentales comme la liberté, l'égalité, et la fraternité, remises en question par des phénomènes contemporains comme le wokisme et les inégalités croissantes. Le texte se termine en posant une question ouverte : l'humanité parviendra-t-elle à surmonter ces défis et à éviter le sort des civilisations disparues, ou succombera-t-elle à son incapacité à gérer la planète ?

## La fin d'une civilisation ?

L'Europe, petit cap du continent asiatique, telle que nous la connaissons, a été forgée depuis 2000 ans par la civilisation gréco-latine et judéo-chrétienne.

Mais comme disait Paul Valéry : « *Nous autres, civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles* » !

Depuis Constantin, le christianisme a dominé le monde mais l'Occident voit pour la première fois son hégémonie contestée, migrations incontrôlables, guerre d'Ukraine, progrès constants de l'islamisme, poussée démographique de l'Afrique, de l'Asie du Sud-Est et du sous-continent indien.

Si nous ne faisons pas jaillir en nous une farouche volonté de survivre, nul doute que les prévisions de Michel Houellebecq ou d'Éric Zemmour se révéleront rapidement exactes.

Toute civilisation comme l'affirme Michel Onfray naît autour d'une religion. Et si la religion chrétienne fait encore quelques progrès en Amérique latine, en Afrique et en Asie, il est bien clair qu'en Occident, travaillée par les Lumières, les Révolutions, les scandales et sa collusion historique avec les oligarchies, celle-ci ne fait plus recette.

Peut-on croire un instant alors que la télévision et les téléphones mobiles ont envahi le monde que l'étalement des richesses occidentales face aux guerres et à la misère trop répandues sur cette planète, aux privations de liberté, aux dérèglements climatiques, accentué par les conflits stupidement armés par la Pax Americana (Afghanistan, Libye, Irak, et bien d'autres) ne va pas attirer les désespérés vers les lumières de la ville et provoquer un tsunami migratoire qu'aucune barrière n'arrêtera !

Les ultra-riches sont trop égoïstes pour comprendre que leur survie ne peut provenir que du partage et qu'aucun mur aujourd'hui, pas plus qu'hier à Rome, n'arrêtera les flots migratoires.

Les politiques sont trop occupés à leurs réélections pour engager un programme de paix et de développement au sein d'organisations internationales brillant par leurs inutilités qui seul fixerait les peuples dans leurs terres natales.

Les nations développées sont trop inconscientes pour mettre fin à tous les conflits risquant toujours de déboucher sur un cataclysme nucléaire (Occident-Russie, Amérique-Chine, ...)

Les groupes sociaux sont trop individualistes pour prendre en compte efficacement l'éducation, la sécurité, la santé de tous les déshérités.

Alors, ou on prendra conscience du sort qui nous guette et un sursaut civilisationnel nous fera comprendre que pour protéger nos valeurs, ou ce qu'il en reste, il faut respecter les autres



civilisations et les aider à prospérer sur leurs territoires respectifs ou la simple croissance démographique mondiale nous montrera l'aspect désespéré de nos derniers soubresauts.

Mais la question reste ouverte : nos valeurs valent-elles encore le coup de se battre pour elles ?

Liberté, Egalité, Fraternité sont- il devenus des mots creux pour lesquels personne ne veut combattre ?

Les « folies » actuelles qui nous minent, wokisme, genres, radicalismes de toutes sortes, inégalités exacerbées, guerres des gangs, peuvent-elles encore être contenues ?

Ou, tels les dinosaures, notre espèce, incapable de gérer la planète, rejoindra-t-elle, dans le temps cyclique, les civilisations disparues ? A nous seuls de répondre à cette question et d'en tirer les conséquences.

*Ce texte aborde plusieurs sujets politiques et sociaux clés en France. 1. Il commence par souligner l'urgence de résoudre la querelle des retraites qui affecte le gouvernement, en rappelant la nécessité d'une réforme pour maintenir l'équilibre du régime par répartition. 2. Il critique la hausse des cotisations pour les jeunes dans un contexte de salaires décroissants et de mondialisation, questionnant la viabilité des régimes spéciaux et la capitalisation des retraites. 3. Il remet en question la gestion gouvernementale des retraites, suggérant un modèle de gestion paritaire par les syndicats patronaux et salariés, similaire à celui des retraites complémentaires. 4. Le texte propose d'encourager les gens à travailler plus longtemps, mais avec des améliorations des conditions de travail et une réforme des systèmes de cotisation et de calcul des pensions. 5. Il critique la différence dans le calcul des pensions entre les salariés du secteur privé et public, proposant une réforme pour plus d'équité. 6. Sur le plan politique, il dénonce la stratégie d'Emmanuel Macron face au Rassemblement National (RN), soulignant le risque de voir Marine Le Pen gagner en 2027 en raison de la dégradation des partis traditionnels et de l'extrême gauche. 7. L'auteur propose une réforme constitutionnelle pour favoriser l'union des droites et des gauches, et pour éviter un gouvernement autoritaire axé sur la volonté du Chef de l'État. 8. Enfin, il suggère le rétablissement du septennat et des élections législatives à mi-mandat pour permettre un changement de majorité si le peuple est insatisfait, afin de réduire la crainte d'une élection de Marine Le Pen.*

## Soyons concrets !

Il y a tellement de choses à revoir qu'on a des difficultés à savoir par quoi il faudrait commencer.

La première chose, me semble-t-il, est de **mettre fin sans perdre la face à la querelle des retraites** qui empoisonne le Gouvernement depuis des mois.

En rappelant tout d'abord qu'une réforme est indispensable pour assurer l'équilibre du régime par répartition fondé en 1945 sur la base d'une solidarité intergénérationnelle, qui sera mise à mal dans les années à venir du fait de l'évolution extrêmement pénalisante du ratio Actifs/Retraités.

Comment pourrait-on demander régulièrement aux jeunes dont les salaires ont tendance à baisser du fait de la mondialisation incontrôlée de verser des cotisations de plus en plus élevées pour financer les retraites de leurs aînés souvent bien mieux lotis qu'eux ?

Il faudra du temps pour mettre fin aux régimes spéciaux qui ne sont plus justifiés, pour mettre en place un régime par capitalisation qui n'existe aujourd'hui que pour une partie des salariés et qui n'apporte aucune garantie dans la période de financiarisation excessive de l'économie à la restitution du capital épargné.

Pourquoi le Gouvernement n'a-t-il pas fait confiance aux syndicats patronaux et salariés pour gérer paritairement les retraites générales comme ils le font avec succès pour les retraites complémentaires ? Cela aurait évité bien des débats dégradants à l'Assemblée Nationale.

Pourquoi l'Etat n'abonde-t-il pas dans les mêmes conditions que celles qu'il impose aux entreprises privées les cotisations patronales des fonctionnaires ?

Il faut certes encourager les gens à travailler plus longtemps à condition de faire évoluer leurs conditions de travail en fonction de la dangerosité et de la pénibilité du métier. Par la formation, par le reclassement des seniors notamment pour encadrer des apprentis, reclassement favorisé par une baisse des cotisations sociales après 60 ans, par l'augmentation du nombre de trimestres pour les cadres et tous ceux qui travaillent dans des conditions confortables, par une participation aux retraites des dividendes des actionnaires et pourquoi pas demain par une taxation des machines on devrait pouvoir maintenir un équilibre acceptable malgré la dégradation de ce ratio (aucune retraite inférieure à un taux de remplacement au moins égal à 80% du SMIC avec un minimum de 1200 € par mois pour une carrière complète )

Il faudra aussi retrouver une règle plus juste que celle qui prend en compte les 25 meilleures années pour les salariés du privé et seulement les 6 derniers mois pour ceux du public, occasion de

bénéficier d'une promotion de dernière minute uniquement justifiée par l'octroi d'une plus grosse retraite.

En suspendant l'application de la loi et en redonnant aux syndicats patronaux et salariés l'occasion de trouver ensemble un accord acceptable, le Gouvernement desserrerait l'étau qui l'emprisonne ce qui ferait stopper les manifestations au grand soulagement des forces de l'ordre.

Autre point concernant le RN systématiquement vitupéré d'Extrême-Droite ! Chacun sait que le seul espoir d'Emmanuel Macron aussi bien en 2017 qu'en 2022 était de se retrouver face à Marine Le Pen pour assurer son élection au second tour. Mais la contrepartie obligeant les Français à devoir toujours voter Contre au lieu de voter Pour fait monter le score de cette dernière (De 0.74% pour Jean-Marie Le Pen en 1974 à 41,45% pour elle en 2022). A ce rythme face aux vociférations de l'Extrême Gauche et face à la déliquescence des LR, elle a des chances sérieuses de l'emporter en 2027.

Est-ce ce que veulent l'énorme majorité des électeurs de la Droite et du Centre ? La réforme constitutionnelle que j'ai proposée permettrait à l'Union des Droites et à l'Union des Gauches d'aboutir à un choix majoritaire dont le pays a besoin pour avancer et l'élection à un seul tour d'un Président-Arbitre ayant peu de chances d'être majoritaire mettrait fin à un gouvernement autoritaire centré pour 5 ans sur la seule volonté du Chef de l'Etat.

Dans ces conditions, même l'élection de Marine Le Pen ne serait plus à craindre et après rétablissement du septennat, des élections législatives à mi-mandat permettraient au peuple s'il était insatisfait de changer de majorité.

**A suivre**

*Ce texte présente une analyse critique de la guerre en Ukraine, soulignant les souffrances des civils tant en Ukraine qu'en Russie. Il retrace les origines du conflit depuis le coup d'État de 2014 en Ukraine, la révolution du Maïdan, la destitution du président Ianoukovytch, et les tensions dans le Donbass et en Crimée. Le rôle de la Russie et des États-Unis y est discuté, ainsi que l'inefficacité de l'Europe dans la gestion du conflit. Les accords de Minsk I (2014) et II (2015), bien que temporaires, sont mentionnés. L'auteur s'interroge sur les bénéficiaires du conflit, concluant que ni les Ukrainiens, ni les Russes, ni les Européens, ni les petites entreprises n'en profitent. Il suggère que seuls les oligarques, les profiteurs de guerre, et les États-Unis (par la vente de pétrole et de gaz) en bénéficient, créant une hostilité globale envers l'Occident. Le texte critique également la politique énergétique européenne et son impact économique. Il avertit des risques d'escalade, y compris l'emploi d'armes nucléaires tactiques, si l'Ukraine continue à être armée. L'auteur appelle à un arrêt du conflit, questionnant l'approche de l'Europe et de Macron, et envisageant les implications d'une alliance Russie-Chine.*

## **Ukraine : Arrêtons cette guerre !**

Qu'on ne me fasse pas dire que je défends Poutine. Il est l'agresseur et les petites gens souffrent aussi bien en Ukraine sous une avalanche de missiles qu'en Russie où ils n'ont même pas droit de dire que leur pays est en guerre.

Mais la guerre en Ukraine n'est pas née toute seule. Après le coup d'Etat de février 2014 appelé la révolution du Maidan aboutissant en profitant de son absence à la destitution du Président Ianoukovytch et à la mise en place du gouvernement intérimaire de Tourtchynov, des manifestations pro-russes et contre -révolutionnaires éclatent aussitôt dans la région du Donbass où les anti-Maiden empêchent les pro-Maiden de déboulonner la statue de Lénine et en Crimée où la population majoritairement pro-russe depuis Catherine II ne reconnaît pas les nouvelles institutions qui ont mis le feu aux poudres en retirant au Russe, dès leur arrivée, le statut de langue officielle.

Des manifestations d'autodéfense sont immédiatement créées, particulièrement à Sébastopol où se trouve la Flotte russe de la Mer Noire et dès mars 2014, la Crimée se détache de Kiev après un référendum qui entérine son rattachement à la Fédération de Russie suivi en mai par des référendums analogues dans les Républiques du Donetz et de Louhansk.

On discutera en vain sur les intrusions russes ayant faussé les referendums ou sur les agissements secrets de la CIA ayant favorisé le coup d'Etat du Maiden. Toujours est-il qu'ils amèneront devant l'incapacité de l'Europe, aux ordres des USA, à intervenir dans le règlement du conflit, à la guerre du Donbass qui opposera de d'avril 2014 à février 2022 le gouvernement ukrainien issu du putsch aux séparatistes pro-russes causant plus de 13.000 morts et déplaçant près d'un million de personnes.

En septembre 2014 un cessez le feu (Premiers accords de Minsk) est négocié mais il ne durera que quelques semaines et les combats reprendront entre l'armée ukrainienne et l'armée séparatiste certainement soutenue par la Russie (les petits hommes verts).

En février 2015 (Accords Minsk II) François Hollande et Angela Merkel élaborent un règlement global du conflit en présence du Président ukrainien Petro Porochenko et du Président russe Vladimir Poutine, accords réitérés en décembre 2019 par Emmanuel Macron (format Normandie) en présence du nouveau président ukrainien Volodymyr Zelensky, accords que même devenu Président de l'UE il sera bien incapable de faire appliquer aux deux belligérants jusqu'à l'entrée des troupes russes en Ukraine le 24 février 2022.

Faut-il invoquer le Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ou l'inviolabilité des frontières proclamée par la Charte des Nations Unies toujours est-il qu'on doit se demander à qui profite le crime ?

Sûrement pas au peuple ukrainien vivant un enfer et à toutes les innocentes victimes

Sûrement pas au peuple russe subissant les sanctions et pleurant ses morts

Sûrement pas à l'Europe qui voit son économie dévastée par les décisions aberrantes de ses dirigeants (L'Assemblée nationale n'a même pas eu à voter la participation de la France au conflit alors qu'il faut être bien stupide pour croire que nous ne sommes pas cobelligérants)

Sûrement pas à nos boulangers et autres petites boutiques qui n'ont même pas droit au bouclier tarifaire sur l'électricité et qui font faillite devant des hausses de prix de l'énergie conséquence en France de la bêtise d'un Gouvernement européiste ayant accepté contrairement aux Espagnols et aux Portugais l'indexation de l'électricité sur le prix du gaz voulue par les Allemands.

Sûrement pas les automobilistes qui paient l'essence à un prix jamais atteint ou aux clients qui réduisent leurs achats dans les supermarchés

### **Alors à qui ?**

Aux oligarques corrompus et à tous les profiteurs de guerre (y compris en Ukraine)

Aux USA qui exportent leur pétrole et leur gaz à des prix records et qui veulent en détruisant la Russie imposer au monde la Pax Americana (bizarre les radicaux écologistes français ne protestent même pas contre nos achats de leurs gaz de schistes)

Cela a déjà débouché sur une cristallisation de la planète contre l'Occident et tant pis si cela devait même aller jusqu'à un conflit nucléaire.

Il faut pourtant savoir arrêter une guerre.

Après les millions de morts en Irak et en Libye, après l'épuisement piteux des Américains en Afghanistan, **l'Europe va-t-elle enfin crier STOP aussi bien aux Russes qu'aux Ukrainiens et aux Américains ?**

Ne comprend-t-on pas qu'à force d'armer l'Ukraine celle-ci finira par frapper la Russie ce qui immédiatement déclenchera au moins l'utilisation d'armes nucléaires tactiques ou l'explosion par des missiles conventionnels d'une centrale nucléaire (Tchernobyl bis).

La Russie, les USA et même la France disposent tous de ces armes dites « préstratégiques » ayant un rôle d'avertissement avant l'emploi des armes stratégiques des « forces de dissuasion nucléaires ».

Va-t-on jouer jusqu'au bout à se faire peur ou ira-t-on plus loin ?

Tout cela pour dresser le reste du monde contre nous et pousser la Russie, pourtant européenne dans les bras de la Chine ?

Emmanuel Macron désireux de se faire bien voir des Européistes dans l'espoir de revenir au pouvoir en 2032 (il aura moins de 55 ans) va-t-il enfin réagir ?

Ou faudra-t-il attendre son départ pour retrouver la paix ?

*Le texte traite de plusieurs problématiques politiques et économiques contemporaines. Il commence par la controverse autour de la réforme des retraites en France, où le parti Renaissance s'oppose à la proposition de loi du Groupe LIOT, la jugeant inconstitutionnelle car créant une charge supplémentaire pour les finances publiques. LIOT y voit une atteinte à la démocratie. Cette situation pourrait engendrer des protestations publiques. Le texte aborde ensuite les défis de l'Union Européenne (UE), tiraillée entre un modèle fédéral et une coopération entre nations. Le référendum de 2005 et la loi de 1973 sur l'emprunt national sont cités comme exemples de tensions souverainistes. Ces tensions sont exacerbées par des politiques jugées coercitives de la Commission Européenne, notamment en matière d'immigration, de normes économiques, et de politiques sociales et fiscales. Il mentionne également l'augmentation de la dette publique française et des inégalités pendant la pandémie de COVID-19, contrastant avec l'enrichissement des milliardaires. Face à ces défis, l'auteur suggère de repenser le futur de l'Europe, notamment en considérant son rôle géopolitique et économique, tout en cherchant à promouvoir la paix, la démocratie, et une économie équilibrée. L'auteur propose des solutions telles que soutenir la paix entre la Russie et l'Ukraine, favoriser les échanges éducatifs en Europe, et promouvoir une immigration intégrée. Il met en garde contre les conséquences d'un potentiel Frexit, qui pourrait entraîner une crise économique et financière. Enfin, le texte souligne l'importance de refuser le modèle ultralibéral de l'UE et plaide pour une Europe autonome, protectrice et solidaire, respectueuse des nations, et capable de revitaliser le projet européen. Il cite l'exemple de l'Espagne et du Portugal refusant une politique énergétique européenne, et suggère que la France pourrait aussi réclamer des corrections dans la coopération européenne.*

## **Soyons concrets suite !**

Dans un précédent éditorial on est revenu sur la querelle des retraites et depuis, Renaissance et ses alliés indiquent qu'ils désirent refuser la proposition de loi du Groupe LIOT prévue pour le 8 juin au motif d'une prétendue inconstitutionnalité (Art 40) au motif qu'elle crée une charge supplémentaire pour les dépenses publiques.

Pour LIOT empêcher le vote serait « *bâillonner la démocratie* » et les pressions de Renaissance ne tiennent sans doute qu'au fait que le pouvoir a peur de ses propres troupes !

Une belle bagarre en perspective dont on se passerait bien car elle risque de ranimer dans la rue de véhémentes protestations.

### **Penchons-nous aujourd'hui sur la question de l'Europe.**

Si sa constitution bancaire puisqu'elle n'a opté franchement ni pour une Europe fédérale ni pour une Europe des Nations a pu nous garantir 70 ans de paix, elle a fortement été mise à mal lors du conflit yougoslave et plus encore maintenant avec la guerre d'Ukraine.

Les Souverainistes français n'acceptent plus, après le référendum volé de 2005, que des directives coercitives d'une Commission non élue puisse être adoptées sans être confirmées par un vote du Parlement national, portant aussi bien sur l'interdiction pour notre Etat d'emprunter à notre propre Banque Centrale depuis la loi scélérate de 1973, sur l'interdiction de faire respecter nos frontières face à l'immigration clandestine alors que l'Espace Schengen et Frontex sont devenus de vraies passoires, sur l'inadmissible interdiction de s'opposer aux conditions sociales, fiscales et environnementales faussées par des barrières tarifaires intra et extra européennes, sur l'avalanche de normes, de décrets, de règlements qui paralysent injustement notre économie face au laxisme qu'on tolère devant les diktats américains.

Et pourtant alors que nos finances publiques s'effondrent (on vient de franchir le cap des 3.000 milliards de dettes), que notre déficit extérieur va lui aussi dépasser en 2023 le cap symbolique des 150 milliards d'€, la France des 11 millions de pauvres voit la fortune de ses milliardaires augmenter en 19 mois de pandémie plus vite qu'au cours de la décennie précédente (les 5 plus grandes fortunes ont doublé pendant le Covid).

Au lieu de se déchirer comme on le fait, à l'Assemblée, dans la rue, victimes d'un individualisme farouche et d'un autoritarisme d'Etat dépassé, il faut se reposer la question de l'avenir de l'Europe et

de la volonté existante ou non des Européens, géant économique mais nain politique vassal des USA, de bâtir un univers de paix et de prospérité « de l'Atlantique à l'Oural ».

Il est sans doute difficile de faire vivre ensemble des peuples que 2000 ans d'histoire, des guerres incessantes, des langues si différentes opposent les uns aux autres mêmes si tous se reconnaissent Européens mais cela n'empêche pas de lutter pour la Paix, pour la Démocratie, pour une économie florissante et équilibrée, pour une coopération scientifique et technologique, contre d'insoutenables inégalités, pour une contribution efficace au développement du tiers-monde, pour une défense commune indépendante des blocs impérialistes.

Aidons Russes et Ukrainiens à retrouver au plus vite le chemin de la paix, demandons à la Russie grâce à son immense potentiel énergétique de reconstruire au plus vite ce qu'elle a détruit en Ukraine en contrepartie de l'abandon des sanctions, réunissons une conférence de sécurité en Europe, entre Européens, favorisons les échanges scolaires et universitaires entre nos jeunes, ouvrons largement la libre installation sur nos territoires de tous les Européens pourvu qu'ils se plient à nos lois nationales, permettons à une immigration choisie de s'intégrer pleinement et même de s'assimiler à l'Europe tout en luttant grâce à l'aide au développement contre le tsunami migratoire.

Soyons cependant conscients qu'un Frexit provoquerait sans doute une crise sans précédent, incertitude monétaire, risque financier, fuite des capitaux, remboursement de la dette détenue à 60% par des étrangers, risque inflationniste et donc risque de récession.

Est-on immobilisés pour autant. Non !

On a vu par exemple qu'Espagne et Portugal avaient refusé le diktat allemand d'indexer le prix de l'électricité sur le gaz ce qui serait encore bien plus concevable en France où le nucléaire devrait considérablement nous protéger.

On conçoit bien que si la France face à une coopération intra européenne largement faussée réclamait avec force le rétablissement de corrections équitables, la Commission serait bien dans l'impossibilité de s'opposer à des évidences, absence de mécanismes permettant de lutter contre la grande hétérogénéité existante entre membres de l'UE, absence de coordination des fonctionnements des marchés du travail, erreurs des politiques économiques mises en œuvre.

Nous restons nombreux cependant, hors de l'ultralibéralisme prôné par la Commission et les lobbies qui l'agitent, à être partisans d'une Europe autonome, protectrice, solidaire, garantissant les libertés, respectant les Nations, qui seule pourra réenchanter le projet européen.

Dans cet éditorial, l'auteur critique les tactiques de la majorité relative et d'Aurore Bergé, Présidente du Groupe Renaissance, pour empêcher l'examen d'une proposition de loi sur l'âge de la retraite. Il détaille les méthodes utilisées, telles que l'invocation d'articles spécifiques du Règlement intérieur de l'Assemblée nationale et la menace de bloquer le processus législatif par des amendements massifs. La vidéo jointe offre plus de détails sur ces manœuvres. Si la loi est adoptée, cela représenterait un revers majeur pour le Président, qui a soutenu l'usage de l'article 49-3 pour imposer des réformes non examinées par l'Assemblée. Le Président pourrait alors soit abandonner toute réforme, soit dissoudre l'Assemblée, risquant une perte encore plus grande de sa majorité relative et potentiellement une cohabitation avec un Premier Ministre d'un autre bord politique. Cela mettrait en lumière son attitude autocratique. L'auteur mentionne le risque d'un désordre le 8 juin si la Présidente de l'Assemblée, Yaël Braun-Pivet, refuse de mettre la proposition de loi à l'ordre du jour, et prédit une réaction publique forte. Il cite le Général de Gaulle sur la distinction entre légitimité et légalité, soulignant l'importance de l'ordre réel basé sur l'indépendance nationale, les libertés publiques, la justice, et la souveraineté populaire. De Gaulle, contrairement à Emmanuel Macron selon l'auteur, aurait démissionné en cas de désaveu populaire, comme il l'a fait en 1969. L'auteur conclut en soulignant la peur et l'illégitimité potentielle du gouvernement actuel face à un désaveu populaire, et la situation difficile dans laquelle se trouve Aurore Bergé et les députés de la majorité, craignant de devoir affronter à nouveau leurs électeurs.

## Vers la fin d'un autocrate ?

Je reviens un instant sur un paragraphe de mon édito d'hier dans lequel j'expliquais que la majorité relative essayait bien maladroitement par la voix d'Aurore Bergé, Présidente du Groupe Renaissance d'empêcher, le 8 juin, l'examen de la proposition de loi du Groupe LOIT visant à l'abrogation de l'âge de départ à la retraite à 64 ans.

Dans ses circonvolutions acrobatiques, tout y passe, Article 40, Articles 89-4, 13 et 14 du Règlement intérieur de l'Assemblée nationale, menace en cas d'adoption du refus de désigner une commission mixte paritaire qui ne peut être convoquée que par les Présidents des deux Assemblées et s'il le fallait obstruction parlementaire par le dépôt d'un nombre massif d'amendements empêchant de voter le texte dans le temps imparti...

Pour ceux qui s'intéressent aux détails de ces tentatives de contre-feux vous pourrez regarder la vidéo dont le lien est ci-joint : <https://www.youtube.com/watch?v=seLwmOR4wlo>

Si la proposition de loi est adoptée, le camouflet infligé au Président qui était en première ligne pour imposer le 49-3 (n'oublions pas que l'article 7 de la loi concernant justement l'âge de départ à la retraite n'a jamais été examiné par l'Assemblée nationale) obligera ce dernier :

- Soit d'arrêter toute velléité de réforme
- Soit de dissoudre l'Assemblée avec le risque de voir sa majorité relative fondre encore davantage et peut-être même de devoir désigner un Premier Ministre d'un autre bord puis d'entrer en cohabitation.

Deux situations qui ne correspondent guère à son attitude autocratique.

Quel chahut ce serait le 8 juin si la Présidente Yaël Braun-Pivet, refusait de mettre l'examen de la proposition de loi à l'ordre du jour, chahut qui ne manquerait pas d'être relayé par une manifestation massive !

On en revient à la déclaration si évidente du Général de Gaulle à Alain Peyrefitte qui lui demandait quelle distinction il faisait entre légitimité et légalité : « *En temps normal, les institutions, les coutumes assurent l'ordre. Mais l'ordre réel ne peut reposer que sur l'indépendance nationale, les libertés publiques, le bon fonctionnement de la justice, la souveraineté populaire. Il y a des périodes où, même si l'ordre apparent continue de régner, il perd son sens parce qu'en dessous l'ordre réel est brisé* ».



Il ajoutait : « *Si je devais être désavoué par le peuple je cesserais immédiatement d'exercer mes fonctions* ». Ce qu'il fit le 29 avril 1969 !

N'ayez crainte, Emmanuel Macron, même désavoué par le peuple ne démissionnerait pas !

Mais, en cas de désaveu, le refus de dissoudre entraînerait une illégitimité paralysante et dans le cas contraire, de nouvelles élections si elles entraînaient un nouveau recul de la minorité présidentielle rendraient la cohabitation bien périlleuse.

C'est pourquoi la pauvre Aurore Bergé cherche à faire peur. En réalité elle a peur elle-même. Pauvres Députés de la Macronie qui imaginent avec frayeur devoir revenir devant leurs électeurs !

*Le texte traite de l'impact du Wokisme sur les questions de genre et d'identité sexuelle, soulignant une augmentation des demandes de réassignation sexuelle depuis son apparition, entraînant des délais d'attente et un manque de centres spécialisés. Il mentionne les complications et coûts pour ceux qui se font opérer à l'étranger. Il critique la pression idéologique dès l'école sur l'identité sexuelle et suggère que des hommes cherchent d'autres voies pour explorer leur féminité pour éviter des chirurgies irréversibles. Le texte décrit le Wokisme comme un "cancer intellectuel", selon le président du Forum gay et lesbien de Lyon, et critique la célébration étendue de la diversité sexuelle et de genre, comme le mois des fiertés LGBTQIAP+. Il déplore l'influence du Wokisme sur la jeunesse, l'islamo-gauchisme, et la culture de l'annulation, tout en plaidant pour la justice sociale et l'égalité raciale. Le texte aborde également la non-mixité dans les universités, l'accueil de Drag Queens dans les écoles, et l'interdiction de la critique des études de genres, décoloniales, intersectionnelles, et LGBT. Il souligne le soutien institutionnel au Wokisme, malgré l'attachement de la Constitution française à l'universalisme et la laïcité. Le texte mentionne la destitution du ministre de l'Éducation Nationale, Jean-Michel Blanquer, pour ses opinions contraires à ce courant, soulignant sa défense des valeurs républicaines contre le Wokisme.*

## **Du Wokisme à la chirurgie débordée des transgenres !**

La hausse des demandes de réassignation sexuelle a triplé depuis l'arrivée du Wokisme, ce qui se traduit désormais par des délais de prise en charge entre deux et cinq ans. En cause le manque de centres spécialisés et le nombre important de personnes tentant de se rendre à l'étranger (Thaïlande par exemple) et le risque, compte tenu du nombre important de petites complications de se voir refoulées au retour par des équipes déjà saturées (vaginoplasties, reconstructions pénienues, chirurgie de la verge) toutes opérations devant être prises en charge alors que celles réalisées à l'étranger doivent être intégralement payées par le demandeur !

Quand va-t-on enfin déplorer la forte pression idéologique qui s'exerce parfois dès l'école sur l'identité sexuelle, laissant des jeunes se convaincre de l'ambivalence de leur identité ?

N'y a-t-il pas à l'heure des déserts médicaux des problèmes plus urgents à traiter car à côté des erreurs par défaut on oublie trop souvent les erreurs par excès, irréversibles !

90% des demandes proviennent d'hommes à qui on pourrait peut-être faire comprendre que leur recherche de féminité pourrait sans doute suivre d'autres voies. Mais qui va prendre le risque d'être accusé de ...discrimination s'il refuse d'épouser les fantasmes d'un patient qui le traînera dans la boue sur les réseaux sociaux !

Il y avait depuis 1969 la Gay Pride, marche des fiertés, qui ne durait qu'une journée. Maintenant le mois de Juin tout entier, est devenu le mois des fiertés LGBTQIAP+ véritable alphabétisation délirante mariant Lesbiennes, Gays, Bisexuels, Trans sexuels, Queer (personnes en questionnement) Intersexuels, Asexuels, Pansexuels. On en trouvera sans doute encore d'autres !

Oui, le Wokisme venu d'ailleurs est vraiment ce cancer intellectuel dénoncé désormais par...le Président du Forum gay et lesbien de Lyon, la dictature des minorités des « éveillés face aux discriminations » ayant atteint des sommets insoupçonnés.

On ne peut que tirer la sonnette d'alarme pour que notre jeunesse échappe au Wokisme, à l'islamo-gauchisme, à la Cancel Culture, persuadés que si la justice sociale et l'égalité raciale méritent tous les combats et parmi eux la lutte contre les violences faites aux femmes de même que doit être préservée la liberté de pratiquer sans prosélytisme afficheur la sexualité de son choix, elles ne doivent pas se laisser entraîner dans des manipulations capables de fragmenter durablement la société.

Va-t-on tolérer plus longtemps des réunions non-mixtes (réservées aux personnes racisées) dans des universités transformées en mondes totalitaires, l'accueil de Drag Queen dans les écoles ou à la Mairie de Paris expliquant aux enfants que les hommes sont parfois des femmes et les petites filles parfois des petits garçons ?

Après l'emprise marxiste sur les sciences sociales des années 60, l'emprise gauchiste des années 70, voilà l'emprise Woke sur nos Universités alimentée par des « déconstructeurs » mêlant études de genres, études décoloniales, études intersectionnelles, études LGBT, toute prise de parole prétendument « offensante » envers une minorité est immédiatement qualifiée de fasciste, racaliste, délires de « petits blancs ».

Les milieux français déconstruits sont subventionnés par les plus prestigieuses organisations internationales. On a même créé une délégation ministérielle rattachée au Premier Ministre la DILCRAH ! Le croirez-vous, ça signifie Délégation Interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme (qu'on n'a tout de même pas osé enlever) et la haine anti- LGBT !

Le Wokisme bénéficie ainsi du soutien d'institutions prestigieuses interdisant toute critique ! Et pourtant notre Constitution universaliste attachée à la laïcité ne distingue pas un modèle multiculturel basé sur l'orientation sexuelle, l'islamo-gauchisme ou la cancel culture !

Le Ministre de l'Education Nationale Jean-Michel Blanquer qui avait osé s'exprimer lors d'un colloque organisé à la Sorbonne « Après la déconstruction » en a vite fait les frais au profit d'un remplaçant « mieux pensant » !

Il est vrai qu'après sa brillante carrière il pouvait s'offrir le luxe de lutter pour une juste cause. Et de préférer au Wokisme les valeurs universalistes de la République.

Le texte traite de l'impact du Wokisme sur les questions de genre et d'identité sexuelle, soulignant une augmentation des demandes de réassignation sexuelle depuis son apparition, entraînant des délais d'attente et un manque de centres spécialisés. Il mentionne les complications et coûts pour ceux qui se font opérer à l'étranger. Il critique la pression idéologique dès l'école sur l'identité sexuelle et suggère que des hommes cherchent d'autres voies pour explorer leur féminité pour éviter des chirurgies irréversibles. Le texte décrit le Wokisme comme un "cancer intellectuel", selon le président du Forum gay et lesbien de Lyon, et critique la célébration étendue de la diversité sexuelle et de genre, comme le mois des fiertés LGBTQIAP+. Il déplore l'influence du Wokisme sur la jeunesse, l'islamo-gauchisme, et la culture de l'annulation, tout en plaidant pour la justice sociale et l'égalité raciale. Le texte aborde également la non-mixité dans les universités, l'accueil de Drag Queens dans les écoles, et l'interdiction de la critique des études de genres, décoloniales, intersectionnelles, et LGBT. Il souligne le soutien institutionnel au Wokisme, malgré l'attachement de la Constitution française à l'universalisme et la laïcité. Le texte mentionne la destitution du ministre de l'Éducation Nationale, Jean-Michel Blanquer, pour ses opinions contraires à ce courant, soulignant sa défense des valeurs républicaines contre le Wokisme.

## A quand un retour vers la Participation dans l'entreprise ?

A peine arrivé au pouvoir en 2017, le Gouvernement, habilité par le nouveau Parlement à légiférer par Ordonnances sur la révision du Code du Travail, a débattu très superficiellement avec les Syndicats en espérant que les « *colères populaires* » ne se manifesteront pas trop dans la rue.

L'évolution de la société vers un ultra capitalisme mondialisé, n'allait évidemment pas supporter de remettre sur le chantier la question de la Participation dans l'Entreprise, vieille idée du Général que son entourage avait fait apparaître en son temps comme une « *généreuse utopie* ».

« *Car c'est une révolution, la plus grande de son histoire, que la France, trahie par ses élites dirigeantes et par ses privilégiés, a commencé à accomplir* » (Discours prononcé le 1er avril 1942)

Il pensait en effet que « *la nécessité d'associer les travailleurs à la gestion des entreprises ... pour que le travail y ait les mêmes droits que le capital* » devait aller bien plus loin qu'un simple partage du profit entre patrons et salariés, pour aboutir à une véritable association aux responsabilités et au management et ne plus reléguer le travailleur « *au rang d'instrument et d'engrenage en contradiction avec la nature de notre espèce voire avec l'esprit d'une saine productivité* ».

Il voulait construire entre le régime communiste et le capitalisme libéral « *un nouveau modèle qui règle les rapports humains de telle sorte que chacun, pour sa part, soit responsable de l'œuvre collective dont dépend son propre destin* ».

De Pompidou à Giscard d'Estaing les tenants du « *Oui Mais !* » n'eurent de cesse d'entraver l'ampleur du vaste dessein de la participation gaulliste et les arguments « *contre* » étaient clairement affichés : « *Il ne faut pas politiser les ateliers !* » « *On introduirait inévitablement les Syndicats dans le débat !* » « *L'autorité de la hiérarchie sera sapée !* »

Les suivants y compris François Mitterrand au cours de ses deux septennats ne revinrent pas davantage sur cette orientation, sans doute seule capable de maintenir la cohésion sociale qui manque si fort aujourd'hui au Pays !

Pour Emmanuel Macron, les Ordonnances de 2017, tournées vers la flexisécurité, ne remettant pas en cause l'inévitable mondialisation qui désindustrialise la France, facilitant les licenciements pour s'adapter plus aisément aux variations des carnets de commande et ne protégeant en rien les salariés français d'une concurrence largement faussée, au sein d'une Europe ultra-libérale toute dévouée à l'Allemagne, allaient être sauvées de justesse par le Gong du Covid.

Au cours de son second quinquennat, la question de l'âge de départ à la retraite, concomitante d'un enrichissement sans précédent des ultra-riches et d'un désarroi des plus modestes face à une

inflation importée pour cause de guerre en Ukraine a largement relancé le débat au Parlement et dans la rue.

Il est temps que la Droite sociale se réveille. Chacun est désormais convaincu des limites de la globalisation. Les Français veulent recouvrer une souveraineté, préservant leur indépendance, sauvegardant leur culture, rétablissant une justice sociale qui n'a que faire des « premiers de cordés » plus préoccupés par leurs « Stock-Options » que de l'avenir de la Nation. Qu'elle ne compte pas sur le scepticisme des forces de Gauche victimes des dérives idéologiques des écologistes et des insoumis. Qu'elle mette fin à ce tiraillement perpétuel entre pôle conservateur et pôle libéral qui la paralyse et qu'au-delà des populismes elle redonne au Pays la cohésion populaire dont il a besoin.

*Le texte souligne l'importance d'une démocratie éclairée, où le peuple, correctement informé et non manipulé par des démagogues, peut prendre des décisions éclairées. Il critique la mainmise d'une poignée de milliardaires sur les médias français, affirmant qu'ils orientent l'opinion publique en leur faveur, notamment en dénigrant ceux qui luttent contre les inégalités et la globalisation. L'auteur illustre ses propos avec l'exemple du débat sur l'âge de la retraite en France, soulignant l'augmentation de la fortune des milliardaires français et dénonçant l'injustice de la réforme proposée par le gouvernement. Il suggère une alternative plus équitable, en augmentant la durée de cotisation plutôt que l'âge de départ à la retraite. Le texte critique aussi l'actuel pouvoir politique pour son autoritarisme et son incapacité à gérer efficacement les crises, citant comme exemple la gestion des finances pendant la pandémie de Covid-19 et la fermeture de commerces à cause de la politique énergétique. En conclusion, l'auteur appelle à la création d'Universités Populaires pour pallier les lacunes d'une éducation nationale affaiblie, promouvant ainsi un peuple mieux informé et plus capable de participer activement à la démocratie. Des personnalités comme Michel Onfray et François-Xavier Bellamy sont mentionnées comme exemples de ceux qui ont initié de telles initiatives.*

## **Pour les Universités Populaires**

La démocratie est, dit-on, le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple. Belle formule mais qui n'a de sens que si ce peuple, dûment instruit par des pédagogues et non des démagogues, s'avère en mesure de disposer d'informations et d'explications suffisantes pour se faire une opinion motivée lui permettant par ses votes de résoudre les conflits.

Or les grands médias dominés par la télévision appartiennent dans leur grande majorité à une poignée de milliardaires Arnaud, Bouygues, Bolloré, Drahi, Dassault, Pinault, Niel, Lagardère se partageant ainsi 90% des médias français.

Ne leur demandez pas pourquoi ils investissent sur ces supports. La presse nationale ne gagne pas d'argent et est même largement subventionnée. Mais elle forge l'opinion, rend compte, au service de ses propriétaires, des événements dans le sens qui leur est favorable, met en lumière avant les élections les présidentiables qui lui conviennent, fustige et décrédibilise tous ceux qui s'attaquent aux inégalités sociales, à l'Europe Maastrichtienne, à la globalisation, où s'opposent à leur domination.

Prenons l'exemple des luttes sociales contre le report de 62 à 64 ans de l'âge de départ à la retraite. La mesure coûterait selon le gouvernement 13 milliards d'€ si le report de 2 ans n'était pas progressivement appliqué d'ici 2027.

Faut-il rappeler que du 1<sup>er</sup> Janvier 2022 au 1<sup>er</sup> Janvier 2023 la seule fortune des 5 principaux milliardaires français (Arnaud, Bettencourt, Saadé, Pinault et Wertheimer) a augmenté de 80 milliards d'€ en 1 an (6 fois plus !)

Faut-il rappeler que cette mesure prévoyant une retraite complète à 43 ans de cotisations pénalise injustement ceux qui ont commencé à travailler avant 19 ans (qui avaient donc 43 ans de cotisations avant 62 ans) et qui presque toujours exercent les métiers les plus difficiles alors qu'elle n'a aucun impact sur ceux qui ayant fait de longues études commencent à travailler après 25 ans, et des fois plus, puisque de toutes façons ils partiraient, même avant la réforme, bien après 64 ans pour avoir une retraite complète.

Il aurait suffi par exemple d'augmenter d'un an la durée de cotisation pour tout le monde passant de 41 à 42 ans sans changer l'âge de départ (62 ans) pour ne pas affecter ceux qui auraient commencé à travailler avant 20 ans. La mesure aurait autant rapporté et serait apparue beaucoup plus équitable faisant encaisser les cotisations supplémentaires aux salaires les plus élevés qui dans tous les cas ne pouvaient déjà pas partir à 62 ans !

En réalité, le pouvoir actuel au service de l'oligarchie qui l'a mis en place, s'enfonce dans l'autoritarisme et ne cède que lorsqu'il prend peur (témoin les 17 milliards lâchés aux Gilets Jaunes).

Avec une rare incompétence il mène au déclin du pays, témoin les sommes faramineuses dépensées stupidement lors du Covid, uniquement financées par la dette (Dans mon département touristique, les hôteliers, habitués à faire leur recette pendant les 2 mois d'été ont été tout surpris de voir pendant le confinement, arriver chaque mois sur leur compte 1/12 de leur CA antérieur !). Et aujourd'hui nombre de boulangers ferment boutique en raison de l'acceptation de l'indexation de l'électricité sur le prix du gaz ... au pays champion européen du nucléaire.

Même ChatGPT que je me suis amusé à interroger a fait sur les retraites des propositions plus nuancées que nos prétendues élites !

Il est donc grand temps pour suppléer aux indigences d'une éducation nationale dévastée par le Wokisme et les déconstructeurs, de relancer comme l'ont fait Michel Onfray, François-Xavier Bellamy et quelques autres des Universités Populaires au service du Peuple.

*Le texte aborde les réflexions d'un groupe sur l'amélioration de la société française, en mettant l'accent sur l'éducation et l'intégration sociale. Il critique la limitation des groupes de réflexion aux cercles restreints et souligne la nécessité d'un engagement plus vaste. L'importance de l'éducation dès la maternelle est soulignée, avec un regroupement des enfants par capacités et un accent sur la lecture pour contrebalancer les inégalités sociales dès le début. Le texte propose le tutorat scolaire généralisé, impliquant divers bénévoles, pour offrir un soutien personnalisé et éviter les retards éducatifs, particulièrement pour les familles modestes. Il préconise une sélection par niveau dans l'éducation pour adapter l'enseignement aux capacités individuelles, tout en permettant la mobilité entre les niveaux éducatifs. L'auteur donne l'exemple de la formation des infirmiers en médecins pour illustrer l'adaptabilité nécessaire dans l'éducation. Il mentionne aussi l'importance des organisations de jeunesse pour enseigner la morale et la coopération. Le texte insiste sur la motivation des enseignants par de meilleures conditions de travail et salaires, et sur la gestion des cas difficiles par des établissements spécialisés, y compris des approches militaires. Il critique la justice pour sa clémence envers les mineurs délinquants et souligne l'importance d'une sanction ferme dès les premières infractions. Concernant l'insertion professionnelle, il déplore la situation des jeunes confrontés à des rejets répétés malgré leurs efforts et suggère des formations complémentaires, un soutien psychologique et des aides pratiques comme l'obtention du permis de conduire. L'auteur appelle à plus d'efforts pour garantir l'égalité des chances, tout en reconnaissant que l'égalité absolue est irréalisable. Le texte se clôt en mentionnant les injustices fiscales, sujet réservé pour une discussion ultérieure.*

## Que faire ?

Des groupes de réflexions comme le nôtre il en existe de nombreux en France, clubs, think tanks, partis politiques, mais pour aller plus loin et ne pas se contenter de brasser des idées dans des cercles restreints un engagement plus important est nécessaire qui ne peut être mis en œuvre dans des cénacles tels que le nôtre.

Notre objectif est donc de se contenter de réfléchir, de lancer des argumentaires, d'imaginer des solutions utiles aux problèmes de notre temps, de susciter des vocations chez les jeunes qui nous feront l'amabilité de nous lire.

Soyons donc modestes puisqu'ayant passé l'âge des ambitions personnelles nous ne pouvons être utiles aux autres que grâce aux fruits de nos expériences.

Tout commence par l'éducation. Apporter dès la maternelle aux enfants, rapidement regroupés par capacités, les savoirs fondamentaux et d'abord la lecture pour que chacun dispose de la formation la plus adaptée à ses talents. Ne pas ralentir inutilement les uns, ne pas essouffler systématiquement les autres, rétablir par l'école les injustices sociales des naissances car si l'intelligence n'est pas forcément répartie comme les classes sociales, l'environnement familial des uns les fait avancer plus vite alors que l'environnement familial des autres les tire encore trop souvent vers le bas.

Le tutorat scolaire doit être généralisé pour que les familles modestes bien incapables de s'offrir les cours particuliers d'Academia puissent voir des professeurs encadrer des volontaires (retraités, bénévoles, étudiants en service national, chômeurs indemnisés pédagogiquement aptes) qui dispenseront chaque jour au minimum 1 heure de cours personnalisé à chaque enfant, meilleure façon d'éviter les dérives vite irrattrapables (*faut-il rappeler que les classes moyennes supérieures ont le droit de déduire de leur revenu imposable 50% des sommes versées à des professeurs particuliers*).

Sélectionner par niveau pour mieux adapter l'enseignement aux capacités de chacun n'empêche pas de créer toutes les passerelles possibles pour que ceux qui, en cours de route, se seront motivés puissent revenir à une formation plus générale et rattraper le niveau des plus capables.

J'ai déjà par exemple montré à quel point, face au problème des déserts médicaux, plutôt que de former des IPA (Infirmier en Pratique Avancée) il devrait être possible après 5 ans d'exercice de rejoindre les cours de pathologie de DCEM4 et de transformer en 3 ou 4 ans des infirmiers qui le veulent en médecins à part entière. (*Qui parmi les Internes peut encore réciter par cœur le cycle de*



*Krebs ou ânonner les insertions musculaires sur la face postérieure de l'Omoplate ? Ah, pardon il faut dire maintenant Scapula... ce qui change tout !)*

Les organisations de jeunesse apprennent la bonne entente, les actions charitables, les règles d'une morale républicaine et que ces organisations soient religieuses ou laïques je préfère pour ma part voir défiler des boys scouts plutôt que des "chouffeurs" de drogue !

Cette concentration des efforts sur la jeunesse permettra de gagner du temps et d'éviter les dérives délinquantes qui coûteront tellement plus cher ensuite mais pour cela il faut remotiver le monde enseignant par plus de considération, plus de salaires, plus de responsabilités au sein des établissements et dans la Cité.

Il faut aussi bien entendu prévoir des échecs et si malgré les efforts déployés, de fortes têtes peuvent encore tout faire sombrer il sera temps de les exclure du circuit des harceleurs pour les former à nouveau dans des établissements médicalement voire militairement adaptés d'où ils émergeront plus tard transformés après une véritable renaissance comme celle qu'a glorieusement connue notre Légion Etrangère.

La Justice à cet égard doit faire son mea culpa car une peccadille légère sanctionnée sans faiblesse chez un mineur sera sûrement plus dissuasive par la suite que ces renvois perpétuels après une rapide semonce qui ne font qu'amuser les jeunes délinquants. Les caïds les utilisent même puisqu'ils savent que s'ils sont pris ils ne seront pas condamnés.

L'entrée dans la vie professionnelle est aussi une étape décisive. Ne parlons pas des étudiants brillants qui feront honneur à notre pays s'ils ne s'évadent pas rapidement vers des cieux plus cléments, ni des apprentis motivés qui deviendront demain de grands professionnels et parfois, au pays des PME, de vrais chefs d'entreprises mais parlons au contraire de tous ceux qui se heurtent à des portes closes, qui envoient inutilement des centaines de CV, qui désespèrent de trouver un emploi leur permettant d'entrer dans leur vie d'adulte autrement que par les réseaux d'assistanat social.

Trouver les raisons de ces rejets, favoriser les formations complémentaires, les préparations psychologiques, l'obtention toute bête du simple permis de conduire, relooker les postulants qui le comprennent, les héberger dans des structures coopératives plutôt que dans l'oisiveté qui comme chacun sait est mère de tous les vices. Voilà un objectif fécond

Après tous ces efforts, chacun se retrouvera avec une meilleure égalité des chances sur la ligne de départ de la vie. Bien sûr tous ne seront pas égaux (On n'est pas dans la ferme des animaux !) mais on aura paré le mieux possible aux injustices sociales.

Restera à parler des injustices fiscales mais ce sera pour un autre jour !

*Le texte souligne les dangers croissants de la drogue, avec une augmentation significative de la teneur en THC du cannabis et ses effets néfastes sur la société. Il met en lumière les incidents violents liés à la drogue, l'augmentation des hospitalisations, les accidents mortels et la dépendance, surtout chez les jeunes. Le trafic de stupéfiants, une économie souterraine lucrative, a désormais pénétré même les villes moyennes, générant d'importants revenus et emplois illégaux. L'auteur critique les mesures actuelles comme insuffisantes, et remet en question l'idée que la légalisation du cannabis résoudrait ces problèmes. Au lieu de cela, il suggère des mesures plus sévères contre les trafiquants et les consommateurs, y compris des peines de prison, la suppression des salles de shoot, et des politiques plus strictes envers les jeunes délinquants. La complexité du problème est soulignée, appelant à une prise de conscience urgente et des actions concrètes pour lutter efficacement contre la drogue et ses impacts sur la société.*

## **Lutter contre la drogue !**

Les « faits divers » se succèdent quotidiennement sur les méfaits de la drogue, tués sur les routes par des conducteurs sous l'emprise de stupéfiants, crimes entre trafiquants avec parfois des balles perdues, assassinats dus à des psychiatriques invraisemblablement laissés en liberté, salles de shoot près des crèches et des écoles...

Et toujours un public ignorant des modifications inquiétantes du simple cannabis qui, aujourd'hui, mélangé à des substances encore plus addictives n'a plus rien à voir avec celui que ces partisans du « laisser faire » consommaient sans doute autrefois.

La teneur moyenne en THC (tétrahydrocannabinol) de la résine de cannabis a plus que doublé en dix ans, passant de 12,3 % en 2011 à 30 % en 2022, tandis que, dans la même période, celle de l'herbe a progressé de 34,6 % (de 10,4 % en 2011 à 14,0 % en 2022).

Il est donc urgent de changer la loi ! Poursuivre les trafiquants certes mais on sait à quel point seule des mesures coercitives aujourd'hui inconstitutionnelles pourraient être efficaces : confiscation totale des biens, expulsion des étrangers et de leur famille et, en cas de refus des états d'origine de les reprendre, relégations, lourdes peines de prison, dénonciation des états approvisionneurs, lutte contre le blanchiment d'argent...

Mais aussi en finir avec les consommateurs, durcissement des amendes pour ceux qui sont pris sur le fait, aggravées de peines de prison en cas de conduite sous stupéfiants, obligation de soins dans des établissements d'addictologie spécialisés, suppression des salles de shoot qui, si elles permettent des injections plus stériles n'ont jamais guéri personne au contraire et diffusent dans les quartiers où elles sont installées une délinquance dont se passeraient bien les pauvres riverains.

Même les petits délinquants qui « commencent » dans le métier comme « Choufs » sont souvent les premières victimes de gangs qui se servent de leur impunité de mineurs face à une justice qui n'ose pas les interner dans des établissements scolaires et médicaux de réinsertion pour s'assurer leurs services.

Il est illusoire de croire qu'une légalisation du cannabis en vue de la consommation et de la production à des fins personnelles réglerait tous les problèmes (réduire le trafic et la criminalité associée, contrôler la qualité, cibler les messages de prévention).

On peut craindre au contraire que l'usage répété du cannabis ne mène à des drogues encore plus dures, sans parler des problèmes d'attention des jeunes à l'école, de sécurité routière ou d'accidents du travail.

On sait que la légalisation dans les Etats qui l'ont adoptée a doublé les hospitalisations pour intoxications, les accidents mortels sur la route et la dépendance y compris chez les jeunes qui aujourd'hui en France reste dramatique (39% des jeunes de moins de 17 ans déclarent avoir déjà fumé du cannabis !)

Sachons aussi que dans l'ordre décroissant les substances les plus addictives sont les suivantes : héroïne, cocaïne, nicotine, barbituriques, alcool...

Il reste du pain sur la planche !

Mais malgré des saisies historiques, le trafic des stupéfiants est devenu une véritable économie souterraine qui des grandes agglomérations touche désormais les villes moyennes. Estimé à 250 milliards de dollars par an dans le monde il atteint déjà en France plus de 5 milliards d'€, créant il faut bien le dire 21.000 emplois à temps plein qui évidemment échappent au fisc et à l'URSSAF (dealers, guetteurs, nourrices) répartis sur plus de 3.000 points de deal où s'approvisionnent près d'1 million de consommateurs (sans parler des 5 millions de fumeurs d'herbe occasionnels).

Va-t-on enfin prendre conscience du problème et en tirer les conséquences qui s'imposent ou une fois de plus l'ultra-gauche et les écologistes radicaux crieront-ils à une revendication de l'extrême-droite ?

*Ce texte critique la tendance politique et médiatique à amalgamer divers mouvements de droite, allant de l'ultra-droite à la droite modérée. L'auteur mentionne l'interview du Président Larcher, soulignant le piège de la division de la droite lancé par Mitterrand en 1981. Il distingue Marine Le Pen de son père Jean-Marie, notant une évolution mais critiquant l'acharnement contre elle, qu'il voit comme une stratégie politique héritée de Mitterrand. L'auteur fait référence aux 41% de Français ayant voté pour Marine Le Pen, provenant historiquement de l'UDR, RPR, UMP, et LR. Il évoque également la commission d'enquête parlementaire sur les liens de Le Pen avec la Russie, et les difficultés de financement des partis minoritaires, citant l'idée avortée d'une Banque démocratique par François Bayrou. Tout en se dissociant de Marine Le Pen, l'auteur redoute sa possible accession au pouvoir et les conséquences pour la France. L'auteur appelle à ne pas confondre l'ultra-droite avec les mouvements de droite modérée, et propose une reconstruction de la droite, du RN aux centristes, basée sur un programme républicain et laïque. Il espère un dialogue constructif entre les différents mouvements de droite, et que cela mène à une nouvelle alliance, stimulant ainsi une alliance équilibrée à gauche, avec les deux forces se relayant au pouvoir.*

## **L'Ultra-Droite, l'Extrême Droite, le RN, la Droite, le Centre !**

J'entendais ce matin une interview du Président Larcher, un homme estimable mais qui une fois encore succombait au piège mitterrandien lancé en 1981 pour diviser la Droite alors que le FN n'avait même pas eu le nombre de parrainages nécessaire pour se présenter aux Présidentielles (en 1974 il n'avait fait que 0.7%).

Confondre Marine Le Pen et ses 89 Députés avec son père Jean-Marie et ses « éructations » aussi odieuses que fréquentes c'est espérer ressusciter les LR morts de leur belle mort entamée aux Européennes de 2019 avec François-Xavier Bellamy à 8.48% et consommée en 2022 avec Valérie Pécresse à 4.78%.

Certes Marine Le Pen malgré de grands amendements n'est pas irréprochable mais l'acharnement dirigé contre elle par la Macronie n'est que la suite logique de la Mitterrandie, un espoir de se retrouver face à elle au second tour (ce qui est déjà arrivé 1 fois avec son père et 2 fois avec elle) pour essayer de dresser contre eux un arc républicain, seule façon pour un Président minoritaire d'espérer triompher.

L'ennui c'est que les 41% de Français qui ont voté pour elle (et sans doute beaucoup plus aujourd'hui selon les derniers sondages) étaient autrefois, pour la plupart, d'estimables électeurs de l'UDR, du RPR, de l'UMP et même des LR.

Il serait bon que Gérard Larcher s'en souvienne et se pose les bonnes questions !

La commission d'enquête parlementaire qu'elle a, elle-même, suscitée pour se laver des soupçons de collision avec la Russie qui pèsent sur elle (Comme disait Emmanuel Macron : « *Vous parlez à votre banquier quand vous parlez de la Russie* ») quel que soit l'acharnement de ceux qui lui feront face, se heurtera toujours au refus antidémocratique de toutes les banques françaises de lui octroyer un prêt alors que compte tenu de ses scores le remboursement était scrupuleusement garanti.

François Bayrou, supporter d'Emmanuel Macron, doit se sentir mal à l'aise avec son idée avortée de Banque démocratique garantissant l'accès aux financements publics de tous les candidats représentatifs.

Comprenez-moi bien : je ne défends pas Marine Le Pen et je n'ai jamais voté pour elle. Je considère même que son arrivée possible, seule, au pouvoir serait catastrophique pour la France car, outre le fait qu'elle manquerait sans doute de partisans compétents (encore que beaucoup iraient comme on dit « A la soupe » !) elle déclencherait une fracture si violente dans le pays attisée par l'ultra-gauche, les écologistes radicaux et les insoumis, que la France serait longue à s'en remettre.

Souhaitons que des jugements hâtifs ne confondent pas les Ultra-Droites fascistes ou néo-nazies comme il y a des Ultra-Gauches tout aussi totalitaires avec les mouvements de Droite et de Gauche qu'il n'y a plus de raison de les qualifier d'Extrêmes.

Les optimistes béats, comme ce bon M. Larcher, devront au contraire mettre leurs talents au service d'une reconstruction de la Droite du RN aux centristes en agglomérant sur la base d'un programme clairement identifié, républicain, laïque, luttant clairement contre le racisme, l'antisémitisme, pour la défense de nos valeurs et de notre civilisation, l'aide au développement du tiers monde, contrepartie d'une immigration plus contrôlée facilitant une bonne intégration, la pratique d'une démocratie parlementaire, la souveraineté nationale encourageant les coopérations européennes, la paix dans le monde.

Espérons que les médias trop souvent aux ordres arrêteront de stigmatiser improprement ceux qui du RN à l'UDI chercheront à entamer un dialogue constructif qui pourra éventuellement déboucher sur une nouvelle Alliance à Droite qui par réaction favorisera le retour d'une Alliance à Gauche plus équilibrée, les deux forces au service du pays pouvant se relayer au pouvoir en fonction des résultats qu'elles auront obtenus.

*L'audition de Marine Le Pen devant une Commission Parlementaire visait à examiner d'éventuelles ingérences russes dans le financement du Front National en 2014. Le prêt controversé de 11 millions d'euros de la Russie, plutôt que d'une banque européenne, a été discuté, dans un contexte où aucune banque française ou européenne n'acceptait de financer le FN. L'audition a révélé la non-réalisation de la Banque de la Démocratie proposée par François Bayrou, et les demandes infructueuses de Le Pen à Macron pour une telle institution. La Commission, perçue comme partielle, s'est focalisée sur le passé controversé du FN, fondé en 1972 par Jean-Marie Le Pen et René Bousquet. Elle a ignoré les tentatives de dédramatisation du parti par Marine Le Pen depuis 2011, insistant sur ses liens avec l'extrême-droite. Les membres, à l'exception du représentant du RN, ont été critiqués pour leur manque d'impartialité, suggérant une menace de guerre civile si Le Pen gagnait seule une présidentielle. La collusion supposée avec la Russie, évoquée par Julien Bayou, et l'attitude générale de la Commission reflètent un dialogue impossible à l'Assemblée nationale, aggravé par la stratégie politique de Macron. L'auteur souligne la différence entre le RN et les partis extrêmes comme la Nupes, mais maintient que le RN porte les stigmates de son origine tant que Marine Le Pen n'a pas publiquement renié ses liens avec l'ultra-droite. L'auteur précise ne pas soutenir Le Pen mais souligne que l'acharnement contre elle pourrait lui être bénéfique. Il insiste sur la nécessité d'un débat démocratique tolérant pour éviter un gouvernement populiste, citant l'exemple de Giorgia Meloni en Italie. Le Pen, refusant d'être comparée à Meloni, affirme qu'elles ne sont pas pareilles.*

## L'Audition de Marine Le Pen

J'ai écouté ébahi, l'audition de Marine Le Pen, se présentant, à sa demande, devant la Commission Parlementaire chargée de vérifier l'existence d'une ingérence étrangère éventuelle (en l'occurrence de la Russie) dans le financement du Front National en 2014.

Tout dans cette audition était irréal :

L'exposé des faits parlait d'emprunt russe de 11 millions d'€ (et non d'un emprunt bancaire auprès de la First Czech Russian Bank) alors qu'aucune banque française ni aucune banque européenne n'avait accepté de prêter au FN (devenu le RN en 2018) pourtant assuré de faire au moins les 5% entraînant un remboursement automatique par l'Etat de ses dépenses de campagne présidentielle (Marine Le Pen passera de 17.9% en 2012 à 33.9% en 2017)

Personne n'a contesté le fait que la Banque de la Démocratie exigée par François Bayrou pour son ralliement à Emmanuel Macron avait été enterrée et que les démarches de Marine Le Pen auprès du Président de la République comme les déclarations de François Bayrou devenu Ministre « *Il est insupportable qu'une banque privée ait le droit de vie ou de mort sur une formation politique* » n'avaient été suivies d'effet.

Ni le Président de la Commission, ni l'in vraisemblable Rapporteuse (une ancienne des LR gesticulante et agressive) n'ont pourtant signalé dans cette affaire la moindre contestation de la Commission Nationale des Comptes de Campagne !

Les Membres de la Commission à l'instar du Président Macron ont toujours parlé du FN que Marine Le Pen tente de dédramatiser depuis 2011 (il y a 11 ans) et jamais du RN pour bien marteler la création nauséabonde en 1972 (il y a 50 ans) de ce parti d'extrême-droite par **deux fondateurs sulfureux Jean-Marie Le Pen et l'ancien Waffen SS chef de la Police de Vichy René Bousquet**, ami de François Mitterrand à qui d'ailleurs on n'a jamais reproché cette triste fréquentation !

La partialité des Commissaires (à l'exception de celui membre du RN) était manifeste et, à mon goût, indécente, témoignant bien de **ce que je redoute depuis longtemps : la menace d'une guerre civile si Marine Le Pen finissait par remporter, seule, une prochaine présidentielle.**

Pourtant parmi eux, ceux du LR, soutenu par les banques françaises alors que ses pertes étaient gigantesques (120 millions d'€ selon Marine Le Pen) n'ont jamais rectifié les chiffres !

Une vraie collusion avec la Russie lui était inlassablement reprochée par Julien Bayou, Député radical EELV membre de Nupes (contre qui Marine Le Pen a eu l'intelligence de ne jamais évoquer une affaire qui avec l'Affaire Quatennens avait un temps défrayé la chronique) !

Cette attitude générale de tous les membres de la Commission (sauf un) traduit l'impossible dialogue que la Macronie, en brisant la répartition Droite-Gauche, a fini par installer à l'Assemblée Nationale et les vagues tentatives de Gérald Darmanin pour ameuter les LR ont bien peu de chances d'aboutir.

**Qu'on me comprenne bien** : Je ne suis pas en train d'écrire un plaidoyer en faveur de Marine Le Pen pour laquelle, une fois de plus, je n'ai jamais voté. Son mouvement, le RN, même s'il cherche une notabilisation qui tranche avec le comportement insensé, dans l'hémicycle, des Députés de la Nupes, portera toujours les stigmates de ses origines **tant que sa Présidente n'aura pas clairement dénoncé ses liens, même anciens, avec des groupuscules de l'Ultra-Droite**, les rescapés d'Ordre Nouveau, du GUD, de Génération Identitaire, d'Argos, des Remparts... quelques 2000 énergumènes néo-nazis, racistes, fascistes, antisémites, pendant à l'Ultra-Droite des Black Blocs à l'Ultra-Gauche.

Tant que cette dénonciation publique par la Présidente du RN suivie d'une **déclaration officielle reniant les positions historiques du FN** associée à l'expulsion des membres du RN liés à ce passé glauque n'aura pas été prononcée, aucune alliance solide à Droite ne pourra être envisagée dans un tel climat d'affrontement.

Notons bien cependant que tout acharnement massif tel que celui-ci profite à la victime et que les membres pour une fois unanimes de la Commission, **du LR à l'Extrême-Gauche** (on pense aux Animaux malades de la Peste enfin unis contre le baudet) feraient bien de s'en souvenir.

La Démocratie ne peut survivre que dans un débat tolérant, respectueux des opinions de chacun, sinon dans un pays où plus de la moitié des inscrits n'ont pas voté aux dernières législatives, la seule issue restera **l'arrivée d'un gouvernement populiste** comme c'est le cas chez nos voisins italiens avec l'accession au pouvoir de Giorgia Meloni, pour laquelle Marine Le Pen, excédée de lui être comparée, a fini par déclarer dans une interview à República « Meloni n'est pas ma jumelle » !

*Le texte traite de la crise de tolérance dans les débats publics en France, exacerbée par divers problèmes sociaux et politiques. La violence verbale et physique, les incivilités et les extrêmes sociaux, économiques et politiques sont monnaies courantes. L'auteur souligne que ces tensions découlent de grandes inégalités sociales, exacerbées par un individualisme excessif et une répartition inégale des richesses. Les pauvres sont de plus en plus marginalisés, tandis que les riches s'enrichissent davantage. Le gouvernement est jugé incapable de gérer ces inégalités, laissant certains territoires s'autogérer. Des problèmes comme la baisse du pouvoir d'achat, la mauvaise qualité de l'alimentation chez les plus pauvres, et l'échec des systèmes éducatifs et de santé touchent principalement les plus démunis. Pour améliorer la situation, l'auteur propose plusieurs solutions : une meilleure éducation dès le jeune âge, des réformes scolaires et professionnelles, un ajustement des salaires et des charges sociales, ainsi qu'une limitation des rémunérations excessives. Un revenu universel est également suggéré pour remplacer les nombreuses aides sociales. Le respect et la responsabilité des élus sont cruciaux, tout comme le respect de la démocratie. Des débats pédagogiques et des référendums réguliers sont préconisés pour améliorer l'engagement civique. Accepter les différences de points de vue sans agressivité est essentiel pour un débat sain. Enfin, l'auteur critique le détachement croissant des Français de la politique, illustré par les résultats des élections présidentielles et législatives. Il suggère un gouvernement de coalition pour refléter plus fidèlement la volonté du peuple. L'auteur appelle à un réveil pour renouer avec le dialogue, le respect de la loi et les idéaux de liberté, égalité et fraternité*

## **Comment retrouver un débat tolérant ?**

Les affrontements inouïs de tous ordres auxquels nous assistons régulièrement sur la route, dans les quartiers, dans les entreprises, dans les médias, à l'Assemblée nationale nous font craindre des lendemains particulièrement difficiles.

La Sécurité, l'Immigration, l'Écologie, les Retraites, le Pouvoir d'achat, l'Éducation, les Communautarismes : tout est bon pour que des relations brutales s'établissent entre citoyens, manifestations, refus d'obtempérer, violences des extrémistes, violences faites aux femmes, insultes, assassinats, balles perdues...

Mais pour retrouver une atmosphère plus sereine il faut d'abord déceler les causes de ces incivilités. Elles ont toujours existé mais elles prennent aujourd'hui un tour vraiment trop préoccupant.

C'est bien connu certains brisent ce qu'ils ne peuvent avoir ! Et la grande inégalité sociale qu'un individualisme forcené ne fait qu'augmenter est sans doute un des premiers facteurs à prendre en compte.

Jamais les riches n'ont été aussi riches et par conséquent les pauvres, aussi pauvres. Le ruissellement espéré par certains ne s'est pas produit. La participation au sein de l'entreprise s'est résumée le plus souvent à une simple prime d'intéressement. Le nombre d'années requises pour une retraite à taux plein tient bien mal compte de la pénibilité et de la dangerosité du travail. L'accueil des migrants chassés de chez eux par la misère ou par les guerres (où notre responsabilité est parfois engagée) se transforme en chasse aux intrus. Le délabrement de notre système éducatif et de notre système de santé touche lui aussi les mêmes couches de notre population. Nos 10 millions de pauvres crient justice alors que le patrimoine professionnel est incroyablement mal réparti (1% des Français possède 66% du patrimoine de l'ensemble des entreprises).

Le Gouvernement, incapable de faire évoluer la situation laisse des territoires perdus de la République s'autogérer, bandes, trafic de drogue, délinquance, SDF, ...

La baisse de pouvoir d'achat touche d'abord bien évidemment les plus modestes, le prix du litre de carburant est le même pour l'ouvrier avec sa vieille « diesel » qui doit faire matin et soir 20 kms pour se rendre au travail ou la caissière de supermarché qui souvent fait le trajet 4 fois par jour car sa journée est partagée en deux phases au meilleur profit de l'entreprise.

Il suffit de regarder autour de soi pour constater que l'obésité est une maladie des pauvres : les pâtes coûtent moins cher que les légumes bio !



Bref : assez de constats. Voyons plutôt quelles pistes pourraient être étudiées pour retrouver sinon une égalité qui n'a jamais et ne peut pas exister mais une meilleure compréhension qui favoriserait ce qu'on continue à appeler le « vivre ensemble ».

Une prise en charge dès le plus jeune âge par une meilleure éducation de la jeunesse, professeurs mieux recrutés et mieux payés, tutorat scolaire obligatoire, égalité des chances, réforme de l'apprentissage, développement des passerelles, véritable formation continue individualisée et contrôlée, resserrement de la grille des salaires nets par une modulation des charges sociales ne pénalisant pas la compétitivité des entreprises, limitation des dividendes, des retraites chapeau et des salaires exorbitants des grands dirigeants, revenu universel remplaçant les innombrables aides, chèques, et assistanats de toute sorte dévorés en grande partie par leur seule gestion...

Respectabilité des élus dans leur propos, dans leurs comportements, sanctionnant par une inéligibilité définitive les fraudes, les actes de corruption, les embauches de complaisance, les manipulations de toutes sortes.

Respect de la démocratie, éducation du peuple par des débats pédagogiques où les différences de point de vue seront exposées avec acceptation tolérante du point de vue adverse. Consultations régulières par référendums sur toutes les questions importantes. Sanction des comportements inappropriés.

On ne sera pas d'accord sur tout. Mais on devra accepter d'échanger nos points de vue sans agressivité irresponsable, puis de voter si notre système électoral permet enfin, comme ce fut souvent le cas sous la Vème République (De Gaulle 1, De Gaulle 2, Pompidou, Giscard, Mitterrand 1, Mitterrand 2, Chirac 1, Chirac 2, Sarkozy, Hollande, Macron 1) de trouver à la Chambre une majorité qu'elle soit présidentielle ou de cohabitation permettant au Gouvernement de gouverner !

Aujourd'hui rien ne va plus !

Les Français se sont détournés de la politique. Depuis le référendum de 2005 où leur voix a été étouffée, à la perte de souveraineté constatée en Europe, ils se détournent des urnes. Le Président Macron aux Présidentielles 2022 n'a été réélu que contre Marine Le Pen. Sur les 58% rassemblés sur son nom au second tour, les votes Anti-Le Pen représentaient au moins 32%. Il ne regroupait donc que 26% des inscrits (1 Français sur 4) et aux Législatives qui suivirent avec 38% des 46% de votants son parti tombait à 17% des inscrits (moins de 1 Français sur 5)

Comment devant de tels chiffres n'a-t-il pas immédiatement proposé un Gouvernement de coalition soit à sa Droite soit à sa Gauche qui aurait eu au moins le mérite de dégager une majorité cohérente !

Si les invectives se poursuivent, les incivilités, les atteintes à la loi, les trafics de toute sorte, les migrations non contrôlées, les écarts de fortune excessifs entre citoyens, les problèmes de santé, d'éducation, de pouvoir d'achat alors la France ne sera plus la France !

Réveillons-nous : il est temps de retrouver le chemin du dialogue, d'essayer de se comprendre sinon de se convaincre, de s'opposer par nos votes et non par la violence dans la rue, d'accepter la loi de la démocratie, de respecter nos idéaux : Liberté, Egalité, Fraternité.

*L'auteur examine la situation politique actuelle en France, en la comparant avec les principes du Sénat et du peuple romain (Senatus populusque Romanus) de la République romaine, où le pouvoir appartenait au peuple et à ses représentants. L'auteur souligne que la démocratie moderne est confrontée à des difficultés, notamment le manque de majorité parlementaire et l'autoritarisme présidentiel, refusant les référendums malgré des signes évidents de mécontentement populaire. Cette situation risque de conduire à des conflits et à un blocage des réformes, marquée par une abstention massive aux élections et des manifestations continues. Le peuple, s'il était consulté, serait probablement contre l'immigration, le manque de sécurité, et d'autres problèmes sociaux. L'auteur note que la Vème République semble épuisée, critiquant les comités et les débats organisés par le gouvernement comme inefficaces. En politique, le RN (Rassemblement National) et Reconquête pourraient ne pas réussir à unir les droites, et les prochaines élections européennes pourraient mener à une autre confrontation entre Macron et le RN. L'auteur met en garde contre un possible vote massif pour l'extrême droite, similaire au cas de Giorgia Meloni en Italie, et prévoit des réactions violentes de l'extrême gauche si cela se produit. En conclusion, l'auteur avertit que le peuple pourrait se révolter si la démocratie continue d'être « bâillonnée ». Il craint que les menaces constantes relayées par les médias n'aggravent la situation, potentiellement conduisant à une révolution si les problèmes ne sont pas résolus.*

## SPQR

On se souvient tous de ce vieil emblème de la République romaine « *Senatus populusque Romanus* » « le Sénat et le peuple de Rome » repris par l'Empire romain qui avait vocation de l'étendre au monde entier

### **Le pouvoir ne pouvait être détenu que par le peuple et ses représentants**

Aujourd'hui notre démocratie se heurte à une impossibilité de gouverner par manque de majorité au Parlement qu'elle soit présidentielle ou de cohabitation et par l'autoritarisme du Président qui refuse malgré des sondages plus qu'évocateurs de faire appel au Référendum.

Cette situation risque d'entraîner de graves conflits qui, s'ils ne sont rapidement résolus, empêcheront toute réforme jusqu'à la fin du quinquennat opposant à la légalité du pouvoir un défaut majeur de légitimité.

Cela se traduit déjà par une abstention massive aux élections et ne pourra que se poursuivre dans des manifestations itératives, casserolades ou pire !

Sur de nombreux sujets le peuple s'il est consulté se prononcera massivement contre l'immigration, le manque de sécurité, le harcèlement scolaire, les rodéos insensés, les violences de tous ordres.

### **Et il est impossible de gouverner inlassablement contre le peuple.**

La Vème République est à bout de souffle. Les comités Théodule de la Macronie désignés et non élus ne sont que des pis-aller sans valeur. De même les Grands débats tentés par le Président devant des parterres soigneusement choisis ne changeront en rien le désamour populaire grandissant qui s'installe.

Le RN et Reconquête n'arriveront sans doute pas à se convaincre eux-mêmes et à convaincre les LR de refonder ensemble l'Union des Droites.

Ces derniers qui aux prochaines Européennes vont très certainement enregistrer une nouvelle défaite mais qui voudront encore tenter leur chance aux prochaines Présidentielles vont une fois de plus favoriser au second tour une nouvelle confrontation Macronie - RN à travers un nouveau candidat (Philippe, Le Maire, Darmanin ou autre) qui s'opposera à Marine Le Pen.

Mais cette fois il n'est pas exclu que les populismes de Droite et de Gauche lassés de n'être jamais entendus ne finissent par voter pour elle comme ils ont voté en Italie pour Giorgia Meloni.

J'ai déjà dit et répété qu'un tel vote serait préoccupant pour la France car l'Extrême-Gauche : Insoumis, Écologistes radicaux, Éveillés ou prétendus tels, Communistes, Black Blocs ne manqueraient pas de s'ériger contre la volonté du peuple, de crier au scandale et de contester la légalité du pouvoir !

Le peuple, ce Roi silencieux, lorsqu'il s'éveille, n'a plus que l'issue de la Révolution. Craignons avec l'accumulation chaque soir réitérée sur les chaînes infos des menaces de tous ordres qui nous guettent qu'à vouloir trop l'étouffer il ne finisse par rugir.

Si la démocratie est « bâillonnée au Parlement le 8 juin », une nouvelle escalade sera peut-être franchie.

*Ce texte explore le concept d'"Ordo ab Chaos" (L'ordre à partir du Chaos) pour décrire l'évolution actuelle de la société, confrontée à des contradictions et conflits, tels que le nationalisme contre le mondialisme et la richesse contre la pauvreté. L'Europe est évoquée comme divisée et l'ONU est critiquée pour son incapacité à gérer la paix et le développement. L'auteur questionne comment respecter des traditions ancestrales, telles que la loi mosaïque "Tu ne tueras point", essentielles pour la survie de l'humanité. Le texte soutient que le pouvoir doit émaner du peuple et non être accaparé par une oligarchie politico-financière. Il met en lumière l'importance de l'accueil et de l'intégration des autres dans la société française, tout en respectant les lois et coutumes locales. La criminalité ne doit pas être tolérée et une éducation équitable est cruciale pour prévenir la délinquance. La démocratie est présentée comme un dialogue continu et tolérant entre des idées progressistes et conservatrices, avec un besoin d'équilibrer ces visions pour trouver des solutions aux défis économiques, politiques et sociaux. L'auteur appelle à des solutions intelligentes et équitables pour évoluer vers plus de justice, égalité et fraternité, en protégeant la jeunesse et en soutenant les retraités. Enfin, le texte incite chacun à prendre conscience de ces enjeux pour influencer le pouvoir et participer à la renaissance de la France, dans un esprit de prospérité, d'influence et de sérénité.*

## **Ordo ab Chaos !**

Je me contenterai de donner la traduction de cette locution latine, « *L'ordre à partir du Chaos* » qui voudrait signifier une lente évolution des ténèbres vers la Lumière, du néant vers la vie.

Notre société, aujourd'hui, est plongée dans les ténèbres. Les contradictions violentes qui s'y manifestent entre nationalistes et mondialistes, riches et pauvres, civilisation judéo-chrétienne et multiculturalismes, autoritarisme d'une oligarchie politico-financière et aspirations populistes débouchent sur des conflits violents que la sphère médiatique et les réseaux sociaux amplifient comme jamais.

L'Europe divisée est tiraillée par une guerre aux frontières. Sur tous les continents, l'ONU se révèle incapable d'assumer la mission de paix et de développement qui devrait être la sienne, favorisant un tsunami migratoire qui transporte ailleurs des confrontations violentes politiques, religieuses et culturelles qu'on espérait d'un autre âge.

Pour se limiter à notre sphère la plus proche, comment s'extirper des pièges issus d'une situation qui se dégrade dangereusement ?

Comment faire respecter la tradition primordiale qui, au fil des siècles, a assuré la pérennité de l'humanité ? Sans la loi mosaïque (*Tu ne tueras point*) ou ses équivalents dans d'autres civilisations, elle aurait en effet disparu depuis longtemps et il faut espérer que les fondements mêmes de cette loi fondamentale ne seront jamais transgressés par les générations futures.

Le pouvoir vient du peuple et il ne peut être durablement confisqué par une coterie qui, même légalement élue, devient illégitime si par son comportement prédateur au profit d'une oligarchie politico-financière, elle ne prend plus en compte ses revendications.

La société française doit permettre la venue de l'autre, son frère en humanité, pour autant qu'il respecte, au moins dans la sphère publique, les us et coutumes et les lois de celui qui l'accueille.

Elle ne peut tolérer des comportements criminels et dès l'enfance, par l'éducation, l'égalité des chances, l'arrivée dans la vie active, elle doit favoriser l'insertion de tous et extraire à temps, suivant le cas vers des centres de soins ou d'internement, les délinquants de tous ordres qui transgressent ses règles.

La démocratie ne peut naître que d'un débat tolérant et fraternel permanent entre des visions opposées mais complémentaires, progressisme et conservatisme, qui, chacune ayant ses vertus et ses vices, peuvent se succéder en fonction de leurs succès ou de leurs échecs dans l'exercice du pouvoir.

Ce pouvoir du peuple exercé par le peuple et pour le peuple doit, dans une République remise sur ses rails (une majorité et une opposition), trouver aux problèmes économiques, politiques, sociaux et sociétaux de notre temps, des solutions intelligentes, équitables, libres et responsables permettant à notre société d'évoluer dans le respect de ses traditions vers plus de justice, plus d'égalité, plus de fraternité, protégeant notre jeunesse et l'aidant à préparer son avenir, libérant nos forces vives d'un environnement dégradé, prodiguant à nos retraités et aux personnes dépendantes les attentions et les soins qu'ils méritent.

C'est à chacun, avec son entourage, de prendre conscience de ces impérieuses nécessités, pour influencer les courroies de transmission du pouvoir qu'il peut côtoyer et participer autant que possible à faire renaître la France dans sa prospérité, son influence universelle, et sa sérénité retrouvée.

*Ce texte critique la vision des écologistes radicaux et remet en question la validité scientifique de leurs affirmations. Camille Etienne, comme Greta Thunberg, est vue comme une figure de la désobéissance civile en écologie, suggérant des blocages et des interventions médiatiques. L'auteur du texte souligne l'importance de s'appuyer sur des preuves scientifiques crédibles, plutôt que sur des actions politiques. Il critique le GIEC, arguant que ses rapports ne prennent pas en compte des données historiques long terme sur le climat, et suggère que les cycles climatiques sont plus influencés par des variations orbitales de la Terre. Le texte mentionne également les critiques sur les coûts et l'efficacité des énergies renouvelables, en donnant l'exemple de l'EDF. Il souligne la manipulation par les lobbies pétroliers et critique les taxes gouvernementales sur l'énergie. L'auteur déplore le déclin de la technologie nucléaire française et critique l'opposition écologiste aux barrages et à l'hydroélectricité. Il évoque le projet de méga-bassine de Sainte-Soline, confronté à une forte opposition écologiste, et commente les enjeux de l'isolation des bâtiments et des panneaux photovoltaïques. Finalement, il note que la France se classe relativement bas en termes d'émissions de CO2 par rapport à d'autres pays*

## Sauver la planète ?

Après Greta Thunberg, la passionaria suédoise, voici Camille Etienne, son équivalente française, autrice (*puisque'il faut parait-il désormais utiliser ce Français dégradé*) d'un ouvrage « *Pour un Soulèvement Écologique* » qui propose des actions de désobéissance civile, le blocage des Assemblées Générales de Total, des prises de parole sur les plateaux de télévision, trop contents du buzz, voulant soulever les écologistes radicaux au besoin par la violence contre la sourde oreille de ceux qui nous gouvernent et des lobbies des énergies fossiles !

Bien sûr comme disait Bernanos « *Quand la jeunesse se refroidit, le reste du monde claque des dents* » mais ici, c'est plutôt de réchauffement climatique qu'il s'agit !

Qui parmi les « boomers » intelligents n'est pas d'accord sur la nécessité de préserver la planète, la diversité biologique, la lutte contre la pollution, la sécheresse et les vicissitudes du climat ?

Mais nous souhaitons que ces combats s'appuient sur des constatations scientifiques crédibles, sur des études sérieuses, sur des perspectives technologiques nous préparant à affronter les variations naturelles de changement du climat autrement plus importantes que la prétendue augmentation des gaz à effets de serre, CO2 en tête, stipendiée par les représentants du GIEC.

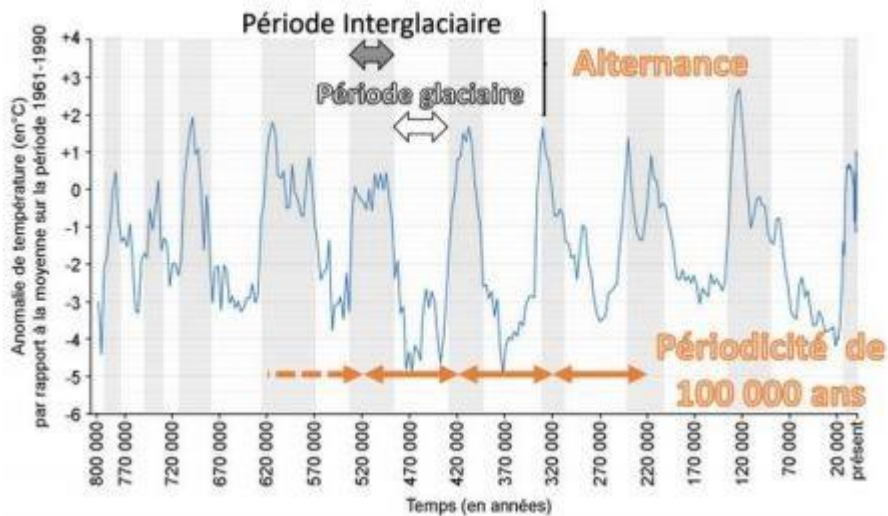
Il faudrait toute une encyclopédie pour faire le tour des « Fake News » et des sornettes propagées par ces écologistes radicaux enflammant la jeunesse pour leur lutte politique autocentrée qui, espèrent-ils, les amènera au pouvoir.

### **Nous ne pouvons donc qu'effleurer le sujet.**

Un mot tout d'abord sur le GIEC : composé de 195 membres se réunissant une fois par an, c'est une organisation politique chargée de synthétiser l'état des connaissances scientifiques sur le changement climatique. Mal connu du public, il souffre de nombreuses critiques sur son fonctionnement et sur ses rapports.

Certes les auteurs analysés ne sont pas rémunérés mais en matière de relevés de températures par exemple il est toujours plus facile de ne prendre en compte que la période de référence qui permettra de justifier vos conclusions.

Variation de la température moyenne de la Terre déduite du thermomètre isotopique depuis 800 000 ans



Ainsi, si l'on examine les températures estimées au niveau des pôles. Elles présentent une hausse vertigineuse qu'il est un peu trop simpliste de ne rattacher qu'à l'Anthropocène si on ne les relève que depuis le début de l'ère industrielle. Évaluées au contraire sur une période de 800.000 ans elles font apparaître une alternance de périodes glaciaires et interglaciaires avec des cycles de 100 000 ans qui en modifient toute l'interprétation.

Ces cycles comme l'a démontré Milankovitch démontrent une relation entre les variations climatiques et les modifications de l'orbite terrestre, obliquité (période de 41.000 ans), précession des équinoxes (période de 23.000 ans), excentricité de l'ellipse (période 100.000 ans)

L'heure est donc grave, reconnaissons-le volontiers pour nos générations, car on approche d'un pic de la période interglaciaire mais contrairement au GIEC qui accorde tant d'importance à l'homme, la planète en a vu d'autres et suit indifférente son propre cycle !

Dans une vidéo récente que je vous ai transmise émanant du Directeur de l'Ingénierie d'EDF des constatations éminemment pertinentes démontrent le piège financier et technologique des énergies renouvelables où le tonneau des Danaïdes déverse des fonds qui ne sont pas perdus pour tout le monde ! <https://www.youtube.com/watch?v=Q8imlsFbonU>

Que les lobbies des Seven Sisters manipulent les Gouvernements : quelle découverte ! Mais le jour où ceux-ci décideront de favoriser les moteurs thermiques consommant 1 litre aux 100, les réserves en énergie fossile, en termes de durée d'épuisement, croîtront brutalement ! Seul problème : sous leur apparente lutte contre le réchauffement climatique, les Gouvernements veulent surtout préserver les taxes fantastiques qu'ils ponctionnent sur la circulation automobile !

Les valse hésitations sur le nucléaire et l'hydro-électricité vont très momentanément clouer le bec aux écologistes radicaux qui ont quelques difficultés à cautionner le choix des verts allemands qui, depuis la guerre d'Ukraine, produisent désormais leur électricité manquante par des centrales à charbon.

On est loin, en France, de la technologie nucléaire d'avant-garde de la période gaulliste qui garantissait notre avance : REP, EPR, surgénérateurs, centrales au Thorium, recyclage des déchets nucléaires par transmutation. On ne sait même plus souder des cuves de réacteurs. Quant à l'hydroélectricité, un de nos fleurons en zones de montagnes, surtout ne dites pas qu'elle permettrait de stocker l'énergie électrique intermittente des éoliennes (il suffirait de remonter l'eau vers l'amont quand on n'a pas besoin de l'électricité produite par les éoliennes pour la faire rejaillir au bon moment des heures de pointe, car les écologistes sont également contre les barrages !)

On a vu avec la méga-bassine de Sainte-Soline (capacité de 628.000 m<sup>3</sup>) le déferlement de violence des écologistes radicaux. Mais qui leur a dit que les fleuves et rivières françaises déversaient chaque année dans la mer 40.000 Km<sup>3</sup> d'eau douce que des aqueducs pourraient en partie récupérer pour renflouer les nappes phréatiques. Or 40.000 km<sup>3</sup> c'est l'équivalent de 66.000 méga-bassines de type Sainte Soline, soit 660 en moyenne par département (on ne saurait même pas où les mettre).

L'isolation des bâtiments qui protège aussi bien du chaud que du froid est aussi, avec les panneaux photovoltaïques, une belle occasion de financements stupides allant directement de la poche du contribuable français aux entrepreneurs chinois. On mesure là encore les dramatiques conséquences de la désindustrialisation de la France.

Terminons ce bref rappel en disant que la France avec 4.9 Tonnes de CO<sub>2</sub> produites par habitant et par an se classe à la 78<sup>ème</sup> place des pays les plus pollueurs derrière le Qatar (41 T/habitant/an), les USA (16 T/habitant/an), la Chine (7.3 T/habitant/an). Elle déverse dans l'atmosphère moins de 1% du CO<sub>2</sub> produit dans le monde. C'est dire que même si on réduisait notre consommation de moitié ce qui est impossible, la production mondiale ne baisserait que de 0.5% !

Notons que le 0.01% de l'humanité (771.000 habitants) produit en moyenne 2332 Tonnes par habitant et par an soit par habitant 1665 fois plus que chaque terrien appartenant aux 4 milliards d'habitants de la partie la plus pauvre !

Pour conclure : Oui les Écologistes ont raison de s'inquiéter des conséquences des variations climatiques

Oui la lutte contre les pollutions, pour la biodiversité, pour une meilleure répartition des dépenses énergétiques doit être une préoccupation constante de tous les terriens

Mais les progrès de la Science doivent être mis au service de tous (recherches sur la fusion nucléaire, sur les piles à hydrogènes, sur les moteurs thermiques à faible consommation, utilisation intelligente des énergies renouvelables, dépollution, protection des océans, protection de la biodiversité recherches agronomiques, pollinisation, OGM, économie locale, frugalité du mode de vie)

Par une connaissance éclairée, le comportement des consommateurs doit progressivement évoluer mais les pédagogues contrairement aux radicaux font malheureusement cruellement défaut.

Mais ceci est une autre histoire !



Dans ce texte, l'auteur souligne l'importance d'un changement de paradigme face aux défis écologiques, malgré une surestimation de l'Anthropocène. Il critique l'individualisme, le capitalisme agressif, et la financiarisation prédatrice, plaidant pour une répartition plus équitable des ressources. Selon lui, la survie de l'humanité dépend de notre capacité d'adaptation, comme l'a enseigné Darwin, plutôt que de l'intelligence ou de la force. Il rejette les solutions comme le transhumanisme, arguant que la solution réside dans une fraternité humaine retrouvée, une démocratie véritable, et une croissance plus responsable. L'auteur appelle à la construction d'un monde nouveau, prenant en compte les besoins de la planète entière, pour éviter les guerres, les crises migratoires, la destruction de la nature, et les pandémies exacerbées par la mondialisation. Il critique également les tendances impérialistes et les conflits incessants, suggérant que la paix universelle pourrait émerger d'une gestion des conflits plus juste au sein de l'ONU. L'auteur insiste sur le besoin pour chaque nation de s'épanouir indépendamment tout en coopérant avec les autres, mettant l'accent sur une meilleure protection de la planète, le développement de la recherche, et un partage plus équitable de l'énergie. Il conclut en rejetant les approches radicales, prônant des solutions plus mesurées et réfléchies.

## **S'il faut philosopher... philosophons !**

Pour faire suite à mon dernier éditorial et aux craintes pour certains de me croire hermétique aux dangers écologiques que peut courir une Humanité invitée à changer sa vision du monde, j'accorde volontiers, même si l'Anthropocène n'a pas l'importance qu'on lui prête, qu'à l'heure de l'individualisme insensé, du capitalisme agressif, de la financiarisation prédatrice des nantis qui ne se soucient guère de partager plus équitablement les ressources d'une planète, qui ne sont pas inépuisables, un changement de paradigme doit apparaître.

Le choix nous est donné d'opter pour un destin individuel et collectif empreint de liberté et de responsabilité si nous voulons que notre espèce subsiste car de lourds nuages s'amoncellent sur nos têtes et nous ferions bien de nous souvenir de ce que disait Darwin : « *les espèces qui survivent ne sont pas les plus intelligentes, ni les plus nombreuses, ni plus fortes, ce sont celles qui savent s'adapter* ».

Ni le transhumanisme, ni l'homme prétendument « *augmenté* » ne seront à même de régler des problèmes qui ressortent d'une vraie fraternité humaine retrouvée (développement plus harmonieux et droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, démocratie véritable, croissance plus frugale, arrêt de la violence et des guerres).

Nous devons pour nous-mêmes et pour les générations à venir participer à la construction d'un monde nouveau qui prendra en compte des décisions qui engagent TOUTE la planète pour éviter les guerres incessantes qui ne profitent qu'aux complexes militaro-industriels et qui peuvent déboucher sur un cataclysme nucléaire, les tsunamis migratoires qui découlent du sous-développement, de la croissance démographique incontrôlée et des trafics de tous ordres, l'incapacité de protéger la nature et de promouvoir les progrès de la science capables d'en assurer l'équilibre et les pandémies activées par des déplacements intempestifs liés entre autre à une mondialisation qui ne profite qu'à une oligarchie financière.

Il est grand temps que les tentations impérialistes des uns et des autres (Occident opposé au reste du monde) trouvent dans la résolution des conflits une chance de paix universelle. Après deux guerres mondiales dévastatrices, des guerres néocoloniales sur tous les continents, un conflit sans fin au Proche Orient, une guerre en Ukraine après celles d'Afghanistan, d'Irak, de Libye, de Yougoslavie, et demain qui sait de Chine, quand allons-nous comprendre qu'il est grand temps de retrouver au sein de l'ONU une gestion commune des

peuples respectueuse de la souveraineté des Nations mais ne reculant pas devant un droit d'ingérence chaque fois que les Droits de l'Homme les plus fondamentaux sont violemment bafoués.

Chaque Nation dans le contexte civilisationnel qui est le sien doit pouvoir s'épanouir à la fois dans l'indépendance et la coopération avec les autres. Les peuples doivent à la fois vouloir une protection plus efficace de la planète fortifiée par un développement de la recherche et un meilleur partage de la consommation énergétique seul gage d'une réussite d'un vrai programme écologique qui ne surgira sans doute pas des vociférations radicales d'esprits embrumés prêts à tout casser !

*Dans "Le Renouveau Gaulliste" (Juin 2018), l'auteur réexamine le gaullisme en contexte contemporain. Il critique ceux qui, ayant jadis rejeté le Général de Gaulle, s'en réclament aujourd'hui. Il rappelle les controverses politiques de l'époque, comme les réformes de 1967, la réforme du Sénat, et la réaction de figures politiques comme Pompidou et Giscard d'Estaing. L'homme du 18 juin, méfiant envers les partis politiques, semble aujourd'hui pertinent face au bouleversement politique de 2022. L'élection présidentielle a vu une faible majorité pour le président face à Marine Le Pen, et les partis traditionnels, tels que LR et PS, semblent s'effondrer. De nouveaux soutiens émergent pour les Gaullistes sociaux, défenseurs de la souveraineté nationale sans pour autant s'isoler de la coopération internationale. L'auteur critique la perte de souveraineté après le Traité de Maastricht, où l'économie de marché européenne, influencée par les USA, a pris le pas sur la politique et la défense communes. Il souligne l'importance de l'indépendance dans divers domaines pour protéger la démocratie. La gouvernance, qu'elle soit issue d'une majorité partisane ou d'une coalition, doit éviter l'autoritarisme et recourir au référendum en cas de crise, en prenant exemple sur le retrait du Général de Gaulle en 1969 après un référendum raté. L'auteur conclut en rappelant les mots de Romain Gary sur le patriotisme et le nationalisme, et en appelant à défendre la souveraineté nationale contre les pressions extérieures et la tentation du renoncement.*

## **La Souveraineté Nationale**

Dans mon livre « *Le Renouveau Gaulliste* » publié en Juin 2018 je débutais par un Avant-Propos :

*Ils sont nombreux, aujourd'hui, ceux qui se réfèrent au Gaullisme, attribuant au Général toutes les vertus qu'ils lui contestaient hier !*

*« Dix ans ça suffit ! » hurlaient les étudiants de Mai 68.*

*« La participation : un projet irréalisable qu'il faut torpiller » tonnait Pompidou en s'opposant violemment à Capitant et en enterrant les Ordonnances de 1967 !*

*La réforme du Sénat et la Régionalisation, faux alibi plus présentable que la défense d'intérêts économiques particuliers, allait faire lancer son fameux « Oui Mais ! » à Valéry Giscard d'Estaing qui contribuera grandement en influençant le vote des modérés au départ du Président le 29 avril 1969.*

O tempora o mores !

L'homme du 18 Juin se méfiait des Partis qui étymologiquement séparent.

Or, les dernières élections présidentielle et législatives de 2022 ont bousculé le jeu politique traditionnel : le Président a été élu contre Marine Le Pen avec un pourcentage de voix réellement acquises sans le secours de Nupes de moins du quart des inscrits et la Macronie dans toutes ses composantes n'a pas obtenu la majorité au Palais Bourbon.

Mais alors que les LR comme le PS d'ailleurs ne représentent plus désormais que des syndicats d'élus locaux en déconfiture voici que de nouveaux soutiens, parfois inattendus, viennent rejoindre les rangs des Gaullistes sociaux qui n'ont pas oublié les paroles du Général et qui tout en étant ouverts à la plus large coopération avec les autres Nations européennes, comme d'ailleurs avec tous les pays du monde ne veulent pas sacrifier la Souveraineté Nationale même au profit de nos voisins ou de nos alliés traditionnels.

Après 1992, les tenants du Traité de Maastricht ont sacrifié cette souveraineté au profit de Communautés Européennes non élues totalement dévouées à l'économie de marché dictant de force leurs directives aux Etats mais incapables de conduire une politique étrangère européenne et une défense commune tant était grande leur vassalité envers les USA.

Cette souveraineté que confusément le peuple veut regagner exige une indépendance économique, financière, énergétique, militaire, qu'un Etat fort peut seul garantir puisqu'elle protège la démocratie, c'est-à-dire le gouvernement du Peuple, par le Peuple et pour le Peuple !

Il faut une majorité pour que l'Assemblée fonctionne qu'elle soit partisane ou issue d'une coalition, présidentielle ou de cohabitation, de Droite ou de Gauche, peu importe, mais ceux qui gouvernent

ne doivent en aucun cas confisquer cette démocratie par un pouvoir autoritaire et plutôt que de la bâillonner comme ce fut le cas le 8 juin, ils doivent avoir la décence de laisser le peuple s'exprimer par la voie du Référendum chaque fois qu'une crise importante divise le pays et en cas d'échec en tirer les conséquences en se retirant comme le fit le Général le 29 Avril 1969.

C'est pourquoi sa voix d'outre-tombe qui nous exhorte à « *garder une posture d'efforts pour préserver notre sphère de souveraineté contre les pressions externes, contre la tentation du renoncement* » doit être entendue par tous les Patriotes qui n'oublent pas ces célèbres paroles de Romain Gary « *Le Patriotisme c'est l'amour des siens le Nationalisme c'est la haine des autres* »!

*L'article aborde les dangers de l'Anthropocène, soulignant que l'augmentation des gaz à effet de serre, en particulier le CO2, est communément citée comme cause principale du réchauffement climatique. L'auteur remet en question cette affirmation en rappelant les cycles de Milankovitch, qui lient les changements climatiques aux variations de l'orbite terrestre, suggérant que les activités humaines ne sont pas les seules responsables. L'auteur suggère que la croissance démographique incontrôlée et la propension humaine à la guerre constituent une menace plus grande pour notre espèce. La croissance démographique rapide, avec une population mondiale multipliée par quatre au cours du dernier siècle, pose des défis majeurs. Par ailleurs, l'incapacité des Nations Unies à lutter contre les égoïsmes, les dictatures, et les violations des droits des peuples est critiquée. L'auteur prévient que ces échecs pourraient mener à une nouvelle guerre mondiale, potentiellement dévastatrice. L'article cite le conflit en Ukraine comme exemple des dangers actuels, avec des impacts dramatiques sur les populations et l'environnement, et critique les actions de la Russie et des États-Unis. L'auteur souligne la menace nucléaire posée par les grandes puissances, avec un arsenal suffisant pour détruire plusieurs fois la planète. Concernant la situation en Ukraine, l'auteur propose plusieurs mesures pour aboutir à la paix, incluant des concessions réciproques comme l'abandon de la Crimée par l'Ukraine, la reconstruction des zones détruites financée par la Russie, l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, et l'organisation d'une conférence de paix en Europe entre l'OTAN, l'UE et la Russie. L'auteur suggère également la tenue d'un nouveau référendum sous contrôle de l'ONU pour les républiques séparatistes du Donbass. En conclusion, l'article met en lumière la complexité des menaces de l'Anthropocène, dépassant la simple question des changements climatiques pour englober des enjeux démographiques et géopolitiques majeurs, exigeant des réponses nuancées et collaboratives.*

## **Les dangers de l'anthropocène : Le CO2 ou la démographie et la guerre ?**

On nous rabâche quotidiennement les oreilles avec l'élévation progressive des gaz à effets de serre et en particulier du CO2 comme cause principale du réchauffement climatique liée essentiellement à l'activité humaine !

Je ne reviendrai pas sur cette question longuement évoquée dans un édito précédent où les cycles de Milankovitch démontrant une relation constante sur 800.000 ans entre les variations climatiques et les modifications de l'orbite terrestre, de son obliquité, de la précession des équinoxes et de l'excentricité de l'ellipse, ramènent les prédictions du GIEC à leurs principales causes.

Mais si l'Anthropocène risque cependant de détruire notre espèce, la principale cause n'en revient-elle pas à la croissance insensée de la démographie et à la stupidité humaine aspirant à s'autodétruire pas l'égoïsme et la guerre

Je ne développerai pas aujourd'hui la question de l'incapacité de réguler la population terrestre **multipliée par 4 au cours du dernier siècle** (près de 8 milliards de terriens actuellement) et de ses évolutions probables pour le moins catastrophiques.

Je parlerai plutôt de la guerre et de l'incapacité des Nations prétendument Unies de lutter contre les égoïsmes aveugles, les dictatures sanglantes, les violations constantes du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, les impérialismes qui se combattent par peuples interposés pour maintenir coûte que coûte leur domination, nous conduisant tout droit vers la prochaine guerre mondiale qui si l'on n'y prend pas garde opposera l'Occident au reste du monde, dévastera la planète et ne laissera subsister avec un peu de chance que les quelques rescapés d'un nouveau Noé !

A nos portes en Ukraine, la destruction récente du barrage de Kakhovska dévastait plusieurs dizaines de milliers d'hectares de terres agricoles, faisait fuir les populations inondées, menaçant de destruction les installations industrielles et la centrale de Zaporijia, risquant de créer une catastrophe environnementale et un désastre humanitaire.

**Quand fera-t-on comprendre à Poutine que sa guerre insensée menace la paix du monde et la survie de l'humanité pour peu qu'un jour d'un côté ou de l'autre un abruti déclenche le premier tir nucléaire ?**

La Russie (5977 bombes H), les USA (5428) sans parler de la Chine (350) ou de la France (290) détiennent à eux tous une puissance de feu de plus de 10.000 Mégatonnes à comparer aux 19 kilotonnes d'Hiroshima soit 500.000 fois plus, de quoi détruire plusieurs fois la planète !

**Quand fera-t-on comprendre à Zelensky que jamais la Russie ne rendra la Crimée** et que sa contre-offensive, si elle réussit, ne fera qu'aggraver les risques ?

**Quand fera-t-on comprendre aux Américains que le monde unipolaire qu'ils veulent maintenir** se heurtera à la montée de puissances nouvelles, Chine, Inde, Brésil, Afrique... ?

**Quand fera-t-on espérer aux peuples du monde qui vivent sous la botte d'un dictateur** que les Nations Unies pourront un jour permettre par des référendums exercés sous leur contrôle que s'exerce ce Droit des Peuples à disposer d'eux-mêmes quitte à redécouper des territoires imposés par la colonisation ?

**Il faut savoir finir une guerre.** Nous l'avons connu en Europe en 1918 et en 1945. Ce fut par la destruction de l'Allemagne. Mais aujourd'hui la destruction de la Russie entraînerait la destruction concomitante de l'Occident. Il est grand temps de se ressaisir et plutôt, pour l'Europe, de se laisser entraîner dans une cobelligérance suicidaire jusqu'à ce que le peuple américain se lasse comme il l'a déjà si souvent fait (Vietnam, Irak, Afghanistan...), essayons de convaincre Russes et Ukrainiens que le temps de la Paix exige des concessions réciproques :

- Abandon de la Crimée par l'Ukraine
- Reconstruction des zones détruites (villes, barrage, centrales) financée par la Russie
- Adhésion de l'Ukraine à l'OTAN
- Négociation entre OTAN, UE et Russie d'une conférence de Paix en Europe
- Droit des Républiques séparatistes du Donbass, une fois la paix retrouvée, à un nouveau référendum sous contrôle de l'ONU (Retour à l'Ukraine, Maintien dans la fédération de Russie, Indépendance)

Éric Ciotti, président des LR, annonce les États généraux de la droite pour réarmer idéologiquement le parti en vue de 2027. Ce projet intervient après la défaite de Valérie Pécresse à la présidentielle et la division interne, réduisant le parti à 62 députés. Il envisage un dialogue avec le Rassemblement National et la formation Reconquête, malgré sa rivalité avec Xavier Bertrand et Laurent Wauquiez. Les défis internes comprennent la redéfinition d'une ligne politique sur des sujets clés tels que la retraite, l'immigration, la sécurité, et l'éducation, dans un contexte de divisions parlementaires, notamment sur la réforme des retraites. Ciotti, craignant ses concurrents, exclut Aurélien Pradié des instances dirigeantes et se rapproche de Bruno Retailleau. Pourtant, il doit aussi considérer la dynamique politique française marquée par l'extrême droite, le centre et l'extrême gauche, compliquant la formation d'une majorité gouvernementale. Les États généraux, perçus comme une tentative de masquer les problèmes, pourraient durer des mois sans réelle avancée. Des figures telles qu'Éric Naulleau et Mathieu Bock-Côté participeront aux débats sur l'avenir de la droite. Cette initiative soulève des questions sur l'avenir du parti dans un paysage politique fragmenté, mettant en lumière les enjeux de leadership et d'unité. Ciotti et son parti doivent naviguer entre les aspirations idéologiques internes et l'impératif de préserver l'intérêt supérieur du pays, soulignant la nécessité d'une démocratie forte soutenue par le pouvoir parlementaire.

## Éric Ciotti rêve tout éveillé !

Lors d'une réunion de la direction des LR, le président Éric Ciotti a annoncé la création des **États généraux de la droite** d'ici la fin juin, afin de la réarmer idéologiquement en vue de 2027.

Il faut dire que pour ce qui reste de ce qui fut le grand Parti de la Droite française : un parti croupion avec ses 62 Députés, en comptant les apparentés, exténué par ses divisions qui ont abouti lors de la dernière présidentielle au score infamant de Valérie Pécresse (4.78 %) il est grand temps de retrouver l'unité s'ils veulent avoir quelques chances en 2027 de ne pas enterrer définitivement leur formation.

Mais pour convoquer des Etats Généraux de la Droite il faut accepter l'idée de dialoguer aussi avec le Rassemblement National de Marine Le Pen et ses 89 Députés et avec la formation Reconquête d'Éric Zemmour qui même si elle n'a pas de Députés reviendra immanquablement sur la scène politique à l'occasion des Européennes de 2024.

Non, son seul « rassemblement » est avec Bruno Retailleau, tant sa crainte de Xavier Bertrand et Laurent Wauquiez comme concurrents en 2027 le tétanise et l'éviction d'Aurélien Pradié des instances dirigeantes n'arrange pas les choses !

Mais pour se rassembler il faut aussi redéfinir une ligne politique sur les sujets qui préoccupent les Français : Retraite, immigration, sécurité, environnement, pouvoir d'achat, éducation...

Or, ce qui reste du parti se divise au Parlement (loi sur les retraites, votes sur les motions de censure...) !

Alors comme chacun sait, pour enterrer un problème, on crée une commission (en l'occurrence un think-tank), voilà donc comment le parti héritier de l'UDR, du RPR et de l'UMP va une fois de plus se ridiculiser !

Entre l'Extrême Droite de Marine Le Pen, l'Extrême Centre d'Emmanuel Macron et l'Extrême Gauche de Jean-Luc Mélenchon, comment voulez-vous que le pays, incapable de coalition, s'en sorte et dégage une majorité de Gouvernement à l'Assemblée nationale, qu'elle soit de Droite ou de Gauche ?

Eric Ciotti rêve tout éveillé : son « *vaste chantier de reconstruction idéologique* », son « *grand moment de refondation de nos idées* » ne suffira pas à relancer la machine. Les « *Etats Généraux* » vont durer des mois. Cela donnera encore un temps aux militants et cadres l'impression d'exister

Laurent Wauquiez de sa présidence de la région Auvergne-Rhône Alpes ne sera sans doute pas de la partie. Trop tôt pour 2027 !

Il y aura bien quelques têtes d'affiche. Éric Naulleau, Mathieu Bock-Côté, Dominique Régnier qui débattront : Où en est la Droite ? Où veut-elle aller ? Comment compte-elle s'y prendre ?

Telle une armée mexicaine, ce qui reste de la Droite verra une fois de plus s'affronter des Généraux

Ils oublient, tant la soupe est bonne, que seul l'intérêt supérieur du pays devrait compter à leurs yeux. Quand les circonstances ne permettent pas l'émergence d'un Chef, il faut plus que jamais que la démocratie soit sauvegardée par le pouvoir parlementaire.

Et pour cela, il faut s'unir...au moins pour le second tour !



*Ce texte aborde la crise migratoire actuelle avec une perspective critique. Il commence par évoquer des évacuations musclées de migrants à Paris, comparant ces méthodes à celles de la rafle du Vel d'Hiv. La situation à la "jungle" de Calais est mentionnée, soulignant la persistance du problème malgré des tentatives de dissolution. La tragédie des migrants mourant en mer est soulignée, tout comme l'impunité des passeurs et le désespoir des migrants fuyant guerres, famines et dictatures, souvent endettés après avoir financé leur voyage. Le texte décrit ensuite les difficultés rencontrées par les migrants une fois arrivés, comme le travail illégal et la nécessité d'envoyer de l'argent à leur famille. Il évoque la vision de l'Occident comme un "Eldorado" par les plus démunis, connectés au monde via les smartphones. Le coût de l'immigration pour l'État français est discuté, y compris les dépenses en rétention administrative et les expulsions, contrastant avec le faible revenu moyen en Afrique. L'auteur critique les politiques restrictives de l'Europe et des États-Unis en matière d'immigration, soulignant l'inefficacité des barrières physiques et la nécessité de solutions axées sur la paix et le développement dans les pays d'origine des migrants. La responsabilité de l'ONU et l'opportunité pour l'Europe d'investir en Afrique sont mentionnées. Le texte conclut en déclarant que la guerre ne devrait pas être contre les migrants, mais contre les facteurs qui les forcent à partir. Il critique également le pillage des ressources par les puissances étrangères et l'émergence de l'islamisme radical dans des régions dévastées.*

## Quand allons-nous comprendre ?

Chaque semaine un nouveau drame vient aggraver la question migratoire. A la Porte de La Chapelle près de 800 personnes seraient concernées cette semaine, par une évacuation musclée dont les méthodes ne sont pas sans rappeler cette autre rafle tristement célèbre, du Vel d'Hiv. Cette fois il s'agit presque exclusivement de ressortissants Afghans !

La jungle de Calais depuis 14 ans, sans cesse détruite, sans cesse reconstituée, tente d'arrêter les prétendants à l'accès en Angleterre.

Les « damnés de la mer » meurent par centaines au large des côtes grecques ou italiennes dans l'indifférence générale.

Et malgré cela les passeurs prospèrent impunis, les candidats au départ fuient la famine, les guerres, les dictatures. Souvent un village entier se cotise pour payer le passage (jusqu'à 6.000 €) de l'un des siens. Mais il faudra qu'il rembourse quoi qu'il lui en coûte, sinon sa propre famille, au pays, en subira des conséquences le plus souvent d'une rare brutalité.

Comme il ne trouvera pas facilement du travail il faudra bien qu'il se débrouille par tous les moyens, travail au noir, vols, prostitution. Et vive Western Union qui acheminera leurs pauvres recettes vers les contrées reculées d'Afrique ou du Moyen Orient.

Les plus pauvres aujourd'hui ont accès, par i-phones interposés, à toutes les images du monde. Comment ne pas tout faire quand on n'a plus rien à perdre pour ne pas tenter sa chance vers un nouvel Eldorado rutilant de lumières, de bien-être, de liberté...même si au bout du compte la désillusion risque d'être grande !

Pour les tenants de la droite et de l'extrême-droite, la population immigrée vient appauvrir les caisses de l'État, et ce, depuis des années. « *L'immigration coûte cher* » et on évoque un chiffre de l'ordre de 15 milliards d'euros par an, incluant les aides sociales versées à des non cotisants, le coût de l'AME, les mineurs non accompagnés...

La seule rétention administrative coûte au contribuable français 690 € par clandestin et par jour selon les dires, non pas de Marine Le Pen, mais de la Contrôleuse Générale des lieux de privation de liberté Dominique Simonnot horriblement gênée de devoir annoncer ce « *chiffre effrayant* » à l'Assemblée Nationale.

Le coût d'une expulsion d'un OQTF est de 13.800 € en moyenne selon les chiffres du ministère de l'Intérieur ! Heureusement qu'on n'en expulse moins de 10% !

Quand on sait que le salaire moyen d'un Africain est de 141 USD par mois (130 € soit moins de 5 € par jour) on mesure à quel point la disparité entre les coûts d'un côté de la Méditerranée et les

ressources de l'autre nous imposent de trouver une solution autre que des barrières inhumaines qui seront toujours franchies par des populations déterminées et des passeurs sans scrupules !

Si on prend conscience du fait que face aux carences de Frontex, face à l'impossibilité de dresser un mur de mitrailleuses tous les 10 m aux frontières de l'Europe (même chose aux USA où lorsqu'on demandait à Obama de fermer la frontière Mexicaine il répondait « qui balayera la Maison Blanche ? ») la seule solution est de permettre aux migrants de vivre dans leur pays ce qui suppose la paix et le développement.

La **Paix**, donc le devoir d'ingérence que ne peuvent en aucun cas exercer les anciens colonisateurs et qui ne peut être mis en place que par l'ONU.

Le **Développement** car l'Europe, premier consommateur de la planète, engraisse l'usine du monde qu'est devenue la Chine, alors qu'elle se trouve sur les mêmes fuseaux horaires que les pays africains ce qui devrait faciliter le transfert d'usines et créer des activités à nos portes permettant aux populations locales de vivre en travaillant chez elles.

Utopie dira l'Ultragauche qui veut faire de ces damnés ses électeurs privilégiés,

Utopie diront les multinationales qui craignent l'Afrique et n'y recherchent que des cultures d'exportation tant ils sont sensibles à une Chine travailleuse qu'on ne quitte pas si facilement.

Utopie diront les dictateurs africains décidés à régner en Maîtres chez eux,

Utopie diront les passeurs dont on détruirait l'outil de travail

Et tant pis si Russes et Chinois viennent y puiser d'in vraisemblables ressources naturelles qui, mis à part les corrompus, ne profitent en rien aux populations locales

Et tant pis si les mouvements de l'Islamisme radical prospèrent sur ce terreau de souffrance qu'ils préparent pour leur tsunami religieux.

Quand allons-nous comprendre que la guerre n'est pas chez nous contre les migrants mais sur place contre ceux qui les maintiennent dans une constante dépendance ce qui les force à partir !

*L'article débat de la violence politique croissante en Europe, illustrée par des attaques contre des personnalités publiques et des manifestations violentes. L'auteur évoque la manipulation des jeunes par des groupes extrémistes et la réponse insuffisante du gouvernement face à ces violences. Il rappelle les phénomènes similaires du passé, mais souligne l'impact amplifié par les médias actuels. La désaffection croissante pour le vote, l'inefficacité perçue du gouvernement, et les restrictions imposées à la police et à l'éducation exacerbent la situation, menant à une potentielle formation de milices locales. L'auteur critique la gestion des questions d'identité et de laïcité par le gouvernement, spécialement dans l'éducation, en prenant l'exemple du port de l'Abaya dans les écoles. Il s'inquiète également de la réaction violente potentielle si un parti comme celui de Marine Le Pen arrivait au pouvoir, questionnant la légitimité d'une réponse violente à un choix démocratique. Il conclut en appelant à l'unité des citoyens, au-delà des clivages politiques, pour défendre un ordre républicain juste, le respect de la laïcité, et la sécurité pour tous, afin de restaurer la confiance dans les représentants politiques et la participation démocratique.*

## **Violenter les violents ?**

On se souvient de la fameuse formule de Charles Pasqua « *Terrorisons les Terroristes* » qui se remettra peut-être au goût du jour tant la violence politique est revenue en force sous les coups des jusqu'au-boutistes qu'ils soient de l'Ultra Droite, fascistes, néonazis, ou plus souvent de l'Ultra Gauche, Ecologistes radicaux, Insoumis, Black Blocs.

Cette fois les coups viennent de nos propres populations européennes travaillées par les antifas, les intégristes de tous bords, les indigènes de la République, les nostalgiques du 3<sup>ème</sup> Reich.

Cette semaine encore, les attaques contre les lecteurs d'Éric Zemmour, les manifestations violentes contre le chantier du TGV Lyon-Turin après les affrontements sanglants de Sainte-Soline, traduisent bien le désir d'en découdre avec les forces de l'ordre, de « casser du flic », par des populations jeunes, souvent désespérées, manipulées par des forces occultes ou des mouvements politiques irresponsables tandis que le pouvoir indécis se révèle incapable de faire respecter l'ordre républicain et d'offrir à nos concitoyens la sécurité qu'ils revendiquent.

Certes le siècle dernier a connu ses « Apaches » et dans ma jeunesse les « Blousons noirs » écumaient les banlieues des grandes villes mais le phénomène restait circonscrit et surtout l'absence de médias en retardait l'omni-diffusion.

Aujourd'hui dès qu'un acte violent est commis, tout le monde en parle et la violence engendre la violence : féminicides, harcèlements scolaires, Black Blocs pervertissant toute manifestation pacifique, violences sur la route et dans les transports en commun, violences dans les stades...

### **Quand tout cela finira-t-il ?**

Dans un pays où 50% de la population se détourne des urnes, où le gouvernement légal perd toute légitimité en refusant, sur des problèmes cruciaux, de questionner le peuple, où la Police ou l'Éducation Nationale sont entravées par des consignes politiques « *Pas de vagues* », craignons comme cela commence à apparaître dans les quartiers Nord de Marseille que des milices locales se forment pour suppléer aux défaillances du pouvoir.

Souvent la dictature apparaît lorsqu'excédé le peuple revendique l'arrivée d'un pouvoir fort. Croit-on que le Ministre wokiste de l'Éducation Nationale règlera le problème du port des Abayas dans nos lycées de province (On ne les verra ni à Henri IV ni à Louis-le-grand) quand on répondra au pauvre professeur voulant faire régner l'ordre laïc « *Monsieur Mélenchon a dit que l'Abaya n'était pas un vêtement religieux* ». A quand la burka autorisée ?

Croit-on que ces jeunes filles manipulées par leurs « grands frères » pensent un instant à ces femmes d'Iran ou d'Afghanistan mutilées ou exécutées quand elles veulent se dévoiler ?

J'ai moi-même dit que si Marine Le Pen arrivait seule au pouvoir on risquerait de voir une déferlante de violences s'opposer, si tel était le cas, au choix démocratique fait par le peuple.

Mais alors ce rejet de la volonté du peuple, clairement exprimée, ne justifierait-il pas une réponse tout aussi violente du nouveau pouvoir en place ?

Ceux qui défendent un ordre républicain ferme mais juste, une police respectable et respectée, une lutte contre les trafics de tous ordres, un respect inconditionnel de la laïcité, une sécurité assurée à tous nos concitoyens, un refus énergique des dérives radicales, doivent se rassembler, à Droite comme à Gauche pour que le Peuple retrouve confiance en ses représentants, participe à la vie démocratique, se sente libre et tranquille dans son propre pays.



*Pierre Chastanier, Ingénieur et Médecin, a exercé successivement au cours de sa carrière de nombreuses responsabilités, Biophysicien, Doyen de Faculté de Médecine, Vice-Président d'Université, Chef d'entreprises, Conseiller du Commerce Extérieur de la France, Président d'Associations, Membre du Conseil Scientifique de l'Institut National des Hautes Etudes de Sécurité et de Justice.*

*Cet ouvrage d'inscrit dans le cadre de l'animation de Think Tanks politiques, économiques et sociétaux comme le Club « Dialogue et Démocratie Française » qu'il a fondé en 2004 et présidé pendant 7 ans puis le « Cercle Inter Universitaire » qu'il a également fondé et préside depuis 2011.*

*Son engagement politique s'inscrit dans la lignée du Gaullisme social. Il nous invite à avoir « La Patrie au cœur et la finalité du monde pour horizon »*

## Tome 2

*Le texte exprime une préoccupation profonde sur la polarisation et la radicalisation politiques en France, soulignant la difficulté de communication entre les divers courants, notamment l'extrême droite, l'extrême centre et l'extrême gauche. La droite traditionnelle hésite à s'allier avec des partis comme le Rassemblement National et Reconquête, tandis que la gauche traditionnelle semble dépassée par les mouvements extrémistes. La situation politique est instable, avec la possibilité d'une motion de censure contre la Macronie. L'auteur s'inquiète de l'augmentation de la violence comme forme d'expression politique, citant le désenchantement des électeurs, la désinformation médiatique, et le rejet du capitalisme oligarchique. Le texte critique aussi l'inaction gouvernementale face aux problèmes sociaux urgents, prévoyant une montée possible de l'extrémisme, de la violence, et d'autres problèmes sociaux comme la drogue, le racisme, le harcèlement scolaire et les accidents de la route. L'auteur questionne l'absence de leadership authentique et désintéressé et la viabilité des référendums comme solution, tout en avertissant des conséquences graves si la situation actuelle perdure.*

## **On ne peut plus se comprendre !**

A Droite comme à Gauche la radicalité a pris le dessus et du coup entre l'Extrême Droite, l'Extrême Centre et l'Extrême Gauche, la communication devient impossible.

La Droite classique n'arrive pas à se décider à faire alliance avec le Rassemblement National et Reconquête (On verra ce qu'il en sera au lendemain des Européennes !). La Gauche traditionnelle est littéralement aphone devant la fureur extrémiste des Insoumis et de nombre d'écologistes (Qui n'a entendu les propos effarants du porte-parole de l'association criminelle des Soulèvements de la Terre). La Macronie croit pouvoir encore tenir (comme la Comtesse du Barry « *Encore un instant Monsieur le Bourreau* » !) mais elle est à la merci de la moindre motion de censure qui serait déposée par ...les LR car, dans une telle occurrence, leurs Députés, obligés de faire bloc, seraient immédiatement rejoints par tout le reste de l'Hémicycle trop content de l'aubaine.

Alors, je ne cesse de le dire, que la moitié des électeurs désertent les urnes, seule la violence reste l'expression admise, sinon légitimée par certains, des attentes d'une partie du peuple qui ne croit plus à la sincérité des élus, qui n'entend plus aucun débat vraiment éclairant sur les chaînes info d'un libéralisme débridé, qui refuse un capitalisme oligarchique au moindre prétexte, quitte on l'a vu pour défendre des options contraires aux propres valeurs qu'ils prétendent soutenir (les éoliennes par exemple).

Ce sera difficile de libérer la France d'une telle « *Chienlit* » puisque même le Général qui avait utilisé cette expression en Mai 68 n'a pas tenu un an ensuite !

Alors faut-il perpétuellement accepter ces inimaginables dérives, laisser notre jeunesse sans espoir autre que de participer à des folies suicidaires, refuser d'écouter le peuple dans les seuls modes d'expression qu'il accepterait peut-être d'utiliser encore, les référendums, sur des questions qui le préoccupent au plus haut point.

Il est vrai qu'après la funeste expérience de 2005, les Français ne sont pas prêts à pratiquer des « *Votations* » comme nos voisins helvétiques.

Faut-il alors, par lassitude, laisser faire, laisser dire, au gré d'un populisme médiocre. Et sinon qui pourrait réagir ? Une Droite définitivement marquée par le piège mitterrandien ? Une Social-démocratie qui s'est évanouie dans de bien médiocres représentants ?

Y-a-t-il encore en France au-delà des Partis des hommes et des femmes totalement désintéressés capables de se réunir pour retrouver ensemble la voie de la raison ?

Ou faudra-t-il car on n'en est proche que nos concitoyens en viennent aux mains pour régler des problèmes qu'un Gouvernement autiste s'avère incapable de résoudre ?

Si nous n'y prenons garde des Extrémistes de Droite viendront combattre des Extrémistes de Gauche et inversement, on sortira les couteaux dans les campagnes électorales, les vendeurs de drogue feront la loi dans les quartiers sous contrôle, des milices populaires joueront les justiciers au moindre débordement des immigrés, le racisme le plus abject y compris le racisme anti-blanc réapparaîtra, les

harcèlements scolaires se poursuivront, les accidents mortels sur les routes sous l'influence de l'alcool ou des stupéfiants se généraliseront, les refus d'obtempérer (rodéos urbains, conduite sans permis...) deviendront la règle....

**Est-cela que nous voulons pour la France ?**



*La mutinerie de Prigogine à 200 km de Moscou, impliquant des mercenaires de Wagner, a duré une journée. Les Russes, insouciant, se promenaient en famille. Poutine, après l'intervention du président biélorusse Loukachenko, a pardonné cette action. La suite est incertaine, mais Poutine a besoin de Wagner pour ses ambitions en Afrique, où la brutalité des mercenaires commence à être regrettée. La situation rappelle le duo historique de Staline-Trotsky. La guerre en Ukraine pourrait s'intensifier, stimulée par l'humiliation de Poutine et le soutien occidental à l'Ukraine. Les risques d'une escalade, notamment nucléaire, sont élevés. Ces conflits surviennent alors que l'humanité fait face à des défis majeurs tels que le changement climatique, la faim, les pandémies, et les nationalismes exacerbés. L'ONU semble inefficace face à ces crises. Le texte soulève des questions sur la survie de l'humanité face à l'individualisme, l'égoïsme des nations, et le manque de partage des ressources scientifiques. Il critique l'inaction des États et la montée de l'insécurité, et envisage un futur où, après une catastrophe majeure, les survivants pourraient former une démocratie mondiale, ignorant les divisions raciales, religieuses et culturelles, sous une nouvelle charte remplaçant l'ONU.*

## **La mutinerie de Prigogine !**

Elle n'aura duré qu'une journée, amenant les mercenaires de Wagner à 200 kms de Moscou dans une atmosphère d'insouciance de la part des Russes qui déambulaient en famille, Samedi, sur la Place Rouge. On aurait dit un défilé militaire. Pas une goutte de sang versé ! Poutine fit les gros yeux puis pardonna (tout du moins c'est ce qu'il prétendit) à la suite de l'intersession d'un autre pantin, le Président biélorusse Loukachenko, également vassal du Kremlin.

On verra dans les prochaines semaines ce qu'il en advient. Poutine a toujours besoin de Wagner pour son entreprise prétendument anticoloniale en Afrique où les populations sinon leurs Gouvernants commencent, face à la brutalité de ces repris-de-justice, à regretter les néo-colonisateurs français !

Si j'étais à la place de Prigogine, je me méfierais de mon ombre ! L'histoire parfois se répète et le couple maudit Poutine-Prigogine nous rappellera peut-être celui de Staline-Trotsky !

Et bien sûr la guerre va reprendre de plus belle, les Ukrainiens, aidés des Occidentaux, sont stimulés par ce qu'ils considèrent comme une humiliation de Poutine devant hâter sa chute. Mais n'est-ce pas sans compter sur les menaces considérables qui peuvent se déclencher lorsque la Russie sera vraiment attaquée sur son sol grâce aux armements à longue portée fournis par ce que les Russes appelleront des Cobelligérants ?

Il ne faut pas réveiller le chat qui dort et laisser les missiles thermonucléaires dans leurs silos !

### **Mais que fait l'ONU ?**

Quand on mesure les dangers qui guettent l'humanité, la surpopulation, le changement climatique, la faim et la guerre provoquant d'incontrôlables migrations, les risques de pandémie dont l'insouciance des peuples fait vite oublier l'immense possibilité de récurrence, l'égoïsme des nantis peu enclins à partager avec le reste de la planète, les exacerbations nationalistes et leurs cortèges de replis sur soi, on ne peut qu'être écoeurés devant tant d'argent partant en fumée, devant l'incapacité de l'Occident de discuter avec le diable au moins pour le rassurer en s'interdisant de déployer demain un arsenal nucléaire dans les pays limitrophes de la Russie, en reconnaissant que les populations de Crimée et du Donbass ont droit à un référendum d'autodétermination sous contrôle des Nations Unies, en négociant l'arrêt des sanctions contre le financement de la reconstruction de l'Ukraine...

La question qui est désormais posée à l'humanité tout entière est la suivante :

***Pensez-vous que l'espèce humaine survivra si elle est incapable de raisonner en bloc contre les forces de destruction qui la menacent ?***

Généralisation des guerres et des conflits locaux contre des dictatures écrasant leurs minorités dans tous les continents,

Fuite par millions de réfugiés de la misère et de la torture apportant leurs lots de problèmes dans des pays développés refusant de les recevoir,

Saccage de la planète où les ressources agricoles devraient d'abord nourrir les populations évitant les déforestations massives qui mettent en contact l'homme avec de nouveaux virus dont le Covid apparaîtra peut-être demain, après la grippe espagnole, comme un petit exemple de pandémie,

Individualisme exacerbé des nantis refusant de partager les progrès scientifiques au profit de tous les terriens et privilégiant leur petit confort au sort de l'humanité, même si leurs propres enfants en sont les victimes,

Egoïsme des Nations qui au motif du réchauffement climatique voudraient priver les  $\frac{3}{4}$  de l'humanité à un accès raisonnable à l'énergie,

Incapacité des Etats de mettre en commun les ressources scientifiques et les recherches nécessaires pour que survive l'espèce,

Mollesse des puissants laissant l'insécurité menacer nos villes, les trafics, dont beaucoup profitent pourrir notre jeunesse, le radicalisme cherchant à envahir le monde sous prétexte de propager des croyances que d'autres humains ne partagent pas, ...

Sans être ni visionnaire, ni adepte d'un monde à la Aldous Huxley ou à la George Orwell on peut penser qu'un jour, peut-être après que l'humanité ait été décimée par un cataclysme nucléaire ou par une pandémie impitoyable, les survivants, s'il y en a, prendront conscience qu'ils appartiennent à une seule Nation, la Terre, qu'ils doivent protéger équitablement tous leurs concitoyens, les humains, qu'ils doivent se défendre de tous les dangers internes ou externes, au sein d'une démocratie mondiale ignorant les races, les couleurs de peau, les religions, laissant chacun libre de ses coutumes pourvu qu'elles ne heurtent pas les droits fondamentaux de l'Homme, sanctuarisés par une nouvelle Charte de l'OTH (Organisation de la Terre des Hommes) au lieu de l'inefficace ONU.

*En France, 40.000 policiers ont été mobilisés pour arrêter 421 jeunes agitateurs âgés de 14 à 18 ans, impliqués dans des violences urbaines pour honorer la mémoire d'un jeune homme récemment décédé. Ces jeunes, qualifiés de violents et destructeurs, ont été critiqués pour leur comportement, malgré le questionnement sur les erreurs de jeunesse. Les circonstances de la mort du jeune homme, impliquant un policier maintenant incarcéré, suscitent débat : homicide volontaire ou accident ? Les propos du Président de la République aggravent les tensions entre la police et les manifestants, exacerbées depuis le mouvement des Gilets Jaunes. Les arrestations massives ont mené à une faible proportion de condamnations, soulevant des questions sur l'efficacité et la proportionnalité de la réponse policière. La mère et la grand-mère du jeune défunt, ainsi que des militants antiracistes, ont publiquement exprimé leur chagrin et appelé à la justice, suscitant des accusations de récupération politique. Le texte critique la formation et l'armement de la police, tout en appelant à un respect accru pour éviter l'escalade en guerre civile. Il pointe également les difficultés rencontrées par les citoyens ordinaires et les commerçants touchés par les violences, ainsi que les problèmes d'intégration sociale et de discrimination raciale. Enfin, le texte se termine par une lettre d'un lecteur faisant un parallèle entre la situation actuelle et les revendications de minorités demandant des privilèges spéciaux, en opposition aux valeurs de la république française. Il évoque une division sociale croissante et des comparaisons avec les luttes historiques pour l'égalité des droits.*

## 40.000 - 421

Hier 40.000 policiers mobilisés dans toute la France ont interpellé 421 nervis de 14 à 18 ans (**100 policiers pour 1 interpellé !**) prêts à tout pour « casser du flic », piller des magasins, détruire, comme le disait Charles-Ferdinand Ramuz, ce qu'ils ne peuvent obtenir, incendier, frapper, voler, tout cela pour « honorer la mémoire d'un pauvre jeune homme mort trop tôt mais néanmoins coupable ».

Quel jeune n'a jamais fait de bêtise à 17 ans ? Conduire sans permis et sans assurance ou essayer d'échapper à un contrôle de police passe encore (il en était tout de même à son 5<sup>ème</sup> refus d'obtempérer) mais, une fois arrêté, forcer le barrage au risque de mettre en péril la vie des policiers ou des passants (peut-être parce qu'il y avait dans le véhicule des choses à cacher), ce n'est pas des « politiques récupérateurs » comme Louis Boyard, vendeur de drogue auto-proclamé avant de devenir Député Nupes ou son Maître à penser Jean-Luc Mélenchon qui pourront justifier une telle attitude.

Le policier, aujourd'hui incarcéré a-t-il voulu donner la mort (homicide volontaire par personne dépositaire de l'autorité publique : peine encourue 30 ans) ? A-t-il vu son tir détourné (comme l'affirme son avocat) par le brutal redémarrage du véhicule loué surpuissant (dont on ne divulgue pas le nom du locataire) ? Ce sera à la Justice de le confirmer même si le Président de la République passant outre la présomption d'innocence a déjà qualifié le tir d'injustifiable et d'inexcusable.

De quoi stimuler le zèle de policiers excédés par des années de lutte contre les manifestants depuis le 17 novembre 2018 date de la première marche des Gilets Jaunes (déjà plus de 4 ans). Soyons assurés que le prochain coup ils détourneront la tête pour ne pas constater un refus d'obtempérer.

Sur les 421 interpellés si la Justice en condamne finalement 4 (l'immense majorité sont des mineurs) ça fera un ratio de 10.000 policiers pour 1 manifestant condamné (à inscrire dans le livre des records).

La mère du jeune Naël s'est exprimée dans la soirée qui a suivi la mort de son fils. Qui ne comprend sa douleur d'autant qu'elle semblait vivre seule avec lui ? Mais la récupération n'a pas tardé par une vidéo postée sur le compte d'Assa Traoré, militante antiracisme et sœur d'Adama Traoré ! Et la grand-mère déguisée en passionaria arbore un T-shirt « Justice pour Naël » déjà commercialisé.

La Police doit certainement être mieux formée, mieux encadrée, moins armée mais elle doit aussi être mieux respectée, sinon les combats de rue tourneront tôt ou tard à la guerre civile.

Pour l'instant, ceux qui en souffriront le plus, ce sont les pauvres gens aux voitures incendiées, les commerçants aux vitrines brisées et surtout ceux qui risquent de subir un délit de faciès alors qu'ils

n'ont rien à voir avec cette horde sauvage qui pour l'immense majorité est sans doute constituée de Français de souche ou de Français issus de l'immigration qu'une politique inconsciente n'a pas su assimiler et qui, pour ne pas faire de vagues et croire attirer un électorat, est prête à tout excuser.

Je terminerai par les propos d'un fidèle lecteur :

*Bonjour,*

*La nuit du 4 août 1789, fut celle de l'abolition des privilèges.*

*Aujourd'hui, contre une majorité, une minorité revendique ses propres privilèges.*

*Elle refuse nos lois, nos règlements, notre modus vivendi... En résumé elle exècre nos valeurs.*

*Elle affirme violemment les siennes, opposées aux nôtres qu'elle haït !*

*Cette sécession, d'abord sournoise, rampante et cachée, apparaît au grand jour.*

*Ce n'est plus une demande vestimentaire, mais le droit de vivre " à part ", dans une société parallèle, dont les valeurs sont totalement antagonistes de celles qui définissent notre république !*

*Ces images de destructions, rappellent celles de Soweto, en RSA, du temps de l'apartheid !*

*A cette époque, la revendication était celle d'avoir l'égalité des droits. Aujourd'hui en France il s'agit d'imposer, pour une minorité, des droits contraires à ceux de la majorité !*

*Pauvre Manouchian ! Lui et ses camarades ont donné leur vie pour la liberté de tous.*

*Le texte traite de l'importance de l'éducation et de l'environnement familial dans le développement cérébral et comportemental des enfants. L'auteur souligne l'élagage synaptique, un processus où le cerveau élimine les connexions neuronales moins utilisées durant la petite enfance. Il insiste sur le rôle crucial de l'exposition à un environnement riche et stimulant dès la naissance pour favoriser un développement optimal. L'accent est mis sur l'importance des jardins d'enfants et de l'école maternelle, vu que le cerveau est presque entièrement modelé vers deux ans. Une jeunesse privée de ces expériences positives, surtout dans les quartiers défavorisés, serait vulnérable à l'influence négative de son environnement et des réseaux sociaux. Le coût économique de l'éducation comparé à celui de la gestion de la délinquance est analysé. L'auteur met en avant qu'investir dans l'éducation est moins coûteux et plus bénéfique à long terme que de payer pour les conséquences de la négligence éducative, telles que la criminalité et l'emprisonnement. Le texte critique la gestion actuelle de l'Education Nationale et propose de revenir aux méthodes d'éducation traditionnelles : discipline, respect des enseignants, uniformes pour gommer les différences sociales, et bourses au mérite. Ces mesures sont vues comme essentielles pour offrir des chances égales à tous et construire un avenir meilleur, en particulier pour les enfants défavorisés. Enfin, l'auteur reconnaît qu'il y aura toujours des délinquants, mais prône des mesures fermes comme le sevrage, la réinsertion, et même la relégation pour les cas les plus réfractaires, soulignant la nécessité de traiter chaque individu selon ses besoins spécifiques pour le bien de la société.*

## La Chienlit !

Je vais commencer mon commentaire sur les événements tragiques que nous traversons par un rappel de physiologie qui n'est pas sans conséquence.

### **Avez-vous entendu parler de l'élagage synaptique ?**

Le cerveau de l'enfant au cours des premières années de sa vie fait le tri parmi les connexions neuronales qu'il a développées « in utero ». De 1 million de milliards de synapses il va rapidement tomber à 300.000 milliards et les connexions les moins utilisées, qui codent les expériences les moins répétées, vont progressivement être éliminées. Au contraire celles les plus souvent utilisées vont se renforcer.

Mais le cerveau ne trie qu'en fonction de la fréquence de sollicitation : Si un enfant a été le plus souvent exposé à un vocabulaire rudimentaire, et même si de temps en temps il a pu entendre des personnes s'exprimant avec un langage plus soutenu, le cerveau renforcera la trace des mots qu'il a entendu le plus souvent.

A 1 an, le cerveau a déjà effectué des coupes radicales. A deux ans, il a déjà presque complètement modelé son architecture cérébrale et les structures fondamentales qu'il a conservées deviendront ensuite de plus en plus difficiles à modifier.

Il est donc primordial de **doter l'enfant dès sa plus tendre enfance des éléments qui constitueront demain sa langue, sa culture, sa pensée, ses comportements sociaux**. Son cerveau largement conditionné par son environnement au cours de la première période de la vie, période de grande opportunité mais aussi de grande vulnérabilité impose aux adultes de fournir à l'enfant qui vient de naître les conditions qui lui offrent le meilleur, et qui lui évitent le pire.

**C'est dire l'importance des jardins d'enfants et de l'école maternelle. Après il est souvent déjà trop tard !**

Nous voilà donc face à une jeunesse issue le plus souvent des quartiers défavorisés qui est déjà quasiment « décérébrée » prête à tout avaler de ce que lui offre son environnement et les réseaux sociaux.

Sans me prendre pour Caton l'Ancien, je vais donc une fois encore rappeler mon « *Carthago delenda est* » : **Si vous ne voulez pas payer pour l'Ecole, vous paierez plus tard pour les prisons !**

Un détenu coûte 110 € par jour (40.000 € par an). Un instituteur 1800 € par mois et une auxiliaire de crèche 1300 € par mois ! Si l'effort mis sur l'école empêchait ne serait-ce qu'un enfant sur 1000 de

devenir un délinquant on économiserait plus tard 31.680.000 € par an (110x360x 800) pour chaque année de naissance, sans parler du coût de remplacement des dégradations (mobilier urbain, véhicules, ou autres).

On peut donc se lamenter sur les émeutes d'aujourd'hui, prélude à une possible guerre civile, qui maltraitent nos forces de l'ordre et nos concitoyens, feu sous la braise de 40 ans de renoncement de la prétendue Education Nationale, toujours prêt à rejaillir, tant qu'on n'aura pas conjugué le mal à la racine, c'est-à-dire aux jardins d'enfants et aux maternelles tout recommencera toujours.

Et les vieilles méthodes d'autrefois, **celles des hussards noirs de la République** : discipline, respect des professeurs, soutien des parents, directeur d'établissement doté d'autorité et d'indépendance, personnel d'encadrement mieux rémunéré, uniforme qui nivelle les origines sociales et dispense des élucubrations sur les signes religieux extérieurs, et plus tard bourses au mérite accordées aux élèves puis aux étudiants motivés d'origine modeste pour garantir l'égalité des chances... seront le meilleur garant d'un avenir radieux pour ceux que les circonstances de la naissance ont si mal dotés.

Certes, il y aura toujours des délinquants. Mais ceux-là il faut avoir le courage de les sortir du circuit le temps d'un sevrage, d'une réinsertion, d'une requalification professionnelle, d'un traitement psychiatrique ou malheureusement pour certains réfractaires, d'une relégation ...définitive.

*Ce texte aborde la situation politique complexe et tendue en France sous la présidence de Macron. Elisabeth Borne, alors Première Ministre, présente fièrement ses réalisations, mais est contrecarrée par des émeutes qui remettent en question ses succès. Le gouvernement est critiqué pour sa gestion de divers enjeux tels que la sécurité, la santé, le pouvoir d'achat, l'éducation, et une politique jugée désastreuse envers les jeunes Français de deuxième et troisième générations. Les émeutes, décrites comme non liées à l'immigration mais à une longue politique défailante, exaspèrent le peuple. Le texte discute également de la montée du Front National (FN), renommé Rassemblement National (RN), depuis l'époque de Mitterrand et suggère que les émeutes actuelles pourraient changer la dynamique politique. L'auteur spéculait que si Marine Le Pen gagnait avec une majorité significative, elle pourrait avoir la légitimité pour rétablir l'ordre, éventuellement avec l'aide de l'armée, et questionne comment les partisans de Jean-Luc Mélenchon réagiraient. L'auteur propose la formation de deux blocs politiques majeurs pour éviter une guerre de sécession : une union de la gauche incluant les progressistes, les socialistes, et une partie de La République en Marche ; et une union de la droite avec les Centristes, RN, Reconquête, les LR, le Modem, et une partie de la Macronie. L'auteur met en garde contre le risque de révolution et de répressions sanglantes si Marine Le Pen accède seule au pouvoir, critiquant la centralisation du pouvoir présidentiel et appelant à un renouveau du rôle parlementaire.*

## **Tout va très bien Madame la Marquise !**

Au bout des 100 jours que lui avait attribués le Président Macron, Mme Elisabeth Borne, Première Ministre affiche avec satisfaction un message qu'elle « délivre » au Président sur les actions énergiques qu'elle a menées sur les thèmes prioritaires qui lui avaient été confiés !

Malheureusement après les « Gilets Jaunes », après les « Retraites » voici les « Emeutes » qui viennent mettre ses propos à néant et le Président de la République, affublé d'une minorité à l'Assemblée Nationale n'aura guère le choix pour redorer son blason que de choisir dans le même vivier un nouveau Premier Ministre qui ne fera évidemment pas mieux que ses prédécesseurs.

45.000 policiers n'ont pas pu arrêter 7.000 émeutiers et dans la manifestation interdite d'hier organisée par la sinistre sœur d'Adama Traoré, les Députés Nupes, Sandrine Rousseau qu'on ne présente plus et Eric Coquerel, Président de la Commission des Finances ont bravé l'ordre républicain et la décision du Tribunal administratif en s'affichant aux côtés des émeutiers devant des forces de l'ordre interloquées qui n'ont évidemment pas osé les arrêter !

Le Président de la République aveugle ne se rend pas compte que le pays aspire à une autre politique.

La Sécurité, la Santé, le Pouvoir d'achat, l'Education, sur tous ces sujets le Gouvernement et son Assemblée ingouvernable, tri partisane, est à bout de souffle et face aux émeutes qui sont loin d'être les conséquences d'une immigration incontrôlée mais le triste résultat d'une politique désastreuse menée depuis 40 ans face à des jeunes « Français » de la 2<sup>ème</sup> ou de la 3<sup>ème</sup> génération qui haïssent la France, le pays dans ses profondeurs veut s'exprimer et il est grand temps de faire appel à lui faute de quoi un prochain jour, une milice de justiciers prendra la armes pour ramener le calme.

Tous les indicateurs sont au rouge, la dette, la balance du commerce extérieur, l'inflation, la situation des urgences, les résultats PISA, viennent s'ajouter à la sédition qui gagne les banlieues. On ne s'en sortira pas par des parolotes. Il faut que cette situation inimaginable cesse et cela ne peut se faire que si une majorité sortant des urnes peut reprendre les rênes et mettre fin aux séditions d'où qu'elles viennent.

Les mêmes causes reproduisant les mêmes effets, à moins qu'un raz-de-marée populiste amène au lendemain d'une dissolution, une majorité RN à l'Assemblée Nationale (ce qui est peut-être maintenant possible) ou que les rescapés du PS quittent enfin le radeau de la méduse Nupes, il faut qu'une recomposition politique du pays permette l'émergence d'une nouvelle force politique qui nous dégagera du tripartisme macronien dont on a soupé !

J'ai de nombreuses reprises rappelé ce piège du florentin Mitterrand qui avait permis en quelques années de diviser la Droite en favorisant la montée du Front National (passant de 0.74% en 1974 à 41.45% en 2022) à tel point qu'un « plafond de verre » semblait interdire à ses partisans l'accès au pouvoir.

Les Emeutes d'aujourd'hui ont changé la donne et si la Président ne veut pas dissoudre laissant le pays continuer à s'enfoncer, demain aux Européennes, dans un score à la proportionnelle nationale, il verra sa cruelle défaite, lui qui pourtant s'imaginerait bien comme Président de l'Europe (*Quo non ascendet* !). Finira-t-il même son mandat ?

Or, si au plus tard en 2027 (que de nouvelles années perdues) Marine Le Pen finissait par l'emporter elle aurait, avec 51% des voix, une vraie légitimité alors qu'Emmanuel Macron en 2022 n'a eu qu'une légalité puisque la moitié des suffrages qui se sont portés sur son nom était en fait des votes anti-Le Pen.

Dans une telle situation, forte de cet aval clair du pays elle devrait à tout prix rétablir l'ordre républicain même s'il fallait recourir à l'armée.

Mais comment réagiraient les tenants du mélanchonisme ? Evidemment par de nouvelles révoltes, des participations massives à des manifestations interdites, l'appel suicidaire aux communautarismes et aux immigrés illégaux, bref l'illégalité la plus criante sous toutes ses formes.

Comment le pays pourrait-il s'éviter une telle guerre de sécession ?

En reconstituant deux blocs politiques susceptibles de se succéder au pouvoir :

Une Union des Gauches où les progressistes renforcés par les socialistes ayant rejoint La République en Marche, retrouveraient la place qu'ils n'auraient jamais dû perdre face aux dérives mortifères des insoumis et des radicaux écologistes

Une Union des Droites réunie aux Centristes comme ce fut le cas pendant toutes les années glorieuses de la Vème République où le RN, Reconquête, les LR, le Modem et une partie de la Macronie retrouveraient le camp défendant les valeurs auxquelles ils sont attachés.

Qui pourra dire que parmi les 41.45% des électeurs de Marine Le Pen de 2022, s'ils franchissaient demain la barre des 51%, il n'y aurait que des fascistes d'Extrême Droite ? Faut-il être fasciste pour ne pas tolérer l'intolérable ?

Mon appel à la sagesse a pour but de ne pas laisser Marine Le Pen seule accéder au pouvoir car j'y vois les germes d'une profonde révolution qui ne serait pas sans rappeler certaines répressions sanglantes de notre histoire.

Eric Zemmour par ses erreurs stupides a recentré Marine Le Pen, Valérie Pécresse comme son homologue à Gauche Anne Hidalgo s'est totalement décrédibilisée, les postulants du LR Ciotti, Bertrand, Wauquiez, Retailleau sont prêts à s'entre déchirer, les successeurs d'Emmanuel Macron, Philippe, Le Maire, Darmanin feront de même...

Sans un sursaut salvateur le pays entrera dans une décennie de turbulences. Et pour cela il faut que le Parlement retrouve son rôle majeur et que cesse un pouvoir présidentiel autoritaire qui ne pouvait se concevoir du temps du Général que par son inébranlable détermination à quitter immédiatement le



pouvoir s'il n'avait plus la confiance du peuple (ce qu'il d'ailleurs le 29 avril 1969) ce que visiblement le Président Macron est bien incapable de faire !

*Ce texte critique les opinions courantes sur le changement climatique, affirmant que les variations climatiques sont naturelles et que l'humanité y contribue peu. L'auteur souligne que le climat de la Terre a toujours connu des fluctuations sur ses 5 milliards d'années d'existence, avec des ères glaciaires et de réchauffement. Il indique que le réchauffement actuel suit une période glaciaire terminée il y a 20 000 ans. Selon lui, les humains s'adaptent bien aux changements climatiques, comme en témoigne leur taux de croissance. Il critique également le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) pour sa focalisation sur le CO2, nécessaire à la photosynthèse, et remet en question les bénéfices économiques des taxes carbone et de la transition énergétique. L'auteur argue que l'économie souffre de la délocalisation de la production pour économiser l'énergie, entraînant la perte d'emplois locaux et augmentant les importations. Il mentionne que la part de la France dans les émissions mondiales de CO2 est minuscule et que les efforts pour la réduire sont insignifiants. L'auteur souligne que les pays en développement augmenteront leurs émissions pour sortir de la pauvreté et que les énergies fossiles resteront une source d'énergie majeure. Il critique les énergies renouvelables pour leur inefficacité et coût, et doute de la réalisation des objectifs de réduction de CO2 et de neutralité carbone. Enfin, il conteste l'impact du CO2 sur le réchauffement global, estimant qu'un doublement des niveaux de CO2 augmenterait la température de seulement 1,1°C. Il critique aussi les voitures électriques et les éoliennes pour leur bilan carbone négatif et leur inefficacité pratique, en prenant l'exemple des longs temps de recharge lors des départs en vacances.*

## Ah ! la canicule...

Avec l'été le spectre de la « Planète en surchauffe », bon client des chaînes d'infos, nous oblige une fois de plus à rappeler certaines vérités que les écologistes radicaux et leurs alliés émeutiers ne veulent guère entendre.

Le réchauffement climatique et les périodes glaciaires se succèdent sur Terre depuis près de 5 milliards d'années et le climat de notre planète est même nettement plus stable aujourd'hui qu'il ne l'a jamais été au cours des différentes ères géologiques.

La dernière période glaciaire qui a duré 100.000 ans s'est terminée il y a environ 20.000 ans et depuis nous sommes donc dans une période de réchauffement climatique... jusqu'à la prochaine glaciation !

Comme je l'ai déjà longuement expliqué, l'homme n'est pas pour grand-chose dans ces variations du climat et contrairement à de nombreuses espèces qui ont disparu, l'espèce humaine se débrouille plutôt bien si l'on en croit son taux de croissance actuel !

Le CO2 voilà le coupable, disent les intoxiqués du GIEC (qui oublient que sans CO2 il n'y aurait plus de photosynthèse donc plus de végétation ni de dégagement d'O<sub>2</sub>) et surtout ceux qui tirent profit de la « taxe carbone » et de la « transition énergétique ». Tant pis si notre économie en périclète et si pour économiser l'énergie, nous faisons fabriquer à l'étranger les objets dont nous avons besoin. Nous devons alors les importer, perdant ainsi les emplois correspondants.

C'est d'autant plus stupide que l'énergie économisée ici... sera consommée ailleurs !

Il ne sert pourtant à rien de discuter avec les adorateurs du GIEC, murés dans leur autisme. Même si vous dites à ceux qui confondent les stocks et les flux que :

- La part d'émission annuelle de la France ne correspond qu'à **1/20.000<sup>ème</sup>** du CO2 atmosphérique (la diviser par 2 si c'était possible ne changerait pas grand-chose !)
- Les pays en voie de développement ne cessent d'annoncer qu'ils vont accroître fortement leurs émissions pour sortir de la pauvreté
- Le total mondial des émissions annuelles va inéluctablement continuer à croître car les hydrocarbures fossiles – pétrole, charbon, gaz naturel – procureront encore pour longtemps l'essentiel de l'énergie indispensable à l'humanité.

- Les énergies renouvelables intermittentes ne peuvent répondre dans des conditions économiquement acceptables qu'au plus à 10 % des besoins énergétiques totaux et le chiffre de 80 % avancé par le GIEC est un odieux mensonge ne reposant sur rien.
- Les « objectifs » nationaux de diminution de moitié d'ici 2030 des émissions de CO<sub>2</sub> et d'obtention de la « *neutralité carbone* » d'ici 2050 n'ont aucune chance d'être atteints quelle que soit la désinformation conduite depuis des décennies par les ONG écologistes qui ont pris en mains les Nations Unies
- Les variations de la concentration atmosphérique du CO<sub>2</sub> influent très peu sur les variations de température. Si on s'en tient au seul effet de serre, le doublement d'ici 2100 de la concentration en CO<sub>2</sub> de l'atmosphère (passage de 400 ppm à 800 ppm) entraînerait une élévation moyenne de la température de 1,1°C
- Quant aux pauvres voitures électriques qui, comme les éoliennes, ont un bilan carbone total catastrophique c'est en semaines (8.5 jours pour ne parler que des seuls véhicules français) qu'il faudrait patienter compte tenu du temps de rechargement (30 mn) si nos 41 millions de véhicules se ruaient une seule fois sur les 100.000 bornes publiques prévues lors des départs en vacances !

*Le texte critique la gestion des émeutes en France, soulignant les coûts élevés et l'inefficacité des mesures prises. Le ministère de l'Intérieur rapporte 45 000 policiers déployés contre 7 000 émeutiers, avec des coûts estimés à plus de 700 millions d'euros. L'auteur suggère ironiquement qu'il aurait été moins coûteux de payer les émeutiers pour rester chez eux. Les émeutes sont décrites comme un cycle répétitif, exacerbé par des politiques inadéquates. Le texte critique aussi le gouvernement pour ne pas consulter le peuple sur les questions de sécurité et d'immigration. L'auteur mentionne également l'influence des imams, des "Grands Frères", et des trafiquants de drogue dans la cessation des émeutes, plutôt que la police. Il compare la situation des jeunes Français impliqués dans les émeutes à celle des professionnels algériens aspirant à la nationalité française, soulignant une ironie dans leurs perspectives respectives. Le texte aborde la question de l'intégration, prônant un contrôle plus strict de l'immigration légale, l'éducation dès la petite enfance, et une politique d'assimilation affirmée. L'auteur critique également des figures politiques et activistes, comme Sandrine Rousseau et Assa Traoré, questionnant leur rôle et le financement de leurs activités, tout en soulignant la nécessité d'une politique humaniste qui évite les discours radicaux.*

## **On aurait mieux fait de leur donner 100.000 € à chacun !**

Si l'on en croit les chiffres du ministère de l'Intérieur 45.000 policiers auraient fait face à 7.000 émeutiers dont 3693 placés en garde à vue, 1122 déférés devant la Justice et 380 incarcérés !

Dans le même temps le Ministère des Finances chiffre à 650 millions d'€ les dégâts occasionnés par ces émeutiers.

Si on compte 5 nuits d'émeutes soit 60 heures supplémentaires à minimum 20 € de l'heure pour 45.000 policiers sans compter les polices municipales (60x20x45.000= 54.000.000 €) on dépasse les 700 millions d'€ évidemment sans parler du chiffre d'affaires perdu par les commerçants, la fuite des touristes, les dégradations du service public...

Si on compte bien : **700 millions d'€ pour 7.000 émeutiers : cela aurait permis de donner 100.000 € par émeutier pour qu'ils restent chez eux !** De quoi se payer un beau coupé Mercédès comme celui utilisé par le regretté « petit ange » Nahel.

Tout cela montre à quel point on marche sur la tête ! On va refaire les quartiers (une fois de plus après les innombrables plans banlieues, Borloo en tête) et ils recommenceront !

Croyez-vous un instant que c'est la Police qui a arrêté les émeutes ?

Pas du tout, elle a au contraire reçu l'ordre de ne pas affronter les barbares ! Seuls les Imams et quelques Grands Frères mais surtout les trafiquants de drogue dont les émeutes gênaient le fructueux commerce ont su mettre aux pas ces délinquants haïssant la France qu'ils soient souschiens ou devenus Français !

Quand je pense que certains Algériens en raison de l'influence grandissante de l'islamisme radical dans leur pays, médecins, ingénieurs, professeurs, chefs d'entreprises ne rêveraient que d'une chose, obtenir la nationalité française au sein de cette magnifique communauté linguistique de la Francophonie face à ces jeunes Français qui ne rêvent que d'en découdre avec l'ordre républicain je me dis qu'il y a vraiment quelque chose de pourri au royaume de France.

Le pouvoir n'ose même pas interroger le peuple français par référendum sur les questions de sécurité et d'immigration. Il connaît trop bien la réponse.

Les humanistes ne se laissent pas entraîner dans un discours radical ni contre l'Extrême-Droite ni contre l'Extrême Gauche (dont cependant certains Députés de la France Insoumise devraient avoir honte de braver publiquement la laïcité et l'ordre républicain).

Ils savent bien que c'est par un contrôle plus strict de l'immigration légale, par l'éducation dès la petite enfance, par la politique de paix et de développement dans les pays d'émigration, par la lutte

contre les trafics isolant certains territoires du champ républicain, par une politique d'assimilation véritable n'hésitant plus à rappeler les us et coutumes et les valeurs civilisationnelles de notre patrie, par une évacuation sans état d'âme des OQTF, des détenus, des clandestins, des émeutiers étrangers qu'on pourra espérer revenir au calme.

Quand on voit l'ineffable Sandrine Rousseau vociférer dans une manifestation interdite aux côtés de la tristement célèbre sœur d'Adama Traoré, un délinquant mort en 2016 peu après son interpellation par la Police à la suite d'une course poursuite rocambolesque on se dit qu'elle devrait se poser la question : Qui finance le Comité Traoré : camions, sonorisation, T-shirts, avocats prestigieux, contre-expertises à répétition, conférences, communications... ?

Sa sœur, Assa Traoré qui a même bénéficié d'un arrêt maladie d'un an après la mort de son délinquant de frère vit, plutôt bien, depuis 7 ans, de l'Association « Adama » qu'elle a créée trois mois après la mort de son frère, association bénéficiant visiblement de ressources inépuisables qui a officiellement pour but d'après sa déclaration en Préfecture du Val-de-Marne d'effectuer des prestations de services : conseil en matière juridique, professionnelle, administrative, éducative, sociale (insertion sociale et culturelle en France) ; manifestations publiques : réunions publiques, pique-niques, manifestations, évènements sportifs, spectacles, l'exercice d'activités économiques : vente et achat de produits conformément au code du commerce article L442-7, investissements en France et à l'étranger ; humanitaire : voyages culturels, des dons en France et à l'étranger!

*Ce texte analyse la politique française, critiquant l'instabilité de la Vème République et l'impact du quinquennat instauré par Jacques Chirac. Il évoque les présidences successives de Sarkozy, Hollande, et Macron, bénéficiant de ce système. La désillusion populaire face à l'absence de proportionnelle a conduit à une Assemblée Nationale tripartite et ingouvernable en 2022. La droite est fragmentée, et la gauche s'effondre avec le PS supplanté par des écologistes radicaux et la NUPES, jugée anti-républicaine. 70% des Français réclament une réponse ferme du gouvernement aux crises actuelles. L'auteur s'interroge sur le sauvetage de la gauche, critiquant la division de la France et la légitimité contestée du Président Macron, élu majoritairement par un vote anti-Le Pen plutôt que pro-Macron. Les mouvements sociaux, la santé, les retraites et les émeutes, font suite à la vague des Gilets Jaunes. L'alternative à gauche ne peut se trouver dans le radicalisme anti-républicain. L'auteur suggère de reconstruire la sociale démocratie sur les ruines du PS et de la débâcle d'Anne Hidalgo. Il prédit la nécessité de reconstruire des forces politiques équivalentes à droite et à gauche, capables de se succéder au pouvoir en fonction de la satisfaction des Français.*

## **Il faut sauver la Gauche !**

La V<sup>ème</sup> République ne peut fonctionner que si un parti ou une coalition obtient une majorité à l'Assemblée nationale. Faute de quoi, même si notre Constitution accorde un grand pouvoir au Président, sa légitimité lorsqu'il n'a pas de majorité pour le soutenir n'est plus qu'une légalité et si une majorité opposée arrive au Parlement, l'Article 20 de la Constitution redonne bien le pouvoir au Gouvernement. On est alors en cohabitation, ce que les Français ne détestent pas !

La stupidité du quinquennat voulu par un Jacques Chirac éprouvé par sa défaite de 1997 (dissolution de l'Assemblée nationale) ayant amené 5 ans de cohabitation avec Lionel Jospin au cours de son premier mandat, allait s'appliquer à partir de 2002, forçant la main aux électeurs en conditionnant l'élection législative pour la même durée aux résultats de l'élection présidentielle.

Nicolas Sarkozy en 2007, François Hollande en 2012 et Emmanuel Macron en 2017 en furent après lui les bénéficiaires successifs.

Mais désormais le charme est rompu et le peuple n'accepta plus ce tour de passe-passe en renvoyant en 2022 à l'Assemblée, puisqu'on ne lui avait pas accordé la proportionnelle promise, une Chambre tripartite ingouvernable.

A Droite LR, RN, Reconquête et quelques DVD et Centristes vont s'entredéchirer

A Gauche, l'effondrement du PS devant les Ecologistes gravement radicalisés et la NUPES, désormais clairement anti-républicaine, la poussent également à la faillite.

70% des Français réclament d'un Gouvernement incapable un sursaut de fermeté face aux dérives mortifères qui s'installent. Mais les mêmes à Droite comme à Gauche sont incapables de restaurer un partage des voix à peu près égalitaire comme ce fut le cas dans le passé entre la Droite et la Gauche.

On a longuement disserté sur les raisons qui ont entraîné le sabotage de la Droite. Examinons aujourd'hui comment pourrait s'envisager le sauvetage de la Gauche.

J'ai fait part de mes craintes contre une France mortellement divisée qui n'accepterait plus le verdict du Peuple. Il est vrai que quand on est élu comme c'est le cas pour le Président Macron en 2022 par 58.55 % des voix dont seulement 26.61 % PRO Macron et 31.94 % ANTI-Le Pen la légitimité n'est plus là réduisant le scrutin à une simple légalité démocratique sans consistance.

D'où les mouvements sociaux santé, retraites, émeutes faisant suite à la vague des Gilets Jaunes du premier quinquennat.

On ne peut pas trouver d'alternative à Gauche à travers le radicalisme anti-républicain qui s'est petit à petit mis en place à coup de clientélisme mais on ne gouverne pas longtemps contre 70% du peuple

Et comme il est indispensable de retrouver une balance possible entre les uns, plus libéraux, et les autres, plus progressistes, il est indispensable d'aider la sociale démocratie à se reconstruire.

Sur les ruines du PS qui va s'écraser comme les LR aux prochaines Européennes et les Municipales avec la débâcle annoncée à Paris d'Anne Hidalgo, la reconstruction ne peut revenir que du retour de la moitié de la Macronie à un parti social-progressiste qui ferait à Gauche le pendant des sociaux libéraux de Droite !

Ce n'est que sur les ruines du rêve avorté d'Emmanuel Macron qui a causé tant de malheurs à la France que pourront se reconstruire à Droite et à Gauche deux forces politiques à peu près équivalentes aptes à se succéder au pouvoir en fonction de la satisfaction ou de l'insatisfaction des Français à leur égard.

*Les Français se désintéressent de la politique, comme le montre le taux d'abstention record de 53.23% lors des législatives de 2022. Le système majoritaire actuel entraîne une représentativité inégale des élus au Parlement. Le désamour envers l'autorité s'étend de l'éducation à la police, avec une augmentation des comportements réfractaires à l'ordre établi. Le gouvernement est perçu comme trop taxateur avec un endettement national élevé. Le président Macron a connu une rotation élevée de ministres, ce qui souligne une centralisation du pouvoir. La France fait face à des défis majeurs économiques et sociaux, avec des réformes urgentes en suspens et un Parlement divisé. Une proposition radicale serait de rendre le vote obligatoire et de limiter les candidats au second tour à deux partis, forçant une clarification préalable des alliances. Les partis devraient mener une campagne explicative sur des enjeux fondamentaux tels que l'éducation, la santé, l'immigration, la fiscalité, la réindustrialisation, l'emploi, l'énergie, l'écologie, et la définition de la nationalité française. Face à l'échec des approches actuelles, il est crucial de repenser l'avenir du pays, d'adopter une attitude plus collective, de respecter les règles républicaines, pour préserver l'identité et l'avenir de la France.*

## Les Français et la Politique

Il est désormais clair que les Français dans leur majorité ne croient plus à la capacité des Politiques à régler les problèmes qui se posent à eux.

Ce fut particulièrement vrai lors des dernières Législatives de 2022 où **53.23% des inscrits se sont détournés des urnes.**

- Abstentions 52.49%
- Blancs 0.74%
- Nuls 0.3%

Les élus en nombre de sièges témoignent d'une représentation particulièrement injuste due au système majoritaire. Les députés des différentes formations représentent un nombre d'électeurs variant du simple au double :

- 50.045 voix par élu pour NUPES (132 élus)
- 44.311 voix par élu pour le RN (89 élus)
- 32.662 voix par élu pour Macron (245 élus)
- 23.735 voix par élu pour les LR

Et il est prévisible qu'aux Européennes de 2024 ce désamour aille en s'amplifiant !

L'autorité n'est plus tolérée à l'Ecole, les refus d'obtempérer aux injonctions de la Police atteignent des chiffres impressionnants (1 toutes les 20 minutes) le plus souvent dus à des conducteurs sans permis ou sans assurances ! Les récentes émeutes témoignent du fait que des lois claniques s'opposent désormais aux lois de la République. L'Etat n'est plus toléré que pour sa fonction distributive. Il est vrai que la France détient le triste record du taux de prélèvements obligatoires associé à une dette égale à 111% du PIB.

Le Président Macron avec son dernier remaniement a nommé 106 Ministres en 5 ans. A part quelques-uns (E. Porte, B. Le Maire et G. Darmanin) c'est autour de lui la valse des collaborateurs qui témoigne si besoin était de la concentration monarchique du pouvoir jamais soumise à la sanction populaire car il en connaît trop bien le résultat.

Et pourtant nous devons avancer car sur les questions économiques, sociales et institutionnelles le pays va mal, des décisions malheureuses sont prises, des réformes urgentes ne passent pas faute de majorité au Parlement, une dissolution de l'assemblée dans les circonstances présentes ne réglerait sans doute rien et risquerait même d'aggraver la division.

Le remède de cheval consisterait à rendre le vote obligatoire comme en Belgique et à restreindre les candidatures du second tour à deux partis (appelons-les Droite et Gauche) ce qui obligerait les



candidats du premier tour à déclarer le camp du deuxième tour pour lequel ils entreraient en compétition (le premier tour s'apparenterait alors à une Primaire).

Mais ces élections législatives ne pourraient s'envisager qu'après une campagne sans précédent d'explication par les partis et les candidats sur les questions fondamentales qui se posent à nous :

Quelle politique pour l'éducation ou la santé ? Quelle réforme pour l'immigration ? Quelle politique salariale et fiscale ? Quelle politique de réindustrialisation de la France ? Quelle politique de l'emploi ? Quelle politique énergétique ? Quelle place pour l'Ecologie ? Quelle réforme de l'Assistanat ? Quand et comment devenir Français ? Quel avenir pour notre civilisation ?

Macron ou pas Macron, il faut faire une pause et réfléchir à l'avenir du Pays.

Le « Ni-Ni », le « Quoi qu'il en coûte », le « En même temps » ont démontré leur inefficacité. Nous devons nous ressaisir, l'heure de l'individualisme forcené doit cesser, la pêche aux voix à n'importe quel prix aussi, le respect des règles républicaines doit être restauré, sinon la France ne sera plus la France !

*L'ouvrage de Michel Maffesoli, "Le Grand Orient – Les Lumières sont éteintes", suscite une réflexion sur l'avenir de la Franc-Maçonnerie. La CIU, une confraternité initiatique ouverte aux maçons et non-maçons de différents horizons, s'est engagée dans des dialogues tolérants pour transcender la quête de pouvoir et la diversité des approches sociales et sociétales qui peuvent éclairer les débats actuels. Dans un contexte marqué par les "Fake News" et l'autocensure médiatique, la CIU promeut l'écoute de points de vue variés, la tolérance et l'exclusion du dogmatisme pour progresser sur des problèmes contemporains. Contrairement aux loges critiquées par Maffesoli pour leur affairisme, la CIU cherche à promouvoir la fraternité et le progrès collectif, loin de tout prosélytisme politique. La CIU valorise la fusion des opinions divergentes dans un esprit de non-agressivité et de fraternité, permettant d'imaginer des solutions aux problèmes actuels. Cette union dépasse les distinctions superficielles pour se concentrer sur la compréhension et l'amélioration de la société. La CIU espère que ses efforts éclaireront et inspireront la société française à renforcer les bases d'une nation capable d'apporter de la lumière au monde, en redéfinissant et respectant des règles communes pour contrer l'individualisme destructeur.*

## **Quel avenir pour la Franc-Maçonnerie ?**

Notre F Michel Maffesoli vient de publier un nouvel ouvrage sur la Franc-Maçonnerie « *Le Grand Orient – Les Lumières sont éteintes* ». Ceux qui le désirent pourront consulter la présentation qu'il en fait en cliquant sur le lien suivant :

<https://lecourrierdesstrategies.fr/2023/08/02/michel-maffesoli-ouvre-une-crise-au-grand-orient/>

Chez nous, au sein de notre Confraternité initiatique, la CIU, qui reçoit à la fois des Maçons et des Non-Maçons, de Droite comme de Gauche, partageant des idéaux humanistes et la volonté de s'ouvrir à des dialogues tolérants et fraternels, nous avons depuis longtemps mesuré les risques parfois rencontrés dans des Obédiences où la recherche du pouvoir, la quête de recrutements, la « cordonite » ont souvent perverti les démarches symboliques traditionnelles de certains « chercheurs » tout en refusant de s'ouvrir à une diversité d'approches sociales et sociétales où contrairement à ce que semble penser notre F Michel, de la discussion peut parfois jaillir la Lumière.

A l'heure des « Fake News », de l'autosurveillance journalistique, de l'impérialisme de certains médias, des réseaux sociaux omniprésents, il est en effet indispensable qu'en Fraternité des hommes et des femmes d'horizons différents puissent rechercher ensemble des voies de progrès pour notre pays et pour le monde en faisant progresser par la lucidité des propos nos réflexions sur les grands problèmes de l'heure.

Se faire une opinion en écoutant des avis contrastés mais toujours empreints de tolérance, excluant tout dogmatisme, ouverts aux approches diversifiées des uns et des autres pour rechercher des orientations communes alors que tant de « grands esprits » soulèvent la poussière et se plaignent de ne pas voir, voilà l'orientation que nous nous sommes fixée, loin de tout prosélytisme politique mais soucieux de progresser ensemble grâce à cette Fraternité qui nous unit et qui n'a rien à voir avec l'affairisme que Michel reproche à certaines Loges.

A la complexité du réel, répond trop souvent la simplicité rigide des propos et ce n'est que dans la proximité fervente qui est la nôtre que peuvent se fondre des opinions au départ divergentes lorsque l'absence d'agressivité permet à partir des positions initiales le rapprochement des esprits et des cœurs.

Ce « melting pot » qui unit des FF et des SS que tout séparait au départ pour œuvrer ensemble à une meilleure compréhension des problèmes de notre temps permet d'imaginer des solutions utiles. Il n'est possible que grâce à cette Fraternité que nous cultivons, oubliant les médailles et autres colifichets, qu'il est pourtant bien difficile de rencontrer au midi de sa vie et plus encore ensuite !

Souhaitons que la rentrée nous donne une fois de plus l'occasion d'être utiles à nos concitoyens par nos échanges, par nos publications, pour que la Lumière qui éclaire nos Travaux puisse se répandre

autour de nos proches et permettre de propager vers l'avenir cet idéal initiatique qui nous rassemble.

Les Français ont besoin de se retrouver, de redéfinir à chaque génération des règles communes, de les respecter et de les faire respecter pour qu'au-delà de l'individualisme forcené qui détruit nos sociétés, nous cimentions, comme tous ceux qui nous ont précédé, les bases toujours fragiles d'une Nation qui peut encore éclairer le Monde.

*Ce texte exprime un appel à l'unité et au renouveau politique en France, s'inspirant de l'esprit de Charles de Gaulle. Il critique les partis politiques actuels, perçus comme des syndicats d'intérêts personnels, et souligne l'échec de ces partis à obtenir une majorité parlementaire et à inspirer confiance. Le texte suggère que le changement doit émerger de la jeunesse à travers l'éducation au dialogue et à la recherche de consensus dans des groupes de travail locaux et informels. L'objectif est de recréer un sentiment de fraternité et de solidarité, transcendant les clivages politiques. Les anciens gaullistes espèrent passer le flambeau à la jeunesse, dans l'espoir de surmonter la division politique et d'éviter le déclin de la France. L'auteur rappelle que, malgré les circonstances actuelles difficiles, l'espoir demeure tant que les valeurs de fraternité et d'engagement pour le bien commun sont maintenues*

## **L'espoir d'un renouveau !**

Toute tâche, à ses débuts, est difficile ! Ne le fut-elle pas pour De Gaulle lorsque de Londres il lança l'Appel du 18 Juin ? Ses modestes héritiers, sûrs comme lui du destin de la France, doivent à nouveau, une fois de plus, se mettre « *En Route* ».

Ils se trouvent dispersés dans tous les Partis, dans toutes les classes sociales. Ils ne se connaissent pas mais savent au fond d'eux-mêmes que les cloisons mentales qui séparent les hommes peuvent un jour s'abattre.

Les uns engagés dans des mouvements partisans constatent que des courants profonds manipulent les opinions et empêchent les rapprochements utiles. Les autres simples spectateurs de la vie politique, mais prêts à s'engager, souhaitent apporter leur pierre à l'édifice de l'œuvre commune.

C'est à partir de notre jeunesse que de la base tout doit repartir. C'est là que doit s'éduquer le sens du dialogue dans des « *groupes de travail* », des sections militantes pour ne pas dire cellules (*on se souvient des paroles de Jacques Prévert qui refusa d'adhérer au Parti Communiste pour ne pas aller en cellule !*), au niveau des quartiers, des ateliers, des bureaux, des écoles, des Universités, groupes informels petits ou grands ne refusant personne mais cherchant dans la pratique à partir des thèmes d'actualité à apprendre à trouver ensemble des consensus.

Les « Partis » qui étymologiquement séparent, ne sont malheureusement plus que des syndicats de sortants plus intéressés par leur réélection que par l'intérêt général. A Droite comme à Gauche ils ne peuvent même pas réunir une majorité au Parlement. Et pendant ce temps-là une frange de nos concitoyens (Français et Immigrés) ne croit plus en la France quand ils ne la haïssent pas.

L'heure est donc au rassemblement qui doit être celui de la tolérance : dialoguer, relever dans les positions de chacun les arguments convaincants, trouver une synthèse qui soit un compromis acceptable pour tous et qui permette d'avancer.

Tous les domaines de l'activité politique, sociale, intellectuelle, économique peuvent se prêter à cette analyse contradictoire. Il faut apprendre à s'écouter et non à s'entendre à regarder et non à voir, dans une attitude active, attentionnée, aimante. Retrouver l'esprit perdu de la Fraternité qui seul peut faire surmonter les divergences de points de vue. Être ensemble les uns pour les autres une véritable « *famille* » qui doit être un lieu de partage des valeurs mais plus encore un lieu privilégié de partage des solidarités.

C'est pour la pérennité de cette tâche exaltante que les anciens Gaullistes espèrent que notre jeunesse assumera le passage de témoin. Eux ne recherchent ni gloriole, ni médaille, ni avantage matériel mais restent engagés pour que la France, aujourd'hui dramatiquement partagée entre une Extrême Droite, une Extrême Gauche et un Extrême Centre, ne s'enfonce pas davantage dans un déclin qui lui serait fatal.

Des graines semées au vent peuvent naître des champs de blé et tous les espoirs sont permis aux âmes nobles. Car comme disait l'historien J.R. Tournoux : « *N'en doutons point, toutes les salves du gaullisme ne sont pas encore tirées. La dernière viendra d'outre-tombe* »

*Le texte pose la question de la légitimité des écologistes, reconnaissant leur rôle dans la défense de l'environnement, tout en critiquant certaines de leurs positions jugées radicales ou manipulatoires. Il remet en question les protestations contre l'énergie nucléaire, attribuant les catastrophes de Tchernobyl et Fukushima à des erreurs humaines plutôt qu'à la technologie en elle-même. Il défend le potentiel des surgénérateurs et des réacteurs au thorium, arrêtés par les écologistes, tout en soulignant leur intérêt potentiel pour l'indépendance énergétique et le recyclage des déchets radioactifs. Le texte critique également les positions des écologistes sur les gaz de schiste et leur opposition aux centrales nucléaires, qui a conduit à une dépendance accrue au charbon en Allemagne. Il remet en cause le refus de construction de nouveaux barrages hydroélectriques et la condamnation des bassines pour l'irrigation agricole, tout en mentionnant la disparition des petits paysans et la possible contribution de ceux-ci à l'entretien des paysages. Enfin, le texte aborde le GIEC, le qualifiant d'organisme politique omettant des facteurs naturels dans le changement climatique, et conclut en affirmant que l'écologie est devenue une religion, où les non-croyants sont sévèrement jugés, associant cela à une volonté de déconstruction de la société par les écologistes qui se mêlent à diverses revendications radicales.*

## Faut-il écouter les Ecologistes ?

Bien évidemment quand on parle de pollution de l'air ou de l'eau, de pesticides ou d'insecticides trop largement répandus, d'atteintes à la biodiversité, de mauvaise gestion des nappes phréatiques ou des déchets toxiques et de bien d'autres questions témoignant de l'irresponsabilité des hommes face à la Nature, on ne peut qu'applaudir aux combats de ceux qui la défendent.

Mais quand on entend à longueur d'émissions cette avalanche de « Fake News » des radicaux de la déconstruction que sont de nombreux Ecologistes, pas tous heureusement, comment ne pas se révolter contre ces manipulations pas toujours conscientes sans doute mais vis-à-vis desquelles, comme face à une religion, aucun raisonnement n'a de prise.

*Donnons-en quelques exemples :*

Quelles protestations n'a-t-on pas entendues contre **l'énergie nucléaire** ? Jamais des accidents graves comme Tchernobyl ou Fukushima n'ont été rattachés à leurs causes : la négligence des ouvriers chargés de la surveillance des réacteurs qui sous le régime communiste en Ukraine n'étaient plus payés depuis des mois dans le premier cas, l'erreur stupide d'avoir construit une centrale face au Pacifique exposée aux tsunamis dans l'autre.

Combien d'autres centrales russes ou ukrainiennes identiques à celle de Tchernobyl ont-elles explosé ? Aucune, car l'erreur fatale une fois relevée a été rapidement et autoritairement corrigée. Quelle autre centrale japonaise, coréenne ou chinoise construite côté Mer de Chine ont-elles subi des tsunamis ? Aucune, car pour qu'un tsunami se produise il faut faire face à un océan.

Est-ce à dire que les réacteurs nucléaires sont sans danger ? Sûrement pas mais ils n'exigent qu'une chose, une vigilance extrême, prix de notre sécurité énergétique car toute source d'énergie, le feu, le gaz, les barrages, le pétrole expose à des risques qu'il faut connaître et dominer.

On a parlé, à juste titre, de l'accumulation des déchets radioactifs. Mais qui a fait stopper les recherches contre les surgénérateurs qui produisaient plus de matières fissiles qu'ils n'en consommaient, garantissant l'indépendance de nos approvisionnements et surtout qui pouvaient recycler les déchets radioactifs de longues périodes par réactions nucléaires ? Qui a fait stopper les recherches sur les centrales au Thorium, un matériau « fertile » et non « fissile » qui par définition ne pouvait pas exploser et qui est très répandu en France, recherches aujourd'hui réactivées par les Chinois ? Nos stocks existants garantiraient 190 années de production d'électricité !

Les Ecologistes sous Lionel Jospin ont manifesté à longueur de semaines à Creys-Malville avec des violences comparables à celles d'aujourd'hui !

Qui a inlassablement protesté (à bon droit) contre les **gaz de schistes** au point d'obtenir que le Gouvernement cesse toute possibilité de simple exploration en Allemagne et en France mais qui aujourd'hui, guerre d'Ukraine oblige, ne trouve strictement rien à redire lorsqu'on achète au prix fort le gaz de schiste américain ?

Les Ecologistes qui en Allemagne, après avoir amené le Gouvernement à arrêter toute ses centrales nucléaires se taisent dans un silence assourdissant devant la construction massive de nouvelles centrales à charbon comme si elles n'étaient pas, plus que toutes autres, pourvoyeuses de « CO2 » gaz à effet de serre unanimement rejeté pour les abominations prétendues de l'Anthropocène.

Qui a empêché la construction de nouveaux **barrages hydro-électriques** façon pourtant élégante de stocker la production électrique des énergies intermittentes comme les éoliennes alors que l'Etat a forcé EDF à la racheter même lorsqu'elle n'en a pas besoin puisque le vent ne souffle pas sur commande aux heures pleines de consommation ?

Les Ecologistes qui évidemment refusent de tenir compte du bilan carbone global de ces tourniquets qui agrémentent (sic) nos paysages !

Qui veut nous faire croire que les **bassines** comme à Sainte Soline peuvent justifier des manifestations sanglantes contre les « assoiffeurs » de petits paysans alors que les Romains déjà savaient grâce aux aqueducs approvisionner les zones manquant d'eau et que chaque année nos fleuves déversent dans les mers 40.000 km<sup>3</sup> d'eau non salée (40.000 millions de m<sup>3</sup>) l'équivalent de 66.000 bassines de capacité équivalente (600.000 m<sup>3</sup>). Si on ne prélevait que 1% des eaux fluviales rejetées en mer cela correspondrait déjà à 6 méga bassines pour chaque département !

Les petits paysans dont le nombre disparaît bien trop vite (400.000 exploitations agricoles aujourd'hui contre 10 fois plus il y a un siècle) en dehors d'une agriculture de subsistance et d'intérêt local devraient pouvoir au moins partiellement bénéficier de contrats d'entretien de nos terroirs (forêts, ruisseaux, chemin vicinaux) fonction indispensable qu'on préfère payer en lutte contre les feux de l'été en subventionnant des canadiens et des sapeurs-pompiers plutôt que des « mainteneurs » de nos paysages qu'étaient autrefois les 3.600.000 paysans disparus.

Et que dire du GIEC, organisme plus politique que scientifique formé de 198 représentants étatiques qui sous la pression des radicaux refuse visiblement de prendre en compte les cycles ingouvernables de l'évolution de l'orbite terrestre (Milankovitch) et les émissions volcaniques imprévisibles laissant croire à une teneur catastrophique en CO<sub>2</sub> qui pourtant est un **gaz à effet de serre** indispensable à la photosynthèse, comme si la planète Terre ne connaissait pas depuis la nuit des temps une alternance de périodes chaudes et de périodes glaciaires ?

L'Ecologie est malheureusement devenue une religion. Et contre une religion, les « mécréants » comme disent les Musulmans ou les « hérétiques » comme disaient autrefois les Catholiques doivent être sévèrement châtiés. L'Inquisition n'est pas morte !

A partir du moment où tout est bon pour déconstruire la société, les Ecologistes se mêlent aussitôt aux revendications de tous ordres, si insoutenables soient-elles. Wokisme, Racialisme, Antisémitisme, Haine du Souchien, souvent taxé de Sous-Chien, tout est bon pour tenter de rameuter des voix même si pour cela on alimente la haine contre les forces de l'ordre, on approuve les émeutes dans les banlieues et les agitations populistes. Les revendications syndicales des professions de la santé, des retraités, des policiers ont moins d'attraits à leurs yeux car visiblement ils ne recherchent que ce qui peut détruire la société.

A l'heure où sous les coups d'un ultra capitalisme forcené qui ne travaille que pour son seul intérêt, les Ecologistes se moquent pas mal de cette pollution qu'on a fait que concentrer dans une Chine devenue « l'usine du monde ». De même, face aux désirs de 90% de l'humanité qui ne profite que de 10% de l'énergie consommée et qui espère un meilleur partage, on ne les entend guère !

Comme pour le régime vénézuélien sur lequel hier encore Mélenchon ne tarissait pas d'éloge, les radicaux islamistes ne suscitent guère chez eux de violentes réprobations.

Quant à Sandrine Rousseau, la Greta Thunberg française (en plus âgée), elle nous impose à longueur de semaines le spectacle affligeant de son intransigeance attrape-tout.

L'Écologie au secours de la planète : Oui !

Le radicalisme écologique, déconstructeur fermé à tout dialogue : Non !



*Réconcilier la France semble un défi face aux clivages politiques, sociaux et culturels profonds. Les émeutes récentes symbolisent ces fractures, avec des jeunes, Français et immigrés, impliqués dans des violences. L'extrême gauche "woke", avec sa tendance à l'auto-flagellation et au repentir, est critiquée, tout comme la perception d'une France historiquement coupable de maux comme l'esclavage ou le colonialisme, des images qui alimentent le récit national négatif. Les référendums sur des sujets clivants comme l'immigration ou la sécurité pourraient révéler des dissensions profondes, soulevant la question de la légitimité du peuple à décider s'il va à l'encontre des élites. Le fossé entre les super-riches et une classe moyenne appauvrie, la justice défaillante et les risques de guerre civile sont des préoccupations croissantes. Des investissements massifs dans les banlieues ont échoué, soulevant la question de savoir si l'éducation aurait été un meilleur investissement. La reconnaissance de l'histoire nationale, des traditions et valeurs est présentée comme essentielle à l'identité nationale, mais avec une ouverture à ceux qui veulent les partager. Pour limiter l'immigration, l'auteur suggère un développement aidé dans les pays d'origine plutôt que des solutions comme les murs. La politique africaine de la France est critiquée pour avoir généré du ressentiment, exacerbé par les médias. Les relations franco-algériennes sont particulièrement tendues, marquées par l'histoire coloniale et les guerres d'indépendance. Le pillage économique de l'Afrique est condamné, et une nouvelle approche économique, le "Far South", est proposée pour une collaboration Europe-Afrique. La corruption de la Françafrique est reconnue comme un obstacle au respect mutuel. Pour réconcilier les citoyens, des mesures comme la régulation des médias et réseaux sociaux, la réforme éducative, le rappel des lois et coutumes françaises et une attitude de respect et d'aide mutuelle sont proposées. Une démocratie plus participative et un patriotisme renouvelé sont préconisés pour une intégration réussie.*

## Réconcilier les Français ?

Croire la chose possible paraît bien téméraire tant nos oppositions politiques, sociales, culturelles ont divisé une Nation qui ne s'aime plus.

Les récentes émeutes n'étaient-elles pas le fait de jeunes, Français et Immigrés prêts à tous les pillages tant que les dealers n'avaient pas sifflé la fin de la récréation ?

L'Extrême Gauche Woke, s'autoflagellant n'était-elle pas prête à tout excuser tant son besoin de repentir était inextinguible ?

La France n'était-elle pas responsable de la traite des Noirs. Pas les Arabes ! La colonisation de l'Algérie n'était-elle due qu'à une volonté d'appropriation de terres (pourtant infestées par la malaria,) mais pas à la volonté d'en finir avec 3 siècles de pillage des barbaresques sur les côtes méditerranéennes.

Les Français n'étaient-ils pas tous des fascistes, des collabos, des racistes, des colonialistes ?

Pourtant sur beaucoup de questions touchant l'immigration, l'insécurité, les territoires perdus de la République, la haine des forces de l'ordre, que se passerait-il si par référendum on interrogeait les Français ?

Ou alors si le Peuple répondait mal, faudrait-il dissoudre le Peuple, comme disait Berthold Brecht, ou comme l'a fait Nicolas Sarkozy avec l'appui des socialistes en 2008 ?

Va-t-on supporter de voir se creuser de plus en plus le fossé entre une minorité de super-riches détenant tous les leviers du pouvoir et une classe moyenne en voie de paupérisation rejoignant dans un assistanat généralisé nos 10 millions de pauvres ?

Va-t-on sans réagir constater que notre Justice si déficiente est incapable de faire appliquer les sanctions qu'elle prononce et que demain les risques de guerre civile s'amoncellent ?

Des sommes considérables ont été déversées en pure perte sur les banlieues déshéritées. Mais plutôt que de refaire des tours vite saccagées à nouveau, n'aurait-il pas été plus judicieux d'investir sur l'éducation ?

Il faut rappeler l'histoire de la Nation, ses hauts faits comme ses moments de défaillance, faire comprendre qu'il en a été de même pour tous les peuples, que personne n'est responsable de ce qui s'est passé avant nous, que sans la foi en une tradition faite de nos us et coutumes, de notre civilisation, de nos valeurs, il n'y a pas de Nation et que ne devraient s'associer à notre destin que ceux qui veulent les partager.

Chaque peuple a ses propres valeurs et il ne nous appartient pas de les juger. Mais si l'on veut limiter les tsunamis migratoires il faut inlassablement faire comprendre que ce n'est pas avec des murs qu'on arrêtera les clandestins mais avec un généreux programme de développement dans leur pays d'origine.

Quant on constate avec stupéfaction à quel point la France est rejetée en Afrique on voit bien que la politique de ces dernières décennies a été inconséquente.

Quelques exemples :

La guerre d'indépendance en Algérie n'est-elle pas née le 8 Mai 1945 lors des massacres de Sétif ? Comment a-t-on pu jusqu'à l'arrivée de De Gaulle tolérer dans ce qui était 3 Départements français un double collège où il fallait 9 voix d'indigènes pour contrebalancer 1 voix de colon ? En 1958 il était déjà trop tard.

Les ressentiments sont encore là d'un côté comme de l'autre. Ceux qui ont perdu l'un des leurs dans les combats, ceux qui ont dû quitter leur foyer et leurs morts. La valise ou le cercueil !

Aujourd'hui encore le régime algérien relève trop souvent une exaspération contre la France qui alimente le ressentiment de jeunes devenus Français abreuvés par les chaînes satellites tournées vers l'Algérie, à qui leurs parents ont présenté le pays d'origine comme un pays de cocagne alors que c'est la misère qui, le plus souvent les en avait chassés.

Combien pourtant parmi eux voudraient pouvoir circuler librement entre les deux pays ?

La France a pillé l'Afrique. Le capitalisme noir ou blanc n'a pas de couleur de peau ni de nationalité. En Côte d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao on ne trouve pas de chocolat dans les supermarchés. Tout est tourné vers l'exportation alors que le premier devoir d'un pays est de nourrir son peuple.

On désindustrialise la France au profit de la Chine alors que notre devoir et notre intérêt bien compris serait de lancer ce fameux « Far South » entre Europe et Afrique où nos entreprises devraient s'investir.

Au Niger, au Mali, au Burkina Faso, et ailleurs nous sommes blackboulés par les Russes et les Chinois alors que la Francophonie pourrait être avec ses 700 millions de locuteurs une des chances pour notre avenir commun.

Mais on ne peut être aimé que de ceux qu'on respecte et à qui on tend la main. Ce ne fut pas le cas pour les innombrables corruptions de la Françafrique.

Alors comment renouer le dialogue entre nos concitoyens ?

Peut-être pourrions-nous commencer par un contrôle des médias et des réseaux sociaux en extirpant des propos échangés tous les appels à la violence, à la confrontation, à la haine de notre prochain.

Peut-être pourrions-nous d'urgence réformer un contenu pédagogique qui entretient cet antagonisme dans nos écoles.

Peut-être pourrions-nous clairement rappeler nos lois et nos coutumes et ne plus tolérer sur notre sol ceux qui ouvertement veulent les combattre.

Peut-être pourrions-nous exiger de tous une nouvelle attitude : Sourire, aider, se lever pour laisser son siège dans le métro à la vieille dame, obtempérer lorsque la Police nous arrête et pour les Policiers être toujours respectables, éviter toute discrimination dans un sens ou dans l'autre, faire cesser les trafics en s'attaquant, ce qui est plus facile, aux consommateurs, remplacer l'assistantat passif par une participation active des assistés à une œuvre collective, débattre sur les sujets qui nous divisent en écoutant des avis différents, redonner la parole au peuple puisque c'est bien là, la justification de la démocratie.

Vox populi, vox Dei ! Nous n'avons plus besoin d'un monarque, fut-il républicain, nous devons nous organiser au plus près de nos besoins, dans les Régions, les Communes, là où la parole du peuple peut être entendue. Nous devons restaurer l'esprit patriotique et n'accueillir parmi nous que ceux, venus d'ailleurs, qui veulent le partager.

*Ce texte critique le décalage entre le peuple et l'élite politique en France, en référence au pamphlet de l'Abbé Sieyès de 1789. Il rappelle le rejet du Traité de Lisbonne par le peuple en 2005 et sa ratification par le Congrès en 2008, un acte qui a conduit à un désenchantement croissant et à une abstention record aux Législatives de 2022. L'auteur déplore l'éloignement de l'idéal d'une Europe des Nations et d'une démocratie référendaire voulus par De Gaulle. Il appelle à une restauration de la souveraineté nationale et du pouvoir référendaire, critiquant les récentes décisions du Conseil Constitutionnel et suggérant que le peuple pourrait mieux gérer des enjeux comme les retraites, l'immigration, la sécurité, la fiscalité, l'assistanat, la pauvreté, et la désindustrialisation. L'élite est remise en question, jugée inefficace face à l'inflation, à l'endettement, à la crise des hôpitaux, et à la chute du système éducatif. L'auteur critique aussi la gestion de la pandémie par l'élite et propose que les problèmes soient traités plus localement, avec des référendums initiés par le peuple, la suppression des doublons administratifs, et une lutte contre la corruption.*

## **Qu'est-ce que le Peuple ?**

On se souvient du pamphlet publié par l'Abbé Sieyès en janvier 1789 en prélude à la convocation des Etats Généraux :

*Qu'est-ce que le Tiers Etat : Tout*

*Qu'a-t-il été jusqu'à présent dans l'ordre politique : Rien*

*Que demande-t-il : A devenir quelque chose !*

Qu'on pourrait transposer aujourd'hui en affirmant

*Qu'est-ce que le Peuple : Tout*

*Qu'est-il devenu depuis 2005 dans l'ordre politique : La cinquième roue du carrosse*

*Que demande-t-il : A redevenir maître de son propre destin !*

On se souvient en effet du désastreux stratagème conduit subrepticement par le couple RPR/PS en 2008 après que le peuple ait refusé en 2005 de ratifier le Traité de Lisbonne, étendant considérablement les pouvoirs législatifs de l'UE et renforçant ses domaines d'intervention au mépris de la souveraineté nationale.

Les fossoyeurs de 2008, Sarkozy et Hollande, faisant ratifier par le Congrès un texte rejeté par le Peuple ne se rendaient pas compte qu'ils allaient provoquer un désenchantement de la vie politique française qui n'ira qu'en s'accroissant sous Macron avec pour la première fois aux Législatives de 2022 un nombre d'abstentionnistes supérieur au nombre de votants déniaient toute légitimité à un vote même légal et aboutissant à un rejet massif de la vie politique dont on mesure aujourd'hui les gravissimes conséquences.

On est loin de l'Europe des Nations que souhaitait De Gaulle.

On est loin de la conception légitimiste qu'il avait du scrutin populaire à l'occasion des référendums, quittant même le pouvoir sans y être obligé en avril 1969 après une défaite au référendum sur la modification du Sénat.

Si on veut qu'à nouveau le Peuple français s'exprime sur les questions politiques qui le concerne il faut rétablir de toute urgence le pouvoir référendaire par un retour à l'esprit de la Constitution de 1958, remplaçant ces pitoyables et hypocrites tentatives des RIP et même des RIC ignominieusement sanctionnées récemment par le Conseil Constitutionnel.

Qu'aurait répondu le Peuple si après des débats correctement menés on lui avait proposé un système équitable des Retraites ?

Que dirait-il si au vu des événements récents on l'interrogeait sur une organisation plus réaliste de l'Immigration ?

Accepterait-il que des territoires entiers échappent à la loi républicaine, que des Policiers, des Sapeurs-Pompiers, des Médecins, des Professeurs, des personnes âgées, des femmes et des enfants soient molestés, que la fiscalité soit si injuste pour les classes moyennes, que des déserts médicaux se propagent dans toute la France, qu'un Assistanat coûteux et généralisé se fasse sans réel contrôle et sans contrepartie, que 10 millions de Français soient sous le seuil de pauvreté, que la désindustrialisation du pays soit devenu la règle des tenants de la mondialisation ... ?

Des esprits chagrins rétorqueront bien évidemment que le Peuple n'a pas la capacité de l'élite pour résoudre les problèmes. Et c'est bien exact ! Mais cette élite autoproclamée est-elle si efficace ? Si l'on en juge par l'état de l'inflation, le creusement abyssal de la dette, la tragique situation de nos hôpitaux, la déconstruction honteuse de notre système éducatif (France au 26<sup>ème</sup> Rang de Pisa) on peut en douter.

On commence à voir arriver les faillites post-Covid. Il est en effet temps de rembourser des emprunts généreusement octroyés pendant la pandémie. Or les choix de l'élite n'ont pas été innocents !

Un exemple : Quand l'Etat exige la fermeture de certains commerces en raison du confinement du Covid, il prête de l'argent aux commerçants louant des locaux commerciaux pour qu'ils puissent payer leurs loyers. N'aurait-il pas été plus judicieux de partager l'effort entre propriétaires et locataires ? Aujourd'hui ces propriétaires choyés par Bercy vont se retrouver sans locataires...les commerçants ayant fermé boutique et le contribuable paiera pour les emprunts non remboursés !

Le peuple pour autant qu'on veuille exposer devant lui lors de débats tolérants et responsables les différentes options qui se présentent est capable de se faire une opinion et de prendre parti.

Plusieurs cerveaux étant plus intelligents qu'un seul, l'heure n'est plus au monarque fut-il républicain.

Les problèmes doivent se traiter au plus près des citoyens. C'est Napoléon qui disait : « *On peut gouverner de loin mais on n'administre bien que de près* ».

Le retour au sein d'une Europe des Nations à une souveraineté sans faille (nulle directive européenne ne pouvant s'appliquer sans être ratifiée par le Parlement National), la représentation proportionnelle aux Assemblées, la transmission des pouvoirs d'administration aux collectivités locales (Région, départements, communes), le recours au référendum pour trancher tous les grands débats du moment, la possibilité pour le peuple de susciter lui-même un référendum dès la réunion d'1 million de signatures, la suppression des doublons administratifs, la lutte contre la corruption, voilà quelques pistes utiles pour la réflexion sur l'avenir de notre pays.

*L'auteur de l'éditorial exprime une urgence pour les militants de l'Humanisme d'engager un dialogue tolérant face aux tensions grandissantes en France. Il critique l'évolution du rôle présidentiel, devenu trop puissant et déconnecté de la volonté populaire, évoquant l'histoire récente et la pratique du pouvoir, en particulier sous Macron, dont la légitimité est questionnée. Les réformes gouvernementales actuelles, souvent contestées, annoncent des troubles sociaux imminents. La division politique et l'incapacité à gouverner avec le soutien populaire sont mises en avant, soulignant le risque d'une crise plus profonde. Il questionne l'avenir des partis traditionnels de gauche et de droite, ainsi que les conséquences d'une possible majorité du Rassemblement National. L'éditorial conclut sur la nécessité d'un pouvoir véritablement démocratique, insistant sur l'importance d'une majorité claire, quelle que soit sa tendance politique, pour éviter un conflit civil.*

## **Et si nous étions tous concernés ?**

Au fil des jours j'égrène des éditoriaux qui soulèvent les difficultés auxquelles notre pays est confronté dans un esprit d'ouverture même si certains peuvent, peut-être, penser que je ne suis qu'un conservateur !

J'estime que nous, militants de l'Humanisme, ne pouvons-nous désintéresser des problèmes de l'heure et qu'il est de notre devoir d'agir pour diffuser auprès de nos proches cette exigence de dialogue tolérant et fraternel sans lequel notre pays court à sa perte par la violente opposition qui apparaît entre des factions bientôt irréconciliables.

Nous avons laissé dériver un régime bâti autour d'un Président fort doté de pouvoirs qu'aucun autre Chef d'Etat de l'UE ne pouvait égaler.

Mais cette dérive autoritaire était compensée au moment où le Peuple français avait adopté sa Constitution de 1958 par la certitude que le Chef de l'Etat remettrait régulièrement en jeu la confiance que lui témoignait le Peuple grâce à la réélection d'une majorité claire à l'Assemblée nationale et grâce à des référendums successifs sur les questions majeures qui se posaient au pays.

Déjà sous Giscard qui, en 1978, avait indiqué qu'il se maintiendrait au pouvoir s'il perdait les élections législatives (il avait même ajouté qu'il se retirerait à Versailles !!!) puis sous ses successeurs cette hauteur morale de soumission au pouvoir du Peuple s'était bien envolée.

Avec Emmanuel Macron, la légalité d'une élection lorsque moins d'1 électeur sur 2 a participé au dernier vote n'est pas remise en cause, mais sa légitimité est grandement compromise.

On est parti pour subir encore pendant presque 4 ans un mode de gouvernement sans cesse rejeté par le Peuple : retraites, transports, santé, émeutes, sécurité, pouvoir d'achat, dette abyssale, désastre scolaire, crise policière, jusqu'où n'ira-t-on pas car il serait bien surprenant qu'après les Gilets Jaunes, la Santé, les Syndicats, les Ecologistes, les émeutiers, on n'assiste pas dès la rentrée, une fois passée la trêve estivale à de nouvelles manifestations de plus en plus violentes.

Les chantiers en cours appellent des réformes urgentes et l'hémicycle est bien incapable de s'entendre. On va le voir dès la prochaine session sur la question de l'immigration où le Gouvernement envisage une fois encore de faire appel au 49-3.

Mais, on ne peut pas durablement gouverner un pays contre 70% de ses habitants. Et l'on sait bien que si Emmanuel Macron dissolvait l'Assemblée, le nouvel hémicycle, en l'état actuel des choses, serait sans doute le même en pire !

### **Alors que faire ?**

A Gauche, les sociaux-démocrates vont-ils accepter de disparaître au profit d'un mouvement radicalisé qui n'obtiendra jamais la confiance d'une majorité de Français ?

A Droite, les partis moribonds (LR et UDI) vont-ils comprendre qu'une Union des Droites est la seule façon de revenir au pouvoir ?

Le RN, même s'il a le vent en poupe, prendra-t-il conscience du fait que s'il obtenait la majorité, il déclencherait malgré sa légitimité une révolution sanglante dans le Pays ?

Les Macroniens, conscients de l'inefficacité prouvée du « *En même temps* » regagneront-ils les deux pôles politiques d'où ils proviennent, les uns rejoignant la Droite, les autres recomposant la Gauche ?

Ne comprenons-nous pas que si nous restons inactifs, observant de loin les émeutes ou les manifestations de rue, peu mobilisés en faveur d'une révolution majeure de notre système éducatif, insouciants aux problèmes de sécurité, ignorant les flots migratoires incontrôlables, laissant les mouvements revendicatifs s'enliser, l'inflation appauvrir un nombre de plus en plus grand de nos concitoyens, tout cela finira par une guerre civile ?

Oui, il est temps, il est grand temps que le pouvoir revienne au Peuple.

Que la Droite ou la Gauche l'emporte n'a aucune importance. Mais qu'une majorité claire se dégage après que le pays ait été clairement informé des enjeux et, Vox Populi, Vox Dei, tranche dans le sens qui aura sa faveur.

*La France, autrefois fière de son rôle universaliste, fait face à un déclin, glissant au 7ème rang économique mondial. La baisse de son éclat culturel, un déficit commercial abyssal, et une inflation galopante exacerbent la situation. Avec une dette nationale alarmante et un gouvernement paralysé, la perspective est sombre. Les réformes semblent bloquées, l'immigration incontrôlée et la désindustrialisation posent problème, tandis que le pays semble s'endetter sans fin. Le Président Macron, sans majorité, ne semble pas pouvoir utiliser le référendum pour résoudre les crises majeures. Des solutions proposées incluent la réaffirmation de la souveraineté nationale, une réforme constitutionnelle pour une représentation plus proportionnelle, une refonte de l'éducation, un contrôle plus strict de l'assistanat social, et des mesures pour relancer l'industrialisation. On suggère également un soutien aux jeunes dans l'emploi, une coopération renforcée avec la Francophonie, des mesures d'intégration pour les migrants, un appel à la solidarité des plus riches, et une révision des politiques de sécurité, de nationalité, et de médias pour renforcer la démocratie et la justice sociale.*

## **Retrouver une fierté nationale**

La France partage avec quelques autres pays à travers le monde la certitude de sa vocation universaliste, ce qui a parfois conduit nos compatriotes à une bien inutile arrogance. Savez-vous par exemple que c'est la France qui détient le plus grand nombre de victoires militaires dans l'histoire de l'humanité ?

Mais aujourd'hui le pays connaît un déclin qui se traduit au niveau économique mondial par un déclassement à la 7<sup>ème</sup> place derrière les USA, la Chine, la Russie, l'Inde, le Japon et même la Corée du Sud, pays qui, il y a 50 ans, n'était guère plus avancée que son sinistre voisin du Nord.

Sur le plan culturel, nous ne brillons plus par le nombre de Prix Nobel ou de Médailles Field décernés à nos compatriotes et ce n'est pas notre lamentable place au 26<sup>ème</sup> rang du classement Pisa qui va nous consoler. Il nous reste certes quelques beaux Instituts mais trop souvent nos diplômés de l'X ou de l'ENS sont attirés par les immenses possibilités qui leur sont offertes outre-Atlantique par les GAFAM.

Notre déficit du Commerce Extérieur a presque doublé depuis 2022 pour atteindre 164 milliards d'euros. Sous l'effet de la flambée du gaz, du pétrole et des matières premières, la balance entre les importations et les exportations vient d'arriver à son plus haut niveau depuis l'après-guerre. Le SP 95 a de nouveau dépassé les 2.30 € à Paris.

### **La rentrée sera rude.**

L'inflation qui affecte non seulement les 10 millions de pauvres mais désormais aussi les classes moyennes, poussant à la malbouffe et à l'obésité, le dérèglement de notre assistanat social colmatant quelques brèches par des chèques tirés à crédit, le niveau de l'endettement qui vient de passer la barre des 3.000 milliards d'€ (120% du PIB) nous fait rêver de l'époque où en 1980 il n'était que de 589 milliards de Francs (89 milliards d'€) soit 20% du PIB ! Seulement 100% de plus !

### **Le pays peut-il s'en remettre ? Telle est la question !**

Le désamour envers le Président Macron qui doit encore en principe tenir 4 ans, l'absence de majorité à l'Assemblée Nationale paralysant toute réforme sauf recours au 49.3, la hausse des prix insupportable, les émeutes d'une jeunesse en perdition réduite au pillage, l'ethno-racialisme qui sévit dans les territoires perdus de la République, l'incapacité de trouver remède à une immigration incontrôlée, la désindustrialisation massive de la France qui ne produit presque plus rien (la part industrielle du PIB est tombée à 12% contre 20% en Allemagne et notre pays depuis 1980 a perdu la moitié de ses emplois industriels (2.2 millions d'emplois perdus) mais qui croit qu'elle pourra encore vivre longtemps à crédit... tout cela pousse au plus grand pessimisme.

Comme le Président Macron est incapable de faire appel au référendum pour trancher les plus importantes questions de l'heure : insécurité, immigration, inflation, politique énergétique, retraites,



politique sociale, réduction des inégalités (avec 2.821.000 millionnaires en € la France se classe désormais au 3<sup>ème</sup> rang mondial derrière les USA et la Chine malgré les différences de population), on ne peut que craindre une rentrée difficile.

### Que proposer ?

- Un retour à la souveraineté nationale soumettant, sous menace de Frexit, toute décision de la Commission Européenne à l'approbation préalable du Parlement français pour la rendre exécutoire.
- Une modification constitutionnelle établissant la proportionnelle départementale pour l'élection des Députés (réduits à 500) et des Sénateurs (réduits à 250)
- Un programme de restructuration de notre modèle éducatif repartant des jardins d'enfants et de la Maternelle puis s'étendant progressivement à toute la scolarité obligatoire
- Une redéfinition de l'assistanat social mieux contrôlé et réservé aux cotisants, Français ou Immigrés, en situation régulière
- Une réindustrialisation de la France, favorisée par une taxation à l'importation des produits en provenance de pays avec lesquels nous avons un déficit commercial
- Une aide à l'emploi des jeunes après la période de scolarité par l'exonération des charges sociales jusqu'à l'âge de 20 ans
- Une aide au développement destinée aux pays de la Francophonie en relation avec une nouvelle politique d'ouverture et de coopération (favorisant à la fois l'octroi plus facile de visas, le contrôle de l'immigration clandestine et la création de Lycées français à l'étranger (avec bourses au mérite)
- La création de villages d'intégration sur le territoire métropolitain et dans les DOM-TOM accueillant les migrants et leur famille pour une période de transition (apprentissage de la langue, travail selon les compétences, apprentissage éventuel d'un métier, examen de l'aptitude à respecter dans le secteur public nos lois et nos valeurs civilisationnelles, liberté d'installation une fois terminée avec succès la période d'intégration dès qu'un emploi est proposé ou refoulement en cas de crimes ou délits).
- Appel à la solidarité des plus riches (les 2.821.000 millionnaires et surtout les 141 milliardaires qui ont TRIPLE leur fortune depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron). En 2023 la France compte désormais en effet 141 milliardaires, contre 55 il y a dix ans et la fortune totale des 500 Français les plus riches s'élève à 1 170 milliards d'euros soit 45 % du PIB
- Révision de notre politique sécuritaire et pénale (construction de prisons, application stricte des décisions de justice, renvoi des clandestins et des OQTF dans leurs pays d'origine et relégation en cas de refus)
- Modification de l'attribution de la nationalité française à 18 ans pour des enfants de parents étrangers (absence de délit)
- Nouvelles règles concernant la possession des médias (aujourd'hui principalement entre les mains de l'oligarchie financière) et instauration dans les chaînes publiques de débats tolérants systématiques sur tous les sujets politiques, économiques et sociétaux se posant à la population française, pour instruire nos concitoyens et éviter la diffusion de Fake News et de théories complotistes

A suivre...

*La République, fondée sur le gouvernement du peuple et les principes de Liberté, Égalité, Fraternité et Laïcité, doit prévaloir uniformément sur tout le territoire et pour tous les citoyens. La République et la Démocratie diffèrent par leur approche de l'assimilation versus la coexistence des cultures. Le multiculturalisme enrichit mais peut aussi engendrer des tensions. L'assimilation réussie des migrants européens en France contraste avec l'approche envers les migrants africains, souvent utilisés comme main-d'œuvre bon marché et négligés dans leur contribution potentielle au développement de leur pays d'origine. La politique française d'immigration et de colonisation est critiquée, avec un passé de gestion contestable et des relations actuelles déclinantes avec les anciennes colonies. La politique étrangère française est jugée rigide, avec une gestion inefficace des relations post-coloniales et un manque de soutien aux institutions francophones à l'étranger. Cette négligence a contribué à l'affaiblissement de la présence francophone mondiale, malgré un potentiel de 2 milliards de locuteurs. L'auteur plaide pour un renouveau des relations basées sur l'entraide et la fraternité pour revitaliser la sphère d'influence française dans le monde.*

## **Est-on encore en République ?**

En 1863, dans son discours de Gettysburg, le Président Lincoln énonçait le principe républicain du « *Gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple* » repris mot à mot dans l'Article 2 de notre Constitution de 1958.

Liberté, Égalité, Fraternité et depuis 1905 Laïcité sont les bases sur lesquelles s'applique le caractère souverain de la République qui doit s'imposer de manière uniforme à l'ensemble des citoyens et sur tout le territoire national.

Aucune partie du peuple, ni aucun individu ne peut, en théorie, s'y soustraire.

On voit donc que si République et Démocratie sont deux notions complémentaires, elles ne sont pas strictement identiques, l'une cherchant à uniformiser par une véritable assimilation les individus provenant d'autres cultures, l'autre tolérant des îlots de coexistence entre communautés différentes au sein du même territoire.

Certes la présence de personnes d'origines et de cultures différentes peut être source de richesse mais le multiculturalisme est aussi source de malentendus, de tensions, voire de conflits violents occasionnés par l'occupation par des migrants de quartiers ou de villes que l'on appelle désormais les « territoires perdus de la République ».

Or, une communauté, un groupe ne peut exister qu'avec des valeurs partagées obligeant pour les nouveaux arrivants l'effacement partiel sinon l'abandon de certaines singularités (port de signes religieux ostentatoires dans l'espace public par exemple) au profit d'un consensus s'appuyant sur les acquis culturels et civilisationnels du pays d'accueil.

Si dans un monde en déconstruction on refuse cette exigence, alors il faut comme c'est typiquement le cas en Angleterre, accepter que les communautarismes s'installent dans des quartiers réservés (chinois, sikhs, arabes, africains, ...) allant jusqu'à autoriser (c'est malheureusement déjà le cas dans certains quartiers Nord de Marseille) des « Check Points » gardés par des vigiles armés de Kalachnikovs et jusqu'à laisser impunies des agressions contre police, médecins, pompiers qui osent en franchir les portes !

Mais en France, cet effort d'assimilation qui avait été assez correctement réalisé pour les arrivants polonais, italiens, espagnols et portugais n'a jamais été poursuivi avec une vigueur suffisante, pour les migrants africains de nos anciennes colonies vis-à-vis desquels pourtant nos devoirs étaient encore plus grands et trop souvent, les migrants légaux ou clandestins n'ont été tolérés que parce qu'ils servaient de main d'œuvre bon marché.

On n'a même vidé sans vergogne nos ex-colonies d'une population éduquée (médecins d'Afrique du Nord par exemple dans nos hôpitaux publics alors qu'on pratiquait chez nous un infâme Numerus Clausus) qui auraient pourtant été bien plus utiles dans leurs pays d'origine.

Aujourd'hui après des années de France Afrique (*Papa m'a dit !*), notre pays est rejeté de la plupart de ses ex-colonies (Mali, Burkina-Faso, Niger...) et Russes, Chinois et Américains s'emploient à nous chasser d'un univers francophone qui aurait dû être soigneusement cultivé par nos gouvernements successifs.

Il est vrai qu'après les abandons de Choiseul sous Louis XV d'une bonne partie du Canada, la cession de la Louisiane par Napoléon, la perte au profit de la Grande-Bretagne de la Colonie des Indes malgré les exploits de Dupleix et de Bussy, la gestion humiliante de nos colonies africaines, l'incapacité de nouer avec les pays devenus indépendants des relations d'égalité, l'aveuglement de notre gouvernement actuel croyant restaurer une confiance à coup de « Mea Culpa » la rigidité de notre Ministère des Affaires étrangères, notre politique de Visas indigente, la faiblesse des moyens affectés aux établissements d'enseignement français à l'étranger... on ne pouvait guère faire plus mal pour réduire comme une peau de chagrin l'espace francophone qui avec l'Inde le Canada, la Louisiane et l'Afrique aurait pu compter plus de 2 milliards de locuteurs.

Ce « Far South » que j'ai si souvent proposé et qui s'éloigne de plus en plus, si rien n'est fait pour rétablir ces relations d'entraide fraternelle qui devraient nous unir.

*Face à une crise multiforme en France, marquée par des problèmes d'immigration, d'inflation, d'insécurité, d'endettement et de défiance envers les institutions, un appel est lancé à la jeunesse pour redresser le pays. La proposition consiste à instaurer un service national obligatoire de neuf mois pour les jeunes après le baccalauréat, touchant environ un million de personnes, rémunérées et logées si nécessaire. Ce service permettrait une diversité d'activités éducatives, sociales, environnementales et sécuritaires, favorisant la mixité sociale et l'engagement citoyen. Il offrirait aussi une pause réflexive post-lycée, une chance de maturité pour les élites académiques, un rattrapage pour les moins avancés et une réhabilitation pour ceux ayant des addictions. Cette année de service serait un antidote à l'individualisme, au complotisme et aux extrêmes, promouvant la solidarité, le respect des valeurs républicaines et l'intégration consciente des immigrants. Ce projet vise à améliorer le chômage des jeunes, la production de biens et services et à renforcer la cohésion nationale. La réinstauration d'un service civil national est présentée comme un ciment essentiel de l'appartenance à la nation, un remède aux années perdues sans cette unité.*

## **Appelons la Jeunesse à l'aide pour redresser le Pays !**

La situation de la France est tellement catastrophique et risque si fort de s'aggraver encore à la rentrée avec le projet de Loi sur l'Immigration, la spirale infernale de l'inflation qui repart, l'insécurité à tous les coins de rue, l'endettement jamais atteint qui va doubler la charge de la dette, la hausse inacceptable, au pays du nucléaire, de l'électricité parce que le Président Macron n'ose pas déplaire aux Allemands, le malaise de la police et la perte de confiance de nos concitoyens dans la Justice et dans les valeurs de la République... que seule une action sans précédent pourrait nous tirer d'affaire.

### **De quoi s'agit-il ?**

D'appeler notre jeunesse à l'aide pour redresser le pays en rétablissant un service national obligatoire de 9 mois à la sortie du Baccalauréat.

Cela concernerait environ 1 million de jeunes (garçons et filles sauf inaptés) et marquerait leur reconnaissance envers la Patrie par une contribution volontaire de 9 mois (l'équivalent d'une année scolaire) rémunérée sur une base de type RSA avec possibilité d'hébergement soit à leur domicile soit dans des établissements publics (internats, cités universitaires, casernes...).

Ces jeunes pourraient se répartir selon les postes offerts dans diverses activités éducatives, sociales, environnementales, sécuritaires, associatives...

Ce service national serait aussi une occasion retrouvée de mixité sociale, les uns éduqués, talentueux pouvant devenir pour 9 mois les enseignants des autres, ceux qui n'ont pas encore trouvé leur voie pouvant bénéficier d'une deuxième chance d'apprendre un métier, les uns aidant les enfants du Primaire et des Collèges par un tutorat scolaire, les autres aidant les personnes âgées à leurs domiciles et dans les EHPAD, certains participant à des stages dans l'administration, d'autres nettoyant forêts et rivières, tous passant leur permis de conduire.

Une année sabbatique après le Lycée n'est pas forcément une année perdue bien au contraire. Les forts en thème qui auraient intégré une prépa renommée mûrissant leur projet pour mieux repartir, les « bacheliers trop justes » pour attaquer avec succès un parcours universitaire pouvant se remettre à flot par une année de préparation à l'enseignement supérieur, les égarés de l'éducation nationale ne maîtrisant pas les savoirs fondamentaux, lire, écrire, compter, penser, trouvant enfin une formation de rattrapage « robuste », les « paumés » drogués aux stupéfiants ou d'autres addictions pouvant être assistés sur la voie de la guérison.

Cette année commune à l'heure où les mouvements de jeunesse ont vu leurs effectifs s'effondrer, où l'individualisme s'enferme trop souvent dans les réseaux sociaux, le complotisme et les Fake News, où pour ceux qui choisiraient la coopération une ouverture sur le monde serait rendue possible, n'est-ce pas la meilleure façon de s'extirper des tendances suicidaires de la déconstruction, du wokisme, des dérives prétendument antifa et antiracistes qui tournent souvent au vrai fascisme et au

racialisme, l'occasion d'échapper aux sirènes des black block, à des « sectes irraisonnées » faussement écologistes, anti vaccinales, anti police, vivant de trafics de drogues, d'armes, d'agressions et de pillages.

Prendre conscience que nous appartenons à un même peuple, que nous devons être solidaires les uns des autres, que nous devons respecter les valeurs républicaines, et pour ceux venus d'ailleurs qu'on ne peut devenir Français par le simple hasard d'un lieu de naissance mais qu'on doit par la pratique de la langue, la connaissance de l'histoire et des valeurs de la République, le respect des lois accéder à l'amour de sa nouvelle patrie et bénéficier ainsi de la considération de ceux qui vont devenir ses concitoyens.

Tout cela doit être rendu possible par cette année commune retrouvée.

Le parking anti-chômage d'une année de transition améliorera aussi nos statistiques et la production beaucoup moins coûteuse de biens et de services offerts à bon compte par nos jeunes apportera sa pierre à l'édifice de la reconstruction de la France.

Le pays doit se redresser, se réindustrialiser, retrouver la place qu'il n'aurait jamais dû perdre quant au niveau de l'éducation, retrouver une solidarité active permettant de fuir l'égoïsme des nantis, de se respecter et d'être respectés.

En rapprochant le coût de 1.000.000 de jeunes pendant 9 mois au service de la Nation et les bénéfices attendus on ne peut que regretter que tant d'années aient été perdues pour n'avoir pas compris que si une Armée de métier était aujourd'hui indispensable le maintien d'un Service National Civil aurait dû rester ce « ciment » indispensable à l'appartenance à une même Patrie.

*Le texte critique le don de Bernard Arnault aux "Restos du Cœur" en le comparant à une contribution fiscale potentielle plus équitable des riches en France. Il souligne le détournement des principes fiscaux non confiscatoires en France, avec plus de la moitié des Français n'ayant pas d'impôt sur le revenu mais payant des taxes indirectes. Il met en évidence les taux marginaux d'imposition progressifs et comment les hauts revenus bénéficient d'une flat tax de 30% sur les dividendes, ce qui diminue l'imposition réelle des actionnaires. Le texte suggère que la suppression de l'ISF, remplacée par l'IFI, constitue un autre avantage pour les riches, et appelle à plus de solidarité et d'efficacité dans l'utilisation des fonds sociaux en France. Il dénonce également la gestion coûteuse des prestations sociales, et insiste sur la nécessité de soutenir ceux qui en ont le plus besoin à travers un système plus efficace et équitable.*

## Merci Patron !

Rappelant le célèbre documentaire satirique de François Ruffin de 2016 dont l'idée lui était peut-être venue de ce splendide spot publicitaire de la Française des Jeux « *Au Revoir Président* » de 2002, chacun aurait dû se réjouir sans arrière-pensée du généreux don de 10 millions d'€ de Bernard Arnault aux « Restos du Cœur », la belle initiative lancée en 1985 (déjà) par Coluche !

Certes on pourrait rappeler Mathieu 6 :3-4 « *Quand ta main droite donne quelque chose à un pauvre, ta main gauche elle-même ne doit pas le savoir* » mais, tout compte fait, ça ne coûte pas plus cher qu'une bonne pub qui profitera à cette famille.

Seulement voilà, les Français ne savent pas compter !

Imaginons qu'au lieu de s'en remettre à la bonne volonté toujours hypothétique d'une bonne âme on essaie de proposer en ces temps de grandes difficultés à un appel à la solidarité exceptionnel de :

- 100 € pour ceux qui gagnent plus de 100.000 € par an (il leur resterait 99.900€)
- 1000 € pour ceux qui gagnent plus de 300.000 € par an (il leur resterait 299.000€)
- 10.000 € pour ceux qui gagnent plus d'1 million par an (il leur resterait 990.000€)
- 1/1000 de leur patrimoine pour nos 10 plus grands milliardaires (il leur resterait 99.9% de leur fortune)

Cela ferait combien ? **825 millions d'€ soit 82 fois plus que le don de Bernard Arnault !**

Au pays de « Liberté Égalité Fraternité » on doit à la fois respecter :

- La progressivité de l'impôt (Art 13 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, partie intégrante de la Constitution)
- La nécessité de reconnaître le droit à la récompense pour les plus talentueux (pas d'impôt confiscatoire au-delà de 50%)
- La soumission des revenus quelle que soit leur nature (travail ou capital) à la même règle fiscale (fin de la flat-tax uniforme à 30% quel que soit le revenu du capital)
- L'imposition à la mode américaine : Un Français ou une entreprise française doit régler à la France le même montant d'impôt quel que soit son lieu de prélèvement (pas de double imposition, pas de paradis fiscaux)

Or tous ces principes qui n'ont rien de confiscatoires sont largement détournés en France

Plus de la moitié des Français (54%) ne paient pas d'impôts sur le revenu. Notons tout de même qu'ils paient des impôts indirects (TVA, taxes diverses).

Les tranches successives par part fiscale sont de

- 11% jusqu'à 27.000 € de revenu NET imposable
- 30 % jusqu'à 78.000 € de revenu NET imposable
- 41 % jusqu'à 168.000 € de revenu NET imposable

- 45 % au-delà de 168.000 € de revenu NET imposable

Notons tout de même qu'il y a environ :

- 500.000 personnes qui perçoivent des revenus supérieurs à cette limite
- Dont près de 100.000 au-dessus de 300.000 €
- Et près de 10.000 au-dessus d'un million d'€ de revenu annuel

Notons également que les plus fortunés perçoivent une bonne partie de leurs revenus grâce aux dividendes payés par les sociétés. En France rien que les entreprises du CAC 40 ont versé en 2022 plus de 80 milliards d'€ à leurs actionnaires !

Mais ces dividendes sont soumis à la Flat Tax de 30% ! Donc pour les hauts revenus cela correspond à une atteinte à la progressivité de l'impôt au taux marginal de 45% surtout que dans les 30% figurent les 17.8% de prélèvement sociaux CSG-CRDS si bien que l'impôt sur le revenu réel payé par les actionnaires tombe alors à 12.2% du montant des dividendes !

Un beau cadeau offert en 2018 par le Président Macron **dès qu'il a été élu** à l'oligarchie qui l'a amené au pouvoir car notez-le bien la Flat-Tax n'est intéressante que pour ceux dont le taux d'imposition incluant CSG-CRDS est supérieur à 30% ce qui est tout de même le cas de 6.500.000 foyers fiscaux français (17% des foyers fiscaux) !

On aimerait que grâce à la participation imaginée autrefois par le Général De Gaulle, un nombre plus important de foyers perçoive des dividendes...ce qui améliorerait leur pouvoir d'achat !

Autre cadeau bien agréable pour les mêmes, la suppression de l'ISF qui malgré des niches fiscales invraisemblables (voitures de collections, toiles de maîtres, biens professionnels) rapportait tout de même 4 milliards par an, remplacé par l'IFI qui touche 165.000 « *petits* » riches (ceux par exemple propriétaires de leur appartement parisien) mais qui ne rapporte plus que 1.8 milliard !

Mais il ne suffit pas d'accumuler les taxes au pays le plus fiscalisé au monde. Il faut plus de solidarité ce qui signifie que les laissés pour compte qui en ont le plus besoin doivent pouvoir compter sur l'aide de l'Etat à travers les associations et les CCAS à condition toutefois que les sommes versées ne soient pas dépensées en pure perte ou avalées par des charges de gestion insupportables.

Qu'on en juge !

La France est l'un des pays européens qui consacre le plus de moyens aux diverses prestations sociales, que ce soit pour la maladie, le chômage, la retraite, la famille ou les minima sociaux, RSA, minimum retraite, CAF (33.3% de son PIB soit 834 milliards d'€ ce qui correspond en moyenne à 12.350 € par habitant !!!

La liste est si longue qu'elle donne une idée de la gabegie concernant les frais de gestion de tous ces postes : Allocations familiales, accueil du jeune enfant, rentrée scolaire, allocations d'autonomie, aide aux transports (SNCF, IDF, Permis de conduire), aides au logement, garantie Loca Pass, carte vitale, aide à l'alternance, aide aux apprentis, aides aux demandeurs d'emplois, garantie jeune, RSA jeune, prime d'activité, aide aux migrants sous toutes leurs formes...

A ne pas oublier les 470 milliards versés chaque année par la Sécurité Sociale...

Il faudra vraiment lancer un jour la chasse au Gaspi !

*L'auteur exprime un scepticisme face à certaines positions écologistes, qu'il juge comparables à des dogmes religieux. Il reconnaît l'importance de combattre les pollutions et de préserver la biodiversité, mais critique la propagation de "Fake News" au sein du mouvement. Il conteste l'idée qu'un nouvel aérosol puisse réduire significativement le CO2, nécessaire à la croissance des plantes, et met en doute la compréhension des écologistes sur des sujets tels que les cycles de Milankovitch. L'auteur souligne l'inefficacité des efforts pour réduire la dépendance au charbon et critique l'industrie des voitures électriques pour leur empreinte carbone élevée. Il dénonce également la stratégie de décroissance qui a affaibli l'industrie française, provoquant un déplacement de la pollution en Chine et un déficit de compétences manufacturières en France. La politique anti-nucléaire est également critiquée pour avoir ralenti l'innovation, notamment dans le domaine des centrales à Thorium, technologie que la Chine a récemment adoptée à partir de recherches françaises. L'auteur attaque les Verts pour leur proximité avec des théories extrêmes et le sentiment d'exclusion qu'il ressent en tant qu'homme blanc hétérosexuel de plus de 50 ans. Il évoque la pression économique subie par les PME et artisans à cause des coûts énergétiques élevés, conséquence d'une politique énergétique européenne influencée par l'Allemagne à l'encontre des intérêts français. Il conclut sur une note d'avertissement sur la nécessité de reconnaître et de rectifier ce qu'il considère comme une tromperie de longue date.*

## Une religion au pays de la laïcité : l'Écologie !

On me reproche parfois d'avoir la dent dure contre les Écologistes !

Rien n'est moins vrai lorsqu'il s'agit de lutter contre les pollutions de toute nature, pollutions de l'air et des eaux, insecticides, pesticides, déchets plastiques en mer mais aussi de préserver la biodiversité des espèces, la qualité de notre environnement rural et la beauté de nos espaces naturels.

En revanche j'avoue que je n'ai plus la patience de discuter avec les propagateurs de tant de Fake News qui à l'instar des dogmes d'une religion ne peuvent même plus être discutées.

### Quelques exemples :

Faites croire à un Écologiste que grâce à un nouvel aérosol on pourra bientôt réduire de moitié le taux de CO2 dans l'atmosphère ! A son rire béat et satisfait vous comprendrez qu'il ne sait même pas que le CO2 est indispensable à la croissance des plantes et que si sa concentration baissait de moitié le règne végétal disparaîtrait !

Expliquez-lui que les variations à long terme des paramètres de l'orbite terrestre (cycles de Milankovitch) entraînent des changements climatiques qui n'ont rien à voir avec l'Anthropocène ou même pour utiliser le vocabulaire fanatique de Sandrine Rousseau avec un prétendu Androcène : Il ne vous croira pas !

Dites-lui (les chiffres sont vérifiables) qu'au cours des 20 dernières années malgré les efforts innombrables des GIEC et autres COP, la teneur charbon de l'énergie produite n'a pas baissée mais est au contraire passée de 22 à 27%, que les Verts Allemands qui ont torpillé notre industrie en faisant abandonner le nucléaire à des dirigeants français stupides s'écrasent mollement lorsque, guerre d'Ukraine oblige, leur pays achète chaque jour des quantités de plus en plus grandes de gaz de schistes US, ou que la **voiture électrique** est en réalité une **voiture-charbon** produisant au cours de sa fabrication et de son exploitation deux fois plus de CO2 que les moteurs thermiques. Il vous prendra pour un malade !

Alors que je suis parmi les défenseurs acharnés des produits durables et que je rejette les principes odieux de l'obsolescence programmée, je ne peux suivre dans leur délire les inconditionnels de la décroissance qui ont déjà ruiné notre industrie. Avec 9% de notre PIB au lieu de plus de 20% il y a vingt ans celle-ci est désormais mourante. On fabrique tout en Chine sans vouloir se rendre compte qu'on ne fait que déplacer les lieux de pollution, que les déchets plastiques des mers sont dus aux transports internationaux de millions de conteneurs, qu'en ne fabriquant plus rien, on ne sait plus



rien fabriquer et que personne demain sans industrie ne pourra durablement payer les retraites d'une population vieillissante.

Quant aux anti-nucléaires qui dès 1977 ont multiplié les pressions contre le projet Superphénix de Creys-Malville puis avec Dominique Voynet se sont vantés fièrement d'avoir « *sabordé le nucléaire français à Bruxelles* » de 1997 à 2001 avant d'abandonner les recherches sur les centrales à Thorium, qui sur la base de notre stock national nous auraient assuré 1000 ans de consommation électrique, nul doute qu'un jour ils devront se présenter devant le tribunal de l'Histoire.

La Chine vient en juillet 2023 d'installer son premier réacteur nucléaire à Thorium à sel fondu grâce aux recherches...françaises !

Il vous suffira d'ajouter que les Verts sont souvent proches des pires théories wokistes qu'ils soutiennent avidement (racialisme, fascisme, antisémitisme, négation de l'histoire, tout y passe). Si vous n'êtes pas LGBT+, si vous êtes hétérosexuel, blanc, de plus de 50 ans, vous n'avez qu'un droit, celui de vous taire et ajouterais-je, en attendant qu'on vous le retire !

Notre économie (PME, artisans, commerçants) croûle sous le coût de l'énergie (électricité, carburants). Certains professionnels ont dû fermer boutique (boulangers) avec un prix de vente de l'électricité à plus de 250 € le MWh alors que son coût de production n'est que de 50 €, tout cela pour complaire aux Allemands qui ont exigé que l'électricité soit indexée NON PAS sur son coût de production mais sur le prix d'achat du Gaz américain. Seuls l'Espagne et le Portugal ont résisté mais la France, oublieuse de ses intérêts a voulu faire le bon garçon qui accepte TOUT.

Il faudra bien un jour admettre qu'on s'est littéralement fait « arnaquer » par la Commission non élue de Bruxelles alors que celle-ci dominée par l'Allemagne ne fait qu'obéir aux intérêts de cette dernière intérêts qui voient dans la France le concurrent à abattre pour que l'industrie allemande garde son rôle de premier plan au sein du Continent.

Un jour on se dira : « **Comment a-t-on pu se laisser berner aussi longtemps ?** »

*Le débat sur un éventuel "Frexit" soulève des questions complexes liées à l'histoire, l'économie et la politique de l'Union européenne. À ses débuts, la CEE et Euratom visaient l'intégration économique et le développement d'une industrie nucléaire, respectivement. Toutefois, l'élargissement de l'UE et la mise en œuvre de politiques supranationales ont suscité des critiques sur la perte de souveraineté nationale, les disparités économiques entre les États membres et l'influence des intérêts extérieurs. La France, ayant historiquement joué un rôle de leader en Europe, se trouve confrontée à des divergences économiques et politiques avec d'autres membres, en particulier l'Allemagne. Le contrôle des frontières, la protection de l'industrie nationale, la politique fiscale, et la souveraineté en matière de politique étrangère et de défense sont des points de friction majeurs. Le "Frexit" suggère une réévaluation radicale de l'adhésion de la France à l'UE, en proposant de reprendre le contrôle des frontières, de rejeter les travailleurs étrangers non contributifs, de se libérer des contraintes de l'OTAN et de poursuivre une politique nucléaire indépendante. Ces mesures impliquent une reprise de l'autonomie nationale dans les domaines législatif, économique et militaire. D'autres pistes suggèrent de réformer l'UE de l'intérieur, en exigeant que les directives européennes soient ratifiées par le Parlement national, en harmonisant la politique fiscale et en renforçant les liens avec d'autres pays européens, surtout au sud, ainsi qu'en développant l'aide à l'Afrique. Le débat sur le "Frexit" souligne l'importance des intérêts nationaux, comme le soulignait De Gaulle, et remet en question la direction que la France devrait prendre, en pesant le coût de l'intégration européenne contre les avantages de l'indépendance retrouvée.*

## **Faut-il quitter l'Europe ?**

Le 25 mars 1957, l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas signaient à Rome deux traités :

Le premier créant la Communauté économique européenne (CEE) ; le second créant la Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEA ou Euratom). Ces deux traités considérés comme un facteur de renforcement économique pour les États membres allaient entrer en vigueur le 14 janvier 1958.

La CEE avait pour mission l'établissement d'un marché commun et le rapprochement progressif des politiques économiques des États membres laissant espérer un développement harmonieux de l'ensemble de la Communauté, un relèvement accéléré du niveau de vie, et des relations plus étroites entre les États ainsi réunis.

Ce traité concentré sur le domaine économique, moins sujet aux résistances nationales, apparaissait comme un champ consensuel de coopération espérant faire oublier l'échec lamentable en 1954, du projet politique de Communauté européenne de défense (CED)

La Communauté Euratom était d'une nature différente. Il ne s'agissait pas de mettre en commun des activités économiques déjà existantes, mais de contribuer à la formation et à la croissance d'une industrie nucléaire européenne.

On voit déjà à quel point aucun des objectifs espérés n'a été rempli. Ne pouvant faire dans le qualitatif on s'est alors réfugié dans le quantitatif de 6 à 28 pour retomber à 27 après le Brexit.

Contrairement aux USA bâtis sur un territoire immense vidé de ses premiers habitants, les Nations européennes ont 2000 ans d'histoire, un passé et des intérêts contradictoires.

On ne peut donc se rapprocher qu'en se respectant les uns les autres et en n'acceptant pas que des Directives élaborées par des technocrates non élus, ceux de la Commission, s'appliquent ipso facto aux Parlements Nationaux.

On ne peut contraindre un pays à renoncer au contrôle de ses frontières, à accepter la concurrence faussée de travailleurs étrangers sur son propre sol, à céder à des exigences absurdes comme celle d'imposer la vente de l'énergie à un prix 10 fois supérieur à son coût de production, à interdire des

mesures protectionnistes lorsque son industrie nationale est en péril et son déficit commercial abyssal, à permettre entre voisins des politiques fiscales profondément agressives.

En réalité, la France de 1957 dominait largement l'Europe face à une Allemagne divisée sortant de la guerre et malgré les méfiances du Général De Gaulle, les promoteurs de l'Europe dont il est maintenant connu qu'ils agissaient secrètement pour des intérêts américains réussirent à endormir toutes les méfiances et à entraîner progressivement vers leur ruine les pays de l'Europe du Sud à partir du passage à l'Euro en Janvier 2002, monnaie beaucoup trop forte pour leurs économies qui allait plomber les comptes successivement de la Grèce puis de la France, de l'Espagne du Portugal et de l'Italie tandis que les pays de l'Europe du Nord prospéraient allègrement.

Déjà bien avant, depuis la loi scélérate de 1973, les Etats s'étaient interdits d'emprunter à leurs Banques centrales ! Or sans cette possibilité la France n'aurait jamais eu le programme nucléaire qui allait momentanément la sauver jusqu'à l'arrivée criminelle au pouvoir des Ecologistes et de leurs séides socialistes.

- Faut-il partant de ces terribles constatations partir au plus vite un Frexit semblant bien préférable au statu quo ?
- Faut-il se remémorer le devenir inique du référendum de 2005 continuer à tout accepter ?
- Faut-il s'enfermer dans le monde unipolaire de la Pax Americana et voir l'Europe disparaître englouti par l'OTAN ?
- Faut-il au contraire avant de tout casser essayer de conserver ce qui doit être conservé, de réformer ce qui peut être réformé et de menacer de partir si ce qui doit être réformé ne peut pas l'être en raison de l'aveuglement égoïste de certains ?

N'oublions pas comme disait De Gaulle qu'un pays n'a pas d'amis il n'a que des intérêts. Or les intérêts de la France et de l'Allemagne réunifiée sont totalement divergents.

Qu'on en juge sur quelques chiffres :

En milliards d'€	France	Allemagne
PIB	2639 B	3875 B
Dette	3.000 B	2.500 B
Balance du Commerce Extérieur	-190 B	+88 B

**Quelques pistes :**

- Proclamer que les directives européennes ne seront désormais acceptées que si elles ont été ratifiées par notre Parlement
- Exiger le retour au contrôle strict de nos frontières
- Interdire les travailleurs étrangers ne payant pas leurs cotisations salariales en France
- Annuler l'indexation de l'électricité sur le prix du gaz (de schiste américain)
- Imposer les taxes à l'importation sur les pays en déséquilibre commercial avec la France
- Renouer avec notre programme nucléaire en bénéficiant de prêts de la BCE
- Sortir à nouveau du commandement militaire intégré de l'OTAN
- Garder toute latitude sur notre politique étrangère
- Développer les coopérations européennes pour l'aide à l'Afrique
- Renforcer nos liens avec les pays de l'Europe du Sud
- Rapprocher les politiques fiscales intra européennes ou imposer une double fiscalité (à l'instar des Américains) sur les compagnies nationales déclarant leurs comptes à l'étranger

*Ce texte critique examine les tensions sociétales en France à travers diverses questions polémiques. Il interroge la notion de racisme face aux chocs culturels issus de l'immigration et aborde les accusations de révisionnisme liées à l'histoire de l'esclavage. Il défie les étiquettes d'antiféminisme, d'homophobie, et d'écocide en remettant en question les approches contemporaines sur le genre, l'écologie, et la diversité. Le texte souligne l'escalade de la violence et de la criminalité, ainsi que le scepticisme envers l'Union Européenne et ses directives. Il déplore la fracture de la société française, évoquant des divergences familiales sur le politique et le social, et relate un incident télévisuel stigmatisant un musulman et sa fille, illustrant les tensions communautaires. Le texte appelle la France à rester terre d'asile, à aider ses anciennes colonies, et à intégrer ceux qui adhèrent à ses lois tout en protégeant ses citoyens. Il critique la perte de souveraineté face aux multinationales et aux décisions européennes, notamment allemandes. Il insiste sur la nécessité de respecter la devise française de "Liberté, Égalité, Fraternité", tout en rejetant les déficiences dans l'éducation, la santé, et la sécurité publique, perçues comme des renoncements à l'identité nationale. Le texte conclut sur l'urgence de réagir, rejetant les grèves et manifestations comme inutiles, et propose de mobiliser les citoyens pour les élections européennes à venir, en exigeant des partis politiques qu'ils présentent des programmes détaillés sur les sujets controversés mentionnés.*

## **Tout naît, tout passe, tout arrive au terme ignoré de son sort...**

On se souvient du début de ce poème d'Alphonse de Lamartine qui nous incite à considérer avec un certain détachement les conceptions si différentes que nous avons parfois avec nos jeunes qui s'effarouchent bien facilement sur un certain nombre de sujets.

Est-ce être raciste que de considérer comme inévitable le fait que les groupes humains, qui depuis la nuit des temps ont développé sur leurs territoires d'origine des conceptions assez différentes des valeurs sociétales, religieuses ou morales auxquelles ils adhèrent, se heurtent parfois violemment lors du brassage sans précédent des différentes ethnies qu'amène l'immigration massive ?

Est-ce être révisionnistes, à entendre les Indigènes de la République, que de refuser de nous battre la coulpe pour tous les péchés de nos pères comme si l'esclavage des noirs d'Amérique évidemment si dramatique ne résultait pas d'une pratique bien plus ancienne où les tribus arabes négrières ont joué un rôle tout aussi déterminant que celui de nos marchands d'esclaves bordelais et de leurs clients américains ?

Est-ce être un antiféministe décadent que d'oser appeler une jeune fille Mademoiselle et pire de lui adresser un compliment ? Un homophobe rétrograde ne comprenant pas les fiertés LGBT+ même s'il admet le droit pour chacun de contester son génome (sauf dès l'École Maternelle) ?

Est-ce être un assassin de la planète que de refuser de gober sans interrogation toutes les sornettes du GIEC et de ne pas se laisser aveugler par certaines décisions gouvernementales prises par des responsables politiques complices (ou abusés) de forces occultes à la manœuvre ?

Est-ce être un Extrémiste de Droite que de s'inquiéter de la progression massive des « faits divers » assassinats de personnes âgées, refus d'obtempérer, rixes entre trafiquants de drogues, déclenchement d'émeutes contre la Police ou les Magasins ?

Est-ce être un anti-européen militant que de considérer qu'une Commission technocratique bruxelloise non élue ne puisse imposer ses décisions sans un vote favorable des Parlements nationaux concernés au mépris de la règle de subsidiarité pourtant gravée dans le marbre ?

### **La société française est en train de se fracturer dangereusement !**

Jusqu'alors, même avec des heurts, nous faisons Nation mais aujourd'hui les divergences qui apparaissent, intergénérationnelles ou intragénérationnelles, sont telles qu'au sein de certaines familles dès que des questions politiques ou sociétales sont abordées, les membres se mettent vite d'accord sur une seule chose : le fait de ne jamais plus pouvoir être d'accord !

J'entendais hier sur une chaîne de télévision un père de famille, musulman, venu avec sa fille de 16 ans, voilée et vêtue d'une abaya, proférer des menaces hystériques contre les Républicains. J'ai eu honte pour tous mes amis musulmans de l'attitude de ce forcené prétendant assurer le contrôle de la pudeur de sa fille muette et terrifiée !

La France, terre d'accueil, doit rester un asile pour ceux persécutés du monde entier qui veulent s'y réfugier. Elle a le devoir de participer par son aide diplomatique et financière à garantir la paix et la prospérité dans ses ex-colonies, seule façon utile et réaliste de limiter les tsunamis migratoires. Elle doit intégrer et même assimiler tous ceux qui veulent se placer sous les lois de la République. Elle doit protéger ses concitoyens Français d'hier et d'aujourd'hui contre toute forme d'invasion obéissant à d'autres règles. Elle doit coopérer avec tous les peuples au gré de ses intérêts et des leurs. Elle doit retrouver sa souveraineté au sein d'une Union Européenne élargie à toutes les coopérations utiles mais ne subissant plus le dictat économique mortifère de nos voisins allemands.

Notre belle devise « *Liberté, Egalité, Fraternité* » nous oblige.

Mais elle n'accepte plus ces renoncements quotidiens où lutter pour une meilleure éducation, pour l'égalité des chances, pour une réelle progressivité dans les contributions fiscales, pour un droit au travail et au logement, pour une aide généreuse en faveur des personnes âgées, ou dépendantes, pour un système de santé retrouvant ses lettres de noblesse paraît définitivement inatteignable

Elle n'accepte plus que sa Police à force d'être montrée du doigt renonce à agir contre voyous et trafiquants au risque de voir un jour des milices locales prendre le relais

Elle n'accepte plus une Ecole devenue un lieu d'apprentissage de la délinquance (refus de l'autorité, harcèlement des plus faibles, abandons des programmes, fuite des cerveaux)

Elle n'accepte plus une santé au rabais qui laisse persister des déserts médicaux et n'est même plus capable de fabriquer sur notre propre territoire les médicaments essentiels.

Elle n'accepte plus les abandons de souveraineté qui nous mettent sous le joug insatiable des multinationales.

### **Il est encore temps de réagir.**

Et puisque le pouvoir cale devant l'obstacle qui serait pourtant salutaire d'une dissolution ou d'un référendum, il faudra, plutôt que de repartir dans ces grèves perpétuelles et ces manifestations hebdomadaires qui nous ont épuisés, mobiliser nos concitoyens à l'occasion des Européennes de Juin prochain en demandant aux Partis, puisque l'élection sera à la proportionnelle nationale de nous appeler à choisir sur un programme national et européen détaillé concernant tous les points litigieux que je viens d'évoquer.

*En deux jours, Lampedusa reçoit 7.000 migrants, suscitant un débat éthique et logistique intense. Les interrogations portent sur le sauvetage en mer, l'aide aux pays d'origine, la maîtrise démographique de l'Afrique, la préservation de l'environnement européen, la lutte contre les passeurs et le terrorisme, le travail clandestin, et le renvoi des migrants. Les humanistes plaident pour l'assistance aux migrants, souvent jeunes adultes envoyés par leurs villages sous pression financière. La population africaine a presque doublé depuis 2000, menaçant d'augmenter exponentiellement si les problèmes fondamentaux ne sont pas résolus : nourriture, croissance démographique, conflits, corruption, investissement local, exploitation des ressources par des puissances étrangères, radicalisme religieux, et les politiques des anciennes puissances coloniales. En absence de solutions, l'afflux migratoire croîtra, entraînant des problèmes sociaux en Europe. L'article prédit des réponses violentes telles que la formation de milices, l'effondrement économique sous la pression de la concurrence chinoise et des migrations massives d'Afrique, menant à une uniformité de la misère. Le sujet sera développé dans de futurs articles*

## **7.000 migrants débarqués à Lampedusa en 48 heures !**

On frise l'indécence et les questions sans réponse s'accumulent.

- Comment ne pas sauver de pauvres migrants de la noyade ?
- Comment ne pas aider les pays d'origine à faire vivre leurs populations ?
- Comment laisser l'Afrique crouler sous une démographie mortelle ?
- Comment préserver notre environnement de ces arrivées incontrôlables ?
- Comment lutter efficacement contre les passeurs et certaines organisations complices ?
- Comment éviter des infiltrations terroristes ?
- Comment empêcher le travail clandestin qui trouvera toujours des employeurs complaisants ?
- Comment renvoyer chez eux les migrants indésirables ?

Les humanistes refusent de laisser sans secours ces fuyards de la faim.

Ils savent pourtant que ces candidats à l'exil sont rarement des volontaires mais le plus souvent de jeunes adultes choisis par leurs villages qui doivent organiser les tontines pour payer les passeurs et qui exigeront ensuite d'eux l'indispensable retour d'argent par West Union quitte à faire pression sur leurs familles restées au pays.

Peu importe les moyens, travail, délinquance, trafics... l'essentiel est qu'ils paient !

Depuis l'an 2000 la population africaine est passée de 818 millions à 1.460 millions d'habitants. Elle a presque doublé en 23 ans !

A ce rythme on estime qu'elle dépassera les 2 milliards en 2050 et les 4 milliards à la fin du siècle.

Si rien n'est fait pour aider les Gouvernements africains à nourrir leurs populations, à freiner la croissance démographique, à cesser les combats fratricides, à lutter contre une corruption endémique qui convient aussi bien aux corrompus qu'au corrupteurs, à ne pas transformer en champ de ruine ce continent qui pourrait être LE continent du 22<sup>ème</sup> siècle, regorgeant de ressources naturelles, de soleil, de bras, de bonnes volontés mais où malheureusement un mâle ne s'estime être un homme que s'il a au moins 8 enfants,

Si les étudiants partis en Europe pour se former ne reviennent pas aider leurs populations et pour ceux qui reviennent au pays, préfèrent palabrer avec les chefs de tribus et rechercher leurs faveurs plutôt que de se mettre au travail.

Si les puissants et potentats locaux préfèrent investir leurs fortunes en Europe ou aux USA plutôt que de l'insuffler dans l'économie africaine,

Si les nouveaux colonisateurs Chinois, Russes, Américains, continuent de prélever sur place les matières premières dont ils ont besoin plutôt que d'y développer des industries de transformation créatrices d'emplois,

Si l'Islam radical ne renonce pas à endoctriner toute l'Afrique quel qu'en soit le prix

Si les anciennes puissances coloniales dont la France ne révisent pas leur attitude vis-à-vis de peuples qui les rejettent alors qu'ils appartiennent au même espace linguistique,

Alors soyons assurés que le tsunami migratoire ira en s'amplifiant et comme l'homme civilisé n'acceptera pas de dresser un mur de fer aux frontières de l'Occident, comme des patrons cupides trouveront toujours à employer une main d'œuvre taillable et corvéable à merci, comme les pays d'exil refuseront évidemment de récupérer leurs autochtones, comme les marchands d'armes trouveront toujours profitable de générer des conflits permettant leurs bonnes affaires, comme en Occident, le flot de pauvres hères dépassera toutes nos capacités d'accueil ce qui multipliera les actes de délinquance et les affrontements ethniques, **on aboutira à une seule conclusion inévitable.**

Ceux qui le peuvent partiront vers des terres plus hospitalières

Ceux qui devront rester se défendront violemment en créant des milices locales

Les meilleures « bonnes âmes » accueillant les migrants seront depuis longtemps submergées

La Chine aura détruit nos industries en nous noyant sur des produits industrialisés fabriqués à bas prix par une main d'œuvre qu'ils auront conservée sur place

L'Afrique nous détruira en nous exportant massivement ses populations victimes de la faim

Jusqu'à ce que l'Europe n'ait plus assez de ressources pour acheter les produits chinois

Jusqu'à ce que la vie en Europe soit devenue aussi misérable que dans les bidons-ville africains

Ce ne sera pas le « grand remplacement » mais l'« uniformité du malheur ».

**Peut-il encore en être autrement ?**

Nous l'examinerons dans de prochains éditos !

*Le texte interroge sur la possibilité d'une solution humaine à la crise migratoire, soulignant l'urgence face aux inégalités entre les rives de la Méditerranée et les conflits mondiaux. Il critique l'inaction des gouvernements et des organisations internationales comme l'ONU, et la non-coopération des pays comme ceux du BRICS envers la Russie pour résoudre la crise en Crimée et Donbass. Il évoque aussi l'échec de l'UE à gérer ses frontières et à investir dans le développement de l'Afrique. Le texte propose des mesures strictes en France telles que la régularisation des sans-papiers travailleurs, l'expulsion des clandestins criminels, l'ajustement de l'accès à la nationalité et la sanction des familles d'enfants délinquants. Il recommande également des initiatives pour améliorer les conditions de vie dans les pays d'origine, comme la création de zones franches, le développement de centres de formation et de santé, et la promotion de l'autosuffisance alimentaire. Aux frontières, il prône des mesures sévères contre l'immigration clandestine et les trafiquants, tout en plaidant pour une prise en charge humaine des migrants. Enfin, il appelle à l'investissement dans le développement des pays d'origine pour permettre aux populations de vivre en paix et prospérité, rappelant l'équivalence des devoirs et des droits inaliénables de chaque habitant de la planète*

## **Immigration : Une solution humaine est-elle possible ?**

Qui peut être assez égoïste pour attendre, calé dans son fauteuil, que de pauvres gens chassés de chez eux par la guerre, par la faim, par des dictatures n'aient d'autres solutions que d'éviter la noyade en Méditerranée après avoir (grassement) payé des passeurs et leurs complices ?

Qui peut être assez stupide pour ne pas comprendre que ce tsunami n'aura de cesse tant que des écarts de niveau de vie inconcevables persisteront de part et d'autre de Mare Nostrum, attisés par des appels d'air incroyablement tentants ?

Qui peut détester assez son pays pour le voir abandonner sans résistance ses valeurs traditionnelles, sa civilisation, son mode de vie au profit d'une autre loi, la Charia, insupportable à tout humaniste ?

Qui peut sans réagir, au moins lors des votes dans son propre pays, laisser partir en fumée des sommes fantastiques dont le quart suffirait à régler, une fois pour toutes, les drames humains que nous vivons (sans parler des dépenses militaires mondiales qui atteignent des sommets, la seule guerre d'Ukraine a coûté 500 milliards d'€ en 2022 et la reconstruction du pays le jour où le conflit cessera en coûtera au moins autant).

Il est temps que s'éveillent les consciences à la nécessité de s'impliquer directement dans les affaires du monde

Si les Gouvernements se révèlent inaptes à régler les conflits à quoi servent-ils ?

Si l'ONU est incapable d'organiser en Crimée et au Donbass un référendum incontestable pour donner enfin aux peuples le « *Droit de disposer d'eux-mêmes* » pourquoi la laisser subsister ?

Si la Russie refuse de laisser s'organiser un tel référendum pourquoi ses Alliés des BRICS ne peuvent-ils faire pression sur elle ? Et si elle accepte pourquoi continuer la guerre ?

Si l'UE incapable de maîtriser ses frontières refuse de déployer d'immenses financements pour que le continent africain qui en a bien plus besoin que le continent asiatique devienne à son tour l'usine de l'Europe et puisse faire vivre décemment ses habitants, à quoi sert-elle ?

Si les migrants légaux ou clandestins qui vivent chez nous refusent de se plier à nos lois et à nos coutumes et défient notre société par des crimes ou des délits comment peut-on être assez faibles pour les laisser poursuivre leurs exactions sur notre territoire en ne les renvoyant pas chez eux ou en ne les reléguant pas dans un territoire approprié si leurs pays d'origine refusent de les recevoir ?

Nous devons mettre un terme à une situation ubuesque qui ne peut plus durer :

**Voici quelques mesures possibles en France :**



- Régulariser immédiatement les sans papier qui travaillent et n'ont commis aucun délit.
- Renvoyer chez eux sans discuter les clandestins ayant eu « maille à partir » avec la Police
- Revaloriser l'accès à la nationalité française pour les enfants d'immigrés (pratique courante du Français, pas de délit avant 18 ans, étude ou activité professionnelle)
- Conditionner l'accès à la nationalité française pour un conjoint étranger par une durée de séjour minimum de 3 ans en France sans avoir commis de délit, par une pratique courante de la langue, par un engagement prononcé publiquement et solennellement à respecter dans l'espace public nos lois et nos coutumes (la question du voile ou de l'abaya n'aurait plus lieu d'être).
- Pour les immigrés régularisés rendre possible l'accès à la nationalité française au bout de 10 ans de cotisations sociales
- Pour les parents immigrés d'enfants délinquants récidivistes suppression des allocations familiales et application du principe « casseur, payeur »

#### **Et d'autres mesures dans les pays d'origine :**

- Négocier avec les Gouvernements étrangers des Zones Franches où les candidats à l'immigration pourront trouver du travail et des conditions de vie descentes
- Favoriser et financer l'implantation dans ces zones d'entreprises locales créatrices d'emplois
- Y développer des Centres de formation et des structures de santé
- Solliciter des Joint-Ventures avec des entreprises internationales
- Favoriser l'exploitation sur place des ressources naturelles et non l'exportation pure et simple des matières premières qui vident les pays de leurs substances
- Ne pas entraver le développement de l'autosuffisance alimentaire en subventionnant par une concurrence faussée nos exportations agricoles

#### **Et aux frontières :**

- Réserver toute demande d'immigration aux seuls Consulats locaux des pays cibles (immigration pour droit d'asile, immigration économique, désir de rejoindre sa famille installée en France)
- Faciliter la délivrance d'un visa contre la production d'un Affidavit ou la personne invitante s'engagera à ses risques et périls à ce que l'invité respecte les délais de séjour, assume ses dépenses y compris de santé et ne commette aucun délit
- Assurer une surveillance constante par satellites des départs d'embarcations clandestines et les refouler en haute mer dès l'instant où elles quittent les eaux territoriales
- Poursuivre une politique impitoyable de lutte contre les passeurs et les trafiquants de tous ordres
- Reléguer dans des centres d'accueil dignes de leur statut d'être humain en Métropole ou dans les Outremer les clandestins des embarcations ayant échappé aux refoulements
- Financer, par une participation de l'UE au prorata des PIB nationaux, le coût d'une prise en charge humaine de tous les immigrés (La récente proposition de Mme Van Der Layen de faire payer 20.000 € par immigré le refus d'accueillir un clandestin dans un pays de l'UE outre le vacarme qu'elle va déclencher témoigne bien du fait qu'elle ne se rend visiblement pas compte de ce que pourrait faire un immigré dans son pays d'origine avec une telle somme !)
- Tout miser sur le développement des pays d'immigration pour que leurs populations puissent y vivre en paix et en prospérité

- Se souvenir que si nous sommes tous les habitants d'une même planète et que si nos devoirs sont équivalents, nos droits pour chacun de vivre en paix sur son territoire restent inaliénables

*Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est un concept ancré dans l'histoire de l'humanité. Dès les premières sociétés confrontées à des catastrophes naturelles, les humains ont élaboré des traditions morales pour survivre, souvent revêtues d'un caractère sacré. Ces règles, différenciées régionalement, ont conduit à la formation de nations distinctes, par opposition aux empires cherchant à dominer les autres. Dans le contexte contemporain, la critique de l'impérialisme, comme le russe en Ukraine, soulève la question de la souveraineté et de l'autodétermination nationales, confrontées aux réalités politiques et aux crises humanitaires mondiales. Des situations comme celles du Donbass et de la Crimée montrent les défis à respecter ce droit, souvent entravé par des intérêts géopolitiques, comme le montre également le conflit dans le Haut-Karabakh. Ces exemples illustrent l'ironie du droit à l'autodétermination : proclamé inaliénable, il est souvent négligé dans la pratique, révélant un décalage entre les idéaux de la souveraineté des peuples et la réalité des manœuvres politiques et économiques internationales.*

## **Du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes !**

J'expliquais récemment au cours d'une conférence que les premiers humains confrontés à de terribles catastrophes naturelles (*éruptions volcaniques, glaciations persistantes, inondations fulgurantes, retraits drastique des mers*) d'une autre ampleur que le dérèglement climatique actuel dont on nous rabat les oreilles, catastrophes dont ils conservèrent le souvenir dans les mythes fondateurs (*épopée de Gilgamesh, déluge de la Bible, Atlantide de Platon*) qu'ils transmirent à leurs descendants, furent amenés à constater que le devenir de leurs communautés dépendait grandement de l'observation au sein des groupes, des conséquences des divers comportements possibles ce qui les amena à instituer des règles morales en termes d'obligations (*tu dois*) et d'interdictions (*tu ne dois pas*) susceptibles de garantir leur survie.

Ces règles morales (*dont par exemple les rites alimentaires*) habillées pour être plus facilement respectées d'inspirations religieuses (*le besoin du sacré apparaissant très vite dans les sociétés primitives*) allaient constituer bien avant l'apparition des premiers monothéismes ce que nous avons appelé la Tradition primordiale.

Or, d'une région à l'autre, ces règles morales qui s'établirent ainsi de façon empirique, furent bien évidemment très différentes (*tradition matrilineaire du Mexique ou de l'Indonésie ou, au contraire, femmes réduites en esclavage dans de nombreux pays d'Afrique ou d'Asie*) et ces traditions tissèrent des liens solides inscrits dans les neurones de chaque membre d'une communauté, liens qu'il est bien difficile de rompre, d'où les heurts qui se manifestent lors des flux migratoires actuels forçant des communautés bien différentes à vivre ensemble.

On vit donc au fil des ans se constituer des clans, des tribus, qui finirent par s'unir entre proches pour former des Nations dont certaines, par leur puissance furent ensuite tentées de devenir des empires (*Latins, Perses, Français, Anglais, Russes, Ottomans, Américains, Chinois*) !

Faisons donc bien la différence entre une Nation formée par et autour d'un Peuple qui s'identifie au sein d'une Patrie et un Empire, témoin de la volonté de domination d'un peuple sur les peuples voisins.

**Pour nous ramener à l'actualité**, il ne vient évidemment à l'idée de personne de vouloir défendre l'impérialisme russe poutinien et ses attaques inhumaines contre les populations ukrainiennes.

Mais alors que tant de peuples souffrent de la faim, des dictatures, de privations de liberté et de la guerre, voir chaque jour, en plus des pertes humaines irréparables, partir des milliards en fumée face aux besoins immenses insatisfaits de tant de pays sous-développés a quelque chose d'insupportable.

Revenons tout de même un peu en arrière.

Lors de la Révolution du Maïden, on se souvient que la première décision prise par les putschistes après leur coup d'Etat (*que personne à l'Ouest n'a contesté contrairement à ce qui se passe*

*aujourd'hui en Afrique pour la bonne et simple raison qu'il a été fomenté contre le pouvoir pro-russe en place par les Américains) a été d'interdire le Russe comme langue officielle dans les territoires à écrasante majorité russophone (Crimée et Donbass) humiliant bien inutilement les populations lors des démarches administratives quand elles s'adressaient en russe aux nouveaux fonctionnaires ukrainiens !*

Les accords de Minsk 2 n'ont jamais été respectés par l'armée ukrainienne et s'il est clair que Poutine n'est pas pour rien dans les résultats écrasants des référendums organisés en 2014 en Crimée puis au Donbass, il n'en reste pas moins vrai qu'une majorité très nette en Crimée réclamait son rattachement à la Russie et qu'une majorité comparable au Donbass aurait voulu s'établir en Républiques séparatistes autonomes.

Il y eu pourtant 14.000 morts de part et d'autre entre 2014 et 2022 ! On connait la suite !

Bien sûr on peut déplorer l'incapacité de l'ONU à permettre **sous son contrôle** que soit organisé un référendum conforme aux dispositions adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies le 16 décembre 1966, stipulant que : *Tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel.*

Ce droit a incontestablement été refusé aux Ukrainiens du Donbass et aux pro-russes de Crimée.

On aimerait connaître l'opinion des Européens et des Américains devant l'agression honteuse de l'armée azerbaïdjienne contre les pauvres Arméniens du Haut Karabakh obligés de fuir en masse leur patrie !

Mais il est vrai qu'au vu et au su de tout le monde l'Azerbaïdjan recycle le gaz et le pétrole russe en prenant sa marge au passage !

On aimerait également connaître la réaction des Anglais si les Ecossais adoptaient un référendum d'indépendance et demandaient à rejoindre à nouveau l'UE, des Américains si les Canadiens du Québec rejoignaient le camp des partisans du Québec libre, ou des Français si la Corse décidait de faire cavalier seul !

Bref, le Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes n'est pas comme la pile Wonder : Il s'use si l'on ne s'en sert pas !

*Le texte exprime un scepticisme quant à la viabilité de l'Europe face aux défis géopolitiques et économiques contemporains. Il critique la domination de technocrates non élus, la dépendance militaire et économique de l'Europe, et la désunion qui menace son rôle géopolitique. Il mentionne le mécontentement des peuples européens envers l'Union Européenne, désirant un retour à une Europe des Nations, et souligne les inégalités économiques exacerbées par l'euro, surtout au détriment de la France. Le texte rappelle une anecdote sur l'introduction de l'euro par Lionel Jospin, soulignant les confusions et les hausses de prix engendrées. L'auteur propose une Europe unie incluant la Russie pour éviter les conflits et bénéficier mutuellement des ressources énergétiques et des avancées technologiques. Il critique également les politiques internes, comme la régulation de l'énergie et les mouvements sociaux radicaux, qui détourneraient la jeunesse et fragmenteraient la politique française. Les futures élections européennes pourraient mener à un éparpillement politique en France, affaiblissant sa position dans l'UE. Le texte appelle à une écoute du peuple par les dirigeants français et à une réforme de l'Europe qui reflète les aspirations des peuples, tout en reconnaissant les divisions politiques internes qui entravent une telle réforme.*

## **Pouvons-nous encore croire à l'Europe ?**

Le monde change. A l'heure où les impérialismes sont partout rejetés, où les accords de Bretton Wood ont démontré toute leur iniquité, où l'OTAN impose ses choix militaires à une Europe décidément honteusement vassale, où les BRICS vont bientôt rassembler plus de la moitié de la population et du PIB mondial, où l'Afrique rejette ses anciennes puissances coloniales et en particulier la France au profit des Russes, des Chinois et des...Américains, l'Europe désunie conduite par une armée de technocrates non élus qui imposent leurs directives aux Parlements nationaux et qui reste clairement soumise aux USA pour sa défense et aux Allemands pour son économie, a-t-elle encore une chance de convaincre les peuples du fait qu'elle peut leur permettre de jouer un rôle dans la géopolitique mondiale, de retrouver en se réindustrialisant une économie à la hauteur du marché qu'elle représente, de mettre fin à des guerres qui n'auraient plus lieu d'être si on acceptait enfin de la construire de l'Atlantique à l'Oural.

Nombreux sont les peuples européens qui revendiquent le retour à une Europe des Nations car ils veulent rester maîtres de leur destin et car ils comprennent que l'Europe des Régions que certains espèrent se heurte à une histoire bimillénaire qui sans empêcher les coopérations se divise sur ses capacités économiques. L'Euro a tellement profité aux Allemands et tellement nui aux exportateurs français que nous n'avons jamais atteint un tel déficit de notre commerce extérieur et que notre dette telle le tonneau des Danaïdes va bientôt devenir irrattrapable.

En 2002, année de l'entrée en vigueur de l'Euro, on payait un café 1 Franc. Aujourd'hui on le paie suivant le cas au minimum 2 € soit 1300 % de hausse en 20 ans (65% par an) ! Il en est de même de la baguette de pain !

Le 2 janvier 2002, Lionel Jospin, Premier Ministre a voulu devant les caméras faire ses premières courses en Euros. Le boulanger à qui il demandait combien il lui devait répondit 9.80. Et notre Premier ministre de sortir un billet de 10 € et de lui répondre vous me devez 20 centimes d'€. Sauf que le boulanger inhabitué parlait encore en Franc !

Oui une Europe unie faisant sa place à la Russie qui, engagée dans une défense commune, n'aurait plus de raison d'envahir l'Ukraine. Une Europe qui bénéficierait des immenses ressources énergétiques de son grand voisin à qui elle apporterait en retour ses avancées technologiques pourrait jouer aux côtés des USA dans une relation enfin équilibrée un rôle déterminant dans la conduite des affaires du monde et rassemblerait une masse critique capable de faire jeu égal et avec les BICS (sans R) et avec les GAFAM et leur équivalent asiatique.

Au lieu de cela on s'enferme dans un combat qui en France, n'a jamais fait l'objet d'un débat au Parlement, dans des règlements suicidaires comme celui nous imposant de caler le prix de notre électricité sur celui du gaz alors que nous disposons d'un potentiel encore solide d'énergie nucléaire, de déviances wokes, islamogauchistes, écolo-radicales qui entraînent une partie de notre jeunesse

aveuglée par les Fakes news des réseaux sociaux vers des dérives mortifères (individualisme exacerbé, écarts de fortunes jamais atteints, émeutes, insécurité, immigration incontrôlée...)

Les élections européennes de juin 2024 vont contribuer à un émiettement décourageant de la politique française. En effet se déroulant au scrutin proportionnel intégral sur une circonscription nationale elles vont conduire TOUS les partis à se compter (et à engranger des ressources et des postes) d'où une division totale où à Droite, RN, Reconquête, LR, Debout la France et quelques DVD, au centre Horizons, Renaissance et Modem, à Gauche, PS, Ecolos, LFI, PC chacun ira à la bataille alignant plus de 1000 candidats pour 81 postes !

Seul le parti des abstentionnistes n'aura pas de candidat, dégoûté peut-être par l'incapacité des uns et des autres de s'entendre pour éviter une cacophonie sempiternelle.

Sans la France, pas d'Europe. Il faut donc que notre pays ne soit pas aveuglé par le désir fou d'un Président de refuser d'écouter son peuple. Personne ne remet en cause sa légalité mais sa légitimité est plus que discutable. Il accepte tout de la technocratie bruxelloise, il est même incapable d'obtenir pour la France ce que l'Espagne et le Portugal ont obtenu pour le marché de l'énergie, il obéit aux injonctions européennes (retraites, immigration, libre circulation des marchandises malgré une concurrence faussée, marché du travail de migrants sans restriction, disparités fiscales, sociales, environnementales...)

La France malgré le rôle des plus obscurs de Jean Monnet a pu parler d'une voix forte dans l'Europe des Six. C'était avant l'arrivée de l'Angleterre et la réunification de l'Allemagne. Aujourd'hui, sa voix est inaudible dans le concert des 27 face à l'hégémonie allemande. Il est temps que cela change.

Mais nous savons qu'aussi bien à Droite qu'à Gauche nos Partis sont trop divisés et préoccupés de leur seule réélection pour qu'une force unie se dresse, quelle qu'elle soit, pour faire à nouveau entendre cette voix de la France et réformer l'Europe s'il en est encore temps selon l'aspiration des peuples.

*Le texte aborde les conséquences complexes de la riposte israélienne aux attaques du Hamas, exacerbant les tensions régionales. Il souligne le cycle de vengeance et ses répercussions potentielles, y compris la mobilisation militaire d'Israël sur plusieurs fronts et le risque d'escalade du conflit. Le texte critique l'absence de solutions humanitaires pour les Gazaouis et l'inaction de l'ONU, tout en évoquant la possibilité d'une coexistence pacifique entre Israéliens et Palestiniens soit dans deux États, soit dans un seul. Il rappelle l'histoire conflictuelle de la région, soulignant les implications de la création de l'État d'Israël et les conséquences tragiques de la Nakba. La critique s'étend à la gestion du conflit par le gouvernement israélien, en particulier l'approche de Netanyahu et les défaillances dans la sécurité israélienne. Le texte se termine par l'espoir d'une médiation internationale et la crainte d'une extension du conflit au niveau international, illustrée par un incident tragique en France.*

## **Avec la loi du talion, tous finiront aveugles**

Comment ne pas compatir sans réserve aux malheurs des kibboutzim qui ont subi la semaine dernière les assauts des terroristes du Hamas.

Le désir de vengeance qui a saisi la population israélienne dans son ensemble est donc apparu comme la réaction inévitable de ceux qui ont trop souffert.

Mais leur riposte légitime ne va pas qu'à l'encontre de ces fanatiques qui ont délibérément choisi l'horreur pour susciter la vengeance et alimenter ainsi du sang des martyrs des populations civiles de Gaza, leur désir de chaos généralisé.

On va donc une fois encore enflammer la région et pousser le risque de voir l'armée israélienne se mobiliser sur trois fronts, Nord avec le Liban et la Syrie, Est avec la Cisjordanie et sud avec la bande de Gaza sans parler des débordements possible du conflit jusqu'à l'Iran et aux Monarchies du Golfe qui étaient pourtant engagées dans un processus de paix.

Les Frères musulmans se réjouissent, le Hamas, le Hezbollah, les Gardiens de la révolution iranienne, la Syrie de Bachar El Assad font de même.

Quant à l'autorité palestinienne qui depuis 18 ans se maintient au pouvoir en Cisjordanie pour garantir ses privilèges, elle se moque pas mal (sauf en façade) des prisonniers à ciel ouvert de Gaza auxquels ni les Egyptiens ni les Israéliens ne sont prêts à offrir, même dans le désert, les moindres camps de réfugiés pouvant les recevoir.

L'ONU bien sûr est aux abonnés absents qui en est à sa 226<sup>ème</sup> résolution boycottée comme d'habitude !

Et pourtant ces deux peuples pourraient vivre en paix soit au sein de deux Etats indépendants si Israël abandonnait sa politique de colonisation en Cisjordanie soit même au sein d'un seul État, la Palestine (les Arabes israéliens ne vivent-ils pas en paix avec leurs voisins ?), revendiqué depuis des millénaires par deux peuples sémites que rien n'opposait avant le 20<sup>ème</sup> siècle.

Faut-il rappeler en effet que les territoires qui composent aujourd'hui Israël et la Palestine ont fait partie du vaste empire ottoman avant que la Palestine, à l'instar d'autres régions anciennement ottomanes, se trouve placée en 1922 sous mandat britannique par la Société des Nations.

Après la seconde guerre mondiale et l'horreur inexprimable de la Shoah, la création de l'Etat juif fit obstacle aux ambitions du mouvement national arabe et non seulement le peuple arabe palestinien (chrétien et musulman) se trouva privé de l'Etat indépendant dont il revendiquait la formation, mais avec le conflit qui s'ensuivit, en 1948 (année de la Nakba, la catastrophe) lorsque David Ben Gourion proclama l'Etat d'Israël, la première guerre israélo-arabe contraint brutalement les Palestiniens à s'exiler massivement, événement qui marqua le début du long conflit israélo-palestinien qui dure depuis 75 ans !

Dès demain à Gaza, le nombre de morts civils (femmes et enfants) dépassera de beaucoup celui des Kibboutzim, mais cela n'arrêtera pas le Gouvernement Israélien qui doit faire oublier la grosse erreur qu'il a commise en sous-estimant le Hamas.

On a bien vu que les avancées technologiques spectaculaires israéliennes comme le dôme de fer ont été partiellement dépassées par l'accumulation de roquettes et de missiles mais Benjamin Netanyahou pourtant informé par l'Egypte n'a pas réagi, concentré qu'il était sur la défense de son occupation coloniale de la Cisjordanie.

Parlant à une population meurtrie, il veut redorer son blason en apparaissant comme un leader de guerre !

Il ne reste plus qu'à espérer que les USA feront suffisamment pression sur l'Iran et que l'Egypte, la Turquie et le Qatar pourront jouer un rôle de médiateur avec un Hamas que le Mossad aurait dû depuis longtemps infiltrer suffisamment pour mieux le contrôler.

Mais déjà le conflit risque de s'exporter et de susciter des volontés de sacrifice chez des djihadistes disséminés dans toute l'Europe comme on vient de le voir en France avec ce deuxième assassinat d'un enseignant, Dominique Bernard, par un jeune tchéchène, Mohammed Mogouchkov, fiché S, qui aurait dû ainsi que toute sa famille être expulsé depuis bien longtemps.



*Le texte critique la représentation des pertes russes en Ukraine par les médias français, remettant en question la partialité de cette couverture. Il souligne que les pertes ukrainiennes sont probablement plus importantes, attribuant cela à une stratégie occidentale qui évite un affrontement direct avec la Russie. L'auteur exprime un scepticisme quant au soutien populaire russe au gouvernement, notant l'émigration des élites et la réticence à la dissidence due aux souvenirs du stalinisme. Il interroge les objectifs de Poutine, rejetant l'idée d'une invasion complète de l'Ukraine pour plutôt suggérer le désir de sécuriser un tampon avec l'OTAN et de protéger les russophones dans le Donbass, en référence aux référendums d'autodétermination de 2014. Le texte mentionne également l'échec des sanctions occidentales, qui ont renforcé les alliances russes avec d'autres puissances mondiales, et critique le manque d'efforts des Nations Unies pour négocier un cessez-le-feu ou un référendum légitime dans le Donbass. Il anticipe que la politique américaine pourrait influencer l'avenir du conflit, notamment par un possible retrait du soutien financier à l'Ukraine ou par un changement de leadership aux États-Unis. L'auteur conclut en doutant de la capacité des médias à anticiper ou à façonner ces évolutions futures.*

## **Arrêtons le massacre !**

LCI et ses nombreux Consultants peuvent bien tous les soirs nous faire part des pertes immenses que subirait les troupes russes sur le front ukrainien qu'ils ne trompent plus grand monde.

Je ne défends bien évidemment ni Poutine ni son gouvernement dictatorial en constatant que malgré l'aide américaine et européenne considérable partant chaque jour en fumée, le front est d'ores et déjà figé et que s'il y a sans doute des pertes humaines chez les Russes elles sont malheureusement beaucoup plus importantes chez les Ukrainiens, chair à canon d'un Occident qui n'ose affronter l'Ours russe que par combattants interposés.

Certes personne n'est dupe sur le soutien que le peuple russe apporterait à son Gouvernement. Oligarques et jeunes super-diplômés sont déjà partis et la population garde encore trop présent le souvenir de l'époque stalinienne pour émettre une opinion défavorable contre le régime avec le risque bien réel d'être conduite dans des camps en s'opposant à la guerre.

Que voulait Poutine ?

Envahir l'Ukraine ? A quoi bon, le territoire russe est immense et il n'a besoin que de s'assurer d'un espace neutre entre la Russie et les pays de l'OTAN (comme l'avait promis John Baker à Gorbatchev avant la fin de l'URSS).

Récupérer la Crimée ? Oui évidemment car c'est l'ouverture indispensable sur la Mer Noire où se trouve la base navale russe de Sébastopol louée d'ailleurs à l'Ukraine dès 1954, date du « cadeau surprise » fait par Khrouchtchev à ses compatriotes.

Jamais il ne la rendra ni lui, ni, s'il est destitué, son successeur.

Protéger les populations russophones du Donbass maltraitées au lendemain de la Révolution du Maidan par l'abrogation du Russe comme langue officielle ? Oui sans doute. Ces populations au lendemain du référendum de Crimée organisèrent leurs propres référendums d'autodétermination dès le 11 mai 2014, recueillant selon les autorités (?) une très large majorité de voix favorables.

Or le front russe actuel ne protège pas d'autres zones que celles concernées par ces référendums. Odessa a été épargnée tout simplement parce qu'elle ne fait pas partie de l'objectif de l'armée russe. Et la contre-offensive ukrainienne promise depuis des mois sur le Donbass n'avance pas maintenue sur place sans grand risques par les seuls tirs d'artillerie russe.

Certes tout démocrate peut souhaiter que le peuple russe se réveille et ose affronter un jour un régime de triste mémoire qui depuis plus d'un siècle sait contrôler férocement sa population.

Lorsque les Oligarques, Poutine en tête, sa garde rapprochée et ses services secrets auront cédé la place à un gouvernement librement choisi par le peuple russe, il sera peut-être encore temps si la jonction avec les BRICS n'a pas définitivement promu un monde bipolaire, de se souvenir que jusqu'à

l'Oural au moins, la Russie est européenne et partage avec nous une civilisation, une culture, une histoire qui ont eu leurs heures de gloire.

Déjà les militaires américains se souvenant de l'issue des conflits au Vietnam, en Irak, en Afghanistan malgré le poids énorme du complexe militaro-industriel et des avantages économiques que les USA tirent de la vente du gaz de schiste aux Européens ont pris conscience de cette situation figée entre un pays qui a toujours résisté (à Napoléon comme à Hitler) et l'OTAN qui ne veut pas prendre le risque d'une confrontation nucléaire et qui commence à trouver l'addition un peu lourde.

Les sanctions économiques voulues par l'Occident n'ont fait que renforcer les liens entre la Russie et d'autres pays qui comptent, la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Afrique, et même certains moins avouables comme la Corée du Nord ou l'Iran ou d'autres encore qui dissimulent leurs accords avec la Russie comme l'Azerbaïdjan à qui l'Europe achète du pétrole russe tout en ayant parfaitement conscience et tout en le laissant massacrer sans réagir les Arméniens du Haut Karabakh !

Quand les Nations Unies se proposeront-elles enfin de militer pour un cessez-le-feu, d'obtenir des Russes le retrait de leurs troupes du Donbass le temps d'organiser sous contrôle international un référendum incontestable (retour à l'Ukraine, maintien dans la Fédération de Russie, création d'une République séparatiste indépendante) et des Ukrainiens l'abandon de la Crimée (que Zelensky était prêt à accepter dès février 2022 s'il n'avait pas été dissuadé par Boris Johnson) ?

Faudra-t-il attendre un veto de la Chambre des Représentants gelant les crédits débloqués même sous forme de prêt à un pays qui sera bien incapable de les rembourser (à date 110 milliards déjà dépensés et 24 milliards en suspend), un retrait de certains Etats (Pologne, Slovaquie) qui s'opposeront à une entrée de l'Ukraine dans l'UE, une réaction populiste contre les conséquences de la guerre (inflation) aux prochaines élections européennes, une victoire de Trump aux prochaines élections américaines ?

L'avenir nous le dira mais sûrement pas LCI !

*L'appel "Halte au feu !" exhorte à agir pour stopper la perte de vies humaines à Gaza, craignant une escalade de violence par la loi du talion. Le texte critique les acteurs du conflit israélo-palestinien, soulignant la situation désespérée des civils à Gaza, la pensée simpliste des militants et l'obstruction démocratique par des dirigeants corrompus. Il met en lumière le risque d'extension du conflit sur plusieurs fronts, y compris au sein d'Israël, le monde arabe et parmi les soutiens internationaux, pouvant entraîner manifestations violentes et actes antisémites. La solution avancée est la coexistence de deux États, Israël et Palestine, avec reconnaissance mutuelle, arrêt immédiat de la colonisation israélienne, partage de Jérusalem, désarmement garanti par les puissances mondiales. Le texte avertit du danger d'une extension du conflit, forçant potentiellement Israël à des mesures extrêmes, notamment contre l'Iran. Le discours devient historique, évoquant les affrontements civilisationnels depuis la conquête andalouse jusqu'à nos jours, suggérant une lutte de pouvoir continue entre le monde islamique et l'Occident. Il rappelle un discours de Houari Boumediene sur un déplacement démographique du Sud vers le Nord comme forme de conquête. Enfin, il appelle à la mobilisation des communautés en France — Juifs, Musulmans rejetant l'islamisme radical, et humanistes — pour favoriser le dialogue et la tolérance. L'espoir est pour un avenir proche où deux États, Israël et Palestine, pourraient coexister, partager Jérusalem, et revitaliser la Méditerranée orientale, se rappelant que la paix se dit 'Shalom' et 'Salam' dans leurs langues respectives*

## **Halte au feu !**

Les amis d'Israël, les premiers, doivent tout faire pour arrêter les pertes de vies humaines dans la bande de Gaza qui ne peuvent que susciter l'escalade mortelle de la loi du talion.

Certes un pays qui pleure ses morts, sauvagement abattus, et ses otages dont il reste sans nouvelles, attaqué par une armée de fanatiques qui déclare urbi et orbi qu'elle veut reconquérir tout le territoire palestinien du Jourdain à la Méditerranée et voir disparaître l'Etat d'Israël peut à juste titre crier vengeance.

Mais les populations civiles gazaoui même si elles servent involontairement de bouclier aux fous d'Allah, ne peuvent subir plus longtemps dans leur prison à ciel ouvert un déluge de feu, une privation d'eau, de nourriture et de soins dans des conditions inhumaines de la part de ceux dont les pères ont connu la Shoah.

On sait bien qu'on ne peut rien attendre d'esprits simplistes manipulés par des chefs corrompus tranquillement installés dans des hôtels de luxe au Qatar, qui croient fermement qu'en tuant des « infidèles » ils rejoindront le paradis d'Allah.

Et l'on sait bien que les dirigeants du Fatah qui depuis 18 ans bloquent toute vie démocratique en Cisjordanie pour continuer à profiter eux-aussi de leurs prébendes seront incapables de négocier avec les autorités israéliennes aujourd'hui gouvernées par des ultras, qui ont désarmé la frontière pour aider les colons à molester les Palestiniens dans le seul territoire qu'ils pourraient revendiquer.

La solution que tous les êtres humains attendent depuis si longtemps ne peut être trouvée que dans la coexistence de deux Etats, Israël et Palestine, pouvant se reconnaître l'un l'autre en cessant immédiatement de la part des Israéliens toute colonisation en Cisjordanie, en rendant les terres confisquées, en partageant Jérusalem prélude à un désarmement garanti par les grandes puissances et à une coopération ultérieure qui devra rebâtir ce qui a été détruit.

Le risque est grand devant tant de violences que les sadiques du Hamas ont si bien su provoquer que le conflit déborde sur trois fronts le Hamas au sud aux mains des Frères Musulmans que les Egyptiens refusent de voir pénétrer sur leur sol, le Hezbollah au Liban, manipulé par les Iraniens et les Palestiniens de Cisjordanie qui ne peuvent rester longtemps indifférents au massacre de leurs frères.

On peut même craindre la montée de trois autres fronts, celui des Arabes Israéliens aujourd'hui ostracisés dans leur propre pays, celui de la « rue arabe » d'Algérie au Yémen que leurs dirigeants doivent craindre et celui des soutiens internationaux que la cause palestinienne suscite à travers le monde et jusque chez nous en France avec son cortège de manifestations violentes, d'actes

antisémites et même d'attaques terroristes comme l'assassinat récent du Professeur Dominique Bernard.

Dans une telle situation, Israël qui a juré de ne pas mourir et qui détient l'arme nucléaire se verrait peut être dans l'obligation désespérée de recourir à des moyens extrêmes notamment à l'encontre de l'Iran qui souffle ardemment sur les braises.

Nous assistons sur ce brûlot israélo-palestinien qu'une ONU impuissante n'arrive pas à éteindre à une nouvelle bataille des civilisations où le monde islamique prétend reprendre l'avantage, incessant flux et reflux qui depuis la conquête andalouse, la Reconquista et les Croisades veut aujourd'hui à nouveau submerger le monde occidental et d'abord l'Europe.

On se rappelle le discours du Président algérien Houari Boumediene en 1974 à la tribune de l'ONU « *Un jour, des millions d'hommes quitteront l'hémisphère Sud pour aller dans l'hémisphère Nord. Et ils n'iront pas là-bas en tant qu'amis. Parce qu'ils iront pour le conquérir. Et ils le conquerront avec leurs fils. Le ventre de nos femmes nous donnera la victoire* ».

Tous ceux qui peuvent se faire entendre dans un moment d'une telle tragédie doivent se mobiliser, les Juifs de France pour expliquer à leurs parents et amis israéliens que la fuite en avant n'est pas la solution, les Musulmans de France qui rejettent l'islamisme radical pour maîtriser les jeunes des banlieues manipulés eux-aussi par des politiciens inconscients à la pêche aux voix, les humanistes de tous bords chrétiens ou agnostiques qui prônent le dialogue et la tolérance.

Souhaitons que deux Etats qui se reconnaîtraient et se respecteraient en attendant de coopérer, une ville trois fois sainte que tous Juifs, Chrétiens et Musulmans devraient partager, deux peuples si proches et si capables qui pourraient du Liban au Sinaï faire revivre toute la Méditerranée orientale, trouveront en leur sein un jour proche où des esprits ouverts se souviendront que la *Paix* se dit de la même manière dans leurs deux langues *Shalom* et *Salam* !

*Dans le contexte politique français, l'ex-Ministre de l'Intérieur Gérard Collomb exprime une inquiétude de voir la société divisée non seulement entre Français de souche et immigrés mais aussi en divers camps politiques français irréconciliables. Cette polarisation se manifeste à travers des pratiques médiatiques et politiques agressives et un refus de dialoguer sur des questions essentielles comme l'immigration et la sécurité. La France a été marquée par des actes terroristes, avec une référence au conflit israélo-palestinien et au rôle de l'Iran. La campagne d'Éric Zemmour est citée, notant à la fois des erreurs et des suggestions sur l'assimilation. Le texte critique la pression intégriste dans certains quartiers et la nécessité d'une réponse humanitaire au Proche Orient, ainsi que l'obligation de choisir entre accepter une nouvelle civilisation ou résister tout en restant ouvert à l'assimilation. Le débat sur la politique d'immigration est jugé irréaliste, soulevant des questions sur le retour des délinquants étrangers et la pression des islamistes sur les écoles. L'auteur préconise une priorité à sauver la France, tout en aidant le tiers-monde et en révisant la politique africaine, avec un appel à l'unité contre le néocolonialisme et pour le développement, en quête de justice sociale. Le texte conclut sur la nécessité d'une action unie pour éviter une guerre civile ou un conflit mondial.*

## **Côte-à-Côte ou Face à Face ?**

On se souvient de cette déclaration de Gérard Collomb, Ministre de l'Intérieur, au moment où il quitta ses fonctions le 3 octobre 2018 « *Aujourd'hui on vit côte-à-côte je crains que demain on vive face-à-face* »

Les circonstances actuelles vont beaucoup plus loin qu'il ne le pensait à l'époque car il ne s'agit plus de scinder la société en deux blocs : Français de souche contre Immigrés mais de constater que justement ce sont les Français de souche qui se sont maintenant séparés en trois camps irréductibles, France insoumise, Communistes et Ecologistes à Gauche, Macron et les centristes au milieu et le reste des Français à Droite LR, RN et Reconquête même si chaque camp reste encore cruellement divisé.

Cette situation extrêmement dégradée se constate à maintes occasions : Interviews agressifs de certains journalistes contre Marine Le Pen, Jordan Bardella, Éric Zemmour, Marion Maréchal, les interrompant sans cesse sans même se rendre compte qu'à chaque fois ils augmentent leur score.

Attitudes inacceptables de certains responsables politiques tels que Jean-Luc Mélenchon, Mathilde Panot, Danièle Obono, Manuel Bompard, Louis Boyard et l'ineffable Sandrine Rousseau pour qui qualifier le Hamas de mouvement terroriste leur arracherait la bouche tant leur « *pêche aux voix* » est déterminante pour espérer arriver un jour au pouvoir !

Refus obstiné d'Emmanuel Macron de faire appel au peuple par referendum pour trancher certaines questions, l'immigration et la sécurité par exemple, qui pourtant recueillent un très large consensus transpartisan.

Les épreuves récemment traversées en France depuis 2012, attentats terroristes ayant causé la mort de 272 personnes et fait près de 1200 blessés malgré 72 attentats déjoués par la DGSI, les plus tragiques restant en 2015 ceux de Charlie Hebdo et du Bataclan disputent la vedette aux assassinats ciblés du terrorisme islamique contre Samuel Paty et Dominique Bernard.

Ces attaques terroristes se nourrissent du drame israélo-palestinien savamment orchestré par l'Iran et ses sbires (Hamas sunnite et Hezbollah chiite) et peu de gens se souviennent qu'en 1948 le partage de la « *Terre promise* » proposé par l'ONU (création de deux Etats équivalents et Contrôle international sur Jérusalem) pourtant nettement plus favorable aux Palestiniens qu'aux Juifs, fut aussitôt accepté par Ben Gourion et les grandes puissances, y compris l'URSS, mais immédiatement refusé par l'ensemble des pays arabes.

Il paraît même que Ben Gourion, devant ce refus, aurait glissé au jeune Shimon Peres, futur Premier ministre, au milieu de la liesse populaire israélienne « *Tu vois, aujourd'hui, ils dansent, mais, demain, ils verseront leur sang* ».

Éric Zemmour, même si sa campagne présidentielle s'accompagna d'erreurs regrettables qu'un politicien de métier n'aurait jamais commises continue à parler de choc de civilisations.

Et même s'il existe des Musulmans français totalement intégrés dont notre pays peut être fier et des non pratiquants voire agnostiques issus de l'immigration qui, comme Éric Zemmour ne cesse de le suggérer, donnent un premier prénom français à leurs enfants pour faciliter leur assimilation, la pression de la rue dans ces quartiers devenus des territoires perdus de la République reste si forte qu'il est impensable de se soustraire aux pressions intégristes (Ramadan, port de la jupe, abandon du voile ou de l'abaya) encouragées par des Imams à la solde des Frères Musulmans ou de la Turquie et par des trafiquants de drogue qui quadrillent ces banlieues où nos Bobos viennent s'approvisionner dans l'indifférence (pour ne pas dire la complicité) policière.

Les humanistes partisans de la Paix mais désireux de ne pas assister à la chute de notre civilisation doivent s'unir au-delà de leurs différences politiques pour sauver ce qui est essentiel : notre culture, notre mode de vie, nos valeurs républicaines tellement supérieures à celles de la Charia.

Au Proche Orient, il est de notre devoir de participer au sauvetage humanitaire des Gazaouis, de contribuer à exercer des pressions pour libérer tous les otages, d'influencer Israël et les pays arabes avec qui nous entretenons des relations suivies à rechercher au plus vite une résolution des conflits, à convaincre les uns et les autres de l'urgence d'une trêve, à utiliser notre présence au Conseil de Sécurité de l'ONU pour faire adopter des dispositions permettant par exemple de faire accepter à l'Égypte, y compris contre espèces sonnantes et trébuchantes, le fait qu'une force d'interposition multinationale puisse momentanément encadrer sur le territoire égyptien au sud de la bande de Gaza dans le désert du Sinaï, l'accueil des populations civiles quotidiennement bombardées.

Il faut en finir. Le balancier qui oscille depuis 14 siècles entre la civilisation judéo-chrétienne occidentale et l'Islam, flux de la conquête andalouse, reflux des Croisades puis de la Reconquista, flux des Barbaresques écumant la Méditerranée, reflux des conquêtes coloniales, flux migratoire recherché par un patronat irresponsable pendant les 30 glorieuses, reflux des guerres stupides d'Irak, de Libye, de Bosnie, de Syrie, du Kurdistan, d'Al Qaïda en Afghanistan, d'ACMI en Afrique, flux d'une immigration massive risquant de nous submerger, il faut choisir : ou bien accepter comme le fit l'Empire romain de céder la place à une autre civilisation, ou bien résister tout en restant ouvert à ceux qui veulent s'assimiler à notre mode de vie, qui aiment la France et envers qui, en tant qu'êtres humains, notre porte doit toujours rester ouverte.

On entend des débats irréalistes : Doit-on continuer à se poser la question du renvoi des OQTF ou des délinquants étrangers dans leurs pays d'origine ? N'a-t-on aucun moyen de pression envers les pays du Maghreb ? Ne peut-on renvoyer les Africains fichés S originaires des pays qui nous rejettent ? Peut-on plus longtemps tolérer la situation à Mayotte ? Sommes-nous condamnés à laisser passer sans réagir la drogue provenant du Maroc ? Peut-on accepter la pression insupportable des parents islamistes sur les écoles de nos banlieues ? Doit-on par lâcheté ou par indifférence abandonner à la loi des quartiers les Français d'origine immigrée qui veulent respecter nos valeurs ?

Il sera temps ensuite de discuter entre partis d'autres questions essentielles sur le pouvoir d'achat, la sécurité, l'éducation, la fiscalité, la gestion de la dette, des services publics, des retraites, du pouvoir des syndicats et de la participation.

Mais d'abord sauvons la France tout en sauvant le tiers-monde, en luttant contre les passeurs, en aidant à rester dans leurs pays d'origine les professionnels dont ils ont besoin, en revoyant notre politique africaine encore trop néocoloniale, en participant avec les Etats qui le veulent au

développement du Far South, l'Afrique du 22<sup>ème</sup> siècle, en restructurant notre société pour plus d'égalité et de justice sociale.

Sinon comme le lapin de la fable et la belette qui voulait lui ravir son logis nous risquerons tous un jour de nous retrouver à égalité sur le territoire déserté d'une guerre civile ou sous la patte du Raminagrobis d'un conflit mondial.

*La communauté éducative en France est ébranlée suite aux tragédies de Samuel Paty et Dominique Bernard, confrontée à l'indifférence et au manque de soutien, malgré la détermination affichée par le nouveau Ministre. Les professeurs, dans une atmosphère de crainte face à la violence et au manque de soutien de l'administration et des parents, se sentent incapables d'accomplir leur mission éducative. Les politiques passées, comme le Collège unique et l'abandon des redoublements, sont critiquées pour avoir abaissé le niveau et ignoré les besoins individuels des élèves. Gabriel Attal, le ministre actuel, est pressé d'agir, notamment en revalorisant le statut des enseignants à travers des mesures telles que la protection, de meilleurs salaires, et une formation adaptée. Le texte souligne l'importance d'une réforme qui prenne en compte les progrès en neurosciences et en intelligence artificielle et qui ne réserve pas l'accès à des ressources comme les cours particuliers aux plus aisés. La réforme devrait aussi assurer que les enseignants puissent exercer leur autorité sans crainte de répercussions, en éjectant les élèves perturbateurs pour maintenir un environnement propice à l'éducation. L'article appelle à une restauration de l'autorité scolaire pour honorer le rôle historique des enseignants en France, les "Hussards noirs" de Péguy, en tant que pilier de l'éducation républicaine*

## **Restaurer l'autorité à l'école !**

Après les deux assassinats de Samuel Paty et de Dominique Bernard, le monde des professeurs et des personnels de l'Education Nationale reste anéanti par la tristesse, le déferlement de propos abjects sur les réseaux sociaux, l'indifférence des parents et le faible soutien de l'administration même si le nouveau Ministre veut montrer sa détermination.

Un professeur doit apprendre à ses élèves à lire, écrire, compter, penser avec rigueur, vivre en société, être capable d'esprit critique.

Tâche impossible pour celui ou celle qui arrive chaque matin dans sa classe en craignant l'élève violent qui lui fait peur (*il y en a souvent un... parfois plusieurs*) et qu'il ne pourra évacuer car il ne sera suivi ni par son Proviseur (*pas de vagues*) ni par son conseil de classe (*couard*), car il craindra la riposte des parents, le mauvais coup dans la rue sur le chemin du retour, le harcèlement sur les réseaux sociaux.

Cette crainte partagée par de nombreux enseignants et enseignantes empêche de faire de l'Ecole cet espace de liberté, de gaieté et de confiance indispensable à la formation des jeunes esprits.

Va-t-on relever les erreurs du passé : Collège unique mêlant des enfants doués qui perdront leur temps et des enfants retardés qui ne bénéficieront pas d'un enseignement adapté à leurs manques de capacités (alors que les « bons collèges » coûtent moins cher que les établissements d'éducation prioritaire !), abandon des redoublements qui abaissent le niveau, faux désir de mixité sociale où les parents qui le peuvent changeront vite d'établissement, absence de tutorat, ignorance des progrès des sciences cognitives qu'on croit résoudre par un vague équipement en tablettes informatiques, discussions infinies dans les Instituts de formation sur des sujets de « *pédagogisme* » comme le « *dialogisme expérimentiel* (sic) » qu'on aurait mieux fait de remplacer par des cours de self-défense... ?

Après le choix inconséquent d'un Ministre Woke, qui pourtant n'oubliait pas d'envoyer ses propres enfants à l'Ecole Alsacienne, Gabriel Attal ne devra pas se contenter de montrer l'architecture de ses muscles striés, mais devra revaloriser sérieusement la position des enseignants (considération, protection efficace, salaires nettement revalorisés, formation aux techniques nouvelles, encadrement du tutorat scolaire, autorité réaffirmée auprès des parents d'élèves rappelés à leurs responsabilités éducatives, lutte contre les réseaux sociaux, ...).

Dans un pays, la France, qui grâce à la « Flat Tax » est désormais qualifié de « *paradis fiscal pour milliardaires* » (leur taux d'imposition sur les produits financiers tombe à 12.5% avant la CSG-CRDS contre le taux maximum de 45% + CSG de 9.7% des salariés de la classe moyenne supérieure) on ne rattrapera pas notre niveau pitoyable au classement PISA (*France 23<sup>ème</sup> - Chine 1<sup>ère</sup>*) sans revoir



considérablement les rémunérations de nos enseignants qui en partie conditionnent leur recrutement (Quel Agrégé de Mathématique sera assez fou pour préférer le Collège aux GAFA ?)

On ne fera pas l'économie d'une réforme en profondeur qui tiendra enfin compte des avancées fondamentales en Neurosciences et en IA (Un Professeur sauf à le payer de sa poche ne peut même pas être abonné à ChatGPT)

On ne réservera pas à ceux qui peuvent le déduire pour 50% de leurs impôts jusqu'à 15.000 € par an les coûts payés à des « *Académies* » privées pour les cours particuliers.

On ne laissera pas un enseignant pénétrer dans une classe difficile sans être assuré parce qu'il sait se défendre où parce qu'il sait que son administration le soutiendra qu'il pourra éjecter immédiatement l'élève perturbateur ou violent qui l'empêche de faire son cours, les radicalisés qui refusent les règles républicaines, les enfants de parents agressifs prêts à mentir pour avoir leur soutien (on se souvient de l'engrenage terrible qui a coûté la vie à Samuel Paty, à partir du mensonge d'une élève)

Les Hussards noirs de Péguy étaient d'abord des Hussards. On l'a trop oublié.

**Il est temps de restaurer l'autorité à l'Ecole.**

*Le texte est une réflexion sur les défis mondiaux actuels et les solutions potentielles. Il aborde le conflit israélo-palestinien et d'autres conflits régionaux qui poussent les gens à fuir en tant que réfugiés. La guerre en Ukraine et la montée de l'antisémitisme sont citées comme des exemples de menaces à la paix. Le texte critique le "wokisme" comme étant politisé, souligne les problèmes de développement en Afrique et observe la montée économique des BRICS face à l'endettement occidental. Il met en garde contre les dangers des Fake News et le pouvoir des GAFAM et BATX, questionnant qui détient réellement le pouvoir. L'ONU est décrite comme inefficace, et le transhumanisme comme un domaine qui redéfinit l'humanité. Pour contrer ces défis, le texte appelle à des actions concrètes plutôt que de simples déclarations. Il prône la promotion de la démocratie, le renforcement de la société civile, la protection des lanceurs d'alerte, la transparence financière, la régulation des oligarchies, et une réforme du financement électoral. Il préconise aussi une fiscalité progressive et une coopération internationale renforcée. Le texte insiste sur l'engagement civique, l'éducation citoyenne, et propose des initiatives comme une taxe sur les transactions financières et un revenu de base universel. Le changement est jugé possible grâce à l'union et à la détermination des individus engagés pour la justice et l'équité.*

## **Que faire dans ce monde insensé ?**

Telle est la question qui pèse lourdement sur nos consciences collectives :

### **"Que faire dans ce monde insensé ?"**

Les événements d'hier et d'aujourd'hui tissent un récit complexe où la douleur et l'espoir se rencontrent à chaque chapitre.

Depuis plus de soixante-dix ans, le conflit israélo-palestinien persiste, un symbole poignant des luttes interminables qui défient nos aspirations à la paix.

Les répercussions de ce conflit et de ceux en Libye, Afghanistan, Irak et Syrie se font sentir à travers l'immigration sauvage où les individus cherchent désespérément la sécurité loin de leurs foyers brisés.

Aujourd'hui, la guerre en Ukraine résonne comme un écho brutal de l'histoire, nous rappelant que la souveraineté et la paix restent précaires.

Dans le même temps, nous assistons à une montée alarmante de l'antisémitisme, transformant même Israël, ce refuge pour tant de Juifs, en un lieu de crainte.

À Gaza, cependant, les bombardements sur les populations civiles nous confrontent à l'urgente nécessité d'humaniser la guerre !

Et pendant ce temps, des concepts comme le wokisme émergent, souvent utilisés à des fins politiques plutôt que comme des appels à la justice sociale.

En Afrique, une démographie galopante incapable de permettre l'autosuffisance alimentaire pose la question de la durabilité de notre modèle de développement actuel.

À l'opposé, nous assistons à la montée des BRICS, qui redéfinissent les équilibres économiques mondiaux, tandis que l'Occident lutte contre une dette astronomique et la chute de son influence.

Les Fake News, un fléau de notre époque, continuent d'alimenter la méfiance et la désinformation à travers les médias.

Et avec les GAFAM et les BATX, leur équivalent asiatique, devenant plus puissants que de nombreux États, nous devons nous demander :

### **Qui détient réellement le pouvoir ?**

L'ONU, malgré son noble objectif de maintenir la paix et la sécurité internationales, semble paralysée, incapable de répondre efficacement aux crises mondiales.

Et pendant ce temps, le transhumanisme et les technologies émergentes nous poussent à redéfinir ce que signifie être humain.

Aldous Huxley et Georges Orwell nous ont pourtant alertés en peignant un monde à deux vitesses, un monde où la vérité et la liberté sont constamment en jeu.

Mais nous ne sommes pas des personnages de fiction ; nous sommes des acteurs de la réalité, et il est temps d'innover et d'agir.

Pour sortir de ce marasme, nous devons embrasser des solutions originales où notre quête ne doit pas se limiter à de simples déclarations d'intention.

Nous avons besoin d'actions concrètes, d'initiatives audacieuses qui s'attaquent à la racine des maux qui affligent notre société.

Pour combattre les dictatures, nous devons promouvoir et défendre la démocratie à travers le monde, non pas par la force des armes, mais par la force de l'exemple, l'éducation et le soutien aux mouvements pacifiques et démocratiques.

Cela implique de renforcer la société civile, de soutenir les médias indépendants et de protéger les lanceurs d'alerte qui sont souvent les premiers remparts contre l'autoritarisme.

Face aux oligarchies, la solution réside dans la transparence et la réglementation. Nous devons exiger la transparence financière globale et lutter contre les paradis fiscaux qui permettent aux élites de prospérer aux dépens du bien commun.

Des lois antitrust plus strictes peuvent freiner la concentration du pouvoir économique, tout en promouvant une véritable concurrence qui stimule l'innovation et l'équité.

Pour limiter le poids des milliardaires dans la politique, nous devons réformer le financement des campagnes électorales, instaurer des plafonds de dons et surtout renforcer les lois sur le lobbying.

De plus, il est essentiel d'instaurer une fiscalité progressive plus stricte, où ceux qui ont le plus contribuent le plus, et où la richesse ne peut pas être accumulée indéfiniment sans apporter de bénéfice à la société dans son ensemble.

Quant à l'égoïsme des Etats, le remède se trouve sinon dans une gouvernance mondiale renforcée qui reste utopique mais au moins dans une coopération internationale accrue.

Les accords multilatéraux doivent être respectés et valorisés. Nous devons repenser les institutions comme l'ONU pour qu'elles soient plus représentatives et capables d'agir plus efficacement contre les injustices et les abus de pouvoir.

Cela signifie aussi responsabiliser les Etats, non seulement devant leurs citoyens mais aussi devant la communauté internationale, pour leurs actions et leurs politiques.

Pour mettre en œuvre ces solutions, nous avons besoin d'un nouvel engagement civique à tous les niveaux de la société.

Chacun de nous doit s'impliquer dans les affaires publiques, que ce soit en votant, en militant, ou en prenant la parole.

L'éducation doit être au cœur de ce changement, en formant des citoyens du monde critiques et informés, capables de comprendre et de défier les structures de pouvoir.

Enfin, il est temps d'envisager de nouvelles formes de solidarité internationale, comme une taxe sur les transactions financières pour financer le développement mondial, ou encore un revenu de base universel minimum pour combattre la pauvreté et l'exclusion.

C'est par ces mesures structurantes que nous pourrons réorienter le cours de notre histoire.

Cela demandera du courage, de la détermination et un engagement inébranlable envers les principes de justice et d'équité.

Mais l'histoire nous a montré que le progrès est possible lorsque les hommes et les femmes de bonne volonté s'unissent pour le changement.

## Matérialisme ou Idéalisme ?

Je n'ai évidemment ni l'intention ni la réelle capacité d'entrer dans une vision spinoziste de la philosophie mais j'aimerais partager avec vous quelques réflexions revues à l'aune des connaissances biologiques actuelles sur la célèbre formule « *Deus Sive Natura* ».

Dans l'Éthique, son œuvre maîtresse, prudemment publiée après sa mort en 1677, Baruch Spinoza qui avait déjà subi à 23 ans la forme la plus sévère d'exclusion de la communauté juive d'Amsterdam, le Herem, se souvenant aussi du sort réservé par l'Inquisition en 1600 au moine Giordano Bruno, définissait ainsi cette formule sans doute empruntée à Maïmonide et dans une certaine mesure, reprise aussi par Descartes, de la manière suivante :

*« L'être éternel et infini que nous appelons Dieu ou Nature agit comme il existe, en vertu de la même nécessité. [...] Ainsi, la raison ou la cause par laquelle Dieu, c'est-à-dire la Nature, agit, et la raison ou la cause par laquelle il existe, sont une seule et même chose. »*

Le Dieu immanent de cette formule fait un avec la Nature dans une conception moniste (opposée au dualisme cartésien) se composant aussi bien du corps que de l'esprit, ignorant toute personnalisation anthropomorphique d'une entité autre que la force même de la Nature (*l'effort pour persévérer dans son être ou « conatus » de tout ce qui existe, animé ou inanimé*) !

On comprend évidemment que ce Dieu non personnifié, donc dépourvu de sentiment et ne jugeant pas l'homme, n'est rien d'autre que le monde réel ce qui vaudra à Spinoza des accusations de panthéisme voire d'athéisme.

Henri Atlan ira même jusqu'à dire : « *Pour Spinoza, il n'y a pas de finalités dans la nature, il n'y a que des déterminismes produits par des causes efficientes ; la notion de causes finales dans la nature, c'est pour lui... la source de toutes les confusions possibles, non seulement du point de vue de la philosophie des sciences, mais aussi de l'éthique et des comportements humains* »

Mais si Matière et Intellect sont une seule et même substance exprimée de deux manières différentes, il ne peut pas y avoir entre elles de relation de cause à effet. Le corps ne peut pas produire des idées, et les idées ne peuvent pas produire des mouvements du corps.

Certes, nous faisons tous les jours, en apparence, des expériences prouvant a priori le contraire mais la découverte récente de mécanismes et de modèles d'auto-organisation de la matière mettant en évidence des propriétés qualitativement différentes de celles des constituants pris individuellement (*entre vivant et non-vivant, entre conscient et non conscient*) confirme pourtant les propos résolument monistes de Spinoza.

Prenons un simple exemple :

Lorsque nous bougeons un bras nous pensons que notre cerveau vient de lui donner l'ordre de se mobiliser. Donc nous en avons conscience et cet ordre s'inscrit dans notre mémoire.

Or pour passer en mode conscient le cerveau a besoin de 300 millisecondes (preuve apportée par l'IRM). Il peut donc se souvenir qu'il vient de donner au bras l'ordre de bouger.

Mais en réalité cet ordre a été donné avant qu'il n'en prenne conscience, 300 millisecondes plus tôt, il provient donc d'une autre origine, une réaction réflexe de notre corps face à un stimulus donné matériel ou mental à ne pas confondre avec l'ordre mémorisé lui-même.

Donc soit un stimulus matériel inconscient a mobilisé notre cerveau, soit une pensée inconsciente l'a décidé et dans un cas comme dans l'autre, la suite nous donne à croire à tort que l'ordre de mobilisation qui en résulte vient de notre conscience !

De la même façon qu'au niveau atomique les quatre forces fondamentales de la nature, force nucléaire forte, force nucléaire faible, force électromagnétique et gravité se conjuguent pour

maintenir la cohésion de la matière, les groupements d'atomes qui vont constituer les molécules, puis les molécules qui vont constituer les macromolécules et les acides nucléiques, puis les cellules et les organes qui en découleront se soumettront à ce « *conatus* », chaque structure de la plus simple à la plus complexe s'efforçant de « *persévérer dans son être* » !

Prenons un autre exemple :

Face à une menace, chaque animal ou être humain a deux possibilités, l'attaque ou la fuite (le végétal ne pouvant pas fuir n'a lui que la possibilité de la défense). Il va choisir en fonction de la dangerosité de la menace et ce choix sera pour lui la meilleure manière d'essayer de « *persévérer dans son être* ».

Alors que Spinoza soutient que l'esprit et le corps sont une seule et même substance, 4 siècles plus tard à travers le prisme des neurosciences cognitives, se confirme sa conception du monisme physique, selon laquelle « *tout dans l'univers est composé de matière, y compris l'esprit* ».

Les neurosciences contemporaines ont mis en lumière la complexité du cerveau et les mécanismes qui sous-tendent la prise de décision, souvent à un niveau inconscient, ce qui soulève des questions sur l'étendue du libre arbitre humain.

Prenons un dernier exemple :

Nous comprenons aisément qu'un élément matériel tel que l'absorption d'un produit chimique, une nourriture, un médicament, peut avoir des effets sur la préservation de notre être.

Nous comprenons aussi qu'un élément mental tel que l'effet placebo peut agir de la même façon (même s'il n'est efficace que dans 30% des cas).

Pour vous mettre en colère je peux au choix vous injurier ou vous injecter de l'adrénaline !

Et chez celui qui se laisse mourir ou se suicide la perte du goût de vivre l'empêche de chercher à « *persévérer dans son être* ».

La pertinence de Spinoza dans le contexte des neurosciences cognitives modernes réside donc dans sa vision intuitive de certains concepts qui sont aujourd'hui étudiés scientifiquement.

Cela témoigne de l'avancée de notre compréhension tout en nous laissant ébahis devant la perspicacité de penseurs tels que lui, qui ont imaginé il y a bien longtemps des fondements conceptuels aujourd'hui d'actualité.

## Persévérer dans son être (suite)

Poursuivons la réflexion sur le Conatus spinozien relatif aux mécanismes et aux modèles d'auto-organisation de la matière mettant en évidence des propriétés qualitativement différentes de celles de ses constituants pris individuellement.

Je n'examinerai pas ici, n'étant pas philosophe, la question de savoir si Spinoza s'inscrit dans un matérialisme empirique, ontologique ou méthodologique ou si son « Éthique » reste encore profondément idéaliste mais je montrerai que son principe de « **persévérer dans son être** » se serait largement nourri des connaissances nouvelles que 3 siècles plus tard la Biologie moléculaire lui aurait apportées.

J'ai rappelé que les quatre forces fondamentales de la Nature se mettaient en marche dès l'explosion initiale pour constituer successivement des édifices de plus en plus complexes, atomes d'Hydrogène (380.000 ans après le Big Bang) puis Deutérium, Tritium, Hélium, nouveaux atomes de plus en plus lourds, molécules, macromolécules et ainsi de suite jusqu'aux fameux acides nucléiques (ADN et ARN).

Sur Terre, à partir de ces immenses chaînes en double hélice, associant toujours les quatre bases puriques (adénine, guanine) et pyrimidiques (thymine, remplacée par l'Uracile dans l'ARN et cytosine), les mêmes chez tous les êtres vivants, le développement de la Vie (où animaux et végétaux, archéobactéries, algues, séquoias, éléphants et hommes partagent le même secret de fabrication) fut inlassablement répliqué depuis plus de 3 milliards d'années, ne se différenciant d'une espèce à l'autre et dans une moindre mesure d'un individu à l'autre, que par l'ordre de succession de ces fameuses bases le long de ces chaînes, cet ordre représentant le jeu d'instructions illimité qui constitue le génome de chaque espèce.

Ainsi, grâce à cet assemblage, fruit du seul hasard, après des milliards d'essais le plus souvent infructueux, l'évolution a privilégié le système le plus adapté à notre environnement et permis l'apparition d'organismes pluricellulaires de plus en plus complexes aptes à s'auto réparer et à se reproduire d'abord par clonage puis par reproduction sexuée.

**Persévérer dans son être** c'est en effet être capable de s'auto réparer puisque la structure même de l'ADN peut être altérée. Or le duplicateur ne peut donner une bonne copie que si l'original est parfait car toute altération de la séquence des bases le long de ses chaînes serait inmanquablement transmise aux brins qui en dériveraient.

**Persévérer dans son être** c'est aussi se reproduire et la sexualité est apparue très tôt au cours de l'évolution comme la stratégie la plus efficace privilégiée par les gènes malgré l'exposition parfois dangereuse qu'elle implique, car elle apporte, à chaque reproduction des cellules germinales, une possibilité de mieux réparer les tronçons d'ADN abîmés.

Aussi, la grande famille des enfants de l'ADN qui compose le vivant est-elle virtuellement immortelle. Pour le rester, les membres de cette famille sont engagés dans des situations qui mêlent compétition (prédation) et coopération (sexualité).

Si notre durée maximale de vie est supérieure à celle de nombreuses espèces animales c'est parce que, grâce à notre intelligence et à notre adaptabilité, le milieu dans lequel nous évoluons est devenu pour nous moins risqué, permettant d'allouer plus de ressources aux fonctions de protection et de réparation de nos cellules.

L'évolution certes aurait pu essayer des systèmes d'anti vieillissement encore plus efficaces mais cela se serait fait au détriment de la croissance et cette hypothèse n'a malheureusement pas été retenue par des gènes « égoïstes » qui ont favorisé au contraire les organismes capables d'arriver plus rapidement à maturité sexuelle.

Terminons en disant que l'homme pour Spinoza n'est pas seulement réduit à sa faculté de raisonner comme c'est le cas de Platon (*l'homme est un animal rationnel*) à Pascal (*l'homme est un roseau pensant*) mais qu'il se détermine aussi par sa faculté de désirer jugeant qu'une chose est bonne pour lui non parce que son manque est ressenti comme un affect douloureux mais parce qu'il la désire.

Pour Spinoza, la connaissance et la compréhension de la nature de ces désirs sont essentielles pour atteindre la béatitude et la liberté. Les désirs, les joies, les peines et les peurs ne sont pas simplement des distractions de la raison, mais des aspects fondamentaux de la condition humaine.

Cette dualité entre la raison et les passions est un terrain fertile pour la réflexion contemporaine, dans le domaine des neurosciences cognitives qui explore comment nos émotions et nos désirs influencent notre comportement, nos décisions et notre perception du monde.

La philosophie de Spinoza nous invite donc à considérer l'humain dans toute sa complexité, **un être de raison mais aussi un être de désirs**, constamment en quête d'un équilibre entre ces deux dimensions.



## Humain, trop humain ?

Alors que les Gazaouis pleurent leurs morts, les Israéliens pleurent de même et espèrent en la libération de leurs otages, et les juifs du monde entier tremblent devant la multiplication insensée des actes antisémites.

Un célèbre journaliste égyptien s'en prend courageusement au Hamas qui utilise sordidement la population Gazaouite comme un bouclier contraint alors que pendant toutes ces années il a construit des milliers de kilomètres de tunnels mais pas le moindre abri qui aurait protégé les civils, ne serait-ce que les femmes les enfants et les malades, des bombardements aujourd'hui incessants de Tsalal.

Pire, le Hamas se réjouit de tous ces innocents morts qui vont justifier demain, à travers le monde, des décennies de terrorisme accru et d'appel au Djihad !

La flotte américaine pour l'instant, retient par sa présence l'entrée de l'Iran et du Hezbollah dans le conflit mais n'arrive pas à convaincre Netanyahu de la nécessité d'une trêve humanitaire prélude à un possible cessez le feu si la pression onusienne réussissait à convaincre les pays arabes voisins de pousser ces « fous d'Allah » à libérer les otages.

Le risque d'embrasement de la région est total, Liban, Cisjordanie, Gaza, Syrie, Israël et les manifestations de soutien au peuple palestinien qui se multiplient dans toutes les capitales sont d'abord et avant tout des manifestations antisémites qui convoquent les plus sordides soutiens d'une Extrême Gauche qui ne recherche pour arriver au pouvoir, que les voix revanchardes des populations immigrées.

L'heure est grave et nous impose chez nous, en France, de réfléchir enfin à notre politique migratoire et aux conflits civilisationnels qu'elle entraîne.

Depuis 1976, sous Giscard, le regroupement familial autorisé a profondément modifié cette politique migratoire décidée aujourd'hui non par les Gouvernements successifs mais par les immigrés eux-mêmes aboutissant à ce qu'1 Français sur 5 soit d'origine arabo-musulmane ou africaine.

Un être humain, quelle que soit la couleur de sa peau, son pays d'origine ou sa religion doit être le bienvenu partout dans le monde en fonction des possibilités d'accueil et d'assimilation.

Car c'est bien là le problème. « *A Rome, vivons comme les Romains* ». Chacun est libre dans sa sphère privée de conserver les us et coutumes et de pratiquer les croyances de son choix, à condition que dans la sphère publique il respecte scrupuleusement les modes de vie et les lois du pays d'accueil.

De la même façon qu'un Français immigrant en terre d'Islam serait requis d'observer strictement les mœurs locales, un musulman arrivant en France doit reconnaître que les lois de la République sont supérieures à celles de la Charia, que l'égalité homme-femme ne se discute pas, que le voile, la Abaya le Kamis ou la Djellaba ne doivent pas quitter l'espace privé, qu'aucun quartier ne doit être un « *territoire perdu* » interdit à la Police, aux Pompiers ou aux Médecins, que les trafiquants de drogue et les Choufs qu'ils font vivre doivent être immédiatement expulsés ou au minimum relégués.

La Terre est à tous les humains mais chaque lopin de terre a ses lois et chaque arrivant où que ce soit se doit de les respecter quitte à les faire progressivement évoluer une fois qu'assimilé il aura pleinement pris sa place dans sa nouvelle patrie.

Cela n'empêche pas, bien au contraire, un immense redéploiement de l'aide au développement des pays du Sud. Pour nous Européens sur les mêmes fuseaux horaires que l'Afrique, nous serions bien inspirés, n'ai-je cessé de le dire, par une révision drastique de notre attitude envers nos voisins et

plus particulièrement pour nous Français envers nos anciennes colonies qui aujourd'hui nous rejettent alors que nous avons tant de choses en commun, ne serait-ce, pour l'instant encore, que la langue.

Créer des industries en Afrique plutôt qu'en Chine, renoncer aux pratiques néocoloniales, cesser d'exploiter à notre seul profit les ressources naturelles de ce « *Continent du 22<sup>ème</sup> siècle* » former des hommes non pour qu'ils viennent combler à bas prix nos effectifs insuffisants (dans nos hôpitaux par exemple) mais pour que la plupart retournent ensuite chez eux contribuer au développement de leur Nation et prendre les rênes du pouvoir dans leurs pays d'origine.

Mesure-t-on les conséquences en Europe d'une Afrique de 2.5 milliards d'habitants en 2050 contre 1.3 milliard aujourd'hui ?

En Côte d'Ivoire, par exemple, premier producteur mondial de cacao, on ne trouve pas la moindre plaquette de chocolat dans les supermarchés.

Or, un pays doit d'abord nourrir sa population et si l'autosuffisance alimentaire n'est pas rapidement obtenue, aucun risque de naufrage en mer, aucune barrière douanière n'arrêteront des populations désespérées attirées par les lumières de la ville.

La politique migratoire de la France doit être débattue et décidée par les Français, souchiens ou d'origine immigrée, et pour cela si l'on en croit les sondages le référendum apparaît comme le plus sûr moyen d'arriver à un consensus.

Or, même à Droite on voit des levées de bouclier s'élever contre cette idée d'un RIP puisqu'il est clair que le Gouvernement et d'abord le Président sont loin d'envisager une telle procédure qui mesurerait en fait l'étendue des désillusions qu'ils ont provoquées.

La Démocratie, on l'a assez dit, c'est le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. Pour ceux qui refusent cette règle, le réveil risquera d'être rude.

## Transcendance et Immanence

L'immanence désigne en philosophie, en parlant d'une chose ou d'un être, le caractère de ce qui a son principe en soi-même.

Chez Moïse, Platon, Jésus, et Mahomet, au contraire, le corps et l'âme s'inscrivent dans un régime dualiste et dans l'horizon d'une transcendance qui renvoie à une cause extérieure et supérieure, Dieu quelle que soit sa désignation (ou pour Platon, le monde intelligible des Idées).

Voyons-en les conséquences, chez nous, en France notamment, lieu de confrontation actuel entre une civilisation judéo-chrétienne devenue de plus en plus agnostique et une civilisation islamique encore profondément ancrée dans une foi crédule.

Les croyants d'Allah s'opposent aux mécréants occidentaux que nous sommes pour eux par une série de défis, tensions et malentendus où l'Islam radical marque une distinction nette entre une religion pratiquée par 1.6 milliard de fidèles à travers le monde et une interprétation extrême et politisée qui alimente à l'encontre de l'Occident des conflits souvent enracinés dans des divergences idéologiques profondes, des griefs historiques et des positions géopolitiques complexes qui génèrent un profond ressentiment.

On se souvient du soutien constant apporté au nazisme dès le début des années 30 par le Grand Mufti de Jérusalem, Haj Amin al-Husseini, s'opposant à l'arrivée de juifs allemands, bulgares, roumains et hongrois voulant émigrer au Proche-Orient alors sous mandat britannique.

Souvent, les actes de violence perpétrés aujourd'hui par des extrémistes islamiques reçoivent une large couverture médiatique, ce qui peut conduire à des généralisations hâtives sur l'islam en tant que religion.

Seul un dialogue interculturel et interreligieux pourrait permettre de surmonter les malentendus et de favoriser la paix ce qui impliquerait une meilleure compréhension des différentes croyances et pratiques, sous réserve de la reconnaissance absolue par les migrants des lois et des us et coutumes du territoire d'accueil et le respect des droits de l'homme.

Mais c'est sans compter sur les manipulations possibles orchestrées par des chefs religieux ou militaires souvent corrompus aux intentions dévastatrices à l'encontre de nos sociétés modernes où notre approche immanente privilégie la raison, la science et l'expérience personnelle comme sources de connaissance et de compréhension plutôt que le surnaturel ou la métaphysique.

L'islam (comme le christianisme ou le judaïsme) se base sur la transcendance et l'idée qu'il existe une réalité ou une vérité supérieure au-delà de l'expérience sensorielle humaine. La vie sur terre n'est qu'une attente douloureuse des délices du Paradis d'Allah ! Cette croyance en une puissance supérieure, confortée par des textes sacrés et des enseignements spirituels, façonne toujours profondément la vision du monde des musulmans.

Lorsque des individus, se présentant comme des guides spirituels, exploitent cette croyance en la transcendance à des fins personnelles ou politiques, les fidèles fanatisés le plus souvent issus de milieux frustes ont rarement les outils intellectuels ou critiques leur permettant de remettre en question ces autorités et les risques de manipulation peuvent déboucher sur des actions radicales et violentes poussant des êtres crédules à commettre des actes terroristes, représentant une menace sécuritaire sérieuse.

Certes, une telle confrontation risque de stigmatiser les communautés musulmanes modérées, et d'attiser les divisions sociales et religieuses entraînant une escalade de l'hostilité et de la méfiance entre différents groupes sociaux menaçant la coexistence pacifique au détriment des efforts d'intégration et de dialogue intercommunautaire. Les gouvernements harcelés par leurs opinions

publiques peuvent même être amenés à adopter des politiques plus réactives, parfois au détriment des libertés civiles et des droits de l'homme.

Face à une telle situation que la crise actuelle va considérablement faire empirer, soit on croit comme Paul Valéry que « *nous autres, civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles* » soit on tente de gérer cette confrontation par une approche équilibrée combinant des mesures de sécurité avec des politiques visant à promouvoir l'assimilation, le dialogue interculturel, et la lutte contre la radicalisation.

On ne soulignera jamais assez à quel point de telles situations sont complexes et appellent des réponses nuancées, tenant compte des spécificités de chaque contexte et évitant les généralisations.

L'éducation et la promotion du dialogue interculturel et interreligieux sont essentielles pour développer la compréhension et le respect mutuels entre les communautés et pour faire respecter la « Loi du sol » en privilégiant la voie de l'assimilation, la seule qui puisse à terme, permettre la coexistence, le respect des différences, et la vigilance face à toute manipulation idéologique.

## De Charybde en Scylla ?

En prêtant serment sur sa Bible personnelle, le 20 janvier 2021 à Washington, Joe Biden allait inaugurer une série de déconvenues graves pour les Etats-Unis commençant 4 mois plus tard par le départ « penaud » des troupes américaines d'Afghanistan, se poursuivant par le conflit ukrainien à l'issue aujourd'hui plus qu'incertaine et aboutissant au moment où débute la prochaine campagne électorale à l'éclatement terrible du conflit de Gaza.

Or, malgré une présence américaine constante dans cette région, y compris une base secrète dans le désert du Néguev et le réseau serré d'un dispositif d'écoute et de surveillance satellite, l'aveuglement US concernant l'attaque du 7 octobre par le Hamas comme celui (j'espère) des services secrets israéliens et de Tsahal occupés à surveiller l'Iran et à soutenir les colons en Cisjordanie est bien résumé dans la déclaration insensée quelques jours plus tôt du conseiller US à la sécurité nationale proclamant que : « *le Moyen-Orient n'avait pas été aussi pacifique depuis vingt ans* » !

Rappelons en effet que l'aveuglement des États-Unis obnubilés par le rapprochement entre l'Iran et la Chine, s'est manifesté par la priorité donnée aux Accords d'Abraham, signés sous Donald Trump le 15 septembre 2020 par Israël, les Emirats Arabes Unis et Bahreïn mais aussitôt rejetés, tant par l'Autorité Palestinienne que par le Hamas, et jamais rejoints contrairement aux espoirs américains et sous la pression de la rue arabe par la monarchie saoudienne, gardienne des lieux saints de l'Islam. Ces accords étaient basés sur l'hypothèse erronée que la question palestinienne était maintenant résolue !

Certes Anthony Blinken peut bien affirmer à bon droit que l'Amérique n'a pas à choisir entre défendre Israël et assister les civils palestiniens, mais la prolongation du siège et des bombardements sur Gaza et l'hécatombe qui en résulte (10.000 morts, 25.000 blessés à Gaza, 1400 morts, 5400 blessés en Israël selon l'ONU) complique singulièrement la situation.

Ses appels à une pause humanitaire, se sont vus systématiquement ignorés et les réponses militaires israéliennes se sont même intensifiées malgré une réaction mondiale significative, dans le monde musulman mais aussi dans la plupart des capitales occidentales et même au sein de la jeunesse démocrate et des ONG décolonialistes américaines.

Face à cette politique extérieure, les États-Unis, entraînent dans leur sillage leurs alliés occidentaux, s'aliènent pour longtemps une part significative du monde arabo-musulman et la majorité des nations dites du « Sud », ce qui représente un échec patent face à leur objectif de contrebalancer l'influence croissante de la Chine au sein des BRICS.

Malgré les Fakes News médiatiques la situation en Ukraine se traduit par un véritable enlisement (120.000 morts 180.000 blessés côté russe, 100.000 morts 150.000 blessés côté ukrainien) prélude à une possible défaite après une contre-offensive ratée.

La responsabilité des Etats-Unis en serait d'autant plus affectée que ce conflit a paradoxalement renforcé militairement le Kremlin, épuisé l'arsenal de l'OTAN et gravement affecté les économies européennes alors que l'axe Moscou-Pékin-Téhéran se consolidait (témoin la signature récente d'un pacte de coopération de 400 milliards de dollars sur 25 ans apportés par la Chine à l'Iran).

Il est maintenant clair que l'Arabie Saoudite, premier exportateur mondial de brut, ne normalisera ses relations avec Israël qu'en cas de création d'un état palestinien viable et il y a urgence car elle vient de déclarer son intention de rejoindre les BRICS, ce qui aggraverait considérablement la nouvelle division du monde.

Face à une telle situation, l'Europe, divisée et sérieusement affaiblie, peine à faire entendre sa voix et les risques d'élargissement du conflit au Moyen-Orient où la situation s'aggrave à chaque instant, peuvent entraîner des conséquences désastreuses si les États-Unis ne parviennent pas rapidement à instaurer (voire imposer) un cessez-le-feu à Gaza et à trouver une solution politique.

L'escalade serait alors inévitable et les déclarations du Ministre israélien de la défense « *Le Hamas a le choix entre mourir ou se rendre sans condition* » seraient malheureusement bien hasardeuses. De nombreux otages sont déjà morts sous les bombes israéliennes et leurs familles réclament l'arrêt des combats.

Faut-il en persistant dans la vengeance allumer le feu d'une troisième guerre mondiale ?

Peut-on envisager contre un accord de paix libérer les otages encore vivants, rendre les colonies implantées en Cisjordanie, lever l'embargo maritime sur Gaza et s'engager avec tous les pays de la région à créer un Etat palestinien en Cisjordanie incluant un partage de Jérusalem sous contrôle de l'ONU, et pourquoi pas donner à Gaza un statut indépendant qui, débarrassée du Hamas deviendrait vite un Singapour méditerranéen ?

## Politique fiction !

**9 juin 2024** : L'ultragauche mélenchonienne s'étant ridiculisée quelques mois plus tôt par sa prise de position antisémite lors des événements de Gaza, l'éclatement de la NUPES pour les élections européennes a été définitivement constaté dès le début de la campagne électorale.

Il faut dire que le mode de scrutin (*chacun pour soi dès l'instant où vous espérez dépasser les 5%*) n'encourage pas les partis à se concerter, témoin l'incapacité des Droites de s'unir malgré le risque encouru par les LR et Reconquête au vu des résultats précédents de Zemmour (7.07%) et surtout de Valérie Pécresse (4.78%).

A gauche les Ecologistes malgré les 4.63% de Yannick Jadot ont voulu aussi tenter leur chance et le PS pensant à ses nombreux élus locaux n'a pas non plus accepté de joindre son sort aux Insoumis.

Bien leur en a pris.

Position toujours hasardeuse dans des prévisions données si longtemps à l'avance on peut risquer les chiffres suivants dans cet exercice de Politique Fiction !

Grand vainqueur le Rassemblement National malgré l'habituelle campagne médiatique cherchant à exclure la dite extrême droite (mais pas l'ultra-gauche) de l'arc républicain. Il approche des 30%

Renaissance malgré les efforts du Président Macron passe en dessous de la barre des 20%

LFI reste autour de 10%, le PS et les LR remontent à 8%, Reconquête grâce à une bonne performance de Marion Maréchal se maintient à 7% malgré ses appels à l'Unité refusés par Jordan Bardella et Éric Ciotti. Elle est légèrement dépassée par EELV qui remonte à 7.5 %. Les perdants qui n'auront pas de Députés Européens sont les Communistes et Debout la France sans parler bien sûr des petits partis d'extrême gauche qui stagne autour de 1%

Sur ces bases, l'Union des Droites autrefois proposée sans succès par Éric Zemmour pourra sans doute se faire pour le deuxième tour des prochaines Législatives (au plus tard en 2027) s'il n'y a pas dissolution : liberté de candidature pour le premier tour, union autour du candidat de droite le mieux placé quel qu'il soit pour le second tour. Pas de triangulaires !

Mais 2027 est encore loin et la cote du Président Macron s'étant encore dégradée, les partis de Droite ont enfin accepté l'idée présentée sans succès en 2023 par Marion Maréchal d'unir leurs forces pour demander un RIP (Référendum d'Initiative Partagée) qui malgré des conditions démentes (1/5 des Parlementaires puis 1/10 du corps électoral) devenait envisageable.

A la rentrée 2024 face à une inflation galopante malgré les promesses, la montée catastrophique du coût de l'énergie et notamment de l'électricité, la loi sur l'immigration passée de justesse d'une seule voix grâce à un nouveau 49-3, la recrudescence des incivilités et de nouveaux attentats terroristes, les Droites rejointes par LIOT allait finalement recueillir suffisamment de signatures pour que le Conseil Constitutionnel n'ose pas tenter un nouveau coup de force.

Mais pour en revenir au principe sacré qui fonde la démocratie : « *Le Gouvernement du Peuple par le Peuple et pour le Peuple* » en organisant un referendum d'initiative partagée il fallait d'abord se mettre d'accord sur les nouvelles orientations pouvant faire l'objet d'un projet de loi ne contrevenant pas à la Constitution.

Après des discussions parfois houleuses certaines questions appaurent prioritaires qui se traduiraient par les questions suivantes :

**Voulez-vous que la politique migratoire du Gouvernement soit profondément modifiée en ce sens :**

- Accueil annuel d'un nombre d'immigré conforme aux capacités d'assimilation et aux besoins en main d'œuvre du pays ?
- Renvoie dans leurs pays d'origine des étrangers-condamnés après exécution de leur peine qui pourra être organisée dans un territoire de relégation.
- Déchéance de nationalité pour les binationaux ayant commis un crime ou un délit grave
- Suppression du Droit du sol systématique. Tout enfant né en France de deux parents étrangers ne pourra être naturalisé Français à 18 ans que s'il parle couramment notre langue, est capable de lire, écrire et compter convenablement, a un niveau d'études ou un travail lui permettant d'être autonome, n'a jamais commis de crime ou de délit et s'engage à respecter nos lois et nos coutumes
- Rétablissement systématique du contrôle aux frontières pour les passagers n'appartenant pas à l'UE.

A cette question les Français répondront en bloc par OUI ou NON

**Voulez-vous que la position de la France au sein de l'UE soit profondément modifiée en ce sens :**  
(Cette question impose une révision constitutionnelle)

- Retour à la souveraineté nationale respectant le principe de subsidiarité et ne permettant la traduction automatique d'une Directive européenne que si elle a été adoptée à l'unanimité ou si après adoption à la majorité elle est ratifiée par le Parlement français
- Renégociation des traités restituant à chaque Nation le contrôle de ses frontières et l'adoption d'une politique migratoire qui lui soit propre
- Renégociation des accords intra européens sur l'Energie permettant à chaque Etat, comme pour la zone Euro, de choisir ou non d'y adhérer
- Mise en place effective d'une unification des réglementations sociales, fiscales et environnementales intracommunautaires
- Arrêt de la concurrence intracommunautaire concernant les travailleurs détachés pour les soumettre aux mêmes charges que leurs concurrents français

A cette question les Français répondront en bloc par OUI ou NON

**Voulez-vous que la politique sociale et fiscale de la France soit profondément modifiée en ce sens :**

- Renégociation des retraites pour permettre à chaque catégorie de personnel de bénéficier en fonction de la pénibilité et de la dangerosité de leur métier d'un nombre d'années de retraites statistiquement équivalent
- Lutte contre la fraude sociale notamment en ramenant le nombre de Cartes Vitale au nombre de bénéficiaires en règle et en contrôlant plus efficacement les dépenses de santé
- Lutte contre la fraude fiscale et instauration d'une règle ramenant l'impôt des particuliers ou sociétés installées à l'étranger grâce à un paiement complémentaire à ce qu'il aurait été si les déclarations avaient été effectuées en France
- Retour effectif au principe de la progressivité de l'impôt par suppression de la Flat Tax sur les produits financiers
- Retour à une participation du capital aux dépenses de la France par le rétablissement d'un ISF sur l'ensemble des biens, sans niche fiscale, au-delà de 3 millions d'€

A cette question les Français répondront en bloc par OUI ou NON



**Voulez-vous que l'organisation de l'Etat français soit profondément modifiée en ce sens :**

*(Cette question impose une révision constitutionnelle)*

- Rétablissement de l'élection du Président de la République pour un mandat de 7 ans élu au suffrage universel par scrutin uninominal à un seul tour
- Réduction du nombre de Députés (1 par circonscription de 150.000 habitants) et Sénateurs (2 par Département) pour une durée de 3 ans ½ (réélection à mi-mandat présidentiel)
- Réduction du mille-feuille administratif français en regroupant Communes, Intercommunalités et Cantons au sein d'une seule unité territoriale,
- Redistribution précise des tâches dévolues aux Administrations centrale pour les seules fonctions régaliennes, aux Régions pour les activités économiques, sanitaires, scolaires et sociales, aux unités territoriales pour l'administration du quotidien de sorte qu'il n'y ait plus de doublons
- Réduction progressive du nombre de fonctionnaires par dévolution de certaines tâches administratives au secteur privé concurrentiel

A cette question les Français répondront en bloc par OUI ou NON

Sur ces bases les 133 Sénateurs LR et apparentés et les 3 Sénateurs RN, les 89 Députés RN les 64 Députés LR suffisaient largement pour réunir 1/5<sup>ème</sup> des parlementaires. Mais restait à réunir 4 millions et demi de signatures !

**A Suivre**

## Quelle solution pour l'immigration ?

Des discours trop laxistes pour les uns, trop contraignants pour les autres, est-il possible de tirer quelques conclusions concernant l'immigration qui pourraient recueillir un très large consensus auprès du peuple français.

Quelques points tout d'abord incontestables :

- La France comme l'Angleterre, anciennes puissances colonisatrices, attirent bien évidemment les locuteurs de leurs anciennes colonies. La Francophonie par exemple devrait être considérée comme une chance pour la France si on se comportait de manière moins stupide auprès de nos partenaires africains.
- L'appel d'air de nos prestations sociales et sanitaires non contributives attire bien évidemment des populations avides qui se soigneront chez nous gratuitement et bénéficieront de prestations inespérées dans leurs pays d'origine.
- Ce n'est pas sans raison qu'un pays de 67 millions d'habitants qui pourtant utilise le passeport biométrique voit circuler 75 millions de cartes Vitale.
- Des organisations a priori charitables favorisent ces transferts de population qui pourtant, par le biais des tontines, privent les pays de départ d'une main d'œuvre le plus souvent masculine dont ils auraient besoin pour leur propre développement.
- Quand je vois par exemple le nombre de médecins algériens exerçant en France alors que les soins dispensés en Algérie sont catastrophiques (seuls les milliardaires peuvent affréter des avions sanitaires pour se faire soigner à l'Hôpital Américain) cela arrange évidemment tout le monde sauf la population algérienne ! Les médecins étrangers non-européens sont un maillon essentiel de l'hôpital public, notamment en cas de crise sanitaire. Ils assument les mêmes missions que les médecins français tout en ne percevant que le salaire d'un interne !
- On parle de métiers en tension : ils ne le seraient pas dans un pays de 6 millions de chômeurs si les salaires et les conditions de travail étaient revalorisés et pour les métiers de la restauration à Paris si des logements sociaux étaient réservés en première couronne aux travailleurs nationaux.
- On parle du scandale de l'AME. C'est vrai que cela représente un Appel d'air considérable pour les migrants mais cela évite aussi des risques épidémiques qui plus tard coûteraient sans doute bien plus cher et il faut rapprocher le montant de cette aide (1.2 milliard par an) à tant d'autres dépenses moins justifiables (munitions partant en fumée, gabegie administrative, fraude sociale et fiscale...) qui coûtent tellement plus cher !

Alors que faire ?

- Certes tout d'abord des mesures d'expulsion impitoyables pour les délinquants et criminels et en cas de refus d'accueil de la part des pays d'origine, une relégation dans des territoires judicieusement choisis accompagnée des mesures coercitives à l'encontre des pays récalcitrants
- Certes la réorganisation des demandes d'asile et leur instruction dans les ambassades à l'étranger
- Certes le retour au contrôle de nos frontières en dépit des réglementations européennes
- Certes la déchéance de nationalité pour les bi-nationaux criminels après avoir purgé leur peine
- Certes la poursuite des employeurs embauchant des sans-papiers et la chasse aux fraudes sociales immédiatement sanctionnées par l'expulsion
- Certes l'arrêt des subventions à des associations favorisant les clandestins

- Certes la surveillance satellitaire des points de départ de bateaux africains et leur interception à la limite des eaux territoriales

Mais aussi

- Des efforts massifs pour l'intégration des populations d'origine étrangère (éducation, logement, travail)
- Une réglementation sans faiblesse pour le respect de nos lois et de nos coutumes (interdiction dans TOUT l'espace public des signes religieux ostentatoires (sauf pour les Ministres des cultes), contrôle des financements des mosquées et de la formation des Imams, lutte pour l'égalité hommes-femmes ...)
- Une très large contribution au développement des activités économiques dans les pays d'émigration (en France il vaut mieux investir pour des usines en Afrique plutôt que de tout sous-traiter en Chine)

Il faut que chacun puisse rapidement constater la mise en place d'un nouvel ordre migratoire :

- On ne peut venir s'installer en France que si on y est autorisé
- On peut en être expulsé si l'on commet un crime ou délit ou une fraude sociale ou fiscale
- Quand on est accepté on doit respecter les us et coutumes du pays d'accueil
- On doit s'assimiler et respecter les lois
- On doit pouvoir revenir au pays d'origine si des possibilités de travail effectives sont offertes dans le cadre d'accords gouvernementaux de partenariat (zones franches, aide au développement, ...)

Tout cela devrait être validé par un référendum.

Dura Lex sed Lex

## Doit-on quitter l'Europe ?

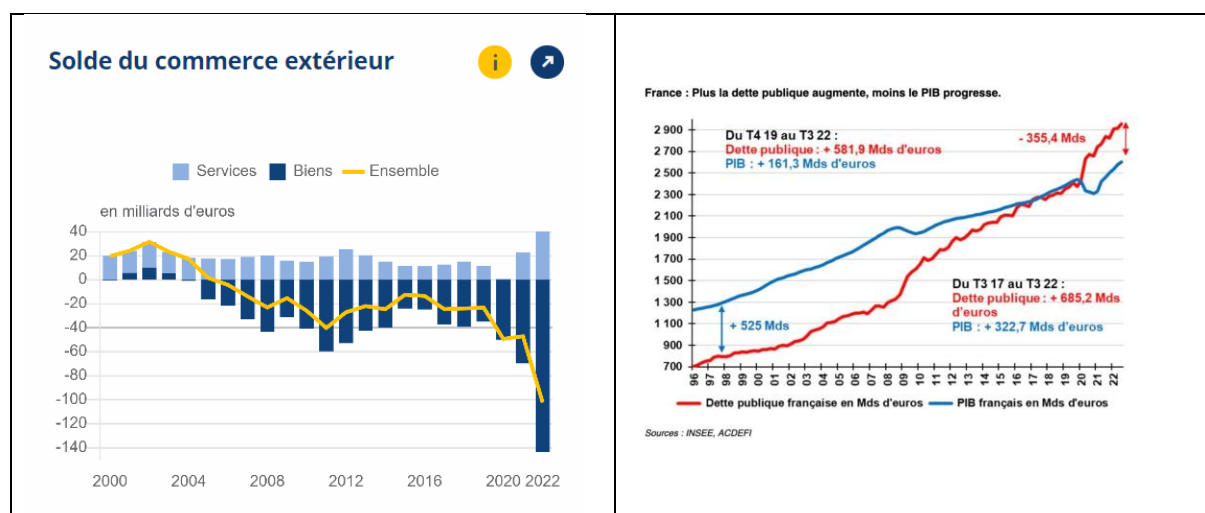
Voilà une proposition qu'aucun candidat sérieux à la Présidence de la République ne peut se hasarder de faire. Le seul qui l'ait tentée en 2017, François Asselineau a fait moins de 1%.

Ceux qui l'avaient envisagé auparavant comme Marine Le Pen se sont vite rabattus sur des terres plus consensuelles, tant il est vrai que les esprits ont été durablement formatés par des médias aux ordres à cette obligation.

**L'Europe c'est la paix ?** La Serbie, le Kosovo, la Bosnie et maintenant l'Ukraine s'ajoutent aux guerres internes, terrorisme, délinquance, émeutes, insécurité qui chaque jour alimentent nos infos.

**L'Europe c'est la prospérité ?** : Pour la France en tout cas les deux courbes ci-dessous nous convainquent malheureusement du contraire.

En 2022 le déficit du commerce extérieur dépasse les 100 milliards d'Euros et on vient pleurer sur l'Aide Médicale d'Etat non contributive qui nous coûte 1.2 milliard d'Euros. La dette publique vient de dépasser les 3.000 milliards d'Euros (elle n'était que de 2300 milliards en 2017 !)



**Oui mais on est protégé par la monnaie commune, l'Euro,** diront les ignorants ! Sauf que la monnaie commune n'existe pas. Il s'agit seulement d'une monnaie d'échange à parité 1 pour 1 (pour l'instant) car chaque banque nationale garantit ses propres engagements ce qui explique le spread entre les taux d'emprunts de l'Allemagne et ceux de la France qui augmente dangereusement.

**Le Brexit a-t-il ruiné l'Angleterre ?** Avec un PIB de 3 071 Md\$, le Royaume-Uni est en 2022 la sixième économie mondiale et la deuxième économie européenne, derrière l'Allemagne (4 075 Md\$) et devant la France (2 785 Md\$), selon le FMI. Le PIB par habitant du Royaume-Uni s'élève à 45 295 \$, se classant 23<sup>e</sup> mondial, devançant la France (42 409 \$). La nette contraction du PIB observée pendant la pandémie (-10,4% en 2020) a été suivie d'une reprise économique dynamique en 2021 (8,7%) et prolongée en 2022 (4,1%). En milieu d'année 2023, selon l'institut national britannique de statistiques, le Royaume-Uni avait dépassé son niveau d'activité pré-pandémie de 1,8%

**Est-ce pour autant qu'il faille renoncer à une coopération européenne la plus large possible ?** Sûrement pas ! Car même si la France souhaite retrouver sa souveraineté et refuse d'être entraînée malgré elle par une balkanisation de l'Europe voulue par les Américains, elle reste ouverte à des coopérations approfondies qui existaient déjà avant l'UE et notamment avant le funeste traité de Lisbonne rejeté en 2005 par référendum par les Français (55% de NON) et imposé en 2007 par le

Parlement ce qui nous a empêché comme le Danemark par exemple de négocier des conditions plus favorables dont il bénéficie encore aujourd'hui.

**Pourquoi l'UE ne marche pas ?** La commission de Bruxelles impose des directives qui sont obligatoirement appliquées par les Etats membres sans avoir à être ratifiées par les Parlements nationaux.

La France est derrière l'Allemagne le deuxième contributeur net du budget de l'UE (21 milliards par an) et les projets d'élargissement soutenus par Emmanuel Macron pour faire entrer l'Albanie, le Kosovo, la Bosnie, le Monténégro, la Moldavie et l'Ukraine dans la communauté européenne (pour la plupart des Etats mafieux complètement corrompus) n'arrangeraient sûrement pas les choses surtout si on se dirige comme le voudrait la Commission vers des accords à la majorité qualifiée et non plus l'unanimité.

**N'y a-t-il pas d'autre possibilité que le Frexit ?** Mis à part les membres de la Commission et tous ceux qui vivent de ses largesses, la plupart des Européens sont septiques sur les chances de l'Europe.

Les USA ont réussi à nous pousser à soutenir l'Ukraine (certes l'invasion ordonnée par Poutine était inacceptable, mais les bombardements de l'armée ukrainienne contre les républiques séparatistes russophones de 2014 à 2022 l'étaient tout autant). Les drames du conflit israélo-palestinien risquent de sonner le glas des espérances du Président Zelensky.

Et pendant que les Etats-Unis prospèrent en nous vendant leur gaz de schiste, que la Russie se moque des sanctions largement contournées grâce aux BRICS, l'Europe souffre mortellement et s'enfoncé.

**Il y aurait pourtant une solution !** Bien que le couple franco-allemand n'ait plus grand-chose à voir avec l'accord De Gaulle-Adenauer ou même l'entente Mitterrand -Kohl, si un des deux grands fondateurs se retirait il n'y aurait plus d'Europe.

Les Pays du Nord méprisent les Pays du Sud qu'ils qualifient de Club Med, nos politiques étrangères nous séparent, notre approche des problèmes migratoires également, notre volonté d'indépendance face à ceux qui recherchent le parapluie américain est irréductible et pourtant nous devons respecter les Traités, sinon sortir ou en renégocier d'autres sous la menace de notre éventuel départ.

Mais cela n'est possible que si le peuple français est largement uni pour peser sur les décisions communautaires de l'UE. Et cette union doit forcément être transpartisane.

Là est la solution... si nous en sommes capables. Sinon la France s'enfoncera et risquera de n'être plus qu'une *petite lumière qui s'éteint* !

## Quoi de neuf ? De Gaulle !

Dans son dernier numéro Hors-Série de Front Populaire, Michel Onfray paraphrasait une réponse de Sacha Guitry qui, à la question : *Quoi de neuf ?* répondait invariablement *Molière !*

Il nous démontre si besoin était à partir de déclarations piochées dans diverses proclamations du Général à quel point ce dernier en tenant à réconcilier la France et l'Allemagne voulait permettre une « *union de l'Europe des peuples qui ne soit pas confiée à quelques organismes technocratiques plus ou moins intégrés qui en ferait une histoire pour professionnels limitée et sans avenir car ce serait alors les Américains qui en profiteraient pour imposer leur hégémonie* ».

Pour De Gaulle, l'Europe doit être in-dé-pen-dante ! Elle n'a évidemment rien à voir avec l'Europe maastrichtienne qui s'est imposée après lui et ne peut se construire qu'en respectant les États.

On en est loin !

Dans guère plus de 6 mois, les élections européennes offriront aux Français la possibilité d'infléchir s'il en est encore temps la politique dominatrice de la Commission européenne dirigée par Ursula von der Leyen face à un Parlement français et un Président Emmanuel Macron visiblement aux ordres !

Si vous avez lu « *L'ami américain* » d'Éric Branca rédigé grâce aux archives américaines déclassifiées jusqu'alors inexploitées, jamais vous ne pourrez plus excuser la trahison de Jean Monnet « *père de l'Europe supranationale* » qui le 6 mai 1943 écrivait au Président Roosevelt à propos de De Gaulle « *Il faut se résoudre à conclure qu'il est un ennemi du peuple français et de ses libertés, qu'il est un ennemi de la construction européenne et qu'en conséquence il doit être détruit dans l'intérêt des Français !* »

Heureusement pour lui que le Général n'a jamais eu connaissance de son vivant de cette note ultra-secrète !

Au moment où la Commission Européenne inconsciente accepte de préparer une balkanisation de l'Europe voulue par les Américains en envisageant d'incorporer l'Ukraine, l'Albanie, la Bosnie, le Kosovo, le Monténégro, la Serbie, la Moldavie et même la Géorgie, la France, second contributeur net derrière l'Allemagne doit utiliser tant que l'unanimité est encore la règle, son droit de veto pour s'opposer à un fédéralisme sournois qui détruirait définitivement notre souveraineté.

Pas question ici de Droite et de Gauche. Tous les vrais défenseurs de la France doivent s'unir pour que notre peuple, déjà tellement assiégé par de si nombreux défis, défende notre droit inaliénable à l'indépendance nationale.

- Redresser notre commerce extérieur qui se dégrade d'année en année,
- Nous désengager progressivement d'une dette dont le service va devenir la première charge de l'Etat,
- Réindustrialiser la France grâce à un protectionnisme à l'encontre des seuls pays dont les échanges avec nous sont déséquilibrés,
- Relancer notre industrie nucléaire et reprendre la position dominante qui était la nôtre par exemple dans le domaine des surgénérateurs sacrifiés par Jospin sur l'autel des accords électoraux avec les écologistes,
- Abandonner la politique défaitiste de l'intégration au profit de la seule politique acceptable de l'assimilation capable de lutter contre les attaques communautaristes du choc des civilisations,

- Réguler nos flux migratoires en fonction des seuls intérêts de la France tout en pratiquant simultanément une politique audacieuse et généreuse d'aide au développement de nos anciennes colonies
- Refonder l'éducation nationale pour qu'elle redevienne enfin le temple du savoir qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être,
- Retrouver grâce à la participation une troisième voie entre l'oligarchie conquérante, de plus en plus riche grâce à une fraude fiscale légale aménagée par les élus qu'elle a su mettre en place et la « *démocrassouille* » dont parlait De Gaulle,
- Mettre fin aux conflits armés dans lesquels nous avons été aveuglément entraînés,

Tel est l'objectif vital pour notre pays.

Et cela ne pourra certainement pas se faire au sein de l'Europe actuelle devenue un protectorat américain.

La position extérieure nette de la France (PEN), différence entre les avoirs français à l'étranger et les avoirs étrangers en France est de -600 milliards d'€ alors que la PEN de l'Allemagne est supérieure à +2000 milliards, celle du Japon à +3500 milliards et que Black Rock gère plus de 8.000 milliards d'actifs !

Nos grandes entreprises nationales ont été pillées par des étrangers avides avec des pactes de corruption parfois dénoncés à très haut niveau :

- Latécoère passe sous la bannière étoilée de KKK avec tous les inconvénients que cela suppose pour la souveraineté française d'un groupe qui travaille sur des programmes aussi sensibles que le Rafale, l'A400M, les satellites militaires français (harnais) et, surtout, le missile nucléaire M51,
- Péchiney est absorbé par l'australien Rio Tinto,
- Arcelor par l'indien Mittal,
- Alcatel par le finlandais Nokia,
- Technip par le Texan FMC,
- Sans parler du scandale d'Alstom où Olivier Marlaix, Président du Groupe LR à l'Assemblée nationale n'hésite pas à mettre en cause le locataire de l'Elysée...

Nous sommes les champions du monde des prélèvements obligatoires (45% du PIB). Ils n'étaient que de 30% sous De Gaulle et les versements aux non-contributifs augmentent vertigineusement.

- Nous sommes 23<sup>èmes</sup> au classement PISA derrière la Chine (1<sup>ère</sup>) suivie de Singapour, Macao, Hong Kong.
- Nous ne respectons plus notre Police.
- L'éducation nationale a perdu toute autorité.
- Notre chômage persiste inchangé à 7%.
- Nos jeunes par manque d'expérience, formation inadaptée, informations insuffisantes ont du mal à trouver un premier emploi.
- Plus de 20% des élèves à la sortie de l'enseignement primaire ne maîtrisent pas les savoirs fondamentaux, lire, écrire, compter.

Il faut que tout cela change. Ne vous laissez pas embobiner au cours de la campagne électorale par des journalistes irresponsables, donneurs de leçons, incapables de dialogue, impertinents, aux ordres eux-aussi des milliardaires qui possèdent leurs chaînes.

Il faut reprendre confiance pour qu'une majorité d'entre nous continue à croire en la France.

## Les petites querelles à l'heure des grands défis !

Chaque interview donnée par une personnalité qualifiée d'Extrême Droite (Marine Le Pen, Jordan Bardella, Éric Zemmour, Marion Maréchal) sur quelque chaîne que ce soit est l'occasion de questions perfides, d'allusions incongrues, d'interruptions constantes, de blocage de parole par le fait de journalistes qui se croient malins et qui, à la solde de leurs oligarques respectifs puisque clairement, seule leur carrière les intéresse, cherchent à déstabiliser leurs invités, à interdire tout dialogue à tel point qu'ils finissent paradoxalement par les rendre sympathiques et par leur attirer les faveurs du public.

Les altercations à l'Assemblée nationale entre des « Députés » de la France Insoumise dont le comportement nous fait honte et amène des observateurs étrangers à se dire « Mais où va la France ? » et leurs collègues des autres partis à propos de Gaza ou des attaques meurtrières sur le territoire national nous font craindre une dérive vers des conflits ethniques pouvant déboucher sur une véritable guerre civile.

Et pendant ce temps, la guerre d'Ukraine, le drame israélo-palestinien, la montée du piège de Thucydide entre la Chine et les USA, les forces centrifuges qui vont disloquer l'Union Européenne transformée indûment en protectorat américain, et tant d'autres conflits à travers le monde devraient nous forcer à dominer ces guerres picrocholines et à nous demander quelle place la France prétend encore jouer dans le concert des nations alors que nos élites ont depuis longtemps abandonné toute tradition gaulliste.

Quand un navire turc d'exploration pétrolière flanqué de bâtiments de guerre s'avance impunément dans la Zone Économique Exclusive grecque, Emmanuel Macron peut bien montrer ses gros bras en déployant (très provisoirement) deux Rafale, un porte hélicoptère et une frégate, Erdogan ose l'inviter à passer « un examen de santé mentale ».

Qui se serait permis d'insulter De Gaulle de la sorte ?

Il va falloir choisir.

Ou la France par son histoire, sa culture, ses apports à l'humanité tout entière, prétend conserver un message universel lui permettant d'exister encore dans le regard des autres nations ce qui impose d'être respectée à l'intérieur et à l'extérieur, de maintenir son intégrité territoriale et ses zones d'influence,

Ou elle se contente de vivre du souvenir de ses gloires passées au sein d'une Europe docile sous parapluie américain, prête à subir sans réagir, puisque toute volonté d'engagement disparaît, les sanctions économiques (affaire BNP Paribas par exemple et les 9.8 milliards d'amendes illégalement imposées) que lui infligent les USA.

Autre exemple : l'Europe accepte de payer ses achats de pétrole et de gaz en dollars et non en euros et contribue ainsi à résorber l'inflation américaine puisque celle-ci peut indéfiniment rétablir ses comptes en imprimant des billets qui, par obligation, trouveront toujours preneurs. Elle sait le sort qui a été réservé à l'Iran, l'Irak, la Libye qui ont tenté de s'affranchir de cette contrainte. Qu'en sera-t-il demain si la Chine veut tenter d'imposer le Yuan à ses partenaires commerciaux ? Les USA n'oseront sans doute pas l'attaquer mais s'en prendront à ses fournisseurs que ce soit l'Iran, l'Arabie Saoudite, le Qatar ou les Emirats.

Notre influence en Afrique disparaît au profit des Chinois, des Américains et des Russes. Nous acceptons que nos Ambassadeurs soient molestés dans des pays que pourtant nous défendons militairement. Ainsi quand la junte malienne a décidé d'expulser sous 48 heures notre ambassadeur à Bamako, Paris a prétendu qu'on le rappelait !

Might is Right ! (La Force est le Droit) et la vérité sort toujours de la bouche du canon.



## Europe fédérale ou confédérale ?

A-t-on vraiment expliqué de manière claire aux peuples européens qui veulent bien construire l'Europe mais qui restent attachés à l'idée de nation, la différence entre un état fédéral et une confédération ?

La confédération suppose la mise en commun préalable d'activités et de coopérations essentielles et la mise en place progressive de structures capables de les mener conjointement. C'est ainsi que depuis 1952 sont nés successivement la CECA, EURATOM, la CEE, la PAC, Airbus, Concorde, Ither, Schengen, Frontex et même l'Euro.

L'UE en revanche née en 1992 après le Traité de Maastricht après avoir institué un Parlement et une charte comparable à celle d'un Etat fédéral aurait pu aller plus loin jusqu'à développer une diplomatie et une défense communes, mais les réticences des peuples l'en ont empêchée.

Elle repose donc aujourd'hui sur un statut contraignant ni vraiment fédéral ni confédéral car dans une confédération, les accords qui se nouent entre des États préexistants qui restent souverains sont CONTRACTUELS et de ce fait peuvent être facilement dénoncés.

Or depuis le Traité de Lisbonne rejeté en 2005 par les peuples français, néerlandais et irlandais puis extorqué ensuite par des gouvernements dociles, la domination de la Commission européenne ne laisse d'autre solution pour qui veut rompre des accords qui ne lui conviendraient plus (*exemple l'accord inique sur l'indexation de l'électricité sur le prix du gaz sauf si, avant le vote, des dérogations ont été exigées et accordées*), qu'à quitter l'Union (Brexit) seule façon de rompre les traités !

La France par exemple, victime de la faiblesse de notre Parlement, subit des contraintes que d'autres ont su éviter (Danemark, Espagne, Portugal) et chez nous, les forces politiques souverainistes prennent de plus en plus conscience au moment où les Européistes militent pour incorporer à l'Union une ribambelle d'états en faillite de la nasse dans laquelle nous nous sommes laissé enfermer.

L'Etat fédéral est tout autre chose. Bien que reposant sur des états préexistants il constitue une superstructure qui les embrasse tous sous sa souveraineté et les états initiaux qui s'y sont agrégés sont dès lors réduits à un statut de totale dépendance librement consentie.

Certes la confédération peut préparer l'avènement d'un état fédéral qui apparaîtra alors comme sa consolidation (la Confédération helvétique est devenue un Etat fédéral) mais, et c'est l'essentiel, cette transformation ne sera possible qu'après une forte adhésion des peuples qui seront prêts à lui obéir avec une totale fidélité, ce qui exigera du temps, des échanges, des mouvements de population, des pratiques linguistiques élargies et une volonté commune solidifiant l'édifice.

La constitution d'un état fédéral ne peut donc se résumer à un acte politique.

Pour nos vieilles nations européennes chargées d'histoire, qui malgré une civilisation commune gréco-latine et judéo-chrétienne ont été si longtemps divisées par des guerres sanglantes, qui parlent des langues si différentes, il ne peut qu'être l'aboutissement éventuel d'une longue évolution lorsque les échanges éducatifs, industriels et commerciaux, les mariages mixtes, une profonde coopération, les rapprochements fiscaux, sociaux, environnementaux et non une concurrence prétendument libre et non faussée auront préparé les populations SI ELLES LE VEULENT à se ranger sous sa bannière.

Nous en sommes là. Le gouvernement français doit en prendre conscience. Les directives européennes soumises au vote à l'unanimité ne peuvent accepter le passage au vote majoritaire qu'à condition de n'être applicables qu'après ratification par les Parlements nationaux.

J'ai déjà démontré le lien terrible qui existait entre l'Euro trop fort et l'effondrement dramatique de notre déficit du commerce extérieur.

J'ai déjà souligné le choix par la totalité de nos partenaires européens du parapluie américain plutôt que de la coopération avec l'industrie militaire française.

J'ai rappelé l'inqualifiable obligation d'acheter notre électricité au prix du gaz alors que notre programme nucléaire a été sabordé par notre soumission aux Verts allemands

Nous n'en pouvons plus des normes et des accords commerciaux imposés par une Commission vassale du protectorat américain.

Nous sommes les seuls à croire à un couple franco-allemand ce qui fait bien rire nos voisins d'outre-Rhin

**Faudra-t-il crier à nouveau un jour : Vive la France libre !**

## Et si l'on essayait de finir l'année en paix ?

Ukraine, Israël, Gaza, insécurité, immigration, pouvoir d'achat, souveraineté nationale ...si enfin on coupait la Télé et les intox permanentes qui s'y propagent, si l'on essayait de trouver ensemble quelques solutions logiques aux problèmes de notre temps, même s'il faut beaucoup d'efforts pour les mettre en œuvre ...on pourrait peut-être terminer l'année avec en tête un espoir de paix et de fraternité retrouvée dont notre monde malade a le plus urgent besoin s'il veut survivre.

**Ukraine** : Les médias aux ordres nous ont vendu un beau roman. La Russie est l'agresseur, Poutine est malade. Son armée est affaiblie. On va détruire son économie (Le Maire). Allez-y Zelensky, on est avec vous et on vous fera gagner la guerre...

Une autre réalité est passée sous silence. Le coup d'Etat de 2014 (Maïden) qui a renversé le régime démocratiquement élu (*tiens comme par hasard quand une junte africaine renverse un gouvernement en place on ne veut pas la reconnaître mais quand la CIA fomenté un coup d'Etat qui réussit on le reconnaît aussitôt.*) a été le vrai point de départ des hostilités avec 14.000 tués entre mai 2014 et février 2022 dans les bombardements entre les républiques séparatistes du Donbass et les attaques de la brigade Azov de l'armée ukrainienne (bataillon d'extrême-droite aux affiliations nazies et ultra-nationalistes).

Les Etats-Unis qui sont nos alliés mais dont on connaît l'imperium prêt à tout pour s'imposer quitte à repartir bredouilles laissant des milliers de morts derrière eux (Vietnam, Afghanistan, Irak, Libye, Yougoslavie, Gaza) après avoir vendu des armes à tous les belligérants et fait travailler les milices privées de leur complexe militaro-industriel à côté desquelles celles de Wagner ne sont que de pales imitations, viennent une fois de plus de décider que la fête avait assez duré. Ils vont obliger Zelensky à négocier et tant pis pour les 500.000 morts, le pays en ruine, les dettes accumulées, la paix du monde compromise.

**Gaza** : A l'horreur de l'attaque du Hamas, la réponse par l'horreur des bombardements de Tsahal, renvoie aux calendes grecques la solution d'un conflit qui d'un côté comme de l'autre n'a respecté aucune des résolutions (242 et 338 notamment) pourtant garanties par les 5 puissances du Conseil de Sécurité de l'ONU (USA, URSS -à l'époque-, Chine, Royaume-Uni, France)

Aucune solution n'est possible sans la garantie absolue pour Israël de vivre en paix avec ses voisins (par l'engagement des 5 grands)

Aucune solution n'est possible sans la garantie d'un Etat palestinien indépendant vidé des colonies israéliennes.

Aucune solution n'est possible sans la garantie d'un partage de Jérusalem capitale des trois grands monothéismes rendu possible par la présence à long terme d'une force d'interposition de l'ONU dont le coût d'entretien quel qu'il soit serait infime par rapport à celui de la guerre, de ses pertes humaines et de ses destructions massives (*J'avais proposé il y a bien longtemps que l'ONU y implante son siège plutôt qu'à New York*)

Aucune solution n'est possible si on laisse les extrémistes des deux bords (ultra-orthodoxes chez les uns, terroristes chez les autres) continuer impunément à exciter les haines.

Combien de morts faudra-t-il encore pour que chacun entende raison ?

**Insécurité** : Après le dernier crime en date (*l'assassinat du jeune Thomas de Crépol qui n'a pas bénéficié d'une minute de silence à l'AN*), on voit bien que Gérard Collomb avait raison dans sa crainte qu'on finisse par vivre « Face à face ». Il faut apprendre aux peuples de la terre à se respecter

les uns les autres, seule façon de vivre en paix. Que l'on ait les égards qu'elle mérite pour chaque culture, pour chaque religion, pour chaque vêtue, nous quand nous allons chez les autres, et les autres quand ils viennent chez nous.

Et que ceux qui veulent s'installer à nos côtés, acceptent de respecter la loi et les valeurs de la République, fassent les efforts nécessaires pour s'assimiler comme nous nous ferons aussi les efforts nécessaires pour mieux leur faire aimer la France, ou qu'ils s'en retournent dans un territoire qui leur convient mieux.

Discuter de l'abaya, du burkini ou du voile en dehors de la sphère privée n'est pas plus tolérable chez nous que de vouloir pour nos femmes qu'elles s'exposent en tenues légères sur les plages saoudiennes ou qu'on refuse de se déchausser en visitant une mosquée !

La France doit cesser de donner des leçons au monde entier. Elle n'est d'ailleurs plus crédible ne serait-ce que par sa déconfiture dans bien des domaines. Et quand Emmanuel Macron après avoir créé un poste « *d'Ambassadeur de France pour les droits LGBT+* » se voit essuyer un cinglant refus de la part du Président du Cameroun chez qui il voulait l'envoyer, on en déduit qu'il est bien sot ou bien mal conseillé !

**Education :** Formons le vœux que ceux qui nous dirigent mesurent enfin le déclassement de notre système éducatif et prennent les mesures urgentes nécessaires pour que la France retrouve un niveau digne de son rang qui lui permette de réenvisager l'avenir.

C'est d'ailleurs par la suppression urgente du Collège unique, par les efforts sans précédents à développer pour les plus handicapés, intellectuellement, socialement ou physiquement qu'on pourra rétablir l'ascenseur républicain aujourd'hui bien en panne.

**Santé :** On mesure chaque jour dans nos provinces les erreurs commises par 50 années ou presque de Numerus Clausus qui nous obligent à vider les pays d'immigration de leurs médecins pour tenter de combler nos carences. Et là encore les efforts de rétablissement sont très insuffisants, incapables de trouver d'autres formules que l'allongement ad libitum du nombre d'années d'études et d'imaginer toutes les passerelles possibles entre personnels de soins. Un jour l'Europe nous demandera pour combler nos dettes abyssales de dénationaliser la Sécurité Sociale (comme nos amis américains ont dû abandonné Medicare). Accepterons-nous de perdre sans réagir ce formidable acquis de la Résistance ?

**Pouvoir d'achat :** L'inflation est repartie. A la pompe. Dans les supermarchés. Chez EDF. Tout cela tient à une même cause. La monnaie commune : trop forte pour les uns (les pays de l'Europe du Sud) trop favorable pour les autres qui ont vu s'envoler les soldes de leur commerce extérieur. En 20 ans depuis 2002 la France a cumulé un solde négatif de près de 1000 milliards d'€ pendant que dans le même temps l'Allemagne atteignait un solde positif de 3900 milliards ! Si on ne passe pas rapidement d'une monnaie commune à une monnaie unique le système explosera de lui-même. Je développerai ce point à une prochaine occasion.

**Francophonie :** Nous sommes en train de saccager des siècles de coopération (colonisation certes mais aussi développement, amitié, commerce, échanges) et de nous faire expulser de ces pays africains où Russie, Chine et Etats-Unis font tout pour nous remplacer. Alors que l'Afrique est le continent du XXI<sup>ème</sup> siècle, nous allons être exclus d'un monde qui parle encore notre langue par l'inconscience de nos dirigeants et le refus de voir que tout a changé.

**Dettes publiques :** La dette publique française a atteint **3 013,4 milliards d'euros le 31 mars 2023** selon l'INSEE et jamais la France ne va autant emprunter que l'an prochain pour financer le train de

vie de l'Etat. Bercy compte en effet lever 285 milliards d'euros de dette sur les marchés financiers en 2024. Cela dépasse le précédent record de 270 milliards d'euros en 2023, selon une annonce de l'Agence France Trésor. Et ce n'est pas tout !

Cette dette publique est certes en effet la principale composante de l'endettement global du pays. Elle est détenue par des investisseurs français à hauteur de 52,2%. L'autre moitié est détenue par des investisseurs étrangers pour 47,8%. La France, contrairement au Japon par exemple , dont la dette est détenue à plus de 90% par la Banque du Japon et des citoyens japonais, n'a donc pas la pleine maîtrise de sa dette.

Alors qu'en l'an 2000 la dette ne représentait que 60% du PIB, elle représente maintenant 112,5% du PIB, ce qui représente 44.300 euros par Français.

Mais il faut y ajouter une masse d'engagements, de garanties et d'activités de financement ne figurant pas au bilan de l'État et constituent la **dette hors-bilan**. Exemple :

- La garantie de 40 milliards d'euros apportée par l'État à la dette de l'Unedic ;
- La garantie apportée à la SNCF,
- L'engagement de 2.400 milliards concernant les futures retraites de la fonction publique ;
- Les subventions d'équilibre aux régimes spéciaux ;
- La garantie sur les dépôts sur les livrets réglementés

Ce hors bilan était estimé en 2020 à 4.480 milliards. Soit en cumulant les deux dettes un total de **7500 milliards d'€**

Alors que la France empruntait encore à des taux négatifs en 2020 et 2021, successivement -0,30% et -0,28%. En 2023, le taux de l'OAT (Obligations assimilables du trésor) à 10 ans vient d'atteindre 3.0250%. De ce fait le service de la dette va vite devenir le premier budget de l'Etat !

**Bonne et heureuse année quand même à toutes et à tous**

## L'Euro : monnaie commune ou monnaie unique ?

Certains d'entre vous m'ont demandé de préciser ma pensée sur la question de l'Euro : monnaie commune ou monnaie unique. Il y a en effet une grande différence entre les deux.

Une **monnaie commune** est une monnaie partagée entre plusieurs Etats avec un taux d'échange de 1 pour 1. Ce qui est actuellement le cas au sein de la zone Euro. Avec 1 € français vous pouvez acheter en Allemagne la même chose que si vous aviez 1 € allemand. Mais chaque pays conserve sa Banque centrale qui garantit les devises échangées avec les banques centrales voisines. Ainsi la Banque de France garantit les transactions faites en Euros Français auprès de la Bundesbank et inversement. La BCE ne fait qu'harmoniser les rapports entre banques avec pour mission de limiter l'inflation tant qu'elle le peut et les différences de solvabilité entre les différents pays de l'Union.

Mais ces différences entre économies font que la Bundesbank en a marre de voir s'accumuler les garanties des banques centrales des pays du Club Med (la manière ironique pour ne pas dire méprisante dont les Allemands qualifient les pays du Sud (France, Italie, Espagne, Portugal, Grèce) dont la BCE peut de moins en moins racheter les créances compte tenu des débordements observés.

En pourcentage du PIB ces dettes qui devaient rester inférieures à 60% du PIB de chaque pays s'établissent maintenant comme suit :

### Dettes en % du PIB pour chaque pays de l'UE

**Belgique** 106,0 **Bulgarie** 21,5 **Tchéquie** 44,3 **Danemark** 30,2 **Allemagne** 64,6 **Estonie** 18,5 **Irlande** 43,1  
**Grèce** 166,5 **Espagne** 111,2 **France** 111,9 **Croatie** 66,5 **Italie** 142,4 **Chypre** 85,3 **Lettonie** 39,5  
**Lituanie** 38,1 **Luxembourg** 28,2 **Hongrie** 75,2 **Malte** 50,7 **Pays-Bas** 46,9 **Autriche** 78,6 **Pologne** 8,4  
**Portugal** 110,1 **Roumanie** 48,2 **Slovénie** 70,5 **Slovaquie** 59,6 **Finlande** 74,6 **Suède** 30,7

La moyenne de l'UE est de 83,1% et celle de la Zone euro de 90,3%

On se souvient qu'il y a peu Marine Le Pen envisageait de quitter l'Euro (Frexit) avant de s'apercevoir que cette position n'était pas partagée par beaucoup de Français qui s'étaient habitués à la monnaie commune. Elle est vite revenue sur ses positions. Même chose pour Éric Zemmour.

Une **monnaie unique** est comme son nom l'indique une monnaie garantie pour tous les Etats d'une Fédération par la Banque centrale de celle-ci. Ainsi la Fédéral Reserve garantit le dollar quel que soit l'État américain d'où il provient.

Il ne peut donc y avoir de monnaie unique que dans un Etat fédéral. Autrement dit une institution commune consistant en une superstructure qui embrasse tous les Etats constituants sous sa souveraineté, institution au sein de laquelle ils se sont agrégés en acceptant un statut de totale dépendance librement consentie.

Autrement dit : À chaque Nation sa monnaie. L'Etat fédéral est une Nation et d'ailleurs la mal nommée Confédération helvétique est en fait un état fédéral.

Il va donc falloir choisir : Souveraineté ou Monnaie ! Mais le choix ne sera peut-être pas celui auquel on pense. Croyez-vous en effet que les retraités allemands, hollandais, danois ou suédois, les cigales du Nord vont longtemps accepter de voir leurs économies en Euros fondre comme neige au soleil pour garantir les fourmis du Sud ?

Moi pas !

Un conseil : chaque membre de la zone euro peut ouvrir un compte dans une banque d'un autre pays de l'Union. Pour ne pas être taxé de fraude fiscale, il suffit de le déclarer. Vos Euros français

transférés en Allemagne, Luxembourg, Danemark, Pays-Bas, Suède deviendront automatiquement des Euros allemands, luxembourgeois, danois, hollandais, suédois et si un jour ça casse vous récupérerez un patrimoine qui n'aura pas subi la dégringolade possible des pays du Sud.

Autre façon plus patriotique de réagir : renvoyer dès que possible les incapables qui nous gouvernent pour mettre en place un Gouvernement rétablissant notre prospérité, nos finances, notre industrie, notre système éducatif, notre système de santé, notre sécurité, nos comptes sociaux.

"Vaste programme" comme dirait De Gaulle.

Il est vrai que le jour où il prononça ces paroles mémorables c'était fin 44 au moment où entrant dans une salle de réunion du Boulevard Saint-Germain il entendit les participants qui criaient : "Mort aux Cons" !

## Croire en la France !

Notre dette publique rappelée dans les récents éditos inquiète les Français à juste titre. Avec plus de 3.000 milliards d'€ elle a atteint un sommet sans précédent correspondant à 110% de son PIB et la faible croissance attendue, l'augmentation du taux d'inflation, le montant important des dettes hors bilan, le niveau élevé du chômage, les résultats infâmes au classement PISA, le manque d'espoir des jeunes dans leur avenir s'ajoutent aux problèmes ressassés chaque jour de l'insécurité, de l'immigration, du choc des civilisations et autres masques d'une réalité pouvant être décrite de manière bien différente.

En effet, la France reste un pays beaucoup plus riche que la plupart de ses voisins. Si l'on tient compte de l'ensemble de ses actifs publics et privés certainement estimables autour de 40.000 milliards d'€ auquel on doit déduire passif et dettes publiques y compris dettes hors bilan, le solde net est de l'ordre de 13.000 milliards d'€ ce qui place la France en avance par rapport à l'Allemagne pour le patrimoine net moyen par ménage (240.000 € en France contre 210.000 € en Allemagne). Selon ce critère, notre pays arrive au 3<sup>ème</sup> rang mondial derrière les Etats-Unis et la Grande Bretagne.

Mais la France dispose de bien d'autres ressources à venir.

Avec la plus forte population de jeunes de moins de 20 ans en Europe (16 millions de moins de 20 ans contre 14,5 millions en Allemagne), elle peut espérer en termes de population active, si elle sait renouer avec un excellent niveau de formation, un ratio actifs/passifs très encourageant à une époque où l'on se préoccupe tant des retraites.

Malgré les résultats pitoyables au dernier classement PISA en Mathématiques chez les jeunes de 15 ans, une discipline qui outre sa capacité à former des esprits logiques devient incontournable dans le monde de l'IA et de ses innombrables applications prévisibles, l'Université Paris-Saclay a été sacrée meilleure université du monde en mathématiques dans le classement de Shangai devant Princeton !

Disposant du plus vaste territoire de l'UE (555.000 km<sup>2</sup> pour la France métropolitaine mais 638.000 avec l'Outre-mer) la France située dans un emplacement stratégique au sein du continent est le pays européen le plus attractif pour les investissements étrangers. A nous de faire en sorte de savoir qui on y accueille pour éviter les pilleurs d'où qu'ils viennent (on se rappelle l'incroyable vente d'Alstom à GE dont le cynisme et la tromperie nous ont conduit à lui abandonner notre souveraineté en matière de turbines à gaz pour l'industrie nucléaire avec l'aveuglement, pour ne pas dire plus, de l'Etat).

Autre atout qui devrait nous mobiliser : la France dispose avec les Etats-Unis du plus vaste empire maritime du monde. 11 millions de Km<sup>2</sup> de zone économique exclusive regorgeant de ressources naturelles, halieutiques certes mais surtout pétrole, gaz, terres rares, nodules polymétalliques reposant sur les fonds océaniques.

L'avenir de l'exploitation de l'énergie fossile se trouve en mer et la France deviendra indiscutablement tôt ou tard un des grands producteurs mondiaux de pétrole et de gaz puisque la prospection en eaux profondes progresse à pas de géant.

A nous de protéger cet espace que nous ont légué nos anciens. Et d'abord en redonnant à la France la marine militaire et marchande et l'aéronavale qu'elle mérite qui devraient croiser sur tous les océans et d'abord indien et pacifique !

Le prochain porte-avions français à propulsion nucléaire qui doit succéder au Charles de Gaulle ne verra le jour, en principe qu'en 2038 ! Défi technologique et industriel majeur, espérons que ce ne



sera pas une de ces prouesses françaises comme le Concorde ou le Rafale que certains amis (sic) nous empêcheront de vendre ou nous préféreront des concurrents pourtant moins avancés.

On apprend par exemple que l'avenir du projet SCAF, l'avion de chasse franco-allemand qui devait remplacer le Rafale et l'Eurofighter semble bien compromis. Conflit d'intérêts entre France et Allemagne paraît-il. On se demande bien qui souffle sur les braises !

Nous avons prouvé à nos alliés américains qu'au moment des crises nous étions toujours à leurs côtés (Cuba, 11 septembre) mais nous revendiquons notre indépendance « inter pares ». Notre territoire n'abrite aucune base militaire américaine contrairement à l'Allemagne, la Belgique, l'Italie, l'Espagne, le Portugal et bien sûr l'Angleterre. L'ancien Président Sarkozy a cependant renié le choix du Général De Gaulle en rejoignant le commandement intégré de l'OTAN. Tôt ou tard on reviendra sur cette erreur funeste.

Alors reprenons-nous. Nos atouts sont innombrables et même si le retour à une belle prospérité économique peut exiger de longs efforts, ne baissons pas les bras.

- Retrouver la maîtrise de notre souveraineté au sein d'une Europe des Nations
- Redonner à l'Education Nationale la place prioritaire qu'elle mérite
- Réindustrialiser la France
- Réduire les dépenses publiques inutiles et retrouver une fiscalité plus progressive et plus juste
- Attirer les investisseurs sur notre espace maritime tout en conservant le contrôle majoritaire
- Sécuriser les Français en luttant efficacement contre crimes et délits
- Renouer avec une médecine la meilleure du monde
- Être respectés en Europe et sur les mers
- Renouer avec nos amitiés africaines par la considération et l'aide au développement

Le potentiel de la France est intact. A notre tour de le révéler !

## Les empêcheurs de tourner en rond

De la campagne présidentielle de René Dumont en 74, aux rassemblements du Larzac en 77 suivis de la contestation antinucléaire de Creys-Malville contre le projet Superphénix (*qui fit un mort parmi les manifestants*), on assista à la naissance du mouvement écologiste qui s'organisa petit à petit avec beaucoup d'immaturation jusqu'à la fondation des Verts en 84.

Gauchistes nostalgiques de 68 prospérant sur le déclin de l'utopie communiste ou technocrates progressistes aspirant à un autre mode de vie, ce nouveau mouvement social voulant promouvoir l'épanouissement individuel, la protection de la nature, le pacifisme, le féminisme, la libération des mœurs, l'autonomie ou la recherche du temps libre va prospérer sur le crépuscule des 30 glorieuses.

Face à lui, l'Etat encore tout puissant va mener à bien son programme de construction de centrales nucléaires auquel le nouveau mouvement répondra par des sit-in, des affrontements violents revendiquant l'arrêt du programme, la lutte contre la pollution, la protection de la biodiversité et plus récemment la lutte contre le réchauffement climatique et la promotion des énergies renouvelables.

S'organisant petit à petit en mouvement politique autonome à l'instar de leurs homologues allemands sous des désignations très divergentes, Verts, MEI, Génération Ecologie, puis EELV et de nombreuses associations indépendantes, Amis de la Terre, Zadistes, Greenpeace, Soulèvement de la Terre, et bien d'autres représentent une nébuleuse luttant pour une rupture fondamentale dans la marche des sociétés prétextant sauver l'humanité des dangers que l'Anthropocène ferait peser sur l'environnement.

Très vite, les mouvements écologistes choisissent d'investir le champ électoral, un petit groupe de militants déterminés, selon la vieille méthode marxiste-léniniste s'assigne le rôle messianique d'éveiller les masses, appelant à faire de la politique autrement, organisant la résistance à toute occasion, des Universités aux bassines, accueillant une nébuleuse associative aux orientations variées et même des Black Blocs ne recherchant que le Chaos.

Comme toujours des « vedettes » surgissent. Depuis René Dumont suivi de Brice Lalonde, Antoine Waechter, Yves Cochet Dominique Voynet, Noël Mamère succèdent bien vite Daniel Cohn-Bendit, Eva Joly, et aujourd'hui à l'image de l'inénarrable Greta Thunberg, apparaît l'insupportable Sandrine Rousseau triomphant par ses esclandres à l'Assemblée nationale.

Est-ce à dire que la protection de l'environnement, la lutte contre la pollution, la préservation de la biodiversité, l'aménagement judicieux de l'espace urbain et rural ne sont pas des sujets dignes du plus grand intérêt ? Sûrement pas !

Mais les progrès de la science et non le retour à la marine à voile (*autre forme d'éolienne pour l'énergie renouvelable*), doivent servir l'humanité.

La bataille de l'énergie fait rage. Or, notre pays s'est distingué par deux axes de développement particulièrement innovants: l'énergie nucléaire et l'énergie hydro-électrique que les écologistes endoctrinés mettent à mal en refusant toute discussion consciente.

Faut-il renoncer à construire un barrage pour préserver un village abandonné alors que l'hydro-électricité serait le seul moyen vraiment écologique de lutter contre le caractère intermittent des énergies éoliennes et photovoltaïques (*en remontant l'eau dans les barrages au moment où elles fonctionnent*) ?

Faut-il abandonner la filière nucléaire qui par les surgénérateurs sacrifiés par Jospin sur l'autel des écologistes (*comme le fit en Allemagne Angela Merkel sous la pression des Verts sans lesquels elle n'aurait pas été réélue pour son troisième mandat au Bundestag*) alors qu'ils représentaient la manière la plus élégante de trouver une indépendance énergétique totale, ou les centrales au thorium où notre avance était internationalement reconnue qui auraient permis de petites centrales ne pouvant pas exploser (technologie que vingt ans après les Chinois viennent de promouvoir !) ?

Faut-il abandonner les recherches sur le projet ITER espoir définitif d'une énergie propre inépuisable ou la prospection d'énergies fossiles en eaux profondes alors que nous détenons la zone maritime exclusive la plus vaste du monde ?

Faut-il accepter sans débat les conclusions jusqu'à présent difficilement confirmées du GIEC, organisme plus politique que scientifique, ignorant les variations de l'inclinaison de la Terre sur le plan de l'écliptique ou les cycles de Milankovitch ?

Sur toutes ces questions seul un débat serein entre « sachants » peut éclairer le peuple et lui présenter tous les aspects du choix qui doit ensuite rester soumis à sa décision puisque c'est lui et lui seul qui en assumera les conséquences.

## L'Ami Américain

Lorsque le Général de Gaulle revint aux affaires en 1958, le traité de Rome instituant la Communauté Économique Européenne autrement dit le Marché Commun de l'Europe des Six avait été signé l'année précédente en mars 1957. En qualité de Chef de l'Etat, il avait notamment pour rôle d'assurer le respect des Traités. Il se trouva donc confronté à une situation qu'il n'avait pas voulue mais qu'il devait utiliser au mieux des intérêts de la France.

Or dans cette Europe des Six, la France était la première puissance économique, le pays le plus vaste et le plus peuplé (*l'Allemagne d'alors étant réduite à l'Allemagne de l'Ouest et sortant difficilement de sa reconstruction*) et il estima malgré les arrière-pensées qu'il soupçonnait déjà de la part des Américains après tant de difficultés qu'il avait dû affronter avec eux pendant la guerre comme Chef de la France Libre qu'il pourrait constituer avec ses alliés une Europe des Nations, Européenne, dans laquelle la France jouerait le premier rôle.

Alors qu'il n'était encore que Président du Conseil, il avait déjà invité le Chancelier Adenauer à La Boisserie en septembre 58. Ce sera le début d'une longue marche vers la réconciliation entre la France et l'Allemagne qui aboutira le 22 janvier 1963 à la signature du Traité de l'Elysée.

Malheureusement la signature de ce traité ayant fortement irrité le Président Américain John Kennedy, celui-ci s'arrangea pour que le Bundestag qui devait le ratifier en juin 63 ajoute à la version allemande du Traité un protocole interprétatif qui en modifiait complètement le sens.

Le Général de Gaulle voulait une Europe des Nations, européenne, dominée par la France, il s'était opposé à la réunification de l'Allemagne et à l'entrée de la Grande Bretagne dans le marché commun.

Or, le préambule rectificatif lui renvoya un Traité vidé de son sens, l'Allemagne rappelant le maintien primordial de l'alliance entre l'Europe et les Etats-Unis, la volonté de rétablir l'unité allemande, d'ouvrir l'Europe à la Grande Bretagne et d'abaisser les barrières douanières entre la CEE la Grande Bretagne et les USA !

### **Fermer la ban !**

Ancien de Saint-Cyr, il avait étudié l'Art de la guerre de Sun-Tsu et les célèbres stratagèmes de la dynastie Ming, ce qui lui permit immédiatement de déceler le piège qui lui était tendu, celui de l'encerclement, ce qui lui fit dire à son Ministre et confident Alain Peyrefitte : « *Les Allemands avaient été mon grand espoir. Ils sont mon grand désappointement* ».

Tant qu'il fut en place il maintint l'Europe des Six, interdit l'entrée de la Grande Bretagne dans le Marché Commun, et commença ce qui allait représenter un véritable triomphe pour la France affirmant que : « *Le monde est vaste et la France a un grand rôle à jouer* »

- 60 : Indépendance de toutes les colonies françaises de l'AOF, de l'AEF et de Madagascar
- 62 : Fin de la guerre d'Algérie et signature des accords d'Evian
- 64 : Reconnaissance de la Chine
- 64 : Visite triomphale au Mexique et dans les Etats de l'Amérique Latine
- 66 : Discours de Phnom Penh
- 66 : La France quitte le commandement intégré de l'OTAN et renvoie les Bases américaines
- 66 : Visite en Russie recevant un accueil enthousiaste

- 67 : Triomphe au Canada : Vive le Québec libre !

Ce qui fit apparaître une fois encore la France comme le « *Porte-parole de la Liberté des Peuples et des Nations* ».

Il ne s'arrête pas là et en 65, non seulement il récupère les barres d'or de la Banque de France soustraites pendant la guerre à l'occupant allemand mais change en or selon les accords de Bretton-Wood tous les dollars détenus par la France au grand dam des Américains !

Mais après les événements de Mai 68, lassé du pouvoir et conscient du travail de sape des forces conservatrices tant françaises qu'allemandes et américaines il quittera le pouvoir le 29 avril 1969 et son successeur Georges Pompidou rompra dès 1972 avec le veto du Général en demandant par référendum au peuple français d'autoriser l'entrée de la Grande Bretagne, du Danemark, de la Norvège et de l'Irlande dans la CEE. La Norvège refusera !

Le « stratagème des chaînes » fonctionnera à merveille. Il est vrai que les USA calvinistes persuadés de leur « *Manifest Destiny* » n'hésitèrent pas à travers des Fondations largement financées de s'adjoindre les sympathies de personnalités françaises d'avenir.

Qu'on en juge :

**Chez les Young Leaders :** Alain Juppé, Alain Mérioux, Alain Minc, Alain Richard, Anne Lauvergeon, Arnaud Montebourg, Cédric Villani, Christine Ockrent, Édouard Philippe, Emmanuel Chain, Emmanuel Macron, Fleur Pellerin, François Hollande, François Léotard, Henri de Castries, Jacques Toubon, Jean-Marie Colombani, Jean-Noël Jeanneney, Jérôme Clément, Laurent Joffrin, Laurent Wauquiez, Marisol Touraine, Matthieu Pigasse, Najat Vallaud-Belkacem, Nathalie Kosciusko-Morizet, Nicolas Dupont-Aignan, Pierre Moscovici, Valérie Pécresse

**Au Groupe Bilderberg :** Alain Juppé, Bernard Cazeneuve, Bruno Le Maire, Christine Lagarde, Dominique Strauss-Kahn, Édouard Philippe, Emmanuel Macron, Fleur Pellerin, François Baroin, François Fillon, Gabriel Attal, Gaston Defferre, Georges Pompidou, Henri de Castries, Jean-Michel Blanquer, Laurent Fabius, Manuel Valls, Valérie Pécresse

Ce qui fit dire à François Mitterrand, à la fin de son mandat, après 14 ans de présidence, record absolu pour la République, à un journaliste célèbre : « *La France ne le sait pas mais nous sommes en guerre avec l'Amérique. Oui, une guerre permanente, une guerre vitale, une guerre économique. Oui, ils sont très durs les Américains, ils sont voraces, ils veulent un pouvoir sans partage sur le monde. C'est une guerre inconnue, une guerre permanente, sans mort apparent et pourtant une guerre à mort !*

Il avait compris, bien tard, le message de celui qu'il avait si longtemps combattu !

## Sortir de la nasse de la guerre d'Ukraine

Je ne reviendrai que brièvement sur l'historique de la révolution orange de 2004 clairement organisée avec l'aide des USA qui après avoir contesté l'élection présidentielle du pro-russe Ianoukovytch allait porter au pouvoir le pro-européen Louchtchenko.

Après la révolution des roses en Géorgie en 2002, c'était un nouvel épisode de la lutte d'influence entre Moscou et Washington qui enflammait la région.

Avec le soutien de la National Endowment for Democracy fondée sous Reagan, qui avait déjà fait chuter Milosevic en Serbie en 2000 et tenté de renverser le régime biélorusse en 2001, diverses Fondations américaines selon Victoria Nuland (*elle était déjà là*) apportèrent aux mouvements d'opposition un financement qui a dépassé 5 milliards de dollars depuis 91.

Pour de nombreux Ukrainiens, l'arrivée du Président Louchtchenko signifiait une meilleure démocratie et un rapprochement avec l'UE rompant avec le régime post-communiste toujours soutenu par le puissant camp du Donetz dans un pays constitué artificiellement après-guerre et resté totalement divisé entre l'est russophone et l'ouest pro-occidental.

Mais Louchtchenko battit très vite des records d'impopularité et Ianoukovytch défait en 2004 remporta sans irrégularité, selon les observateurs internationaux, l'élection présidentielle de 2010 (le Président sortant ne recueillant que 5.45% des voix !).

Le retour au pouvoir du parti pro-russe allait entraîner un mouvement vers l'arrière se traduisant par une amélioration des relations de l'Ukraine avec la Russie et une dégradation des relations avec l'UE.

En 2014, des manifestations pro-européennes massives allaient marquer une nouvelle révolution, la révolution du Maïden, coup d'Etat entraînant la fuite du Président Ianoukovytch et la mise en place d'un nouveau gouvernement pro-occidental.

Le nouveau Parlement vote aussitôt des lois de décommunisation (965 statues de Lénine sont déboulonnées) mais des mouvements anti-Maïden à Sébastopol, Donetsk, Louhansk et Kharkiv se manifestent après abrogation de la loi promouvant le Russe comme une des langues officielles dans ces régions où il était parlé par une majorité de la population.

Des brigades d'auto-défense sont créées à Sébastopol où se trouve la base navale de la flotte russe de la mer Noire louée à l'Ukraine depuis 1954, date à laquelle la Crimée avait été donnée à la République soviétique d'Ukraine par Khrouchtchev.

Début mars, à la suite d'un référendum organisé par la Russie (sic) la république autonome de Crimée autoproclamée demandera son rattachement à la Fédération de Russie et dans le courant du mois de mai des référendums d'autodétermination sont organisés dans les oblasts de Donetsk et de Louhansk recueillant une très large majorité des suffrages. Deux Républiques séparatistes seront aussitôt auto-proclamées entraînant l'intervention immédiate de l'armée ukrainienne qui finalement sera stoppée puis reculera face aux séparatistes.

La Guerre du Donbass va alors s'embraser de 2014 à 2022 opposant le nouveau gouvernement ukrainien et les séparatistes pro-russes. Malgré un premier accord de Minsk pour un cessez-le-feu, elle causera 14.000 morts et entraînera le déplacement d'un million et demi de personnes.

En février 2015, François Hollande et Angela Merkel négocient un nouvel accord de paix et signent en présence du Président de l'Ukraine Porochenko et de Vladimir Poutine les accords Minsk 2. Mais très

vite on assistera à une recrudescence accrue des incidents armés, chacune des deux parties s'en rejetant mutuellement la responsabilité.

En 2019, Volodymyr Zelensky, acteur comique de 41 ans est élu Président de l'Ukraine contre Porochenko dans un raz de marée électoral contre les difficultés économiques et la corruption.

3 ans plus tard, après 8 ans de conflits, en février 2022, la Russie reconnaîtra l'indépendance vis-à-vis de l'Ukraine des deux républiques séparatistes autoproclamées entraînant de facto une rupture de l'accord Minsk 2 et le 24 février les troupes russes entreront en Ukraine !

Elles occupent rapidement les Oblasts de Kherson et de Zaporijia mais sont repoussés contre Kiev et Kharkov. Après une bataille de 3 mois les Russes occupent Marioupol et prennent le contrôle de la mer d'Azov

L'invasion provoque une large réaction internationale menant à un isolement sans précédent de la Russie. Des sanctions économiques sont prononcées par les pays de l'OTAN qui livreront massivement armes et munitions à l'Ukraine.

On en est là au bout de 650 jours de guerre. La Russie affirme déjouer régulièrement des attaques de drones ukrainiens, la Maison Blanche met en garde le Congrès contre la fin de l'aide américaine qui permettrait à Poutine de l'emporter. La Crimée est régulièrement ciblée car elle est la base arrière de la flotte russe en mer Noire, Kherson subit depuis des mois les bombardements de l'armée russe. Zelensky renonce à intervenir devant le Congrès américain.

Le conflit israélo-palestinien vient compliquer la donne. Les médias ne se focalisent plus sur un conflit qui dure. Zelensky annule les élections Présidentielles et les reporte à la fin de l'invasion russe (sic) tandis que Poutine annonce, lui, qu'il va se représenter !

Oui, on en est là !

On sait aujourd'hui que les sanctions économiques n'ont pas vraiment affecté la Russie mais ont au contraire démolit l'économie européenne. Les USA ont certes beaucoup prêté à l'Ukraine (110 milliards de dollars depuis 2022) mais là encore il faut savoir interpréter les chiffres. Les 110 milliards sont des prêts qu'il faudra que l'Ukraine rembourse. Ces prêts couvrent, comme autrefois le plan Marshall, l'achat exclusif de matériel américain (vendu avec les marges qu'on connaît pour ce type de matériel, au moins 50%) et dans le même temps les USA après le sabotage de Nord Stream, ont pu déjà récupérer 50 milliards de dollars sur la vente du gaz de schistes aux européens !

Amis américains, ne vous rendez-vous pas compte qu'en poussant l'ours russe dans ses derniers retranchements vous l'engagez dans une union irréversible avec la Chine et les BRICS ? Déjà Poutine bravant la condamnation de la CPI (*dont vous-mêmes ne faites pas partie car sait-on jamais Colin Powell et Georges Bush pourraient être poursuivis pour 1 million de morts en Irak*) n'a pas hésité à se rendre à Riyad, un bel allié que vous risquez de perdre ?

Il faut savoir arrêter une guerre. Reconnaître les erreurs commises à Yalta en créant un État artificiel, l'Ukraine qui, 80 ans plus tard, est toujours déchiré entre russophones et ukrainophones, les uns tournés vers la Pologne, l'Allemagne et l'Europe les autres vers la mère Russie.

*Les Français d'Oradour sur Glane n'oublieront pas que la 3e compagnie du régiment blindé Der Führer de la division Waffen SS Das Reich dont le bataillon Azov arbore encore l'emblème était composé de nombreux ukrainiens !*

Vous avez peur que le gaz russe serve trop l'économie allemande. Vous avez peur d'une Europe européenne qui pourrait vouloir se reconstruire de l'Atlantique à l'Oural. Craignez, par votre volonté

insatiable de dominer le monde, d'être demain confronté à une puissance incontournable : celle des pays non alignés qui s'uniront avec des géants, la Chine, l'Inde, le Moyen Orient, l'Amérique latine et l'Afrique.



## Quel imbroglio !

Le rejet par 270 voix contre 265 du débat sur le projet de loi relatif à l'immigration est malheureusement la preuve, si besoin était, de l'état de décadence profonde dans lequel l'Assemblée nationale qui devrait être dissoute survit sous perfusion Bornéo-Macronienne !

Le rejet en effet est la résultante des forces de LFI, LR et RN, union des contraires seulement assemblées pour faire obstacle au projet Darmanin.

On ne perdra même pas de temps à examiner les mesurette qui étaient proposées. La vraie question en effet puisque le Président Macron refuse de faire appel au Référendum sur l'Immigration (dont il connaît pourtant la réponse) est de savoir :

- Si l'on veut ou non renégocier les Art 76,77 et 78 du TFUE et en cas de refus de la part des autres Etats de la Communauté, de savoir si on est prêts au Frexit,
- Ou à un degré moindre puisqu'on n'est pas sanctionné si on ne l'applique pas de savoir si l'on veut ou non frapper du Veto de la France le Pacte de Marrakech voté par l'ONU organisant le droit à la migration pour tout être humain.
- Et au moins de savoir si on veut ou non quitter la CEDH, qui rappelons-le n'est élue par personne et qui contrairement à ce que son nom indique devrait s'intéresser au respect des droits des peuples, ce qu'elle ne fait pas et non aux gesticulations des associations pro immigrationnistes (payées par NOS subventions) dont on vient d'apprendre une des décisions récentes des plus stupides.

**Jugez-en :** Un Ouzbek, OQTF radicalisé et dangereux avait écopé d'une interdiction administrative en 2021. Ses dossiers de demande d'asile avaient tous été rejetés en 2022 et il était assigné à résidence.

Darmanin ayant décidé d'expulser les OQTF islamiques dangereux vient d'être retoqué par la CEDH et le Conseil d'Etat a demandé le rapatriement de l'Ouzbek actuellement libre à Tachkent ... ajoutant l'obligation de lui verser 3.000 € d'indemnité !

Ce n'est pas la première fois et jusqu'à présent personne n'a osé braver les décisions iniques de cette Cour même au prix d'amendes.

En réalité, à l'heure où la démographie française affiche un solde négatif et où le nombre d'actifs cotisants diminuant, les risques concernant le paiement des retraites s'aggravent, d'autant qu'aucune mesure favorable à une politique de natalité n'a été prise, une politique responsable serait donc de dire :

- La France veut maîtriser ses flux migratoires et ses frontières. Il faut pour cela renégocier les traités européens. Sur le plan légal, ce n'est possible que si une majorité d'autres Etats de l'UE acceptent de faire de même. Mais c'est peut-être ce qui est en train de se produire et on ne tolérerait pas qu'une Commission non élue refuse de présenter ce projet de loi au Parlement si le Conseil des Chefs d'Etats l'exige.
- La France veut que les émigrés qu'elle accepte d'accueillir s'engagent à respecter ses us et coutumes et les règles de sa devise : Liberté, Egalité, Fraternité, Laïcité. Ce qui signifie qu'à la frontière on expliquera que le port du voile islamique ou du Sarouel est interdit en France et que la violation de cette règle imposera une expulsion immédiate
- La France, pays des Droits de l'Homme n'accepte pas les diktats d'une CEDH dont de nombreux juges émargent illégalement au budget de l'Open Society de Georges Soros, qui n'agit que sur

sollicitations d'associations gauchistes immigrationnistes subventionnées par des Mairies complaisantes.

- La France veut confier au peuple français par voie de référendum le choix de son mode de société et n'accepte plus que des décisions comme les OQTF ne soient jamais respectées, qu'au pays des 6 millions de chômeurs on ose encore parler de « métiers en tension », qu'on laisse une justice de classe ne pas appliquer les lois, qu'on regarde ébahis le cas de Mayotte, qu'on dispense des aides sociales à des non contributifs clandestins, qu'on refuse d'éloigner les condamnés,

Les étrangers aimant la France, venus chez nous par désir de liberté sont les premiers à être les victimes de ces faits divers où on n'ose même pas donner les prénoms des criminels, comme on n'ose pas non plus donner les prénoms des pédophiles !

Le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple doit parfois s'exercer par référendum. Si le Président Macron s'y refuse, il est vraisemblable qu'il n'ira pas jusqu'au bout de son mandat.

## Français, retrouvons-nous !

Chers Compatriotes, Françaises et Français de souche ou d'arrivée plus récente, nous appartenons tous à une Nation bimillénaire qui depuis Vercingétorix, défait au siège d'Alésia par Jules César, avait réussi à unifier une multitude de peuples francs et gaulois issus de la civilisation celtique venant des territoires actuels de la France, de la Belgique, de la Suisse, du Luxembourg, d'une partie des Pays-Bas et de l'Allemagne tels que les Arvernes, les Eduens, les Armoricains ou les Francs.

César dans « *De bello gallico* » en dénombrait une liste non exhaustive de 159 tribus.

S'y sont ensuite adjoints au cours des siècles des peuples d'autres origines européennes (Espagnols, Italiens, Polonais, Portugais...), des natifs de nos territoires d'outre-mer d'Atlantique, du Pacifique, des océans Indien et Antarctique, ou issus de notre ex-empire colonial (Algériens, Marocains, Tunisiens, Membres de l'ex-AOF et de l'ex-AEF, du Canada, de la Louisiane, du Soudan, de l'Indochine et de l'Inde.

C'est une longue histoire que celle de la France, du baptême de Clovis en 496 à Reims à nos jours en passant par 60 rois de 4 dynasties des Mérovingiens jusqu'à Louis-Philippe, deux empereurs et 5 Républiques.

Avec 169 batailles livrées au cours des siècles où elle en a remporté 109, la France est le pays qui a été le plus souvent victorieux et ses heures de gloire récentes de Valmy aux guerres napoléoniennes jusqu'à la France libre font largement oublier Waterloo et Sedan.

Certes nos ancêtres n'ont pas été que des enfants de chœur et même si aujourd'hui nous contestons certaines de leurs actions nous devons les replacer dans leur contexte et ne pas nous battre éternellement la coulpe pour des crimes que nous n'avons pas commis !

Seulement voilà ! Aujourd'hui nous nous déchirons et l'on voit apparaître deux France qui se font face et qui visiblement veulent en découdre :

- Une gauche radicalisée devenue antinationale, immigrationniste et wokiste par intérêt électoral, cherchant à rejeter la Droite en la qualifiant d'Extrême Droite fasciste et raciste alors que c'est elle qui trop souvent est devenue raciste et antisémite.
- Une Droite découpée entre une fraction dite républicaine craignant encore d'être assimilée à l'Extrême Droite et un Rassemblement National voulant faire oublier Jean-Marie Le Pen (*qui pourtant comme chacun sait n'a jamais été décoré de la Francisque et est le fruit du calcul machiavélique de François Mitterrand*).
- Le centre macronien du « En même temps » a commis tellement d'erreurs qu'il ne peut plus aujourd'hui rassembler personne et bientôt ses Députés vont commencer à le lâcher harcelés par leurs électeurs qui se détournent d'eux.

Est-ce qu'on peut refaire une France avec tout cela, une France qui n'a pas su assimiler ses immigrés et qui aujourd'hui rêve de fermer ses frontières, une France où l'autorité s'est désagrégée dans les familles, à l'Ecole, face aux forces de Police, face aux Médecins ou aux Pompiers ?

Est-ce qu'on peut refaire une France avec une Union Européenne dont les règlements oubliant le Principe de Subsidiarité ont été appliqués au forceps contre les Français qui avaient rejeté par 55% le référendum de 2005 ?

Est-ce qu'on peut refaire une France si les Français ne veulent pas comprendre que la démocratie naît d'un débat tolérant et fraternel où deux visions partisans en présence se confrontent pacifiquement pour rechercher toujours la meilleure proposition servant l'intérêt général ?

Est-ce qu'on peut refaire une France si une oligarchie dominante aggrave en permanence l'écart entre les hommes, désindustrialise le pays pour rechercher à accroître ses profits, use de toutes les ficelles pour frauder fiscalement et socialement ?

Il est temps de prendre conscience de l'enjeu : Ou on se réveille et on sauve la France ou on la conduit vers une disparition programmée.

Mais peut-on proposer quelques recettes pour sauver l'intérêt général dans le sens du désir des Français ?

- Recouvrer notre souveraineté et le contrôle de nos frontières en sortant de la CEDH, en exigeant une renégociation de certains articles du TFUE et en menaçant de quitter l'Union si cette renégociation est refusée (*N'oublions jamais que la France est un contributeur net et que la Commission avide se subsides y regardera à deux fois avant d'envisager un Frexit*)
- A partir de là, redonner la parole au peuple pour réguler l'immigration, favoriser une véritable assimilation, exiger la conformité dans la sphère publique à nos modes de vie, faire respecter la loi et appliquer sans trembler les décisions de justice.
- Lutter contre les dérives qui détruisent notre jeunesse, revaloriser l'École, faire cesser les refus d'obtempérer, interdire les ports d'armes, sanctionner les contrevenants, expulser les OQTF ou les reléguer si leurs Pays d'origine refusent de les reprendre.
- Réindustrialiser la France en rétablissant les règles d'équilibre de notre Commerce Extérieur, en finir avec les dépenses somptuaires de l'Etat, les mille-feuilles administratifs, l'inflation du nombre de fonctionnaires, les évasions fiscales de complaisance
- Redonner vie à la Francophonie en aidant l'Afrique à reprendre confiance en la France par nos investissements productifs, l'abandon de nos pratiques néocoloniales et la reconnaissance absolue du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes
- Reprendre la mission universaliste que nous ont transmise nos pères en redevenant à travers le monde le "*Porte-parole de la Liberté des Peuples et des Nations !*"

## Scrutin majoritaire ou « proportionnelle » ?

On se souvient qu'en 2017, Emmanuel Macron avait promis un scrutin proportionnel pour les futures législatives de 2022. Il n'en a évidemment rien fait !

Or, d'une certaine façon nos compatriotes y étaient attachés car cela leur paraissait donner une représentation plus juste des choix du peuple français.

Mais, d'un autre côté, la Vème République s'est construite sur la base d'un système uninominal à deux tours permettant de dégager une majorité ce qui aujourd'hui manque cruellement à notre Assemblée nationale.

### Est-il possible de réunir les avantages des deux systèmes ?

Qui pourrait trouver juste les comparaisons suivantes aux Législatives de 2017 :

Partis	1 <sup>er</sup> Tour en Nb de voix	1 <sup>er</sup> Tour en %	2 <sup>ème</sup> Tour en Nb de Sièges	1 Député représenté en Nb d'électeurs
FN + Divers Droite	3.948.000	17	16	246.750
LR	3.573.000	16	112	31.901
LREM + Modem	8.926.000	49	350	25.502
PS + PRS+DV Gauche	2.153.000	9	44	51.084
Ecologistes	973.000	4	1	973.000
PC + Ext Gauche	790.000	4	10	79.000

Évidemment personne !

Mais qui pourrait trouver normal que le pays soit dans l'incapacité même en multipliant les 49/3 de conduire les réformes qui s'imposent et en soit réduit à constater des aberrations comme celles de lundi dernier où un projet de loi fut rejeté par les deux extrêmes qui ne sont évidemment d'accord sur rien sinon de mettre en difficulté le Gouvernement.

Le débat démocratique exige la confrontation si possible tolérante et pacifique des points de vue d'une Droite et d'une Gauche, seule façon de dégager pour la durée de la Législature une majorité de Gouvernement solide qu'elle soit favorable au Président ou qu'elle amène une période de cohabitation, ce qui ne déplaît pas forcément aux Français.

Croyez-vous qu'au Royaume Uni Conservateurs et Travailleurs soient deux blocs homogènes ?

Croyez-vous qu'il en soit de même entre Républicains et Démocrates aux USA ?

Evidemment non.

Alors pourquoi ne pas créer en France deux catégories législatives : Appelons-les Droite et Gauche, constituées de Partis bien différents mais se reconnaissant plutôt à Droite ou plutôt à Gauche.

Au 1<sup>er</sup> Tour les électeurs voteraient pour le Parti de leur choix (DD, RN, LR, Modem, LREM, PS, PRG, EELV, DG, PC, Ext G).

On additionnerait au soir du 1<sup>er</sup> Tour les voix de chaque groupement Droite et Gauche

Au second tour on opposerait le candidat ou la candidate arrivée en tête dans chacun des deux Groupements.

Le second tour serait alors inchangé par rapport au système actuel, sauf qu'il n'y aurait plus de prétendu « Arc Républicain » !

Ainsi, si à Droite le candidat arrivé en tête était RN, c'est lui qui représenterait la Droite dans le duel du Second tour.

Bien entendu on verrait disparaître le bloc central « Ni Droite Ni Gauche » de la Macronie mais on voit bien qu'il ne correspond plus à grand-chose !

Autre avantage, le retour à ces deux grandes catégories redonnerait vigueur à Droite au Gaullistes et à Gauche aux Socialistes au dépend du RN et de LFI.

Un Français plutôt de Droite qui dans sa circonscription verrait arriver en tête à Droite au soir du premier tour un candidat du RN et qui ne voudrait en aucun cas voter pour ce candidat qu'il continuerait à appeler d'Extrême Droite aurait toujours la possibilité de voter pour le candidat de Gauche et inversement.

Voilà pour l'Assemblée nationale.

Reste la question du référendum. Depuis 18 ans les Français n'ont plus été consultés même lorsque les sondages (Retraites, Immigration, ...) dégageaient une très forte majorité contraire aux propositions du Gouvernement.

En 2005, injure à la démocratie, leur vote négatif a même carrément été escamoté !

Il est loin le temps où le Général De Gaulle estimait qu'on ne peut pas rester au pouvoir si l'on ne bénéficie pas d'une large confiance des Français. Il l'avait d'ailleurs prouvé le 29 avril 1969 en démissionnant alors que rien ne l'y forçait lors d'un Non au référendum sur la réforme du Sénat.

Pire, le Gouvernement s'est arrangé pour que le simulacre de proposition de RIP soit pratiquement irréalisable (1/5 des Parlementaires mais surtout 4.700.000 électeurs)

Ce Gouvernement vendu à l'oligarchie qui a porté Emmanuel Macron au pouvoir, oligarchie qui possède tous les médias, n'explique même pas au peuple qui par ignorance reste encore attaché à l'idée européenne (*s'il savait à quel point les Allemands nous méprisent !*) que la maîtrise de notre immigration passe obligatoirement par la renégociation du Traité TFUE ou en cas de refus par le Frexit.

La volonté américaine (*diviser pour régner*) de multiplier les adhésions à l'UE, de favoriser le découpage des pays en régions, de pousser sans débat à un gouvernement supranational, de maintenir la monnaie commune en faisant pression par le parapluie militaire sur les pays de l'Europe du Nord qui voudraient en sortir, est constamment en lutte contre le désir de souveraineté des Nations.

Même la Hongrie hier n'a pas voté contre la candidature de l'Ukraine pour entrer dans l'UE. Quelle panoplie de pays en faillite, Ukraine, Albanie, Géorgie, Monténégro, Serbie, Bosnie, Moldavie, le tout ajouté à la Turquie on veut faire accepter à un Parlement docile. Et dire que la France, pays contributeur net, devra encore passer à la caisse !

Quoi de mieux pour dominer l'Europe. Il ne reste plus qu'à essayer de faire de même avec les vieux pays de l'UE (Catalogne en Espagne, Nord et Sud en Italie, Chypre) ceux qui l'ont quittée (Irlande du Nord, Ecosse et Pays de Galle) et tant qu'à faire avec les 21 Républiques de la Fédération de Russie et la contestation entretenue en Chine (Oùïghours, Tibet, Taïwan, Hong Kong).

Qu'elle est loin l'Europe des Nations qui auraient pu coopérer librement tout en maîtrisant leur destin ! Ça me dégoûte vraiment que personne n'explique cela aux Français.

Depuis 1969, le pays n'a cessé de décliner. D'abord faiblement sous Pompidou et Giscard, puis plus fortement sous Mitterrand et Chirac et catastrophiquement depuis Sarkozy, Hollande et « last but not least » Macron !

S'il fallait en juger il suffirait de comparer la dette publique de la France à l'issue de chaque Présidence exprimée en pourcentage du PIB

Présidence	Année de Fin	% de la dette publique / PIB
De Gaulle	1969	13.5
Pompidou	1974	14.5
Giscard	1981	20.7
Mitterrand	1995	56.1
Chirac	2007	67.4
Sarkozy	2012	90.6
Hollande	2017	98.3
Macron	Aujourd'hui	109.7

Et dire qu'on envisage déjà pour la suite (*poussés par les médias*) des affrontements de « gamins » Jordan Bardella 28 ans et Gabriel Attal 34 ans, comme si on ne savait pas que l'expérience n'est pas le fruit de ses réussites mais la somme de ses échecs !

**Pauvre France ! Réussira-t-on à te sortir de ce mauvais pas !**

## Et si on repensait l'enseignement des mathématiques !

Dans d'innombrables domaines, nous nous sommes laissés définitivement dépasser par les Américains, les Russes, les Chinois ou les Indiens.

Pourtant dans plusieurs disciplines scientifiques et technologiques notre avance était impressionnante (Nucléaire, Transports, Médecine, ...). Mais notre enseignement s'est tellement dégradé en France au cours de ces 50 dernières années qu'on peut dire que nous entrons dans une nouvelle période d'obscurantisme.

Nos compatriotes déformés par ce naufrage de l'enseignement réfléchissent de moins en moins mais ont de plus en plus de convictions sur n'importe quel sujet, ne reposant sur aucun fait scientifique réellement vérifié (*les scientifiques eux-mêmes face à des politiques orientés idéologiquement adoptent souvent une attitude de soumission. On l'a vu récemment dans leur succession autosuffisante chaque soir à la Télé pendant le Covid !*)

Inutile de discuter, c'est du temps perdu, et tel, à la manière de Lyssenko qui pendant la période stalinienne prônait l'hérédité des caractères acquis, défendra l'idée que les lignes à haute tension engendrent la maladie d'Alzheimer chez les gens vivant à proximité, pendant que tel autre gèrera sans discussion toutes les théories du GIEC ou refusera de comprendre que les énergies éoliennes ou la voiture électrique sont des attrape-nigauds...

Difficile de tabler sur un regain de l'intelligence face à tous les « bons à rien » qui se donnent pour mission le sauvetage de la planète sans chercher à faire la part des choses entre le raisonnement scientifique et la réaction affective des adeptes de ces nouvelles sectes du politiquement correct.

### **Il nous reste peut-être une possibilité.**

Au pays des Fermat, Legendre, Lagrange, Laplace, Galois, Poincaré, Monge, et plus récemment Laurent Schwartz et peut-être même Villani, ne serait-il pas possible à l'heure du Big Data et de l'IA de redonner vie à l'enseignement des Mathématiques qui dans un pays pratiquement ruiné par la faute de ses politiques depuis Mitterrand (*dette en % du PIB multipliée par 5 depuis 1981*), pourrait nous permettre à moindre frais de retrouver un rôle de leader alors qu'en dehors de l'aide qu'elles nous apportent à développer un raisonnement logique et à résoudre des problèmes en trouvant des solutions, elles vont être une des clés du développement de l'informatique à l'heure prochaine des ordinateurs quantiques?

Mais il faudra pour cela commencer par réfléchir et faire comprendre aux professeurs que développer l'enseignement des Mathématiques ce n'est pas seulement apprendre à coder (*les Indiens ou les Chinois le feront toujours pour bien moins cher que nous*) mais apprendre à réfléchir, à poser les bonnes questions, à créer des modèles qui permettront de décrire et de prévoir le fonctionnement d'un système au service de toutes les autres sciences et au service des innovations technologiques, à développer l'intuition, l'imagination, la rigueur et le raisonnement.

En Californie, un jeune mathématicien commence avec un salaire de 10.000 USD par mois. Pas étonnant que nos meilleurs étudiants sortis de l'ENS ou de l'X quittent vite la France pour d'autres rivages et remboursent leur pantoufle. Quant au jeune Agrégé de Maths démarrant à 2109 € bruts par mois dans une classe d'élèves souvent médiocres (*Merci le Collège unique*) quand il ne s'agit pas d'activistes au couteau, il faut qu'il soit un saint pour embrasser cette profession.

Google, Apple, Microsoft, Intel, Facebook et bien d'autres assurent déjà à la Silicon Valley un rayonnement international. Mais il n'est pas trop tard si on le veut vraiment pour développer par exemple autour de Paris-Saclay Université le premier campus mondial dédié spécifiquement aux Mathématiques, quitte à y recevoir, strictement sélectionnés et bien accueillis, les meilleurs



étudiants venus du monde entier (d'Europe, de Russie, de Chine, d'Inde, d'Afrique, d'Amérique latine) et les start-up qui y puiseront leurs petits génies.

Loin du formalisme outrancier ou de l'académisme stérile, formons des mathématiciens capables d'apporter des solutions aux immenses progrès technologiques qui restent encore à accomplir.

Un beau défi à la portée de la France.

## Au revoir !

Très Chers Amis,

Depuis des mois vous lisez (*subissez*) mes éditoriaux !

Je les écrivais régulièrement pour susciter des réflexions et des débats au sein des membres de notre association (*ou pour des amis qui n'en sont pas membres mais qui ont bien voulu manifester un intérêt pour mes écrits*).

Malheureusement, aujourd'hui, je déplore l'état de catastrophe dans lequel la France s'enfonce sans que nombre de nos concitoyens n'en prennent conscience.

Je ne parle même pas du pouvoir macronien, subrepticement amené par une oligarchie et les médias qu'elle contrôle, et qui n'aboutit à rien, sinon à plonger une grande partie des Français modestes ou pauvres dans le marasme.

Combien de boulangers ont-ils fermé leurs boutiques après la flambée insensée du coût de l'électricité due à une gestion calamiteuse de notre industrie nucléaire et de nos engagements européens ?

Combien de PME ne rembourseront jamais les PGE si légèrement accordés au cours de la gestion irresponsable du Covid (*et qui seront remboursés par les contribuables*) ?

Combien de miséreux n'ont même pas pu cette année être accueillis par les Restos du Cœur ?

Et pendant ce temps-là, la dette publique s'enfonce (*3.000 milliards*), les lois communautaires qui nous ont été imposées après le référendum volé de 2005 se révèlent incapables de rendre aux peuples européens le contrôle de leurs frontières. L'autorité a depuis longtemps disparu à l'école et dans la rue où le refus d'obtempérer va bientôt devenir un droit.

Nos jeunes désespèrent, après une scolarité trop souvent bâclée, de trouver un job attrayant et les « *bobos* » s'adonnent impunément à des consommations générant des trafics qui détruisent nos banlieues.

La représentation populaire est devenue incapable de dialogue et une armée d'élus et de fonctionnaires inutiles (*record mondial*) se partagent les prébendes jusqu'au plus hauts sommets de l'Etat.

J'entendais même hier à la Télévision, le ministre des Finances se vanter des progrès réalisés par la France dans la lutte contre l'inflation (*le même qu'il y a peu se proposait de réduire l'économie russe à néant et qui ferait mieux de se cantonner à la rédaction de ses livres de gare !*)

Le Président Macron, manquant d'expérience, ne subsiste que par l'affrontement mortel de factions irréconciliables. Il suffirait d'un référendum, qu'il ne proposera évidemment jamais, pour le renvoyer à sa banque !

Le piège mitterrandien divisant la Droite reste toujours efficace et l'arrivée au pouvoir possible, tant l'exaspération est grande, de Marine Le Pen (*ou de son jeune poulain*) ne réglerait fondamentalement rien (*témoin Melloni en Italie*).

La mondialisation heureuse qu'on paraît de toutes les vertus a mis notre industrie et notre agriculture à genoux et la consommation facile, pour presque tous, dans nos centres commerciaux déshumanisés, a généré une dangereuse illusion, confortée par l'enrichissement sans cause de certains. Mais c'est fini !

L'inflation dans un pays désindustrialisé qui ne réduira jamais le chômage, même dissimulé dans nos statistiques, quitte dans les fameux « *métiers en tension* » à faire venir de nouveaux esclaves, n'empêchera pas une minorité infime de riches de plus en plus riches de profiter encore un peu (*jusqu'à une nouvelle nuit du 4 août*) de la liberté sociale et fiscale qu'ils ont réussi à imposer par leurs séides.

Bientôt le monde unipolaire dominé par l'Amérique ne pourra plus qu'opposer ses 700 millions d'habitants aux 7 milliards conquérants des BRICS et le plus gros budget militaire du monde (*USA 900 milliards de dollars par an contre 240 pour la Chine, 90 pour la Russie et 40 pour la France*) ne suffira pas pour continuer à s'imposer à moins de faire sauter la planète.

Il est temps pour la France de retrouver la voie qui a toujours été la sienne, celle que je rappelais de « ***Porte-parole de la liberté des Peuples et des Nations*** »

Je souhaite consacrer les quelques années qui me restent à vivre à apporter avec ceux qui le souhaitent une petite contribution dans la réflexion politique qui s'impose au service de notre pays.

Et à approfondir, plus que dans un billet quotidien, nos propositions pour la France, totalement désintéressées et uniquement dictées par la recherche de l'intérêt général.

Vous me lirez sans doute moins régulièrement mais, j'espère, pour des réflexions collectives plus approfondies au service de notre devise :

***Liberté, Égalité, Fraternité, Laïcité***

**Fin du Tome 1 (2022-2023)**



*Pierre Chastanier, Ingénieur et Médecin, a exercé successivement au cours de sa carrière de nombreuses responsabilités, Biophysicien, Doyen de Faculté de Médecine, Vice-Président d'Université, Chef d'entreprises, Conseiller du Commerce Extérieur de la France, Président d'Associations, Membre du Conseil Scientifique de l'Institut National des Hautes Etudes de Sécurité et de Justice.*

*Cet ouvrage d'inscrit dans le cadre de l'animation de Think Tanks politiques, économiques et sociétaux comme le Club « Dialogue et Démocratie Française » qu'il a fondé en 2004 et présidé pendant 7 ans puis le « Cercle Inter Universitaire » qu'il a également fondé et préside depuis 2011.*

*Son engagement politique s'inscrit dans la lignée du Gaullisme social. Il nous invite à avoir « La Patrie au cœur et la finalité du monde pour horizon »*